

V O K S

Le laboratoire helvétique

Histoire de la diplomatie culturelle soviétique
durant l'entre-deux-guerres

Cet ouvrage
a bénéficié du soutien de :



FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

Département de l'instruction publique, de la culture et du sport



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

MAISON DE L'HISTOIRE

Illustrations de couverture

de gauche à droite

Affiche pour l'exposition russe au Musée des Arts Décoratifs de Zurich,
en 1929, Lissitzky El (dit), Lissitzky Eliazar (1890-1941). © Centre Pompidou,
MNAM-CCI, Dist. RMN-Grand Palais / Georges Meguerditchian.

VOKS – organe de la Société pour les relations culturelles entre l'U.R.S.S.
et l'étranger; vol. 2, n° 7, 1931.

Couverture : J. Boucheteil, B. Dumont, F. Szymanski

Mise en page : J.-F. Pitteloud

© Copyright 2014, Georg éditeur

M&H Département livre

Chemin de la Mousse, 46 – CH-1225 Chêne-Bourg (GE)

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation, y compris
par la photocopie, réservés pour tous les pays.

ISBN 978-2-8257-1034-0

Jean-François Fayet

V O K S

Le laboratoire helvétique

Histoire de la diplomatie culturelle
soviétique durant l'entre-deux-guerres

Abréviations et sigles

AFAA	Association française d'expansion et d'action artistique
ACICR	Archives du CICR, Genève
AEAR	Association des écrivains et artistes révolutionnaires
AEIA	Archives de l'EIA, BGE
AFB	Archives fédérales, Berne
agitpropotdel	département agitation et propagande (du Parti, du CEIC)
<i>AIZ</i>	<i>Arbeiter-Illustrierte-Zeitung</i>
Amtorg	American Trading Corporation (groupement de coopératives commerciales soviétiques)
APRPA	Amis du peuple russe et des peuples annexés
ARA	American Relief Administration
ARCOS	All Russian Cooperatives Society (groupement de coopératives commerciales soviétiques)
ARN	Amis de la Russie nouvelle, Société des amis de la Russie nouvelle
ARPLAN	Arbeitsgemeinschaft zur Studium der sowjetrussischen Planwirtschaft, Communauté d'étude de l'économie planifiée soviétique
ASCRCR	Alliance des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge d'Union soviétique
ASU	Association Suisse-URSS (en allemand : GSS)
AUS	Amis de l'Union soviétique
British Council	British Committee for Relations with Other Countries
BEDP, BE	Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité du PCF
BFSU	Bund der Freunde der Sowjetunion
BGE	Bibliothèque de Genève
BIE	Bureau international d'éducation

BIT	Bureau international du travail
BP	bureau politique du PC
BZI-NKZ	bureau d'information à l'étranger du Commissariat du peuple à la santé publique
CEIC	comité exécutif de l'Internationale communiste
CC	comité central
CFE	Chemins de fer fédéraux
CICI	Commission internationale de coopération intellectuelle (de la SdN)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CII	Conseil international des infirmières
CISR	Comité international de secours à la Russie
CPI	Committee on Public Information
CR	Croix-Rouge
CSEO	Centrale suisse d'éducation ouvrière
CSPS	Cinéma scolaire et populaire suisse
CUJS	Conférence universelle juive de secours
<i>DDS</i>	<i>Documents diplomatiques suisses</i>
DAE	Division des affaires étrangères du DPF
DFJP	Département fédéral de justice et police
DJP	Département de justice et police (du canton de...)
DGM	Deuxième Guerre mondiale
DNR	Das Neue Russland (la société zurichoise Russie nouvelle)
<i>DNR</i>	<i>Das Neue Russland</i> , la revue de la société allemande
DPF	Département politique fédéral
EIA	Entente internationale contre la III ^e Internationale ou Entente internationale anticommuniste
EPF(L-Z)	Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (L), Zurich (Z)
ESI	Editions sociales internationales
FSS	Fédération socialiste suisse
GARF	Archives d'Etat de la Fédération de Russie, Moscou
Glavlit	Direction centrale pour la littérature et l'édition (censure d'Etat)
Glavpolitprosvet	Direction générale de l'instruction politique
Gosbank	Banque d'Etat soviétique
Gosizdat	Editions d'Etat de la RSFSR
Goskino	Cinéma d'Etat, en 1925 devient Sovkino, de 1930 à 1933 Soyouzokino, puis GUKF, et GUK
Gosplan	Comité d'Etat à la planification
GOUM	Grands magasins d'Etat
GPU	Administration politique d'Etat

GSR	Gesellschaft Schweiz-Russland, Société Suisse-Russie
GSS	Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion, Société Suisse-URSS
IAH	voir SOI
IC	Internationale communiste, III ^e Internationale, Komintern
IHEI	Institut des hautes études internationales, Genève
IICI	Institut international de coopération intellectuelle (de la SdN)
IJJR	Institut Jean-Jacques Rousseau
ILP	Internationale des libres penseurs
INO-Tcheka	département étranger de la Tcheka
IPE	Internacio de Proleta Esperantistaro, Internationale des espérantistes prolétariens
ISR	Internationale syndicale rouge, Profintern
ITE	Internationale des travailleurs de l'enseignement
IZO-Narkompros	département des arts plastiques du Narkompros
JC	Jeunesses communistes
<i>JdG</i>	<i>Journal de Genève</i>
JS	Jeunesses socialistes
KIM	Internationale des jeunesses communistes
Komintern	IC
KPD	Kommunistische Partei Deutschlands, Parti communiste d'Allemagne
KPO	Kommunistische Partei-Opposition, Parti communiste-opposition, Suisse
KPS	Kommunistische Partei der Schweiz, PCS
KZP	Commission pour l'aide étrangère à la Russie rattachée au comité exécutif des Soviets
LEF	Front de gauche de l'art
LIFPL	Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté
<i>LPI</i>	<i>La Libre pensée internationale</i>
LSCR	Ligue des sociétés de la Croix-Rouge
Mejrabpom	voir SOI
MID	Ministère des affaires étrangères de l'URSS
MRSK	Moskauer Russlandschweizerkomitee, Comité de Moscou des Suisses de Russie
MOPR	voir SRI
MORP	voir SOI
Narkomfin	Commissariat du peuple aux finances
Narkomnats	Commissariat du peuple aux nationalités
Narkompros	Commissariat du peuple à l'instruction publique
Narkomzdrav	Commissariat du peuple à la santé publique
NEP	Nouvelle politique économique

NKID	Commissariat du peuple aux affaires étrangères
NKT	Commissariat du peuple au travail
NKVD	Commissariat du peuple à l'intérieur
NKVT	Commissariat du peuple au commerce extérieur
NKZ	Commissariat du peuple à la santé publique
NZZ	<i>Neue Zürcher Zeitung</i>
OBI-KZP	bureau d'information unifié de la Commission pour l'aide étrangère à la Russie
OBZSI	bureau unifié d'information sanitaire à l'étranger du NKZ
OCI	Organisation internationale de coopération intellectuelle de la SdN
OGPU	Administration politique unifiée d'Etat
OMS-VTsCPC	Département relations internationales du conseil exécutif pansoviétique des syndicats
Ossoaviochim	Association des amis de la défense nationale et du développement des industries aéronautique et chimique
PC	Parti communiste, le Parti
PCF	Parti communiste français
PCG	Parti communiste genevois
PCGB	Parti communiste de Grande-Bretagne
PCP	Parti communiste polonais
PCR(b)	Parti communiste russe (bolchevik)
PCS	Parti communiste suisse
PCV	Parti communiste vaudois
PCUS	Parti communiste d'Union soviétique
PdT	voir PST
PG	prisonnier de guerre
PGM	Première Guerre mondiale
<i>polpred</i>	représentant plénipotentiaire de la RSFSR ou de l'URSS
POP	Parti ouvrier populaire, section vaudoise du PST
POSDR	Parti ouvrier social-démocrate de Russie
POSV	Parti ouvrier socialiste vaudois
PPS	Parti socialiste polonais
PRD	Parti radical-démocrate, FDP en allemand
Profintern	voir ISR
Proletkult	Mouvement de la culture prolétarienne
PSG	Parti socialiste genevois
PSS	Parti socialiste suisse
PST	Parti suisse du travail
PSV	Parti socialiste vaudois
PTS	Parti travailliste socialiste

PUR RVSR	Direction politique du conseil militaire révolutionnaire
RDA	République démocratique allemande
RFA	République fédérale allemande
RGASPI	Archives d'Etat de Russie de l'histoire sociale et politique, Moscou
<i>RICR</i>	<i>Revue internationale de la Croix-Rouge</i>
Rosta	Agence télégraphique russe
RSFSR	République socialiste fédérative soviétique de Russie
RUP	Rassemblement universel pour la paix
Russ-photo	Agence photographique russe
SAT	Sennacieca Asocio Tutmonda, Association mondiale dépourvue de tout caractère national
SBS	Société de Banque Suisse
SCF	Save The Children Fund
SDKPiL	Parti social-démocrate du Royaume de Pologne et de Lituanie
SEDRC	Société d'études documentaires sur la Russie contemporaine
SdN	Société des Nations
SOFE	Service des œuvres françaises à l'étranger
SOI	Secours ouvrier international, Internationale Arbeitershilfe (IAH), Mejrabpom (MORP)
Sovkino	Cinéma soviétique
Sovnarkom	Conseil des commissaires du peuple, Gouvernement des Républiques soviétiques
Soyouz kino	Cinéma de l'Union soviétique
SPD	Parti social-démocrate allemand
SR	Socialiste révolutionnaire
SRCR	Société russe de la Croix-Rouge
SRCR a. o.	Société russe de la Croix-Rouge, ancienne organisation
SRI	Secours rouge international, Rote Hilfe, MOPR
SSP	Syndicat suisse des services publics, en allemand VPOD
SVFSU	Schweizerische Vereinigung der Freunde der Sowjetunion, Association suisse des AUS
TASS	Agence télégraphique de l'Union soviétique
Tcheka	Commission extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage
TCS	Touring Club Suisse
TP	Théâtre prolétarien
TsK Pomgol	Commission centrale de l'aide aux affamés de Russie
TsK Poglegod	Commission centrale de lutte contre les conséquences de la famine en Russie
UB	Universum Bücherei für alle GmbH

UDE	Union de défense économique
UEA	Universala Esperanto Asocio, Association espérantiste universelle
UIER	Union internationale des écrivains révolutionnaires
UISE	Union internationale de secours aux enfants
UITR	Union internationale du théâtre révolutionnaire
URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques
USP	Union des sociétés patriotiques
USS	Union syndicale suisse, SGB en allemand
VAPP	Association panrusse des écrivains prolétariens
VCFK	Conseil supérieur de culture physique de l'URSS
VCIK	comité exécutif central des Soviets
VOKS	Société soviétique pour les relations culturelles avec l'étranger
Vorort	Union suisse du commerce et de l'industrie
VTcheka	Commission extraordinaire panrusse pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage
YMCA	Young Men's Christian Association
ZK	Komitet Zagraniczny, comité à l'étranger de la SDKPiL

Introduction à la diplomatie culturelle soviétique

Les Etats bourgeois accordent beaucoup d'importance à ce genre de travail. Il est possible d'en juger par le fait qu'ils dépensent des sommes conséquentes pour la propagande et le rapprochement culturel.¹

Entourée par des pays impérialistes, éloignée géographiquement de l'URSS, la Suisse s'abreuve des mensonges et des insinuations provenant de ses voisins. La Suisse bourgeoise diffuse ces mensonges dans une presse quotidienne, qui ne touche pas seulement les cercles de l'intelligentsia, mais aussi une partie importante de la classe ouvrière. La faiblesse du PCS ne lui permet pas de s'opposer aux mensonges diffusés sur l'URSS. Dans toutes les manifestations à l'égard de l'URSS (articles de presse, expositions, conférences), la bourgeoisie ne voit que de la propagande qu'elle ne croit pas et qu'elle combat. [...] Le fait que soient installées en Suisse la Société des Nations et l'Entente internationale contre la Troisième internationale ne contribue pas, bien entendu, à une présentation objective de l'URSS.²

C'est de façon relativement tardive, presque malgré eux, et avec beaucoup moins de moyens et de succès que ne le laisse supposer le filtre déformant de la Guerre froide que les Soviétiques se sont essayés à la diplomatie culturelle, entendue dans le sens d'une intervention de l'Etat dans la construction et la diffusion d'un ensemble d'objets et de représentations symboliques afin d'influencer les opinions publiques étrangères. Les premières manifestations culturelles soviétiques à l'extérieur de leur territoire datent de l'année 1921. Les bolcheviks sont sortis vainqueurs de la guerre civile, mais le pays est exsangue, la famine

¹ O. D. Kameneva, présidente de l'OBFI, à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 132, Archives d'Etat de Russie de l'histoire sociale et politique (désormais RGASPI).

² Rapport d'activité du secteur latin de la VOKS, C. I. Rabinovitch, 9.11.1930, F.5283/2/62, doc. 15, Archives d'Etat de la Fédération de Russie (désormais GARF).

omniprésente. Sans renoncer à la perspective de la révolution mondiale, la Russie soviétique, totalement isolée diplomatiquement, cherche à améliorer son image par le biais de la culture pour rétablir sa crédibilité sur la scène internationale et surtout reconstruire son économie dévastée par sept années de guerres. Il faut néanmoins attendre l'été 1925 pour que cette politique soit institutionnalisée par la fondation de la VOKS, la Société soviétique pour les relations culturelles avec l'étranger. A ce moment-là, la plupart des Etats contemporains disposent déjà ou vont se doter d'instruments similaires. « Même dans les petits pays comme la Tchécoslovaquie, il existe auprès du Ministère des affaires étrangères un bureau informel pour les étrangers, chargé de l'édition de journaux spécifiques en français et anglais, et de la publication de guides. »³ La culture, qui figure aujourd'hui au cœur des politiques étrangères de tous les pays⁴ — des Etats-Unis à la Suisse, en passant par l'Arabie saoudite, la Chine, l'Iran, le Qatar, la Turquie... — n'a-t-elle d'ailleurs pas toujours fait partie des échanges internationaux et constitué un instrument au service du pouvoir ?⁵

De tout temps, des artistes, des intellectuels, mais aussi des scientifiques, ont été mis à contribution par des souverains, des Etats ou des Nations pour conforter leur légitimité et accroître leur rayonnement.⁶ Sous le règne de Louis XIV, « la littérature et les arts sont associés aux échanges, aux contacts politiques, à la vie des cours européennes et à la préparation des traités : la culture et la diplomatie avaient donc déjà d'étroites relations entre elles »⁷. Les monarques aiment s'entourer, ce qui ne signifie pas écouter, des esprits les plus éclairés et des créateurs les plus talentueux, surtout s'ils viennent de l'étranger. Les célèbres entretiens de Catherine II avec Diderot précèdent de deux siècles l'entrevue accordée par Staline à Romain Rolland. De Pierre I^{er} à Staline, les architectes et les artisans européens ont trouvé en Russie un terrain très accueillant pour leurs réalisations.

C'est toutefois à la fin du XIX^e siècle⁸, avec la montée des impérialismes, que s'est cristallisé le lien entre culture et politique étrangère dont procède la

³ O. D. Kameneva, présidente de l'OBI, à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 132, RGASPI.

⁴ Mark C. Donfried, « The Future of Cultural Diplomacy », Jessica C. E. Gienow-Hecht, Mark C. Donfried (eds.), *Searching for a Cultural Diplomacy*, Oxford/New York, Berghahn Books, 2010, pp. 21-25.

⁵ Selon Akira Iriye, il n'existerait ni relations internationales, ni diplomatie non culturelle, Postface à Alain Dubosclard et autres (éd.), *Entre rayonnement et réciprocité. Contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 184 ; Jerry H. Bentley, *Old World Encounters: Cross-Cultural Contacts and Exchanges in Pre-Modern Times*, New York, Oxford University Press, 1993.

⁶ David I. Kertzer, *Rituals, Politics and Power*, London, Yale University Press, 1988.

⁷ Philippe Lane, *Présence française dans le monde, l'action culturelle et scientifique*, Paris, La Documentation française, 2011, p. 21.

⁸ Thomas G. August, *The Selling of the Empire: British and French Imperialist Propaganda, 1890-1940*, London, Greenwood Press, 1985.

diplomatie culturelle. « La plupart des grands pays européens, mais plus particulièrement la France, surtout après 1870, ont cherché en effet à propager un prosélytisme civilisateur, fondé sur une culture potentiellement universaliste et une langue d'usage international, et qui fût couplé à un vieux nationalisme ».⁹ En 1883 est ainsi constituée, par des acteurs de la société civile, l'Alliance française, afin d'accroître la diffusion du français dans les colonies et à l'étranger. Le but de l'Alliance est d'augmenter l'influence de la culture française dans le monde par le biais de l'enseignement de la langue.¹⁰ La diplomatie de la langue peut également résulter de la volonté de conserver des liens avec ses ressortissants ayant émigré, à l'instar de la Société Dante Alighieri qui propose depuis 1889 des cours de langue et littérature italienne en priorité destinés aux communautés italiennes de l'étranger.

Après la Grande Guerre, l'action culturelle se fait plus ouvertement diplomatique, c'est-à-dire étatique. Nombre de pays intègrent officiellement la culture parmi les instruments de leur politique étrangère. La République de Weimar se dote d'une Division culturelle (Kulturabteilung) en charge des échanges scientifiques avec l'étranger sous la forme de collaborations et d'échanges de chercheurs, de praticiens et d'étudiants.¹¹ Parallèlement, des professeurs forment en 1925 un centre culturel. Institut privé, appuyé financièrement par le Ministère allemand des affaires étrangères, la Deutsche Akademie se concentre progressivement sur l'enseignement de la langue allemande à l'étranger.¹² La France étend son dispositif avec la création en 1920 du Service des œuvres françaises à l'étranger (SOFÉ), organe du Ministère des affaires étrangères, puis, deux ans plus tard, par la formation de l'Association française d'expansion et d'action artistique (AFAA) en charge de la promotion de l'art français dans le monde.¹³ L'Italie fasciste, particulièrement active en ce domaine¹⁴, signe dans les années trente des conventions culturelles, intégrant des échanges éducatifs et des tour-

⁹ François Chaubet, *La politique culturelle française et la diplomatie de la langue : l'Alliance française (1883-1940)*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 11.

¹⁰ François Chaubet, « L'Alliance française et la diplomatie de la langue 1883-1914 », *Revue historique*, 2004/4, n° 632, pp. 763-785 et Alain Dubosclard, *Histoire de la fédération des Alliances françaises aux Etats-Unis, (1902-1997) : l'Alliance au cœur*, Paris, L'Harmattan, 1998.

¹¹ Kurt Düwell, « Die Gründung der kulturpolitischen Abteilung im Auswärtigen Amt 1919-1920 als Neuanfang : Inhaltliche und organisatorische Strukturen der Reform auswärtiger Kulturpolitik nach dem Ersten Weltkrieg », Kurt Düwell und Werner Lind (Hrsg.), *Deutsche auswärtige Kulturpolitik seit 1870*, Köln, Böhlau Verlag, 1981, pp. 46-47 ; Kurt Düwell, *Deutschlands auswärtige Kulturpolitik, 1918-1932 : Grundlinien und Dokumente*, Köln, Böhlau, 1976.

¹² Eckard Michels, *Von der Deutschen Akademie zum Goethe-Institut : Sprach- und auswärtige Kulturpolitik, 1923-1960*, München, Oldenbourg, 2005.

¹³ Albert Salon, *L'action culturelle de la France dans le monde*, Paris, F. Nathan, 1983 ; Robert Frank, « La machine diplomatique culturelle française au XX^e siècle », *Relations internationales*, n° 115, 2003, pp. 325-348.

¹⁴ C'est notamment le cas dans ses relations avec les Etats-Unis, Matteo Pretelli, « Culture or propaganda? Fascism and Italian culture in the United States », *Studi Emigrazione/Migration Studies*, Vol. 43, n° 161, Marz 2006, pp. 171-192.

nées d'artistes, avec de multiples pays d'Europe centrale et orientale.¹⁵ En 1936, le Département d'Etat américain établit une Division des relations culturelles, rapidement en charge d'un programme d'échanges avec plusieurs pays d'Amérique latine.¹⁶ Sans aller aussi loin dans le processus d'institutionnalisation, d'autres pays, y compris parmi les plus réservés à l'égard de ces pratiques, favorisent l'apparition de sociétés privées en charge des échanges culturels avec l'étranger.¹⁷ Les Britanniques, qui ne voient pas en la culture un produit universel devant être soutenu à l'exportation¹⁸, finissent par reconnaître la légitimité de la diplomatie culturelle en fondant, en 1934, le British Committee for Relations with Other Countries (British Council).¹⁹ Même en Suisse, où la culture n'est pas une prérogative de l'Etat et constitue surtout une source de tensions entre les différentes communautés linguistiques, le Conseil fédéral pose, dans son message de 1938²⁰, les bases d'une régulation des relations culturelles internationales débouchant sur la fondation d'une communauté de travail bientôt dénommée Pro Helvetia.²¹

¹⁵ Benedetta Garzarelli, *“Parleremo al mondo intero” : la propaganda del fascismo all'estero*, Alessandria, Ed. dell'Orso, 2004.

¹⁶ José Manel Espinosa, *Inter-American Beginnings of U.S. Cultural Diplomacy: 1936-1948*, Department of State, Bureau of Educational and Cultural Affairs, 1977.

¹⁷ Jean-Michel Tobelem, *L'arme de la culture : Les stratégies de la diplomatie culturelle non gouvernementale*, Paris, L'Harmattan, 2007.

¹⁸ Sur le rapport des Britanniques à la culture : « “Vultures and philistines” : British attitude to culture and cultural diplomacy », *International Affairs*, Vol. 61, n° 1, Winter 1984-1985, pp. 1-8 ; Anthony Parsons, Anne Dulphy, Robert Frank, Marie-Anne Mattard Bonucci et Pascal Ory (éd.), *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, P.I.E. Peter Lang, 2010, p. 28.

¹⁹ Philip M. Taylor, *Cultural Diplomacy and the British Council : 1934-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978 ; Christine Okret-Manville, *La politique étrangère culturelle, outil de la démocratie, du fascisme et du communisme. L'exemple du British Council, 1934-1953*, Vandoeuvre-les-Nancy, CNRS, 2003.

²⁰ « Message du 9 décembre 1938 du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant les moyens de maintenir et de faire connaître le patrimoine spirituel de la Confédération », *Feuille fédérale*, 90, vol. 2, 1938, pp. 1001-1043.

²¹ Carl Doka, *Pro Helvetia : 1939-1964*, Zürich, O. Füssli, 1964 ; Matthieu Gillibert, “Dans les coulisses de la politique culturelle suisse à Pétranger. Objectifs, réseaux et réalisations du rayonnement culturel helvétique durant le second vingtième siècle”, Thèse de doctorat, Université de Fribourg, 2011 ; Claude Hauser, Bruno Seger, Jakob Tanner (éd.), *Entre culture et politique : Pro Helvetia de 1939 à 2009*, Genève, Slatkine, 2010 ; Hans-Ulrich Jost, « Anfänge der kulturellen Aussenpolitik der Schweiz », Urs Altermatt, Judit Garamvölgyi (Hrsg.), *Innen- und Aussenpolitik. Primat oder Interdependenz ? Festschrift zum 60. Geburtstag von Walther Hofer am 10. November 1980*, Bern, P. Haupt, 1980, pp. 581-590 ; Hans-Ulrich Jost, « Relations internationales et affaires étrangères suisses après 1945 », Hans-Ulrich Jost, Monique Ceni, Matthieu Leimgruber (eds), *Relations internationales et affaires étrangères suisses après 1945*, Lausanne, Antipodes, 2006, pp. 7-13 ; Kadelbach Thomas, “Les images et représentations de la Suisse au miroir de son action culturelle extérieure (1945-1990)”, Thèse de doctorat, Université de Fribourg, 2011 ; Franz Kessler, *Die Schweizerische Kulturstiftung « Pro Helvetia »*, Zürich, Schulthess Polygraphischer Verlag, 1993 ; Roland Ruffieux, « La culture dans les relations de la Suisse avec l'extérieur », *Relations internationales*, Paris, n° 25, printemps 1981, pp. 135-143 ; Roland Ruffieux, *La politique culturelle suisse devant une échéance : de la défense spirituelle à l'engagement permanent*, Lausanne, Rencontres suisses, 1986.

Au-delà des Etats, la culture a trouvé sa place au sein du projet d'une nouvelle société internationale porté par la Société des Nations (SdN) et plusieurs organes techniques qui lui sont liés comme l'Organisation internationale de coopération intellectuelle (OCI), et son organe directeur la Commission internationale de coopération intellectuelle (CICI).²² L'alliance de la culture et de l'éducation est le moteur du « désarmement moral » devant conduire à la réalisation d'une paix durable. L'échange d'étudiants et de professeurs issus d'universités étrangères connaît, grâce aux facilités de voyage, un très large développement.²³ Les colloques, les conférences et les coopérations scientifiques internationales se multiplient. De nombreux auteurs évoquent à propos de cette période la naissance d'une internationale de l'esprit, d'une République mondiale des Lettres, d'une autonomisation de la culture.²⁴ Mais cette internationalisation des institutions et des réseaux intellectuels, largement initiée la fin du XIX^e siècle²⁵, ne provoque pas l'émergence d'un espace transnational. Les communautés épistémiques²⁶ qui se constituent par réseaux d'experts travaillent sur des projets communs, mais cantonnés à des objets limités, souvent techniques. En tant que projet culturel et politique, « l'internationalisme libéral »²⁷ bute sur les références, les affiliations et les loyautés nationales.²⁸ Loin de s'émanciper du paradigme national, le champ culturel s'affirme durant l'entre-deux-guerres comme le théâtre d'un affrontement symbolique entre Etats concurrents et/ou modèles idéologiques rivaux. Derrière la volonté de créer de la compréhension et de se faire de nouveaux amis, le but est d'étendre son influence.

Basé à Paris, financé presque exclusivement par le Gouvernement français, l'Institut international de coopération intellectuelle (IICI), fondé en 1926 afin d'aider la CICI dans la mise en œuvre de ses activités, est fondamentalement un instrument du rayonnement français, comme l'est pour le fascisme italien l'Institut international du cinématographe éducatif installé à Rome. Pour les Soviétiques ces échanges doivent être compris en termes d'alliances et de rapports

²² Pham-Thi-Tu, *La coopération intellectuelle sous la Société des Nations*, Genève-Paris, Droz-Minard, 1964 ; Jean-Jacques Renoliet, *L'UNESCO oubliée, la Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.

²³ Victor Karady, « La migration internationale d'étudiants en Europe, 1890-1940 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 145, 2002, pp. 47-60.

²⁴ Akira Iriye, *Cultural Internationalism and World Order*, Baltimore, Hopkins University, 1997 ; John Boli, George M. Thomas, *Constructing World Culture, international nongovernmental organizations since 1875*, Stanford University Press, Stanford California, 1999.

²⁵ Madeleine Herren, *Internationale Organisationen seit 1865. Eine Globalgeschichte der internationalen Ordnung*, Darmstadt, Wiss. Buchgesellschaft, 2009.

²⁶ Peter Haas, « Introduction: Epistemic Communities and International Policy Co-ordination », *International Organization*, Vol. 46, n° 1, 1992, p. 3.

²⁷ J'emprunte cette notion à Patricia Clavin, « Conceptualising Internationalism Between the World Wars », Daniel Laqua (ed.), *Internationalism reconfigured. Transnational Ideas and Movements Between the World Wars*, London, Palgrave Macmillan, 2011, p. 5.

²⁸ Pierre-Yves Saunier, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, n° 57, décembre 2004, p. 117.

de force : « Par ce biais », écrit la présidente de la VOKS, Olga Kameneva, « la bourgeoisie n'aspire pas seulement à rétablir des liens brisés par la guerre, ni même à la diffusion d'une brume pacifiste, ou à la prévention d'autres guerres dans l'avenir. Cette situation apparaît très clairement dans les programmes et les discours des organisations internationales comme l'Institut de coopération intellectuelle, l'Internationale des travailleurs intellectuels. Il est intéressant de constater que, contrairement aux bavardages pacifistes, les efforts de rapprochement culturel de ces pays sont toujours orientés dans une perspective politique et militaire, de vassaux à puissances dominantes et réciproquement, comme le révèle l'exemple des relations entre la France, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie. »²⁹

Le front culturel est donc largement ouvert, et les protagonistes nombreux, lorsque les Soviétiques entérinent, après plusieurs années de balbutiements et guère de conviction, la création d'un organisme en charge des relations culturelles avec l'étranger. La fondation de la VOKS sous la forme d'une société non gouvernementale, basée sur le volontariat — un « organisme social » selon la terminologie consacrée — s'inspire des modèles existants, en particulier l'Alliance française explicitement évoquée dans les sources soviétiques.³⁰ La formule associative a l'avantage d'être compatible avec la théorie marxiste, qui n'envisage les relations culturelles que sous la forme d'échanges entre les peuples, sans la médiation des Gouvernements. Aux yeux des communistes, les échanges culturels doivent contribuer à l'émergence d'une communauté supranationale, partageant un ensemble de valeurs communes.³¹ Comme dans la plupart des pays, la littérature soviétique de l'époque ignore le concept de diplomatie culturelle.³²

L'arrivée des Soviétiques dans le champ culturel suscite pourtant de violentes réactions. « Le but est de soumettre à l'influence du Komintern les cercles intellectuels de l'Occident, en exploitant le terrain scientifique, littéraire et artistique », s'insurge l'Entente Internationale contre la III^e Internationale. Pour de

²⁹ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924. F.495/99/95, doc. 132, RGASPI.

³⁰ Par exemple : Note de service de la VOKS, 1.6.1925, F.5283/1/76, doc. 353, GARF.

³¹ Notons pourtant que cet internationalisme prolétarien, qui constituait depuis Marx l'un des principes les plus affirmés — mais aussi les plus abstraits — du mouvement ouvrier, n'échappe pas à une subordination progressive de ses institutions (IC) et de sa politique aux intérêts de la politique étrangère soviétique.

³² A. E. Ioffe, *Internacional'nye, naučnyh i kul'turnye svjazi sovsetskogo sojuza 1928/1932*, Moskva, Izd. Nauka, 1969 ; A. E. Ioffe, *Meždunarodnye svjazi sovsckoj nauki, tebniki i kul'tury 1917/1933*, Moskva, Izd. Nauka, 1975 ; M. S. Kuz'min, *Dejatel'nost' partii i sovsetskogo gosudarstva po razvitiiju meždunarodnyh naučnyh i kul'turnykh svjazej SSSR (1917/1932)*, Leningrad, Izd. Leningradskogo Universiteta, 1971 ; M. S. Kuz'min, V. I. Fokin, « Bor'ba kommunističeskoj partii protiv buržuaznoj ideologii v uslovjar' stanovlenija i razvitija meždunarodnogo kul'turnogo obmena SSSR v 20/30 gody », *Leninskije principy ideologičeskoj raboty partii*, Leningrad, Izd. Leningradskogo Universiteta, 1982, pp. 96-106.

nombreux auteurs, la diplomatie culturelle soviétique marque une rupture avec les pratiques antérieures.³³ L'URSS n'aspirerait pas seulement à améliorer son image, à l'instar des autres Etats, mais à transformer le regard que portent ses interlocuteurs sur le monde.³⁴ Placées sous le contrôle de l'Etat-Parti, les relations culturelles participeraient d'une forme d'agitprop étendue au niveau international. Loin d'être spontanées et équilibrées, inscrites dans un réseau personnel, professionnel ou associatif, selon la définition généralement associée aux échanges culturels, les relations culturelles avec les Soviétiques n'auraient d'autre but que l'embrigadement de ceux qui s'en font les complices. L'Etat propagandiste, comme l'a qualifié Peter Kenez³⁵, pousse incontestablement plus loin qu'aucun autre régime le mariage entre culture et politique, ne négligeant aucun aspect de la vie intellectuelle et artistique pour répandre sa doctrine, à l'intérieur comme à l'extérieur de son territoire.³⁶

Il convient néanmoins de nuancer la singularité du cas soviétique. Toutes les diplomaties culturelles procèdent de motivations multiples allant du commerce à la politique. La dimension propagandiste imprègne également les pratiques culturelles des Etats démocratiques. Quelle que soit l'expression retenue — Propagande culturelle, Diplomatie culturelle, Relations ou Echanges culturels³⁷, Action ou Projection culturelle³⁸, Diplomatie intellectuelle, *Soft Power*³⁹ ou *Public Policy* — le but consiste toujours à influencer les opinions publiques. Bien qu'à des degrés divers, la promotion des valeurs identitaires ou politiques du pays est inhérente à ce genre d'exercice. Par sa langue et sa littérature, c'est un système de valeurs, « un projet politique »⁴⁰ et des habitudes de consommation que la France diffuse à l'étranger. Revendiquant pour sa part une action de contre-propagande, « en réaction à l'offensive communiste », le British Council participe lui aussi à cette concurrence des modèles de civilisation.⁴¹ Mais l'argument défensif, théorisé en Suisse sous l'expression de « défense spirituelle », nourrit

³³ Katja Gesche, *Kultur als Instrument der Aussenpolitik totalitärer Staaten. Das Deutsche Ausland-Institut 1933-1945*, Köln, Böhlau Verlag, 2006.

³⁴ Michael David-Fox, *Showcasing the Great Experiment: Cultural Diplomacy and Western Visitors to the Soviet Union, 1921-1941*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 16.

³⁵ Peter Kenez, *The Birth of the Propaganda State: Soviet Methods of Mass Mobilization, 1917-1929*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

³⁶ Wladimir Berelowitch, Laurent Gervereau (éd.), *Russie-URSS, 1914-1991, changements de regards*, Paris, BDIC, 1991.

³⁷ Bien qu'en distinguant ces différentes notions J. M. Mitchell (*International Cultural Relations*, London, The British Council, 1986, pp. 28-29), note qu'elles ne sont jamais totalement libres d'éléments propagandistes.

³⁸ Concept adopté par les Britanniques en 1935.

³⁹ L'expression est de Joseph S. Jr. Nye, *Soft Power : The Means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs, 2005.

⁴⁰ Mariangela Roselli, « Le projet politique de la langue française. Le rôle de l'Alliance française », *Politix*, vol. 9, n° 36, 1996, p. 85.

⁴¹ Christine Okret-Manville, « La politique étrangère culturelle, outil de la démocratie, du fascisme et du communisme. L'exemple du British Council, 1934-1953 », *Relations internationales*, 2003, n° 115, pp. 399-410.

également la rhétorique soviétique. Et si elle vise moins à la diffusion d'idées et de valeurs qu'à la conquête d'une position stratégique dans la production et la circulation des savoirs scientifiques, la diplomatie intellectuelle des fondations américaines — comme la Canergie Corporation of New York (1906), la fondation Rockefeller (1913), la fondation Ford (1936) — n'en constituent pas moins des relais très influents des Etats-Unis à l'étranger.⁴² A l'inverse, la dimension commerciale, si caractéristique des pratiques culturelles des Etats libéraux⁴³, s'impose rapidement aux acteurs de la médiation culturelle soviétique, au point de tempérer leurs ambitions propagandistes.

Si la subordination de la VOKS aux intérêts de l'Etat-Parti soviétique ne fait guère débat, les sociétés culturelles des démocraties libérales sont loin d'être totalement indépendantes de leurs Gouvernements respectifs, ne serait-ce que financièrement. Institution privée d'utilité publique, l'Alliance française dépend largement, comme le British Council, de l'aide du Ministère des affaires étrangères ou d'autres structures étatiques, sous forme de subsides, de personnels et de locaux. Dans tous les pays, les acteurs de la médiation culturelle collaborent étroitement avec le personnel diplomatique et consulaire, dont ils sont souvent issus. En Suisse, la nomination des dirigeants de Pro Helvetia incombe au Conseil fédéral, qui est aussi son unique bailleur de fonds.⁴⁴ Bien intégrés dans les lieux du pouvoir et majoritairement à droite de l'échiquier politique, les intellectuels helvétiques associés aux échanges culturels méritent autant que leurs homologues soviétiques l'appellation d'intellectuels organiques.⁴⁵ A défaut d'en contrôler systématiquement les processus de fabrication, les acteurs de la médiation culturelle des pays les plus libéraux ne sélectionnent pas moins attentivement que les Soviétiques les articles du catalogue des créations nationales à promouvoir à l'étranger. Tous les Etats recourent aussi aux commandes, aux aides à la traduction ou à l'édition. Les produits échangés procèdent ainsi d'une multitude de médiations et de négociations qui leur donnent un goût d'officialité. Quelle que soit la nature du régime, les différents degrés et formes d'interventions étatiques, les relations culturelles sont toujours une mise en scène, une représentation construite, forcément un peu biaisée. En Russie même, il convient de

⁴² Edward H. Berman, *The Ideology of Philanthropy: The Influence of the Carnegie, Ford, and Rockefeller Foundations on American Foreign Policy*, Albany, State University of New York Press, 1983 ; Giuliana Gemelli, Roy Macleod, *American Foundations in Europe: Grant-Giving Policies, Cultural Diplomacy and Trans-Atlantic Relations, 1920-1980*, Bruxelles, Lang, 2003 ; Ludovic Tournès, *L'argent de l'influence : les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Editions Autrement, 2010.

⁴³ Ökret-Manville, « La politique étrangère culturelle, outil de la démocratie, du fascisme et du communisme. L'exemple du British Council, 1934-1953 », pp. 401-402.

⁴⁴ Le premier président de Pro Helvetia est l'ancien conseiller fédéral radical Heinrich Haebelin.

⁴⁵ Aram Mattioli, *Intellektuelle von rechts. Ideologie und Politik in der Schweiz 1918-1939*, Zurich, Orell Füssli, 1995 ; Alain Clavien et Claude Hauser, « L'intellectuel suisse entre expertise et critique », *Traverse*, n° 2, Zurich, Chronos, 2010, pp. 11-15 ; Pauline Milani, « De la défense spirituelle aux échanges culturels. Socio-histoire de la politique culturelle extérieure suisse (1938-1985) », Thèse de doctorat, Université de Fribourg, 2011, pp. 17-18.

distinguer, en ce domaine comme dans d'autres, un avant et un après le Grand tournant stalinien. A l'image de la cinématographie, il faut souvent plus d'une décennie pour passer d'une situation caractérisée par l'hétérogénéité et l'autonomie des structures de la branche, à une industrie centralisée et nationalisée, de la création à la distribution. Produit officiellement étatisé, la culture soviétique n'est pas immédiatement monolithique.

Plus que le rapport au pouvoir, c'est le contexte sociopolitique qui semble déterminant pour appréhender la nature des relations culturelles avec l'URSS. Alors qu'un certain « consensus idéologique » prévalait parmi les relations internationales durant le XIX^e siècle, l'arrivée des Soviétiques, puis des régimes fascistes, a contribué à « l'hétérogénéité idéologique et culturelle de la scène internationale dans l'entre-deux-guerres ». ⁴⁶ La culture est devenue un « enjeu » et « un terrain d'affrontement sur lequel interviennent divers groupes et forces antagonistes » ⁴⁷. La rupture est en réalité antérieure à la Révolution d'Octobre ; elle procède de la guerre, de la culture de guerre héritée du bourrage de crâne et de la censure. ⁴⁸ Chez tous les protagonistes, la culture s'est faite ouvertement propagandiste. Si le contrôle des médias relève de l'Etat et de l'armée, les premières mobilisations d'artistes émanent souvent de la société civile. ⁴⁹ Aux Etats-Unis, c'est une agence indépendante, fondée en 1917 pour conforter le soutien de l'opinion publique à l'entrée en guerre de leur pays, le Committee on Public Information (CPI), qui réalise divers programmes culturels. ⁵⁰ En Russie, les bolcheviks se contentent dans un premier temps de prolonger l'activité des institutions préexistantes, celles apparues à l'époque du Gouvernement provisoire issu de la Révolution de Février, mais aussi sous le régime du tsar Nicolas II, qui avait encouragé la production d'affiches et de cartes postales de propagande. Les reportages de guerre réalisés par le comité Skobolev, une ancienne association philanthropique devenue organisme gouvernemental en 1915, étaient exhibés dans des trains de propagande qui préfigurent les pratiques communistes de la guerre civile. ⁵¹ Mais, alors que dans les pays ayant fait l'expérience du pluralisme, ces pratiques ont été subordonnées au sortir de la guerre aux règles

⁴⁶ Philippe Braillard, Pierre de Senarclens, « Idéologie et relations internationales : le cas des relations soviéto-américaines », *Relations internationales*, 1981, n° 25, pp. 117-118.

⁴⁷ Pierre Milza, « Culture et relations internationales », *Relations internationales*, 1980, n° 24, p. 362.

⁴⁸ Stéphane Audoin-Rouzeau, « "Bourrage de crâne" et information en France en 1914-1918 », *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*, Paris, Université de Nanterre, 1990, pp. 163-174.

⁴⁹ Philip M. Taylor, *British Propaganda in the Twentieth Century*, Edinburgh, 1999, p. 2.

⁵⁰ Michel Mathien et Catherine Conso, *Les agences de presse internationales*, Paris, PUF, 1997, p. 63.

⁵¹ Wladimir Berelowitch, « Le pouvoir des symboles », Berelowitch et Gervereau (éd.), *Russie-URSS, 1914-1991, changements de regards*, p. 11 ; Denise Youngblood, *The Magic Mirror: Movie-making in Russia, 1908-1918*, Madison, University of Wisconsin Press, 1999 ; Denise Youngblood, *Russian War Films: On the Cinema Front, 1914-2005*, Lawrence, University Press of Kansas, 2007.

constitutionnelles, en Russie l'intervention de l'Etat dans la production culturelle s'est pérennisée sans aucune limite légale.⁵²

La diplomatie culturelle soviétique de l'entre-deux-guerres est surtout une réalité mouvante et complexe, faisant éclater l'opposition — largement artificielle — entre les approches gouvernementales et non gouvernementales des relations internationales.⁵³ Fondamentalement empirique, elle s'incarne dans un très grand nombre d'acteurs officiels et officieux, une multitude de structures, souvent extrêmement imbriquées, parfois concurrentes, que les Soviétiques dénomment organisations culturelles. Bien qu'entrés dans le jeu à reculons, les Soviétiques, et plus généralement les communistes, font en effet preuve d'une extraordinaire créativité dans la formation de réseaux internationaux investis dans le champ culturel. Outre les bureaux d'information, les commissions étrangères ou les départements de relations internationales dont disposent progressivement la plupart des institutions gouvernementales (les Commissariats du peuple à l'instruction publique, à la santé publique, à l'économie, au plan), mais aussi les Académies, les Instituts et les syndicats, il existe des organismes sociaux, formellement indépendants qui, à l'instar de la Société russe de la Croix-Rouge et de la VOKS, entretiennent des contacts avec des institutions, des sociétés et des particuliers à l'étranger. Enfin, l'Internationale communiste favorise l'apparition d'une multitude de mouvements annexes, appelés organisations de masse, ligues ou fronts, tous plus ou moins neutres politiquement ou « au-dessus des partis » selon la formule consacrée, dont la mission consiste à influencer les masses non communistes et les membres de l'intelligentsia petite-bourgeoise dans un sens favorable à la Russie.⁵⁴ L'URSS dispose ainsi, en plus des instruments d'Etat classiques de la politique extérieure (l'appareil diplomatique et consulaire) et d'un réseau international de partis politiques (les sections nationales de l'IC), de tout un éventail d'organisations et de relais politico-culturels ou de solidarité, que nous avons dénommé — avec Bernhard H. Bayerlein — *Kult-intern*.⁵⁵ C'est dans cette prolifération de réseaux structurés que réside l'origi-

⁵² Sur cette idée de continuité voir David L. Hoffman, *Cultivating the Masses. Modern State Practices and Soviet Socialism, 1914-1939*, Ithaca, Cornell University Press, 2011, pp. 253-259.

⁵³ La première, qualifiée d'histoire diplomatique par le courant de l'histoire transnationale, se limiterait aux seuls acteurs étatiques alors que la seconde s'intéresserait aux contacts personnels, aux réseaux parallèles constitués de façon plus spontanée. Sans insister sur les limites de cette construction, notons le peu de pertinence de la distinction s'agissant de la Russie soviétique, dont la spécificité repose justement sur la volonté d'échapper au paradigme étatique en développant une double politique. « La Russie soviétique poursuit à la fois une politique étrangère révolutionnaire et une politique qui tenait compte du sens de la révolution en termes d'Etat », Edward Hallet Carr, *La révolution bolchevique*, vol. 3, Paris, Editions de Minuit, 1974, p. 81.

⁵⁴ Edward Hallet Carr, *The Twilight of the Komintern, 1930-1935*, London, Macmillan Press, 1983, pp. 385-399 ; José Gotovitch, Anne Morelli (éd.), *Les solidarités internationales. Histoire et perspectives*, Bruxelles, Editions Labor, 2003, pp. 17-21.

⁵⁵ Bernhard H. Bayerlein, Jean-François Fayet, André Gounot, Fredrik Petersson « Kultintern – Cultintern. Beiträge zur Allunions-Gesellschaft für kulturelle Zusammenarbeit, zum Internationalen Frauensekretariat der Komintern, zur Liga gegen den Imperialismus und zur

nalité des Soviétiques. Originalité d'ailleurs toute provisoire, dans la mesure où les Etats-Unis développeront eux-mêmes, dans le prolongement de la Seconde Guerre mondiale, un *State Private Network*⁵⁶, dont le but consiste à assurer leur hégémonie idéologique par le biais d'une multitude d'associations, d'Eglises et de fondations.⁵⁷ Replacée dans la longue durée, la configuration soviétique, qui procède de l'exemple français avant d'inspirer les pratiques américaines, témoigne de la circulation internationale des modèles organisationnels de la diplomatie culturelle, plus que de leur singularité.

Au-delà de la pompeuse complexité des organigrammes de la machine propagandiste, la diplomatie culturelle soviétique apparaît d'ailleurs, à la lecture des archives, beaucoup plus modeste et artisanale que ne le laissent croire les publications de la Guerre froide.⁵⁸ La VOKS ne dispose que d'une structure légère⁵⁹ : un secrétariat, quelques bureaux, des départements composés de traducteurs, des guides, des chauffeurs, un réseau d'experts dans les domaines des arts et des sciences, et des délégués, les représentants plénipotentiaires de la VOKS à l'étranger. L'organe principal est le secrétariat : c'est lui qui fait le lien entre les différents départements, les sections et les bureaux de la VOKS, avec les autres institutions soviétiques, et surtout avec les correspondants étrangers (individuels ou institutionnels) comme les Sociétés d'étude ou de rapprochement culturel avec la Russie nouvelle qui existent dans la plupart des pays. En dessous du secrétariat figurent les bureaux centraux : le bureau d'accueil des étrangers, le bureau d'échange des publications, le bureau de presse de la VOKS, auquel est rattaché Russ-photo qui dispose d'un monopole pour la diffusion à l'étranger de photographies, et le bureau des expositions. Enfin, il existe des départements territoriaux (aussi appelés département des relations extérieures ou département de liaison) fonctionnant comme référents des

Roten Sportinternationale », *The International Newsletter of Communist Studies Online*, Vol. 13, n° 20, 2007.

⁵⁶ Scott Lucas, « "Total Culture" and the State-Private Network », Jessica C. E. Gienow-Hecht, Frank Schumacher (eds), *Culture and International History*, New York, Berghahn, 2004, pp. 206-214.

⁵⁷ Gienow-Hecht, Donfried, *Searching for a Cultural Diplomacy*, pp. 14-15.

⁵⁸ Voir à cet égard Louis Nemzer, *The Structure of the Soviet Foreign Propaganda Organization*, University of Chicago, Department of International Relations, 1948 et « The Soviet Friendship Societies », *Public Opinion Quarterly*, Vol. 13, n° 2, Summer 1949, pp. 265-284 ; Frederick C. Barghoorn, *The Soviet Cultural Offensive. The Role of Cultural Diplomacy in Soviet Foreign Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1960 et *Soviet Foreign Propaganda*, Princeton, Princeton University Press, 1964 ; Carl Doka, *Kulturelle Aussenpolitik*, Zürich, Berichthaus, 1956 et *Relations culturelles sur le plan international*, Neuchâtel, La Baconnière, 1959 ; Wolfgang Kasack, « Kulturelle Aussenpolitik », Oskar Anweiler, Karl-Heinz Ruffmann, *Kulturpolitik der Sowjetunion*, Stuttgart, A. Kroener, 1973, pp. 345-390. Notons que tous ces auteurs sont eux-mêmes des acteurs de la diplomatie culturelle de leur pays. Le premier comme chercheur au secrétariat d'Etat américain, le deuxième comme membre du personnel de l'ambassade américaine de Moscou, le troisième dans le cadre de Pro Helvetia qui lui a commandé l'étude en question, et le dernier comme conseiller scientifique au sein de la légation de la RFA en URSS dans les années soixante.

⁵⁹ S. V. Mironenko (Red.), *Putevoditel', Tom 2. Fondy Gosudarstvennogo arhiva Rossijskoj Federacii po istorii RSFSR*, Moskva, GARF, 1996, pp. 644-650.

ou département de liaison) fonctionnant comme référents des sociétés nationales. Organisés sur une base linguistique (monde anglo-américain, oriental, latin, germanique, slave... en tout onze départements dont six pour l'Europe), ces départements ont la mission d'adapter le travail de la VOKS aux spécificités culturelles des populations concernées.

Mais ces bureaux et surtout ces départements sont chichement dotés en personnel. Le bureau d'accueil des étrangers, qui représente pourtant la vitrine de la VOKS, ne compte en 1931 que trois collaborateurs en hiver et quatre en été. Certains départements territoriaux sont de véritables coquilles vides. « Pour tout le Sud, qui compte plus d'une dizaine de pays, nous n'avons qu'un seul référent. Mais une personne seule ne peut connaître le japonais et le persan, étudier avec attention la Turquie et la Mongolie, elle ne peut suivre la presse de tous ces pays. »⁶⁰ Dans leurs courriers aux autorités, les présidents de la VOKS se plaignent aussi de l'inadéquation des cadres mis à leur disposition. Il n'est pas rare qu'un guide soit « grossier avec les étrangers et parfois saoul »⁶¹, écrit Kameneva. « Les guides font souvent échouer notre travail par leur analphabétisme politique et leur bêtise petite-bourgeoise »⁶², renchérit son successeur. La VOKS c'est donc surtout un carnet d'adresses, quelque quatre cents spécialistes soviétiques des arts et de la science, classés en sections thématiques, auxquels la VOKS renvoie ses correspondants étrangers. A la différence des organisations proches du Parti, elle ne dispose que d'un maigre budget, tout à fait dérisoire compte tenu des objectifs assignés, et qui se réduit encore durant les années trente avec la politique de recherche de devises imposée par le programme d'industrialisation. « D'une façon générale, s'agissant des services matériels (appartement, alimentation et traducteur) nous vous demandons de ne plus faire de promesses au nom de la VOKS »⁶³, écrit la direction à ses représentants en 1932. Confrontés à des problèmes de liquidités récurrents, les délégués de la VOKS à l'étranger tendront à faire porter les frais de leur travail aux amis locaux.

On peut enfin se demander si la VOKS a bien reçu le soutien politique nécessaire à la réalisation de sa mission. « Il me faut malheureusement reconnaître que l'idée de liens culturels avec l'étranger n'est pas suffisamment popularisée chez nous », se plaignent régulièrement les présidents de la VOKS. « De nombreux acteurs de la vie culturelle soviétique sont peu informés de ces questions. »⁶⁴ Les médiateurs culturels soviétiques doivent en permanence se justifier du bien-fondé de leurs activités, ce qu'ils tentent de faire en invoquant les pratiques des autres Etats. De fait, cette politique, initiée dans les années vingt au nom d'un compromis provisoire avec le monde extérieur, manque de légiti-

⁶⁰ F. N. Petrov, 1931, F.495/30/732, doc. 13, RGASPI.

⁶¹ O. D. Kameneva à propos du guide I. Mazel, 20.12.1927, F.5283/1a/97, doc. 150, GARF.

⁶² F. N. Petrov, 1931, F.495/30/732, doc. 13, RGASPI.

⁶³ VOKS à S. J. Bagotski, 29.7.1932, F.5283/6/891, doc. 4, GARF.

⁶⁴ O. D. Kameneva à *Izvestia* et *Pravda*, 23.5.1927, F.5283/1/76, doc. 27, GARF.

mité aux yeux du Parti communiste. Sans appui dans les cercles proches de Staline, la VOKS ne cesse de voir son champ d'action se réduire au profit d'organisations concurrentes, aux ambitions plus ouvertement politiques, à l'instar des Amis de l'Union soviétique, ou commerciales, comme l'Intourist. Peu considéré, le travail culturel en direction de la bourgeoisie occidentale est aussi une activité dangereuse. Soupçonnée dès sa fondation d'être un repère de la vieille intelligentsia, historiquement liée à l'opposition en raison du soutien apporté par Christian Rakovski à Kameneva, la sœur de Trotski, la Société pour les relations culturelles est accusée à la fin des années trente d'être un nid d'espions, ce qui provoque la disparition de la plupart de ses collaborateurs dans les purges.

L'impact de ce *Soft Power* soviétique se révèle en définitive relativement modeste, ou du moins mitigé, s'agissant de la période de l'entre-deux-guerres, même s'il faut souligner de fortes disparités d'un pays à l'autre. Les résultats sur le terrain du « travail culturel », comme le désignent les communistes, diffèrent fortement en fonction des configurations politiques nationales, de la nature des relations officielles avec le pays concerné et des traditions d'échanges dans les domaines culturel, scientifique et économique, confortées par l'enseignement de la langue russe, bref d'une certaine porosité du milieu d'accueil aux flux venant de Russie. Or les Etudes russes, ou plus généralement slaves, qui sont bien implantées dans le champ académique allemand depuis le XIX^e siècle (Ostforschung), n'ont alors guère d'équivalent dans les autres pays⁶⁵, si ce n'est en France⁶⁶. S'inscrivant dans le cadre d'une longue tradition, confirmée par la pérennité d'un très dense réseau d'échanges et l'existence d'accords de coopération institutionnalisés en 1922 par le traité de Rapallo, les relations culturelles entre la Russie soviétique et l'Allemagne sont partie prenante de l'extraordinaire effervescence créative que connaît la République de Weimar.⁶⁷ Au-delà des artistes, des acteurs culturels et des scientifiques, ce sont les militaires et bien sûr les milieux économiques qui entretiennent en Allemagne des relations struc-

⁶⁵ L'Ostforschung est totalement absente des universités suisses de l'entre-deux-guerres : Peter Gosztony, « Die schweizerische Ostforschung und das schweizerische Ost-Institut », *Zeitschrift für Ostforschung*, n° 16/1, 1967, pp. 112-116. La situation n'est alors guère différente aux Etats-Unis à en croire Samuel H. Cross de l'Université de Harvard : « On Teaching Contemporary Russian Civilization », *Slavonic and East European Review. American Series*, Vol. 3, n° 2 (Aug. 1944), pp. 93-101.

⁶⁶ Ronald Hilton, « Russian and Soviet Studies in France: Teaching, Research, Libraries, Archives and Publications », *Russian Review*, Vol. 38, n° 1 (Jan., 1979), pp. 52-79.

⁶⁷ En plus de la Société allemande des amis de la Russie nouvelle, est ainsi fondée la société *Kul'tura i tekhnika*. Parrainée du côté allemand par les principales sociétés d'ingénieurs et, du côté soviétique, par des institutions scientifiques de premier plan comme la Haute école technique de Moscou, cette société publie un journal et organise à Moscou, du 7 au 14 janvier 1929, une « semaine de la technique allemande ».

turées avec l'URSS indépendamment de leurs convictions politiques.⁶⁸ Les échanges ne sont pas moins nombreux et denses avec la Tchécoslovaquie, notamment en raison de la solidarité slave, de la présence d'une large communauté russophone⁶⁹ et de l'importance du mouvement ouvrier local. Sans être aussi intenses, les relations culturelles de la Russie soviétique avec la France disposent d'un cadre diplomatique, de traditions académiques et de l'appui des milieux de gauche, des organisations ouvrières aux intellectuels progressistes. Ce n'est pas *La Grande leueur à l'Est*⁷⁰ pour tous, mais la culture soviétique parvient, malgré l'anticommunisme ambiant, à se frayer une place sur les scènes de danse et de théâtre, dans la presse, les musées, les salles de cinéma, voire les universités françaises. Et réciproquement : à plusieurs reprises la culture et surtout la science françaises sont célébrées en URSS dans le cadre d'événements très médiatisés.⁷¹ Parmi les quelques pays entretenant des relations intenses avec l'URSS dans divers domaines, dont la culture, citons encore les Etats-Unis où, malgré une forte hostilité des autorités au communisme et une reconnaissance diplomatique tardive, l'intérêt pour l'expérience soviétique est réel et les échanges multiples durant toute la période. A l'inverse de ces quelques cas, cependant de façon bien plus représentative de ce qui se passe à l'échelle mondiale, la diffusion de la culture soviétique se heurte en Suisse, comme en Belgique, en Espagne, en Irlande, aux Pays-Bas, au Portugal, mais aussi en Grande-Bretagne, dans les pays scandinaves, les Etats baltes et ceux des Balkans pour se limiter au continent européen, à d'extraordinaires résistances qui témoignent de la prépondérance du sentiment antisoviétique.

Il faut dire que la Suisse cumule toutes les difficultés, des plus singulières aux plus communes. Le travail culturel des Soviétiques se heurte d'abord à la complexité du fédéralisme helvétique, la structure institutionnelle du pays, les divisions cantonales et communales. L'enracinement local de la vie politique et culturelle complique la tâche de ceux qui entendent communiquer avec les masses suisses. « La Suisse est un petit pays, dans lequel chaque canton vit sa vie »⁷²,

⁶⁸ Michael David-Fox, « Leftists versus Nationalists in Soviet-Weimar Cultural Diplomacy: Showcases, Fronts, and Boomerangs », Susan Solomon (ed), *Doing Medicine Together. Germany and Russia between the Wars*, Toronto, University of Toronto Press, 2006, pp. 102-156.

⁶⁹ C'est notamment à Prague que furent fondées, en 1921, les presses du YMCA, considérées comme la plus importante maison d'édition en russe hors du territoire soviétique.

⁷⁰ Sophie Coeuré, *La grande leueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999.

⁷¹ Rachel Mazuy, « La décade scientifique franco-soviétique de 1934 », *Cahiers du monde russe*, Paris, EHESS, 2002/2-3, vol. 43, pp. 441-448 et le colloque : *Les Français dans la vie intellectuelle et scientifique en Russie et en Union soviétique au XX^e siècle*, Moscou les 10, 11 et 12 septembre 2012, organisé par Francine-Dominique Liechtenhan (Centre Roland Mousnier, CNRS/ Université Paris Sorbonne), Sophie Coeuré (Université Paris 7 Denis Diderot), Alexandre Tchoubarian (Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences de Russie), Vitali Afiani (Archives de l'Académie des sciences de Russie), avec la collaboration d'Alexei Evstratov et Olga Okuneva.

⁷² Rapport de R. L. Samoïlovitch à la direction de la VOKS sur sa tournée de conférences, 17.5.1929, F.5283/1/125, doc. 10, GARF.

rapporte avec pertinence un Soviétique après une tournée de conférences. « En Suisse, il n'existe pas de village qui ne possède son journal »⁷³, se lamente un autre. Loin de favoriser les Soviétiques, ce cloisonnement institutionnel, la multiplication des acteurs et des règles qui en découle (notamment les autorités de censure des films), l'absence d'une scène politique, médiatique et culturelle vraiment nationale, constituent des obstacles à la propagation de la culture soviétique en Suisse, à l'organisation d'événements de masse. Au fractionnement institutionnel du territoire, s'ajoutent les divisions linguistiques, l'existence de trois langues officielles, quatre depuis l'inscription en 1938 du romanche parmi les langues reconnues par la Constitution fédérale. Même sans tenir compte de cette dernière, qui n'est jamais évoquée par les Soviétiques, le multilinguisme helvétique complexifie le travail de la VOKS, qui, organisée en aires linguistiques, semble ne jamais savoir que faire de la Suisse. Jusqu'en 1932, et cela est très révélateur de l'intérêt que les Soviétiques portent à la Genève internationale de préférence à la Berne fédérale, la Suisse figure, comme la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal, sur la liste des pays rattachés au 3^e département occidental de la VOKS (aussi appelé département latin), dont les principaux collaborateurs (C. I. Rabinovitch, M. Ingber, B. Lebedeva et J. Roitman) sont francophones. Mais en 1933, tenant compte du déplacement du centre de gravité des activités des amis de la Suisse romande à la Suisse allemande, la Confédération est transférée dans l'organigramme de la VOKS du 3^e au 2^e département occidental — le département Europe centrale comprenant l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie — dont la langue d'usage est l'allemand.⁷⁴ Ce glissement institutionnel révèle une tendance lourde. Initié à l'Ouest, dans la partie francophone, le travail culturel soviétique en Suisse se déplace progressivement vers Zurich, en passant par Bâle. Cette nouvelle inscription reste cependant très théorique. Les Suisses romands comme les Tessinois continuent de s'adresser en français à leurs correspondants du département latin. Lassés, les Soviétiques finiront par envoyer des documents en anglais, une langue encore peu connue des Suisses de l'époque, si ce n'est dans les milieux de la Genève internationale.⁷⁵

Divisés en tout, les Suisses semblent en revanche unanimes dans leur réprobation à l'égard de tout ce qui vient d'Union soviétique : « Si le point de vue de la Suisse trilingue est souvent différent sur les questions politiques et économiques — la Suisse française étant orientée vers la France, la Suisse allemande vers l'Allemagne et la Suisse italienne vers l'Italie — sur la question des rela-

⁷³ Plan de développement de la VOKS pour la Suisse, novembre 1930, F.5283/2/260, doc. 3, GARF.

⁷⁴ « En accord avec la lettre d'Ingber, toutes les relations avec la Suisse ne passeront plus par le secteur latin, mais par le bureau Europe centrale de la VOKS », S. J. Bagotski au bureau Europe centrale de la VOKS, 28.2.1933, F.5283/6/874, doc. 18, GARF. Les correspondants des Suisses au sein de la section Europe centrale sont G. Timm, E. Tcherniak, et depuis 1939 Heifetz.

⁷⁵ E. A. Calfisch, enseignant bernois, à VOKS, F.5283/6/921, doc. 1, GARF.

tions avec l'URSS il semble que la bourgeoisie suisse et le Gouvernement soient totalement solidaires. »⁷⁶ « Aucune question », écrit Roland Ruffieux dans son *Histoire de la Suisse durant l'entre-deux-guerres*, « ne souleva plus de passion que les relations (ou plutôt l'absence de relations normales) avec la nouvelle Russie. »⁷⁷ Si la question de la reconnaissance diplomatique de l'URSS a suscité tant d'hostilité, c'est qu'elle est envisagée dans la seule perspective, largement fantasmée, du danger communiste ou révolutionnaire en Suisse. Les Suisses ne sont pas les seuls à s'inquiéter de la propagation du communisme par le biais des représentants soviétiques à l'étranger, à identifier l'Internationale communiste à la Russie soviétique, à refuser de voir dans les échanges culturels avec la Russie autre chose que de la propagande communiste. L'anticommunisme, qui est durant l'entre-deux-guerres l'idéologie la plus partagée du monde, n'est certes pas une spécificité locale. Mais les Suisses, souvent considérés comme rétifs aux passions idéologiques⁷⁸, ont entretenu avec l'anticommunisme une relation d'une extrême intensité et d'une constance absolue, dont les effets se sont déployés dans toutes les institutions, tous les domaines d'activité et tous les milieux sociaux. L'anticommunisme est bien sûr hégémonique parmi les élites économiques et la paysannerie, l'électorat des partis conservateurs qui dominent alors la vie politique helvétique à tous les échelons, il est aussi revendiqué par l'armée, les milieux religieux⁷⁹, et les multiples et très actives associations patriotiques qui encadrent la population, mais il n'est pas moins présent à gauche, dans la majorité réformiste, chez les anarchistes et les militants syndicaux. Grâce à ses appuis dans l'Etat, l'anticommunisme revêt une dimension légale avec la mise en place d'une législation qui autorise la criminalisation des suspects. L'expulsion de la mission diplomatique dirigée par Jan Berzine, l'acquiescement de l'assassin Moritz Conradi, les procès de Léon Nicole, les multiples interdictions à l'encontre des organisations communistes et associées, la répression et l'internement des communistes étrangers durant la Deuxième Guerre mondiale dessinent les contours d'un anticommunisme légal, érigé en quasi-doctrine d'Etat bien avant le début officiel de la Guerre froide. Au-delà du cadre juridique, des rouages politiques et économiques, la force de l'anticommunisme helvétique est d'avoir réussi à déborder le champ politique pour devenir un enjeu non discutable de société, une « question de civilisation ». Le communisme n'est pas perçu comme un programme politique, avec ce que cela impli-

⁷⁶ Rapport d'activité du secteur latin de la VOKS, C. I. Rabinovitch, 9.11.1930, F.5283/2/62, doc. 15, GARF.

⁷⁷ Roland Ruffieux, *Histoire de la Suisse durant l'entre-deux-guerres*, Lausanne, Payot, 1974, p. 113.

⁷⁸ Daniel Bourgeois note que « dans le cas de l'URSS, l'élément de *Realpolitik*, si important dans l'attitude du Conseil fédéral envers le Reich, fait presque totalement défaut. » *Business helvétique et Troisième Reich. Milieux d'affaires, politique étrangère, antisémitisme*, Lausanne, Editions Page deux, 1998, p. 112.

⁷⁹ Stéphanie Roulin, *Un credo anticommuniste : la commission Pro Deo de l'Entente internationale anticommuniste ou la dimension religieuse d'un combat politique (1924-1945)*, Lausanne, Antipodes, 2010.

que comme possibilités de débats et de confrontations d'idées, mais comme la remise en cause, bien évidemment inacceptable, de l'identité, de l'âme même, du pays. « C'est pour la Suisse », écrit Théodore Aubert, fondateur de l'Entente internationale contre la III^e internationale (EIA)⁸⁰, « un devoir pour elle d'être à la tête de la lutte anticommuniste »⁸¹.

Les Soviétiques, pourtant habitués à évoluer à l'étranger dans des milieux hostiles, sont surpris de la violence des réactions de la population helvétique à leur égard. D'autant plus surpris que la Confédération a longtemps été une terre très accueillante pour les révolutionnaires russes.⁸² Si Netchaïev avait fini par être extradé, Axelrod, Bakounine, Herzen et Plekhanov, pour ne citer que les plus célèbres, avaient longuement profité de l'hospitalité helvétique. Selon Lénine, qui fait référence à sa propre expérience, il existait en Suisse « une sorte de liberté et de démocratie ; là nous avons toujours trouvé refuge en tant qu'émigré et pu publier librement notre presse. »⁸³ Les révolutionnaires russes n'étaient pas loin d'adhérer à l'idée que la démocratie helvétique était « un peu différente de celle des pays bourgeois classiques ». « Il suffirait », écrit par exemple l'un d'entre eux, « d'un référendum à la décision duquel serait obligé de se soumettre chaque citoyen de votre République démocratique pour accomplir une transformation étatique complète, quoique je ne doute pas qu'il se trouve chez vous (comme en Russie aux jours d'Octobre) des contre-révolutionnaires actifs et que la guerre civile provoquera une contre-effusion de sang. »⁸⁴

Mais cette liberté démocratique trouve ses limites dans le contexte de tensions sociales que connaît la Suisse au sortir de la Grande Guerre. Le rôle prêté par la presse et les autorités suisses aux bolcheviks dans la préparation de la Grève générale de novembre 1918, la mise à sac de la légation suisse de Petrograd et la ruine des quelque 6000 Suisses de Russie ont, dès l'origine, creusé un fossé de haine, accentué par le travail des organisations d'émigrés blancs, que les Soviétiques ne parviendront jamais à combler. Derrière les clichés sur le calme légendaire de ses habitants — « Il suffit de dire qu'à 22 heures il n'y a plus personne dans la rue et qu'à 23 heures les lumières sont éteintes ! »⁸⁵ — c'est surtout l'extraordinaire hostilité des Suisses à l'égard des « "bolchevistes" »

⁸⁰ Sur cette organisation voir Michel Caillat, "L'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert. Organisation interne, réseaux et action d'une internationale antimarxiste", Thèse de doctorat, Université de Genève, 2013.

⁸¹ Rapport du bureau permanent de l'EIA pour 1930-1932, Archives de l'EIA (désormais AEIA), Bibliothèque de Genève (désormais BGE).

⁸² Voir Mikhael Chichkine, *La Suisse russe*, Paris, Fayard, 2007.

⁸³ Lénine cité par Alfred Erich Senn, *Diplomacy and Revolution. The Soviet Mission to Switzerland 1918*, London, Notre Dame, 1974, p. 111.

⁸⁴ C. P. Zlitchenko à J.-E. David, [6.1.1923], F: 9463/1/25, doc. 60, GARF.

⁸⁵ Rapport de Tchoukhnovski à la direction de la VOKS sur sa tournée de conférence, 17.5.1929, F.5283/1/125, doc. 18, GARF.

(ou comme on l'écrit ici des "maximalistes" »⁸⁶, qui domine dans les rapports. « C'est tout à fait ouvertement », écrit déjà Jan Berzine en 1918, « et, pour ainsi dire en tout, que l'on insulte notre légation ainsi que le Gouvernement des Soviëts en général dans les organes partisans de l'Entente et chauvinistes de la Suisse française, dans *La Gazette de Lausanne*, *Le Journal de Genève*, *La Suisse*, etc. ; ils sont suivis par des organes indépendants de la Suisse allemande. »⁸⁷ Une appréciation maintes fois répétée par le représentant de la VOKS et par tous les observateurs soviétiques de passage en Suisse. « Le travail en Suisse continue dans des conditions extrêmement difficiles et dans un contexte de haine presque unanime de la presse à l'égard de l'URSS »⁸⁸, confirme en 1935 le rapporteur de la VOKS pour la Suisse.

Malgré des exceptions liées à la qualité exceptionnelle du produit — pensons aux films d'Eisenstein et de Poudovkine, aux affiches d'El Lissitzky et Rodtchenko, aux partitions de Chostakovitch et Prokofiev —, quelques nuances territoriales — la psychose antisoviétique est plus forte en Suisse romande qu'en Suisse allemande⁸⁹, plus marquée dans les campagnes que dans les villes — et temporelles — les années 1927-1932 sont légèrement plus favorables — la culture soviétique a beaucoup de peine à franchir « le mur d'hostilité » qui, en Suisse, comme dans la majorité des pays de l'époque, entoure tout ce qui vient de la Russie nouvelle. Les délégations de la VOKS à l'étranger racontent ainsi des histoires fort différentes en fonction du milieu d'accueil et des relais locaux ; des histoires qui ne sont pas toutes faites d'échanges fructueux avec des célébrités intellectuelles et artistiques enthousiasmées par l'expérience soviétique. Trop souvent, le ralliement en grandes pompes de quelques personnalités dissimule les échecs, bien plus nombreux, de l'exercice de séduction lancé par la diplomatie culturelle soviétique en direction de l'intelligentsia occidentale.

S'il dispose d'une représentativité certaine, l'intérêt du cas suisse ne procède donc pas de l'intensité et de la qualité des échanges culturels effectués entre les deux pays. Il ne vaut pas plus par la place que la Confédération — « ce pays dont le territoire ne représente que 0.4 % de la superficie de l'Europe »⁹⁰ — occupe dans la représentation soviétique du monde. Il réside, en revanche, dans le rôle de laboratoire que la Suisse a joué, en tant que siège d'une multitude d'organisations internationales, dans l'élaboration d'un compromis provisoire

⁸⁶ J. A. Berzine à NKID, 15.6.1918, cité par Antoine Fleury et Danièle Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955 : documents tirés des Archives du Ministère des affaires étrangères de Russie et des Archives fédérales suisses*, Berne, Paul Haupt, 1994, p. 269.

⁸⁷ *Ibidem*, p. 268.

⁸⁸ Plan de travail de la VOKS en Suisse pour l'année 1935, F.5283/2/162, doc. 20, GARF.

⁸⁹ « Il faut prendre en considération la véritable psychose à l'égard de tout ce qui vient d'URSS dans le canton dans lequel il vit (Vaud). Tout ce qui est naturel en Suisse allemande provoque une panique malade ici. » S. J. Bagotski à VOKS, 24.12.1929, F.5283/6/840, doc. 19, GARF.

⁹⁰ M. M. Litvinov, cité par Sabine Dullin, « Les diplomates soviétiques des années 1930 et leur évaluation de la puissance soviétique », *Relations internationales*, n° 91, automne 1997, p. 346.

s'agissant des contacts avec la Russie soviétique. Seule cette articulation des dimensions globale — le projet mondial des Soviétiques — et locale — la représentation de la VOKS en Suisse — permet de questionner les effets de cette politique dans un contexte spécifique, sans en perdre la perspective générale.

*

L'ouvrage se présente sous la forme d'un triptyque.⁹¹ La première partie porte sur l'émetteur : la mission du docteur Sergueï Bagotski. Arrivé en Suisse durant l'été 1918 dans le cadre d'une mission provisoire en faveur des prisonniers de guerre, ce proche de Lénine et de Kroupskaïa est d'abord le représentant de la Croix-Rouge soviétique, puis d'une multitude d'organisations de secours en faveur de la Russie. C'est à ce titre qu'il développe un certain nombre de « pratiques culturelles », ultérieurement pérennisées par la VOKS. Mais en raison de son statut officieux d'unique représentant soviétique dans la Suisse de l'entre-deux-guerres, Bagotski est conduit à élargir le champ de ses interventions aux domaines consulaire et commercial. Un mélange des genres qui ne manque pas d'alimenter les critiques et les fantasmes sur ses activités réelles ou supposées. En concentrant notre étude sur une délégation de la VOKS, l'objectif est d'esquisser, au-delà de cet exemple fondateur, l'histoire des fonctionnaires de base de la machine culturelle, le niveau le plus bas de l'appareil. Confrontés à la réalité du terrain et aux résistances locales, ces médiateurs doivent gérer le décalage existant entre les discours, les rapports et les ordres provenant de Moscou, qui tous évoquent l'intérêt enthousiaste des masses occidentales pour l'URSS, et le peu d'engouement, l'indifférence, bien souvent l'hostilité, voire la crainte, qui se manifeste sur place en réaction à leurs initiatives culturelles.

La deuxième partie est consacrée aux relais locaux, aux multiples réseaux tissés en Suisse par la VOKS. L'une des tâches principales de Bagotski consiste à favoriser la fondation d'associations qui, sous différentes dénominations — les Sociétés d'étude, d'amitié, de relations ou d'échanges culturels avec la Russie nouvelle et l'URSS, mais aussi les Amis du film nouveau, ceux du Théâtre d'art prolétarien... — doivent porter la culture soviétique auprès du public local. Au-delà du territoire helvétique, il s'agit, par le biais de cette sociabilité structurée et des échanges auxquels elle participe, de favoriser la formation d'une communauté idéologique transcendant les frontières. Ces sociétés, qui constituent le tissu social des relations culturelles entre les deux pays, rassemblent de façon plus ou moins structurée une grande variété d'acteurs — des écrivains, des journalistes, des artistes, des scientifiques, des médecins, des enseignants, des étudiants, mais aussi des militants, des commerçants, des industriels et des tou-

⁹¹ Cette approche en trois temps — émission, médiation, réception — des échanges culturels se retrouve notamment chez Hans-Jürgen Lüsebrink, *Interkulturelle Kommunikation : Interaktion, Fremdwahrnehmung, Kulturtransfer*, Stuttgart, J. B. Metzler, 2008.

ristes — qui fonctionnent tous, bien qu'à des degrés divers, comme des relais de la culture soviétique en Suisse. L'étude de ces passeurs culturels⁹², leur origine sociale, leur formation, leur inscription politique, professionnelle et générationnelle, nous permettra d'esquisser les contours de la famille philosoviétique helvétique, et d'identifier les multiples ressorts de cet engagement.

Le troisième et dernier volet du livre se concentre sur le produit : la culture soviétique. L'expression « produit culturel » recouvre tous les objets construits par l'histoire culturelle, « comprise comme une histoire des représentations dans leur rapport avec la société »⁹³ : les formes d'expression, les acteurs — individuels et institutionnels — qui les produisent, et les valeurs qu'ils véhiculent. Loin d'opposer la propagande à la culture, il s'agit dans cette troisième partie d'entreprendre une histoire culturelle de la propagande.⁹⁴ La culture sera ainsi entendue dans son acception la plus large, mais aussi la plus ambiguë, puisque le terme recouvre dans le contexte soviétique, au-delà des domaines spécifiquement artistiques ou culturels, tous les aspects de ce que l'on pourrait appeler la civilisation soviétique⁹⁵, avec sa connotation positive de progrès. Si la France exporte sa langue et l'Allemagne sa science, la Russie nouvelle se présente en vitrine du progrès social et de la révolution technique, en nouvelle Amérique. La mise en scène de cette modernité s'effectue au moyen de multiples supports allant des conférences aux films, en passant par les publications, les diapositives, les expositions, les spectacles. D'abord très artisanale, la production de ces objets prend progressivement une dimension industrielle, qui contribue à la réification et à la marchandisation de la culture. La VOKS dispose ainsi d'un large panel de produits culturels à diffuser auprès de ses interlocuteurs, institutionnels, associatifs et privés. Le transfert⁹⁶ de ces objets d'un espace national à un autre passe par différentes étapes : émission, médiation, réception et les effets retours sur le pays d'origine (« l'effet boomerang », selon l'expression de Michael David-Fox). Il peut aussi prendre différentes formes, allant du simple

⁹² Sur cette notion voir Hans Manfred Bock, « Créateurs, organisateurs et vulgarisateurs. Biographies de médiateurs socioculturels entre la France et l'Allemagne au XX^e siècle », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 4, octobre-décembre 2001, pp. 453-467 ; Thomas Loué, « Les Passeurs culturels au risque des revues (France XIX^e-XX^e siècles) », Diana Copeer-Richet, Jean-Yves Mollier et Ahmed Silem (éd.), *Passeurs culturels dans le monde des médias et de l'édition en Europe (XIX^e et XX^e siècle)*, Lyon, Presses de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, 2005.

⁹³ Pascal Ory, « Introduction », Dulphy, Frank, Matard-Bonucci (éd.), *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, p. 17.

⁹⁴ Je m'inspire de Rainer Gries, Wolfgang Schmale (Hrsg.), *Kultur der Propaganda. Überlegungen zu einer Propagandageschichte als Kulturgeschichte*, Bochum, Verlag Dr. Dieter Winkler, 2005.

⁹⁵ Beatrice et Sidney Webb, *Soviet Communism: a New Civilisation*, London, Green and Co Ltd., 1935.

⁹⁶ Sur cette notion : Michel Espagne, Michel Werner, *Transferts : les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand, XVIII^e-XIX^e siècles*, Paris Editions Recherches sur les civilisations, 1988 ; Michel Espagne, Michel Werner, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999 ; Michel Espagne (éd.), *Transferts culturels triangulaires France – Allemagne – Russie*, Paris, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 1996 ; Pierre Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 145, 2002, pp. 3-8.

import-export intellectuel (livres, journaux, films) aux processus beaucoup plus complexes de médiation, c'est-à-dire l'appropriation et la reformulation effectuée par les intermédiaires, les relais locaux. Les médiations sont elles-mêmes de plusieurs types : édition, traduction, réécriture, mise en scène d'une pièce de théâtre, organisation d'une exposition... en fonction de la nature de l'objet — du matériel brut, une œuvre, un mouvement culturel, un mode de vie, etc. Dans la perspective de la VOKS, la médiation doit surtout contribuer à la légitimation des valeurs soviétiques dans le champ culturel du pays d'accueil. Ces pratiques se révèlent néanmoins peu nombreuses dans le cadre de notre étude. Et la réception par le public est entravée par la force d'un sentiment antisoviétique qui s'affirme comme une composante structurelle de la culture nationale helvétique.

Grâce à l'extraordinaire richesse des archives soviétiques, résultant de la culture communiste du rapport et de la tradition bureaucratique de la Russie, croisées aux sources suisses, presse, rapports de police et documents de l'EIA, il est désormais possible de suivre les pérégrinations du produit culturel soviétique, toutes les étapes de son transfert, des départements agitprop de Russie aux salles de lecture et de spectacle helvétiques.

*

NB : A l'exception des documents de l'Internationale communiste, majoritairement en allemand, et des correspondances avec les Suisses (rédigées en allemand pour les deux tiers et en français pour le tiers restant), l'essentiel des sources soviétiques est en russe. Toutes les traductions ont été effectuées par l'auteur.

Première partie

L'émetteur : histoire de la mission Bagotski

Etant donné qu'il n'existe pas en Suisse de représentant du Commissariat du peuple aux affaires étrangères, le travail de notre représentant acquiert là-bas une importance de premier ordre. L'actualité de ce travail est encore plus grande si l'on prend en compte le fait que c'est en Suisse que s'est constituée et qu'agit l'Entente internationale anticommuniste et que c'est aussi en Suisse que se sont installées toute une série d'organisations internationales regroupées autour de la Société des Nations.¹

¹ O. D. Kameneva, présidente de l'OBI, à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 136, RGASPI.

Introduction

De la Société russe de la Croix-Rouge à la VOKS

En tant que révolutionnaires marxistes, les bolcheviks n'accordaient, comme la plupart de leurs camarades européens, guère d'intérêt à la diplomatie dans les rapports internationaux. L'idée que des révolutionnaires puissent participer au jeu diplomatique était totalement étrangère à leur conception du monde. Ayant une vocation universelle, l'Etat socialiste conduirait une politique extérieure devant favoriser le développement de la révolution mondiale, une révolution qui, à terme, aurait pour conséquence de remplacer les relations interétatiques par des relations infra-soviétiques.¹ Lors de leur arrivée au pouvoir, les révolutionnaires russes manifestent ainsi une profonde défiance à l'égard du paradigme étatique qu'ils entendent contourner en s'adressant aux peuples sans l'intermédiaire de leurs Gouvernements. « La révolution victorieuse », déclare le Gouvernement soviétique (Conseil des commissaires du peuple, Sovnarkom), « n'a pas besoin d'être reconnue par les représentants professionnels de la diplomatie capitaliste. »² Selon Lev Trotski, premier commissaire du peuple aux Affaires étrangères (NKID) de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR)³, les autorités soviétiques sont « absolument indifférentes à ce détail du rituel diplomatique » et considèrent les « relations diplomatiques comme nécessaires, non seulement avec les Gouvernements, mais également avec les partis socialistes révolutionnaires dont le but était de renverser les Gouverne-

¹ Sur la transformation du concept de souveraineté étatique voir l'ouvrage de Jean-Yves Calvez, *Droit international et souveraineté en URSS. L'évolution de l'idéologie juridique soviétique depuis la Révolution d'Octobre*, Paris, Armand Colin, 1953, pp. 43-57.

² Cité par Carr, *La révolution bolchevique*, vol. 3, p. 29.

³ « Publier quelques proclamations révolutionnaires », puis « fermer la boutique », aurait déclaré Trotski en prenant la tête du Commissariat du peuple aux affaires étrangères. Léon Trotsky, *Ma Vie*, Paris, Gallimard, 1953, p. 405.

ments actuels »⁴. C'est fort de cette conviction de l'imminence de la révolution mondiale qu'est adopté, le 8 novembre 1917, le Décret sur la paix adressé à « tous les peuples belligérants et à leurs Gouvernements », qui constitue la première déclaration de politique étrangère du nouveau régime. Mais le décret ne suscite aucune réponse des masses et, en attendant une extension de la révolution en Europe, la jeune République des Soviets, toujours menacée par les armées des Empires centraux, va défendre ses intérêts étatiques en réintégrant, provisoirement pense-t-elle, le jeu diplomatique traditionnel.

La première étape de cette tentative de normalisation internationale de la Russie soviétique est symbolisée par le remplacement en mai 1918 de Trotski — auquel revient la charge de fonder l'Armée rouge — par Gueorgui Tchitchérine au poste de Commissaire du peuple aux affaires étrangères de la RSFSR. Ancien menchevik, issu d'une famille aristocratique ayant fourni de nombreux diplomates à la Russie tsariste, Tchitchérine a commencé sa carrière dans les archives du Ministère des affaires étrangères avant de choisir l'exil en 1904. Collaborateur de Trotski de janvier à mars 1918, puis vice-commissaire, c'est lui qui, le 3 mars, a signé au nom du Gouvernement soviétique le traité de Brest-Litovsk avec les puissances centrales. Malgré la suppression des titres et des rangs remplacés par la charge unique de représentant plénipotentiaire (*polpred*), le nouveau commissaire entreprend avec la collaboration de Lev Karakhan, un ancien menchevik juriste de formation, la mise sur pied du premier service diplomatique régulier des Soviets. En plus de Vaclav Vorovski⁵ qui, après avoir dirigé à Stockholm le bureau à l'étranger du Parti bolchevique, est resté en Suède en tant que représentant de la RSFSR, et de Maxime Litvinov qui, établi à Londres depuis 1908, officie comme représentant soviétique en Grande-Bretagne, les Soviétiques nomment en avril deux missions diplomatiques : celle d'Adolphe Joffé, arrivée à Berlin dans le prolongement du traité de Brest-Litovsk, et celle de Jan Berzine envoyée à Berne.⁶ Comme le note l'historien

⁴ L. D. Trotski, cité par Carr, *La révolution bolchevique*, vol. 3, p. 29.

⁵ Sa nomination est officielle le 6 décembre 1917.

⁶ Le 10 avril 1918, le consulat suisse à Moscou est informé de la nomination « d'un représentant plénipotentiaire de la RSFSR auprès de la Confédération suisse, le citoyen Jan Berzine ». Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 260. Avant l'arrivée de Berzine c'est V. A. Karpinski, le responsable de la Bibliothèque bolchevique de Genève, qui officie comme représentant en Suisse jusqu'à son retour en Russie en janvier 1918. Mais Karpinski, qui reçoit ses lettres de créance le 7 janvier, quitte la Suisse sans même être entré en relation avec le Gouvernement helvétique. Initialement la nouvelle mission soviétique devait être dirigée par I. A. Zalkind, qui a travaillé aux côtés de Trotski à la publication des documents secrets du Ministère tsariste des affaires étrangères, avant de devenir commissaire suppléant aux Affaires étrangères. Qualifié par la légation suisse de Petrograd de « dirigeant maximaliste des plus fanatiques », Zalkind arrive en Suisse le 7 mai, au terme d'un périple de trois mois, mais Moscou a entre temps décidé de confier la direction de la mission soviétique à Berzine qui le rejoint le 17 mai. *Ibidem*, pp. 259 et 261. Depuis le départ de Karpinski et jusqu'à l'arrivée de Berzine, c'est Eduard Holzmann qui fonctionne de façon officieuse comme représentant soviétique. Holzmann, qui a traversé la Scandinavie, l'Angleterre, puis la France en tant que courrier diplomatique, ne cherche nullement à entrer en contact avec les autorités suisses. C'est

américain Alfred Erich Senn, la mission Berzine n'est a priori pas la plus importante de ces quatre missions diplomatiques ; elle est d'ailleurs absente de la plupart des travaux consacrés aux premières années de la politique extérieure soviétique. Si la Suisse, en tant que telle, n'intéresse effectivement guère les Soviétiques, elle occupe pourtant à ce moment une place particulière dans la stratégie bolchevique. Outre l'entretien de relations diplomatiques aussi normales que possibles avec la Confédération, la mission confiée à Berzine consiste surtout, faute d'autres voies, à entrer en contact avec les représentants des Etats de l'Entente. Pour le Gouvernement soviétique, la Suisse offre en effet la perspective d'« une fenêtre avec vue sur l'Europe, spécialement vers les pays de l'Entente »⁷. Enfin, la Suisse a pour les bolcheviks une forte valeur symbolique, en raison du rôle joué par le Parti socialiste suisse (PSS), en particulier ses militants les plus radicaux comme Robert Grimm, Fritz Platten et Willi Münzenberg⁸, dans la formation du mouvement de Zimmerwald qui pour Lénine constitue le noyau de la future Internationale.⁹

Le 24 mai 1918, Berzine est reçu à Berne par Felix-Louis Calonder, le président de la Confédération, qui lui déclare ne pas être en mesure de reconnaître le Gouvernement des Soviets et sa représentation diplomatique, et ne pouvoir « pour l'instant » entretenir avec ces derniers que « des relations d'affaires »¹⁰. Selon Berzine, qui rapporte les propos de son interlocuteur, le Gouvernement suisse ne peut être tenu pour responsable de cette réserve : « Entourée de toutes parts par des puissances belligérantes, la "petite Suisse" ne peut se permettre des pas risqués ; elle doit attendre de savoir quelle sera l'attitude des grandes puissances à notre égard. Il [Calonder] a exprimé, comme en passant, sa gratitude au Gouvernement des Soviets de ne pas avoir demandé abruptement à la Suisse une reconnaissance expresse »¹¹. A l'exception de celle de Joffé¹², qui

d'ailleurs le refus de la France, de l'Italie et de l'Allemagne de lui accorder un visa de retour qui l'oblige à rester en Suisse plus longtemps que prévu. Senn, *Diplomacy and Revolution*, pp. 42-52.

⁷ Déclaration de K. B. Radek, cité par le vice-consul de Suisse à Moscou, F. Suter, au DPF, 3.12.1918, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 326.

⁸ W. Münzenberg s'est établi à Zurich en 1912.

⁹ L'exécutif du mouvement de Zimmerwald, la Commission socialiste internationale, s'est déplacé à Stockholm en 1917 pour se rapprocher de la Russie, mais à l'automne 1918 sa secrétaire, A. Balabanov vient s'installer à Berne en tant que membre de la mission Berzine. Sa tâche consiste à établir un lien avec les socialistes des pays de l'Entente opposés à la guerre. Notons aussi que six membres de la mission soviétique de Berne participeront en tant que délégués au congrès de fondation de l'IC.

¹⁰ J. A. Berzine à NKID, 24.5.1918, cité par Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 262.

¹¹ *Idem*.

¹² A. A. Joffé, qui s'est opposé à la signature du traité de Brest-Litovsk, transforme l'ambassade en quartier général pour l'état-major de la révolution allemande. Des socialistes allemands viennent régulièrement à l'ambassade pour le consulter sur des problèmes tactiques ou obtenir des informations sur la politique de leur Gouvernement. Mais l'essentiel des efforts de la mission porte sur la diffusion du matériel de propagande. Des tonnes de publications révolutionnaires sont imprimées et distribuées aux frais de l'ambassade soviétique. Ernst Meyer pour les

s'inscrit dans le cadre de relations diplomatiques normales, les rares légations soviétiques accueillies à l'étranger à cette époque le sont effectivement avec les mêmes réserves — il ne s'agit pas formellement d'une reconnaissance — et les mêmes craintes, celles d'une action subversive. Le président Calonder s'inquiète, mais c'est un sentiment partagé par Londres et Stockholm, de savoir si les membres de la légation soviétique ne feront pas de propagande politique. Selon Berzine, ils ne sont pas venus « pour faire de la propagande politique, mais pour rétablir des relations diplomatiques, financières et commerciales », avant d'ajouter qu'ils se doivent toutefois de réfuter les informations fausses et de s'opposer aux campagnes de calomnies les plus effrontées conduites contre la Russie en Occident, Suisse comprise, par la diffusion d'« une information véridique » à son sujet.¹³ Les représentants de la VOKS ne diront pas autre chose.

En comparaison avec ce qui passe en Suède¹⁴ et surtout en Angleterre¹⁵, le statut accordé en Suisse à la mission Berzine apparaît comme très privilégié. A tel point qu'il suscite l'irritation des Gouvernements de l'Entente, déjà très critiques à l'égard de la neutralité helvétique à la suite des initiatives du conseiller fédéral Arthur Hoffmann en faveur d'une paix séparée entre la Russie et les puissances centrales.¹⁶ Certes le Conseil fédéral refuse comme ses homologues d'entretenir une correspondance écrite avec la légation soviétique, mais les autorités suisses sont les seules à interdire à l'ancienne légation de Russie toute activité diplomatique et à ne reconnaître que les passeports et autres documents russes portant la signature ou le sceau de la RSFSR. Après une semaine d'hésitation, le Conseil fédéral prend aussi la décision de mettre sous scellés les meubles et les archives¹⁷, puis les dépôts bancaires¹⁸, de l'ancienne légation du

Lettres de Spartakus, Oscar Cohn pour les publications des socialistes indépendants (USPD) et surtout Wilhelm Knief, reçoivent directement de l'argent. En revanche, le trafic d'armes est apparemment peu important. Les activités de l'ambassade soviétique accroissent les tensions entre les deux signataires. Mais les difficultés rencontrées par l'armée allemande sur le front ouest rendaient peu probable la rupture d'un accord si favorable, même s'il n'était pas scrupuleusement respecté sur tous les points, comme en témoigne la retenue dont font preuve les Allemands après l'assassinat de leur ambassadeur en Russie le 6 juillet. Le 27 août, trois accords complémentaires au traité de Brest-Litovsk sont signés en secret à Berlin.

¹³ J. A. Berzine à NKID, 24.5.1918, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 263.

¹⁴ V. V. Vorovski, qui n'a aucun contact direct avec le ministre suédois des Affaires étrangères, ne demande pas de reconnaissance officielle.

¹⁵ En Angleterre, le Foreign Office refuse de recevoir Litvinov dans ses bâtiments, préférant confier à l'un de ses fonctionnaires la mission de le rencontrer dans des lieux publics. Il s'oppose aussi à ce que Litvinov prenne possession de la résidence de l'ancien ambassadeur, confiant même à Scotland Yard la tâche de protéger la résidence de Nabokov sous prétexte que ce dernier paie le loyer.

¹⁶ Obligé de démissionner du DPF, Arthur Hoffmann est remplacé en juin 1917 par l'ancien président du CICR, le très francophile Gustave Ador.

¹⁷ Les autorités suisses en assurent la garde, dans divers lieux, jusqu'à l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays en 1946. Ces archives peuvent désormais être consultées au GARF sous la cote : F.5760/1/.

Gouvernement provisoire dirigée par le chargé d'affaires à Berne, A. M. Onu. Enfin le 21 juin, la mission soviétique, à laquelle la poste doit désormais remettre tous les courriers adressés à la légation russe, s'installe dans la résidence de l'ancienne légation, au numéro 4 de la Schwanengasse¹⁹, ce qui aux yeux de Berzine équivaut à une reconnaissance *de facto*²⁰. « Mon impression générale », écrit ce dernier dans une lettre prémonitoire, « est que le Gouvernement suisse veut nous prendre au sérieux, est prêt à diverses concessions, et viendra au-devant de nous dans toutes les affaires d'ordre pratique. Mais il est dépendant d'influences les plus diverses, aussi bien externes qu'internes. C'est pourquoi nous devons être prêts à des surprises de toutes sortes. » L'hostilité est plus forte du côté de la presse, en particulier francophone, très ententophile, qui « mène clairement campagne non seulement pour que le Gouvernement suisse n'ose pas nous reconnaître », mais encore pour que « les citoyens russes honnêtes » n'entrent pas « en relations avec ceux dont les mains, disent-ils, sont couvertes de sang, etc. Elle appelle les citoyens russes à créer leurs propres organismes indépendants pour la défense de leurs intérêts, elle appelle le Gouvernement suisse à reconnaître la compétence de ces organismes pour délivrer, par exemple, les visas des passeports. [...] En un mot, il existe dans les cercles proches des Centuries noires un sérieux désir de créer une seconde légation pour nous faire contrepoids. Mais je présume que le Gouvernement suisse, qui craint d'avoir des complications avec nous, n'ira pas au-devant de cette tendance. »²¹ Pas au-devant, certes. Mais la tolérance des autorités helvétiques à l'égard des Soviétiques va s'amenuiser au fur et à mesure de la détérioration de la situation militaire de l'Allemagne. « La réaction ici augmente chaque jour »²², note Berzine en août, alors que la défaite de l'Allemagne est déjà inéluctable. Le 2 octobre, le même ajoute : « Je crains que les prochaines victoires des Alliés rejaillissent sur notre travail en Suisse. La Suisse, grosso modo, est très dépendante de l'Entente, surtout de l'Amérique. Toute une série de mesures de politique intérieure ont été prises ces derniers temps sous la pression de Wilson. Ils ne nous

¹⁸ Environ 45 000 francs suisses dans les banques nationales et cantonales. Senn, *Diplomacy and Revolution*, p. 70.

¹⁹ L'avocat Boris Lifschitz a déclaré au nom du propriétaire du bâtiment que la séquestration sur place des meubles l'empêchait de relouer les lieux. Le nouveau bail est conclu pour deux ans avec un loyer de 18 000 francs par an. Avant cette date, le quartier général de la légation est au 9 Falkenweg, un appartement dans lequel habite le conseiller de la légation G. L. Schklovski avec sa famille. Sa femme et ses enfants demeurent en Suisse alors que pour sa part il revient en Russie après la Révolution de Février. Senn, *Diplomacy and Revolution*, pp. 66-70.

²⁰ La reconnaissance *de facto* est une reconnaissance provisoire et révoquant, qui produit des effets plus limités que la reconnaissance *de jure* dont bénéficient les Soviétiques en Allemagne. Seule la Suisse accorde aux Soviétiques cette forme de reconnaissance. Remigiusz Bierzaneck, « La non-reconnaissance et le droit international contemporain », *Annuaire français de droit international*, 1962, vol. 8, n° 8, pp. 117-137.

²¹ J. A. Berzine à NKID, 15.6.1918, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 268-269.

²² J. A. Berzine à NKID, 13.8.1918, *ibidem*, p. 283.

ont pas encore fait la peau, mais certains symptômes (en particulier les attaques des journaux français contre notre bureau d'information) sont très révélateurs. »²³

Au début du mois de novembre 1918, malgré l'échec du travail de propagande de la mission soviétique sur les masses ouvrières de Suisse²⁴, le responsable du bureau d'information, Ivan Zalkind²⁵, qui a déjà été arrêté, interrogé, puis libéré durant l'été²⁶, est une nouvelle fois accusé d'agissements et de propagande révolutionnaires. Le 2 novembre, Charles Rudolphe Paravicini, chef de la Division des affaires étrangères (DAE) du DPF, demande son expulsion ainsi que celle de la célèbre Angelica Balabanov²⁷, officiellement arrivée en Suisse pour participer au rapatriement des soldats dans le cadre de la commission instituée par la Croix-Rouge soviétique.²⁸ Le 7 novembre, dans un contexte de mobilisation syndicale, le Conseil fédéral décide de rompre ses relations avec la légation et décrète le 10 l'expulsion de tous les diplomates soviétiques de Suisse, effective le 12.²⁹ Officiellement, le Conseil fédéral déclare que la mission soviétique n'a pas tenu ses engagements en matière de propagande. Mais l'enquête menée par le Ministère public de la Confédération n'apportera aucune preuve décisive de la participation de la mission au déclenchement de la grève générale.³⁰ Programmée le soir même de l'annonce du Conseil fédéral, la grève succède donc à cette mesure, dont elle n'est qu'un prétexte, et ne résulte nullement d'intrigues bolcheviques.³¹ La décision suisse participe des pressions — allant jusqu'aux rumeurs d'interventions militaires — exercées par les Gouvernements français, italien et anglais sur le Conseil fédéral.³² Elle s'inscrit dans un plan

²³ J. A. Berzine à NKID, 2.10.1918, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 306.

²⁴ Berzine déclare à plusieurs reprises n'avoir pas eu d'accès direct aux masses ouvrières suisses. J. A. Berzine à NKID, 15.6.1918, *ibidem*, p. 269.

²⁵ Pour les Soviétiques, Zalkind a officiellement le titre de consul général, mais sans affectation de consulat. Pour les Suisses, il n'est qu'un citoyen soviétique sans statut diplomatique.

²⁶ J. A. Berzine à NKID, 13.8.1918, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 283.

²⁷ Dès son arrivée en Suisse en octobre 1918, la presse genevoise a multiplié les articles l'accusant de venir munie de millions pour organiser une révolution, « Les bolcheviki et la Suisse », *Journal de Genève*, 26.10.1918, et *La Suisse*, 2.11.1918.

²⁸ A. Balabanov, alors secrétaire de la Commission socialiste internationale, devait surtout prendre des contacts afin d'organiser une conférence socialiste internationale.

²⁹ Berzine charge deux avocats suisses, Franz Welti et Fritz Studer, de la liquidation des biens de la légation. Celle-ci peut en revanche emporter la totalité de ses archives, au grand mécontentement des Gouvernements de l'Entente, Senn, *Diplomacy and Revolution*, pp. 175-177.

³⁰ Pour l'enquête sur le bolchevisme en Suisse, *Documents Diplomatiques Suisses* (désormais DDS), 7-I, n° 440.

³¹ Antoine Fleury et Danièle Tosato-Rigo, « A propos de la représentation diplomatique soviétique à Berne (mai-novembre 1918) : un nouvel éclairage à la lumière des rapports de Jan Berzine », *Traverse. Revue d'Histoire*, 3 (1995), p. 29 ; Willi Gautschi, *Der Landesstreik*, Zürich, Benziger Verlag, 1988, a montré que le Conseil fédéral avait décidé, sous la pression de l'Entente, d'expulser la mission soviétique avant même l'annonce de la Grève générale.

³² Le 1^{er} novembre lors d'une séance ayant réuni au Quai d'Orsay à Paris, les représentants des Affaires étrangères des pays de l'Entente, les Français et les Italiens multiplient les déclarations inquiétantes sur le développement d'un foyer bolchevique en Suisse susceptible de s'étendre

général de soutien aux Russes blancs dans la guerre civile et d'isolement diplomatique du pouvoir des Soviétiques par les pays de l'Entente dont les représentants ont quitté le territoire soviétique durant l'été.³³

Le premier représentant soviétique à être expulsé est Litvinov. Emprisonné le 8 septembre 1918 à la suite de l'attaque de l'ambassade britannique de Moscou et de l'arrestation de Robert Bruce Lockhart, l'ancien consul qui fonctionnait comme agent officieux du Gouvernement britannique, il est échangé à l'automne contre ce dernier.³⁴ Puis c'est au tour de Joffé, le 5 novembre, quelques jours avant Berzine, et du reste du personnel de l'ambassade soviétique d'être expulsés d'Allemagne, juste avant la Révolution du 9 novembre. Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Gouvernement Max de Bade déclare que l'ambassade soviétique en Allemagne viole la loi internationale. Selon les Soviétiques, les autorités allemandes souhaitent surtout se concilier les puissances occidentales victorieuses dans la perspective des négociations de paix.³⁵ Enfin en décembre 1918, Vorovski est contraint de renoncer à ses fonctions de représentant en Suède. D'autres n'ont jamais pu rejoindre leur poste comme Lev Kamenev qui, en janvier 1918, a été délégué en France par le Gouvernement soviétique. Parti de Petrograd en février 1918 en compagnie de Zalkind qui devait se rendre en Suisse, Kamenev a dû interrompre son voyage en Angleterre en mars, à la suite du refus de l'ambassadeur de France de le recevoir.³⁶ Le Gouvernement italien a, pour sa part, constamment refusé d'accorder des visas aux représentants des Soviétiques. Le phénomène ne se limite pas à l'Europe. Nommé après son expulsion d'Angleterre représentant soviétique aux Etats-Unis, Litvinov ne peut s'y rendre faute de visa. En mars 1919, le NKID fait une nouvelle tentative avec Ludwig Martens, citoyen soviétique d'origine allemande établi aux Etats-Unis depuis 1916, mais celui-ci ne sera jamais reconnu par les Américains. Après plusieurs perquisitions policières et une accusation pénale pour propagande, il est rappelé en Russie de crainte qu'il ne soit arrêté.

aux pays limitrophes. A son retour de Paris, Paul Dutasta, un proche de Clemenceau nommé ambassadeur de France à Berne en février 1918 avec la mission d'amener les Suisses à une position favorable à l'Entente, intervient personnellement auprès du président Calonder le 4 novembre, menaçant même de fermer la frontière franco-suisse en cas de passivité des autorités. Dutasta revient à la charge le 7. L'ambassadeur britannique ne participe pas directement à ces rencontres, mais il approuve la position française. Le Gouvernement italien, prévenu par son représentant à Berne, Russo, s'adresse directement au ministre de Suisse à Rome, Georges Wagnière, laissant entendre que les Gouvernements de l'Entente seraient prêts à intervenir militairement en Suisse. Senn, *Diplomacy and Revolution*, pp. 26, 156-158, 165, et Hans B. Kunz, « La Suisse, le bolchevisme et le système de Versailles : foyer de la révolution mondiale ou siège de la Société des Nations ? », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, n° 32, 1982, pp. 154-155.

³³ De janvier à juillet 1918 les missions diplomatiques alliées s'étaient provisoirement établies à Vologda, dans le nord de la Russie.

³⁴ Sabine Dullin, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001, pp. 62-66.

³⁵ Carr, *La Révolution bolchevique*, vol. 3, p. 106, note 121.

³⁶ Senn, *Diplomacy and Revolution*, p. 16 et 54.

Cette situation est d'autant plus embarrassante pour le nouveau régime que nombre d'ambassadeurs du tsar ou du Gouvernement provisoire issu de la Révolution de Février³⁷, bien qu'ayant été démis de leurs fonctions, « pour absence de réponse aux télégrammes »³⁸ envoyés de Moscou, continuent à être reconnus par les Gouvernements comme les représentants officiels de la Russie. Arrivé à Paris le jour même de la Révolution d'Octobre, Vassili Maklakov ne peut être accrédité, ce qui ne l'empêche pas d'occuper le bâtiment de l'ambassade et d'être reconnu par le Gouvernement français comme seul représentant officiel de la Russie jusqu'en 1924. Si la situation de Boris Bakhmetev³⁹, qui officie aux Etats-Unis jusqu'en 1922, est très similaire, dans la plupart des pays c'est surtout le flou qui règne. Ainsi à Londres, Konstantin Nabokov, qui demeure dans le bâtiment de l'ambassade, perd rapidement toutes ses prérogatives officielles. Et en Suisse, Onu, le représentant du Gouvernement provisoire qui a dû s'effacer à l'arrivée de Berzine, retrouve après l'expulsion de ce dernier une marge de manœuvre sans statut officiel. Fort de l'appui du Gouvernement français, Maklakov prend néanmoins l'initiative de fonder la Conférence des ambassadeurs dont la mission consiste à rallier les Gouvernements occidentaux à la cause antibolchevique, à organiser l'aide aux armées blanches et à défendre dans les conférences internationales les intérêts de la Russie⁴⁰.

Malgré les efforts de Litvinov en direction des Etats-Unis⁴¹, les Soviétiques se retrouvent ainsi, après le départ de leur territoire des dernières missions di-

³⁷ Le Gouvernement provisoire n'a pas procédé à un renvoi massif des anciens diplomates du tsar. La plupart d'entre eux, proches de l'ancien régime, sont donc très hostiles aux bolcheviks.

³⁸ La question de leur loyauté au nouveau régime est posée dans une circulaire du 5 décembre 1917 adressée par télégramme aux représentants diplomatiques russes à l'étranger. A. M. Onu est démis de ses fonctions par un décret du NKID du 9 décembre 1917. Le seul chef de mission diplomatique nommé par le Gouvernement Kerenski ayant accepté de collaborer avec le Gouvernement soviétique est le représentant russe en Espagne.

³⁹ Lorsque L. K. Martens transmet ses lettres de créance au Département d'Etat américain, celui-ci lui répond que les Etats-Unis ne reconnaissent que B. A. Bakhmetev. <http://www.columbia.edu/cu/lweb/indiv/rbml/collections/bakhmeteff>.

⁴⁰ A l'origine, la conférence n'est composée que de libéraux nommés par le Gouvernement provisoire, M. N. de Giers en poste à Rome, K. D. Nabokov à Londres, M. A. Strakhovitch à Madrid, I. E. Efremov à Genève et B. A. Bakhmetev à Washington. Par la suite, elle intégrera des représentants du Gouvernement tsariste et des révolutionnaires opposés aux communistes comme les socialistes révolutionnaires. Catherine Gousseff, *L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride (1920-1939)*, Paris, CNRS éditions, 2008, p. 249.

⁴¹ A la veille de l'ouverture de la Conférence de la Paix, les Soviétiques se sont déclarés prêts à des compromis, notamment sur les dettes de l'Etat russe, le maintien des entreprises étrangères et l'octroi de nouvelles concessions, en contrepartie de l'évacuation des troupes étrangères. Wilson et Lloyd George envoient, en février 1919, un chargé de mission, William Bullitt, qui rencontre secrètement Lénine. Leur accord signé le 14 mars prévoit que la Russie renonce à ses ambitions territoriales en échange de l'arrêt de l'intervention et de l'organisation d'une Conférence de la paix en Norvège. Bullitt, muni des propositions de Lénine, se voit opposer une fin de non-recevoir par Londres et Paris, en raison de l'offensive victorieuse de Koltchak et de l'alarme causée par l'établissement de régimes communistes en Hongrie et en Bavière.

plomatiques et consulaires des pays neutres⁴², totalement privés de voie de communication normale avec le monde extérieur. Pendant les années de guerre civile, au cours desquelles les pays de l'Entente interviennent directement (jusqu'au printemps 1919), puis indirectement, contre le pouvoir soviétique, l'isolement des Soviétiques est total. La victoire des bolcheviks au printemps 1921 n'entraînera pas de modification immédiate de la situation internationale de la Russie soviétique. La frontière sera fixée et le blocus économique progressivement levé à la suite de la signature d'un premier accord commercial avec la Grande-Bretagne en mars 1921. Mais à l'exception du traité de Rapallo signé en 1922 avec l'Allemagne, il faudra attendre 1924 — une année officiellement qualifiée par les historiens soviétiques d'« année de la reconnaissance »⁴³ — pour assister à la reconnaissance *de jure* de l'URSS par la Grande Bretagne⁴⁴, suivie de l'Italie, de la Norvège, de l'Autriche, de la Grèce, de la Suède, de la Chine, du Danemark, de l'Albanie, du Mexique⁴⁵, et enfin de la France et du Japon (janvier 1925). D'autres pays, d'ailleurs plus nombreux, continueront néanmoins à refuser toute forme de relations diplomatiques avec l'URSS jusqu'en 1933 (Etats-Unis), 1934 (Hongrie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Bulgarie), 1935 (Belgique), 1936 (Espagne républicaine), 1940 (Yougoslavie), 1942 (Australie, Canada, duché du Luxembourg, Cuba, Mexique, Pays-Bas), 1943 (Uruguay⁴⁶, Colombie), 1944 (Nouvelle-Zélande, Costa Rica, Chili), 1945 (Nicaragua, République Dominicaine, Venezuela, Brésil, Bolivie, Guatemala, Équateur) et 1946 (Suisse, Argentine⁴⁷, Thaïlande), voire jusqu'en 1974 pour les plus irréductibles d'entre eux comme l'Irlande et le Portugal.

Dans un premier temps, les dirigeants bolcheviks ne se sont pas trop inquiétés de cet isolement. Alors que les représentants des pays sortis vainqueurs de la Grande Guerre redéfinissent à Paris les contours d'une nouvelle Europe dont est exclue la Russie soviétique par la politique du « cordon sanitaire », c'est de l'extension de la révolution mondiale — symbolisée par la création en mars 1919 de l'Internationale communiste (IC) — que les bolcheviks attendent l'établissement d'un nouvel ordre européen. Mais la révolution prolétarienne échoue partout hors de Russie. A l'automne 1919, les Soviétiques, dont le terri-

⁴² En décembre 1918, le ministre de Suisse à Petrograd écrit : « Les légations scandinaves ont reçu l'ordre de quitter la Russie, à la suite, dit-on, d'une pression de l'Entente. » A. Junod au DPF, 10.12.1918, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 300.

⁴³ *Istorija Diplomatii, 1919/1939 gg.*, Tom 3, Moskva, Izd. Politicheskoj literatyry, 1945, p. 285.

⁴⁴ Ces relations seront rompues à l'initiative des Anglais de mai 1927 à octobre 1929.

⁴⁵ Ces relations seront rompues en 1930 à la suite de pressions américaines, puis rétablies en 1942.

⁴⁶ L'Uruguay avait établi des relations diplomatiques à la fin des années 1920, mais celles-ci avaient été interrompues en 1935.

⁴⁷ L'histoire des relations avec l'Argentine a beaucoup de points communs avec celle des relations helvético-russes, Mario Rapoport, « Argentina and the Soviet Union: History of Political and Commercial Relations (1917-1955) », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 66, n° 2, May 1986, pp. 239-285 ; Magdalena Garrido, « Las relaciones político-culturales de Argentina y España con la Unión Soviética : la proyección internacional de las asociaciones de amistad (1927-1956) », *Anales del Cesor*, año VI, n° 6, 2009, pp. 7-25.

toire se réduit à celui de l'ancienne Moscovie, commencent à s'inquiéter de ne pouvoir entrer en contact avec leurs ressortissants à l'étranger, en particulier avec les prisonniers de guerre dont l'enrôlement dans les troupes blanches contribue à la prolongation de la guerre civile. Les prisonniers de guerre russes sont extrêmement nombreux dans les Empires centraux où ils atteignent le nombre de 2,5 millions, dont 1,5 million⁴⁸ pour l'Allemagne ; mais le problème se pose aussi pour les soldats russes internés en Angleterre, en France (15 000)⁴⁹, aux États-Unis et en Suisse. L'inquiétude des Soviétiques rencontre d'ailleurs celle des Gouvernements étrangers à l'égard de leurs ressortissants civils ou prisonniers de guerre encore en Russie ; et plus encore celle des organisations humanitaires comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Significativement, le seul Soviétique encore toléré à l'étranger durant l'été 1919 en tant que représentant officiel d'une organisation du régime de Moscou est Sergueï Bagotski, le délégué de la Société russe de la Croix-Rouge (SRCR) auprès du CICR à Genève.⁵⁰ L'explication de la pérennité de ce canal réside principalement dans la volonté de l'organisation humanitaire genevoise de maintenir un lien avec l'espace russe. Après la Révolution de Février 1917, qui entraîne l'éclatement de la SRCR en une multitude d'institutions concurrentes organisées sur une base nationale ou politique⁵¹, celle d'Octobre 1917 se traduit par la nationalisation des biens de la SRCR (décret du 6 janvier 1918) et par l'arrestation de plusieurs membres de la direction centrale. Cette situation est d'autant plus inquiétante pour le CICR qu'il n'existe alors aucune base légale lui permettant d'intervenir dans le cadre d'une guerre civile.⁵² Le vice-président du CICR, Edouard Odier, qui assume également la fonction de ministre de Suisse à Petrograd, prend l'initiative au printemps 1918 de confier à Edouard-Auguste Frick, un Suisse de Russie qui s'est spontanément mis pendant la guerre au service de la Croix-Rouge russe, un mandat du CICR pour « venir en aide à la

⁴⁸ Ils sont encore plus de 150 000 en 1920. Rapport de 1923, I. A. Adintsov, F.3341/6/323, doc. 78, GARF.

⁴⁹ S. J. Bagotski à SRCR, 2.9.1918, F. 9501/6/1, doc. 58, GARF. Les Soviétiques dénoncent plusieurs cas de recrutement forcé de citoyens russes dans l'armée française.

⁵⁰ Notons par ailleurs, car ces deux exceptions sont liées, que pendant plusieurs mois le seul étranger remplissant en Russie soviétique une fonction officielle est le représentant de la Croix-Rouge danoise.

⁵¹ Pensons par exemple aux Croix-Rouges polonaise, finlandaise, géorgienne, baltes... et dans le domaine politique à la Croix-Rouge prolétaire, liée aux gardes rouges, et à la réapparition, à la fin de l'année 1918, de la Croix-Rouge politique. Jiri Toman, *La Russie et la Croix-Rouge (1917-1945). La Croix-Rouge dans un Etat révolutionnaire et l'action du CICR en Russie après la Révolution d'octobre 1917*, Genève, Institut Henry-Dunant, 1997, pp. 10 et 21.

⁵² La question avait bien figuré à l'ordre du jour de la Conférence internationale de la Croix-Rouge de Washington, le 7 mai 1912, mais elle avait été retirée, ironie de l'histoire, à la suite de la violente hostilité du représentant russe ! François Bugnion, *Le Comité international de la Croix-Rouge et la protection des victimes de la guerre*, Genève, CICR, 2000 (2^e édition), p. 286. En 1919, la Croix-Rouge soviétique fit traduire en russe l'article de la *Revue internationale de la Croix-Rouge* sur la conférence de Washington pour en vérifier le contenu et être ainsi prête à répondre aux éventuelles sollicitations du CICR sur ce point. F.9501/6/16, GARF.

SRCR »⁵³. Malgré la reconnaissance par le Gouvernement soviétique des conventions et accords internationaux relatifs à la Croix-Rouge signés par l'ancien Gouvernement, la dépendance de la nouvelle SRCR à l'égard du pouvoir soviétique⁵⁴, les liens d'amitié existant entre les membres de la direction du comité genevois et ceux de l'ancienne Croix-Rouge russe, et surtout l'espoir, à peine dissimulé, de la chute prochaine des bolcheviks, conduisent le CICR à ne pas reconnaître officiellement la SRCR tout en acceptant d'entrer en relation avec son représentant en Suisse.⁵⁵ Ces hésitations ont provoqué durant l'été 1918 un durcissement de l'attitude du Gouvernement soviétique qui refuse d'accorder un nouveau visa à Frick.⁵⁶ Mais lorsque le 10 novembre 1918 le Conseil fédéral prend la décision d'expulser la mission Berzine, le CICR intervient auprès du Gouvernement helvétique pour que le docteur Bagotski ne soit pas expulsé⁵⁷, laissant ainsi la voie ouverte à l'envoi d'un nouveau délégué du CICR en Russie soviétique. Dans un premier temps, l'autorisation faite à Bagotski de demeurer en Suisse semble surtout s'expliquer par la volonté des autorités helvétiques de disposer d'une monnaie d'échange garantissant le retour des Suisses détenus en Russie.⁵⁸ Rapidement pourtant, le Gouvernement, qui depuis l'expulsion de la mission Berzine s'attend à des mesures de rétorsion à l'égard d'Albert Junod, son nouveau ministre-résident en Russie⁵⁹, prend conscience de la nécessité de trouver une façon de limiter l'impact d'une rupture des relations sur l'importante colonie des Suisses de Russie.⁶⁰ « Ne pourrait-on pas », écrit Junod aux autorités fédérales, « leur assurer une certaine protection par l'entre-

⁵³ Cette nomination, « à titre exceptionnel et provisoire », est confirmée par le comité le 15 mai. Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, p. 15.

⁵⁴ La Croix-Rouge soviétique dépend dorénavant du Commissariat du peuple à la santé publique.

⁵⁵ Officiellement, le CICR déclare qu'en l'état politique du moment il ne peut reconnaître aucune des organisations existantes comme le successeur de l'ancienne Croix-Rouge russe. Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, p. 26.

⁵⁶ Télégramme de Z. P. Soloviev, B MIS 1/5, Archives du CICR (désormais ACICR).

⁵⁷ CICR à S. J. Bagotski, 11.11.1918, F.9501/6/7, doc. 13, GARF.

⁵⁸ Les Russlandschweizer au nombre de 8000 en 1914, d'environ 6000 à la veille de la Révolution, sont encore 4400 en novembre 1918, Dietrich Dreyer, *Schweizer Kreuz und Sonjstern. Die Beziehungen zweier ungleicher Partner seit 1917*, Zürich, NZZ Verlag, 1989, p. 65. Plusieurs femmes de hauts fonctionnaires, comme Nina Karakhan, épouse du vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères, ou de membres de la légation, elles-mêmes associées à la mission Berzine, restent en Suisse comme otages. Après le retour de la légation suisse, seule Schklovskaja demeure, sans contrainte, sur le territoire fédéral jusqu'en septembre 1920. Senn, *Diplomacy and Revolution*, p. 178.

⁵⁹ Arrivé à Petrograd le 9 novembre 1918, Albert Junod prend la direction de la légation le 12 novembre, c'est-à-dire au moment où la mission soviétique est reconduite à la frontière. Son prédécesseur, Edouard Odier, empêché momentanément de rentrer en Suisse, quitte la Russie avec le reste de la légation en février 1919.

⁶⁰ Josef Voegeli, "Die Rückkehr der Russlandschweizer 1917-1945", Mémoire de licence, Université de Zurich, 1979, p. 115.

mise de la Croix-Rouge internationale ou de celle des pays neutres ? »⁶¹ Une solution qui passait par la pérennisation de la mission Bagotski en Suisse⁶².

A l'origine de cette histoire figure la volonté des autorités politiques suisses de suppléer l'absence de contact diplomatique par l'utilisation des acteurs humanitaires, favorisant ainsi une certaine confusion des genres entre les activités « humanitaires » et « diplomatiques » de la Croix-Rouge. Les Soviétiques vont s'engouffrer dans la faille, portant la confusion à son paroxysme, tandis que d'autres sociétés nationales de la Croix-Rouge jouent dans le même registre. Outre les Suisses, sur lesquels nous reviendrons ultérieurement⁶³, citons William Boyce Thomsen et le colonel Raymond Robins, qui dirigent successivement la mission de la Croix-Rouge américaine en Russie, dont Wilson est le président, tout en conseillant celui-ci⁶⁴ et en servant d'intermédiaires dans la reprise des échanges économiques entre les deux pays⁶⁵. Evoquons aussi Gustav Hilger, qui a la double casquette de représentant du Gouvernement allemand pour le rapatriement des prisonniers de guerre et de chef de la mission de la Croix-Rouge allemande en Russie, avant de rejoindre officiellement la légation diplomatique à Moscou⁶⁶.

Tous les délégués de la Croix-Rouge soviétique n'ont certes pas bénéficié des mêmes circonstances favorables que Bagotski. En Pologne, la mission de la SRCR a été arrêtée en décembre 1918 à Varsovie pour être expulsée⁶⁷. Lors du trajet de retour vers la frontière, quatre des cinq membres de la mission sont assassinés par des militaires polonais⁶⁸. Les délégués de la Croix-Rouge russe en Allemagne ont été expulsés le 3 décembre 1918 et les autorités allemandes

⁶¹ Junod au DPF, 10.12.1918, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 330.

⁶² Dans le même document Junod évoque une proposition de Karakhan, le vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères, relative au maintien de Bagotski en Suisse dans le cadre d'une mission élargie et agréée par le Conseil fédéral. *Idem*. Le 20 décembre, Junod propose au Gouvernement soviétique d'autoriser Bagotski à vérifier la situation des Russes en Suisse et à liquider les affaires de la légation soviétique. *Ibidem*, p. 335, note 1.

⁶³ Voir le chapitre intitulé : « La contrepartie : Wehrlin, un Bagotski soviétique ? »

⁶⁴ C'est en partie à leur initiative que Wilson rédige les célèbres Quatorze points, dont le sixième est consacré à la Russie.

⁶⁵ Claude E. Fike « The Influence of the Creel Committee and the American Red Cross on Russian-American Relations, 1917-1919 », *The Journal of Modern History*, Vol. 31, June 1959, n° 2, pp. 93-109.

⁶⁶ Gustav Hilger, *Wir und der Kreml. Deutsch-sonjetische Beziehungen, 1918-1941*, Frankfurt a. M., A. Metzner, 1955 et Gustav Hilger, Alfred G. Meyer, *The Incompatible Allies. A Memoir - History of German-soviet Relations, 1918-1941*, New York, The Macmillan Company, 1953.

⁶⁷ Il s'agit à l'origine d'une mission du collège central des prisonniers de guerre et des réfugiés auprès du Commissariat du peuple à la guerre, mais ses membres ont été accrédités par la SRCR. Collège central des prisonniers de guerre et des réfugiés à SRCR, 7.12.1918, F.3341/1/114, doc. 4, GARF.

⁶⁸ D'abord jugés et condamnés par un Tribunal polonais, les assassins sont ensuite libérés, en attendant d'être rejugés, après que l'arrêt du Tribunal a été annulé. Mais les assassins partent alors pour le front russe où deux d'entre eux seront tués. Rapport de 1923, I. A. Adintsov, F.3341/6/323, doc. 78, GARF.

s'opposeront jusqu'en 1922 à l'arrivée d'un nouveau délégué⁶⁹. En Hongrie, les délégués de la SRCR, P. Behrmann, A. A. Targanski, Romm et Perminov sont arrêtés par les autorités militaires françaises le 6 janvier 1919. Placés en prison à Szeged, ils sont libérés en mars par le Gouvernement de la République des Conseils de Bela Kun. La commission de la Croix-Rouge russe en Hongrie placée sous la direction de Targanski fonctionne alors pendant quelques mois comme « une sorte de consulat, auquel s'adressent tous les citoyens russes »⁷⁰. Mais la plupart de ses membres sont à nouveau arrêtés, nombre d'entre eux même maltraités, lorsqu'en août les troupes roumaines, aidées par les Français, envahissent Budapest⁷¹. A Vienne, où les relations avec les autorités étaient déjà très tendues avant la chute de la monarchie, la mission est expulsée par le Gouvernement en janvier 1919, malgré les démarches du socialiste Otto Bauer, devenu secrétaire d'Etat au Ministère des affaires étrangères de la République autrichienne. Lors de son retour en train par l'Ukraine, la mission est arrêtée pour être ramenée à Budapest afin d'être interrogée par les autorités militaires françaises. Libérée après ces interrogatoires, la mission, qui est une nouvelle fois arrêtée à Vienne, puis à la frontière bavaroise, à Berlin, à Dresde et enfin à Kovno (Kaunas), mettra deux mois pour rejoindre le territoire soviétique !⁷² Ce sont des scénarios assez proches que connaissent les missions de la Croix-Rouge russe en Finlande⁷³, en Lettonie⁷⁴ et en France où la délégation composée de Dmitri Manuilski, Iakov Davtian et Inessa Armand, en charge de négocier le rapatriement des soldats russes du corps auxiliaire, est reléguée dans une île au large de Saint-Malo avant d'être expulsée.⁷⁵ Même la mission de la Croix-Rouge russe au Danemark, qui constitue pourtant depuis 1915 le principal centre de transmission pour l'envoi des colis aux prisonniers de guerre russes en Allemagne, doit interrompre un temps ses activités et les placer sous la responsabilité des Croix-Rouges étrangers.

⁶⁹ Après l'expulsion de la mission de la Croix-Rouge soviétique d'Allemagne, le rapatriement des prisonniers de guerre russes détenus dans ce pays est d'abord pris en charge par la Commission constituée par les puissances de l'Entente, puis directement par le Gouvernement allemand qui, à l'automne 1919, accepte l'arrivée à Berlin de Victor Kopp. Chargé de négocier l'échange des prisonniers, Kopp bénéficie dès juillet 1920, comme son alter ego à Moscou, le représentant de la Croix-Rouge et futur ambassadeur Gustav Hilger, d'un véritable statut diplomatique avant même la signature du traité de Rapallo. V. L. Chernoperev, « Dejatel'nost' sovetskogo diplomata V. L. Koppa po vozvraščeniju na rodinu rossijskikh voennoplennyh (1919/1920 gg.) », *Pervaja mirovaja vojna: pojski podbodor k issledovaniju, priglašenie k dialogu, Doklady akademii nauk* (voennaja istorija), 5 ; E. M. Mironova (Red.), *Ruskij ishod*, Sankt-Petersburg, Aleteja, 2004, p. 106.

⁷⁰ Rapport d'A. A. Targanski, 20.6.1920, F.9501/6/17, doc. 89, GARF.

⁷¹ Rapport d'A. A. Targanski, 20.6.1920, F.9501/6/17, doc. 92, GARF.

⁷² Rapport de la mission de la SRCR en Autriche-Hongrie, mars 1919, F.3341/6/314, doc. 178-213, GARF.

⁷³ Rapport de 1923, I. A. Adintsov, F.3341/6/323, doc. 78, GARF.

⁷⁴ V. M. Sverdlov au Gouvernement de Lettonie, 1.5.1919, F.3341/1/115, doc. 10, GARF.

⁷⁵ V. M. Sverdlov, président SRCR à CRF et CICR, 2.6.1919, F.3341/1/114, doc. 51, GARF ; Manuilski publie dans la *Pravda* du 20. 5. 1919 le récit de cette mission.

Pour singulier qu'il soit — le maintien d'un représentant de la SRCR en Suisse s'explique par la présence à Genève du siège du CICR — le cas Bagotski favorise du côté soviétique l'émergence d'une nouvelle appréciation de l'utilité des sociétés de la Croix-Rouge, et en particulier de ses délégués à l'étranger. En l'absence d'un service diplomatique, les représentants de la Croix-Rouge ne pourraient-ils pas, dans une certaine mesure, se charger des fonctions des représentants des Affaires étrangères ? C'est en effet sous l'emblème de la Croix-Rouge qu'à l'automne 1919 se déroulent les premières négociations entre les Polonais et le représentant de la Croix-Rouge soviétique, le communiste polonais Julian Marchlewski.⁷⁶ Les résultats de ces pourparlers sont modestes : l'échange de quelques centaines de Polonais contre autant de Soviétiques. Mais ce sont, au-delà de la question des prisonniers, les premières négociations de paix entreprises par la Russie soviétique depuis Brest-Litovsk. D'abord empirique⁷⁷, cette prise en compte des potentialités diplomatiques des acteurs humanitaires est ensuite théorisée sous la forme d'un rapport rédigé en janvier 1920 par Evguéni Korovine qui, depuis décembre 1918, dirige le département étranger de la Société russe de la Croix-Rouge. Intitulé *La Croix-Rouge dans l'Etat contemporain*⁷⁸, ce texte propose de procéder à « un examen critique des conditions et des principes de la Croix-Rouge » à l'époque actuelle dite de transition. Selon l'auteur « les dimensions et la technique des guerres contemporaines, les budgets militaires, la centralisation et l'exploitation générale des ressources matérielles ont amené les sociétés de la Croix-Rouge à une crise inévitable en tant qu'organisations philanthropiques privées, les conduisant à se fondre graduellement dans les appareils gouvernementaux d'Etat. La différence de ce point de vue entre les Croix-Rouges et les autres organismes d'Etat ne consiste pas dans la latitude d'une activité autonome, ni dans les sources financières indépendantes, ni même dans leur personnel mais surtout dans le caractère des problèmes imposés à la Croix-Rouge par le pouvoir gouvernemental. »⁷⁹ A l'époque de la guerre mondiale, poursuit le texte, les activités de la Croix-Rouge s'effectuaient dans le domaine médico-sanitaire, ceux de l'administration et de la santé publique, et enfin celui des relations internationales. Ce dernier domaine comprend des relations de type ordinaire (relations avec les Croix-Rouges étrangères, le CICR et participation aux conférences internationales) et d'autres de « type extra-

⁷⁶ *Krasnaja Kniga : Sbornik Diplomičeskikh Dokumentov o Russko-Pol'skikh Otnošenijah s 1918 do 1920*, Moskva, Giz., 1920, pp. 70-80 ; Piotr S. Wandycz, « Secret Soviet-Polish Peace Talks in 1919 », *Slavic Review*, Vol. 24, n° 3, 1965, pp. 425-449.

⁷⁷ En novembre 1918, la SRCR a proposé au CICR et à plusieurs sociétés nationales des pays neutres d'organiser une conférence internationale des Croix-Rouges qui devait être associée à la Conférence de la paix de Paris. Le CICR, tout en acceptant le principe de la conférence, prit soin de la séparer de la Conférence de Paris. Sverdlov à CICR, 8.4.1919, F.3341/1/117, doc. 81, GARF.

⁷⁸ E. A. Korovine, *La Croix-Rouge dans l'Etat contemporain*, janvier 1920, F.9501/6/8 doc. 111-115, GARF.

⁷⁹ *Ibidem*, doc. 111.

ordinaire comme le remplacement et l'assistance du département des affaires étrangères, la protection des principes spécifiques et généraux du droit international, les soins aux prisonniers de guerre et civils, et tout autre activité quasi diplomatique allant jusqu'aux pourparlers préliminaires de paix »⁸⁰.

« Remplaçant en grande partie les fonctions de la diplomatie, les représentants de la Croix-Rouge dans les relations internationales jouissent de certains privilèges vis-à-vis de celle-ci comme l'absence de tradition et de formes diplomatiques conventionnelles ; la possibilité de réaliser, étant donné la neutralité et l'humanité de la Croix-Rouge, un travail d'organisation varié dans les contacts mutuels plus ou moins étroits avec divers éléments publics du lieu ; la possibilité, se basant sur les mêmes principes, d'influencer d'une manière plus intense la vie intime d'un Etat étranger. Le triomphe de la révolution mondiale et la transformation de la Communauté internationale en une fédération libre de Républiques soviétiques, en rendant les fonctions de la Croix-Rouge superflues et inutiles, condamnent celle-ci à une mort graduelle. Mais durant l'époque de transition du capitalisme vers le régime socialiste, la conservation et le développement des fonctions précédentes acquièrent une importance toute spéciale, étant donné la multiplication inévitable de conflits (guerres, interventions, blocus, ruptures des relations diplomatiques) excluant les rapports directs entre les Gouvernements en lutte. Dans la dernière phase, actuelle, de son activité, la SRCR ayant liquidé les problèmes de première catégorie (fin de la guerre et aide aux prisonniers de guerre), réduisant progressivement les problèmes de deuxième catégorie (aide aux civils), transfère le centre de ses activités dans la sphère internationale. »⁸¹

Remarquable par la pertinence de son analyse du processus de subordination des Croix-Rouges nationales à leurs Gouvernements⁸², ce texte l'est aussi par sa description explicite de toutes les activités quasi diplomatiques que peuvent remplir les délégués de ces institutions ; il l'est enfin par son intuition du potentiel de contacts et d'influence politique dont disposent les acteurs de la Croix-Rouge en raison de leur image de neutralité et d'humanité. Le mot n'est pas prononcé, mais il est bien question d'inventer une diplomatie humanitaire. Certes il s'agit d'une activité dangereuse en l'absence d'immunité : les cas de meurtres et d'arrestations de délégués de la Croix-Rouge russe seront encore fréquents dans les années 1920. Ainsi en Bulgarie, une mission, fortement impliquée il est vrai dans le débauchage des anciens soldats des armées blanches, sera durement frappée : A. M. Agheev est assassiné en novembre 1922, son successeur A. Koretski est expulsé en juillet 1923 à la suite du coup d'Etat militaire de juin, deux de ses collaborateurs, M. V. Shelepouguine, et Morossov,

⁸⁰ *Ibidem*, doc. 112.

⁸¹ *Ibidem*, doc. 114-115.

⁸² Largement financée par son Gouvernement, la Croix-Rouge américaine administre en 1918 un budget (50 millions de dollars) dix fois supérieur à ce qu'il était au début du conflit.

sont tués au même moment, respectivement à Plewna et Warna.⁸³ Cependant, les délégués de la Croix-Rouge soviétique vont effectivement constituer, faute de relations diplomatiques normales, le premier noyau des représentations soviétiques à l'étranger.

Deux décisions, qui interviennent au cours de l'année 1921, vont fournir aux Soviétiques l'occasion de réaliser pleinement le programme de Korovine. La première est la XI^e résolution (2^e paragraphe chiffre 1) de la X^e conférence internationale de la Croix-Rouge invitant les sociétés nationales à accorder un agrément à leurs homologues désireuses d'envoyer un représentant à l'étranger « lorsqu'il est avéré que la section étrangère travaillera exclusivement auprès de ses compatriotes »⁸⁴. Cette résolution, dont l'objectif initial consiste à permettre à l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe de perpétuer pendant quelques années son travail auprès des émigrés russes, servira à terme les Soviétiques. La seconde, prise le 15 août 1921, soit deux semaines après que le Gouvernement de Moscou a informé le comité genevois de son accord pour l'envoi d'un délégué permanent en Russie soviétique, est la reconnaissance officielle de la « Croix-Rouge russe de la République des Soviets » par le CICR. Par cette résolution, celui-ci « favorise, dans les pays étrangers, le travail néfaste des agents de Moscou », commente le Comité national russe, l'une des principales organisations politiques de l'émigration.⁸⁵ Le CICR a effectivement ouvert la porte à l'envoi de délégués de la SRCR dans la plupart des pays où résident des Russes et dans toutes les conférences internationales intéressant la Croix-Rouge, c'est-à-dire, s'agissant de l'après-guerre, dans la presque totalité d'entre elles.

En quelques mois les Soviétiques nomment donc des délégués de la SRCR dans plus d'une quinzaine de pays : l'Angleterre (Varvara Polovtseva), l'Autriche (Lazar Tchertoff), la Bulgarie (J. Koreshkov), la Chine, le Danemark (V. A. Boukhgolz), les Etats-Unis (David Doubrovski), l'Italie (Marc Sheftel), la Lettonie (Jakub Hanecki), la Lituanie, la Pologne (Stefania Sempolowska) et la Tchécoslovaquie (V. A. Miller), auxquels s'ajouteront ultérieurement des représentants en Allemagne (Iakov Goldenberg, puis Stefan Brodovski), en France (A. Oustinov, puis Alexandrina Rakovskaïa), en Grèce (Sergueï Dmitrievski), au Japon (Evguéni Spalvine) et en Suède (Schmidt). Ce déploiement s'inscrit dans la durée puisqu'en 1928 la SRCR compte encore des représentants dans une dizaine de pays. C'est Bagotski qui, en tant que représentant auprès du CICR depuis 1918, parraine l'établissement de ces missions à l'étranger et coordonne

⁸³ Cette mission est dirigée par Koreshkov, qui a été membre à Paris de la direction de l'ancienne organisation de la CR avant de se rallier aux bolcheviks. D'abord chargé de négocier le rapatriement des cosaques russes de l'armée de Wrangel, il est à la tête depuis novembre 1922 d'une délégation en Bulgarie dont l'objectif consiste à ramener en Russie des officiers blancs. Pour les Soviétiques, le responsable de ces meurtres est le général blanc G. V. Pokrovski (1871-1968). Rapport, 1.12.1922 F.9501/6/30, doc. 27, GARF.

⁸⁴ Résolution du 5.4.1921, F.9501/6/36, doc. 65, GARF.

⁸⁵ Comité national russe à CICR, 24.5.1923, F.9501/6/33, doc. 39, GARF.

leurs activités. La première tâche des délégués consiste à enregistrer puis à rapatrier les soldats. Après quoi, ils doivent récupérer les biens mobiliers et financiers de l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe, un processus qui s'étendra parfois sur plusieurs années, avec des succès très inégaux puisque de nombreux Gouvernements continuent à soutenir les représentants du régime précédent. Ils doivent aussi aider les citoyens soviétiques à récupérer, comme aux États-Unis et au Canada, des pensions de vétérans de guerre, des assurances contre les accidents ou des héritages. Enfin, et c'est ce qui nous intéresse le plus directement pour notre propos, ils servent d'organe d'information sur les changements intervenus dans la jeune République soviétique⁸⁶.

La campagne en faveur de la Russie affamée constitue un contexte très favorable à cette dernière activité. Conformément au plan établi par Korovine, les délégués de la SRCR se mobilisent, une fois achevé le rapatriement des soldats, en faveur des civils, participant aux campagnes d'aide à la Russie affamée, puis de lutte contre les conséquences de la famine et enfin d'aide à la reconstruction économique de la Russie. Ce faisant, ils profitent de la bonne image de la Croix-Rouge pour organiser des campagnes de mobilisation (présentation de films, conférences, récolte de signatures, collecte de fonds et de produits alimentaires), favoriser la constitution de comités de soutien composés de personnalités prestigieuses et développer un premier travail d'information sur les réalisations soviétiques (édition de bulletins, rédaction d'articles, réponse aux journalistes, organisation d'expositions et de diaporamas). Par un glissement à peine perceptible, les informations diffusées par les délégués de la Croix-Rouge soviétique s'étendent au domaine économique, puis social, et enfin culturel. Les délégués établissent aussi les premiers contacts avec des hommes politiques, des industriels, des institutions financières et des entreprises de transports. Aux États-Unis, Doubrovski, le secrétaire de la délégation, visite le sénateur Robert La Follette et de nombreux autres élus.⁸⁷ Établi à New York, il effectuera par la suite dans le cadre de la campagne d'aide aux affamés une visite à Mexico. Bien que sans résultat en termes d'aide financière, cette rencontre avec le ministre de l'Intérieur et futur président, le général Elias Calles, inaugure les contacts officiels de l'URSS avec le Mexique.⁸⁸

Pour la plupart, ces délégués de la Croix-Rouge soviétique cumulent progressivement leur fonction avec celle de représentant du département d'information à l'étranger du Commissariat du peuple à la santé publique (NKZ)⁸⁹, de représentant de la Commission centrale de l'aide aux affamés (TsK

⁸⁶ M. Djašova « Pervye zarubežnye missii », *Sovetskij krasnyj Krest*, n° 1, 1977.

⁸⁷ Rapport de Tchikov, novembre 1921, F.9501/6/28, doc. 114, GARF.

⁸⁸ D. H. Doubrovski à S. J. Bagotski, 10.4.1922, F.9501/6/28, doc. 66, GARF.

⁸⁹ Créé en 1920, ce département sera renommé en 1924 bureau d'information à l'étranger (BZI-NKZ), Susan Gross Solomon, « A Matter of "Reach". Fact-Finding in Public Health in the Wake of World War I », Susan Gross Solomon, Lion Murard, Patrick Zylberman (eds.), *Shifting*

Pomgol)⁹⁰, puis de la Commission de lutte contre les conséquences de la famine (TsK Poglegod), et enfin du bureau d'information unifié de la Commission pour l'aide étrangère à la Russie (l'OBI-KZP), rattaché au comité exécutif des Soviets, dont la direction a été confiée à Olga Kameneva. Créé en septembre 1923 pour coordonner les informations relatives au secours étranger en faveur de la Russie, l'OBI a initié, comme le raconte sa présidente dans un rapport envoyé en octobre 1924 à tous les membres du comité central du PCR(b)⁹¹, les méthodes de la propagande culturelle soviétique ultérieurement institutionnalisées par la VOKS :

« La tâche générale de l'OBI peut être résumée ainsi : propagande à l'étranger sur les réalisations culturelles de l'URSS et assistance au rapprochement culturel de notre République avec d'autres pays. [...] Concernant notre travail de rapprochement culturel avec l'étranger, il a déjà une petite histoire. A l'époque, quand nous avions ici plein d'organisations étrangères d'aide, la TsK Poglegod s'est trouvée forcée de commencer à faire de l'information pour deux raisons. D'abord les étrangers ont commencé eux-mêmes à établir de tels bureaux qui leur permettaient de faire de l'espionnage. Il était donc nécessaire de mettre un terme à ces entreprises nuisibles. D'un autre côté, il était de notre intérêt de développer un travail d'information pour le succès de la propagande en faveur de l'aide à la Russie. Voilà pourquoi fut créé le département international d'information de la TsK Poglegod, puis la Commission pour l'aide étrangère à la Russie (KZP) dont l'activité s'orienta vers l'aide à la production. Parallèlement, il nous fut demandé d'expliquer la situation de nos savants, de nos institutions culturelles et scientifiques, de nos étudiants et d'informer sur leurs travaux et leurs résultats malgré la difficulté de leur situation matérielle et l'insuffisance de leurs instruments. Les expériences en ce domaine ont montré que par ce biais on pouvait pénétrer dans des cercles et des institutions qui demeuraient à l'extérieur des sphères de travail du Komintern et du NKID. [...]

La signification politique de ce travail est particulièrement visible dans certaines circonstances. Le travail de notre représentant en Suisse [Bagotski] consiste à rassembler les composantes de l'opinion publique locale qui sympathisent avec l'URSS. Ces personnes ont constitué une Société d'étude sur la Russie nouvelle. Etant donné qu'il n'existe pas en Suisse de représentant du Commissariat du peuple aux affaires étrangères, le travail de notre représentant acquiert là-bas une importance de premier ordre. L'actualité de ce travail est encore plus grande si l'on prend en compte le fait que c'est en Suisse que s'est constituée et qu'agit

boundaries of public health: Europe in the twentieth century, Rochester, NY, University of Rochester Press, 2008, p. 242.

⁹⁰ Levin, département étranger du Pomgol à CC de la SRCR, 7.2.1922, F.3485/4/43, doc. 44, GARF.

⁹¹ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 132-147, RGASPI.

l'Entente internationale anticommuniste et que c'est aussi en Suisse que se sont installées toute une série d'organisations internationales, regroupées autour de la SdN. »⁹²

S'il prend une signification particulière dans les pays qui, comme la Suisse, n'entretiennent pas ou pas encore de relations diplomatiques avec l'URSS, le travail de l'OBI n'en est pas moins nécessaire dans les nombreux pays qui, en cette année 1924, ont reconnu l'URSS. Car « le NKID n'est qu'une entreprise politique », alors que « l'OBI correspond aux attentes de l'intelligentsia occidentale »⁹³. Ainsi, conclut Kameneva, « le travail de l'OBI complète-t-il celui d'autres institutions apparues autour du Commissariat du peuple à la santé publique (NKZ), comme le comité d'organisation des tournées d'artistes à l'étranger, le comité des expositions et Russ-photo qui a la charge de l'exportation et de l'importation des photographies. D'abord l'OBI canalise les échanges avec les artistes étrangers dans le sens que nous souhaitons. De plus, il permet de supprimer les activités commerciales de correspondants étrangers qui s'enrichissent en envoyant à l'étranger des photographies tendancieuses. Le développement de l'OBI répond donc à la nécessité de coordonner des activités, autrefois éparpillées dans différentes institutions culturelles et scientifiques, et des liens avec l'étranger qui étaient dans leur grande majorité personnels, établis de cas en cas, et qui ne pouvaient donc être pleinement réglementés, car à l'exception du NKZ, les institutions soviétiques n'ont pas de représentants à l'étranger. Notre situation internationale ne justifie nullement l'interruption des relations culturelles avec l'étranger. Nous avons commencé à mettre fin à cet état de fait [...] Mais le temps est venu de nous fixer sur des bases solides et le Parti doit nous prendre sous sa protection. Voilà pourquoi il est nécessaire que le comité central du PCR(b) adopte une circulaire nous donnant la possibilité d'approfondir notre travail. »⁹⁴

Le plaidoyer de Kameneva rencontre beaucoup d'intérêt auprès des membres du Commissariat du peuple aux affaires étrangères qui semblent avoir envisagé de transmettre les tâches de l'OBI à la section presse et information du NKID.⁹⁵ Son vice-commissaire, Maxime Litvinov, salue le travail effectué.⁹⁶ Feodor Rothstein, membre du collège du NKID et responsable du secteur information et presse, qui sera l'un des membres fondateurs de la VOKS, se déclare en plein accord avec le rapport de Kameneva.⁹⁷ Moïse Rozenberg, vice-directeur de la section publication du NKID, demande à tous les *polpred*, consuls et directeurs de la section politique du NKID à l'étranger « de s'adresser directement à l'OBI

⁹² *Ibidem*, doc. 136.

⁹³ *Ibidem*, doc. 144.

⁹⁴ *Ibidem*, doc. 145-146.

⁹⁵ *Ibidem*, doc. 144.

⁹⁶ M. M. Litvinov à O. D. Kameneva, 30.8.1924, F.495/99/95, doc. 131, RGASPI.

⁹⁷ F. A. Rothstein à O. D. Kameneva, 8.8.1924, F.495/99/95, doc. 126, RGASPI.

pour toutes les questions relatives aux réalisations culturelles de la République soviétique » et « de faire parvenir à l'OBI tout le matériel qui pourrait lui être utile »⁹⁸. Enfin Christian Rakovski, un proche de Trotski nommé *polpred* en Grande-Bretagne à partir de 1923, considère « l'OBI comme un élément déterminant du développement de la propagande culturelle soviétique à l'étranger ». Fort de son expérience anglaise, il « demande que soient prises toutes les dispositions nécessaires à la réalisation du travail de l'OBI dans des conditions normales »⁹⁹. L'intérêt pour ce type de travail culturel devant permettre de lutter contre la diffusion d'informations hostiles à l'URSS dans la presse étrangère n'est pas moins grand au sein du comité central du PCR(b), en particulier de sa section information, dirigée par le letton Wilhelm Knorine¹⁰⁰, et parmi les spécialistes du département agitprop du comité exécutif de l'IC (l'agitpropotdel CEIC), qui seront nombreux à intégrer la structure centrale de la VOKS. Ces déclarations de satisfaction à l'égard du travail accompli et ces appels en faveur d'une pérennisation des activités de l'OBI se traduisent le 8 août 1925¹⁰¹ par l'adoption d'un décret du Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom) instituant la Société soviétique pour les relations culturelles avec l'étranger, la VOKS.¹⁰²

Au-delà du changement de dénomination, témoignant de la volonté de donner un caractère permanent à ce qui n'était initialement qu'une entreprise provisoire, liée à l'isolement diplomatique de la Russie soviétique et aux circonstances dramatiques de la famine de 1921, la VOKS s'inscrit dans la continuité de toutes les organisations soviétiques de secours, de la Croix-Rouge à l'OBI, en passant par les commissions Pomgol et Poglegod, puis la Commission pour l'aide étrangère à la Russie (KZP). Cette continuité se lit tant dans ses méthodes que dans la composition de son personnel.

Des méthodes, tout d'abord. Les canaux utilisés par la VOKS pour informer de larges cercles de l'intelligentsia de la vie culturelle et scientifique en URSS s'inscrivent dans la tradition de la campagne en faveur des affamés effectuée par les représentants de la Croix-Rouge et de l'OBI : la création et le soutien de cellules s'intéressant à la vie soviétique sous la forme d'associations de rapprochement culturel avec l'URSS ; la diffusion d'informations par l'insertion de chroniques de la vie culturelle soviétique dans la presse étrangère ou par la création de journaux spécifiques ; l'échange de livres avec diverses associations et

⁹⁸ M. I. Rozenberg, vice-directeur de la section publication du NKID, à tous les *polpred*, consuls et directeurs de la section politique du MID, 30.5.1924, F.495/99/95, doc. 125, RGASPI.

⁹⁹ C. G. Rakovski au présidium du comité exécutif de la RSFSR et à Tchitchérine, NKID, [1924], RGASPI, F.495/99/95, doc. 147, GARF.

¹⁰⁰ Lors de sa séance du 17 février 1925, la section information du PCR inscrit à l'ordre du jour de sa prochaine réunion la question de la création de la VOKS. F.495/30/139, doc. 1, RGASPI.

¹⁰¹ La réunion fondatrice a eu lieu le 5 avril 1925, Mironenko (Red.), *Putevoditel'*, Tom 2, p. 645.

¹⁰² Statuts de la VOKS, 8.8.1925, F.5283/1/1, doc. 1-4, GARF, publiés dans la *Pravda*, n° 184, 14.8.1925. Les statuts seront révisés le 8.3.1929, F.5283/1/1, doc. 14, GARF.

institutions ; l'accueil d'étrangers en URSS, et enfin l'organisation d'événements à l'étranger (conférences, expositions, films).

La continuité entre la diplomatie humanitaire de la Croix-Rouge et la diplomatie culturelle de la VOKS n'est pas moins marquée si on se place sous l'angle des acteurs. La présidente de la VOKS, Olga Kameneva, le responsable du bureau de liaison et d'échange des publications, Roman Veller, et nombre de ses représentants à l'étranger comme David Doubrovski aux États-Unis, Varvara Polovtseva en Angleterre et bien sûr Sergueï Bagotski en Suisse, pour ne citer que quelques exemples, ont constitué le noyau de l'OBI. Les mêmes ont souvent commencé à déployer leurs activités sous l'emblème de la Croix-Rouge. En juillet 1927, Bagotski soulève d'ailleurs « la question du rapprochement souhaitable et de la possibilité d'unir les deux fonctions »¹⁰³. La suggestion est suivie en Italie, mais aussi au Japon où, dès 1927, Evguéni Spalvine, puis son successeur, l'orientaliste Moiseï Galkovitch, assurent la double représentation de la SRCR et de la VOKS. Une telle configuration se présente fréquemment, et pas seulement dans les pays qui, comme la Suisse, n'entretiennent pas de relations officielles avec l'URSS. L'imbrication touche parfois à la confusion comme lorsque, à l'automne 1927, le président de la SRCR déclare vouloir envoyer Polovtseva en Allemagne « pour renforcer le travail de la VOKS [*sic*], car Brodovski [arrivé en Allemagne en 1925 en tant que représentant de la SRCR] est trop pris par son travail diplomatique [*re-sic*] »¹⁰⁴.

Enfin, il n'est guère surprenant, en tant qu'acteurs de substitution, puis complémentaires de la diplomatie soviétique, que la SRCR et la VOKS soient sous le contrôle étroit du Commissariat du peuple aux affaires étrangères. « Il apparaît comme très opportun », note un rapporteur des Affaires étrangères, « d'instituer un lien permanent et organique entre leurs organes dirigeants et le NKID afin d'éviter une contradiction dans les manifestations internationales et de peur qu'elles ne se transforment en paravent décoratif du NKID »¹⁰⁵. Les liens qu'entretiennent ces deux organisations avec le NKID demeurent ainsi extrêmement serrés, comme en témoigne la participation de plusieurs membres de ce Commissariat — parmi lesquels Maxime Litvinov¹⁰⁶ et Feodor Rothstein — à la direction de la VOKS. Le troisième président de la VOKS, Alexandre Arossiev a lui-même occupé de nombreux postes diplomatiques avant de rejoindre la VOKS. Et c'est toujours le NKID qui, en dernier ressort, impose le choix des délégués de la SRCR et de la VOKS. Ainsi à Vienne, le représentant de la SRCR, Lazar Tchertoff, est-il remplacé en septembre 1923 par le docteur

¹⁰³ S. J. Bagotski à A. G. Rakovskaïa, 6.7.1926, F.9501/6/64, doc. 180, GARF.

¹⁰⁴ Elle se rendra effectivement quelques mois à Cologne, où elle travaillera aussi pour la SRCR, avant de revenir en Angleterre. Z. P. Soloviev à V. N. Polovtseva, 20.9.1927, F.3341/6/344, doc. 177, GARF.

¹⁰⁵ F.9501/6/8, doc. 114, GARF.

¹⁰⁶ M. M. Litvinov est aussi membre du comité central de la SRCR en 1919-1921.

Efraïm Goldenstein, sur proposition du premier secrétaire de la mission diplomatique.¹⁰⁷ En Grèce, c'est le NKID qui en 1924 demande à la SRCR de nommer Dmitrievski, alors premier secrétaire de l'ambassade d'Athènes, comme représentant de la SRCR pour dissoudre l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe et récupérer ses biens.¹⁰⁸ Et lorsque la représentante de la SRCR à Varsovie, Stefania Sempolowska, menace de fermer la représentation faute d'un financement adéquat de Moscou, le NKID écrit à la SRCR pour lui dire « qu'il ne serait nullement acceptable de liquider la représentation. Non seulement en raison des conséquences sur le domaine spécifiquement Croix-Rouge, mais parce que Sempolowska possède de vastes relations à Varsovie, qu'elle dispose d'une très bonne réputation dans de nombreux cercles et qu'une rupture avec elle pourrait avoir des conséquences désagréables d'un point de vue politique. »¹⁰⁹

Dans les pays où les Soviétiques disposent d'une représentation diplomatique, ces délégués SRCR-VOKS travaillent d'ailleurs en étroite relation avec les *polpred* du pays concerné, qui ont parfois été eux-mêmes — à l'image de Vladimir Aussem, le premier *polpred* soviétique en Autriche, et de Davtian — représentants de l'OBI avant de rejoindre le NKID. En Angleterre, Polovtseva, qui cumule comme Bagotski les représentations de la SRCR et de la VOKS, est fortement appuyée par le *polpred* soviétique, Rakovski. Et lorsque ce dernier est nommé en France en 1925-1927, c'est sa femme, Alexandrina Rakovskaïa, qui assume à Paris les fonctions de déléguée de la SRCR et de représentante de la VOKS. Après le départ des Rakovski, c'est un membre de l'ambassade soviétique à Paris, Lev Guelfand, qui sert d'intermédiaire entre la VOKS et la Société française de rapprochement culturel jusqu'à l'arrivée en 1936 d'un représentant de la VOKS à Paris.

Au-delà des objectifs, des méthodes de travail et du personnel, la continuité, et l'imbrication, parfois même la confusion existant entre ces institutions, se lit jusque dans les cartons d'archives, où il n'est pas rare que des documents de la VOKS figurent dans les enveloppes de la SRCR¹¹⁰, et réciproquement. Sans parler des documents encore bien plus nombreux de ces « organismes indépendants », dont un double est déposé dans les fonds d'archives du NKID, et vraisemblablement dans ceux du NKVD !

¹⁰⁷ NKID à Z. P. Soloviev, août 1923, F.3341/6/323, doc. 135, GARF.

¹⁰⁸ NKID à Z. P. Soloviev, 30.7.1924, F.9501/5/46, doc. 32, GARF.

¹⁰⁹ B. Stomoniakov, NKID, à CC SRCR, 11.4.1929, F.9501/5/44, doc. 335, GARF.

¹¹⁰ Ainsi le dossier 72 du fonds de la SRCR F.9601/6/ est-il exclusivement constitué de documents relatifs à la VOKS.

Chapitre Premier

Un proche de Lénine en mission provisoire

*Bagotski : auxiliaire de Lénine pour les problèmes pratiques et les affaires d'argent, ainsi que pour l'organisation de contacts indirects avec les Allemands.*¹

Né le 11 août 1879 à Opotchka, Gouvernement de Pskovsk, dans une famille de médecins uniates², Sergueï Joustinovitch Bagotski fréquente après le gymnase l'Académie militaire de médecine de Saint-Pétersbourg. D'abord militant étudiant, élu membre du conseil de l'Académie, il rejoint à l'âge de 21 ans le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), fondé deux ans plus tôt. En raison de sa participation à un mouvement de protestation contre les périodes d'exercice militaire organisées par l'Académie, il est transféré à Kiev, où il poursuit ses études sans mettre un terme à son engagement politique. Membre du comité social-démocrate de Kiev, il est aussi l'un des organisateurs de la Société de secours des étudiants. Arrêté une première fois en avril 1904 pour son appartenance au comité d'édition du POSDR de Kiev, il est libéré après trois mois de détention. Dès sa sortie de prison, le Parti l'envoie à Varsovie pour participer au travail antimilitariste. Dans ce cadre, il rejoint le comité militaire de Varsovie du POSDR fondé par Vladimir Antonov-Ovseenko qui, en novembre 1917, sera avec Trotski le principal organisateur de l'insurrection

¹ Alexandre Soljenitsyne, *Lénine à Zurich* (1^{ère} édition en russe : Paris, Ymca Press, 1975), Paris, Seuil, 1977, p. 197.

² *Dictionnaire d'Histoire suisse* (Désormais DHS), <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F28429.php>.

armée de Petrograd.³ Bagotski est avec Iakov Suritz, qui après la révolution rejoindra les services diplomatiques soviétiques, un des membres les plus actifs de l'organisation militaire-révolutionnaire de Varsovie pendant la Révolution de 1905. Lors de son arrestation dans la nuit du 2 novembre 1905, la police trouve sur lui de nombreux tracts du comité militaire et une importante somme d'argent. Il est condamné avec d'autres camarades, en juillet 1906, à quatre années de détention qu'il purge à Varsovie, puis dans la région de Moscou, prison de la Boutyrka, et enfin à Alexandrov dans le Gouvernement d'Irkoutsk. De Sibérie, il réussit à s'enfuir en 1910, puis à franchir la frontière autrichienne pour rejoindre Cracovie.⁴

Grâce à sa maîtrise de la langue polonaise acquise à Varsovie, Bagotski peut reprendre ses études de médecine en s'inscrivant à la célèbre Université Jagellon tout en conservant des liens avec la social-démocratie russe. La ville de Cracovie, incorporée à la Galicie autrichienne après l'insurrection de 1846, est située à la frontière des trois Empires, à cinq heures de train de Varsovie, ce qui en fait un refuge privilégié pour les révolutionnaires russes et polonais qui profitent de la proximité géographique avec l'Empire russe pour continuer leur travail de propagande. « La présence à Cracovie d'un nombre considérable d'émigrés politiques polonais et d'intellectuels à tendance de gauche, avait mis une empreinte particulière sur la vie sociale de la ville », raconte Bagotski dans ses souvenirs. « La société cracovienne exérait le tsarisme et se montrait sympathique pour tous ceux qui luttèrent contre l'autocratie. »⁵ C'est là que Felix Dzierjinski crée en 1902 un comité à l'étranger (Komitet Zagraniczny : ZK) de la social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie, la SDKPiŁ⁶, et que vivent de façon plus ou moins permanente plusieurs membres des comités centraux des partis révolutionnaires polonais et russes. Cracovie « la rouge » était alors devenue le lieu d'édition des journaux de la SDKPiŁ, comme *Czerwony sztandar* (*Le Drapeau rouge*) et *Przegląd Socjaldemokratyczny* (*La Revue sociale-démocrate*).

A son arrivée en Galicie, Bagotski, qui, lors de sa déportation en Sibérie, s'est déclaré en faveur des mencheviks, adhère à la SDKPiŁ. Depuis le congrès de

³ Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, Maspero, 1969, p. 260.

⁴ *Dejатели revolucionnogo viženija v Rossii*, Tom 5, Vypusk 1 : A-B (Moskva, 1931), Neudruck, Leipzig, Zentralantiquariat DDR, 1974, pp. 187-188.

⁵ S. J. Bagotski, « V. Lénine à Cracovie et à Poronine », *Lénine tel qu'il fut : souvenirs de contemporains*, vol. 1, Moscou, Ed. du progrès, 1959, p. 600.

⁶ Rappelons qu'il existe deux tendances au sein du socialisme polonais : l'une patriotique, ou à tout le moins favorable à l'indépendance de la Pologne, incarnée par le Parti socialiste polonais, PPS (Polska Partia Socjalistyczna), auquel on peut aussi associer le Parti social-démocrate de Galicie, PSD (Polska Partia Socjalno-Demokratyczna) ; l'autre, qui se revendique de l'internationalisme, constitue — autour de Leo Jogiches, Rosa Luxembourg, Julian Marchlewski, Adolf Warszawski — la social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie, SDKPiŁ (Socjal-Demokracja Krolestwa Polskiego i Litwy).

Stockholm en 1906, cette dernière est une composante autonome du POSDR⁷. Les relations entre les bolcheviks de Lénine et la direction berlinoise (Léo Joguiches, Rosa Luxemburg, Julian Marchlewski et Adolf Warszawski) sont à ce moment très tendues, mais à Cracovie la jeune génération des militants de la SDKPiL représentée par Jakub Hanecki, Alexandre Malecki et Jozef Ounschlicht souhaite se rapprocher de Lénine contre l'avis de la direction polonaise en exil. Sans en être la cause, l'arrivée de Lénine à Cracovie en juin 1912 va accélérer le processus de scission en cours et déterminer l'avenir de toute une génération de révolutionnaires polonais.⁸ La plus grande partie des cadres de la SDKPiL comme Felix Dzierzjinski, Jakub Hanecki, Alexandre Malecki, Jozef Ounschlicht et Karl Radek, pour ne citer que les plus célèbres, rejoindront les bolcheviks et occuperont après la Révolution d'Octobre des positions élevées au sein du PCR et de l'Etat soviétique. Un mouvement d'ailleurs largement suivi par la base puisque les militants polonais seront extrêmement nombreux (environ 7700) à joindre leurs forces aux bolcheviks pendant la guerre civile.⁹

La présence de Lénine à Cracovie n'est pas moins déterminante pour la carrière de Bagotski puisque c'est lui qui, en tant que secrétaire de l'Union de Cracovie pour l'aide aux détenus politiques (Krakowski Związek Pomocy dla Więźniów Politycznych)¹⁰, est chargé d'accueillir les Oulianov. L'Union de Cracovie, à laquelle participe aussi Hanecki¹¹, regroupe depuis 1911 toutes les organisations socialistes polonaises et russes dans le but de fournir de l'aide matérielle aux révolutionnaires prisonniers ou exilés.¹² Œuvre de solidarité socialiste, elle dispose de relais dans la plupart des grandes villes européennes, constituant un gigantesque réseau sur lequel Bagotski pourra s'appuyer ultérieurement.¹³ Dans un texte de souvenirs sur Lénine consacré à ses années galiciennes, Bagotski s'efforce de cantonner son rôle à celui d'un simple guide, aidant les Oulianov à trouver un logement à Cracovie, puis à déménager à Poronine, dans les faubourgs de Zakopane — une célèbre station de la chaîne montagneuse des Tatras très fréquentée l'été par les intellectuels et les émigrés politiques — et à nouveau à Cracovie.¹⁴ Il s'épanche aussi longuement sur son adhésion au « Parti

⁷ Les représentants de la SDKPiL ont pris part au congrès de 1903 du POSDR, mais ne réussissant pas à obtenir une nouvelle interprétation du point 7 du programme traitant de la question nationale, ils restent à l'écart jusqu'au congrès de Stockholm en 1906.

⁸ Dès les premières tensions internes à la SDKPiL, Bagotski prend position en faveur des oppositionnels dirigés par Hanecki. Georg W. Strobel, *Die Partei Rosa Luxemburgs, Lenin und die SPD*, Wiesbaden, F. Steiner, 1974, p. 426.

⁹ A. Kochanski (Red.), *Księga Polaków uczestników Rewolucji Październikowej 1917-1920 ; biografie*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1967, p. 5.

¹⁰ Strobel, *Die Partei Rosa Luxemburgs, Lenin und die SPD*, p. 429.

¹¹ *Idem*.

¹² S. Bagočkij, « Krakovskij sojuz pomoši polit. Zaključennym », *Katorga i sylvka*, Kniga 9, Moskva, 1924, pp. 99-115.

¹³ L'Union de Cracovie dispose de sections en Angleterre, en Autriche et aux Etats-Unis.

¹⁴ Bagotski, « V. Lénine à Cracovie et à Poronine », pp. 598-623.

des promeneurs »¹⁵, regroupant les membres de la colonie russe de Cracovie qui, à l'image Lénine, préfèrent les promenades hors de la ville aux séances de cinéma. Bagotski raconte enfin les sollicitations de Lénine pour conseiller Kroupskaïa sur sa santé, ou veiller sur sa belle-mère lorsque les Oulianov partent en Suisse consulter un spécialiste à la suite de ses recommandations. Mais selon Kroupskaïa, Bagotski « nous soutint pour toutes les questions de la vie quotidienne ainsi que pour les affaires conspiratives »¹⁶. Il n'y a en effet guère de doute qu'il travaille pour l'appareil technique du parti, en charge de la fabrication des passeports, du passage des frontières, de l'édition, du transport et de la diffusion de la littérature du Parti en Russie au moyen de valises à double fond, mais aussi par des filières de contrebande.¹⁷ Un travail qui demande beaucoup de minutie et le goût du secret, confié à des personnes de confiance ayant l'expérience de la clandestinité, dont le meilleur représentant, Hanecki, deviendra l'un des plus proches collaborateurs de Lénine.

Bagotski en profite pour rejoindre le petit groupe de camarades qui tous les soirs se rassemblent chez les Oulianov pour des conversations politiques. Dans ce cadre, il rencontre les membres du comité central (dont Staline et Zinoviev) et nombre de députés bolcheviks de la IV^e Douma qui se réunissent à Cracovie en décembre 1912, lors d'une conférence destinée à coordonner le travail entre le Parti et la fraction parlementaire, puis une nouvelle fois à Poronine en septembre 1913. Dès le printemps 1914, la liaison avec la Russie est interrompue, et le 5 août c'est Bagotski qui annonce à un Lénine incrédule le vote par les députés sociaux-démocrates allemands du budget de guerre proposé par leur Gouvernement.¹⁸ La situation des exilés se complique du fait que les Gouvernements des pays belligérants, comme l'Autriche-Hongrie, ne laissent plus sortir les ressortissants d'un Etat ennemi. Il leur faut se rendre dans un pays neutre, en Suède ou en Suisse, pour établir une liaison avec les camarades de Russie. Soupçonné d'espionnage, Lénine est arrêté le 8 août à Nowy Targ, une ville voisine de Poronine. Bagotski et Hanecki sollicitent alors l'appui de personnalités locales et de députés socialistes du Parlement autrichien. A la suite de ces démarches, soutenues à Vienne par Victor Adler et à Lemberg par Hermann Diamond, Lénine reçoit l'autorisation de se rendre à Cracovie et, de là, à Vienne, où il obtient la permission de passer en Suisse. Après quelques semai-

¹⁵ Bagotski, « V. Lénine à Cracovie et à Poronine », p. 606.

¹⁶ N. K. Krupskaja, *Erinnerungen an Lenin*, II, p. 79.

¹⁷ Evoquant les interrogations de Lénine sur les possibilités de liaisons illégales avec la Russie Bagotski écrit : « Après réflexion je lui proposai le plan suivant... », puis : « je réussis à trouver plusieurs paysans sûrs qui venaient régulièrement du côté russe au marché de Cracovie », Bagotski, « V. Lénine à Cracovie et à Poronine », p. 601, 605. Cette activité est confirmée par un courrier à Arossiev du 24.4.1936, dans lequel Bagotski évoque le « temps de ses activités clandestines », en relation avec Ounschlicht, alors membre comme lui de la SDKPiL, F.5283/6/931, doc. 9, GARF.

¹⁸ Bagotski, « V. Lénine à Cracovie et à Poronine », p. 620.

nes d'attente, c'est au tour de Bagotski de rejoindre la capitale autrichienne en compagnie de la famille de Felix Kohn, un vétéran du socialisme polonais. En décembre 1914, grâce à l'intervention des députés du Parlement, il obtient lui aussi l'autorisation de quitter l'Autriche pour la Suisse.¹⁹

Terre d'accueil traditionnelle des opposants politiques et des étudiants de l'Empire des tsars depuis le milieu du XIX^e siècle, la Suisse rassemble pendant la Première Guerre mondiale nombre des plus célèbres révolutionnaires de l'époque. Warszawski pour la direction centrale de la SDKPiL, Lapinski pour le PPS-Lewica, puis Radek et Hanecki pour la direction nationale se sont installés à Zurich, où ils retrouvent d'anciens camarades comme Mieczyslaw Bronski, qui appartient depuis 1907 à l'organisation zurichoise du Parti socialiste suisse (PSS). Outre les Polonais, on retrouve aussi sur le sol helvétique de nombreux Russes, comme Axelrod, Boukharine, Lénine, Martov, Piatakov, Riazanov, Sokolnikov, Trotski, Zinoviev... La plupart de ces émigrés ont déjà fréquenté la Suisse pendant plusieurs années. Russes et Polonais possèdent leurs traditions, leurs bibliothèques spécialisées²⁰ et de nombreuses facilités d'édition dans les imprimeries de Genève²¹ et de Zurich. Dans cette dernière ville, les émigrés socialistes peuvent aussi participer directement aux activités du PSS en s'inscrivant à l'Eintracht, une association fondée en 1836 par des émigrés allemands. Dissoute en 1850 par le Conseil fédéral pour activité révolutionnaire, elle s'était immédiatement reconstituée et comptait en 1914 environ 1000 membres de plusieurs nationalités et une excellente bibliothèque. Lieu de rencontre et de socialisation, l'Eintracht sert aussi de tribune publique aux principales figures socialistes de passage en Suisse. En 1916, elle est à nouveau dissoute, mais d'autres cercles de discussion, comme le célèbre Kegelklub, fondé en août 1915, prennent le relais sans avoir l'appui des instances du parti.²²

Bagotski ne participe pas aux débats politiques qui exacerbent les tensions à l'intérieur de la communauté des émigrés. Il ne fait pas davantage partie du premier noyau des militants qui, à Zimmerwald puis à Kienthal, s'efforcent de reconstituer une internationale libérée de l'influence des « sociaux-patriotes ». A-t-il perdu l'espoir d'assister à une révolution en Russie ? Dans tous les cas, il semble désireux de profiter de son séjour en Suisse pour perfectionner sa formation en neurologie. Quelques mois après son arrivée à Zurich²³, il s'installe ainsi à Wil, dans le canton de Saint-Gall, où il a trouvé une place d'assistant médical à l'asile cantonal. A Saint-Gall, il fréquente l'avocat socialiste suisse

¹⁹ *Ibidem*, pp. 622-623.

²⁰ Pensons à la Bibliothèque du célèbre bibliographe N. A. Roubakine installée à Baugy-sur-Clarens, à la Russische Leseverein à Zurich, à la Bibliothèque russe de Lausanne, à la Bibliothèque Tolstoï à Genève et à la Bibliothèque bolchevique de Genève.

²¹ Ladislas Mysyrowicz, *Editions et imprimeries "révolutionnaires russes" à Genève (1865-1917)*, [Genève], [Société d'histoire et d'archéologie de Genève], sd.

²² *Vorwärts*, 30.8.1916.

²³ Selon les autorités suisses, il est alors sans emploi et loge au n° 30 de la Klusstrasse, Zurich.

Johannes Huber, auprès duquel il a été personnellement introduit par Lénine.²⁴ Proche de Fritz Platten, dont la femme Olga travaillera pour la mission Berzine, lui-même marié à une Russe, Huber sera l'un des soutiens les plus constants de Bagotski en Suisse²⁵.

Ses contacts avec Lénine sont d'abord peu nombreux : deux visites à Berne en 1915. Plus fréquents à partir de février 1916, date à laquelle les Oulianov s'établissent à Zurich.²⁶ En revanche, le docteur correspond régulièrement avec Kroupskaïa qui, en tant que secrétaire de la Société de secours au profit des émigrés politiques russes, tente de rassembler des fonds. Bagotski poursuit en effet, en compagnie de Felix Kohn²⁷, son travail au sein de l'Union de Cracovie pour l'aide aux détenus politiques dont le siège est désormais installé à Zurich. Celle-ci est passée sous la direction de la Ligue suisse des sociétés de secours aux déportés et prisonniers politiques russes²⁸, fondée en mars 1914 à la Maison du peuple de Zurich. En janvier 1915, Bagotski en devient le secrétaire en tant que représentant de l'Union. Son rôle est déterminant dans la reprise des contacts avec les milieux émigrés de Suisse romande et dans la fondation d'une section à Bâle. Il intervient également dans la dissolution du groupe Kampf, une organisation conspirative rattachée à l'Union de Cracovie, qui organise — contre l'avis de la Ligue — la fuite des prisonniers politiques de Sibérie en envoyant directement de l'argent.²⁹

Aussi, lorsqu'en mars 1917 se constitue une commission exécutive du comité central pour le rapatriement des émigrés politiques russes résidant en Suisse, Bagotski est chargé du secrétariat, avant d'occuper la présidence. Etabli à Zurich, le comité rassemble des représentants de la Ligue suisse des sociétés de secours et de différents comités d'aide fondés par les partis politiques, des bolcheviks aux socialistes révolutionnaires (SR), en passant par les mencheviks, le Bund, les deux tendances de la SDKPiL et le PPS-Lewica. C'est ce comité, d'abord présidé par un menchevik, qui négocie avec les autorités allemandes et suisses le rapatriement des réfugiés russes par l'Allemagne en plusieurs vagues. Et c'est Bagotski, en tant que président, qui communique aux représentants des

²⁴ Willi Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz*, Zürich, Benziger, 1973, p. 136.

²⁵ J. Huber sera en tant que conseiller national à l'origine de plusieurs interpellations sur la question de la reprise des relations diplomatiques avec l'URSS.

²⁶ S. Bagočkij, *O vstrečah s Leninyim v Pol'se i Švejcarii*, Moskva, Izd. Političeskoj literatyry, 1971, pp. 53-54.

²⁷ F. Kohn est l'éditeur du journal de l'Union de Cracovie : *Wieżien Polityczny* (10 numéros de 1911 à 1914).

²⁸ Le titre officiel est Liga schweizerische Hilfvereine für politische Gefangene und Verbante Russlands. Son président est M. Mandel. Parmi ses membres figurent de nombreux Suisses comme J. Dicker et F. Platten, ce dernier en tant que représentant de la Geschäftsleitung du PSS. La ligue publie des brochures, des cartes postales commémoratives, un bulletin mensuel (12 000 exemplaires en allemand, 6000 en français) et organise des expositions mobiles et des cycles de conférences. Fonds J 1.60 : dépôt ("Nachlass") Bagotski carton 5, Archives fédérales, Berne (désormais AFB).

²⁹ Inventaire du fonds J 1.60 : Nachlass Bagotski, AFB.

différents partis socialistes les résultats des entretiens effectués par Robert Grimm avec le conseiller fédéral Arthur Hoffmann, puis l'accord signé par Fritz Platten avec les Allemands.³⁰ Les bolcheviks de Lénine, mais aussi des bundistes et des partisans de Trotski, quittent la Suisse dans le premier convoi en avril 1917 ; deux autres suivent en juin et décembre 1917. Bagotski et sa femme Regina Birnbaum³¹, une docteure autrichienne qu'il a épousée à Zurich en septembre de la même année, ainsi que la fille de cette dernière, font partie du dernier train.³²

Bien que faisant suite à douze années d'exil, le séjour de Bagotski en Russie soviétique sera de courte durée. Après quelques mois passés à organiser le collège de médecine appelé à former le noyau du futur Commissariat du peuple à la santé publique (NKZ)³³, dans lequel figurent plusieurs personnalités de l'émigration en Suisse, dont le futur commissaire Nicolas Semachko, Bagotski se voit confier une nouvelle mission. Conscient de l'enjeu représenté par les soldats russes prisonniers en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Turquie, Lénine souhaite qu'une aide matérielle leur soit fournie à partir des pays neutres sous l'emblème de la Croix-Rouge. Par sa qualité de médecin, ses fonctions dans les sociétés socialistes de secours, son expérience dans l'organisation du rapatriement des émigrés, ainsi que sa connaissance de la Suisse, Bagotski dispose de toutes les compétences pour prendre la direction de cette mission qui ne devait pas durer plus de quelques mois.³⁴ « Si vous deviez avoir des difficultés, alors notre ambassade à Berne vous aidera »³⁵, aurait ajouté Lénine lors de leur dernière entrevue.

Trois mois à peine après son arrivée à Berne, la légation soviétique sera expulsée. Seul représentant soviétique en Suisse, Bagotski devra étendre malgré lui le champ de ses activités. De provisoire, sa mission va surtout changer de statut, s'inscrivant dans la durée : près de vingt ans ! Deux décennies durant lesquelles notre homme va concentrer sur lui toute l'attention des autorités.

³⁰ Bagockij, *O vstrečah s Leninyim v Pol'še i Švejcarii*, p. 61. Le nom de Bagotski figure ainsi sur nombre de documents comme le protocole de l'assemblée des membres du POSDR du 8.4.1917, publié par Horst Lademacher (Hrsg.), *Die Zimmerwälder Bewegung. Protokolle und Korrespondenz*, Band I, Mouton, The Hague-Paris, 1967, pp. 596-598.

³¹ Regina a déjà été mariée avec Jean Szapakovskij avec lequel elle a eu une fille, Sonja Janina, née à Winterthur en mai 1913. Avec Bagotski, elle aura un fils, Vladimir, né à Berne en janvier 1920.

³² S. Bagockij, « Vozvrašenie v 1917 g. Političeskikh émigrantov iz Švejcarii », *Katorga i ssylka*, Moskva, Kniga 14, 1925, pp. 22-40.

³³ Bagockij, *O vstrečah s Leninyim v Pol'še i Švejcarii*, pp. 66-67.

³⁴ Avant Bagotski, c'est V. N. Rembelinski, un vieux bolchevik établi à Lausanne dans le prolongement de la Révolution de 1905, qui représente la SRCR en Suisse. Mais il est démis de son poste au printemps et rappelé en Russie pour avoir condamné la violence révolutionnaire dans le journal socialiste vaudois *Le Droit du peuple*.

³⁵ Bagockij, *O vstrečah s Leninyim v Pol'še i Švejcarii*, p. 70.

Chapitre 2

L'étranger le plus surveillé de Suisse

*Bagotski : personnage indésirable, à surveiller de très près et à expulser.*¹

C'est en août 1918 que Bagotski rejoint les membres de la mission Berzine.² A cette époque, celle-ci, qui occupe les locaux de l'ancienne légation, au numéro 4 de la Schwanengasse à Berne, et qui dispose enfin d'une liaison télégraphique avec Moscou³, semble bien établie, malgré le refus d'une reconnaissance *de jure*. Officiellement, la représentation de la Croix-Rouge russe, dont l'adresse officielle est le 22 Jungfraustrasse, dans la maison de Bagotski, est indépendante de la légation. Mais les deux officines se partagent nombre de collaborateurs comme Ilia Schneersohn. Cet émigré russe, arrivé en Suisse en 1914, a travaillé pendant quelques semaines à mi-temps pour la légation avant de devenir l'assistant à plein temps de Bagotski. Citons aussi les cas de Grigori Schklovski et de

¹ A. Calame à police vaudoise, 17.5.1920, E 21 1000/131: dossier 8597 (dossier de police sur Bagotski), AFB.

² La liste dont dispose les autorités suisses contient dix-huit noms, mais ils ne sont que quinze à franchir la frontière le 17 mai. Le groupe comprend Berzine, sa femme Rosa et leur fille, Elizabeth Rivlina, Grigori Schklovski, Lioubov Pokrovskaja (la femme du célèbre historien), Johann Ahre, Semion Popov, Albert Peterson, Nikolai Lioubarski, Peter Starke, Maurice Leitesen, Ernst Ekke, Ernst Bahme et Arthur Akke. Senn, *Diplomacy and Revolution*, pp. 63-64. La mission recrute aussi nombre d'émigrés russes résidant en Suisse comme la femme de Dzierzinski, celles de Platten et de Stefan Bratmann, qui rejoint lui-même la mission en été, et des militants internationalistes étrangers comme Edmondo Peluso, le poète néerlandais Hermann Gorter, le Serbe Ilya Milkic et, en octobre, Angelica Balabanov.

³ Fleury et Tosato-Rigo, « A propos de la représentation diplomatique soviétique à Berne (mai-novembre 1918) : un nouvel éclairage à la lumière des rapports de Jan Berzine », p. 32.

Nikolai Lioubarski. Tous deux membres de la légation, ils se sont occupés dès leur arrivée des soldats russes internés en Suisse. La première tâche de la commission de la Croix-Rouge russe consiste d'ailleurs à amener les internés à se faire enregistrer auprès de la légation pour obtenir un passeport soviétique.⁴ Ce chevauchement explique que lorsque le 10 novembre 1918 le Conseil fédéral décrète l'expulsion des diplomates soviétiques, le nom de Bagotski figure sur la liste avant d'être retiré *in extremis*.

Sans revenir sur les multiples raisons ayant conduit les autorités suisses à renoncer à son expulsion⁵, il convient de souligner que la plus grande cacophonie règne pendant plusieurs semaines autour du statut de la commission de la SRCR. Lors de son passage au siège du CICR à Genève le 14 novembre 1918, Bagotski apprend que le bâtiment qui abrite celle-ci a été perquisitionné et que tous ses collaborateurs ont été arrêtés.⁶ Le CICR s'efforce une nouvelle fois d'intervenir auprès des autorités politiques fédérales, mais il lui est répondu que l'affaire a été transmise au pouvoir judiciaire. De retour à Berne, Bagotski découvre que son bureau et sa chambre ont été fouillés, du matériel saisi. Il se rend alors au poste de police pour porter plainte et se retrouve mis aux arrêts pendant quatre heures. Les autres membres de la commission sont interrogés pendant six jours avant d'être libérés à leur tour faute de preuves.⁷ Quelques jours plus tard, l'assistant de Bagotski, Ilia Schneersohn, qui a déjà été interrogé puis libéré par le juge fédéral, est convoqué par un juge d'instruction de Lausanne. « Nous ne pouvons garantir », écrit alors Bagotski à Moscou, « qu'un juge d'instruction de n'importe quel canton ne considère comme nécessaire de convoquer n'importe lequel d'entre nous, dans n'importe quel lieu. »⁸ La situation est d'autant plus inquiétante que la police lausannoise aurait à plusieurs reprises constaté des cas d'agitation bolchevique dans les sanatoriums de la Croix-Rouge russe : « Il apparut que l'agitateur en question n'était autre que le délégué du CICR E. Frick, une autre fois trois soldats qui ne parlaient ni allemand ni français, puis un gendarme local ! [...] Avec de telles méthodes, il est évident que le camarade Schneersohn et tout le personnel de la Croix-Rouge russe peuvent être présentés comme de dangereux anarchistes, condamnés à l'expulsion, voire exécutés. Oui, camarades, voilà dans quelles belles conditions est obligée de travailler la SRCR dans la "Suisse libre". »⁹

⁴ Rapport de S. J. Bagotski du 24.10.1918, F.9501/6/2, doc. 59, GARF.

⁵ E.-A. Frick a été chargé par le CICR de défendre le cas de Bagotski auprès du Conseil fédéral, mais selon Bagotski c'est seulement à la suite d'un entretien personnel avec le DPF, lors duquel il a expliqué aux autorités qu'elles prenaient ainsi la responsabilité du destin des soldats russes réfugiés en Suisse, que l'acte d'expulsion a été annulé. Rapport de S. J. Bagotski, décembre 1918, F.9501/6/56, doc. 376, GARF. Le CF pouvait aussi utiliser Bagotski comme otage jusqu'à ce que le pouvoir soviétique autorise la sortie de la légation suisse de Russie en février 1919.

⁶ Il s'agit d'Ilia Schneersohn, de Vassili Shiraeff, des soldats Rstschenko et Amphilogoff.

⁷ Rapport de S. J. Bagotski, 1918, F.9501/6/56, doc. 375-376, GARF.

⁸ Rapport de S. J. Bagotski du 12.12.1918, F.9501/6/56, doc. 381, GARF.

⁹ *Idem*, Bagotski souligne.

La situation va même s'aggraver à la suite de la mise à sac de la légation pétersbourgeoise de Norvège dans laquelle sont déposées les valeurs des Suisses¹⁰ et du meurtre du caissier de la chancellerie helvétique de Petrograd par des gardes rouges en juin 1919.¹¹ Après l'expulsion de la légation soviétique, Bagotski est soupçonné de poursuivre sous le drapeau de la Croix-Rouge les « activités révolutionnaires » de la mission Berzine. En janvier 1919, la presse, en particulier celle de Suisse romande, accentue la pression en multipliant les articles sur le thème : « Dans quelle rue et à quel numéro se trouve en Suisse le "nid bolchevik" se parant du drapeau de la Croix-Rouge que le Gouvernement fédéral craint d'attaquer par peur des représailles à l'égard de nos concitoyens en Russie ? » D'autres journaux vont encore plus loin, déclarant que « les Suisses de Russie n'avaient déjà plus rien à perdre et qu'il n'était pas nécessaire de prendre des gants avec les Soviétiques »¹². Après avoir fouillé les locaux de la commission et les logements des collaborateurs, les autorités helvétiques perquisitionnent le sanatorium de la SRCR recherchant en vain des armes, de la littérature révolutionnaire ou un véhicule qui aurait pu servir à des actions propagandistes. « Ne pensez pas qu'il s'agit d'une plaisanterie », insiste Bagotski, « tous ces interrogatoires et ces enquêtes ont été faits de la façon la plus sérieuse par le juge fédéral Albert Calame¹³, qui s'efforce de rassembler des informations sur moi, interrogeant tous ceux qui me croisent, quand il ne me convoque pas directement. Lors de mon dernier interrogatoire Calame dut reconnaître que le comportement de la Croix-Rouge russe était correct, mais comme elle travaillait avec de l'argent volé, elle devait avoir d'autres activités même s'il ne pouvait pas encore le prouver. »¹⁴ Six mois plus tard, Bagotski est une nouvelle fois interrogé à Berne. Le rapport du juge d'instruction fédéral résume parfaitement le dilemme auquel sont confrontées les autorités helvétiques : « Dans l'affaire Bagotski, la situation reste inchangée. D'un côté demeurent les remarques qu'il représente en Suisse la Russie bolchevique et travaille à prolonger les activités révolutionnaires de la mission expulsée de Suisse, et de l'autre, il faut noter un manque total de points précis pour démontrer ces remarques. Cela est particulièrement vrai des immenses sommes d'argent dont il disposerait. »¹⁵ Une appréciation confirmée l'année suivante par la police fédérale selon laquelle « l'enquête instruite contre Bagotski n'a pas déterminé d'une

¹⁰ Seuls 5 millions de roubles ont été volés à la légation, mais les pertes totales subies par les Suisses du fait de la révolution seraient de 1,5 milliard de francs suisses, dont le tiers pour les Russlandschweizer. Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 316-322.

¹¹ Il s'agit de la chancellerie provisoire organisée par le ministre de Suisse à Petrograd, A Junod, pour défendre les intérêts suisses en Russie après le départ de la légation le 23 février 1919.

¹² Rapport de S. J. Bagotski du 12.1.1919, F.9501/6/56, doc. 353, GARF.

¹³ A. Calame est alors juge d'instruction fédéral extraordinaire pour la Suisse romande.

¹⁴ Rapport de S. J. Bagotski du 12.1.1919, F.9501/6/56, doc. 353, GARF.

¹⁵ Eid. U. R. Rohr, 8.8.1919, E 21 1000/131 : dossier 8597, AFB.

manière suffisamment certaine l'activité révolutionnaire de Bagotski pour que l'autorité fédérale puisse en ce moment prendre des mesures à son égard. »¹⁶ Mais la conviction des autorités judiciaires restera inchangée. Selon elles, le délégué est un « personnage indésirable, à surveiller de très près et à expulser »¹⁷.

Chacun de ses déplacements, signalé par les polices cantonales ou par une dénonciation anonyme, généralement suivie d'une enquête policière, fait l'objet d'un rapport envoyé au procureur général de la Confédération.¹⁸ La police de sûreté vaudoise est particulièrement active lors de ses passages sur son territoire. Les Bernois s'intéressent beaucoup aux séjours que Bagotski effectue à Beatenberg, sur les hauteurs du lac de Thoune, en compagnie de la femme de Schklovski, et en famille à Faulensee, près de Spiez, dans le chalet Wolff appartenant à la famille du Dr Tomarkin.¹⁹ Chacune de ses interventions publiques, de ses conférences dans un hôtel ou dans un congrès international de médecine, d'hygiène ou de la CR, est de même consignée dans son dossier de police. Lors des rencontres internationales organisées à Genève auxquelles participent les Soviétiques, comme la Conférence sur le désarmement de 1927, la police note le moindre de ses contacts avec la délégation. Les autorités en profitent pour établir une liste de ce qu'elles appellent les « lieux de rencontre et de propagande bolchevique en Suisse en relation avec Bagotski ». Sont ainsi répertoriés des sanatoriums ayant été constitués par la Croix-Rouge russe (l'Hôtel Simplon, l'Hôtel Bubenberg et la Pension Erika, tous les trois à Interlaken, l'Hôtel Kurhaus à Wilderswil, le sanatorium de Chevaleyres sur Blonay dans le canton de Vaud), des centres d'alimentation financés par Bagotski (le Foyer russe de Genève, l'Union des étudiants russes de Zurich) et des hôtels dans lesquels se seraient tenues des réunions bolcheviques (l'Hôtel Löwen à Berne, l'Hôtel suisse à Berne, l'Hôtel Krone à Lucerne). Quant à la maison qu'il se fait construire à Ascona en 1932 et aux deux petites maisons isolées qu'il possède à Porto Ronco dès 1934, elles sont surveillées par la police tessinoise à la suite d'une dénonciation anonyme les qualifiant de « centres de propagande politique »²⁰.

Lorsque Bagotski obtient une autorisation de sortie de Suisse avec retour, les autorités en informent leurs collègues des Etats limitrophes auxquels elles envoient une photographie du délégué et notent toutes les dates de ses passages aux frontières, en particulier allemandes, l'Allemagne étant considérée par les Suisses comme le centre de la propagande bolchevique en Europe. La douane et la poste suisses, dans leur recherche de documents compromettants et surtout d'argent, saisissent systématiquement le matériel qui lui est adressé. Le tout

¹⁶ Police fédérale à police vaudoise, 26.2.1920, E 21 1000/131: dossier 8597, AFB.

¹⁷ A. Calame à police vaudoise, 17.5.1920, *ibidem*.

¹⁸ Sur l'origine de la police politique, voir Marc Vuilleumier, « La police politique en Suisse 1889-1914. Aperçu historique », *Cent ans de police politique en Suisse, 1889-1989*, Lausanne, AEHMO – Editions d'en Bas, 1992, pp. 31-62.

¹⁹ E 4320 (B) 1975/40, vol. 3, dossier C.8.120 (dossier du Ministère public, 1920-49), AFB.

²⁰ *Ibidem*, dossier C.8.168 (dossier du Ministère public, 1932-43), AFB.

lui est ensuite remis, mais ces tracasseries sont très révélatrices des contraintes auxquelles sont soumis les Soviétiques pour communiquer avec leur représentant.²¹ « Le seul moyen que nous avons d'envoyer du courrier à Bagotski », écrit Krestinski, le *polpred* soviétique à Berlin, « est la poste allemande, ce qui ne garantit nullement que son contenu ne sera pas examiné par les polices politiques suisse et allemande. Or, bien souvent les courriers que nous recevons de vous pour les envoyer à Bagotski portent le sceau "secret". Il faut donc, soit ne pas envoyer ces documents, soit, si sur le fond ils n'ont rien de particulièrement secret, les envoyer par la poste en ayant à l'esprit qu'ils seront examinés par la police suisse. »²²

La surveillance concerne aussi ses collaborateurs, Morduch Gantchak, Maxime Ryvoch²³ et surtout Aron Starobinski.²⁴ Né à Polonko, Russie, en 1893, Starobinski est arrivé à Genève en 1913 pour effectuer des études de philosophie et de médecine qu'il achèvera en 1923. Comme ses nombreux compatriotes étudiants, il se retrouve après la déclaration de guerre privé de revenu, ne recevant plus d'argent de sa famille. Il rejoint alors la Société israélite de secours pour les étudiants, dont il devient le caissier de 1919 à 1920. C'est à ce titre qu'il est interrogé une première fois en 1919 par le juge Calame dans le cadre des « agissements communistes et bolcheviks ». Encore étudiant, il rencontre Bagotski pour lequel il accepte d'effectuer contre rémunération des travaux de traduction dans le domaine médical. Il assure ensuite son secrétariat pour les questions relatives au NKZ²⁵, et s'occupe à partir de 1921, à raison de deux heures par jour payées 200 francs par mois, du bureau de Genève de la Croix-Rouge russe.²⁶ Bien que sans engagement politique connu et cantonné à des tâches techniques (traduction et rédaction), Starobinski est en 1923 l'objet d'une nouvelle perquisition. Un premier rapport de la police genevoise, présentant le médecin russe comme un « actif bolchevik », puis un second faisant de lui « le correspondant du journal officiel des Soviets *Izvestia* à Genève », vont désormais circuler de Genève à Berne, directement, ou par le biais du commissariat spécial d'Annemasse, puis par l'ambassade de France à Berne, donnant ainsi l'illusion de renseignements concordants alors qu'ils proviennent de la même

²¹ C'est ainsi qu'en 1930 la police apprend que Bagotski a été chargé de rassembler du matériel sur le séjour de Lénine en Suisse, *idem*.

²² N. N. Krestinski, Berlin, à Z. P. Soloviev, 16.4.1925, F.9501/5/44, doc. 165, GARF.

²³ E 21 1000/131: dossier 11524 (dossier de police), AFB ; Peter Collmer, « Zwischen Selbstdefinition und Internationaler Behauptung. Frühe bolschewistische Diplomatie am Beispiel der Sowjetmission in Bern », Ludmila Thomas, Viktor Knoll (Hrsg.), *Zwischen Tradition und Revolution : Determinanten und Strukturen sowjetischer Aussenpolitik 1917-1941*, Stuttgart, F. Steiner, 2000, pp. 263-264.

²⁴ Je m'appuie sur Marc Vuilleumier, « La surveillance politique à Genève : quelques cas (1920-1934) », *Etudes et Sources*, Revue des archives fédérales suisses, n° 26, Berne, Haupt, 2000, pp. 244-257.

²⁵ S. J. Bagotski à E. A. Korovine, 20.12.1922, F.3341/5/80, doc. 13, GARF.

²⁶ Rapport financier de S. J. Bagotski, 1924-1925, F.9501/6/76, doc. 280, GARF.

source ! L'information est ensuite diffusée dans les sphères de la Genève internationale²⁷ et enfin dans la presse. Désireux de ne pas mettre en péril sa carrière de médecin à Genève, Starobinski qui, en 1926, quitte son poste d'interne à l'hôpital cantonal pour ouvrir son propre cabinet, va immédiatement renoncer à ses activités auprès de la représentation de la Croix-Rouge russe, puis couper toutes relations professionnelles avec Bagotski.²⁸ Mais ses deux demandes de naturalisation — effectuées en 1926, puis en 1931 — et le recours auprès du Tribunal fédéral, se verront opposer un avis négatif de la part du procureur de la Confédération en raison de ses liens avec Bagotski.²⁹

Au-delà des collaborateurs, c'est avec la famille de Bagotski que la psychose antisoviétique semble anticiper — avec la pratique des mouchards, du fichage systématique et des écoutes téléphoniques³⁰ — les mœurs de la Guerre froide. Sa femme Regina, est-il noté dans un rapport, soutient fermement son mari dans toutes ses activités. Elle l'accompagne systématiquement à la police et lors de tous ses rendez-vous importants, effectuant elle-même de nombreux séjours à l'étranger. Pédagogue et psychologue en exercice au numéro 6 de la Gurtenstrasse à Berne, Regina est l'objet d'une attention pointilleuse, la police allant jusqu'à établir la liste de ses patients. La fille de Regina, Sonja, née d'un premier mariage, apparaît dans les dossiers de la police fédérale dès l'âge de... 7 ans ! Rapportant des propos prononcés par la fillette à l'école, un indicateur prévient en avril 1920 le procureur que la famille Bagotski « aurait préparé ses affaires au cas où les choses tourneraient mal ». Lorsque, âgée de 17 ans, elle déménage à Zurich chez la doctoresse communiste Minna Tobler, la femme de Max Tobler, qui sont de vieilles connaissances de Bagotski, la police fédérale en informe la police zurichoise. L'année suivante cette dernière prévient en retour les autorités fédérales que Sonja vit désormais avec le jeune communiste François Jaeggi. Le fils Bagotski, Vladimir, né à Berne en 1920, attire l'attention des autorités dès sa quinzième année. Alors lycéen, il aurait cherché sous le pseudonyme de

²⁷ Mise en garde adressée le 23 juin 1925 par T. Aubert au chef de la section information de la SdN, Pierre Comert, contre le Dr Aron Starobinski, « Suisse – Note pour M. [P.] Comert – [23 juin 1925] », Correspondance du bureau permanent, Suisse, général, 1925, AEIA, BGE.

²⁸ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 10.10.1925, F.3341/6/342, doc. 173, GARF.

²⁹ S'il n'a été ni le « bolchevik actif » soupçonné de diriger une cellule communiste au sein de l'hôpital de Genève, ni l'agent d'un soi-disant bureau de propagande et d'espionnage bolcheviste installé à Vienne comme le prétend le président de l'PEIA, ni le correspondant des *Izvestia* à Genève comme le raconte la police genevoise, Starobinski a bien été en relation étroite avec Bagotski, l'accompagnant par exemple dans les rencontres internationales. Leur correspondance régulière témoigne aussi de l'importance du travail de traduction, de rédaction et de publication effectué pour Bagotski lors de la campagne en faveur des affamés sur laquelle nous reviendrons ultérieurement. C'est avec beaucoup de regret que Bagotski perdra ce collaborateur extrêmement compétent. S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 10.10.1925, F.3341/6/342, doc. 173, GARF.

³⁰ Une loi tenue secrète pendant vingt ans, autorisant la surveillance téléphonique, est adoptée en 1922. Rolf Thut, Claudio Eslin, *Anfristung gegen das Volk. Staat und Staatsschutz in der Schweiz. Zur Entwicklung der inneren Sicherheit*, Zürich, Eco-Verlag, 1977, p. 105.

Jean Blum à calomnier le Gouvernement helvétique. Espérantiste confirmé, collaborateur de journaux communistes en espéranto, il recevrait en outre, par un émetteur secret installé sur le toit de la maison³¹, des directives de diverses cellules communistes de l'étranger et aurait rempli de nombreuses missions pour son père. La belle-mère de Bagotski qui vit avec eux à Berne, ses trois beaux-frères — Alexandre, Heinrich et Léopold Birnbaum, tous trois docteurs — et ses deux belles-sœurs, qui leur rendent régulièrement visite, sont eux-mêmes suivis, leurs déplacements répertoriés.

Malgré cette « surveillance spéciale de sa personne ainsi que de son agence »³², jamais les autorités suisses ne parviendront à rassembler des preuves confirmant les soupçons. Il faut d'ailleurs souligner que le plus souvent les autorités fédérales se contentent de répondre aux sollicitations de citoyens, d'associations patriotiques, des polices cantonales, et, surtout, des légations des pays de l'Entente et de leurs services de renseignements.³³ Nous avons déjà évoqué le rôle de l'ambassadeur de France à Berne, Paul-Arnaud Dutasta, dans l'expulsion de la mission Berzine.³⁴ Il convient de souligner celui du colonel Gaston Pageot³⁵, l'attaché militaire de l'ambassade depuis 1913. Homme clé du service de renseignement français en Suisse, Pageot collecte, en s'appuyant sur une multitude de réseaux composés d'agents professionnels³⁶, mais aussi de recrues civiles, des renseignements provenant de Suisse et d'Allemagne qu'il achemine vers l'état-major des armées (2^e et 5^e bureaux).³⁷ Muté en septembre 1916 à la tête du 117^e régiment d'infanterie, Pageot, devenu colonel, retrouve en février 1918 son poste d'attaché militaire à Berne, poste qui en plus de ses fonctions officielles de représentation comprend la coordination des services de renseignement dont l'une des tâches prioritaires est désormais la lutte antibolchevique. Auteur d'une multitude de rapports sur les « activités bolcheviques en Suisse et dans les pays voisins », le colonel ne cesse de déplorer la tolérance des autorités suisses, qui le plus souvent démentent, après enquête, les accusations des services français de

³¹ Rapport du procureur fédéral, témoignage de Marthe Golay-Meylan, longtemps femme de ménage chez les Bagotski, novembre 1943. E 4320 (B) 1975/40 : vol. 3, dossier C.8.120, AFB.

³² Police fédérale à police vaudoise, 26.2.1920, E 21 1000/131: dossier 8597, AFB.

³³ Le Conseil fédéral a adopté en décembre 1918 un décret de collaboration avec les polices des Etats limitrophes dans la lutte contre le bolchevisme. Sur la collaboration des autorités suisses avec les pays étrangers dans ce domaine, voir André Rauber, « L'anticommunisme en Suisse, une quasi-doctrine d'Etat, entre phobie et manipulations de la légalité », *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse – Geschichte(n) des Antikommunismus in der Schweiz*, Michel Caillat, Mauro Cerutti, Jean-François Fayet, Stéphanie Roulin (éd.), Zurich, Chronos-Verlag, 2009, pp. 185-196.

³⁴ Les autorités françaises sont particulièrement irritées par la présence d'Henri Guilbeaux, l'éditeur de *Demain* et de *La Nouvelle Internationale*, dont elles demandent l'expulsion.

³⁵ Odoric Porcher, « Le service de renseignement helvétique entre 1914-1918 : organisation, moyens, perception des menaces intérieures et extérieures », Mémoire, Saint-Cyr Coëtquidan, 2009, www.st-cyr.terre.defense.gouv.fr/ressources/10342/91/memoire_sl_t_porcher.pdf, consulté le 16.7.2010.

³⁶ Certains de ces agents travaillent dans les polices cantonales, *ibidem*, p. 33.

³⁷ *Ibidem*, p. 20.

renseignements. Mais l'attaché militaire fait circuler ses rapports parmi les cercles diplomatiques et militaires américains, anglais et italiens, contribuant ainsi plus que quiconque à la construction du mythe du complot germano-bolchevique, puis à celui d'une Suisse repère et plaque tournante du bolchevisme en Europe, ultérieurement popularisés par les écrits d'un Jean Maxe dans *Les Cahiers de l'anti-France*.³⁸ Comme toutes les activités de renseignement, celles du colonel Pageot sont souvent assimilables à de la propagande, relevant plus de la lutte d'influence entre Etats que de l'information.³⁹ Au début de novembre 1918, il informe ainsi opportunément Paris d'une conférence qui aurait réuni Berzine, Platten et Balabanov dans l'Oberland bernois. A le lire, la conférence, dont il n'existe aucune autre trace dans les archives, aurait établi que l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et la Suisse étaient mûres pour une révolution. Et c'est en partie sur la base de ces rapports alarmistes que Wilson, initialement favorable à l'organisation de la Conférence de la Paix à Lausanne, se serait rallié à la proposition française de l'organiser à Paris.⁴⁰ Après l'expulsion de la légation soviétique, les interventions du colonel Pageot auprès du juge fédéral et de la police fédérale des étrangers continuent à susciter une vaste correspondance sur la mission de la Croix-Rouge russe jusqu'à son départ de Suisse en mars 1919.⁴¹

Mais la France n'est pas la seule à s'intéresser à Bagotski. En septembre 1920, la légation italienne, convaincue elle aussi qu'il joue un rôle actif dans les mouvements révolutionnaires de Suisse et d'Italie, demande à la police fédérale des renseignements sur trois médecins d'origine russe installés en Suisse qu'elle soupçonne d'être ses agents. Après enquête, la police fédérale dément les accusations : le premier, le docteur Naoum Reichesberg, professeur à l'Université de Berne est connu pour ses opinions sociales-démocrates ; le deuxième, le docteur B. A. Tschlenoff, privat-docent à l'Université de Berne, vient d'obtenir l'autorisation fédérale pour sa procédure de naturalisation ; quant au troisième, le docteur Dainov, installé à Genève, marié à la sœur de l'avocat socialiste Jacques Dicker, il serait proche des anarchistes.⁴² En 1921, c'est un commissaire de police de Londres qui informe les autorités fédérales que Bagotski aurait été chargé de constituer un bureau central d'information pour l'Europe de l'Ouest. La même année est transmise de Berlin une note rédigée par une société patrio-

³⁸ Jean Maxe, [pseud. de Jean Didier], *Les Cahiers de l'anti-France*, Paris, Bossard, 1922-1924 et Henri Guilbeaux, *Du Kremlin au Cherche-Midi*, Paris, Gallimard, 1933, p. 150.

³⁹ En 1916, il a par exemple adroitement utilisé l'affaire des colonels pour renforcer l'opinion ententophile de la population romande. Porcher, "Le service de renseignement helvétique entre 1914-1918", p. 51.

⁴⁰ Hans B. Kunz, « La Suisse, le bolchevisme et le système de Versailles : Foyer de la révolution mondiale ou siège de la Société des Nations? », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, n° 32, 1982, p. 154 ; Vincent Laniol, « Langue et relations internationales : le monopole perdu de la langue française à la conférence de la paix de 1919 », *Histoire culturelle des relations internationales – Carrefour méthodologique*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 83-84.

⁴¹ E 21 1000/131: dossier 8597, AFB.

⁴² *Idem*.

tique (Vaterland Verband) selon laquelle tous les agents communistes de Suisse seraient groupés autour de Bagotski.⁴³ En 1926, les Italiens font savoir aux Suisses que Bagotski est en contact avec des communistes italiens et espagnols pour planifier une grève générale en Suisse et qu'ils lui refuseront désormais l'entrée sur leur territoire.⁴⁴ De leur côté, les services français prétendront ultérieurement, sur la base du témoignage du transfuge et ancien conseiller de l'ambassade soviétique à Paris Grigori Bessedovski, que Bagotski serait le responsable de la Tchecha en Suisse.⁴⁵

La fiabilité de ces informations établies sur le mode conditionnel — « Bagotski aurait », « Bagotski serait », « Bagotski pourrait » — et dont l'Entente internationale anticommuniste reconnaît elle-même que bien qu'elle les tienne « pour vraisemblables, il n'est pas possible d'en garantir l'exactitude », est très faible. L'historien Marc Vuilleumier a décrit, à partir de l'analyse de quelques cas, les mécanismes de constitution de ces dossiers à charge dont nombre de pièces ont été détruites ou demeurent introuvables⁴⁶ : d'abord l'utilisation, parmi d'autres, de l'étiquette anarchiste, qui selon la loi fédérale de 1894 autorise filatures et enquêtes ; ensuite le rattachement du suspect à des catégories suspectes ; l'absence de centralisation des informations qui donne l'illusion de disposer de renseignements concordants alors qu'ils ont la même provenance ; enfin la logique policière qui met l'absence de preuve au compte du savoir-faire des accusés.⁴⁷

Si ces procédés permettent aux polices cantonales de pérenniser leur surveillance en obtenant des subventions fédérales, les dossiers ainsi constitués sont rarement suffisants pour justifier à eux seuls une expulsion et plus encore une condamnation. A l'exception des expulsions intervenues à la suite des événements de 1918 et de 1932, rares sont les enquêtes qui aboutissent à la condamnation du prévenu. Elles se retournent même parfois contre leurs initiateurs. L'ancien consul L. N. Gornostaev, qui a accusé la SRCR de faire de la propagande, est par exemple condamné par un Tribunal genevois à payer une amende de 250 francs pour diffamation.⁴⁸ Le procureur général est généralement obligé de démentir formellement les accusations transmises de l'étranger.⁴⁹ A partir de la deuxième moitié des années 1920, les légations étrangères, dont les pays ont pour la plupart reconnu officiellement l'Union soviétique, se font d'ailleurs moins pressantes. Les autorités fédérales, elles-mêmes satisfaites du maintien à

⁴³ *Idem*.

⁴⁴ S. J. Bagotski au *polpred* soviétique en Italie, 26.9.1929, F.3341/6/347, doc. 40, GARF.

⁴⁵ Grégoire Bessedowsky, *Au service des Soviets. Oui, j'accuse*, Paris, Alexis Redier, 1930. Ce témoignage suscite la mise sur pied à Paris d'un groupe de recherche pour dévoiler les réseaux de la section étrangère de la GPU dans les pays d'Europe occidentale.

⁴⁶ Vuilleumier, « La surveillance politique à Genève : quelques cas (1920-1934) », pp. 239-268.

⁴⁷ *Ibidem*, p. 247.

⁴⁸ Lettre de l'avocat J. Dicker à l'*Oberländisches Volksblatt* du 14.1.1920, publiée dans le numéro du 29.1.1920 du même journal.

⁴⁹ E 21 1000/131: dossier 8597, AFB.

Moscou d'un délégué du CICR rendant de nombreux services à la Confédération, n'entendent plus remettre en cause le statut de Bagotski. La pression proviendra alors des sociétés patriotiques⁵⁰, dont les attaques seront abondamment relayées par la presse nationale et internationale.

Cette surveillance constante et multiforme du délégué — par les services de renseignement étrangers, les polices cantonales, les autorités judiciaires locales et fédérales, les citoyens, les sociétés patriotiques et les journaux — est politiquement redoutable. En laissant planer une ambiguïté sur la légalité de la présence de la mission de la SRCR en Suisse, elle fragilise la position de Bagotski, de son entourage et de tous ses interlocuteurs potentiels. En premier lieu les étrangers, au bénéfice d'un permis d'établissement, sur lesquels plane en permanence la menace d'une expulsion et dont plusieurs seront effectivement obligés de quitter le territoire helvétique. « Comme Français parmi des dizaines de milliers d'autres en Suisse, Romain Rolland n'avait rien à craindre, mais comme philosoviétique il souffrit de vexations discrètes. »⁵¹ La plupart des Suisses hésitent eux-mêmes à s'afficher aux côtés des représentants de l'URSS. Crainte légitime, puisque au-delà de la pression sociale et du fichage⁵², une législation criminalisant les idées communistes et la participation à des organisations communistes ou assimilées sera progressivement introduite dans le dispositif législatif helvétique. « Il faut du courage »⁵³, écrit Bagotski, « pour oser franchir le mur de désapprobation » qui en Suisse entoure tout ce qui touche à la Russie révolutionnaire.

⁵⁰ Contacté par un émissaire de l'EIA souhaitant lui communiquer les informations reçues par le bureau sur les agents bolcheviques en Suisse, le procureur de la Confédération à Berne, Franz Stämpfli déclare être au courant, mais que « les perquisitions qui ont été faites chez lui [Bagotski] n'avaient rien donné », 112a, 22 novembre [1929], AEIA, BGE.

⁵¹ Jean-Pierre Meylan, « Un train peut en cacher un autre. L'entre-deux-guerres de Romain Rolland en Suisse (1922-1938) », Alain Corbellari (éd.), *Romain Rolland et la Suisse*, Lausanne, Etudes de Lettres, n° 3, 2012, p. 35.

⁵² Les Suisses se rendant en URSS sont systématiquement fichés, Peter Huber, « Le Ministère public de la Confédération et l'émigration suisse vers l'Union soviétique », *Cent ans de police politique*, pp. 130-140.

⁵³ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 6.11.1924, F.5283/6/836, doc. 31, GARF.

Chapitre 3

Rapatrier les soldats, enregistrer les civils

[...] étant donné que nos soldats sont indisciplinés, se conduisent mal, que de grosses complications sont possibles.¹

Le Dr Bagotzky ne témoigne aucune gratitude envers le CICR de son intervention en faveur de ses compatriotes. [...] Ses conclusions sont que "les motifs de cessation de rapatriement des PG russes doivent être recherchés non pas dans l'impossibilité d'organiser d'une façon convenable ce transport, mais dans d'autres considérations politiques". [...] Nous avons, dans une correspondance privée avec le Dr Bagotzky, exposé la raison d'être et la nécessité de notre attitude. Il va sans dire que l'insinuation de considérations politiques ne nous atteint en aucune façon.²

Bien que les autorités aient toujours suspecté Bagotski d'être en Suisse pour faire de la propagande³, sa mission consiste dans un premier temps à acheter des marchandises pour les prisonniers de guerre russes en Allemagne et à organiser le retour des quelques centaines de soldats russes internés en Suisse, ainsi que celui des émigrés souhaitant revenir au pays.⁴ Pour la réalisation de cette

¹ Cité par J. A. Berzine à NKID, 25.7.1918, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 275.

² *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge*, vol. L, n° 199, 15 mars 1919, pp. 386-387.

³ Il existe bien en Suisse, de 1919 à 1920, un groupe conspiratif constitué de quelques internés dépendants de l'IC dont la tâche consiste à faire de la propagande parmi les internés russes, mais celui-ci n'a aucun contact avec la mission de la Croix-Rouge russe qui s'inquiète au contraire des effets de ce travail sur ses propres activités. Rapport de Bagotski sur l'organisation des soldats en Suisse, 20.4.1920, F.9501/6/17, doc. 100, GARF.

⁴ En octobre 1918, les prisonniers de guerre russes internés en Suisse avoisinent les 300, mais le chiffre total demeure inconnu car les rapports de Bagotski annoncent chaque semaine l'arrivée de nouveaux soldats.

tâche, Bagotski travaille en collaboration avec V. A. Lamm, le représentant du comité de Moscou d'aide aux prisonniers de guerre, arrivé quelques jours après lui.⁵ Ensemble, après avoir obtenu les autorisations des autorités fédérales, ils créent dans les principales villes de Suisse des commissions d'évacuation avec des représentants d'émigrés, d'étudiants et de soldats, et parviennent à s'imposer comme les principaux interlocuteurs des internés, au grand dam des milieux anticommunistes russes. Mais les circonstances sont peu favorables. L'installation de la commission de la Croix-Rouge russe en Suisse coïncide avec « un alignement complet du pouvoir suisse sur les pays de l'Entente »⁶. Or, selon le délégué du CICR, Edouard-Auguste Frick, « les pays de l'Entente sont, à ce moment, convaincus qu'ils vont être à Moscou dans quelques mois. »⁷ L'alignement de la Suisse se traduit alors par la « manifestation d'une franche hostilité à l'égard de tous ceux qui entretenaient des liens avec le Gouvernement soviétique » et par un « soutien fébrile aux cercles “véritablement russes”⁸ qui n'ont cessé de “prévenir” le peuple par la presse que notre commission était composée “d'agitateurs clandestins” dont la tâche était de fournir aux soldats des dizaines de milliers de francs pour organiser l'agitation »⁹. L'envoi de marchandises suisses en Allemagne se heurte surtout à l'interdiction, prononcée durant l'été 1918 par le Gouvernement de la Confédération, d'exporter des produits alimentaires.¹⁰ Bagotski s'adresse alors à des organisations philanthropiques américaines, mais il comprend rapidement que les prisonniers de guerre russes ne recevront rien des pays de l'Entente, car, aux yeux de leurs dirigeants, cela constituerait un soutien à l'Allemagne.¹¹

Les soldats russes internés en Suisse possèdent des statuts juridiques divers, même si les autorités helvétiques les traitent tous de la même façon : « on les garde dans des camps, on les soumet à une discipline sévère, on leur inflige des punitions, etc. »¹² Les premiers, les plus nombreux, sont des déserteurs venus

⁵ Représentant direct du Gouvernement soviétique pour l'assistance aux prisonniers de guerre russes à l'étranger, le comité de Moscou a été rattaché à la SRCR par le décret du 2 juin 1918, mais cela n'interrompt nullement ses activités. Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, p. 19.

⁶ Rapport de S. J. Bagotski sur ses activités du 10.9.1818 au 10.12.1918, F.9501/6/56, doc. 356, GARF.

⁷ Déclaration de E.-A. Frick à Bagotski. Rapport de S. J. Bagotski, 26.12.1918, F.9501/6/56, doc. 366, GARF.

⁸ Evoquons à cet égard l'Agence russe d'information qui qualifie les diplomates soviétiques d'usurpateurs. Créée par P. N. Milioukov, lors de son passage à Lausanne en 1916, l'Agence est dirigée par le cadet Vladimir Viktorov-Toporov.

⁹ Rapport de S. J. Bagotski sur ses activités du 10.9.1818 au 10.12.1918, F.9501/6/56, doc. 356, GARF.

¹⁰ Rapport de S. J. Bagotski, 2.9.1918, F.9501/6/1, doc. 58, GARF.

¹¹ Rapport de S. J. Bagotski, 10.12.1918, F.9501/6/56, doc. 370, GARF.

¹² Berzine à NKID, 25.7.1918, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 275.

de France,¹³ et ne relèvent pas de la compétence de la mission Onu appuyée par les pays de l'Entente. Ils sont, en revanche, au centre des préoccupations des Soviétiques, pour lesquels ces soldats ne doivent pas être traités de la même façon que les déserteurs allemands et français puisque la Russie est désormais sortie de la guerre.¹⁴ Bien que favorable sur le principe, le président Calonder déclare que le Gouvernement suisse ne peut renoncer à les surveiller en permanence étant donné qu'ils « sont indisciplinés, se conduisent mal, que de grosses complications sont possibles »¹⁵. Neuf cent trente-deux d'entre eux sont rapatriés par train en juin 1918¹⁶, mais ils seront encore plusieurs centaines à arriver en Suisse jusqu'à l'automne 1919. Les Soviétiques auraient souhaité qu'une délégation de la SRCR puisse se rendre en France, mais c'est Frick qui, à son retour de Russie, est envoyé à Paris pour négocier les procédures de rapatriement avec le Gouvernement français. L'accord conclu avec le Conseil fédéral l'est d'ailleurs sans la participation directe des Soviétiques, les Français refusant de donner un caractère diplomatique à ces entretiens qui portent sur le retour par la Suisse de près de 15 000 soldats russes.

Les seconds sont des prisonniers de guerre russes ayant réussi à s'échapper des camps allemands et autrichiens.¹⁷ Comme ceux de la précédente catégorie, ils sont internés à Fribourg, puis envoyés par petits groupes à Martigny, Saxon ou Schönbühl dans des camps de travail agricole à la discipline très militaire. Un certain nombre d'entre eux seulement obtiendront l'autorisation de travailler chez des privés. A la suite de plusieurs visites d'inspection des camps, Bagotski dénonce dans un rapport envoyé aux autorités suisses les conditions de vie difficiles des internés : baraquements en bois non chauffés, absence d'isolation, nourriture de mauvaise qualité, travail pénible et peu rémunéré. « Après des travaux effectués dans des endroits humides, ils retournent dans leurs baraquements avec des vêtements mouillés sans pouvoir les faire sécher. La plupart, déjà affaiblis par la vie dans les tranchées et la famine en captivité, sont inaptes au travail. La situation est encore compliquée par l'épidémie de grippe qui prend des proportions de plus en plus menaçantes. Dans le camp de Martigny, les malades de la grippe sont transférés par la gendarmerie dans une cave ser-

¹³ Selon S. J. Bagotski plus de 15 000 soldats russes se trouvaient en France en septembre 1918. Rapport de S. J. Bagotski, 2.9.1918, F.9501/6/1, doc. 58, GARF. Eric Deroo, Gérard Gorokhoff (éd.), *Héros et mutins : les soldats russes sur le front français, 1916-1918*, Paris, Gallimard, 2010.

¹⁴ Après la signature du traité de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, la Russie n'est plus officiellement en guerre.

¹⁵ Cité par J. A. Berzine à NKID, 25.7.1918, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 275.

¹⁶ Rapport de S. J. Bagotski, 8.9.1918, F.9501/6/1, doc. 57, GARF et DDS, 6, n° 435.

¹⁷ Voir le rapport de S. J. Bagotski : *Dernières nouvelles sur la situation des prisonniers de guerre russes en Allemagne et la question de leur rapatriement*, Berne, Edition de la commission de la Croix-Rouge russe en Suisse, 1919, et Thomas Bürgisser, "Unerwünschte Gäste": *Russische Soldaten in der Schweiz 1915-1920*, Zürich, Pano, 2010.

vant de lieu de détention avec le consentement des autorités communales.»¹⁸ Bagotski obtient des autorités fédérales que les soldats russes, après avoir été rassemblés à Fribourg, puissent se reposer deux semaines dans une pension qu'il a louée à Interlaken. L'hôtel Simplon accueille ainsi pendant l'hiver 1918-1919 une centaine de personnes.¹⁹ A partir de cette date, les soldats sont répartis entre la pension Erika, toujours à Interlaken, et l'hôtel Kurhaus, à Wilderswil. Les internés malades sont pour leur part autorisés à séjourner dans deux sanatoriums : l'un à Chevaleyres sur Blonay (Vaud), comprenant une quarantaine de places pour des convalescents, et l'autre, à Davos pour les tuberculeux.²⁰

Les Suisses, qui se sont d'abord réjouis de l'empressement manifesté par les Soviétiques à s'occuper de leurs soldats, sont rapidement confrontés à une multitude de problèmes. Dans plusieurs camps, les internés refusent de travailler, se déclarant en grève. A Niederweningen dans le canton de Zurich, le communiste suisse Fritz Platten les encourage à se constituer en commune paysanne. Les autorités devront accepter une réduction du temps de travail, la reconnaissance d'un jour férié et une renégociation des salaires.²¹ A Bulle, des internés russes employés par l'Etat pour des travaux de canalisation se plaignent de ne pouvoir toucher leurs gains qui sont automatiquement déposés sur des livrets de comptes.²² Ailleurs, une partie des appointements est déduite comme caution, somme qu'ils ne parviennent souvent pas à récupérer lors de leur départ. La correspondance que Bagotski entretient avec son interlocuteur de la section des déserteurs du Département militaire fédéral (DMF), le commandant Hoerni, fait état de ces problèmes. Elle atteste aussi d'une multitude de bagarres avec la population locale, de troubles à l'ordre public, d'incivilités et d'altercations avec la police en relation avec la consommation d'alcool, qui ne vont pas peu contribuer à la détérioration de l'image des Russes dans l'opinion publique. Le 15 octobre, un soldat russe déclare ainsi avoir été battu alors qu'il voulait ressortir de la caserne pour récupérer son porte-monnaie oublié dans un restaurant.²³ Le 21, des soldats se plaignent auprès de Bagotski que l'un des leurs, « dont la conduite fut toujours irréprochable », a « été arrêté dans une rue près de la caserne par un gendarme qui l'envoya pour la nuit dans la prison de la ville »²⁴. Quelques jours plus tard, un autre soldat, sorti de la caserne de Fribourg pour acheter du pain, est interpellé par un gendarme, malmené physiquement, puis

¹⁸ S. J. Bagotski à Hoerni, 15.10.1918, F.9501/6/2, doc. 122, GARF.

¹⁹ Le propriétaire de l'hôtel est Arnold Baumann. Le responsable de la Croix-Rouge russe est un dénommé D^r Sherer.

²⁰ Rapport de S. J. Bagotski, 27.9.1918, F.9501/6/1, doc. 39-40, GARF.

²¹ Rapport de S. J. Bagotski, 13.9.1918 F.3341/1/112, doc. 256 et 10.10.1918, F.9501/6/1, doc. 34, GARF.

²² S. J. Bagotski à Hoerni, 16.10.1918, F.9501/6/2, doc. 59, GARF.

²³ S. J. Bagotski à Hoerni, 15.10.1918, F.9501/6/2, doc. 118, GARF.

²⁴ S. J. Bagotski à Hoerni, 21.10.1918, F.9501/6/2, doc. 65, GARF.

jeté en prison pour six jours.²⁵ Mais selon Hoerni « ce sont les internés russes qui ne se comportent pas toujours de façon correcte. Il semble que ces gens utilisent la plupart de leur argent de poche pour acheter de l'alcool et en particulier des spiritueux. Si ensuite, sous l'effet de l'alcool, ils entrent en conflit avec la population alors des frictions ne sont pas à exclure. Etant donné que la population autour du camp n'est pas très bien disposée à l'égard de ces prisonniers de guerre, il est à craindre que dans ces circonstances particulières nous assistions à des scènes regrettables. »²⁶ Pour limiter les risques, le DMF limite les sorties, en particulier le soir et demande à Bagotski de rappeler aux internés qu'ils « jouissent de notre hospitalité »²⁷.

Ces problèmes, ainsi que la crainte que ces hommes ne se fassent le vecteur d'une contagion communiste, vont conforter les autorités suisses dans leur volonté d'accélérer les retours. Ces dernières finissent même par accepter de fournir les wagons manquants et par prendre à leur charge le transport jusqu'à la frontière russe. Mais les Suisses ne sont pas seuls à décider du trajet : ils doivent aussi obtenir l'accord des Allemands et s'adapter aux bouleversements de l'après-guerre. Quand arrive la révolution allemande de novembre, les Suisses ferment la frontière. Le train prévu au départ pour le 2 novembre 1918 est ainsi repoussé jusqu'à la mi-janvier 1919, entraînant les pires difficultés matérielles pour les candidats au départ. « La vie économique et politique est maintenant si dure en Suisse », note Bagotski, « que nombre de nos concitoyens veulent à tout prix rentrer indépendamment des risques du voyage. » Pour subvenir à leurs besoins, Bagotski doit contracter un crédit. Mais nombre de « nos malades n'ont d'autres alternatives que de mourir de faim ou de s'adresser à la Croix-Rouge américaine »²⁸. Ce convoi de janvier organisé par la SRCR avec l'appui du CICR, le premier depuis l'expulsion de la mission, emmène 366 prisonniers de guerre, 162 civils et 13 personnes expulsées sous l'accusation de menées bolcheviques en Suisse. L'organisation du convoi suivra plus d'une année. Après la défaite de l'Allemagne, les Suisses doivent obtenir l'autorisation des pays de l'Entente, en particulier de la mission interalliée de Berlin qui refuse toute négociation avec les Soviétiques. Cependant, les lenteurs proviennent aussi des Soviétiques qui refusent jusqu'au dernier moment de relâcher les étrangers, y compris les Suisses, encore retenus en Russie.²⁹ Un accord est passé en mars 1920 entre les Gouvernements soviétique, anglais et suisse : « Le Gouvernement suisse se charge du transport des citoyens russes jusqu'à l'endroit indiqué par le Gouvernement anglais. Les Anglais se chargent du transport ulté-

²⁵ S. J. Bagotski à Hoerni, 25.10.1918, F.9501/6/2, doc. 67, GARF.

²⁶ Hoerni au Dr Eisenbuch, Sanatorium de Chevalleyres, Blonay, 20.11.1918, F.9501/6/2, doc. 84, GARF.

²⁷ S. J. Bagotski à Hoerni, 1.11.1918, F.9501/6/2, doc. 78, GARF.

²⁸ Rapport de S. J. Bagotski, 12.1.1919, F.9501/6/56, doc. 351, GARF.

²⁹ S. J. Bagotski au CICR, 26.2.1920, F.9501/6/21, doc. 156, GARF.

rieur. »³⁰ Un convoi part le 30 avril 1920. Par la suite, des petits groupes d'une quinzaine de personnes sont envoyés en Allemagne où ils se joignent aux convois d'autres prisonniers de guerre russes.

La participation du CICR à l'organisation de ces retours suscite les critiques des Gouvernements de l'Entente et des émigrés blancs, qui ne souhaitent pas voir l'Armée rouge se renforcer au moment où la guerre civile bat son plein. Conscient de l'enjeu, le Comité cherche à obtenir de Bagotski des précisions sur la destination des convois et l'engagement « que nulle pression d'ordre politique ne sera exercée sur ces soldats, soit pendant le voyage, soit à leur débarquement, et qu'ils seront libres de regagner leurs foyers sans entrave d'aucune sorte. »³¹ Les Soviétiques acquiescent, sans qu'il soit possible de vérifier si les promesses sont tenues. Selon un décret du 12 mai 1919, le conseil militaire de la République a le droit d'appeler « au service militaire obligatoire, tous les anciens soldats de la vieille armée réformée qui sont rentrés ou qui rentrent maintenant de captivité. »³² La question de l'enrôlement forcé des prisonniers de guerre russes concerne d'ailleurs tous les protagonistes de la guerre civile. A Berlin, où depuis janvier 1919 le bureau de la représentation de la Croix-Rouge russe blanche et celui de la mission militaire russe se partagent le bâtiment du numéro 20 d'Unter den Linden, des prisonniers de guerre se plaignent du fait que, « pendant que le représentant de la mission militaire enrôle ouvertement des soldats pour les armées blanches, le représentant de la SRCR, le baron Wrangel, ne porte secours qu'à ceux qui s'inscrivent pour le front. »³³ Situation similaire à Vienne, où les agents de la Croix-Rouge tsariste travaillent à l'enrôlement des prisonniers pour l'armée d'Anton Denikine. En Suisse, des pratiques de recrutement par contrainte sont constatées à Montana, dans le sanatorium dirigé par le général Nicolas Kassiánov, à l'époque représentant à Berne de la Croix-Rouge des armées blanches. S'appuyant sur une lettre de protestation rédigée par 157 prisonniers de guerre russes internés dans ce camp³⁴, Bagotski dénonce les pressions et les menaces exercées à l'encontre de ces internés venus d'Allemagne pour les obliger, une fois guéris, à rejoindre contre leur volonté l'armée de Denikine sur le front russe.³⁵ Il s'agit d'une « infraction criante au droit d'asile », s'insurge Bagotski. « Il ne faut pas oublier que ces soldats envoyés au front contre leur volonté seront fusillés s'ils refusent de se battre, ce

³⁰ S. J. Bagotski au CICR, 6.3.1920, F.9501/6/20, doc. 149, GARF.

³¹ CICR à S. J. Bagotski, 13.1.1920, F.9501/6/11, doc. 7, GARF.

³² Jiri Toman, *L'Union soviétique et le droit des conflits armés*, Thèse de Science politique, Genève, HEI, 1997, p. 385.

³³ Wildemann à S. J. Bagotski, 11.8.1920, F.9501/6/39, doc. 46, GARF.

³⁴ Publiée dans le *Volksrecht* et la *Berner Tagwacht* du 20.10.1919, la lettre fut aussi envoyée au président du PSS.

³⁵ Cette accusation est confirmée par une lettre de Kassiánov adressée au vice-président du conseil général pour les affaires de l'ancienne Croix-Rouge russe à l'étranger le 19 novembre 1919. *Quelques documents concernant l'activité de l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe*, Genève, Ed. de la Société russe de la Croix-Rouge, 1923.

qui s'est déjà produit plusieurs fois ».³⁶ Pour faire taire les critiques, le CICR est obligé de transmettre à Montana l'annonce du prochain départ d'un train pour la Russie centrale, alors contrôlée par les communistes, et de souligner que les internés sont libres de se joindre au convoi s'ils en expriment le souhait.³⁷ La Croix-Rouge soviétique accuse aussi « Frick d'avoir lui-même remis à Denikine, à travers la Hongrie et la Roumanie, des prisonniers de guerre russes restés en Allemagne. Le CICR prend ainsi une part directe à la livraison de nos concitoyens aux tortionnaires et aux bourreaux qui leur réservent le sort le plus affreux s'ils refusent de se faire les assassins de leurs frères. »³⁸ En novembre 1920, le CICR devra reconnaître, à la suite d'une enquête, qu'« en effet, des abus avaient eu lieu de la part de certains membres de la mission russe à Berlin³⁹ et que parfois, des membres de la mission russe visitant les camps, s'étaient parés à tort du titre de délégué de la Croix-Rouge ». Malgré les rappels de Genève sur la nécessité d'établir une « distinction absolue entre les missions agissant à titre militaire et les missions de la Croix-Rouge »⁴⁰ la confusion va perdurer, dans les deux camps, en particulier dans les Balkans, où Blancs et Rouges vont se livrer pendant des années à une véritable guerre de recrutement parmi les militaires exilés.⁴¹

Si l'organisation du retour des internés relève du mandat initial de Bagotski et se fait pour l'essentiel sans le concours de la légation, l'expulsion de celle-ci, trois mois à peine après l'arrivée du délégué, l'oblige à étendre son travail aux civils russes. Après le départ de Berzine, c'est en effet à Bagotski qu'échoit la responsabilité de leur retour, du soutien aux indigents et de l'aide aux malades établis en Suisse. Depuis le début de la guerre, la communauté russe de Suisse, composée de quelques milliers de personnes, dont deux mille cinq cent personnes âgées, malades ou sans emploi, vivait dans des conditions difficiles qui n'avaient cessé de s'aggraver. Après la Révolution de Février, la légation Onu du Gouvernement provisoire à Berne a ouvert un compte de crédit dans une banque locale pour aider les émigrés, mais en octobre son compte accuse un découvert de 410 000 francs que les Suisses refusent de garantir. Elle couvre alors le déficit en puisant dans les fonds du bureau russe d'aide aux prisonniers de guerre, mais faute de nouveaux fonds, la légation du Gouvernement provisoire perdait beaucoup d'intérêt aux yeux des Suisses. « Si le Gouvernement

³⁶ S. J. Bagotski à CICR, 24.10.1919, F.9501/6/11, doc. 7, GARF.

³⁷ CICR à S. J. Bagotski, 13.1.1920, F.9501/6/11, doc. 7, GARF.

³⁸ Président de la SRCR à CICR, 9.11.1919, F.9501/6/8, doc. 97, GARF.

³⁹ Il s'agit de la mission de la Croix-Rouge russe a. o. dirigée par le général D. N. Pototski, déplacée de Kiev à Berlin le 16.1.1919 pour organiser le transport des soldats en Russie. Les autres membres sont M. N. H. J. Antonov, K. K. Grunwald et le baron A. A. Wrangel. Mémoire d'Antonov sur la situation de la SRCR (blanche), 1919, F.9501/6/17, doc. 65, GARF.

⁴⁰ CICR à S. J. Bagotski, 9.11.1920, F.9501/6/7, doc. 31, GARF.

⁴¹ L'organisation soviétique chargée de ce travail est l'Union pour le retour à la patrie. Elle est particulièrement active en Bulgarie, où elle réussit à convaincre nombre d'officiers.

suisse doit se charger lui-même du soin des Russes nécessiteux et affamés⁴², j'ai de bonnes raisons alors de craindre », notait Onu, « que par la force des choses, il n'essaie de nouer des contacts à ce sujet avec les dirigeants maximalistes [bolcheviks] et ne les reconnaisse indirectement. »⁴³

C'est en effet avec satisfaction que les autorités suisses observent les premières démarches engagées par les Soviétiques en faveur des émigrés installés en Suisse. Dès son arrivée, la mission Berzine publie une annonce déclarant que les citoyens russes peuvent désormais s'adresser à la Société russe de secours (Russische Hilfverein), qui dispose de filiales dans de nombreuses villes de Suisse, pour obtenir un subside mensuel. La volonté manifestée par la mission Berzine de prendre le contrôle de cette organisation suscite de multiples tensions et des scissions au sein des organisations de secours. Mais la dynamique joue sans conteste en faveur de la Russie soviétique. Le secrétaire de la caisse des émigrés russes, Stefan Bratmann, rejoint la mission Berzine dès l'été 1918. Il est chargé du travail auprès des émigrés avant de devenir l'attaché commercial de la mission. Il effectuera par la suite⁴⁴ une multitude de missions à l'étranger pour la SRCR, le NKID et l'IC. Même phénomène au sein de l'Association générale économique des étudiants en Suisse qui avant l'arrivée de Berzine est financée par la Croix-Rouge américaine. Au printemps 1918, les deux tiers de ses membres (une centaine de personnes), entraînés par Maxim Ryvoch qui dirige la section zurichoise, font scission pour se lier à la mission soviétique. Ryvoch distribue alors des questionnaires que lui a remis le conseiller de la légation Grigori Schklovski⁴⁵, sur lesquels les étudiants russes doivent déclarer leur loyauté au Gouvernement soviétique en refusant l'aide américaine. « La majorité de la colonie, les restes de la vieille émigration, les étudiants, la masse des petits-bourgeois, commence apparemment à se libérer de l'esprit de sabotage », note Berzine avec satisfaction. « En tout cas, la majorité sentant la force du Gouvernement des Soviets, et consciente de dépendre de la nouvelle légation (sous l'angle de l'aide matérielle, de la délivrance des documents, des relations avec la

⁴² Selon un arrangement russo-suisse conclu à Berne en 1913, les Russes dans le besoin devaient être remis au ministre de Russie à Karlsruhe, mais dès l'extension du conflit mondial le Conseil fédéral décide de contribuer à leur entretien. Le 8 novembre 1918, il adopte un décret accordant 5 francs suisses par jour aux indigents et aux malades russes établis en Suisse. Les sommes sont distribuées par la Croix-Rouge suisse. Leur montant total jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale atteint près de 6 millions de francs. Christine Gehrig, « Bundesbeiträge zur Unterstützung bedürftiger und kranker Russen in der Schweiz (1918-1951) », Monica Bankowski, Peter Brang, Carsten Goehrke, Werner G. Zimmermann (Hrsg.), *Ayl und Aufenthalt. Die Schweiz als Zuflucht von Slaven im 19 und 20 Jahrhundert*, Basel, Helbing & Lichtenhahn, 1994, pp. 162, 169.

⁴³ A. M. Onu à l'ambassadeur de Russie à Paris, V. A. Maklakov, 29.12.1917, cité par Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 255-258.

⁴⁴ Quatre cas en 1929, rapport de Bagotski, F.9501/6/82, doc. 7, GARF.

⁴⁵ C'est aussi Schklovski qui, en tant que trésorier de la légation, distribuait les fonds aux Sociétés de secours, Senn, *Diplomacy and revolution*, pp. 97-98.

Russie), reste soit silencieusement à l'écart, soit commence à se coller à nous. »⁴⁶ Après l'expulsion de la légation, la mission dirigée par Bagotski assure l'ensemble des services aux civils, de l'enregistrement administratif au financement, mais toujours à crédit, des sociétés de secours, confortant ainsi l'impression qu'il s'est substitué à la légation. Et c'est toujours à Bagotski que continueront à s'adresser tous les Russes en quête d'un papier officiel, d'un nouveau passeport ou d'un soutien financier.⁴⁷

Au printemps 1920, une fois parti le dernier train de rapatriement, Bagotski entreprend la liquidation de la commission de la SRCR en Suisse. Mais Litvinov, le vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères s'oppose fermement à son retour en Russie. Indépendamment des problèmes financiers, « nous considérons comme indispensable », écrit à son tour le président de la SRCR, « de conserver cette mission », ne serait-ce que pour poursuivre l'aide aux citoyens russes de Suisse. « Telle est aussi la position du Commissariat du peuple à l'instruction publique. »⁴⁸ Mais pour pérenniser la mission Bagotski il lui faudra obtenir un statut moins provisoire, sous la forme d'une reconnaissance officielle de la SRCR par le CICR.

⁴⁶ J. A. Berzine à NKID, 15.6.1918, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 270.

⁴⁷ En 1932, Bagotski demandera ainsi à la SRCR de venir en aide à Isabelle R. Binschtok, vieille émigrée vivant à Zurich depuis vingt ans qui est malade. F.9501/6/72, doc. 323, GARF.

⁴⁸ Z. P. Soloviev à S. J. Bagotski, 13.7.1920, F.9501/6/21, doc. 166, GARF.

Chapitre 4

La défense de l’emblème de la Croix-Rouge

Nous sommes étonnés, Monsieur, de vous voir prendre ce titre qui ne vous a jamais été conféré.¹

Il est inconcevable qu’on tolère au sein de l’alliance universelle de la Croix-Rouge une organisation bolcheviste aussi criminelle que toutes les autres qui sont dirigées du Kremlin. Le drapeau immaculé de la Croix-Rouge en est souillé d’une manière intolérable. Pourquoi donc ceux qui en ont la garde se taisent-ils ?²

« Les trois premiers mois de l’activité de la commission de la SRCR en Suisse », écrit Bagotski à l’automne 1918, ont été marqués par ses tentatives pour « reconquérir le droit d’exister, le droit de travailler. »³ Il lui faudra en réalité trois ans pour obtenir, comme le lui a demandé Lénine, la pleine reconnaissance de la Croix-Rouge soviétique comme société succédant à l’ancienne SRCR et son accréditation auprès du centre genevois.⁴ De 1918 à l’été 1921, la mission Bagotski, qualifiée en Suisse de « Troisième mission de la Croix-Rouge russe »⁵, n’est en effet que l’une des organisations de l’ancien empire des tsars

¹ CICR à S. J. Bagotski, 13.1.1919, F.9501/6/6, doc. 8, GARF.

² « Une souillure de la Croix-Rouge », *La Gazette*, Bruxelles, 11.10.1930.

³ Rapport de S. J. Bagotski sur ses activités du 10.9.1818 au 10.12.1918, F.9501/6/56, doc. 356, GARF.

⁴ La question fut officiellement posée la première fois lors de la visite de Bagotski au siège du CICR le 14.1.1918, S. J. Bagotski à CICR, 20.1.1919, F.9501/6/6, doc. 6, GARF.

⁵ La première est celle de Bibikov de l’ancienne mission tsariste, la deuxième, nommée par Kerenski, est celle du Dr Kastianov, qui dirige à Berne (7 Kramgasse) la mission de la Croix-Rouge russe de secours aux prisonniers de guerre fonctionnant jusqu’en mars 1921. Toutes deux refusent de collaborer avec la Croix-Rouge soviétique. Enfin, début novembre 1918, Gornostaev

avec lesquelles le CICR entretient des contacts, ce qui ne signifie nullement la reconnaître, comme le souligne sèchement le comité genevois à Bagotski dans un courrier de janvier 1919 par lequel il énonce aux Soviétiques les conditions auxquelles ils doivent répondre pour être accrédités.

« Dans votre lettre, vous vous qualifiez de représentant de la Croix-Rouge russe auprès du CICR de Genève. Nous sommes étonnés, Monsieur, de vous voir prendre ce titre qui ne vous a jamais été conféré. Nous saisissons cette occasion pour répéter que le CICR ne peut, en l'état, reconnaître la Croix-Rouge de Moscou comme succédant à l'ancienne Croix-Rouge russe. Vous savez en effet que pour qu'une Croix-Rouge puisse être officiellement reconnue il faut d'abord que le Gouvernement dont elle dépend soit lui-même reconnu par le Gouvernement fédéral suisse et qu'il ait été admis à signer la Convention de Genève⁶. Ce sont là des conditions constitutionnelles. En outre, les statuts de la société doivent être soumis à l'approbation du CICR et ce n'est que si ceux-ci sont conformes aux bases fondamentales de l'institution de la Croix-Rouge que la société nouvelle peut être agréée par le CICR et officiellement accréditée auprès de cette dernière. Cette procédure n'ayant pas pu être suivie jusqu'à ce jour, le CICR, bien que ne se refusant point à entretenir des rapports avec les diverses organisations qui s'occupent des prisonniers de guerre russes, ne peut en considérer aucune comme remplaçant l'ancienne Croix-Rouge, ni comme société nationale nouvelle, régulièrement accréditée. »⁷ Et le CICR d'ajouter le mois suivant que « le fait d'entretenir une correspondance avec le représentant de la Croix-Rouge russe n'implique nullement pour nous l'obligation de reconnaître cette société »⁸.

Si le Comité fut le premier partisan de l'envoi, puis du maintien⁹, d'un représentant de la Croix-Rouge soviétique en Suisse, ce n'est pas sans de grandes réticences qu'il franchira le pas de la reconnaissance officielle. Les enjeux d'une telle décision sont en effet multiples. Economiquement d'abord, la Société

publie dans la presse suisse une annonce selon laquelle il a reçu les pleins pouvoirs du Gouvernement d'Omsk pour organiser la Croix-Rouge russe en Suisse. Il demande aux Russes de ne pas entretenir de relations avec la Croix-Rouge soviétique.

⁶ Le CICR renoncera, après l'échec de la politique d'intervention en Russie, à cette exigence de la reconnaissance par le Gouvernement helvétique qui n'avait rien de constitutionnelle. Mais en 1926, la SRCR s'appuiera sur cette exigence pour solliciter l'enregistrement par la Suisse, gardienne des conventions de la CR, de sa reconnaissance au nom de l'URSS des Conventions de 1906. Comme cela aurait contraint le Gouvernement suisse à reconnaître l'URSS, le DPF esquaiva le piège en déclarant qu'à sa connaissance la Russie n'avait jamais cessé d'être liée à cette convention ! Voir Jean-Daniel Praz, "La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938). Déléation ou ... Légation ? Analyse des relations CICR-Confédération au travers d'un cas particulier de fonctionnement du Département politique", Mémoire de licence, Université de Fribourg, 1996, p. 138, note 11.

⁷ CICR à S. J. Bagotski, 13.1.1919, F.9501/6/6, doc. 8, GARF.

⁸ CICR à S. J. Bagotski, 25.2.1919, F.9501/6/6, doc. 2, GARF.

⁹ Dans ses courriers des années 1919-1921, le CICR ne cesse de rappeler que c'est grâce à son intervention que Bagotski fut maintenu en Suisse. Par exemple : 15.10.1919 et 12.6.1920, F.9501/6/6, doc. 15 et 27, GARF.

russe de la Croix-Rouge possède de nombreux biens mobiliers et d'importants fonds financiers placés à l'étranger (comme le fonds de l'impératrice Marie Feodorovna déposé dans une banque française). Politiquement ensuite, le CICR ne veut pas prendre position sur le déroulement de la guerre civile tant que la possibilité d'une victoire des blancs existe. Diplomatiquement aussi, car le CICR serait ainsi la première organisation internationale à reconnaître par le biais de sa société nationale le régime soviétique. Humainement enfin, tant les liens historiques, sociaux, culturels et même personnels liant le comité à l'ancienne SRCR depuis près de cinq décennies sont forts. Les relations du CICR avec celle-ci ont toujours été excellentes, et ce dès la fondation de la société en 1867. Selon les auteurs russes, les idées humanitaires à l'origine de la Croix-Rouge ont de nombreux précédents en Russie où l'on aime présenter l'impératrice Elena Pavlovna et le chirurgien Nikolai Pirogov, fondateurs en 1854 des services infirmiers, comme les prédécesseurs d'Henry Dunant.¹⁰ Ce dernier a lui-même reçu, à partir de 1897, une pension mensuelle de l'impératrice devant permettre « au véritable responsable du triomphe de la grande idée qu'est la Croix-Rouge » de surmonter ses difficultés matérielles.¹¹ La Russie, qui a été le premier pays à ratifier la Convention de Genève en 1867, a aussi joué un rôle important dans l'élaboration du droit international humanitaire. La Croix-Rouge russe est ainsi devenue, grâce à l'implication de la famille impériale et à ses énormes moyens matériels, l'une des sociétés nationales les plus puissantes et les plus actives du mouvement. L'attachement du CICR à cette société modèle est tel, que lorsque Frick la qualifie d'« organisation bureaucratique »¹² monopolisée par les proches de la famille impériale, il est immédiatement suspecté de sympathie pour les bolcheviks.

Dans un premier temps, l'hostilité ne provient d'ailleurs pas tant de Genève que de Petrograd. Rien, en effet, n'est a priori plus étranger à la culture bolchevique que la philanthropie bourgeoise qu'incarne la Croix-Rouge. Dominée par l'aristocratie russe, la SRCR représente aux yeux des révolutionnaires de toutes tendances l'exemple même d'une survivance anachronique. En juillet 1917, ses employés déclarent par exemple que « le peuple russe n'a connu cette société que comme association regroupant des favoris du tsarisme couverts par la haute protection des têtes couronnées et dispensant la charité au peuple et à l'armée russe, avec des fonds provenant des impôts directs et indirects prélevés sur la nation. Nous n'abandonnerons pas la lutte avant d'avoir détruit tous les vestiges de l'ancienne Croix-Rouge, autocratique et bureaucratique, et d'avoir érigé le vrai temple de la philanthropie internationale qui sera la nouvelle Croix-Rouge

¹⁰ G. A. Miterév, *100 let Krasnogo Kresta v našej strane*, Izdatel'stvo, Moskva, 1967 ; Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, p. 6 et ss.

¹¹ Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 214.

¹² Rapport de novembre 1918, B MIS 1/5, ACICR.

nationale russe.»¹³ Les bolcheviks de Lénine veulent aller plus loin encore. Réfutant le principe de neutralité, ils revendiquent pour la nouvelle société la nécessité d'un engagement politique conforme à sa nature de classe. Lors de la préparation de l'insurrection d'Octobre, le Comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd a ainsi mis sur pied une organisation sanitaire autonome, exclusivement composée d'ouvriers d'usines, devant collaborer avec la Garde rouge : la Croix-Rouge prolétarienne. Cette nouvelle organisation, noyau de la future Croix-Rouge soviétique¹⁴, réalise une fusion entre les objectifs humanitaires et politiques. Après leur arrivée au pouvoir, les bolcheviks, qui ne sont pas parvenus à un accord avec les anciennes institutions de la Croix-Rouge — l'administration centrale de l'ancienne SRCR et le comité exécutif central proche du Gouvernement provisoire —, adoptent un décret proclamant la nationalisation des biens de la SRCR, la dissolution de l'administration centrale et la constitution d'un Comité de réorganisation.¹⁵ Le pouvoir procède ensuite à l'arrestation de plusieurs membres de la direction centrale qui se sont rangés dans l'opposition au nouveau régime.¹⁶ Le décret de nationalisation du 6 janvier se révèle pourtant contre-productif pour les Soviétiques. La décision est d'abord largement théorique, puisqu'en raison de l'émiettement politique du pays une partie importante des 118 établissements hospitaliers et des 2 255 établissements installés sur le front, qui en février 1917 étaient contrôlés par la SRCR, échappe alors au contrôle des bolcheviks. Les Gouvernements des nouveaux États de l'ancienne Russie (Finlande, Pays baltes, Pologne¹⁷, Ukraine, Géorgie) ont en effet remis à leur nouvelle société nationale les biens de la Croix-Rouge russe se trouvant sur leur territoire (bâtiments, wagons de matériel, navires hôpitaux)¹⁸, alors que les armées allemandes, autrichiennes et turques les confisquent à titre de butin en prenant prétexte de leur nationalisation par l'État soviétique. A ces premières conséquences s'ajoutent la perte du respect lié à l'emblème, l'impossibilité d'avoir des contacts avec les sociétés sœurs et la désorganisation parmi les employés. Le décret suscite enfin l'indignation du CICR qui exprime dans le numéro d'avril 1918 de sa revue « sa réprobation de la conduite inqualifiable des révolutionnaires russes à l'égard de la Société russe de la Croix-Rouge. »¹⁹

¹³ Cité par Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, p. 9.

¹⁴ La Croix-Rouge prolétarienne fusionnera officiellement avec le comité de réorganisation de la Croix-Rouge russe le 8 septembre 1918. Séance de fusion, 20.9.1918, F.3341/1/54, doc. 2-9, GARF.

¹⁵ Décret du Sovnarkom, 6.1.1918, F.9501/1/1, doc. 7, GARF.

¹⁶ Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, p. 14.

¹⁷ SRCR à Gouvernement polonais et CICR, 1919, F.9501/6/8, doc. 94, GARF.

¹⁸ *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge*, Genève, n° 205, 15 septembre 1919, pp. 1149-1150.

¹⁹ « Russie – Dissolution violente de la Société russe de la Croix-Rouge », *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge*, Genève, n° 194, avril 1918, vol. 49, p. 298.

Le collège central de l'administration des affaires de celle-ci en charge des activités quotidiennes et surtout E.-A. Frick, le délégué nommé par Odier pour lui venir en aide²⁰, sont alors parvenus à convaincre le Sovnarkom de publier un complément au décret du 6 janvier au terme duquel il est déclaré que « la Croix-Rouge russe, en sa qualité de section spéciale de l'Association internationale de la Croix-Rouge, dont l'activité est fondée sur les Conventions de Genève de 1868 et 1907, n'est pas supprimée. »²¹ Cet amendement du 6 mai est complété le 31 mai par un nouveau décret par lequel le Gouvernement des Soviets fait savoir au CICR que la Convention de Genève et « toutes autres conventions et accords internationaux ayant rapport avec la Croix-Rouge, auxquels la Russie a adhéré jusqu'au mois d'octobre 1915 [*sic* !], sont reconnus et seront maintenus par le Gouvernement soviétique russe qui garde tous ses droits et toutes ses prérogatives, basés sur lesdites conventions et accords. »²² Un mois plus tard, un nouveau décret signé par Lénine confirme pour sa part l'activité de la Société russe de la Croix-Rouge sur la base des Conventions de Genève, ainsi que son rattachement à l'Association internationale des sociétés de la Croix-Rouge.²³ Enfin le 20 novembre, l'assemblée des membres de la Croix-Rouge russe ratifie ses statuts en soulignant la continuité de la SRCR par rapport à l'ancienne société.²⁴

Sur le fond, les bolcheviks continuent, et continueront toujours à penser que « le triomphe de la révolution mondiale et la transformation de la Communauté internationale en une fédération libre de Républiques soviétiques, en rendant les fonctions de la Croix-Rouge superflues et inutiles, condamnent celle-ci à une mort graduelle. »²⁵ Mais en attendant, cette exception à la pratique alors observée par le Gouvernement soviétique de la discontinuité dans le domaine de la succession aux traités doit permettre aux acteurs de la Croix-Rouge russe d'effacer progressivement les effets néfastes des premières mesures, en particulier

²⁰ « Les circonstances lamentables par lesquelles passent la Croix-Rouge russe [...] ont engagé M. Ed. Odier, ministre de Suisse à Petrograd, qui est en même temps membre du comité international, à confier à un Suisse établi en Russie, M. Ed. Frick, le mandat de venir en aide, autant que possible, à la Croix-Rouge de Russie, et de travailler, avec le concours des délégations des Croix-Rouges étrangères en Russie et avec ce qui peut rester de cette charitable institution, à maintenir l'action humanitaire que celle-ci exerçait. », « Appel au comité international en faveur de la Croix-Rouge russe », *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge*, n° 195, juillet 1918, pp. 446-449.

²¹ Cité par Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, p. 17.

²² Décret du Sovnarkom, 31.5.1918, F.9501/1/1, doc. 8, GARF.

²³ Le décret du 7 août, qui constitue le fondement la Croix-Rouge soviétique, est intégralement cité par Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, pp. 23-24.

²⁴ S. J. Bagotski à CICR, 31.7.1920, F.9501/6/6, doc. 28, GARF. Son premier président, V. M. Sverdlov, qui avait occupé le poste de président du CC de l'Union panrusse des villes pour le Secours aux malades et blessés, est remplacé en juillet 1919 par Z. P. Soloviev. Lorsque ce dernier décède en 1926, A. Goloubkov occupe la présidence par intérim, avant d'être remplacé en janvier 1929 par M. Baramov.

²⁵ Rapport de E. A. Korovine, 1920, F.9501/6/8, doc. 14, GARF.

celles relatives à la confiscation des biens de l'ancienne société.²⁶ Ce retournement tactique doit beaucoup à l'influence de Frick qui, par sa connaissance du terrain, sa maîtrise de la langue russe et ses talents de négociateur, a été l'homme clé du CICR en Russie pendant la guerre civile. Disposant d'instructions qui n'ont pu être déterminées « d'une manière précise »²⁷, Frick utilise dans un sens extensif le flou relatif de sa mission pour intervenir directement dans le rétablissement de la SRCR. C'est en effet lui qui, selon ses propres déclarations, aurait rédigé, à la demande des autorités soviétiques, le décret du 2 juin 1918 pour le mettre en conformité avec les statuts de la Croix-Rouge qui étaient méconnus des Soviétiques²⁸ ; c'est lui qui leur a proposé de créer le poste de représentant de la Croix-Rouge russe en Suisse confié à Bagotski dans le but de protéger les intérêts de la SRCR ; c'est encore lui qui s'est occupé des visas pour l'entrée en Suisse de la mission. Mais Frick est aussi la personne qui convainc les Soviétiques que le maintien de l'ancienne Société russe de la Croix-Rouge leur éviterait une procédure de reconnaissance compliquée résultant de la création d'une nouvelle organisation après dissolution de l'ancienne. Or, sur ce point, la position de Frick ne reflète pas celle du CICR.²⁹

Contrairement à la thèse défendue par les Soviétiques à la suite des recommandations de Frick, selon laquelle le décret du 6 janvier 1918 a dissout l'ancien comité central sans abolir la SRCR qui est une personne juridique indépendante du Gouvernement³⁰, le CICR considère, dans un courrier du 30 juillet 1919, que la « Croix-Rouge de Moscou »³¹ est une nouvelle société dont l'admission au sein du mouvement exige un nouvel examen. D'un côté les Soviétiques vont jouer le jeu de la guérilla juridique, s'efforçant de convaincre le comité que « si nos statuts diffèrent en quelques points de la plupart des autres statuts ce n'est qu'en leur plus grande démocratisation »³². De l'autre, ils vont bloquer systéma-

²⁶ Le décret du 7 août charge explicitement la SRCR de rétablir ses droits de propriété dans les territoires occupés et à l'étranger, F.3341/1/112, doc. 87, GARF.

²⁷ Bugnion, *Le Comité international de la Croix-Rouge et la protection des victimes de la guerre*, p. 286.

²⁸ Dans un article publié dans le *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge*, 50^e année, n° 198, 15 février 1919, p. 252, S. J. Bagotski précise que le décret du 2 juin 1918 a été « rédigé avec le concours du représentant de la Croix-Rouge internationale à Moscou, M. Frick », ce qui confirme l'intéressé dans son rapport du 1^{er} novembre 1918, CR 00/50a-165, ACICR.

²⁹ Après le départ du délégué pour le front ukrainien où il était censé défendre les biens de la SRCR, les Soviétiques, qui ont l'impression d'avoir répondu à toutes les exigences, accusent Frick de double jeu, Z. P. Soloviev à CICR, 2.10.1920, F.9501/6/10, doc. 21, GARF. « Nous constatons avec regret, écrit Bagotski, qu'à côté des raisons formelles laissant en suspens la reconnaissance de la SRCR votre position actuelle à notre égard est massivement motivée par des raisons politiques, dont les premiers signes sont apparus après le retour de Frick de Paris. » S. J. Bagotski à CICR, 20.1.1919, F.9501/6/6, doc. 6, GARF.

³⁰ S. J. Bagotski à CICR, 16.5.1920, F.9501/6/6, doc. 20, GARF.

³¹ L'expression est utilisée par Paul Des Gouttes, le secrétaire du CICR, et Edouard Naville, son président, dans un courrier officiel à Bagotski du 20.1.1919, F.9501/6/6, doc. 8, GARF.

³² Z. P. Soloviev à CICR, 22.6.1920, F.9501/6/10, doc. 4, GARF.

tiquement, contre l'avis de Bagotski³³, les demandes de visas russes en faveur des délégués de Genève, conditionnant toute forme de coopération avec le CICR à la reconnaissance préalable de leur société nationale.³⁴ Mais pour le Comité, la reconnaissance de cette société est aussi empêchée par l'existence d'une société nationale agréée par le siège qui n'a pas cessé ses activités.

La guerre civile a en effet entraîné la formation de deux organismes opposés au Gouvernement soviétique prompts à revendiquer l'héritage de la SRCR.³⁵ Le premier est l'administration centrale provisoire de la Croix-Rouge russe à Omsk, qui dispose aussi d'un bureau à Copenhague dirigé par N. A. Czamanski, un des responsables de l'ancienne administration centrale. Constitué en octobre 1918, cet organisme qui s'est mis au service du Gouvernement provisoire issu de la Révolution de Février joue un rôle très important dans l'enrôlement des anciens prisonniers de guerre russes revenus d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie au sein de l'armée de l'amiral Koltchak. Quant à la deuxième organisation, la direction provisoire et le comité central pour les affaires de la SRCR, elle s'est constituée à Kiev en novembre 1918. Rassemblant nombre de membres de l'ancienne administration principale sous la présidence de l'ancien sénateur B. E. Ivanitski, elle dispose d'hôpitaux et de dépôts de médicaments sur le front Sud-Ouest où se bat l'Armée des volontaires commandée par Denikine. En juin 1919, conscients de la nécessité de se doter d'une représentation commune pour conforter leur autorité à l'étranger, les représentants des comités d'Omsk et de Kiev se sont réunis à Paris en un conseil général pour les affaires de la Croix-Rouge russe à l'étranger placé sous la présidence du comte Paul Ignatiev. Sur les conseils du CICR³⁶, ils ont réactivé le conseil central de la Croix-Rouge dans sa composition d'avant la Révolution d'Octobre 1917.³⁷ Aussi, en novembre 1919, Ignatiev prie-t-il le CICR « de bien vouloir constater l'existence ininterrompue de la Société russe de la Croix-Rouge en la personne de son président et des membres du comité central et des personnes qui sont chargées par le président ou le conseil central de Paris de missions pour la Société de la Croix-Rouge russe dans différents endroits et pays »³⁸.

Cette société hostile à tout contact avec les communistes ne dispose pas alors d'un statut juridique différent de celui de la Croix-Rouge soviétique, le CICR refusant alors toute reconnaissance au nom du caractère « mouvant » de

³³ S. J. Bagotski regretta ainsi que la mission CICR du Major Lederrey, prévue pour l'été 1919, n'ait pas été autorisée à entrer en Russie contrairement à ses recommandations « car cette mission était d'une grande importance pour notre reconnaissance. » S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 17.10.1919, F.9501/6/4, doc. 1, GARF.

³⁴ S. P. Soloviev, CC SRCR, à CICR, 25.5.1920, F.9501/6/6, doc. 24, GARF.

³⁵ Mémorandum d'Antonov sur la situation de la SRCR a. o., 1919, F.9501/6/17, doc. 61-65, GARF et Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, pp. 31-34.

³⁶ P. Des Gouttes à A. Czamanski, 23.5.1919, CR 00/50b-173, ACICR.

³⁷ Extrait du procès-verbal de la séance du conseil général pour les affaires de la Croix-Rouge russe à l'étranger, 29.6.1919, CR 00/50a-165, ACICR.

³⁸ Lettre de P. Ignatiev au CICR, 13.11.1919, CR 00/50a-165, ACICR.

la situation.³⁹ Financée par la Conférence des ambassadeurs de Paris présidée par Maklakov et soutenue activement par les Gouvernements de l'Entente, elle bénéficie pourtant d'une forte empathie de la part du CICR. Le Dr Georges Lodygensky qui à la fin de l'année 1920 est nommé par le conseil général pour le représenter à Genève auprès des organisations internationales, relate dans ses mémoires l'accueil extrêmement chaleureux, presque familial, dont il bénéficie à son arrivée : « Il me fut aimablement proposé de m'installer provisoirement au siège du CICR. Cela assurait un contact permanent avec le secrétariat. Je ne pouvais souhaiter mieux. Je pus ainsi me mettre immédiatement au travail. [...] Je me liai tout particulièrement avec le vice-président du CICR, le docteur Frédéric Ferrière. Il s'intéressait vivement à mes rapports et souvent, j'allais le voir à domicile pour discuter des problèmes épineux courants. A la division des secours individuels travaillait la sœur de ma belle-sœur Anne, Nathalie de Poznansky. Elle connaissait à fond tous les rouages du CICR et me fut d'une aide précieuse. »⁴⁰ Médecin militaire russe proche des milieux monarchistes les plus extrémistes, Lodygensky a utilisé le Comité de secours aux victimes de la guerre civile, fondé à Kiev en janvier 1919 avec son ami le consul général suisse, Gabriel Jenny, comme couverture d'une filière d'évasion pour des officiers russes destinés à renforcer les cadres de l'armée blanche en Russie méridionale, en leur délivrant de faux certificats.⁴¹ Proche de Denikine, puis de Wrangel, il a été chargé en février 1920⁴² par le commandement militaire de se rendre à Genève pour y solliciter l'envoi d'une mission de la Croix-Rouge internationale. Reçu par le président du CICR, Gustave Ador, lequel aurait formulé « une approbation de principe » et exprimé « l'admiration du CICR » pour l'œuvre accomplie à Kiev pendant la terreur⁴³, Lodygensky est reparti avec une réponse favorable pour Sébastopol, où il assiste à l'effondrement final de l'armée blanche. Le 31 décembre 1920, alors qu'il a rejoint sa femme à Genève, un télégramme expédié par la direction générale de la SRCR (ancienne organisation) établie à Paris l'avise qu'il a été nommé chef du bureau de Genève « avec un traitement adéquat »⁴⁴. La mission du Dr Lodygensky à Genève fait miroir à celle du Dr Bagotski dont il est pendant dix-huit ans le principal adversaire. Non moins impliqué politiquement que ce dernier, Lodygensky cumule rapidement ses fonctions

³⁹ « En l'état actuel le CICR ne peut reconnaître aucune des sociétés existantes comme le successeur de l'ancienne Croix-Rouge russe, [...] il les tient sur un pied d'égalité. » CICR à S. J. Bagotski, 30.7.1919, F.9501/6/6, doc. 10, GARF.

⁴⁰ Dr Georges Lodygensky, *Face au communisme, 1905-1950, Quand Genève était le centre du mouvement anticommuniste international*, Genève, Slatkine, 2009, p. 178.

⁴¹ Le comité est fondé le 16 janvier 1919 par les représentants des Croix-Rouges danoise, russe, ukrainienne et polonaise auxquels se sont joints les consuls de Suisse, d'Italie et d'Espagne. Rapport du 2.6.1919, F.3341/1/200, doc. 3, GARF.

⁴² En février 1920 les défaites subies par ses armées obligent Denikine à abandonner Rostov pour se replier sur la Crimée ; en avril, il est remplacé par le général Wrangel.

⁴³ Lodygensky, *Face au communisme*, p. 166.

⁴⁴ *Ibidem*, p. 174.

de délégué de l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe avec celles, plus ouvertement politiques, de représentant du Comité national russe.⁴⁵ Et en 1924, il sera, avec son ami l'avocat genevois Théodore Aubert, le cofondateur de l'Entente Internationale anticommuniste, dont il deviendra le secrétaire.

Le paroxysme des tensions entre le CICR et les Soviétiques est atteint lors de la X^e conférence internationale de la Croix-Rouge organisée à Genève du 30 mars au 7 avril 1921⁴⁶, à laquelle le président de la SRCR, qui n'a été invité qu'à titre personnel, refuse de participer. Dans les courriers précédant la tenue de la conférence, Soloviev souligne « les obstacles inouïs dressés par vous [le CICR] sur le chemin de la reconnaissance de la Croix-Rouge russe qui contrastent avec les conditions très favorables que vous mettiez à la reconnaissance des sociétés nationales de la Croix-Rouge des pays qui se sont séparés de la Russie et étaient en guerre avec elle »⁴⁷. Bagotski est de son côté convaincu qu'il « n'existe plus d'arguments de principe s'opposant à notre reconnaissance [...] mais il leur est très difficile de décider de nous reconnaître avant la reconnaissance du Gouvernement des Soviets par les Français et les Anglais. [...] C'est pourquoi le CICR s'efforce de gagner du temps. »⁴⁸ « Tout dépendra du succès avec lequel la Croix-Rouge de Koltchak va réussir à organiser les Croix-Rouges nationales contre nous (en particulier en Amérique, en France et en Angleterre). Ils ont nommé pour cette tâche un représentant spécial, le D^r Lodygensky. »⁴⁹

Profitant de l'absence des Soviétiques — Bagotski assiste aux séances mais à titre privé alors que Lodygensky et Czamanski ont pour leur part fini par obtenir, grâce à l'appui d'Ador, une voix délibérative⁵⁰ — la délégation de la Croix-Rouge blanche tente de faire passer au sein de la 3^e commission une résolution autorisant les Croix-Rouges à intervenir directement en Russie par l'élargis-

⁴⁵ Fondé à Paris en juin 1921, ce comité regroupe sur une base antisoviétique des républicains modérés et des monarchistes constitutionnels, tendance à laquelle se rattacherait Lodygensky lui-même, ainsi que des membres de l'intelligentsia et des associations professionnelles, telles l'Union de l'industrie et du commerce ou l'Union des avocats russes. Il a pour objectif premier de travailler à la destruction du pouvoir bolchevique, renvoyant la question institutionnelle après la chute de celui-ci, une position identique à celle défendue par Wrangel. Formé par des personnalités importantes de l'ancien régime, il est en liaison étroite avec le grand-duc Nicolas, ancien généralissime des armées russes en 1914-1915, et l'état-major de Wrangel. Annetta Gattiker (Caratsch), *L'affaire Conradi*, Berne, Francfort, Herbert Lang, 1975, pp. 41, 78 et 257-258 ; Jean Delage, *La Russie en exil*, Paris, Delagrave, 1930, pp. 157 et s. ; Paul Robinson, *The White Russian Army in Exile 1920-1941*, Oxford, Oxford University Press, 2002, pp. 59-60.

⁴⁶ *Compte rendu de la Dixième conférence internationale de la Croix-Rouge tenue à Genève du 30 mars au 7 avril 1921*, Genève, Albert Renaud, 1921.

⁴⁷ Z. P. Soloviev à CICR, 26.2.1921, F.9501/6/6, doc. 52, GARF.

⁴⁸ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 12.1.1921, F.9501/6/27, doc. 21, GARF.

⁴⁹ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 25.2.1921, F.9501/6/27, doc. 25, GARF.

⁵⁰ Invitée à la X^e conférence à titre d'« observateurs », l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe dépose sur proposition d'Ador une requête qui est acceptée par la « commission administrative » avant d'être approuvée par le CICR. Lodygensky, *Face au communisme*, p. 180.

sement de leurs activités obligatoires à l'aide aux victimes des guerres civiles.⁵¹ La question n'a alors rien de théorique. Les bolcheviks sont en passe de gagner la guerre civile, mais les signes d'essoufflement sont nombreux au sein d'une population proche de la famine. En février 1921, les difficultés de ravitaillement ont provoqué des troubles à Moscou, puis à Petrograd où la situation est encore bien pire. Convaincu que le pouvoir soviétique est proche de l'implosion, le Comité national russe table sur une insurrection à Cronstadt susceptible de lui ouvrir les portes de la Russie continentale.⁵² Le 7 mars 1921, soit trois jours après le début de l'insurrection, la direction de la Croix-Rouge russe blanche se prononce en faveur de l'envoi immédiat d'un millier de livres sterling à son représentant en Finlande, le Dr Zeidler.⁵³ Dans son rapport envoyé à Paris, Zeidler écrit : « L'état d'esprit de la population est excellent, même les Rouges ont rejoint les insurgés. »⁵⁴ Et le 11 mars, lors d'une séance spéciale organisée à Paris en présence de Lodygensky, l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe décide de livrer des vivres aux insurgés. Informé de ce projet d'aide alimentaire auquel le CICR et la Croix-Rouge américaine auraient apporté leur soutien⁵⁵, le président de la Croix-Rouge soviétique dénonce « une tentative d'ingérence dans la vie politique soviétique ». ⁵⁶ Aussi l'adoption d'une résolution autorisant les Croix-Rouges à intervenir pendant les guerres civiles donnerait-elle une légitimité juridique internationale à ces projets. Une première version de la résolution de Lodygensky assimilant les prisonniers politiques à des prisonniers de guerre protégés par la Convention de La Haye est adoptée le 6 avril en commission. « Mais le 7 », rapporte un Bagotski soulagé et presque amusé, « les délégués d'Allemagne, de Finlande, de Suède, de Suisse et de Lituanie se sont rendu compte que cette résolution orientée directement contre le Russie soviétique pouvait se révéler peu confortable pour les autres pays luttant contre la révolution. Le délégué allemand déclara alors que cette résolution s'adressait aux insurgés et ne devait pas être prise en considération s'agissant du droit d'un Etat de lutter contre la révolution. [...] Le président du CICR, Ador, a trouvé

⁵¹ La question a bien figuré à l'ordre du jour de la Conférence internationale de la Croix-Rouge de Washington, le 7 mai 1912, mais elle a été retirée, ironie de l'histoire, à la suite de la violente hostilité du représentant russe ! Bugnion, *Le Comité international de la Croix-Rouge et la protection des victimes de la guerre*, p. 294.

⁵² Paul Avrich, *La tragédie de Cronstadt*, Paris, Editions du Seuil, 1970, p. 103, a trouvé dans les archives du Comité national russe déposées à Columbia un document intitulé « Mémoire sur la question de l'organisation d'un soulèvement à Cronstadt » qui confirme l'hypothèse d'un plan d'intervention soutenu par les Alliés, ultérieurement suivi par un débarquement sur le continent pour reprendre Petrograd.

⁵³ SRCR a. o. Paris, séance du 7.3.1921, F.3341/2/52a, doc. 299, GARF. Selon un rapport de l'INO-Tcheka, Zeidler aurait aussi été financé par des grosses entreprises de Finlande, d'Angleterre et des Etats-Unis, 15.11.1921, F.3341/2/52a, doc. 277, GARF.

⁵⁴ SRCR a. o. Paris, séance du 11.3.1921, F.3341/2/52a, doc. 300, GARF.

⁵⁵ L'information viendrait de Krassine, qui est installé à Londres, NKID à Z. P. Soloviev, 14.3.1921, F.3341/2/52a, doc. 61, GARF.

⁵⁶ Z. P. Soloviev à CICR et CR américaine, 15.3.1921, F.3341/2/52a, doc. 281, GARF.

cette remarque très légitime et a souligné dans la discussion que la résolution visait bien évidemment la Russie, et qu'il ne fallait pas mettre sur le même plan la Russie et les autres pays. »⁵⁷ Comme il est néanmoins difficile d'adopter une norme juridique internationale qui ne s'appliquerait qu'aux Soviétiques, la commission en charge de la question la vide de son caractère contraignant en conditionnant l'intervention des Croix-Rouges à « l'assentiment du Gouvernement du pays où sévit la guerre civile ». ⁵⁸ L'insurrection ayant été écrasée chacun se rend alors compte qu'il allait falloir composer avec le nouveau pouvoir. ⁵⁹

Les premiers à en tirer les conséquences sont les autorités fédérales. A Berne, nombreuses sont les personnes qui, reprenant la proposition esquissée par Junod en novembre 1918, sont favorables à l'envoi d'une mission permanente du CICR à Moscou, ce qui ne peut se faire sans la reconnaissance officielle de la SRCR. ⁶⁰ Au printemps 1920, le CICR estime encore « qu'il n'y a pas lieu pour lui de se mêler de cette question » des Suisses de Russie, mais il ajoute « qu'il ne manquerait pas d'intervenir en faveur de nos malheureux compatriotes par tous les moyens qui seraient à sa disposition, si le DPF en exprimait le désir. » ⁶¹ D'abord réservé à l'égard d'une mission qui semble a priori sortir de son champ traditionnel d'intervention, le CICR finit néanmoins par céder, notamment en raison de l'émergence, durant ces années d'après-guerre, de plusieurs nouvelles institutions susceptibles de le concurrencer sur le « marché » de l'humanitaire international. ⁶² Car, si le CICR est associé à la célèbre mission Nansen ⁶³ ce n'est pas sans réticence qu'il a assisté à la fondation à Paris, le 5 mai 1919, à l'initiative des Américains, de la Ligue des sociétés de Croix-Rouge (LSCR), composée dans un premier temps des seules Croix-Rouges des pays de l'Entente. ⁶⁴ Crai-

⁵⁷ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 13.4.1921, F.3341/2/52a, doc. 290, GARF.

⁵⁸ Résolution XIV de la X^e conférence, cité par Bugnion, *Le Comité international de la Croix-Rouge et la protection des victimes de la guerre*, p. 299. En janvier 1922, le CICR tente ainsi d'appuyer la demande de la CR finlandaise pour une intervention en Carélie, la proposition est bien évidemment refusée par les Soviétiques. Soloviev à CICR, 12.1.1922, F.9501/6/36, doc. 160-162, GARF. Seront aussi systématiquement refusées les demandes du délégué du CICR à Moscou, Wehrlin, pour une application en Russie de cette résolution XIV.

⁵⁹ En mai 1921, Zeidler propose un nouveau plan pour un renversement du pouvoir en Russie, mais il est rapidement abandonné.

⁶⁰ Dans un aide-mémoire, daté de décembre 1918, W. Thurnheer, adjoint de la DAE du DPF, recommande la mise en place d'une collaboration entre les deux institutions. *DDS*, 7-I, n° 74. De son côté, F. Suter, l'ancien consul de Suisse à Moscou envoie, après son retour en Suisse, à la DAE du DPF un rapport qui reprend la proposition de Junod, à la seule différence qu'il pense à la Croix-Rouge suisse plutôt qu'au CICR. *DDS*, 7-I, n° 284.

⁶¹ Lettre du CICR au DPF, 17 mars 1920, Praz, "La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938)", p. 23.

⁶² Pensons par exemple à la SdN et à l'American Relief Administration (ARA).

⁶³ Les tâches principales recouvertes par le terme générique de mission Nansen sont le rapatriement des prisonniers de guerre et l'aide aux réfugiés russes en Russie et à l'étranger. Ces deux missions ne doivent pas être confondues avec l'aide aux affamés présentée ultérieurement.

⁶⁴ Selon des résolutions adoptées en avril 1919, la Ligue entend s'engager à secourir les populations éprouvées par la guerre en coordonnant les efforts des Croix-Rouges et assumer en temps de paix un rôle équivalent à celui du CICR en temps de guerre. L'analyse faite ultérieurement

gnant une remise en cause de son autorité sur le mouvement, le comité de Genève réfléchit à la façon d'étendre ses activités au-delà du cadre strictement militaire auquel il se limite traditionnellement pour faire éclater le « classique dualisme »⁶⁵ entre situation de guerre et situation de paix. Tous les éléments convergent ainsi vers l'envoi d'une délégation du CICR en Russie soviétique, une solution qui a le double avantage de permettre à la Confédération de camper sur son intransigeance politique, tout en veillant à la protection des Suisses de Russie, et au CICR d'élargir son champ d'action en s'établissant durablement sur le territoire soviétique.

Bloquée pendant trois ans, la question va alors se régler en un mois. L'ancien délégué du CICR, Woldemar Wehrlin qui en mars 1921 a obtenu une autorisation provisoire pour séjourner à Moscou en tant que représentant de l'Union internationale de secours aux enfants et du Comité Nansen⁶⁶, recommande au comité lors de son retour à Genève en juillet 1921 la reconnaissance de la nouvelle société. Par un radiogramme adressé le 6 juillet à Tchitchérine, le CICR se déclare prêt à reconnaître la Société russe de la Croix-Rouge de la République des Soviets et charge Wehrlin de le représenter auprès de celle-ci. Le 22 juillet, son président exprime sa satisfaction devant cet acte si longtemps différé⁶⁷ et le 6 août, il informe le CICR que le Gouvernement soviétique donne son accord à l'entrée sur le territoire russe de Wehrlin. Le 9 août, Gustave Ador remercie le président de la Croix-Rouge soviétique pour cette autorisation, si promptement accordée, un geste qu'il salue comme le signe de « relations constantes et fructueuses »⁶⁸. Mais lorsqu'il apprend que le CICR pourrait faire durer un peu la reconnaissance effective, Bagotski rappelle au comité que c'est sur la base de cette reconnaissance qu'a été délivrée l'autorisation de voyage de son délégué.⁶⁹

par Bagotski de l'apparition — bien malvenue selon les Genevois — de la Ligue et de ses relations avec le CICR mérite pourtant d'être citée : « Créée à l'époque de la psychose de guerre par les Croix-Rouges de l'Entente, la Ligue a provoqué une sérieuse crise dans les relations internationales de la Croix-Rouge. [...] Au début la Ligue a déclaré qu'elle n'avait pas l'intention de s'en prendre aux compétences du CICR, rapidement pourtant les sociétés nationales qui la dirigent ont compris que le seul fait de l'existence du CICR représentait un obstacle au développement de son hégémonie. » Rapport de S. J. Bagotski, 1925, F.3341/6/343, doc. 8, GARF. Lorsqu'elle aura été reconnue par le comité de Genève, la SRCR soutiendra le CICR contre la Ligue tout en envisageant la création d'une troisième organisation internationale des Croix-Rouges avec des sociétés d'Asie centrale et orientale. Sur la naissance de la Ligue : Clyde Buckingham, *For Humanity's Sake. The Story Of The Early Development Of The League of Red Cross Societies*, Washington DC, Public Affairs Press, 1964 ; Roger Durand, *La Conférence médicale de Cannes 1^{er} à 11 avril 1919*, Société Henry-Dunant, Genève, 1994. Sur les relations avec le CICR : John F. Hutchinson, *Champions Of Charity: War And The Rise Of The Red Cross*, Oxford, Westview Press, 1996, chapitres 6/7.

⁶⁵ Praz, «La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938)», p. 43.

⁶⁶ Wehrlin attendait cette autorisation depuis trois mois. P. Des Gouttes à J. Hanecki, représentant de la RSFSR à Riga, 22.1.1921, F.9501/6/10, doc. 23, GARF.

⁶⁷ Z. P. Soloviev à CICR, 22.7.1921, F.9501/6/6, doc. 52, GARF.

⁶⁸ André Durand, *De Sarajevo à Hiroshima. Histoire du Comité international de la Croix-Rouge*. Genève, vol. 2, 1978, p. 86.

⁶⁹ S. J. Bagotski à CICR, 8.8.1921, F.9501/6/6, doc. 57, GARF.

La nouvelle est donc confirmée le 15 août, le jour même de l'ouverture à Genève de la conférence d'aide aux victimes de la famine en Russie.⁷⁰

Cette reconnaissance ne se traduit pourtant nullement — ce qui constitue une exception au principe d'unité des CR — par la rupture des relations de fait que le CICR entretient avec l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe, compte tenu de « l'aide humanitaire qu'elle ne cessait d'apporter hors du territoire de la République soviétique aux Russes réfugiés à l'étranger »⁷¹. Bagotski protestera à maintes reprises « contre cet usage incessant de l'emblème et du nom de la Croix-Rouge en général de la part d'un groupement qui agissait jusqu'à présent sous le nom de la SRCR ancienne organisation et qui a l'intention d'agir sous le nom de direction générale de l'ancienne organisation de la SRCR, reconnue par le CICR, ce qui est contraire aux statuts »⁷². Mais le droit d'utiliser l'emblème de la Croix-Rouge relevant en pratique des sociétés nationales et des Gouvernements des pays dans lesquels fonctionnent les missions de la Croix-Rouge russe, le CICR refuse d'intervenir.⁷³ La bataille pour la reconnaissance officielle de la SRCR a duré trois ans, celle de sa reconnaissance effective sur la scène internationale va encore prendre quelques années. Forts du soutien de nombreux Gouvernements hostiles aux bolcheviks, les représentants de l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe continuent à intervenir publiquement sous l'emblème de la Croix-Rouge. A Vienne, son représentant s'est installé avec le concours du CICR dans le bâtiment de l'ancienne ambassade russe.⁷⁴ A Sofia, le Gouvernement prétend ne pas avoir été informé de la reconnaissance de la SRCR par le CICR.⁷⁵ A Prague, un bureau de la Croix-Rouge blanche publie des annonces officielles entretenant le flou sur son statut. A Rome, son représentant, Persiany, est l'ancien chargé d'affaire de la mission tsariste. Enfin à Londres, la Croix-Rouge britannique, au sein de laquelle l'impératrice Marie Feodorovna a encore beaucoup d'influence, refuse de laisser la Croix-Rouge soviétique agir publiquement alors qu'elle parraine en même temps la propagande publique — sous la forme de bals⁷⁶ et de ventes de Noël — organisée sous l'emblème de la Croix-Rouge par l'ancienne organisation de la

⁷⁰ Sur le courrier échangé à ce sujet entre le CICR et la Croix-Rouge russe émigrée : ACICR, CR 00/50a-167, « Russie : ancienne organisation, dossier II, 1920-1922 » ; N. s., « Reconnaissance de la Croix-Rouge russe des Soviets », *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge*, 52^e année, n° 228, 15 août 1921, pp. 880-881. La circulaire de reconnaissance (n° 206) est publiée dans le n° 230 du *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge*, 15 octobre 1921, pp. 1035-1040.

⁷¹ Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, p. 30.

⁷² S. J. Bagotski à CICR, s. d., F.9501/6/6, doc. 64, GARF.

⁷³ CICR à S. J. Bagotski, 10.12.1921, F.9501/6/6, doc. 62, GARF.

⁷⁴ S. J. Bagotski à CICR, 30.5.1921, F.9501/6/6, doc. 54, GARF.

⁷⁵ I. Koreschkov à S. J. Bagotski, janvier 1923, F.9501/6/41, doc. 16, GARF.

⁷⁶ La SRCR a. o. organise, le 14 juin 1923, à Hyde Park Hotel, un bal patronné par Marie Feodorovna, le prince de Galles et la reine Amélie du Portugal.

SRCR.⁷⁷ Dans d'autres pays, comme au Canada⁷⁸, en Roumanie⁷⁹, en Serbie et surtout en France où les rapports avec le président de la Croix-Rouge locale, le général Paul Pau, sont excellents⁸⁰, les Gouvernements refusent de laisser entrer sur leur territoire, même à titre privé, les représentants de la Croix-Rouge soviétique.⁸¹

En 1923, l'implication de l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe — « sinon de fait du moins moralement »⁸² — dans le meurtre de Vorovski, le délégué soviétique à la conférence de Lausanne, permet à Bagotski d'interpeller une nouvelle fois le CICR sur les activités « véritables » de Lodyginsky et sur le détournement de l'emblème de la Croix-Rouge.⁸³ A la suite de ces plaintes, l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe est obligée de prendre le nom de direction générale de l'ancienne organisation de la SRCR.⁸⁴ « Je pense que nous avons obtenu le maximum de ce qu'il était possible d'obtenir en ce moment », rapporte Bagotski à Moscou. « Cela ouvre la voie à une liquidation juridique de la Croix-Rouge russe blanche. Le CICR ne peut aller plus loin pour le moment sans prendre le risque d'un conflit ouvert avec la Croix-Rouge anglaise. »⁸⁵ L'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe perd ainsi progressivement son statut de délégué de plein droit lors des conférences internationales de la Croix-Rouge : « A la X^e conférence [1921], le refus de Soloviev de partici-

⁷⁷ CR britannique à V. Polovtseva, 13.6.1922, F.9501/6/9, doc. 226, GARF et Z. P. Soloviev à CICR, 30.12.1922, F.9501/6/10, doc. 48, GARF.

⁷⁸ Albert H. Abbott, secrétaire de la CR canadienne à D.-H. Doubrovski, juin 1922, F.9501/6/28, doc. 64, GARF.

⁷⁹ Société roumaine de la CR à SRCR, 27.1.1922, F.3341/6/327, doc. 24, GARF.

⁸⁰ Le général Pau est aussi l'un des membres fondateurs du Comité d'aide aux invalides russes, créé en mai 1923 en Perse, dans lequel sont entrées toutes les organisations d'émigrés russes. Les Blancs disposent aussi d'un soutien dans la Croix-Rouge française en la personne de madame Ljéjors, femme d'un célèbre professeur de la faculté de médecine de l'Université de Paris, qui travaille avec la fille de Maklakov. Une première mission de la SRCR dirigée par A. Oustinov arrive en juin 1923, mais elle ne sera pas accréditée par la Croix-Rouge française. A. N. Roubakine à S. J. Bagotski, 7.2.1923, F.9501/6/43, doc. 322, GARF.

⁸¹ V. N. Polovtseva à S. J. Bagotski, 9.8.1922, F.9501/6/9, doc. 194, GARF.

⁸² S. J. Bagotski au comité exécutif de l'UISE, 23.8.1925, F.3341/6/342, doc. 30, GARF. Pour rappel, l'assassin de Vorovski, Moritz Conradi s'est entretenu de son projet le 26 mars 1923 avec le Dr Georges Lodyginsky et son secrétaire, le lieutenant Arcadius Polounine, dans le bureau de l'ancienne Croix-Rouge russe à Genève. Interrogé par le juge d'instruction, Lodyginsky prétend que la visite de Conradi n'avait pour objet qu'une consultation purement médicale. Mais Polounine, qui, avant de rejoindre le secrétariat de Lodyginsky à Genève, a travaillé dans la section du renseignement de l'état-major des généraux blancs Denikine et Wrangel, aurait revu Conradi le dimanche 29 avril dans les locaux de la Croix-Rouge. Enfin, le 7 mai, soit trois jours avant le meurtre, il a envoyé à Conradi la somme de 200 francs avec l'information que les diplomates soviétiques ne jouissaient d'aucune protection policière. Ces faits, établis par la lettre retrouvée par les enquêteurs, sont reconnus par Conradi, mais cette piste n'a pas été explorée. Acquitté, Polounine sera expulsé du territoire helvétique. Annetta Caratsch et Michel Caillet, « L'assassinat de Vorovsky et le procès Conradi », *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, pp. 113-117.

⁸³ S. J. Bagotski à CICR, 15.5.1923, F.9501/5/44, doc. 65, GARF.

⁸⁴ *RICR*, 1923, p. 604.

⁸⁵ S. J. Bagotski à Soloviev, 27.4.1923, F.9501/6/33, doc. 73, GARF.

per à titre d'invité personnel et non pas en tant que représentant de la SRCR avait abouti à ce que l'ancienne organisation obtienne une voix décisionnelle qu'elle utilisa pour calomnier notre société, la RSFSR et même à obtenir le vote de quelques résolutions. [...] A la XI^e conférence [1923], je fus invité en tant que délégué de plein droit alors que les représentants de la SRCR a. o. n'étaient là qu'en tant que représentants d'une organisation philanthropique. [...] A la XII^e conférence [1925], ils n'ont même pas pu être invités alors que plusieurs questions à l'ordre du jour, comme celles relatives aux réfugiés, les concernaient directement. [...] Cela témoigne de la modification objective de notre situation. »⁸⁶ Mais hors des enceintes des congrès internationaux, rien ne changera vraiment malgré la proposition faite par les Soviétiques de compléter « les mesures internationales de lutte contre les abus du nom et de l'emblème de la Croix-Rouge »⁸⁷.

« Je dois rendre justice au CICR qui se montra aussi accommodant que possible, étant donné que notre ancienne position était devenue difficilement défendable »⁸⁸, reconnaît dans ses mémoires le D^r Lodygensky. Car la direction générale de l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe et les œuvres de secours qui en dépendent, notamment en France et en Angleterre⁸⁹ mais aussi de nombreux autres pays⁹⁰, continueront à fonctionner comme société privée parfois bien au-delà de la Deuxième Guerre mondiale. Deux lettres adressées au CICR, l'une en 1928⁹¹ et l'autre en 1940⁹², attestent d'ailleurs que certains de ses

⁸⁶ Rapport de S. J. Bagotski, 1925, F.3341/6/343, doc. 6-7, GARF.

⁸⁷ Z. P. Soloviev à CICR, 3.3.1923, F.9501/6/10, doc. 51, GARF. En 1925, Bagotski protestera encore contre la participation au Congrès général de l'enfance du délégué d'une organisation qui usurpe le nom de la Croix-Rouge russe. S. J. Bagotski au comité exécutif de l'UISE, 23.8.1925, F.3341/6/342, doc. 30, GARF.

⁸⁸ Lodygensky, *Face au communisme*, p. 190.

⁸⁹ En 1927 encore, sera ainsi organisé à l'Hôtel May Fair, sous le patronage du prince de Galles et en présence de la plupart des têtes couronnées d'Europe, un bal en faveur des invalides, des blessés et des enfants russes en Angleterre. Les articles du *Daily Telegraph*, 11.7.1927 et du *Morning Post*, 12.7.1927, intitulés « Russian Red Cross » n'indiquent nullement qu'il s'agit de l'ancienne organisation.

⁹⁰ En 1926, la direction générale prétend avoir des représentants dans vingt-trois pays, F.9501/5/47, doc. 281, GARF.

⁹¹ Dans un document vraisemblablement rédigé selon Michel Caillat par le D^r Lodygensky à l'intention des délégués de la XIII^e conférence internationale de la Croix-Rouge en 1928, l'auteur déclarait qu'il était temps de remettre en cause cette reconnaissance allant jusqu'à menacer le CICR : « Disons-le pourtant franchement, l'idéal et la belle œuvre de la Croix-Rouge ne sont pas inséparablement liés au Comité international. C'était bien le cas, mais, si, guidé par des considérations opportunes et momentanées, le Comité international abandonne volontairement le sanctuaire de la Croix-Rouge et se contente d'un poste de secours avec une boutique de propagande bolcheviste comme succursale, on le regrettera, mais il ne s'ensuivra nullement l'effondrement de la Croix-Rouge. Celle-ci se créera simplement tôt ou tard, et après certaines luttes peut-être, un autre Centre international qui, lui, fournira toute garantie indispensable, [...]. Il se peut même que pour aboutir au résultat voulu on doive attendre la résurrection nationale de la Russie, si dans le monde entier il ne se trouve personne pour défendre avec l'autorité nécessaire le vrai idéal de la Croix-Rouge. » [Prob. Georges Lodygensky, « Critique

membres n'ont jamais renoncé à reprendre leur place au sein du mouvement en tant que représentants exclusifs de la Russie.

Pour sa part, le Dr Lodyginsky, qui depuis 1924 travaille au sein de l'AEIA, abandonnera en décembre 1927 ses fonctions de délégué de l'ancienne organisation de la Croix-Rouge⁹³ afin de se consacrer exclusivement au combat anti-communiste. La voie choisie a « certes une apparence politique, mais seulement l'apparence ! En fait elle était de caractère essentiellement humaniste : il s'agissait, en dévoilant le mensonge communiste, de barrer la route à une des plus criminelles entreprises de l'histoire, de préserver mes contemporains et surtout les générations nouvelles des terribles souffrances et calamités que j'avais observées en Russie depuis l'avènement du régime communiste. »⁹⁴ Les Soviétiques ne sont pas les seuls à donner de l'action humanitaire une définition des plus larges.

de la politique du CICR vis-à-vis de la Croix-Rouge soviétique »], *Activité du bureau permanent, Conférences et articles, 1925-1929*, AEIA, BGE.

⁹² Dossier CICR, relation avec SRCR, ACICR.

⁹³ Il est d'abord remplacé par l'archiprêtre Serge Orloff, puis par Vladimir Mouravieff-Apostol, un ancien diplomate. Lettres de B. Ivanitzky au CICR, 30 décembre 1927, et de W. Mouravieff-Apostol à E. Clouzot, chef du secrétariat du CICR, 31 octobre 1931, CR 00/50a-168, « Russie : ancienne organisation, II, partie 2 », ACICR.

⁹⁴ Lodyginsky, *Face au communisme*, p. 195.

Chapitre 5

De l'humanitaire au culturel

Remplaçant en grande partie les fonctions de la diplomatie dans les relations internationales, les représentants de la Croix-Rouge jouissent de certains privilèges vis-à-vis de celle-ci comme l'absence de tradition et de formes diplomatiques conventionnelles ; la possibilité de réaliser, étant donné la neutralité et l'humanité de la Croix-Rouge, un travail d'organisation varié dans les contacts mutuels plus ou moins étroits avec divers éléments publics du lieu ; la possibilité, se basant sur les mêmes principes, d'influencer d'une manière plus intense la vie intime d'un Etat étranger.¹

Au printemps 1921, les communistes ont gagné la guerre civile, mais la Russie est exsangue, la population épuisée par sept années de combat, la situation sanitaire catastrophique, les transports paralysés, le niveau de production industriel réduit au quart de ce qu'il était avant guerre, l'agriculture totalement désorganisée et la famine omniprésente. D'abord concentrée dans les villes, où la population ne parvient plus à se nourrir depuis des années, la famine gagne, à la suite de la mauvaise récolte de septembre 1920, de nombreuses zones rurales, touchant près de 30 millions de personnes lors du paroxysme de la crise en été 1922.² A la crainte d'une contagion politique de l'Europe par la Russie soviétique, s'ajoute désormais celle d'une contagion épidémique de l'Europe par la Russie affamée. « Une Russie empoisonnée, une Russie infectée, une Russie porteuse de peste ; une Russie de hordes armées non seulement de baïonnettes et canons,

¹ E. A. Korovine, *La Croix-Rouge dans l'Etat contemporain*, janvier 1920, F.9501/6/8, doc. 114, GARF.

² Sergueï Adamets, *Guerre civile et famine en Russie. Le pouvoir bolchevique et la population face à la catastrophe démographique 1917-1932*, Paris, Institut d'Etudes slaves, 2003, p. 153.

mais accompagnées et précédées de vermine typhique pullulante [...]», écrit Churchill dans ses Mémoires.³ « L'Europe pourrait être gravement compromise par la contagion des maladies »⁴, déclare Gustave Ador à l'ouverture de la conférence organisée par le CICR et la Ligue en août 1921. L'expression de cordon sanitaire apparue dès 1919 synthétise les aspects politiques et médicaux des angoisses occidentales à l'égard de tout ce qui vient de Russie.⁵

Des informations relatives au drame touchant la population russe circulent à l'étranger depuis près de deux années. L'American Relief Administration (ARA) présidée par Herbert Hoover, le futur secrétaire au Commerce et président des États-Unis, a entamé des pourparlers dès 1919⁶, mais les discussions ont échoué en raison du refus des Soviétiques de renoncer à leur monopole sur la distribution de l'aide et au principe de classe dans la politique de ravitaillement. En charge, à Vienne, d'un bureau central des missions du CICR chargé de la lutte contre les épidémies en Europe orientale, Frick tire la sonnette d'alarme dès le printemps 1920 : « La catastrophe économique est si profonde et si générale qu'il faudrait une action mondiale pour y remédier. [...] Les villes meurent. D'ici à la fin de l'année si l'on n'intervient pas efficacement, il n'y aura plus de grandes villes en Russie. »⁷ En octobre 1920, alors que la crise gagne les campagnes, le délégué soumet au CICR et à l'Union internationale de secours aux enfants (UISE) la question des secours à la Russie. Son appel est appuyé par Paul Draudt, le secrétaire de la Croix-Rouge allemande, et par Moritz Schlesinger, son délégué pour l'Europe orientale. Mais le CICR, qui craint les implications politiques d'un tel engagement — le détournement de l'aide et sa politisation — préférerait que l'initiative vienne de la SdN.⁸ En avril 1921, la Commission mixte

³ Winston Churchill, *Aftermath*, New York, Columbia University Press, 1929, p. 274.

⁴ Procès-verbal de la Conférence pour la Russie, Genève, 15 et 16.8.1921, F.9501/5/104, doc. 124, GARF.

⁵ Une synthèse identique s'était déjà réalisée en 1918, à propos de la Grève générale, la presse de l'époque évoquant les deux fléaux du bolchevisme et de la grippe espagnole.

⁶ Fondée en février 1919 par l'administration démocrate du président W. Wilson pour aider au ravitaillement de l'Europe jusqu'à la signature de la paix, l'ARA est remplacée en juillet 1919 par l'American Relief Administration European Children's Fund (ARAECF), qui bénéficie du solde des crédits de l'ARA et de la collaboration de ses représentants. Cette nouvelle organisation intervient en Russie en reprenant l'ancien nom d'ARA, mais en tant que société d'œuvre privée qu'elle a prise avec le nom d'ARAECF.

⁷ Comité, séance du 10.5.1920, ACICR, cité par Charline Dekens, « Refaire de ces abandonnés des hommes. Le Comité international de secours à la Russie et la famine de 1921-1922 », Mémoire de licence, Université de Genève, 2002, pp. 34-35.

⁸ « Ador : le CICR a le désir de secourir les populations civiles mais jusqu'ici le CICR ne s'est jamais immiscé dans les guerres civiles. Il ne faut donc pas mettre l'accent sur les secours aux populations civiles, mais sur les prisonniers ; on ne peut engager le CICR sur le terrain de la participation aux guerres civiles avant que cette question importante ait été discutée à la Conférence de mars dont elle forme l'un des grands points. La misère du peuple russe provient surtout des guerres civiles ; cette question ne doit pas être amorcée maintenant car il ne faut pas placer les populations civiles sur le même pied que les prisonniers ainsi que le voudrait le Gouvernement des soviets ». Procès-verbal de l'entretien de Schlesinger et Draudt, 7.8.1920, cité par Dekens, « Refaire de ces abandonnés des hommes », p. 37.

(Commixte), formée des représentants du CICR et de la Ligue des Croix-Rouges, décline encore une fois la proposition de prendre la direction de l'aide à la Russie, se contentant de convoquer à Genève pour les 15 et 16 août 1921 une conférence internationale pour le secours à la Russie.

Au printemps, les Soviétiques, qui de leur côté craignent qu'une ingérence humanitaire ne serve de paravent à une nouvelle intervention militaire, sont encore opposés à l'entrée d'organisations étrangères sur leur territoire.⁹ Mais la crise gagne en ampleur et en intensité durant l'été. La Commission de secours aux ménages affectés par la mauvaise récolte, instituée en février 1921 pour organiser le ravitaillement, est ainsi remplacée le 18 juillet 1921 par la Commission centrale de l'aide aux affamés (TsK Pomgol) dont la présidence est confiée à Mikhaïl Kalinine, alors président du comité exécutif central des Soviets (VCIK). Relayée par des comités analogues dans chaque République et appuyée par des représentants des Commissariats concernés (agriculture, transports, finances, santé publique, commerce extérieur, etc.), cette commission se contente pourtant de coordonner et de contrôler les activités des pouvoirs locaux dont elle dépend sans disposer d'une structure propre.¹⁰ D'abord réticent à l'idée d'une aide extérieure, le pouvoir soviétique finit donc par y consentir, comprenant l'importance de celle-ci au moment où il essaie par les décisions de la Nouvelle politique économique (NEP) de stabiliser le régime en rétablissant les circuits économiques.¹¹ Ce tournant s'inscrit d'ailleurs dans le cadre d'une réorientation globale de l'attitude des Soviétiques à l'égard du monde extérieur. Même l'IC reconnaît, par l'adoption de la ligne du Front uni lors de son III^e congrès de l'été 1921, que la vague révolutionnaire en Europe est retombée. Dès ce moment, les grandes campagnes de solidarité en faveur de la Russie soviétique vont prendre le pas sur les offensives révolutionnaires des premières années. L'activité clandestine des Partis communistes n'est nullement interrompue, mais l'action publique des communistes vise désormais surtout à la conquête des masses et à la création d'un large mouvement d'opinion favorable à la Russie soviétique, ce qui nécessite un discours moins agressif, une orientation plus propagandiste que combattante, et même la collaboration avec des personnalités et des organisations non communistes.

Pour lancer la campagne internationale, les Soviétiques s'appuient sur le prestige du plus célèbre des écrivains russes, Maxime Gorki, qui, le 28 juillet 1921, lance au nom du Comité civil panrusse d'aide aux affamés un appel à toutes les personnes de bonne volonté d'Europe et des Etats-Unis. L'existence de ce

⁹ Le NKID recommande alors à Z. P. Soloviev, le président de la SRCR, de boycotter le CICR, F.9501/4/44, doc. 8, GARF.

¹⁰ Mironenko (Red.), *Putevoditel'*, Tom 2, p. 17.

¹¹ P. Biriukov attire par exemple l'attention de Bagotski sur le fait que la participation au CISR peut « nous permettre d'obtenir gratuitement des produits », S. J. Bagotski à CC SRCR, 24.5.1920, F.9501/6/8, doc. 27, GARF.

comité non gouvernemental composé de soixante-treize personnes, dont des intellectuels, des écrivains, des savants et des personnalités du monde politique, pour la plupart proches de l'opposition (le professeur Pokropovitch membre du Gouvernement provisoire, la comtesse Panina, la vieille révolutionnaire Vera Figner), sera de courte durée. Cinq semaines après sa fondation autorisée par le VCIK, lorsque les accords avec les organisations humanitaires internationales auront été signés, il sera dissout, ses membres arrêtés par la Tchéka, sauf Gorki et les quelques hauts fonctionnaires soviétiques (Kamenev et Rykov) qui y ont été associés.¹² Mais durant ce court laps de temps, les appels de Gorki à Anatole France, John Galsworthy, Gerhardt Hauptmann, Tomáš Masaryk, Upton Sinclair, Herbert George Wells, pour ne citer que les noms les plus connus, sont diffusés quotidiennement par les journaux, la radio et le télégraphe.

Dès les premiers jours de la mobilisation, les protagonistes ont conscience du dilemme inhérent à toute action humanitaire : en aidant la population ne vont-ils pas contribuer à la pérennisation d'un régime que pour la plupart ils honnissent ? La conférence internationale réunissant à Genève, du 15 au 16 août 1921, quatre-vingt-un délégués représentant douze Gouvernements, vingt et une sociétés nationales de la Croix-Rouge et vingt-sept associations bénévoles (parmi lesquelles l'Union internationale de secours aux enfants, les Quakers et le Secours juif) se fait l'écho de ces préoccupations. Les Russes blancs, représentés par le sénateur Gueorgui Witte et le docteur Lodygensky sont les plus hostiles. Le premier jour de la conférence, ils distribuent, avec l'accord de la Commixte, un document faisant porter aux bolcheviks la responsabilité de la famine. Les accusations ne sont pas moins violentes du côté du socialiste géorgien Khariton Chavichvili¹³, dont le pays est occupé par l'Armée rouge.¹⁴ Dans son intervention, celui qui se présente comme le délégué de la Croix-Rouge géorgienne en exil, souligne que « la Géorgie qui n'avait jamais connu la famine, a été complètement pillée par les envahisseurs ; les bolchevistes ont envoyé en Russie tout ce qu'ils ont trouvé, wagons, voitures, machines, meubles, chaussures, vêtements, médicaments, denrées alimentaires, etc. Le fléau, dont le peuple

¹² Michel Heller, « Premier avertissement : un coup de fouet. L'histoire de l'expulsion des personnalités culturelles hors de l'Union soviétique en 1922 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, n° 20 (2), avril-juin 1979, pp. 131-172.

¹³ Tamara Kubaneïschvili, "L'occupation de la Géorgie par les Bolcheviks (1921-1924) vue à travers les archives de Khariton Chavichvili", Mémoire de licence, Université de Genève, 2004.

¹⁴ Après la Révolution d'Octobre, le sud du Caucase (l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie) a proclamé son indépendance sous le nom de République indépendante de Transcaucasie. Si l'indépendance de ce territoire est confirmée le 3 mars 1918 par le traité de Brest-Litovsk, la nouvelle entité éclate rapidement en trois Etats souverains reconnus *de facto* par le conseil suprême des Alliés. En février 1921, l'occupation de Tiflis par l'Armée rouge met fin à l'indépendance de la Géorgie, qui est incorporée à la République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie. Cette République sera, en décembre 1922, l'une des parties constitutives de la nouvelle Union soviétique. Chavichvili, qui était membre de la mission chargée de faire reconnaître la République indépendante de Géorgie par la Suisse, fonctionne depuis comme représentant auprès de la SdN du Gouvernement géorgien en exil établi à Paris.

géorgien est victime, est complété par une armée étrangère de 120 000 hommes, fardeau qui pèse sur la population du pays. »¹⁵ Gustave Ador, qui préside la conférence, coupe court à cette discussion : « La Croix-Rouge n'a pas à rechercher les causes et les motifs de la misère dans laquelle la Russie est plongée. Elle s'interdit toute ingérence quelconque dans le domaine politique. »¹⁶ L'ami et adepte de Lev Tolstoï, Paul Biriukov, qui est revenu de Russie avec un mandat de représentant du Comité civil panrusse d'aide aux affamés constitué par Gorki, abonde dans ce sens, soulignant que « le Comité se place sur le même terrain que notre honorable président, c'est-à-dire apolitique. »¹⁷ Mais Ador est aussi soucieux d'obtenir du Gouvernement soviétique des assurances formelles, garantissant aux humanitaires une entière liberté d'action et de contrôle : « En outre, il me sera bien permis de dire à ces Messieurs [Bagotski et Biriukov] que nous comptons sur leur concours et sur leur appui pour obtenir, par leur haute intervention, du Gouvernement soviétique, les garanties nécessaires pour que les secours puissent être immédiatement envoyés. » Bagotski ne dit mot. Les Soviétiques, qui ne veulent prendre aucun engagement préalable, lui ont conseillé de se tenir à l'écart de la conférence.¹⁸ Au terme des discussions, la conférence confie à la Commixte le mandat de former le Comité international de secours à la Russie (CISR)¹⁹, avec à sa tête le haut-commissaire Fridtjof Nansen.²⁰ La VIII^e résolution de la conférence charge le haut-commissaire de se mettre immédiatement en rapport avec le Gouvernement soviétique pour que toutes facilités et garanties lui soient données pour accomplir son œuvre humanitaire. Elle déclare que l'exécution des décisions de la conférence est subordonnée aux garanties qui seront fournies par le Gouvernement soviétique.²¹

¹⁵ Procès-verbal de la conférence pour la Russie, Genève, 15 et 16.8.1921, F.9501/5/104, doc. 249, GARF.

¹⁶ *Ibidem*, doc. 124.

¹⁷ *Ibidem*, doc. 149.

¹⁸ Déclaration d'Ador : « Hasard veut que connaissances texte télégramme adressé par Litvinoff Riga à Bagotzky Berne et arrivé après Conférence recommandant Bagotzky pas prendre part Conférence Genève donnant prétexte qu'il est coupé de Russie et n'a pas eu temps obtenir mandat officiel et ajoute préférable action individuelle ou nationale à action internationale », Télégramme du CICR à de Watteville et Berdez du 18.8.1821, cité par Dekens, "Refaire de ces abandonnés des hommes", p. 55.

¹⁹ Marin Coudreau, « Le Comité international de secours à la Russie, l'Action Nansen et les bolcheviks (1921-1924) », *Relations internationales*, 2012/3, n° 151, pp. 49-61.

²⁰ La conférence de Genève a demandé au D^r Nansen et à Hoover d'assumer la charge de hauts-commissaires de l'action internationale de secours, mais Hoover, qui prend à ce moment la direction générale de toute l'aide américaine en Russie, décline la proposition. Carl-Emil Vogt, « Fridtjof Nansen et l'aide alimentaire européenne à la Russie et à l'Ukraine bolcheviques en 1921-1923 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2009/3, n° 95, pp. 5-12.

²¹ Procès-verbal de la 2^e séance plénière du 16.8.1921, cité par Dekens, "Refaire de ces abandonnés des hommes", p. 54.

Les exigences occidentales en matière de gestion indépendante des secours suscitent l'irritation de Lénine qui, soucieux de limiter les risques d'ingérence²², impose la création « d'une commission spéciale de membres du bureau politique : Kamenev, Trotski, Molotov (avec le droit de le remplacer par Tchitchérine) pour régler quotidiennement les questions posées par l'aide aux affamés venant d'Amérique et de la SdN. » Car, ajoute-t-il, « c'est là une partie très embrouillée qui se joue. La bassesse de l'Amérique de Hoover et du Conseil de la SdN est totale »²³. Bien que Lénine soupçonne l'ARA de servir de couverture aux services de renseignement américains²⁴, un premier accord est signé par le Gouvernement soviétique avec l'organisation américaine le 20 août, à la suite de discussions conduites à Riga par Maxime Litvinov. L'accord prévoit que l'ARA achemine de l'aide aux enfants dans des régions sélectionnées par le Gouvernement. En contrepartie, les Soviétiques leur garantissent la liberté d'action, l'envoi de délégués, la vérification des distributions. Une convention relativement similaire, mais avec la création d'une commission internationale exécutive composée d'un représentant de Nansen et d'un représentant du Gouvernement soviétique qui sera en définitive seul juge de la répartition des approvisionnements²⁵ est signée entre Nansen et Tchitchérine le 27 août, après sept jours de négociation.²⁶ Même si les Gouvernements occidentaux ont, à l'exception de l'Allemagne²⁷, préféré ne pas se compromettre directement en confiant à des organismes non gouvernementaux — l'ARA pour les Américains et le Comité Nansen pour les Européens²⁸ — le soin de négocier avec les Soviétiques, ces

²² La volonté d'ingérence économique est bien présente du côté des pays de l'Entente qui, focalisés sur le problème des réparations et des dettes interalliées, se rallient à l'idée d'un consortium international pour la reconstruction européenne qui débouchera sur les conférences de Cannes et de Gênes. Hostiles au consortium, les bolcheviks joueront des rivalités entre puissances pour signer avec l'Allemagne le traité de Rapallo.

²³ Lettre de Lénine à V. M. Molotov, au secrétaire du CCL du Parti et aux membres du BP, le 11.8.1921, Vladimir I. Lénine, *Œuvres complètes*, 4^e édition, Paris, Ed. Sociales, 1958-1970, vol. 45, pp. 234-235.

²⁴ Christopher Andrew, Vassili Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, Paris, Fayard, 2000, p. 57.

²⁵ Le poste de représentant plénipotentiaire des Soviets auprès de toutes les organisations étrangères de secours est d'abord confié à Alexandre Eyduk. Karl Lander, tchekiste d'origine lettonne, le remplace en juillet 1922.

²⁶ Le 31 décembre 1921, le CISR signera avec C. G. Rakovski, président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, un accord étendant à l'Ukraine les clauses de la Convention Nansen-Tchitchérine. Dekens, « Refaire de ces abandonnés des hommes », p. 58.

²⁷ Le 29 août 1921, Gustav Hilger signe avec L. B. Kamenev un accord pour une aide médicale allemande en Russie.

²⁸ Cette affirmation pourrait être relativisée par la création le 13 août 1921 d'une Commission internationale de secours à la Russie par le Conseil suprême des Alliés. Mais les membres de la commission n'ont pas de statut officiel afin d'éviter un précédent diplomatique. Et la Commission ne peut envoyer d'enquêteurs en Russie soviétique comme elle le souhaite. Les réticences sont les mêmes du côté de la SdN qui rejette la proposition de Nansen de créer un Haut Commissariat pour le secours aux affamés comme il en existait pour le rapatriement des prisonniers de guerre et le secours aux réfugiés russes. Non représentée officiellement à la conférence de Genève des 15 et 16 août, la SdN n'entrera pas dans la CISR. En fait, la contribution

deux accords marquent l'amorce d'un retour officiel de la Russie soviétique sur la scène diplomatique²⁹, même si cette entrée se fait par la petite porte. Ils constituent aussi, par le rétablissement des réseaux de transports et des circuits économiques internationaux un contexte favorable à l'application d'une première série d'accords commerciaux signés tout au long de l'année.³⁰

De retour de Moscou où il a participé à une séance du comité central de la SRCR consacrée à l'aide à la Russie³¹, Bagotski s'attelle d'abord à l'organisation de la campagne, en Suisse et à l'étranger, en particulier en Angleterre et sur le continent nord-américain où il parraine l'installation des nouveaux représentants de la Croix-Rouge russe. La principale difficulté pour ces délégués consiste à pouvoir intervenir publiquement dans le pays d'accueil, conformément à la XI^e résolution de la X^e conférence de la Croix-Rouge, afin d'entrer en contact avec les milieux de l'émigration russe. Bagotski leur explique la procédure pour obtenir l'autorisation des Croix-Rouges locales, leur fournit les saufs-conduits du CICR et interpelle le Comité pour qu'il soutienne leur installation. Mais la tâche principale de Bagotski, qui cumule désormais les casquettes de délégué de la SRCR, de représentant du département d'information du NKZ et de représentant des organisations soviétiques de secours en Suisse, consiste à pénétrer — par la constitution de réseaux d'influence et la diffusion de matériaux — les nombreuses institutions internationales, gouvernementales et non gouvernementales, établies ou représentées à Genève.

La reconnaissance de la SRCR par le CICR, obtenue le jour même de l'ouverture de la conférence d'aide aux victimes de la famine en Russie, lui ouvre les portes de la diplomatie genevoise. Bagotski, qui n'a pas participé aux discussions constitutives, laissant à Paul Biriukov le soin de le représenter officiellement, rejoint le Comité international de Secours à la Russie (CISR). Organisation, coordonnant l'action d'une multitude d'opérateurs, le CISR n'existe formellement que lors des deux conférences réunissant à Genève en janvier et septembre 1922 ses membres : les représentants des Gouvernements, des sociétés nationales de la Croix-Rouge et des associations privées et publiques. Dans ces assemblées, Bagotski retrouve « l'imposteur »³² Lodyginsky, qui figure sur la liste des représentants des Croix-Rouges nationales au titre de délégué de

de la SdN se résume à un document de seconde main intitulé « Rapport sur les conditions économiques de la Russie » (Genève, Société des Nations, 1922), reprenant à son compte les allégations de Lodyginsky sur les causes de la famine. Charline Dekens, "Refaire de ces abandonnés des hommes", p. 79 ; sur la France : Marin Coudreau, « La diplomatie française et la grande famine de 1921 en Russie », *Enquêtes et Documents*, n° 42, Rennes, PUR, 2012, pp. 65-91.

²⁹ Voir sur ce point l'article précurseur de Wladimir Berelowitch, « La diplomatie de la famine », *L'Express*, 1985, 23.8.1985, pp. 40-45.

³⁰ La liste des pays où la Russie soviétique a des délégations commerciales à la fin de 1921 comprend l'Allemagne, l'Autriche, l'Estonie, la Finlande, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège, la Perse, la Pologne, la Suède, la Tchécoslovaquie et la Turquie.

³¹ Notes de S. J. Bagotski sur la séance du 21.9.1921 du CC SRCR, F.3341/4/52, doc. 2, GARF.

³² Z. P. Soloviev à CICR, 12.1.1922, F.9501/6/10, doc. 46, GARF.

l'ancienne Croix-Rouge russe, et Chavichvili, qui « se considère ici comme le représentant du Gouvernement et de la Croix-Rouge géorgienne ». ³³ Lodygensky, dont la présence a suscité une protestation officielle de Moscou au CICR, est le plus virulent : « Au sujet du Gouvernement des Soviets, je ne suis pas assez naïf pour admettre que le CISR peut obtenir de lui la suppression de sa propagande de destruction à l'étranger qui lui coûte si cher, ou la démobilisation d'une grande partie de son Armée rouge [...]. Tandis que Nansen, avec un dévouement admirable, s'efforce de sauver des millions de vies humaines à Saratov, un autre million de malheureux est voué à la mort dans les camps de concentration et dans les prisons. [...] Pour résumer, afin que le Haut-Commissaire puisse agir utilement, il faudrait obtenir du Gouvernement soviétique la libération du plus grand nombre d'otages. On pourrait ainsi sauver de la famine les otages libérés et nous disposerions de nouvelles ressources pour l'action dans la région de la Volga. » ³⁴

Sèchement interrompu par Frick, qui déplore qu'un Russe « apporte dans cette salle cette atmosphère politique détestable », Lodygensky réitère ses attaques lors de la seconde conférence de septembre 1922 : « Tandis que vous ne ménagiez ni votre dévouement, ni vos efforts, ni votre générosité, les bolchevistes ont fait leur possible pour entraver votre œuvre, décourager les donateurs et se rendre ainsi responsables de la mort voulue de plusieurs millions de citoyens russes dont le sauvetage a dépassé vos possibilités. » Mais il en fait trop. Georges Werner qui préside la séance à la place d'Ador est obligé d'intervenir :

« Je voudrais éviter des discussions qui auraient un caractère plutôt pénible et je voudrais dire à Lodygensky ce que j'aurais dû lui dire tout à l'heure, c'est que, évidemment, quelques paroles qu'il a prononcées n'auraient pas dû être prononcées dans cette assemblée dans laquelle nous ne faisons pas de politique. Par conséquent je demande à Lodygensky s'il est d'accord pour que les paroles qu'il a prononcées et ayant un caractère politique ne figurent pas dans le procès-verbal, sinon je suis obligé de donner la parole à Monsieur le représentant de la SRCR pour qu'il expose son point de vue.

Lodygensky : J'ai exposé très clairement les événements, non d'un point de vue politique, mais d'un point de vue absolument moral.

Werner : Vous pouvez donner toutes les appréciations morales que vous voudrez mais dans une autre assemblée que celle-ci qui n'est appelée à se prononcer que sur des questions de secours. Je vous prie de répondre à ma question : êtes-vous d'accord pour que les paroles prononcées ayant un caractère politique ne figurent pas dans le procès-verbal ?

Lodygensky : Non, j'insiste.

Werner : Alors je donne la parole à Bagotski. »

³³ S. J. Bagotski à Croix-Rouge géorgienne, 23.4.1926, F.3341/6/348, doc. 118, GARF.

³⁴ Procès-verbal de la conférence du CISR tenue à Genève les 25 et 26 janvier 1922, 2^e séance, F.9501/6/30, doc. 108, GARF.

Ce dernier, qui a compris que le CICR veut avant tout éviter les drames politiques, « décline la proposition. »³⁵ Dans le cadre feutré des salons diplomatiques genevois la retenue de Bagotski finit par susciter plus de sympathie que les attaques répétées de ses adversaires.³⁶

L'organe exécutif du CISR est le Haut-Commissariat pour le secours à la Russie, confié à Nansen et à son adjoint Frick ; c'est lui qui centralise l'information, mène les négociations et contrôle le ravitaillement. Son secrétariat, établi à Genève, est confié à Georges Vaucher. En novembre 1922, Bagotski annonce fièrement à Moscou le renforcement de l'influence soviétique sur l'exécutif du CISR grâce à l'entrée de son collaborateur, A. Starobinski, au sein du secrétariat de Genève. « Il est chargé du travail d'agitation en faveur du secours médical. En trois semaines, tout le travail s'est concentré entre ses mains. Ils lui ont transmis tous les contacts du secrétariat. Il rédige maintenant un mémorandum médical. Tout se fait sous mon contrôle direct. »³⁷ Même phénomène en Allemagne, où « le travail d'achat du Comité est concentré entre les mains de Goldenberg [le délégué de la Croix-Rouge soviétique], Frick ne faisant office que de conseiller »³⁸. Le chef du bureau de l'aide à la Russie de Berlin, également responsable de la Croix-Rouge allemande pour l'Europe orientale, est lui-même une vieille connaissance. Socialiste de gauche, Moritz Schlesinger a coopéré avec les Soviétiques pour le rapatriement des prisonniers de guerre russes.

Les Soviétiques ont aussi d'excellentes relations avec l'Union internationale de secours aux enfants (UISE), qui est la composante la plus importante du CISR, et l'une des premières à avoir considéré qu'il ne serait pas possible d'aider la population sans collaborer avec le Gouvernement. Fondée en janvier 1920 — avec la participation du CICR³⁹ — par le Comité international de secours aux enfants, créé la même année à Berne, et le fonds Save The Children (SCF), apparu en Angleterre en 1919 à l'initiative d'Eglantyne Jebb⁴⁰, l'UISE entend coordonner l'action des institutions spécialisées dans l'aide aux enfants en centralisant les informations, la collecte et la répartition des fonds, et en établissant des programmes d'aide aux enfants abandonnés ou dans le besoin.⁴¹ « A la dif-

³⁵ Procès-verbal de la conférence du CISR du 20.9.1922, F.9501/5/104, doc. 76, GARF.

³⁶ En février 1922, Lodygensky se plaindra auprès de la Commixte que son intervention du 26 janvier a été adoucie dans le procès-verbal. Il demandera, en vain, une rectification. Lodygensky à secrétariat Commixte, 13.2.1922, F.9501/6/36, doc. 95, GARF.

³⁷ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 18.12.1922, F.9501/5/44, doc. 30, GARF.

³⁸ *Idem*.

³⁹ La composition du comité d'honneur de l'Union, dans lequel siègent Gustave Ador, Hjalmar Branting, Lord Robert Cecil et Giuseppe Motta, témoigne des liens existant avec le CICR et, plus tard, la SdN.

⁴⁰ Clare Mulley, *The Woman Who Saved the Children*, Oxford, Oneworld Publications, 2009.

⁴¹ Sur l'UISE: James Muckle, « Saving the Russian Children: Material in the Archives of Save The Children Fund relating to Eastern Europe in 1920-1923 », *Slavonic and East and European Review*, 68(3), 1990, pp. 507-511 ; Patricia T. Rooke et Rudy L. Schnell. « "Uncramping child life": international children's organisations, 1914-1939 », Paul Weindling (ed.), *International Health organisations and movements, 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 ; Jean-Pierre

férence de son Gouvernement, Miss Jebb était dépourvue de tout préjugé politique, elle fut toujours du côté des enfants [...] et particulièrement loyale à l'égard de l'URSS. »⁴² Revendiquant un statut de totale neutralité, l'UISE est le premier comité international auquel s'est joint Bagotski, en février 1920, bien qu'à titre privé. A partir de 1921, le délégué soviétique participe systématiquement aux activités de l'UISE, à ses congrès et à ses conférences, en Suisse comme à l'étranger. Et lors du décès de sa présidente en 1928, il proposera outre « l'envoi de couronnes, de donner son nom à une institution soviétique de l'enfance. »⁴³ Une autre composante de la CISR est la Conférence universelle juive de secours (CUJS), dont l'importante aide s'oriente exclusivement en direction de l'Ukraine. Malgré quelques tensions, provoquées par le fait que les Soviétiques s'inquiètent des réactions des populations ukrainiennes à l'égard d'une aide apportée aux seuls Juifs, les relations entre la CUJS et les Soviétiques seront très fructueuses. Toutes les négociations avec la CUJS, dont le président en Suisse est Boris Lifschitz — un communiste Suisse d'origine ukrainienne, qui fut un temps jurisconsulte de la mission Berzine, puis avocat à Berne —, se font par l'intermédiaire de Starobinski qui représente aussi la Croix-Rouge ukrainienne au sein du Comité Nansen.⁴⁴

Les relations avec les organisations intergouvernementales sont nettement moins conviviales, bien que Bagotski semble avoir été rapidement convaincu de la possibilité pour les Soviétiques de collaborer avec la SdN en y envoyant un observateur au bénéfice des mêmes droits que celui des Etats-Unis.⁴⁵ Pour les Soviétiques, la SdN⁴⁶ qu'ils dénomment « Ligue des nations de Versailles, à laquelle ne participent ni les Russes, ni les Allemands, ni les Américains, n'est que le porte-voix de la volonté exclusive des Etats vainqueurs de la guerre mondiale et d'un groupe d'Etats qui sont leurs amis, et en tant que telle son activité est dirigée de préférence vers l'oppression des pays vaincus et des Etats

Gaume, « L'Union internationale de secours aux enfants », *Gustave Ador. 58 ans d'engagement politique et humanitaire*, Genève, Fondation Gustave Ador, 1996, pp. 439-484 ; Vanessa Ecuyer, « De la guerre à la guerre : l'UISE et la protection de l'enfance », Mémoire de licence, Université de Genève, 2006 ; Joëlle Droux, « L'internationalisation de la protection de l'enfance : acteurs, concurrences et projets transnationaux (1900-1925) », *Critique internationale* 2011/3, n° 52, pp. 17-33.

⁴² S. J. Bagotski à CC SRCR, décembre 1928, F.3341/6/350, doc. 27, GARF.

⁴³ *Idem*.

⁴⁴ La Croix-Rouge d'Ukraine soviétique est fondée en avril 1918. A partir de novembre 1922, elle dispose d'un représentant à Genève en la personne d'A. Starobinski. S. J. Bagotski à Starobinski, 1.2.1923, F.9501/6/43, doc. 465, GARF.

⁴⁵ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 20.2.1924, F.9501/6/57, doc. 149, GARF.

⁴⁶ Sur les relations de l'URSS et la SdN : Kathryn W. Davis, *The Soviet at Geneva. The USSR at the League of Nations, 1919-1933*, Thèse de doctorat, Université de Genève, Chambéry, Imprimeries réunies, 1934 ; Ingeborg Plettenberg, « The Soviet Union and the League of Nations », *La Société des Nations : rétrospective*, Berlin, Walter de Gruyter, 1983, pp. 144-181 ; Jean-François Fayet, « La Genève de la SdN vue de Moscou », *Genève et la paix. Acteurs et enjeux. Trois siècles d'histoire*, Genève, Association « Genève : un lieu pour la paix », 2005, pp. 271-295.

de second ordre.»⁴⁷ Les contacts se limiteront longtemps au minimum, dans le cadre de missions provisoires, comme le retour des prisonniers de guerre et l'aide aux réfugiés, ou dans des domaines spécifiques, dits techniques. La collaboration est par exemple excellente avec la Commission des épidémies de la SdN au sein de laquelle se distingue le jeune bactériologiste polonais Ludwik Rajchman.⁴⁸ En charge de la lutte contre les épidémies en Pologne — un pays aux frontières alors très perméables, particulièrement touché par la vague des épidémies d'après-guerre, notamment celle du typhus exanthématique en provenance de Russie⁴⁹ — Rajchman est très tôt convaincu de la nécessité pour son pays et pour l'Europe d'intégrer les Soviétiques aux programmes internationaux de santé publique. Dès son premier passage à Genève, en janvier 1920, il demande à Bagotski d'intervenir auprès de son Gouvernement pour la signature d'une convention sanitaire avec la Pologne.⁵⁰ Ce projet est d'abord empêché par la guerre polono-soviétique de 1920, mais en octobre 1921 Rajchman, accompagné d'un autre membre de la Commission des épidémies, se rend à Moscou pour s'entretenir avec le commissaire du peuple à la Santé publique, Semachko.⁵¹ Sans complaisance à l'égard des Soviétiques, le rapport des deux experts ouvre toutefois la porte de la Russie aux actions humanitaires internationales. Le Comité de la santé et l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations, dont Rajchman est respectivement le secrétaire et le directeur, lancent dès leur création en 1922 un vaste programme de santé publique avec la participation de l'Union Soviétique. Des médecins et d'autres scientifiques soviétiques sont ainsi invités à la Conférence de la santé organisée par la SdN à Varsovie du 20 au 28 mars 1922 pour contrôler la propagation des épidémies. Profitant de leur participation à la première conférence de l'après-guerre réunissant tous les pays européens, les Soviétiques tenteront, mais en vain, de négocier directement avec les Gouvernements, puis d'obtenir que le programme de Varsovie soit appliqué par une commission sans lien avec la SdN.⁵² Par la suite, Rajchman facilitera aussi le rapprochement des Soviétiques avec la Genève internationale en leur fournissant des invitations pour des visas.

À la SdN même, les Soviétiques ont quelques contacts avec le major M. J. Johnson, haut-commissaire adjoint de la SdN pour les réfugiés russes, avec le hollandais Tietse Pieter Sevensma, directeur de la Bibliothèque de la

⁴⁷ Z. P. Soloviev au CICR, 10.1.1923, F.9501/6/53, doc. 104, GARF.

⁴⁸ La commission, dont le statut est provisoire jusqu'en 1923 pour ne pas heurter l'Office international d'hygiène publique établi à Paris depuis 1907, est composée de Rajchman et de deux Britanniques. Sa première mission consiste à rassembler l'ancien matériel de guerre disponible et à l'envoyer en Pologne. Marta Aleksandra Balinska, *Une vie pour l'humanitaire. Ludwik Rajchmann (1881-1965)*, Editions La Découverte, Paris, 1995.

⁴⁹ Sur ce sujet : Renata Szewczyk, "La gestion de la crise sanitaire en Pologne d'entre-deux-guerres. L'exemple du typhus", Mémoire de licence, Institut européen de Genève, 2008.

⁵⁰ L. Rajchman à S. J. Bagotski, s. d., F.9501/6/31, doc. 21, GARF.

⁵¹ Szewczyk, "La gestion de la crise sanitaire en Pologne d'entre-deux-guerres", p. 100.

⁵² *Ibidem*, pp. 86-88.

SdN et avec le pacifiste Philip John Noel-Baker. Membre du secrétariat, ce quaker pratiquant est l'assistant de Lord Robert Cecil (l'un des rédacteurs du pacte de la SdN⁵³), puis le proche conseiller de Fridtjof Nansen, avant de devenir le secrétaire particulier du secrétaire britannique aux Affaires étrangères en charge de la conférence du désarmement.

Bagotski entretient aussi d'assez bons contacts avec Albert Thomas, le président du BIT, qui est favorable au rapprochement de son institution avec la nouvelle Russie. Ce socialiste français, ancien ami de Rakovski, mais très critique à l'égard de la terreur bolchevique et du désordre qui en a découlé en Russie, se proposera à plusieurs reprises d'intervenir en faveur des Soviétiques sur des questions techniques et administratives. Il envisagera aussi, lors de la préparation de son voyage en Chine par Moscou, l'implantation d'un correspondant du BIT en URSS, comme il en existe à Bruxelles, Budapest ou Varsovie, mais la démarche n'aboutira pas.⁵⁴ Les contacts se limiteront donc longtemps à l'échange de livres.⁵⁵

Après de ces personnes et dans ces différentes instances, Bagotski et ses collaborateurs s'efforcent de crédibiliser le travail des autorités soviétiques en diffusant de l'information « objective ». « Je participe à une multitude de conférences, j'envoie beaucoup de matériel »⁵⁶, écrit-il dans ses rapports au siège de Moscou. Mais la tâche est très difficile, tant les informations les plus folles circulent sur la Russie. « Il est indispensable d'informer sur la situation réelle, particulièrement si l'on pense à toutes les sornettes publiées par la presse bourgeoise sur la Russie. La presse raconte par exemple qu'à Petrograd les médecins envoient les personnes atteintes de syphilis à la police où elles sont fusillées, ou que 200 enfants envoyés dans une colonie estivale ont été noyés dans la Mer noire, ou encore que le taux de mortalité infantile serait supérieur à 90 %. Même les institutions neutres sont obligées de reconnaître, et cela dans le meilleur des cas, qu'elles n'ont aucune donnée relative à la Russie. Ainsi, lors de l'exposition de l'UISE, à l'occasion du congrès de la Croix-Rouge à Genève, les diagrammes sur les besoins de l'enfant plaçaient la Russie en première place, avec un point d'interrogation, au lieu de dire qu'ils n'avaient pas d'information. Il convient donc d'accorder maintenant une attention très sérieuse à l'envoi de matériel. [...] Mes contacts personnels en Suisse et dans d'autres pays me per-

⁵³ Lord Cecil participera en 1936, avec Philip John Noel-Baker et le très soviétophile ministre français Pierre Cot, à la fondation du Rassemblement universel pour la paix (RUP), proche des communistes.

⁵⁴ Bertus Willem Schaper, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960 ; Denis Guérin, *Albert Thomas au BIT (1920-1932). De l'internationalisme à l'Europe*, Europa études 2-1996, Institut européen de l'Université de Genève, décembre 1996, pp. 29 et 57 (www.unige.ch/ieug/publications/euryopa/guerin.pdf).

⁵⁵ Le Commissariat du peuple au travail rejoindra le BIT en 1934, à la faveur de l'adhésion de l'URSS à la SdN.

⁵⁶ S. J. Bagotski à CC SRCR, 30.6.1923, F.9501/6/33, doc. 3, GARF.

mettront d'utiliser ce matériel pour des publications dans la presse spécialisée et bourgeoise. [...] Il serait aussi très bien de recevoir des articles scientifiques, signés par des personnalités reconnues dans le monde scientifique.»⁵⁷ En plus du *Bulletin de presse de la Commission de la Croix-Rouge russe en Suisse*, édité mensuellement en trois langues depuis l'été 1921, Bagotski, en allemand, et son secrétaire A. Starobinski, en français, vont dès lors inonder les institutions internationales et les revues spécialisées⁵⁸ de statistiques, de notes informatives et d'articles sur le travail du NKZ, l'œuvre de secours de la SRCR et d'autres organisations soviétiques, grâce au matériel fourni par les différentes institutions et organismes concernés par la santé publique en Russie et en Ukraine soviétiques.⁵⁹ Les articles de la SRCR sont particulièrement nombreux dans le *Bulletin de l'UISE*⁶⁰, mais l'information n'est pas moins relayée par les publications du CICR, de la Ligue des Croix-Rouges, du Comité d'hygiène de la SdN et bientôt du CISR de Nansen.

Le travail de Starobinski est une fois de plus loué : « Sa participation aux activités du centre d'agitation a pour nous une grande importance. En contact permanent avec moi, c'est lui qui dirige tout le travail d'agitation, élabore les appels, rédige les bulletins et les mémoires, prépare tout le matériel pour la presse. Tout le travail d'exécution se concentre dans ses mains. Cela nous permet de transmettre à nos délégués les contacts de Nansen. »⁶¹ C'est à son initiative que le secrétariat de Nansen édite et distribue 15 000 exemplaires d'une brochure traduite en trois langues intitulée *La famine en Russie et ses conséquences d'un point de vue médico-sanitaire*.⁶² En tant que rédacteur d'une revue de vénéréologie éditée à Paris⁶³, il est aussi en contact avec toute une série de revues médicales — comme *Les Annales médico-psychologiques*, *La Revue de microbiologie*, *La Revue de physiologie médico-sociale* — ce qui permet aux Soviétiques d'élargir le spectre de leurs interlocuteurs dans le milieu médical francophone. Car les compétences de Starobinski ne sont pas que linguistiques. Alors que Bagotski intervient sur le

⁵⁷ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 28.4.1921, F.3341/3/55, doc. 57, GARF.

⁵⁸ Parmi celles-ci : *Le Bulletin de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge*, *Le Bulletin mensuel de l'Office international d'hygiène publique*, *Le Bulletin de l'UISE*, *La Revue internationale de la Croix-Rouge*, *L'Hebdomadaire médical suisse*, *La Revue suisse de médecine*, *La Revue médicale de Suisse romande*, *Praxis*, *La Presse médicale*, *Scapfel*, *Tijdschrift voor Praktische Verleskunde*, *Zentralblatt für die gesamte Tuberkuloseforschung*.

⁵⁹ Très typique est, à cet égard, le n° 7, 25.1.1922, du bulletin de la SRCR consacré à « L'œuvre de secours en faveur des affamés » de la SRCR et d'autres organisations, dont la seconde partie ne porte que sur l'Etat soviétique.

⁶⁰ Ainsi pour la seule année 1921 : « Rapport du Dr Bagotski sur la protection de la maternité et de l'enfance », n° 5/6, 20-28.2.1921, pp. 73-75 ; « L'organisation soviétique de l'assistance aux enfants », n° 10, 1921, pp. 129-130 ; « L'action des autorités soviétiques en faveur de l'enfance », n° 28, 1921, pp. 347-349 ; « Communiqués du Dr Bagotski, délégué de la Croix-Rouge soviétique à Berne », n° 31, 1921, p. 413 ; « Une semaine de l'enfance en Russie », n° 13, 1921, pp. 212-216.

⁶¹ S. J. Bagotski à E. A. Korovine, 20.12.1922, F.3341/5/80, doc. 13, GARF.

⁶² Rapport de S. J. Bagotski à NKZ, 1924, F.5283/6/837, doc. 177, GARF.

⁶³ *Annales des maladies vénériennes*.

typhus exanthématique, les épidémies en général et la protection de l'enfance, Starobinski publie de son côté les premières études sur les soins apportés aux malades mentaux en URSS.

Les acteurs humanitaires ne sont toutefois pas dupes : « Dénaturer les faits et fausser les témoignages, tout cela est à l'ordre du jour. A cause de ces circonstances, il faut se servir des nombreuses données statistiques avec beaucoup de prudence et en y appliquant différents coefficients de vérification. Ceux-ci donnent lieu à des jugements arbitraires et ce n'est pas étonnant que différentes organisations soviétiques présentent des estimations différentes de la mauvaise récolte en se basant pourtant sur les mêmes données fondamentales. »⁶⁴ Chaque intervenant dans le champ de la campagne éditée d'ailleurs, à destination des journalistes, des donateurs et des conférenciers, son propre *Bulletin d'information* ou sa *Feuille de propagande*, les deux expressions étant dans le contexte de l'époque interchangeables.⁶⁵ En 1922, le Haut-Commissariat se décide ainsi à constituer son bureau de propagande, placé sous la tutelle du secrétaire du CISR à Genève, Georges Vaucher. Son bulletin, *Informations*, s'ajoute à la longue liste des publications éditées par le BIT, le CICR, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, l'UISE...

Mais ce sont les Soviétiques qui vont progressivement gagner cette bataille de l'information. « Les succès obtenus par le NKZ dans la diffusion de l'information sont tels que la presse quotidienne a cessé de publier dans ce domaine des articles orduriers. [...] Même les organisations conservatrices comme le CICR et l'UISE avec lesquelles je suis entré en contact », écrira Bagotski ultérieurement, « ont dû accepter de publier nos articles. »⁶⁶ Les Soviétiques en profitent aussi pour faire passer des messages politiques à usage interne, comme lorsqu'ils soulignent que « l'unique façon de faire disparaître à jamais la famine est d'organiser l'agriculture sur la base des principes communistes », ou lorsqu'ils en appellent à « l'union des ouvriers et des paysans. » Ils accordent surtout beaucoup d'attention à ne pas laisser aux organisations bourgeoises le monopole de la campagne, en favorisant la constitution d'un réseau de secours spécifiquement orienté en direction de la classe ouvrière : le Comité international pour l'organisation de l'aide des travailleurs à la famine en Russie, qui deviendra ultérieurement le Secours ouvrier international (SOI). Fondé à Berlin, le

⁶⁴ Rapport de W. Wehrin au CICR, envoyé à F. Nansen le 20.10.1921. Cité par Dekens, "Refaire de ces abandonnés des hommes", p. 108.

⁶⁵ Le n° 28 du *Bulletin de l'UISE* (février 1921) porte significativement le sous-titre suivant : *Feuille de propagande*.

⁶⁶ S. J. Bagotski à VOKS, 22.11.1927, F.9501/1/156, doc. 204, GARF. Cela suscite d'ailleurs la colère de l'EIA qui dénonce ce qu'elle appelle « une complaisance inconcevable de la part du comité international à l'égard de la Croix-Rouge soviétique » dans le fait que celui-ci ouvre les colonnes de la *Revue internationale de la Croix-Rouge* à la propagande du « camarade Bagotzky ». [Prob. Georges Lodyginsky, « Critique de la politique du CICR vis-à-vis de la Croix-Rouge soviétique »], Activité du bureau permanent, conférences et articles, 1925-1929, AEIA.

12 septembre 1921, à l'initiative du comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC), lors de la conférence internationale des comités nationaux de secours à la Russie affamée réunie dans le prolongement de l'appel international lancé par Gorki, cette « organisation humanitaire de solidarité prolétarienne » comme la qualifie les communistes, souvent dénommée Croix-Rouge prolétarienne, doit faire contrepoids aux organisations philanthropiques bourgeoises dans la campagne. « Il s'agit en premier lieu de cacher le grand ennui ressenti par les partis extrémistes de ce que les milieux bourgeois et capitalistes ont déjà commencé un travail effectif et utile en Russie »⁶⁷, rapporte le délégué du CICR et représentant de Nansen à Berlin à la suite de la réunion fondatrice du SOI. « Avant d'ouvrir la séance, le comité Münzenberg a tenté un coup fort habile, à savoir d'inviter les comités bourgeois à se laisser élire membres du bureau. C'est ainsi qu'il proposait Clara Zetkin, la personnalité bien connue du Parti communiste, comme présidente et comme vice-présidents, un délégué de la Croix-Rouge allemande, un délégué des syndicats socialistes et moi-même. Il va sans dire que j'ai déclaré n'avoir aucun mandat pour accepter cette nomination et de ce fait, tout le plan est tombé à l'eau ; il a été nommé un bureau, composé de quatre communistes et du représentant des syndicats. »⁶⁸ S'il ne parvient pas à rassembler sous son étendard les sociétés philanthropiques « bourgeoises », le SOI joue néanmoins, grâce au talent de Willi Münzenberg, un rôle déterminant dans la campagne, en particulier dans sa dimension propagandiste. L'image de la Russie construite à l'étranger par les médias de Münzenberg est celle de l'art, de la culture, de la science et d'un « nouveau mode de vie », le *novyi byit'* soviétique, qui réinvente la quotidienneté ouvrière. Le retournement de l'opinion publique internationale est immédiat : l'image des enfants faméliques remplace en quelques mois celle de l'homme au couteau entre les dents. Puis ce sera celle d'une Russie en reconstruction, studieuse, presque normalisée, et surtout pacifique.

Cette campagne en faveur de la Russie affamée marque, par la fusion des pratiques traditionnelles de la philanthropie bourgeoise d'inspiration religieuse avec celles, moins traditionnelles, de la Russie révolutionnaire configurées à l'exportation par Münzenberg, la naissance de l'humanitaire moderne.⁶⁹ Outre l'importance des moyens, la modernité réside dans la dimension mondiale de la campagne, l'utilisation de célébrités, la diversité des supports médiatiques et enfin la pérennisation de l'aide sous de multiples formes. Le centre de la campagne est Berlin. Base des opérations de la CISR, la capitale allemande est la seule métropole disposant d'un représentant plénipotentiaire soviétique en la

⁶⁷ Lettres de Watteville à la commission des missions et au CISR du 21.11.1921, O Commixte II/5, Secours à la Russie, vol. 8, ACICR, cité par Dekens, « Refaire de ces abandonnés des hommes », p. 122.

⁶⁸ Extrait de la lettre confidentielle de Watteville au CICR pour le CISR, du 15.12.1921, cité par Dekens, « Refaire de ces abandonnés des hommes », p. 132.

⁶⁹ « Münzenberg invente la communication politique moderne », Alain Dugrand et Frédéric Laurent, *Willi Münzenberg. Artiste en révolution (1889-1940)*, Paris, Fayard, 2008, p. 111.

personne de Victor Kopp⁷⁰ et le lieu où se déroulent les manifestations grandioses organisées par Münzenberg qui donnent le ton à la campagne. C'est à Berlin que le SOI crée ses propres studios de cinéma comme Mejrabpom-Film⁷¹, ses maisons d'édition comme Neuer deutscher Verlag (qui publie le journal théorique du SOI, *Rote Aufbau*, puis une publication consacrée à la défense de l'URSS, *Sowjetrußland im Bild*) et, par le biais de son conglomérat Aufbau Industries & Handels Aktion Gesellschaft, fabrique de nombreux produits artisanaux destinés à la vente en Allemagne et à l'étranger.⁷² C'est aussi à Berlin que se réunissent en février 1922, puis à nouveau en juin et en décembre, les représentants de la SRCR — Bagotski, Goldenberg, Polovtseva, Sheftel, parfois même Doubrovski — et le représentant de la Croix-Rouge ukrainienne en Allemagne, M. R. Vassiliev, sous la direction d'Olga Kameneva. En charge de la centralisation de toutes les informations relatives à la famine, Kameneva coordonne leurs activités, notamment pour les bulletins de la SRCR qui sont édités à Berlin.

Si la campagne a un centre, elle se caractérise surtout par sa dimension internationale. Le SOI conserve son siège principal à Berlin, mais il aura rapidement des filiales dans la plupart des pays de l'hémisphère nord, et dans les principales villes de Suisse.⁷³ La SRCR dispose pour sa part, dès 1921, de représentants dans une dizaine de pays sur trois continents. Les conditions de travail de ces représentations sont assez différentes selon les pays : « En Suisse, où la commission de la Croix-Rouge russe travaille depuis trois ans et demi, où le nombre des Russes est peu considérable et où nous connaissons depuis longtemps les cercles russes dont nous pouvons espérer le concours, nous pouvons travailler en nous adressant personnellement à ces cercles sans nous servir de l'emblème de la Croix-Rouge. C'est pourquoi, afin de ne pas compliquer nos relations avec la Croix-Rouge suisse, nous avons consenti à ne pas mener notre action publiquement sous l'emblème de la Croix-Rouge et nous nous bornons à organiser des groupes privés avec lesquels nous sommes en contact, en coordonnant leur action avec le travail de la Croix-Rouge suisse. »⁷⁴

Bagotski, qui dispose d'un petit réseau en France voisine, en profite aussi pour faire les marchés de Noël, notamment à Lyon, où le député-maire, le radical Edouard Herriot, a mobilisé le comité de la foire de la ville en faveur de l'aide à la Russie. Son contact sur place, Jean Nierovietsky, est en relation avec des entreprises locales pour la fabrication de jouets artisanaux « russes »⁷⁵ qui

⁷⁰ Chargé de négocier l'échange des prisonniers, Kopp bénéficie dès juillet 1920 d'un véritable statut diplomatique avant même la signature du traité de Rapallo.

⁷¹ Vance Kempley Jr, « The Workers' International Relief and the Cinema of the Left 1921-1935 », *Cinema Journal*, Vol. 23, n° 1 (Autumn 1983), pp. 7-23.

⁷² S. J. Bagotski à SOI, 30.12.1922, F.9501/5/44, doc. 35, GARF.

⁷³ Le bureau suisse du SOI, Arbeiterhilfskomitee für hungernde Russland, est établi à Zurich : Ottikerstrasse 35, puis dès 1922 Neumarkt 5.

⁷⁴ S. J. Bagotski à CICR, 7.2.1922, F.9501/6/36, doc. 100, GARF.

⁷⁵ J. Nierovietsky à S. J. Bagotski, 12.1.1923, F.9501/6/43, doc. 282, GARF.

seront vendus au profit de la SRCR. « Mais », ajoute-t-il, « attention à ne pas envoyer de produits coûteux. Les Français sont très avares de leurs sous. »⁷⁶

En Angleterre, aux Etats-Unis et au Canada, les Gouvernements craignent que la campagne en faveur des affamés ne serve de prétexte aux Soviétiques pour entrer en relation avec les populations locales. Ils refusent donc d'accréditer les missions de la Croix-Rouge russe. Pour contourner l'interdiction, les délégués encouragent, sur les conseils de Bagotski, la fondation de comités privés dont la présidence est confiée à des nationaux du pays concerné. Ainsi émergent le Medical Aid Committee for Sufferers from the Russian Famine à Londres et, en Amérique du Nord, l'American Federated Russian Famine Relief Committee (l'Amfedkom), l'American Committee for Relief of Russian Children et le Canadian Committee for Relief of Russian Children. Outre les Gouvernements, ce sont parfois les Croix-Rouges locales qui s'opposent à ces nouveaux concurrents : un médecin suisse, L. S. Schanzer, directeur du comité suisse d'action pour les affamés de Russie à Interlaken, est par exemple dénoncé par la Croix-Rouge suisse dans la presse⁷⁷ et poursuivi en justice par le Tribunal d'Interlaken pour avoir organisé, sans autorisation des autorités cantonales, une assemblée afin de rassembler des fonds en faveur des affamés. Par une décision du 5 janvier 1922, la direction de la police du canton de Berne interdit à Schanzer de faire du porte-à-porte pour récupérer des dons, car cela « porterait ombrage à l'action entreprise en ce sens par la Croix-Rouge suisse »⁷⁸.

Mais en Allemagne, en Finlande, où les collectes sont coordonnées par les représentants commerciaux, et en Autriche, où la campagne se fait en collaboration avec la Croix-Rouge autrichienne et l'Osterreichische Kunsthilfe für die Hungernden in Russland, avec l'assistance du Gouvernement autrichien et du comité de la ville de Vienne⁷⁹, la dynamique collective joue parfaitement. Par cette diversité d'acteurs, certains plus spécifiquement orientés vers les milieux religieux, d'autres vers les milieux politiques ou professionnels, la campagne parvient à toucher toutes les catégories sociales, la plus grande partie du spectre politique, et les différentes générations, des enfants organisant des collectes dans les écoles, aux personnes âgées sollicitées par le porte-à-porte. Aux appels généraux s'ajoutent des appels visant des catégories spécifiques, comme celui lancé par Nansen le 16 mai 1922 en faveur des intellectuels russes, pour lesquels sera mis en place un service particulier de colis privés. Professeurs et étudiants utilisent leurs réseaux traditionnels — comme l'Entraide universitaire européenne à laquelle collabore la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants, l'organisation internationale des étudiants catholiques Pax Ro-

⁷⁶ A. N. Roubakine à S. J. Bagotski, 16.1.1924, F.9501/6/43, doc. 324, GARF.

⁷⁷ *Tagblatt*, Thun, 16.12.1921.

⁷⁸ Rapport de S. J. Bagotski, janvier 1921, F.9501/6/24, doc. 195, GARF.

⁷⁹ L. Tchertoff, représentant de la SRCR à Vienne, à Bagotski, novembre 1922, F.3341/5/133, doc. 142, GARF.

mana et la Confédération internationale des étudiants — pour recueillir des fonds afin de secourir leurs collègues russes.

La campagne innove aussi par l'utilisation systématique de personnalités renommées, les "people" de l'époque. Des artistes (Georg Grosz, Käthe Kollwitz), des écrivains (Gorki, Maximilien Harden, Romain Rolland, George Bernhard Shaw, Herbert George Wells) et des savants (Albert Einstein, Fridtjof Nansen), tous prestigieux, signent les appels, rejoignent les comités nationaux de soutien et font une multitude de conférences et de déclarations dans les journaux et sur les ondes des radios. L'acteur et chanteur d'opéra — « la plus célèbre basse slave » — Chaliapine effectue pour sa part une tournée de concerts aux Etats-Unis au cours de l'année 1922 dont les bénéfices sont remis aux affamés.

C'est lors de la campagne qu'apparaissent également les premiers « voyages encadrés » de personnalités en URSS. Les Soviétiques, qui ont compris l'importance de l'accueil, soignent leurs visiteurs. « La mission de la Croix-Rouge allemande, conduite par Hilger, a été reçue en grande pompe par les autorités. [...] Au banquet donné en leur honneur, et auquel j'ai été convié, Semachko, commissaire du peuple pour la Santé publique, a prononcé un discours remarquable où, s'adressant à moi, il a dit qu'il attendait de nous l'aide en médicaments et autres. Avec la sincérité qui le caractérise, il nous invita au travail commun, dans lequel il garantit que les autorités russes s'inspireront des principes sur la base desquels est fondé le travail des Croix-Rouges. Litvinov, également présent, a lancé quelques traits contre les institutions humanitaires des pays neutres ou des pays victorieux qui ne veulent pas suivre l'exemple désintéressé de l'Allemagne et mettent des conditions à leur travail. »⁸⁰ L'accueil chaleureux fait partie de l'encadrement, et à leur retour ces premiers témoins font à l'image de Nansen des conférences dans les principales capitales européennes et publient des appels dont des extraits sont repris par la plupart des quotidiens de l'époque.

La campagne se caractérise enfin par la diversité des supports utilisés, une diversité médiatique stimulée par la concurrence entre les sociétés de secours. Pour trouver des fonds, les acteurs humanitaires recourent aux techniques de communication les plus modernes. Car il faut « agir sur l'imagination, la sensibilité, l'émotivité, la spontanéité, la bonté naturelle des femmes et des enfants ; sur l'esprit de corps, de solidarité, d'enthousiasme social et progressiste des classes ouvrières ; sur le sentiment national, sur le sens de l'obligation, la culture, voire même la vanité des classes aisées. »⁸¹

Au-delà des traditionnelles conférences, des livres et des brochures, des revues spécialisées comme *La Famine – Organe du comité suisse de Secours aux affamés en Russie*, dont trois numéros sont édités par le groupe de Genève, des articles et

⁸⁰ Rapport de W. Wehrlin au CICR du 3.10.1921, cité par Dekens, « Refaire de ces abandonnés des hommes », p. 95.

⁸¹ UISE, *Feuille de propagande*, 20 mars 1929, cité par Ecuyer, « De la guerre à la guerre », p. 30.

des appels dans la presse, la campagne en faveur des affamés utilise massivement, à partir de 1922, les supports visuels. Par sa capacité à susciter une forte empathie indépendamment des polémiques de chiffres et des explications sur les causes, l'image domine pour la première fois dans cette campagne, toutes organisations confondues. « Vraiment on ne peut pas faire grand chose si nous n'avons pas de photographies », écrit un membre de l'UISE. « Le public charitable lit les journaux et ce qu'il lit s'échappe vite de sa mémoire ; mais ce qu'on voit reste gravé et continue pendant longtemps à stimuler la faculté de donner. »⁸² Opinion partagée par Bagotski et tous les délégués à l'étranger de la SRCR qui ne cessent de demander de nouveaux matériaux photographiques. Imprimées en pleines pages dans les publications, affichées dans les lieux publics, mais aussi en vitrine des commerces et sur des voitures, présentées dans des expositions itinérantes⁸³, vendues sous forme de cartes postales ou offertes à chaque donateur pour personnaliser le geste de charité, les images d'enfants faméliques aux visages décharnés sont omniprésentes.

Mais la vraie nouveauté de la campagne ce sont les innombrables films produits à cette occasion par chacune des organisations humanitaires. Auteur d'une filmographie documentée sur la famine en Russie, Roland Cosandey note que ce corpus est composé d'une trentaine de films soviétiques (*Une tristesse infinie*, produit par Sevzapkino en 1921) et étrangers (*La faim en Russie soviétique* et *La famine le long des berges de la Volga*, SOI en 1921), ce qui constitue « l'un des plus importants ensembles de films réalisés en Europe durant l'entre-deux-guerres relatif à un événement identique et contemporain de leur production »⁸⁴. Projetés lors de séances privées, généralement suivies de conférences, ou en public, en avant-programme dans les salles de cinéma, ces films doivent convaincre l'opinion publique de l'ampleur de la famine et de la bonne utilisation des secours envoyés. Effaçant volontairement toute référence au régime soviétique, au Parti communiste et surtout à l'Armée rouge — les adultes soviétiques sont d'ailleurs globalement absents à l'exception des porteurs et des cheminots —, les images, le plus souvent coupées par des intertitres, baladent le spectateur au milieu de terres arides ou glacées, parsemées de cadavres, sur lesquelles errent des vieillards et des enfants physiquement déformés par la faim. Antérieurs à l'ère du soupçon, ces films apparaissent comme des preuves indiscutables. « Pas de voix humaines, pas de littérature qui puisse lutter avec la projection de la vérité », insiste le *Bulletin de l'UISE* dans son numéro de mars 1922. La concentration de la caméra sur l'enfance, « destinataire idéologiquement neutre », permet en outre de surmonter l'appréhension politique et d'accentuer la dimension

⁸² Lettre de Mac Kenzie, UISE, à Wehrlin du 12.12.1921, cité par Dekens, « Refaire de ces abandonnés des hommes », p. 117.

⁸³ S. J. Bagotski sur la séance du 21.9.1921 du CC de la SRCR, F.3341/4/52, doc. 2, GARF.

⁸⁴ Roland Cosandey, « Eloquence du visible. La famine en Russie 1921-1923 », *Archives*, n° 75/76, Institut Jean Vigo, Perpignan, juin 1998, p. 32.

universelle de ce drame humain qui ne peut laisser indifférent. « Beaucoup de ceux qui étaient là pleuraient », écrit le journaliste de *L'Illustration* après avoir assisté à une projection lors d'une conférence donnée par Nansen sur la place du Trocadéro à Paris, le 17 février 1922. « Je garderai jusqu'à la fin de mes jours la vision d'un enfant mort de faim à l'angle d'une maison en ruines. Ses mains crispées, sa face tordue, son corps écroulé sur le sol noir et glacé m'ont troublé comme un reproche », note pour sa part, en sortant d'un cinéma, le journaliste de *La Tribune de Lausanne*.⁸⁵

Et cela fonctionne : tant en termes de modification d'image, qu'en termes d'aide matérielle. Tous les rapports parlent d'une mobilisation réussie et efficace, si réussie que ces méthodes seront maintes fois réutilisées. La part la plus importante de l'aide internationale est fournie par l'ARA⁸⁶ dont les livraisons représentent 82 % des cargaisons en provenance de l'étranger contre 14 % pour le Comité Nansen.⁸⁷ Au sein de celui-ci, l'UISE, qui contribue pour un tiers, est l'organisation la plus importante, tandis que l'apport de la Fédération internationale des Syndicats représente 2,2 %, celui du SOI 2 %, celui de la Croix-Rouge française 0,6 %, et celui des Mennonites 0,2 %.⁸⁸ « Malgré un contexte compliqué, la campagne en Suisse rapporte à elle seule plus de 5 millions de francs, ce qui pour un pays de 3,8 millions d'habitants est énorme. »⁸⁹ En août 1922, les cantines des organisations internationales nourrissent quotidiennement onze millions de personnes, pour la plupart des enfants, contre trois millions pour les cantines russes.⁹⁰ Un autre volet de l'aide internationale est représenté par les médicaments et l'équipement médical, notamment par la constitution d'un réseau de pharmacies itinérantes en Russie. Faible en poids, seulement 0,6 % de l'aide globale, cette dernière composante plus spécifiquement médicale représente néanmoins 17,4 % de sa valeur globale⁹¹ et sera poursuivie pendant quelques années encore avec le soutien de Nansen et du CICR.⁹²

La part relative apportée par les organisations du secours ouvrier dans cette aide internationale à la Russie semble infime en valeur matérielle. « Les craintes

⁸⁵ *L'Illustration*, 25.2.1922, p. 190 et *La Tribune de Lausanne* du 20.3.1922, p. 2, cité par Cosandey, « Eloquence du visible. La famine en Russie 1921-1923 », pp. 6-7.

⁸⁶ Sur l'ARA : Harold Henry Fisher, *The Famine in Soviet Russia 1919-1923. The Operations of the American Relief Administration*, New York, The Macmillan Company, 1927 ; Bertrand M. Patenaude, *The big show in Bololand. The American Relief Expedition to Soviet Russia in the famine of 1921*, Stanford, Stanford University Press, 2002.

⁸⁷ A la différence de l'ARA, dont les moyens sont fournis par le Gouvernement américain, les ressources de la CISR proviennent surtout de la société civile.

⁸⁸ Adamets, *Guerre civile et famine en Russie*, Tableau 5.4, p. 171.

⁸⁹ Bagotski à CC SRCR, 30.6.1923, F.9501/6/33, doc. 1, GARF.

⁹⁰ Les ressources soviétiques proviennent de l'impôt universel, de la réquisition des biens de l'Eglise, de la taxation obligatoire des collectifs de travail et des donations. Adamets, *Guerre civile et famine en Russie*, p. 173.

⁹¹ *Ibidem*, p. 171.

⁹² Nansen signera, en mai 1923, un nouvel accord avec Tchitchérine concernant des secours médico-sanitaires.

qui ont pu être nourries quelques instants à Genève au sujet de la création d'un second organe international de secours se montrent ainsi infondées », note avec satisfaction le délégué du CICR.⁹³ Mais cette aide possède, par sa dimension de solidarité de classe, une forte valeur symbolique : « Des ouvriers allemands firent du travail supplémentaire pour envoyer en Russie le surcroît de machines et de biens de consommation ainsi produits. Plus tard, il y eut des collectes d'argent au bénéfice des ouvriers soviétiques, et un emprunt fut lancé. »⁹⁴ Le SOI possède surtout un immense potentiel en termes d'organisation de réseaux et de modification de l'image de l'URSS. Les liens ainsi créés seront maintenus et l'activité pérennisée. Des stations de tracteurs et même des sovkhozes fonctionneront sous la direction de la Société internationale de secours ouvrier, avec du matériel et des ouvriers venus de l'étranger. Ainsi en 1922, des ouvriers et des ingénieurs américains, qui pendant la campagne se sont constitués en Société d'amitié avec la Russie soviétique, organisent à Perm, avec des tracteurs et des machines agricoles amenées des Etats-Unis, un sovkhoze que les Soviétiques dénomment « La colonie des tracteurs »⁹⁵. Le SOI financera aussi jusqu'en 1925 toute une série de sociétés par actions en URSS, comme l'usine métallurgique John Reed dans l'Oural et une poissonnerie à Astrakhan.⁹⁶

D'abord concentrée sur les produits alimentaires et dans une moindre mesure sur l'assistance médicale, l'aide internationale se métamorphose à partir de l'été 1922 en une aide à la reconstruction économique, notamment par l'envoi de machines agricoles et de bétail de trait. « La politique de secours est en train de changer. A la Conférence qui se tiendra ici, au milieu de septembre, le secours sera en partie transformé en une aide économique. Déjà à présent, l'organisation de Nansen envoie des machines pour l'agriculture en Ukraine. Une partie de ces machines sera payée en or et marchandises (naphte et charbon). »⁹⁷ Car si la récolte de 1922 n'a pas été mauvaise, elle demeure insuffisante en raison des dégâts subis par l'économie paysanne l'année précédente. La priorité doit maintenant être donnée à la liquidation des conséquences de la famine. Ce tournant est officialisé du côté soviétique à l'automne 1922 par la transformation de la Commission centrale de l'aide aux affamés (TsK Pomgol) en Commission de lutte contre les conséquences de la famine (TsK Poglegod), dont les délégués de la SRCR restent les représentants à l'étranger.

Dans le domaine médical aussi, l'aide change de forme, les Soviétiques cherchant désormais surtout à obtenir des crédits. A Berne, Bagotski écrit qu'il « est temps de travailler pour l'obtention d'un crédit permettant d'acheter des médi-

⁹³ Lettres de Watteville à la commission des missions et au CISR du 21.11.1921, cité par Charline Dekens, « Refaire de ces abandonnés des hommes », p. 122.

⁹⁴ Carr, *La Révolution bolchevique*, vol. 3, pp. 413-414.

⁹⁵ F.495/30/165, doc. 131, RGASPI.

⁹⁶ Dugrand et Laurent, *Willi Münnzenberg*, p. 279.

⁹⁷ Note sur la conversation du 18.8.1922 avec G. Méquet, rédacteur à la section des questions russes du BIT, et Vaucher, cité par Dekens, « Refaire de ces abandonnés des hommes », p. 123.

caments. J'en ai parlé à Kameneva lors de son dernier passage à Berlin. »⁹⁸ Tandis qu'il rassemble un cercle de médecins suisses pour lancer un appel en faveur de secours médico-sanitaires⁹⁹, Starobinski se charge de relayer l'appel au sein du Comité Nansen auprès de la Commission épidémique de la SdN et de la CUJS. A Londres, Polovtseva est favorable à la constitution de sociétés mixtes, qui, si elles obtiennent une garantie d'emprunt, pourraient effectuer des achats et des exportations en Russie.¹⁰⁰ « Vous pouvez commencer les négociations pour l'achat de médicaments », lui écrit Bagotski, « un représentant du NKVT devrait arriver à Berlin prochainement » pour finaliser l'accord. « Je crois que pour le moment nous avons fait le maximum sur le terrain médical. »¹⁰¹ Ultérieurement, Polovtseva, qui est membre de la direction d'ARCOS Ltd, une société commerciale mixte chargée du commerce soviétique en Grande-Bretagne, proposera d'effectuer les achats de médicaments pour le NKZ directement par la mission de la Croix-Rouge, qui est susceptible d'obtenir des prix plus avantageux qu'ARCOS, car celle-ci est une société purement commerciale ne pouvant prétendre à aucune franchise.¹⁰² La proposition sera retenue, et un centre médical d'achat installé à Berlin sous la direction de Moïse Rozenberg. Les délégués de la SRCR proposeront aussi d'agir dans le domaine industriel en lançant un nouvel emprunt.

L'existence de la TsK Poglegod se prolonge jusqu'à l'été 1923, date à laquelle les activités des organisations internationales dans le domaine de la lutte contre la famine en URSS prennent officiellement fin.¹⁰³ Mais l'aide à la Russie, sous une forme ou une autre, ne va jamais cesser.¹⁰⁴ Après la dissolution de la TsK Poglegod, les Soviétiques, qui n'entendent pas renoncer à l'aide étrangère et aux réseaux internationaux de solidarité qui se sont constitués en leur faveur, confient à Olga Kameneva la direction d'un nouveau sous-département de la Commission pour l'aide étrangère à la Russie rattachée au comité exécutif des Soviets, dénommé bureau d'information unifié (OBI), dont la tâche officielle consiste à coordonner les informations relatives au secours étranger en faveur de la Russie.¹⁰⁵ Ce bureau, travaillant exclusivement en direction de l'étranger, doit permettre aux Soviétiques de supplanter les bureaux indépendants comme celui de Nansen, dont les activités de collecte d'informations peuvent couvrir

⁹⁸ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 22.11.1922, F.9501/6/33, doc. 140, GARF.

⁹⁹ L'appel publié dans la *Revue suisse de médecine*, 24.1.1923 est signé de von der Mühl, E. Hedinger, de Quervein, Clairemont, Noegeli, W. Silberschmidt, Bloch.

¹⁰⁰ V. N. Polovtseva à S. J. Bagotski, 13.3.1923, F.9501/6/42, doc. 398, GARF.

¹⁰¹ S. J. Bagotski à V. N. Polovtseva, 29.3.1923, F.9501/6/42, doc. 388, GARF.

¹⁰² V. N. Polovtseva à S. J. Bagotski, 1923, F.9501/6/42, doc. 385, GARF.

¹⁰³ Mironenko (Red.), *Putevoditel'*, Tom 2, p. 22. L'Action Nansen termine son travail en Russie en juillet 1923.

¹⁰⁴ Selon un rapport de l'ASCRCR, la CJUS, les Quakers, l'UISE, le CICR et le comité Nansen, travaillent encore en URSS en 1929, F.9501/5/52, doc. 83, GARF.

¹⁰⁵ S. V. Mironenko (Red.), *Putevoditel'*, Tom 3. *Fondy Gosudarstvennogo arhiva Rossijskoj Federacii po istorii SSSR*, Moskva, GARF, 1997, p. 12.

des activités d'espionnage, et du même coup «développer un travail d'information pour le succès de la propagande en faveur de l'aide à la Russie»¹⁰⁶. Ce travail d'information en direction des journalistes, des milieux médicaux, scientifiques et humanitaires prend — comme par le passé — la dimension d'un rapprochement culturel entre l'URSS et les pays étrangers. L'OBI organise des comités nationaux de soutien, des tournées d'artistes, de savants et d'expositions soviétiques à l'étranger, et accueille en Russie des journalistes et des personnalités.¹⁰⁷ Puis, quelques mois après sa dissolution, intervenue le 5 décembre 1924, c'est à la VOKS que revient la responsabilité de prolonger ce travail de rapprochement culturel.

L'objectif affiché de la VOKS consiste à «aider l'étranger à connaître la culture soviétique et à informer l'URSS des principaux événements culturels étrangers». La VOKS s'efforce effectivement de renouer les liens rompus avec les institutions et les acteurs culturels étrangers pendant sept années de guerre et de guerre civile, puis d'isolement diplomatique. Mais un rapport interne de son président, daté de 1931, révèle que la VOKS a aussi d'autres ambitions, plus politiques : « Si, dans ses objectifs et ses buts politiques, notre travail ne se distingue en rien de celui du Komintern et du Profintern [*sic*], il est notablement plus complexe dans sa forme. [...] Sans se faire d'illusions sur les perspectives à long terme, ni sur la solidité politique de ces couches fragiles, instables, que sont les membres de l'intelligentsia petite-bourgeoise, la VOKS a pour tâche de neutraliser les campagnes les plus nuisibles contre nous dans ces masses, par une bonne propagande sur la construction socialiste soviétique.»¹⁰⁸ Cette double ambition de la VOKS — à la fois culturelle et politico-diplomatique — apparaît clairement dans l'organigramme de son personnel qui peut être divisé entre une façade culturelle et des rouages plus traditionnellement communistes.

L'ambition culturelle de cet organisme social est mise en avant par l'intégration au sein de sa direction des principaux acteurs étatiques de la culture soviétique comme les représentants des institutions scientifiques et culturelles (musées, Académies des sciences, universités, bibliothèques), ceux des éditions d'Etat (Gosizdat)¹⁰⁹, des trusts photographiques et cinématographiques soviétiques, ainsi que les commissaires du peuple à l'Instruction publique, Narkompros (Anatole Lounatcharski, Andreï Boubnov) et à la Santé publique (Nicolas Semachko). Les cadres de la VOKS, ceux dont les noms sont censés garantir sa vocation culturelle, et qui apparaissent publiquement dans tous les documents officiels comme le bulletin de l'association, ceux qui sont en charge des contacts avec les étrangers présentent un profil sociologique spécifique, intégrant une

¹⁰⁶ Lettre d'O. D. Kameneva, F.495/99/95, doc. 115-124, RGASPI.

¹⁰⁷ Cinq médecins européens seront ainsi invités en URSS en août 1923 pour participer à une conférence sur la tuberculose.

¹⁰⁸ Bilan de prévision de la VOKS, F. N. Petrov, 4.2.1931, RGASPI, F.495/99/26, pp. 11-20.

¹⁰⁹ C'est le cas d'Ilya Ionov qui dirige les filiales du Gosizdat à Leningrad.

plus grande proportion de femmes que les autres institutions soviétiques, afin de rassurer le public cible.¹¹⁰ Ses dirigeants successifs sont des personnalités peu marquées politiquement, ayant longtemps vécu dans l'émigration, formées dans des universités étrangères et parlant plusieurs langues. Olga Kameneva, sœur de Trotski et première épouse de Lev Kamenev, qui préside l'association de 1925 à 1929, a dirigé la section théâtrale du Commissariat du peuple à l'instruction publique et occupé plusieurs postes dans l'appareil d'Etat ; son successeur, le vieux-bolchevik Fedor Petrov, a dirigé le département des sciences du Narkompros de la RSFSR et travaillé comme rédacteur en chef de la Grande Encyclopédie soviétique. En 1933, il est brièvement remplacé par O. E. Lerner, auquel succède l'année suivante Alexandre Arossiev, un écrivain très apprécié des intellectuels occidentaux comme Romain Rolland. De 1937 à 1940, le président est le régisseur et scénariste, spécialiste du film d'animation, Victor Smirnov, qui a longtemps séjourné au Japon puis aux Etats-Unis, avant d'occuper des fonctions de direction au sein de Mossfilm. Pendant et après la guerre, la VOKS est présidée par le critique d'art Vladimir Kemenov, puis dès 1948 par le juriste A. I. Denissov et enfin par Nina Popova, ancienne dirigeante du Comité des femmes antifascistes. Ces caractéristiques valent aussi pour les intermédiaires en contact avec l'extérieur, les responsables de secteur (Cécile Rabinovitch, J. Roïtman, E. Tcherniak, G. Timm) et les représentants plénipotentiaires de la VOKS à l'étranger dont le profil est censé correspondre aux caractéristiques du pays visé.

Mais en tant qu'« organisme social », la VOKS est soumise au double contrôle de l'Etat — pour la nomination des dirigeants et la détermination du budget — et surtout du Parti — par l'existence d'une fraction communiste qui veille au respect de la ligne. Cette caractéristique explique que figurent aussi parmi les membres fondateurs de la VOKS, et dans toutes ses sections ou bureaux, d'autres personnalités moins « culturelles », mais plus caractéristiques de l'univers communiste. Ces hommes d'appareil, souvent spécialistes de l'agit-prop, sont délégués auprès de la VOKS par la direction centrale de la censure d'Etat (Glavlit), par le Commissariat à la planification (Gosplan), par le NKID, par le département de propagande du comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC)¹¹¹, ou directement par celui du comité central (CC) du PCUS. Enfin, la VOKS collabore activement avec le NKID, avec les journalistes de l'agence de presse soviétique Rosta, puis TASS¹¹² et rapidement avec la police politique, qui veille au recrutement des guides, à la surveillance des visiteurs et à l'encadrement des personnalités soviétiques lors de leurs séjours à l'étranger.

¹¹⁰ C'est aussi le cas du département relations internationales de l'ASCRCR, dont les membres sont en grande majorité des femmes.

¹¹¹ Le département de propagande du CEIC a été créé en 1919 pour coordonner les campagnes d'agitation et de propagande des PC nationaux et organiser des campagnes de mobilisation internationales, G. M. Adibekov, È. N. Šahnazarova, K. K. Širinja, *Organizacionnaja struktura Komintern 1919-1943*, Moskva, ROSSPEN, 1997, p. 13.

¹¹² En 1927, l'agence TASS succède à Rosta.

Le travail de la VOKS s'inscrit donc dans un projet global d'élaboration et de diffusion d'une image positive et contrôlée de l'URSS à l'étranger, dont l'enjeu est de lui permettre de rétablir sa crédibilité diplomatique et de reconstruire son économie. Un travail complexe qui, selon son deuxième président, « se fait à l'étranger dans un environnement hostile à l'URSS, exigeant une prise en compte de la situation politique de chaque pays. »¹¹³

¹¹³ F. N. Petrov, 1931, F.495/30/732, doc. 12-14, RGASPI.

Chapitre 6

Un milieu particulièrement hostile

A l'exception des Etats-Unis, il n'existe plus qu'une terre promise des gardes blancs : la Suisse. Non seulement celle-ci n'a reconnu l'URSS ni de jure, ni de facto, non seulement elle ignore la législation soviétique¹, mais encore a-t-elle accordé aux gardes blancs le droit légal de tuer impunément des ambassadeurs soviétiques.²

Le passage d'une diplomatie humanitaire à une diplomatie culturelle s'est fait sans rupture, comme le prolongement naturel d'un glissement initié dès 1921 dans le cadre de la campagne d'aide à la Russie affamée, voire dès 1918 s'agissant de la Croix-Rouge. Dès l'origine, les représentants de la Croix-Rouge soviétique ont en effet été chargés, en plus de leurs tâches traditionnelles, de servir d'organe d'information sur les changements intervenus dans la jeune République soviétique.³ Progressivement, l'information s'est étendue aux domaines économique, social, puis culturel. La création de la VOKS en 1925, dont Bagotski devient immédiatement le représentant en Suisse, ne modifie donc pas fondamentalement ses activités, ce dernier se contentant de pérenniser dans le domaine culturel les méthodes de propagande appliquées en tant que représentant à l'étranger de la SRCR et des différentes organisations soviétiques de secours lors des campagnes de mobilisation en faveur de la Russie. Cette nomina-

¹ Référence à un procès opposant la filiale genevoise d'une banque internationale de Petrograd nationalisée par les Soviétiques. Selon les tribunaux suisses, la banque ayant été nationalisée, la filiale n'existe plus en tant que personne juridique.

² Article de S. Tschlenoff, juriste de la SRCR, pour *Sovetskaja Justicija*, 9.6.1927, F.9501/1/154, doc. 269, GARF.

³ M. Djašova, « Pervye zarubežnye missii », *Sovetskij krasnyj Krest*, n° 1, 1977.

tion, intervenue au pire des tensions entre les deux pays, n'améliore pas son statut, ni sa visibilité. Le capital de sympathie, ou du moins de crédibilité, patiemment accumulé par Bagotski en Suisse pendant la campagne en faveur des affamés a été balayé par le flot d'hostilité qui s'est déversé sur le régime soviétique à la suite de l'attentat commis le 10 mai 1923 par un Suisse de Russie, Moritz Conradi⁴, contre les membres de la délégation soviétique à la conférence de Lausanne sur les détroits.⁵

Pendant quelques semaines, Bagotski est, en tant qu'unique officiel soviétique en Suisse, totalement monopolisé par cet événement : « Voyage à Lausanne pendant la nuit du meurtre, soins aux blessés, préparation du corps de Vorovski pour le transfert en Russie, et après l'envoi du corps, puis la liquidation de toutes les affaires, discussion avec les avocats [Franz Welti⁶ et Jacques Dicker], et une série de déclarations pour lutter contre la tendance de la presse suisse à salir la mémoire du mort. »⁷ Mais la tâche est difficile : « Toute la presse bourgeoise se conduit de façon plus qu'indécente. La désapprobation hypocrite du meurtre de Vorovski dissimule mal leur joie méchante et même leur satisfaction »⁸, écrit Bagotski. « Considérant l'atmosphère générale en Suisse et l'implication du Gouvernement fédéral dans cette affaire, il me faut agir avec la plus grande prudence. »⁹ Quatre jours avant le meurtre, des membres de la Ligue nationale suisse, une milice bourgeoise formée à Lausanne en novembre 1922, ont en effet menacé la délégation soviétique à son hôtel sans susciter la moindre réaction des autorités locales et nationales.¹⁰ Pire, le Conseil fédéral a lui-même apporté son concours au développement de ce climat délétère en répandant, par le biais d'un communiqué diffusé par l'Agence télégraphique suisse, l'information selon laquelle le séjour des Soviétiques à Lausanne serait irrégulier ! Et lors de la séance réunie d'urgence le lendemain du meurtre, Giuseppe Motta déclare à ses collègues du Gouvernement que Vorovski n'ayant pas été officiellement invité à la conférence, ne jouissait d'aucun statut diplomatique particulier. Pour le Conseil fédéral, il ne fait d'ailleurs pas de doute qu'il s'agit « d'un acte isolé, sans aucun rapport avec une organisation politique quelconque, motivé par des malheurs personnels »¹¹. L'assassin sera donc jugé par le Tribunal du district de Lausanne et l'enquête de la police, strictement cantonnée à la thèse du Conseil

⁴ Gattiker, *L'affaire Conradi* ; Alfred Erich Senn, *Assassination in Switzerland – The murder of Vatslav Vorovsky*, Université du Wisconsin, 1981. Sur l'impact de l'événement sur les relations entre la Suisse et l'Union soviétique, voir Dreyer, *Schweizer Kreuz und Sowjetstern*, p. 88.

⁵ Vorovski est tué d'un coup tiré à bout portant entre l'oreille et la nuque ; Arens et Divilkovski s'en sortent avec des blessures, graves pour le dernier.

⁶ Premier président du PC suisse, il a été le représentant juridique de la mission Berzine.

⁷ S. J. Bagotski à CC de la SRCR, 30.6.1923, F.9501/6/33, doc. 8, GARF.

⁸ S. J. Bagotski à NKID, 20.5.1923, F.9501/5/44, doc. 60, GARF.

⁹ S. J. Bagotski à NKID, 20.5.1923, F.9501/5/44, doc. 60, GARF.

¹⁰ Caratsch et Caillat, « L'assassinat de Vorovsky et le procès Conradi », *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, p. 111.

¹¹ Conseil fédéral, « Procès-verbal de la séance du 11 mai 1923 », *DDS*, 8, pp. 727-728.

fédéral, ne suivra jamais la piste pourtant crédible d'un complot des monarchistes russes. « L'attitude des autorités suisses est dictée par la profonde sympathie de la population pour l'assassin. Il y a en permanence dans sa cellule d'énormes bouquets de fleurs »¹², note dans son rapport l'agent du GPU dépêché en Suisse pour enquêter sur le crime. La plus grande partie de la presse met sur un « piédestal cet homme qui fait des esclandres dans les bars et se comporte en hooligan ». Rares sont les journaux, qui à l'image de la *Berner Tagwacht*, résistent à cette « héroïsation »¹³ de Conradi, ce nouveau Guillaume Tell qui passe rapidement du statut d'assassin à celui de victime, voire de justicier. Au-delà de Conradi, c'est le drame des Russlandschweizer ruinés par la révolution qui remonte à la surface. Selon Georges Rigassi de *La Gazette de Lausanne*, les « véritables responsables de l'attentat de Lausanne » sont « ceux qui, depuis plus de cinq ans, non seulement se servent de l'assassinat et de la terreur pour leurs fins politiques, mais qui en ont fait des maximes d'Etat »¹⁴. D'ailleurs, écrit la *Thurgauer Zeitung*, « l'envoi d'une expédition suisse de la Croix-Rouge en Russie était une erreur, et si, à l'avenir, il faut récolter des fonds pour les victimes du bolchevisme, cela sera pour les Suisses de Russie qui ont été pillés¹⁵, et non pour les cosaques affamés de la Volga »¹⁶. La presse helvétique multiplie aussi les informations sur de prétendues représailles des Soviétiques à l'encontre des Suisses encore en Russie, systématiquement spoliés, voire même assassinés. Malgré les démentis du Gouvernement soviétique, la Confédération n'intervient pas, laissant se développer une « ambiance de pogrom » à l'encontre des communistes suisses qui servent ainsi de bouc émissaire.¹⁷

Cette nouvelle poussée d'antisoviétisme atteint son paroxysme lors du procès de l'assassin et de son complice Arcadius Polounine, le secrétaire de Lodygensky défendu par Théodore Aubert. Contacté par Lodygensky¹⁸, l'avocat genevois aurait immédiatement accepté le mandat, non seulement à titre gracieux, mais encore en promettant « de trouver les fonds indispensables pour faire comparaître des témoins », car, aurait-il déclaré d'emblée, « ce procès ne sera pas celui

¹² Rapport, 19.5.1923, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 363.

¹³ « La presse suisse et le héros Conradi », article non publié de S. J. Bagotski, R. Veller à S. J. Bagotski, 29.9.1924, F.5283/6/837, doc. 14, GARF.

¹⁴ Georges Rigassi, « Pour en finir », *Gazette de Lausanne*, 22 mai 1923, p. 1.

¹⁵ Les pertes des Suisses de Russie s'élevaient à un demi-milliard de francs suisses, auxquels s'ajouterait un milliard pour le commerce et l'épargne helvétique. Chiffres fournis par l'Association de secours mutuels et de protection des intérêts suisses en Russie, Mauro Cerutti, « Politique ou commerce ? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente », *Etudes et Sources*, n° 7, Bern, 1981, p. 120.

¹⁶ Cité par S. J. Bagotski au CC de la SRCR, 30.6.1923, F.9501/6/33, doc. 2, GARF.

¹⁷ CC du PCS au CC du PCUS et NKID, 5.6.1923, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 360.

¹⁸ T. Aubert publie dans la *Tribune de Genève* du 18.5.1923 une note pour souligner qu'il n'existe aucun lien entre le fait qu'il ait été délégué du CICR et que Polounine l'ait choisi comme défenseur !

de Polounine et de Conradi, mais celui du bolchevisme ; et le bolchevisme devra en sortir condamné sans réserve »¹⁹. Le procès, qui se tient devant un Tribunal vaudois du 5 au 16 novembre 1923, se transforme effectivement en procès de la Russie bolcheviste et les accusés sont acquittés sous les applaudissements du public.²⁰ La plaidoirie d'Aubert, intégralement consacrée à la description des crimes du bolchevisme, bénéficiera d'une très large diffusion, grâce à la presse qui en reproduit de larges extraits, et à sa publication sous forme de livre, lequel connaîtra plusieurs éditions et sera traduit dans les principales langues européennes.²¹ Elle marque ainsi « le point de départ du vaste mouvement international anticommuniste »²² dont Aubert s'efforcera de diriger les destinées au travers de l'EIA qu'il fondera quelques mois plus tard avec Lodygensky.

En plein désarroi, Bagotski doute désormais des chances de réussite de sa mission : « Avec l'atmosphère résultant du meurtre de Vorovski et du boycott, il ne peut plus être question de continuer un travail positif, même dans les comités qui n'ont pas encore été liquidés. [...] Les conditions en Suisse sont maintenant telles qu'il ne peut être question de concerts, de conférences et de tout autre événement. »²³ Une appréciation réitérée l'année suivante : « En raison des conditions particulièrement difficiles existant ici, de la faiblesse des moyens fournis par Moscou et de la petitesse de la Suisse, mon travail ne peut aboutir à de solides résultats. »²⁴ Dans ses courriers, Bagotski ne dissimule pas qu'il souhaiterait rentrer au pays, même s'il ne se fait guère d'illusions sur ses chances d'obtenir gain de cause : « Ma tentative effectuée lors de mon passage à Moscou d'obtenir l'autorisation de quitter la Suisse a peu de chance d'être couronnée de succès. J'aimerais pouvoir recommencer une autre activité, mais comme le conflit avec la Suisse va s'enliser sans fin, je risque de devoir attendre ici encore vingt ans. »²⁵ Pour la direction de Moscou, « l'utilité d'une représentation de la SRCR en Suisse » ne fait effectivement aucun doute.²⁶ Polovtseva, qui s'inquiète de ne plus avoir reçu de nouvelles de Bagotski depuis des mois, se fait l'écho de ce sentiment : « Je ne pense pas que cela soit dans notre intérêt que vous fassiez d'autres tentatives pour abandonner la Suisse et que personne ne reste là-bas. Cela serait du gaspillage que de dilapider ainsi l'immense capital d'autorité que vous avez accumulé en faveur de l'URSS. »²⁷ Mais rien ne semble être capable de convaincre le délégué : « J'ai reçu une lettre de Goldenberg, qui sait que

¹⁹ Lodygensky, *Face au communisme*, vol. 1, p. 6.

²⁰ Cinq jurés sur neuf se prononcent pour la culpabilité, mais suivant la loi vaudoise, il aurait fallu la majorité des deux tiers, donc au minimum six jurés.

²¹ Théodore Aubert, *L'affaire Conradi : plaidoirie prononcée pour Arcadius Polounine devant le Tribunal criminel de Lausanne, les 14 et 15 novembre 1923*, Genève, Ed. Sonor, 1924, 132 p.

²² Gattiker, *L'affaire Conradi*, p. 161.

²³ S. J. Bagotski à CC SRCR, 30.6.1923, F.9501/6/33, doc. 2, GARF.

²⁴ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 22.3.1924, F.9501/6/42, doc. 108, GARF.

²⁵ *Idem*.

²⁶ Protocole de séance du CC SRCR, 5.11.1924, F.9501/6/42, doc. 101, GARF.

²⁷ Z. P. Polovtseva à S. J. Bagotski, 8.4.1925, F.9501/6/42, doc. 86, GARF.

j'aspire à partir d'ici, me proposant de travailler pour le bureau d'information étranger du NKZ. J'ai répondu que j'étais d'accord si vous [la SRCR] et le NKID étiez d'accord de liquider la mission. [...] Les conditions de vie en Suisse sont trop pénibles et comme je suis déjà ici depuis sept ans, je vous demande de me libérer de la Suisse. »²⁸ Puisque personne ne le retient en tant que prisonnier, la métaphore carcérale utilisée par Bagotski dépasse la réalité de sa situation. Pendant ces années, celle-ci relève pourtant bien d'une forme d'isolement imposé, dans un contexte perçu comme extrêmement hostile et menaçant. Outre Vorovski, trois délégués de la Croix-Rouge soviétique sont assassinés à la même époque en Bulgarie.²⁹ Certes, le contexte n'est pas le même, mais l'attentat de Lausanne confirme qu'en l'absence de reconnaissance diplomatique, et de l'immunité qui en découle³⁰, les risques encourus par les représentants de l'URSS à l'étranger sont bien réels.

Refusant la thèse suisse selon laquelle l'assassinat de Vorovski est un « acte de vengeance privé » ne nécessitant aucune intervention fédérale, le Gouvernement soviétique considère que les autorités suisses, qui ont négligé de prendre les mesures de précaution les plus élémentaires, alors que des menaces avaient été proférées à l'encontre de la délégation russe, ne peuvent se contenter d'un simple procès pénal.³¹ Jean Arens, blessé lors de la conférence de Lausanne à laquelle il assistait en tant que correspondant de l'agence soviétique de presse Rosta, Nikolai Krestinski, le *polpred* soviétique en Allemagne, et son conseiller Stefan Brodovski, mais aussi Feodor Rothstein, qui dirige le département information et presse du NKID, sont en faveur d'une déclaration immédiate de boycott, ne serait-ce que pour favoriser le transfert de l'affaire du Tribunal cantonal vaudois au Tribunal fédéral.³² Litvinov s'y est d'abord opposé, considérant que cela « serait peu judicieux, puisque ainsi nous nous priverions de notre dernière arme contre la Suisse, pour le cas où le procès aurait une issue défavorable. » Et d'ajouter : « Tant que la menace d'une rupture avec l'Angleterre plane au-dessus de nous [en raison de l'ultimatum du ministre des

²⁸ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 18.5.1925, F.9501/6/57, doc. 127, GARF.

²⁹ A. M. Agheev est assassiné en novembre 1922, son successeur A. Koretski est expulsé en juillet 1923 à la suite du coup d'Etat militaire de juin. Deux de ses collaborateurs, M. V. Shelepouguine et Morossov, sont assassinés au même moment, respectivement à Plewna et Warna. Cette mission était dirigée par Koreschkov qui a été membre, à Paris, de la direction de l'ancienne organisation de la Croix-Rouge avant de se rallier aux bolcheviks. D'abord chargé de négocier le rapatriement des cosaques russes de l'armée de Wrangel, il dirige depuis novembre 1922 une mission en Bulgarie dont l'objectif est de ramener en Russie des officiers blancs. Pour les Soviétiques, le responsable de ces meurtres est le général blanc G. V. Pokrovski. Rapport, 1.12.1922, F.9501/6/30, doc. 27, GARF.

³⁰ S. J. Bagotski enverra à Korovine la thèse de droit de Charles Morton, *Les privilèges et immunités diplomatiques : étude théorique suivie d'un bref exposé des usages de la Suisse dans ce domaine*, Lausanne, Imprimerie de la Concorde, 1927.

³¹ G. V. Tchitchérine au CF, 16.5.1923, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 357.

³² S. I. Brodovski à M. M. Litvinov, 7.6.1923, *ibidem*, pp. 362-363.

Affaires étrangères Lord Curzon sur les frontières occidentales de la Russie soviétique], nous ne pouvons pas nous-mêmes renforcer le blocus qui s'approche. »³³ Mais le 20 juin 1923, considérant que le Gouvernement suisse a montré à l'évidence qu'il souhaitait diminuer la responsabilité des assassins, voire justifier le crime, le comité central exécutif panrusse et le Sovnarkom ordonnent « au NKID de prescrire aux représentants plénipotentiaires et aux consuls de la RSFSR » de ne plus accorder de visas aux citoyens suisses³⁴, de « n'entreprendre aucune relation commerciale avec des Suisses ou des représentants de maisons suisses et d'interrompre toutes négociations commerciales déjà engagées »³⁵. A la suite de ce décret, le NKID impose le boycott du territoire helvétique à toutes les organisations soviétiques, aux institutions gouvernementales comme aux organismes sociaux officiellement indépendants de l'Etat.

Les Soviétiques n'ont pas renoncé à participer à des conférences internationales³⁶, mais ils refusent de se rendre en Suisse, « ce dernier pays n'ayant pas donné dans le passé les preuves suffisantes de son pouvoir de garantir la sécurité des représentants plénipotentiaires de l'URSS sur son territoire et ayant refusé à l'URSS la satisfaction nécessaire pour fait de meurtre sur l'un de ses délégués. »³⁷ En déclinant systématiquement, sous le prétexte d'un manque de sécurité, les invitations à participer à des conférences internationales organisées sur le territoire helvétique, le Gouvernement soviétique tente de faire pression sur la communauté internationale afin d'obtenir un transfert des conférences hors de Suisse. Mais cette tactique restera sans effet aussi longtemps que les principaux membres de la SdN ne seront pas eux-mêmes favorables à une réintégration de la Russie dans le concert des nations. S'agissant des risques que prendraient les Soviétiques en se rendant à Genève, les Suisses répondent que « Moscou dispose en Suisse d'un représentant semi-officiel en la personne de Bagotski, qui s'y sent fort bien »³⁸. Plus globalement, les Soviétiques se trompent dans l'analyse qu'ils font du rapport de force entre les deux pays à la suite de la proclamation du boycott. Loin de se sentir ostracisées, les autorités fédérales, qui prononcent à leur tour un contre-boycott, vont se servir de cette mesure de

³³ M. M. Litvinov à N. N. Krestinski, 11.6.1923, *ibidem*, p. 363.

³⁴ La décision, qui ne concerne pas les ouvriers, sera appliquée de façon très souple, au cas par cas, ne serait-ce que pour éviter des mesures de rétorsion à l'égard de Bagotski. Ainsi le représentant de Nansen en Russie, qui est un Suisse, se verra accorder son visa sans difficulté.

³⁵ Décret sur le boycott de la Suisse, 20.6.1923, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 371-373.

³⁶ Ils sont par exemple présents à l'Exposition permanente de la Croix-Rouge organisée à Prague dans le Musée de la guerre par la Croix-Rouge tchécoslovaque, au IV^e congrès international des œuvres en faveur de l'enfance organisé à Vienne en octobre 1924, aux Conférences navales de Rome (1924) et de Paris (1925) organisées sous les auspices de la SdN ; et ils participent aux échanges de médecins dans le même cadre. Davis, *The Soviet at Geneva. The USSR at the League of Nations, 1919-1933*, pp. 297-299.

³⁷ M. M. Litvinov au ministre suédois en URSS, cité par S. J. Bagotski à E. A. Korovine, 7.7.1925, F.3341/6/242, doc. 26, GARF.

³⁸ « Halboffiziell », *Hochwacht*, Winterthur, 29.1.1927.

rétorsion pour geler un temps la question d'une reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. Une situation d'autant plus confortable pour les autorités suisses qu'à aucun moment les Soviétiques n'ont envisagé de pousser l'application du boycott jusqu'au retrait de Bagotski et à l'expulsion de Woldemar Wehrlin. A la suite d'entretiens informels conduits en 1924 avec le ministre de Suisse à Berlin, Hermann Karl Rüfenacht, Krestinski écrira ainsi à Litvinov que les Suisses « n'accepteront pas de nous reconnaître même si nous leur faisons de larges concessions dans l'affaire Vorovski ». ³⁹ Et d'ajouter qu'ils refuseront, contrairement aux espoirs de Moscou, de lier la question de la levée du boycott à celle de la reconnaissance de l'URSS par la Confédération. ⁴⁰

En paralysant le travail de pénétration de la Genève internationale et de rapprochement culturel avec les milieux de l'intelligentsia locale, le boycott apparaît comme un piège qui se referme sur Bagotski. « C'est un point très délicat », note ce dernier, lorsque se pose la question de sa participation au premier Congrès général de l'enfance, organisé par l'UISE à Genève en août 1925 : « D'un côté l'URSS boycotte la conférence et de l'autre nous envoyons des articles pour un recueil de textes. [...] Je pense personnellement que, si nous avons du matériel intéressant, la participation à l'exposition organisée en marge de la conférence nous serait très utile pour donner une confirmation concrète de ce dont il est question dans nos articles. » ⁴¹ Mais le délégué sera obligé de demander que son nom soit biffé de la liste des participants. ⁴² L'application de cette politique n'étant pas sans effet sur les activités de la Croix-Rouge, Bagotski s'en inquiète auprès de sa direction. « L'hostilité existant en Russie par rapport à la Suisse nous cause beaucoup de difficultés » ⁴³, écrit-il à son président. « Ceux qui nous sont hostiles au sein du CICR (surtout Paul Des Gouttes) vont utiliser ce prétexte pour rappeler la mission Wehrlin. » ⁴⁴ Par ailleurs, la marge de manœuvre de la SRCR est très étroite. Pour l'obtention d'un visa ou du droit de participer à une conférence, elle doit en effet recevoir l'autorisation du NKID lors de réunions auxquelles participe aussi un représentant de la POGPU. ⁴⁵ En 1925, le président de la SRCR tente ainsi de convaincre son collègue du NKID que s'il « n'est pas souhaitable d'envoyer une délégation spéciale [à la XII^e conférence internationale de la Croix-Rouge organisée à Genève 1925], étant donné nos relations avec la Suisse [...], l'absence de Bagotski n'est pas non plus

³⁹ N. N. Krestinskij à M. M. Litvinov, 8.11.1924, Fleury et Tosato-Rigo, *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 383.

⁴⁰ En décembre 1924, Motta proposera d'ailleurs au Conseil fédéral de considérer comme rompus les pourparlers avec la représentation soviétique de Berlin.

⁴¹ S. J. Bagotski à E. A. Korovine, 7.7.1925, F.3341/6/242, doc. 25, GARF.

⁴² S. J. Bagotski à UISE, 28.8.1925, F.9501/6/59, doc. 42, GARF.

⁴³ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 2.10.192[3], F.9501/6/57, doc. 95, GARF.

⁴⁴ *Idem*.

⁴⁵ Réunion interministérielle, NKID, SRCR, NKZ, OGPU, du 1.7.1927, F.3341/6/342, doc. 6, GARF.

souhaitable, étant donné qu'il fonctionne déjà comme notre représentant permanent. » Le président de l'Alliance des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge⁴⁶ (ASCRCR), qui depuis 1925 coordonne l'action des sociétés soviétiques de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, défend aussi l'idée que son délégué ne devrait pas s'abstenir de les représenter de plein droit en se contentant d'une position d'observateur comme le suggère le NKID : « C'est en participant activement aux conférences internationales que Bagotski a pu s'opposer à la Croix-Rouge des gardes blancs. La question centrale de cette conférence présente beaucoup d'intérêts pour toutes nos Croix-Rouges ; or, avec une position d'observateur, Bagotski ne serait pas en situation de défendre les intérêts de l'URSS. »⁴⁷ La question est suffisamment importante pour remonter au sommet de la structure du pouvoir soviétique, le bureau politique du PCUS, qui l'inscrit à l'ordre du jour de sa séance du 3 septembre 1925.⁴⁸ Tout en acceptant l'idée du maintien de Bagotski, les dirigeants soviétiques restent fermes sur l'application du boycott. « Il est important que l'absence de l'URSS à cette conférence soit visible. [...] Pour cette raison, lors des votes, il faudra vous abstenir en donnant à chaque fois les raisons de cette abstention. »⁴⁹ Le boycott est particulièrement mal venu pour Bagotski qui tente alors d'augmenter l'influence soviétique au sein du mouvement de la Croix-Rouge en obtenant du CICR la reconnaissance, au titre de sociétés indépendantes, de chacune des composantes de l'ASCRCR afin de multiplier le nombre de leurs représentants dans les conférences internationales.⁵⁰

Le boycott gêne aussi Bagotski dans son travail d'information culturelle. Il l'empêche de se présenter ouvertement comme le représentant de la VOKS puisque celle-ci boycotte la Suisse. Il lui interdit de recevoir des conférenciers et des artistes soviétiques, d'obtenir des visas russes pour des Suisses et d'organiser

⁴⁶ L'ASCRCR est fondée le 12 septembre 1925 pour coordonner l'activité des sociétés de la Croix-Rouge des Républiques soviétiques de Russie, de Biélorussie, d'Ukraine, de Géorgie et d'Arménie, ainsi que des sociétés du Croissant-Rouge d'Azerbaïdjan, du Turkménistan et d'Ouzbékistan. Le comité exécutif de l'Alliance (CE ASCRCR) est présidé par A. Enoukidze (Croix-Rouge géorgienne), avec A. Ivanov (Croix-Rouge ukrainienne) comme vice-président et D. G. Zlatkovski (Croix-Rouge ukrainienne) comme secrétaire. Soloviev pour la SRCR, Merbounoutov pour la Croix-Rouge d'Ouzbékistan et M. Barsoukov, CR de Biélorussie, en font aussi partie. En 1930, la société du Croissant-Rouge du Tadjikistan rejoint l'Alliance portant le nombre de ses composantes à neuf.

⁴⁷ NKID à SRCR, 7.7.1925, F.3341/6/242, doc. 25, GARF.

⁴⁸ *Politbjuro CK RKP(b)-VKP(b). Povestki dnja zasedanij. 1919-1952*, T. 1, Moskva, ROSSPËN, 2000, p. 45.

⁴⁹ Z. P. Soloviev à S. J. Bagotski, 9.9.1925, F.9501/6/57, doc. 116, GARF.

⁵⁰ Selon le CICR, l'ASCRCR succédant en droit à la SRCR, il ne peut être question d'une reconnaissance internationale des sociétés de chacune des Républiques fédérées composant l'URSS. Mais les Soviétiques reviendront à la charge à de multiples reprises s'appuyant notamment sur l'exemple des dominions britanniques dont les sociétés Croix-Rouge ont été reconnues par le CICR : les sociétés canadienne et australienne en 1927, celle de l'Union Sud-Africaine en 1928, celle des Indes en 1929 (circulaire n° 285 du 28 février 1929).

des événements culturels comme une exposition.⁵¹ Car la mesure s'applique à tous, sans distinction de classe. Ainsi, en 1926 les sportifs soviétiques déclinent l'invitation de leurs camarades suisses à participer à des compétitions sportives organisées à Berne durant l'été 1926. « Cette décision, pour décevante qu'elle puisse apparaître aux ouvriers suisses, ne vise pas la classe ouvrière. Les sportifs soviétiques auront un grand plaisir à rencontrer les sportifs ouvriers suisses en URSS ou sur un autre territoire », écrit le présidium du Sportintern. Mais lorsque les Suisses demandent que le boycott ne soit pas appliqué de façon aussi stricte s'agissant des ouvriers, le représentant en Suisse du Sportintern rétorque : « Votre travail de propagande doit aboutir à ce que le Gouvernement suisse accomplisse son devoir en s'excusant auprès du Gouvernement soviétique pour le meurtre de Vorovski. »⁵² Le boycott n'est pas moins gênant pour les milieux scientifiques soviétiques qui ne cesseront d'interpeller le NKID sur les possibilités de reprise de relations avec des scientifiques helvétiques.⁵³ Le boycott a enfin des implications budgétaires : « Comme vous le savez je suis obligé de réunir la représentation de la Croix-Rouge avec celles du NKZ et de la VOKS, car, en raison du boycott de la Suisse par notre Gouvernement, les deux dernières représentations dans ce pays ne peuvent être portées, pour des considérations formelles, sur le budget de l'URSS. Or le travail ici a une importance particulière, du fait de la présence à Genève de toute une série d'organisations internationales, sans parler de l'intérêt particulier qu'il y a à faire connaître en Suisse le travail culturel et médical de l'URSS. »⁵⁴

En 1926, alors que Bagotski prend un peu de distance avec la Suisse, voyageant pour le NKZ en Allemagne, puis en Russie pendant deux mois, et enfin en Italie, les Soviétiques tentent une nouvelle fois d'exercer des pressions sur la Suisse par le biais de la Genève internationale. Profitant de la prochaine tenue à la SdN d'une conférence préparatoire sur le désarmement, le Gouvernement soviétique fait savoir par l'ambassadeur de France à Moscou qu'il souhaite participer à cette conférence, mais à la condition qu'elle ne se tienne pas en Suisse.⁵⁵ Aristide Briand, le ministre français des Affaires étrangères qui joue les médiateurs, obtient un report de la conférence, mais le Conseil fédéral n'est pas encore prêt au compromis. La pression va donc s'accroître et se diversifier. Au-delà des diplomates et des Gouvernements, il s'agit d'en appeler à l'opinion publique internationale. En août, paraît en France, sous le pseudonyme de Veridicus, un pamphlet d'Henri Guilbeaux intitulé *Suisse et Soviets : Histoire d'un*

⁵¹ F. A. Rothstein, NKID, à S. J. Bagotski, 26.2.1925, F.5283/6/837, doc. 239, GARF.

⁵² Reussner, Sportintern, à Bielser, 3.8.1926, F.537/2/201, doc. 39, RGASPI.

⁵³ Département Europe centrale du NKID, I. L. Lorenz, à la direction du jardin botanique de l'Université de Perm, *Suisse-Russie : contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 402.

⁵⁴ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 10.10.1925, F.3341/6/342, doc. 173, GARF.

⁵⁵ Alfred Erich Senn, « The Soviet Union's Road to Geneva, 1924-1927 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* 1979, n° 27, Heft 1, p. 79.

*conflit*⁵⁶, présentant l'ensemble des griefs soviétiques à l'égard de la Suisse. La brochure d'une centaine de pages, préfacée par le journaliste pacifiste Mathias Morhardt, est largement distribuée par les agences soviétiques de presse à l'étranger. Au retour du délégué, les relations demeurent donc très tendues. « L'atmosphère en Suisse à notre égard est pire que par le passé. Des exemples de cette hostilité se trouvent dans la presse qui recommence — alors que ce n'était plus le cas lors des deux dernières années — ses attaques contre moi. Le point culminant fut atteint lors de la lettre de Litvinov au secrétaire de la SdN à propos de l'impossibilité pour l'URSS de participer à la conférence économique⁵⁷. Parmi les arguments suisses (la pointe de l'attaque provenant de Haeberlin et du *Thurgauer Zeitung*), fut à nouveau évoquée la question de savoir s'il était encore souhaitable de supporter ma présence, alors que toutes ces années passées en Suisse sans me faire tuer n'ont pas réussi à convaincre le Gouvernement soviétique de la sécurité entourant en Suisse les délégués soviétiques. Ce n'est bien sûr pas nouveau, mais c'est très caractéristique de la période. »⁵⁸ Chacune des apparitions publiques du délégué fait l'objet d'une nouvelle campagne : « Il a suffi que je passe par Genève lors d'une séance de la SdN pour que la presse suisse écrive que j'avais assisté aux réunions et parle de mon mandat de représentant non officiel en Suisse et auprès de la SdN. »⁵⁹ Mais la crainte d'une médiation extérieure imposée par la SdN⁶⁰, conjuguée aux pressions des milieux d'affaires helvétiques désirant accéder au marché russe, finissent par avoir raison de la résistance du Conseil fédéral. En avril 1927, le ministre de Suisse à Berlin et l'ambassadeur soviétique, Nikolai Krestinski, signent un compromis qui, sans aller jusqu'à l'établissement de relations diplomatiques, permet de lever les mesures de boycott et de conclure des arrangements commerciaux privés.⁶¹

Selon Moscou, ce premier accord ouvre de nouvelles perspectives à Bagotski : « Le règlement du conflit avec la Suisse offre la possibilité de développer le travail de la VOKS dans de meilleures conditions. Nous avons commencé à recevoir directement des courriers de citoyens suisses et d'organismes, ce qui nous permet de dire que l'intérêt pour l'URSS est grand et qu'il y a beaucoup de gens qui seraient contents d'avoir des relations plus ou moins normales

⁵⁶ Veridicus, *Suisse et Soviets : Histoire d'un conflit*, Paris, A. Delpeuch, 1926.

⁵⁷ Plusieurs Soviétiques, dont Sokolnikov, participent néanmoins à cette conférence tenue en mai 1927 à Genève ; voir Davis, *The Soviet at Geneva. The USSR at the League of Nations, 1919-1933*, p. 298.

⁵⁸ S. J. Bagotski à C. P. Zlitchenko, 30.1.1927, F.9501/6/63, doc. 100, GARF.

⁵⁹ S. J. Bagotski à V. N. Polovtseva, 1927, F.9501/6/42, doc. 28, GARF.

⁶⁰ Selon la plupart des auteurs, les Suisses, qui ne croient pas vraiment à la possibilité d'un transfert de la SdN hors de Genève, préfèrent néanmoins régler directement le conflit sans intermédiaire. Senn, « The Soviet Union's Road to Geneva, 1924-1927 », p. 79 ; Edgar Bonjour, « Versuch einer Normalisierung des schweizerisch-russischen Verhältnisses 1925-1927 », *Revue suisse d'histoire*, 1973, n° 3, pp. 492-509 ; Hans Beat Kunz, *Weltrevolution und Völkerbund. Die schweizerische Aussenpolitik unter dem Eindruck der bolschewistischen Bedrohung*, Bern, Stämpfli, 1981.

⁶¹ Le boycott est levé par le décret soviétique du 4 mai 1927.

avec nous. Votre tâche principale consiste à favoriser le développement de cet état d'esprit et à l'orienter dans un sens favorable. »⁶² Pour le délégué, le moment serait surtout venu de clarifier le statut des différentes représentations dont il a la charge. Jusqu'en 1927, tout son travail, qu'il s'agisse selon ses propres termes « de la Croix-Rouge ou de l'information et de la culture, avait été dirigé dans le sens d'un rapprochement de certains milieux suisses avec l'URSS et se faisait sous la bannière de la Croix-Rouge en entrant plus ou moins dans une conception quelque peu élargie des tâches de la Croix-Rouge »⁶³. Mais, écrit Bagotski, « puisque la liquidation du conflit a supprimé les raisons pour lesquelles j'agissais officieusement, avec l'accord du Commissariat du Peuple aux affaires étrangères, en tant que délégué de la VOKS, il serait logique qu'à l'avenir la représentation de la VOKS agisse officiellement et mène son travail, non plus sous l'enseigne de la Croix-Rouge, mais bien sous la sienne propre. »⁶⁴ Il serait souhaitable, poursuit-il, dans la mesure où le travail de la VOKS sera officiellement mené pas sa représentation, d'opérer une distinction formelle entre les deux activités, pour ne pas être « en contradiction flagrante avec mon mandat de la Croix-Rouge alors que je l'ai maintenu jusqu'ici dans toute sa *neutralité immaculée*. » Bagotski propose en conséquence que le mandat de représentant de la VOKS soit officiellement confié à sa femme, Regina Bagotskaïa, « ce qui séparerait formellement la CR de la VOKS et en même temps ne m'empêcherait pas de prendre part à la direction de ce travail. » La tâche sera plus facile « si je ne dois pas comme aujourd'hui réfléchir à chaque minute si telle ou telle de mes démarches n'enfreint pas la neutralité de mes activités pour la Croix-Rouge »⁶⁵.

Le choix de Bagotskaïa, qui a déjà pris une part active dans le travail culturel de la VOKS sous la forme de participations à des colloques et de rédaction d'articles⁶⁶, reçoit d'ailleurs le soutien de plusieurs personnalités, notamment la célèbre et très philosoviétique militante féministe et pacifiste Gabrielle Duchêne.⁶⁷ Cette dernière recommande la candidature de Regina à Rakovskaïa en ces termes : « Elle possède plus de caractère, plus d'esprit d'initiative et d'énergie que son mari. »⁶⁸ Rakovskaïa transmet à Kameneva, mais la proposition est refusée à Moscou, sans qu'il soit possible de dire si le refus provient de la direction de

⁶² I. Korivetz et C. I. Rabinovitch à S. J. Bagotski, 14.5.1927, F.5283/6/838, doc. 10, GARF.

⁶³ Lettre de S. J. Bagotski à la VOKS, 14.5.1927, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 412.

⁶⁴ *Ibidem*, p. 413.

⁶⁵ *Ibidem*, p. 414.

⁶⁶ Pensons par exemple à son article expliquant la législation soviétique sur l'avortement paru dans la *Berner Tagwacht* du 24.1.1925.

⁶⁷ Sur Gabrielle Duchêne : Valérie Daly, "Gabrielle Duchêne ou 'La Bourgeoisie impossible'", Mémoire de maîtrise, Université de Paris X-Nanterre, 1984 ; Lorraine Coons, « Gabrielle Duchêne: Feminist, Pacifist, Reluctant Bourgeoise », *Peace & Change*, Vol. 24, 2, April 1999, pp. 121-147 ; Emmanuelle Carle, "Gabrielle Duchêne et la recherche d'une autre route : entre pacifisme féministe et antifascisme", Thèse de doctorat, McGill University, Montreal/Ottawa, Library and Archives Canada/Bibliothèque et Archives Canada, 2005.

⁶⁸ Lettre de A. G. Rakovskaïa à O. D. Kameneva, 21.7.1927, F.5283/6/838, doc. 55, GARF.

la VOKS ou du collège du NKID. Plusieurs hypothèses peuvent être formulées sur les raisons de ce refus. La première est vraisemblablement d'ordre économique. Le cumul des fonctions permet en effet aux directions de Moscou, surtout à la VOKS, de réduire le montant des sommes allouées à son représentant alors que la nomination d'un nouveau représentant entraînerait des frais supplémentaires. Mais il se peut aussi fort bien que les Soviétiques aient considéré que le cumul des fonctions, loin de gêner le travail de Bagotski, contribuait au contraire à augmenter son prestige auprès des Suisses. Quelle que soit la raison de son maintien au poste de représentant de la VOKS, il faut pourtant reconnaître que Bagotski n'est pas toujours l'homme de la situation. Si son allure bourgeoise et professorale convient bien aux arcanes de la diplomatie humanitaire, son profil n'est pas celui d'un acteur culturel. Dénué d'entregent, peu loquace, surtout en français qu'il maîtrise mal, et guère intéressé par la culture au-delà des questions de santé publique, il n'est pas non plus un agitateur d'idées, ni un organisateur d'événements culturels et encore moins un animal social.⁶⁹

Malgré la levée du boycott résultant du compromis de Berlin, l'opinion publique helvétique n'est d'ailleurs pas moins hostile aux Soviétiques que par le passé. Fort de sa connaissance du milieu, Bagotski relativise avec perspicacité les espoirs de Moscou quant à un prochain rétablissement des relations officielles entre les deux pays.⁷⁰ « La situation créée ici ne peut nous laisser croire que des relations plus normales entre l'URSS et la Suisse seront rapidement établies. Après un bref moment d'hésitation, résultant de la surprise provoquée par l'acte inattendu de leur Gouvernement, les sphères fascisto-conservatrices, principalement de Suisse romande, ont fortement attaqué le Gouvernement pour son "ignoble capitulation" devant le bolchevisme. L'affaire est allée si loin que le Gouvernement fut contraint de publier, aujourd'hui même, une déclaration soulignant qu'il n'était pas question de faire un nouveau pas dans le sens d'un rapprochement avec l'URSS sans débat préalable au sein du Parlement fédéral et sans dédommagement des pertes subies par les Suisses en Russie. »⁷¹

Le rapport sur la presse suisse d'avril 1927, effectué à Moscou par Fanny Jezierska pour la section information du CEIC, confirme ces impressions en introduisant une nuance en fonction des espaces linguistiques : « La liquidation du conflit a eu un accueil très varié dans la presse bourgeoise helvétique. Alors

⁶⁹ L'une de ses rares apparitions publiques a lieu le 21 septembre 1926, lorsqu'il se rend à la commémoration organisée par le CICR à l'amphithéâtre de l'Athénée pour le centenaire de la naissance du fondateur, et premier président, du CICR, Gustave Moynier.

⁷⁰ Le 30 avril 1927, G. Motta, chef du DPF, écrit au ministre de Suisse à Varsovie que l'arrangement d'avril « laisse entièrement intacte la question de la reconnaissance par le Conseil fédéral du Gouvernement de l'URSS et celle de la reprise des relations officielles entre les deux pays. » Et d'ajouter qu'à la suite de cet arrangement, « l'état des rapports entre la Suisse et la Russie est ramené au point où il se trouvait à la veille de l'attentat de Conradi », Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et rupture, 1813-1955*, p. 410.

⁷¹ Il est fait référence ici aux vingt millions de roubles or volés à la légation suisse en 1919, S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 27.4.1927, F.3341/6/355, doc. 405, GARF.

que les journaux de Suisse allemande saluent l'accord et soulignent les possibilités commerciales qui s'ouvrent ainsi à la Suisse, bien qu'ils mettent en garde contre une reconnaissance effective de l'URSS, les journaux de Suisse romande considèrent le règlement du conflit comme un compromis et par là comme une défaite pour le Gouvernement fédéral. »⁷² *La Gazette de Lausanne* parle d'un « piteux compromis », incompatible avec la dignité nationale. *Le Journal de Genève* du 19 avril est d'avis que la mesure des concessions possibles a été transgressée : « Si on en restait à ce qu'on a fait jusqu'à présent, cela ne serait pas si grave : ce qui est à craindre, c'est que tout cela ne serve qu'à frayer la voie vers une mesure plus grave, c'est-à-dire vers la reconnaissance de fait, prélude d'une reconnaissance de jure des Soviets. » Si cela débouchait sur une reconnaissance ajoute ce journal, « alors Pâques 1927 constituerait une date fatale dans l'histoire de la Suisse ». *La Tribune de Lausanne*, *Le Courrier de Genève* et beaucoup d'autres journaux de Suisse romande ont publié une lettre du président de l'EIA au président de la Confédération Motta protestant contre l'accord avec l'URSS, « destructrice de la religion et de la famille »⁷³. Enfin, dans le quotidien romand à grand tirage *La Suisse*, Lucien Cramer, qui est membre du CICR et de l'EIA dénonce violemment en première page « la honteuse négociation de Berlin qui a ouvert les portes de notre pays aux assassins et aux voleurs impénitents de Moscou »⁷⁴.

Les réactions de la presse suisse allemande sont bien plus amicales, note la rapporteuse. *La Neue Berner Zeitung* est même convaincue qu'il faut aller jusqu'au rétablissement des relations diplomatiques parce que celles-ci « constituent une condition indispensable à la reprise des relations économiques avec cet immense pays d'Orient [sic] qui est resté trop longtemps fermé à l'écoulement des produits suisses. » Pour la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) du 20 avril, il n'est pas question de « contester que le règlement du conflit n'a pas levé toutes sortes de réserves et d'appréhensions. Mais nous contestons que le Conseil fédéral ait sacrifié la dignité nationale pour servir l'Europe et le monde, car il ne saurait y avoir de doute — et la presse internationale le souligne avec emphase — qu'un événement d'une portée historique a été accompli par le règlement de ce conflit. Il est d'ailleurs étrange de voir combien un service rendu par le Conseil fédéral à la SdN se trouve être justement sous-estimé par les journaux de Suisse romande. Même idée dans le *Bund*, selon lequel « la Suisse est allée jusqu'à la limite de ce que l'on peut supporter afin de supprimer le prétexte d'une absence des Soviétiques aux conférences internationales qui serait la conséquence des relations entre la Suisse et Moscou »⁷⁵.

⁷² Rapport de Fanny Jezierska, 3.5.1927, F.495/33/555, doc. 1, RGASPI.

⁷³ *Idem*.

⁷⁴ Lucien Cramer, « Le Conseil fédéral et les Soviets : un bilan », *La Suisse*, 31.5.1927.

⁷⁵ Rapport de Fanny Jezierska, 3.5.1927, F.495/33/555, doc. 1, RGASPI.

Mais les Genevois sont peu sensibles à ce discours venant Suisse allemande. Dans un célèbre ouvrage de 1929 intitulé *L'esprit de Genève*⁷⁶, Robert de Traz fait l'apologie d'une nouvelle mystique, celle d'un idéal universel de paix, fondé sur le triptyque : sécurité collective, arbitrage et désarmement. Or cet esprit de Genève — « pacifique sans être pacifiste, international mais pas internationaliste, intersocial mais non socialiste » — se constitue en opposition à ce que l'on pourrait appeler l'esprit de Moscou. *Genève ou Moscou*⁷⁷ écrit en effet Pierre Drieu la Rochelle en 1928 dans un ouvrage dont l'influence est fondamentale sur l'auteur de *L'esprit de Genève* et qui reprend l'alternative posée dès 1920 par Albert Thomas, le directeur du Bureau international du travail, dans sa formule « Ou Genève, ou Moscou. »⁷⁸ L'hostilité à l'égard de l'URSS dépasse d'ailleurs largement le contexte helvétique. En mai 1927, l'Angleterre rompt ses relations avec l'Union soviétique. En septembre, c'est le président du Conseil français, Raymond Poincaré, qui demande à Moscou le rappel de son ambassadeur, Rakovski, qui quitte Paris à la mi-octobre. Enfin il y a la dégradation des relations avec la Chine après la mise à sac des délégations soviétiques de Shanghai et Pékin, et le retournement de Tchang Kai-chek contre les ouvriers communistes de Shanghai. « L'atmosphère politique générale du moment révèle une tendance à la constitution d'un front uni contre l'URSS qui rend nécessaire la création d'une base solide pour s'opposer à la diffusion de mensonges sur l'URSS »⁷⁹, écrit d'ailleurs Bagotski en novembre 1927.

Le délégué propose donc, dans le prolongement du travail effectué depuis 1921, « d'établir des relations plus intimes avec toutes les organisations étrangères, même si elles ne présentent pas a priori un intérêt particulier pour nous, et cela dans le but de faire connaître nos institutions à l'étranger. Cette participation peut se manifester de différentes façons. Dans certaines organisations peuvent entrer en qualité de membres même les organisations gouvernementales ; dans d'autres peuvent entrer nos organismes sociaux ; et dans les dernières, auxquelles il serait délicat d'adhérer, pourraient entrer des personnes à titre individuel. L'adhésion à ces organisations nous ouvre d'abord l'accès à leurs publications, pour des rapports spécifiques et des informations générales. Elle nous permet ensuite de participer aux congrès, ce qui nous fournit une tribune régulière et de grande envergure. Vont par exemple avoir lieu en juillet de l'année prochaine le congrès du service social, celui de la protection de l'enfance et celui des associations de secours privées. Lors de ces congrès sont réunies quelques milliers de personnes de différents pays. Des rapports détaillés paraîtront dans les quotidiens, des brochures seront éditées. Si nous y participons, si nous

⁷⁶ Robert de Traz, *L'esprit de Genève*, Paris, Grasset, 1929.

⁷⁷ Paris, Gallimard, 1928.

⁷⁸ Introduction d'Alfred Dufour à Robert de Traz, *L'esprit de Genève*, réédition, Lausanne, L'Age d'homme, 1995, pp. 10-12.

⁷⁹ S. J. Bagotski à VOKS, 22.11.1927, F.9501/1/156, doc. 204, GARF.

nous exprimons, si nous organisons en parallèle des expositions et que nous y sommes bien préparés, nous pouvons donner une bonne image du travail social de nos sociétés et de notre Gouvernement, contrastant avec l'étiollement des organisations étrangères de bienfaisance. »⁸⁰ Et Bagotski d'illustrer son propos : « J'ai vu par exemple, lors du Congrès international de pédagogie de Locarno, comment utiliser concrètement ces manifestations internationales. Bien que n'ayant pas préparé de discours et ne pouvant compter que sur leurs propres forces, nos deux représentants [Bagotskaïa et le professeur Azboukine de l'Université de Moscou] ont réussi, grâce à des communications et des discussions, à transformer l'atmosphère de façon tout à fait sympathique à notre égard, malgré la résistance des éléments qui nous étaient hostiles. Ces congrès ont en outre l'avantage de créer des habitudes de contacts personnels avec toute une série de personnes plus ou moins intéressées par l'URSS. Ces contacts qui souvent se renforcent favorisent la création de petites cellules diffusant des informations sur l'URSS. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ces contacts, même si les cellules créées sont peu nombreuses, car elles ouvrent un accès à des organes de presse et elles créent parmi des gens connus une atmosphère favorable à notre égard. »⁸¹ Mais « ce travail officieux aurait pu être encore bien plus efficace s'il avait été effectué par une délégation officielle et compétente [...] Une délégation du NKP aurait été très utile, sans parler du fait qu'il est plus important que jamais de profiter de l'état d'esprit pacifique présent dans les masses de l'intelligentsia radicale de nombreux pays. »⁸²

La mise en application de cette stratégie se fait dans le prolongement de la levée du boycott de la Suisse par les Soviétiques, ces derniers saisissant désormais toutes les occasions pour établir des liens avec les organisations internationales établies à Genève.⁸³ L'une des cibles privilégiées, fréquemment évoquée par Bagotski, est celle des milieux de la mouvance de l'école nouvelle — une tradition helvétique très estimée des révolutionnaires russes⁸⁴ — qui gravite notamment autour de l'Institut Jean-Jacques Rousseau (IJJR) et du Bureau international d'éducation (BIE) fondé à Genève en 1925 par Edouard Claparède, Pierre Bovet et Adolphe Ferrière. L'approche de ce milieu est facilitée par Nicolas Roubakine, un ancien socialiste révolutionnaire établi en Suisse depuis 1907. Militant de l'autoéducation par les livres et premier bibliographe russe,

⁸⁰ *Ibidem*, doc. 206, GARF.

⁸¹ S. J. Bagotski à VOKS, 22.11.1927, F.9501/1/156, doc. 106, GARF.

⁸² S. J. Bagotski à VOKS, 19.8.1927, F.3341/6/355, doc. 339-342, GARF.

⁸³ Jean-Claude Favez en dénombre plus de soixante-dix pour les années trente, « Genève et les organisations internationales », *Encyclopédie de Genève*, Genève, 1990, vol. 8, p. 174.

⁸⁴ C'est le cas de Nadejda Kroupskaïa et d'Anatole Lounatcharski, le premier commissaire du peuple à l'Instruction publique, tous deux très familiers de l'œuvre de Johann Heinrich Pestalozzi (1746-1827).

Roubakine est le fondateur d'un Institut de psychologie bibliologique⁸⁵ rattaché à l'Institut Jean-Jacques Rousseau. C'est lui qui met Bagotski en contact avec Adolphe Ferrière, le théoricien de l'école active et rédacteur du journal *Pour l'ère nouvelle*. Bagotski a aussi des contacts réguliers avec la camarade R. Brachman, une Soviétique directrice du jardin d'enfant Clara Zetkin de Moscou, qui suit une formation à l'IJRR, et avec le psychologue Richard Meili, assistant à l'Institut et auteur de plusieurs articles sur la psychotechnique publiés dans des revues internationales. Citons encore les contacts établis ou pérennisés avec diverses organisations, officielles ou privées, de « l'esprit de Genève » — comme l'Association universelle espérantiste (présidée par Edmond Privat) ; le Bureau international de lutte contre l'alcoolisme (dans lequel figure Auguste Forel) ; le Conseil international des infirmières, qui en 1925 établit son siège à Genève sous la direction de Christiane Reimann ; l'Union internationale de secours aux enfants ; la Fédération mondiale des étudiants chrétiens ; le Bureau international de la Paix⁸⁶, etc. Avec la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL)⁸⁷, le rapprochement s'est effectué lors de la participation des délégués soviétiques à la conférence de Genève sur le désarmement. La Ligue a soutenu le point de vue soviétique sur le désarmement. « Nous avons de très bons contacts »⁸⁸ avec Gertrud Woker, chargée de cours à l'Université de Berne, qui est membre du bureau de la Ligue. La secrétaire de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Camille Drevet, qui est à Paris la rédactrice de la *Voix des femmes*, est aussi très intéressée par tout ce qui « touche à la nouvelle Russie »⁸⁹. La VOKS entretiendra également quelques contacts, sous la forme d'échange de publications, avec l'Institut international de coopération intellectuelle de la SdN inauguré à Paris en janvier 1926.⁹⁰

Les liens politiques qui se créent au sein du milieu de la Genève internationale se doublent parfois de liens familiaux. La présidente de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Gabrielle Duchêne, qui est en France la présidente du Cercle de la Russie neuve et des Amis de l'Union soviétique, n'est autre que la belle-mère du Dr Alexandre Roubakine, le fils du bibliographe. A la tête d'un laboratoire de bactériologie et de recherche médicale installé à Paris, Alexandre représente en France, officieusement de 1922 à 1924, puis officiellement depuis 1925, le NKZ, ce qui en fait un interlocuteur régulier de Bagotski. Nommé expert extérieur à la Section d'hygiène de la SdN de 1929 à

⁸⁵ La « psychologie bibliologique » désigne une philosophie qui insiste sur la responsabilité sociale du bibliothécaire, Alfred Erich Senn, *Nicholas Rubakin. A Life for Books*, Newtonville, Mass, 1977, p. 14.

⁸⁶ Constitué en 1891 à Berne, le Bureau s'installe à Genève en 1924.

⁸⁷ Eva Schöck-Quinteros u. a. (Hrsg.), *Politische Netzwerkerinnen. Internationale Zusammenarbeit von Frauen 1830-1960*, Berlin, Trafo Verlag, 2007.

⁸⁸ Rapport de S. J. Bagotski, 10.1.1929, F.5283/6/840, doc. 1, GARF.

⁸⁹ A. G. Rakovskaïa à S. J. Bagotski, 20.7.1926, F.9501/6/64, doc. 175, GARF.

⁹⁰ Renoliet, *L'UNESCO oubliée*, pp. 241-242.

1932⁹¹, Alexandre Roubakine s'efforcera d'utiliser ses fréquents séjours à Genève pour tisser des relations dans les milieux des fonctionnaires internationaux.⁹² Pendant les vacances, les Bagotski et les Roubakine se retrouvent parfois dans la maison de l'architecte Duchêne père, à Breitlauenen près d'Interlaken. Et c'est tout logiquement au sein de ce milieu que naîtra l'idée d'une première exposition sur l'enfance en Russie destinée à circuler dans les principales capitales européennes avant d'être présentée à Genève, « qui n'est pas seulement une ville intellectuelle, mais aussi une ville diplomatique »⁹³.

C'est le même « entrisme », censé contribuer au décloisonnement international de l'URSS, qu'applique au sommet de l'Etat le nouveau commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Litvinov, qui remplace de fait Tchitchérine à la tête du Narkomindel depuis 1928. A son initiative, l'URSS participe aux travaux des sessions de la Commission préparatoire pour la conférence sur le désarmement, ainsi qu'à plusieurs commissions économiques — sur la double imposition, les statistiques économiques — parrainées par la SdN, et adhère en septembre 1928 au pacte Briand-Kellog de renonciation à la guerre. Elle prend aussi part à certaines réunions de la commission d'étude formée par Briand au sein de la SdN sur le projet de Fédération européenne. Car pour Litvinov, qui doit en convaincre Staline, il existe « quelques analogies entre le projet de Briand et le pacte Kellog. L'un comme l'autre peuvent être entièrement dirigés contre l'URSS si nous restons volontairement, malgré l'invitation, complètement de côté, en revanche on peut rendre le projet inoffensif en y participant sous une forme quelconque, ne serait-ce que dans un but de dénonciation. »⁹⁴

Mais les organisations anticommunistes n'assistent pas sans réagir à cette réinsertion par la bande de l'URSS dans l'arène internationale. « L'établissement de rapports officiels entre les hautes institutions scientifiques nationales et internationales (surtout celles patronnées par la SdN) et le Gouvernement soviétique, et les organisations soumises à son autorité, équivaldrait en premier lieu à une absolution de tous les crimes bolcheviques à l'égard de la science et de ses représentants. On pourrait y voir une sorte de reconnaissance des idées bolcheviques concernant la science » dénonce un texte de l'EIA.⁹⁵ Pour celle-ci, les intellectuels et les acteurs humanitaires trahissent la civilisation occidentale en faisant preuve d'une attitude conciliante, presque amicale, à l'égard du bolchevisme. « Ainsi n'a-t-on pas vu le CICR reconnaître la Croix-Rouge soviétique dont pourtant les statuts sont incompatibles avec les principes essentiels de l'alliance universelle de la Croix-Rouge. N'a-t-on pas vu l'Union internationale

⁹¹ E 2001 (C) 1000/1535, vol. 80, dossier B.56.05.2.4, AFB.

⁹² S. J. Bagotski à A. N. Roubakine, 4.3.1931, F.9501/6/72, doc. 337, GARF.

⁹³ A. M. Eltschian à S. J. Bagotski, 30.1.1929, F.3341/6/350, doc. 133, GARF.

⁹⁴ Lettre du M. M. Litvinov à J. V. Staline, 27.7.1930, cité par Sabine Dullin, « Les diplomates soviétiques des années 30 et leur évaluation de la puissance soviétique », p. 345.

⁹⁵ "Les Soviets et la science", 1927, fonds 695, AEIA, BGE.

de secours aux enfants proclamer la fameuse déclaration de Genève et admettre simultanément en son sein une institution soviétique violant tous les articles de cette même déclaration ? N'a-t-on pas entendu l'Union de la femme pour la paix et la liberté⁹⁶ intervenir auprès du Gouvernement américain pour la reconnaissance d'un pouvoir dont nous avons démontré plus haut l'impérialisme et l'hostilité systématique à l'égard de la paix et de la liberté ? Enfin n'a-t-on pas enregistré des cas innombrables où des représentants de "l'élite" intellectuelle ont adhéré à des entreprises d'un caractère nettement bolchevique, telle que l'Internationale des Libres penseurs, l'Internationale rouge de secours⁹⁷, l'Internationale de l'enseignement⁹⁸, la Ligue anticoloniale dont le professeur Einstein a été le président d'honneur, et enfin le fameux VOKS ? »⁹⁹ La critique est particulièrement sévère à l'égard de Fridtjof Nansen, cité en exemple « de l'inconscience d'une personnalité importante à l'égard de l'URSS. Ses mérites de savant et d'explorateur sont un titre de plus pour être en droit d'exiger de lui une attitude hautement humanitaire : noblesse oblige ; l'excuse d'incompétence ou de manque d'information ne sont pas valables dans un cas comme le sien. Or il semble que le Dr Nansen, qui a pris contact avec le bolchevisme à l'époque la plus sanglante de la terreur, n'a pas toujours su se défendre d'une indulgence sympathique à l'égard des Soviets. »¹⁰⁰ En réaction, l'IEIA lance en 1927 un programme dit « Anti-VOKS » dont le premier objectif est de mettre en garde les institutions internationales et le monde universitaire.¹⁰¹ Les publications effectuées dans ce cadre dénoncent à grand bruit un organisme dont « le but est de soumettre à l'influence du Komintern les cercles intellectuels de l'Occident, en exploitant le terrain scientifique, littéraire et artistique. Le comité du VOKS est en rapport étroit avec la section de propagande de l'exécutif de Moscou et avec le GPU : le VOKS n'est donc pas autre chose qu'une organisation auxiliaire de propagande et aussi une section spéciale de la Tcheka chargée de surveiller les savants russes, surtout en ce qui concerne leurs rapports internationaux. [...] C'est le VOKS qui reçoit, contrôle, dirige et documente les intellectuels étrangers qui visitent l'URSS : tels ces naïfs délégués américains qui, en quelques jours, viennent d'explorer un pays de 144 millions d'habitants, puis de retour au pays, bourrés de faux renseignements, ont laissé déborder leur reconnaissance et leur admiration envers les Soviets. [...] Cette action méthodique et continue n'est pas stérile. L'esprit bolcheviste s'insinue dans certaines institutions internationales et dans certains milieux universitaires qui paraissent,

⁹⁶ Le titre exact est la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.

⁹⁷ Secours ouvrier internationale, SOI.

⁹⁸ Il s'agit de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement (ITE) établie à Paris, à laquelle s'est joint en 1924 le Syndicat soviétique des travailleurs de l'Instruction publique.

⁹⁹ Le monde intellectuel, note de T. Aubert, s. d., fonds 695, AEIA, BGE.

¹⁰⁰ Rapport de l'IEIA sur « Le communisme et les intellectuels », juillet 1928, VOKS, 793, AEIA, BGE.

¹⁰¹ Note de T. Aubert concernant *L'Anti-VOKS*, s. d., fonds 695, AEIA, BGE.

comme ceux des Etats-Unis, des plus réfractaires. Sans être, à proprement parler communiste, on se laisse inoculer le virus communiste et on en favorise la propagation. »¹⁰² Ces mises en garde à l'égard de la VOKS sont distribuées dans les universités, envoyées personnellement à des professeurs et imprimées dans les journaux. Des cours anti-bolcheviques sont organisés dans de nombreuses villes ; les appels à des personnalités, les conférences et les expositions suivront.

Compte tenu de la situation politique helvétique, Moscou conseille au délégué de conduire le travail de la VOKS avec « une prudence exceptionnelle »¹⁰³. Prudence d'autant plus nécessaire qu'une mise en cause de Bagotski se répercuterait sur les différentes représentations dont il a la charge. De toutes les façons, note ce dernier, « il est impossible de faire ici quoi que se soit dans le sens d'un travail d'information en faveur de notre société et plus généralement en faveur de l'URSS. Cela serait même dangereux, car cela suscite des attaques de nature politique, des calomnies sur la situation de l'URSS. »¹⁰⁴ Bagotski se contente dès lors de répondre au coup par coup, au rythme des campagnes de dénonciation et des contre-campagnes. Car l'hostilité à l'égard de l'URSS ne cesse de se nourrir de nouveaux thèmes. En 1929, en réaction à la lutte antireligieuse conduite en URSS dans le cadre de la collectivisation des terres et de la dékoulakisation, la presse suisse, alimentée par l'EIA et sa commission officieuse Pro Deo¹⁰⁵, organise une vaste campagne de dénonciation. La même année, le conflit sino-soviétique fournit le prétexte d'une nouvelle série de plaintes contre le Gouvernement soviétique à propos de violations des principes de la Convention de Genève. En 1931, la VOKS doit relayer la propagande soviétique sur les prétendus projets d'intervention impérialistes qu'aurait révélés le procès dit des industriels. « La campagne de la VOKS fut d'abord orientée vers la mobilisation des cercles de l'intelligentsia autour du procès, car le procès a révélé que les interventionnistes ne s'appuyaient pas sur les masses, mais sur les cercles de l'intelligentsia antisoviétique. Ensuite, la campagne fut menée sur les succès du premier plan en opposition à l'aggravation de la crise économique dans les autres pays. »¹⁰⁶ La même année, Bagotski doit faire face à des attaques de la presse contre le dumping soviétique¹⁰⁷, sur la difficile situation de l'intelligentsia en URSS¹⁰⁸ ; puis ce sera sur le travail forcé, la famine en Ukraine...

¹⁰² « Le bolchevisme contre la science. La VOKS », *Revue Anticomuniste*, décembre 1926, carton du bureau permanent, 1926, AEIA, BGE.

¹⁰³ Rapport de la VOKS, 1927-1928, F.5283/2/109, doc. 82, GARF.

¹⁰⁴ S. J. Bagotski à Lazarev, SRCR et du CR, 18.9.1929, F.9501/6/82, doc. 12, GARF.

¹⁰⁵ Roulin, *Un credo anticommuniste*, pp. 119 et ss.

¹⁰⁶ Rapport sur la campagne de la VOKS, janvier 1931, F.495/30/732, doc. 2, RGASPI.

¹⁰⁷ L'URSS était accusée de pratiquer une politique de dumping, en particulier dans le domaine de l'exportation du bois et du blé. La plupart des articles qui paraissent dans la presse suisse s'appuient sur l'ouvrage de Boris Eliacheff, *Le Dumping soviétique*, Paris, M. Giard, 1931.

¹⁰⁸ « Une nouvelle ignominie des Soviets, liste des savants russes tués ou déportés dans les années 1930-1932 », *Gazette de Lausanne*, 17.3. et 23.3.1933.

A Moscou, la direction de la VOKS, qui comme toutes les organisations soviétiques ne cesse de répéter que « la menace d'une guerre contre l'URSS se précise », reproche à Bagotski et aux amis locaux de ne pas savoir tirer parti du calendrier de la Genève internationale : « En relation avec la Conférence sur le désarmement se tenant à Genève en février [1932], on peut dire qu'il existait à cette période en Suisse, et plus particulièrement à Genève, les conditions les plus favorables pour le travail de la Société de rapprochement. [...] La participation de l'URSS à cette conférence et le discours de Litvinov devaient attirer l'attention du monde sur la politique mondiale de l'URSS et l'intérêt de larges couches de l'intelligentsia suisse à son égard. La société genevoise de liens culturels devait utiliser les mois de janvier et de mars pour faire connaître à l'intelligentsia suisse l'édification du socialisme en URSS. » Or, malgré le matériel mis à la disposition de la société pour publier des articles, organiser une exposition et présenter des films, « rien n'a été fait »¹⁰⁹. Les Soviétiques continuent ainsi de se leurrer sur la marge de manœuvre de leurs correspondants dans la ville internationale. « Tu n'as pas une représentation exacte de la Suisse qui a beaucoup changé en 10 ans », écrit l'un d'eux à un ancien camarade de Moscou.¹¹⁰ « Le travail en Suisse continue dans des conditions extrêmement difficiles », ne cesse de répéter Bagotski d'une année sur l'autre. Chaque tentative pour défendre les positions de l'URSS butte sur la mobilisation des milieux anticommunistes locaux, appuyés par les autorités. Lorsqu'en mai, *L'Humanité* publie un appel de Romain Rolland et Henri Barbusse pour l'organisation, le 28 juin 1932, d'un congrès de la paix à Genève¹¹¹, Théodore Aubert et l'AEIA lancent dans la presse locale une campagne dénonçant une manœuvre communiste, orchestrée par Moscou.¹¹² La manifestation interdite par le Gouvernement genevois, puis au niveau fédéral réunira à Amsterdam, en août 1932, sous le nom de Congrès mondial de lutte contre la guerre, 3000 délégués de 25 pays dont Albert Einstein, John Dos Passos et Romain Rolland.¹¹³ « Rassemblement anti-Genève »¹¹⁴, note le dirigeant communiste français Marcel Cachin. « On

¹⁰⁹ Rapport de janvier-mars 1932, F.5283/2/198, doc. 1-2, GARF.

¹¹⁰ H. S. Rémezov à C. P. Zlitchenko, 13.2.1931, F.9463/1/ 31, doc. 200, GARF.

¹¹¹ « Ces jours va se constituer un groupe suisse de la Ligue contre la guerre avec Barbusse et Romain Rolland. Le centre devrait en être Genève. Mais le congrès dont l'initiative revient à des écrivains suisses devrait avoir lieu à Lyon ou Locarno. » S. J. Bagotski à VOKS, 7.6.1932, F.5283/6/874, doc. 116, GARF.

¹¹² Rapport sur l'activité du bureau permanent de l'AEIA de 1930 à 1932, AEIA, BGE, et *L'Humanité*, 27.5.1932. Le 28 juin correspondait à l'anniversaire de l'attentat de Sarajevo.

¹¹³ Un deuxième congrès se tient en juin 1933 à la salle Pleyel, d'où son nom de Comité Amsterdam-Pleyel.

¹¹⁴ « Samedi 29. Ouverture du congrès : rassemblement anti-Genève. Rassemblement antisocialiste », *Carnets Marcel Cachin*, cité par Yves Santamaria, « Organisation de masse et lutte pour la paix », *Willi Münzenberg 1889-1940, un homme contre*, Colloque de Toulouse, Le Temps des cerises, 1993, p. 94.

dirait qu'on a peur de la paix en Suisse »¹¹⁵, écrit pour sa part le pacifiste Edmond Privat à Romain Rolland pour commenter cet événement. L'année 1932 coïncide en réalité avec la fin de « l'esprit de Genève », cette période faste des relations internationales fondée sur le triptyque sécurité collective, arbitrage et désarmement qui s'étend de 1924 à 1932. L'échec de la Conférence sur le désarmement, la sortie de la SdN du Japon après l'invasion de la Mandchourie, bientôt celle de l'Allemagne d'Hitler, marquent le déclin de l'institution.

Le tournant concerne aussi la politique intérieure. Ni Genève, ni le reste de la Suisse, qui connaîtra en 1933 ce qu'on appelle le Printemps des fronts¹¹⁶, n'échappent totalement à la crispation idéologique et à la brutalisation des rapports sociaux qui caractérisent les années 1930. « La Suisse qui jouit d'une réputation de pays libre et se considère comme la plus vieille démocratie du monde, se trouve aujourd'hui dans la situation d'être conquise de façon imminente par les fascistes »¹¹⁷, note un correspondant de la VOKS installé à Genève. Les signes du tournant se lisent à différents niveaux, du plus infime — la mise au pas par le biais budgétaire de l'Institut Jean-Jacques Rousseau accusé de propager des théories bolcheviques¹¹⁸, l'adoption d'un décret fédéral rendant incompatible un emploi dans l'administration fédérale avec l'appartenance au PC ou « à tout groupement dépendant largement d'organes étrangers » — au plus tragique — la fusillade du 15 juin à Zurich¹¹⁹ et celle du 9 novembre 1932 à Genève. En pleine Semaine de la paix, à quelques pas du Palais électoral, où se tiennent habituellement les assises de la Conférence sur le désarmement, l'armée tire sur une foule ouvrière venue protester contre « la mise en accusation publique » des dirigeants socialistes par une assemblée d'extrême droite : treize morts et soixante-deux blessés !¹²⁰ Selon les autorités politiques et la grande majorité des journaux, il ne fait pas de doute que, sans l'intervention de l'armée, la manifestation socialiste se serait transformée en une insurrection communiste. Pour le bureau permanent de l'EIA, il convient d'inscrire les événements de 1932 dans le temps long de l'agitation soviétique en Suisse et de

¹¹⁵ Lettre d'Edmond Privat à Romain Rolland, 17.6.1932, *Bon voisinage. Edmond Privat et Romain Rolland*, Neuchâtel, La Baconnière, 1977, p. 147.

¹¹⁶ Sur Genève : Roger Joseph, *L'Union nationale, 1932-1939 : un fascisme en Suisse romande*, Neuchâtel, Editions de la Baconnière, 1975 ; sur Zurich : Beat Glaus, *Die nationale Front. Eine Schweizer faschistische Bewegung 1930-1949*, Zürich, Benziger, 1969 ; sur Berne : Catherine Arber "Frontismus und Nationalsozialismus in der Stadt Bern", Mémoire de licence, Université Berne. Pour un tableau général de ces mouvements : Hans-Ulrich Jost, « Menace et repliement », *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, vol. 3, Lausanne, Payot, 1983, pp. 142-147.

¹¹⁷ Texte d'H. S. Rémézov, F.9463/1/41, doc. 1, GARF.

¹¹⁸ Fernando Vidal, « L'Institut Rousseau au temps des passions », *Educations et recherches*, n° 10, 1988, pp. 60-81.

¹¹⁹ A la suite de l'émeute de janvier 1932, les communistes zurichois organisent malgré l'interdiction de la municipalité socialiste une manifestation de protestation qui tourne à l'affrontement avec les forces de l'ordre. Bilan : deux morts et des dizaines de blessés.

¹²⁰ Marie-Madelaine Grounauer, *La Genève rouge de Léon Nicole, 1933-1936*, [Genève], Editions adversaires, 1975, pp. 72-76.

rappeler qu'ils constituent, après ceux de 1918, une nouvelle tentative d'y déclencher la guerre civile :

« 1918 : Séjour en Suisse de la mission Berzine. Grève générale de novembre.

1932 : Séjour à Genève de la délégation soviétique Litvinov-Dovgalevsky-Radek : le sang coule, à Zurich d'abord, à Genève ensuite. Une tentative d'émeute éclate à Lausanne. »¹²¹

L'EIA ne manque pas non plus de rappeler que Bagotski — qui n'était pourtant pas dans la cité de Calvin au moment des faits, pas plus que Radek, Litvinov ou Dovgalevsky d'ailleurs — a « des accointances d'un caractère permanent à Genève ». Le délégué soviétique pourrait en outre compter sur « bon nombre d'agents et sympathisants de Moscou », recrutés parmi « les éléments étrangers du personnel de la Société des Nations et des autres institutions internationales ». Ceux-ci peupleraient en particulier le secrétariat et la Section d'hygiène de la SdN, ainsi que le BIT. L'EIA fait également remarquer que, « depuis un an, profitant des diverses réunions techniques à la SdN, les agents soviétiques ne quittent presque plus Genève »¹²². Bien que fondamentalement fantasmée¹²³, cette présentation des événements du 9 novembre 1932 en termes de « complot communiste » paralyse une nouvelle fois le travail de rapprochement culturel de Bagotski en Suisse romande. « En raison d'événements que vous connaissez, Genève et Lausanne nous sont fermées pour plusieurs mois. » Selon le délégué, il règne désormais à Genève, à la suite des procès intentés contre la gauche socialiste, un climat de « terreur policière »¹²⁴. Cette « psychose antisoviétique paralyse totalement nos activités »¹²⁵. Deux interlocuteurs intermittents de la VOKS en Suisse, pourtant sans lien avec les événements de novembre, font l'objet d'une procédure d'expulsion.¹²⁶ Et lors d'une conférence organisée à Neuchâtel, Aubert demande publiquement celle de Bagotski.¹²⁷ Cette demande d'expulsion, relayée par la presse, restera sans suite, mais les milieux anticommunistes ne vont plus cesser d'accentuer la pression.

« En Suisse, la campagne antisoviétique conduite par la Ligue Aubert se renforce »¹²⁸, écrit un correspondant de la VOKS en 1934. Depuis l'apparition, en

¹²¹ Ce communiqué de l'EIA paraît dans *Le Courrier de Genève* du 11 novembre 1932 et dans *La Gazette de Lausanne* du 12 novembre 1932 sous le titre : « Après les émeutes de Genève et les troubles de Lausanne – Deux dates ».

¹²² Note sur l'activité du secrétariat suisse de l'Entente, [s.d], correspondance du bureau permanent, secrétariat suisse, 1925-1932, AEIA, BGE.

¹²³ Jean-François Fayet et Michel Caillat, « 9 novembre 1932 : la cristallisation du mythe du complot communiste », Marianne Enckell, Charles Heimberg, Stéphanie Prezioso (éd.), *Mourir en manifestant*, Lausanne, Editions d'en Bas, 2008, pp. 61-85.

¹²⁴ Rapport de S. J. Bagotski à VOKS, 20.11-20.12.1932, F.5283/2/100, doc. 7-9, GARF.

¹²⁵ Lettre de S. J. Bagotski à la VOKS, 15.12.1932, F.5283/1/217, doc. 1, GARF.

¹²⁶ Il s'agit d'Arthème Eltschian et de Marc Schalks. Vuilleumier, « La surveillance politique à Genève : quelques cas (1920-1934) », pp. 239-268.

¹²⁷ S. J. Bagotski à la VOKS, 29.11.1932, F.5283/6/915, doc. 24, GARF.

¹²⁸ Dr Volker Scheu à VOKS, 27.9.1934, F.5283/6/918, doc. 12, GARF.

janvier 1934, des premières rumeurs relatives à la possibilité d'une invitation de l'URSS à la SdN, les autorités suisses, la presse romande et surtout l'EIA¹²⁹ sont en effet mobilisées contre « l'entrée des loups de la steppe, déguisés en agneaux, dans la bergerie de Genève »¹³⁰. Presque chaque semaine *Le Journal de Genève*, qui travaille en étroite relation avec l'EIA¹³¹, dénonce sous la plume de son directeur, Jean Martin, et de son rédacteur de politique étrangère, Pierre-E. Briquet, le « moloch de haine qui veut aujourd'hui entrer à la SdN dont il est la négation même ». Les mêmes auteurs martèlent qu'en « accueillant la III^e Internationale, la SdN abdiquerait tous ses principes et introduirait chez elle le virus qui la détruirait à bref délai »¹³². Le point culminant de cette campagne est atteint lors du discours de Giuseppe Motta, le chef du Département politique fédéral. Devant la 6^e commission de l'Assemblée de la SdN, celui-ci dénonce le communisme, qu'il accuse d'être « dans chaque domaine — religieux, moral, social, politique, économique — la négation la plus radicale de toutes les idées qui sont notre substance et dont nous vivons. »¹³³ La virulence du propos est telle que René de Weck, le ministre de Suisse à Bucarest, inquiet des répercussions que ce discours pourrait avoir sur la position internationale de la Confédération, se sent obligé de regretter dans un courrier envoyé au chef du DPF l'influence néfaste des organisations patriotiques et de la presse suisse sur le Gouvernement de la Confédération.¹³⁴ Une appréciation qui aurait certainement rencontré l'assentiment de Bagotski.

Même si elle s'est déroulée dans un climat de forte hostilité, l'adhésion de l'URSS à la SdN constitue une étape décisive du processus de réintégration des Soviétiques au jeu diplomatique. Elle représente d'abord une révision foudroyante des conceptions diplomatiques de l'URSS, qui entend désormais participer à la sécurité collective en s'opposant « à la révision des frontières qui conduirait à une nouvelle guerre mondiale »¹³⁵. Elle sanctionne aussi une double reconnaissance : « D'une part, les Soviétiques reconnaissent l'échec de leur projet de révolution mondiale et d'autre part les Etats capitalistes reconnaissent l'échec des tentatives antibolcheviques et la validité du système communiste. »¹³⁶ Elle modifie enfin la mission de celui qui était jusque-là le seul représentant soviétique en Suisse. En facilitant l'arrivée des Soviétiques à Genève, la participation de l'URSS à la SdN relativise l'intérêt du travail de Bagotski au sein du

¹²⁹ Voir *Protestation contre la candidature de l'URSS*, Genève, EIA, 1934.

¹³⁰ Jean Martin, « Les loups dans la bergerie », *Journal de Genève*, 27 mars 1934.

¹³¹ Voir le chapitre intitulé « Les articles, les documents et les photographies ».

¹³² Jean Martin et Pierre E. Briquet, *L'URSS à Genève*, Genève, s. n., 1934, pp. 16, 30, 34.

¹³³ Discours du 17 septembre 1934, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 450-455.

¹³⁴ René de Weck à G. Motta, 27.9.1934, *ibidem*, pp. 440-449.

¹³⁵ Karl Radek, « La révision du traité de Versailles », *La Correspondance internationale*, n° 39/40, 1933.

¹³⁶ Antoine Fleury, « Coudenhove-Kalergi, la SdN et l'URSS », *L'URSS et l'Europe dans les années 20*, p. 18.

milieu genevois des organisations internationales. Les Soviétiques, qui participent maintenant de plein droit à toutes les commissions, assemblées et conférences de la SdN, ainsi qu'à celles de toutes les organisations annexes (dont l'OCI basée à Paris¹³⁷), n'ont plus guère besoin d'un représentant officieux, arpentant les coulisses de la diplomatie genevoise.¹³⁸ Certes sa mission auprès du CICR n'est pas remise en cause. Mais dans le domaine humanitaire aussi, Bagotski perd son monopole, puisque le centre d'intérêt des Soviétiques se déplace alors de Genève à Paris, au siège de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge.¹³⁹ Apparue en 1919 à l'initiative des Croix-Rouges de l'Entente, la Ligue a longtemps fait preuve, à l'instar des Gouvernements de celle-ci, d'une grande intransigeance à l'égard de la Croix-Rouge soviétique. Mais au printemps 1934, l'ASCRCR est invitée à se joindre à la Ligue pour la XV^e conférence internationale de la Croix-Rouge organisée à Tokyo en octobre.¹⁴⁰ Les contacts entre la Croix-Rouge soviétique et la Ligue se feront désormais par la légation soviétique de Paris¹⁴¹, sans l'intervention de Bagotski.

L'essentiel du travail de ce dernier semble devoir désormais se limiter à sa mission de représentant de la VOKS. Mais selon la direction de celle-ci, le moment semble venu de procéder au changement de son représentant en Suisse. Depuis 1932, les rapports (*Karakteristiki*) de Moscou le concernant soulignent son « absence de ligne politique directrice ». Bien que « Bagotski entretienne avec la VOKS des liens plus étroits que nos mandataires des autres pays [...], il semble qu'il n'ait pas bien compris les missions de la VOKS. »¹⁴² Les rapports se font plus sévères d'année en année : « En tant que représentant plénipotentiaire de la VOKS et de la Croix-Rouge, Bagotski apparaît comme le représentant officiel de l'URSS. Dans ce contexte, son travail est clairement insuffi-

¹³⁷ Renoliet, *L'UNESCO oubliée*, pp. 243-243.

¹³⁸ Parmi ceux-ci : M. I. Rozenberg, le secrétaire général adjoint, remplacé en 1937 par Dokoline ; Vladimir Sokoline, un Russe né à Genève qui entre dans la section information ; Rosenblum, membre du comité économique ; Svanidze, du comité financier ; Ventsov, du comité consultatif sur les questions militaires, et Ossinski, coopération intellectuelle. Citons encore N. Sloutzky, fonctionnaire soviétique à la SdN, frère du responsable de l'INO-Tcheka, qui selon l'PEIA effectuerait des copies de documents pour Bagotski. Enfin la délégation soviétique dans les assemblées est formée, autour de Litvinov, par des ambassadeurs proches géographiquement de la Suisse, attachés auprès des grandes puissances : V. P. Potemkin (ambassadeur soviétique en France), Shtejn (ambassadeur en Italie), Maïski (ambassadeur en Grande-Bretagne) et Merekalov (ambassadeur en Allemagne). Sabine Dullin, « Les diplomates soviétiques à la Société des Nations », *Relations internationales*, n° 75, automne 1993, pp. 329-343.

¹³⁹ En 1939, la Ligue installera son siège à Genève pour faciliter la coordination de son travail avec le CICR.

¹⁴⁰ « Nous ne nous opposons pas à ce que la Ligue nous invite mais nous ne conduirons pas de politique de séduction ». Bronstein, section étrangère de l'ASCRCR à G. M. Ioreneva, 11.4.1934, F.9501/5/55, doc. 67, GARF et Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, p. 49.

¹⁴¹ C'est déjà L. B. Guelfand, le correspondant de la SRCR au sein de la légation soviétique de Paris, qui depuis 1929 s'occupe des relations de l'ASCRCR avec la Ligue ; après son départ pour l'Italie, Sokoline reprend le dossier.

¹⁴² Rapport de la VOKS, 1932, F.5283/2/119, doc. 36, GARF.

sant. »¹⁴³ Il aurait, selon une autre version du même rapport, révélé et cela dès le début, une « totale incapacité à influencer l'organisation de la Société suisse de rapprochement culturel avec l'URSS, à l'orienter et à l'amener à préparer des expositions en Suisse. Il ne fait preuve d'aucune initiative et a commis ces derniers temps beaucoup de fautes sérieuses. Citons l'organisation d'une conférence par un trotskiste [Moritz Mandel¹⁴⁴] au sein de la société, l'envoi à la VOKS de propositions pour sauver des médecins juifs arrêtés par Hitler et des demandes de soutien financier à la VOKS sur des cartes postales ! [...] Le travail le plus connu de Bagotski concerne l'échange de livres, mais désormais l'échange de livres est centralisé. [...] Cela m'oblige à poser la question de Bagotski comme représentant de la VOKS. »¹⁴⁵ « Le représentant de l'ASCRCR, n'est en fait notre représentant que de nom », souligne le dernier rapport sur les activités de Bagotski en Suisse. « Il ne répond que très froidement et formellement à nos questions. Il nous a d'ailleurs demandé d'éviter de s'adresser à lui car en raison du renforcement du fascisme en Suisse, les lettres de la VOKS pourraient le compromettre. Il faut aussi avoir à l'esprit que Bagotski passe plus de la moitié de son temps en voyage, qu'il est donc peu présent en Suisse. Or il est très important, compte tenu du renforcement du fascisme en Suisse, d'avoir un représentant énergique, une personne solide, susceptible d'appliquer nos directives. »¹⁴⁶

Appuyé par la SRCR, qui couvre l'essentiel des frais de sa mission, Bagotski conserve pourtant son poste de représentant de la VOKS en Suisse jusqu'à l'été 1937.¹⁴⁷ Ses rapports du premier semestre de l'année 1936 laissent même entrevoir de réels espoirs concernant l'éventualité d'une reprise des relations diplomatiques. En avril, il écrit ainsi au président Alexandre Arossiev : « Le mouvement pour la reprise des relations diplomatiques avec l'URSS est en pleine croissance en Suisse. »¹⁴⁸ Le mois suivant, le délégué ajoute que « cela pourrait aller plus vite que nous le pensions. Hier, par exemple, la commission parlementaire s'est prononcée par 9 voix contre 3 pour une reprise rapide des relations diplomatiques avec l'URSS. »¹⁴⁹ En quelques mois, deux associations constituées de socialistes, de syndicalistes et d'industriels favorables à la reprise

¹⁴³ *Karakteristika* de V. Kanatchikova, responsable de la 2^e section occidentale de la VOKS, sur S. J. Bagotski, 29.8.1934, F.5283/6/889, doc. 36, GARF.

¹⁴⁴ Il s'agit d'une conférence donnée par Moritz Mandel, membre de l'opposition communiste (KPO), à la société zurichoise sur « Les fondements du communisme ».

¹⁴⁵ *Karakteristika* de V. Kanatchikova, responsable de la 2^e section occidentale de la VOKS, sur Bagotski, 29.8.1934, F.5283/6/898, doc. 67, GARF.

¹⁴⁶ Tchassovieni (membre de la direction de la VOKS) à NKID, Antonov, section occidentale, 5.10.1937, F.5283/6/931, doc. 64, GARF.

¹⁴⁷ A ce moment, le départ de Bagotski et de sa famille semble provisoire, ils disposent d'ailleurs d'un visa de retour en Suisse et d'une autorisation de séjour valable jusqu'au 1^{er} mars 1938. Mais le délégué, dont le départ définitif est confirmé par la *Neue Zürcher Zeitung* du 8 février 1938, ne semble pas être revenu en Suisse.

¹⁴⁸ S. J. Bagotski à A. Y. Arossiev, 24.4.1936, F.5283/6/931, doc. 23, GARF.

¹⁴⁹ S. J. Bagotski à V. M. Bronner, NKZ, 18.5.1936, F.9501/6/72, doc. 45, GARF. Cette résolution de la commission de gestion du Conseil national suscite un tollé dans la presse bourgeoise.

des relations diplomatiques lancent des pétitions et interpellent le Gouvernement.¹⁵⁰ Le 22 avril, près d'un millier de personnes, dont beaucoup de jeunes chômeurs¹⁵¹, sont venus écouter dans la grande salle de l'Hôtel National, à l'initiative du Comité suisse pour la reprise des relations avec l'URSS, les témoignages favorables de l'entrepreneur Kaspar Weber et du président du PSS Ernst Reinhard.¹⁵² La demande semble si forte qu'il serait difficile aux adversaires de s'y opposer. « A Genève, où l'ancien conseiller fédéral Jean-Marie Musy a essayé de faire une conférence contre la reprise des relations diplomatiques, les ouvriers l'ont sifflé et le meeting fut arrêté. Ce fut la seule tentative de conférence publique des adversaires de la reprise alors que les partisans sont intervenus à Berne, Zurich, La Chaux-de-Fonds. Après le refus d'une reprise des relations diplomatiques par la commission parlementaire, une polémique est apparue sur le fait que Motta n'avait pas été auditionné. [...] Je pense que nous nous acheminons vers une solution de compromis devant permettre au Conseil fédéral de repousser encore quelque temps la question ».¹⁵³

Mais le temps joue une nouvelle fois en faveur des adversaires de la reconnaissance. La victoire des Fronts populaires en Espagne et en France, puis le déclenchement de la guerre d'Espagne durant l'été 1936, ont provoqué une nouvelle crispation idéologique dans la plupart des Etats, y compris les plus démocratiques. Loin d'interpréter la victoire électorale de Fronts populaires comme un renforcement des forces démocratiques, les autorités suisses voient en ces Gouvernements la confirmation de l'immédiateté de la menace communiste.¹⁵⁴ Le fascisme et le national-socialisme sont dans cette perspective perçus moins comme une menace pour la démocratie que comme une barrière contre la révolution. A partir de cette analyse dominée par le primat de l'anticommunisme, la Confédération mène une politique d'apaisement à l'égard des Etats fasciste et nazi. En 1935, « lorsqu'une majorité se dégagea à la SdN pour désigner l'Italie comme agresseur [de l'Ethiopie], Motta déclara que la Suisse n'avait ni l'intention [sic] ni les moyens d'appliquer intégralement les sanctions réclamées, mais qu'elle y participerait ». Dans la logique de cette politique, la Suisse reconnaît ensuite « précipitamment l'*Anschluss* » (mars 1938) et demande en mai

¹⁵⁰ Il s'agit, à l'automne 1935, du Schweizerisches Aktionkomitee für die Wiederaufnahme der Beziehungen mit der Sowjetunion (Comité suisse d'action pour la reprise des relations avec l'URSS) et, au printemps 1936, du Schweizerische Komitee für die Wiederaufnahme der Beziehungen mit der Sowjetunion (Comité suisse pour la reprise des relations avec l'URSS) dont le président est le socialiste Jakob Bühler, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 499.

¹⁵¹ En 1936 le chômage atteint en Suisse son point culminant avec 93 000 chômeurs, soit 5 % de la population active.

¹⁵² Article de la *Berner Tagwacht*, 23.4.1936, n° 94, p. 1.

¹⁵³ S. J. Bagotski à A. Y. Arossiev, 27.5.1936, F.5283/6/931, doc. 15, GARF.

¹⁵⁴ Sébastien Farré, *La Suisse et l'Espagne de Franco, de la guerre civile à la mort du dictateur*, Lausanne, Antipodes, 2006 ; Éric Mevillot, "Diplomatie et perception : les relations franco-suisses au temps du Front populaire, 1936-1938", Mémoire de licence, Université de Fribourg, 1990.

1938 à être libérée des obligations de l'article 16 du pacte relatif aux sanctions, à la plus grande « satisfaction » de l'Allemagne et de l'Italie.¹⁵⁵ Malgré l'affirmation du principe de « neutralité intégrale », la politique étrangère helvétique de ces années reste très unilatéralement antisoviétique, comme en témoigne son refus réitéré d'établir des relations diplomatiques avec l'URSS, alors qu'elle est une des premières démocraties à reconnaître le Gouvernement de Franco. Ce repliement helvétique, conforté au niveau intérieur par l'introduction d'une nouvelle législation anticommuniste et diverses mesures censées renforcer l'unité nationale, réduit encore, avant même le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, les possibilités d'un travail culturel s'efforçant de dissocier la réalité soviétique du projet politique mondial des communistes.

La « réalité soviétique » du moment frappe d'ailleurs durement les personnels de la VOKS et de la SRCR qui, de par leurs origines souvent bourgeoises, une formation acquise dans les universités occidentales et des contacts réguliers avec l'étranger, font partie des cibles privilégiées de la Grande terreur stalinienne des années 1936-1938. Lors du IV^e plénum de l'ASCRCR (1937), cinquante-neuf collaborateurs, dont l'ancien président jusqu'en janvier 1936 Abel Enoukidze et son adjointe Varvara Moïrova, sont congédiés, accusés d'être des ennemis du peuple ou d'avoir commis des fautes politiques graves en raison de leurs relations avec des organisations occidentales.¹⁵⁶ Deux autres présidents se succéderont jusqu'en 1941. Les purges ne touchent pas moins le personnel de la VOKS. Écartée en 1929, Kameneva est arrêtée en 1935, condamnée à trois ans de déportation pour sa prétendue participation à un « groupe contre-révolutionnaire »¹⁵⁷. Elle sera fusillée en 1941. Au début de l'été 1937, c'est Arossiev qui est accusé de participer « à un réseau international trotskiste d'espionnage ». Son arrestation, suivie l'année suivante par son exécution, s'accompagne d'une purge massive et de l'élimination physique des personnels de la VOKS, en particulier des interprètes et des responsables du bureau d'accueil des étrangers.¹⁵⁸ Au-delà de l'ASCRCR, de la VOKS et des acteurs de la diplomatie culturelle soviétique entendue dans son acception la plus large (les étudiants de l'Institut du tourisme étranger, les responsables des journaux en langue étrangère, les correspondants de presse), c'est tout le noyau historique de la diplomatie soviétique, des premiers *polpred* (Berzine, Hanecki, Karakhan, Rakovski, Rozenberg...) aux Commissaires du peuple (Krestinski, Litvinov) qui sont écartés, le plus souvent éliminés.¹⁵⁹

¹⁵⁵ Roland Ruffieux, « La Suisse et la Société des Nations », *La Société des Nations : rétrospective*, pp. 186-188.

¹⁵⁶ Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, p. 58.

¹⁵⁷ Lubjanka, *Stalin i VČK-GPU-OGPU-NKVD : janvar' 1922-dekabr 1936, Dokumenty*, Moskva, Materik, 2003, p. 669.

¹⁵⁸ Michael David-Fox, « Stalinist Westernizer? Aleksandr Arosev' Literary and Political Depictions of Europe », *Slavic Review*, Vol. 62, n° 4, Winter 2003, p. 737.

¹⁵⁹ Coeuré, *La Grande leueur à l'Est*, p. 271.

Cette valse des personnels de la VOKS qui découle de la répression déstabilise les contacts étrangers. Si la mise à l'écart de Kameneva n'a guère suscité d'inquiétude, la multiplication des purges dans les années trente provoque beaucoup d'interrogations. « Je n'insiste pas, mais je m'étonne qu'un ancien haut fonctionnaire d'Odessa [Léon Brodski] soit introuvable »¹⁶⁰, écrit par exemple le professeur Stephan Bauer à la VOKS en 1933. « J'apprends par les journaux l'arrestation d'Alexandre Arossiev et de sa femme », s'inquiète à son tour Romain Rolland dans un courrier à Staline. « Naturellement, je n'ai aucun moyen d'en connaître les raisons, et je ne me permets pas de les apprécier. Mais je tiens à vous dire ceci : depuis plusieurs années que j'ai eu avec Arossiev des entretiens fréquents et des lettres, il m'a toujours témoigné à votre égard une fidélité et un attachement absolus. Pas un seul mot de réticence ou de réserve. Il parlait de vous, avec affection et avec fierté. »¹⁶¹

Ces appels resteront sans réponse. A ce moment les Soviétiques ne sont plus guère intéressés par les échanges avec les intellectuels occidentaux et encore moins par la présence d'étrangers sur leur territoire.¹⁶² A la suite de la levée des sanctions contre la politique coloniale de l'Italie, de la politique de non-intervention des démocraties européennes en Espagne, alors que l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste interviennent directement, et surtout de sa propre mise à l'écart lors des accords de Munich, l'Union soviétique, qui ne croit plus à la volonté des démocraties occidentales de résister à l'expansionnisme de l'Allemagne et de l'Italie, se prépare à revenir à une politique plus indépendante, quitte à réintégrer la carte allemande. Se sentant « désormais suffisamment forte par elle-même »¹⁶³, pour reprendre l'expression de Litvinov au VIII^e Congrès extraordinaire des Soviets, la Russie n'a plus tant besoin d'amis et d'échanges culturels, comme l'illustre son refus d'assister aux travaux de l'Organisation internationale de coopération intellectuelle.¹⁶⁴ L'intérêt des autorités soviétiques pour ce substitut de puissance qu'est la diplomatie humanitaro-culturelle s'évanouit. Malgré les multiples demandes effectuées en ce sens par la VOKS auprès du NKID¹⁶⁵, Bagotski n'aura pas de remplaçant. Après son départ de Berne, les

¹⁶⁰ S. Bauer à V. A. Sokoline, ambassade soviétique de Paris, 15.4.1933, F.5283/6/885, doc. 29-33, GARF.

¹⁶¹ Romain Rolland à J. V. Staline, 4 août 1937, numéro double de *Nouvelles Fondations*, décembre 2006 : www.gabrielperi.fr/spip.php?page=rubrique&id_rubrique=204.

¹⁶² Les autorités soviétiques cessent de renouveler les permis de séjour en 1937, obligeant les étrangers à choisir entre un départ précipité et l'adoption de la nationalité soviétique.

¹⁶³ Maxime Litvinov, *L'URSS et la paix*, recueil de discours, Paris, 1939, p. 69.

¹⁶⁴ Renoliet, *L'UNESCO oubliée*, p. 245.

¹⁶⁵ « L'absence d'un représentant en Suisse se fait particulièrement sentir en cette période de préparation des journées d'Octobre. [...] En août, nous nous sommes adressés au camarade Sokoline à Genève, par le biais de l'ambassade soviétique de Paris, mais nous n'avons obtenu aucune réponse. Qui pourrait être notre représentant en Suisse ? » Tchassovienyi (membre de la direction de la VOKS) à NKID, Antonov, section occidentale, 5.10.1937, F.5283/6/931, doc. 64, GARF.

contacts entre la VOKS et les quelques Suisses qui osent encore s'intéresser aux échanges culturels et scientifiques avec l'URSS se feront sans l'intermédiaire d'un représentant soviétique sur place, et en toute illégalité.

Chapitre 7

« Halboffiziell » : les autres activités de Bagotski

*... je ne peux refuser, car il n'existe ici personne d'autre que moi.*¹

« En raison de l'absence en Suisse de tout autre représentant de la RSFSR, la représentation Croix-Rouge a été contrainte d'accepter une multitude d'autres fonctions »², écrit Bagotski. En plus de sa mission pour la SRCR et de son mandat culturel, le délégué répond durant toute la durée de son séjour sur le territoire helvétique à diverses sollicitations émanant de Suisses et de Soviétiques. Certaines de ces activités sont imposées par les circonstances, comme lors du meurtre de Vorovski. D'autres, relevant pour l'essentiel du domaine consulaire (service des visas et bureau de renseignement) ou commercial, sont plus pérennes sans être toujours officielles.

Cette classification sommaire correspond aux attributions que l'on retrouve dans les services diplomatiques soviétiques, mais il est certain que la concentration des tâches sur la même personne, le cumul de fonctions, a pu faciliter des interactions, provoquer des rencontres, produire des synergies et amener le délégué à développer des activités dont certaines se prolongent peut-être dans une zone grise qui reste difficile à appréhender, notamment en raison de l'accès limité aux archives concernées.

¹ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 27.4.1927, F.3341/6/355, doc. 405, GARF.

² S. J. Bagotski à CC de la SRCR, 30.6.1923, F.9501/6/33, doc. 7, GARF.

LES ACTIVITÉS CONSULAIRES

*L'espionnage serait la seule raison d'être des délégués de la Croix-Rouge soviétique à l'étranger*³

Bagotski s'occupe en premier lieu auprès des autorités helvétiques de toutes les questions relatives aux demandes de visas pour les citoyens soviétiques ; pour ceux établis en Suisse effectuant des allers et retours, comme pour ceux de passage. Ces derniers sont peu nombreux avant 1927 en raison du boycott de la Suisse par les autorités de Moscou et de l'extrême difficulté pour obtenir des visas. La seule possibilité consiste alors pour les Soviétiques à « passer par Rajchman à la commission d'hygiène de la SdN »⁴ ou par le CICR, essentiellement pour des cures s'agissant de cette dernière institution. Mais les visas résultant de ces invitations limitent souvent l'accès du récipiendaire au seul canton de Genève. Avec le compromis d'avril 1927, les autorités soviétiques — qui de leur côté accordent désormais facilement des autorisations à tous les Suisses qui se rendent en URSS pour des raisons commerciales, en transit ou en qualité de touriste — s'attendent à ce que les visas de leurs citoyens de passage ou venant en Suisse pour affaires, pour se soigner ou se reposer, soient facilement accordés. Mais la nouvelle procédure définie par le DFJP dans sa circulaire du 9 juin 1927 reste longue et les intervenants multiples : « Toutes les demandes d'entrée de Russes soviétistes doivent être soumises pour décision à la police fédérale des étrangers (article 7 de l'ordonnance fédérale du 29.11.1921 sur le contrôle des étrangers). »⁵ A moins qu'elle ne les rejette sur la base de ses propres informations, la police fédérale des étrangers soumet ensuite les demandes d'entrée au canton de destination pour l'ultime décision.⁶ Les visas des Soviétiques invités à participer aux conférences internationales organisées à Genève constituent un cas à part, échappant dans une large mesure au contrôle des Suisses. Mais les autorités fédérales refusent systématiquement, comme c'est le cas en 1930 pour le correspondant de l'agence soviétique TASS, d'octroyer des visas de longue durée, obligeant les journalistes soviétiques à quitter le territoire helvétique entre chaque conférence.⁷

Dans la mesure où ses démarches administratives participent des relations tendues entre les deux pays, Bagotski se permet parfois d'en rappeler les enjeux à ses correspondants de Moscou. Le délégué se plaint par exemple du fait qu'il demande et obtient des visas (comme pour la conférence sur la standardisation

³ Selon Maurice Laporte, ancien dirigeant des JC françaises devenu anticommuniste militant, *Espions rouges. Les dessous de l'espionnage soviétique en France*, Paris, Rieder, 1929, cité dans « Une souillure de la Croix-Rouge », *La Gazette*, Bruxelles, 11.10.1930.

⁴ S. J. Bagotski à V. N. Polovtseva, février 1924, F.9501/6/42, doc. 138, GARF.

⁵ E 2001(D)1000/1550 : vol. 5, AFB.

⁶ *Idem*.

⁷ Cerutti, « Politique ou commerce ? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente », p. 124.

sanitaire) et qu'ensuite les Soviétiques ne viennent pas. Or les Suisses délivrent des visas aux Soviétiques en nombres égaux à ceux délivrés par les autorités soviétiques à des citoyens suisses.⁸ « Vous devez comprendre, écrit Bagotski, que nous obtenons toujours ces visas dans l'urgence, que cela représente pour moi beaucoup de tracasseries, qu'il me faut souvent demander au CICR d'appuyer nos demandes. Vous devez aussi savoir que les autorités suisses font le compte exact des visas émis en faveur de citoyens soviétiques. Et ils m'ont fait remarquer que le nombre de ces visas était très bas. Je vous demande donc d'attirer l'attention des autorités compétentes pour que les personnes ayant obtenu un visa viennent effectivement en Suisse. »⁹ Lors de l'arrivée en Suisse de celles-ci, pour la plupart des délégués aux conférences internationales ou des camarades malades envoyés en Suisse par décision du CC du PCR(b) pour faire une cure, Bagotski veille sur leur séjour. Qu'il s'agisse de tentative de prolongation de visa¹⁰, de recherche de logement¹¹, d'assistance juridique pour des questions d'héritage ou d'obtention de certificats, Bagotski est l'intermédiaire obligé de tous les Soviétiques auprès des autorités suisses.

Une autre charge, qui exige beaucoup de temps, consiste à répondre aux multiples questions et requêtes qu'il reçoit en tant que seul intermédiaire officiel entre les deux pays. C'est à Bagotski que s'adressent, au moins pour un premier contact, les citoyens, les associations, les entrepreneurs, les institutions et les instances officielles helvétiques désirant obtenir un renseignement sur la Russie soviétique, ainsi que toutes les institutions soviétiques ayant besoin d'un service équivalent pour la Suisse. Bagotski transmet également au NKID les courriers des autorités fédérales relatifs à la recherche de citoyens suisses en URSS. Aux interrogations : « Qu'est-il advenu de... ? », s'ajoutent bientôt les sollicitations : « Pourriez-vous apporter votre aide à... ? » Le délégué entretient ainsi une très volumineuse correspondance avec diverses autorités soviétiques à propos du destin de quelques Suisses, partisans ou adversaires des bolcheviks, ayant disparu dans les événements de la guerre civile. A la suite de multiples échanges, le délégué renvoie l'information selon laquelle ils sont retenus en Ukraine, soignés dans un hôpital psychiatrique de Kiev¹² ou détenus à la prison de la Boutyrka¹³

⁸ Les membres du PC et des différentes associations philosooviétiques reçoivent des invitations spécifiques échappant à ces statistiques.

⁹ S. J. Bagotski à VOKS, 1930, F.9501/1/173, doc. 228, GARF.

¹⁰ S. J. Bagotski demande par exemple au CICR de soutenir la demande de prolongation de séjour de G. Roussakov arrivé en Suisse en août 1922 pour une cure à Leysin. S. J. Bagotski à CICR, 15.5.1923, F.9501/6/52, doc. 75, GARF.

¹¹ C'est le cas du Dr Belkine, directeur de l'Institut zoologique de l'URSS, qui a reçu une bourse de la fondation Rockefeller pour des recherches à l'Institut zoologique de Genève.

¹² Le Gouvernement suisse s'était inquiété en 1926 du sort d'Edouard Fanconi, citoyen suisse, issu d'une famille de confiseurs des Grisons installée à Odessa depuis le XIX^e siècle qui, après avoir servi en qualité de médecin au sein de l'Armée rouge, était soigné dans un hôpital psychiatrique de Kiev.

¹³ Il s'informe au sujet du frère de Mauritz Conradi qui, selon les Suisses, se trouverait à la prison de la Boutyrka. « Je leur ai dit qu'en raison des relations actuelles entre nos deux Gouverne-

de Moscou. Il fait aussi suivre aux autorités compétentes les demandes de Suisses, originaires de Russie ou ayant habité en Russie, qui ont besoin de documents administratifs, des certificats de naissance ou de mariage aux attestations de diplômes.

En tant qu'unique représentant officiel, Bagotski répond de plus aux nombreuses demandes de Suisses se proposant de venir étudier et surtout travailler en Russie. Ces démarches en vue d'une émigration en URSS sont d'abord motivées par des convictions politiques. « Je voudrais venir travailler dans le pays de mon idéal, je suis prêt à accepter n'importe quel emploi »¹⁴, écrit par exemple le bijoutier et joaillier fribourgeois Julio Goldfarb à la VOKS. « Je souhaite ardemment mettre mes forces et mon intelligence à la disposition du mouvement soviétique »¹⁵, insiste Reynold Thiel, compositeur et professeur de musique de Hauterive dans le canton de Neuchâtel. Je voudrais participer à la production de films de propagande anticapitalistes¹⁶, note pour sa part W. Schab, un réalisateur zurichois de films documentaires se proposant de travailler pour Sovkino. Si ces demandes concernent dans un premier temps surtout des intellectuels, des enseignants et des artistes¹⁷, la grande dépression des années 1930 entraîne une modification des catégories sociales dont sont issus les candidats à l'émigration. « Avec l'aggravation de la crise en Suisse s'adressent à moi — pour venir travailler en URSS — des spécialistes hautement qualifiés. »¹⁸ Pour échapper au chômage, nombreux sont en effet les ingénieurs suisses attirés par « les grands travaux entrepris actuellement en URSS »¹⁹. Ne disposant d'aucun mandat lui permettant de suivre ces dossiers, Bagotski les renvoie à la représentation commerciale soviétique de Berlin (Lindenstrasse). « Mais ils ne reçoivent aucune réponse, ce qui donne une mauvaise image de nos institutions. Même négative, il faut une réponse »²⁰, insiste le délégué. Après avoir pris soin de contacter la Lindenstrasse, la VOKS indique à Bagotski qu'il faut désormais adresser directement ces propositions à la commission du Commissariat du peuple au travail (NKT) pour l'utilisation de l'expérience étrangère. Mais Bagotski ne résiste pas à la tentation de jouer les intermédiaires, en particulier dans le cadre du projet d'Otto Marti d'établissement d'horlogers suisses au chômage en URSS.²¹ Ce

ments, l'espoir que le Gouvernement soviétique veuille satisfaire leur demande était faible. » S. J. Bagotski à CC de la SRCR et NKID, 20.10.1925, F.9501/5/44, doc. 179, GARF.

¹⁴ Julio Goldfarb, Fribourg, à VOKS, 9.3.1931, F.5283/6/846, doc. 104, GARF.

¹⁵ R. Thiel, Hauterive (Neuchâtel), à VOKS, 6.1.1936, F.5283/6/916, doc. 174, GARF.

¹⁶ W. Schwab, Zurich, à VOKS, s. d., F.5283/6/862, doc. 2, GARF.

¹⁷ Parmi ceux-ci citons Gritta Baerlocher, une institutrice de Baden, Oscar Weiler, docteur en philosophie de l'Université de Genève, un philologue, le docteur Senn, un statisticien, Koller.

¹⁸ S. J. Bagotski à VOKS, 23.4.1932, F.5283/6/874, doc. 135, GARF.

¹⁹ Athanase Papazlou, Lausanne, à VOKS, 6.7.1932, F.5283/6/846, doc. 104, GARF.

²⁰ Julio Goldfarb, Fribourg, à VOKS, 9.3.1931, F.5283/6/846, doc. 104, GARF.

²¹ Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 469-471 ; Peter Huber, « Helvetisches Know-How für Sowjetrussland. Das Experiment der Schweizer Uhrarbeiter in der Sowjetunion 1937/1938 », *Traverse*, n° 3, 1995, pp. 89-99 ; Marc Perrenoud, « Contrastes et paradoxes de la crise dans l'horlogerie », Thomas David et Marc Perrenoud (éd.),

projet suscite aussi bien l'hostilité de Berne — qui finira par éditer un décret interdisant la propagande et le recrutement d'ouvriers suisses vers la Russie²² — que celle de la VOKS à Moscou : « Nous sommes surpris que Bagotski au lieu de dire aux Suisses sur place que de tels plans ne sont pas réalisables, nous les envoie, ce qui leur coûte beaucoup d'argent et n'apporte aucun résultat, bien au contraire. »²³ Bagotski n'hésite pas non plus à recommander à Moscou des spécialistes de sa connaissance, comme le docteur Isaak Abelin, un Suisse d'origine russe, privat-docent à l'Université de Berne, pour la chaire de chimie physiologique de l'Institut de médecine expérimentale de Leningrad.²⁴

Le délégué s'efforce encore de répondre prudemment, afin de ne pas s'engager, mais toujours avec une extrême politesse, pour ne pas dissuader, aux multiples conseils et propositions spontanées de Suisses. Poussés par leurs convictions politiques autant que par les perspectives commerciales, plusieurs ingénieurs s'adressent à Bagotski, espérant trouver en URSS un débouché à leurs inventions. L'ingénieur chimiste genevois, Henri Terrisse, propose par exemple à l'industrie soviétique « le procédé Prodor » qu'il a inventé en 1918, un moyen très économique de fabrication d'alcool à partir de sciure de bois.²⁵ Le Vaudois Georges Walter écrit à Bagotski de la part de George Montandon pour lui proposer une rencontre afin de lui parler de ses recherches sur les systèmes de canalisation des eaux « qui sont d'un grand intérêt économique pour la Russie »²⁶. « Je serais heureux de transmettre mon principe de fourniture d'eau aux personnes qui me sont politiquement proches »²⁷, écrit un ingénieur hongrois installé à Lausanne. L'ingénieur métallurgiste zurichois M. U. Schoop, un ami de Biriukov, ayant lui-même vécu à Moscou avant 1917, propose pour sa part de venir faire une présentation de ses découvertes au Club technique de Moscou.²⁸ D'autres Suisses écrivent à Bagotski pour lui faire part de leurs avis éclairés, comme le Genevois Eric Wegner, qui entend démontrer aux Soviétiques

La crise des années '30 – Die Krise der 30er Jahre, Traverse. Zeitschrift für Geschichte – Revue d'histoire, n° 10, 1997/1, pp. 108-115 ; Marc Perrenoud, « Mouvements migratoires et mouvement ouvrier neuchâtelois dans les années 1930. Le cas de l'émigration des horlogers vers l'URSS », *Revue historique neuchâteloise*, n° 1-2, 2001, pp. 35-54.

²² Décret du 25 février 1937, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 471, note 2.

²³ Rapport sur la discussion du D^r Marti avec des membres de la VOKS, 2.5.1936, F.5283/6/916, doc. 111, GARF.

²⁴ S. J. Bagotski à NKZ, 12.1.1925, F.5283/6/837, doc. 222, GARF.

²⁵ « Alors que le procédé Thomlison et Even exploité par la Société Dupont de Nemours dans son usine de Georgetown permet de produire 60 à 80 litres d'alcool à 100 % pour une tonne de sciure sèche, le Prodor en donne 250 litres. », H. Terrisse à Bagotski, avril 1925, F.5283/6/837, doc. 241, GARF.

²⁶ G. Walter à S. J. Bagotski, 5.6.1924, F.5283/6/837, doc. 97, GARF. La VOKS demandera plus de détails.

²⁷ E. Vörös, Lausanne, à VOKS, F.5283/6/837, doc. 17, GARF.

²⁸ Lettre du 30.10.1924, F.5283/6/837, doc. 96, GARF. Le département recherche du Commissariat du peuple de l'industrie confirmera son intérêt pour les découvertes de Schopp.

tous les inconvénients d'un réseau de tramway électrique : « Grâce à ce conseil, l'URSS pourrait éviter beaucoup d'erreurs. »²⁹

C'est enfin à Bagotski que s'adressent toutes les personnes ayant quelques griefs, en particulier de nature juridique ou d'ordre financier, à l'égard de l'URSS. Si le délégué se déclare incompetent dans le domaine des plaintes d'entreprises suisses dont la filiale russe a été nationalisée, se contentant alors de les renvoyer à la délégation commerciale de l'ambassade soviétique de Berlin, il ne peut en revanche s'abstenir de répondre aux questions relatives aux droits d'auteurs, qui relèvent clairement du champ culturel. Nombres d'auteurs déplorent en effet que les Soviétiques — qui comme les Américains n'ont pas signé la convention de Berne sur la protection des œuvres littéraires et artistiques (1886) — traduisent en russe ou rééditent des ouvrages sans prévenir les auteurs et sans payer les droits. La doctoresse Franziska Baumgarten³⁰ regrette ainsi que la réédition de son livre sur la psychotechnique en Russie se soit faite sans son accord³¹, à partir d'une ancienne édition désormais dépassée. Elle en profite pour souligner qu'elle n'a jamais touché les droits d'auteur de la première édition. Situation similaire pour le pédagogue Adolphe Ferrière, qui apprend tout à fait par hasard la traduction en russe de son célèbre ouvrage de 1924 intitulé *La Pratique de l'école active : expériences et directives*, et pour Konrad Heiden, un socialiste allemand réfugié en Suisse, dont le premier tome de la célèbre biographie d'Adolf Hitler³² a été traduit et édité en URSS sans son consentement. « Je pense que les camarades russes devraient inviter chez eux un écrivain socialiste dont on traduit le livre », écrit Heiden à son éditeur zurichois, Emil Oprecht, qui transmet à Bagotski. « Je ne m'attends pas à ce qu'ils me paient mes honoraires en devises, des devises dont ils ont besoin pour leur travail d'édification et de défense, mais ils pourraient m'ouvrir un compte en roubles qui me permettrait de voyager en URSS. »³³ La formule sera adoptée en faveur de plusieurs auteurs prestigieux comme Romain Rolland, qui pour sa part fera don aux Soviétiques de ces sommes³⁴ ; ou Heiden, auquel le NKID, intéressé par sa présence en URSS, accorde 4000 roubles qu'il aurait pu dépenser s'il s'était rendu en Russie. Mais c'est surtout dans le cas du bibliographe Nicolas Roubakine que le contentieux

²⁹ E. Wegner à VOKS, 29.8.1931, F.5283/6/846, doc. 48-49, GARF.

³⁰ F. Baumgarten à S. J. Bagotski, 8.3.1927, F.5283/6/838, doc. 26, GARF.

³¹ *Arbeitswissenschaft und Psychotechnik in Russland*, München, Verl. von R. Oldenbourg, 1924.

³² *Adolf Hitler – Das Leben eines Diktators – Das Zeitalter der Verantwortungslosigkeit*, Zürich, Europa-Verlag, 1936, 447 p., vendu à plus de 30 000 exemplaires. Le deuxième tome paraît l'année suivante : *Adolf Hitler – Eine Biographie – Ein Mann gegen Europa*, Zürich, Europa-Verlag, 1937, 390 p., vendu à 15 500 exemplaires.

³³ K. Heiden à E. Oprecht, 7.11.1935, F.5283/6/928, doc. 8, GARF.

³⁴ « Je n'ai qu'à saluer de tout mon cœur votre désir d'utiliser vos honoraires au bénéfice d'une grande œuvre d'éducation publique en URSS, et il est certain que le Gouvernement soviétique acceptera votre don avec la plus grande reconnaissance », F. N. Petrov à R. Rolland, 23.4.1930, F.5283/6/843, doc. 55, GARF.

sur les droits d'auteur prend toute sa dimension³⁵, amenant Bagotski à entretenir sur ce point, pendant plusieurs années, une correspondance souvent tendue. Pour la seule période allant de 1917 à 1921, les éditions d'Etat (Gosizdat) ont réédité plus d'une trentaine de ses livres sans contrepartie financière, ce qui représente un total de près de 11 420 000 exemplaires en circulation !³⁶ Ecrasé par les dettes, Roubakine finit par accepter en 1927 une somme neuf fois inférieure au montant réel (estimé à 70 000 francs suisses³⁷), qui constitue le seul exemple connu pour la période considérée d'un paiement par les Soviétiques de droits d'auteur en devises. Mais les Soviétiques ne pouvaient se mettre à dos celui qui incarne à lui seul l'une des principales institutions culturelles russes de l'étranger.

Si les Suisses sont nombreux à s'adresser à Bagotski, les demandes, questions et services émanant de Russie soviétique, même si dans ce sens il s'agit principalement de requêtes institutionnelles, ne le sont pas moins. Notre homme s'occupe d'abord de l'acheminement en Russie des multiples rapports d'ambiance sur l'évolution des perspectives de reprise des relations diplomatiques³⁸, des comptes rendus des sessions de l'Assemblée de la SdN et du Parlement suisse, d'une multitude de revues, dont le bulletin de l'EIA qu'il se procure de « façon indirecte »³⁹, et de toutes les coupures de presse relatives à l'URSS sélectionnées par l'Argus de la presse suisse et internationale (Schweizer und Internationaler Argus der Presse A. G.) Il remplit aussi pour diverses institutions soviétiques des services allant du transfert d'archives — comme le fonds du Parti Bund et celui d'Ida Axelrod⁴⁰ — à la collecte de données pour le Commissariat du peuple à la santé publique, son principal solliciteur. En plus de la commission scientifique de la SRCR, elle-même en charge de la collecte de données, le NKZ s'est en effet doté dès 1920 d'un bureau d'information à l'étranger (BZI-NKZ) formé de correspondants résidant à l'étranger, dont la tâche consiste à recueillir — dans la presse spécialisée, les ouvrages et les comptes rendus de colloques, mais aussi les rapports gouvernementaux — des informations sur la recherche médicale et les systèmes de santé étrangers et à constituer des réseaux de spécialistes.⁴¹ Bagotski, qui est l'un des premiers correspondants du NKZ à l'étranger,

³⁵ Un texte autobiographique, intitulé « N. A. Roubakine en chiffres », révèle que, de 1875 à 1946, il collabora à près de 115 périodiques russes et étrangers, écrivit, sous son nom ou en utilisant des pseudonymes, plus de 350 articles pour des journaux et près de 300 livres et brochures, auxquels s'ajoutent encore environ 300 livres édités à son initiative et souvent sous sa direction.

³⁶ N. A. Roubakine à S. J. Bagotski, 1.3.1927, F.5283/6/838, doc. 59, GARF.

³⁷ N. A. Roubakine à S. J. Bagotski, 1.10.1924, F.5283/6/836, doc. 186, GARF.

³⁸ « Bagotski nous envoie un rapport sur une séance du Conseil national suisse sur les relations avec l'URSS », R. Veller à F. A. Rothstein, NKID, 18.8.1924, F.5283/6/837, doc. 1, GARF.

³⁹ S. J. Bagotski à E. A. Korovine, 24.11.1925, F.3341/6/343, doc. 21, GARF.

⁴⁰ Il s'agit d'Ida Axelrod, morte quelques années auparavant. S. J. Bagotski à N. Angotski, Institut Lénine, 14.4.1926, F.3341/6/348, doc. 120, GARF.

⁴¹ Ces informations relèvent du domaine public, mais les Soviétiques ne disposent pas alors de suffisamment de devises pour souscrire aux abonnements des revues qui les diffusent. Gross

mais aussi Iakov Goldenberg à Berlin, Alexandre Roubakine à Paris⁴², Marc Sheftel à Rome, Varvara Polovtseva à Londres, et David Doubrovski à New-York ont ainsi pris l'habitude de transmettre à Moscou, sous la forme d'une feuille semestrielle ronéotypée, des informations sur les médicaments, la tuberculose, les épidémies, la psychiatrie, les maladies nerveuses, la protection de la maternité et de la petite enfance, l'alimentation des enfants, les organisations sanitaires, la construction de crématoriums, l'aide aux aveugles... D'abord concentrée dans le domaine de la santé publique, cette collecte de données s'étend ensuite au droit du travail, aux normes de sécurité dans la construction, aux diplômes, aux caisses d'assurances...⁴³ Ce travail est particulièrement lourd en Suisse où chaque canton dispose d'une législation et de statistiques propres. C'est la raison pour laquelle le délégué recourt aux services d'un secrétaire médical : Aron Starobinski jusqu'en 1925, puis le Dr Nicolas Messis, et enfin sa femme, Regina, depuis le début des années 1930.

Faut-il inclure dans ces multiples activités celles d'un représentant, d'un « résident »⁴⁴ selon la terminologie soviétique, de la police politique, successivement dénommée Tcheka, ou plus exactement VTcheka (Commission extraordinaire panrusse pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage), puis GPU (Administration politique d'État), OGPU (GPU unifiée), et enfin NKVD (Commissariat du peuple à l'intérieur). C'est du moins ce qu'affirme le transfuge Grigori Bessedovski dans un ouvrage publié en 1930.⁴⁵ D'abord concentrée sur le territoire soviétique (lutte contre les forces contre-révolutionnaire et surveillance des étrangers, dont les membres des organisations humanitaires), la Tcheka a depuis décembre 1920 étendu ses activités en se dotant d'un département étranger (Innostranyi Otdel, l'INO) dont Bagotski serait le résident en Suisse. Les allégations de Bessedovski sont rapidement relayées par les organisations anticommunistes, par la presse suisse⁴⁶ et internationale⁴⁷ et dans divers rapports de police.⁴⁸ Leur bien-fondé reste aujourd'hui encore impossible à établir en l'absence de documents provenant des archives des services de sécurité, l'actuel FSB.

Solomon, « A Matter of "Reach". Fact-Finding in Public Health in the Wake of World War I », pp. 242-244.

⁴² Pour la description de ces deux missions : *ibidem*, pp. 245-250.

⁴³ Rapport de S. J. Bagotski à BZI-NKZ, 1924, F.5283/6/837, doc. 171-184, GARF.

⁴⁴ Les résidents sont des agents qui, à la différence des illégaux, disposent d'une couverture officielle dans une ambassade ou une représentation commerciale. Au début des années trente les illégaux, opérant en dehors des missions soviétiques, remplacent progressivement les résidents.

⁴⁵ Grégoire Bessedowsky, *Au service des Soviets. Oui, j'accuse*, Paris, Alexis Redier, 1930, traduction allemande, *Im Dienste der Sowjets*, Leipzig, Zürich 1930. Voir aussi Gordon Brook-Shepherd, *The Storm Petrels : The First Soviet Defectors, 1928-1938*, Londres, Collins, 1977, pp. 85 et ss.

⁴⁶ « L'organisation communiste en Suisse », *Journal de Genève*, 17.10.1930, p. 5.

⁴⁷ « Une souillure de la Croix-Rouge », *La Gazette*, Bruxelles, 11.10.1930.

⁴⁸ Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 393, 396 et 412.

Des liens contractuels existent bien entre la VOKS et les services soviétiques de sécurité en matière d'encadrement des étrangers voyageant en URSS et de surveillance des personnalités soviétiques se rendant à l'étranger pour éviter la multiplication des transfuges. Dès le début des années 1930, un double des *Karakteristika* rédigés par les guides-traducteurs, qui proviennent progressivement des services de sécurité, est transmis à la Loubianka. Les courriers envoyés par la VOKS à l'étranger sont de même systématiquement vérifiés par les mêmes services. A chacun de leur retour en URSS, les délégués de la SRCR sont aussi interrogés par le personnel de la sécurité. Il n'est pas moins certain que l'INO envoie parfois ses agents à l'étranger sous la couverture officielle d'une légation, d'une représentation commerciale, voire d'une mission de la SRCR. C'est le cas de Shterngliouz, imposé par l'OGPU à Doubrovski en qualité d'assistant de la Croix-Rouge aux Etats-Unis⁴⁹, puis de Grigori Rabinovitch de 1934 à 1937.

Plusieurs collaborateurs de la SRCR ont eux-mêmes participé à la fondation de l'INO, ou rejoint ses services ultérieurement, à l'image de Davtian, son premier président⁵⁰, et de Sheftel. Après avoir représenté la Croix-Rouge et l'OBI en Italie, ce dernier devient en 1924 le résident de l'INO au sein de la légation soviétique à Rome.⁵¹ Evolution de carrière similaire pour Efraïm Goldenstein, qui prolonge ses activités de délégué de la SRCR à Vienne par celles de secrétaire de l'ambassade soviétique dans la même ville, vraisemblablement en tant que résident de l'INO.⁵² Mais le passage de l'une à l'autre de ces organisations n'est pas systématique, et moins encore le cumul des deux fonctions. Certains acteurs de la SRCR réagissent même de façon très négative à cette instrumentalisation de leur mission. Selon l'agent du FBI en charge de le surveiller, Doubrovski se serait plaint auprès de l'ambassade soviétique de Washington « que le bureau de la représentation de la SRCR à New York, dont il est officiellement le responsable, se soit transformé en centre d'espionnage soviétique aux Etats-Unis à l'initiative de l'agent en question dénommé Shterngliouz »⁵³. Disposant d'un passeport américain, Doubrovski finit par mettre un terme à ses activités en faveur de l'URSS.⁵⁴

⁴⁹ La présence de ce collaborateur de la SRCR est confirmée dans plusieurs documents, mais sans qu'il y soit fait mention de ses fonctions, F.9501/5/55, doc. 72, GARF.

⁵⁰ E. M. Primakov (Red.), *Očerki Istorii Rossijskoj Vnešnej Razvedki*, T. 2, Moskva, Meždunarodnye otnošenja, 1996, pp. 42-49.

⁵¹ Christopher Andrew et Vassili Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, Paris, Fayard, 2000, p. 825, note 63.

⁵² G. S. Agabekov, *GPU. Zapiski čekista*, Berlin, Strela, 1930, p. 198 et la *Münchener Zeitung*, 3.4.1930.

⁵³ Jacob Spolansky, *The Communist Trail in America*, New York, Macmillan Company, 1951, pp. 178-180.

⁵⁴ *Idem*. En 1939, Doubrovski sera auditionné par une commission du Congrès américain. *Investigation of Unamerican Propaganda Activities in United States*, 1939, Vol. 8, pp. 5157-59.

Et Bagotski ? En l'absence d'autre couverture officielle, comme une légation ou une représentation commerciale, l'INO a certainement envisagé d'utiliser la mission de la SRCR comme couverture. Bagotski connaît d'ailleurs personnellement les principaux dirigeants de la Tcheka (Dzerjinski, Ounschlicht...) et nombre de ses collaborateurs à l'étranger qui sont comme lui d'anciens militants de la SDKPiL. Plusieurs aspects des activités de Bagotski correspondent bien à celles d'un résident de l'INO.⁵⁵ Le délégué transmet et reçoit par exemple des dossiers sur les réseaux de l'émigration blanche dans la Croix-Rouge⁵⁶, des rapports réguliers sur la situation politique et économique de la Suisse. De plus, son travail de collecte d'informations dans le domaine des nouvelles technologies (il envoie par exemple des dépliants publicitaires concernant les débuts de la télévision et des informations sur de nouveaux matériaux) s'apparente parfois à une vague forme de renseignement industriel. Mais même cette dernière activité, peu importante en comparaison de l'attention portée par les Soviétiques aux États-Unis, se fait en toute légalité, à partir d'articles publiés dans la presse généraliste et spécialisée, ce qui la distingue de l'espionnage.⁵⁷ Elle s'inscrit d'ailleurs dans le cadre de ses mandats de la Croix-Rouge, du NKZ et de la VOKS. L'INO peut accéder aux informations recueillies par Bagotski sans avoir besoin d'en faire l'un de ses agents. Car pour les autres activités d'un résident, comme l'infiltration et le recrutement, Bagotski est beaucoup trop connu, trop surveillé, en Suisse comme dans tous les pays voisins où sa photo circule parmi les gardes frontières depuis 1918. Les Soviétiques, qui ont beaucoup à perdre d'un scandale impliquant leur seul représentant légal en Suisse, peuvent y envoyer des agents avec de faux papiers dont les visages sont méconnus des autorités, comme c'est le cas en 1923, à la suite de l'assassinat de Vorovski⁵⁸, et en 1937 pour l'exécution d'Ignace Reiss.⁵⁹ Aucun document ne permet à ce jour d'établir un lien entre eux et Bagotski. La principale zone grise concerne les séjours de celui-ci en Italie, dans le cadre de la fondation Tomarkin. La Tomarkin Foundation incorporated, établie à Locarno, est liée à l'Université royale de Milan avec laquelle elle organise des colloques et des formations pour des méde-

⁵⁵ Selon un rapport interne, les opérations de l'INO durant les premières années sont « l'identification sur le territoire de chaque Etat des groupes révolutionnaires opérant contre la RSFSR ; l'étude approfondie de toutes les organisations impliquées dans l'espionnage à l'encontre de notre pays ; l'élucidation de la politique et de la situation économique de chaque Etat ; l'acquisition de documents ayant trait à tous les sujets ci-dessus » ; puis, à partir de la seconde moitié des années 1920, la chasse aux Blancs et aux trotskistes, ainsi que l'espionnage industriel afin de soutenir les projets d'industrialisation des plans quinquennaux. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, p. 59.

⁵⁶ INO-VTcheka à SRCR, sur les liens de la SRCR a. o. avec B. V. Savinkov, F.3341/2/52a, doc. 12-13 et 15-17, GARF.

⁵⁷ Andreï Kozovoï, *Les services secrets russes des tsars à Pontine*, Paris, Tallandier, 2010, p. 93.

⁵⁸ Rapport de l'agent du GPU, 19.5.1923, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 363.

⁵⁹ Pour l'impact de cet assassinat sur la reprise des relations diplomatique : DDS, 13, documents n° 95 et 126.

cins de diverses nationalités, dont des Soviétiques. Bagotski fréquente beaucoup le docteur Leander Tomarkin, à Berne et au Tessin ; il participe aussi à plusieurs formations en Italie auprès de la fondation. Officiellement, il s'agit d'échanges entre médecins, de transfert de savoir, mais un rapport des autorités suisses relatif à un séminaire organisé par la fondation à Saint-Maurice souligne la présence de personnalités politiques italiennes influentes et évoque des activités conspiratives, sans en dire davantage.

LA REPRÉSENTATION COMMERCIALE

*Bagotski propose à la VOKS de s'occuper de la question de l'assistance au commerce suisse en URSS*⁶⁰

« Lors d'occasions spécifiques, la représentation de la Croix-Rouge russe s'est occupée au nom du Commissariat du peuple au commerce extérieur de l'achat et de l'envoi en Russie de lait condensé », écrit Bagotski. « Nous fûmes aussi contraints de fournir des informations et des autorisations, de répondre à une multitude de questions émanant d'entreprises suisses comme si nous étions la représentation commerciale de l'URSS. »⁶¹ A la différence d'autres aspects de son travail, cette fonction de représentant commercial de l'URSS en Suisse, une fonction dont il n'aura jamais officiellement la charge, a toujours fortement intéressé Bagotski. Ce dernier est d'ailleurs convaincu que les délégués de la Croix-Rouge doivent s'occuper de commerce « sinon notre situation va empirer »⁶². Telle est aussi l'opinion de Polovtseva qui, à Londres, multiplie les contacts avec les milieux économiques. Les relations commerciales anglo-soviétiques s'appuient toutefois sur un accord gouvernemental signé en mars 1921 qui n'a pas d'équivalent pour la Suisse.⁶³

Depuis la dénonciation par le Gouvernement Kerenski du traité de commerce et d'établissement de 1872, qui arrivait à échéance en novembre 1918, il n'existe en effet plus d'accord commercial entre les deux pays. A son arrivée en Suisse au printemps 1918, Berzine propose au Conseil fédéral la création d'une commission mixte pour réviser l'accord, une suggestion qui semble alors rencontrer le plus grand intérêt du côté des autorités fédérales et des milieux économiques helvétiques. Mais l'extrême prudence des Suisses, qui refusent d'avoir un échange par écrit avec les Soviétiques, finit par susciter l'irritation du Commissariat du peuple au commerce et à l'industrie qui cesse alors de répondre aux rapports et propositions de Stefan Bratmann-Brodovski, l'attaché commercial auprès de la légation soviétique à Berne.⁶⁴ L'expulsion de la mission Berzine

⁶⁰ Rapport du secteur latin de la VOKS de février 1933, F.5283/2/122, doc. 1, GARF.

⁶¹ S. J. Bagotski à CC SRCR, 30.6.1923, F.9501/6/33, doc. 7, GARF.

⁶² S. J. Bagotski à V. N. Polovtseva, 2.1.1923, F.9501/6/42, doc. 318, GARF.

⁶³ Carr, *La révolution bolchevique*, vol. 3, p. 296.

⁶⁴ Rapport de S. Bratmann-Brodovski, 2.10.1918, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 308-309.

avant qu'un nouvel accord ait pu être signé et les craintes sur la non-solvabilité de la Russie soviétique bloquent par la suite les négociations pour plusieurs années. Aussi, à l'exception de l'année 1919 durant laquelle les ventes suisses atteignent le niveau exceptionnel de 120 millions de francs (mais seulement 2,9 millions de francs d'importation), les échanges commerciaux entre les deux pays vont rapidement tomber à un niveau très en dessous de ce qu'ils étaient avant la guerre, les exportations suisses se limitant en 1926 à 600 000 francs.⁶⁵

Si les autorités politiques fédérales sont, comme les autorités américaines et françaises d'ailleurs⁶⁶, extrêmement réticentes à toute négociation officielle avec les Soviétiques, nombreux sont alors les représentants des milieux industriels favorables à la venue en Suisse d'une délégation commerciale soviétique. Felix Conod, administrateur délégué de la S. A. Piccard-Pictet & Cie (Genève), qui produit entre autres les automobiles Pic-Pic, intervient par exemple directement auprès de Berne pour favoriser l'arrivée d'un représentant commercial soviétique en Suisse. « J'ai eu beaucoup de peine à arranger les choses », écrit-il à Bagotski, « car plus nous allons de l'avant, plus l'opposition se fait irréductible dans certains milieux. Je suis bien décidé à continuer les démarches jusqu'à que nous obtenions satisfaction et vous pouvez compter sur mon concours absolu. »⁶⁷ Mais les obstacles sont nombreux. Les services du DFJP, qui craignent que le délégué soviétique ne vienne en Suisse pour apporter des liquidités à Bagotski, commencent par exiger comme condition préalable qu'il s'engage à remettre toutes ses valeurs à un représentant de la Banque nationale suisse dès son arrivée à la frontière et que les négociations se tiennent à Bâle.⁶⁸ En juin 1920, Bagotski se vante d'avoir obtenu un visa autorisant la venue en Suisse de Bratmann-Brodovski⁶⁹, l'ancien attaché commercial de la mission Berzine, bien connu des milieux industriels helvétiques pour avoir occupé de nombreux emplois dans des firmes suisses avant la révolution. Mais le mois suivant, il doit lui annoncer que « les Suisses ont changé d'avis à la suite des pressions françaises. »⁷⁰ Quelques mois plus tard, les Suisses s'opposent pour les mêmes raisons

⁶⁵ En 1913, la Russie occupait avec 58 millions de francs suisses le septième rang parmi les importateurs de produits suisses alors que la Suisse achetait en Russie des marchandises pour 71,5 millions de francs. Cerutti, « Politique ou commerce ? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente », pp. 122-123.

⁶⁶ Avec la France et les États-Unis, les échanges commerciaux vont s'effectuer par l'intermédiaire de sociétés anonymes, l'All Russian Cooperatives Society (ARCOS) pour la France, et l'American Trading Corporation (Amtorg) pour les États-Unis, qui sont des groupements de coopératives soviétiques. Stanislas Jeannesson, « La difficile reprise des relations commerciales entre la France et l'URSS (1921-1928) », *Histoire Economie et Société*, 19^e année, n° 23, p. 416.

⁶⁷ Lettre de F. Conod, administrateur délégué de la S.A. Piccard Pictet & Cie, Genève à Bagotski, 8.5.1920, F.9501/6/17, doc. 52, GARF.

⁶⁸ Delaquis, DFJP, à F. Conod, 7.5.1920, F.9501/6/17, doc. 53, GARF.

⁶⁹ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 8.6.1920, F.9501/6/8, doc. 3, GARF.

⁷⁰ Rapport de S. J. Bagotski, avril 1923 F.9501/6/56, doc. 231, GARF.

à une nouvelle demande de visa en faveur de Grigori Schklovski, l'ancien trésorier de la légation.⁷¹

Plusieurs tentatives pour relancer les négociations commerciales entre les deux pays émanent ensuite des deux élus communistes du Conseil national suisse, Albert Belmont et Fritz Platten.⁷² Au début de l'année 1921, Belmont se rend à la légation soviétique de Berlin pour s'entretenir sur ce point avec Bratmann-Brodovski. Revenu en Suisse, il fait part de ses entretiens au chef du DPF Motta, qui conseille aux Soviétiques de faire une demande écrite. Mais lorsqu'il tente de repartir, Belmont est arrêté à la douane de Bâle par les gardes allemands qui refusent de lui accorder un visa. Une deuxième tentative pour se rendre en Allemagne échoue quelques semaines plus tard, bien que le Conseil fédéral ait prévenu la légation allemande de Berne. Enfin, un mois plus tard, une délégation de trois Suisses est arrêtée durant la nuit à Berlin sous l'accusation d'avoir franchi illégalement la frontière. Les communistes du Parlement déposeront encore plusieurs postulats exigeant du Gouvernement qu'il informe les Chambres fédérales de sa position à l'égard d'une reprise des relations économiques avec l'URSS, mais les autorités suisses qui subissent des pressions de la France⁷³ préfèrent attendre les résultats de la conférence de Gênes. A Cannes, en janvier 1922, les Gouvernements des pays de l'Entente se sont en effet mis d'accord sur la convocation à Gênes d'une conférence internationale sur la reconstruction de l'Europe devant consacrer le retour de la Russie soviétique dans le système économique mondial en contrepartie d'une reconnaissance des dettes tsaristes.⁷⁴ Mais la conférence est un échec retentissant. Tenus à l'écart des négociations, Allemands et Soviétiques signent le 16 avril le traité de Rapallo qui met fin à l'isolement soviétique sur le plan économique et politique. L'hostilité suscitée par cette « alliance des parias » au sein des pays de l'Entente est telle qu'elle interrompt toute velléité de négociation du côté suisse. Et lorsqu'en 1924 Anglais et Français entreprennent de rétablir leurs relations diplomatiques avec l'URSS, la Suisse alors boycottée par les Soviétiques en raison de l'assassinat de Vorovski reste à l'écart du mouvement.⁷⁵

L'absence d'accords gouvernementaux ne tarit pourtant pas l'intérêt des industriels helvétiques qui vont multiplier les initiatives individuelles. Les pre-

⁷¹ Sur le refus du Conseil fédéral d'accueillir une mission permanente, *DDS*, 7-II, documents n° 319, 390, 392, 396, 397.

⁷² Rapport d'Albert Belmont, 17.1.1922, F.495/91/32, doc. 1-3, RGASPI.

⁷³ Les références aux pressions françaises sur le Conseil fédéral pour qu'il refuse la signature d'une convention commerciale sont récurrentes dans la correspondance de Bagotski. Voir par exemple le rapport de S. J. Bagotski en 1923 : « Nous avons obtenu en 1921 un accord semi-officiel, puis les Suisses se sont retirés à la suite des pressions françaises ». F.9501/6/79, doc. 82, GARF.

⁷⁴ Si la conférence de Gênes consacre l'existence juridique de la Russie et son rôle économique en Europe, la conférence de La Haye (juin-juillet 1922) entérine l'échec des diplomates soviétiques dans l'obtention d'investissements étrangers.

⁷⁵ Sur l'impact du boycott sur les entreprises suisses, voir *DDS*, 8, document n° 280.

miers contacts se font d'abord sous forme de dons, dans le cadre un peu élargi de l'aide à la Russie affamée. Pour la plupart, ceux-ci ne passent pas par la Suisse, les entrepreneurs helvétiques préférant établir les contacts de façon indirecte, par le biais de pays tiers. En 1922, la maison Tobler de Berne qui produit le célèbre Toblerone offre 1000 kg de cacao par sa représentation à Vienne. En décembre 1926, la société Hoffmann-La Roche & Co de Bâle fait un don de médicaments par son représentant à Londres.⁷⁶ D'autres propositions faites à Bagotski par des firmes suisses sont plus ouvertement commerciales, comme celle de Swiss-American Trade Exchange de Berne pour l'exportation de lait, celle des Usines Moderna S. A. de Soleure pour l'exportation de réveils ou de la firme Stucker & Zeisiger. En janvier 1927, le président du conseil d'administration de la Société de Banque Suisse (SBS), Léopold Dubois, propose à Rakovski, le *polpred* soviétique à Paris, de consentir au Gouvernement soviétique un prêt de 10 millions de dollars ou de 50 millions de francs suisses.⁷⁷ Mais les Soviétiques vont refuser toutes les propositions impliquant directement ou indirectement des entreprises ou des capitaux suisses.⁷⁸ Ils s'opposent aussi, malgré leur pressant besoin de devises, à la vente de blé à la Suisse même par un biais détourné, en l'occurrence par le groupe financier de l'ancien chancelier du Reich, Joseph Wirth, alors concessionnaire de la firme Molgoles. « Bien que toute l'opération doive se faire sous le drapeau allemand », le NKID et le Commissariat du peuple au commerce extérieur ne souhaitent pas créer de précédent en enfreignant le boycott, et ce « d'autant plus que nous n'avons, actuellement, aucune difficulté à placer nos céréales, et que la Suisse ne représente pas un marché très important »⁷⁹. Certes, « nous vendons des produits céréaliers sans demander aux acheteurs des déclarations officielles sur la destination finale de ces produits, mais lorsqu'on nous annonce officiellement que les céréales que l'on nous achète sont destinées à la Suisse, alors que nous la boycottons, nous ne pouvons donner notre accord à la vente en raison même de nos relations avec ce pays. »⁸⁰

Le compromis de 1927, qui autorise la conclusion d'arrangements commerciaux privés, relance l'intérêt des milieux économiques, en particulier ceux de Suisse alémanique. « Eu égard à la levée du boycott, j'ai reçu ces derniers temps toute une série de propositions à caractère commercial. »⁸¹ Aussi conviendrait-

⁷⁶ La firme chimique bâloise avait été sollicitée en 1920 pour une offre d'achat soviétique d'un montant de 3 millions de francs qui n'a pas eu de suite en raison de refus du CF d'accorder un visa à S. Bratmann-Brodovski.

⁷⁷ M. M. Litvinov à J. V. Staline, 15.1.1927, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 404.

⁷⁸ *Bund*, « Sowjetrusslands wirtschaftlicher Boykott », n° 505, 25.11.1924.

⁷⁹ Le commissaire du peuple au Commerce extérieur, 4.10.1926, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 400-401.

⁸⁰ Décision du collège du NKID du 6.10.1926, *ibidem*, p. 401, note 2.

⁸¹ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 27.4.1927, F.3341/6/355, doc. 405, GARF.

il, explique Bagotski dans un autre courrier, de constituer des groupes de pression dans les milieux économiques, comme il en existe parmi les intellectuels et les artistes. « En son temps, en 1920, lors des premiers pourparlers sur les relations économiques, j'avais établi un contact étroit avec les industriels suisses qui, dans une certaine mesure, coordonnaient avec moi leurs attaques contre le Conseil fédéral. Après la déclaration du boycott, je me suis automatiquement abstenu de tout contact avec eux, répondant à leurs invites que tant que la Suisse ne satisferait pas les exigences du Gouvernement soviétique, nous n'aurions rien à nous dire. Cette prise de distance s'est encore renforcée quand le Commissariat du peuple aux affaires étrangères, lors de la création de la Société des amis [la SEDRC], m'a fait savoir par l'organisation soviétique pour les relations culturelles avec l'étranger [la VOKS] qu'il ne fallait donner à cette société suisse qu'une orientation intellectuelle et s'abstenir d'y inclure des industriels. Notre ligne de conduite a abouti à ce que les milieux industriels suisses qui, jusqu'à un certain point, s'étaient groupés auparavant autour de nous pour faire pression sur le Gouvernement suisse, sont maintenant totalement désorganisés et leur influence, tant sur l'opinion publique suisse que sur le Gouvernement suisse est réduite au minimum. Si autour de l'Association des amis nous avons un groupe d'industriels alors nous pourrions, à certains moments, diriger leurs pressions sur le Conseil fédéral et coordonner la démarche des différents groupes industriels. Nous pourrions aussi, par leur intermédiaire, faire pression sur la presse et notre influence ne se limiterait pas à quelques journaux socialistes et au journal "intellectuel" qu'est la *National Zeitung*. Ne trouvez-vous pas que dans le cas présent, il conviendrait de changer de tactique et de suggérer à l'Association des amis de suivre une politique de rapprochement avec les milieux industriels (je ne ferai personnellement, bien sûr, aucun pas dans leur direction sauf pour leur fournir du matériel sur la situation économique de l'URSS et sur le commerce extérieur en particulier). »⁸²

Pour réaliser cette politique, Bagotski propose que soit réexaminée à Moscou la question de sa participation — « non plus en tant que service personnel, mais en tant qu'activité officielle de la représentation de la SRCR »⁸³ — aux échanges commerciaux entre les entreprises suisses et l'URSS. « Cela ne me plaît pas », ajoute-t-il, « car cela me détourne de mes tâches. Mais lorsque s'adresse à moi telle ou telle institution soviétique de commerce extérieur, je ne peux refuser car il n'existe ici personne d'autre que moi. »⁸⁴ La réponse de Moscou sera négative : « Le CC de la SRCR considère pour toute une série de raisons qu'il serait peu approprié, sauf dans des cas particuliers et exceptionnels, que vous assumiez les fonctions de représentant du Commissariat du peuple au

⁸² S. J. Bagotski à M. M. Litvinov, 5.3.1926, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 399-400.

⁸³ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 27.4.1927, F.3341/6/355, doc. 405, GARF.

⁸⁴ *Idem*.

commerce extérieur. Les apports matériels ne compenseraient pas les importantes complications que cette fonction, sans relation directe avec les tâches de notre délégation, aurait sur vos activités. »⁸⁵ Mais ce refus ne décourage nullement Bagotski qui continuera, tout au long de la période, à demander que lui soit confiée l'assistance au commerce suisse en URSS⁸⁶ et surtout à faire part aux différentes institutions soviétiques concernées de ses réflexions sur la façon dont il conviendrait de négocier avec les Suisses.

En octobre 1927, le délégué juge sévèrement l'échec des démarches d'E. S. Kogan pour l'établissement d'une représentation commerciale à Bâle. Après deux mois de discussions, la Chambre de commerce de Bâle et l'Union suisse du commerce et de l'industrie (Vorort) ont rejeté le projet d'établissement d'une agence commerciale soviétique en Suisse ; puis le Conseil fédéral refuse de prolonger le visa de Kogan.⁸⁷ Selon Bagotski, ce n'est d'ailleurs pas « à des autorités cantonales, à l'horizon limité, mais au Conseil fédéral qu'il faudrait adresser, après un sondage préalable, une requête concernant l'ouverture d'une représentation commerciale en Suisse »⁸⁸. Une deuxième tentative malheureuse suscite de nouvelles critiques : « Ni à Paris⁸⁹, ni à Moscou on a une idée suffisamment claire de la psychologie des Suisses et de la situation des exportateurs locaux. Même les sphères qui ont intérêt à ces commandes n'ont pas préparé sérieusement ce travail. Les démarches ont été apparemment faites sans avoir suffisamment et sérieusement sondé le terrain dans les sphères dont dépend en fin de compte la décision finale. Le camarade David Kessler, autant que je puisse en juger par ses discours, a suivi une bonne ligne dans les limites des instructions qu'il avait reçues, mais les attaques de la presse ont fait osciller les personnes concernées. Il ne faut pas envoyer quelqu'un, comme ce fut le cas avec Kogan et Kessler, sans avoir préalablement obtenu des conditions claires, fixées dans un consulat suisse à l'étranger. C'est aussi l'avis des amis. Ainsi seulement nous pourrions compter sur l'appui des industriels qui ne savaient rien des conditions d'exportation. »⁹⁰

L'échec de ces missions ne peut pourtant être attribué, comme le sous-entend Bagotski, au seul manque de préparation des émissaires soviétiques. À Berne, le Conseil fédéral, très sceptique quant aux capacités financières de l'URSS, est hostile à tout accord.⁹¹ Une note interne du DPF conseille aux légat-

⁸⁵ Z. P. Soloviev à S. J. Bagotski, 18.5.1927, F.9501/6/57, doc. 62, GARF.

⁸⁶ Voir par exemple le rapport du secteur latin de la VOKS de février 1933, F.5283/2/122, doc. 1, GARF.

⁸⁷ S. J. Bagotski à V. N. Polovtseva, 21.1.1927, F.9501/6/42, doc. 25, GARF.

⁸⁸ Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 421, note 2.

⁸⁹ En 1928, la responsabilité des relations commerciales avec la Suisse passe de la représentation commerciale soviétique de Berlin à celle de Paris. Le directeur de l'agence commerciale de l'URSS à Paris est M. Lomovski.

⁹⁰ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 29.4.1929, F.9501/5/44, doc. 366, GARF.

⁹¹ Seul le conseiller fédéral Edmund Schulthess, qui dirige le Département de l'économie publique, semble y avoir été favorable.

tions suisses de Paris et Berlin, régulièrement contactées par des émissaires soviétiques, de ne pas engager d'échanges avec des Soviétiques sans en avoir préalablement informé le Conseil fédéral.⁹² Chaque arrivée, ou rumeur d'arrivée, d'un délégué ou d'une représentation commerciale soviétique en Suisse provoque d'ailleurs la mobilisation immédiate de l'AEIA.⁹³ A Moscou même, la question de l'installation d'une représentation commerciale permanente en Suisse ne fait guère l'unanimité parmi les institutions concernées. Le Commissariat du peuple au commerce extérieur (NKVT) semble convaincu que l'établissement de relations commerciales directes pousserait le Gouvernement suisse à établir des relations diplomatiques normales. Le collège du NKID pense le contraire. L'expérience lui a prouvé que généralement de telles relations « diminuent considérablement les chances de reconnaissance de l'URSS par ledit pays, si même elles ne les réduisent pas au minimum. [...] Nous avons obtenu la reconnaissance de l'URSS par le Danemark, principalement parce que nous avons soumis ce pays à un boycott économique en dépit de l'insistance du regretté camarade Krassine. D'autre part, l'on peut remarquer que la Belgique comme la Hollande avec lesquelles nous avons des relations commerciales depuis longtemps marquent maintenant moins d'empressement à établir des relations diplomatiques qu'à l'époque où elles subissaient notre boycott et essayaient d'entrer en pourparlers avec nous pour normaliser les relations. Personnellement, j'affirme sans hésiter que nos chances d'être reconnus par les Etats-Unis d'Amérique seraient plus grandes maintenant, si nous n'avions pas avec eux des échanges commerciaux plus importants qu'avec tout autre pays. [...] Pour les raisons précitées, le collègue du NKID se prononce contre la création de tout appareil commercial en Suisse. » Et d'ajouter qu'« il n'y a nul besoin d'avoir une représentation commerciale permanente en Suisse pour y acheter, par exemple, des pièces pour les tamis de moulin ou pour les montres »⁹⁴. Ainsi, alors que selon Moscou l'ouverture de négociations commerciales avec la Suisse ne peut être « conforme à nos buts, que dans la mesure où cela aura un effet politique »⁹⁵, à Berne, c'est justement la crainte que ces négociations n'ouvrent la voie à des relations politiques qui bloque toute prise de position officielle. L'incompatibilité de ces points de vue empêche toutes les négociations. Les relations commerciales entre les deux pays vont donc continuer à se faire sans appui officiel, c'est-à-dire sans accord-cadre et surtout sans

⁹² Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 423, note 2.

⁹³ T. Aubert écrit au Conseil fédéral pour s'offusquer de la présence en Suisse d'un délégué commercial soviétique, une « nouvelle tentative de prendre pied en Suisse ». Il avertit les membres du Gouvernement helvétique des conséquences désastreuses de l'installation éventuelle d'une mission commerciale russe à Berne, en invoquant le précédent britannique. Lettre de T. Aubert aux membres du Conseil fédéral, 28 mars 1929, AEIA 3134, Suisse 1929, BGE.

⁹⁴ M. M. Litvinov au collège du NKVT, 17.1.1928, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 421.

⁹⁵ G. V. Tchitchérine au NKVT, 24.6.1928, *ibidem*, p. 429, note 1.

assurance-risques à l'exportation, malgré les multiples demandes en ce sens formulées dès le début des années 1930 par les milieux syndicaux et patronaux liés aux industries d'exportation.⁹⁶

Cette situation ne pénalise pas trop les entreprises suisses qui ont trouvé le moyen de contourner l'obstacle politique du boycott et surtout de garantir leurs exportations en utilisant leurs filières pour profiter des conditions favorables existant en Allemagne.⁹⁷ « Il est connu de tous que quelques firmes suisses de renom — Brown-Boveri & Cie, Sulzer de Winterthur, les aciéries Georg Fischer de Schaffhouse, la S. A. Scintilla de Soleure⁹⁸, la fabrique Heinrich Wild de Heerbrugg⁹⁹, la Maschinenfabrik Oerliken de Zurich... — et de nombreuses firmes chimiques sont actives dans les affaires russes. Mais bien peu le font directement. Pour la plupart ce commerce passe par l'Allemagne (et apparaît ainsi comme de l'exportation allemande) parce que le Gouvernement allemand offre une garantie de 80 % de la valeur des biens livrés. Sinon il faut payer des intermédiaires. La firme Scintilla a ainsi payé un million à un intermédiaire qui s'est contenté d'écrire quelques lettres sur la base de ses bonnes relations pour obtenir un contrat de quatre millions de francs suisses. »¹⁰⁰

D'abord limitée aux industries exportatrices, la crise économique gagne en 1932-1933 les secteurs orientés vers le marché intérieur.¹⁰¹ La baisse des revenus et le chômage résultant de la récession contraignent alors le CF à quelques compromis qui n'échappent pas à Bagotski. « La crise économique qui en Suisse ne cesse de s'aggraver a pour conséquence de favoriser l'intérêt des sphères industrielles et des syndicats pour un soutien du Gouvernement en faveur du développement du commerce avec l'URSS. Cette question fut discutée publiquement il y a trois mois lorsqu'une firme bernoise a demandé au Conseil fédéral une garantie de crédit pour une grosse commande. La garantie fut refusée et la firme a dû licencier un grand nombre d'ouvriers. Les sociaux-démocrates ont publié une protestation qui a rencontré l'approbation de la presse bourgeoise. La semaine dernière, Robert Grimm et le président du PSS, Ernst Reinhard, qui est habituellement très hostile à l'URSS, ont publié toute une série d'articles critiquant l'obstination du Conseil fédéral sur cette question. [...] L'Union suisse des producteurs de fromage, qui s'est entretenue avec le Conseil fédéral sur ce

⁹⁶ Pour le détail de ces demandes : Cerutti, « Politique ou commerce ? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente », pp. 124-132.

⁹⁷ Des assurances au commerce avec l'URSS existaient aussi en Autriche et en Grande-Bretagne.

⁹⁸ Scintilla fabrique le système d'allumage Magneto pour moteurs à combustion interne utilisé par Charles A. Lindbergh lors de sa traversée de l'Atlantique.

⁹⁹ Fondée en 1921 par Heinrich Wild et Jakob Schmidheiny fils, elle produit des instruments optiques.

¹⁰⁰ E. K. Weber à S. J. Bagotski, 25.2.1932, F.9501/6/86, doc. 63, GARF.

¹⁰¹ Heiner Ritzmann-Blickenstorfer, « Kantone und Städte im Zeichen der grossen Depression » David Perrenoud (éd.), *La crise des années '30 – Die Krise der 30er Jahre, Traverso. Zeitschrift für Geschichte – Revue d'histoire*, n° 10, 1997/1, pp. 68-78.

point¹⁰², a obtenu un petit succès, le Conseil fédéral ayant déclaré qu'il allait soutenir les relations commerciales de cette union avec l'URSS, ce qui devrait être suffisant pour les banques. »¹⁰³ En janvier 1933, un premier accord-cadre est conclu à Berlin entre Walter Stucki, le responsable de la Division du commerce du Département de l'économie publique et l'attaché commercial de l'URSS en Allemagne, I. I. Weizer.¹⁰⁴ Affiné dans l'année, cet accord basé sur un système d'échanges compensés¹⁰⁵, avec un rapport déterminé entre les exportations suisses et les exportations soviétiques, va régler le cadre des échanges commerciaux entre les deux pays jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Enfin, en mars 1934, la Suisse adopte un projet d'assurance aux exportations. Le projet ne fait pas explicitement mention de l'URSS, mais sans que cela soit automatique le Conseil fédéral acceptera de l'étendre à certains contrats privés pour des livraisons de marchandises en Russie.¹⁰⁶

Encore une fois, Bagotski interpelle Moscou : « J'espère que nos organisations économiques sont informées des 10 millions de garantie de crédit aux exportations. Si elles s'y prennent bien, presque toutes ces sommes pourront être utilisées pour des commandes en URSS. Si elles traînent, ces sommes seront utilisées pour d'autres pays. »¹⁰⁷ Mais ses courriers relatifs aux questions commerciales resteront désormais sans suite : « Je ne reçois aucune réponse depuis un mois aux très sérieuses questions qui se posent pour notre travail ici. De plus, les événements évoluent très rapidement et dans un sens qui nous est très défavorable. Or nous ne faisons rien pour l'éviter, bien au contraire. Comme vous n'êtes vraisemblablement pas au courant du travail accompli ici depuis deux ans, je vous fais un bref rapport. Il y a environ deux ans, se sont adressés à moi d'importants représentants des milieux agricoles avec la proposition d'organiser une vente de fromages suisses en URSS, puis de bétail de race, à la condition qu'en échange ils puissent acheter trois fois plus de marchandises en provenance d'URSS. Je ne suis pas au courant de la politique du commerce extérieur mais cette proposition m'a paru très favorable pour l'URSS. D'abord parce

¹⁰² En octobre 1932, le Conseil fédéral, à l'exception de J.-M. Musy, accepte la proposition de l'Union fromagère d'exporter vers l'URSS du fromage pour un montant de 1 million, contre l'importation de marchandises russes en Suisse pour une valeur de 2,4 millions de francs, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 532, note 3.

¹⁰³ S. J. Bagotski à VOKS, 27.4.1932, F.5283/6/874, doc. 132, GARF.

¹⁰⁴ Pour le détail de ces négociations voir *DDJ*, 10, documents n° 221, 226, 233.

¹⁰⁵ La proportion est de « 1: 1,4, c'est-à-dire que pour chaque commande placée en Suisse par nos groupements d'importation, la Représentation commerciale de l'URSS en Allemagne reçoit des contingents d'importation dans la proportion de 140 % de la commande. L'exportation de marchandises soviétiques dont l'entrée en Suisse n'est pas soumise aux contingents s'opère tout à fait librement et ne rentre pas dans les calculs compensatoires entre l'URSS et la Suisse », Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 486.

¹⁰⁶ Cerutti, « Politique ou commerce ? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente », pp. 135-136.

¹⁰⁷ S. J. Bagotski à Bronstein, secrétariat étranger de l'ASCRCR, 24.3.1934, F.9501/5/55, doc. 54, GARF.

qu'elle rapporterait deux fois plus de devises que le coût de l'achat de fromages et qu'elle renforcerait la sympathie du Parti paysan à notre égard. Or ce Parti, qui joue un grand rôle en Suisse, a déclaré sans ambiguïté qu'en cas d'acceptation de cette proposition il s'exprimera en faveur d'une initiative pour un accord commercial et l'ouverture d'une représentation commerciale soviétique en Suisse. [...] J'ai transmis ces informations aux institutions soviétiques, des négociations ont été entamées. Un accord fut signé à la représentation de Berlin avec l'Union suisse des producteurs de fromage. Puis le Département fédéral de l'industrie et du commerce a entamé des pourparlers sur les contingents. C'est alors, sans que je sache pourquoi, que la représentation commerciale a changé d'opinion sur le fromage et l'accord ne fut pas réalisé (seul un dixième de ce qui avait été promis fut effectivement acheté). Il est facile d'imaginer les réactions que cela a suscitées au sein du Parti paysan. Le NKVT a certainement ses raisons, mais personne en Suisse, pas même moi, n'en a été informé. Cela a eu pour conséquence de nous priver du soutien des exportateurs mais aussi de tous les partisans d'un rapprochement. Il n'y eut pas plus de résultats positifs dans les négociations avec les horlogers de Suisse romande. Ces échecs ont contribué au déchaînement de la campagne contre l'adhésion de l'URSS à la SdN qui s'est soldée par la décision du Conseil fédéral de voter contre. Il n'était pas nécessaire de susciter tant d'espoirs auprès des Suisses pour ensuite les détruire. Il était mille fois préférable de dire tout de suite que nous n'étions pas intéressés. [...] Nous sommes ainsi revenus à la situation dans laquelle nous nous trouvions il y a sept ou huit ans. »¹⁰⁸

Au printemps 1935, les Suisses, qui cherchent des débouchés à leurs produits agricoles, mènent une nouvelle série de pourparlers officieux par l'intermédiaire de Sokoline à la légation soviétique de Paris. Mais ces négociations, auxquelles Bagotski n'est nullement associé, sont interrompues lorsque les Suisses comprennent qu'aucun accord commercial ne sera signé sans une normalisation préalable des relations diplomatiques.¹⁰⁹ Cette condition explique aussi les réactions très hostiles du Commissariat du peuple au commerce extérieur à la proposition, faite au printemps 1936 par l'Association pour la promotion des relations commerciales entre la Suisse et l'Union soviétique, d'organiser un voyage de deux semaines en URSS pour des industriels suisses. La venue de ces industriels et les promesses d'entretiens avec des officiels soviétiques, note le NKVT, « ne peuvent avoir que des conséquences politiques et commerciales extrêmement négatives en engendrant des illusions dénuées de fondement quant à l'éventualité d'achats soviétiques à ces industriels. Ces conséquences commerciales et politiques négatives ont en tout cas plus d'importance pour nos intérêts nationaux que les

¹⁰⁸ S. J. Bagotski à A. Y. Arossiev, 5.8.1934, F.5283/6/898, doc. 65, GARF.

¹⁰⁹ Ces contacts sont effectués par l'intermédiaire de V. Sokoline. A. Dunant, ministre de Suisse à Paris, à G. Motta, 4.5.1935, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 455-457.

profits monétaires que l'on peut retirer de la venue de quelques dizaines de touristes en plus. »¹¹⁰ « En plus », note Krestinki, le vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères, « nous ne voulons ni manifester ouvertement notre désir de renouveler ces relations, ni en prendre l'initiative. »¹¹¹

Les relations commerciales entre les deux pays vont donc se poursuivre en dehors de tout accord étatique et évoluer de façon erratique jusqu'en février 1941. A cette date, en raison des menaces qui pèsent sur le commerce extérieur des deux pays à la suite du déclenchement des hostilités, la Suisse et l'Union soviétique signent un accord qui règle pour deux ans les échanges commerciaux entre les deux pays.¹¹² Mais cet arrangement, qui ne modifie nullement la nature des relations entre les deux pays et moins encore l'appréciation des autorités suisses à l'égard de l'URSS, sera de courte durée. Trois jours à peine après le début de l'offensive des pays de l'Axe contre l'URSS, le Conseil fédéral, qui craint que d'importantes créances suisses sur la Russie ne soient pas réglées, bloque provisoirement les avoirs russes en Suisse, soit près de 21,4 millions de francs suisses — une décision qui aux yeux des Soviétiques témoigne de l'alignement unilatéral de la Suisse sur l'Allemagne.

Bien qu'effectuées sans mandat officiel, les multiples interventions du délégué dans le champ commercial ont conforté l'image d'un Bagotski brassant des millions. Il faut d'ailleurs souligner que si les transferts d'argent en provenance de Russie, objet du chapitre suivant, sont facilement identifiables, les éventuels dépôts, dons ou autres cadeaux qui auraient pu être effectués en faveur de Bagotski depuis la Suisse demeurent méconnus des historiens. Divers documents attestent de l'existence de telles propositions, à l'exemple de celle d'un certain D^r Maier, qui « dit connaître des gens voulant nous donner des millions »¹¹³, mais dont nous perdons toute trace ultérieure. Citons aussi le cas d'un horloger genevois qui a pris contact avec Starobinski pour savoir s'il serait possible à Bagotski de faciliter l'importation de montres en Russie en échange d'un pourcentage pouvant aller jusqu'à 20 % de la valeur du produit. Sceptique quant à ses chances d'obtenir l'accord de la SRCR, Bagotski demande néanmoins l'avis de la TsK Poclegod, qui n'entre pas en matière.¹¹⁴ Si dans ce cas le délégué se contente de transmettre à sa hiérarchie, rien ne permet de dire qu'il ne s'est pas

¹¹⁰ NKVT à Intourist, *ibidem*, pp. 465-466.

¹¹¹ N. N. Krestinski à V. P. Potemkin, légation soviétique à Paris, à propos du projet de voyage de touristes suisses, 19.4.1936, *ibidem*, p. 466, note 1.

¹¹² L'accord, signé du côté suisse par H. Ebrard, président de la délégation commerciale suisse à Moscou et Mikoïan du NKVT, porte sur un échange de marchandises de 112 millions de francs pour la première année et de 150 millions pour la seconde. La Suisse fournira à la Russie des machines-outils, des appareils électriques, des turbines, des générateurs, des moteurs électriques, des chaudières à vapeur, des presses hydrauliques, des appareils de précision, de l'horlogerie. En échange, elle recevra des céréales, du bois, du pétrole et ses dérivés, du coton et d'autres matières premières. *ibidem*, documents n° 182 et 184, pp. 501 et 516.

¹¹³ P. Gurevitsch à S. J. Bagotski, 9.12.1932, F.9501/6/72, doc. 269, GARF.

¹¹⁴ S. J. Bagotski à A. Starobinski, 12.2.1923, F.9501/6/43, doc. 465, GARF.

occupé personnellement, lors d'un passage en Russie, de plaider — ou de prétendre l'avoir fait — un dossier auprès de l'un ou l'autre des multiples cadres soviétiques de ses connaissances. Si tel est le cas, quoique par définition ce type de service se retrouve rarement dans la comptabilité déposée aux archives, il me paraît douteux que cet argent ait servi à autre chose qu'à son confort familial.

Chapitre 8

Les « millions » de Bagotski

Oui Bagotski reçoit quelque chose, mais pas beaucoup, autrement il aurait acheté, comme je le lui avais conseillé, une Alfa Roméo au lieu d'une Citroën.¹

La légende d'un Bagotski brassant des millions est ancienne, antérieure même à ses fonctions de représentant de la SRCR en Suisse. Occupant avant la révolution des postes de responsabilité dans diverses associations de secours aux exilés politiques russes, Bagotski fait partie de ces militants ayant accès à des fonds. En plus de ces activités, Bagotski exerce depuis 1915 à l'asile cantonal de Saint-Gall en tant qu'assistant médical. Aussi modestes que soient ses gains, auxquels s'ajoutent rapidement ceux de sa compagne la doctoresse Regina Birnbaum, sa relative aisance financière contraste alors avec la situation beaucoup plus précaire de la plupart des émigrés russes. Ce déséquilibre ne manque pas d'irriter nombre de ses camarades. Selon le socialiste suisse Ernst Nobs, Bagotski se serait ainsi comporté pendant la guerre comme un « saligaud », « vivant largement, dépensant beaucoup »². S'appuyant sur ce témoignage, Soljenitsyne établit dans son *Lénine à Zurich*³ un lien implicite entre les prétendus moyens financiers du docteur et ses contacts avec les Allemands lors de l'organisation du retour des émigrés. Il est pourtant bien difficile de préciser le

¹ J. Dicker, dont le témoignage est rapporté par un informateur de la police bernoise, 22.12.1925, E 21 1000/131 : dossier 8597, AFB.

² Cité par Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz*, p. 320.

³ « Bagotski : auxiliaire de Lénine pour les problèmes pratiques et les affaires d'argent, ainsi que pour l'organisation de contacts indirects avec les Allemands. Dans les milieux de l'émigration russe en Suisse vivait largement, dépensant beaucoup. » Soljenitsyne, *Lénine à Zurich*, p. 197.

rôle joué par Bagotski dans cette histoire, elle-même largement confuse, du retour par l'Allemagne des révolutionnaires russes et de l'or allemand. Notons d'ailleurs qu'il n'existe, au-delà du mythe du complot germano-bolchevique, pas de lien direct entre les deux questions. Le fait que le retour se soit effectué par l'Allemagne n'implique nullement que les bolcheviks aient reçu de l'argent allemand. Pourtant, Bagotski appartient bien selon la formule de l'historien Willi Gautschi à ces « figures difficilement saisissables qui entretenaient des contacts avec des intermédiaires allemands »⁴. Et le mythe d'un réseau financier liant les bolcheviks aux Allemands par l'intermédiaire du sulfureux Parvus et d'Hanecki⁵, et dont Bagotski aurait été partie prenante, ne cessera d'alimenter les fantasmes, ouvrant un espace infini aux rumeurs sur le rôle du docteur en Suisse, pendant et après la guerre.

Dès son retour à Berne, à l'été 1918, la presse locale bruisse donc de rumeurs sur les prétendus millions dont disposerait l'envoyé spécial de Lénine. Dans son premier rapport à Moscou, Bagotski note que selon la presse « notre commission est composée "d'agitateurs clandestins" dont la tâche est de fournir aux soldats des dizaines de milliers de francs pour organiser l'agitation »⁶. Pour l'agent de police Max Schnyder, qui se fait l'écho de ces rumeurs auprès du procureur général de la Confédération, Bagotski « aurait reçu une valise diplomatique contenant de 10 à 20 000 francs suisses »⁷. Les autorités fédérales s'intéressent aussi à la rumeur d'un dépôt de 12 millions de marks. Une première série de contrôles effectués auprès des institutions financières de divers cantons conclut à l'absence de résultat dans l'enquête sur cet hypothétique dépôt.⁸ « Les contrôles effectués sur les trafics d'argent par la poste et les banques n'ont révélé aucune relation financière compromettante », confirme le juge d'instruction fédéral.⁹ Mais les soupçons vont perdurer, et pas seulement parmi les Suisses. En 1920, l'inspecteur de la police zurichoise, Heusser, note ainsi que « Bagotski qui ne travaille pas mène un grand train de vie ». Pour son confrère vaudois, il est « soupçonné d'être en possession de fortes sommes d'argent provenant du Gouvernement bolcheviste »¹⁰. Informés de ces oui-dire, les internés russes s'offusquent du fait que « l'ambassade bourgeoise leur donne à chacun 120 francs par mois, alors que nous [la RSFSR] rognons chaque franc »¹¹. Un comité de soldats, infiltré par deux agents provocateurs au service des Blancs, accuse même Bagotski de « détourner des millions à son profit, [et]

⁴ Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz*, p. 136.

⁵ Sur cette question du financement allemand des révolutionnaires russes et polonais : Jean-François Fayet, *Karl Radek (1885-1939). Biographie politique*, Berne, Lang, 2004, pp. 210-219.

⁶ Rapport d'activités de Bagotski du 10.9.1818 au 10.12.1918, F.9501/6/56, doc. 356, GARF.

⁷ E 21 1000/131 : dossier 8597, AFB.

⁸ Direction politique du canton de Vaud, 22.9.1919, E 21 1000/131: dossier 8597, AFB.

⁹ Eid. U. R. Rohr, E 21 1000/131 : dossier 8597, AFB.

¹⁰ *Idem.*

¹¹ Rapport de S. J. Bagotski, 14.10.1918, F.9501/6/1, doc. 20, GARF.

de ne s'occuper que des bourgeois »¹². Pour contradictoires qu'elles soient, ces allégations colleront longtemps à la peau de Bagotski. Une situation d'autant plus gênante pour le délégué que la consultation des archives russes révèle sans ambiguïté la carence des moyens mis à sa disposition. Bagotski reçoit bien sûr de l'argent de Moscou, « mais pas beaucoup, autrement il aurait acheté, comme je le lui avais conseillé, une Alfa Roméo au lieu d'une Citroën »¹³, aurait déclaré Jacques Dicker. L'étude des documents, en particulier sa correspondance avec les diverses institutions pour lesquelles il travaille, confirme la boutade de l'avocat. Si on ne tient pas compte des éventuelles commissions provenant de Suisse, dont nous ne savons rien, le budget de Bagotski apparaît comme très modeste, en particulier comparé à celui de son homologue helvétique Woldemar Wehrlin, lequel n'échappera pas plus que le docteur soviétique aux rumeurs d'enrichissement personnel dans le cadre de sa mission.¹⁴ La plupart des collègues de Bagotski sont eux-mêmes soupçonnés de financer des activités illégales par les autorités de leur pays d'accueil¹⁵ et d'être impliqués dans des malversations financières par leurs autorités de tutelle.¹⁶

La veille de son départ pour la Suisse, Bagotski s'était rendu au Kremlin pour visiter Lénine. Lors de cet entretien, le dirigeant de la Révolution d'Octobre s'était inquiété du fait que le Narkomfin lui ait proposé des assignats pour payer les frais de sa mission, car le risque existait que ceux-ci ne soient pas acceptés par les banques occidentales, ce qui fut effectivement le cas. Aussi avait-il préféré lui proposer des roubles or tsaristes. Pourtant le Narkomfin s'y était opposé et le délégué est arrivé en Suisse sans devises convertibles. Selon son témoignage, le Gouvernement soviétique avait alors fait envoyer par courrier diplomatique un million de roubles or à Berne pour le travail auprès des internés, mais la mission de la Croix-Rouge russe n'avait reçu que 565 000 francs suisses de la légation qu'elle avait déposés dans une banque de Berne. « Après son expulsion, notre légation m'a transmis le soin d'assurer l'aide à la

¹² S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 1920, F.9501/6/8, doc. 121 et rapport de S. J. Bagotski, 20.4.1920, F.9501/6/8, doc. 100-104, GARF.

¹³ J. Dicker, dont le témoignage est rapporté par un informateur de la police bernoise, 22.12.1925, E 21 1000/131 : dossier 8597 (dossier de police sur Bagotski) AFB. La Citroën de Bagotski a été achetée en été 1925, n° de plaques : 1702 D.

¹⁴ Le délégué du CICR a notamment acquis une grande collection de porcelaines de Russie, qu'il ramène en Suisse avant d'ouvrir une galerie d'art russe à Paris. Peter Huber, *Stalins Schatten in die Schweiz. Schweizer Kommunisten in Moskau : Verteidiger und Gefangener der Komintern*, Zürich, Chronos Verlag, 1994, p. 501, note 36.

¹⁵ Selon l'agent du FBI Jacob Spolansky, D. H. Doubrovski était suspecté de financer le PCA par le biais d'une filiale d'Amtoorg, Produce Exchange Corporation, avec de l'argent collecté en faveur des affamés. Jacob Spolansky, *The Communist Trail in America*, New York, Macmillan Company, 1951, pp. 169-174 et 177-181.

¹⁶ C'est le cas de M. Sheftel, qui doit quitter l'Italie à la suite d'un scandale financier, et de D. H. Doubrovski, soumis en 1933 à une enquête par l'ASCRCR. L'enquêteur Ionov n'a rien pu démontrer, mais les accusations seront renouvelées par la légation de Washington, Moïrova, ASCRCR, à A. A. Troïanovski, légation soviétique de Washington, F.9501/5/55, doc. 72, GARF.

communauté russe, pour cela on m'avait promis l'envoi régulier de moyens financiers. J'ai dépensé pour nos concitoyens environ 45 000 francs par mois. L'argent promis ne m'a jamais été envoyé et après le départ du deuxième train de rapatriés en janvier 1919 les ressources étaient épuisées. Jusqu'à la fin juillet 1919, j'ai réussi à m'organiser avec l'envoi de fonds de Berlin, Copenhague¹⁷ et La Haye. J'ai réduit les dépenses à 10 000 francs par mois. Comme je n'avais plus de moyens, j'ai essayé de récolter des fonds auprès de nos concitoyens. Sur la base de votre information selon laquelle j'allais recevoir 600 000 francs de Berlin, j'ai contracté de nombreuses dettes. »¹⁸

Bagotski ne parviendra cependant jamais à récupérer cet argent déposé à la Banque Mendelsohn de Berlin.¹⁹ Dans un premier temps, c'est le Gouvernement allemand qui bloque ces sommes en contrepartie des préjudices subis par ses concitoyens en Russie. A la suite d'une intervention du CICR²⁰, les Allemands autorisent le transfert, mais c'est alors le chef du bureau d'aide aux prisonniers de guerre à Berlin, Victor Kopp, qui déclare n'avoir reçu aucune information sur des sommes à envoyer en Suisse. Harcelé par les créanciers — la mission doit 130 000 francs au DMF, et des sommes considérables aux cantons de Berne et Zurich, ainsi qu'à de nombreux propriétaires d'hôtel « qui hébergent nos compatriotes »²¹ — Bagotski interpelle Moscou : « Il me faut absolument de l'argent pour éviter un scandale public. »²² Après avoir accusé la Croix-Rouge soviétique d'utiliser des sommes astronomiques pour faire de la propagande, la presse laisse désormais entendre que « les Suisses lui faisant crédit devraient se méfier » car « le Gouvernement russe qui pourrait succéder à celui des bolcheviks ne voudra pas payer ces sommes. »²³ Il faut donc choisir, écrit le délégué : « liquider la représentation de la Croix-Rouge en Suisse ou alors déterminer un budget mensuel pour son fonctionnement. »²⁴ Refusant la perspective d'une fermeture de la mission, la direction de la SRCR va faire son possible pour alléger les problèmes financiers de Bagotski. Jamais pourtant ce dernier ne touchera les 600 000 francs, et les quelques versements effectués en sa faveur par le Sovnarkom serviront à éponger les dettes sans ouvrir de nouvelles perspectives de travail.²⁵

La pérennisation de sa mission en Suisse après sa reconnaissance par le CICR en 1921 ne modifie pas, malgré les promesses de Moscou, la situation

¹⁷ 157 872,54 kronen transférés de Copenhague par V. A. Boukhgolz de mars 1919 à septembre 1920, F.3341/3/39, doc. 4, GARF.

¹⁸ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 8.6.1920, F.9501/6/8, doc. 3, GARF.

¹⁹ S. J. Bagotski à P. Biriukov, 25.10.1919, F.9501/6/5, doc. 24, GARF.

²⁰ CICR à S. J. Bagotski, 6.2.1920, F.9501/6/6, doc. 54, GARF.

²¹ E 21 1000/131 : dossier 8597 (dossier de police sur Bagotski), AFB.

²² *Idem.*

²³ « Bolschewistische Verbindung Bern-Berlin », *Oberländisches Volksblatt*, 11.1.1920.

²⁴ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 8.6.1920, F.9501/6/8, doc. 3, GARF.

²⁵ « J'ai reçu 70 000 francs d'Allemagne, mais il me faudra dans l'avenir pas moins de 30 000 francs par mois. » S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 12.1.1921, F.9501/6/27, doc. 21, GARF.

financière de Bagotski, ni celle des autres délégations de la Croix-Rouge russe à l'étranger. Selon Polovtseva, qui l'écrit à Korovine, « il n'est pas nécessaire de dire à quel point la situation financière de nos délégations est difficile dans la mesure où les fonds récoltés ne peuvent être utilisés pour des dépenses d'organisation, et que nous ne disposons d'aucune ressource pour ce type de dépenses »²⁶. Situation identique en Autriche et aux Etats-Unis où, écrit Doubrovski, « la représentation de la Croix-Rouge russe a accumulé un déficit de 10 000 dollars ». Or le budget que lui alloue le CC de la SRCR pour la période 1923-1924 est de 6000 dollars.²⁷ De Suisse, où les dépenses de sa délégation atteignent en moyenne 1765 francs par mois pour les années 1923-1925²⁸, Bagotski ne cesse de demander une augmentation de son budget. Mais les sommes dont dispose la SRCR ne lui permettront pas de satisfaire ces demandes.

Pour assurer son indépendance financière, celle-ci a obtenu à la suite de plusieurs décrets promulgués par le Gouvernement soviétique entre 1922 et 1924, outre les cotisations annuelles de ses membres et les donations publiques et privées, une franchise douanière pour toutes les marchandises envoyées à son adresse, des allocations provenant de la sécurité sociale et une partie des contributions publiques relatives aux impôts sur les billets de chemin de fer, de transports fluviaux et aériens, et sur toutes les entrées aux spectacles.²⁹ Elle organise aussi chaque année depuis 1921, lors de la troisième semaine de décembre, une semaine de récolte de fonds par le biais de loteries, de conférences, de spectacles et de concerts dont elle touche 50 % du produit. La SRCR encaisse de plus 10 % sur les visas soviétiques vendus aux étrangers. Mais ces revenus sont prioritairement affectés aux missions intérieures ou transférés à des institutions sans lien avec la Croix-Rouge. Car, et c'est un point à souligner, une fois achevé le rapatriement des soldats, les délégations de la Croix-Rouge à l'étranger ne sont pas censées coûter de l'argent, mais en rapporter, en particulier sous forme de devises, car « les devises sont préférables dans l'intérêt des finances générales de l'Etat soviétique »³⁰.

²⁶ V. N. Polovtseva à E. A. Korovine, 8.9.1922, F.3341/5/80, doc. 13, GARF.

²⁷ D. H. Doubrovski à S. J. Bagotski, 21.2.1924, F.9501/6/28, doc. 25, GARF.

²⁸ Celui-ci se décompose de la façon suivante : traitements 1325 (dont 200 pour Starobinski, le reste pour Bagotski) ; frais postaux : 120 ; bureau (électricité, téléphone) : 48 ; entretien-ménage : 58 ; logement de la délégation (intérêts de l'hypothèque, impôts) : 200 ; divers : 12, S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 1925, F.9501/6/76, doc. 303, GARF.

²⁹ Décrets du Sovnarkom du 16.11.1922, F.9501/1/1, doc. 19, et du 19.9.1924, F.9501/1/3, doc. 27 et 52, GARF.

³⁰ CC SRCR à A. G. Rakovskaïa, 26.11.1926, F.9501/5/47, doc. 232, GARF.

En plus des démarches pour récupérer ses biens matériels³¹ et financiers³² qui restent en possession des organisations émigrées ou des Gouvernements étrangers, la section étrangère de la SRCR est chargée depuis 1926 de « défendre les biens des citoyens soviétiques déposés à l'étranger, en particulier dans les pays où il n'existe pas à l'heure actuelle de représentation diplomatique et consulaire. Aux Etats-Unis³³, en Amérique latine et au Canada, où les citoyens soviétiques ont de nombreux intérêts sous la forme de pensions de vétérans de guerre³⁴, d'héritages et d'assurances contre les accidents³⁵, les représentants de l'Alliance des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge doivent organiser des services compétents pour défendre ces intérêts en vertu des accords existant avec les Croix-Rouges étrangères. »³⁶ Ces activités de l'ASCRCR rapportent près de deux millions de dollars en 1928, et encore huit millions en 1929.³⁷ L'importance de ces sommes est telle qu'elles suscitent le plus grand intérêt au sein du Narkomfin et du NKID. Ce dernier propose alors de confier cette tâche à une autre organisation, sous le prétexte que « ces activités pourraient compromettre la Croix-Rouge et créer des complications politiques ».³⁸ L'ASCRCR, qui conserve pour son budget 5 % de toutes les sommes récupérées³⁹, va bien sûr traîner des pieds, rappelant que, dans certains pays seuls les représentants de la Croix-Rouge sont habilités à s'entretenir avec les autorités. Mais elle devra céder, après quelques mois, à la suite des pressions de la Gosbank. Par ailleurs, ses représentants aux Etats-Unis et en Angleterre encaissent 5 % sur les bons

³¹ L'ASCRCR identifie en 1926 pour la France encore 180 navires marchands, 54 brise-glaces et 18 bâtiments divers emmenés lors de l'intervention française pendant la guerre civile. F.9501/1/140, doc. 1-9, GARF. Notons pourtant que les biens récupérés, notamment en Ukraine, n'étaient pas forcément remis à la Croix-Rouge qui, en 1931, se plaint que « 25 % de ses bâtiments sont occupés par des organismes n'ayant rien à voir avec la médecine. » F.3341/6/39, doc. 6, GARF.

³² Les délégués sont particulièrement actifs pour récupérer le fonds de l'impératrice — 212 546 francs français déposés par l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe dans une banque française — qui, conformément au décret soviétique du 3 mai 1918 sur les fonds philanthropiques constitués avant 1917, devait être placé dans un fonds étatique assigné aux assurances sociales. Mais deux jugements de la Cour de Paris, l'un de janvier 1925 et l'autre de janvier 1927, débouteront les Soviétiques en soutenant que l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe était une association privée dont les tribunaux français ne pouvaient prononcer l'expropriation au profit du Gouvernement soviétique. F. 9501/1/154, doc. 183-214, GARF.

³³ Plus de 2 millions de Russes vivaient aux Etats-Unis avant 1914.

³⁴ Selon la loi américaine, chaque engagé volontaire était assuré à hauteur de 10 000 dollars ; en cas de décès ou d'invalidité la famille touchait une compensation financière. Le Gouvernement américain estime à plus de 2000 le nombre de familles soviétiques concernées par cette indemnité. Le problème concerne aussi l'Australie et la France.

³⁵ Toujours selon la loi américaine, en cas de décès ou d'invalidité à la suite d'un accident du travail les salariés ou leur famille touchent une compensation financière.

³⁶ Rapport du CC de l'ASCRCR sur la défense des biens des citoyens soviétiques à l'étranger, 1928, F.9501/5/3b, doc. 3 GARF.

³⁷ ASCRCR à NKF, février 1929, F.9501/5/52, doc. 49, GARF.

³⁸ F. A. Rothstein, NKID, à président ASCRCR, double à G. L. Piatakov, Gosbank, 24.4.1929, F.9501/5/52, doc. 95, GARF.

³⁹ F.9501/5/52, doc. 158, GARF.

d'achats des grands magasins d'Etat (GOUM) vendus à l'étranger.⁴⁰ Dans les autres pays, les délégués collectent des fonds en organisant, quand la législation nationale les y autorise, des loteries ou en vendant des livres et des produits artisanaux.⁴¹ Mais cette recherche effrénée de financements se heurte à la concurrence d'autres organisations soviétiques de solidarité qui recourent aux mêmes méthodes, provoquant des querelles sans fin sur le monopole de la TsK Poclegod en matière de philatélie⁴² ou celui du SOI pour l'envoi des marchandises en franchise. En 1929, les délégués de la SRCR essaient une nouvelle fois d'obtenir une réduction de 40 % de la taxe sur les colis de produits de consommation privée envoyés en URSS par la SRCR, soit près de 10 000 par an.⁴³ Mais ces envois finissent par inquiéter l'OGPU pour lequel les colis privés nourrissent le marché noir et les spéculateurs. Il y sera donc mis un terme.

Si Bagotski n'a pu obtenir l'accord de la SRCR pour représenter aussi le NKVT en Suisse, un travail qui lui aurait permis de toucher un pourcentage sur les contrats, il devrait, en tant que représentant du NKZ et de la VOKS, disposer d'autres ressources. Mais « le NKZ n'a pour l'instant pu me fournir aucun budget, malgré le travail effectué depuis le premier octobre 1923, et la VOKS ne m'a donné qu'un petit subside. »⁴⁴ La présidente considère d'ailleurs, comme elle l'écrit à Bagotski, « qu'il serait plus juste qu'une partie de vos dépenses, et même la plus grande partie, soit prise en charge par la SRCR et le NKZ que vous représentez aussi. »⁴⁵ Globalement plus réduits que ceux de la SRCR, les ressources financières de la VOKS proviennent d'un subside étatique et des cotisations d'organisations et d'institutions membres.⁴⁶ Dans le cas d'un petit pays comme la Suisse, elle n'a presque aucun moyen, en particulier durant les premières années. En raison du boycott de la Confédération, le NKZ et la

⁴⁰ L'accord avec le GOUM, conclu en novembre 1922 par le représentant de la SRCR à New York, D. H. Doubrovski, permet à des personnes habitant les États-Unis d'acheter à la représentation de celle-ci des bons qui sont envoyés à des connaissances en Russie pour des achats dans les magasins d'Etat. Le bon est renvoyé à l'acheteur après avoir été présenté à la section étrangère du GOUM pour paiement. S'il n'existe pas de magasin GOUM dans la région du bénéficiaire, il doit s'adresser aux correspondants locaux. Si le produit demandé n'est pas disponible, le GOUM a le droit de proposer un produit apparenté. Les bons sont valables une année après leur jour d'émission en Amérique. F.3341/4/47, doc. 95, GARF. Il n'existe rien de tel en Suisse, mais les particuliers souhaitant effectuer des achats pour des connaissances en URSS, ou envoyer de l'argent, peuvent le faire à Genève par le Comptoir d'Escompte, et à Zurich par la Schweizerische Bankgesellschaft et la Schweizerische Bankverein, F.9501/1/173, doc. 81, GARF.

⁴¹ V. N. Polovtseva à E. A. Korovine, 8.9.1922, F.3341/5/80, doc. 13, GARF.

⁴² CC de la SRCR à ses représentations en Suisse, en Angleterre et aux États-Unis, 15.3.1923, F.9501/6/33, doc. 112, GARF.

⁴³ Secrétariat de l'ASCRCR à la section étrangère de Gosbank, février 1929, F.9501/5/52, doc. 19, GARF.

⁴⁴ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 10.10.1925, F.3341/6/342, doc. 173, GARF.

⁴⁵ O. D. Kameneva à S. J. Bagotski, 3.1.1925, F.5283/6/837, doc. 198, GARF.

⁴⁶ La cotisation d'adhésion est de 100 roubles la première année, puis de 5 roubles, mais les associations soviétiques sont nombreuses à demander une exonération.

VOKS ne peuvent en effet « soutenir financièrement la représentation »⁴⁷, écrit Bagotski en 1925. « Cela m'a contraint à réduire les effectifs au minimum, ce qui se répercute sur le travail effectué. Ne souhaitant pas réaliser de nouvelles dettes, j'ai payé sur le budget qui m'était alloué 200 francs à Starobinski pour deux heures de travail quotidien.⁴⁸ Pour les traductions et le travail d'entretien des contacts avec les personnes et institutions de Genève c'était suffisant, mais à Berne je fus contraint de me priver de tous mes collaborateurs, y compris la secrétaire qui travaillait pour les trois représentations. [...] Je dois ainsi m'occuper de toute la correspondance et de l'envoi des colis, ce qui est peu souhaitable. Tout occupé à ces tâches techniques, je suis privé de la possibilité de conduire le travail d'information pour le NKZ et la VOKS à la hauteur de ce qui pourrait être fait si le travail technique était accompli par quelqu'un d'autre. [...] Ne disposant pas de budget spécifique, j'ai aussi réduit les trajets hors de Berne au minimum (or la Société des amis de la Russie nouvelle est éparpillée dans six ou sept villes et il est nécessaire de maintenir des contacts avec chacune de ses sections au moins deux fois par mois.) Je vous ai déjà écrit sur la nécessité d'unifier budgétairement les trois représentations. Il faudrait pouvoir me garantir de 6 à 700 francs pour des collaborateurs, et je ne parle pas de la difficulté de trouver des personnes parlant plusieurs langues. Il faut aussi un budget déplacement de 150 francs et un autre pour les frais de poste qui sont très élevés. Les nombreux échanges de livres avec les organisations internationales me coûtent 1000 francs par mois. Ma situation va encore se compliquer, car je risque de perdre Starobinski, faute d'une rémunération satisfaisante. »⁴⁹

Inquiet des répercussions de cette situation sur le travail de son délégué, le président de la SRCR se fait le porte-parole de Bagotski auprès de Kameneva. Mais selon la présidente de la VOKS, « la déclaration de Bagotski selon laquelle nous ne l'aurions pas payé n'est pas tout à fait exacte. Nous lui avons sporadiquement fait parvenir des subsides pour couvrir ses dépenses en relation avec notre travail en Suisse. Nous n'avions pas l'intention de forcer la SRCR à payer nos frais. D'un autre côté, Bagotski ne nous avait pas fait parvenir de rapports financiers sur son travail pour la VOKS. Le fait que nous ayons reçu son rapport seulement hier explique ses arriérés de paiement. Il recevra donc prochainement les sommes dues. »⁵⁰ La VOKS paiera ses dettes, mais elle se refusera à fixer un budget mensuel, « ce qui m'empêche d'engager un collaborateur permanent pour le travail de rapprochement culturel »⁵¹. La situation est encore moins favorable en ce qui concerne le NKZ : « Leurs arriérés de paiement por-

⁴⁷ Z. P. Soloviev à S. J. Bagotski, 9.9.1925, F.9501/6/57, doc. 116, GARF.

⁴⁸ A titre de comparaison, le secrétaire de Lodygensky, A. Polounine, était payé 800 francs par mois pour un plein temps. Annetta Gattiker, *L'affaire Comrad*, p. 42.

⁴⁹ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 10.10.1925, F.3341/6/342, doc. 173, GARF.

⁵⁰ O. D. Kameneva à Soloviev, 12.11.1925, F.3341/6/343, doc. 17, GARF.

⁵¹ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 10.12.1925, F.3341/6/343, doc. 33, GARF.

tent déjà sur deux années alors que le bureau d'information à l'étranger (BZI) du NKZ me demande de lui envoyer tous les trois mois une liste de mes frais pour un règlement immédiat. Je le fais, puis reste sans nouvelle du BZI. La dernière fois, ils m'ont écrit que ces dettes devaient être épongées par la SRCR. [...] Il y a déjà six mois que j'ai cessé de remplir leurs missions, limitant mes dépenses à l'envoi de livres et de journaux.»⁵² L'extrême insuffisance de moyens pèse sur chaque étape du travail de Bagotski. Il est ainsi obligé d'annuler le projet d'une conférence internationale des représentants de la VOKS à l'étranger.⁵³ Le délégué peine aussi à trouver des collaborateurs compétents : « Avec ce que me donne la SRCR et la VOKS (600 francs), je ne peux payer qu'un seul collaborateur ; or celui-ci doit connaître trois langues, maîtriser la politique. [...] N'ayant trouvé personne disposant de toutes ces qualités, j'ai dû prendre trois employés, qui travaillent deux heures par jour, deux jours par semaine.»⁵⁴ Il ne peut pas plus participer au financement d'un journal édité par les Amis de la Russie nouvelle, ni effectuer les déplacements qui lui permettraient de maintenir un lien entre leurs différentes sections réparties sur le territoire helvétique. Il lui arrive parfois même de devoir emprunter de l'argent à des particuliers pour éviter un scandale public, comme lors de l'exposition de Genève, dont les frais n'ont pas été couverts par l'argent envoyé par la VOKS.⁵⁵

Au début de l'année 1929, la situation s'aggrave encore, l'ASCRCR, le NKZ et la VOKS pâtissant comme toutes les organisations du manque de devises de l'Etat soviétique. Le bureau d'information à l'étranger du NKZ, rebaptisé en 1927 bureau unifié d'information sanitaire à l'étranger (OBZSI), cesse de financer ses représentations, à l'exception de son correspondant aux Etats-Unis.⁵⁶ Les courriers de l'ASCRCR portent sur la nécessaire réduction des budgets entraînant la limitation des activités, voire la fermeture de différentes délégations comme cela sera le cas en Angleterre.⁵⁷ En Pologne, Sempolowska échappe à une telle mesure grâce à l'appui du NKID. Mais en Allemagne, à partir d'octobre 1929, et en France, les activités de la Croix-Rouge passent sous la responsabilité du personnel de l'ambassade pour éviter le financement d'un délégué. Après 1931, seuls les budgets des représentations de Berne et de New York sont encore couverts par l'ASCRCR. « Ailleurs, dans la mesure où les représentants sont membres du personnel de l'ambassade, nous ne fournissons qu'une modique participation aux frais de chancellerie.»⁵⁸ Informé par le département financier de la ASCRCR d'une diminution de son budget à hauteur de $\frac{2}{5}$ par

⁵² *Idem.*

⁵³ S. J. Bagotski à V. N. Polovtseva, 24.6.1926, F.9501/6/42, doc. 73, GARF.

⁵⁴ Rapport de S. J. Bagotski, 1928, F.9501/6/57, doc. 24, GARF.

⁵⁵ S. J. Bagotski à CC ASCRCR, 31.1.1929, F.3341/6/350, doc. 132, GARF.

⁵⁶ Gross Solomon, « A Matter of "Reach". Fact-Finding in Public Health in the Wake of World War I », p. 245.

⁵⁷ CC SRCR à V. N. Polovtseva, 4.2.1929, F.9501/1/162, doc. 25, GARF.

⁵⁸ Rapport de Z. P. Soloviev, 1931, F.9501/1/187, doc. 5, GARF.

rapport à l'année précédente, Bagotski rappelle qu'il est en Suisse « le seul représentant soviétique, qu'il doit donc travailler pour tous les Commissariats, sans oublier le fait que les deux tentatives du Commerce d'Etat pour obtenir l'autorisation d'ouvrir une représentation en Suisse ont échoué. » Il souligne qu'il « s'occupe aussi du rapprochement culturel et que ni lui, ni ses collaborateurs ne reçoivent de dédommagements pour les frais résultant de ces charges supplémentaires. Il convient donc de considérer », conclut-il, « les conséquences d'une réduction du budget sur mon travail en Suisse »⁵⁹.

La SRCR refusant de prendre à sa charge les coûts du travail de rapprochement culturel, Bagotski s'adresse une nouvelle fois à la présidente de la VOKS. « Je viens d'être informé que je vais devoir réduire les dépenses de la VOKS de 40 à 20 dollars par mois. Sur le fond bien sûr, cette réduction n'est pas très importante car ces sommes sont de toute façon parfaitement insuffisantes pour élargir le travail de la VOKS. Vous savez d'ailleurs que cet argent sert exclusivement à l'échange de livres et à l'envoi des bulletins, alors que toutes les autres dépenses de la représentation de la VOKS se font sur le budget de la SRCR. [...] Nous devons désormais limiter ce travail. Mais je voudrais maintenant vous parler de quelque chose de plus sérieux, dont dépend peut-être l'avenir du rôle de la VOKS en Suisse. [...] Le travail de rapprochement culturel avec la Suisse est-il considéré comme souhaitable ou non ? Il faut décider. Tous les commissariats et institutions soviétiques utilisent nos services mais quand on leur demande des subsides, ils répondent qu'ils n'ont aucune somme à disposition pour la Suisse. Il faut mettre un terme à cette contradiction. Et si la Suisse ne nous intéresse pas, il faut passer la main. »⁶⁰

La VOKS, qui se doit de suivre la politique gouvernementale sur les devises, accepte néanmoins de faire un geste, en finançant à hauteur de 125 francs par mois un collaborateur pour Bagotski. Mais sa marge de manœuvre est très restreinte. Son budget global baisse d'année en année, passant de 83 000 roubles or en 1930 à 71 000 pour 1931. « Le budget de la VOKS s'est encore réduit. Il faut économiser »⁶¹, se plaint Paul Gurewitsch en 1933. Or, comme l'écrit Petrov, dans un courrier adressé aux autorités gouvernementales, la plus grande partie des dépenses de la VOKS — 51 000⁶² sur les 71 000 roubles or du budget de l'année 1931 — sont occasionnées par les représentations à l'étranger et les sociétés nationales, elles sont à ce titre incompréhensibles.⁶³ « Faute de soutien, la société japonaise (*Nitchiro Geydzjoutson Kiokaï*) s'est délitée. A l'inverse,

⁵⁹ S. J. Bagotski à SRCR, 6.3.1929, F.9501/5/44, doc. 347, GARF.

⁶⁰ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 5.5.1929, F.9501/5/44, doc. 368-369, GARF.

⁶¹ P. Gurewitsch à S. J. Bagotski, février 1933, F.9501/6/72, doc. 298, GARF.

⁶² 24 460 pour le département Europe centrale (Pays germaniques, Europe de l'Est, Balkans, Scandinavie) ; 14 240 pour le département latin (Argentine, Belgique, Cuba, Espagne, France, Italie, Portugal) ; 18 320 pour le département anglo-américain (Australie, Canada, Grande-Bretagne, Iran, Japon, Mongolie, Turquie, USA). Budget 1931, F.495/30/732, doc. 20, RGASPI.

⁶³ F. N. Petrov, 1931, F.495/30/732, doc. 12, RGASPI.

nous voyons qu'avec une aide matérielle relativement infime nous pouvons obtenir de bons résultats, comme en Belgique et aux Pays-Bas. Nous considérons comme indispensable de payer les secrétaires des sociétés et d'autres petites dépenses. Parfois il faut seulement rétribuer notre représentant, mais dans tous les cas une petite dotation est nécessaire pour un travail planifié. [...] Toute nouvelle réduction de budget menacerait l'existence même de la VOKS »⁶⁴, écrit son président. On comprend, dans ces conditions, l'intérêt de faire porter à la SRCR la charge de sa délégation en Suisse. Cela explique aussi pourquoi, malgré un fort mécontentement à son égard, la VOKS ne réussit jamais à imposer le remplacement de Bagotski.

Ce qui demeure en revanche plus difficile à préciser est la raison pour laquelle la SRCR a continué à financer sa mission, la seule avec celle de Doubrovski à New York, après l'adhésion de l'URSS à la SdN. Comme nous l'avons déjà évoqué, les Soviétiques n'ont plus guère besoin dès ce moment d'un représentant de la Croix-Rouge en Suisse, qui, à la différence de la mission des États-Unis, ne rapporte en outre pas d'argent. Mais Bagotski dispose d'un atout : l'acte de propriété de la maison de Berne sise au 22 Jungfraustrasse dans laquelle il habite. Achetée en septembre 1918, avec les fonds de la mission Berzine (40 000 en liquide et 19 000 en hypothèques)⁶⁵, la propriété a été mise au nom de Bagotski — qui paie en tant que propriétaire privé des impôts sur cette maison⁶⁶ — en attendant la normalisation des relations diplomatiques. Depuis la levée du blocus, l'ASCRCR demande régulièrement le transfert de l'acte de propriété⁶⁷, mais le DPF s'oppose systématiquement à cette démarche, ne souhaitant pas légitimer ainsi une organisation dont il ne reconnaît pas le Gouvernement.⁶⁸ La maison reste donc au nom de Bagotski jusqu'en juillet 1940, date à laquelle elle est vendue par le légataire du docteur en Suisse, l'avocat Gregor Edlin.⁶⁹ Même si cela n'apparaît que de façon implicite à la lecture des documents, cette situation a certainement joué en faveur du délégué, les Soviétiques ne pouvant disposer de Bagotski à leur guise sans courir le risque de perdre une importante somme en devises. Et, lorsqu'en décembre 1938 Bagotski se rend chez un notaire de Moscou, au numéro 3 de la rue Vorovski⁷⁰ [*sic*], afin de signer une procuration, la plus importante vague de la Grande terreur stalinienne

⁶⁴ *Ibidem*, doc. 13-14, RGASPI.

⁶⁵ Kaufvertrag, 26 septembre 1918, Gebührenverordnung der Kantonsverwaltung, Anhang IV B, BSG 154.21. Kreisgrundbuchamt VIII Bern-Laupen.

⁶⁶ S. J. Bagotski au département financier du CC de la SRCR, 11.1.1926, F.9501/6/79, doc. 240, GARF.

⁶⁷ CC ASCRCR à S. J. Bagotski, septembre 1929, F.9501/1/173, doc. 151, GARF.

⁶⁸ S. J. Bagotski à Bronstein, section étrangère de l'ASCRCR, 24.3.1934, F.9501/5/55, doc. 54, GARF.

⁶⁹ Kaufvertrag, 24 juillet 1940, Gebührenverordnung der Kantonsverwaltung, Anhang IV B, BSG 154.21. Kreisgrundbuchamt VIII Bern-Laupen.

⁷⁰ *Idem*, un buste commémoratif de Vorovski a été érigé dans cette ruelle située derrière la Loubianka !

est passée.⁷¹ A la différence de la plupart de ses collègues condamnés pour s'être « efforcés de développer des relations avec les organisations internationales de la Croix-Rouge (le CICR et la Ligue) »⁷², Bagotski n'est nullement inquiet. Le délégué, qui s'est tenu à l'écart de toutes les luttes internes au Parti — il lui est souvent reproché d'être « totalement détaché des réalités soviétiques »⁷³ — et bénéficie du soutien des nombreux cadres auxquels il a rendu des services particuliers, est ainsi avec le juriste Korovine, l'ancien président de la VOKS F. N Petrov et le Commissaire Litvinov, l'un des rares acteurs à échapper à la répression.

Consultant auprès du comité exécutif de l'ASCRCR depuis l'automne 1937, il s'installe en 1940 dans le Nord-Ouest de la Russie, sur la ligne dite du Nord, station Bolshevo, ville de Selenovod, où il rédige des synthèses médicales pour des revues et la *Grande encyclopédie soviétique* dont il devient un collaborateur honoraire en 1951. Engagé pendant la guerre au service traduction de l'ASCRCR, son fils, Vladimir, fera une brillante carrière scientifique internationale dans le domaine de l'électrochimie. Ses trois petits-fils, eux-mêmes scientifiques, vivent aujourd'hui à Moscou.⁷⁴

⁷¹ 1,5 million de personnes arrêtées, 1,3 million de personnes condamnées, dont la moitié (690 000) exécutées, Nicolas Werth, « Un Etat contre son peuple », Stéphane Courtois et autres (éd.), *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 213.

⁷² Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, p. 58.

⁷³ *Karakteristika* de V. Kanatchikova, 2^e section occidentale de la VOKS, sur Bagotski, 29.8.1934, F.5283/6/889, doc. 36, GARF.

⁷⁴ L'aîné, Sergueï Vladimirovitch, né en 1948, est un biologiste célèbre. Auteur de manuels et de divers articles sur l'histoire des sciences, il est membre depuis 2006 du Conseil fédéral de l'enseignement pour la biologie du Ministère de l'éducation et des sciences de la Fédération de Russie. S. V. Bagockij, « Istorija proizvodstva i tehniki » *Prepodavanie istorii v škole*, 1995, n° 6, p. 37. Son cadet, Evguéni Vladimirovitch, est informaticien ; le dernier des trois frères, Vadim Vladimirovitch, est né en 1978.

Chapitre 9

La contrepartie :

Woldemar Wehrlin, un Bagotski helvétique ?

Nous sommes convaincus que son [Wehrlin] activité en Russie se bornera exclusivement aux questions de la Croix-Rouge !¹

Je [Wehrlin] répondis que je ne pouvais parler sur ce sujet qu'en qualité de simple particulier et que M. Karakhan oubliait, qu'en ce moment, je poursuivais des buts qui différaient totalement de ceux pour lesquels je m'entretenais avec lui, il y a deux ans, au nom de la représentation suisse en Russie.²

La reconnaissance de la SRCR par le CICR ne s'est pas faite sans contrepartie. En échange du maintien de Bagotski en Suisse au titre de représentant permanent de la SRCR auprès du CICR, ce dernier a obtenu des Soviétiques l'autorisation d'envoyer à Moscou un délégué permanent. Arrivé en Russie en février 1921, Woldemar Wehrlin y demeure jusqu'en juin 1938, c'est-à-dire — à quelques mois près — jusqu'à la fin de l'autorisation de séjour de Bagotski en Suisse. Si les missions Wehrlin et Bagotski représentent les deux faces d'un même accord, sont-elles pour autant de même nature ? La question peut sembler provocante, en particulier si l'on prend en compte l'ensemble des activités de Bagotski, de l'organisation de manifestations culturelles à la collecte d'informations, en passant par ce que nous avons décrit sous la dénomination de « fonc-

¹ Z. P. Soloviev à CICR, 22.7.1921, F.9501/6/6, doc. 52, GARF.

² Rapport de W. Wehrlin au CICR, 23.7.1921, cité par Praz, "La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938)", p. 32.

tions consulaires et commerciales ». Et pourtant ! Comme celle de Bagotski, la mission Wehrlin dépasse largement le cadre des pratiques traditionnelles d'un délégué humanitaire, couvrant des activités souvent qualifiées de quasi consulaires. Si du côté du CICR on considère que le contraste entre « l'ostracisme » développé par le Conseil fédéral à l'égard du pays des Soviets et la « politique de dialogue et de présence » dont fait preuve le CICR est un signe de « l'indépendance » de l'institution genevoise à l'égard du Département politique fédéral³, nombreux sont les chercheurs qui — à l'instar de Maximilian Reimann, Peter Huber et, surtout, Jean-Daniel Praz — ont souligné l'imbrication, dans ce contexte particulier, de la politique du CICR avec celle de la Confédération.⁴ Bref, ce contraste apparent témoigne en réalité d'une extraordinaire complémentarité, allant comme pour les Soviétiques jusqu'à la confusion des genres, malgré les efforts déployés par le comité et son délégué pour préserver au mieux les signes extérieurs de leur indépendance.

Descendant d'une famille de commerçants thurgoviens établie en Russie depuis près d'un siècle, Woldemar Wehrlin est né à Moscou en 1888. Docteur en droit, il réussit en 1916, malgré sa nationalité suisse, à s'inscrire comme avocat à la cour d'appel de Kharkov, puis à plaider à Moscou « devant le tribunal révolutionnaire jusqu'à ce que les bolcheviks aient supprimé la profession d'avocat libre ». Conseiller juridique à la légation suisse de Petrograd puis au consulat de Moscou depuis septembre 1918, il entre au printemps 1919 à la chancellerie provisoire mise sur pied par Junod. Après le rapatriement en janvier 1920 des derniers officiels suisses, il prend la direction du Comité de Moscou des Suisses de Russie (Moskauer Russlandschweizerkomitee, MRSK). Deux mois après son retour en Suisse, en juillet 1920, Wehrlin, qui souhaite repartir en Russie, rencontre à Berne l'adjoint de la Division des affaires étrangères du DPF, Walter Thurnheer. Et lorsqu'en septembre Frick présente à Thurnheer un plan de secours aux enfants russes sous le patronage du CICR en collaboration avec la SdN-Nansenhilfe, le nom de Wehrlin apparaît une nouvelle fois dans la discussion. En février 1921, il repart en Russie soviétique en tant que délégué CICR-Nansenhilfe, mais à côté de ses activités pour l'UISE il est aussi chargé d'entrer en contact avec la SRCR, qui n'est toujours pas reconnue par Genève. Dans un premier temps, il ne s'agit encore que d'une mission temporaire, les

³ Bugnion, *Le Comité international de la Croix-Rouge et la protection des victimes de la guerre*, p. 1158.

⁴ Maximilian Reimann, *Quasi-konsularische und schutzmachtähnliche Funktionen des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz ausserhalb bewaffneter Konflikte*, Frick, Arnold Fricker AG, 1971 (Approche juridique de la question) ; Peter Huber, « Das Russlandschweizerbüro im EPD und der IKRK-Vertreter Wehrlin in Moskau », *Stalins Schatten in die Schweiz*, Zürich, Chronos, 1994, pp. 59-66 ; Praz, « La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938) » ; Jean-François Fayet, Peter Huber, « Die Russland-Schweizer ohne Schutz ? Die IKRK-Mission als "verdecktes Konsulat", 1921-1938 », *Etudes et sources*, n° 28, 2002, pp. 153-187 ; Jean-François Fayet, Peter Huber, « La mission Wehrlin du CICR en Union soviétique (1920-1938) », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 85, n° 849, mars 2003, pp. 95-117.

Soviétiques freinant le renouvellement des visas des ressortissants des pays « dont les Gouvernements refusent d'entrer en relations officielles avec le Gouvernement russe ». ⁵ Mais après la reconnaissance, le 15 août 1921, de la SRCR par le CICR, la mission Wehrlin devient permanente à la plus grande satisfaction des autorités politiques helvétiques.

Initialement, le mandat confié à Wehrlin comprend la représentation du CICR auprès de la SRCR, la coordination des organisations gouvernementales et privées qui œuvrent en Russie, le lien avec la mission Nansen de Secours aux enfants et plusieurs activités — comme le rapatriement des derniers prisonniers de guerre des Empires centraux, la recherche des disparus et la correspondance des familles séparées — qui prolongent le travail initié pendant la guerre. ⁶ Mais la délégation de Moscou, immédiatement confrontée à l'aggravation de la situation des Suisses de Russie dont le comité a été définitivement dissout par les autorités soviétiques en septembre 1921, est rapidement conduite à jouer un rôle proche de celui d'une puissance protectrice. Certes, le siège de Genève, soucieux de convaincre que cette prise en charge « n'est pas exclusivement réservée à nos compatriotes » et que les délégués du CICR « ne connaissent que des malheureux et non pas des nationaux » ⁷, en fait bénéficier également les Gouvernements hongrois, bulgare et yougoslave. ⁸ Mais la liquidation — prévue pour 1922 — du service de rapatriement lié aux activités du haut-commissaire Nansen, la volonté allemande de ne plus poursuivre son action de défense des Suisses de Russie et la décision de la Confédération de privilégier le soutien sur place de préférence aux rapatriements, vont contribuer à faire évoluer les activités de Wehrlin en faveur des Suisses vers une mission qualifiée de « quasi consulaire » par le juriste Maximilien Reimann.

Celle-ci, imposée par le DPF comme préalable à toute forme d'assistance, recouvre une multitude de tâches allant de la recherche des actes d'origine à la mise à jour des états-civils, en passant par l'émission, la prolongation, voire la suppression des passeports. S'imposant rapidement comme une priorité, afin de permettre aux Suisses de Russie de pouvoir bénéficier des droits privilégiés accordés aux étrangers par le régime soviétique — le droit de sortie et de retour, l'accès aux magasins réservés (Torgsin) — et de l'aide officielle helvétique, ces démarches se heurtent à de nombreux obstacles liés aux conséquences de la

⁵ Lettre de W. Wehrlin au CICR, 23.7.1921, cité par Praz, «La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938)», p. 29.

⁶ *Ibidem*, p. 31.

⁷ Lettres de J. Chenevière à W. Wehrlin, 16.11.1921 et 22.11.1921, *ibidem*, p. 34.

⁸ La fonction de puissance protectrice exercée par Wehrlin en faveur des Yougoslaves durera jusqu'en 1938, alors que pour les autres nationalités elle cesse dès la réouverture en Union soviétique d'une représentation diplomatique du pays concerné. Mais selon le délégué, cette assistance en faveur de personnes d'une autre nationalité, ou sans nationalité, se limita le plus souvent au traitement de quelques cas particuliers, sans jamais revêtir le caractère systématique qu'elle prit s'agissant des Suisses.

guerre et de la révolution comme le vol des archives consulaires suisses ou la destruction des documents russes d'état civil de plus de soixante ans. Si l'on ajoute à ces contraintes la négligence de nombreux Suisses établis en Russie depuis plusieurs générations dans la mise à jour de leur état civil, les modifications de la législation soviétique, puis à partir de la fin des années 1920 celles de la Confédération relative aux documents nationaux⁹, on comprend que la mission de Moscou génère un échange de courrier considérable constitué essentiellement des transferts de documents des Suisses de Russie et des nombreuses demandes de recherche concernant des personnes dont on est sans nouvelle. Wehrlin commence par envoyer les passeports des Suisses de Russie à la légation soviétique de Lettonie, afin d'y faire apposer un visa valable. Il en profite aussi pour demander au consul de Suisse à Riga de mettre les documents à jour. Avec le boycott de la Suisse, les autorités soviétiques durcissent les exigences imposées aux Confédérés — évoquant la possibilité d'une expulsion en masse — mais le délégué parvient à trouver un compromis qui préserve l'essentiel des privilèges accordés aux étrangers. Dans les années 1930, la radicalisation du régime qui accompagne la mise en place de l'appareil stalinien, la chasse aux spécialistes bourgeois et la suspicion généralisée à l'égard de l'étranger — Wehrlin parle de « xénophobie ambiante »¹⁰ —, accentuée par la terreur qui s'instaure dans le prolongement de l'assassinat de Kirov en 1934, pèsent désormais sur les étrangers confrontés à l'alternative de l'expulsion ou de la naturalisation. Parce qu'ils ne sont pas en mesure de fournir des documents valides — en particulier en province où leur régularisation est beaucoup plus chaotique — ou parce qu'ils sont bien intégrés, plusieurs Suisses perdent leur citoyenneté d'origine, ce qui les placera ultérieurement dans des situations souvent tragiques. Enfin, l'expérience acquise par le délégué l'amène à faire des suggestions au DPF pour simplifier les procédures, notamment pour la prolongation des passeports des Suisses habitant loin des grandes villes.

Au terme de ce travail, Wehrlin parvient à établir un recensement, devant permettre à la Confédération de faire participer les communes d'origine au financement de l'aide. Si l'on admet que le recensement ne concerne que les personnes dont les papiers sont totalement en règle, le nombre des Suisses de Russie est de 1500 en 1928. Durant les années 1935-1936, Wehrlin fait encore parvenir au CICR et au DPF deux listes d'enregistrement faisant respectivement état de 1400 et 1360 noms. Par ces documents, on apprend aussi que le délégué a parfois pris l'initiative d'interpréter la loi dans un sens restrictif et de décourager les Suisses qui semblaient avoir perdu tout lien avec leur pays d'origine. Ces initiatives ont l'appui du DPF qui, une fois passées les grandes

⁹ La nouvelle ordonnance fédérale de décembre 1928 sur l'émission des passeports oblige le délégué à renvoyer en Suisse tous les anciens actes d'origine.

¹⁰ Lettre de W. Wehrlin à E. Clouzot, 13.9.1937, cité par Praz, "La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938)", p. 123.

vagues de rapatriement de l'année 1920¹¹, souhaite privilégier l'assistance sur place.¹² Dans ce contexte, le nombre de ceux-ci oscille selon les périodes entre 19 pour l'année 1927 et 148 en 1938, année du départ du délégué, qui coïncide aussi avec un pic dans la répression.¹³ La plupart des frais liés au rapatriement sont couverts par la Confédération, mais c'est bien Wehrlin qui veille au bon déroulement des démarches, allant jusqu'à avancer les sommes pour les visas de transit et les frais d'hébergement.

Le délégué fait preuve du même zèle dans la distribution de l'aide de la Confédération en s'assurant de ce que les bénéficiaires sont vraiment dans le besoin et surtout qu'il s'agit bien de citoyens suisses ayant fait la preuve de leur attachement à leur patrie d'origine. Ces vérifications amènent ainsi le délégué, qui dispose sur ce point d'une grande marge de manœuvre, à bloquer, diminuer ou augmenter une aide dont il détermine lui-même la nature, sous forme d'argent ou de colis. Mais si le délégué paraît extrêmement soucieux des deniers de la Confédération, sa connaissance intime des réalités soviétiques le pousse parfois à tempérer la sévérité de Berne. Ainsi en est-il, par exemple, lorsqu'il sollicite du DPF, en pleine dékoulakisation, l'introduction d'une allocation extraordinaire et prend la liberté de verser aux paysans suisses spoliés une aide matérielle « sans attendre l'approbation de qui de droit, vu la situation critique dans laquelle » se trouvent ces personnes.¹⁴ De même, si dans un premier temps, il se refuse, comme le lui a demandé la Confédération, d'apporter son aide aux communistes qui, selon la formule récurrente de Berne, « se sont rendus en Russie à leurs risques et périls »¹⁵, Wehrlin ne tient pas compte de cette distinction — dont la dimension politique contredit pour le moins la neutralité officielle de sa mission — lorsque la répression stalinienne les frappe avec la même violence que les autres Suisses.

Progressivement, Wehrlin offre aussi un service d'assistance juridique, conseillant ses compatriotes sur les transformations de la législation soviétique en matière de mariage¹⁶, d'héritage¹⁷, de vente de biens et d'assurances¹⁸. Il s'occupe de fournir, par le biais de la légation suisse de Berlin, des certificats de

¹¹ La moitié de la communauté des Suisses encore en Russie en 1920 est rapatriée entre mai et septembre. Entre 1918 et 1923, 3500 personnes sont rapatriées.

¹² Une autre solution encouragée par la Confédération est celle de l'émigration dans un autre pays d'accueil comme le Canada ou la Turquie.

¹³ Voegeli, "Die Rückkehr der Russlandschweizer 1917-1945", p. 17.

¹⁴ Lettre de W. Wehrlin à Posnansky, 31.3.1930, cité par Praz, "La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938)", p. 106.

¹⁵ Lettre de H. Rothmund à E. Märki, 2.12.1936, *ibidem*, p. 90.

¹⁶ Les problèmes sont particulièrement fréquents dans les cas des mariages mixtes, de nombreux ressortissants suisses ayant omis de faire modifier leur changement d'état civil, des problèmes encore accentués par les spécificités de la législation soviétique sur le concubinage.

¹⁷ Wehrlin dresse l'état des avoirs des Suisses décédés en URSS et fait rechercher les bénéficiaires.

¹⁸ Il s'agit d'assurances américaines contractées par des Suisses de Russie, qui ont beaucoup de peine à se faire indemniser étant donné l'absence de relations diplomatiques entre l'URSS et les Etats-Unis jusqu'en 1933.

transit à ceux qui souhaitent visiter leur famille en Suisse. Il accepte de transmettre le courrier personnel, dont il vérifie le contenu, en le faisant transiter par le siège.¹⁹ Après le compromis de Berlin, il accueille, enregistre et conseille les Suisses qui viennent en Union soviétique vendre leurs produits ou leur savoir-faire, en n'oubliant pas d'établir sur ces rencontres un rapport systématiquement destiné à Genève et à Berne. Enfin, lorsqu'un Suisse est appréhendé par les autorités soviétiques, c'est encore lui qui s'efforce, bien que sans succès, d'obtenir par le biais de la SRCR des informations sur les causes de son arrestation et son lieu de détention, allant même une fois jusqu'à proposer aux autorités soviétiques de commuer la peine de prison en expulsion.²⁰ Rapidement pourtant, prenant conscience de l'inutilité de ces démarches et du risque d'augmenter la suspicion des autorités soviétiques à l'égard des détenus, Wehrlin se limite à envoyer de l'aide à leur famille quand ces dernières ne craignent pas d'être arrêtées à leur tour pour relation avec un étranger.

A côté de ces services rendus aux Suisses de Russie, le délégué s'efforce bien de mettre en application la XIV^e résolution de la X^e conférence internationale de la Croix-Rouge sur le droit de « toutes les victimes de la guerre civile ou des troubles sociaux et révolutionnaires [...] à être secourues, conformément aux principes généraux de la Croix-Rouge »²¹. Mais le CICR ne pouvait guère se faire d'illusion sur la possibilité d'obtenir l'appui des Soviétiques dans l'application d'une résolution inspirée « par certains cercles d'émigrés contre-révolutionnaires groupés autour de l'ainsi nommée ancienne Croix-Rouge Russe »²². Aussi Wehrlin n'est-il nullement surpris lorsque la SRCR déclare que le Gouvernement soviétique ne peut consentir à l'application de cette résolution en faveur des « criminels d'Etat ("détenus politiques" d'après votre terminologie) », la guerre civile étant « complètement liquidée »²³. Le délégué fera de nouvelles demandes en ce sens ultérieurement²⁴, mais en l'absence de réponse il finira par s'abstenir considérant que ses démarches pourraient être interprétées comme une volonté d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat soviétique.

La question de la part respective prise par les activités traditionnelles de la délégation du CICR en Union soviétique, et moins traditionnelles, comme le

¹⁹ Le CICR insiste beaucoup, en demandant notamment au DPF de publier dans la presse des annonces en ce sens, pour que le courrier venant ou adressé à la mission de Moscou passe d'abord par Genève.

²⁰ Lettre de W. Wehrlin au Dr Gladstein, chef de la section étrangère de l'ASRCR, 1.10.1930, cité par Praz, "La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938)", p. 112.

²¹ X^e conférence internationale de la Croix-Rouge, tenue à Genève du 30 mars au 7 avril 1921. Compte rendu, Genève, 1921. Pour cette partie voir aussi Jacques Moreillon, *Le CICR et la protection des détenus politiques*, Lausanne, L'Age d'homme, 1973.

²² Lettre de Z. P. Soloviev au CICR, novembre 1922, Microfilms « Mission Wehrlin », F 1496-1-68, ACICR.

²³ Lettre de W. Wehrlin à J. Chenevière, 10.4.1922, Microfilms « Mission Wehrlin », F 1496-1-66, ACICR.

²⁴ Lettre de W. Wehrlin à G. Ador, 22.12.1926, Microfilms : « Mission Wehrlin », F 1496-1-67a, ACICR.

traitement des documents nationaux et la défense des intérêts des Suisses de Russie, peut être appréhendée à travers l'étude du financement de la délégation. Innombrables sont les lettres envoyées par le CICR à la Confédération dans lesquelles l'institution genevoise, cherchant à obtenir une prise en charge des dépenses occasionnées par la délégation de Moscou, souligne l'importance du temps consacré par Wehrlin « à venir en aide à ses compatriotes ». En 1923, soit une année après l'octroi par la Confédération d'une première allocation mensuelle de 300 francs suisses — une somme dont le Conseil fédéral reconnaît lui-même qu'elle est peu de chose en comparaison des services rendus²⁵ — le CICR demande que la contribution des autorités soit augmentée proportionnellement à l'activité déployée en faveur des Suisses de Russie. Une nouvelle allocation mensuelle de 850 francs est accordée par la Confédération en 1924, après que le CICR, par la voix de son président Gustave Ador, a laissé entendre qu'il pourrait fermer cette « mission très coûteuse qui, au point de vue Croix-Rouge, ne lui est plus aussi utile que jusqu'ici »²⁶ ! Cette participation fédérale ne couvrant que les frais de chancellerie, le CICR va revenir plusieurs fois à la charge pour mettre les autorités face à leurs responsabilités. En 1930, il note, que « l'activité de notre délégation à Moscou, en effet, est à l'heure actuelle consacrée pour la plus grande partie aux secours des Suisses nécessiteux dans l'URSS »²⁷. En 1934, de passage à Genève avant de se rendre à Berne, Wehrlin déclare se vouer « presque exclusivement aux Suisses de Russie »²⁸. Enfin en 1935, c'est Max Huber, le président du CICR qui enfonce le clou en écrivant au chef du DPF, Giuseppe Motta que le comité continue « à garder à sa charge un quart du coût de la mission de Moscou, bien que celle-ci soit presque exclusivement consacrée aux Suisses en URSS ». Et de conclure : « Cette délégation prend de plus en plus, en fait, le caractère d'une agence qui accomplit des fonctions d'un consulat suisse qui ne s'occupe que subsidiairement des derniers prisonniers hongrois et yougoslaves, attardés en Sibérie. » « Cette dernière activité », complète l'annexe jointe à la lettre, « pour laquelle aucun subside n'est demandé aux Gouvernements intéressés, assure à la délégation du comité international un caractère international et de Croix-Rouge sans lequel l'exequatur lui serait peut-être retiré. »²⁹

Mais le CICR n'est pas seul à mettre en avant les services rendus par le délégué à la Confédération. Sans même revenir sur l'aide aux Suisses de Russie, les responsables soviétiques font comprendre au délégué qu'ils ont bien conscience du bénéfice que la Confédération peut retirer de cette mission permanente et qu'il serait bien difficile à Wehrlin de ne pas fournir au DPF des renseigne-

²⁵ Lettre du DPF au CICR, 13.6.1922, cité par Praz, "La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938)", p. 47.

²⁶ Lettre de G. Ador au DPF, 28.5.1924, *ibidem*, p. 48.

²⁷ Lettre de Rodolphe de Haller (trésorier du CICR) et de G. Werner à P. Dinichert, 14.2.1930, *idem*.

²⁸ Rapport sur l'entretien avec W. Wehrlin, 15.6.1934, *ibidem*, p. 49.

²⁹ Lettre de M. Huber à G. Motta, 23.5.1935, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 458-461.

ments susceptibles de l'intéresser.³⁰ Le délégué envoie régulièrement aux autorités suisses les deux grands journaux de Moscou et les nouvelles lois soviétiques assorties de commentaires et de suggestions. Il utilise aussi sa situation d'observateur privilégié de la communauté suisse en Russie pour transmettre à la Confédération des informations sur les activités des communistes, qui, à l'exemple de Fritz Platten, viennent le voir pour mettre à jour leurs documents.³¹ L'identification de Wehrlin aux intérêts suisses par les Soviétiques est telle que Litvinov et ses subordonnés s'adressent souvent à lui pour le questionner sur l'évolution des positions du Gouvernement et de l'opinion publique helvétiques à l'égard de Moscou.³² Malgré la réserve du délégué, ils reviennent plusieurs fois à la charge, laissant entendre qu'il est du devoir du CICR de préparer la reprise des « relations entre la Suisse et l'URSS »³³. C'est la même attitude qui prévaut parmi les Suisses de Russie auxquels le délégué doit régulièrement rappeler qu'il « n'est pas qualifié pour délivrer des documents nationaux » ou procéder lui-même à des inscriptions d'enfants sur les documents suisses.³⁴

Cette harmonisation provisoire des objectifs du CICR avec ceux de la Confédération doit, comme nous l'avons vu, beaucoup aux circonstances particulières de la Révolution russe, mais elle s'explique aussi par la double inscription institutionnelle des principaux acteurs de cette histoire. Le cas de Wehrlin, qui a commencé par travailler pour la légation avant de diriger la mission du CICR à Moscou, et surtout celui d'Edouard Odier, vice-président du CICR et ministre suisse en poste à Saint-Petersbourg depuis 1906, sont symptomatiques de cette pratique. C'est d'ailleurs à la suite d'un voyage effectué en Russie en tant que représentant suisse à la VI^e Conférence internationale de la Croix-Rouge que l'homme politique genevois et futur diplomate a déposé un postulat invitant le Conseil fédéral à ouvrir une représentation diplomatique en Russie. L'imbrication des deux institutions dépasse pourtant le contexte russe : de 1863 à 1983, plus de dix-neuf membres du comité ont travaillé pour le DPF, la plu-

³⁰ Rapport de W. Wehrlin au CICR, 23.7.1921, cité par Praz, «La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938)», p. 31.

³¹ Leur empressement à prolonger ou renouveler leurs documents, conjugué à plusieurs cas de prétendue perte de passeport, éveille les soupçons du chef de la police fédérale des étrangers qui conseille la prudence au délégué, l'incitant à faire traîner la procédure, pour éviter que ces documents soient utilisés au profit d'agents communistes ou soviétiques envoyés clandestinement hors d'URSS. Brigitte Studer, *Un parti sous influence : le Parti communiste suisse, une section de l'Internationale, 1931 à 1939*, Lausanne, L'Age d'homme, 1994, pp. 188-190. Sur les communes paysannes de Platten en URSS : Barbara Schneider, *Schweizer Auswanderer in der Sowjetunion. Die Erlebnisse der Schweizer Kommunisten im revolutionären Russland (1924-1930)*, Schaffhausen, Buchverlag schaffhauser az, 1985.

³² Rapport de W. Wehrlin au CICR, 23.7.1921, Praz, «La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938)», p. 31.

³³ Lettre de W. Wehrlin à S. Brown, 3.11.1931, *ibidem*, p. 138.

³⁴ Lettre de W. Wehrlin à N. Posnansky, 13.7.1936, *ibidem*, p. 61.

part comme agents diplomatiques.³⁵ Le lien entre les autorités fédérales et l'organisation humanitaire est particulièrement visible de 1917, année qui correspond à l'entrée au Gouvernement du président du CICR, Gustave Ador, à 1947, date à laquelle Philipp Etter, qui est le dernier à cumuler cette fonction à celle de conseiller fédéral, se retire du comité.³⁶ La bonne collaboration des deux institutions est garantie durant l'entre-deux-guerres par l'entrée de Giuseppe Motta, le titulaire du DPF de 1920 à 1940, au sein du comité humanitaire en 1923, et la nomination de Max Huber, juriconsulte au DPF, à la présidence du CICR pour la période allant de 1928 à 1940.

La confusion, qui s'est progressivement établie chez ces acteurs entre neutralité humanitaire et politique, est encore confortée par leur « parenté de pensée »³⁷, dont le ciment idéologique est l'anticommunisme. « Il faut absolument prendre en considération », écrit Bagotski, « le fait que les membres du comité sont par conviction politique des conservateurs affirmés, qu'une partie de ses membres sont comme Lucien Cramer des fascistes revendiqués ayant des liens organisationnels avec le groupe d'Aubert, avec lequel sympathise aussi Ador. »³⁸ Sans être fascistes, ils sont bien tous marqués par de fortes convictions anticommunistes, parfois teintées d'antisémitisme, que partagent aussi les membres du Conseil fédéral. Il faudra ainsi attendre 1943, pour que le Gouvernement, suivi deux ans plus tard par le CICR, élargisse son spectre politique en intégrant un socialiste. Si c'est à Motta que revient en 1934 la responsabilité de défendre publiquement la position de la Suisse contre l'adhésion de l'URSS à la SdN, confortant ainsi aux yeux de l'opinion publique l'image d'un anticommuniste intransigent, l'historien Mauro Cerutti a démontré qu'il ne s'agit pas d'une politique personnelle de Motta. Ce dernier aurait préféré l'abstention à l'opposition, au nom de l'ambition universelle de l'organisation. « Il s'agit plutôt d'une politique qui est l'expression de la majorité du Conseil fédéral, au sein duquel certaines individualités comme Musy et Pilet-Golaz jouent un rôle primordial dans le sens de la fermeture à l'Est. »³⁹ Le président de l'EIA, Théodore Aubert, multiplie tout au long de la période les interventions auprès du Gouvernement helvétique, envoyant des rapports alarmistes ou demandant des entretiens. Jean-Marie Musy, personnellement engagé dans la lutte contre le communisme, est le conseiller

³⁵ Diego Fiscalini, « Des élites au service d'une cause humanitaire : le CICR », Mémoire de licence, Université de Genève, 1985, p. 39.

³⁶ Après la démission d'Etter, membre du comité de 1940 à 1947, le CICR ne cooptera plus de conseillers fédéraux en fonction. Sur cette période voir Isabelle Vonèche Cardia, *Neutralité et engagement. Les relations entre le CICR et le Gouvernement suisse 1938-1945*, Lausanne, Société d'histoire de la Suisse romande, 2012, p. 243.

³⁷ Praz, « La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938) », p. 19.

³⁸ Rapport de S. J. Bagotski, 1928, F.9501/6/57, doc. 16, GARF.

³⁹ Cerutti, « Politique ou Commerce ? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente », p. 143. Le moins hostile est Rudolf Minger, du Parti des paysans, artisans et bourgeois, l'ancêtre de l'UDC, favorable à une reprise des relations diplomatiques au nom de la défense des intérêts de la paysannerie.

fédéral avec lequel l'EIA a le plus de contacts.⁴⁰ Mais Aubert admire aussi beaucoup Heinrich Haebelin, qui dirige le Département fédéral de justice et police, et Philipp Etter, « conservateur-catholique, défenseur d'une conception chrétienne et corporatiste de l'Etat »⁴¹, qui remplace Musy en 1934 au sein du collège gouvernemental.

L'influence de l'EIA n'est pas moins forte au sein du CICR. Sans revenir sur le cas d'Aubert, lui-même ancien délégué, et de Lodyginsky, la biographie de Lucien Cramer est une bonne illustration des liens existant entre le Département politique fédéral, le CICR et l'EIA. Juriste et historien, travaillant par intermittence pour le DPF avant, pendant et après la Grande Guerre, Cramer est membre du CICR de 1921 à 1946⁴² et du bureau permanent de l'EIA depuis 1933. Citons encore le trésorier du CICR Rodolphe de Haller, qui est membre du comité financier de l'EIA, ainsi que son cousin Georges Wagnière, ministre de Suisse à Rome de 1918 à 1936, puis membre du bureau de l'EIA et du CICR jusqu'en 1945, et enfin le colonel divisionnaire Guillaume Favre, qui depuis 1932 est membre du CICR et du comité suisse de patronage des Amis de l'EIA. On voit ainsi que nombre de reproches adressés par le comité genevois à la Croix-Rouge soviétique au nom des principes d'indépendance de l'institution par rapport à l'Etat et de neutralité politique pourraient lui être retournés.

L'osmose des fonctions humanitaire et diplomatique associées aux missions Bagotski et Wehrlin va d'ailleurs peser sur la suite des rapports de l'Union soviétique avec le CICR. Après le retour en URSS de la famille Bagotski en juin 1937⁴³, ne disposant d'aucune information officielle sur l'avenir de la mission de la SRCR, le comité décide de rappeler son représentant à Moscou dans les douze mois. Significativement, le Département politique fédéral fait tout son possible pour retarder le retour définitif du délégué. Officiellement, Motta s'inquiète du sort des 1500 Russlandschweizer encore en URSS. En réalité, le DPF rechigne à se priver de cet acteur diplomatique de substitution, alors que le Conseil fédéral est toujours hostile à une reprise des relations diplomatiques entre les deux pays.⁴⁴ Quelle qu'en soit la cause⁴⁵, cette décision de retrait — dont il

⁴⁰ Daniel Sebastiani, "Jean-Marie Musy (1876-1952), Un ancien conseiller fédéral entre rénovation nationale et régimes autoritaires", Thèse de doctorat, Université de Fribourg, 2004. Publication électronique, consultable en ligne sur <http://doc.rero.ch>.

⁴¹ Jost, « Menace et repliement », p. 118.

⁴² Fiscalini, "Des élites au service d'une cause humanitaire : le CICR", pp. 140-141.

⁴³ Le dernier courrier reçu par S. J. Bagotski en Suisse date du 10.6.1937, F.5283/6/931, doc. 57, GARF.

⁴⁴ En avril 1939, le Conseil fédéral répond encore négativement à une proposition du conseiller national communiste J. Humbert-Droz demandant la reprise des relations diplomatiques avec l'URSS. Cette position sera confirmée en novembre 1940 à la suite d'une pétition identique émanant du Gouvernement de Bâle, et une dernière fois en septembre 1943 en réponse à la motion du conseiller national E. Reinhard.

⁴⁵ Sont invoqués des difficultés de financement (mais la confédération paye 57 % des dépenses), des problèmes de visas, le fait que la mission s'éloigne du cadre fixé par la Croix-Rouge et la

faut dire qu'elle correspond aux attentes des Soviétiques⁴⁶ — est lourde de conséquences. Elle privera d'abord le CICR de toute possibilité d'intervention sur le front russe pendant la Deuxième Guerre mondiale. Elle laisse aussi la Suisse sans contact direct avec les Soviétiques. Mais lorsqu'en 1943, comprenant la signification du tournant de Stalingrad sur la réorganisation de l'Europe d'après-guerre, les autorités politiques fédérales chercheront à rétablir les liens, c'est à nouveau par le biais du CICR, et de son expert des questions russes, qu'elles passeront. Les multiples démarches effectuées par Woldemar Wehrlin auprès de l'ambassade soviétique de Téhéran d'avril 1943 à décembre 1944 ne déboucheront sur aucun résultat. Toujours négatives sur le fond, les réponses des Soviétiques aux propositions du CICR se font de plus en plus dures sur la forme, témoignant de la conscience qu'ont les Soviétiques du renversement du rapport de force qui s'est établi en leur faveur. Si en août 1943 le Dr O. A. Baroyan, le délégué soviétique envoyé en Iran pour rencontrer Wehrlin, se contente de déclarer que l'Alliance est trop absorbée par ses actions de secours à l'intérieur de l'URSS pour pouvoir poursuivre des activités extérieures⁴⁷, en décembre 1943 l'ambassade soviétique à Téhéran informe le délégué que « l'ensemble du problème [*sic*] des relations du CICR avec l'URSS était à l'étude à Moscou »⁴⁸. Enfin, en août 1944⁴⁹ le délégué de Genève apprend du représentant de l'Alliance que le Gouvernement soviétique n'autorise plus sa société à entretenir des relations officielles avec le CICR.⁵⁰

Pendant quelques années, l'institution genevoise — et d'une façon plus générale la Suisse — vont être l'objet de critiques très sévères de la part des Soviétiques. Le président de l'Alliance des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge Sergueï Kolesnikov évoque à plusieurs reprises la non-dénonciation par le CICR des infractions allemandes au droit de la guerre, notamment le sort des prisonniers soviétiques en Allemagne dont les deux tiers, soit 3,5 millions sur un total de 5,7 millions, sont morts en détention.⁵¹ Les critiques ne sont pas

disparition des circonstances ayant suscité celle-ci. Praz, "La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938)", pp. 150-159.

⁴⁶ N'ayant plus besoin d'une délégation en Suisse, les Soviétiques ne cessent depuis quelques mois d'entraver le renouvellement du permis de séjour de W. Wehrlin, sans aller jusqu'à demander la liquidation de sa mission.

⁴⁷ Bugnion, *Le Comité international de la Croix-Rouge*, p. 216.

⁴⁸ Cité par Toman, *La Russie et la Croix-Rouge*, p. 68.

⁴⁹ Il y a eu entretemps encore deux tentatives : en janvier 1944, le CICR demande à son délégué à Téhéran d'explorer une nouvelle fois la possibilité d'établir des relations directes avec l'Alliance. Le 12.5.1944, le CICR renouvelle la proposition de l'échange de délégués. Gouvernement URSS, 1.1, B G 85, ACICR.

⁵⁰ Mémoire sur les relations entretenues par le CICR avec l'URSS et avec l'ASCRCR au cours de la Deuxième Guerre mondiale, 24.8.1945, p. 11, Sociétés nationales URSS, 1., B G 85, ACICR.

⁵¹ Christian Streit, *Keine Kameraden. Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen, 1941-1945*, Berlin, Verlag J. H. W. Dietz nachf., 1991, pp. 130-131. La presse communiste soulignera aussi après guerre les liens de Max Huber avec Aluminium industrie SA, dont la filiale allemande a participé à l'effort de guerre et employé des travailleurs forcés. Catherine Rey-Schyr, *De Yalta*

moins sévères à l'égard de la Confédération qui, « en dépit de la déclaration qu'elle avait faite sur son respect d'une neutralité absolue dans cette guerre, rendit en fait toutes sortes de services à l'Allemagne »⁵². En novembre 1944, les Soviétiques déclinent ainsi la proposition du Gouvernement fédéral de rétablir les relations diplomatiques considérant que l'aide-mémoire des autorités suisses « est muet sur la politique que le Gouvernement suisse a poursuivie toutes ces années à l'égard du Gouvernement soviétiste alors qu'il est bien connu que le Gouvernement suisse, violant ses vieilles traditions démocratiques, a poursuivi durant de nombreuses années une politique pro-faciste envers l'Union soviétique qui, avec d'autres pays démocratiques, est en train de combattre l'Allemagne hitlérienne dans l'intérêt des peuples amoureux de la paix. »⁵³ Forte de son nouveau statut de grande puissance, l'Union soviétique pèse aussi de tout son poids dans les négociations avec ses Alliés pour s'opposer à l'établissement du siège de l'ONU à Genève. Et même après que les Soviétiques auront consenti à accepter, le 18 mars 1946, d'établir des relations diplomatiques avec la Confédération helvétique, l'ostracisme à l'égard de l'institution humanitaire genevoise ne va pas cesser.

En mai 1946 — soit peu après l'accord sur la normalisation des relations entre les deux pays — le CICR s'efforce une nouvelle fois de rétablir le contact avec la Croix-Rouge soviétique. Au Conseil des gouverneurs de la Ligue, tenu à Oxford en juillet 1946, lors duquel la délégation soviétique propose de « réduire significativement les fonctions du CICR »⁵⁴, le président de celui-ci suggère à son collègue de l'Alliance d'envoyer une délégation à Genève pour « examiner tous les griefs que vous pourriez avoir à notre égard »⁵⁵, une proposition confirmée par lettre, puis renouvelée peu après au ministre soviétique en poste à Berne. Cependant, à l'occasion d'une visite à Genève en avril 1948, le ministre de l'URSS à Berne, Anatoli Koulagenkov, informera le CICR que son Gouvernement n'estime « pas opportun un échange de vues actuellement sur l'activité de la Croix-Rouge »⁵⁶. Et parmi les justifications à la non-participation du Gou-

à *Dien Bien Phu. Histoire du Comité international de la Croix-Rouge 1945-1955*, Genève, Georg Editeur, Editions m+h, CICR, 2007, p. 45.

⁵² Rapport sur les relations soviéto-suisses rédigé en 1944 par le responsable du département européen du NKID, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 535. Rappelons en effet à la suite de Daniel Bourgeois — *Business helvétique et Troisième Reich. Milieux d'affaires, politique étrangère, antisémitisme*, Lausanne, Editions Page deux, 1998, p. 110 — que l'offensive des armées nazies contre l'URSS en 1941 avait été célébrée par les élites suisses comme une tentative de détruire le communisme, ce qui amènera « le Gouvernement à outrepasser les limites que la neutralité aurait dû lui imposer ».

⁵³ Aide-mémoire russe, 1.11.1944, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 553.

⁵⁴ Rapport de V. Gorokhov sur les relations de l'Alliance avec le CICR, 1941-1948, septembre 1948, F.9501/5/246, doc. 140-142, GARF.

⁵⁵ Max Huber, CICR, à S. A. Kolesnikov, ASCRCR, 31.7.1946, Sociétés nationales URSS, 1, B G 85, ACICR.

⁵⁶ Rey-Schyrer, *De Yalta à Dien Bien Phu*, p. 47.

vernement soviétique et de l'Alliance à la XVII^e conférence internationale de la Croix-Rouge, organisée à Stockholm en juillet 1948, figure encore la question de la présence du CICR, dont l'attitude aurait « toujours été inamicale »⁵⁷. Au-delà des reproches adressés au comité, les Soviétiques, dont le but a toujours été d'obtenir une reconnaissance *de jure*, n'ont plus guère besoin d'acteur diplomatique de substitution. L'espace soviétique demeurera ainsi fermé au CICR jusqu'en 1992, date à laquelle le comité signe un accord de siège avec le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, après plus de 54 années de ce qu'il faut bien qualifier de boycott.⁵⁸

⁵⁷ Addenda du 24.1.1949 au Mémoire du 22 juin 1948 sur les relations entretenues par le CICR avec les autorités soviétiques et l'ASCRCR depuis 1939, p. 7. Sociétés nationales URSS, 1, B G 85, ACICR.

⁵⁸ Un contact du comité avec les autorités soviétiques a lieu en novembre 1950, lors de la visite à Moscou de son président d'alors, Paul Ruegger, sans déboucher sur un résultat concret, les Soviétiques reprenant dès 1952 les critiques contre l'institution, notamment à propos de la question de l'enquête sur la guerre bactériologique en Corée. Les échanges seront en revanche nombreux pendant la crise de Cuba.

Deuxième partie

Les relais locaux :

les Sociétés d'étude, d'amitié, de relations et d'échanges culturels avec la Russie nouvelle et l'URSS

Considérant la question du rapprochement culturel avec l'Occident comme indispensable pour l'URSS, le NKID voit dans l'organisation à l'étranger de Sociétés d'amis de la Russie nouvelle une forme très adéquate pour la réalisation de ces objectifs.¹

Car il y a un bolchevisme de salon. On rencontre parfois dans le monde des dames élégantes et de jeunes dandys qui proclament en termes choisis leur sympathie pour le bolchevisme et qui trouvent sympathique ou même captivante l'expérience qui se poursuit en URSS. [...] Le snobisme des "salonnards", qui, croyons nous, ne sévit guère chez nous — sauf peut-être à Genève et pour cause ! — passera, comme passent toutes les modes. Ce qui est beaucoup plus grave à notre avis, c'est de voir des écrivains des artistes, des universitaires des gens cultivés et parfois non dépourvus de talent adhérent à l'inhumaine doctrine de Lénine, applaudir aux efforts de Staline pour le triomphe du machinisme intégral en Russie et saluer le plan quinquennal comme l'aube annonciatrice d'un monde nouveau. Ce bolchevisme des élites est un symptôme singulièrement inquiétant de la décadence intellectuelle et morale de notre temps.²

Nous croyons devoir vous dire que vous semblez vous faire des illusions sur les intellectuels de chez nous. Les intellectuels russes ont été à l'avant-garde de la révolution, mais ici c'est le contraire.³

¹ M. M. Litvinov à O. D. Kameneva, 30.8.1924, F.495/99/95, doc. 131, RGASPI.

² Georges Rigassi, « Les bourgeois qui flirtent avec Moscou », *Gazette de Lausanne*, 14.1.1933. Cet article est salué par *La Gazette de Charleroi*, « Le snobisme bolcheviste : Un regard sur la curieuse faune de notre temps », 16.2.1933, et *Le Figaro*, « Le bolchevisme ambiant », 20.1.1933.

³ Maria Birchmeyer à VOKS, 30.6.1932, F.5283/6/905, doc. 19, GARF.

Introduction

Un marché très concurrentiel

Si les représentants de la VOKS à l'étranger sont l'émetteur à partir duquel s'organise la diffusion de la culture soviétique, c'est aux relais locaux, les Amis de la Russie nouvelle (ARN), à tous les membres des Sociétés d'étude, de rapprochement ou d'échanges culturels avec la Russie soviétique que revient la tâche de porter le message auprès du public local. « Notre travail à l'étranger n'aurait pas pu se faire sans les sociétés locales d'intellectuels qui portent généralement le nom de Société de rapprochement culturel », confirme en 1931 le deuxième président de la VOKS. « Dans ces sociétés figurent d'importants représentants des sciences et de l'art bourgeois. L'utilisation par la VOKS de ces noms a eu, à plusieurs reprises, d'importants effets sur l'opinion publique bourgeoise. »¹ Le procédé n'a pas échappé aux milieux anticommunistes. « Le Komintern a donné l'ordre à ses agents à l'étranger de favoriser la constitution dans différents pays de Sociétés d'étude de la Russie nouvelle », s'insurge l'EIA en 1927. « L'activité de ces sociétés doit être dirigée par des amis dévoués des Soviets, mais ne doit pas officiellement avoir un caractère bolchevique. On doit attirer au sein de ces sociétés des éléments plus ou moins neutres, qui serviront de paravent à leurs buts réels. Ces personnages pourront être facilement maniés par les conspirateurs réels de l'organisation. Les sociétés devront organiser une propagande systématique en faveur d'un rapprochement avec les soviets. Le but est de soumettre à l'influence du Komintern les cercles intellectuels de l'Occident, en exploitant le terrain scientifique, littéraire et artistique. »² Si ces sociétés ne sont pas des émanations de l'Internationale communiste avec laquelle elles n'entretiennent aucune relation directe, puisque tout se fait par l'intermédiaire

¹ Rapport de F. N. Petrov, 1931, F.495/30/732, doc. 12, RGASPI.

² La III^e Internationale et la VOKS, [note de T. Aubert, 1927], fonds : 695, AEIA, BGE.

de la VOKS dont c'est la fonction, elles participent bien à l'exercice de séduction lancé par la diplomatie soviétique en direction des milieux culturels et scientifiques de l'étranger. En tant que telles, elles méritent l'appellation de réseaux d'influence, entendu dans le sens d'une structure de sociabilité organisée qui répond à une logique finalisée et qui représente l'outil d'une stratégie politique.

Une fois encore, cette politique prend ses racines dans les pratiques de la campagne humanitaire de 1921. A cette époque, raconte Kameneva, « l'ambiance à l'étranger était favorable à la diffusion d'informations sur nos réalisations orientées dans une perspective de rapprochement culturel. J'en fus convaincue lorsque se tint à Berlin le congrès du Secours ouvrier international [SOI]. A cette occasion se formèrent des cellules, dans lesquelles sont entrées des personnalités, telles qu'Eduard Fuchs, Henriette Roland-Holst, Martin Andersen-Nexö et des Quakers. Ces personnes prirent sur elles de constituer dans les pays étrangers des organisations de rapprochement culturel avec l'URSS. Pour cela il fallait s'appuyer sur des gens qui n'étaient pas des politiques. »³ La plupart des premières sociétés ou groupes philosoviétiques sont effectivement apparus dans le sillage de la mobilisation en faveur des affamés.⁴ A côté du travail effectué dès 1921 par Willi Münzenberg en direction des masses prolétariennes par l'intermédiaire du SOI⁵, les représentants de la SRCR et de l'OBİ s'efforcent de s'attacher les services de « personnalités bourgeoises », sans lien officiel avec les PC, connues pour leurs activités artistiques, scientifiques ou spirituelles. A l'origine, les Sociétés d'amitié avec la Russie soviétique sont créées, comme au Canada, aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne, en Italie et en Suisse, pour contourner l'interdiction faite à de nombreux représentants de la Croix-Rouge soviétique à l'étranger de mener sous cet emblème la campagne d'aide aux affamés en direction des populations locales. Ne pouvant travailler ouvertement, les délégués soviétiques passent par des relais locaux qui servent d'intermédiaires, voire de médiateurs.

Après la campagne, une partie de ces réseaux se pérennisent, comme en Allemagne, sous la forme de sociétés médicales d'aide à la Russie.⁶ D'autres se constituent en sociétés scientifiques, initiant la distinction entre information

³ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 134, RGASPI.

⁴ C'est aussi la thèse d'Edgar Lersch, « Hungerhilfe und Osteuropakunde. Die Freunde des neuen Russland in Deutschland », Gerd Koenen, Lew Kopelew, *Deutschland und die russische Revolution*, München, Wilhelm Fink Verlag, 1998, pp. 617-645.

⁵ Sur le rôle du SOI dans la formation des premières sociétés : Kasper Braskén, « Willi Münzenberg und die Internationale Arbeiterhilfe (IAH) 1921-1933 : eine neue Geschichte », *Jahrbuch für Forschungen zur Geschichte der Arbeiterbewegung*, Heft, III/2012.

⁶ Susan Gross Solomon, « Germany, Russia and Medical Cooperation between the Wars », *Doing Medicine Together. Germany and Russia between the Wars*, pp. 3-31.

culturelle et scientifique.⁷ Chargés d'établir des bibliographies, ils sont en relation avec le bureau pour la science et la technique créé en mars 1921 à Berlin à l'initiative du Conseil supérieur de l'économie soviétique.⁸ Certaines, enfin, se métamorphosent en Sociétés d'étude, de rapprochement culturel, parfois d'échanges culturels et économiques, ou encore d'amitié⁹ avec la Russie nouvelle. La variété des dénominations nationales, qui constitue un phénomène extrêmement rare dans la constellation des organisations communistes et apparentées, permet de conforter la couleur locale de ces sociétés même si elles participent bien toutes d'un même mouvement global. La plupart des nouvelles sociétés s'appuient sur de vieilles connaissances, des réseaux préexistants, parfois même antérieurs à la Révolution d'Octobre. Il existait dans plusieurs pays des cercles de solidarité avec les victimes de la répression tsariste, comme l'Association des amis du peuple russe et des peuples annexés fondée par Anatole France en 1905¹⁰, dont nombre de membres rejoignent, à l'image de Paul Langevin, les groupes français de rapprochement culturel avec la Russie soviétique. En Suisse, le fondateur de la première Société des amis, le docteur George Montandon, avait participé à la campagne en faveur des affamés, comme le docteur Auguste Forel, ancien membre du Comité international de secours aux sans-travail de Russie fondé par des révolutionnaires russes en exil après la Révolution de 1905.

Dans la plupart des pays, et cela même s'il convient de relativiser la propension de chaque délégué soviétique à valoriser son rôle auprès de sa direction en s'attribuant l'essentiel du travail, ce sont bien les délégués de la SRCR, du NKZ, de l'OBI ou de la VOKS qui sont à l'origine de la création de ces sociétés. Ils ont « préparé le terrain en négociant avec des personnalités isolées mais intéressées par un rapprochement avec l'URSS »¹¹. « Ce comité fut fondé en septembre 1921 à l'initiative du camarade Doubrovski »¹², écrit un membre de la mission de la SRCR aux Etats-Unis à propos l'American Friends of Soviet Russia. La société allemande, Die Gesellschaft der Freude des Neuen Russlands — qu'il ne faut pas confondre avec la Deutsche Gesellschaft Zum Studium Osteuropas fondée avant-guerre dans les milieux conservateurs prussiens, qui entre-

⁷ Gross Solomon, « A Matter of "Reach". Fact-Finding in Public Health in the Wake of World War I », p. 242.

⁸ Kasack, « Kulturelle Aussenpolitik », p. 348.

⁹ Sur cette notion : Anne-Claire Rebreyend, « Amitié », Christian Delporte, Jean-Yves Mollier et Jean-François Sirinelli (éd.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, PUF, 2010, pp. 22-25 ; Evgeni Roshchin, "Friendship in International Relations: A History of the Concept", PhD thesis, University of Jyva skyla, Jyva skyla, 2009.

¹⁰ Fondée en réaction au Dimanche sanglant (massacre du 9 janvier 1905), l'APRPA rassemble des intellectuels français, dont Emile Zola, qui entendent s'informer sur la réalité russe.

¹¹ L'expression apparaît à plusieurs reprises dans les rapports de Kameneva, O. D. Kameneva à G. E. Zinoviev, 26.5.1924, F.495/99/95, doc. 115-124, RGASPI.

¹² J. G. Ohsol, collaborateur de D. H. Doubrovski, à Z. P. Soloviev, 6.2.1922, F.9501/6/28, doc. 98, GARF.

tiendra aussi des relations avec la VOKS¹³ — est constituée le 1^{er} juin 1923 à Berlin, à la suite des activités de l'OBI, souligne Kameneva.¹⁴ C'est aussi « à notre initiative que le premier groupe dirigeant qui ne convenait pas a été remplacé »¹⁵. « Le travail de notre représentant en Suisse », poursuit la même, « consiste à rassembler les composantes de l'opinion publique locale qui sympathisent avec l'URSS. Ces personnes ont constitué une Société d'étude sur la Russie nouvelle. »¹⁶ Quant à la société britannique, la Society for Cultural Relations between the Peoples of the British Commonwealth and the Union of Socialists Soviet Republics, elle est « apparue en 1924 à la suite du travail de la commission Pomgol »¹⁷, c'est-à-dire de Polovtseva.¹⁸ Même scénario au Canada, où la Société pour le rapprochement culturel entre l'URSS et le Canada, qui travaille en priorité dans les milieux de l'émigration ukrainienne, procède des activités du représentant de la CR d'Ukraine soviétique Koulik¹⁹, et à Rome, où la Société de rapprochement culturel et scientifique entre l'Italie et l'URSS est initiée par Sheftel en 1925.²⁰ Dans certains cas, l'influence de Moscou semble relativement faible. Ainsi en est-il de la Suède, où la Société de rapprochement culturel et économique avec l'URSS présidée par l'archéologue Ture J. Arne se constitue à l'initiative des milieux économiques locaux en l'absence d'un repré-

¹³ Fondée en 1913, la société a disparu pendant la Première Guerre mondiale avant d'être reconstituée en 1920. Composée d'universitaires nationalistes, de diplomates et de représentants des milieux économiques favorables à un rapprochement avec la Russie soviétique par opposition au système de Versailles et par haine de la démocratie libérale, la Deutsche Gesellschaft Zum Studium Osteuropas entretient des relations avec les Soviétiques dans le prolongement du traité de Rapallo. L'EIA, qui indique aussi le nom du professeur Otto Hoetzsch, président de la Deutsche Gesellschaft Zum Studium Osteuropas, sur la liste des correspondants de la VOKS pour l'Allemagne, ne comprend pas la nature de ce rapprochement (fonds : 696, AEIA, BGE). David-Fox, « Leftists versus Nationalists in Soviet-Weimar Cultural Diplomacy: Showcases, Fronts, and Boomerangs », pp. 114-122.

¹⁴ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 137, RGASPI.

¹⁵ O. D. Kameneva à G. E. Zinoviev, 26.5.1924, F.495/99/95, doc. 116, RGASPI. Selon une autre version, l'initiative aurait été prise par un groupe de militants du SOI encouragés en ce sens par le chef de la mission diplomatique à Berlin, Krestinski. Rolf Elias, *Die Gesellschaft der Freude des neuen Russlands. Mit vollständigem Inhaltsverzeichnis aller Jahrgänge der Zeitschrift "Das Neue Russland" 1923-1932*, Köln, Pahl-Rugenstein, Hochschulschriften, 1985, p. 32. C'est vraisemblablement pour cette raison que l'OBI a favorisé l'éviction du premier président, Lehman-Lukas, qui appartenait au SOI. Voir aussi Lersch, « Hungerhilfe und Osteuropakunde. Die Freunde des neuen Russlands in Deutschland », pp. 617-645 ; Gerlinde Grah, « Quellen zu den Freundschaftsgesellschaften zur Sowjetunion in der Weimarer Republik », *Archivmitteilungen* XXXVIII, 1988, n° 3, pp. 81-84.

¹⁶ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 136, RGASPI.

¹⁷ Déclaration d'O. D. Kameneva à la séance du 17.4.1928, F.495/30/450, doc. 9, RGASPI.

¹⁸ Rapport de V. N. Polovtseva sur la création des ARN, 23.1.1924, F.9501/6/42, doc. 141-142, GARF.

¹⁹ Rapport de Koulik, 1926, F.9501/5/47, doc. 170, GARF.

²⁰ M. Sheftel à CC SRCR, F.9501/5/45, doc. 191, GARF.

sentant soviétique.²¹ Et de la Société des nouvelles amitiés franco-russes créée en mars 1924 par Edouard Herriot, Anatole de Monzie et Paul Painlevé, pour préparer le rapprochement diplomatique, avec laquelle l'OBI n'a aucun contact faute d'un représentant en France.²² A l'inverse, dans d'autres pays comme en Tchécoslovaquie²³, l'impulsion initiale vient directement du NKID qui demande explicitement à Kameneva de favoriser la création dans ce pays d'une Société d'amis de la Russie nouvelle. Désireux de conforter les liens avec la Turquie, Tchitchérine charge aussi Kameneva d'entrer en relation avec la jeune et cultivée épouse de Mustapha Kemal, Latifé Usakligil. « Notre correspondance avec elle », écrit la présidente de l'OBI, « fut un maillon de la longue chaîne des mesures devant préparer l'organisation d'une Société turque de rapprochement culturel. »²⁴ Au Japon, en l'absence d'un représentant de la CR et de l'OBI, c'est Joffé (le chef de la mission diplomatique soviétique en charge des négociations avec le Gouvernement impérial), qui profite de son séjour pour fonder une société russo-japonaise d'aide mutuelle « aux buts extrêmement multiples »²⁵. Mais les échanges culturels avec le Japon vont surtout se développer avec la nomination de l'éminent japonisant Evguéni Spalvine. Le volontarisme des Soviétiques est pourtant loin d'être toujours suffisant. En Chine, malgré le travail effectué par le représentant de l'OBI, Iakov Davtian, « les conditions pour la création d'une société n'existent pas encore »²⁶. En Suisse, il faudra de multiples tentatives avant qu'un groupe ne parvienne à se stabiliser quelque peu, mais seulement dans un espace limité. Les conditions ne sont pas meilleures dans le Etats baltes, en Hongrie, dans les pays slaves, à

²¹ O. D. Kameneva à G. E. Zinoviev, 26.5.1924, F.495/99/95, doc. 118, RGASPI. Cette société succède à la Société russo-suédoise créée avant guerre dont les activités ont été interrompues jusqu'en 1922. Après un séjour en URSS, « la majorité de ses membres est passée dans le camp ennemi. Depuis 1931, elle n'existe plus que sur le papier ». Réseaux de la VOKS en 1931, F.495/30/732, doc. 182, RGASPI.

²² O. D. Kameneva à G. E. Zinoviev, 26.5.1924, F.495/99/95, doc. 119, RGASPI. Les activités de la société cessent en 1925, mais le Comité des relations scientifiques avec l'URSS, fondé en 1925 par le physicien Paul Langevin, l'orientaliste Sylvain Lévi et le professeur de russe André Mazon, prolonge ses activités sous le patronage direct de la VOKS. Coeuré, *La Grande leueur à l'Est*, pp. 86-87. Sur la France voir aussi Ludmila Stern : « The background history of creation of the French rapprochement society *The New Russia* (based on the unpublished VOKS documents) », *Australian Slavonic and East European Studies*, 1997, Vol. 11, n° 1/2, pp. 143-160 ; « The Creation of French-Soviet Cultural Relations. VOKS in the 1920s and the French Intelligentsia », *AUMLA, Journal of the Australasian Universities Language and Literature Association*, May 1998, n° 89, pp. 43-6 ; « The All-union Society for cultural relations with foreign countries and French intellectuals, 1925-1929 », *Australian Journal of Politics and History*, 1999, Vol. 45, n° 1, pp. 9-109 et « French intellectuals and Soviet cultural organizations in the 1920s-1939s », PhD thesis, University of New South Wales, 2000.

²³ Il s'agit de la Société de rapprochement culturel et économique avec la Russie nouvelle, fondée par le professeur Zdenek Nejedly et Emil Lustig, rédacteur de la revue *Russie nouvelle*, M. M. Litvinov à O. D. Kameneva, 30.8.1924, F.495/99/95, doc. 131, RGASPI.

²⁴ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 144, RGASPI.

²⁵ Rapport de O. D. Kameneva à G. E. Zinoviev, 26.5.1924, F.495/99/95, doc. 118, RGASPI.

²⁶ O. D. Kameneva à G. E. Zinoviev, 26.5.1924, F.495/99/95, doc. 118, RGASPI.

l'exception de la Tchécoslovaquie, où la législation réprime toute expression publique d'amitié en faveur de l'URSS.

Les sociétés constituées recourent, au moins dans un premier temps, à l'appui financier des Soviétiques. « Insistez, lorsque vous serez à Moscou », écrit Bagotski à Polovtseva et Doubrovski lors du lancement des premiers groupes d'amis, « sur la nécessité de nous assigner au moins de modestes fonds pour les dépenses d'organisation et l'entretien de secrétariats en Allemagne, Angleterre, Amérique, Suisse, France et dans tous les lieux où l'on veut faire du travail sérieux. Il se peut qu'après six mois ces sociétés soient viables économiquement, mais pour les mettre en mouvement cette aide est absolument nécessaire. Ne limitez pas les négociations sur ce point avec le seul NKZ, posez la question à d'autres institutions plus influentes car les Sociétés d'amitié avec la nouvelle Russie peuvent jouer un rôle très important sur la question du rapprochement de la Russie avec l'Ouest. »²⁷ Rares seront pourtant les sociétés qui parviendront à financer leurs activités, en particulier éditoriales, sur leurs seules ressources. Même si les montants sont modestes, la plupart des sociétés, dont celles d'Allemagne et de Suisse, recevront pendant plusieurs années une aide financière affectée au secrétariat, au bulletin de la société et à l'organisation d'événements.²⁸

Si l'initiative vient souvent de Moscou, les Soviétiques se donnent pourtant beaucoup de peine, comme l'ont noté les organisations anticommunistes, pour ne rien laisser paraître. « Il est indispensable que les contacts ne se fassent pas directement par Moscou, mais par l'intermédiaire de Bagotski »²⁹, écrit un membre du NKID. Il n'est pas moins nécessaire de veiller à ce que la direction de ces mouvements en faveur de l'URSS ait « toujours en public un caractère sans-parti »³⁰, souligne pour sa part le département agitprop de l'IC. « Les PC ne doivent pas apparaître comme les initiateurs et les dirigeants de ce mouvement. »³¹ La distance officielle avec le PC constitue une condition indispensable à l'efficacité de la propagande culturelle soviétique. Loin de vouloir susciter des vocations révolutionnaires, comme la propagande politique, le « travail culturel », comme le nomment les communistes, vise à la diffusion d'une image positive, sous des dehors apolitiques, de la société soviétique. Les Soviétiques ont conscience du fait que ce discours philosoviétique a plus de chance de réussir à franchir l'hostilité ambiante si les voix qui le portent ne sont pas issues des milieux communistes, mais proviennent au contraire de représentants établis de la bourgeoisie et de l'intelligentsia locale. « L'élément communiste, ou qui sans être officiellement affilié au Parti en partage les idéaux et en comprend la disci-

²⁷ S. J. Bagotski à V. N. Polovtseva, 2.5.1924, F.9501/6/42, doc. 112, GARF.

²⁸ Extraits du budget de la VOKS, 1931, F.495/30/732, doc. 20, RGASPI.

²⁹ F. A. Rothstein, collègue du NKID, à KZP, R. Veller, 30.6.1924, F.5283/1a/25, doc. 24, GARF.

³⁰ Mémoire sur les actions de masse en faveur de l'URSS, l'agitpropotdel de l'IC, F.495/30/59, doc. 86, RGASPI.

³¹ *Idem*.

pline, comparable au groupe actuel de *Clarté* en France, a l'avantage de donner toutes garanties au point de vue de ses intentions et assurerait la fidélité de vue envers la Russie et l'Internationale communiste en cas de crise. Mais il ne faut pas se dissimuler que si le mouvement était, de façon prépondérante, mis sur pied par cet élément, il éveillerait des méfiances, des méfiances qui nuiraient à son expansion. L'élément libéral avancé, auquel se joindrait vraisemblablement bientôt un élément commercial, serait certes mieux placé pour engager une action plus diffuse, plus étendue, pénétrant plus de milieux. »³² C'est pourquoi les comités de parrainage et les directions officielles des sociétés philosoviétiques sont composés de représentants des sciences et de l'art bourgeois.

Comme lors de la campagne de 1921 en faveur des affamés, écrivains, scientifiques et artistes parmi les plus célèbres de l'époque prêtent leur renommée ou leur crédibilité à ces initiatives philosoviétiques. La liste des célébrités allemandes est particulièrement impressionnante : le physicien Albert Einstein, les écrivains Max Barthel, Alfred Döblin, Egon Erwin Kisch, Heinrich et Thomas Mann, Ernst Toller, les architectes Peter Behrens, Ernst May et Bruno Taut, les éditeurs Samuel Fischer et Ernst Rohwolt, le publiciste Eduard Fuchs, le rédacteur en chef de la *Vossische Zeitung*, Georg Bernhard et l'un de ses journalistes, Max Osborn, la juriste Helene Stöcker, les peintres Hans Baluschek, Vassili Kandinsky et Leo Michelson. Aux Etats-Unis, la société refondée en 1927 est parrainée par William Allan Neilson, écrivain et lexicologue, président du célèbre Smith College, assisté par le philosophe John Dewey, le chef d'orchestre Leopol Stokowski, le fondateur et président de l'Institut d'éducation international Stephen P. Duggan et Sherwood Eddy, missionnaire protestant et écrivain, président du comité américain des YMCA. En France, figurent les noms de Georges Duhamel, Jules Romains, Marie Curie, André Mazon, Francis Jourdain, Panait Istrati, Jules Grandjouan, Gabrielle Duchêne ; en Angleterre, ceux de la suffragette Margaret Llewelyn Davies, de l'économiste John Maynard Keynes, des écrivains George Bernhard Shaw, Herbert George Wells, Bertrand Russel et Virginia Woolf. En Belgique, le « président spirituel » comme l'appelle le responsable de la VOKS est le bibliographe Paul Otlet, directeur du Palais mondial de Bruxelles et président de l'Association internationale des associations. Certaines sociétés s'adjoignent aussi l'appui de personnalités politiques de premier rang comme le maire de Lyon et président du Conseil, le radical Edouard Herriot, l'ancien président du Reichstag, le social-démocrate Paul Löbe, et nombre de collaborateurs de premier plan du Ministère allemand de la justice.³³ Au Japon, c'est le vicomte Simpei Goto, ancien ministre des Affaires étrangères et de l'Intérieur qui préside l'association. En Italie, Sheftel parvient à

³² « Au sujet de l'organisation éventuelle de groupements d'intellectuels en faveur de la Russie en France et en Suisse », Texte de G. Montandon envoyé à Bagotski et à l'OBI, janvier 1924, F.5283/1a/25, doc. 1, GARF.

³³ Erich Baron à O. D. Kameneva, 2.11.1928, F.495/99/26, doc. 139, RGASPI.

convaincre le sénateur du Royaume et président de la Croix-Rouge italienne, Giovanni Ciruolo, d'adhérer à la société. Dans certains pays comme en Angleterre, les sociétés finissent ainsi par prendre une allure « guindée et purement scientifique »³⁴, se félicite Kameneva.

A l'ombre de ces figures tutélaires, la direction effective des sociétés revient pourtant à des militants communistes chevronnés, à l'image d'Erich Baron, qui reprend en février 1924 le secrétariat de la société allemande. Ce juriste de formation, qui a participé à la Révolution allemande de novembre avant de rejoindre l'Armée rouge de la Ruhr, a travaillé plusieurs années comme journaliste pour le Parti communiste allemand (KPD) avant de diriger la revue *Das Neue Russland*. En Suisse, les communistes Max Tobler et Francis Auguste Lebet occupent le poste de secrétaire ou de vice-président de leurs associations respectives. En tant que professionnels du noyautage, les communistes locaux et plus encore les spécialistes de l'agitprop du CEIC ont dans la pratique souvent de la peine à respecter l'apparence d'indépendance et de neutralité de la VOKS et de ses correspondants. S'il reconnaît que « le caractère de cette organisation doit absolument être neutre », l'agitpropotdel de l'IC ajoute que « son travail doit former une unité idéologique et compléter celui de la propagande communiste », ce que ne conteste pas la VOKS. Mais lorsqu'il est question de recommander « que les PC, avec l'aide de leur fraction, organisent un certain contrôle sur le travail des Sociétés de rapprochement culturel »³⁵, Kameneva proteste : « Nous sommes de l'avis que nous ne devons pas diriger ouvertement les activités des Sociétés des ARN afin de conserver l'impression que ces sociétés sont bien dirigées par leur direction et que c'est bien dans les pays concernés qu'est apparue l'initiative de telles sociétés. Cela ne signifie pas que la VOKS ne prend pas d'initiative. Le 90 % du travail des sociétés s'effectue exclusivement grâce à nos initiatives. »³⁶ Mais cela ne doit pas se voir, ce qui sur place heurte souvent la susceptibilité des communistes. « Nous nous trouvons tacitement mis à l'écart par les désirs plusieurs fois exprimés du représentant de la Croix-Rouge, Bagotski ; celui-ci craignait que des relations trop précises entre ces groupements d'intellectuels et le PC n'entravent et n'effarouchent les intellectuels bourgeois vaguement sympathisants avec l'URSS », s'offusque le président du Parti communiste genevois Francis Auguste Lebet. « On voulait bien que les communistes organisent la garde, mais nous fûmes stupéfaits de constater que les militants communistes n'étaient pas invités à la réception et qu'on refusait de donner la parole à leur représentant » !³⁷

Le principal problème de la VOKS et de ses correspondants, les Sociétés d'étude, n'est pourtant pas tant celui de l'ingérence des fonctionnaires de l'IC et

³⁴ Déclaration d'O. D. Kameneva à la séance du 17.4.1928, F.495/30/450, doc. 9, RGASPI.

³⁵ Thèses de l'agitpropotdel du CEIC sur la VOKS, 17.6.1926, F.495/30/450, doc. 19-20, RGASPI.

³⁶ O. D. Kameneva à l'agitpropotdel du CEIC, 23.6.1926, F.495/30/290, doc. 24, RGASPI.

³⁷ F. A. Lebet à C. P. Zlitchenko, 1.5.1931, F.9463/1/40, doc. 5, GARF.

des communistes locaux que celui de la concurrence des autres acteurs de la diplomatie culturelle soviétique. Société écran, servant d'intermédiaire entre les institutions soviétiques et un public étranger qui redoute les contacts avec les organisations communistes, la VOKS se retrouve confrontée à l'émergence d'institutions ou de mouvements complémentaires, mais aussi rivaux, ce qui complique sa mission. Si le problème existe depuis l'origine du travail culturel — dès 1921 la SRCR, puis l'OBI, se heurtent régulièrement au SOI de Münzenberg pour l'organisation d'un événement ou l'inscription parmi leurs correspondants de telle ou telle personnalité — il prend une nouvelle dimension dès 1927, à la suite des fêtes du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Moment paroxystique de la mobilisation en faveur de l'URSS, ces fêtes, dont le scénario a été intégralement rédigé à l'avance par Münzenberg, se terminent par la réunion dans la Maison des syndicats de Moscou du premier congrès mondial des Amis de l'Union soviétique (AUS), auquel participent neuf cent vingt-sept délégués de quarante-trois pays invités en URSS pour assister aux commémorations.³⁸ En tant que telles, il n'existe pas encore d'associations nationales des AUS en novembre 1927, puisque ces dernières ne sont créées qu'en 1928 dans le prolongement de la première conférence de l'association internationale des AUS organisée à Cologne. C'est ce qui explique que nombre de participants au congrès de Moscou des AUS sont en réalité des correspondants de la VOKS (les membres des Sociétés de rapprochement et d'étude, ainsi que d'autres groupes déjà en relation avec la VOKS comme les espérantistes et les libres penseurs), du SOI, du Secours rouge international (SRI)³⁹, des organisations sportives (en particulier le Conseil supérieur de culture physique de l'URSS, VCFK, qui est la section russe du Sportintern fondé en 1921) et du département relations internationales du conseil exécutif pansoviétique des syndicats (OMS-VT'sCPC), tous opportunément renommés Amis de l'URSS pour l'occasion. Sans en être à l'origine, la VOKS joue un rôle important dans la préparation de ce premier congrès des AUS, en mettant à la disposition de la commission de coordination des fêtes, outre son carnet d'adresses, son appareil⁴⁰, ses guides et ses traducteurs ; en éditant des brochures, en décorant les

³⁸ *Le Congrès des Amis de l'URSS*, Paris, Bureau d'Éditions, s. d.

³⁹ Le SRI, MOPR en russe, IRH en allemand, est fondé en décembre 1922 à l'initiative de la Société russe des anciens bolcheviks et des anciens exilés et détenus politiques pour aider les révolutionnaires victimes de la répression. LIC en favorise l'internationalisation par la création de sections nationales. Nikolaus Brauns, *Schafft Rote Hilfe! : Geschichte und Aktivitäten der proletarischen Hilfsorganisation für politische Gefangene in Deutschland (1919-1938)*, Bonn, Pahl-Rugenstein Verlag, 2003 ; Sabine Hering, Kurt Schilde (Hrsg.), *Die Rote Hilfe: Die Geschichte der internationalen kommunistischen "Wohlfahrtsorganisation" und ihrer sozialen Aktivitäten in Deutschland (1921-1941)*, Opladen, Leske und Budrich, 2003.

⁴⁰ « Le travail d'organisation technique [pour l'accueil des délégations étrangères] est confié à une commission spéciale qui utilise l'appareil de la VOKS », Rapport de la commission pour l'organisation du X^e anniversaire sur les délégations étrangères, 14.5.1927, F.495/30/392, doc. 11, RGASPI.

frontières, en préparant des excursions et des spectacles, etc. Mais si les activités de la VOKS et des AUS sont complémentaires en URSS, dans la mesure où les AUS ne disposent pas alors de structure d'accueil, leurs relations deviennent rapidement conflictuelles hors du territoire soviétique. Comme la VOKS, les AUS travaillent à la conquête des esprits en faveur de l'URSS et s'efforcent d'établir des liens avec la société civile des pays occidentaux sans passer ouvertement par l'intermédiaire des Partis communistes. En théorie, le public visé par les deux organisations est relativement distinct : aux AUS, les couches prolétariennes et la petite bourgeoisie politisée (essentiellement les socialistes et les radicaux), à la VOKS et aux Sociétés d'étude et de rapprochement culturel, les professions intellectuelles, les scientifiques, les artistes, les enseignants, les étudiants et la bourgeoisie sans-parti. Dans la pratique, c'est plus compliqué. Dans une lettre du 2 novembre 1928, Erich Baron, président de la Société allemande des amis de la Russie nouvelle, s'en ouvre à la présidente de la VOKS, Olga Kameneva.⁴¹ Selon lui, le fait qu'il existe désormais en Allemagne deux sociétés dont les noms sont presque identiques entraîne « une profonde confusion et de graves malentendus non seulement dans les cercles de la société, mais aussi au sein de l'opinion publique ». Les cercles d'enseignants, de médecins, de juristes et d'artistes qui sont en relation avec la Gesellschaft der Freunde des neuen Russlands, « le tout Berlin intellectuel »⁴², sont encore réticents, ajoute Baron, « et cela pour des raisons personnelles ou professionnelles, à l'idée d'entretenir des contacts directs et officiels avec la Russie, c'est pourquoi ils s'adressent à nous ». Or, depuis la formation du Bund der Freunde der Sowjet Union⁴³, la police berlinoise, avec laquelle la société n'avait jusqu'alors jamais eu de problème, ne cesse de les harceler pour connaître les liens entre les deux sociétés. Erich Baron laisse aussi apparaître son irritation à propos du fait que, contrairement aux promesses faites, les AUS ne limitent nullement leurs activités aux couches prolétariennes et se sont même permis de détourner à leur profit ses membres les plus prestigieux, le président des Amis de l'Union soviétique (Max Hodann⁴⁴) étant lui-même un ancien des Amis de la Russie nouvelle. La même configuration se retrouve en France, où l'Association des amis de la Russie nouvelle⁴⁵, vite renommée le Cercle de la Russie neuve⁴⁶, et les Amis de l'URSS, deux associations officiellement distinctes, sont toutes deux fondées en 1927 sous

⁴¹ Erich Baron à O. D. Kameneva, 2.11.1928, F.495/99/26, doc. 138-141, RGASPI.

⁴² *Ibidem*, doc. 139.

⁴³ Hans Münch, « Das Bund der FSU », *Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, n° 31, 1989, pp. 200-206 ; Lothar Dralle, *Von Sowjetunion lernen : zur Geschichte der Gesellschaft für Deutsch-Sowjetische Freundschaft*, Berlin, Duncker & Humblot, 1993.

⁴⁴ Wilfried Wolff, *Max Hodann (1894-1946). Sozialist und Sexualreformer*, Hamburg, von Bockel, 1993.

⁴⁵ Coeuré, *La grande leur à l'Est*, pp. 85-87, 194.

⁴⁶ Paul Laberrenne, « Le Cercle de la Russie neuve (1928-1936) et l'Association pour l'étude de la culture soviétique », *La Pensée*, n° 205, juin 1979, pp. 10-25. En 1936 le Cercle de la Russie neuve est rebaptisé Association pour l'étude de la culture soviétique.

le parrainage de Romain Rolland, à l'initiative de Gabrielle Duchêne, avec la participation des mêmes intellectuels (l'architecte décorateur Francis Jourdain et l'affichiste Jules Grandjouan).⁴⁷ Les risques de confusion sont plus grands encore en Suisse où, faute d'une masse critique suffisante, nombre d'intervenants refusent ou ne comprennent pas la distinction entre les ARN et les AUS.

Le problème étant récurrent, Kameneva transmet à la direction du PCUS un certain nombre de réclamations en insistant sur « le trouble de sa clientèle, l'intelligentsia bourgeoise, devant les AUS, et la nécessité de poser d'une façon claire la question de la séparation des activités respectives des deux sociétés »⁴⁸. Mais le problème de cette concurrence sur le marché des contacts avec l'URSS traversera toute la période de l'entre-deux-guerres.⁴⁹ C'est pourquoi les nouvelles sociétés qui émergeront au sortir de la « Grande Guerre Patriotique » rassembleront tous les amis, indépendamment de leur origine sociale et de leurs centres d'intérêt, dans une structure unique dénommée selon un modèle que l'on retrouve dans tous les pays : France-URSS, Suisse-URSS... Un mouvement conforté en mai 1957 par la liquidation de la VOKS, à laquelle succède l'Union des sociétés soviétiques d'amitié et d'échanges culturels avec les pays étrangers, une nouvelle institution dont la dénomination — Société d'amitié et d'échanges culturels — témoigne de la prise en compte par les dirigeants soviétiques des critiques émises par les présidents de la VOKS à propos de la confusion s'étant développé entre ses activités et celles des AUS.

Afin de limiter les risques de confusion, la VOKS et les Sociétés d'amitié de la Russie nouvelle s'efforcent de diffuser leur message dans un style beaucoup plus apolitique que celui des AUS, en évitant soigneusement d'utiliser les termes de « révolution », de « bolchevique » et plus encore de « communiste », pour se concentrer sur les aspects les plus traditionnels de la culture russe. Mais les fréquentes empoignades entre les Amis de la Russie nouvelle et ceux de l'URSS pour la diffusion d'un film ou d'une exposition témoignent d'une ambiguïté qui porte autant sur le public visé que sur le produit à diffuser. La confusion sera encore accentuée en 1931 par une refonte des AUS dans la perspective d'un élargissement de leur base par le biais du Théâtre prolétarien⁵⁰ et des Amis du film nouveau. De plus, en raison des multiples fronts initiés par Münzenberg, comme le SOI (1921), la Ligue contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale (1927), le Comité mondial contre la guerre, dit Amsterdam-Pleyel

⁴⁷ Sophie Coeuré et Rachel Mazuy, avec la collaboration d'Elena Aniskina et Galina Kuznestova, *Consu de fil rouge. Voyages des intellectuels français en Union soviétique*, Paris, CNRS Editions, 2012, pp. 16 et 89.

⁴⁸ O. D. Kameneva au sec. du CC du PCUS, 1928, F.495/99/26., doc. 208-210, RGASPI.

⁴⁹ Coeuré, *La Grande lueur à l'Est*, p. 144.

⁵⁰ En France, le groupe Octobre de Jacques Prévert ; en Suisse, Volksbühne à Zürich, Rote Bühne à Bâle, et le Théâtre prolétarien à Genève et Lausanne, etc.

(1932-1933)⁵¹, et bientôt le Rassemblement universel pour la Paix (1935), qui travailleront à s'attirer la collaboration de ceux que l'on appelle compagnons de route⁵², et d'autres institutions spécialisées, telles que l'Union internationale des écrivains révolutionnaires (UIER)⁵³, la marge de manœuvre de la VOKS ne va cesser de se restreindre face à ses concurrents, posant à plusieurs reprises la question de sa pérennité.

La recherche d'un espace propre sur le marché des amitiés philosoviétiques n'est pas un problème spécifique à la VOKS et à ses correspondants. Les tensions sont par exemple très vives entre les AUS et le SOI dont le public est sensiblement le même. « Nous sommes une jeune organisation et nous avons un très fort adversaire en la personne du SOI qui a plus d'expérience que nous », se plaint à de multiples occasions le responsable des AUS. Et d'ajouter : « Le SOI a ses espions dans l'organisation. Ainsi lorsque les syndicats soviétiques nous informent d'une campagne, les espions du SOI le savent et commencent immédiatement à mobiliser. Alors le Parti déclare : "Etant donné que le SOI a commencé la campagne, qu'il la continue." »⁵⁴ Dans ce cadre institutionnel extrêmement confus et concurrentiel qui favorise sur le terrain une véritable guerre de recrutement, les directions du SOI, de la VOKS et des AUS affinent leurs techniques de séduction respectives.

Celles de la VOKS sont adaptées à un public bourgeois, lettré, préférant les contacts individuels et les échanges directs aux activités de groupe. Le schéma classique d'approche d'une personnalité se décompose en plusieurs étapes. D'abord une carte postale ou une lettre faisant suite à l'apposition d'une signature sur une pétition, à une demande d'information, à l'achat d'un journal ou d'un livre. « J'ai reçu une lettre d'un médecin de Genève », écrit Jules Humbert-Droz à la VOKS. « Il est inutile de souligner l'importance qu'il y a pour l'URSS de trouver et de développer des sympathies parmi les intellectuels d'un centre international réactionnaire tel que Genève. »⁵⁵ Commence alors l'envoi sporadi-

⁵¹ Yves Santamaría, « Un prototype toutes missions : le Comité de lutte contre la guerre dit Amsterdam-Pleyel, 1932-1936 », *Communisme*, Paris, n° 18-19, 1988, pp. 71-97.

⁵² Initialement le terme a été utilisé par Trotski pour caractériser les écrivains russes qui, sans être hostiles au nouveau régime, rejetaient la dimension urbaine et prolétarienne du marxisme : « Ils ne considèrent pas la révolution comme un tout et l'idéal communiste leur est étranger. [...] Ils ne sont pas les artistes de la révolution prolétarienne, mais ses "compagnons de route" artistiques. » Léon Trotski, *Littérature et Révolution*, Paris, Julliard, 1964, p. 136. Sur les compagnons de route occidentaux : David Caute, *Les compagnons de route*, Paris, Robert Laffont, 1979 ; Michael David-Fox, « The Fellow Travelers Revisited: The 'Cultured West' through Soviet Eyes », *Journal of Modern History*, 7-2 (2003), pp. 300-335, et « From Illusory 'Society' to Intellectual 'Public' : VOKS, International Travel, and Party-Intelligentsia Relations in the Interwar Period », *Contemporary European History*, 11-1 (2002), pp. 7-32.

⁵³ De 1926 à 1930, l'UIER (F.541, RGASPI) est dénommée Bureau international de littérature révolutionnaire. En 1935, la commission extérieure de l'Union des écrivains soviétiques remplace le l'UIER qui est dissoute. Ludmila Stern, *Western Intellectuals and the Soviet Union, 1920-1940*, New York, Taylor and Francis Routledge, 2007, pp. 6-8.

⁵⁴ F.495/30/686, doc. 54, RGASPI.

⁵⁵ Jules Humbert-Droz à la VOKS, 29.3.1939, F.5283/6/842, doc. 113, GARF.

que de matériaux en relation avec les centres d'intérêt de l'ami convoité : « Nous avons appris que vous vous intéressiez à..., nous nous permettons donc de vous envoyer cet exemplaire de la Revue... » L'envoi est rapidement suivi d'une correspondance portant sur l'utilisation desdits matériaux : « Qu'avez vous fait des documents que nous vous avons envoyés », « vous serait-il possible de les publier ? », « souhaiteriez-vous des informations complémentaires ? » Enfin, pour ceux ayant réussi à convaincre la VOKS de leur utilité propagandiste, c'est l'incontournable voyage en URSS, avec son traditionnel récit, décliné sous forme de conférences puis d'articles, voire d'un livre.

Si officiellement la VOKS se contente de répondre aux sollicitations ou à la curiosité des étrangers, les Soviétiques n'hésitent pas à faire preuve de volontarisme en choisissant leurs interlocuteurs de façon ciblée. Dans l'idéal, le premier contact doit se faire par l'intermédiaire d'une vague connaissance, capable de jouer sur l'existence d'un lien personnel, d'un souvenir commun. En 1922, Lénine demande ainsi à Cyril Zlitchenko, un écrivain populiste ayant habité à Lausanne de 1905 à 1917, de réchauffer ses anciens contacts locaux. « Vous rappelez vous cher ami de ces moments passés ensemble... », écrit alors Zlitchenko au journaliste Jean-Elie David, au professeur Auguste Forel et aux socialistes Anton Suter, Paul Golay et Charles Naine. La VOKS passe aussi par les Suisses résidant à Moscou : Jules Humbert-Droz et Emil Hofmaier, le docteur Paul Vonwiller, les architectes Hans Schmidt et Hannes Meyer sont régulièrement sollicités pour fournir des noms d'amis potentiels. La VOKS profite enfin de chaque passage d'un Suisse dans ses bureaux pour lui demander « s'il ne connaîtrait pas » des personnes qui pourraient s'intéresser à tel ou tel aspect de la culture soviétique. Rapidement, la mention de la langue, de la formation et des centres d'intérêt de chaque interlocuteur potentiel, son orientation politique et son influence supposée complètent le nom et l'adresse. La mise à jour régulière de ces listes de correspondants donne lieu à de nombreux échanges entre la direction de la VOKS à Moscou et ses représentants à l'étranger, ces derniers ayant toujours tendance à gonfler les effectifs en ne biffant pas les noms des membres inactifs.

Grâce à ce carnet d'adresses, les Soviétiques effectuent un travail de séduction épistolaire personnalisé. L'activité est prise très au sérieux, confiée à des universitaires, souvent même des écrivains de métier, assistés de traducteurs. Le décalage est flagrant entre le professionnalisme des Soviétiques et le dilettantisme de la plupart de leurs interlocuteurs. La VOKS, qui ne rate jamais l'occasion d'un anniversaire pour féliciter l'un de ses correspondants, recourt abondamment à la flatterie : « Avant tout, chaleureuses salutations pour votre 80^e anniversaire, [...] mes félicitations à l'ami, au lutteur, pour tout ce qu'il a fait de bien, de grand, à l'ami du mouvement révolutionnaire, de la révolution sociale à laquelle vous avez rendu tant de services inappréciables par vos lettres de

jadis contre le régime tsariste »⁵⁶, écrit Zlintchenko à Forel en 1928. « Un Gouvernement vraiment populaire, tel que l'est le Gouvernement des soviets, ne peut pas ne pas avoir d'égards pour le grand homme et le grand écrivain, dont toute la vie est remplie par la lutte courageuse pour ce qu'il a de meilleur du point de vue du progrès de l'humanité »⁵⁷, écrit personnellement le président de la VOKS, Fedor Petrov, au très courtois Romain Rolland. « Cher citoyen et très honoré Maître ! »⁵⁸, commence systématiquement Ingber dans ses courriers au professeur Stephan Bauer. « Il est vraiment à regretter qu'un esprit si indépendant et si lucide que le vôtre n'ait pas été jusqu'à présent en relation avec nous »⁵⁹, écrit la VOKS au critique musical Aloys Mooser à la réception de sa première lettre. Tous ne sont pas réceptifs à cette débauche de flagornerie. Malgré des courriers répétés, les anciens camarades lausannois de Zlintchenko ne se laissent pas convaincre d'intervenir en faveur de l'URSS. La plupart des professeurs d'université contactés par la VOKS refuse tout contact direct, même par courrier. Le professeur Edouard Claparède de l'Université de Genève, auquel la VOKS a envoyé une brochure sur « l'édification culturelle en URSS lors de la 3^e année du plan quinquennal » accompagnée d'une lettre pleine de déférence, se tient prudemment à distance.⁶⁰

Mais s'ils répondent — même en manifestant leur désapprobation à l'égard de ce qui se passe en URSS, comme le font Auguste Forel et Gustave Brocher — la VOKS ne va plus les lâcher, passant rapidement de la proposition d'envoi de documents à l'exigence d'un engagement effectif. « Si vous habitez à Genève, il serait souhaitable que vous participiez activement à la vie de la Société culturelle. »⁶¹, écrit Roïtman au fils Roubakine. « Nous sommes très surpris d'apprendre que vous n'avez pas adhéré à la Société de rapprochement culturel de Berne et souhaiterions en connaître la cause »⁶², note le même à un autre. « Connaissant votre intérêt pour tout ce qui concerne les progrès économiques et culturels de l'URSS, nous ne doutons pas que vous allez adhérer à la Société de rapprochement culturel de Genève et nous pensons, vu vos compétences, que vous prendrez part au travail de la section musicale. »⁶³ Et en cas de silence prolongé, la VOKS insiste : « Nous regrettons beaucoup de n'avoir eu aucune

⁵⁶ C. P. Zlintchenko à A. Forel, 27.11.1928, F.132/1/12, doc. 20, RGASPI.

⁵⁷ F. N. Petrov à R. Rolland, août 1929, F.5283/6/840, doc. 69, GARF.

⁵⁸ M. Ingber à S. Bauer, 6.1.1931, F.5283/6/847, doc. 136, GARF.

⁵⁹ VOKS à A. Mooser, 1931, F.5283/6/846, doc. 24, GARF.

⁶⁰ J. Roïtman à E. Claparède, 2.1.1932, F.5283/6/875, doc. 1, GARF. Claparède a déjà essuyé les critiques d'Aubert dans le cadre du conseil d'administration du *Journal de Genève* pour s'être rendu à une réception offerte en mai 1927 par la délégation soviétique participant aux travaux préparatoires de la commission du désarmement de la SdN, puis en 1929 parce qu'il entretenait des relations avec des militantes de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté !

⁶¹ J. Roïtman à A. N. Roubakine, 5.2.1932, F.5283/6/933, doc. 6, GARF.

⁶² J. Roïtman à N. Messis, 17.6.1932, F.5283/6/935, doc. 21, GARF.

⁶³ VOKS à A. Mooser, 8.9.1932, F.5283/6/928, doc. 138, GARF.

nouvelle de vous depuis votre dernier voyage à Moscou, dans quelle direction travaillez-vous ? »⁶⁴ Si, dans le cas de Madame Wyss, le rappel a beaucoup de chance d'être entendu, car son mari Otto travaille à Moscou comme juriste pour l'Académie communiste et le SRI, nombreux sont les Suisses qui finissent par demander explicitement aux Soviétiques de ne plus les compter parmi leurs correspondants : « Je vous remercie pour votre dernier envoi, mais je vous demanderai dans l'avenir, *comme je l'avais déjà manifesté*, de ne plus m'envoyer vos publications »⁶⁵, écrit l'un d'eux en 1937.

Avec le raidissement idéologique du régime et les purges de la période stalinienne, les argumentaires deviennent moins personnels, plus mécaniques, témoignant, au-delà de la routine qui s'est établie, de la crainte des personnels de la VOKS à une époque où le moindre doute émis peut avoir de dramatiques conséquences. Intervenant au croisement de deux mondes, de deux systèmes de valeurs, ces médiateurs culturels que sont les employés soviétiques en charge des relations avec les étrangers sont soumis à des exigences contradictoires, qualifiées de « double contrainte »⁶⁶ par Sophie Coeuré. La correspondance de l'expert de la VOKS pour la Suisse romande, l'écrivain Zlintchenko, est très révélatrice de la difficulté d'articuler ce travail de séduction en direction des intellectuels occidentaux avec le respect de la ligne de plus en plus rigide du parti. Si ses lettres du début des années vingt avec ses interlocuteurs suisses s'éloignent bien souvent de l'orthodoxie marxiste, ses écrits de 1928, et plus encore ceux de 1935, dans lesquels il exalte « les succès vertigineux de l'édification du socialisme » tout en rappelant son « dévouement prolétarien », semblent s'adresser bien plus aux autorités soviétiques qu'il entend convaincre de sa loyauté qu'aux intellectuels étrangers.⁶⁷

Au-delà des flatteries, de l'envoi de matériel et des rétributions financières, extrêmement rares et modestes, le principal atout de la VOKS et de ses représentants pour attirer les intellectuels est l'invitation à un voyage en URSS. « Vous avez l'intention de partir pour Madagascar afin d'y faire des recherches sur des groupes de fourmis que vous n'avez pas encore étudiés. Mais la révolution a rendu si intéressante pour l'observation scientifique la vie actuelle des hommes dans leur lutte des classes, surtout en Russie, que vous préférerez, j'en suis sûr, diriger vos investigations sur cette vie au lieu de vous occuper de la vie

⁶⁴ VOKS à M. Wyss, 29.11.1934, F.5283/6/902, doc. 1, GARF.

⁶⁵ H. Wittmer, Bâle, à VOKS, 7.12.1937, F.5283/6/942, doc. 2, GARF.

⁶⁶ Sophie Coeuré « La 'double contrainte' des personnels de la VOKS, des années 1920 aux années 1950 », conférence à l'EHESS, Paris, 6 mars 2009.

⁶⁷ Accusé dès 1929 d'avoir été exclu du POSDR avant son départ pour la Suisse en 1905, désormais suspecté d'opportunisme pour ses liens avec des personnalités bourgeoises de l'étranger, Zlintchenko se doit de persuader les autorités soviétiques de son dévouement à la cause. Marianne Enckell et Jean-François Fayet, « La correspondance C. P. Zlintchenko – J.-E. David : de la solidarité au désaveu », *Solidarités Internationales. Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 23, Lausanne, AEHMO – Editions d'en Bas, 2007, pp. 33-35.

des fourmis »⁶⁸, écrit Zlitchenko à l'entomologiste Auguste Forel. Le voyage en URSS est la plus importante rétribution à laquelle peut aspirer un correspondant de la VOKS. Le nombre, plus ou moins grand, de voyages effectués est un indicateur de la plus ou moins grande importance de cet ami aux yeux des Soviétiques. La VOKS s'occupe d'abord des questions administratives, ce qui n'est jamais une mince affaire s'agissant de la Russie. Les membres des Sociétés culturelles doivent obtenir une recommandation du représentant de la VOKS établi dans leur pays. Si elle est acceptée par la direction de Moscou, la recommandation est ensuite envoyée au NKID et au NKVD qui vérifient les données biographiques du candidat, avant de transmettre l'invitation nominale à la légation soviétique concernée. En l'absence de représentation soviétique sur le territoire helvétique, les Suisses doivent aller chercher leur visa dans les représentations commerciales soviétiques de Berlin, Rome ou Paris. Dès le passage de la frontière, les invités de la VOKS qui voyagent en 1^{ère} classe, c'est-à-dire sur des banquettes rembourrées, sont totalement pris en charge par le bureau d'accueil des étrangers. « L'importance de ce bureau est fondamentale », écrit Petrov, le deuxième président de la VOKS, puisqu' « il détermine la première impression des étrangers sur notre pays »⁶⁹. Installé à Moscou, dans le bâtiment du NKID, sur Kuznetski Most 5/15 (alors que la centrale de la VOKS est dans les locaux de l'Hôtel Métropole, place Sverdlov, à quelques pas de la place Rouge), le bureau d'accueil est le passage obligé de tous les étrangers, y compris ceux n'ayant pas été invités par la VOKS, au point que ceux-ci le confondent souvent avec la VOKS elle-même. « La société Voks est destinée à renseigner les étrangers », note par exemple Ella Maillart dans le récit qu'elle fait de sa visite au bureau d'accueil. « Au rez-de-chaussée, derrière trois bureaux, trois Russes fument assidûment des cigarettes à bout de carton : il semble que ce soit leur manière de réagir au flot de questions hétéroclites posées par chaque étranger présent. Un savant allemand à lunettes exige un rendez-vous immédiat avec le professeur Untel. Un trade-unioniste anglais désire accompagner une ménagère qui se rend au marché ; il veut ainsi prendre connaissance des prix des denrées ; mais il ne semble pas facile de satisfaire à sa demande. Une Américaine réclame des icônes à bas prix. Un Français veut changer d'interprète. Quelqu'un dépouille du courrier venu d'Espagne. »⁷⁰ Les services proposés sont effectivement multiples, allant de la distribution de billets pour des spectacles à l'organisation de visites à thème en fonction des intérêts des visiteurs. Ella Maillart s'intéresse au cinéma soviétique, le bureau d'accueil lui organise un rendez-vous avec la personne en charge de la section cinéma. Veut-elle faire du sport, visiter le Kremlin, une prison ou une ferme collective ? La VOKS l'inscrit au

⁶⁸ C. P. Zlitchenko à A. Forel, 1922, F.132/1/12, doc. 10, RGASPI.

⁶⁹ F. N. Petrov, 1931, F.495/30/732, doc. 13, RGASPI.

⁷⁰ Ella Maillart, *Parmi la jeunesse russe*, (1^{ère} édition : Paris, Fasquelle éditeur, 1932), Lausanne, Éditions 24 heures, 1989, p. 24.

Stade Dynamo, trouve les interlocuteurs compétents pour organiser les visites. Le bureau d'accueil intervient aussi sur les questions pratiques : « VOKS me donnera ma carte de rations ; je pourrai alors acheter dans les coopératives d'Etat pain, lait, huile, savon, orge, semoule, sarrasin, riz, macaroni, choux, hareng, viande, beurre. »⁷¹ C'est enfin la VOKS qui s'occupe des démarches pour la prolongation des visas.⁷²

L'ambition de la VOKS dépasse pourtant celle d'un simple bureau d'information ou d'assistance aux touristes, pour se rapprocher d'une instance de contrôle, ou au moins d'encadrement, des étrangers. Le contrôle porte non seulement sur la sélection des candidats au voyage — à l'invitation de qui, leur statut, et plus globalement leur « capital symbolique » (Pierre Bourdieu), la nature de leur intérêt pour l'URSS, leurs motivations — mais aussi sur le contenu de leur visite — ce qu'ils ont voulu voir ou faire, et enfin sur leurs impressions, fidèlement reportées dans des rapports (*Karakteristiki*) systématiquement rédigés par les guides-interprètes.⁷³ Cet encadrement doit se faire avec finesse. Les Soviétiques ne peuvent compter, s'agissant des correspondants de la VOKS, sur la solidarité de classe dont font souvent preuve les ouvriers, ni sur la « trieuse automatique »⁷⁴, pour reprendre l'expression d'Arthur Koestler, dont seraient dotés les communistes étrangers. La VOKS doit exercer son travail « tactiquement », est-il noté dans un rapport, « en n'effrayant pas les étrangers qui d'habitude sont assez méfiants à l'égard de la propagande soviétique directe »⁷⁵. A l'origine, l'encadrement devait surtout servir, comme l'indique Kameneva dans le rapport final de sa présidence de l'OBI, à mettre un terme à « l'arrivée chaotique d'étrangers sur notre territoire ». Car, « autant il est important que viennent en URSS des personnes sérieuses, maîtrisant bien leur domaine, autant il n'est pas souhaitable que séjournent ici des personnes de peu de valeur. » Avant la mise sur pied d'un bureau d'accueil en janvier 1924, les quelques étrangers invités par le Commissariat du peuple à la santé publique ou celui des affaires étrangères dans le cadre de la campagne en faveur des affamés représentaient « un fardeau pour le NKID. Ils étaient en permanence fourrés dans ses locaux à faire connaissance avec ses collaborateurs. D'un autre côté, ils s'efforçaient d'établir des liens avec les milieux de l'aristocratie et de l'intelligentsia. C'est dans ces sphères qu'apparurent des guides non officiels. Ces relations se transmettaient ensuite d'un étranger à un autre. »⁷⁶ Pour illustrer son propos, la future présidente de la VOKS cite l'exemple d'un professeur chilien invité en URSS par le représentant du Commissariat du peuple à la santé publique de

⁷¹ *Ibidem*, p. 25.

⁷² VOKS à NKID sur la prolongation du visa d'E. Maillart, 5.10.1930, F.5283/2/100, doc. 101, GARF.

⁷³ F.5283/1/371, GARF.

⁷⁴ Arthur Koestler, *Hiéroglyphes, Œuvres autobiographiques*, Paris, Robert Laffont, 1994, p. 342.

⁷⁵ Rapport de la VOKS sur les délégations étrangères, 1927 F.5283/7/5, doc. 21, GARF.

⁷⁶ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 137, RGASPI.

Berlin. « Ce Monsieur Galvez, qui est le bavard classique, sans poids dans le monde scientifique, a trouvé le moyen de tomber dans le marécage de l'intelligentsia et il s'en est fallu de peu qu'il ne vienne faire un discours déplacé dans une réunion du parti. ». A l'inverse, des personnalités dont la présence serait souhaitable pour le rapprochement culturel se voient refuser leur visa car les invitations ont été envoyées à l'étranger sans l'accord préalable de la GPU. « Ainsi en est-il du professeur Hans Winkler, qui a essuyé deux refus. »⁷⁷ La mise en place d'une structure spécifique s'imposait aussi en raison de « l'ignorance qu'ont les étrangers de nos conditions économiques, particulièrement dans le domaine du logement », et pour éviter que les visiteurs étrangers ne se fassent « plumer comme des pigeons ».

« Afin d'orienter les étrangers, l'OBI a ainsi mis au point quelques techniques. Le bureau a commencé par effectuer des enquêtes dans un grand nombre d'institutions culturelles ou scientifiques, mais aussi dans des crèches et des usines pour savoir si elles représentaient un intérêt pour des étrangers. Il a ensuite chargé quelques-unes de ces institutions de nommer un guide spécial, ce qui nous permet maintenant d'organiser rapidement une visite avec la garantie que les étrangers recevront les explications appropriées. »⁷⁸ Enfin l'OBI, puis la VOKS, sélectionnent une série d'hôtels, qu'ils s'efforcent d'adapter aux critères européens en s'appuyant sur l'expertise de quelques professionnels étrangers de l'hôtellerie, dont des Suisses.⁷⁹ Progressivement des bureaux d'accueil ou des antennes de la VOKS sont ouverts dans les principaux centres touristiques d'URSS comme Leningrad⁸⁰, Sébastopol, la plupart des capitales des Républiques soviétiques (Tiflis et Bakou), puis dans chacune des Républiques et des territoires autonomes (Bachkirie, Daghestan, Iakoutie, Ingouchie, Kalmoukie, Tchétchénie, etc.) Quatre, puis vingt itinéraires sont proposés à ceux qui souhaitent sortir de la capitale pour partir à la découverte de l'Ukraine, de la Crimée, du Caucase ou de la Volga. Le système n'est pas encore totalement verrouillé, il le sera seulement après le Grand tournant stalinien. Qualifié par la VOKS « d'individualiste », le professeur Bauer voyage en 1927 sans guide, refusant aussi de se joindre aux excursions de groupe. « Il ne peut donc être soupçonné d'avoir vu des villages à la Potemkine »⁸¹, note la VOKS avec satisfaction. D'autres audacieux parviennent à l'instar d'Ella Maillart à échapper aux sentiers battus en se joignant, par le biais de la Société de tourisme prolétarien

⁷⁷ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 138, RGASPI.

⁷⁸ *Ibidem*, doc. 140-141, RGASPI.

⁷⁹ En 1932, la VOKS demande à l'un de ses contacts, le Dr P. Vonwiller, de lui fournir le nom de quelques Suisses travaillant dans l'hôtellerie, « afin de venir en aide à l'hôtellerie soviétique », F.5283/6/897, doc. 24, GARF.

⁸⁰ Le bureau de Leningrad est ouvert en 1927, il est alors dirigé par K. Derjavin.

⁸¹ Rapport de la VOKS sur les délégations étrangères, 1927, F.5283/7/5, doc. 21, GARF.

qui dépend des syndicats⁸², à un groupe de jeunes sportifs soviétiques partis à la conquête des sommets du Caucase. Elle renouvelle l'exploit deux ans plus tard, traversant seule le Turkestan. Mais pour la grande majorité des invités, les voyages en URSS proposés par la VOKS s'inscrivent dès les premières années dans des itinéraires très balisés.

L'OBI est aussi à l'origine de l'installation dans quelques libraires de la capitale, puis dans les grandes villes touristiques, d'un « coin pour les étrangers » contenant de la littérature sur l'URSS traduite dans les principales langues européennes. « Même de si infimes détails comme l'assistance à l'envoi de livres, donnent de très bons résultats. Beaucoup de visiteurs nous ont fait part de leur reconnaissance par écrit », insiste Kameneva. Sur les quatorze étrangers dont s'est occupé le bureau d'accueil lors du premier semestre de 1924, douze ont ainsi fait à leur retour des conférences, dont de larges extraits ont été publiés dans la presse généraliste. Et il serait souhaitable, ajoute-t-elle, « d'organiser des clubs et des bibliothèques pour les étrangers. Cela permettrait de renforcer le contrôle à l'égard des relations non souhaitables que beaucoup d'étrangers tendent à établir ici et de faciliter les échanges avec nos savants. »⁸³ L'un des acteurs-clé du contrôle est le — plus souvent la — guide-interprète. Dans un premier temps, les guides-interprètes sont issus de l'ancienne intelligentsia. La seconde génération recrutée dans les jeunesses communistes a suivi une double formation de guide et d'agent des services de sécurité. A la différence de leurs collègues étrangers, dont « ils partagent la dénomination », ces guides soviétiques ne peuvent, déclare Kameneva lors de la séance inaugurale d'un cycle de trente-deux conférences consacré à leur formation⁸⁴, se contenter d'être « des informateurs techniques, des *Baedeker* vivants, des amuseurs de touristes admirant des châteaux de façon superficielle. » Les guides de la VOKS « doivent être hautement qualifiés en tant que traducteurs, mais ils doivent surtout être fortement instruits. Ils doivent avoir une idée claire et précise de tout ce qu'ils présentent aux étrangers. Bien sûr, aucun d'entre nous ne peut être une encyclopédie, de telles personnes seraient des dilettantes. Mais il faut connaître le sujet afin de traduire avec précision les explications du responsable de l'institution et pour pouvoir répondre aux questions. Il ne suffit pas de maîtriser la langue, il faut aussi connaître l'objet étudié. Les guides passent en effet beaucoup de temps avec les étrangers entre deux visites, et dans ces moments, il faut être capable de répondre aux questions. Voilà pourquoi vous devez connaître la Constitution, toutes nos institutions, nos organes gouvernementaux, ce qui les distingue les uns des autres, les tâches de la VOKS, ce qu'il y a de nouveau et de

⁸² Sur cette société : Eva Maurer, *Wege zum Pik Stalin. Sowjetische Alpinisten, 1928-1953*, Zürich, Chronos Verlag, 2010, pp. 77-114.

⁸³ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 142, RGASPI.

⁸⁴ Programme des cours pour la formation des guides-traducteurs, VOKS, 1927, F.5283/1/76, doc. 304, GARF.

différent chez nous par rapport à d'autres pays, les conquêtes culturelles depuis la Révolution d'Octobre, mais d'un point de vue bourgeois. »⁸⁵ La formation comprend aussi des cours de structuration, de rédaction et de dialectique, afin que chacun d'entre eux soit capable de relativiser les critiques. « Il faut rappeler l'horrible situation dont nous avons hérité », insiste la présidente de la VOKS. Il faut « vous préparer aux questions fondamentales, comme celles relatives aux enfants abandonnés. Vous devez avoir des explications. Pourquoi sont-ils si nombreux en ce moment ? Que faisons-nous pour régler le problème ? Vous devez être capables d'expliquer tout cela sur le fond. »⁸⁶ Enfin une attention particulière est portée à l'identification des centres d'intérêts des étrangers, ce qui se fait « en parcourant les lettres qu'ils nous ont envoyées. Ce n'est qu'ainsi que vous serez armés. »⁸⁷ Cultivés et convaincants, les guides sont des filtres idéologiques et des acteurs du contrôle qui s'exerce sur tous les étrangers.⁸⁸ Ce sont en effet eux qui fournissent à la VOKS et à la police politique des rapports de plus en plus précis sur la personnalité des visiteurs, leurs impressions et surtout les contacts éventuels avec la population. Et c'est en partie sur la base de ces rapports que la VOKS apprécie la valeur de ses correspondants avant de leur remettre du matériel et de leur confier des tâches propagandistes. « Elle nous a fait l'effet d'une femme capable, énergique et cultivée, d'état d'esprit pleinement soviétique », écrit la VOKS à propos de Madame Wyss-Vögtlin.⁸⁹ Mais pour d'autres, comme le vieil émigré et artiste peintre, Gregor Rabinovitch⁹⁰, l'appréciation est sans appel : « il est indispensable de souligner que sa personnalité nous a fait une très mauvaise impression. Des personnes comme lui, qui arrivent ici avec des a priori sur tout, nous sont totalement étrangères. Selon nos peintres, son travail ne présente aucune nouveauté, aucun intérêt particulier. »⁹¹

Conformément à cette logique de contrôle, les représentants de la VOKS à l'étranger disposent d'un réel, bien que non exclusif, pouvoir en matière de proposition et de sélection des candidats au voyage. « Il ne serait sans doute pas superflu d'envoyer en URSS une délégation de l'Association des amis en même temps ou après le voyage de la délégation ouvrière. J'ai discuté de cette question avec des communistes locaux et ils partagent mon point de vue », écrit par exemple Bagotski en 1926. « Si vous n'avez pas d'objections, nous choisirons

⁸⁵ Discours inaugural d'O. D. Kameneva au cycle de formation des guides-traducteurs, 11.2.1927, F.5283/1/76, doc. 309, GARF.

⁸⁶ *Idem.*

⁸⁷ *Idem.*

⁸⁸ Sheila Fitzpatrick, « Foreigners Observed : Moscow Visitors in the 1930s under the Gaze of their Soviet Guides », *Russian History*, 35/1-2, 2008, pp. 215-234.

⁸⁹ VOKS à M. Wyss, 29.11.1934, F.5283/6/902, doc. 2, GARF.

⁹⁰ Sur son travail : Markus Britschgi, Doris Fässler, Eva Korazija (Hrsg.), *Gregor Rabinovitch, 1884-1958*, Luzern, Dioptr Verlag für Kunst und Fotografie, 1993.

⁹¹ Freund, 2^e section occidentale de la VOKS, à VOKS Leningrad, mai 1935, F.5283/6/913, doc. 9, GARF.

très soigneusement les personnes sur lesquelles on peut pleinement compter. Et après les avoir passées sous un double contrôle (le nôtre et celui des communistes), nous vous ferons part de notre choix.»⁹² S'il recommande nombre de candidats, le délégué se permet parfois de mettre en garde la VOKS à l'égard des invitations qui ne lui semblent pas souhaitables : « Je crains que les étudiants zurichois, majoritairement bourgeois et fortement influencés par la presse suisse, que vous proposez d'inviter en URSS ne soient pas suffisamment indépendants pour rapporter objectivement ce qu'ils auront vu en URSS.»⁹³ Il lui arrive aussi, sans s'opposer totalement au départ, de nuancer son soutien comme il le fait pour Louis Chazai, un écrivain pacifiste français proche de Romain Rolland, réfugié en Suisse après avoir été condamné comme réfractaire : « Il est bien compréhensible qu'il souhaite aller en URSS. Mais je ne saurais dire si son caractère libertaire ne suscitera pas de heurts en URSS comme dans les pays où il a séjourné, ni ce qui pourrait en résulter.»⁹⁴ Il faut dire que certains candidats au départ font parfois des propositions surprenantes, comme cet espérantiste neuchâtelois qui propose à Bagotski de venir constituer dans une grande ville d'URSS une maison d'édition pour la diffusion d'ouvrages « visant à créer dans le monde une conception moderne de l'existence, un communisme moderne, qualifiable aussi "*d'Humanisme cosmique*". Cette idée ne me paraît réalisable que par le communisme russe, qui seul actuellement ose ouvertement baser son activité sur le rationalisme scientifique. J'ai trouvé récemment une preuve de plus de la justesse de cette opinion dans le fait qu'un neveu de l'écrivain hindou Tagore, dans le livre qu'il a publié sur Gandhi, arrive exactement aux mêmes conclusions que moi. L'équité doit nous faire tendre, non vers une universalité "romaine" mais "humaine". Je n'en dis pas davantage », conclut William Perrenoud⁹⁵

Ce pouvoir du délégué s'effrite dès 1929, date à laquelle est créée, sous les auspices du Commissariat du peuple au commerce extérieur, l'Intourist (Société d'Etat par actions pour le tourisme), qui remplace la VOKS dans les locaux de l'Hôtel Métropole, obligeant cette dernière à déménager à quelques rues du centre.⁹⁶ L'ambition commerciale de cette nouvelle institution contraint la VOKS à restreindre ses invitations aux seules personnalités auxquelles on prête

⁹² S. J. Bagotski à M. M. Litvinov, 5.3.1926, *Suisse-Russie : contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 399.

⁹³ S. J. Bagotski à J. Roïtman, 14.1.1932, F.5283/6/874, doc. 172, GARF. Ces 39 étudiants sont membres de l'Union zurichoise des étudiants suisses présidée par A. F. Sigrist. Malgré les réticences de Bagotski leur voyage en URSS se fera et donnera lieu à quelques conférences et articles de journaux.

⁹⁴ Il s'agit d'une recommandation de R. Rolland du 23.4.1932, transmise par Bagotski dans son courrier à la VOKS, F.5283/6/874, doc. 125, GARF.

⁹⁵ W. A. Perrenoud à S. J. Bagotski, 13.1.1935, F.9501/6/72, doc. 280, GARF. Malgré les réticences du NKVD à l'égard des espérantistes, Perrenoud effectuera bien un voyage en URSS en septembre 1935.

⁹⁶ La VOKS s'installe alors à Malaïa Nikitskaïa, puis dans l'ancien Musée des icônes sur Trubnikovski per. 17, et ensuite dans la maison de la famille Morozov, rue du Komintern, et enfin sur Bol. Gruzinskaïa 17. Matthias Heeke, *Reisen zu den Sonjets : Der ausländische Tourismus in Rußland 1921-1941*, Münster, LIT Verlag, 2003, p. 29.

un certain prestige, culturel ou scientifique, ou du poids politique. Un recentrage conforté par la création la même année d'un nouveau bureau consacré aux étudiants dont la direction est confiée à E. Modjinskaïa.⁹⁷ Les autres doivent désormais payer d'avance leur voyage auprès de l'une des multiples représentations ouvertes par l'Intourist à Paris, Berlin ou Londres, puis dès 1934 à Zurich⁹⁸, ce qui ne les empêche pas une fois sur place de recourir ponctuellement aux services du bureau d'accueil des étrangers de la VOKS. L'Intourist s'engage d'ailleurs à fournir à cette dernière la liste des visiteurs susceptibles de jouer un rôle en matière de rapprochement culturel.⁹⁹ De son côté la VOKS est censée « tenir compte des objectifs commerciaux de l'Intourist » en lui « adressant les étrangers ayant des devises »¹⁰⁰. Mais ne pouvant renoncer à proposer des voyages gratuits à leurs correspondants sans perdre de l'influence sur le terrain, les délégués culturels vont désormais exagérer l'importance de leurs candidats. Il possède « beaucoup d'influence à Zurich »¹⁰¹, insiste Bagotski à propos du professeur Maier, le directeur de la clinique psychiatrique de Zurich, afin qu'il soit invité à Moscou aux frais de la VOKS. « Il pourrait nous être très utile pour le développement du tourisme en URSS »¹⁰², note le délégué à propos de l'aviateur Tilgenkamp. « Elle a toujours été loyale, je la connais »¹⁰³, souligne le même à propos d'Anne Fischer, une suisse d'origine russe, privat-docent à l'Université de Berne qui souhaiterait se rendre à l'Université de Leningrad. « J'ai eu l'occasion de mieux faire sa connaissance », écrit Bagotski dans sa lettre de recommandation en faveur de l'écrivain Carl Albert Loosli.¹⁰⁴ « Et je suis arrivé à la conclusion qu'il est l'un des rares écrivains étrangers qui dans son for intérieur est un véritable communiste, bien qu'officiellement il n'en soit pas ainsi. »¹⁰⁵ Bagotski outrepassa parfois ses fonctions en proposant l'invitation de militants communistes sans liens avec le travail culturel en Suisse.

A défaut d'un séjour complet, le délégué s'efforce d'obtenir, « compte tenu de l'absence de relations diplomatiques » ou « du contexte local », des places gratuites pour un spectacle ou une rencontre avec un dirigeant, ce qui lui permet de conserver l'estime de ses interlocuteurs. La lecture des archives révèle

⁹⁷ Rapport de la VOKS, 1929, F.5283/6/840, doc. 120, GARF.

⁹⁸ En 1934, le représentant de l'Intourist à Zurich est le Reisebureau de Hans Meiss (Bahnhofplatz 7), puis, dès 1935, Erich Tilgenkamp qui dirige le bureau Kuoni.

⁹⁹ Rachel Mazuy, *Croire plutôt que voir ? Voyages en Russie soviétique (1919-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2002, p. 107.

¹⁰⁰ Accord entre la VOKS et Intourist, 1932, point 6, F.5283/1/163, doc. 1-2, GARF.

¹⁰¹ S. J. Bagotski à VOKS, 15.1.1933, F.5283/6/874, doc. 16, GARF.

¹⁰² P. Gurewitsch à S. J. Bagotski, 3.6.1935, F.9501/6/72, doc. 303, GARF.

¹⁰³ S. J. Bagotski à VOKS, 1932, F.9501/6/72, doc. 186, GARF.

¹⁰⁴ En 1934, C. A. Loosli s'est adressé à la VOKS pour consulter le matériel existant dans les archives russes sur le *Protocole des sages de Ston* afin de préparer le procès de Berne contre la direction du Parti national-socialiste suisse. S. J. Bagotski à VOKS, 27.3.1934, F.5283/6/898, doc. 87, GARF.

¹⁰⁵ S. J. Bagotski à VOKS, 1935, F.5283/6/898, doc. 44, GARF.

qu'en dépit de l'accord signé en 1932 entre les deux institutions¹⁰⁶, les relations de la VOKS avec l'Intourist sont, comme celles de la VOKS avec les AUS, une source de malentendus et de conflits permanents, illustrant le hiatus qui s'est progressivement établi entre la diplomatie culturelle et la politique de recherche de devises. « Je dois vous dire que je suis fort mécontent des services d'Intourist. Cet organisme pousse vraiment trop loin la désinvolture à l'égard de ceux qui lui ont fait confiance et qui lui ont versé de l'argent », écrit le journaliste Maurice-D. Perret à son correspondant de la VOKS.¹⁰⁷ « Beaucoup de gens qui projettent de voyager en URSS se plaignent qu'Intourist les oblige à vivre à l'hôtel, ce qui revient très cher, en particulier à Moscou où beaucoup d'entre eux ont des connaissances qui pourraient les loger. » Selon Bagotski, « la VOKS devrait appuyer leurs demandes si elle entend les utiliser à leur retour pour des conférences »¹⁰⁸. Non content de les obliger à loger à l'hôtel, l'Intourist refuse d'appliquer les tarifs préférentiels évoqués.¹⁰⁹ Malgré la recommandation du principal dirigeant du PCS, et l'approbation de principe de la direction de la VOKS, Harry Gmür, le rédacteur en chef de la revue *ABC*, se heurte à la fermeté du bureau de Paris qui lui demande de régler la totalité du séjour.¹¹⁰ Karl Hofmaier tente alors de faire pression sur la VOKS en faisant valoir les conséquences négatives de cette pingrerie sur le développement des relations culturelles entre les deux pays.¹¹¹ Confrontée aux coupes budgétaires, la direction de la VOKS rechigne de plus en plus à accueillir à ses frais ses correspondants, suscitant la frustration de ses représentants à l'étranger. Au-delà des tensions autour de l'utilisation — politique ou économique — des visiteurs, le décalage est permanent entre les ambitions affichées par la VOKS et les moyens dont elle dispose pour réaliser sa mission de rapprochement culturel avec les élites occidentales. Dans le cas suisse, le décalage se fait abyssal.

Sont-ils d'ailleurs si nombreux les intellectuels suisses à vouloir s'engager dans une relation « culturelle » avec l'Union soviétique, même si cette dernière se présente sous le nom de Russie nouvelle ? « Sans même parler de l'intelligentsia nationale divisée en deux camps, les ennemis déclarés de l'URSS et des amis timides qui n'osent le dire publiquement, même les ouvriers s'expriment contre l'URSS. Quant aux communistes suisses, c'est le marasme complet »¹¹², souligne en 1931 un correspondant. Malgré les efforts déployés, « La VOKS n'a jamais eu dans ce pays de liens avec les personnalités en vue de l'intelligentsia », devra reconnaître le responsable de la Suisse en 1937. « La plus grande partie de l'intelligentsia entretient des relations hostiles à l'URSS et évite

¹⁰⁶ Accord entre la VOKS et Intourist, 1932, F.5283/1/163, doc. 1-2, GARF.

¹⁰⁷ M.-D. Perret au *Journal de Genève*, juillet 1932, F.5283/6/915, doc. 15, GARF.

¹⁰⁸ S. J. Bagotski à VOKS, 20.5.1935, F.5283/6/898, doc. 48, GARF.

¹⁰⁹ Accord VOKS Intourist, septembre 1932, F.5283/1/173, doc. 24, GARF.

¹¹⁰ K. Hofmaier à Heifetz, 27.5.1939, F.5283/5/861, doc. 47, GARF.

¹¹¹ K. Hofmaier à Heifetz, 15.7.1939, F.5283/5/861, doc. 33, GARF.

¹¹² H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, 13.2.1931, F.9463/1/ 31, doc. 200, GARF.

d'entrer en contact avec nous.»¹¹³ Bien que séjournant en Suisse de 1922 à 1938 où il s'est installé dans la Maison Olga, à Villeneuve, dans la région de la Riviera lémanique, Romain Rolland se tient à l'écart de la vie politique locale. Régulièrement sollicité pour présider les associations suisses d'échanges culturels, le plus célèbre des compagnons de route français¹¹⁴ refuse systématiquement les propositions honorifiques.¹¹⁵ Et c'est avec regret qu'il se voit associer au projet d'un rassemblement international contre la guerre devant se tenir à Genève le 1^{er} Août 1932 (jour de la fête nationale !)¹¹⁶ Depuis cette date, et plus encore après son voyage en URSS de 1935, Romain Rolland, qui subit régulièrement les attaques de la presse locale¹¹⁷, plane comme une ombre dans le ciel des relations helvético-russes plus qu'il n'éclaire la route des Suisses vers Moscou.

Parmi les scientifiques, Auguste Forel — célèbre neuropsychiatre et entomologiste — que les Soviétiques considèrent comme « l'un des plus glorieux représentants de la science mondiale et l'un des esprits les plus libres de l'humanité »¹¹⁸ a le profil. Mais il est déjà très âgé et son soutien, d'ailleurs fort critique, se limitera à quelques déclarations dans la presse suisse et soviétique. Jusqu'à la grande dépression, le seul ami actif, disposant d'une renommée, d'un statut et d'un réseau international, est le professeur Stephan Bauer. Jusqu'à sa mort en 1934, il est « l'ami préféré » des Soviétiques. Durant les années trente, l'écrivain Rudolf Jakob Humm est le principal représentant en Suisse des compagnons de route. Les autres célébrités, comme l'anthropologue George Montandon, la jeune écrivaine voyageuse Ella Maillart ou le pionnier de l'aviation Erich Tilgenkamp ne font que de fulgurantes apparitions. Ils font surtout partie de ceux qui se sont paradoxalement fait un nom — ou une réputation — en se rapprochant de l'URSS, plus qu'ils n'ont mis leur renommée, alors bien modeste, au service du pays des Soviets. Citons aussi ceux qui échappent à Bagotski, c'est-à-dire qu'ils entretiennent des contacts avec l'URSS par le biais d'autres institutions que la VOKS. C'est le cas de l'architecte Le Corbusier, dont les voyages en URSS effectués en 1928 et 1929 sont parrainés et organisés par le

¹¹³ Rapport de la VOKS sur la Suisse, 17.1.1937, F.5283/6/931, doc. 67, GARF.

¹¹⁴ Sur les liens de R. Rolland avec l'URSS, voir l'« Introduction » de Bernard Duchatelet à Romain Rolland, *Voyage à Moscou, juin-juillet 1935*, Paris, Albin Michel, 1992, pp. 11-108.

¹¹⁵ Il refuse par exemple la présidence de la société Das Neues Russland, Protocole de séance, mars 1932, cité par Alexander Jungi, « Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion. Von der Revolution bis zum Zweiten Weltkrieg », Mémoire de licence, Université de Zurich, 2001, p. 66.

¹¹⁶ Meylan, « Un train peut en cacher un autre. L'entre-deux-guerres de Romain Rolland en Suisse (1922-1938) », p. 39.

¹¹⁷ Selon un article de la *Gazette de Lausanne* du 22.7.1932 intitulé « Romain Rolland et nous », il aurait déclaré à un journaliste des *Izvestia* (paru le 13.7.1932) que les habitants de la région étaient « tous d'affreux alcooliques ». Évoquant le coteau sur Clarens — c'est par là que Napoléon est passé — Vevey-Clarens où Rousseau écrivit son *Héloïse*, l'Hôtel Byron où le poète anglais vécut, il aurait ajouté : « Mais les habitants d'ici ne portent aucun intérêt à ces vestiges du passé. Ils ne veulent rien connaître d'autre que leur vin. »

¹¹⁸ M. Ingber à A. Ehrler et M. Birchmeyer, s. d., F.5283/6/847, doc. 7, GARF.

Centrosoyouz¹¹⁹ ; du chef d'orchestre Ernest Ansermet, qui réalise des tournées de concerts à Moscou et Leningrad en 1928, 1929 et 1933 ; et de l'écrivain bernois Hans Mühlestein, qui se rend en URSS, avec sa femme Anita, à l'occasion du XX^e anniversaire d'Octobre, à l'invitation de l'Association des écrivains soviétiques. Mais alors que ce dernier est de tous les combats communistes, participant activement à l'Association internationale des écrivains pour la défense de la culture et à l'aide aux Républicains espagnols, Ansermet et Le Corbusier — qui s'inscrivent dans une démarche essentiellement professionnelle — refusent toute prise de parole publique sur l'URSS. Comme l'a souligné Brigitte Studer, l'intellectuel engagé n'est pas une figure sociale helvétique. Dans la tradition culturelle germanique, la Suisse cultive volontiers l'anti-intellectualisme.¹²⁰

A défaut de figures prestigieuses, la VOKS s'efforce de gagner des travailleurs intellectuels disposant d'une légitimité locale ou qui simplement appartiennent à des sphères auxquelles n'accèdent ni le Parti communiste, ni les organisations ouvrières. Mais rares sont les intellectuels helvétiques qui « flirtent avec Moscou »¹²¹, pour reprendre l'expression d'un journaliste de l'époque. « Il y a lieu de se dire que si le recrutement doit se faire parmi les intellectuels non communistes, il y a peu de chance qu'il puisse prendre quelque ampleur »¹²², écrit Montandon, l'initiateur de la première société suisse. « En général, ils ne peuvent pas, ou ne veulent pas, s'attirer des ennuis et restent dans une attitude de neutralité qui n'est pas admissible », confirme quelques années plus tard Maria Birchmeyer, inspiratrice de la deuxième société. « Pour un homme courageux comme le professeur Bauer qui parle ouvertement en public de ce qu'il a vu en Russie, les autres se tiennent dans une extrême réserve. Nous pourrions vous citer le nom de professeurs de Genève, des hommes qui sont des autorités mondiales, des hommes qui ont assisté à votre congrès de psychotechnique en septembre 1931, et qui n'ont pas dit un mot dans la grande presse de Genève sur ce qu'ils ont vu chez vous. »¹²³ Pourtant la voix de ces Messieurs dans la presse de droite racontant les progrès qu'ils ont vus chez vous, sans commentaire politique, serait d'une grande valeur, mais ils ne le font pas. Nous avons déjà expérimenté que l'intérêt que les intellectuels vous portent est plutôt un intérêt égoïste, dont ils entendent profiter seuls, sans se compromettre.¹²⁴ Pour le rapporteur de la VOKS, les intellectuels suisses « seraient prêts à travailler dans des groupes de rapprochement et s'intéresseraient à l'URSS, mais étant donné la position très hostile du Gouvernement central à notre égard, ils craignent de prendre eux-mêmes l'initiative de constituer de telles sociétés, car les

¹¹⁹ Jean-Louis Cohen, *Le Corbusier et la mystique de l'URSS*, Liège, Pierre Mardaga, 1987, p. 64.

¹²⁰ Brigitte Studer, « Jalons pour l'étude du cas suisse », Marie-Christine Granjon, Nicole Racine et Michel Trebitsch (éd.), *Histoire comparée des intellectuels*, s. 1, Editions Complexe, 1998, p. 31.

¹²¹ Georges Rigassi, « Les bourgeois qui flirtent avec Moscou », *Gazette de Lausanne*, 14.1.1933.

¹²² G. Montandon à S. J. Bagotski, janvier 1924, F.5283/1a/25, doc. 1, GARF.

¹²³ Il s'agit notamment du psychologue Richard Meili.

¹²⁴ M. Birchmeyer à VOKS, 30.6.1932, F.5283/6/905, doc. 19, GARF.

partisans d'un rapprochement avec l'URSS sont aux yeux du pouvoir des éléments nuisibles. »¹²⁵

Au-delà des intellectuels, les Suisses manifesteraient peu d'entrain pour le travail organisationnel. « Psychologiquement, les Suisses sont difficiles à mettre en mouvement, il faut leur mâcher le travail »¹²⁶, ne cesse de se plaindre Bagotski. « Vu le manque d'initiative du caractère suisse romand »¹²⁷, écrit Montandon, il faudrait commencer par organiser le mouvement en France. « La vie petite-bourgeoise que nous avons ici, surtout les conditions économiques spéciales à la Suisse, abrutit littéralement notre population »¹²⁸, ajoute un correspondant local. « Pour constituer des réseaux il faut avoir de l'amour, ne pas donner que du temps, aussi de l'argent, mais les Suisses ne sont pas capables de cela »¹²⁹, note un émigré russe. Selon la direction de la VOKS, le problème dépasse néanmoins le cadre de la Suisse : « Les étrangers n'aiment pas le travail organisationnel, ils n'aiment pas (surtout les Français) perdre leur temps dans les séances des comités. D'une manière générale, ils n'aiment pas les organisations. »¹³⁰

Il faut pourtant reconnaître que les pressions qui s'exercent en Suisse sur ceux qui osent franchir le pas du rapprochement culturel avec l'URSS ont de quoi freiner les vocations. Sans parler de « persécution »¹³¹, comme le font les Soviétiques, il existe, avant même les dispositions pénales des années trente, tout une gamme de rétorsions, allant du refus d'un prêt bancaire aux campagnes de calomnies, en passant par la perte d'un emploi et la guillotine sèche, l'inscription sur les listes noires patronales. Les archives soviétiques regorgent de témoignages de Suisses qui, à l'image d'Ella Maillart, finissent par s'abstenir de faire des conférences ou de publier des livres sur l'URSS, à la suite des attaques dont ils ont fait l'objet dans la presse¹³² ou par crainte d'être marginalisés professionnellement. Ses prises de position « en faveur de l'URSS auraient contribué à le mettre à l'écart de l'Université », souligne Bagotski à propos du professeur Stephan Bauer.¹³³ Les « tyranneaux de Genève » refusèrent à Edmond Privat, « pour motif politique, la place de professeur d'anglais à l'Université », se rappelle André Chavanne.¹³⁴ « Pour ma part j'ai perdu mon emploi », écrit Maria Birchmeyer, « et je ne peux rien retrouver car on boycotte

¹²⁵ Rapport de la VOKS 1932, F.5283/2/119, doc. 88, GARF.

¹²⁶ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 29.4.1929, F.9501/5/44, doc. 366, GARF.

¹²⁷ G. Montandon à S. J. Bagotski, janvier 1924, F.5283/1a/25, doc. 1, GARF.

¹²⁸ H.-L. Jeanmaire à VOKS, 8.1.1941, F.5283/5/864, doc. 111, GARF.

¹²⁹ H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, 23.2.1932, F.9463/1/ 31, doc. 274, GARF.

¹³⁰ Rapport de la VOKS en 1929, F.5283/1/100, doc. 24, GARF.

¹³¹ Rapport de la VOKS, sd, F.5283/2/109, doc. 83, GARF.

¹³² Lettre d'E. Maillart à M. Ingber du 31.3.1931, F.5283/6/846, doc. 192, GARF.

¹³³ Bagotski à VOKS, 20.1.1932, F.5283/6/874, doc. 168, GARF.

¹³⁴ André Chavanne, « Romain Rolland et la Suisse », *Romain Rolland* (collectif), Neuchâtel, Baccionière, 1969, p. 123.

ceux qui s'intéressent et manifestent leur attachement à la Russie soviétique. »¹³⁵ Nombreux sont aussi les cas de journalistes suisses dont on ne publie plus les papiers à la suite d'un article considéré comme trop favorable à l'URSS. Pour tous, l'affichage public d'une amitié avec la Russie soviétique provoque de fortes inimitiés : « Je me suis déjà fait plusieurs ennemis par la défense de l'URSS »¹³⁶, raconte Gustave Brocher. « Selon votre désir tous les Gouvernements non socialistes me haïssent et m'honnissent, tant mieux, j'aime la clarté »¹³⁷, écrit pour sa part Forel. « Le Gouvernement destitue tous ceux qui manifestent de la sympathie à l'égard de l'URSS sans tenir compte de la Constitution »¹³⁸, rapporte un correspondant de la VOKS. « Les conditions ici sont telles qu'il ne peut y avoir d'association à la façon allemande, car personne sauf des personnalités totalement indépendantes ne peut adhérer ouvertement »¹³⁹, ne cesse de répéter Bagotski.

Cette « répression suave »¹⁴⁰, comme l'ont qualifiée des politologues, prend une nouvelle dimension lors de l'adoption du décret du 2 décembre 1932 rendant incompatible un emploi dans l'administration fédérale avec l'appartenance au PC ou « à tout groupement dépendant largement d'organes étrangers ». Officiellement les dispositions ont pour objectif de protéger l'Etat démocratique contre tout extrémisme. « Néanmoins, les mesures [sont] en premier lieu dirigées, tant sur le plan temporel que sur celui de l'évaluation de la menace, contre la gauche, et, accessoirement contre l'extrémisme de droite. »¹⁴¹ Cette première criminalisation des idées et organisations communistes ne va dès lors cesser d'être renforcée et étendue.¹⁴² Aux arrêtés des 14 et 25 août 1936 interdisant la participation de citoyens helvétiques à la guerre d'Espagne, et à ceux du 3 novembre 1936 contre les « menées communistes »¹⁴³, s'ajouteront encore, malgré le récent rejet par le peuple d'une « loi sur la protection de l'ordre public »¹⁴⁴, l'interdiction des Partis communistes dans plusieurs cantons — Neuchâtel¹⁴⁵ et

¹³⁵ M. Birchmeyer et H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, 20.7.1931, F.5283/1/164, 24-28, GARF.

¹³⁶ G. Brocher à [Zlitchenko], 29.12 [1930], F.132/1/16, doc. 41, RGASPI.

¹³⁷ A. Forel à C. P. Zlitchenko, 5.12 1928, F.132/1/12, doc. 44, RGASPI.

¹³⁸ H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, 13.2.1931, F.9463/1/ 31, doc. 200, GARF.

¹³⁹ S. J. Bagotski à VOKS, 7.3.1931, F.5283/6/849, doc. 16, GARF.

¹⁴⁰ J'emprunte l'expression à François Masnata et Claire Rubattel (éd.), *Le pouvoir suisse. Séduction démocratique et répression suave*, Vevey, Editions de l'Aire, 1975.

¹⁴¹ Georg Kreis (éd.), *La protection politique de l'Etat en Suisse, l'évolution de 1935 à 1990*, Paris, Hachette, 2005, p. 248.

¹⁴² Ursina Jud, « Die Schweiz sieht rot. » Antikommunistische Gesetzgebung in der Schweiz 1932-1945", Mémoire de licence, Université de Fribourg, 2002.

¹⁴³ Arrêté condamnant l'importation de la presse de caractère communiste et la participation aux activités politiques de plusieurs associations affiliées, comme le SRI.

¹⁴⁴ Sébastien Farré, « Justice, interdictions et répression anticommunistes (1936-1945) », *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, pp. 197-198.

¹⁴⁵ Marc Perrenoud, « Les relations entre socialistes et communistes dans le canton de Neuchâtel (1931-1937) », Mémoire de licence, Université de Neuchâtel, 1981 ; François Tissot-Daguette,

Genève en 1937, Vaud¹⁴⁶, Schwyz, Obwald et Uri en 1938¹⁴⁷ — puis, au niveau fédéral, le 26 novembre 1940. Ces interdictions, appliquées de façon très large par les autorités qui ne font aucune distinction entre les différents types d'organisations¹⁴⁸, compliquent encore la mission de la VOKS et des amis suisses. « Il nous a dit qu'en Suisse il lui fallait se comporter avec prudence et réserve, et qu'il n'avait pas l'intention de faire des conférences », est-il noté par le rapporteur de la VOKS à propos d'Alfred Schmidt¹⁴⁹, le représentant en Suisse de la firme Ford.¹⁵⁰

Faute d'intellectuels de renom et de notables locaux, une proportion importante des amis suisses se recrute parmi les militants de gauche, docteurs, journalistes, écrivains et enseignants ayant déjà des liens institutionnels connus avec les organisations ouvrières, et d'anciens émigrés russes. Très isolé en Suisse, Bagotski peut ainsi s'appuyer sur quelques personnalités russes arrivées avant la Révolution d'Octobre pour fuir la répression tsariste. Il y a parmi eux Nicolas Roubakine, le célèbre bibliographe¹⁵¹, et son ami Paul Biriukov.¹⁵² Exilé en Suisse au tournant du siècle pour échapper à une condamnation de prison à la suite de ses actions en faveur des vieux croyants, Biriukov, qui est reparti en Russie de 1905 à 1911, est durant la Première Guerre mondiale avec Romain Rolland et d'autres, l'une des grandes voix pacifistes installées en Suisse. Favorable à la révolution, il accompagne en janvier 1919, en tant que représentant de la SRCR, un convoi de rapatriés désireux de rentrer en Russie. Revenu en Suisse en mars 1919 dans un train de Russlandschweizer, il est suspecté de bolchevisme, « car les autorités suisses ne pouvaient comprendre la différence entre nos convictions [tolstoïennes] et celles des bolcheviks. »¹⁵³ Durant les années suivantes, il effectue de nombreux séjours en Russie dans le cadre de ses activi-

“L'interdiction du Parti communiste dans le canton de Neuchâtel en 1937”, Mémoire de licence, Université de Neuchâtel, 1980.

¹⁴⁶ Cédric Suillot, “L'interdiction du Parti communiste dans le canton de Vaud (votation populaire des 29 et 30 janvier 1938). Une approche de l'anticommunisme en Suisse romande dans les années trente”, Mémoire de licence, Université de Lausanne, 1981.

¹⁴⁷ Comme le note Rauber, il n'existe pourtant dans ces trois derniers cantons aucune organisation communiste et sans doute aucun membre du Parti. André Rauber, « L'anticommunisme en Suisse, une quasi-doctrine d'Etat, entre phobie et manipulations de la légalité », *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, p. 190.

¹⁴⁸ Voir Beat Büchler, « « Grenzen der Freiheit ». Die Legitimierung der politischen Massnahmen gegen Kommunisten in der Schweiz im Spannungsverhältnis von Antikommunismus und materieller Beweislust, 1936-1941”, Mémoire de licence, Université de Berne, 2003.

¹⁴⁹ Alfred vient visiter son cousin, l'architecte zurichois Ernst Schmidt, qui travaille à Moscou.

¹⁵⁰ Rapport d'E. Tcherniak sur A. Schmidt, 1.2.1935, F.5283/6/911, doc. 6, GARF.

¹⁵¹ Senn, *Nicholas Rubakin. A Life for Books* ; Jean-François Fayet, « N. A. Roubakine (1862-1946) : un militant 'culturo-révolutionnaire' », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 19, Lausanne, AEHMO, 2003, pp. 71-87.

¹⁵² Alfred Erich Senn, « P. I. Biriukov: A Tolstoyan in War, Revolution and Peace », *Russian Review*, Vol. 32, n° 3, Jul. 1973, pp. 278-285.

¹⁵³ Cité par Romain Rolland, *Journal des années de guerre 1914-1919*, Paris, Albin Michel, 1952, pp. 1772-1773 et 1781-1783. Biriukov tenta par exemple d'intervenir en faveur des objecteurs de conscience dans l'Armée rouge.

tés pour la SRCR et le bureau d'information des sociétés russes de secours aux affamés.¹⁵⁴ Citons encore parmi les soutiens constants de Bagotski, Jacques Dicker, un socialiste révolutionnaire d'origine ukrainienne exilé à Genève depuis 1906. Naturalisé suisse en 1915, il milite au sein du PSG aux côtés de Léon Nicole, dont il est le théoricien et le principal conseiller. Membre du Parlement genevois dès 1919, fédéral depuis 1923, Dicker est l'avocat du Parti socialiste, mais aussi celui de Guilbeaux, de la mission Berzine et de la partie civile lors du procès de Conradi. Invité une première fois en URSS par l'OBI à l'automne 1924 sur recommandation de Bagotski, Dicker accueille régulièrement chez lui les Soviétiques de passage à Genève, comme Lounatcharski. Militante communiste, sa femme est liée à Regina Bagotski.¹⁵⁵

A ces quelques connaissances de la première heure viennent progressivement s'ajouter d'autres émigrés, initialement réticents, comme Arthème Melik Eltschian, voire très hostiles aux bolcheviks, comme le populiste Hilarion Rémézov. Avec la stabilisation du régime, la fin du boycott et plus encore depuis l'entrée de l'URSS à la SdN, d'autres ressortissants de Russie, la plupart ayant été naturalisés suisses, ou des enfants d'émigrés cherchent à rétablir des liens avec leur pays d'origine par le biais de la VOKS. Parmi les plus actifs, citons le docteur Nicolas Messis, un émigré russe établi à Berne depuis 1909. Naturalisé suisse, il commence par travailler à la suite de Starobinski comme secrétaire médical de Bagotski, puis entretient de 1931 à 1937 une longue correspondance avec la VOKS. Evoquons aussi Paul Gurewitsch, membre fondateur puis secrétaire de la société zurichoise Das Neue Russland et principal contact de la VOKS en Suisse après le départ de Bagotski en 1937. D'autres n'ont que des contacts ponctuels, à l'image de Gregor Rabinovitch et du vieux révolutionnaire Ossip Polin. Ce dernier, devenu professeur à l'Université de Saint-Gall, se contentera d'une visite à Moscou en 1928 dans le cadre des commémorations du centenaire de la naissance de Lev Tolstoï. Le phénomène n'est pas moins marqué parmi les femmes qui fréquentent les cercles des amis : Paulina Brupbacher, Rosa Grimm, Louba Jeanneret-Minkine, Madame Ruedi et Tamara Scheu, pour ne citer que les plus actives, sont toutes originaires de l'Empire des tsars. Venues pour la plupart en Suisse bien avant la Révolution d'Octobre pour faire des études universitaires¹⁵⁶, elles jouent grâce à leurs compétences professionnelles et linguistiques un rôle central dans les relations entre la Suisse et l'URSS. Au-delà des émigrés de l'Empire russe, une proportion très importante des Suisses actifs dans les relations culturelles entretiennent eux-mêmes un lien personnel avec la Russie indépendamment du régime. Fritz Brupbacher,

¹⁵⁴ Attestation de l'OBI-KZP, mars 1925, F.5283/1a/25, doc. 104, GARF.

¹⁵⁵ H. S. Rémézov à C. P. Zlintchenko, F. Svetlov et V. N. Rembelinski, 26.2.1931, F.9463/1/ 31, doc. 204, GARF.

¹⁵⁶ Sur l'histoire des étudiantes de l'Empire russe dans les universités suisses : Daniela Neumann, *Studentinnen aus dem Russischen Reich in der Schweiz (1867-1914)*, Zürich, Chronos Verlag, 1987.

Robert Grimm, Louis Gielly, Johannes Huber, Maurice Jeanneret-Minkine, George Montandon¹⁵⁷, Ruedi et le docteur Scheu sont mariés avec des Russes. Gustave Brocher a longtemps travaillé en Russie où vivait sa sœur. La mère d'Aloys Mooser est russe, il a lui-même vécu en Russie avant 1917 ; celle de Maria Birchmeyer est partie travailler en Russie alors que celle-ci était encore une enfant. Les frères de Karl Hofmaier et de Georg Schmidt exercent à Moscou dans les années trente, le mari de Vonwiller, la fille Perret, Germaine¹⁵⁸, et le fils Jeanneret-Minkine¹⁵⁹ aussi. Les amitiés russes sont souvent des histoires familiales.

Si les émigrés ne représentent pas la cible privilégiée de la VOKS dans la mesure où leur origine les prive de légitimité locale, les Soviétiques suivent néanmoins avec beaucoup d'attention « le processus de différenciation en cours parmi les groupes antisoviétiques de l'émigration ». Selon une résolution adoptée lors du XI^e congrès du PCR(b), « il est nécessaire que nos organisations s'approchent de ces groupes autrefois hostiles et qui souhaitent maintenant aider la classe ouvrière, même de façon infime »¹⁶⁰. Même si cela se limite à quelques cas — la colonie russe établie en Suisse dans le prolongement de la Révolution d'Octobre demeure dans sa grande majorité hostile au pouvoir communiste — les Soviétiques se réjouissent qu'une partie de l'émigration échappe à l'influence de Lodyginsky et d'Aubert. Pour la plupart, leurs motivations ne me semblent que modérément culturelles. Les intérêts de Gurewitsch ne sont pas moins économiques. Nombre d'entre eux cherchent surtout, à l'image de Dicker ou d'Eltschian, à soutenir les membres de leur famille restés en URSS. Rémézov, qui souffre du mal du pays, souhaite obtenir un droit de retour. Cette surreprésentation des immigrés russes n'est pas sans conséquence sur l'influence de la VOKS en Suisse. La presse locale est toujours prompte à souligner l'origine étrangère de ceux qui fréquentent les cercles de gauche ; les amis suisses finiront eux-mêmes par insister sur ce point. « Afin de ne pas donner de sujet d'attaque nous ne recevons pas de citoyens russes dans nos rangs, mais nous ne refusons par leur collaboration extérieure »¹⁶¹, écrit Maria Birchmeyer. « Tous sont suisses »¹⁶², ajoute la même à propos de trois nouveaux adhérents de la société. « J'estime que ce qui est important pour les relations entre la Suisse et l'URSS, c'est de laisser agir à Genève les citoyens suisses et d'éviter de donner l'impression que ce que l'on dit ici de l'URSS est dicté de Moscou ou

¹⁵⁷ Au cours de son voyage en Russie pour le CICR, G. Montandon s'est marié à Vladivostok avec une communiste russe de 22 ans, Marie Zviaghina, fille d'un célèbre chirurgien, dont il a deux filles et un fils.

¹⁵⁸ Huber, *Stalins Schatten in die Schweiz*, p. 308.

¹⁵⁹ Il s'agit d'Henri, médecin, qui travaille en URSS de janvier 1936 à août 1937. Voir le récit rétrospectif de cette expérience recueilli par son fils : Pierre Jeanneret, *Un médecin lausannois en URSS, 1936-1937* [de Moscou aux cimes du Caucase], Vevey, Editions de l'Aire, 2011.

¹⁶⁰ Résolution du XI^e congrès du PCR(b), 27 mars – 2 avril 1922, F.9501/5/44, doc. 25, GARF.

¹⁶¹ Rapport de M. Birchmeyer sur la société, 1930, F.9463/1/37, doc. 9, GARF.

¹⁶² M. Birchmeyer à VOKS, 31.9.1931, F.5283/6/847, doc. 17, GARF.

d'agents de Moscou »¹⁶³, note pour sa part le leader des socialistes genevois Léon Nicole.

L'autre figure récurrente parmi les amis suisses est le militant socialiste. A la différence de ce qui s'est passé en France et en Allemagne, mais à l'image de la Belgique¹⁶⁴, de l'Autriche et dans une moindre mesure de l'Italie, en Suisse seule une infime minorité des socialistes a voté en faveur des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste. Le PCS, résultant de la fusion entre cette minorité issue de la scission de 1921 et le groupe des Altkommunisten formé par le jeune zurichois Jakob Herzog en 1918¹⁶⁵, ne compte que 6400 membres presque exclusivement répartis dans les villes alémaniques de Zurich, Bâle et Schaffhouse.¹⁶⁶ Un chiffre qui va d'ailleurs rapidement chuter (4691 membres en 1923 dont seulement 3400 qui paient leurs cotisations¹⁶⁷, puis 2200 en 1931¹⁶⁸), cantonnant le communisme à la marge du mouvement ouvrier suisse : 1,8 % des voix aux élections nationales de 1927, 1,5 % à celles de 1931 malgré un plus grand nombre de listes déposées.¹⁶⁹ En Suisse romande, le communisme est si faible que le secrétariat romand du PCS est fermé en 1922. A titre d'exemple Genève, pourtant décrite par les milieux anticommunistes locaux comme un foyer révolutionnaire, ne compte durant l'entre-deux-guerres qu'une soixantaine de communistes inscrits ; au maximum trente dans le canton de Vaud selon son principal dirigeant Emile Depierraz.¹⁷⁰

Le PSS, qui depuis le congrès de Bâle en 1919 n'est plus membre de la II^e Internationale, demeure ainsi dans les années vingt relativement plus à gauche que les partis sociaux-démocrates européens qui ont été amputés de leurs militants les plus radicaux. Ce phénomène prend une forme très marquée en Suisse romande, où les partisans de la gauche zimmerwaldienne ont préféré rester au sein de leur organisation, orientant ainsi les sections cantonales sur une ligne nettement plus à gauche que celle de la direction nationale.¹⁷¹ Minoritaire dans le canton de Vaud et au Tessin, la gauche socialiste domine la section genevoise durant tout l'entre-deux-guerres. Notons que même en Suisse allemande où les centristes ont la majorité, comme dans la section socialiste de Berne dirigée par

¹⁶³ L. Nicole à S. J. Bagotski, SRCR (*sic* !), 17.4.1931, F.5283/6/849, doc. 62-64, GARF.

¹⁶⁴ Le PCB formé en septembre 1921 ne dépasse pas un millier de membres jusqu'en 1927.

¹⁶⁵ Hans Ulrich Jost, *Die Altkommunisten, Linksradikalismus und Sozialismus in der Schweiz 1919-1921*, Schweiz, Verlag Huber Frauenfeld, 1976. L'exécutif de l'IC est représenté par Itchner au congrès de fusion.

¹⁶⁶ Peter Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz 1921-1931*, Bern, Francke, 1980, p. 37.

¹⁶⁷ Rapport du représentant du CEIC, 1923, F.495/91/32, doc. 4, RGASPI.

¹⁶⁸ Statistiques des membres, Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz*, p. 100.

¹⁶⁹ André Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse. Du XIX^e siècle à 1943*, Genève, Slatkine, 1997, p. 270.

¹⁷⁰ Cité par Pierre Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande. La vie du Dr Maurice Jeanneret-Minkine (1886-1953)*, Lausanne, Editions de l'Aire, 1991, p. 300.

¹⁷¹ *Ibidem*, p. 139.

Robert Grimm¹⁷², l'expérience soviétique, sans faire l'unanimité dans toutes ses dimensions, suscite beaucoup d'intérêt, notamment d'un point de vue économique. Ils « rêvent », écrit Bagotski à propos de Nicole et de Grimm, « (mais il ne peut être question pour l'instant de plans concrets) d'un rapprochement sous n'importe quelle forme avec la III^e Internationale (le Parti suisse n'étant pas entré dans la II^e). »¹⁷³ Conscients de l'hostilité suscitée par la scission du mouvement ouvrier auprès de leurs militants, Léon Nicole à Genève, le Lausannois Maurice Jeanneret-Minkine et le Bernois Robert Grimm, entendent dépasser la division institutionnelle du prolétariat en soutenant des actions unitaires avec les quelques communistes de leurs cantons respectifs, voire même en passant par-dessus leurs têtes.¹⁷⁴ Cette volonté de ne pas se laisser déborder sur leur gauche, de ne pas laisser les communistes capitaliser à leur profit l'intérêt bien réel des ouvriers suisses pour l'expérience soviétique, amène nombre de socialistes de gauche et du centre à jouer un rôle important dans les relations culturelles avec la Russie et à s'engager pour la défense de l'URSS. « Il faut que l'on sache », proclame Grimm, « que si les puissances capitalistes essaient d'attaquer la Russie soviétique, les cœurs de tous les travailleurs du monde, sans se soucier de ces divergences, battront pour la Révolution russe, et les bras ouvriers se saisiront de tous les moyens permettant d'en prendre le plus efficacement la défense. »¹⁷⁵ En 1932, Jeanneret-Minkine, Nicole et d'autres socialistes suisses participent aussi au Congrès pour la paix, organisé à Amsterdam par Münzenberg.¹⁷⁶ Ce sentiment de solidarité s'accroît à partir de 1933, et plus encore depuis 1935-1936, lorsque l'URSS apparaît aux socialistes comme le seul bastion de résistance antifasciste.¹⁷⁷ A cette époque, Hans Oprecht, qui préside le Parti depuis 1936, Albert Bachofner de Winterthur, le couple Scheu à Zurich, le secrétaire du PS bernois et conseiller national Fritz Giovanoli¹⁷⁸, celui du PS

¹⁷² Sur la position de Grimm à l'égard des 21 conditions d'admission voir, Marc Vuilleumier, « Eine internationale Führungsfigur des Sozialismus », Bernard Degen, Hans Schächli, Adrian Zimmermann (Hrsg.), *Robert Grimm : Marxist, Kämpfer, Politiker*, Zürich, Chronos, 2012, pp. 70-72.

¹⁷³ S. J. Bagotski à M. M. Litvinov, 5.3.1926, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 395.

¹⁷⁴ Selon Marc Vuilleumier, « La surveillance politique à Genève : quelques cas (1920-1934) », p. 262, il s'agit d'une tactique du PSG de Nicole consistant à ignorer systématiquement ses adversaires communistes pour les réduire à l'insignifiance.

¹⁷⁵ Discours de R. Grimm, juin 1932, cité par Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande*, p. 278.

¹⁷⁶ C'est Léon Nicole qui, lors du congrès, lit la déclaration de ralliement à l'URSS des 347 socialistes présents.

¹⁷⁷ Sur le processus de rapprochement dans le cadre de la mise en place d'un Front uni en Suisse allemande : Peter Huber, *Kommunisten und Sozialdemokraten in der Schweiz 1918-1935. Der Streit um die Einheit front in der Zürcher und Basler Arbeitschaft*, Zürich, Limmat Verlag, 1986.

¹⁷⁸ Christine Gehring, « Die Anfänge der Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion », Peter Brag, Carsten Goehrke (Hrsg.), *Bild und Begegnung. Kulturelle Wechselseitigkeit zwischen der Schweiz und Osteuropa im Wandel der Zeit*, Basel, Helbig & Lichtenhahn, 1996, p. 597.

tessinois Guglielmo Canevascini¹⁷⁹ et d'autres, se joignent à la constellation des mouvements philosoviétiques par antifascisme. Sans aller aussi loin, la droite du parti, Charles Naine, Ernest-Paul Graber qui est le secrétaire du PS romand, les cadres syndicaux, tous très anticommunistes, sont eux-mêmes favorables à la reprise des relations diplomatiques avec l'URSS. Le PSS, qui opère une nette distinction entre l'Etat de la révolution et ses partisans locaux, les communistes suisses, est ainsi le seul parti, hors des communistes, à interpellier régulièrement le Gouvernement sur cette question.¹⁸⁰

Ajoutons pour compléter cette esquisse d'un portrait collectif la forte présence parmi les acteurs du rapprochement philosoviétique des milieux économiques de Suisse allemande : ingénieurs, architectes, industriels et professionnels du tourisme. Si elle intéresse beaucoup Bagotski, cette composante n'appartient pas, comme les deux précédentes d'ailleurs, au public cible de la diplomatie culturelle soviétique. La VOKS doit ainsi régulièrement rappeler à son représentant en Suisse que son objectif consiste à entrer en contact avec des représentants du monde des arts et de la culture, et non pas avec des hommes d'affaire.

Même en tenant compte de ces limites quant à l'adéquation de leur profil avec le public recherché, la liste annuelle des correspondants de la VOKS en Suisse confirme l'extrême modestie du réseau tissé. Quatre années après sa création, la Société soviétique pour les échanges culturels ne compte que onze contacts en Suisse, dont sept sont des institutions (bibliothèques, maisons d'édition, revues) ; la correspondance avec la Suisse se résume alors à quatorze lettres reçues et onze envoyées. Le nombre de correspondants augmente nettement en 1930 se hissant à seize pour les institutions et vingt-sept pour les particuliers.¹⁸¹ La même année, la VOKS a reçu quarante-huit lettres et en a envoyé soixante. En 1933, lors du passage de la Suisse du département latin au département Europe centrale, la liste des interlocuteurs de la VOKS en Suisse se limite à dix institutions et seize personnes. « Comme vous le voyez, nos contacts ne sont pas seulement insuffisants en qualité mais aussi en quantité », commente le responsable de la Suisse. « C'est pourquoi nos liens en Suisse doivent être non seulement approfondis, mais élargis. »¹⁸² La plupart de ces contacts institutionnels, auxquels la VOKS se contente d'envoyer des publications, relèvent du réseau CR (l'UISE, le BIT et la SdN, le Sanatorium universi-

¹⁷⁹ Nelly Valsangiacomo Comolli, *Storia di un leader : vita di Guglielmo Canevascini 1886-1965*, [Lugano], Fondazione Pellegrini-Canevascini, cop. 2001.

¹⁸⁰ La première interpellation en ce sens fut faite en septembre 1918 par F. Platten et treize autres conseillers nationaux socialistes. En mai 1924, c'est le socialiste et vieil ami de Bagotski Johannes Huber qui dépose au Conseil national une interpellation demandant, au nom de la raison d'Etat, l'établissement de rapports diplomatiques normaux. Les interpellations sont plus nombreuses encore dans les années trente.

¹⁸¹ Rapport d'activité du secteur latin de la VOKS, C. I. Rabinovitch, 9.11.1930, F.5283/2/62, doc. 17, GARF.

¹⁸² VOKS à S. J. Bagotski, 1933, F.5283/6/892, doc. 29, GARF.

taire de Leysin) ou des AUS (Sozialdemokratischer Lehrerverein du Canton de Berne, Marxistische Studentgruppe de Zurich).¹⁸³ Parmi les individualités, plusieurs ne représentent de l'aveu même de la VOKS que « peu d'intérêt pour nous ». Quant à la plupart des autres, auxquels la VOKS continue d'adresser du matériel, « nous ne savons rien de l'utilisation qu'ils en font. »¹⁸⁴ En 1934, la liste des personnes qui en Suisse entretiennent des liens culturels avec l'URSS contient trente noms.¹⁸⁵ Mais quatre personnes — Paul Gurewitsch, le Dr Nicolas Messis, le musicologue genevois Aloys Mooser et le journaliste socialiste Maurice-D. Perret — envoient à elles seules plus de 60 % des quatre-vingt-dix-sept lettres reçues.¹⁸⁶ « Les liens avec les institutions scientifiques de Suisse sont très faibles, presque inexistantes »¹⁸⁷, confirme le rapport annuel. « Le fascisme progresse en Suisse à un rythme tel que la majorité des représentants de la petite intelligentsia, qui sont aussi des fonctionnaires de l'Etat, craignent de se compromettre en entretenant le moindre lien avec l'URSS. »¹⁸⁸ « En 1936 la situation ne s'est pas améliorée malgré quelques nouveaux liens avec des artistes »¹⁸⁹, fait état le bilan réalisé en janvier 1937. Six mois plus tard, dans le dernier courrier envoyé à Bagotski avant son retour définitif en URSS, la VOKS conclut : « Vos réflexions sur les possibilités de réanimer le travail culturel en Suisse nous amènent à constater que tant en Suisse allemande qu'en Suisse française, les relations avec nos correspondants sont extrêmement faibles. »¹⁹⁰ A partir de 1938, la plupart des correspondants figurant encore sur les listes de la VOKS sont inactifs depuis longtemps. Cette absence de masse critique est plus manifeste encore si l'on tient compte du fait que ce sont souvent les mêmes personnes que l'on retrouve dans les différentes sociétés philosoviétiques et les multiples campagnes organisées en faveur de l'URSS, que celles-ci entendent célébrer sa culture ou dénoncer la guerre, l'impérialisme ou le fascisme. Les communistes zurichois et amis personnels de Bagotski, Max et Minna Tobler, cumulent par exemple toutes les appartenances, du SOI aux AUS, en passant par le SRI et les différentes Sociétés des ARN ; à Bâle c'est Georg Schmidt que l'on retrouve dans la plupart des sociétés et événements culturels (publications-expositions) ayant un lien avec la Russie.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement en Suisse que les résultats de cette politique de rapprochement avec les élites occidentales sont décevants, du moins s'agis-

¹⁸³ Liste des correspondants de la VOKS en Suisse, décembre 1933, F.5283/6/889, doc. 50-55, GARF.

¹⁸⁴ Cela concerne plus de la moitié des correspondants. Liste des correspondants de la VOKS en Suisse, décembre 1933, F.5283/6/889, doc. 50-55, GARF.

¹⁸⁵ *Ibidem*, doc. 1-3, GARF.

¹⁸⁶ Rapport de la VOKS sur la situation en Suisse, 1934, F.5283/6/889, doc. 5, GARF.

¹⁸⁷ *Idem*.

¹⁸⁸ Plan de travail de la VOKS pour l'année 1935 en Suisse, F.5283/2/162, doc. 20, GARF.

¹⁸⁹ Rapport de la VOKS sur la Suisse, 17.1.1937, F.5283/6/931, doc. 67, GARF.

¹⁹⁰ VOKS à S. J. Bagotski, 10.6.1937, F.5283/6/931, doc. 57, GARF.

sant de la constitution de sociétés. Après une année d'activité, la VOKS compte quinze sociétés, puis dix-huit en 1926, vingt en 1927, dix-neuf en 1928.¹⁹¹ Le maximum est atteint en 1929 avec « vingt et une associations réparties dans quinze pays ». ¹⁹² Mais aucune de ces sociétés ne parvient à se transformer en organisation de masse : selon le rapport de l'année 1929, la société autrichienne compte 250 membres, celle d'Angleterre 407, celle des Pays-Bas 700.¹⁹³ Malgré son dynamisme, la société allemande qui revendique 800 membres en 1926, 1000 en 1928, puis 1200 en 1929, ne recense lors de sa dissolution en 1933 que 1500 adhérents, ce qui demeure très modeste en comparaison des 30 000 membres du Bund der Freunde der Sowjetunion au même moment. Les Sociétés des ARN, souligne le rapport de 1931 envoyé par la VOKS à la section agitprop du CEIC, « rassemblent surtout des intellectuels des classes supérieures et des couches intermédiaires, plus des bourgeois, des industriels et des commerçants, mais pas encore la masse des travailleurs intellectuels. Cela explique que beaucoup de sociétés ne fassent encore qu'un travail de simple information, prenant parfois la forme d'une douteuse neutralité. »¹⁹⁴

L'exemple helvétique confirme le peu de pertinence d'une approche quantitative des Sociétés des ARN pour appréhender la réalité de l'influence de la VOKS à l'étranger. La Suisse de l'entre-deux-guerres voit éclore une multitude de groupes philosoviétiques dans différentes villes. Mais aucune de ces sociétés ne parvient à s'inscrire dans la durée, et moins encore à couvrir l'ensemble du territoire, ou au moins deux des trois espaces linguistiques. Toutes sont des sociétés sous perfusion, « sans force propre capable d'organiser des événements. »¹⁹⁵ L'histoire des Sociétés suisses d'échanges culturels avec la Russie et l'URSS raconte ainsi surtout celle de quelques tentatives, souvent vaines, reposant sur le travail d'un nombre infime de personnes. Presque une histoire de famille et de ses querelles.

¹⁹¹ Chiffres de croissance de la VOKS, bureau d'échange des publications, 1929, F.5283/1/100, doc. 104-106, GARF.

¹⁹² Rapport de la VOKS en 1929, F.5283/1/100, doc. 24, GARF.

¹⁹³ Rapport de la VOKS en 1929, F.5283/1/100, doc. 70, GARF.

¹⁹⁴ Rapport de la VOKS à l'agitpropotdel du CEIC, 1931, F.495/30/732, doc. 174, RGASPI.

¹⁹⁵ S. J. Bagotski à VOKS, 20.1.1932, F.5283/6/874, doc. 168, GARF.

Chapitre 10

La Société d'études documentaires sur la Russie contemporaine (SEDRC) : une société « d'âmes mortes »

Dans tous les pays se constituent des sociétés d'études documentaires impartiales sur la Russie soviétique. Le bouleversement apporté à ce pays par la révolution, les sympathies et les antipathies qu'elle a déclenchées, ont obscurci momentanément la vision de ce qui s'est passé et se passe derrière l'écran des événements politiques. Dans les pays qui nous entourent des intellectuels avides de vérité historique, ou des industriels et des commerçants intéressés à la reprise des relations avec l'Europe orientale, ont jugé que le moment est venu de se faire une idée des choses conforme à la réalité des faits. [...] L'appel que nous lançons en Suisse est adressé à ceux qui désirent être informés des choses de la Russie en dehors de tout parti pris dans un sens ou dans l'autre. Mettant à l'écart les questions politiques, la nouvelle société compte échanger avec des intellectuels de Russie et fournir à ses membres, et au public, en collaboration avec les sociétés similaires des pays voisins, des renseignements et des moyens de se renseigner sur les événements concernant l'instruction publique, les beaux-arts, les sciences de l'Homme, la médecine, la science, l'agronomie, la colonisation, voire l'industrie et le commerce de la Russie actuelle.¹

La première mention d'une tentative de création en Suisse d'une Société de relations culturelles avec l'URSS date de mai 1924², une année exactement après l'assassinat de Vorovski, et dans la même ville de Lausanne. Plus qu'un sym-

¹ Appel de la SEDRC, texte manuscrit rédigé par G. Montandon, 1924, F.5283/7/836, doc. 1, GARF.

² Selon G. Montandon, la SEDRC a été fondée le 22.5.1924 (annonce du *Bund* des 26, 27 et 29 mai 1924).

bole, c'est un acte de résistance au consensus ambiant. Depuis son arrivée en Suisse en 1918, Bagotski s'est bien efforcé d'« organiser dans une série de villes des groupes de citoyens suisses ayant du poids politique et de la sympathie pour la Russie, afin qu'au moment décisif ils nous appuient auprès des institutions suisses »³. Mais à l'exception d'un cercle de médecins suisses de ses connaissances⁴, d'anciens émigrés et de quelques amis socialistes de longue date comme Johannes Huber, le délégué n'a pendant plusieurs années aucun contact avec des personnalités suisses « indépendantes » comme disent les Soviétiques, alors que des sociétés culturelles existent déjà dans nombre de pays. C'est paradoxalement la frénésie antisoviétique provoquée par le meurtre de Vorovski à la conférence de Lausanne, puis le procès acquittant l'assassin qui, selon Bagotski, « nous rapproche des Lausannois et de l'opposition sociale-démocrate dans d'autres villes »⁵. Sans être des partisans de la Russie rouge, un très petit nombre de Suisses sont effectivement choqués par le verdict et le flot de haine qui se déverse de façon continue sur la jeune République soviétique dans la presse locale.

L'homme fort et « principal initiateur » de cette première société comme le qualifie Bagotski dans ses rapports à Moscou, est le docteur et anthropologue George Montandon. Né en 1879 dans le canton de Neuchâtel, dans une famille d'industriels d'origine française, il a suivi des études de médecine à la faculté de Genève, puis de Zurich où il pratique de 1906 à 1908 la chirurgie à la clinique universitaire avant d'ouvrir son propre cabinet médical. Fasciné par l'anthropologie, il prend part dès 1909 à des expéditions scientifiques dans divers pays d'Afrique et d'Asie. Les documents inédits qu'il rapporte de son voyage d'Éthiopie lui ouvrent en 1912 les portes des plus prestigieuses sociétés de géographie d'Europe où il est appelé à donner des conférences.⁶ Commandeur de l'Étoile d'Éthiopie, lauréat de la Société de géographie de Paris, membre correspondant de la Société de géographie de Genève, Montandon s'installe comme médecin à Lausanne. Engagé volontaire en 1914 dans un hôpital militaire français de Bourg-en-Bresse, il revient s'établir dans la capitale vaudoise en 1916, où il fréquente un autre médecin de gauche, qui jouera comme lui un rôle important dans les amitiés philosoviétiques, le docteur Maurice Jeanneret-Minkine. En 1919, le CICR lui confie la mission de négocier et d'organiser le rapatriement de prisonniers de guerre autrichiens retenus en Sibérie par le port de Vladivostok, sur l'océan Pacifique. Parti de Genève en mars 1919, il traverse

³ Rapport de S. J. Bagotski, 16.9.1818, F.9501/6/1, doc. 52, GARF.

⁴ S. J. Bagotski à CC SRCR, 30.6.1923, F.9501/6/33, doc. 3, GARF. En 1923, Bagotski « continue à entretenir de bons rapports avec les groupes philanthropiques de Saint-Gall et Berne créés à mon initiative ». Liste de médecins suisses membres des comités d'aide médicale, 1923, F.9501/6/43, GARF.

⁵ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 6.11.1924, F.5283/6/836, doc. 31, GARF.

⁶ En 1913, il publie chez Attinger, à Neuchâtel, et aux éditions Challomel, à Paris, *Au Pays Ghimira*, un récit de son périple, ouvrage de 424 pages avec 14 cartes, 300 graphiques et photographies.

la Russie en pleine guerre civile par le transsibérien. Parallèlement à ses activités en faveur des prisonniers, l'anthropologue profite de son voyage pour étudier la morphologie des divers peuples sibériens confortant ainsi sa réputation de spécialiste des civilisations extra-européennes. Mais la curiosité de Montandon est aussi politique. A Moscou, il s'entretient avec des communistes russes, dont l'économiste Evguéni Préobrajenski, co-auteur avec Boukharine de l'*ABC du communisme*. Il rencontre aussi le Français Henri Guilbeaux, qui avait fondé la revue *Demain* à Genève, et le communiste zurichois Hans-Heinrich Itschner, réfugié en Russie depuis 1920 afin d'échapper à des poursuites judiciaires pour activité révolutionnaire.⁷ Montandon est séduit par le dynamisme et l'égalitarisme de ces jeunes dirigeants. Dès son retour en Suisse, il esquisse dans une série de conférences un portrait positif, bien que relativement nuancé, de la Russie soviétique qui lui vaut immédiatement d'être accusé de défendre des « idées bolchevistes avancées ». Désavoué par le CICR, attaqué dans la presse, écarté d'un poste de professeur d'ethnologie à l'Université de Neuchâtel⁸, Montandon confirme pourtant son soutien en publiant en 1923 chez un éditeur parisien un ouvrage intitulé *Deux ans chez Koltchak et chez les Bolcheviques pour la Croix-Rouge de Genève, 1919-1921*, qui paraît également en allemand à Vienne.⁹ Ce témoignage qui suscite de vives protestations émanant des organisations nationales de la CR, va amener le CICR à astreindre dorénavant ses collaborateurs au silence par contrat. S'agit-il d'une commande de Moscou ? C'est fort probable. Montandon est vraisemblablement déjà encarté au Parti et en contact étroit avec Bagotski. Le docteur fait en effet partie des quelques Suisses invités à rencontrer la délégation soviétique à Lausanne quelques jours avant l'assassinat de Vorovski par Conradi.¹⁰ C'est d'ailleurs lui qui donne les premiers soins aux blessés. On le retrouve ensuite aux côtés de Bagotski derrière le corbillard de Vorovski dans plusieurs manifestations publiques.¹¹ Il est enfin l'un des rares Suisses à apporter un témoignage favorable aux Soviétiques lors du procès de l'assassin.

En janvier 1924, à la suite d'un séjour parisien lors duquel il s'est entretenu avec des intellectuels français proches du communisme comme les membres du groupe *Clarté*¹² (Maurice Parijanine, Marcel Fourier), Amédée Dunois de la

⁷ Hans-Ulrich Jost, *Linksradikalismus in der deutschen Schweiz, 1914-1918*, Bern, Verlag Stämpfli, 1973, pp. 117-120 et Huber, *Stalins Schatten in die Schweiz*, p. 303.

⁸ En 1921, le docteur George Montandon fut désigné par le conseil de faculté de l'Université de Neuchâtel à un poste vacant de professeur d'ethnologie, mais le Conseil d'Etat refusa de ratifier le choix de la faculté, officiellement pour des raisons d'économies, mais probablement aussi pour des raisons politiques.

⁹ *Deux ans chez Koltchak et chez les Bolcheviques pour la Croix-Rouge de Genève, 1919-1921*, Paris, Félix Alcan, 1923 ; *Im Schmelztiegel des Fernen Ostens. Geschichte der sibirischen Mission des IKRK zu Gunsten der österreichischen und ungarischen Kriegsgefangenen (März 1919 bis Juni 1921)*, Wien, Manz, 1923. En 1924, Kameneva propose au Gosizdat de le traduire en russe, F.5283/6/836, doc. 33, GARF.

¹⁰ Gattiker, *Conradi*, pp. 231-232.

¹¹ Senn, *Assassination in Switzerland*, pp. 172-173.

¹² Sur cette revue voir Nicole Racine, « Une revue d'intellectuels communistes dans les années vingt : "Clarté" (1921-1928) », *Revue française de science politique*, 1967, vol. 17, n° 3, pp. 484-519.

direction du PCF et Mathias Morhardt, un des fondateurs de la Ligue des droits de l'homme, Montandon fait savoir à Bagotski, qu'il envisage de s'atteler à la création, en France et en Suisse, de groupes d'intellectuels favorables à la Russie. Le but de ces sociétés qui devraient s'intituler les Amis de la Russie nouvelle consisterait « à éclairer le public sur la régénération de la Russie et à appuyer la reprise de relations normales avec ce pays »¹³. « J'aime à croire qu'un tel mouvement sera vu favorablement en Russie comme en Suisse malgré la situation officielle anormale en ce moment entre nos deux pays. »¹⁴ L'information est transmise par Bagotski à Moscou, auprès de la Commission pour l'aide étrangère à la Russie, qui va faire son possible pour appuyer cette initiative en envoyant du matériel de propagande. Pendant trois mois, Montandon et Bagotski multiplient les consultations afin de constituer un comité de parrainage. Nombres de personnes contactées déclinent l'offre, en particulier les fonctionnaires qui craignent de passer pour des communistes. « Il est difficile en raison du boycott de la Suisse par l'URSS de trouver des personnalités suisses de poids décidées à franchir le pas »,¹⁵ écrit Montandon. « Adhérer officiellement équivaut à s'exprimer contre la politique de leur Gouvernement. Cette circonstance gêne les adhésions de toutes les personnes qui ne sont pas totalement indépendantes »¹⁶, confirme Bagotski.

Malgré ces difficultés, le comité de parrainage de la première société helvétique des Amis de la Russie nouvelle — dénommée Société d'études documentaires sur la Russie contemporaine (SEDRC) « afin de pouvoir travailler plus largement »¹⁷ — contient les noms d'importantes personnalités culturelles, intellectuelles et scientifiques de Suisse romande comme Nicolas Roubakine¹⁸, Auguste Forel et Edmond Privat¹⁹, qui sont tous personnellement liés depuis la guerre à Romain Rolland. Le premier est une « célébrité du monde scientifique et intellectuel »²⁰, une « Encyclopédie de la Russie nouvelle à lui tout seul »²¹, disait de lui Romain Rolland. Il sera la caution culturelle de la SEDRC. Exilé en Suisse depuis 1907, ce militant de l'émancipation du peuple par les livres y demeure jusqu'à sa mort en 1946, sans jamais demander sa naturalisation. Séduit par le dynamisme de la colonie russe de Suisse qui comptait avant-guerre de nombreuses personnalités culturelles et politiques, Roubakine s'était installé dans la

¹³ G. Montandon à S. J. Bagotski, janvier 1924, F.5283/1a/25, doc. 1, GARF.

¹⁴ G. Montandon à S. J. Bagotski, 29.5.1924, F.5283/6/836, doc. 16, GARF.

¹⁵ *Ibidem*, doc. 21, GARF.

¹⁶ S. J. Bagotski à la Commission pour l'aide étrangère à la Russie, 7.5.1924, F.5283/1a/25, doc. 20, GARF.

¹⁷ S. J. Bagotski à KZP, 21.3.1924, F.5283/1a/25, doc. 126, GARF.

¹⁸ Duchatelet, « Introduction » à Romain Rolland, *Voyage à Moscou, juin-juillet 1935*, p. 30.

¹⁹ Romain Rolland, *Quelques lettres à Edmond Privat*, Pierre Hirsch (éd.), Lausanne, Faculté des lettres de l'Université, 1966. Ce lien d'amitié est aussi souligné par André Chavanne, « Romain Rolland et la Suisse », *Romain Rolland* (collectif), Neuchâtel, Baconnière, 1969, p. 123.

²⁰ S. J. Bagotski à KZP, 8.3.1924, F.5283/1a/25, doc. 17, GARF.

²¹ Romain Rolland, *Journal des années de guerre 1914-1919*, p. 699.

banlieue de Montreux, à Baugy-sur-Clarens, où il avait repris ses activités en constituant une bibliothèque qui s'impose rapidement comme le point de rencontre de tous ceux qui en Suisse s'intéressent à la Russie. Pacifiste pendant la guerre, il participe à la création en 1914 d'un Club russe installé à Montreux qui prend l'initiative d'organiser des bibliothèques pour les soldats russes prisonniers en Allemagne ou internés en Suisse. Farouche adversaire du tsar, ce qui l'a amené à collaborer avec les révolutionnaires les plus intransigeants, Roubakine est pourtant fondamentalement un modéré, un partisan de la révolution par l'éducation, ce qui le rapproche plus de Lev Tolstoï — « l'homme qui m'a appris l'art de la propagande »²² — que des partisans de la violence révolutionnaire.²³ « Tant que le tsarisme durait », écrit Romain Rolland qui l'admire beaucoup, « ce bourgeois riche et intellectuel, ami de Milioukov, se trouvait d'accord avec les autres réfugiés [les plus radicaux] pour mener la lutte contre l'ennemi commun. Mais cet ennemi à terre, l'union ne subsiste plus. Les sympathies de Roubakine sont largement satisfaites par la victoire des grands bourgeois libéraux qui composent le Gouvernement provisoire [issu de la Révolution de Février 1917]. »²⁴ Cette appréciation est confirmée par le profil psychologique assez sévère que Roubakine esquisse au même moment de Lénine : « C'est par-dessus tout un homme de volonté et d'émotion. [...] tout ce qui se trouve sur sa route est écrasé. [...] A long terme, il est inévitable qu'un homme avec un tel caractère, si chargé d'émotion et d'énergie, et avec une telle impatience à l'égard des opinions d'autrui, devienne un égocentrique politique. [...] Ses idées, ses efforts, ses intentions, son programme, son parti et ses tactiques sont pour lui le début et la fin de toute chose. [...] De cette tournure d'esprit au despotisme — un despotisme au service d'une idée — il n'y a qu'un pas. »²⁵ Bien qu'inquiet de la terreur rouge, Roubakine considère que la prise du pouvoir par les bolcheviks en octobre 1917 est un « acte logique et presque inévitable », dont la responsabilité revient selon lui principalement aux Alliés de la Russie. En refusant de voir la situation de faiblesse dans laquelle se trouvait la Russie et en obligeant le Gouvernement provisoire à continuer la guerre, les puissances de l'Entente ont dangereusement fragilisé la jeune démocratie russe et contribué ainsi à la prise du pouvoir par les bolcheviks, écrit-il dans un mémorandum remis en décembre 1917 à l'ambassadeur de France en Suisse.²⁶ Pour les autorités fédérales qui

²² N. A. Roubakine, « Lev Tolstoï, théoricien de la propagande », *Novoe rousskoe slovo*, New York, 25 janvier et 1^{er} mars 1925. Notons au passage que Tolstoï lui reprochait de privilégier les sciences exactes aux dépens des sciences de la vie.

²³ En 1916, Rolland écrivait ainsi que « Roubakine croit à la Révolution russe. Il entend par là non pas un terrorisme sanglant (qui d'ailleurs peut se produire, et qu'il n'approuve pas), mais simplement l'opposition victorieuse du régime actuel », *Journal des années de guerre 1914-1919*, p. 764.

²⁴ *Ibidem*, p. 1140.

²⁵ N. A. Roubakine, « Lénine-Oulianov, l'homme et le révolutionnaire », 1918, réédité par Sylva Simsova (ed.), *Lenin, Krupskaja and libraries*, London, C. Bingley, 1968, p. 54.

²⁶ Cité par Senn, *Nicholas Rubakin*, pp. 48-49.

en décembre 1918 perquisitionnent sa bibliothèque dans le cadre de l'enquête sur les activités bolcheviques en Suisse, « il ne paraît pas se livrer à la propagande bolcheviste »²⁷. De son côté Bagotski écrit de lui que « son attitude à l'égard du Gouvernement soviétique fut toujours convenable. Il n'approuvait pas la terreur, mais s'est abstenu de le publier. »²⁸ Cette position, subtil mélange de méfiance à l'égard de la doctrine bolchevique et de reconnaissance de la légitimité du pouvoir soviétique en Russie même, est en parfaite adéquation avec ce que les Soviétiques attendent des Amis de la Russie nouvelle. Non pas un engagement politique au service du communisme, mais des échanges scientifiques et culturels contribuant à la légitimation internationale de l'URSS.

La participation de Roubakine à la fondation de cette première société suisse de rapprochement culturel avec la Russie constitue une fantastique opportunité pour Bagotski et la VOKS. Outre la mise à disposition de sa bibliothèque, désormais installée à Lausanne, aux membres de la SEDRC, Roubakine représente, officiellement ou officieusement, la jeune République soviétique au sein de plusieurs organisations internationales comme la Commission internationale de coopération intellectuelle de la SdN pour laquelle il établit des listes d'ouvrages et de revues soviétiques.²⁹ Il collabore aussi régulièrement à l'Office international de bibliographie de son ami Paul Otlet à Bruxelles, à l'Union des associations internationales, à l'Université internationale et au Palais Mondial (Mundaneum).³⁰ En Suisse, Roubakine compte parmi ses amis Auguste Forel et Edmond Privat, dont les noms figurent comme le sien sur la liste des membres du comité.

Auguste Forel est le plus célèbre des intellectuels progressistes de Suisse, « un des plus grands représentants de la science et de la libre pensée mondiale », disent de lui les Soviétiques. Né en 1848 dans le canton de Vaud, d'une famille protestante, il effectue après sa maturité à Lausanne des études de médecine à Zurich, une thèse de doctorat à Vienne, puis une thèse d'habilitation soutenue à Munich. Professeur de psychiatrie et directeur d'un asile d'aliénés, il poursuit en parallèle de sa carrière, l'étude des fourmis publiant notamment un travail sur *Les fourmis de la Suisse*. Abstinente, il s'engage dans la lutte contre l'alcoolisme et se prononce pour l'euthanasie dans certains cas de maladies psychiques.³¹ Sa curiosité le mène aussi à s'intéresser aux problèmes sociaux, au droit pénal et à

²⁷ Rapport d'A. Calame, E 4320 (B) 1975/40: vol. 3, dossier C.8.120, AFB.

²⁸ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, F.5283/6/836, doc. 148, GARF.

²⁹ « Liste des livres les plus remarquables parus en 1924 en langue russe dans l'URSS et hors de ses limites, élaborée par la section de Psychologie bibliologique de Lausanne sur la demande de la commission internationale de coopération intellectuelle à la Société des nations », *Ouvrages remarquables parus dans différents pays au cours de l'année 1924*, Paris, PUF, 1926, pp. 27-31; puis 1925, 1926, 1927, 1928, 1929.

³⁰ Sur cette mouvance associative d'inspiration internationaliste et pacifiste : *Les prémisses du Mundaneum. Cent ans de l'Office international de bibliographie*, Mons, Ed. Mundaneum, 1995.

³¹ Urs Germann « "Alkoholfrage" und Eugenik. Auguste Forel und der eugenische Diskurs in der Schweiz », David, Perrenoud (éd.), *La crise des années '30 – Die Krise der 30er Jahre, Traverser. Zeitschrift für Geschichte*, n° 10, 1997/1, pp. 144-154.

La question sexuelle, selon le titre de son célèbre ouvrage paru en 1905 et réédité plus d'une quinzaine de fois dans une multitude de langues. Après la Révolution russe de 1905, il s'est lié à de nombreux émigrés dont Cyril Zlintchenko, Anatole Lounatcharski et Nicolas Roubakine dans le cadre du Comité international de secours aux sans-travail de Russie. Membre du PSS depuis 1916, il est surtout pacifiste, partisan de la religion « mondiale et supraconfessionnelle » du bahaïsme.³² S'il répond favorablement à l'appel lancé par Gorki en 1921 en faveur de la Russie affamée, publiant plusieurs articles dans *La Famine*, l'organe genevois du Comité de secours aux affamés de Russie, Forel critique violemment l'usage de la violence. « Je n'ai pas l'intention de vous dissimuler mon indignation à propos des crimes commis par l'Armée rouge, en particulier en Géorgie. [...] La violence appelle la violence. Je suis contre la violence. Je suis socialiste mais pas bolchevik »³³, écrit-il en 1922 à Lénine et Zlintchenko, se permettant de rappeler à ce dernier qu'autrefois il « était solidaire de Tolstoï ! » « Nous vous sommes très reconnaissants de votre sympathie mais en même temps nous désirerions que la fermeté de notre prolétariat servit d'exemple au prolétariat du monde entier, lequel par malheur est abusé par ses chefs opportunistes »³⁴, lui répond le Russe. Mais Forel ne se laisse pas « désabuser » pour reprendre l'expression de Zlintchenko : « Si vous imaginez m'avoir converti par votre lettre, vous vous trompez grandement. [...] il ne faut pas parler de communisme réel sous la terreur de la Tcheka et moins encore de l'opinion des masses analphabètes qui n'en ont aucune. Je maintiens donc absolument mon opinion que votre dictature du soi-disant prolétariat n'est rien d'autre que celle d'une minuscule quantité de dictateurs qui façonnent une "opinion publique" dictée d'un côté par la presse terroriste et de l'autre par la peur. [...] Ne m'en voulez pas pour ma franchise, mais je ne veux pas prendre les vessies pour des lanternes et mon socialisme reste idéal et moral, comme à peu près celui des Bahaïs dont je vous envoie un exemplaire. »³⁵ Forel refusera aussi, comme ses camarades du Parti ouvrier socialiste vaudois Charles Naine et Anton Suter, d'aller en URSS, malgré de nombreuses sollicitations.

Comment expliquer sur la base de ces premières appréciations très sévères, souvent provocantes, que deux années plus tard son nom figure sur la liste des membres du comité de la SEDRC ? Certes la période de la NEP semble correspondre à une certaine normalisation du régime, à l'assouplissement de la dictature : « La vie renaît. La Russie commence à respirer », note l'homme politique radical français Edouard Herriot. « Avant de vous écrire, j'ai constaté moi-

³² Auguste Forel, *Le testament d'Auguste Forel*, Lausanne, Ed. de la Libre pensée internationale, 1931, p. 13.

³³ A. Forel à Lénine et C. P. Zlintchenko, 1922, F.132/1/10, doc. 10, RGASPI.

³⁴ C. P. Zlintchenko à A. Forel, 1922, F.132/1/11, doc. 10, RGASPI.

³⁵ A. Forel à C. P. Zlintchenko, 2.9.1922, F.132/1/12, doc. 42, RGASPI.

même que l'URSS s'améliore progressivement »³⁶, écrira Forel ultérieurement. Mais sur le fond, son attachement à un socialisme moral et démocratique, il n'a nullement changé d'avis comme en témoigne la parution en 1925, puis sa réédition en 1927 et encore en 1929, d'un ouvrage intitulé *Le vrai socialisme de l'avenir*³⁷, qui contient une « critique très dure de l'oligarchie bolchevique ».³⁸ Pour l'essentiel, il me semble que l'adhésion de Forel à la SEDRC procède moins d'une inclination tardive pour l'URSS que de sa volonté de résister à la violence de l'anticommunisme de ses concitoyens. C'est le même anticonformisme que l'on retrouve chez le journaliste pacifiste et espérantiste Edmon Privat.

Né à Genève en 1889, Edmon Privat³⁹ a effectué ses études à Cambridge et à la Sorbonne, où il a obtenu une licence ès lettres en 1911. Etabli à Paris lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale, il collabore au quotidien *Le Temps* qui en fait son correspondant en Autriche-Hongrie. Dans ses articles, il défend le principe de l'indépendance de la Pologne, ce qui lui vaut d'être censuré dès 1916. De retour en Suisse, il rédige sa thèse de doctorat ès lettres qui porte sur la question polonaise. C'est à cette époque qu'il se lie d'amitié avec Nicolas Roubakine et Romain Rolland.⁴⁰ Privat-docent à l'Université de Genève et représentant de la Perse à la SdN, il est aussi le président de l'Universala Esperanto Asocio (Association espérantiste universelle, UEA), une organisation supranationale qui compte alors entre 8000 et 9000 membres, dont les $\frac{2}{3}$ sont des ouvriers. Fondée en 1908 par son ami et camarade de classe Hector Hodler, avec l'appui de l'inventeur de l'espéranto, le Dr Ludwik Zamenhof, l'UEA est, à la différence de la SAT (Sennacieca Asocio Tutmonda, Association mondiale dépourvue de tout caractère national) et de l'PIPE (Internacio de Proleta Esperantistaro, Internationale des espérantistes prolétariens), une organisation neutre, interdisant les discussions politiques, ce qui en fait une cible privilégiée de la VOKS. Si son inscription sur la liste des membres de la SEDRC lui vaut d'être immédiatement qualifié de « bolchevik », Privat est, comme Forel et Roubakine, surtout un humaniste, partisan de la non-violence, très engagé en faveur de l'indépendance de l'Inde et de Gandhi, dont il organisera en 1931 la venue en

³⁶ A. Forel à C. P. Zlitchenko, 5.12.1928, F.132/1/12, doc. 44, RGASPI.

³⁷ Auguste Forel, *Le vrai socialisme de l'avenir*, 1^{ère} édition, Lausanne, Impr. populaire, 1925 ; 2^e édition, Lausanne, E. Peytrequin, 1927 ; 3^e édition revue et corrigée, Lausanne, E. Peytrequin, [1929].

³⁸ C. P. Zlitchenko à G. Brocher, [1929], à propos de l'ouvrage de Forel, *Le vrai socialisme de l'avenir* : « Il est dommage qu'un homme si intelligent répète de telles sottises bourgeoises douze années après la révolution. Au début il était peut-être possible de penser cela, mais maintenant [...] Forel est tombé dans l'opportunisme de l'Europe occidentale [...] Qu'il conserve ses opinions démocratiques mais qu'il ne tombe pas dans l'opportunisme et rejoigne les bourgeois contre nous. » F.9463/1/22, doc. 5, GARF.

³⁹ Sur E. Privat : Alice Rivaz, Charly Guyot, Fernand Donzé et autres (éd.), *Edmond Privat, 1889-1962*, Neuchâtel, *Revue neuchâteloise*, n° 43-44, 1968 et Mohammad Farrokh, *La pensée et l'action d'Edmond Privat (1889-1962) : contribution à l'histoire des idées politiques en Suisse*, Berne/Berlin [etc.], P. Lang, cop. 1991.

⁴⁰ Edmond Privat, *Bon voisinage*, E. Privat et R. Rolland, Neuchâtel, A la Baconnière, Paris, Albin Michel, 1977.

Suisse. C'est par ce biais que ce polyglotte a rencontré les écrivains Robert S. Hichens⁴¹ et John Knittel récemment installés sur les bords du Léman, dont les noms sont ajoutés à la liste des membres du comité.

Montandon parvient aussi à convaincre deux géologues de ses connaissances de rejoindre le mouvement. Il s'agit de Louis Duparc, professeur de minéralogie, de pétrographie et de chimie analytique à l'Université de Genève, ainsi que son collaborateur, Etienne Joukowsky, assistant de minéralogie au Muséum de Genève. Les deux chercheurs, qui se sont rencontrés en 1897 au Congrès géologique international de Moscou, souhaitent maintenir un lien avec le terrain russe. Le second en raison de ses liens familiaux, le premier en tant que spécialiste des régions platinifères de l'Oural, sujet sur lequel il a publié en 1920 un ouvrage de référence.⁴² Parmi les signataires de l'appel en faveur de la formation de la société figurent encore un couple de psychiatres communistes, les Strasser, un conservateur du Musée d'art et d'histoire de Genève, Louis Gelly, un avocat dont nous ne savons rien, Zurcher, et l'ami de Bagotski, Johannes Huber. Les noms d'un professeur bâlois, K. von Meyenburg, et d'un médecin, R. von Felenberg, sont rajoutés au dernier moment. L'organisation effective de la société est confiée à des amis de Roubakine. Le président de l'association est le chimiste Henri Terrisse, dont « les convictions politiques ne sont pas connues »⁴³. Le secrétaire de la SEDRC est l'ingénieur Emile Chavannes, qui est aussi le secrétaire de la Fédération suisse des travailleurs intellectuels.⁴⁴ Mais les proches de Bagotski veillent. Les deux vice-présidents de la SEDRC sont Montandon, en charge des relations extérieures, et le zurichois Max Tobler, qui est un ami de longue date. Le siège de la société est la Villa de la Paix, Béthusy, à Lausanne, chez Chavannes.

Sur le papier, la composition de ce comité, entérinée à la séance du 22 mai 1924⁴⁵, est séduisante et conforme aux exigences de la VOKS. Le comité de la SEDRC rassemble des représentants des milieux culturels, artistiques et scientifiques, des membres de la bourgeoisie locale, sans oublier le communiste de service. « Toujours les mêmes, idéologues simplistes, admirateurs des niaiseries tolstoïennes, jobards impénitents — et sincères, nous voulons l'espérer — toujours prêts à se ruer sur tous les bateaux et à s'y gargariser de grands mots »,

⁴¹ Elisabeth Höhn-Gloor, "John Knittel. Ein Erfolgsautor und sein Werk im Brennpunkt von Fakten und Fiktionen", Thèse de doctorat, Université de Zurich, 1984.

⁴² *Le platine et les gîtes métallifères de l'Oural et du monde*, avec Marguerite Tikanovitch. Voir Paul Rossier, « Coup d'œil sur l'histoire des sciences exactes à Genève », *Revue d'histoire des sciences et de leurs applications*, 1953, vol. 6, n° 3, p. 245.

⁴³ Rapport annuel de la section latine de la VOKS, 16.1.1928, F.5283/2/109, doc. 49, GARF.

⁴⁴ La société publie un bulletin, *Collaboration économique-intellectuelle. Bulletin officiel d'ASTED*. En 1927, Emile Chavannes participe avec N. A. Roubakine à la création à Lausanne, avec l'appui de l'IJJR, d'une organisation dédiée à la collaboration entre ouvriers et intellectuels, *Labor et Intellectus*. « Labor et intellectus. Coopération des travailleurs intellectuels et manuels », *Bulletin-Programme de la Maison du peuple de Lausanne*, 1927, n° 176, p. 4.

⁴⁵ L'appel est publié dans divers journaux dont le *Bund* du 29.5.1924.

commente l'écrivain voyageur René Gouzy dans *La Revue*.⁴⁶ Selon Bagotski, « La participation du président des travailleurs intellectuels ouvre de grandes perspectives. »⁴⁷ « Même s'il n'est qu'en fermentation, ce groupe a déjà un grand intérêt politique compte tenu du contexte. »⁴⁸ Ce « comité d'action » autoproclamé n'est pourtant qu'un comité fantôme. Pour la plupart, ses membres n'auront aucune activité, n'allant pas au-delà de l'apposition de leur nom sur l'appel de fondation, ce qui suffit à en faire des cibles privilégiées de l'EIA. Max Tobler, qui travaille aussi pour le SOI, est envoyé en mission à l'étranger pendant plusieurs mois ce qui l'empêche de recruter en Suisse allemande. Hichens, Knittel, Joukowsky et Privat ne semblent avoir déployé aucune activité en faveur de la société. Sollicité à plusieurs reprises, l'espérantiste refuse systématiquement les invitations de la VOKS à effectuer un voyage en URSS. Le professeur Louis Duparc déclarera en 1929 ne jamais avoir appartenu à la société.⁴⁹ Quant à Forel, qui se qualifie de « vieil infirme » ne pouvant se déplacer « même à Lausanne »⁵⁰, il n'a aucun contact avec les Soviétiques jusqu'en 1928, date à laquelle il se contente d'envoyer des lettres de félicitation à la VOKS pour les anniversaires de la révolution qui seront publiées dans la *Pravda*. Mais cela ne l'empêche nullement de continuer à reprocher sévèrement à ses interlocuteurs leur reculade dans la lutte contre l'alcoolisme.⁵¹ S'il effectuera, mais seulement en 1935, un voyage en URSS avec sa femme, Louis Gielly se débîne lorsqu'il s'agit d'accueillir des expositions soviétiques au Musée Rath dont il est le conservateur. « D'une façon générale, ils ont produit une impression très désagréable », note le rapporteur de la VOKS à la suite d'un entretien avec les Gielly. « Ils sont surtout venus à la VOKS pour obtenir des billets pour le Festival de théâtre. »⁵² Bien que bon connaisseur de la peinture ancienne, « Gielly approche l'art comme un entrepreneur. Il souhaitait surtout savoir comment acquérir des pièces de valeur et combien cela allait lui coûter », ajoute le guide qui les a accompagnés à la Galerie Tretyakov. Et de conclure : « Les Gielly s'enthousiasment sur tout, même sur les trottoirs des ruelles de la banlieue de Moscou, où le soir on risque pourtant encore de se casser une jambe, mais ces manifestations d'enthousiasme me semblent très factices. Les Gielly sont des gens qui sont très loin de notre vie. »⁵³ Pour sa part, Roubakine démissionne quelques mois à peine après la création de la société à la suite des pressions exercées par Bagotski

⁴⁶ Cité par *Le Pïlori*, « Comment on prépare une révolution », 13.4.1929, p. 5.

⁴⁷ S. J. Bagotski à KZP, 21.3.1924, F.5283/1a/25, doc. 126, GARF.

⁴⁸ S. J. Bagotski à KZP, 7.5.1924, F.5283/1a/25, doc. 20, GARF.

⁴⁹ Cité par H. S. Rémézov à C. P. Zlîntchenko, F. Svetlov et V. N. Rembelinski, 26.2.1931, F.9463/1/ 31, doc. 204, GARF.

⁵⁰ A. Forel à C. P. Zlîntchenko, 5.12.1928, F.132/1/12, doc. 44, RGASPI.

⁵¹ Carte postale de A. Forel, H. S. Rémézov et Oscar Forel (le fils d'Auguste), à C. P. Zlîntchenko 1929, F.132/1/12, doc. 45, RGASPI.

⁵² Notice de la VOKS sur les Gielly, 1935, F.5283/6/962, doc. 4, GARF.

⁵³ Rapport de Giliarevskaïa sur le travail avec les Gielly, 4.9.1935, F.5283/6/962, doc. 9, GARF.

pour qu'il retire de son livre en cours de réédition — *La Russie en chiffres, petit guide statistique de la Russie contemporaine* — un chapitre consacré à la terreur rouge.⁵⁴

Quant à ceux qui tentent de déployer une activité, ils ne vont pas tarder à payer le prix de leur engagement. Terrisse se serait, selon son témoignage, vu refuser un prêt bancaire en raison de son rôle dans la société.⁵⁵ Depuis que son nom est apparu publiquement en tant que vice-président, le Dr Montandon est l'objet de toutes les attentions de la police vaudoise qui le soupçonne de faire entrer de l'argent en Suisse depuis sa résidence de Thonon.⁵⁶ Malgré les démentis du procureur fédéral, la rumeur, confortée par la publication dans la presse d'un appel au boycott de son cabinet signé par des citoyens lausannois, nuit à son activité de médecin. Calomnié publiquement et fragilisé économiquement, il préfère partir s'installer à Paris où il se consacrera à l'anthropologie. Son ouvrage intitulé *La race, les races. Mise au point d'ethnologie somatique*, paru chez Payot en 1933, sera l'un des livres de référence du régime de Vichy dont il deviendra l'expert racial !⁵⁷ « Ce n'est pas seulement pour les bourgeois mais aussi pour les socialistes qu'il faut beaucoup de courage pour travailler dans les SEDRC »⁵⁸, raconte Bagotski à Kameneva. Maurice Jeanneret-Minkine, qui ne figure pas au comité de patronage de la SEDRC, mais qui fréquente nombre de ses membres, a été exclu de la section vaudoise du PSS à l'automne 1924, notamment en raison de sa « sympathie envers l'URSS »⁵⁹.

Les activités de la société sont par ailleurs paralysées en raison du boycott de la Suisse par les Soviétiques qui, à cette époque, refusent l'envoi de conférenciers sur le territoire helvétique. C'est en vain que Bagotski demande au professeur Ossinski qui effectue une tournée de conférences à Paris sur l'économie soviétique de faire un crochet par la Suisse.⁶⁰ Lors de l'assemblée générale de l'association en février 1925, Bagotski et sa femme Regina sont donc contraints de proposer eux-mêmes des conférences, respectivement sur la médecine en URSS et sur la culture populaire.⁶¹ « Eu égard aux conditions locales et à la venue exceptionnellement rare en Suisse de représentants des sciences soviétiques, il ne fut pas possible de créer formellement une organisation des amis. Les Suisses, qui en général sont des gens qui réfléchissent concrètement, se deman-

⁵⁴ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 21.11.1924, F.5283/6/836, doc. 145, GARF.

⁵⁵ Cité par S. J. Bagotski dans une lettre à la VOKS du 7.3.1931, F.5283/6/849, doc. 16, GARF.

⁵⁶ E 21 1000/131: dossier 8597 (dossier de police sur Bagotski), AFB.

⁵⁷ Marc Knobel, « George Montandon et l'ethno-racisme », Pierre-André Taguieff (éd.), *L'Antisémitisme de plume : 1940-1944 : études et documents*, Paris, Berg International Editeurs, 1999, pp. 277-293 ; Joseph Billig, « Les archives de George Montandon », *L'Institut d'étude des questions juives, officine française des autorités nazies en France : inventaire commenté de la collection de documents provenant des archives de l'Institut conservés au CDJC*, vol. 3, Paris, Centre de documentation juive contemporaine, 1974, pp. 185-205.

⁵⁸ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 6.11.1924, F.5283/6/836, doc. 31, GARF.

⁵⁹ M. Jeanneret-Minkine est exclu le 30 octobre 1924 pour « propagande bolcheviste et activité de désagrégation », Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande*, pp. 171-172.

⁶⁰ S. J. Bagotski à Ossinski, 20.11.1925, F.9501/6/72/, doc. 58, GARF.

⁶¹ Rapport sur l'AG du 17.2.1925, F. 5283/6/836, doc. 36, GARF.

dent pourquoi créer une organisation sans but, sans objet concret. Même les gens qui sympathisent avec nous s'interrogent sur nos activités en l'absence de liens directs avec des savants et des artistes soviétiques, ces derniers ne pouvant pas venir en Suisse. C'est pourquoi après le départ de Suisse du docteur Montandon, la SEDRC n'a pu trouver de secrétaire capable de travailler activement dans toute la Suisse. C'est la raison pour laquelle la société n'avait qu'un caractère assez flou. »⁶²

Dès la levée du boycott, Bagotski, qui a reçu de sa direction la consigne de « relancer les activités de la SEDRC »⁶³, multiplie les efforts pour créer et maintenir des liens entre les quelques sympathisants dans l'espoir de réactiver une Société d'amitié avec la Russie. Il les accueille chez lui lors de leur passage à Berne, organise des rencontres réunissant quelques dizaines de personnes dans sa maison lors de la venue en Suisse d'une personnalité soviétique. Les projets foisonnent : organisation d'une exposition pour l'automne, édition d'un bulletin, invitation de Soviétiques à un congrès de pédagogie et réalisation dans une revue soviétique d'un numéro spécial consacré à la Suisse. « L'intérêt pour l'URSS est en ce moment très grand », écrit Bagotski à la direction de la VOKS. « Il nous manque seulement des moyens pour mieux l'utiliser. »⁶⁴ « Nous sommes très heureux d'avoir enfin la possibilité d'entrer en rapport direct avec votre société, ce dont nous avons été privé pendant plusieurs années à la suite des complications politiques entre nos deux pays »⁶⁵, répond le chef du bureau occidental de la VOKS.

Le 6 novembre 1927, pour la première fois depuis l'expulsion de la mission Berzine, Bagotski organise en l'honneur du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre quelques événements dans la maison de la délégation.⁶⁶ Faute de moyens et en raison du contexte, il doit renoncer à présenter une exposition publique, mais les sympathisants sont invités à regarder un film, à suivre les célébrations (discours, concerts, etc.) grâce à un récepteur radio récemment installé sur le toit de la maison⁶⁷, puis à débattre sur tel ou tel aspect de la vie culturelle soviétique. Sont présents le président de la SEDRC, Henri Terrisse, le vice-président Max Tobler, les communistes Strasser et Schenk et quelques vieux émigrés politiques comme Jacques Dicker et sa femme, Nicolas Roubakine, la doctoresse Paulina Brupbacher et tous les collaborateurs de la représentation soviétique à la SdN de passage en Suisse. Certes, ils ne sont pas nombreux, mais « ils sont très unis par leur sympathie pour l'URSS, et l'on peut s'attendre à ce que ce travail donne quelques résultats, en particulier pour s'opposer aux men-

⁶² Rapport de S. J. Bagotski, sd, F.9501/1/173, doc. 4, GARF.

⁶³ I. Korivetz et C. I. Rabinovitch à S. J. Bagotski, 14.5.1927, F.5283/6/838, doc. 10, GARF.

⁶⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 2.6.1927, F.5283/6/838, doc. 1a, GARF.

⁶⁵ Iarojevski à E. Chavannes et H. Terrisse, 22.10.1927, F.5283/6/838, doc. 14, GARF.

⁶⁶ S. J. Bagotski à Z. P. Soloviev, 22.9.1927, F.3341/6/355, doc. 372, GARF.

⁶⁷ S. J. Bagotski à VOKS, 18.10.1927, F.5283/11/169, doc. 57, GARF.

songes diffusés sur l'URSS dans la presse sociale-démocrate et bourgeoise. »⁶⁸ Pendant deux ans le groupe semble connaître un certain développement. Les rapports annuels de la section latine de la VOKS recensent soixante-dix membres inscrits à la SEDRC pour l'année 1927⁶⁹, puis quatre-vingts pour l'année 1928.⁷⁰ Mais en 1929, lors d'une assemblée de la VOKS consacrée à la situation en Suisse, Bagotski est obligé de reconnaître que si « l'attitude des Suisses à l'égard de notre culture est bonne, l'association pour ainsi dire n'existe pas », malgré la quarantaine d'adhérents revendiquée.⁷¹ « Une partie des membres genevois sont terrorisés par les attaques démentielles des partisans d'Aubert. »⁷² Quant au projet de création de sections de l'association à Berne et Zurich, ils n'ont pas abouti. Malgré les espoirs de la VOKS, la SEDRC ne fut qu'une société « d'âmes mortes »⁷³.

⁶⁸ Rapport de S. J. Bagotski, s. d., F.9501/6/57, doc. 49, GARF.

⁶⁹ Rapport annuel de la section latine de la VOKS, 27.9.1927, F.5283/2/109, doc. 41, GARF.

⁷⁰ Rapport annuel de la section latine de la VOKS, 16.1.1928, F.5283/2/109, doc. 49, GARF.

⁷¹ Rapport de S. J. Bagotski à l'assemblée de la VOKS, Moscou le 10.1.1929, F.5283/6/840, doc. 1-2, GARF.

⁷² S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, copie à CC ASCRCR, Ossoaviachim, NKZ et NKID, 29.4.1929, F.9501/5/44, doc. 366, GARF.

⁷³ H. S. Rémezov à C. P. Zlitchenko, F. Svetlov et V. N. Rembelinski, 26.2.1931, F.9463/1/ 31, doc. 204, GARF.

Chapitre 11

La Société pour les relations intellectuelles et scientifiques entre la Suisse et l'URSS : des libres penseurs très russophiles

Cette société, fondée par Rémézov, sa femme et cinq six vieux "mourants" de quatre-vingts ans n'existe pas, ses principaux membres n'habitent pas à Genève et personne ne sait quoi que ce soit de ses activités.¹

Les Amis de l'Union soviétique sont déjà peu nombreux en Suisse. Mais si le représentant de l'URSS au lieu de les rassembler, comme le fait Rémézov, les brouille entre eux, il n'en ressortira rien de bon.²

La deuxième tentative de création d'une société suisse de rapprochement culturel avec la Russie s'effectue en 1930. Si elle émerge — comme la SEDRC — en Suisse romande, cette société procède d'une initiative bien plus spontanée. Si spontanée qu'elle irrite Bagotski qui, se sentant contourné, va tenter par différents biais d'en prendre le contrôle, quitte à la faire péricliter. Les initiateurs de cette société, Maria Birchmeyer et Hilarion Rémézov, ne sont en effet pas des proches du délégué et leur profil ne correspond guère aux attentes de la VOKS. La première est une jeune couturière autodidacte, passionnément russophile ; le second, un émigré russe, écrivain populiste très tolstoïen. Libres penseurs égarés en stalinisme par amour de la Russie, ils sont les enfants spiri-

¹ A. N. Roubakine à J. Roïtman, 20.2.1932, F.5283/6/933, doc. 8, GARF.

² G. Brocher à C. P. Zlitchenko, 15.7.1931, F.9463, GARF.

tuels du vieux révolutionnaire anarchiste Gustave Brocher, dont la biographie est un voyage à travers l'histoire du mouvement ouvrier de la seconde partie du XIX^e siècle.³

« Ayant quitté l'école de théologie en 1868, je partis pour la Russie où demeurait ma sœur, mariée à Voronej. J'appris le russe avec facilité. Mon père était un actif socialiste de 1848, de tendance phalanstérienne. En 1871, je partis pour le Caucase où j'ouvris avec Melikov une bibliothèque publique. A Londres, où je me rendis comme prédicateur, je ne tardai pas à quitter l'église pour devenir professeur. Je faisais partie de l'Arbeiter-Bildungsverein fondée par Weitling⁴. Bien que ne partageant pas toutes les idées de Marx j'étais le bienvenu chez lui où j'ai fait la connaissance de Bebel... J'étais un ami de Pavel Lavroff. Je travaillais à la rédaction de *Vperiod*. Avec Antoine Arnaud du Comité de salut public de la Commune et plusieurs maires communards, j'avais fondé un cercle d'études sociales. C'est au congrès de l'Internationale à Londres, en 1881, que je fis la connaissance de ma femme, Victoria [la communarde Victorine Malenfant, épouse Rouchy], déléguée du 5^e arrondissement de Paris. Après l'assassinat d'Alexandre II, nous fondâmes à Londres une Slavonic Society dont je fus le secrétaire. Tout notre argent servait à aider des camarades. En 1893, la santé de ma femme nous obligea à venir habiter en Suisse où je fondai au-dessus de Lausanne un Institut pour jeunes gens.⁵ J'y ai reçu bien des Russes. Je fis partie du Comité de secours aux ouvriers russes sans-travail fondé par Zlitchenko.⁶ En 1911, je fus appelé à Fiume comme professeur [à l'École de commerce et à l'Académie hongroise]. Tout mon temps était consacré à la *Libre pensée internationale*, dont je fus le principal rédacteur depuis sa fondation. La guerre nous chassa de Fiume puisque nous étions français. Je suis arrivé en Suisse avec une valise. »⁷ Proche des anarchistes, Brocher salue la Révolution russe de février, mais dénonce avec force les bolcheviks, « des tyrans impitoyables »⁸ et « de sinistres ennemis de la démocratie russe »⁹, répète-il plusieurs fois dans ses écrits de l'époque. Son hostilité à la dictature bolchevique n'est pas

³ L. Zappelli le qualifie de « vieux drapeau du mouvement ouvrier », L. Zappelli à C. P. Zlitchenko, 31.12.1928, F. 9463/1/ 32, doc. 4, GARF. Marc Vuilleumier, « Une figure originale : Gustave Brocher 1850-1931 », *Mémoire vive. Pages d'histoire lausannoise*, n° 2, 1993, pp. 78-85.

⁴ Il s'agit de l'artisan W. Weitling, fondateur de la Ligue des justes.

⁵ L'Institut, qui prépare à l'entrée dans les universités, intègre en plus des pensionnaires qui payent, des orphelins de la Commune, puis d'autres enfants de révolutionnaires. Vuilleumier, « Une figure originale : Gustave Brocher », p. 82.

⁶ Le titre exact est Comité international de secours aux sans-travail de Russie. C'est Brocher qui édite les publications du comité en allemand, russe et français, l'introduction est rédigée par Forel.

⁷ G. Brocher à présidium de l'IC, 9.2.1927, F.132/1/16, doc. 8-10, RGASPI.

⁸ Préface de G. Brocher à Jacques Weiss, *Les bolcheviks au pouvoir. Récits d'un témoin oculaire sur ce qu'ont fait les Bolcheviks en Russie depuis une année qu'existe le Gouvernement des soviets*, Lausanne, H. S. Rémézov, [1918], p. 3.

⁹ Introduction de G. Brocher à H. S. Rémézov, *La question agraire en Russie*, Lausanne, Ed. des Peuples libres, [1918], p. vii.

moins apparente dans la revue qu'il édite à ses frais : *La Russie libre, Revue scientifique littéraire et sociale*. Paraissant tous les deux mois de juillet 1917 à juin 1918, la revue, qui « prend nettement parti contre le bolchevisme destructeur »¹⁰, est qualifiée « d'excellente revue, qui lutte en faveur de la démocratie et de la liberté nationale » par le chroniqueur de la *Gazette de Lausanne*.¹¹ Grand connaisseur des nationalités en Russie, sujet sur lequel il a publié de nombreux textes¹², Brocher rejoint alors en tant qu'interprète la délégation parisienne de la République d'Azerbaïdjan, qui a été reconnue par les puissances de l'Entente. Mais en 1921, il doit revenir à Lausanne pour assister sa femme qui décède dans l'année.

C'est ce décès qui sert de prétexte aux Soviétiques pour un premier contact. « Nous souhaiterions avoir des informations pour l'édition d'une notice sur Victorine, l'une des plus braves combattantes de la Commune de Paris »¹³, lui écrit alors Zlitchenko. Ce dernier en profite pour demander à Brocher ce qu'il pense de la situation en Russie. « Concernant la politique je suis communiste et révolutionnaire comme toujours, mais je ne peux défendre le meurtre. J'étais toujours contre les meurtres commis par les Versaillais, et il me répugne de penser que des socialistes tuent leurs frères en masse. »¹⁴ Brocher est scandalisé par les procès des SR qu'il qualifie de « montages détestables ». S'il admire « les idées et le programme des bolcheviks [qui] sont très grands », il considère que « les moyens utilisés pour organiser la vie socialiste sont détestables. » De plus, écrit le vieux révolutionnaire, « donner la terre aux moujiks ne peut que constituer une nouvelle classe bourgeoise, aussi réactionnaire que la paysannerie française. C'est contraire au communisme, la terre doit être une propriété collective. » Brocher n'est pas moins sévère à l'égard des communistes étrangers : « Je ne lis pas les soi-disant journaux communistes français comme *L'Humanité* et *L'Internationale*. Cachin et Rappoport ne sont que de simples gredins vénaux, seulement capables de s'insulter. La majorité de leurs collaborateurs ne sont que des imbéciles illettrés. »¹⁵

A ce moment, Zlitchenko préfère ne pas insister, mais en 1927 il propose à l'IC d'accorder à Brocher la somme de 77 dollars au titre de pension de vieux révolutionnaire. La proposition est acceptée par le présidium. Même s'il insiste sur le fait qu'il n'a rien sollicité, Brocher, alors âgé de soixante-dix-sept ans, malade du cœur, vivant seul avec 60 francs par mois que lui envoient les amis de Londres et Lausanne, accepte la somme, tout en soulignant qu'il renverra les 77 dollars « si vous jugez que je ne les mérite pas »¹⁶. Pourtant, rien ne se passe jusqu'en décembre 1929, date à laquelle il envoie un premier courrier à Zlitch-

¹⁰ *Gazette de Lausanne*, 30.11.1917.

¹¹ *Gazette de Lausanne*, 16.6.1918.

¹² G. Brocher, *Essais sur les principales nationalités de Russie*, Editions de la Russie libre, 1918.

¹³ C. P. Zlitchenko à G. Brocher, 1921, F.132/1/10, doc. 5, RGASPI.

¹⁴ G. Brocher à C. P. Zlitchenko, s. d. [début 1922], F.132/1/16, doc. 35, RGASPI.

¹⁵ *Idem*.

¹⁶ G. Brocher à présidium de l'IC, 9.2.1927, F.132/1/16, doc. 8-10, RGASPI.

chenko, lui demandant de venir en aide à son ami et collaborateur, Hilarion Rémézov, menacé d'expulsion par les autorités genevoises. C'est donc par amitié pour Rémézov, « car j'aime beaucoup Rémézov qui est un honnête homme, vivant malheureusement dans les nuages comme la plupart des révolutionnaires russes »¹⁷, que Brocher entre en relation avec les Soviétiques. Mais ce rapprochement n'est pas un alignement dénué de critique : « J'admire ce qu'on fait en URSS. Mais je ne puis avaler les inepties d'un faux témoin dans le procès de Moscou »¹⁸, écrira-t-il l'année suivante à propos du procès Ramzine.¹⁹

Ecrivain populiste russe d'origine paysanne, repéré pour son talent dès le plus jeune âge, H. S. Rémézov a réussi à poursuivre l'école normale grâce aux recommandations d'écrivains. Diplômé, il s'engage comme instituteur itinérant dans les villages bordant la Volga où il organise des bibliothèques et des unions paysannes. D'abord membre des SR de gauche, fondateur et rédacteur de journaux dans la région de Samara, il aurait — ce point reste controversé — rejoint les bolcheviks en 1906 à Petrograd. Arrêté, il fait dix-huit mois de prison avant d'être libéré sous caution pour cause de tuberculose. Installé en Suisse depuis 1908, il vit à Leysin, puis à Lausanne où il fonde une petite imprimerie (l'Imprimerie du Léman SA) et une maison d'édition. Selon Brocher, Rémézov était en 1917 un ardent partisan de Zimmerwald. Il est en réalité comme son aîné — avec lequel il collabore dans *La Russie libre*²⁰, puis *Les Peuples libres* — hostile au coup d'État bolchevik. « Les Soviets s'étant emparés du pouvoir, mirent la révolution sur une mauvaise voie », écrit Rémézov dans la conclusion d'une brochure de 1918 consacrée à la question agraire en Russie. « Les bolcheviks ont fait marcher en arrière la Russie qui suivait une large voie vers la démocratie, et ils ont conduit le pays non au vrai Gouvernement du peuple par lui-même, non au socialisme et au progrès, mais à un autre despotisme, à une autre réaction ». Et l'auteur d'appeler « tous les socialistes et les révolutionnaires, tout le peuple » à un « soulèvement contre les bolcheviks, destructeurs de la patrie. »²¹ La même année, il rédige en russe, « à la demande des écrivains Gorki et V. G. Korolenko »²², un texte contre la dictature du prolétariat pour la

¹⁷ Gustave Brocher à M^e Genoud, Besançon, 6. 6. 1931, F.9463/1/ 22, doc. 7, GARF.

¹⁸ G. Brocher à [Zlintchenko], 29.12 [1930], F.132/1/16, doc. 41, RGASPI.

¹⁹ Léonid Ramzine est le principal accusé du prétendu complot du « Parti industriel », un groupe de spécialistes qui aurait rassemblé près de 2000 personnes chargées par des ambassades étrangères d'organiser la paralysie de l'économie soviétique. Condamné à mort, Ramzine sera néanmoins amnistié, certainement en raison de sa collaboration avec l'OGPU. Il recevra en 1943 le prix Staline !

²⁰ H. S. Rémézov « La Question agraire : Comment le tsar et les seigneurs ont affranchi les serfs », *La Russie libre*, septembre 1917, n° 2 ; « La Commune rurale », *ibidem*, novembre 1917, n° 3 ; « La Question agraire : Résolution de la question agraire dans les programmes des partis », *ibidem*, janvier 1918, n° 4 ; « La Révolution russe, les paysans et le bolchevisme », *ibidem*, juin 1918, n° 6.

²¹ H. S. Rémézov, *La question agraire en Russie*, Lausanne, Ed. des Peuples libres, [1918], p. 47.

²² G. Brocher à Sovnarkom, 10.9.1930, F.132/1/16, doc. 46, RGASPI.

Société Herzen²³ et édite, en français, l'ouvrage d'un témoin « dédié à la mémoire de toutes les victimes des bolcheviks en Russie. »²⁴

En 1920, Rémézov se rend néanmoins dans la jeune République soviétique où il a encore de la famille éloignée. A Moscou, il retrouve son vieil ami l'écrivain Zlitchenko. « Libéré de ses anciennes influences »²⁵, il change d'avis à propos des bolcheviks ! Lorsqu'il revient en Suisse en octobre, c'est muni d'un contrat des éditions d'Etat (Gosizdat) pour l'impression d'ouvrages et de revues soviétiques.²⁶ Ce travail d'édition lui vaut d'être expulsé du canton de Vaud en 1921 « en tant que bolcheviste ». Il s'installe ensuite à Genève, où il ouvre une nouvelle imprimerie. Selon son témoignage et celui de Brocher, Rémézov aurait depuis son retour de Russie « travaillé inlassablement au bien de l'URSS, suivant toujours les directives du Parti »²⁷. Rémézov se dépense effectivement sans compter en faveur de l'URSS dans la ligne de la VOKS, consacrant son argent à l'édition de publications philosoviétiques et son temps à l'enseignement gratuit du russe aux jeunes de la région.²⁸ Si son dévouement à l'égard de l'URSS ne fait pas de doute, il demeure en revanche très éloigné du profil traditionnel d'un militant communiste de l'époque stalinienne, et plus encore d'un fonctionnaire soviétique comme Bagotski. « Il vit comme un bohème, sans précaution »²⁹, écrit sa compagne. Même s'il s'en défend, Rémézov est resté très tolstoïen : « Si Romain Rolland a dit que j'étais tolstoïen, c'est parce qu'il sait que je suis un ami de Biriukov, que je passe ma vie à la campagne, dans la forêt, dans ma ruche, que je ne fume pas, que je ne bois pas d'alcool, que je ne cours pas après les Suissesses, j'ai été et reste gorkien [*sic*]³⁰. »³¹ Ce qu'il appelle sa ruche est un établissement d'apiculture installé dans un bois, qu'il a vendu, mais dont il continue à s'occuper.³² Car Rémézov se passionne pour l'apiculture, participant

²³ Cette brochure, dont je n'ai pas retrouvé d'exemplaire, ni aucune mention dans les bibliothèques, serait intitulée "Comment les bolcheviks ont trompé le peuple". Selon Rémézov, elle aurait été brûlée avant d'être mise en circulation, mais le fils Roubakine dispose d'un exemplaire qu'il prétend avoir trouvé dans une librairie de Genève. Je suppose qu'elle provient en réalité de la collection de son père. Les articles écrits par Rémézov à la même époque, qui sont eux bien disponibles, ne peuvent laisser de doute sur le caractère "hostile" du contenu.

²⁴ Jacques Weiss, *Les bolcheviks au pouvoir. Récits d'un témoin oculaire sur ce qu'ont fait les bolcheviks en Russie depuis une année qu'existe le Gouvernement des soviets*. Préfacé par G. Brocher, Lausanne, H. S. Rémézov, [1918]. Page de garde.

²⁵ G. Brocher à Sovnarkom, 10.9.1930, F.132/1/16, doc. 46, RGASPI.

²⁶ Sur le mouvement athéiste en URSS : Daniel Peris, *Storming the Heavens. The Soviet League of the Militant Godless*, Cornell, University Press, 2007 ; William B. Husband, "Godless Communists". *Atheism and Society in Soviet Russia, 1917-1932*, Northern Illinois, University Press, 2000.

²⁷ G. Brocher à Sovnarkom, 10.9.1930, F.132/1/16, doc. 46, RGASPI.

²⁸ Témoignage d'Ina Marek sur H. S. Rémézov, *Versoix Région*, n° 175, février 2008, p. 15.

²⁹ M. Birchmeyer à C. P. Zlitchenko, 2.2.1931, F.9463/1/ 37, doc. 14, GARF.

³⁰ « Comment pouvez-vous être un écrivain russe si vous ne buvez pas de vodka ? », lui aurait déclaré Gorki.

³¹ Cité par H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, 9.4.1931, F.9463/1/31, doc. 228, GARF.

³² La maison de Richelien, chemin de la Bâtie, à Versoix.

à des concours de producteurs de miel et prononçant des conférences sur la psychologie des abeilles à l'Institut Jean-Jacques Rousseau.³³

En 1929, Hilarion Rémézov est une nouvelle fois menacé d'expulsion, mais du canton de Genève. En octobre, Brocher et lui ont été appelés comme témoins par l'avocat Jacques Dicker dans le cadre d'un procès intenté par un autre immigré, Arthème Melik Eltschian, contre Chavichvili, le représentant de l'ancien Gouvernement géorgien à Genève, qui a qualifié le premier « d'agent bolcheviste » dans un journal français.³⁴ Lors du procès, l'avocat de la défense a déclaré que Brocher et Rémézov étaient membres du PC russe, ce qui ne correspond pas aux faits, mais l'avocat a lu un article de la *Pravda* (8.1.1929) qui parlait d'eux dans le cadre d'une commémoration du Comité international de secours aux sans-travail de Russie. *Le Courrier de Genève* et *La Tribune de Genève* exigent depuis l'expulsion d'Hilarion. Pour échapper à la sanction, ce dernier demande à Zlintchenko de lui obtenir un mandat officiel en relation avec la VOKS.³⁵ La démarche est appuyée par Gustave Brocher qui écrit alors à trois connaissances d'Hilarion à Moscou, Zlintchenko, Vladimir Rembelenski³⁶ et F. Svetlov³⁷, leur demandant de recommander son ami auprès de la VOKS. « J'ai reçu hier deux lettres d'Hilarion Rémézov qui m'ont mis au désespoir. J'en suis malade [...] ils veulent l'expulser de Genève et cela le mine. [...] Il souhaiterait être nommé observateur au BIT³⁸ en tant que représentant d'une Académie scientifique soviétique, ce qui pourrait le sauver [...] Voulez-vous bien le recommander auprès de la VOKS ? »³⁹ La direction de la VOKS transmet l'information à son délégué en Suisse, lui demandant ce qu'il pense « de l'utilisation de Rémézov pour un travail de responsabilité en Suisse dans la ligne de la VOKS, et sous quelle forme ? »⁴⁰ La proposition gêne Bagotski qui, se sachant très critiqué par sa direction, notamment en raison de la faiblesse de son français et de l'absence d'une Société des ARN en Suisse, s'oppose à ce projet : « le fait de lui envoyer un mandat de la VOKS aurait un effet inverse à celui escompté. Cette question du renvoi fut un peu exagérée et a suscité de nombreuses calomnies dans la presse. Avec un mandat de la VOKS ces calomnies augmenteraient sans doute. »⁴¹ Rémézov va persister dans sa démarche, mais en prenant soin de ne pas apparaître officiellement sur les documents, poussant la jeune Maria Birchmeyer sur le devant de la scène.

³³ H. S. Rémézov, *La mémoire du temps chez les abeilles*, Genève, Imprimerie Nouvelle, 1938.

³⁴ Le tribunal de police se déclarera incompétent, Vuilleumier, « La surveillance politique à Genève : quelques cas (1920-1934) », p. 254.

³⁵ H. S. Rémézov à C. P. Zlintchenko, 18.11.1929, F.9463/1/ 31, doc. 2, GARF.

³⁶ G. Brocher à V. N. Rembelinski, 5.12.1929, F.132/1/16, doc. 41, RGASPI.

³⁷ G. Brocher à F. Svetlov, 5.12.1929, F.132/1/16, doc. 41, RGASPI.

³⁸ La section russe du BIT avait été fermée en raison du refus des Soviétiques d'y participer.

³⁹ G. Brocher à C. P. Zlintchenko, 3.12.1929, F.9463/1/ 22, doc. 2, GARF.

⁴⁰ VOKS à S. J. Bagotski, 19.12.1929, F.5283/6/840, doc. 17, GARF.

⁴¹ S. J. Bagotski à VOKS, 24.12.1929, F.5283/6/840, doc. 19, GARF.

A l'instar de nombreux amis suisses, la Russie fait partie de l'histoire familiale de la jeune femme. Maria est née en 1906 à Aarau. Elle est la fille d'Anna Birchmeyer, une Suisse, et d'un officier ottoman, qui ne l'a pas reconnue. Une filiation qui lui vaut dans les correspondances le surnom de Tourtchanka, la femme turque en russe. A l'instar de nombres de ses concitoyennes à la recherche d'un emploi, Anna était partie travailler en Russie comme gouvernante d'enfant, confiant sa fille, alors âgée de six mois, à sa belle-sœur installée à Genève. Malgré plusieurs tentatives, Maria ne reverra jamais cette mère installée dans ce pays lointain qui devient l'objet de ses fantasmes. Elevée par sa tante, une ouvrière relieuse, progressivement gagnée à l'anarchisme à la lecture du journal *Le Réveil*, dirigé par Luigi Bertoni, Maria fréquente dès l'enfance les membres de la Libre pensée dont elle sera pendant douze ans la secrétaire cantonale, avant de rejoindre le comité de la fédération romande.⁴² Parmi ses connaissances figurent alors Jacques Gross-Fulpius — grand ami de Kropotkine, des frères Reclus et de Malatesta — le directeur de la Maison du peuple de Lausanne, Ernest Peytrequin, Auguste Forel, et surtout Gustave Brocher et sa femme Victorine Brocher-Malenfant. Alors qu'elle était encore enfant, Maria avait également rencontré le jeune Jean Divilkovski, celui-là même qui sera blessé à Lausanne aux côtés de Vorovski lors de l'attentat de 1923. Ayant dû abandonner ses études à l'âge de treize ans pour faire un apprentissage de couturière, Maria gagne sa vie comme secrétaire chez un médecin de Genève. Si elle ne fait dans un premier temps partie d'aucun groupe politique — « Ce n'est pas le Parti qui m'a amené à la Russie, mais la Russie qui m'a amené vers le Parti. »⁴³ — Maria est déjà une ardente russophile : « Nous attendons de grandes choses de la Révolution, car vous êtes plus jeunes que nous. L'âme slave a pour elle trois [*sic*] grandes qualités précieuses : un sentiment très profond, et une très grande sensibilité. De ceci provient probablement ce mysticisme que l'on retrouve souvent en elle, mais trop exploité hélas par son ancien régime. Un enthousiasme délirant qui lui fera faire n'importe quoi. Un esprit de sacrifice que l'on vit rarement chez d'autres peuples, surtout pour conquérir sa liberté. »⁴⁴

Sur les conseils de Brocher, qui s'est pris d'amitié pour la jeune femme, et qui lui recommande de nombreuses lectures, elle décide alors d'étudier la langue et l'histoire de la Russie. « Il est vrai que si tout n'est pas parfait dans la nouvelle République », écrit-elle dans une lettre autobiographique à la VOKS, « cela ne signifie pas qu'il soit juste de rejeter le bolchevisme en entier comme le font certains. Au contraire si nous trouvons qu'il doit se modifier aidons-le de nos propres moyens et à côté de ses fautes regardons aussi les progrès qu'il réalise, souvenons-nous que ce pays qui sous son ancien régime comptait 80 % d'illettrés

⁴² A. Genoud, président de la Société de la Libre pensée, Genève, 17.8.1931, F.9463/1/37, doc. 38, GARF.

⁴³ M. Birchmeyer à CC du PC, mai 1932, F.5283/6/905, doc. 26, GARF.

⁴⁴ M. Birchmeyer à C. P. Zlitchenko, 10.4.1930, F.9463/1/37, doc. 4, GARF.

a dû souffrir de la guerre, de la famine et des calamités. Nous devons faire attention aux prétendues persécutions dont témoignent certains anarchistes après la prétendue arrestation de Vera Figner, un mensonge inventé pour jeter le trouble et le doute dans la classe ouvrière. [...] L'URSS a créé un monde nouveau et tous les prolétaires regardent vers cet horizon avec espoir, nous avons la perspective si nous nous solidarisons avec la Russie des soviets de supprimer l'attribut de la classe bourgeoise, le capitalisme, et ce qu'il engendre : la misère, le paupérisme, la guerre et la haine. Je n'ai pas fait d'études spéciales, mais je veux être utile, JE LE VEUX ! »⁴⁵ Maria illustre bien l'engouement dont peuvent faire preuve les amis de la Russie révolutionnaire, consacrant tout son temps libre à la cause, n'ayant qu'un but en tête : « Faire tomber le mur qui sépare les peuples de l'Occident du grand peuple russe. Que m'importaient la fatigue, les longues veillées, si je pouvais voir les réalisations de notre idéal. »⁴⁶ La passion de Maria doit aussi beaucoup à Hilarion Rémézov, dont elle a fait la connaissance chez Brocher. « C'est mon "enfant", ma création. Je lui ai indiqué la voie d'Octobre. Elle est prolétaire avec amour et droiture. Je lui ai donné la possibilité de défendre sa classe »⁴⁷, racontera-t-il ultérieurement à propos de Maria. A ce duo se joint encore le président du PCG, Francis Auguste Lebet. Maria finit elle-même par adhérer au Parti, « je suis trésorière d'une cellule ».

La société est fondée en avril 1930 sous le titre de Société pour les relations intellectuelles et scientifiques entre la Suisse et l'URSS.⁴⁸ Mais ce n'est qu'en août que Birchmeyer, Rémézov et Brocher font part à la VOKS de leur volonté « d'organiser de façon permanente et approfondie l'étude de l'expérience soviétique, et dans ce but de grouper tous les éléments scientifiques, littéraires et artistiques d'avant-garde dans une organisation qui garantisse une activité énergique et féconde. »⁴⁹ La société est basée dans l'ancienne maison de Rémézov à Richelien, dans la campagne genevoise. Ce dernier, qui n'a aucune fonction officielle en son sein — « je conduis le travail sans titre flatteur et sans attirer l'attention du public »⁵⁰ — couvre les premiers frais et tout le travail d'édition. Maria Birchmeyer en est la secrétaire, Brocher le président. Citoyen français et gravement malade, ce dernier préfère néanmoins céder la place à son ami Forel pour limiter les critiques sur le caractère « non suisse » de l'organisation. Le vice-président est le journaliste socialiste Emile Unger, collaborateur de Nicole au journal *Le Travail*. Parmi la quinzaine de membres revendiqués figurent aussi Paul Biriukov, le professeur Stephan Bauer de l'Université de Bâle et Luigi Zappelli, un socialiste italien, ex-maire d'Ivrea, réfugié à Lausanne où il est le représentant du PSI.

⁴⁵ M. Birchmeyer à VOKS, 1930, F.5283/6/842, doc. 90-94, GARF.

⁴⁶ M. Birchmeyer à F. N. Petrov, VOKS, 29.4.1931, F.9463/1/37, doc. 22, GARF.

⁴⁷ H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, s. d., F.9463/1/ 31, doc. 291, GARF.

⁴⁸ Rapport de M. Birchmeyer sur la société, 1930, F.9463/1/37, doc. 1, GARF.

⁴⁹ M. Birchmeyer à VOKS, 21.8.1930, F.5283/6/847, doc. 35, GARF.

⁵⁰ H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, 20.12.1930, F.9463/1/31, doc. 182, GARF.

La crédibilité culturelle de la société repose presque exclusivement sur les relations d'Hilarion dans les milieux littéraires. Rémézov est introduit chez Romain Rolland, avec lequel il entretient une correspondance.⁵¹ Il connaît aussi Gorki de longue date⁵², Victor Margueritte et Henri Barbusse plus récemment. C'est d'ailleurs Rémézov qui aurait proposé à Barbusse, qu'il rencontre à Paris en juillet 1930, puis à Gorki, qu'il visite en décembre, l'organisation à Genève d'un Congrès mondial de lutte contre la guerre parrainé par des écrivains, qui finira par se tenir à Amsterdam en 1932.⁵³ Lors d'un séjour à Sorrente (dans la région de Naples), Rémézov se serait même efforcé de réconcilier Gorki et Romain Rolland, alors que ce dernier commençait à exprimer des doutes à la suite du procès des économistes. « Si on est en faveur du peuple russe, il faut faire disparaître tous ses doutes et s'exprimer clairement en faveur de l'URSS »⁵⁴, aurait-il déclaré à l'écrivain français en citant Gorki. Les liens tissés sont bien moins intimes que ne le laisse entendre Rémézov. Ni Gorki, ni Rolland ne voient en lui un écrivain, un pair ou même un ami. « C'est un pauvre petit bonhomme sans don, terne et peu instruit. Mais il se prend pour un grand personnage », note l'écrivain russe dans une lettre à Rolland.⁵⁵

Malgré son caractère familial et peu formel — la date exacte de formation demeure inconnue et aucune annonce n'est parue dans la presse — ce groupe genevois rencontre de l'intérêt à Moscou où l'on se désespérait de la disparition de l'ancienne société. « Cette société est l'une des plus importantes réalisations de la VOKS cette année. »⁵⁶ « Ils sont actifs et dévoués »⁵⁷, sa secrétaire « est enthousiaste et totalement dévouée à la construction soviétique », note le rapporteur de la VOKS dans la partie du plan de développement consacrée à la Suisse. « Bagotski doit se mettre en contact avec eux ». Pour conforter l'émergence du groupe, il est décidé d' « augmenter le nombre d'exemplaires du journal de la VOKS offert à la société » et d' « envoyer mensuellement 30 dollars à Maria Birchmeyer en tant que secrétaire de la société »⁵⁸. La VOKS fournit aussi à Maria les noms de quelques membres potentiels comme Camille Drevet, la secrétaire générale de la Ligue des femmes pour la paix et la liberté, la camarade R. Brachmann, une Soviétique qui étudie à l'Institut Jean-Jacques Rousseau, et Otto Volkhart, un Suisse qui enseigne la littérature à Moscou. Selon le plan de

⁵¹ Lettre de R. Rolland à la VOKS, 24.2.1931, F.5283/6/848, doc. 24, GARF.

⁵² *Correspondance entre Romain Rolland et Maxime Gorki, 1916-1936*, préface et notes de Jean Pérus, Paris, Albin Michel, 1991, pp. 210 et 219.

⁵³ H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, 31.12.1930, F.9463/1/31, doc. 11, GARF et M. Birchmeyer à C. P. Zlitchenko, 18. 8. 1932, F.9463/1/37, doc. 45, GARF.

⁵⁴ Cité par H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, 9.4.1931, F.9463/1/31, doc. 228, GARF.

⁵⁵ *Correspondance entre Romain Rolland et Maxime Gorki 1916-1936*, p. 293.

⁵⁶ Rapport d'activité du secteur latin de la VOKS, C. I. Rabinovitch, 9.11.1930, F.5283/2/62, doc. 16, GARF.

⁵⁷ Plan de développement de la VOKS pour la Suisse, novembre 1930, F.5283/2/260, doc. 3, GARF.

⁵⁸ *Idem*.

développement, la société doit créer des sections étudiantes et techniques, et « se lier aux associations démocratiques qui sont nombreuses en Suisse. »⁵⁹

Informé par la direction de la VOKS de la formation de cette nouvelle société, Bagotski, qui voit en Rémézov, et surtout en Zlintchenko, des concurrents pour son mandat de représentant culturel en Suisse romande, va faire son possible pour en discréditer la direction. Il commence par leur refuser l'envoi d'un film⁶⁰, en prenant soin de souligner que s'il ne peut leur être utile « cela résulte exclusivement du fait que votre groupe ne m'a jusqu'à maintenant pas tenu au courant de ses activités. »⁶¹ Il bloque ensuite le remboursement des sommes avancées par Rémézov. Il utilise enfin deux émigrés avec lesquels il est en relation depuis quelques années pour calomnier Rémézov auprès des amis suisses. Le premier et principal acteur de ces intrigues est le Dr Alexandre Roubakine, le fils du bibliographe. Établi à Paris où il est représentant du Commissariat du peuple soviétique à la santé publique auprès de la mission soviétique, Alexandre Roubakine dispose d'un réseau intéressant dans la perspective de la VOKS grâce à sa belle-mère, Gabrielle Duchêne, qui est la secrétaire du Cercle de la Russie neuve, dont il est également membre⁶², et une correspondante régulière de la VOKS. Provisoirement installé à Genève dans le cadre d'une mission d'expertise auprès de la Section d'hygiène, Alexandre Roubakine, apparaît comme la personne idéale pour approcher les milieux de la Genève internationale. C'est en tout cas ce que pense Bagotski qui lui écrit que « l'idée de créer à Genève une société internationale des ARN mérite notre attention. Cela serait très bien si vous ou un Genevois s'en occupait. »⁶³

Mais Roubakine ne connaît pas le milieu local, c'est pourquoi il est mis en relation par Bagotski avec Arthème Melik Eltschian qui connaît bien Brocher et Rémézov. Arrivé à Genève en 1908, cet arménien d'une famille du Karabakh — Melik signifie prince — est, comme nombre d'émigrés de l'Empire russe de cette génération, un militant socialiste révolutionnaire. Défensiste au début de la guerre, il a pris, en 1917, position en faveur des bolcheviks dans les assemblées des exilés arméniens. Alors que son frère, ancien ministre de la République autonome d'Arménie, fuit en Perse après l'invasion du Caucase par l'Armée rouge, Melik adhère au PCF avec nombre de socialistes français établis à Ge-

⁵⁹ Plan de développement de la VOKS, novembre 1930, F.5283/2/260, doc. 3, GARF.

⁶⁰ « Votre représentant Bagotski nous avait promis de nous envoyer le film *Turksib*, non seulement pour Genève, mais pour toutes les villes de Suisse romande. En dépit de cette promesse le film qui est tombé en des mains particulières n'a été présenté qu'aux seuls Amis du film nouveau, et cela par une personne qui ne touche ni de près ni de loin à cette société et à ses membres. Nous avons signalé cette erreur au camarade Bagotski d'une manière correcte, lui donnant la garantie que nous aurions versé la somme exigée pour chaque représentation qui aurait lieu. Mais nous n'avons jamais reçu de film. » Birchmeyer à VOKS, 9.1.1931, F.5283/6/847, doc. 20, GARF.

⁶¹ S. J. Bagotski à M. Birchmeyer, F.9463/1/31, doc. 119, GARF.

⁶² Rapport sur la création de la société française, mai 1927, F.5283/2/233, doc. 3, GARF.

⁶³ S. J. Bagotski à A. N. Roubakine, 4.3.1931, F.9501/6/72, doc. 337, GARF.

nève.⁶⁴ Ingénieur chimiste, représentant et négociant en produits pharmaceutiques, il dispose même d'une autorisation de commerce pour les stupéfiants qui lui sera retirée en 1931. Eltschian apporte en 1929 un soutien financier à Bagotski pour l'organisation d'une exposition, ce qui lui vaut d'être présenté dans la presse locale comme « espion bolcheviste »⁶⁵. C'est dans le cadre d'un procès qu'il tente contre l'un de ses diffamateurs que son avocat a fait déposer Brocher et Rémézov, provoquant de nouvelles accusations dans la presse contre ces derniers.

Comme celle de Dicker, les bonnes relations d'Eltschian avec l'unique représentant de l'URSS en Suisse sont en partie motivées par le fait qu'il a encore de la famille dans son pays d'origine. En 1930, ses services rendus à Bagotski lui permettent d'aller visiter sa sœur et deux cousins, dont l'un dirige une coopérative agricole en Arménie soviétique. Le délégué laisse aussi miroiter à Eltschian des perspectives en tant que représentant de la VOKS à Genève, poste auquel aspire Rémézov. C'est donc un Eltschian tout disposé à rendre service à Bagotski qui accompagne en juin 1930 le fils Roubakine chez Brocher, puis chez Biriukov à Onex, pour leur « raconter toutes sortes de fables sur Rémézov » : « Roubakine s'est servi d'Eltschian pour tirer les marrons du feu », raconte Brocher. « Ils ont fabriqué des dénonciations contre Rémézov, toute une série d'accusations envoyées à Moscou, comme par exemple que Rémézov est propriétaire d'une villa et qu'il ne peut être un communiste, mais Richelien ne lui appartient pas, il l'a vendue au docteur Parchet, un Suisse de Russie. Ces déclarations auraient pour but de rendre Rémézov suspect en Russie. Il n'a plus reçu l'argent qu'il attendait. Roubakine et son compère ont calomnié Rémézov auprès de la VOKS dont Rémézov a fondé une branche à Genève, dont j'ai été le président jusqu'à ce que l'assemblée générale ait nommé un autre président. Malade comme je suis et de plus français, je n'ai pas le droit d'être président. Eltschian et son compère se sont emparés de ce fait pour écrire à la VOKS que je n'avais jamais été président, ni même membre de la société. Ces médisances pèsent sur l'esprit de Rémézov et le rendent malade. »⁶⁶

Ce travail de sape reprend six mois plus tard dans un courrier adressé par Roubakine à Brocher. « Il ne faut pas croire que toute cette histoire au sujet de Monsieur Rémézov est une simple querelle de personne. Je ne suis que depuis peu de temps en Suisse mais ce Monsieur dont j'ai fait la connaissance à Genève l'année dernière et que j'ai vu trois ou quatre fois m'a fait une bien mauvaise impression. Ce qui m'a frappé le plus c'est sa profonde ignorance, y compris de la langue française, ce qui est impardonnable pour quelqu'un qui habite Genève depuis vingt ans. Je dois ajouter qu'il a très mauvaise réputation. On ne peut confier un travail délicat à quelqu'un qui est mal vu partout. »⁶⁷ Roubakine

⁶⁴ Vuilleumier, « La surveillance politique à Genève : quelques cas (1920-1934) », p. 253.

⁶⁵ Lettre d'A. Eltschian, 30.1.1929, F.3341/6/350, doc. 133, GARF.

⁶⁶ G. Brocher à M^e Genoud, Besançon, 6. 6. 1931, F.9463/1/22, doc. 7, GARF.

⁶⁷ A. N. Roubakine à G. Brocher, 14.2.1931, F.5283/6/849, doc. 74, GARF.

se charge d'ailleurs de donner à ceux qui en douteraient, et en particulier aux responsables de la VOKS, les éléments qui leur manquent pour abonder dans son sens. A le lire, Rémézov ne se serait pas contenté d'écrire et de publier de la littérature antibolchevique, il aurait aussi refusé d'adopter la citoyenneté soviétique, préférant conserver son passeport Nansen.⁶⁸ Le même se répandrait en déclarations anticommunistes dans la presse. A Genève, il serait aussi « connu comme spéculateur, qui s'intéresse avant tout aux avantages personnels »⁶⁹. Quant à la société qu'il a fondée avec « sa femme, la peu expérimentée et peu cultivée Birchmeyer, et cinq six vieux "mourants" de quatre-vingts ans, elle n'existe pas, ses principaux membres n'habitent d'ailleurs pas à Genève et personne ne sait quoi que ce soit de ses activités »⁷⁰. S'il reconnaît que malgré une enquête effectuée à Genève il n'a « rien trouvé confirmant les accusations selon lesquelles Rémézov n'était qu'un charlatan et un maître chanteur », Bagotski conforte pourtant auprès de la VOKS l'impression que ce dernier « suscite l'hostilité de tous ». Vraies ou fausses, ces critiques retombent ainsi « sur le prestige de la VOKS en Suisse »⁷¹. Et d'ajouter un mois plus tard : « Nous somme arrivés à la conclusion qu'il était possible de créer un groupe permanent mais qu'il fallait le couper du groupe de R[émézov]. »⁷²

Rémézov, qui a appris de Brocher les rumeurs répandues par Roubakine à son égard et qui ne doute pas du rôle de Bagotski dans cette affaire, se plaint à Moscou « des relations anormales établies entre le représentant officiel de la VOKS en Suisse et notre association »⁷³. Selon l'écrivain, c'est d'ailleurs le délégué qui « se serait adressé à moi en me demandant d'organiser à Genève une Société suisse d'échanges culturels avec l'URSS sur le modèle de ce qui existe dans les autres pays, en arguant que la vieille Société d'études documentaires dirigée par Terrisse avait raté son développement et n'existait pour ainsi dire plus. [...] Nous avons ainsi pris l'initiative d'organiser un groupe comptant sept, puis dix-sept membres. Quelle ne fut pas ma surprise lorsque Bagotski me donna un coup de poignard dans le dos en utilisant une brouille que j'avais eue avec Brocher, que je connais très bien depuis très longtemps, à propos du dernier procès de Moscou mettant en cause Ramzine⁷⁴. [...] Puis, Bagotski a en-

⁶⁸ Bien que revenu de Russie muni d'un passeport soviétique, Rémézov s'était fait enregistrer en 1922 auprès du consul tsariste, Gornostaev et avait ainsi obtenu un passeport Nansen qui lui permettait d'obtenir plus facilement un permis de séjour en Suisse. En 1930, il demanda la confirmation de sa citoyenneté auprès de la légation soviétique de Paris. H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, s. d., F.9463/1/ 31, doc. 117, GARF.

⁶⁹ A. N. Roubakine à J. Roïtman, 20.2.1931, F.5283/6/933, doc. 8, GARF.

⁷⁰ *Idem.*

⁷¹ S. J. Bagotski à M. Ingber, 12.3.1931, F.5283/6/849, doc. 77-79, GARF.

⁷² S. J. Bagotski à VOKS, 24.3.1931, F.5283/6/849, doc. 19, GARF.

⁷³ H. S. Rémézov à VOKS, 5.3.1931, F.5283/6/849, doc. 68, GARF.

⁷⁴ A la différence de Rémézov qui soutient la thèse soviétique du complot industriel, Brocher considère Ramzine comme « un faux témoin dont je ne peux avaler les inepties », G. Brocher à [Zlitchenko], 29.12 [1930], F.132/1/16, doc. 41, RGASPI.

voyé une lettre à Brocher dans laquelle il m'accuse de trahison et de chantage alors qu'au même moment il me donne du "cher ami". »⁷⁵

C'est alors au tour de Maria d'intervenir auprès de la VOKS : « J'ai longtemps hésité avant d'écrire une lettre comme celle-ci, mais je suis décidée à mettre à jour cette regrettable histoire. » Le portrait qu'elle brosse de ceux qu'elle appelle « vos trois concitoyens [...], trois arrivistes cherchant avant tout à faire une carrière politique, qui détournent nos camarades suisses de notre société » témoigne de son irritation. « Notre société est bien organisée et nous n'entendons pas la remettre aux mains d'aventuriers, même si ces aventuriers se disent vos amis et sont vos concitoyens. »⁷⁶ Et de « demander aux camarades de Moscou de ne pas nous contrecarrer dans la personne de leur représentant Bagotski »⁷⁷.

Il serait tentant de ne voir dans cette histoire qu'une querelle d'émigrés, « un différend personnel »⁷⁸ entre deux cercles rivaux. Mais les tensions révèlent aussi un décalage de traditions politiques, les libertaires, « communistes dans la vraie acception du mot »⁷⁹, déclare Brocher, contre les communistes orthodoxes. Ajoutons encore des différences de nature sociologique, l'opposition entre les sans-grades, les autodidactes (Maria Birchmeyer, Rémézov) et les institutionnels ayant une formation universitaire : Roubakine, Eltschian et Bagotski. Maria supporte mal le ton condescendant de ses interlocuteurs à l'égard de son statut de « petite couturière qui ne peut rien faire d'autre que des gilets », et s'en plaint à la direction de la VOKS. « Est-ce là le langage que doit tenir un communiste ? »⁸⁰, écrit-elle à propos d'Eltschian. Quant à Bagotski, « que j'aimerais gifler avec ma main de couturière »⁸¹, « il me traite de menteuse, de fumiste et me parle sur le ton d'un gendarme gourmandant un gamin ! », ajoute-t-elle dans un courrier au président de la VOKS, Petrov. « Il est vrai que pour le Dr Bagotski je ne suis qu'une petite prolétaire, une petite couturière sortie de très bas. C'est vrai je suis prolétaire, fille d'un Turc et d'une Suisse de Russie, j'ai été nourrie par une ouvrière, je n'ai pas comme votre représentant ou d'autres de mes détracteurs fait de longues études, à quinze ans je travaillais, j'ai eu faim, froid, j'ai pris sur mes loisirs, les loisirs d'une pauvre ouvrière couturière, pour m'instruire, la misère m'a amenée au communisme. Cher camarade Petrov, pour nous, ouvriers du monde entier, la Russie est notre patrie et nous la défendons, mais en lisant la lettre du docteur Bagotski, on peut se demander si l'on ne nous trompe pas et si là-bas ce ne sont pas les intellectuels bourgeois qui sont de nouveau les maîtres. Non, je ne veux pas croire cela. J'aimerais mieux mourir que d'être trahie par ce grand peuple russe que nous aimons et

⁷⁵ H. S. Rémézov à VOKS, 6.3.1931, F.5283/6/849, doc. 75, GARF.

⁷⁶ M. Birchmeyer à VOKS, 29.9.1931, F.5283/6/847, doc. 14-16, GARF.

⁷⁷ M. Birchmeyer à VOKS, 9.1.1931, F.5283/6/847, doc. 20, GARF.

⁷⁸ F. A. Lebet à C. P. Zlintchenko, 1.5.1931, F.9463/1/40, doc. 8, GARF.

⁷⁹ G. Brocher à présidium de l'IC, 9.2.1927, F.132/1/16, doc. 8-10, RGASPI.

⁸⁰ M. Birchmeyer à VOKS, 29.9.1931, F.5283/6/847, doc. 14-16, GARF.

⁸¹ M. Birchmeyer à C. P. Zlintchenko, 29.4.1931, F.9463/1/37, doc. 23-24, GARF.

admirons. [...] Si je n'avais pas des convictions solides et si je ne connaissais pas les hommes, après une accusation aussi monstrueuse, je romprais avec et je montrerais la lettre de Bagotski⁸² aussi bien aux amis qu'aux adversaires de l'URSS. Pour les adversaires je serais une "victime naïve des Sovièts", quant aux amis ils auraient une triste opinion de celui qui représente le plus grand pays du monde. Mais soyez tranquille je suis révolutionnaire dans l'âme et en démasquant publiquement celui qui me traîne dans la boue, je salis le pays que j'aime, le drapeau soviétique, ça c'est interdit. L'idée de Lénine doit rester pure. »⁸³

Pendant une année, la VOKS conserve son soutien à Rémézov et sa confiance à Maria Birchmeyer en tant que « correspondante officielle de la VOKS à Genève. »⁸⁴ « Tu recevras les films à temps. Les activités culturelles se feront à votre initiative. Tous nos amis croient en toi », confirme Zlintchenko à Rémézov. « La société peut accueillir en son sein des gens de toutes nationalités, y compris des citoyens soviétiques, dont toi. Tu dois y participer, ne serait-ce que pour fournir les informations indispensables, car les Suisses comprennent mal nos affaires. »⁸⁵ Rémézov obtient aussi une forme de reconnaissance symbolique par le président de la VOKS, qui souligne son travail culturel sur les ondes de radio Moscou. Grâce au parrainage de Zlintchenko, il peut s'inscrire au comité des écrivains de Moscou. Même si ce n'est pas une réhabilitation publique, Ingber écrit surtout à Bagotski que les faits concernant Rémézov étaient connus à Moscou, mais que cela n'a pas d'importance en comparaison de son amitié avec Gorki, Romain Rolland, Forel et Brocher. Le responsable du secteur latin accepte enfin de transmettre le dossier à une Commission composée de Rembelinski, Svetlov et Zlintchenko, qui sont de vieux amis de Rémézov, et des hommes influents dans les milieux littéraires soviétiques.

Mais les quelques dizaines de lettres envoyées par Rémézov (une par mois en moyenne de 1929 à 1935, une par semaine pour la séquence 1930-31)⁸⁶, auxquelles s'ajoutent celles guère moins nombreuses de Maria Birchmeyer, et plus ponctuellement de Brocher et Zappelli, finissent par irriter la direction de la VOKS, et Zlintchenko lui-même. Ce dernier, qui comme tous les membres de la Société des vieux-bolcheviks⁸⁷ fait alors l'objet d'une enquête de la part de la commission de contrôle du Parti, commence à s'inquiéter des répercussions de sa correspondance pour la VOKS sur sa situation personnelle. Accusé dès 1929 d'avoir été exclu du POSDR avant son départ pour la Suisse⁸⁸, désormais suspecté d'opportunisme pour ses liens avec des personnalités bourgeoises de

⁸² S. J. Bagotski à VOKS, 24.3.1931, F.5283/6/849, doc. 19, GARF.

⁸³ M. Birchmeyer à F. N. Petrov, pdt de la VOKS, 29.4.1931, F.9463/1/37, doc. 23-24, GARF.

⁸⁴ M. Birchmeyer à M. Ingber, 27.5.1931, F.5283/6/847, doc. 9, GARF.

⁸⁵ C. P. Zlintchenko à H. S. Rémézov, 20.10.1930, F.9463/1/31, doc. 156, GARF.

⁸⁶ Voir le fonds Zlintchenko (F.9463/1) déposé au GARF.

⁸⁷ Le fait d'appartenir à la Société des vieux-bolcheviks procure à ses membres de nombreux avantages matériels.

⁸⁸ F.124/2/32, RGASPI.

l'étranger, Zlintchenko entend faire preuve de « vigilance révolutionnaire » : « Je commence à avoir des doutes », écrit-il en avril 1931 au communiste Lebet. « Tout le monde, y compris Bagotski est contre lui [Rémézov]. Le froid ainsi créé a d'ailleurs quelques fondements, même parmi vous, en raison de sa brochure de 1918. Il y a aussi cette histoire de passeport Nansen, tout cela est vrai et rend Rémézov moins opportun. [...] Ces derniers temps, l'affaire s'était arrangée, mais Rémézov s'est adressé à moi et à d'autres camarades, ce qui nous a obligé à te demander de regarder ce cas dans un état d'esprit bolchevik [...] il nous faut en tant que communiste aborder la question de façon large, prenant en considération le danger qu'il soit totalement isolé [...] je ne l'accuse pas, mais je pose toutes ces questions dans le but d'une enquête complète de sa personne en tant que candidat du PC. »⁸⁹ Considérant que « cette affaire s'est terminée favorablement » pour Rémézov, Zlintchenko finit par demander à Lebet d'intervenir auprès de « notre ami, pour qu'il cesse de nous écrire sur cette affaire dont nous avons déjà plein le dos »⁹⁰. « Toute cette question des calomnies à l'égard de Rémézov doit être réglée à Genève, cela ne regarde nullement la VOKS qui a d'autres besognes à effectuer », répond désormais la société moscovite à Birchmeyer. « Nous aurions par exemple aimé recevoir votre plan de travail. Nous avons l'impression que vous avez liquidé la société de Genève. Autrement comment se fait-il que nous ne sachions absolument rien de vos activités, de vos relations avec Bagotski, de la distribution de la revue et de vos rapports avec la société zurichoise ? »⁹¹

Le bilan des activités de cette deuxième société est effectivement modeste, pour ne pas dire inexistant, surtout si on le rapporte à la masse des documents épistolaires conservés dans les archives russes. « La VOKS a été couverte de lettres sur cette stupide chamaillerie », note Roïtman à propos de la crise de la société genevoise. « Il est évident que cette maladie a affaibli l'autorité de la société et nous empêche d'avoir des liens sérieux avec l'intelligentsia de Suisse romande. »⁹² S'ils parviennent à éditer deux numéros d'une double feuille ronéotypée, Maria et Hilarion ne réussissent pas à rassembler suffisamment de membres pour des activités régulières. La renommée de la société ne dépasse jamais le cercle des Libres penseurs de Suisse romande⁹³ et le réseau des associations culturelles proches du mouvement ouvrier genevois. Au printemps 1931, la société est d'ailleurs passée à la suite d'un putsch sous le contrôle des socialistes de gauche, proches de Léon Nicole, ce qui a encore contribué à sa paralysie.

« Ce dernier était considéré depuis longtemps comme l'un des sociaux-démocrates de gauche de Genève », écrivait Bagotski à Litvinov en 1926 à pro-

⁸⁹ C. P. Zlintchenko à F. A. Lebet, 4.4.1931, F.9463/1/39, doc. 1, GARF.

⁹⁰ C. P. Zlintchenko à F. A. Lebet, janvier 1932, F.5283/6/905, doc. 43, GARF.

⁹¹ J. Roïtman à M. Birchmeyer, 20.3.1932, F.5283/6/905, doc. 30, GARF.

⁹² Note de J. Roïtman, 5.8.1932, F.5283/2/119, doc. 69, GARF.

⁹³ S. J. Bagotski à VOKS, 19.6.1930, F.9501/17173, doc. 174, GARF.

pos de Nicole, « mais il n'a précisé pleinement son attitude à l'égard de l'URSS qu'en janvier. »⁹⁴ Les avis divergent sur la paternité de ce tournant. Rémézov, qui collabore au journal *Le Travail* dont Nicole est le rédacteur en chef, prétend en être le principal responsable. Selon le journal radical *Le Genevois*, cette conversion se serait faite à la suite d'une rencontre avec le chef du NKID, Litvinov, lors de passage de celui-ci à la SdN en 1924.⁹⁵ Mais pour son biographe il convient de tenir compte des liens anciens que Nicole entretient avec Grigori Sokolnikov, qui fut secrétaire du groupe socialiste international de Genève en 1916 avant de rejoindre les bolcheviks. Un autre facteur serait l'adhésion au PCF d'Henri Barbusse et d'autres intellectuels de la revue *Clarté*.⁹⁶ Nicole écrit pour sa part que « l'attitude actuelle du *Travail* à l'égard de l'URSS doit beaucoup à ma relation avec le camarade Dicker. »⁹⁷ C'est aussi par l'intermédiaire de Dicker que le dirigeant socialiste genevois a fait la connaissance de Bagotski et est entré en relation avec la VOKS. Pendant plusieurs années, Nicole se contente d'utiliser sa qualité de rédacteur en chef pour faire écho à quelques manifestations culturelles (films, conférences...) en relation avec l'URSS. Il lui arrive aussi d'inviter des conférenciers à venir parler de la Russie dans le cadre de la commission de propagande socialiste qu'il préside. « S'il fut question d'Amis de l'URSS à cette occasion », écrit-il, « cette formule désignait des gens qui, spontanément et sans lien organique, s'occupaient de l'URSS. »⁹⁸ En mars 1931, Nicole décide de « donner une véritable organisation aux amis résidant à Genève et en Suisse romande. Dans ce but j'ai annoncé personnellement une réunion aux personnes désireuses de faire partie de ce groupement.⁹⁹ C'est alors que Rémézov et Mademoiselle Birchmeyer m'ont rappelé l'existence d'un groupement déjà formé. »¹⁰⁰

En rapportant ainsi à Bagotski, dans une forme faussement naïve, les circonstances de son appel à la création d'une nouvelle Société d'échanges culturels avec l'URSS, Nicole ne doute pas que son initiative aura l'appui, au moins tacite, du délégué. S'il ne peut ignorer l'existence de la Société pour les relations intellectuelles et scientifiques entre la Suisse et la Russie dont le vice-président est l'un de ses collaborateurs, il sait par Jacques Dicker, le numéro 2 du PSG, que Bagotski cherche à couper Rémézov et Birchmeyer de la VOKS. Nicole est aussi encouragé en ce sens par son ami André Ehrler, un instituteur socialiste,

⁹⁴ S. J. Bagotski à M. M. Litvinov, 5.3.1926, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 394. Il s'agit de la première référence à L. Nicole dans les documents soviétiques.

⁹⁵ Michel Rey, *Genève 1930-1933. La Révolution de Léon Nicole*, Berne, Peter Lang, 1978, p. 28.

⁹⁶ André Rauber, *Léon Nicole. Le franc-tireur de la gauche suisse (1887-1965)*, Genève, Slatkine, 2007, p. 36.

⁹⁷ L. Nicole à S. J. Bagotski, SRCR, 17.4.1931, F.5283/6/849, doc. 62-64, GARF.

⁹⁸ *Idem*.

⁹⁹ L'annonce appelant à la fondation d'un groupe des Amis de l'Union soviétique paraît dans *Le Travail* du 28 mars 1931. La réunion est fixée au 7 avril, mais se tient le 11.

¹⁰⁰ L. Nicole à S. J. Bagotski, SRCR, 17.4.1931, F.5283/6/849, doc. 62-64, GARF.

critique cinématographique qui s'est spécialisé dans le « film éducateur ». L'appel de Nicole est une véritable provocation pour Rémézov et Birchmeyer dont la société a programmé une assemblée générale quelques jours avant la réunion fondatrice du nouveau groupe. Tenue le 30 mars 1931 au Café du Grütl¹⁰¹, l'assemblée de la Société pour les relations intellectuelles et scientifiques entre la Suisse et l'URSS, à laquelle les socialistes genevois refusent de participer, ne rassemble guère plus d'une dizaine de personnes, dont Eltschian qui s'en prend publiquement à Rémézov. Informé de ce fiasco, Nicole téléphone le soir même à Maria pour lui proposer le secrétariat de la nouvelle société afin d'inscrire cette dernière dans le prolongement du travail qui a été accompli. « Mais j'insistais pour que le président tout d'abord, et la majorité des membres du nouveau comité, fussent des citoyens suisses jouissant de leurs droits politiques à Genève. » Il ne sera de même plus question de membres d'honneurs : « nous pensons qu'il est préférable de s'en tenir aux membres effectifs. Notre population aime savoir avec qui elle a à travailler ! »¹⁰² La manœuvre est adroite, et efficace. La référence à la citoyenneté suisse permet d'écarter Rémézov et Brocher, mais aussi Roubakine et Eltschian, celle aux droits politiques s'exerçant à Genève de maintenir à distance les Vaudois, quant à la proposition faite à Maria de conserver le secrétariat, elle doit supprimer le risque d'une pérennisation, même sous une forme végétative, de l'ancienne société. A la suite d'un entretien téléphonique avec Nicole, Maria accepte d'ailleurs de participer à la première assemblée générale organisée le 11 avril 1931, en début de soirée, à l'École d'horlogerie de Genève, sous la présidence d'André Ehrler. « Tout dépend maintenant de R[émézov] », écrit Bagotski à la VOKS lors de ces tractations. « Mais l'entrée de Birchmeyer au sein du nouveau comité devrait bientôt mettre un terme à l'activité de l'ancien groupe. » Après avoir protesté, cette dernière tente maintenant « de s'attribuer le mérite de l'initiative de la nouvelle association »¹⁰³. Rémézov, qui lors de l'assemblée générale a présenté les activités de la VOKS, finira lui-même par considérer que « Notre enfant "russo-turc" est dans les mains d'une bonne nourrice [Nicole-Ehrler] et d'une nounou expérimentée [Lebet]. Mon rôle est fini. »¹⁰⁴

Dans un premier temps, cette Société des amis de l'Union soviétique¹⁰⁵, prolongeant officiellement l'ancienne société, s'efforce de conserver une orientation exclusivement culturelle et sa qualité de correspondant de la VOKS, avec laquelle elle se met immédiatement en relation. « Le groupe que nous voulons

¹⁰¹ Rapport de M. Birchmeyer, avril 1931, F.9463/1/37, doc. 56, GARF.

¹⁰² L. Nicole à S. J. Bagotski, SRCR, 17.4.1931, F.5283/6/849, doc. 62-64, GARF.

¹⁰³ S. J. Bagotski à VOKS, 16.4.1931, F.5283/6/849, doc. 66, GARF. Dans son rapport du 14.1.1931, Maria parle effectivement d'une « heureuse initiative », F.9463/1/37, doc. 20, GARF.

¹⁰⁴ H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, avril 1931, F.9463/1/31, doc. 229, GARF.

¹⁰⁵ Le titre fixé dans les statuts d'avril 1931 est Amis de l'Union Soviétique : Société pour les relations culturelles entre la Suisse et l'URSS.

former », déclare Birchmeyer, « n'est pas un groupe politique. »¹⁰⁶ Il s'agit d'informer sur ce qui se passe en URSS, mais dans une perspective très spécifique : « ce que nous voulons c'est étudier la Russie dans l'intérêt de la classe ouvrière des pays capitalistes. Ceux qui sont venus en pensant étudier la Russie en snobisme se sont trompés, leur place n'est pas chez nous, ils ne doivent pas rester avec nous, nous voulons contribuer au renversement du régime qui nous écrase. »¹⁰⁷ Sur le papier la société garde aussi, en sous-titre, la dénomination de Société pour les relations culturelles entre la Suisse et l'URSS¹⁰⁸ qui figurait sur le bulletin de l'ancienne société.¹⁰⁹ La convocation de la première assemblée se serait d'ailleurs tenue selon Maria Birchmeyer sous le titre des Amis de la Russie nouvelle.¹¹⁰ Mais, entre eux, les socialistes l'appellent toujours Société des amis de l'URSS. Si Maria Birchmeyer est reconduite dans ses fonctions de secrétaire, ni Rémézov, ni Forel n'apparaissent dans le comité et c'est le socialiste de gauche André Ehrler qui hérite de la présidence. « Un homme d'intelligence supérieure, courageux et scrupuleusement honnête, que j'ai moi-même proposé à l'assemblée »¹¹¹, écrit Nicole, qui pour sa part occupe la vice-présidence. Derrière la façade de l'ancienne société, et malgré la présence de quatre communistes dans le comité — Maria Birchmeyer, Francis Auguste Lebet, Edouard-Eugène Scherrer et Jean Vincent —, les amitiés philosoviétiques sont passées sous le contrôle des militants socialistes proches de Nicole.

Les Amis de l'URSS, dont le siège est à Genève, comptent dès leur fondation 105 membres individuels et 3 membres collectifs : les Amis du film nouveau (900 membres sous la présidence d'Ehrler), le Théâtre d'art prolétarien (20 membres)¹¹² et la Jeunesse socialiste de Genève (30 à 40 membres). Bagotski se félicite qu'en Suisse romande le travail culturel de rapprochement se fasse « en collaboration avec des sociaux-démocrates et des communistes, avec l'appui d'un petit nombre d'intellectuels bourgeois », ce qui ouvre de larges perspectives en termes de contacts avec les masses. Mais « le problème demeure que, comme en Allemagne, les Partis communistes et socialistes n'approuvent pas totalement cette collaboration »¹¹³. Cette main basse de la gauche socialiste

¹⁰⁶ Rapport de M. Birchmeyer, avril 1931, F.9463/1/37, doc. 56, GARF.

¹⁰⁷ *Ibidem*, doc. 57.

¹⁰⁸ On trouve parfois le titre suivant : Société pour les relations scientifiques et culturelles entre la Suisse et l'URSS.

¹⁰⁹ Le titre exact est *Bulletin de la Société pour les relations culturelles et scientifiques entre la Suisse et l'URSS*, Genève.

¹¹⁰ M Birchmeyer à CC du PC 20.3.1932, F.5283/6/905, doc. 30, GARF.

¹¹¹ L Nicole à S. J. Bagotski, SRCR, 17.4.1931, F.5283/6/849, doc. 62-64, GARF.

¹¹² Fondé au printemps 1930, le TP a rejoint l'Union internationale du théâtre révolutionnaire (UIRR) en février 1931. Si tous les membres du TP ne sont pas communistes, la prédominance de ces derniers amènera Nicole et le PSG à soutenir l'initiative de Marc Schalks en faveur d'un nouveau groupe théâtral dénommé L'Effort, Jorge Gajardo Munoz, « Du Théâtre prolétarien au groupe L'Effort, 1930-1940 (En quête d'un théâtre ouvrier genevois) », Mémoire de licence, Université de Genève, 2001, pp. 40-50.

¹¹³ Rapport de S. J. Bagotski, 12.5.1931, F.5283/6/849, doc. 30, GARF.

genevoise sur les amitiés philosoviétiques provoque en effet beaucoup de remous à la direction des deux partis du mouvement ouvrier suisse. Comme l'a noté Brigitte Studer, « ni le PSS ni le PCS ne voient d'un bon œil cette initiative. Les uns parce qu'ils craignent un noyautage communiste, les autres parce que la direction de cette organisation leur échappe »¹¹⁴. Le PCS, auquel le CEIC reproche de ne pas appliquer les résolutions du 6^e congrès sur la lutte contre la social-démocratie considérée comme un allié de la bourgeoisie et du fascisme, va donc s'efforcer d'en reprendre le contrôle, ou du moins de limiter l'influence des socialistes sur Genève, en parrainant la fondation du Bund der Freunde der Sowjetunion (BFSU).

De son côté, le PSS va tenter de tenir ses militants à l'écart du mouvement en dénonçant le caractère communiste de l'organisation. En juin 1931, contre l'avis des délégués genevois et vaudois, le comité central du Parti suisse adopte une résolution proscrivant la participation des socialistes aux organisations communistes comme les AUS¹¹⁵. Le PSS a néanmoins de la peine à faire appliquer ses décisions. Profitant de la structure fédéraliste du parti, le comité directeur du Parti genevois déclare « que l'étude du problème russe ne pourrait être fructueuse qu'à la condition de l'entreprendre sur des bases documentaires sérieuses. Il reconnaît que les membres du PSG gardent le droit en tant qu'individus, de travailler à faire connaître l'URSS et à adhérer à tout groupement d'information culturelle. Il y a donc dans le PSG un immense progrès en ce qui concerne l'attitude du Parti et de la presse envers l'URSS »¹¹⁶, écrit Ehrler à son correspondant moscovite. Les socialistes genevois vont pourtant tenir compte, du moins pendant quelques mois, des critiques du CC du PSS, des critiques réitérées à la suite des multiples manifestations publiques de Nicole à son retour du congrès d'Amsterdam.¹¹⁷ Craignant l'expulsion, Ehrler refuse la convocation de toute nouvelle assemblée de la Société des amis de l'URSS¹¹⁸ et cesse rapidement de répondre aux courriers de la VOKS. La paralysie de la société qui résulte de cette situation attise les tensions entre le PSG et le PCG. Mais au-delà des attaques verbales contre la passivité des socialistes, Maria et les communistes genevois sont dans l'incapacité de relancer les activités de la société à partir de leurs seules forces. « Je suis profondément affectée par votre attitude vis-à-vis de cette société qui n'est qu'un fantôme et que la VOKS considère comme inexistante », écrit Maria Birchmeyer en mai 1932 au comité central du PCG, et « spécialement à Lebet et Scherrer » censés constituer la fraction communiste de la société. « Vous me direz que les responsables sont les chefs

¹¹⁴ Studer, *Un parti sous influence*, p. 545.

¹¹⁵ A. Ehrler à M. Ingber, VOKS, 25.6.1931, F.5283/6/849, doc. 83, GARF.

¹¹⁶ *Idem*.

¹¹⁷ Nicole s'est rendu au congrès en qualité de journaliste pour limiter les critiques du PSS qui était hostile à la participation de ses membres au mouvement.

¹¹⁸ M. Birchmeyer à A. Ehrler, 1932, F.5283/6/905, doc. 25, GARF.

socialistes qui obéissent à leurs directives. Mais vous camarades, qu'avez-vous fait ? [...] Cette société agonise et j'en accuse la fraction communiste. » Et de conclure menaçante que si le Parti ne reprenait pas en main l'organisation de la société, « je quitterais le Parti et ne le considérerais plus comme le défenseur de l'URSS. »¹¹⁹

L'offensive des socialistes gêne enfin les plans de la VOKS en empêchant la constitution d'une société culturelle hors des cercles ouvriers. Informé de la prochaine tenue d'un comité, le responsable du secteur latin somme Bagotski de « mettre un terme à la confusion qui règne à Genève entre la Société de rapprochement culturel et la Société des AUS. Si les choses ne sont pas mises au clair, nous risquons de perdre ceux qui souhaitent étudier l'URSS et soutenir la reprise de relations économiques et politiques normales, mais qui ne partagent pas les idées de l'édification socialiste. »¹²⁰ Et d'ajouter ultérieurement que, « dans la mesure où les sociaux-démocrates font tout leur possible pour empêcher la réalisation d'un travail culturel normal, il est incompréhensible que la direction de la société culturelle se mette en contact avec eux. Ne serait-il pas préférable de rassembler, sans l'aide des sociaux-démocrates, les membres de l'intelligentsia s'intéressant aux échanges culturels ? Il doit bien exister de tels intellectuels ? »¹²¹

Certes, depuis 1931 la VOKS a établi des contacts avec le musicologue genevois Aloys Mooser et le docteur Francis-Marius Messerli de Lausanne. Mais ces nouvelles recrues se tiennent à l'écart de tous les mouvements structurés. Le premier par individualisme et pour garantir son « indépendance professionnelle » de journaliste. Le second parce qu'il craint de perdre son poste de directeur du bureau d'hygiène de la ville de Lausanne.¹²² La décrépitude des réseaux romands correspond aussi à la fin d'une génération, celle du cercle romand de Zlintchenko. Max Tobler décède en 1929, Auguste Forel, Paul Biriukov et Gustav Brocher en 1931. Terrisse et Chavannes ont jeté l'éponge. La militante féministe et pacifiste Camille Drevet, qui était l'une des rares correspondantes de la VOKS à Genève osant intervenir dans la presse, auteur en 1931 d'un livre sur *La question des enfants abandonnés en URSS*, ne répond plus aux courriers de Moscou. « Elle semble être devenue hostile à l'URSS »¹²³, note le rapporteur de la VOKS. Les Soviétiques ont conscience du tournant. « Nous les citoyens soviétiques avons perdu en sa personne [Forel] un des premiers amis de l'URSS en Suisse. »¹²⁴ « Avec sa *Libre pensée internationale*, Brocher, malgré son inconstance anarchiste, travaillait de façon tout à fait indépendante et utile. »¹²⁵ Ses livres et

¹¹⁹ M. Birchmeyer à CC du PC, mai 1932, F.5283/6/905, doc. 26, GARF.

¹²⁰ J. Roïtman à S. J. Bagotski, 14.4.1932, F.5283/6/933, doc. 12, GARF.

¹²¹ J. Roïtman à S. J. Bagotski, 10.4.1932, F.5283/6/874, doc. 147, GARF.

¹²² Rapport de la VOKS, mars 1932, F.5283/2/198, doc. 9, GARF.

¹²³ Rapport sur l'activité de S. J. Bagotski, novembre 1932, F.5283/2/119, doc. 37, GARF.

¹²⁴ VOKS à Oscar Forel, 1931, F.5283/6/846, doc. 31, GARF.

¹²⁵ C. P. Zlintchenko à F. A. Lebet, 4.4.1931, F.9463/1/39, doc. 1, GARF.

ses archives sont triés — « j'ai détruit ce qu'il faut, en particulier les injures »¹²⁶ — avant d'être envoyés en URSS par Rémézov.

Ce dernier demeure installé à Genève, la police des étrangers ayant refusé l'expulsion demandée par les autorités cantonales. Rémézov touchera même pendant la guerre une aide de la Confédération et du bureau central de bienfaisance de la ville.¹²⁷ Il fait néanmoins profil bas, se dissimulant pour ses articles dans *Le Travail* et ses rares interventions publiques sous le pseudonyme de New-O. Malade et très ébranlé psychologiquement par ces querelles, il passe beaucoup de temps à écrire à Zlintchenko, trouvant dans l'utilisation presque quotidienne du russe un réconfort, presque un substitut de patrie, en attendant le retour tant espéré. Les longues lettres de cet écrivain, tolstoïen repent, rongé par la douleur de l'exil, constituent un exemple très original d'autostalinisation épistolaire. Rémézov pousse jusqu'à la caricature le processus d'intériorisation par l'écriture des valeurs staliniennes, ce « travail de soi sur soi »¹²⁸ permettant au militant de forger son identité communiste. Ses lettres sont une longue liste de slogans et de formules rituelles — « mon esprit révolutionnaire », « je suis prêt au sacrifice de ma santé, de mon temps et de mon argent pour notre cause commune », « porter le drapeau de Lénine » — devant convaincre ses interlocuteurs de sa conformité aux normes de la civilisation soviétique de l'époque, une conformité qui est la condition préalable à un retour en URSS. Mais le NKVD refuse de lui accorder un passeport soviétique. En 1935, les organes de sécurité feront aussi savoir à Zlintchenko qu'il est devenu moins opportun de correspondre avec des étrangers. « En accord avec votre proposition j'ai cessé de correspondre avec Genève. Parfaitement d'accord avec vous que le temps du dilettantisme est passé, je n'écris plus rien, ni à Rémézov, ni à Birchmeyer, ni à personne »¹²⁹, s'empresse de répondre celui qui est soumis à de nombreuses critiques. Zlintchenko se met alors à collaborer activement avec le NKVD, c'est-à-dire à dénoncer une multitude de soi-disant « traîtres trotskiste-zinoviédistes » : la fille du vieil opposant à Staline, Ivan Smirnov, qui habite dans son immeuble sous le seul prétexte que sa bibliothèque contenait des livres de Trotski¹³⁰, ainsi que des amis suisses, tel que Maurice-D. Perret. « Tout accuse Perret d'être un trotskiste, bien que peut-être entre guillemets comme le suppose Rémézov », note-il dans un courrier ultérieur à propos du collaborateur du *Travail*. « Il est venu deux fois en Union soviétique, mais sans avoir pu être démasqué. C'est pourtant ce que m'indique mon flair bolchevique. L'important dans cette révélation, c'est que j'ai établi la séduction exercée par Trotski sur les

¹²⁶ H. S. Rémézov à C. P. Zlintchenko, 8.1.1932, F.9463/1/31, doc. 270, GARF.

¹²⁷ Gehrig, « Bundesbeiträge zur Unterstützung bedürftiger und kranker Russen in der Schweiz (1918-1951) », p. 168 et 172.

¹²⁸ Brigitte Studer, Berthold Unfried et Irène Herrmann (éd.), *Parler de soi sous Staline. La construction identitaire dans le communisme des années trente*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, 2002, p. 9.

¹²⁹ C. P. Zlintchenko à dpt. politique du NKVD, 1935, F.9463/1/62, doc. 71, GARF.

¹³⁰ C. P. Zlintchenko à dpt. politique du NKVD, 16.2.1935, F.9463/1/60, doc. 2, GARF.

libéraux bourgeois, et pas seulement sur les bourgeois, aussi sur ceux qui en Suisse se considèrent comme des socialistes, des anarchistes. Tous ces messieurs pensent que Trotski est un bon type, un vieux révolutionnaire et un communiste avec lequel Staline et le Parti ont simplement des différends personnels. » Et de conclure : « Il faut enquêter avec perspicacité sur les membres de la Société des amis, pour identifier ceux qui comme Perret ont des sympathies trotskistes. »¹³¹ Le terme mis à leur correspondance a permis à Zlitchenko de faire preuve de sa détermination tout en protégeant son ami Rémézov, qui en restant en Suisse échappe au destin tragique d'autres réémigrants, et de Suisses qui, à l'instar de Fritz Platten, de Marc Schalks et de sa compagne Yvonne Bovard¹³², de l'ingénieur de la Firme Sulzer, Ulrich Keller et bien d'autres, ont vécu l'expérience du Goulag.¹³³ On retrouvera Rémézov en 1946 en tant qu'éditeur à Genève de *Rodina*, la revue de l'Union des patriotes soviétiques en Suisse. En 1958, alors âgé de 74 ans, il obtiendra enfin — mais ce délai lui a certainement sauvé la vie — la possibilité de revenir en URSS, après plus de cinquante années d'exil. A sa mort en 1960, ses archives sont déposées à l'Institut de littérature russe, Maison Pouchkine de Leningrad.

Au-delà de la recherche de soutien auprès des intellectuels, le travail culturel soviétique en Suisse romande est totalement interrompu par les événements du 9 novembre 1932¹³⁴ et leurs suites, l'arrestation puis la condamnation au printemps 1933 de Nicole à six mois de détention. Six autres accusés reconnus coupables, dont Lebet, sont condamnés à des peines allant de deux à quatre mois, et il y a près de cent expulsions du canton de Genève, donc de Suisse pour les étrangers.¹³⁵ C'est le cas d'Eltshian qui trouve vraisemblablement refuge en URSS.¹³⁶ « En ce moment il ne peut être question de société organisée, ni de groupe en raison de la terreur policière qui règne et c'est pourquoi selon Bagotski nous n'avons là-bas aucune personne solide. »¹³⁷ Comme le note le délégué dans son rapport automnal : « tout se passe en Suisse allemande »¹³⁸. Après Genève et Lausanne, ce sont les villes de Bâle et Zurich qui vont monopoliser l'organisation des amitiés philosoviétiques en Suisse. La première sur la ligne prolétarienne des AUS, la seconde parvenant à rassembler en plus de cette

¹³¹ C. P. Zlitchenko à département politique du NKVD, 1935, F.9463/1/62, doc. 27, GARF.

¹³² Daniel Künzi, *Yvonne Bovard, déportée en Sibérie*, documentaire 61 minutes, TVSI, SF, TVSR, Planète, Pologne, France, Italie, Allemagne, 1998.

¹³³ Sur la répression des Suisses à l'époque stalinienne : Huber, *Stalins Schatten in die Schweiz*.

¹³⁴ Jean Batou, *Quand l'esprit de Genève s'embrase. Au-delà de la fusillade du 9 novembre 1932*, Lausanne, Editions d'en Bas, 2012. L'auteur inscrit l'événement dans le cadre plus large d'une attaque délibérée de la droite genevoise, appuyée par les autorités militaires fédérales, contre le mouvement ouvrier local.

¹³⁵ Rey, *Genève 1930-1933. La Révolution de Léon Nicole*, p. 146.

¹³⁶ Vuilleumier, « La surveillance politique à Genève : quelques cas (1920-1934) », pp. 239-268.

¹³⁷ Rapport d'activité de la section latine de la VOKS, 20.11.1932, F.5283/2/100, doc. 8, GARF.

¹³⁸ S. J. Bagotski à VOKS, novembre 1932, F.5283/6/874, doc. 32, GARF.

première composante — ouvrière et communiste¹³⁹ — des membres des milieux économiques, des ingénieurs, des architectes, puis des intellectuels antifascistes. Dès le printemps 1933, leurs rangs gonflent grâce à l'afflux des réfugiés fuyant le régime nazi. « Zurich est devenu l'un des principaux centres de l'émigration allemande qui dans sa grande majorité observe une attitude de sympathie à l'égard de l'URSS, ce qui donne aujourd'hui une importance toute particulière à ces sociétés d'amitié »¹⁴⁰, écrit Bagotski.

En 1933, la Suisse passe ainsi dans l'organigramme de la VOKS du département latin couvrant l'Espagne, la France, l'Italie et l'Amérique latine, à celui d'Europe centrale, dirigé par G. Timm, dans laquelle figurent aussi l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Hongrie.¹⁴¹ Ce mouvement de balancier, faisant glisser les activités de la VOKS en Suisse de l'espace francophone à l'espace germanophone, se fait pourtant à contre-courant de la tendance générale qui traverse alors l'Europe. Pour la plupart les sièges des mouvements philosoviétiques, tant ceux qui sont proches de l'IC que du NKID, migrent d'Est en Ouest, de Berlin à Paris, en passant par Amsterdam, voire Bruxelles, parfois Londres, à la suite du rétrécissement des espaces démocratiques en Europe centrale. L'évolution singulière de la Suisse coupe les amis helvétiques de leurs collègues de France et de Belgique, avec lesquels ils n'auront plus de contact, sans leur permettre de s'appuyer durablement sur les groupes allemands, autrichiens ou tchèques, dont les activités seront brutalement interrompues.¹⁴²

¹³⁹ En janvier 1932, le siège du PCS est transféré de Bâle à Zurich.

¹⁴⁰ S. J. Bagotski à G. Timm, 30.5.1933, F.5283/6/875, doc. 75, GARF.

¹⁴¹ Le référent pour la Suisse est désormais E. Tcherniak.

¹⁴² Après la société allemande, dont le président Erich Baron est arrêté puis exécuté à la suite de l'incendie du Reichstag, viendra le tour de la société autrichienne (février 1934), puis tchécoslovaque (1938), d'être interdites.

Chapitre 12

La troisième tentative : Das Neue Russland

Cette troisième tentative de création d'une Société de rapprochement culturel en Suisse se fait dans un contexte relativement plus favorable et mérite un soutien attentif de notre part.¹

Nous ne réussissons pas à toucher les cercles influents. Il faut se battre, mais vous ne vous représentez apparemment pas la difficulté de notre travail. Celui qui a un emploi craint de le perdre s'il s'inscrit dans notre société.²

L'idée d'une nouvelle société basée à Zurich est très antérieure à sa création. Il y a des années que Bagotski rêve de constituer une société en Suisse allemande, une région toujours perçue par les Soviétiques comme moins hostile à l'URSS que la Suisse romande. « Il faudrait », écrit déjà le délégué en janvier 1929, « déplacer le siège de la SEDRC de la ville conservatrice de Lausanne, vers les villes industrielles de Zurich ou de Bâle. »³ L'occasion lui en est donnée en 1931 : « Les Zurichois ont décidé de créer un groupe permanent avec des membres de l'Union zurichoise des ingénieurs. L'un de ses nouveaux membres, Paul Gurewitsch, a fait une conférence sur la vieille et la nouvelle Russie dans le cinéma soviétique. »⁴ Né en Russie, cet ingénieur naturalisé suisse en 1930 est le représentant d'une firme américaine d'import-export, activité qui l'amène à

¹ S. J. Bagotski à VOKS, 2.3.1932, F.5283/6/874, doc. 153, GARF.

² Rapport de P. Gurewitsch à VOKS, 24.2.1933, F.5283/6/899, doc. 42-43, GARF.

³ Rapport de S. J. Bagotski à l'assemblée de la VOKS, Moscou le 10.1.1929, F.5283/6/840, doc. 1-2, GARF.

⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 1931, F.5283/6/841, doc. 72, GARF.

effectuer de nombreux voyages outre-Atlantique. Rédacteur au *Schweizer Exporteur*, grand connaisseur des questions d'énergie en Russie, il est l'auteur de nombreux articles et conférences sur le sujet.⁵ Dans un premier temps, Bagotski et Gurewitsch semblent hésiter sur l'orientation à donner au groupe : économique ou culturelle ? Les intérêts personnels de Gurewitsch et la prédominance des ingénieurs dans son réseau feraient naturellement pencher la balance du côté de la première option. Mais les répercussions de la crise s'étendent rapidement aux cercles intellectuels et culturels, offrant la possibilité d'un mouvement plus large et surtout plus en adéquation avec les ambitions de la VOKS.

« Les pires années sont venues. Je devins provisoirement ce que l'on commençait alors à appeler un écrivain engagé », raconte Rudolf Jakob Humm. « Les gens de ma génération devaient s'engager, nous ne devions pas seulement rêver, nous devions nous battre. Ce moment de mon existence est arrivé trois ans après le krach de la bourse de New York, au printemps 1932. Le mouvement vint de Zurich. Le 16 février⁶ fut créée par un petit groupe de personnes la société DNR [Das Neue Russland]. »⁷ Cette première réunion informelle est suivie le 1^{er} mars 1932 par la fondation officielle de la société sous le titre de Gesellschaft zur Förderung der kulturellen und wirtschaftlichen Beziehungen mit der Sowjetunion (Société pour le développement des relations culturelles et économiques avec l'URSS). D'autres titres ont été proposés, comme les Amis suisses de la Russie nouvelle (Schweizer Freunde des jungen Russland), la Société Suisse-Russie (Schweiz-Russische Gesellschaft), et la Société Russie nouvelle (Das Neue Russland), mais les initiateurs souhaitaient que le titre souligne la neutralité de la société.⁸ Bien qu'elle ne figure pas sur les documents officiels, l'appellation Das Neue Russland, qui avait le soutien des initiateurs, sera la plus usitée par les adhérents zurichoïses. « Une cinquantaine de personnes dont tous les vieux amis de Zurich ont assisté à cette première séance »⁹, note Bagotski dans un rapport méticuleusement rédigé le lendemain des faits.

Si elle insiste beaucoup sur sa « pleine indépendance politique » et sa volonté d'orienter le public avec des « informations objectives », la société reste, comme les précédentes, très marquée politiquement. « Le principal point faible de l'association est que pour l'instant il y a beaucoup trop d'éléments de gauche », reconnaît Bagotski. Le président élu est Walter Roshardt, un « artiste, professeur des arts appliqués à Zurich », déjà connu de la VOKS pour avoir organisé des expositions. Officiellement, Roshardt ne serait membre d'aucun parti, mais dans un

⁵ P. Gurewitsch, « La houille blanche en Russie », *La Lumière électrique*, vol. XXXII, 2^e série, n° 6, 5.2.1916, pp. 131-134.

⁶ Dans les documents de la VOKS, c'est la date du 26.2.1932 qui apparaît. Rapport de janvier-mars 1932, F.5283/2/198, doc. 6, GARF.

⁷ Rudolf Jakob Humm, *Bei uns im Rabenhaus. Literaten, Leute und Literatur im Zürich der Dreissiger Jahre*, Stuttgart, Fretz und Wasmuth, 1963, p. 11.

⁸ Jungi, « Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion », pp. 49-50.

⁹ S. J. Bagotski à VOKS, 2.3.1932, F.5283/6/874, doc. 153, GARF.

courrier ultérieur Bagotski note que Roshardt, qu'il appelle camarade, « est un vieux membre du PC »¹⁰, ce qui suscite immédiatement le mécontentement du rapporteur de la VOKS à Moscou. Le secrétariat est confié à Rudolf Jakob Humm, un journaliste indépendant, traducteur et critique littéraire, dont le premier roman¹¹ a été salué par Hermann Hesse. Principal représentant en Suisse de ce que l'on appelle les compagnons de route, Humm entretient de 1932 à 1936 de nombreux liens avec le PCS et ses militants dans le domaine culturel sans jamais adhérer officiellement au parti. C'est à la suite d'un voyage en URSS effectué avec le communiste zurichois Hans-Heinrich Itschner, celui-là même que Montandon avait rencontré à Moscou en 1920, qu'il a décidé de participer avec Walter Roshardt à la fondation de la DNR. Parmi les autres membres du comité figurent quatre communistes encartés — l'architecte Stephan Hüttenmoser, la docteure Minna Tobler, qui est aussi membre des AUS, Madame et Monsieur Ruedi, et deux socialistes de gauche, les médecins Tamara et Volker Scheu. Seul l'ingénieur Paul Gurewitsch est vraiment sans-parti. C'est lui qui, en tant que russisant, est en charge de la correspondance avec la direction moscovite de la VOKS. Mais ce lien direct finira par gêner Bagotski qui insistera pour que les contacts avec Moscou se fassent par son intermédiaire.¹² Sans en être officiellement membres, plusieurs personnalités de gauche, comme le journaliste et écrivain socialiste Jakob Bühler, l'étudiant communiste zurichois Ernst Bickel, l'ingénieur et astronome E. K. Weber¹³, et le président des AUS en Suisse, Heinrich Gerteis, travaillent activement pour le comité de la société, confortant son orientation à gauche. Citons enfin parmi les personnalités de l'association la docteure d'origine russe Paulina Raygradski-Brupbacher, la seconde femme de Fritz Brupbacher, qui effectue avec son conjoint un travail pionnier dans le domaine du contrôle des naissances et de l'éducation sexuelle. « S'agissant des sphères qui nous intéressent, nous avons un ingénieur bourgeois et un journaliste. »¹⁴ De l'aveu même de Bagotski, le nombre de membres sans-parti se limite donc à deux personnes, dont les noms ne sont pas révélés. Même fortement orienté à gauche, ce groupe zurichois relance chez Bagotski l'espoir de pouvoir constituer une société purement intellectuelle au niveau national.

Cette tentative d'élargissement intervient le 20 mars 1932, soit trois semaines après la fondation du groupe zurichois, lors d'une assemblée réunissant à Berne, à l'initiative de Bagotski, les délégués de tous les groupes suisses de relations culturelles avec l'URSS. C'est « la troisième tentative de création d'une

¹⁰ S. J. Bagotski à VOKS, 20.7.1932, F.5283/6/891, doc. 2, GARF. Il est membre du KPO.

¹¹ *Das Linsengericht. Analysen eines Empfindsamen. Roman*, Freiburg im Breisgau, Urban, 1928.

¹² S. J. Bagotski à S. Hüttenmoser, 23.3.1932, Nachlass Humm, cité par Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 63.

¹³ Rolf Mumenthaler, *Im Paradies der Gelehrten : Schweizer Wissenschaftler im Zarenreich (1724-1917)*, Zürich, 1996, pp. 416- 434.

¹⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 2.3.1932, F.5283/6/874, doc. 153, GARF.

Société de rapprochement culturel en Suisse », note Bagotski, mais elle a lieu dans un « contexte relativement plus favorable, et mérite un soutien attentif de notre part »¹⁵. La délégation zurichoise, composée de Roshardt qui préside la séance, Humm qui rédige le procès-verbal, Gurewitsch, Minna Tobler, Weber et Ruedi, est la plus importante, et c'est le comité zurichois, complété par un Romand, qui fera office de comité suisse.¹⁶ Outre les Zurichois, sont présents Maria Birchmeyer, Edouard-Eugène Scherrer et Roubakine fils pour les organisations de Genève, Bagotski en tant que représentant de Berne, Louba Jeanneret-Minkine pour le groupe de Lausanne et le représentant de l'IC en Suisse, Jules Humbert-Droz, en tant que responsable des AUS. Au-delà de son importance quantitative, la délégation zurichoise est surtout la seule à pouvoir se prévaloir de représenter une société culturelle effectivement composée d'intellectuels. « Toute les autres sociétés ont un caractère ouvrier »¹⁷, confirme Alexandre Roubakine. La plupart des participants sont membres du PC ou de la gauche du PS. La société genevoise, d'ailleurs paralysée par les affrontements internes, est une société majoritairement prolétarienne. Bien que médaillé d'or de bobsleigh à quatre aux premiers Jeux Olympiques d'hiver de Chamonix en 1924, Scherrer est surtout connu du public en tant que militant communiste, très engagé dans les luttes syndicales et le SRI. Postier, il est le premier communiste suisse à avoir été frappé d'une interdiction professionnelle pour activité politique. Malgré son refus de s'appeler Société des AUS, le groupe de Lausanne est, comme la société de Genève, composé presque exclusivement d'ouvriers proches de la gauche socialiste. Quant aux Bernois, ils sont sans troupe.

La réunion commence à établir un premier bilan des groupes existants, ou en formation, avant d'envisager des formes de coopération. Si le cadre institutionnel se doit d'être le plus souple possible, afin de tenir compte des spécificités locales et de la diversité linguistique, il est envisagé de constituer quelques structures communes pour la location de films, l'organisation d'expositions et l'échange de conférenciers. La question centrale de cette séance fondatrice ne porte pas tant sur la coordination au niveau national des activités des différentes sociétés locales de rapprochement culturel que sur les relations de ces dernières avec le Bund der Freunde der Sowjetunion (BFSU) fondé l'année précédente à l'initiative du PCS. Conformément aux directives de la VOKS, la Société pour le développement des relations culturelles et économiques avec l'URSS, que les Zurichois continuent à appeler entre eux Das Neue Russland, « a décidé de séparer ses activités de celles des sociétés prolétariennes des Amis de l'Union soviétique »¹⁸. Une tâche d'autant plus urgente qu'« il n'existe pas en Suisse de différence précise entre la Société des AUS et la Société de rapprochement

¹⁵ S. J. Bagotski à VOKS, 20.3.1932, F.5283/6/874, doc. 153, GARF.

¹⁶ Rapport de la VOKS, section latine, juin 1932, F.5283/2/119, doc. 87, GARF.

¹⁷ A. N. Roubakine à J. Roïtman, 22.3.1932, F.5283/6/933, doc. 11, GARF.

¹⁸ S. J. Bagotski à VOKS, 19.4.1932, F.5283/6/874, doc. 138, GARF.

culturel avec l'URSS », écrit le rapporteur de la VOKS. « Il subsiste en permanence une confusion dans le travail de ces sociétés. Certains de ses membres, comme Birchmeyer, travaillent en même temps dans les deux sociétés, ce qui fait que l'intelligentsia n'a pas de représentation précise des différents domaines d'intervention de ces deux sociétés. »¹⁹ Plusieurs sections locales des AUS ont même volontairement contribué à la confusion en refusant d'adopter le titre trop explicite d'Amis de l'URSS pour ne pas effrayer leurs membres, limiter les problèmes avec la police ou obtenir plus facilement des autorisations pour des événements publics. Le résultat est que « les intellectuels qui ne souhaitent pas se compromettre avec des organisations ouvrières craignent de rejoindre ces sociétés »²⁰. Même si les publics visés différaient légèrement, l'étroitesse du marché suisse et la similarité des objectifs poursuivis (la promotion des relations culturelles, économiques et diplomatiques entre la Suisse et l'URSS), rendaient peu opportune la formation de deux sociétés parallèles et concurrentes.

La géographie des amitiés philosoviétiques en Suisse révèle ainsi quatre types de configurations. La première, limitée à Zurich, présente deux sociétés distinctes, selon le modèle envisagé par les Soviétiques. La deuxième s'applique aux centres industriels de Suisse allemande, dans lesquels existent des sections des AUS, mais aucune société d'intellectuels. Le troisième cas de figure concerne les villes romandes de Genève et Lausanne, qui disposent d'une société aux contours assez flous. Enfin la dernière configuration, la plus fréquente, est celle des cantons où aucune société n'a pu se développer.

Malgré l'existence d'une section des AUS forte de plusieurs centaines de membres, le groupe zurichois, initialement constitué d'une cinquantaine d'intellectuels de gauche, va rapidement profiter des effets de la crise et de la montée du chômage pour élargir sa base et toucher des sphères qu'il n'avait pas réussi à atteindre auparavant. Dès le mois d'avril 1932, Humm écrit à Bagotski que la société compte désormais 80 membres inscrits, auxquels s'ajoutent près de 200 sympathisants, c'est-à-dire des personnes intéressées par les activités de la société mais qui n'ont pas voulu ou pas pu adhérer.²¹ Le nombre de membres va s'élever en mai à 99 (dont 43 n'ayant pas encore payé leurs cotisations), puis à 136 en juillet, avant d'atteindre son sommet en octobre 1932, avec 200 membres dont un nombre assez important d'ingénieurs. Mais Zurich est, et restera, un cas à part. Partout ailleurs, le processus de différenciation des sphères d'activité va échouer, empêchant la constitution de groupes d'intellectuels distincts du mouvement prolétarien, là où ces derniers existent.

¹⁹ Rapport du secteur latin, fin mars 1932, F 5283/2/7198, doc. 9, GARF.

²⁰ *Idem*.

²¹ R. J. Humm à S. J. Bagotski, 17.4.1932, Nachlass Humm, cité par Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 53.

Dans le bastion communiste de Bâle²² — mais le modèle vaut aussi pour Schaffhouse²³ et la ville de Winterthur située dans le canton de Zurich — où les amitiés philosoviétiques sont monopolisées par la très puissante section locale des AUS, « le groupe des initiateurs n'a pas trouvé un espace suffisant étant donné le travail d'intoxication effectué par les sociaux-démocrates de droite au sein de l'intelligentsia radicale »²⁴. A l'exception du professeur Stephan Bauer, qui est le plus souvent en déplacement à l'étranger, les membres de l'élite bâloise sont si hostiles à la Russie soviétique que les Zurichois doutent de la possibilité de constituer une section hors des cercles communistes. L'homme pressenti pour en prendre la direction est l'historien de l'art Georg Schmidt. Frère de l'architecte Hans Schmidt qui travaille alors en URSS, Georg occupe diverses fonctions dans des institutions culturelles bâloises qui en font un candidat idéal. Mais ce socialiste de gauche qui entend se consacrer à l'édition d'une revue marxiste (*information*) décline la proposition, sous le prétexte de ne pas affaiblir le caractère sans-parti de la société.²⁵ A défaut d'un autre candidat, la direction de la section revient à l'inspecteur du travail de la ville de Bâle, Walter Strub, qui est l'un des fondateurs du PC ! Une première assemblée se déroule le 13 octobre 1932 en présence de Gurewitsch qui fait une conférence inaugurale devant une centaine de personnes. La réunion débouche sur la constitution d'un comité et l'approbation d'un programme. Mais sur les cinquante membres inscrits seuls neuf paient leurs cotisations, plaçant immédiatement la société, qui avait engagé des frais pour une première série de conférences, dans une position financière difficile. La section bâloise s'adresse alors au comité zurichois pour obtenir des fonds. Cette demande, qui ne sera pas intégralement satisfaite, marque le début des tensions entre les deux sections locales, les Bâlois reprochant au comité zurichois son attitude hautaine à l'égard des groupes locaux. « Comme l'ont montré les efforts déployés par Das Neue Russland dans le reste de la Suisse, ce n'est pas Bâle qui constitue un cas à part, mais Zurich. C'est pourquoi l'on doit s'efforcer à Zurich de comprendre les autres groupes et de les aider au lieu de vouloir les commander. »²⁶ Faute d'une masse critique suffisante, la société végète avant de disparaître.²⁷ Quant aux quelques intellectuels de Bâle désireux de s'informer sur la culture soviétique, ils finiront par rejoindre, avec Strub, la section locale des AUS totalement contrôlée par les communistes.

²² Avec des scores aux élections cantonales et nationales allant de 20 % en 1929 à 11 % en 1938, alors que la section zurichoise ne dépasse jamais les 4 %, les communistes bâlois représentent une force politique qui compte.

²³ Les communistes, puis les communistes oppositionnels (KPO) atteignent à Schaffhouse un score électoral supérieur à 25 % (le meilleur de Suisse), qui leur permet d'occuper de nombreuses fonctions dans les exécutifs et les parlements du canton.

²⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 21.3.1932, F.5283/6/874, doc. 143, GARF.

²⁵ Correspondance Humm – Schmidt, Nachlass Humm, cité par Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 67.

²⁶ W. Strub à R. J. Humm, 1932, *idem*.

²⁷ Rapport de P. Gurewitsch à VOKS, 24.2.1933, F.5283/6/899, doc. 42-43, GARF.

A l'inverse, à Genève et à Lausanne où il n'existe à ce moment pas formellement de société prolétarienne des AUS²⁸, « la Société culturelle rassemble des ouvriers, des sociaux-démocrates et des communistes, ce qui complique beaucoup les choses. Le congrès a ainsi proposé aux Genevois de constituer un groupe composé exclusivement d'intellectuels »²⁹. Mais pour Bagotski, « il convient à Genève d'agir progressivement pour ne pas détruire l'organisation existante »³⁰. Selon lui, les conditions locales expliquent que les groupes intéressés à la culture soviétique aient pris en Suisse romande un caractère différent : « Ce sont de tels réactionnaires, qu'on ne peut rien faire. C'est pourquoi nos groupes de Lausanne et Genève recrutent presque exclusivement dans les sphères sociales-démocrates et communistes. »³¹ Si les Zurichoïses du comité national lui donnent raison³², la VOKS ne peut faire le deuil d'une société intellectuelle dans la ville internationale. « Comment pouvez-vous accepter que la société végète ainsi »³³, écrit le responsable du secteur suisse à Alexandre Roubakine. Le projet de création à Genève d'une société purement intellectuelle connaît ainsi de multiples épisodes tous plus décevants les uns que les autres. Nous avons déjà évoqué les tentatives effectuées par Roubakine fils en direction des milieux internationaux de Genève. Mais son statut d'expert auprès de la Section d'hygiène de la SdN l'empêche d'agir officiellement. S'il écrit beaucoup à la VOKS pour calomnier Rémézov et Birchmeyer, son engagement en faveur de la société se cantonne à quelques conférences sur la santé publique en URSS. Durant l'été 1932, il part d'ailleurs s'installer pour une année aux Etats-Unis grâce à une bourse de la fondation... Rockefeller ! Les espoirs se sont ensuite placés sur le médecin d'origine roumaine Jules Weissfeiler, qui a intégré le comité suisse malgré son appartenance au PCS. N'ayant pas obtenu la prolongation de son permis d'établissement, ce dernier part s'établir en URSS, où il dirigera le département de microbiologie de l'Institut central de recherche sur la tuberculose. Tout repose alors une nouvelle fois sur les épaules de Maria Birchmeyer avec laquelle la VOKS refuse pourtant d'avoir des contacts considérant que le groupe qu'elle dirige « appartient à la catégorie des organisations ouvrières avec lesquelles la VOKS n'est pas liée »³⁴. Majoritaires dans le canton depuis les élections de 1933, les socialistes proches de Nicole monopolisent ainsi pendant plusieurs années les amitiés philosoviétiques, et empêchent la constitution d'une Société des ARN qui les priverait des intellectuels locaux. En novembre 1934, lors d'un voyage de Maria Birchmeyer en URSS, la VOKS lui demandera de

²⁸ Celles-ci apparaîtront en 1933, voir le chapitre intitulé « Les concurrents ».

²⁹ S. J. Bagotski à VOKS, 21.3.1932, F.5283/6/874, doc. 143, GARF.

³⁰ S. J. Bagotski à VOKS, 19.4.1932, F.5283/6/874, doc. 138, GARF.

³¹ S. J. Bagotski à VOKS, 20.1.1932, F.5283/6/874, doc. 168, GARF.

³² R. J. Humm à Etienne Lentillon, membre du PCG, Nachlass Humm, cité par Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 67.

³³ VOKS à A. N. Roubakine, 17.3.1932, F.5283/6/933, doc. 6, GARF.

³⁴ J. Roïtman à M. Birchmeyer, 21.6.1932, F.5283/6/905, doc. 16, GARF.

reconstituer une société. Mais la jeune femme ne parviendra pas à « recruter des personnalités sérieuses du monde des savants, ce qui dans l'atmosphère de Genève n'est effectivement pas facile », reconnaît Bagotski. « L'arrivée au pouvoir d'un Gouvernement socialiste a créé au sein des sphères bourgeoises une psychose à l'égard de tout ce qui a un rapport avec le marxisme. »³⁵ Et si en 1935 Bagotski écrit encore une fois à la VOKS « qu'existe maintenant à Genève la possibilité de fonder une société de rapprochement culturel »³⁶, cette ultime tentative n'aura pas plus de suite que les précédentes.

A Lausanne, « ville la plus réactionnaire de Suisse »³⁷, « ville presque sans ouvrier avec une intelligentsia chauvine »³⁸, le travail culturel est organisé par Jeanneret-Minkine, sa femme et le docteur Francis-Marius Messerli. « Compte tenu de l'ambiance incroyablement réactionnaire, ils peuvent difficilement faire plus que ce qu'ils font déjà. »³⁹ Deux ans plus tard, le rapporteur de la VOKS déclarera que « les liens que nous avons tissés ces dernières années à Lausanne ont cessé »⁴⁰. « Lausanne constitue maintenant l'un des centres de la campagne antisoviétique. »⁴¹

A Berne, malgré les contacts établis par Bagotski depuis quinze ans, rares sont les intellectuels à se joindre au mouvement. Lors de la fondation du groupe, le 18 mars 1932, à laquelle les socialistes locaux refusent de participer, seules vingt-cinq personnes ont assisté à la conférence inaugurale donnée par le professeur Bauer au Daheim de Berne. Le groupe, qui de l'aveu même de Bagotski compte moins de vingt membres, cesse totalement ses activités après quelques mois. « Même à Berne, ville où il réside, il n'a pas ressenti le besoin de créer une société de rapprochement »⁴², se plaint le rapporteur de la VOKS. Certes, il existe dans la capitale fédérale une Société russo-suisse, mais il s'agit d'un groupe composé dans sa grande majorité de Suisses de Russie, très hostiles à la propagande soviétique. Bagotski, qui n'a aucun contact officiel avec eux, leur fait néanmoins parvenir quelques exemplaires de la revue de la VOKS.⁴³

La situation est particulièrement complexe au Tessin, où les contacts développés par Bagotski, par le biais du docteur Leander Tomarkin, révèlent, de façon assez cocasse, les contradictions de la politique extérieure soviétique. « En Suisse italienne, le terrain mûrit, bien que menace là-bas le danger d'un groupe "fascisto-soviétique". Cela a l'air absurde, mais effectivement les Suisses

³⁵ S. J. Bagotski à VOKS, 19.2.1935, F.5283/6/898, doc. 52, GARF.

³⁶ S. J. Bagotski à A. Y. Arossiev, 24.10.1935, F.5283/6/928, doc. 5, GARF.

³⁷ A. N. Roubakine à J. Roïtman, 21.4.1932, F.5283/6/933, doc. 10, GARF.

³⁸ Rapport de la VOKS, mars 1932, F.5283/2/198, doc. 9, GARF.

³⁹ A. N. Roubakine à J. Roïtman, 21.4.1932, F.5283/6/933, doc. 10, GARF.

⁴⁰ Rapport de la VOKS sur la situation en Suisse, 1934, F.5283/6/889, doc. 5, GARF.

⁴¹ Plan de travail de la VOKS pour l'année 1935 en Suisse, F.5283/2/162, doc. 20, GARF.

⁴² Rapport sur l'activité de Bagotski, novembre 1932, F.5283/2/119, doc. 37, GARF.

⁴³ Rapport d'activité de la section latine de la VOKS, 20.11.1932, F.5283/2/100, doc. 8, GARF. Sur les Suisses revenus de Russie et leur influence dans la politique fédérale à l'égard de l'URSS : Voegeli, "Die Rückkehr der Russlandschweizer 1917-1945".

qui sympathisent avec le fascisme ressentent souvent une grande sympathie pour l'URSS. Je me suis ainsi retrouvé dans une situation assez délicate, en décembre, ayant été invité à une réception dans les sphères de l'intelligentsia de Locarno. La soirée était dédiée à l'intérêt suscité par l'URSS et l'Italie fasciste. Cela peut en partie s'expliquer par le fait que parmi les invités figuraient le consul d'Italie et moi-même, et que les règles d'hospitalité ont été respectées. Mais il existe effectivement une certaine défiance à l'égard des bavardages démocratiques favorisant chez de nombreuses personnes la recherche de nouvelles voies.»⁴⁴ Certes, « ces personnes ayant des fonctions officielles », un groupe « constitué de millionnaires », écrit Birchmeyer, « ont proposé pour le moment de s'abstenir de faire des conférences publiques et de constituer officiellement une association »⁴⁵. Mais cette illustration locale des bonnes relations diplomatiques entretenues par l'URSS et ses représentants à l'étranger avec l'Italie fasciste suscite l'indignation des socialistes tessinois et plus encore des nombreux militants antifascistes italiens réfugiés en Suisse. « La situation en Europe des réfugiés politiques devient de plus en plus difficile et dans le mouvement ouvrier on est un peu écœuré par les manières de politesse et les égards de la part du Gouvernement des Soviets envers le Gouvernement fasciste »⁴⁶, écrit par exemple le représentant du PSI à Lausanne, Luigi Zappelli. Bagotski va alors tenter de diversifier ses réseaux tessinois en direction du mouvement ouvrier et des réfugiés antifascistes. Les socialistes et les communistes locaux se constitueront en Société des AUS. Contacté pour s'occuper de l'organisation d'une section à Locarno, l'éditeur communiste Fritz Jordi, qui a fondé dans le hameau de Fontana Martina, à côté de la frontière italienne, une communauté d'artistes accueillant aussi des chômeurs et des réfugiés, ne mènera pas le projet à terme. En 1934, la VOKS devra reconnaître n'avoir aucun lien au Tessin.⁴⁷

« Malgré sa dénomination de société suisse, la Société pour le développement des relations culturelles et économiques avec l'URSS n'existe en fait qu'à Zurich »⁴⁸, confirme le rapport annuel de la VOKS pour 1934. Si officiellement elle a conservé son titre, la société est surtout connue sous son appellation zurichoise, Das Neue Russland, témoignant ainsi de son enracinement presque exclusivement local. Dans cet espace géographique limité, l'activisme de quelques-uns de ses membres, dont Gurewitsch, qui depuis l'automne 1932 est en charge des départements expositions et films⁴⁹, permet à la société zurichoise de connaître quelques succès : « Nous étions très appliqués. Chaque vendredi soir, nous nous réunissions pour des discussions au Restaurant Katz. Une fois par

⁴⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 20.1.1932, F.5283/6/874, doc. 168, GARF.

⁴⁵ S. J. Bagotski à VOKS, 19.4.1932, F.5283/6/874, doc. 138, GARF.

⁴⁶ L. Zappelli à C. P. Zlinterchenko 31. 12. 1928, F.9463/1/32, doc. 4, GARF.

⁴⁷ Plan de travail de la VOKS, 1935, F.5283/2/162, doc. 20, GARF.

⁴⁸ Rapport de la VOKS sur la situation en Suisse, 1934, F.5283/6/889, doc. 5, GARF.

⁴⁹ P. Gurewitsch à S. J. Bagotski, 7.11.1932, F.9501/6/72, doc. 235, GARF.

mois nous proposons une manifestation publique, et lorsque nous avons un Russe sur le podium nous étions aux anges. Notre principal coup d'éclat fut une soirée dansante, organisée au printemps 1933, au lieu dit des Mésanges, en faveur des Allemands ayant fuit le III^e Reich. Notre tombola fut alimentée par des dons d'artistes zurichois ; la plus belle pièce était une terre cuite du sculpteur Hermann Haller. »⁵⁰ Les premières réunions témoignent de l'enthousiasme des membres et d'une multitude de projets. La société envisage par exemple de parrainer la création d'un cabaret politique et d'organiser des voyages d'étude, mais ces projets n'aboutiront pas. La société s'efforce aussi d'entretenir des contacts avec différentes sociétés suisses plus ou moins proches de ses objectifs — comme les AUS et les Amis de la nature — et avec des sociétés équivalentes en Allemagne, en Belgique, en France et aux Pays-Bas. Les contacts se limiteront néanmoins à l'échange de bulletins, au transfert d'une exposition, voire à l'envoi de listes d'adresses, sans jamais prendre la forme d'une collaboration structurée. Si elle entend favoriser le « développement de relations culturelles et économiques normales avec l'Union soviétique », ce qui à terme ne peut se faire que dans le cadre de relations diplomatiques normales, la société prend de nombreuses précautions pour ne pas investir le champ politique. Malgré l'inscription de cet objectif dans ses statuts, et l'existence de plusieurs projets rédigés en sens, elle va s'abstenir à la différence du BFSU d'interpeller le Conseil fédéral sur la question d'une reconnaissance *de jure* de l'Union soviétique.⁵¹ La société se tient aussi à l'écart du mouvement contre la guerre, dit Comité Amsterdam-Pleyel, considérant que la question de l'attitude à adopter dans le cas d'une guerre contre l'Union soviétique relève du choix individuel de ses membres. Mais la distance demeure très relative quand on sait que le secrétaire de la société, Humm, est aussi l'un des membres fondateurs du Comité contre la guerre et le chef de la délégation suisse au Congrès d'Amsterdam.⁵² C'est en revanche tout à fait ouvertement que la société s'engage en faveur des victimes du fascisme sous forme de conférences-débats et d'actions de soutien aux réfugiés. En avril 1933, la DNR s'adresse par exemple à ses membres en leur demandant de venir moralement et matériellement en aide aux nombreux artistes et intellectuels allemands réfugiés en Suisse.⁵³ Nombre de ces réfugiés rejoindront la société.

Même limité à l'espace zurichois, ce succès doit être nuancé. Malgré une relative masse critique — les soirées hebdomadaires de la société rassemblent

⁵⁰ Humm, *Bei uns im Rabenhans*, p. 13.

⁵¹ Lettre de R. J. Humm à S. J. Bagotski, 14.3.1932, Nachlass Humm, cité par Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 51.

⁵² R. J. Humm à VOKS, 14.9.1932, F.5283/6/899, doc. 81, GARF.

⁵³ Lettre aux membres, Nachlass Humm, cité par Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 62.

régulièrement plus d'une centaine de personnes⁵⁴ — le nombre d'inscrits demeure insuffisant par assurer l'autofinancement de la société qui doit régulièrement demander des contributions exceptionnelles à ses membres et l'appui de la direction de la VOKS. Comme l'a souligné l'historien zurichois Alexandre Jungi, la société rassemble bien peu de personnes en comparaison des 1100 membres de la Société muséographique de Zurich ou des 2100 membres de la Société d'art de la même ville.⁵⁵ Et la plupart des 150 membres qui composent la DNR en 1934 « travaillent aussi dans d'autres organisations révolutionnaires [sic]. Il y a parmi eux beaucoup d'anciens émigrés politiques russes qui vivent en Suisse depuis 1905. Mais aucun représentant en vue de l'intelligentsia. La société ne jouit d'aucun prestige. L'essentiel du travail repose sur Gurewitsch. »⁵⁶ Elle perd en effet rapidement sa dynamique collective pour se réduire à l'activité de quelques personnes. « La société est dans une certaine mesure en ruine et ne mène plus de travail », raconte l'une de ses membres lors de son passage au bureau moscovite de la VOKS en août 1934. « La VOKS en est en partie responsable pour n'avoir fourni que peu de matériel durant les années précédentes. Mais la principale responsabilité revient à la direction de la société qui s'est brouillée avec tout le monde. Le président Roshardt est dépassé, il travaille selon de vieilles méthodes, c'est un homme tatillon qui a plus nui qu'il n'a aidé. »⁵⁷ Les premiers signes d'usure, de manque d'intérêt ou de désillusion sont apparus parmi les membres du comité directeur au terme de la première année. Bagotski évoque dans un rapport d'avril 1933 un « essoufflement »⁵⁸ du groupe. Plusieurs responsables de la direction brillent régulièrement par leur absence lors des séances du mardi. Selon la docteure Tamara Scheu, membre fondatrice du comité zurichois, « l'intérêt de Roshardt pour la société s'est quelque peu refroidi »⁵⁹. Surchargé de travail et en difficulté financière, Humm manifeste pour sa part rapidement le souhait d'être remplacé dans ses fonctions de secrétaire bénévole.⁶⁰ Citons aussi parmi les causes de la déliquescence de la société l'impact déterminant de l'arrivée au pouvoir d'Hitler au printemps 1933. La dissolution de la société allemande qui en résulte prive la DNR de son principal soutien et de l'essentiel de ses contacts internationaux. La chute de la République de Weimar a aussi pour conséquence de faire passer les questions

⁵⁴ Le prix d'entrée est 1 franc pour les membres et 1,50 pour les autres. Annonce de DNR, F.9501/6/86, doc. 173, GARF.

⁵⁵ Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 54.

⁵⁶ Rapport de la VOKS sur la situation en Suisse, 1934, F.5283/6/889, doc. 5, GARF.

⁵⁷ Rapport de discussion de la VOKS avec M. Wyss-Vögtlin, 16.8.1934, F.5283/6/902, doc. 2, GARF.

⁵⁸ Rapport de la VOKS, avril 1933, F.5283/2/110, doc. 55, GARF.

⁵⁹ Rapport de discussion de E. Tcherniak avec T. Scheu, 27.9.1934, F.5283/6/918, doc. 12, GARF.

⁶⁰ Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 70. La direction de la DNR avait bien décidé de le rémunérer mais elle ne put tenir ses engagements, P. Gurewitsch à S. J. Bagotski, 7.11.1932, F.9501/6/72, doc. 235, GARF.

culturelles au second plan par rapport aux questions politiques. Les manifestations, même culturelles se font désormais sous la bannière de l'antifascisme, et non sous celle de l'étude de la Russie nouvelle. Puis viendra le temps de la guerre d'Espagne qui, en Suisse, inaugure l'adoption de nouvelles mesures à l'encontre de la propagande étrangère. La plupart des membres cessent leurs relations par « fascisation ou par peur des représailles ». Ils ont « peur de perdre leur emploi »⁶¹, rapporte Gurewitsch à la VOKS. « Le public suisse craint d'assister à des conférences sur l'URSS »⁶², confirme Tamara Scheu. Enfin, c'est paradoxalement la connaissance de l'URSS acquise par le biais de la société qui instille le doute chez certains de ses membres. « Après deux années environ d'intenses activités notre société se mit progressivement en sommeil au fur et à mesure que nos occupations nous avaient ouvert les yeux à l'égard de l'URSS »⁶³, reconnaîtra ultérieurement Humm. La rupture n'est pas encore totale. Bien qu'ayant abandonné ses responsabilités au sein de la DNR, l'écrivain reste un compagnon de route actif jusqu'en 1936, c'est-à-dire jusqu'au premier procès de Moscou. Mais à cette date, son attitude à l'égard de l'URSS se modifie radicalement. « A bas la tyrannie ! A bas toutes les tyrannies ! C'est le cri de quelqu'un qui jusqu'à aujourd'hui n'imaginait pas qu'il lui serait nécessaire de tirer un jour un trait entre lui et la Russie soviétique »⁶⁴, écrit-il dans une lettre ouverte adressée à la presse soviétique. Et d'ajouter l'année suivante : « Tant que c'est Staline qui gouverne, je n'accorde aucune valeur aux échanges culturels avec l'URSS »⁶⁵.

Si la DNR cesse à partir de 1934 d'exister en tant qu'organe collectif, quelques-uns de ses membres n'ont pas renoncé à entretenir des relations privilégiées avec l'URSS. Paul Gurewitsch, qui conserve le secrétariat dont il couvre les frais de sa poche⁶⁶, reste très actif jusqu'à la fin des années trente (et à nouveau après

⁶¹ Rapport de discussion de la VOKS avec P. Gurewitsch, 2.7.1934, F.5283/6/903, doc. 89, GARF.

⁶² Rapport de discussion de E. Tcherniak avec T. Scheu, 27.9.1934, F.5283/6/918, doc. 12, GARF.

⁶³ Humm, *Bei uns im Rabenhaus*, p. 20.

⁶⁴ Lettre ouverte de R. J. Humm au journal *Das Wort*, 25.8.1936, publiée dans le *Volksrecht* du 27.8.1936, cité par Huber, *Stalins Schatten in der Schweiz*, p. 70.

⁶⁵ R. J. Humm à la VOKS, 7.12.1937, Nachlass Humm, cité par Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 71.

⁶⁶ P. Gurewitsch à VOKS, avril 1935, F.5283/6/903, doc. 11, GARF.

guerre), s'efforçant, au-delà de l'organisation de conférences, de travailler en direction des milieux économiques, des ingénieurs et des professionnels du tourisme. Mais aucune des nouvelles recrues ne parviendra à remplacer celui qui mérite le titre d'ami préféré des Soviétiques : le professeur Stephan Bauer.

Chapitre 13

L'ami préféré des Soviétiques : le professeur Stephan Bauer et le groupe ARPLAN

Le 16 novembre 1934 est mort à Bâle l'un des plus authentiques amis de l'URSS en Suisse : Stéphane Bauer. Le professeur appartenait à ces économistes bourgeois ayant pris conscience de l'injustice sociale de l'ordre capitaliste et ayant travaillé à l'amélioration de la situation de la classe ouvrière [...] Pourtant, Bauer n'est pas tombé — comme la majorité de ses collègues qui ont fini en théoricien de la défense du capitalisme — dans l'illusion que la voie législative permettrait d'atteindre des résultats effectifs. Dans le prolongement de sa quête il s'est mis à étudier l'URSS en prenant contact avec la VOKS et les institutions soviétiques de recherche. Son premier voyage en URSS joua un grand rôle dans sa vie. Bauer a immédiatement compris qu'en URSS se trouvait la réponse à toutes les questions qu'il se posait. Sans s'inquiéter pour sa réputation dans les sphères bourgeoises il a alors fait une multitude de conférences. [...] Bauer est l'un des rares économistes bourgeois dont l'instinct l'a forcé à rompre avec la vieille tradition pour rejoindre le camp de partisans du pouvoir soviétique.¹

Sujet autrichien né en 1865 dans une famille de négociants, Stephan Bauer a fait des études de sciences politiques, puis une thèse en droit à l'Université de Vienne. Grâce à une bourse, il séjourne à Paris, puis à Londres avant d'obtenir en 1893 un poste de privat-docent à la Haute école technique de Brünn (Brno en tchèque). Cofondateur et coéditeur de la Revue *Zeitschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, (puis *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*), il poursuit sa carrière académique en tant que chargé de cours à l'Université de Chicago

¹ Nécrologie de S. Bauer par S. J. Bagotski, 17.11.1934, F.5283/6/885, doc. 11, GARF.

(1899), puis de professeur extraordinaire à l'Université de Bâle (1899), où il est nommé à plein temps en 1921. Parallèlement à ses activités académiques, Bauer est de 1900 à 1925 le secrétaire général de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, l'éditeur de sa revue, *Zukunft der Arbeit* et, de 1901 à 1919, le dirigeant de l'Office international du travail à Bâle. C'est largement sous son impulsion que l'Université de Bâle s'affirme au début du siècle comme un centre de réputation internationale en matière de politique sociale et de protection du travail. En 1924 débute ce qu'il appelle « le chapitre russe de ma vie d'économiste », c'est-à-dire l'étude systématique de l'économie soviétique. Agé de cinquante-neuf ans, il bénéficie d'une grande renommée dans les milieux de la politique sociale, d'un statut académique, d'un réseau international et d'une immense disponibilité qu'il va mettre au service de la VOKS.

Cette année-là, le professeur, qui souhaite donner une série de cours sur l'économie soviétique dans le cadre de son séminaire à l'Université de Bâle, s'est adressé à Bagotski pour obtenir des livres et des documents sur le sujet. Dans le courrier qu'il envoie à sa direction, le délégué ne manque pas de souligner l'intérêt de ces enseignements « suivis par un nombre important d'étudiants venant de Russie ou des pays limitrophes, dont une partie serait des enfants d'émigrés blancs qui sympathisent avec nous. Ces étudiants seraient une dizaine à Bâle, Berne et Genève. Bauer a donné à une partie d'entre eux des sujets de dissertation sur des thèmes russes et il en distribuerait d'autres s'il disposait de plus de matériel. Outre l'intérêt d'une formation s'appuyant sur notre littérature, et non pas sur celle des gardes blancs, ce qui est déjà très souhaitable, nous pourrions ainsi obliger ces étudiants à nous envoyer quelques exemplaires de leurs travaux. »² L'information est fortement appréciée à Moscou où la demande est acceptée avec empressement. Le cas du professeur Bauer sera cité par Kameneva à titre d'exemple du succès de sa politique dans un rapport envoyé aux membres du bureau politique.³ Tant que dure le boycott entre les deux pays, la VOKS se contente de lui faire parvenir des matériaux par le biais de Bagotski qui le reçoit régulièrement dans sa maison de Berne⁴, mais en 1927 Bauer fait partie des cinq intellectuels suisses auxquels la VOKS propose de venir en URSS pour assister aux commémorations du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Il est le seul à accepter l'invitation. L'annonce de son départ suscite la plus grande perplexité parmi ses amis qui semblent « convaincus qu'il ne reviendra pas vivant de ce pays de barbares »⁵. Mais le professeur n'entend pas rater l'occasion qu'il attend depuis plusieurs années. La VOKS

² S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 18.12.1924, F.5283/6/885, doc. 1, GARF.

³ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, 495/99/95, doc. 136, RGASPI.

⁴ V. N. Polovtseva à S. J. Bagotski, 9.11.1925, F.9501/6/42, doc. 398, GARF.

⁵ Rapport d'activité du secteur latin de la VOKS, C. I. Rabinovitch, 9.11.1930, F.5283/2/62, doc. 15, GARF.

non plus ! Bauer est, abstraction faite des humanitaires et des communistes, « le premier savant suisse à s'être rendu en URSS »⁶, ce dont le remercie personnellement la responsable du secteur latin de la VOKS, Cécile Rabinovitch. Bagotski qui rencontre Bauer à son retour peut confirmer à Moscou le succès de l'entreprise. « Tout ce qu'il a vu en URSS a si bien répondu à ses attentes qu'il s'est déclaré prêt à faire partager ses impressions à ses concitoyens. »⁷

Bauer va beaucoup partager, avec ses étudiants, ses collègues et le grand public, écrivant dans la presse, enchaînant les déclarations et les conférences. « Nous espérons que son exemple suscitera d'autres vocations », écrit Ingber aux sociétés française et belge. En 1928, le professeur effectue un nouveau voyage à travers le Caucase et l'Ukraine.⁸ Comme l'année précédente il multiplie à son retour les conférences et les articles grâce aux documents qui lui ont été fournis en URSS. Et si l'une de ses interventions est critiquée pour la faiblesse des statistiques, la VOKS se met en quatre pour obtenir de l'institution concernée les renseignements demandés. Il retourne visiter l'URSS en juin 1930 et en septembre 1931. Si exceptionnellement, comme en été 1932, il ne consacre pas ses vacances « à l'étude d'une nouvelle phase de la société nouvelle », c'est pour se concentrer sur le « vieux monde malade », en visitant des « chômeurs dans leurs asiles de Berlin et Vienne »⁹, ce qui conforte sa conviction. « Tout ce vieux monde est en décomposition. Tout cela sent la poudre et le drame même pour un homme si tranquillement extérieur comme moi. »¹⁰ Avec celui de l'automne 1932, en compagnie d'économistes allemands, dans les principaux bassins industriels d'Ukraine et de Russie, ce ne sont pas moins de cinq voyages en URSS que le professeur effectue sur l'invitation de la VOKS et d'autres organismes, tels que l'Institut de recherche d'économie rurale et le Commissariat du peuple aux finances (NKF). Plusieurs de ces institutions lui commandent et lui paient (mais en roubles non convertibles) des articles et des conférences dans son domaine de spécialité. A chacun de ses retours, le rapporteur de la VOKS souligne qu'« il faut accorder une attention particulière au professeur Bauer et lui faire parvenir le matériel sur la situation économique de l'URSS et le plan quinquennal »¹¹ afin qu'il puisse continuer son travail de popularisation de l'économie soviétique en Suisse.

Malgré quelques doutes émis en 1931, mais sans insistance, à la suite de la condamnation de quarante-huit économistes soviétiques, parmi lesquels figurent

⁶ Rapport de C. I. Rabinovitch, 1927, F.5283/6/109, doc. 26-27, GARF.

⁷ S. J. Bagotski à VOKS, 15.12.1927, F.9501/1/164, doc. 5, GARF.

⁸ S. Bauer à O. D. Kameneva, 28.8.1928, F.5283/6/839, doc. 194, GARF.

⁹ S. Bauer à VOKS, 1932, F.5283/6/885, doc. 67, GARF.

¹⁰ S. Bauer à M. Ingber, 27.1.1932, F.5283/6/847, doc. 121, GARF.

¹¹ Plan de développement de la VOKS pour la Suisse, novembre 1930, F.5283/2/260, doc. 3, GARF.

ses amis Nicolas Kondratiev et Alexandre Tchayanov¹², Bauer fournit l'exemple assez rare d'un ami heureux. « Ai-je bien fait ressortir le plaisir de ce rapprochement spontané ? »¹³, écrira-t-il en 1933 à propos d'un texte autobiographique dans lequel il évoque sa relation à l'URSS. Alors que la plupart des correspondants de la VOKS écrivent pour se plaindre — de l'hostilité du contexte suisse, de Bagotski, de l'insuffisance, du retard ou de la médiocrité du matériel envoyé par Moscou — sa correspondance déborde de reconnaissance : « Je vous dois une des plus exquises holidays d'une assez longue existence. J'ai réussi à parcourir l'Ukraine et le Caucase sans accroc, grâce aux recommandations de mes amis et à la gentillesse du public. Dans les trains les étudiants venaient vers moi, les ouvriers nous offraient du melon, des collègues se décidaient à m'accompagner. C'est ainsi que de Kharkov à Tiflis, j'ai trouvé des copains »¹⁴, raconte-il à Kameneva. « Vous m'avez gâté par votre gentillesse, par votre hospitalité »¹⁵, conclut-il à chacun de ses voyages. Pour conforter cette amitié, le professeur prend une multitude d'initiatives souvent appréciées de Moscou, tel que l'envoi à l'Institut Marx-Engels d'ouvrages rares d'Arnold Ruge, Marx et Engels. Et c'est de son propre chef, quoique avec l'accord des Soviétiques, qu'il « présente de façon indépendante des documents officiels sur l'URSS¹⁶ lors d'événements intéressant la VOKS mais auxquels les représentants de l'URSS n'ont pas été conviés. Ainsi en est-il lors de l'assemblée annuelle de l'Association internationale pour le progrès social organisée à Londres en juillet 1932. Heureux et dévoué, Bauer n'est pas moins persévérant dans sa relation à l'URSS. Ni la déliquescence de la SEDCR qu'il a rejointe en 1927, ni celle de la Société pour les relations intellectuelles et scientifiques entre la Suisse et l'URSS fondée par Birchmeyer et Rémézov, dont il fut le seul membre actif, ne le découragent : il participe ainsi au printemps 1932 à la création de la société zurichoise *Das Neue Russland*, dont il effectue « le sermon de baptême »¹⁷ par une conférence, puis à celle de la section bernoise, et encore à celle du noyau de Bâle.

Ses compétences d'économiste et ses réseaux internationaux l'amènent aussi à jouer un rôle déterminant dans le développement et l'internationalisation de l'une des plus originales sociétés d'étude de la Russie de l'entre-deux-guerres : *Die Arbeitsgemeinschaft zum Studium der sowjetischen Planwirtschaft*¹⁸ (la Communauté de travail pour l'étude de l'économie planifiée soviétique,

¹² « Bauer m'a demandé dans une lettre que nous rédigeons une pétition au nom de la société pour sauver ses amis, Kondratiev et Tchayanov, qui ont été condamné à mort », H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, 9.4.1931, F.9463/1/31, doc. 227, GARF. L'affaire n'a eu aucune suite.

¹³ S. Bauer à VOKS, 24.2.1933, F.5283/6/885, doc. 50, GARF.

¹⁴ S. Bauer à O. D. Kameneva, 28.8.1928, F.5283/6/839, doc. 194, GARF.

¹⁵ S. Bauer à Ingber, 27.1.1932, F.5283/6/847, doc. 121, GARF.

¹⁶ S. Bauer à VOKS, 1932, F.5283/6/885, doc. 82, GARF.

¹⁷ S. Bauer à VOKS, 8.3.1932, F.5283/6/885, doc. 99-103, GARF.

¹⁸ Sur l'ARPLAN voir David-Fox, « Leftists versus Nationalists in Soviet-Weimar Cultural Diplomacy: Showcases, Fronts, and Boomerangs », pp. 130-145.

ARPLAN). « Le groupe plan n'a pas pour objectif d'étudier l'URSS, mais d'élaborer sur la base de l'expérience soviétique une planification applicable aux conditions de l'ordre capitaliste. Les membres vont toutefois consacrer leur attention à l'économie soviétique, ce qui pourrait être utile pour les sociétés culturelles »¹⁹, explique Bagotski. La singularité d'ARPLAN, dans la constellation des associations philosooviétiques de l'entre-deux-guerres, est d'être composée, en plus des habituels intellectuels de gauche et des spécialistes académiques (Ostforschung), de personnalités souvent proches d'une des multiples mouvances de l'extrême droite qui, par hostilité aux idées libérales, à la démocratie et au système de Versailles observent avec intérêt l'expérience soviétique du Grand tournant stalinien des plans quinquennaux et de la collectivisation.²⁰ L'idée d'un groupe de travail consacré à l'étude de l'économie planifiée soviétique est née en Allemagne dans le cadre d'un séminaire donné à l'Université de Giessen par l'ultranationaliste professeur d'économie politique Friedrich Lenz et son jeune collègue Arvid Harnack, qui sera le premier secrétaire d'ARPLAN. Le groupe, qui s'est rapidement élargi à d'autres professeurs d'économie, parmi lesquels Stephan Bauer, est ensuite rejoint par des intellectuels communistes connus, souvent journalistes : Erich Baron, le président de la Société Russie nouvelle, Alfons Goldschmidt, le président du SOI en Allemagne, Hermann Duncker, Karl August Wittfogel, Alfred Kantorowicz, Jürgen Kuczynski et l'exilé hongrois Georg Lukács. Mais la liste des membres d'ARPLAN contient aussi les noms de représentants de la tradition allemande d'avant-guerre des conservateurs orientés à l'Est, membres de la Deutsche Gesellschaft Zum Studium Osteuropas, comme l'historien Otto Hoetzsch, qui préside la société. Bien que membre du très conservateur Parti national du peuple allemand cet ancien baron balte est partisan d'un rapprochement de l'Allemagne avec la Russie soviétique, comme son successeur à la tête de la société depuis 1931, le politologue et journaliste Klaus Mehnert. Plusieurs membres de la Deutsche Gesellschaft Zum Studium Osteuropas, qui était durant les années vingt le principal cercle de discussion dans les milieux académiques et diplomatiques allemands sur la vie politique et culturelle en Union soviétique, poursuivent ainsi leurs activités dans le domaine économique en rejoignant ce nouveau groupe d'étude. Notons enfin la présence parmi les membres d'ARPLAN de l'écrivain Ernst Jünger, l'une des figures de la révolution conservatrice²¹, du comte Ernst Reventlow, l'ancien secrétaire de la Ligue pangermaniste, membre du Parti völkisch DVFP et futur nazi de gauche, d'Ernst Niekisch, l'idéologue du national-

¹⁹ S. J. Bagotski à VOKS, 30.4.1932, F.5283/6/874, doc. 127, GARF.

²⁰ Sur cette tradition : Otto-Ernst Schüddekopf, *Linke Leute von rechts. Die nationalrevolutionären Minderheiten und der Kommunismus in der Weimarer Republik*, Stuttgart, W. Kohlhammer Verlag, 1960 ; Louis Dupeux, *National Bolchevisme. Stratégie communiste et dynamique conservatrice*, I-II, Paris, Honoré Champion, 1979.

²¹ David-Fox note l'influence du plan soviétique sur l'ouvrage d'Ernst Jünger *Der Arbeiter : Herrschaft und Gestalt*, 1932.

bolchevisme d'extrême droite et de Beppo Römer, un ancien officier des corps francs, qui par opposition au traité de Versailles s'est rapproché des communistes. ARPLAN réunit ainsi les deux composantes des amitiés allemandes, l'une de gauche, proche des communistes, et l'autre d'extrême droite, révélant l'extraordinaire flexibilité tactique de la diplomatie culturelle soviétique.

Chargé par la VOKS de se mettre en contact avec ARPLAN²², Bagotski va s'appuyer sur Bauer pour conforter les thèses soviétiques au sein de cette nouvelle constellation d'amis. Le professeur commence par effectuer, grâce à ses réseaux académiques, une tournée de conférences en Allemagne. « Succès sur toute la ligne et rude bataille », écrit-il dans son rapport à la VOKS. « Lundi 22 février, à la Mensa Academica à Bonn, 600 personnes, des étudiants surtout, sujet : "Économie du plan sans crise". Contre moi, le professeur Joseph Schumpeter, en flirt avec les nazis, mais au fond vieille école autrichienne boursicotière. Mardi départ pour Hambourg. Accueil très aimable à l'Institut universitaire de politique étrangère par Steinshneider des Amis de la Russie nouvelle et du professeur T. Plank. »²³ Le contexte est extraordinairement favorable : « En relation avec la crise l'inaptitude des méthodes d'économie capitaliste amène des sphères de plus en plus larges à s'intéresser à l'organisation planifiée de la production et de la distribution. »²⁴ Et cela bien au-delà de l'Allemagne.

Bauer et Bagotski s'attèlent alors à l'internationalisation d'ARPLAN par la création de sections dans différents pays. « ARPLAN international est en pleine formation, grâce notamment au financement des Autrichiens qui m'ont envoyé 1000 marks » raconte le délégué. « J'ai poussé en France, en Suisse, en Amérique, au Mexique, en Bulgarie à la constitution de groupes analogues. En Angleterre, le groupe se constituera après le retour de Sidney Webb de son voyage en URSS. »²⁵ La configuration politique du groupe français n'est pas moins contrastée que celle des Allemands.²⁶ A côté de personnalités déjà connues pour leur engagement à gauche, comme l'écrivain Luc Durtain, l'architecte Le Corbusier, le décorateur Francis Jourdain, le comte Mihali Károlyi, figure aussi Georges Valois, un ancien disciple de Georges Sorel ayant adhéré à l'Action française avant de participer à la fondation du Faisceau, puis de se rapprocher de la

²² « Nous avons appris que se crée en Europe une association de savants connaissant bien l'économie soviétique et ayant une attitude amicale à notre égard. Nous vous demandons de vous mettre en contact avec eux. » J. Roïtman à S. J. Bagotski, 16.1.1932, F.5283/6/874, doc. 178, GARF.

²³ S. Bauer à VOKS, 8.3.1932, F.5283/6/885, doc. 99-103 GARF.

²⁴ S. Bauer à VOKS, 30.4.1932, F.5283/6/874, doc. 127, GARF.

²⁵ S. J. Bagotski à VOKS, 31.12.1931, F.5283/6/885, doc. 116, GARF.

²⁶ Georges Lefranc, « Le courant planiste dans le mouvement ouvrier français (1933-1936) », *Le mouvement social*, janvier-mars 1966, pp. 69-90 ; Jean-Louis Loubet de Bayle, *Les Non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Seuil, 1969 ; Pierre Andreu, Raoul Girardet, Jean Touchard, *Révoltes de l'esprit. Les revues des années 30*, Paris, Éditions Kimé, 1999.

gauche.²⁷ C'est le conseiller de l'ambassade soviétique à Paris, Sokoline, qui a conseillé à Bauer de rencontrer Georges Valois.²⁸ Le professeur bâlois est aussi en relation avec Philippe Lamour, un avocat membre d'un groupuscule fasciste perpétuant la tradition du Faisceau dissout en 1928. Lamour est avec l'architecte Le Corbusier et Fernand Léger, pionnier du cubisme, influencé par Kasimir Malevitch, l'un des fondateurs de la revue *Plans*.²⁹ A Genève, après une conférence d'Alexandre Roubakine sur l'économie collective en URSS, un groupe se forme en sous-section du groupe parisien.³⁰ Un autre devrait voir le jour à Zurich, autour de Fritz Brupbacher et de Paul Gurewitsch. Le délégué propose aussi à Bauer d'écrire au psychiatre Gonzalo Rodriguez Lafora qui est déjà membre de la Société des relations culturelles entre l'Espagne et l'URSS.

Personnellement remercié par le président de la VOKS pour « les remarquables efforts dont vous faites preuve pour mettre à l'étude les questions économiques en URSS auprès de l'immense contingent des intellectuels progressistes [*sic*] d'Europe »³¹, le professeur tente de prolonger le mouvement en partant outre-Atlantique. A New York, Bauer est mis en relation avec le célèbre économiste Stuart Chase, la VOKS lui fournit aussi les noms du théoricien de l'éducation George Counts et du journaliste Louis Fischer, qui « en raison de leur intérêt pour l'URSS devraient adhérer » à la section américaine.³² Pour le Mexique, son correspondant est Carlos Contreras, de son vrai nom Vittorio Vidalí, un suppléant du présidium du Komintern depuis 1928. Mais hors d'Allemagne et de France, où l'étude de la Russie s'inscrit dans une longue tradition académique et diplomatique, les groupes d'ARPLAN, composés presque exclusivement des membres des Sociétés d'échanges culturels, n'auront pas d'existence institutionnelle propre. Les groupes lancés en Suisse, comme ceux de Berne, Zurich et Genève ne parviennent pas à se stabiliser. La filiale genevoise du groupe Plan « a dans le contexte de répression locale perdu l'ensemble de ses membres »³³. Quelques Suisses intéressés à l'étude de l'économie soviétique rejoignent momentanément la section allemande ou le groupe français, la plupart suivent Gurewitsch dans la société zurichoise, Das Neue Russland.

L'activisme du professeur finit cependant par susciter une certaine irritation chez Bagotski, au fur et à mesure que celui-là s'impose comme un interlocuteur privilégié de la direction de la VOKS. Craignant une nouvelle fois de perdre son monopole, le délégué reproche désormais à Bauer de s'exprimer trop souvent et

²⁷ S. Bauer à VOKS, 29.1.1932, F.5283/6/885, doc. 111, GARF.

²⁸ S. Bauer à V. A. Sokoline, ambassade soviétique de Paris, 15.4.1933, F.5283/6/885, doc. 29-33, GARF.

²⁹ Information confirmée par A. N. Roubakine dans une lettre à J. Roïtman, 4.5.1932, F.5283/6/933, doc. 13, GARF.

³⁰ A. N. Roubakine à J. Roïtman, 4.5.1932, F.5283/6/933, doc. 13, GARF.

³¹ J. Roïtman à S. Bauer, 17.1.1932, F.5283/6/885, doc. 114, GARF.

³² J. Roïtman à S. Bauer, 26.3.1932, F.5283/6/885, doc. 98, GARF.

³³ Rapport de P. Gurewitsch à VOKS, 5.1.1933, F.5283/6/899, doc. 55, GARF.

surtout de manquer de légitimité en Suisse. « En tant qu'ancien Autrichien Bauer n'a que peu d'autorité sur les savants suisses, particulièrement à Bâle où il s'est déjà souvent exprimé en faveur de l'URSS, ce qui n'a pas peu contribué à le mettre à l'écart de l'université. »³⁴ Et d'insister auprès de sa direction : « Il n'a d'une façon générale plus beaucoup d'importance pour nous. Les cercles scientifiques et publics de Suisse ne le considèrent pas. A une certaine époque, ses rapports ont eu une importance connue, mais ils ont déjà été présentés deux ou trois fois dans toutes les villes de Suisse, ce qui fait qu'il ne peut servir qu'hors de Suisse. »³⁵ A l'automne 1932, le délégué s'inquiète aussi du projet d'installation à Paris, sous la direction du professeur de Bâle, d'une Bibliothèque internationale pour l'étude de l'économie planifiée. « Autant il est possible d'avoir une confiance absolue en Bauer en tant que partisan convaincu de l'économie planifiée, autant comme organisateur pratique, il faut, en raison de son âge et de ses capacités, qu'il soit placé sous un contrôle permanent. »³⁶ Le projet n'est pas moins controversé à Moscou, où la direction de la VOKS se préoccupe maintenant de la rivalité et des tensions qui résultent de cette politique d'ouverture en direction des intellectuels philosoviétiques de gauche et d'extrême droite, et de la confusion suscitée dans le public entre les différentes sociétés allemandes. Appuyée par le NKID, la VOKS va ainsi refuser de soutenir financièrement les activités d'ARPLAN en général, et le projet de bibliothèque en particulier, renvoyant la société à la délégation commerciale. Déjà marginalisé, Bauer perd enfin ses interlocuteurs habituels au sein de la VOKS à la suite du transfert de la Suisse dans le bureau Europe centrale. La VOKS cesse alors de lui envoyer du matériel et refuse aussi la publication de ses mémoires.

Le 19 novembre 1934, Bagotski se rendra néanmoins à Bâle pour assister à l'enterrement de Bauer qui se déroule en présence de quelques amis, d'une délégation de professeurs et d'étudiants, d'une délégation du BIT et d'une autre de l'Association internationale du progrès social. Une nécrologie de Bauer rédigée par Rémézov est publiée dans *Le Travail* et une multitude d'autres dans la presse sympathisante de Suisse allemande. Même *Le Journal de Genève* lui consacre une brève notice dans son édition du 20 novembre, rappelant, outre ses multiples fonctions, qu'on lui devait la publication du *Tableau économique* du physiocrate François Quesnay et « une vaste étude inachevée sur l'économie dirigée des Soviétiques. » Ce dernier aspect, très philosoviétique, de sa carrière n'est jamais évoqué dans les notices biographiques qui lui sont consacrées en Suisse.

³⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 20.1.1932, F.5283/6/874, doc. 168, GARF.

³⁵ S. J. Bagotski à VOKS, 26.10.1932, F.5283/6/885, doc. 53, GARF.

³⁶ S. J. Bagotski à VOKS, 10.11.1932, F.5283/6/885, doc. 6, GARF.

Chapitre 14

Tombé du ciel : Erich Tilgenkamp, les amis du tourisme et du commerce

Si mes concitoyens qui sont si fiers de leur pays venaient à découvrir qu'il existe en URSS des endroits qui n'ont rien à envier à la beauté de la Suisse cela ferait osciller leur a priori et contribuerait au développement du tourisme en URSS.¹

Il nous semble que vous n'avez pas bien compris nos objectifs qui à la différence de ceux d'Intourist ne consistent pas à développer le tourisme en URSS mais à établir des relations avec le monde des arts, de la culture et de la science.²

Après le décès de Bauer, la démission d'Hummm et de Roshardt de la direction de la DNR, les derniers correspondants helvétiques de la VOKS sont surtout motivés par la présence en Russie d'un membre de leur famille ou, à l'image de Gurewitsch, par des considérations commerciales, même si ce n'est pas exactement en ces termes que ce dernier présente les choses : « Au début j'espérais conserver de l'influence parmi les cercles intellectuels, mais cela s'est révélé extrêmement difficile, c'est pourquoi je passe par l'intermédiaire des sociétés professionnelles, ce qui me semble être le seul moyen de relancer nos activités. »³ En s'orientant vers les ingénieurs (la Société des ingénieurs hydrauliques), les architectes (Schweizer Ingenieur und Architektenverein) et les milieux économiques, Gurewitsch revient à ses premiers réseaux. Un groupe qui,

¹ Note sur la discussion de la VOKS avec E. Tilgenkamp, 1935, F.5283/6/914, doc. 5, GARF.

² VOKS à A. Ith, 4.1.1936, F.5283/6/925, doc. 13, GARF.

³ Rapport de P. Gurewitsch à VOKS, 24.2.1933, F.5283/6/899, doc. 42-43, GARF.

selon Bauer, devait constituer la section zurichoise d'ARPLAN⁴, mais qui avait fini par rejoindre Humm et Roshardt pour former la société DNR.

Cette nouvelle orientation, plus économique que culturelle, est confortée par l'arrivée d'Erich Tilgenkamp dans les locaux du bureau d'accueil de la VOKS. C'est un peu par hasard que ce pionnier de l'aviation ayant réalisé des prises de vues aériennes en Afrique pour des films ethnographiques est entré en relation avec la VOKS. En 1934, alors qu'il participe à la coupe Gordon-Bennett, dont le départ eut lieu à Varsovie, son ballon franchit la frontière soviétique par la Carélie et se pose près de Leningrad.⁵ A l'invitation des Soviets locaux, Tilgenkamp, qui selon un rapport ultérieur de la VOKS « serait venu en URSS même si son ballon n'avait pas atterri chez nous »⁶, séjourne deux semaines entre l'ancienne et la nouvelle capitale. A son retour, profitant de son statut de rédacteur en chef de plusieurs revues spécialisées dans les sports mécaniques, comme *Motor*, la *Revue du TCS* (Touring Club Suisse), et de simple rédacteur dans l'organe officiel du club aéroplane suisse *Schweizer Aero-Revue*, il publie « toute une série d'articles très favorables à l'URSS »⁷. Sa récente renommée — il reçoit pour ses exploits une multitude de prix — lui permet aussi d'accéder aux grands journaux généralistes, tels que la *Neue Zürcher Zeitung*, augmentant encore l'intérêt suscité par ses conférences. Ses prises de position publiques en faveur de l'URSS lui valent rapidement d'être invectivé dans la presse bourgeoise, puis d'être convoqué par le chef du DPF, Motta. Ce dernier lui aurait alors demandé « ce qui lui permettrait de faire tant de conférences favorables sur l'URSS n'y ayant séjourné que deux semaines. » Ce à quoi l'aviateur aurait répondu : « Comment pouvez-vous vous-même faire tant de rapports défavorables sur l'URSS n'y étant jamais allé. »⁸ Loïn de se laisser impressionner, Tilgenkamp, qui en plus de ses multiples activités dirige à Zurich le bureau de la grande agence suisse de voyage Kuoni, devient le représentant exclusif d'Intourist en Suisse. C'est dans le cadre de cette relation commerciale qu'il est invité en juin 1935, en compagnie de sa femme et de son ami Arnold Ith, un haut fonctionnaire zurichois responsable de la politique des transports, pour un séjour tous frais payés à travers la Russie européenne et le Caucase.

Après deux semaines de voyage, munis d'une lettre de recommandation de Bagotski, Tilgenkamp et Ith sont reçus dans les locaux de la VOKS pour évoquer les relations culturelles entre leurs pays respectifs. La discussion, conduite par le référent de la deuxième section occidentale, confirme l'extraordinaire hostilité

⁴ « Le groupe zurichois évolue si bien qu'il pourrait devenir la section suisse d'ARPLAN. » S. J. Bagotski à A. V. Lounatcharski, 9.2.1932, F.9501/6/72, doc. 256, GARF.

⁵ Cette coupe, organisée par l'aventurier et magnat de la presse américaine James Gordon-Bennett, consiste à voler le plus loin possible par rapport au lieu de départ.

⁶ R. Seldt, référent de la 2^e section occidentale de la VOKS, sur E. Tilgenkamp, 8.9.1936, F.5283/6/914, doc. 9, GARF.

⁷ P. Gurewitsch à S. J. Bagotski, 3.6.1935, F.9501/6/72, doc. 303, GARF.

⁸ Note sur la discussion de la VOKS avec E. Tilgenkamp, 1935, F.5283/6/914, doc. 4, GARF.

de la population et des autorités suisses à l'égard de tout ce qui concerne l'URSS. « Chaque bobard de la presse internationale trouve en Suisse un large écho », raconte Tilgenkamp, avant de souligner que « la sympathie de la grande partie de la population n'est pas en faveur de l'URSS ». La faute en reviendrait au PCS dont l'agitation est peu habile. « En tant qu'individus, les communistes suisses ne sont pas populaires. Ils ont même souvent un passé criminel, ce qui rebute les Suisses et ne contribue pas à la popularisation de l'URSS, bien au contraire. »⁹ Comme de nombreux Suisses de passage à Moscou, Tilgenkamp n'épargne pas à ses interlocuteurs ses conseils éclairés sur la façon de « briser la glace antisoviétique qui s'est constituée en Suisse. Il faut travailler avec prudence, de façon apolitique ». L'important est d'avoir « plus de films, plus de revues, plus de photographies artistiques ». Il reproche aussi aux Soviétiques de ne pas savoir communiquer sur les événements sensationnels qui se produisent chez eux : « Le professeur Auguste Picard prépare un vol à 30 000¹⁰ mètres dans la stratosphère. La presse suisse ne cesse de fanfaronner sur ce point, multipliant les entretiens. Or j'ai appris que se préparait en URSS un vol à 42 000 mètres.¹¹ Pourquoi ne pas s'en servir ? En Suisse, où la photo de Picard a été diffusée à des millions d'exemplaires, tout le monde le connaît, mais personne ne connaît ne serait-ce que le nom de famille¹² du héros de l'épopée de l'aviation soviétique dans la stratosphère. »¹³

En tant que professionnel du tourisme, Tilgenkamp souhaite surtout attirer l'attention de la VOKS sur les goûts de ses concitoyens. « En Suisse, comme en URSS, il existe un grand intérêt pour la belle nature. Il faudrait montrer des films sur le Caucase, la Crimée, ce qui permettrait de réfuter l'opinion selon laquelle l'URSS serait le pays de la boue, de l'inculture, de la famine, de la vie et de la nature grises. Si mes concitoyens, qui sont si fiers de leur pays, venaient à découvrir qu'il existe en URSS des endroits qui n'ont rien à envier à la beauté de la Suisse, cela ferait osciller leurs a priori et contribuerait au développement du tourisme en URSS. »¹⁴ L'aviateur se propose ainsi de réaliser avec un ami un film documentaire à partir de vues aériennes, projet dont il s'est déjà entretenu avec le NKVD.

Le discours est identique chez Ith qui, en tant que président de la Fédération suisse du transport et des bains thermaux, dont il dirige le secteur presse et information, est comme Tilgenkamp un spécialiste de la publicité touristique. Après son retour, Ith, qui a fait très bonne impression — « Lors des discussions sur l'édification de la culture en URSS, Ith était plus actif que Tilgenkamp, il

⁹ *Ibidem*, doc. 5, GARF.

¹⁰ La hauteur atteinte a été de 16 000 mètres. Dr. Erich Tilgenkamp, *Reisen in ungewöhnliche Räume, Eine autorisierte Biographie über Professor Dr. August Picard*, Berlin, Neues Leben, 1958.

¹¹ Il atteindra 22 000 mètres en 1934.

¹² Il s'agit de Konstantin Zielkovski.

¹³ Note sur la discussion de la VOKS avec E. Tilgenkamp, 1935, F.5283/6/914, doc. 5, GARF.

¹⁴ *Idem*.

s'est révélé plus intelligent que lui. »¹⁵ — confirme par écrit les dires de son ami. « Les Suisses qui sont des amoureux des montagnes seraient très intéressés par des images du Caucase ou des territoires inconnus du Nord. En revanche, les grosses villes sont si européanisées qu'elles ne présentent que peu d'intérêts. »¹⁶ La VOKS a bien conscience de l'enjeu. Depuis l'escapade de l'alpiniste photographe Lorenz Saladin — avec une équipe d'alpinistes zurichois du Club alpin — sur les sommets du Caucase et l'expédition d'Ella Maillart au Pamir, les montagnes soviétiques font partie des destinations qui fascinent les Suisses¹⁷, et tous ceux qui passent dans ses locaux en parlent, déplorant l'absence d'une communication adéquate dans ce domaine. « L'alpinisme est l'activité préférée des étudiants suisses », souligne l'un d'entre eux.¹⁸ « Alpinisme et tourisme, tout autre sujet est impossible », se lamente le responsable du secteur des expositions de la VOKS dans son plan de développement pour la Suisse. Malgré sa volonté de satisfaire ses interlocuteurs, la VOKS, qui a été rappelée à l'ordre par le CC du PCUS, va mettre un terme à la confusion qui s'est ainsi installée entre les dimensions culturelle et commerciale de la diplomatie culturelle soviétique. « Il nous semble que vous n'avez pas bien compris nos objectifs, qui à la différence de ceux d'Intourist, ne consistent pas à développer le tourisme en URSS mais à établir des relations avec le monde des arts, de la culture et de la science »¹⁹, écrit sèchement la VOKS à Ith.

Ith, Tilgenkamp et Gurewitsch participent alors, par l'entremise de Bagotski qui les met en relation avec Salomon Pozner²⁰, le responsable de la mission commerciale soviétique de Paris, à la création à Zurich, en mars 1936, de la *Vereinigung zur Förderung des Handelsbeziehungen Schweiz-Sowjetunion* (Association pour la promotion des relations commerciales entre la Suisse et l'Union soviétique), aussi dénommée *Schweizerische Vereinigung für Russland Handel*. La société rassemble quelques grands noms de l'industrie helvétique — Heinrich Wolfer du conseil de direction de Sulzer, Emil Georg Bührle d'Oerlikon, Arnold Kaech de l'usine Oberhasli A. G., et Karl Täuber de la firme Trub, Täuber and Co — des représentants des milieux agricoles, des importateurs et trois conseillers nationaux de droite : Willy Stäubli, Hans Widmer et Fritz Charles Wüthrich. Elle édite à plusieurs milliers d'exemplaires un bulletin intitulé *Handels-Information Schweiz-Sowjetunion* qu'elle distribue aux membres des Chambres fédérales ainsi qu'aux représentants industriels.²¹ Dans un premier temps, la VOKS

¹⁵ Rapport de R. Seldt, 1935, F.5283/6/914, doc. 5, GARF.

¹⁶ A. Ith à VOKS, 17.10.1935, F.5283/6/925, doc. 11, GARF.

¹⁷ Ella Maillart, *Des Monts célestes aux sables rouges*, Paris, Editions Bernard Grasset, 1934 ; Svetlana Gorshenina, *La route de Samarcande : l'Asie centrale dans l'objectif des voyageurs*, Genève, Olizane, 2000, pp. 205-206.

¹⁸ Martin Jaggi, Université de Berne, à VOKS, octobre 1935, F.5283/6/908, doc. 6, GARF.

¹⁹ VOKS à A. Ith, 4.1.1936, F.5283/6/925, doc. 13, GARF.

²⁰ S. J. Bagotski à S. V. Pozner, 26.3.1936, F.9501/6/72, doc. 28, GARF.

²¹ P. Gurewitsch à S. J. Bagotski, 12.5.1936, F.9501/6/72, doc. 12, GARF.

refuse d'entretenir des relations avec cette société et d'accueillir en URSS une délégation d'industriels dirigée par Gurewitsch, considérant que « cela ne fait pas partie de ses tâches »²². Mais le président Alexandre Arossiev finira par céder aux demandes de Bagotski et aux multiples courriers de Gurewitsch.²³ La VOKS continuera ainsi, en fonction des circonstances, à servir de maître d'hôtel pour les hommes d'affaires de passage tel Albert Charles Nussbaumer, le directeur général de la Société de Banque Suisse²⁴, qui est le dernier Suisse à fréquenter le bureau d'accueil de la VOKS avant que la guerre ne gagne le territoire soviétique.

²² E. Tcherniak, VOKS, à P. Gurewitsch, avril 1936, F.5283/6/934, doc. 31, GARF.

²³ P. Gurewitsch à S. J. Bagotski, 19.7.1936, F.9501/6/72, doc. 6, GARF.

²⁴ Lettre de remerciement d'A. C. Nussbaumer à VOKS, 12.5.1941, F.5283/5/350, doc. 14, GARF. Il se rend en URSS du 11 au 27 avril 1941 dans le cadre de l'accord commercial, voir Première partie, chapitre 6, et Christine Gehrig-Straube, *Beziehungslose Zeiten. Das schweizerisch-sonjetische Verhältnis zwischen Abbruch und Wiederaufnahme der Beziehungen (1918-1946) aufgrund schweizerischer Akten*, Zürich, H. Rohr, 1997, p. 35.

Chapitre 15

Les concurrents :

Les Amis de l'Union soviétique (AUS)

Der Bund der Freunde der Sowjetunion (BFSU-SVFSU)

L'existence dans de nombreux pays d'autres organisations, qui sur le fond ont les mêmes buts et objectifs que les Amis de l'Union Soviétique, constitue un obstacle au travail de la société et crée de la confusion parmi ceux que nous souhaitons recruter.¹

Peut-être est-il nécessaire de souligner le fait que les AUS sont une organisation non révolutionnaire. D'autres organisations comme le mouvement antifasciste, le mouvement antiguerre, le SOI et le SRI peuvent dans une certaine mesure être décrites comme des organisations de lutte contre le capitalisme, comme des organisations de combat. Les AUS au contraire ne peuvent être considérées comme des organisations de lutte, mais plutôt comme des organisations indirectes, en d'autres mots comme une arme révolutionnaire forgée pour aider le PC et le mouvement révolutionnaire dans son ensemble dans la poursuite de leurs objectifs les plus larges. Cette question est fondamentale pour comprendre le rôle des AUS.²

En Suisse, comme dans la plupart des pays, l'histoire des Amis de l'Union soviétique (AUS) a débuté en 1927 avec la participation d'une délégation aux commémorations du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Depuis l'automne 1924, le SOI a pris l'habitude d'inviter des délégations ouvrières pour

¹ Rapport du bureau international des AUS, 30.3.1929, F.5451/13a/262, doc. 114, GARF.

² Rapport de A. Inkpin, secrétaire du bureau international, 8.6.1935, F.495/30/1071, doc. 51, RGASPI.

des voyages d'étude en URSS.³ En 1925, quinze délégations de différentes nationalités (Allemagne, Angleterre, Finlande, France, Pologne...) soit un total de 493 personnes, ont ainsi été accueillies par le département relations internationales du conseil exécutif pansoviétique des syndicats (OMS-VTsCPC).⁴ Comme la VOKS, les syndicats se sont progressivement dotés d'une structure d'accueil spécifique, en charge des excursions, du logement et des visites : la société soviétique d'excursions Rabotche Edinstvo.⁵ Les Soviétiques évitent cependant de concentrer les invités sur une même période, ne serait-ce qu'en raison de la modestie de leurs structures d'accueil. Mais en 1927, désireux d'attirer l'attention de l'opinion publique internationale sur les « menaces d'interventions impérialistes contre l'URSS », ils décident de convoquer pour le X^e anniversaire près d'un millier de délégués originaires de quarante-trois pays.⁶ Il s'agit pour près de 80 % d'entre eux d'ouvriers. Les autres sont des représentants des mouvements « nationalistes révolutionnaires des pays colonisés ou opprimés » (la famille Nehru, la veuve de Sun Yat-sen) ou des membres de l'intelligentsia progressiste d'Occident comme Henri Barbusse, l'écrivain roumain Panaït Istrati, les surréalistes Pierre Naville et Gérard Rosenthal, le professeur Stephan Bauer, Gabrielle Duchêne de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, l'architecte et décorateur français Francis Jourdain, le poète japonais Ujaku Akita et l'écrivain grec Nikos Kazantzakis. Les délégations nationales les plus importantes d'un point de vue quantitatif sont les délégations allemande (167 personnes), française (143), anglaise (109) et tchécoslovaque (77). La délégation suisse au X^e anniversaire compte pour sa part seize délégués, sur les dix-neuf initialement prévus.⁷ Une première délégation helvétique, composée de syndicalistes, était venue à Moscou en juin 1926 pour assister au Congrès des travailleurs soviétiques de l'industrie alimentaire. Les Suisses en avaient profité pour rappeler dans leurs discours la nécessité de rétablir des relations économiques et politiques entre les deux pays.⁸ Mais en raison de l'opposition de l'Union syndicale suisse (USS), la centrale syndicale réformiste hostile à toute action commune avec le PCS, cette délégation comptait dix-huit communistes, tous membres des sections de Bâle ou Zurich. Cela ne correspondait pas aux attentes des Soviétiques qui souhaitaient inviter des ouvriers sans-parti (40 %)

³ « C'est eux [SOI] qui invitent, et c'est nous qui payons », se plaint l'OMS-VTsCPC, 28.10.1925, F.5451/13a/10, doc. 162, GARF.

⁴ Rapport de séance de l'OMS-VTsCPC, 28.10.1925, F.5451/13a/10, doc. 168, GARF.

⁵ Statuts de la société, F.5451/13a/85, doc. 1, GARF.

⁶ Sophie Coeuré, « Les "fêtes d'Octobre" 1927 à Moscou. La dynamique des structures d'influence soviétiques et kominterniennes autour d'un anniversaire », *Communisme*, n° 42-43-44, 1995, pp. 57-74.

⁷ Ni le Dr Welti, invité du SRI, ni le socialiste Johannes Huber, ni l'espérantiste Edmond Privat ne sont venus. Liste des délégués au X^e anniversaire, F.495/99/19, doc. 153, RGASPI.

⁸ Discours de Fritz Schneider, F.495/91/84, doc. 1, RGASPI. Ce syndicaliste bâlois publie à son retour ses impressions de voyage : *Von Leningrad nach Kien*, Basel, 1926.

et des sociaux-démocrates (40 %).⁹ En juin 1927, dans le contexte de la préparation des fêtes, le PCUS relance le PCS en lui proposant d'élargir la liste des invités afin de « donner une meilleure représentation de l'ensemble des travailleurs suisses. Il serait aussi utile que cela n'apparaisse pas comme une initiative venant d'URSS, mais au contraire que cela provienne d'un syndicat local. »¹⁰ Avec cinq sans-parti, cinq communistes (dont Minna Tobler, le rédacteur communiste Christian Albert Hitz et Emil Arnold), six socialistes, dont trois du Parti travailliste socialiste (PTS) fondé par Jeanneret-Minkine à la suite de son exclusion du PS, la délégation suisse qui comprend trois jeunes et six femmes — dont l'une à la recherche d'un emploi¹¹ — sur seize personnes, est plus conforme aux exigences des Soviétiques.¹² Officiellement le groupe est conduit par un socialiste¹³, mais l'influence des communistes transparait dans le rapport. A l'exception du docteur Maurice Jeanneret-Minkine, de sa femme Louba, de la doctoresse Tobler et du docteur en droit Hitz la délégation est très prolétarienne, exclusivement alémanique sans les Minkine.

Parti de Bâle le 8 octobre, le groupe voyage en train jusqu'à Hambourg via Berlin, puis embarque à bord du navire le *Soviet* qui navigue jusqu'à Leningrad où il est accueilli, dans une nuées de drapeaux rouges, par des chœurs de l'Armée rouge chantant *L'Internationale*.¹⁴ Après quelques jours dans l'ancienne capitale où les participants assistent à de nombreuses assemblées et à une session du Parlement de l'URSS lors de laquelle ils rencontrent le président Kalinine et le commissaire du peuple à l'Instruction, Lounatcharski, ils prennent le train pour Moscou. Les Suisses sont alors répartis en deux groupes, dont l'un part pour un itinéraire à travers l'Ukraine et l'autre le long de la Volga, alors que Minna Tobler et les Jeanneret-Minkine restent à Moscou où ils ont des connaissances, et Louba de la famille.¹⁵ Après deux semaines d'enquête sur « les réalisations de dix années de dictature du prolétariat en URSS »¹⁶, la plupart des délégations sont revenues à Moscou, quelques jours avant les célébrations. Les Suisses arrivent le 5 novembre. Le 6, ils sont reçus avec d'autres délégations dans la maison des syndicats par Rykov et Staline, puis par Kalinine et Boukharine. Ce dernier leur déclare que « l'URSS est le seul pays du monde dans lequel le Gouvernement considère comme nécessaire de rendre compte de son activité non seulement devant ses électeurs mais aussi devant les représentants des travail-

⁹ Discussion avec la délégation suisse, F.495/91/84, doc. 8, RGASPI.

¹⁰ PCUS à CC du PCS, 9.6.1927, F.495/99/22, doc. 105, RGASPI.

¹¹ Il s'agit de la couturière Elise Brüggmann. Délégation suisse, F.5451/13a/177, doc. 158, GARF.

¹² Dans l'idéal, les délégations devraient compter 20 % de communistes, 40 % de socialistes, 40 % de sans-parti, avec 25 % de femmes, 10 % de jeunes et 20 % de chômeurs.

¹³ Hänggi.

¹⁴ *Sonjet-Russland. Bericht der schweizerischen Arbeiter-Delegation, Oktober/November 1927*, Zürich, Unionsdruckerei, 1928, p. 12.

¹⁵ Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande*, p. 183.

¹⁶ Itinéraire des deux groupes suisses, F.5451/13a/177, doc. 214, GARF. *Sonjet-Russland. Bericht der schweizerischen Arbeiter-Delegation, Oktober/November 1927*.

leurs et des opprimés du monde entier. »¹⁷ Le 7, les délégations étrangères assistent au défilé de la place Rouge, assises dans une tribune spécialement érigée à leur attention. Ces fêtes grandioses constituent pour la plupart des délégués une apothéose, l'aboutissement d'une enquête déjà fort convaincante. Car ils ont enquêté, « librement, sans contrainte », insistent-ils tous, « sans rien laisser dans l'ombre », visitant des écoles, des usines, des prisons¹⁸, la capitale et les principales villes de Russie, mais aussi les campagnes, l'Ukraine, l'Asie centrale, le Caucase, y compris la Géorgie qui depuis son rattachement à la République soviétique de Transcaucasie est l'une des cibles privilégiées de la propagande antisoviétique, s'entretenant avec des détenus, séjournant dans des garnisons militaires, imposant à leurs interlocuteurs des visites imprévues et des listes de questions élaborées avant leur départ. Et ils entendent bien le faire savoir.

Conformément au plan préétabli par Münzenberg¹⁹, la délégation anglaise (Will Lawther) et Henri Barbusse, lequel a bénéficié d'un accueil particulièrement soigné pendant deux mois²⁰, prennent l'initiative de constituer un comité pour l'organisation à Moscou d'un « congrès des témoins »²¹. Le congrès, resté dans l'histoire sous le nom de Congrès des Amis de l'URSS, s'ouvre le 10 novembre dans la grande salle de la Maison des syndicats de Moscou. « Dans la grande salle, entièrement pavoisée de rouge, les colonnes de marbre luisant reflètent les lustres immenses. C'est ici que dansait avant la révolution l'atroce et futile noblesse russe », raconte le communiste français Paul Vaillant-Couturier. « Boukharine, le regard malicieux, serre des mains, répond de tous les côtés à la fois. Les discours se succèdent et dans un tumulte de Babel les traductions retentissent aux quatre coins de la salle. »²² Derrière la spontanéité apparente, ce sont les Soviétiques et Münzenberg qui ont préalablement fixé l'ordre du jour, désigné les orateurs et préparé les deux résolutions finales appelant à la défense de l'URSS.²³ Pendant trois jours, cinquante-sept orateurs se succèdent ainsi à la tribune pour des interventions de dix minutes pour les représentations des pays dominés et de cinq minutes pour celles des impérialistes.²⁴ Le nom de Jeanne-ret-Minkine, pour la délégation suisse, figure sur la liste des orateurs de l'après-midi du deuxième jour (le 11 novembre). Faute de temps, son discours sera distribué à la salle. Tous les intervenants évoquent leur volonté de « défendre l'Etat

¹⁷ Discours de N. I. Boukharine, novembre 1927, F.495/99/12, doc. 10, RGASPI.

¹⁸ Mes impressions sur la ville de Moscou, ses prisons et ses casernes souligne Max Tobler, *Moskauer Eindrücke*, Zürich, Internationale Rote Hilfe, 1927.

¹⁹ « Nous profiterons de leur présence [les délégations étrangères] pour organiser un congrès mondial des Amis de la Russie nouvelle, une sorte de congrès de Bruxelles pour la Russie », W. Münzenberg, 25.5.1927, F.495/99/22, doc. 50, RGASPI.

²⁰ Programme pour l'arrivée de Barbusse, F.495/30/357, doc. 2, RGASPI.

²¹ Discours de Barbusse, 10.11.1927, F.5451/13a/188, doc. 15, GARF.

²² P. Vaillant-Couturier, esquisse d'article pour *L'Humanité*, F.495/30/450, doc. 70, RGASPI.

²³ 1. Contre la guerre impérialiste ! Pour l'URSS ! Pour la Chine révolutionnaire !

2. Dix ans de lutte et de construction socialiste.

²⁴ Rapport de la 4^e séance, 12.11.1927, F. 495/99/1, doc. 3, RGASPI.

de la révolution contre ses calomniateurs et ses destructeurs ». Le troisième jour, les résolutions sont adoptées à l'unanimité et chaque délégué promet de s'engager en faveur de l'URSS en publiant des articles et en faisant des conférences. « Nous allons transmettre aux travailleurs suisses nos impressions grandioses de la Russie »²⁵, écrit l'un des délégués sur le livre d'or. « Hourrah ! Hourrah ! Hourrah ! Vive l'URSS ! Vive les AUS ! », scandent les autres dans de multiples langues.²⁶

Dès leur retour les délégués arpentent les réunions ouvrières de leur région, se transformant en marathoniens des meetings : 104 réunions en Allemagne où trois délégations circulent, 23 en France, 12 en Belgique, quelques-unes en Autriche, en Tchécoslovaquie et aux Pays-Bas.²⁷ Revenue par la Pologne, la Tchécoslovaquie, puis l'Autriche, la délégation suisse est accueillie le 18 novembre à la gare de Zurich par 1500 personnes. Un cortège encadré de cyclistes ouvriers, avec drapeaux rouges et bannières syndicales, la conduit à la Maison du peuple pour une soirée de conférences.²⁸ D'autres manifestations publiques, notamment à Bâle et Schaffhouse, dans plusieurs villes de Suisse romande par Maurice Jeanneret-Minkine, et des articles dans la presse ouvrière prolongent un temps l'intérêt pour l'URSS. Mais la vague des témoignages cesse dans la plupart des pays après un mois. « Ensuite les délégations disparaissent en ne laissant qu'un petit compte rendu faiblement diffusé qui ne peut constituer un antidote contre les mensonges et les calomnies de la presse bourgeoise et réformiste qui compte des millions de lecteurs. »²⁹ Celui de la délégation suisse, pourtant achevé en décembre 1927³⁰, ne paraîtra qu'une année plus tard.

Les 27 et 28 mai 1928, un Suisse participe aussi à la première conférence internationale des AUS réunissant à Cologne des représentants d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, du Danemark, de Finlande, de France, de Grande-Bretagne et de Norvège. Officiellement, la conférence est convoquée, comme le congrès de Moscou des AUS, à l'initiative des délégués anglais, avec l'appui organisationnel des Allemands. Mais ce sont encore les Russes et Münzenberg qui en ont décidé ainsi. Selon Boukharine, Staline et lui, « étaient avant le congrès de Moscou contre la création d'un centre permanent, mais en raison de l'aggravation de la situation internationale, nous considérons désormais comme souhaitable la formation d'un tel centre »³¹. Le but de la conférence consiste à tirer un premier bilan du travail effectué par les délégations à leur retour d'URSS

²⁵ Livre d'or des fêtes, F.495/99/21, doc. 181, RGASPI.

²⁶ *Im Zeichen von Hammer und Sichel. Protokoll des Kongresses der Freunde der Sowjetunion (10.-12. November 1927 in Moskau)*, Berlin, Verlag Die Einheit, 1928, 127 p.

²⁷ Travail des délégations à leur retour, décembre 1927, F.5451/13a/233, doc. 1-3, GARF.

²⁸ Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande*, p. 187.

²⁹ Rapport du représentant de l'IC sur la séance du plenum des AUS, septembre 1928, F.495/99/26, doc. 87, RGASPI.

³⁰ Protocole de la séance du bureau international des AUS du 20.12.1928, F.495/99/26, doc. 201, RGASPI.

³¹ Télégramme de N. I. Boukharine, 1928, F.495/99/26, doc. 232, RGASPI.

et à initier la mise en place d'un centre pour la coordination internationale des activités des organisations nationales lorsque celles-ci existent. Le contexte est très tendu, les autorités allemandes ont refusé d'accorder des visas aux Soviétiques.³² Selon les conférenciers, qui reprennent en la matière intégralement la thèse soviétique du complot international contre l'URSS, les menaces de guerre sont loin d'avoir reculé, on assisterait même à une « aggravation de la pression des impérialistes en Chine. Nous demandons donc à la classe ouvrière et à la paysannerie de tous les pays de serrer les rangs autour de l'URSS. Dans cette perspective nous proposons que soient constitués dans tous les pays des comités des Amis de l'Union soviétique afin d'unifier tous ceux qui sont sincèrement opposés à la guerre contre l'URSS. » A terme, les AUS « devraient constituer une ligue internationale de défense de l'URSS. »³³ Mais la tâche est immense. « Il n'y avait vraiment que deux sections à Cologne : la française et l'anglaise. »³⁴ La plupart des autres ne sont que de petits groupes locaux cantonnés à la capitale (Prague, Vienne), le plus souvent sans relations avec le reste du pays et le mouvement international. L'absence d'organisation dans les pays limitrophes de l'URSS, ainsi que dans les Balkans, est particulièrement manifeste et inquiétante pour les Soviétiques. Aucune information relative aux Etats américains. Dans d'autres pays comme la Suisse et la Suède, les difficultés résultent de l'opposition passive ou active du Parti.³⁵ Il semble surtout que la spécificité des AUS par rapport à d'autres mouvements du même type demeure très énigmatique pour nombre des personnes présentes. Lors des discussions, le communiste zurichois Max Tobler fait par exemple la déclaration suivante : « Nous avons en Suisse une organisation des AUS qui ne s'appelle pas Société des AUS, car il nous semblait à l'époque de la création de cette société que la situation était trop dangereuse. C'est pourquoi nous nous sommes seulement appelés Société d'études documentaires sur la Russie contemporaine. »³⁶ Or, formellement, la SEDRC à laquelle appartient Tobler est une société d'intellectuels qui dépend de la VOKS et qui, à ce titre, ne devrait pas entretenir de relations avec l'organisation prolétarienne des Amis suisses de l'Union soviétique. Cette question de la confusion, ou de la concurrence, entre les comités locaux des AUS et ceux de la VOKS ne fait pourtant l'objet d'aucune discussion. Max Hodann, le représentant allemand, est lui-même un ancien de la Gesellschaft der Freunde des neuen Russlands. La lettre circulaire envoyée à la suite de la conférence est adressée indifféremment aux organisations ouvrières et intellectuelles. Une grande partie des 1160 noms figurant dans la cartothèque des AUS provient d'ailleurs du carnet d'adresses de la VOKS. Les autres sont issus du SOI, du

³² Rapport de séance des AUS, 27.5.1928, F.495/99/16, doc. 1, RGASPI.

³³ Déclaration de la conférence, 31.5.1928, F.495/99/26, doc. 23-24, RGASPI.

³⁴ Rapport du bureau international des AUS, 30.3.1929, F.5451/13a/262, doc. 114, GARF.

³⁵ *Idem.*

³⁶ Déclaration de Max Tobler, 1928, F.495/99/16, doc. 69-73, RGASPI.

SRI, des Libres penseurs prolétariens ou de l'Internationale des espérantistes prolétariens. Dans un rapport ultérieur, le bureau reconnaîtra néanmoins que « l'existence dans de nombreux pays d'autres organisations, qui sur le fond ont les mêmes buts et objectifs que les AUS, constitue un obstacle au travail de la société et crée de la confusion parmi ceux que nous souhaitons recruter »³⁷ !

La conférence décide de former un bureau international établi à Berlin (au numéro 24 de la Friedrichstrasse), en charge du travail régulier. Constitué quelques mois plus tard, le bureau comprend — outre Willi Münzenberg — Charles Guibert et Francis Jourdain pour la France, Alec Massie (sous le pseudonyme de Burns) et Will Lawther pour la Grande-Bretagne, le Dr Max Hodann et Robert Siewert pour l'Allemagne, le Dr L. Katz pour les pays balkaniques et Arvid Hansen pour la Norvège. Ces hommes reçoivent aussi pendant quelques mois l'appui de Tschernine, de l'agitpropotdel de l'IC. Après le départ de Tschernine, l'un de ses collègues continuera à servir de correspondant régulier du bureau depuis la capitale soviétique. Toujours à Moscou, Mikhaïl Tomski, un vieux bolchevik membre du bureau politique du PCUS, est — en tant que président du Conseil des syndicats soviétiques — l'interlocuteur privilégié du bureau international des AUS.³⁸ Le bureau doit se réunir toutes les semaines, le plénum formé des membres du bureau et des représentants des organisations nationales tous les trois mois. Mais en raison de l'implication de ses membres dans les activités des PC et d'autres organisations philosooviétiques, les Allemands Hodann, Siewert et Münzenberg prendront l'habitude de se réunir sous la forme d'un « petit bureau ».

Malgré la diffusion, à plusieurs milliers d'exemplaires et en trois langues³⁹, du manifeste de la conférence de Cologne appelant à la création de sections dans tous les pays, les comités nationaux tardent à se constituer. Partout l'argent fait défaut pour stabiliser les premiers noyaux et garantir la parution régulière d'un bulletin. Dans la plupart des pays la capacité militante des organisations de gauche est déjà captée par le travail au sein d'autres organisations. Comme tous les mouvements de masse, les AUS subissent aussi le tournant sectaire du VI^e congrès de l'Internationale communiste. A la différence de la tactique du Front uni appliquée depuis 1921 pour conquérir la majorité de la classe ouvrière, l'adoption en été 1928 de la ligne « classe contre classe », puis de l'anathème du « social-fascisme » prononcé contre les socialistes, est un frein certain à la cohabitation des militants socialistes et communistes au sein des mouvements au-dessus des partis. Un rapport de 1930 du département relations internationale du Conseil des syndicats soviétiques évoquera « le sectarisme des communistes par rapport aux autres tendances, “la déviation gauchiste” qui paralyse la transfor-

³⁷ Rapport du bureau international des AUS, 30.3.1929, F.5451/13a/262, doc. 114, GARF.

³⁸ Demande du bureau international des AUS, 5.8.1928, F.495/99/26, doc. 31, RGASPI.

³⁹ *Verhindert das drohende Krieg* (50 000 exemplaires), *Hands off Soviet Russia* (3000 exemplaires), *La guerre menace, arrêtons-la* (3000 exemplaires).

mations des AUS en mouvement de masse »⁴⁰. De leur côté, nombre de Partis socialistes excluent de leurs rangs les militants qui participent aux délégations ouvrières invitées en URSS ou adhèrent au mouvement des AUS. C'est le cas de Pierre-André Canonne, qui a dirigé la délégation française aux célébrations du X^e anniversaire, et de nombreux Allemands exclus à leur retour. Pour la plupart, ils rejoindront les PC. Mais nombreux sont ceux qui renoncent, craignant surtout de perdre leur emploi. La guerre fratricide qui divise alors le mouvement ouvrier paralyse le travail de recrutement en direction des socialistes, mais aussi des sans-parti, qui sont censés constituer le gros des troupes.

A la réunion du bureau international des AUS qui se tient à Berlin les 27 et 28 septembre 1928, la liste des correspondants fait état pour la majorité des pays de contacts en cours ou à prendre. « Le travail a peu prospéré », note le rapporteur de l'Internationale communiste.⁴¹ Sur les quarante pays représentés au Congrès de fondation de Moscou, le bureau n'a de contacts qu'avec dix d'entre eux et essentiellement les mêmes que ceux qui existaient lors de la conférence de Cologne. Seule la section anglaise, dirigée par le secrétaire du PC Albert Inkpin, s'est impliquée dans l'organisation de manifestations.⁴² Avec 28 000 membres, la section française fait toujours figure d'exception.⁴³ En Allemagne, où l'on dénombre plus d'une vingtaine de groupes locaux, il n'existe toujours pas de comité national. « Il me semble », écrit le représentant de l'IC « que sans l'aide des PC le travail ne pourra pas progresser. Il faudrait convaincre le Parti allemand d'apporter son concours au bureau de Berlin. Il faut porter notre attention sur les pays impérialistes mais aussi sur les pays neutres et semi-neutres, en particulier la Suisse, la Hollande et les pays scandinaves. Car n'oublions pas qu'en cas de guerre contre l'URSS les AUS ne pourront plus fonctionner dans les pays qui participent activement à la guerre. »⁴⁴ Dans les pays limitrophes de l'URSS, où l'antisoviétisme est particulièrement marqué, les organisations des AUS pourront prendre une dénomination différente. S'agissant de la Suisse, c'est l'Allemand Max Hodann qui doit se rendre à Zurich et à Bâle pour prendre connaissance de l'avancement du travail organisationnel.⁴⁵ Les perspectives semblent particulièrement bonnes dans la cité rhénane : le cartel syndical, qui est passé sous le contrôle des communistes lors de la scission de 1927, rassemble près de 15 000 ouvriers dans un dense tissu d'associations

⁴⁰ Rapport de l'OMS-VTsCPC sur les AUS, 1930, F.5451/13a/586, doc. 6, GARF.

⁴¹ Rapport du représentant de l'IC sur la séance du plénum des AUS, septembre 1928, F.495/99/26, doc. 85, RGASPI.

⁴² *Ibidem*, doc. 86, RGASPI, sur l'histoire de cette section voir Albert Inkpin, *Friends of the USSR: The Story of the Russia Today Society*, London, Russia Today Society, [1942].

⁴³ Sur les effectifs de cette section : Rachel Mazuy, « La Section française des Amis de l'Union soviétique (1927-1939) : une organisation de masse sympathisante du PCF », Mémoire de maîtrise, Université Paris-X Nanterre, 1988, p. 136.

⁴⁴ Rapport du représentant de l'IC sur la séance du plénum des AUS, septembre 1928, F.495/99/26, doc. 87, RGASPI.

⁴⁵ *Ibidem*, doc. 39, RGASPI.

ouvrières allant des syndicats aux associations sportives, en passant par les samaritains rouges, les chorales et les fanfares rouges, les libres penseurs, etc.⁴⁶ Le bureau compte d'ailleurs sur les préparations du XI^e anniversaire d'Octobre pour lancer de nouveaux comités. Des lignes directrices sont envoyées en ce sens dans la plupart des pays. En octobre, le communiste suisse Hans Konrad Hürlimann, responsable depuis 1925 de la filiale zurichoise des éditions Münzenberg, est chargé par le petit bureau de mettre sur pied une organisation nationale des AUS. Il reçoit pour ce faire un mandat officiel du même bureau pour collaborer avec le CC du PCS et un subside provisoire de 150 marks par mois en plus des frais de déplacement.⁴⁷ En dépit de tous ces efforts, Münzenberg déplore dans un rapport de novembre « l'absence de réponse des Suisses »⁴⁸. Pour couronner le tout, l'envoyé spécial du bureau international des AUS en Suisse fait part à ses collègues « du refus du PC suisse de soutenir le mouvement »⁴⁹. L'argument mis en avant par les camarades helvétiques a dû faire bondir l'auditoire. Selon un membre du CC du PCS, ils « ne pourraient combattre la Ligue antibolcheviste [EIA] et s'opposer à ses mensonges en raison de leur connaissance insuffisante de la situation en URSS » ! Malgré l'envoi d'un courrier énergique du bureau, rappelant aux camarades suisse la résolution du VI^e congrès de l'IC sur l'intensification du travail au sein du mouvement des AUS⁵⁰, la section suisse, comme nombre d'autres PC, ne se laisse pas convaincre de l'importance que devrait prendre dans son travail quotidien la consolidation de ces sociétés. Aucune délégation suisse ne vient assister aux célébrations du XI^e anniversaire de la Révolution d'Octobre⁵¹, ni à celles des XII^e et XIII^e anniversaires.⁵² Les Suisses ne sont pas mieux représentés à la 2^e conférence internationale des AUS qui se tient à Essen les 22 et 23 mars 1930.⁵³ Le cas helvétique ne figure pas à l'ordre du jour de la séance consacrée au bilan du mouvement. Tout au plus est-il fait mention d'une démarche entreprise par le bureau international auprès du cartel syndical de Bâle pour inciter ce dernier à prendre en charge la mise en place d'un comité national provisoire.⁵⁴ Une délégation de trente-trois cheminots provenant de Bâle et Zurich est accueillie en

⁴⁶ Le cartel prolétarien bâlois, F.495/33/179, doc. 14-25 RGASPI et F.3341/6/344-348, GARF.

⁴⁷ Protocole de la séance du petit bureau des AUS, 5.10.1928, F.495/99/26, doc. 99, RGASPI.

⁴⁸ Rapport de W. Münzenberg à Benett, 19.11.1928, F.495/99/26, doc. 146, RGASPI.

⁴⁹ Protocole de la séance du bureau international des AUS du 20.12.1928, F.495/99/26, doc. 201, RGASPI.

⁵⁰ *Protokol des VI Weltkongress der kommunistischen Internationale*, Berlin, Verlag Hoym, 1929, Band IV, p. 33.

⁵¹ Un document sans date fait mention d'un Suisse, que je n'ai pas réussi à identifier ; il doit s'agir d'un projet, F.5451/13a/321, doc. 25, GARF.

⁵² Liste des délégations au XII^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, F.495/99/29, RGASPI.

⁵³ Rapport de la II^e conférence internationale des AUS, fin mars 1930, F.495/99/30, doc. 8-12, RGASPI. A cette date, le secrétariat international est composé de Théo Beutling, du communiste britannique Albert Inkpin et de Willi Münzenberg.

⁵⁴ Rapport du bureau international sur la situation en 1930, F.495/99/30, doc. 72, RGASPI.

URSS en avril de la même année.⁵⁵ Mais l'année suivante, le rapport annuel, pourtant extrêmement détaillé, avec un plan de travail par zones géographiques, demeure totalement silencieux sur les amis suisses.⁵⁶

Ce fiasco helvétique est à l'image de l'échec du mouvement international. Le plénum du bureau du comité international des AUS tenu à Moscou en octobre 1931 en présence des représentants des syndicats soviétiques esquisse un bilan général très critique de l'état du mouvement, évoquant la faiblesse des organisations et l'insuffisance du travail de diffusion d'informations sur l'URSS à l'étranger.⁵⁷ « L'organisation internationale des AUS n'a pas produit ce que nous étions en droit d'attendre. »⁵⁸ Seuls quelques comités nationaux, forts de plusieurs milliers de membres, ont réussi à se stabiliser : la France (12 000 membres)⁵⁹, la Tchécoslovaquie (6000 membres) et la Hollande (5000 membres) confirment la force du sentiment philosoviétique de leur population. Mais ces sociétés se contentent souvent de passer des films et « rien n'est fait pour transformer ces spectateurs en défenseurs de l'URSS »⁶⁰. Le comité national allemand, constitué le 4 novembre 1928 à la suite de la conférence de Berlin⁶¹, ne rassemble au printemps 1931 que 3500 membres. Le nombre des amis allemands grimpera à 26 000 membres en 1932, puis à 30 000 membres en 1933, année où la société sera dissoute par les autorités nazies. Cette disparition porte un coup très rude au mouvement international dont le bureau est déplacé à Amsterdam. Les effectifs énoncés sont du reste trompeurs, puisqu'il faut tenir compte des adhésions collectives : celles de la section locale du SOI, voire du SRI, du Théâtre prolétarien ou des Amis du film nouveau. Or les membres collectifs, note un membre du bureau international, « mènent leur travail de façon indépendante, sans apporter le moindre soutien. Les adhésions collectives sont des déclarations d'amour platoniques. »⁶² Dans la plupart des pays, il n'existe toujours pas de comité national. En Suisse, des sections locales fonctionneraient selon Bagotski de façon très informelle à Bâle et Zurich, se limitant à l'organisation de voyages d'ouvriers en URSS et à la diffusion des rapports qu'ils font à leur retour.⁶³ C'est en réalité l'initiative prise par Léon Nicole, au printemps 1931, de transformer la Société pour les échanges intellectuels et scientifiques entre la

⁵⁵ Délégation suisse, avril 1930, F.5451/13a/351, doc. 254-255, GARF.

⁵⁶ Rapport sur les AUS, mai 1931, 495/99/34, doc. 2, RGASPI.

⁵⁷ Réunion du bureau du comité international des AUS, Moscou, 15.10.1931, F.495/99/31, doc. 146, RGASPI.

⁵⁸ Résolution sur les AUS, 1931, F.495/30/750, doc. 13, RGASPI.

⁵⁹ Même la section française connaît une crise en 1932 (chute des effectifs à 2300 membres et disparition de sa revue) avant de renaître sous la direction des permanents communistes, Fernand et Andrea Grenier.

⁶⁰ *Ibidem*, doc. 18, RGASPI.

⁶¹ Rapport de W. Münzenberg à Benett, 5.11.1928, F.495/99/26, doc. 146, RGASPI.

⁶² Rapport de T. Beutling sur la section allemande des AUS, 20.8.1930, F.495/30/686, doc. 52, RGASPI.

⁶³ F.495/99/30, RGASPI.

Suisse et l'URSS en une Société d'amitié avec l'URSS contrôlée par la gauche socialiste genevoise qui amène le PCS à intervenir dans l'organisation du mouvement des AUS.

À l'exception de Genève, où les communistes extrêmement minoritaires ont pris l'habitude de concentrer leurs attaques sur les socialistes de Nicole, le PCS, dont les dirigeants sont souvent proches de Boukharine, a longtemps fait preuve de réticences dans l'application de la ligne classe contre classe adoptée lors du VI^e congrès de l'IC. Les attaques des instances internationales contre la politique droitnière du PCS provoquent la mise à l'écart de nombre de dirigeants historiques (dont Fritz Wieser, le président du CC du PCS, et bientôt Franz Welti, membre fondateur et premier président du Parti) et la multiplication des luttes intestines, entraînant une forte chute des effectifs. Les résistances sont si fortes que la majorité de la section communiste de Schaffhouse, l'un des trois bastions rouges de Suisse, finit par se scinder en septembre 1930, pour créer le Parti communiste d'opposition (Kommunistische Partei Opposition, KPO). Quelques mois plus tard, ils sont rejoints par Walther Bringolf, le rédacteur de l'*Arbeiter-Zeitung*, lui aussi membre fondateur du Parti et l'un de ses rares élus au Conseil national.⁶⁴ Selon le CEIC, la transition du PCS sur la nouvelle ligne demeurerait toutefois insuffisante. Au printemps 1931, la centrale suisse subit ainsi une nouvelle fois les critiques de l'exécutif qui lui reproche une attitude trop conciliante à l'égard des « social-fascistes ». La plupart des directives venant de Moscou insistent alors sur la nécessité de « renforcer par tous les moyens et sans délai la campagne pour démasquer les manœuvres traîtresses du groupe des socialistes genevois de Nicole »⁶⁵. Bien que personnellement en désaccord avec cette orientation, Jules Humbert-Droz est mis à la disposition du PCS à l'automne 1931 avec la mission explicite de « consacrer son attention particulière à la lutte contre la social-démocratie “de gauche” »⁶⁶. L'appel lancé en avril 1931 par le secrétariat du PCS pour la constitution du BFSU témoigne dans ce contexte de la volonté des communistes suisses d'appliquer les résolutions de l'Internationale en reprenant aux socialistes le contrôle des amitiés philosooviétiques.

Dans cette optique, la fondation du Bund der Freunde der Sowjetunion (BFSU) le 15 novembre 1931 vise à « organiser dans toute la Suisse les amis de la Russie soviétique et à créer une organisation centrale en liaison avec l'organisation internationale »⁶⁷. La société s'est fixé pour objectif de s'opposer aux mensonges des impérialistes qui préparent une guerre contre l'Union soviétique et de défendre cette dernière en cas de conflit. Elle collecte ainsi 3300 signatures

⁶⁴ Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse*, p. 270.

⁶⁵ André Lasserre et Brigitte Studer (éd.), *Archives de Jules Humbert-Droz*, tome V, « Le Parti communiste suisse et l'Internationale 1931-1943 », Zürich, Chronos, 1996, p. 368.

⁶⁶ Mémoires de Jules Humbert-Droz, *Dix ans de lutte antifasciste (1931-1941)*, Neuchâtel, La Baconnière, 1972, p. 11.

⁶⁷ Lettre du secrétariat du PCS, 2.4.1931, cité par Studer, *Un parti sous influence*, p. 545.

en faveur de l'URSS et envoie une délégation de quatre ouvriers pour la représenter aux commémorations du XV^e anniversaire, le 7 novembre 1932.⁶⁸ Trois autres délégués suisses participeront ensuite aux célébrations du 1^{er} Mai de l'année 1933⁶⁹ et encore huit aux célébrations du XVI^e anniversaire.⁷⁰ Ils ne sont toutefois pas unanimement enthousiastes. Le vieux militant socialiste bernois Rudolf Kipfer, qui a séjourné trois semaines en URSS, parcourant des milliers de kilomètres avant d'assister aux commémorations du XV^e anniversaire d'Octobre, se montre très critique sur les normes de sécurité : « En Suisse on attire en permanence l'attention des travailleurs sur les accidents du travail. Il me semble qu'ici cela laisse à désirer ! »⁷¹ Il promet néanmoins aux camarades russes de travailler à son retour en Suisse au renforcement de la Société des amis de l'Union soviétique.

Ces premières mobilisations et l'appui du bureau international ne suffisent cependant pas à transformer le BFSU en mouvement de masse. En 1932, le nombre des adhérents serait de 300, répartis entre les sections de Winterthur, Schaffhouse et Zurich.⁷² En avril 1933, une estimation fait état de 643 membres inscrits dans treize sections locales, mais il n'existe aucune section d'entreprise.⁷³ La cause principale de cette stagnation est l'interdiction faite aux fonctionnaires, aux cheminots et aux enseignants d'adhérer.⁷⁴ Une autre cause réside dans les luttes internes au mouvement ouvrier provoquées par l'application de la ligne classe contre classe. Le travail du BFSU est ainsi paralysé pendant plusieurs années par la lutte entre les socialistes genevois du *Travail* et les communistes bâlois du *Basler Vorwärts* pour le contrôle de l'association. Ajoutons à cela les mesures disciplinaires adoptées par le PSS à l'encontre de ses membres qui ont rejoint le mouvement. Lors de son congrès de Bienne d'avril 1933, le PSS a réaffirmé, notamment sous la pression de l'USS, son hostilité à toute collaboration avec les communistes. Les réticences des socialistes ne sont pas dénuées de fondement : malgré les proclamations de neutralité et l'affirmation de son caractère au-dessus des partis, le BFSU dans lequel les communistes ne représentent officiellement que 16 % des membres⁷⁵, est contrôlé par les personnalités

⁶⁸ Liste des délégations au XV^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, F.495/99/34, doc. 116, RGASPI.

⁶⁹ Rapport sur les délégations en URSS le 1^{er} mai 1933, F.495/99/35, doc. 1, RGASPI.

⁷⁰ Informations sur la délégation suisse, 1933, F.5451/13a/518, doc. 26, GARF.

⁷¹ Impressions du délégué R. Kipfer, 25.11.1932, F.5451/13a/434, doc. 200, GARF.

⁷² Huber, *Stalins Schatten in die Schweiz*, p. 421 ; Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 74.

⁷³ Rapport sur l'activité des AUS, premier semestre 1933, F.495/99/35, doc. 92, RGASPI.

⁷⁴ Décret du 2 décembre 1932 déclarant incompatible un emploi dans l'administration fédérale avec l'appartenance au PC ou « à tout groupement dépendant largement d'organes étrangers ».

⁷⁵ Information fournie par H. Gerteis dans un courrier non daté, cité par Gehrig, « Die Anfänge der Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion », p. 596.

communistes ou proches des communistes.⁷⁶ Si aucun membre du PCS ne figure au sein du secrétariat confié à un sans-parti (l'ingénieur Karl Schärner), le président du BFSU est Heinrich Gerteis, un enseignant de Winterthur et ex-communiste resté proche de ses anciens camarades après son adhésion au PSS. Citons encore parmi les communistes très impliqués dans l'organisation Minna Tobler pour la section zurichoise, les Bâlois Margrit et Walter Strub — Walter étant membre du comité central du Parti — le journaliste Maurice-D. Perret de la gauche socialiste genevoise, et Jules Humbert-Droz qui a la charge des AUS au sein du PCS.⁷⁷

Pendant plusieurs années, le BFSU est, comme la plupart des sections des AUS⁷⁸, moins un mouvement de masse qu'une secte cryptocommuniste. Tout change en 1935, à la suite du tournant de l'IC qui, lors de son VII^e et dernier congrès, abandonne la ligne classe contre classe au profit du Front antifasciste d'alliance avec tous les démocrates. Cette nouvelle orientation, qui met un terme provisoire à l'affrontement entre socialistes et communistes, permet le rassemblement des militants des deux partis et de tous les démocrates dans des mouvements communs, tels que les AUS et le Rassemblement universel pour la paix (RUP), fondé la même année. Cette marche vers l'unité du mouvement ouvrier sera encore confortée par la guerre d'Espagne qui débute l'année suivante. La même année, la centrale du PSS lève l'interdiction faite à ses militants d'adhérer aux AUS. Les socialistes de tous bords seront dès lors nombreux à rejoindre le mouvement. Ils constitueront près du quart des adhérents au niveau national⁷⁹ et occuperont des postes au sein des organes dirigeants à l'instar d'Albert Bachofner, qui préside l'association. Dans ce nouveau contexte, les Amis suisses de l'URSS connaissent, comme dans d'autres pays, une forte croissance de leurs effectifs, passant de 1500 membres en 1935⁸⁰ à près de 3000 en 1936, date de leur apogée ; un chiffre relativement important si on le compare aux 1900 adhérents du PCS à la même époque⁸¹ ou encore à la dizaine de correspondants que compte alors la VOKS en Suisse. Il existe à ce moment vingt-trois sections des AUS : douze en Suisse allemande (Bâle, Berne, Bienne, Bischofszell, Corgémont, Langenthal, Olten, Saint-Gall, Sonvilier, Thoune, Winterthur

⁷⁶ Nous ne disposons pas d'une liste complète des membres des organes dirigeants du BFSU avant les années 1935-1937. Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 73.

⁷⁷ Lasserre et Studer (éd.), *Archives de Jules Humbert-Droz*, tome V, p. 240.

⁷⁸ Pour le sectarisme du mouvement en général et les liens de la section américaine avec le PC : Louis Nemzer, « The Soviet Friendship Societies », *Public Opinion Quarterly*, Vol. 13, n° 2, Summer 1949, pp. 269-270.

⁷⁹ « Die Schweizerische Vereinigung der Freunde der Sowjetunion », document du secrétariat, Karl Schärner, Archives sociales suisses, cité par Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 74.

⁸⁰ Rapport d'A. Inkpin, secrétaire du bureau international, 1935, F.495/30/1071, doc. 10, RGASPI.

⁸¹ Studer, *Un parti sous influence*, p. 547.

et Zurich avec près de 900 membres), dix en Suisse romande (Aigle, Chesières, Genève, La Chaux-de-Fonds, Le Locle, Lausanne, Montreux, Renens, Vevey et Yverdon) et une au Tessin.

Au niveau mondial, le mouvement, pourtant déjà affaibli par l'interdiction des sociétés allemande (30 000 membres en 1933)⁸², autrichienne (10 000 membres en février 1934), puis roumaine (le comité Amicij URSS constitué à l'automne 1932 est proscrit en décembre 1934) et japonaise (8000 membres en 1934), revendique encore des sections dans dix-neuf pays, dont plusieurs apparues récemment dans les dominions britanniques, rassemblant un total de 103 000 membres individuels et 215 000 membres collectifs.⁸³ « Cela ne correspond nullement au nombre réel d'amis de l'URSS dans le monde capitaliste et aux possibilités immenses qui s'ouvrent à l'activité des AUS grâce à la croissance constante de la puissance soviétique »⁸⁴, se plaint encore le rapporteur de l'IC lors du déplacement du secrétariat international des AUS d'Amsterdam à Paris.⁸⁵ L'année 1936 marque pourtant l'apogée d'un mouvement qui n'a pas réussi à se transformer « en authentique organisation de masse », malgré les rapports incantatoires et de plus en plus décalés de l'IC sur « la croissance formidable de la sympathie et de l'intérêt que les masses les plus larges des travailleurs capitalistes montrent à l'égard de l'URSS »⁸⁶. Dès le début de la guerre civile, avant même d'avoir été interdite, la section espagnole, qui compte près de 20 000 membres, doit interrompre ses activités.⁸⁷ En 1938, la société tchèque, seule section ayant connu une hausse constante, atteignant 32 000 membres, subit le même sort après l'Anschluss.⁸⁸ En 1940, c'est la société norvégienne, Sovjet-Unionens venne, qui est dissoute par les autorités allemandes d'occupation. Bien qu'avec des conséquences incomparables pour ses adhérents, la société suisse pâtit elle-même en 1937 d'un durcissement de la législation fédérale.

Les amis suisses, qui craignaient depuis leur fondation une interdiction de leur organisation, se sont efforcés d'anticiper le mouvement en procédant, comme le recommandait pour « certains contextes particuliers » le secrétariat international, à une réorganisation de la société sous un autre nom. Ainsi le 25 août 1935, lors

⁸² Plusieurs groupes allemands, tel celui de Berlin, parviennent néanmoins à subsister un temps dans la clandestinité, déployant leurs activités dans le cadre d'organisations culturelles. Rapport du secrétariat international, juin 1935, F.495/30/1071, doc. 83, RGASPI.

⁸³ 25 000 membres individuels pour la France, 20 000 en Espagne, 11 000 en Tchécoslovaquie. 8000 en Grande-Bretagne, 7000 aux Etats-Unis. Rapport d'A. Inkpin, secrétaire du bureau international, 1935, F.495/30/1071, doc. 10, RGASPI.

⁸⁴ Décision du secrétariat du CEIC sur le travail des AUS, 11.7.1936, F.495/20/296, doc. 17, RGASPI.

⁸⁵ Le secrétariat est alors confié à Fernand Grenier, assisté de Karl Becker et Elsa Arnold.

⁸⁶ Décision du secrétariat du CEIC sur le travail des AUS, 10.1.1937, F.495/20/296, doc. 38, RGASPI.

⁸⁷ Rapport d'A. Inkpin, secrétaire du bureau international, 21.5.1935, F.495/30/1071, doc. 5, RGASPI. Sur l'Espagne : Magdalena Garrido Caballero, *Compañeros de viaje : historia y memoria de las asociaciones de amistad hispano-soviéticas*, Murcia, Ediciones de la Universidad de Murcia, 2009.

⁸⁸ Rapport du comité international des AUS, 17.11.1938, F.495/20/896, doc. 66, RGASPI.

du congrès de Lausanne, le BFSU est rebaptisé Schweizerische Vereinigung der Freunde der Sowjetunion (SVFSU, Association suisse des AUS).⁸⁹ Ce changement a pour but d'établir une distinction claire avec les sociétés étrangères contrôlées par les communistes qui portent le même nom. La SVFSU entend marquer son indépendance à l'égard de toutes les autres organisations en renforçant le caractère spécifiquement suisse de l'organisation⁹⁰ — l'historienne Christine Gehrig parle d'une « Verschweizerung » (helvétisation) de l'organisation.⁹¹ La société suisse décide de ne plus payer ses cotisations au bureau international.⁹² Désireuse de ne pas intervenir dans le champ politique, la SVFSU, dont l'un des principaux objectifs est pourtant la reconnaissance officielle de l'URSS, va même jusqu'à encourager la formation d'un Schweizerisches Aktionkomitee für die Wiederaufnahme der Beziehungen mit der Sowjetunion (Comité suisse d'action pour la reprise des relations avec l'URSS) auquel elle confie la tâche d'organiser le dépôt d'une pétition en ce sens.⁹³ En mai 1937, la SVFSU espère une nouvelle fois échapper aux interdictions résultant de l'extension de l'arrêté fédéral de 1932⁹⁴, en adoptant, à la conférence nationale de Bienne, des nouveaux statuts censés convaincre les autorités suisses de leur « neutralité » et de leur « indépendance » à l'égard de toutes les autres organisations, suisses et étrangères.⁹⁵ Le Tribunal fédéral n'est toutefois pas sensible aux arguments figurant dans les recours déposés par le nouveau président de la SVFSU, Albert Bachofner, pourtant juge de district, par le président de la section genevoise, Maurice-D. Perret, et enfin par celui du PSS, Hans Oprecht. Pour le procureur général de la Confédération, Franz Stämpfli, il ne fait pas de doute que les AUS, et cela malgré les changements de dénomination, appartiennent bien à la catégorie des organisations dirigées par une organisation communiste : « Les AUS constituent comme par le passé une branche de la VOKS installée à Moscou, et nous possédons suffisamment de documents permettant d'établir que les Amis suisses de l'Union soviétique entretiennent aussi des relations de nature organisationnelle, et politique, avec des bureaux étrangers, parmi lesquels le comité mondial des AUS, Londres-Paris. »⁹⁶ Les amis comprennent alors que les autorités suisses n'ont jamais fait la moindre

⁸⁹ Notons qu'au même moment le PSS fait le choix de l'intégration en se réclamant de la communauté nationale et en adhérant à la défense nationale.

⁹⁰ « Die Schweizerische Vereinigung der Freunde der Sowjetunion », document du secrétariat, Karl Schärfer, Archives sociales suisses, cité par Jungi, « Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion », p. 72.

⁹¹ L'expression serait d'Itschner, cité par C. Gehring, « Die Anfänge der Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion », p. 597.

⁹² Jungi, « Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion », p. 74.

⁹³ Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie : contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 499.

⁹⁴ Arrêté fédéral du 16.2.1936.

⁹⁵ Gehring, « Die Anfänge der Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion », p. 595.

⁹⁶ F. Stämpfli, procureur général, à la centrale du PSS, 24.9.1937, SSA Ar 1.130.12, cité par Gehring, « Die Anfänge der Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion », p. 596.

distinction entre les multiples formes de sociabilité philosoviétique, que celles-ci soient purement culturelles ou non.

Si la référence du procureur fédéral au comité mondial des AUS est attendue et légitime, la mention de la VOKS mérite d'être discutée. Officiellement, tant le BFSU que la SVFSU ont respecté la ligne de démarcation tracée entre les organisations prolétariennes et les milieux intellectuels qui relèvent de la VOKS en refusant tout contact avec cette dernière et ses correspondants. « La VOKS est une organisation d'intellectuels russes. Les relations établies par cette organisation avec des intellectuels d'autres pays a parfois favorisé la création de sociétés dont le but est de conduire des relations culturelles avec l'URSS. Ainsi est apparue en Suisse la Société pour le développement des relations culturelles et économiques avec l'URSS (Das Neue Russland, fondée en 1932). Les Amis de l'Union soviétique ne voulaient avoir dès le début aucune relation avec cette dernière société, qui est plus ancienne que la nôtre. Et réciproquement. Les AUS n'entretenaient de relations, ni avec DNR, ni avec la VOKS. »⁹⁷ Cette présentation, globalement correcte, doit pourtant être nuancée : de 1932 à 1934, le président des AUS, Heinrich Gerteis, participe aux réunions de la direction de la DNR ; Minna Tobler appartient alors aux deux comités. Walter Strub, très actif au sein la section des AUS, a été dans un premier temps chargé de fonder une section de la société culturelle à Bâle. En raison du manque d'argent dont pâtissent les deux sociétés, les présidents collaborent aussi régulièrement pour la préparation d'une exposition (celle du XX^e anniversaire de la Révolution d'Octobre), l'échange de conférenciers ou l'organisation d'un voyage en URSS.

Hostile jusque-là à tout contact avec les AUS qu'elle considère depuis leur fondation comme un mouvement concurrent brouillant sa mission, la VOKS profite elle-même du tournant du Front populaire pour effectuer un premier pas en direction des milieux prolétariens, les seuls qui osent encore parler ouvertement de l'URSS en Suisse. En juillet 1935, la VOKS tente ainsi de s'appuyer sur la composition prétendument disparate d'une délégation des AUS en visite en URSS — « il y a parmi eux une dizaine d'enseignants »⁹⁸ — pour s'incruster dans l'organisation mise au point par les syndicats soviétiques en relation avec l'Intourist. A chaque étape du séjour — Leningrad, Moscou, Kharkov, Kiev — le représentant local de la VOKS propose ses services et tente avec insistance d'entrer en relation avec Gerteis qui dirige la délégation. Mais en militant aguerri des AUS, celui-ci décline systématiquement les propositions de la VOKS, rappelant même à ses interlocuteurs qu'ils ne sont pas supposés avoir des relations avec les syndicats. Et lorsqu'un guide parvient néanmoins à approcher le président du BFSU pour l'interroger sur les possibilités

⁹⁷ Bemerkungen der FSU, Ar 1 130.12, ASS, cité par Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 75.

⁹⁸ Tcherniavski, vice-président de la VOKS, à VOKS-Ukraine, 29.7.1935, F.5283/6/907, doc. 8, GARF.

d'un travail de rapprochement culturel en Suisse, ce dernier confirme « la mort de la DNR » tout en soulignant le fait que « les AUS étaient prêts à travailler parmi les intellectuels [*sic*] »⁹⁹.

⁹⁹ Rapport d'E. Tcherniak sur le travail avec les Suisses, 29.7.1935, F.5283/6/907, doc. 9, GARF.

Chapitre 16

Puisqu'il n'en reste qu'un :

Léon Nicole et la Société Suisse-Russie

d'informations économiques et culturelles

Nicole est incontestablement un authentique ami de l'URSS, tout en étant à la tête du PSG qui est encore membre de l'Internationale socialiste. Mais j'ai quelques raisons de penser que le groupe de Nicole devrait prochainement quitter la II^e Internationale.¹

«En Suisse, les socialistes locaux sont des laquais républicains», écrivait Lénine, mais maintenant cela change.²

Depuis la tentative malheureuse effectuée en 1935 en direction de la délégation du BFSU qui visitait l'URSS, la VOKS s'est efforcée de se tenir à l'écart des milieux prolétariens, se recentrant sur les acteurs culturels. Mais les intellectuels et les artistes désireux de venir en URSS sont devenus très rares. « En 1936 », écrit la VOKS dans l'un de ses derniers rapports consacrés à la Suisse, « le nombre de Suisses ayant recouru aux services de la VOKS en URSS s'est brusquement réduit. » Selon la section d'accueil des étrangers, leur nombre était de dix. « Sur ces dix, seuls trois sont effectivement entrés en contact avec nous : l'artiste peintre Henri-Lucien Jeanmaire, le violoniste Jozsef Szigeti et sa femme

¹ H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, avril 1931, F.9463/1/31, doc. 229, GARF.

² O. Alexeeva, Fiche de la VOKS sur L. Nicole, 1940, F.5283/5/859, doc. 1, GARF.

Maria, cantatrice, qui vivent à Zurich.³ Ceux-ci ont fait des efforts pour rester en URSS. Les sept autres n'avaient que peu de choses en commun avec la VOKS. » Trois Suisses sont aussi venus en URSS, à l'invitation de la VOKS, pour assister au 4^e Festival de Théâtre de Moscou en 1936. Il y a parmi eux le musicologue genevois Aloys Mooser, Jean Bard, directeur du Théâtre romand, et l'écrivain et dramaturge zurichois Jakob Bühler. Les deux derniers ont été recommandés par l'architecte Hannes Meyer.⁴ Ils rendent compte à leur retour en Suisse de leur expérience dans leurs domaines respectifs sans s'investir dans la mise sur pied d'une nouvelle société. Le bilan s'aggrave encore les deux années suivantes, durant lesquelles la VOKS voit disparaître ses derniers correspondants. En 1938, aucun Suisse ne se rend au bureau d'accueil de la VOKS. Les résultats sont si dramatiques que la nouvelle direction accepte en janvier 1939, au mépris de toutes les directives antérieures, de répondre favorablement à la proposition faite par le communiste Karl Hofmaier d'inviter Léon Nicole pour un voyage en URSS.

Cette proposition révèle l'échec de la VOKS dans son travail de rapprochement avec les élites intellectuelles, et la nécessité de s'adapter à un énième changement de ligne imposé par le PCUS qui demande alors aux différents mouvements de masse de fusionner. L'acceptation de Nicole témoigne quant à elle du chemin parcouru par le leader socialiste en direction des Soviétiques depuis qu'il a participé en 1931 à la fondation des AUS. Condamnés par les Assises fédérales à la suite des événements de novembre 1932, Nicole et Ehrler, ainsi que deux autres socialistes plus modérés, avaient été élus au Gouvernement genevois en novembre 1933, occupant quatre postes sur sept. Genève l'internationale était devenue Genève-la-rouge, premier canton suisse gouverné par des socialistes. Privé d'une majorité au Parlement, confronté à l'hostilité du Conseil fédéral et à de graves difficultés financières résultant de la gestion du précédent Gouvernement, Nicole a été pendant trois ans au pouvoir « avec guère de pouvoir » pour reprendre l'expression de son biographe.⁵ Devenu magistrat, Nicole n'a pas cessé de s'engager au niveau international, participant à l'organisation de manifestations de solidarité avec Vienne-la-Rouge écrasée dans le sang par le régime de Dollfuss, prenant ouvertement position en faveur des Fronts populaires français et espagnol. La guerre d'Espagne joue un rôle déterminant dans le processus d'alignement de Nicole et de ses partisans sur l'URSS stalinienne. Considérant le putsch des militaires comme une nouvelle phase de développement du fascisme international, la gauche socialiste se solidarise avec la République. De nombreux mouvements d'aide se constituent à Genève pour soutenir moralement, matériellement et militairement les combat-

³ Les Szigeti ont été recommandés à la VOKS par Emil Oprecht, lettre du 11.12.1936, F.5283/6/923, doc. 25, GARF.

⁴ H. Meyer à la VOKS, 30.5.1935, F.5283/6/932, doc. 38, GARF.

⁵ Rauber, *Léon Nicole*, p. 83.

tants. Dans ses éditoriaux pour *Le Travail*, Nicole exalte l'héroïsme des brigadistes et le rôle de l'aide militaire soviétique sans aucune nuance. Il reprend aussi à son compte les accusations de Moscou contre les trotskistes du POUM assassinés par les agents de Staline en Espagne.

Ce rapprochement avec les communistes sur le plan international s'est progressivement accompagné d'une alliance avec les communistes au niveau local. Dans le prolongement du VII^e congrès de l'IC, les communistes genevois apportent leur soutien au Gouvernement socialiste cantonal. Et c'est sur des listes communes que se présentent socialistes et communistes aux élections de 1936. La gauche unie perd ces élections, mais le mouvement vers l'unité va continuer, éloignant davantage les socialistes genevois de la majorité du PSS toujours opposée aux actions communes. Une étape importante est franchie en juin 1937, en raison de l'interdiction du PCG adoptée en votation populaire. La plupart des communistes adhèrent alors au PSG qui les accueille sans condition, malgré les critiques du comité central du PSS. Mais le dirigeant genevois n'entend plus reculer. En 1938, il défend dans la ville de Bâle, alors gouvernée par une majorité socialo-communiste, le principe de l'unité de la classe ouvrière au niveau national. Dans le cadre de ces manifestations Nicole rencontre Karl Hofmaier⁶, l'un des fondateurs du PCS, qui en a repris la direction en 1937 après plusieurs années au service du Komintern. Hofmaier, dont le frère travaille à Moscou, est aussi devenu le principal contact de la VOKS en Suisse après le départ de Bagotski. C'est sur son conseil que la VOKS décide en janvier 1939 d'inviter Nicole à un voyage en URSS.⁷

Le moment semble mal choisi : après les Partis communistes, les sections des AUS ont été également interdites dans la plupart des cantons.⁸ Nicole ne peut avoir de doute sur le fait que son voyage va provoquer de nombreux remous en Suisse. Mais il est convaincu que « la reprise des relations de la Suisse avec la Russie soviétique est le devoir le plus urgent de l'heure présente. Il y va de la sécurité de notre pays, de son indépendance et des libertés de ses habitants. » Il souhaite aussi aller en URSS « espérant y trouver l'occasion de [s]e renseigner sur les chances d'une unification du mouvement ouvrier socialiste mondial. Les succès et les victoires du fascisme sont dus, personne n'en doute plus aujourd'hui, à l'état de division dans lequel les forces ouvrières se sont trouvées au lendemain de la

⁶ Karl Hofmaier, *Memoiren eines Schweizer Kommunisten : 1917-1947*, Zürich, Rotpunkt, 1978, pp. 83-43.

⁷ Je n'ai pas trouvé d'information le confirmant mais il semble peu probable qu'Hofmaier ait proposé cette invitation à la VOKS sans en avoir préalablement discuté avec la centrale du Parti suisse et le CEIC.

⁸ « Je vous annonce que la section vaudoise des AUS dont je faisais partie vient d'être interdite sur tout le territoire du canton de Vaud par le Conseil d'Etat. Pour tout citoyen suisse demeuré fidèle à la tradition helvétique c'est une honte. De mauvais bergers entraînent le peuple dans la voie qui favorise le fascisme. » H.-L. Jeanmaire à Heifetz, 24.1.1939, F.5283/5/864, doc. 105, GARF.

guerre dans les pays de l'Europe centrale et occidentale. Est-il possible, désormais, de mettre fin aux luttes intestines ouvrières et socialistes ? »⁹

Au terme d'un périple de trois semaines, effectué en compagnie d'Hofmaier dont le but est de s'informer sur « l'effort culturel, économique et social du peuple soviétique »¹⁰, les deux voyageurs sont accueillis le 6 mars par Georgi Dimitrov, le héros du procès du Reichstag, devenu secrétaire général de l'IC, et le communiste tchèque Klement Gottwald. Après plusieurs heures de discussions, un repas et le visionnage d'un film, Dimitrov note dans son journal : « Nicole est apparemment un socialiste de gauche honnête, il est prêt à travailler avec les communistes. »¹¹ Les deux compères sont ensuite reçus dans les locaux de la VOKS afin de discuter des prolongements à donner à ce voyage en « matière culturelle ». La VOKS, qui pendant près d'une décennie a accusé le socialiste de paralyser son travail à Genève, lui demande maintenant de fonder une nouvelle société et un journal, lui fournissant même, à titre de modèle, les statuts des sociétés anglaise et tchèque.¹² Les Soviétiques vont désormais suivre « avec intérêt tout ce qui concerne les activités de Nicole »¹³. « Qu'en est-il de vos démarches pour l'organisation d'une société ? »¹⁴, questionne le référent de la VOKS deux mois à peine après son retour à Genève. « La Société pour les relations culturelles et scientifiques entre l'URSS et la Suisse est en voie de formation », répond le socialiste. « Vous pouvez être assuré que je mènerai la chose à bon port. La situation en Suisse se modifie d'ailleurs rapidement en ce qui concerne l'avis général de la bourgeoisie elle-même à l'égard de l'URSS. Je ne crois pas qu'il soit téméraire de dire que d'ici la fin de l'année des relations normales auront été rétablies entre les deux pays. Personnellement je m'y emploie de mon mieux. C'est là l'une des conséquences heureuses de l'attitude de l'Allemagne hitlérienne envers la Suisse. »¹⁵

En septembre 1939, le soutien apporté par Nicole à la signature du pacte germano-soviétique provoque son exclusion du PSS, et bientôt celle de la majorité des sections genevoise et vaudoise. Ils constituent en décembre la Fédération socialiste suisse (FFS) qui sera interdite en mai 1941. « “En Suisse, les socialistes locaux sont des laquais républicains”, écrivait Lénine, mais maintenant cela change »¹⁶, note alors le rapporteur de la VOKS sur la fiche personnelle de Nicole. De l'automne 1939 à l'hiver 1940-1941, Nicole reste pourtant sans nouvelles de la VOKS, bien qu'il soit devenu le correspondant suisse de Subpress

⁹ Léon Nicole, *Mon voyage en URSS, 14 février-14 mars 1929*, Genève, Editions du Faubourg, 1939, p. 7.

¹⁰ *Ibidem*, p. 5.

¹¹ *Georgi Dimitroff Tagebücher 1933-1943*, B. Bayerlein (Hrsg.), Berlin, Aufbau-Verlag, 2000, p. 242.

¹² Notes de Heifetz sur son entretien avec L. Nicole, 20.2.1939, F.5283/5/859, doc. 69, GARF.

¹³ Heifetz à K. Hofmaier, 29.5.1939, F.5283/5/861, doc. 49, GARF.

¹⁴ VOKS à L. Nicole, 14.4.1939, F.5283/5/859, doc. 52, GARF.

¹⁵ L. Nicole à VOKS, 20.4.1939, F.5283/5/859, doc. 46, GARF.

¹⁶ O. Alexeeva, Fiche de la VOKS sur L. Nicole, 1940, F.5283/5/859, doc. 1, GARF.

(une filiale de l'agence TASS) et de plusieurs revues du Komintern.¹⁷ Ce silence touche aussi le communiste Karl Hofmaier, qui s'inquiète de ne plus recevoir de nouvelles de son frère Emil, et de ses amis suisses de Moscou depuis des mois. « Pourquoi ne donnent-ils aucun signe de vie ? »¹⁸, écrit-il à la section Europe centrale de la VOKS.

Mais Nicole n'a pas abandonné son objectif. Le 25 février 1941, apprenant par le service radiophonique de Lyon la signature d'un nouvel accord commercial entre la Suisse et la Russie, il saute sur l'occasion pour lancer un appel à la création d'une Société Suisse-Russie d'informations économiques et culturelles (adresse CP 84, Plainpalais). « Pour qui connaît la situation dans laquelle se trouve le marché des importations et des exportations en Suisse », écrit Nicole dans le premier imprimé de la société, « c'est une très bonne nouvelle. [...] L'événement est d'autant plus important qu'il paraît effacer les incidents plutôt pénibles qui se sont déroulés sur notre territoire, à Lausanne, au siège de la SdN et dont la Russie aurait pu garder ombrage. Le Gouvernement soviétique paraît avoir laissé retomber le voile de l'oubli sur les faits douloureux pour ne retenir que la nécessité, pour les hommes ayant le sens de leurs responsabilités, de conduire l'Europe vers la paix et le travail collectif. »¹⁹ Dans un but d'éclaircissement et d'instruction mutuels, ajoute Nicole, la nouvelle société publiera un bulletin. « Ses informations seront rigoureusement objectives et le dit bulletin s'abstiendra de toute politique. Nous désirons grouper autour de nous des hommes de science, de l'art, du journalisme, ainsi que d'une manière générale tout ceux qui entendent développer des rapports culturels et économiques entre nos deux pays. [...] Avec votre appui, je suis certain que le bulletin et notre société seront d'un très grand intérêt pour quiconque en Suisse entend rattraper le temps perdu par vingt-deux années de séparation presque absolue entre nos deux pays. »²⁰

Le 5 avril, la VOKS fait savoir que la création de cette société suisse « nous cause une véritable satisfaction »²¹. Nicole s'attelle alors, avec la collaboration de militants, à la rédaction d'une brochure d'une vingtaine de pages, dont la composition typographique est achevée lorsque le 17 avril la police cantonale procède — sur ordre du Gouvernement suisse — à la fermeture de la Coopérative d'imprimerie, confisquant la totalité de son matériel.²² « J'ai cru de bonne foi », écrit Nicole, « dans la mesure où le Gouvernement suisse lui-même reprenait des rapports avec la Russie et déclarait que ces rapports devaient être

¹⁷ Rauber, *Léon Nicole*, p. 163.

¹⁸ K. Hofmaier à Heifetz, 15.9.1940, F.5283/5/861, doc. 17, GARF.

¹⁹ Imprimé de la Société Suisse-Russie d'informations économiques et culturelles, 25.2.1941, F.5283/5/868, doc. 36, GARF.

²⁰ L. Nicole à la VOKS, 5.3.1941, F.5283/5/868, doc. 28, GARF.

²¹ L. Kistova, VOKS, à L. Nicole, 5.4.1941, F.5283/5/868, doc. 22, GARF.

²² L. Nicole à la VOKS, 23.4.1941, F.5283/5/868, doc. 11, GARF.

confiants et compréhensifs, qu'il devenait possible de parler de la Russie soviétique et d'en écrire les succès dans l'ordre économique, social et culturel. » Et de conclure : « Croyez bien, chers amis, que les difficultés momentanées que nous rencontrons ne vont pas arrêter nos efforts ! »²³

²³ L. Nicole à la VOKS, 23.4.1941, F.5283/5/868, doc. 12, GARF.

Chapitre 17

Les héritiers :

Die Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion (GSS)

L'Association Suisse-URSS (ASU)

On peut se demander s'il est souhaitable et recommandable, en particulier aujourd'hui, que les discussions internes sur le problème des relations avec un Etat étranger, soient dans une certaine mesure monopolisées par une seule organisation indubitablement extrémiste.¹

La VOKS n'a pas encore de plan de travail pour la Suisse.²

La période 1943-1944 constitue selon l'historienne Sophie Pavillon, « une période cruciale où la Suisse se voit dans l'obligation de redéfinir de nombreux paramètres sur le plan politique intérieure et extérieure. Au-delà des relations bilatérales Suisse-URSS », il en va de « la place de la Confédération dans la nouvelle constellation internationale de l'après-guerre »³. La tolérance des autorités helvétiques à l'égard des manifestations publiques de sympathie en faveur de l'URSS va suivre — comme en 1918 — l'évolution du rapport des forces sur

¹ Max Petitpierre, cité par C. Gehring, « Die Anfänge der Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion », p. 608.

² Note interne, VOKS, 3.10.1946, F.5283/16/584, doc. 4, GARF.

³ Sophie Pavillon, *L'ombre rouge. Suisse-URSS 1943-1944. Le débat politique en Suisse*, Lausanne, Antipodes, 1999, p. 6.

les champs de bataille.⁴ Les Soviétiques en ont parfaitement conscience. « A la fin de 1942 et particulièrement en 1943, à la suite des défaites ininterrompues de l'armée allemande sur le front de l'Est et de l'accroissement de la puissance militaire de l'Union soviétique, on pouvait observer en Suisse un changement brusque de ton de la presse à l'égard de l'Union soviétique. Les journaux se mirent à réclamer avec toujours plus d'insistance que le Gouvernement suisse revoie sa politique à l'égard de l'Union soviétique et rétablisse avec cette dernière des relations diplomatiques, faisant ainsi de l'établissement de relations diplomatiques avec l'Union soviétique une question essentielle de la politique extérieure suisse. Toutefois le Gouvernement suisse opposait et oppose la neutralité suisse à cette pression insistante. »⁵ Les demandes en faveur d'une reprise des relations diplomatiques sont effectivement multiples. Elles émanent du Parti communiste clandestin⁶, du PSS, dont le dirigeant de la section bernoise Ernst Reinhard a déposé une motion en ce sens au Conseil national en septembre 1943⁷, et surtout de la société civile. Le 15 janvier 1944 s'est formée à Lausanne la Chambre de commerce pour les relations entre la Suisse et la Russie. Présidée par l'avocat Victor Perrier, elle rassemble quelques industriels, Alois Bunter et Georges Eindiguer, un homme d'affaires, Marc Bloch qui finance le groupe, et quelques personnalités très marquées à gauche telles que Léon Nicole, André Muret et François Graisier. Une seconde association économique, Die Genossenschaft für den Handel mit der UdSSR (La Coopérative pour le commerce avec l'URSS), est fondée par des industriels et des financiers de toute la Suisse.⁸ Le 3 février 1944 s'est constituée à Bâle une Gesellschaft zur Förderung und Pflege normaler Beziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion (Association pour l'établissement et le développement de relations normales entre la Suisse et l'URSS⁹), noyau de la future Société Suisse-URSS. La société, qui comme toutes ses devancières revendique sa « neutralité religieuse et politique », est dotée d'un comité présidé par le professeur sans-parti Paul Vosseler, assisté du socialiste Martin Stohler, avocat à Bâle, qui prend le secrétariat et de Maurice Ducommun, du Parti suisse du travail (PST)¹⁰, pour la Romandie. Les statuts fixent comme objectif « l'établissement et le développement

⁴ Gehrig-Straube, *Beziehungslose Zeiten*, pp. 190-195.

⁵ Rapport du chef du premier département européen du NKID sur les relations soviéto-suisse, 1944, Fleury et Tosato Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 536.

⁶ PCS, Tract du 1^{er} mai 1943 demandant « une politique extérieure démocratique et la reconnaissance diplomatique de l'URSS », Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse*, p. 505.

⁷ Sa motion, déposée en septembre 1943, est débattue en mars 1944.

⁸ Gehrig-Straube, *Beziehungslose Zeiten*, pp. 167-170.

⁹ Gehring, « Die Anfänge der Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion », p. 598.

¹⁰ Le Parti suisse du travail (PST), Partei der Arbeit der Schweiz (PdAS), fondé en octobre 1944, rassemble les différentes sections cantonales constituées dès 1943 par des communistes et des socialistes de gauche. Le PST devient légal au début de 1945, lorsque les autorités lèvent les interdictions à l'encontre des organisations communistes. Les sections de Berne, Jura, Neuchâtel, Vaud se dénomment Parti ouvrier populaire (POP).

de relations économiques, scientifiques et culturelles » entre les deux pays (article 2), un objectif qui ne peut être atteint qu'à la condition d'une « reprise immédiate des relations diplomatiques et économiques (article 4) »¹¹. Et d'insister sur le fait qu'il ne suffit pas d'examiner « l'importante question de nos rapports, uniquement du point de vue de nos intérêts économiques. La même année paraît opportunément un ouvrage de l'avocat Boris Lifschitz consacré aux relations commerciales entre la Suisse et la Russie.¹² Au-delà de l'économie, la science et la culture des deux pays pourraient tirer profit d'échanges permanents et fructueux ». ¹³ Conformément à ce programme, l'Association pour l'établissement et le développement de relations normales entre la Suisse et l'URSS lance en mars une pétition soutenue par un comité d'initiative composé de cent vingt-six personnalités.¹⁴

Un nombre important des signataires de l'appel sont de vieilles connaissances, à l'image du philosophe du droit et réfugié antifasciste Arthur Baumgarten et de la biochimiste bernoise Gertrud Woker, tous deux en contact avec Bagotski durant les années trente. Plusieurs écrivains et artistes qui figuraient déjà sur les listes de la VOKS avant la guerre, tels que Jakob Bühler, président du comité d'initiative pour la reprise des relations diplomatiques avec l'URSS constitué en 1936, se sont joints au mouvement. Citons encore Carl Albert Loosli et Hans Mühlestein, le journaliste et écrivain Otto Volkhart, qui était déjà membre de *Das Neue Russland*, le sculpteur Alberto Giacometti, le directeur du Cabaret Cornichon de Zurich, Walter Lesch. Parmi les politiques déjà bien connus de Moscou, on remarque les noms de Karl Hofmaier, qui après un séjour de trois mois en prison pour activité illégale, a été élu en 1944 secrétaire central du PST, de Maurice Jeanneret-Minkine, de Léon Nicole et de Jean Vincent, tous membres de la section cantonale du même parti, du bureau politique national pour le dernier. On retrouve aussi l'architecte Hans Schmidt, qui a travaillé en URSS de 1932 à 1937 avant de rejoindre le BFSU, et son frère, Georg, un ancien correspondant de la VOKS devenu en 1939 le conservateur du Musée d'art de Bâle. En plus des deux frères, dont le rôle est fondamental dans la mobilisation, les Bâlois sont particulièrement bien représentés, des militants politiques (Carl Miville, qui dirige alors le Département de l'instruction publique du canton) aux milieux économiques, en passant par les académiques. Sur les treize professeurs figurant parmi les initiateurs, sept enseignent à l'Université de Bâle (les théologiens Karl Barth¹⁵ et Fritz Lieb, le juriste Arthur Baumgarten, Adolf Gasser, Kurt Leupin, la slaviste Elsa Mahler et le géographe Paul Vosseler), contre trois

¹¹ Cité par Gehring, « Die Anfänge der Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion », p. 598.

¹² Boris Lifschitz, *Die schweizerisch-russischen Handels-Beziehungen*, Zürich, Europa Verlag, 1944.

¹³ Tract de l'association, 1944, F.5283/16/583, doc. 53, GARF.

¹⁴ *Idem*.

¹⁵ Matthieu Gillibert, « L'Association Suisse-URSS dans la Guerre froide », Françoise Briegel et Sébastien Farré (éd.), *Rites et hiérarchies*, Genève, Georg, 2010, pp. 136 et ss.

de Zurich, deux de Berne et un de Genève (Sven Stelling-Michaud de l'Institut d'études slaves de l'Université de Genève). Le travail de Bauer a porté ses fruits, celui de l'ancienne section bâloise des AUS aussi. Parmi les nouveaux amis, citons les peintres Max von Moos et Hans Erni, qui illustrera la revue de la société ; la juriste Marie Boehlen, très active dans les milieux de l'émigration antinazie ; la pianiste Sara Novikoff, elle-même réfugiée en Suisse ; la danseuse Anne Michel, les journalistes Hermann Böchenstein et Peter Surava, rédacteur à la *Nation* ; les conseillers nationaux Max Fuchs et Albert Maag de Zurich, Jacques Schmid de Soleure.

La campagne menée par le comité permet de récolter 120 000 signatures en seize jours.¹⁶ « Bien que l'actuel mouvement en faveur du rétablissement de relations diplomatiques normales avec l'URSS ne soit pas général, il est sans aucun doute plus fort que jamais », souligne le responsable du NKID pour l'Europe. « De nouvelles victoires de l'armée rouge, la sortie des armées soviétiques des frontières de l'URSS favoriseront, sans aucun doute, encore plus le renforcement du mouvement suisse en faveur d'une normalisation des relations avec l'Union soviétique, au sein de l'opinion publique comme au sein des milieux gouvernementaux. »¹⁷ A ce moment les autorités sont encore réticentes à l'idée de rompre « précipitamment », le terme est récurrent, avec la ligne adoptée en 1939 du statu quo diplomatique. Le 29 mars 1944, le conseiller fédéral Marcel Pilet-Golaz, qui a succédé à Motta à la tête du DPF en 1940, répond une dernière fois par la négative à une demande effectuée par les socialistes. En mai, les autorités fédérales promulguent aussi l'interdiction d'une affiche intitulée « Suisse et Union soviétique » réalisée par Hans Erni qui a déjà été placardée à Genève et dans le canton de Vaud avec l'accord des autorités cantonales.¹⁸ Mais durant l'été, lorsque les événements militaires prennent « brusquement un cours rapide »¹⁹, Pilet-Golaz, qui s'inquiète notamment de la protection de ses nombreux concitoyens vivant en Prusse orientale, charge le ministre de Suisse à Londres d'entreprendre toutes les démarches nécessaires en vue de renouer les relations diplomatiques avec l'URSS. Pour radical qu'il soit, ce retournement ne répond plus aux attentes des Soviétiques, qui déclinent alors la proposition. Le refus soviétique et sa justification, « l'attitude profasciste de la Suisse », diffusés par

¹⁶ Rapport, F.5283/16/583, doc. 47, GARF. Les Suisses parlent de 100 000.

¹⁷ Rapport du chef du premier département européen du NKID sur les relations soviéto-suisse, 1944, Fleury et Tosato (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 538-539.

¹⁸ Toujours à Genève, la police autorise pour la première fois depuis le déclenchement de la guerre que le programme de la manifestation unitaire du premier mai 1944 contienne un point consacré au « rétablissement de relations normales avec l'URSS ». Ignace Cuttat, « Manifestations sous surveillance. Célébrations du Premier Mai à Genève durant la Seconde Guerre mondiale et contrôle policier », Mémoire de bachelor, Université de Genève, 2010, p. 17.

¹⁹ M. Pilet-Golaz au ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher, 21.7.1944, Fleury et Tosato (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 549.

les radios et largement repris dans la presse internationale, sont une sévère rebuffade qui provoque la démission anticipée du chef de la diplomatie helvétique.²⁰

Son successeur, Max Petitpierre²¹, va devoir faire de nombreuses concessions, intervenant avec bienveillance dans la question du rapatriement des citoyens soviétiques, sans aller pour autant jusqu'à accepter de remettre de force à la délégation soviétique les internés qui refusent de rentrer volontairement dans leur pays, multipliant les démarches afin de liquider les malentendus. Le chef de la diplomatie suisse demande aussi à ses représentants à l'étranger (Londres et Belgrade) de tester la réaction des Soviétiques à une éventuelle demande de reprise des relations qui émanerait du Conseil fédéral. Mais les Soviétiques, qui attendent du Gouvernement fédéral qu'il « regrette l'attitude inamicale que la Suisse avait eue précédemment à l'égard de l'URSS »²², vont réitérer plusieurs fois leur opposition.²³

Ce refus soviétique dépasse le seul cadre des relations étatiques, pénalisant aussi la société civile ; la VOKS refuse par exemple, comme les légations soviétiques des pays voisins, d'entretenir des contacts avec la Société suisse des amis avant le rétablissement de relations diplomatiques normales.²⁴ Profitant de la nouvelle orientation de la diplomatie helvétique et de la levée chaotique des dernières interdictions à l'égard des organisations communistes²⁵, l'association va donc se développer à partir de ses propres forces, et dans une relative légalité, malgré une surveillance attentive de ses activités.²⁶ L'Association Suisse-URSS (ASU), qui succède à l'Association pour l'établissement et le développement de relations normales entre la Suisse et l'URSS, naît officiellement le 8 avril 1945 lors d'un congrès réunissant à Zurich 240 délégués qui représentent 3000 membres de toute la Suisse.²⁷ Le congrès élit un présidium composé de Paul Vosseler, du professeur Wolfgang Liebeskind de l'Université de Genève, du conseiller national tessinois Francesco Borella, d'Elsa Mahler, de Carl Miville, d'Hans Mühlestein et de Jacques Schmid. Le secrétaire est Fritz Heeb, cofondateur du PST et futur avocat de Soljenitsyne. L'AUS, qui édite un mensuel (*Schweiz-Sowjetunion*) de seize feuillets à 2000 exemplaires et commence à se présenter en public, espère rassembler 8000 membres à la fin de l'année. La deuxième assemblée des délégués se tient le 28 avril 1946, soit un mois après le rétablisse-

²⁰ Lettre de démission de M. Pilet-Golaz, *ibidem*, p. 553, note 1.

²¹ Daniel Trachsler, *Bundesrat Max Petitpierre. Schweizerische Aussenpolitik im Kalten Krieg 1945-1961*, Zurich, NZZ Libro, 2011.

²² Instruction de V. M. Molotov sur la Suisse, janvier 1946, Fleury et Tosato (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 580.

²³ Le ministre de Suisse à Belgrade au chargé d'affaire de l'URSS, 18 mars 1946, *ibidem*.

²⁴ Lettres du 29.7.1944 et du 14.10.1944, F.5283/16/583, doc. 44-48, GARF.

²⁵ Ce décalage s'explique par l'attitude beaucoup plus hostile du DFJP.

²⁶ Notice d'information du Guido Keel pour le DPF, Gehring, « Die Anfänge der Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion », p. 599.

²⁷ Fritz Heeb, secrétaire de la Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion à VOKS, 20.8.1945, F.5283/16/583, doc. 34, GARF.

ment des relations diplomatiques entre l'URSS et la Suisse. Hans Mühlestein est élu à la présidence, l'artiste peintre de Vevey Guy Baer et l'avocat de Bellinzone, Spartaco Zeli, à la vice-présidence, Michel Buenzod au secrétariat romand, et Max Lerch au secrétariat central de Zurich.²⁸ L'assemblée se félicite de la reprise des relations diplomatiques, mais elle « exige, dans l'intérêt de notre pays, que les campagnes antisoviétiques qui pendant des années ont trompé l'opinion publique locale, cessent immédiatement et que l'action d'explication de la nature de la grande puissance de l'Est soit conduite avec le soutien des autorités »²⁹.

Dès juin, les contacts sont rétablis avec la VOKS. Son président, le critique d'art Vladimir Kemenov, félicite les Suisses pour l'organisation de la société, en soulignant « l'importance de Suisse-URSS pour contourner le mur artificiellement créé entre nous par les ennemis de la démocratie. »³⁰ A l'automne 1946, l'association charge la militante communiste Charlotte Pinggera-Muret, qui doit se rendre à Moscou au nom du comité exécutif de la Fédération démocratique internationale des femmes³¹, de présenter les statuts et les projets de la société à la VOKS. Cette dernière lui remet du matériel de propagande, des films et des photos, mais le consulat suisse refuse de les acheminer en Suisse.³² L'envoi de matériaux aux amis se fera dorénavant par la légation soviétique de Berne, Anatoli Koulagenkov, le ministre de l'URSS en Suisse et le 2^e secrétaire de l'ambassade, Gerasilov.³³ Des contacts seront aussi établis pour des rencontres sportives : le SATUS (club d'athlétisme de Genève) invite des athlètes soviétiques pour une compétition de gymnastique, le club de football genevois Servette, vainqueur des championnats suisses de 1946, voudrait jouer contre l'équipe du Dynamo de Moscou.³⁴ Ces propositions, souvent déclinées, restent très marginales et l'aide apportée par les Soviétiques au travail de la société insuffisante pour répondre aux multiples demandes des Suisses. Comme le reconnaît à ce moment un courrier interne : « La VOKS n'a pas encore de plan de travail pour la Suisse. »³⁵ La Confédération ne fait pas plus partie des priorités de l'URSS de l'après-guerre que de celle de l'entre-deux-guerres.

²⁸ Rapport sur la deuxième assemblée des délégués de la Société Suisse-URSS, 1946, F.5283/16/583, doc. 33, GARF.

²⁹ *Idem.*

³⁰ V. S. Kemenov à la Société Suisse-URSS, 13.6.1946, F.5283/16/583, doc. 11, GARF.

³¹ La Fédération démocratique internationale des femmes a été créée à Paris le 26 novembre 1945 sur une base antifasciste. Pauline Milani, *Femmes dans la mouvance communiste suisse : la Fédération des femmes suisses pour la paix et le progrès : un militantisme entre conservatisme et émancipation, 1952-1969*, Neuchâtel, Ed. Alphil, 2007, pp. 23-25.

³² Le chargé d'affaire suisse à Moscou au DPF, 14.10.1946, Fleury et Tosato (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 580.

³³ A partir de 1948 le correspondant de la VOKS en Suisse sera E. Kovalev, 1^{er} secrétaire de l'ambassade.

³⁴ Fleury et Tosato (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 621 et Léo Bednarkiewicz, « Football et diplomatie : les tournées des clubs soviétiques en Suisse romande », Mémoire de bachelier, Genève, 2012.

³⁵ Note interne, VOKS, 3.10.1946, F.5283/16/584, doc. 4, GARF.

L'ASU connaît pourtant en 1947 un moment de grâce, ou du moins de reconnaissance symbolique. Le 2 mars, le ministre soviétique en Suisse, Koulagenkov, assiste à Lausanne, en présence de 100 délégués représentant vingt-sept sections et 3500 membres au III^e congrès national de la société.³⁶ L'événement se termine par un concert de la pianiste Claire Buenzod (la fille du secrétaire romand de l'ASU) et de la violoniste Sonia Roubakine (la fille de Nicolas Roubakine et de sa seconde femme, la pianiste Liudmila Kilomütseva), qui jouent des partitions de Chostakovitch. Toujours en 1947, l'ASU, la VOKS et le PST organisent des soirées commémoratives qui attirent beaucoup de monde dans une multitude de villes de Suisse en l'honneur du XXX^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Celle du comité romand se tient dans la grande salle du Faubourg, au cœur de Genève : discours de Nicole et concert de balalaïka. Le numéro spécial du bulletin *Schweiz-Sowjetunion*, édité à cette occasion, est distribué à 5000 exemplaires. Malgré la Guerre froide, l'association continue à élargir sa base. En 1948, avec l'entrée de Paul Gurewitsch au sein du CC³⁷, Suisse-URSS fédère tous les courants, toutes les familles philosooviétiques d'avant-guerre, des milieux économiques aux académiques, en passant par les artistes, les journalistes, les ouvriers, les militants socialistes et communistes bien sûr, et toujours quelques émigrés à l'image d'Hilarion Rémézov. Comme les nombreuses sociétés sœurs de l'étranger (Association France-URSS, Belgique-URSS...), l'ASU va maintenir ces différentes composantes dans la même société, espérant s'imposer comme un acteur si ce n'est exclusif, au moins privilégié, des relations entre les deux pays.

Ni les autorités suisses, ni celles de l'URSS, malgré l'aide matérielle et financière fournie par cette dernière, ne sont prêtes à lui accorder cette légitimité, et encore moins le monopole de leurs relations bilatérales. Bien que tolérant son existence, s'entretenant même directement avec ses présidents successifs (de Paul Vosseler à Fritz Lieb), le chef du DPF n'entend pas conférer à l'ASU, « une association qui s'occupe de politique en se trouvant sous l'influence du Parti suisse du Travail »³⁸, le rôle de médiateur culturel qu'elle revendique. « On peut se demander », écrivait déjà le chef du DPF en octobre 1944, « s'il est souhaitable et recommandable, en particulier en ce moment, que les discussions internes sur le problème des relations avec un Etat étranger soient dans une certaine mesure monopolisées par une seule organisation indubitablement extrémiste »³⁹. Dès le rétablissement des relations diplomatiques, Petitpierre

³⁶ Rapport du III^e congrès, F.5283/16/586, doc. 4, GARF.

³⁷ Rapport sur le IV^e congrès, F.5283/16/587, doc. 63, GARF.

³⁸ Rapport de A. G. Koulagenkov sur son entretien avec F. Lieb, président de l'ASU, à propos d'une discussion avec M. Petitpierre, 27.12.1947, Fleury et Tosato (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 651. Le président exige effectivement l'entrée de l'un de ses membres au comité en la personne de Rudolf Riggensch. Gillibert, « L'Association Suisse-URSS dans la Guerre froide », p. 137.

³⁹ Cité par Gehring, « Die Anfänge der Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion », p. 608.

s'efforce de convaincre l'ambassadeur soviétique en Suisse de développer les relations culturelles entre les deux pays « à partir d'une association sans aucun caractère politique, qui pourrait comprendre notamment des savants, des écrivains, des musiciens, des artistes, des hommes d'affaires, etc. », alors que l'ASU ne paraît « pas représenter grand-chose »⁴⁰. En mars 1947, Petitpierre attire une nouvelle fois l'attention de son interlocuteur soviétique « sur les inconvénients que présentait une association comme celle qui existe aujourd'hui, qui est inspirée et contrôlée par un parti politique, le Parti suisse du Travail ». Selon le conseiller fédéral, « une telle association ne pouvait que se heurter à l'antipathie de la grande majorité du peuple suisse et il faudrait chercher à établir une telle association sur des bases différentes et plus solides »⁴¹.

Dans un premier temps, les Soviétiques, qui reconnaissent qu'il s'agit d'une « affaire purement suisse [*sic*] », partagent l'analyse de leurs homologues helvétiques sur la nécessité d'élargir la base de l'association afin de lui donner une couleur moins politique. Mais dès 1948, à la suite du coup de Prague, puis de la première crise de Berlin, la légation soviétique se félicite que l'association ait pris « l'orientation politique bien définie de démasquer la propagande antisoviétique en Suisse ». Dans ce nouveau contexte, « la presse suisse, aussi bien bourgeoise que socialiste, harcèle l'Association Suisse-URSS en la qualifiant de “cinquième colonne” et en faisant fuir les éléments indécis. L'activité de l'association est sous le contrôle permanent de la police. »⁴² A ce moment « la position du DPF s'est nettement raidie face à l'association : c'est le rejet total »⁴³. Trois années après le rétablissement de relations diplomatiques normales, les amis suisses de l'URSS se retrouvent aussi isolés et stigmatisés que l'étaient leurs aînés à l'époque de l'absence de relations. « Malgré ces difficultés, l'association se trouve être à l'heure actuelle une organisation qui, avec un soutien adéquat de notre part, peut jouer un rôle notable dans la lutte contre la propagande hostile à l'URSS, dans la popularisation des réalisations de l'Union soviétique, dans l'élargissement des relations culturelles entre l'URSS et la Suisse. »⁴⁴ Un programme en tout point identique à celui conduit par la VOKS en Suisse depuis sa fondation en 1925.

Pendant la Guerre froide, l'ASU, dont l'influence se réduit à celle des cercles communistes, s'efforce de « travailler, dans des circonstances pas toujours faciles, aux échanges culturels, à la compréhension des peuples et aux relations

⁴⁰ Entretien de M. Petitpierre avec A. G. Koulagenkov, novembre 1946, Fleury et Tosato (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 600.

⁴¹ *Ibidem*, p. 613.

⁴² La légation soviétique de Berne au MID, Rapport sur les relations soviéto-suisse, 25.5.1949, Fleury et Tosato (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 692-693.

⁴³ Gillibert, « L'Association Suisse-URSS dans la Guerre froide », p. 142.

⁴⁴ La légation soviétique de Berne au MID, Rapport sur les relations soviéto-suisse, 25.5.1949, Fleury et Tosato (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 692-693.

humaines entre les deux Etats »⁴⁵. Activités que les autorités suisses continuent à qualifier de purement propagandistes. Tombée en désuétude après la disparition de l'URSS, Die Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion a été officiellement dissoute en 1993, et reconstituée la même année sous le titre de Société Suisse-Russie (Die Gesellschaft Schweiz-Russland, GSR). La société « revendique sa neutralité politique et confessionnelle... »⁴⁶

⁴⁵ Notice du site de la GSR : <http://schweiz-russland.ch/verein/geschichte>.

⁴⁶ Voir : <http://schweiz-russland.ch/category/gsr>.

Troisième partie

Le produit :

le guide de la culture soviétique en Suisse

L'histoire du développement des relations culturelles entre l'Union soviétique et le reste du monde est celle de la lente mais de plus en plus universelle reconnaissance d'une vérité qui était déjà évidente pour nos concitoyens : alors qu'elle jetait à terre les anciennes traditions, la Révolution d'Octobre créait au même moment une nouvelle culture et une nouvelle vie dans ce pays.¹

Tout y sent la propagande, l'endoctrinement, tout y pue la fabrication en officine. Tout y est péniblement uniforme, concerté, truqué, marqué, en un mot, de l'estampille du Politbureau. La sottise humaine, certes, est infinie. On le sait, et les bolchevistes, qui en ont si souvent profité, ne l'ont jamais ignoré. Mais notre population a trop de bon sens et de jugement pour se laisser prendre à cette grossière réclame. Nous n'avons rien à apprendre des soviets. Qu'au lieu de nous parler puériculture, ils nous donnent des nouvelles de nos compatriotes maltraités et déponillés par eux. Et que la Société d'études documentaires, complaisant organe du Komintern, se hâte d'empaqueter ses graphiques, ses albums et ses brochures !²

Les Sociétés d'amis ou d'étude que nous nous sommes efforcé de constituer en Suisse se sont effondrées plusieurs fois en raison du fait que nous n'avions pas la possibilité de leur fournir des films, des conférenciers, des artistes. [...] Or, pour un travail normal, il faudrait pouvoir organiser six à huit conférences par an, et quatre ou cinq présentations de films. C'est seulement à ces conditions que les membres de la société pourraient faire preuve d'initiative et obtenir de la satisfaction.³

¹ O. D. Kameneva, « Cultural Rapprochement: The U.S.S.R. Society for Cultural Relations with Foreign Countries », *Pacific Affairs*, Vol. 1, n° 5, 1928, p. 6.

² L. S. « A propos d'une exposition bolcheviste », *La Tribune de Genève*, 4.4.1929.

³ S. J. Bagotski à VOKS, 20.1.1932, F.5283/6/874, doc. 168, GARF.

Introduction

Un produit au contenu ambigu

« Nous constatons que les informations diffusées à l'étranger sur l'URSS sont insuffisantes, peu satisfaisantes et souvent hostiles », insiste le secrétaire de la section information du comité central du Parti communiste russe.¹ Olga Kameneva, qui assiste à cette séance organisée quelques mois avant la fondation de la VOKS, acquiesce. Depuis son arrivée en Suisse, Bagotski ne cesse d'attirer son attention et celle de tous ses interlocuteurs moscovites sur la nécessité « d'informer sur la situation réelle »². « La constitution d'une cellule spécifiquement consacrée à la lutte contre le mensonge de la presse est indispensable. »³ « Les intellectuels de plusieurs pays, sans parler des couches moins éduquées, ont une extraordinaire méconnaissance des idées relatives à l'URSS, cette méconnaissance domine aussi parmi les personnes n'ayant pas des relations particulièrement hostiles à l'URSS. »⁴ Il faut, répète à l'envi le délégué, « percer une brèche significative dans le flot de mensonges que déverse sur nous sans interruption la presse bourgeoise »⁵. Après des années d'isolement, l'intérêt pour ce pays mystérieux qu'est la Russie serait d'ailleurs immense, les dirigeants soviétiques en sont convaincus, et l'apparition des Sociétés de rapprochement culturel en serait la preuve. « Nous voulons éclairer le public sur la régénération de la Russie »⁶, confirme le fondateur de la SEDRC dans son premier courrier. « Sans rien renier de tout ce qu'il y a de meilleur dans notre tradition helvétique, républicaine et démocratique, il nous est donc possible et combien bienfaisant à

¹ Protocole de séance de la section information du CC du PCR sur les informations diffusées à l'étranger sur l'URSS, 17.2.1925, F.495/30/139, doc. 1, RGASPI.

² S. J. Bagotski à Soloviev, 28.4.1921, F.3341/3/55, doc. 57, GARF.

³ S. J. Bagotski à VOKS, 22.11.1927, F.9501/1/156, doc. 204, GARF.

⁴ *Idem.*

⁵ *Idem.*

⁶ G. Montandon à S. J. Bagotski, janvier 1924, F.5283/1a/25, doc. 1, GARF.

l'heure présente de nous intéresser et d'apprécier hautement ce qui se construit chez vous »⁷, écrit un autre quinze ans plus tard. « Débarrasser les crânes »⁸, « dissiper l'ignorance »⁹, « contrecarrer les légendes fantastiques circulant sur la Russie »¹⁰, « faire connaître la vérité vraie et véridique » en portant à la connaissance du public international des informations « sur la nouvelle culture et la nouvelle vie » qui se bâtit en Russie soviétique, tels sont les leitmotifs de la VOKS et de tous ses correspondants. Mais Bagotski souligne aussi le fait que « toute information objective provenant d'URSS est généralement qualifiée de propagande »¹¹.

C'est d'ailleurs pour surmonter ce soupçon que la VOKS propose à ses interlocuteurs de venir voir de leurs « propres yeux » ce qui se construit en Russie. Les voyages d'étude devaient dépasser la controverse d'une information manipulée en offrant au public occidental des témoignages directs et vivants, échappant à la censure communiste. « J'ai vu », « j'ai observé », « j'ai assisté », « j'ai enquêté », « je suis entré en contact », soulignent-ils tous dans les conférences et les publications retraçant leurs expériences de voyage en URSS. Tous font aussi étalage de leur bonne foi, de leur objectivité¹², de leur indépendance¹³ et des efforts déployés pour voyager librement. « Si certains trucages sont effet possibles pour un très bref séjour, avec programme déterminé et guides, et ainsi de suite, une telle hypothèse s'effondre lamentablement lorsqu'il s'agit comme dans mon cas d'un voyage de longue durée (trois mois) s'étendant sur des milliers de kilomètres et du reste effectué entièrement seul », écrit Maurice-D. Perret. « On ne s'amuse pas à planter "des décors de cinéma" pour un voyageur isolé. Je n'ai d'ailleurs jamais eu une seule fois l'impression de me trouver en face de "villages à la Potemkine". Bien au contraire, le grand reproche que je ferais aux constructeurs socialistes de l'URSS, c'est de négliger par trop délibérément la présentation de leurs œuvres, de tout sacrifier à l'utile, sans aucun souci de coquetterie. »¹⁴

Mais les adversaires dénoncent, dans la tradition du marquis de Custine¹⁵, la tradition russe du voyage « à la Potemkine », l'envers et l'endroit de ce que l'on fait voir aux étrangers, la « mise en scène », le « trucage », le « mécanisme théâtral » des visites où les ouvriers et les paysans sont des figurants, où les guides

⁷ H.-L. Jeanmaire à VOKS, 30.8.1940, F.5283/5/864, doc. 26, GARF.

⁸ M.-D. Perret à J. Roïtman, 22.10.1932, F.5283/6/915, doc. 21, GARF.

⁹ H.-L. Jeanmaire à VOKS, 12.3.1939, F.5283/5/864, doc. 95, GARF.

¹⁰ *Bulletin d'information de la VOKS*, 7.1.1927, p. 4.

¹¹ S. J. Bagotski à VOKS, 19.8.1927, F.3341/6/355, doc. 342, GARF.

¹² Le mot est récurrent chez le syndicaliste sans-parti Franz Reichmann, *Wie sieht es im Lande der Bolschewiki aus ?*, Zürich, Unionsdruckerei, 1926, p. 3.

¹³ « Récit de voyage d'un indépendant », souligne Adolf Voegeli en sous-titre de son ouvrage : *Soviet-Russland. Städte, Steppen, Berge und Menschen. Reisebuch eines Unabhängigen*, Bern, Hans Huber, 1936.

¹⁴ Compte rendu d'une conférence de M.-D. Perret à la radio des syndicats de Moscou, été 1932, F.5283/6/915, doc. 29, GARF.

¹⁵ Marquis de Custine, *Lettres de Russie*, 1^{ère} édition : 1843, Paris, Gallimard, 1975, p. 150.

sont des agents de la police politique, bref un monde parallèle, balisé et ritualisé. « N'admettez aucun écrit de ces innombrables voyageurs, politiciens, esthètes, littérateurs, journalistes qui ont passé dans l'URSS de quinze jours à trois mois et qui prétendent en retour vous renseigner. Rejetez pêle-mêle tous les récits de voyageurs, car ce sont de faux témoignages »¹⁶, insiste le russisant français Pierre Pascal, installé sur place depuis des années. « Car, disons le franchement », écrit Michel Tatu dans son introduction à la réédition du récit d'Ella Maillart, « elle n'a rien vu des drames qui se déroulaient à l'époque, même du plus visible — il est vrai qu'il avait moins affecté les montagnes du Caucase — qu'était la collectivisation des campagnes. [...] La Russie de 1930, c'est aussi un système concentrationnaire déjà très élaboré, même s'il ne compte pas encore les millions de détenus que les grandes purges y déverseront dès 1936. »¹⁷ Les textes des opposants au régime ne sont d'ailleurs pas toujours plus crédibles ; la plupart méprisent autant la réalité que ceux des amis. Quelles que soient ses ambitions, le voyageur n'est jamais totalement neutre. Renforçant l'argumentation dans le jeu des vérités et des contrevérités, leurs témoignages sont partie prenante de la controverse.

Dès l'origine, le thème d'une propagande mensongère¹⁸, alors que de leur côté les Soviétiques dénoncent la « conspiration du silence », structure donc le débat sur les échanges avec la Russie soviétique, en Suisse comme partout ailleurs. Il faut pourtant rappeler qu'à l'origine la propagande¹⁹ n'a pas la connotation péjorative d'information mensongère qu'elle prend progressivement durant l'entre-deux-guerres.²⁰ Une multitude d'organisations bourgeoises comme le CICR et l'UISE revendique à cette époque le terme en organisant des campagnes de propagande, en fondant des bureaux et des bulletins de propagande. Selon les théoriciens marxistes de la fin du XIX^e siècle, il convient d'ailleurs de distinguer entre la propagande, qui consiste à présenter beaucoup d'idées à un individu ou un petit nombre d'individus, et l'agitation, qui vise à la diffusion d'une idée ou de quelques idées, mais à toute une masse de personnes en jouant sur l'émotion.²¹ La question a suscité des débats érudits et passionnés, allant

¹⁶ Pierre Pascal, « Préface » à Yvon, *Ce qu'est devenue la révolution russe*, Cannes, Coopérative ouvrière, 1937, p. 4.

¹⁷ Michel Tatu, « Introduction » à Ella Maillart, *Parmi la jeunesse russe*, (1^{ère} édition : Paris, Fasquelle Editeur, 1932), Lausanne, Editions 24 heures, 1985, p. 8.

¹⁸ Sur le thème du mensonge rattaché à l'histoire russe et soviétique : Jean-Philippe Jaccard, « Fausse(s) vérité(s) – vrai(s) mensonge(s) ? Les caractéristiques du mensonge soviétique », *Un mensonge déconcertant ? La Russie au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, pp. 19-36.

¹⁹ Pour un historique de la notion : Thymian Bussemer, *Propaganda. Konzepte und Theorien*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2005.

²⁰ « In modern Western history, propaganda became a pejorative term only when man accepted as inevitable that human beings would disagree as to the proper organisation of society », Kenez, *The Birth of the Propaganda State*, p. 2.

²¹ G. V. Plekhanov, *Les tâches des socialistes dans la lutte contre la famine en Russie*, 1891, cité par Georges Labica et Gérard Bensussan (éd.), *Dictionnaire critique du marxisme*, 2^e édition, Paris, PUF, 1985, p. 15.

jusqu'à provoquer des scissions au sein du mouvement ouvrier. La propagande fait ainsi partie des gènes du mouvement socialiste, elle constitue une dimension essentielle du quotidien militant, c'est même l'activité presque unique du Parti bolchevik avant la révolution.

Une fois arrivés au pouvoir, les communistes ne font pas mystère de leur volonté de répandre leur doctrine par une action organisée dénommée propagande. Le terme est récurrent dans les écrits internes, dans la dénomination de plusieurs institutions ou dans la description de leurs activités. « Le développement de la propagande la plus large des idées communistes et l'utilisation à cette fin de l'appareil et des moyens de l'Etat »²², figure dans le programme du PCR de mars 1919. Durant les premières années la propagande du Parti est conduite par une multitude d'organismes : les comités locaux auxquels revient la tâche d'expliquer la politique du Parti en province, le département pour le travail dans les campagnes (Otdel TsK po rabote v derevne) en charge de la propagande parmi les paysans, celui du travail parmi les femmes (Jenotdel), le bureau d'agitation et de propagande parmi les peuples turcophones, celui des groupes étrangers du PCR, et bien d'autres. En juin 1920, ces différentes structures sont réunies dans le département agitprop (l'agitpropotdel) du comité central du PCR. Après plusieurs réorganisations, celui-ci est scindé en 1930 entre un département agitation et propagande de masse, et un autre dénommé département de la culture et de la propagande. Le département de propagande internationale du comité exécutif de l'IC a pour sa part été créé en mars 1919, lors de la première séance du bureau du CEIC afin d'organiser le travail d'information sur la Russie soviétique dans les PC et les masses laborieuses. Il connaît comme son équivalent russe de multiples changements de titre (département d'agitation et de propagande de 1920 à 1933, puis département de propagande et d'organisation des masses et, dès 1939, département de propagande).²³ L'obligation de propagande ou d'agitation fixée dans les 21 conditions d'adhésion à l'IC (articles 1, 4, 5, 8, 9 et 14) comporte aussi un volet spécifiquement culturel, que les communistes désignent par l'expression de « travail communiste de culture » (*kommunistische Bildung*).

Au niveau étatique, l'organisation de la propagande qui a été encadrée pendant la guerre civile par la Direction politique du conseil militaire révolutionnaire (PUR RVSR), c'est-à-dire l'armée, est confiée en novembre 1920 à un département du Commissariat du peuple à l'instruction publique (Narkompros) portant le titre de Direction générale de l'instruction politique (Glavpolitprosvet). Organe gouvernemental, demeurant toutefois sous le contrôle du Parti par le biais de l'agitpropotdel, le Glavpolitprosvet, dont la directrice est Nadejda Kroupskaïa, prolonge et unifie, c'est-à-dire qu'il s'efforce de contrôler ce que

²² *Propaganda i agitacija v rešeniniah i dokumentah VKP(b)*, Moskva, Gosizdat, 1941, p. 129.

²³ Adibekov, Šahnazarova, Širinja, *Organizacionnaja struktura Komintern 1919/1943*, p. 9.

les Soviétiques dénomment « travail d'éducation politique et culturelle des adultes ». L'inscription institutionnelle du Glavpolitprosvet au sein du Narkompros, le Commissariat aux « Lumières »²⁴, comme l'a justement dénommé Sheila Fitzpatrick, est très révélatrice de l'ambition propagandiste de l'Etat soviétique et de la signification de cette activité. Le but de cette « propagande étatique » est « d'éclairer, d'éduquer et d'organiser les masses ».

Dès sa fondation, le Narkompros, dirigé par l'écrivain Anatole Lounatcharski, a pris en charge toutes les activités et les structures (maisons du peuple, bibliothèques et écoles du dimanche) d'éducation des adultes dans le cadre du département extrascolaire. C'est aussi du Narkompros que dépendent les éditions d'Etat (Gosizdat²⁵), les départements artistiques — le théâtre (TEO), les arts plastiques (IZO), les musées, la musique (MUZO), le cinéma (KINO) et la littérature (LITO) — et les organisations de culture prolétarienne rassemblées dans le Proletkult.²⁶ C'est enfin la Direction centrale pour la littérature et l'édition du Narkompros, le Glavlit (Glavnoe Upravlenie po delam Literaturny i Izdatel'stv)²⁷, qui depuis 1922 assure, par la censure, le respect des principes éducatifs et idéologiques du régime. La dimension propagandiste du Narkompros sera encore renforcée par le remplacement en 1929 de Lounatcharski par Andreï Boubnov, un ancien chef de la Direction politique de l'Armée rouge, puis de l'agitpropotdel du CC du Parti. Au même moment, le Glavpolitprosvet est transformé en département pour le travail parmi les masses.

Sans être tout à fait équivalentes²⁸, les notions de propagande et d'éducation politique (*Politprosvet*), mais aussi d'instruction culturelle (*Kultprosvet*), sont donc très proches dans l'esprit des dirigeants soviétiques.²⁹ Dans tous les cas, il s'agit

²⁴ Comme l'ont souligné nombre d'auteurs, le mot « instruction » est une traduction imparfaite du russe *prosvetenié* qui signifie exactement *Aufklärung* (Lumières).

²⁵ Bien que rattaché au Narkompros, le Gosizdat est en pratique sous le contrôle du CC du Parti qui nomme ses dirigeants et oriente son travail.

²⁶ Constitué en octobre 1917, le Proletkult est transformé en 1920 en département du Narkompros, avant d'être placé en 1925 sous la tutelle des syndicats pour l'animation culturelle dans les entreprises. En 1921, il compte plus d'une centaine de cercles consacrés au théâtre, à la musique, aux arts plastiques et à la littérature. Près de 44 % de ses adhérents sont des ouvriers. Lynn Mally, *Culture of the Future: The Proletkult Movement in Revolutionary Russia*, Berkeley, University of California Press, 1990.

²⁷ Bien que les imprimés constituent son champ d'action privilégié, le Glavlit étend progressivement son contrôle sur les autres médias dont le théâtre, le cinéma, la radiodiffusion. Michael S. Fox, « Glavlit, Censorship, and the Problem of Party Policy in Cultural Affairs, 1922-1928 », *Soviet Studies*, 1992, n° 44 (6), pp. 1045-1068 ; Jan Plamper, « Abolishing Ambiguity: Soviet Censorship Practices in the 1930s », *Russian Review*, 2001, n° 60 (4), pp. 526-544 ; Marianna Tax Choldin, Maurice Friedberg (eds.), *The Red Pencil: Artists, Scholars and Censors in the USSR*, Boston, Unwin-Hyman, 1989.

²⁸ Toutes deux inscrites dans le long terme, par opposition à l'agitation dont les actions et les effets sont plus ponctuels, l'éducation politique se distingue toutefois de la propagande par son « objectif de développement de la raison individuelle ». Alexandre Sumpf, *Bolcheviques en campagne. Paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, Paris, CNRS Editions, 2010, p. 13.

²⁹ Berelowitch, « Le pouvoir des symboles », Berelowitch et Gervereau (éd.), *Russie-URSS, 1914-1991, changements de regards*, p. 20.

de former les esprits, d'influencer la pensée, les émotions et donc les comportements des populations visées en leur transmettant par diverses techniques un ensemble de valeurs. Les échanges culturels avec l'étranger relèvent-ils du même registre, de la même volonté de peser sur l'opinion publique par une habile propagande sur les réalisations de la Russie nouvelle ? Du point de vue des Soviétiques cela ne fait guère de doute, du moins s'agissant des buts et des méthodes.³⁰ Dans les correspondances internes, propagande et rapprochement culturel sont des termes complémentaires ou synonymes, même si les acteurs de la VOKS prennent soin de ne jamais utiliser le premier en présence des étrangers. « Il est nécessaire de travailler d'une façon telle que vous ne puissiez jamais être accusé de propagande »³¹, déclarait déjà Lénine à Berzine en 1918. La différence entre les pratiques à usage interne et celles orientées en direction de l'extérieur se situe au niveau du contexte de réception. Hors d'URSS, les processus d'appropriation de la culture soviétique répondent à d'autres logiques que celle d'une mise en conformité avec les valeurs officielles du régime ; ils s'inscrivent surtout dans des espaces pluralistes, où le produit soviétique n'est qu'une composante marginale de l'offre culturelle mise à disposition du public.

Au-delà de la culture proprement dite, des beaux-arts et de la science, c'est bien un ensemble de valeurs sociales et politiques, un modèle de civilisation que la VOKS tente de diffuser à l'étranger afin de « neutraliser l'hostilité de l'opinion publique internationale ». Les Soviétiques n'utilisent jamais le mot, bien qu'il existe en russe (tsivilizatsiia), lui préférant celui de culture, équivalent français de kul'tura et kul'turnost'. Mais la définition que les intellectuels communistes donnent du mot culture est alors très vague et purement « tautologique », selon l'expression de Sheila Fitzpatrick : « un ensemble de comportements, d'attitudes et de connaissances par lesquels les gens "cultivés" se distinguaient des gens arriérés. La valeur positive de la culture, comme sa nature allait de soi »³². Dans le contexte soviétique, le terme de culture doit ainsi s'entendre dans son acception la plus large, et la plus ambiguë, puisqu'il recouvre tous les aspects de ce que l'on pourrait effectivement appeler la civilisation soviétique, le *novyi byit'*, la nouvelle quotidienneté, les nouveaux rapports sociaux.³³ Le mot « civilisation » s'impose d'ailleurs à l'étranger à la suite de la parution du célèbre ouvrage des

³⁰ « La meilleure méthode de propagande consiste à montrer des films et des diapositives ; à faire des expositions et des conférences et à éditer des bulletins en plusieurs langues », écrit par exemple S. J. Bagotski à V. N. Polovtseva en avril 1922, F.9501/6/9, doc. 292, GARF.

³¹ Cité par Senn, *Diplomacy and Revolution*, p. 111.

³² En pratique, Sheila Fitzpatrick distingue trois niveaux de culture : celui des connaissances des règles élémentaires d'hygiène, celui des comportements sociaux et enfin celui de la grande culture, parfois qualifiée de bourgeoise. Sheila Fitzpatrick, *Cultural Front: power and culture in revolutionary Russia*, Ithaca, Cornell University Press, cop. 1992, chapitre 1, et du même auteur, *Le stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années trente*, Paris, Flammarion, 2002, pp. 122-123.

³³ L. A. Sugaj, « kul'tura », « civilizacija » i « prosvetenie » v Rossii XIX - načala XX veka, Trudy GASK, Vypusk II, Mir kul'tury, Moskva, GASK, 2000.

Britanniques Beatrice et Sydney Webb : *Communism: a new civilisation* ?³⁴ Une idée résume à elle seule le ressort de cette civilisation : le progrès. Aucun régime politique du XX^e siècle n'est plus attaché au mythe du progrès, dans le sens d'évolution vers un terme idéal, que le régime communiste. Le progrès est célébré dans tous les domaines : celui de l'esprit, des arts et des sciences, mais surtout ceux de l'organisation économique et sociale, de la santé publique, des mœurs. Durant les années vingt, alors que la situation économique demeure très précaire, la diplomatie culturelle soviétique se concentre sur les campagnes d'alphabétisation, la rééducation des délinquants, le développement des langues et l'épanouissement culturel des minorités nationales, la généralisation de l'hygiène, la protection de l'enfance et l'égalité des sexes, bref sur tout ce qui touche à l'émancipation sociale chère aux progressistes.

L'éducation dans ses multiples formes est au cœur du projet communiste. S'inscrivant dans la tradition des Lumières, les bolcheviks, qui voient dans l'ignorance l'un des piliers du tsarisme, associent le savoir à l'émancipation politique et sociale. L'éducation comme instrument privilégié de planification de la société est d'ailleurs un thème qui suscite beaucoup d'intérêt parmi les pédagogues du continent européen et plus encore nord-américain.³⁵ Le Narkompros en charge de l'instruction scolaire et extrascolaire est l'un des premiers et des plus importants Ministères du nouveau régime, notamment par son budget (plus de 30 % du budget de la RSFSR durant les années vingt). L'éducation est aussi le thème préféré de la VOKS. La rubrique « Instruction publique », qui fait la une de son bulletin pendant plusieurs années, offre à ses lecteurs de nombreuses informations et articles de fond sur la philosophie, le financement, les structures, le nombre d'enseignants et d'élèves, les conditions matérielles ainsi que les résultats de l'éducation en URSS. L'école soviétique s'inspire du concept de l'éducation dite polytechnique développé par Marx et Engels.³⁶ « L'école de la République socialiste doit être l'école du travail, c'est-à-dire que l'enseignement et l'éducation y sont liés au travail et s'appuient sur le travail. »³⁷ L'objectif est de transmettre aux élèves des compétences pratiques dans plusieurs domaines, un aperçu de toutes les professions. C'est une école unique, sans séparation des sexes, ni de niveau, refusant la distinction entre enseignement général et formation professionnelle. L'école unique n'empêche pas l'enseignement spécialisé, mais il le repousse après 17 ans, au niveau supérieur. Fortement

³⁴ Beatrice et Sidney Webb, *Soviet Communism : A New Civilisation* ?, London, Green and Co Ltd., 1935. Cf. Andrew Williams, « La genèse d'un livre : les Webb et la rédaction de la première édition de *Communisme soviétique : une nouvelle civilisation* », *Relations internationales*, n° 24, 1980, pp. 443-463.

³⁵ Francis J. Brown, « Social Planning Through Education », *American Sociological Review*, Vol. 1, n° 6 (Dec., 1936), pp. 934-942.

³⁶ Sheila Fitzpatrick, *Education and Social Mobility in the Soviet Union, 1921-1934*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, p. 5.

³⁷ N. Boukharine, E. Préobrajenski, *ABC du communisme*, (1^{ère} édition : 1919), réédition, Paris, Maspero, 1968, pp. 68-69.

inspirés par les pédagogues étrangers — dont les Suisses Johann Heinrich Pestalozzi³⁸ et Adolphe Ferrière³⁹ — Anatole Lounatcharski, Mikhaïl Pokrovski et surtout Kroupskaja⁴⁰ s'efforcent aussi de promouvoir de nouvelles pratiques éducatives dites progressives, comme l'autogestion des classes, la suppression des examens, des devoirs et des punitions.⁴¹ « Il n'y a plus ni surveillants, ni inspecteurs inquisiteurs. Les élèves s'administrent et observent eux-mêmes la discipline. On n'est plus obligé de rectifier la position devant le professeur. La crainte et la méfiance réciproques ont disparu. On sent une confiance mutuelle des élèves et des instituteurs. (...) La langue elle-même a changé dans les écoles. Ce n'est plus celle des intellectuels, mais celle du peuple. Sous la direction du maître, les enfants racontent les rhapsodies de nos bardes, les analysent et se corrigent mutuellement. »⁴²

A la différence de la russification imposée par l'éducation tsariste « chauvine et orthodoxe »⁴³, l'enseignement prodigué dans les écoles soviétiques se fait dans les langues nationales « en s'adaptant aux us et coutumes de chaque nationalité »⁴⁴. Les publications et les expositions de la VOKS font la liste des mesures adoptées par le Gouvernement « pour assurer aux écoles des minorités nationales des instituteurs connaissant la langue maternelle des élèves »⁴⁵. Les amis sont informés de la création à l'Université de Moscou d'une « section pour le yiddish », d'une autre « pour l'ukrainien » à l'Université du Kouban, et d'une section pour « le tchouvache et le tatare à l'Université de Kazan »⁴⁶. La VOKS fait aussi mention du matériel pédagogique (dictionnaires, manuels, brochures, cartes) édité en « tatare, letton, mordve, allemand, tchouvache, mari, yiddish, polonais et chinois »⁴⁷ par la maison centrale d'Édition pour les minorités nationales fondée en 1924. Des peuples qui ne possédaient auparavant qu'une langue orale sont dotés d'un alphabet. En 1928, des abécédaires et des manuels scolaires sont publiés dans soixante-dix langues du pays, chiffre qui passe à cent quatre en 1934. Par ce biais, ce sont des normes d'hygiène, de santé publique, mais aussi des valeurs politiques que diffuse le régime auprès des populations

³⁸ La référence à Pestalozzi est récurrente dans les textes de Lounatcharski et Kollontäi.

³⁹ Son livre, *La Pratique de l'école active : expériences et directives*, est connu des responsables du Nar-kompos, qui ont même eu l'occasion de faire connaissance de l'auteur chez Roubakine.

⁴⁰ Durant sa vie, elle a rédigé sur les questions d'éducation plus de 3000 livres, brochures, articles, comptes rendus et autres écrits, rassemblés en onze volumes : *Pedagogičeskie sočinenija v 11 tomah* [Œuvres pédagogiques en 11 volumes], Moscou, APN-RSFSR, 1957-1963.

⁴¹ Ernst Jucker, qui vécut à Tomsk de 1916 à 1932 où il fut directeur de l'École normale d'instituteurs, donne une description très critique de ces nouvelles expériences pédagogiques, *En pleine vie russe*, Neuchâtel, Ed. du Griffon, 1946.

⁴² *Bulletin d'information. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger*, 16.12.1927, p. 8.

⁴³ *Ibidem*, 25.6.1927, p. 14.

⁴⁴ *Ibidem*, 25.3.1929, p. 14.

⁴⁵ *Bulletin d'information de la Société panunioniste pour les relations culturelles avec l'étranger*, 10.12.1925, p. 2.

⁴⁶ *Bulletin pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger*, 7.1.1926 p. 1.

⁴⁷ *Ibidem*, 30.4.1926, p. 12.

les plus éloignées du pouvoir.⁴⁸ Mais l'éducation des masses ne se limite pas aux écoles. Le Gouvernement soviétique, souligne la VOKS, accorde beaucoup d'importance à la formation extrascolaire des adultes, aux cours par correspondance (comme ceux de l'Institut mécanique Lomonossov de Moscou), aux Maisons du peuple, aux Musées et autres lieux dédiés à la diffusion de la culture comme les clubs ouvriers et les isbas de lecture qui prolifèrent dans les campagnes. L'autoéducation est encouragée par de multiples publications. Des titres comme *Je veux tout savoir*, *Soyons nous-mêmes agronomes* ou *Devenons métallurgistes* témoignent de l'ambition formatrice de la presse soviétique.

Si le niveau général d'instruction demeure très faible, si faible qu'il n'est jamais évoqué⁴⁹, la VOKS multiplie les références aux campagnes d'alphabétisation qui mobilisent le pays depuis la promulgation en 1919 d'un décret sur l'élimination de l'analphabétisme parmi la population âgée de 8 à 50 ans.⁵⁰ Cette mobilisation, maintes fois réitérée par de nouveaux décrets, permettra l'alphabétisation de près de soixante millions d'adultes en deux décennies.⁵¹ Les correspondants de la VOKS sont informés jusque dans les moindres détails des activités de la Commission extraordinaire de la Russie pour l'élimination de l'analphabétisme. Ils suivent, année après année, l'augmentation du nombre de points de liquidation de l'analphabétisme et d'établissements pour les adultes (écoles de jour et écoles du soir) constitués à travers le pays et, surtout, les progrès réalisés chez les peuples minoritaires, qui sont avec les paysans les cibles privilégiées de l'alphabétisation.⁵² La VOKS souligne aussi l'influence du modèle soviétique d'éducation sur d'autres pays, qui, à l'image de la Turquie, s'en inspirent pour réformer leur système scolaire.⁵³

L'éducation est aussi la clé de la lutte contre la criminalité et de la réinsertion des délinquants. L'expérience « d'autogestion scolaire » menée par le pédagogue

⁴⁸ Parmi les textes édités dans les langues des minorités, citons *La propreté est le gage de la santé*, mais aussi *Notre guide Lénine* et *Lénine et la paysannerie*.

⁴⁹ Ainsi, dans un article traitant des résultats d'admission dans les écoles supérieures de Moscou, il est fait mention du « nombre extraordinaire de demandes d'admission évalué à 15 000 », du nombre des « étudiants nouvellement admis » ainsi que de la répartition hommes-femmes parmi les étudiants, mais jamais des résultats réels des tests d'admission. *Bulletin pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger*, 1.10.1926, p. 2.

⁵⁰ Selon la VOKS, s'il y avait 33 % de lettrés en 1913, ce chiffre passe à 53 % pour l'ensemble de l'Union en 1927 et à 90 % en 1932. *VOKS. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger*, n° 1-2, 1933, p. 28.

⁵¹ Pour Wladimir Berelowitch, *La soviétisation de l'école russe, 1917-1931*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1990, le mouvement d'alphabétisation et de scolarisation de la société russe était déjà largement engagé, mais les bolcheviks, qui se donnèrent l'illusion d'en être les artisans, en profitèrent pour l'adapter à leurs objectifs politiques.

⁵² Selon le recensement de 1926, 45,6 % des Russes savent lire et écrire, contre 3,8 % des Ouzbeks, Hélène Carrère d'Encausse, *Le grand défi. Bolcheviks et nations, 1917-1930*, Paris, Flammarion, 1987, p. 204.

⁵³ En juin 1926, une délégation turque, composée du ministre de l'Instruction publique et de l'inspecteur général des écoles, vient à Moscou « étudier l'organisation de l'Instruction publique en URSS », *Bulletin pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger*, 25 juin 1926, p. 8.

Anton Makarenko⁵⁴, avec le soutien de Kroupskaïa, dans une colonie d'enfants abandonnés ou délinquants (*Besprizorni*) en Ukraine, qui sera baptisée colonie *Gorki* après le passage de l'écrivain en 1927, puis dans la commune *Dzierzjinski*, est popularisée à l'étranger par des conférences, des publications et un film⁵⁵. De nombreux voyageurs occidentaux ont aussi l'occasion de visiter la commune de *Bolchevo* qui se consacre à la rééducation des jeunes adultes.⁵⁶

Un autre thème central de la diplomatie culturelle soviétique est l'égalité des sexes. L'émancipation des femmes est déclinée sous toutes ses formes : en tant que femme (création de maisons pour les femmes, légalisation de l'avortement, consultation juridique pour les divorces⁵⁷), en tant que mère (assurance maternité, crèche paysanne d'été, maison de la mère et de l'enfant, jardin d'enfants), mais aussi en tant que travailleuse (place des femmes dans l'économie) et citoyenne (droits politiques égaux à ceux des hommes). Le discours est très hostile aux femmes au foyer, « des esclaves ménagères improductives », alors qu'en URSS les femmes sont libérées des tâches domestiques et de la garde des enfants. « La Soviétie est le paradis des femmes en couches et des nourrissons »⁵⁸, ironise un journal genevois. Mais les structures mises en place participent bien à la forte présence des femmes dans tous les domaines d'activité et à tous les niveaux de la hiérarchie : paysannes, ouvrières, conductrices de tramway, ingénieures, directrices d'usine (les directrices rouges), professeures, bibliothécaires, journalistes, diplomates (Alexandra Kollontaï, la première femme ambassadrice) et commissaires du peuple comme Nadejda Kroupskaïa. Au niveau politique, les Soviétiques soulignent que les femmes participent à tous les scrutins, qu'elles représentent — dès le milieu des années vingt — plus de 20 % des élus et près de 15 % des membres du PCUS. Même si le modèle demeure masculin, la société soviétique est un corps mixte et très égalitaire pour l'époque. Enfin, « l'alcool et la religion qui sont les ennemis multiséculaires des femmes sont combattus en URSS ». Comme l'est la prostitution, « cet héritage du capitalisme qui est une exploitation dégradante des femmes ». La loi soviétique sur l'avortement rencontre un réel intérêt à l'étranger, surtout auprès des femmes et dans les milieux médicaux proches du mouvement ouvrier. A l'époque, près de deux millions de femmes se font avorter clandestinement en Europe. Les doc-

⁵⁴ G. N. Filonov, « Anton Sémiénovitch Makarenko (1888-1939) », *Perspectives : revue trimestrielle d'éducation comparée*, Paris, UNESCO-BIE, vol. XXIV, n° 1-2, 1994, pp. 83-96.

⁵⁵ *Le Chemin de la vie*, ou *Le Destin de la vie*, du réalisateur N. Ekk, Mejrabpom, 1931. Selon Gianni Haver et Roland Cosandey, « Les tribulations du cinéma soviétique au pays des Helvètes », Brigitte Studer et François Vallanton (éd.), *Histoire et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique*, Lausanne, Editions d'en Bas, 1997, p. 240, *Le Chemin de la vie* aurait longtemps circulé en Suisse hors du réseau commercial.

⁵⁶ Mazuy, *Croire plutôt que voir ?*, p. 139.

⁵⁷ Grégoire de Dolivo, « Le mariage en droit soviétique », Thèse de droit, Université de Lausanne, 1936, publiée sous le titre *Le mariage, ses effets et sa dissolution en droit soviétique*, Lausanne, Impr. La Concorde, 1936.

⁵⁸ *Le Genevois*, mardi 9 avril 1929, p. 2.

toresses Minna Tobler, Paulina Brupbacher et Tamara Scheu en font leur sujet de prédilection pour des conférences. « A leur initiative s'initie un mouvement favorable au changement de la législation suisse sur l'avortement dans l'esprit de ce qui se fait en URSS ; le mouvement prend de l'importance, notamment à Berne où deux groupes sociaux-démocrates ont organisé des réunions auxquelles ont participé un millier d'auditeurs. »⁵⁹ Mais le sujet demeure largement tabou, y compris à gauche, comme le révèle le message pour le moins ambigu de *Misères de femmes – Joies de femmes (Frauennot – Frauenglück)*, un « Kulturfilm » d'hygiène publique, réalisé en 1929 par Sergueï Eisenstein, Edouard Tissé et Grigori Alexandrov, à l'initiative du producteur zurichois Lazar Wechsler (Praesens-Film). Dénonçant dans une première partie, avec une crudité qui lui vaudra d'être interdit en Suisse romande pour « entrave aux bonnes mœurs », les conditions de l'avortement clandestin imposées aux catégories les plus pauvres, la seconde partie de cette réalisation soviéto-suisse célèbre la sécurité et le confort de l'accouchement dans une structure moderne, sans proposer d'alternative à une grossesse non désirée !⁶⁰

Si les sujets de l'éducation et de « La femme libérée » sont récurrents durant tout l'entre-deux-guerres, d'autres thèmes constituent des réponses plus ponctuelles à des campagnes antisoviétiques. C'est le cas de la protection de l'enfance. L'enfance abandonnée, « ces hordes d'enfants abandonnés, des enfants vagabonds qui forment parfois des communautés de bandits vivant de vols et de mendicité, victimes précoces de la prostitution et de l'alcool, qui à l'approche de l'hiver fuient les provinces du Nord vers le Midi accrochés aux wagons marchandises par bandes, comme des animaux migrateurs »⁶¹, fait partie des cibles privilégiées de la presse étrangères à propos de l'URSS dans les années 1923-1926. L'indignation est si générale, dépassant de très loin les cercles traditionnellement opposés aux communistes⁶², que les Soviétiques doivent répondre.⁶³ Pendant quelques années, ils vont multiplier les interventions sur le sujet afin de renverser la tendance. La tactique ne consiste pas à nier le problème. « Il est exact », écrit Alexandrina Rakovskaïa au directeur de la publication de la Ligue des droits de l'homme, « que l'enfance abandonnée constitue un immense malheur pour notre pays, malheur d'ailleurs hérité de la guerre, du blocus, des interventions étrangères et de la guerre civile. » Mais les Soviétiques contestent l'ampleur du phénomène et soulignent surtout les efforts fournis pour y remédier. « S'il y

⁵⁹ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 13.1.1925, F.5283/6/837, doc. 226, GARF.

⁶⁰ Hervé Dumont, (éd.), *Histoire du cinéma suisse : films de fiction, 1896-1965*, Lausanne, Cinémathèque suisse, 1987, pp. 117-120.

⁶¹ On retrouve ce type de description dans *Le Journal de Genève*, *Le Petit marseillais*, 17.5.1926, *Le Peuple* de Bruxelles, le *Journal des débats*, 28.2.1926.

⁶² Voir par exemple *Le Bulletin de l'UISE* n° 21 et le n° 25 des *Cahiers des droits de l'homme*, septembre 1926.

⁶³ D^r Serge Bagotzky, *La protection de l'enfance en URSS*, Berne, SRCR, 1924 et S. J. Bagotski à E. A. Korovine, 24.11.1925, F.3341/6/343, doc. 21, GARF.

a un reproche que l'on ne peut pas faire au Gouvernement soviétique c'est de ne pas avoir pris de mesures énergiques pour lutter contre ce fléau en créant des établissements pour l'éducation et l'instruction des enfants abandonnés afin de faire de ceux-ci des ouvriers et des paysans laborieux et honnêtes. »⁶⁴

Dans le domaine scientifique, la diplomatie culturelle soviétique présente, dans chaque discipline, les principaux savants et les nouveaux Instituts scientifiques rattachés depuis 1925 à l'Académie des sciences de l'URSS. La physique et la biochimie, qui sont appelées à jouer un rôle déterminant dans l'édification socialiste : l'Institut physico-technique de Leningrad dirigé par le professeur Abram Joffé, l'Institut de physique Lebedev dirigé par S. I. Vavilov, le laboratoire d'électromagnétisme du professeur V. C. Arkadiev de l'Université de Moscou, l'Institut biochimique du Commissariat à l'hygiène publique fondé en 1921 par A. Bach. Les sciences de la terre qui contribuent à la découverte et à la mise en valeur des immenses ressources du sous-sol de l'Union soviétique : les Instituts géologique, pétrographique, géochimique et minéralogique, l'Institut des sols ou Institut V. V. Dokoutchaev, la Commission pour l'étude du Quaternaire fondée en 1927, le Musée géologique A. P. Karpinski. La botanique et l'agronomie, qui « ont fait des progrès immenses en Union soviétique » grâce à la réalisation d'inventaires de la flore : ceux réalisés par V. L. Komarov lors de ses expéditions dans les montagnes du Caucase et de l'Asie centrale, les déserts des régions chaudes et la toundra polaire ; l'inventaire des plantes cultivées de tout le globe dressé par M. I. Vavilov de 1920 à 1934 afin de choisir celles qui étaient les plus adaptées à l'URSS. L'astronomie, qui a reçu l'appui du Gouvernement pour la création de nouvelles institutions : l'Institut de calculs et l'Institut astro-géodésique de Leningrad, l'Institut d'astrophysique et l'Institut d'astronomie et de géodésie de Moscou, l'Observatoire de Poulkovo. Les mathématiques, domaine dans lequel les Russes disposent depuis P. L. Tchebychev (1821-1894) et S. V. Kovalevskaja (1850-1891) d'une solide réputation : l'Institut physicomathématique V. A. Steklov (1863-1926), l'École de mathématique de Leningrad. Citons encore D. F. Iegorov (1869-1930), l'initiateur de l'École moderne de Moscou. Enfin, la VOKS rend compte des grandes manifestations scientifiques qui se tiennent en URSS et des congrès organisés à l'étranger auxquels participent des Soviétiques. La Suisse est ainsi régulièrement évoquée dans le cadre d'un congrès international de chimie (avril 1930), de neurologie (septembre 1931), de mathématique (septembre 1932) ou de radiologie (septembre 1934). Au-delà de la description des institutions, des personnalités et des événements scientifiques, le discours insiste surtout sur le fait qu'en URSS « la recherche doit être en rapport constant de collaboration avec la production

⁶⁴ A. G. Rakovskaïa à Henri Guernut, 30.11.1926, F.9501/6/64, doc. 118, GARF.

soit industrielle, soit agricole. C'est de la production qu'elle doit recevoir ses tâches. »⁶⁵

Mais le domaine scientifique préféré de la diplomatie culturelle soviétique est celui des multiples expéditions parties à la découverte de l'immense territoire soviétique. Les correspondants de la VOKS découvrent en lisant son bulletin que des fouilles sont menées en Crimée Salkhat, région qui « n'avait pas encore été entamée par la pioche des investigateurs »⁶⁶, que des explorateurs ont été envoyés par « l'Académie des sciences en Mongolie » ou que d'autres sillonnent l'Oural septentrional pour en découvrir les trésors.⁶⁷ La VOKS relate aussi les travaux de l'Académie des sciences consacrés à la composition ethnique de l'URSS (présentation détaillée des recensements successifs), et fait la promotion des activités du Monde ethnique, une association du Narkompros en charge de faire connaître les nombreuses nationalités qui vivent sur le territoire soviétique.⁶⁸ L'ethnographie, jadis « frappée d'interdit, est désormais étudiée librement »⁶⁹, célébrée même, y compris dans sa dimension la plus colonialiste.⁷⁰ L'ethnologue orientaliste Sergueï Oldenburg, qui dirige l'Académie des sciences de Leningrad jusqu'en 1934, est l'une des figures les plus populaires de la VOKS. Dans les multiples articles consacrés au « comité du Nord », mis en place pour protéger les « petites nationalités septentrionales »⁷¹, la VOKS développe l'idée d'un pouvoir soviétique protecteur des minorités, au nom du principe d'autodétermination des peuples inscrit dans sa Constitution. Plus que l'assistance alimentaire, médicale et scolaire apportée par le nouveau régime, c'est la préservation de cette diversité culturelle qui est mise en avant. Les cultures des minorités nationales sont montrées au public lors de représentations dramatiques ou chorégraphiques, de concerts et d'expositions, dont rendent compte les publications de la VOKS. Chaque mois ses lecteurs découvrent dans une rubrique intitulée « La vie des minorités nationales » les us et coutumes d'un nouveau peuple : « la chasse à la zibeline » avec les Karagasses, le « plus petit peuple de l'Union »⁷² qui occupe la région d'Irkoutsk et parle « un idiome turc mêlé de racines inconnues » ; les rites et les superstitions des Kara-Kirghises, qui vivent « dans la région du Sémirétchié »⁷³ ; les dons musicaux des Tchérémisses, peuplade établie sur les bords de la Volga⁷⁴ ; la broderie tatare qui est « l'une des formes les plus origina-

⁶⁵ Henri Wallon, « Introduction », *A la lumière du marxisme*, Paris, Editions sociales internationales, 1935, p. 9.

⁶⁶ *Bulletin pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger*, 5.11.25, p. 4.

⁶⁷ *Ibidem*, 10.12.1925, p. 5.

⁶⁸ *Ibidem*, 19.11.1925, p. 5.

⁶⁹ *Idem*.

⁷⁰ Frédéric Bertrand, *L'anthropologie soviétique des années 20-30. Configuration d'une rupture*, Pressac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2002.

⁷¹ *Bulletin pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger*, 26.3.1926, p. 10.

⁷² *Ibidem*, 12.2.1925, p. 1.

⁷³ *Ibidem*, 16.4.1926, p. 12.

⁷⁴ *Ibidem*, 7.1.1926, p. 3.

les de l'art tatar »⁷⁵... C'est ainsi l'image d'une Union soviétique paradis pour archéologues⁷⁶, botanistes et ethnologues, celle-là même qui avait tant fasciné le docteur George Montandon, que diffuse la VOKS à l'étranger.

Dans le domaine des arts, les communistes bénéficient du ralliement au régime d'une partie de l'avant-garde artistique russe apparue au tournant du siècle : les poètes et dramaturges Velimir Khlebnikov, Vladimir Maïakovski, Sergueï Tretiakov, etc. ; les peintres, dessinateurs et sculpteurs Kasimir Malevitch, Piotr Kontchalovski, Aristarkh Lentoulov, Vladimir Tatline. Pour plupart, ils sont désormais rattachés à l'IZO-Narkompros. Les artistes cubo-futuristes participent à la reconstruction du mode de vie (*Perestroïka byita*) en produisant des meubles (chaise en contre-plaqué plié de Tatline, chaise en tubes métalliques d'Alexandre Rodtchenko) et de la vaisselle (Kasimir Malevitch), des « vêtements productivistes » (Alexandra Exter, Varvara Stepanova). Ils sortent de leurs ateliers et de leurs théâtres pour construire des décors urbains éphémères (Lioubov Popova et Alexandre Vesnine), et réaliser des spectacles en plein air (Nikolaï Evreinov pour le son et lumière du III^e anniversaire de la Révolution d'Octobre intitulé *La prise du Palais d'Hiver*⁷⁷). Les slogans de Maïakovski mis en forme graphique par Rodtchenko et El Lissitzky s'affichent sur les bâtiments officiels, les usines et les trains. La volonté de changer la société est très manifeste en architecture, un domaine considéré par les constructivistes comme « l'activité essentielle ». Outre quelques gros projets architecturaux (le Monument à la III^e internationale de Tatline, le bâtiment du Télégraphe des frères Vesnine, la Maison des industries textiles de Moïseï Guinzburg...), les architectes de l'Union des architectes contemporains conçoivent toute une série d'équipements destinés à favoriser cette mutation vers une nouvelle société : des clubs ouvriers, des habitats collectifs avec une multitude de services annexes (cuisines, crèches), des usines où se développent de nouveaux rapports de production et des garages à voitures.⁷⁸ C'est aussi aux constructivistes que la diplomatie culturelle soviétique confie la conception et la réalisation de ses pavillons dans les expositions internationales et la mise en page de ses revues.

L'un d'entre eux exerce une influence particulière dans le champ graphique et architectural helvétique. Installé depuis 1922 en Allemagne où il contribue à la diffusion du constructivisme, Lazar Lissitzky — qui signe El Lissitzky — entame à la suite d'une cure en Suisse pour traiter sa tuberculose une intense

⁷⁵ *Bulletin pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger*, 19.3.1926, p. 9.

⁷⁶ Voir à cet égard les rapports des missions archéologiques américaines en URSS : *American Anthropologist*, New Serie, Vol. 28, n° 2 (Apr.-Jun. 1936), pp. 260-290 ; Vol. 39, n° 3, (Jul.-Sept. 1937), pp. 457-490.

⁷⁷ Claudine Amiard-Chevrel, « Les actions de masse à Petrograd en 1920 », *Les voies de la création théâtrale*, vol. VII, Paris, Ed. du CNRS, pp. 243-276.

⁷⁸ Anatole Kopp, *Ville et révolution. Architecture et urbanisme soviétiques des années vingt*, Paris, Anthropos, 1967.

collaboration avec des acteurs locaux.⁷⁹ Outre la revue d'architecture *A.B.C. Beiträge zum Bauen*, coéditée de 1924 à 1928 avec les architectes bâlois Hannes Meyer et Hans Schmidt, le frère de l'historien de l'art, ainsi que le Hollandais Mart Stam, il réalisera l'affiche de l'exposition soviétique de Zurich en 1929 qui servira de modèle à plusieurs affiches de la gauche helvétique. La mystique de la nouvelle société en chantier attire en Union soviétique les architectes les plus innovants de l'époque à l'image du franco-suisse Le Corbusier.⁸⁰ Après la déception du concours de la SdN⁸¹, le Chau-de-Fonnier se voit confier en 1928 la réalisation au centre de la capitale soviétique du bâtiment de l'Union centrale des sociétés de consommation d'URSS (Centrosoyouz). Citons aussi Hans Schmidt, qui travaille de 1930 à 1937 au bureau central des consultants étrangers rattaché au Comité du bâtiment en URSS, et surtout Hannes Meyer, acteur-clé des échanges culturels entre la Russie et la Suisse. Après avoir succédé à Walter Gropius à la tête de la section d'architecture du Bauhaus à Dessau, le Bâlois s'installe en URSS, où il enseigne à l'école supérieure d'architecture et dresse de nombreux plans d'urbanisme, dont le plan d'extension du Grand Moscou et celui de la ville du Birobidjan, capitale du futur foyer juif.⁸²

Moscou est aussi la Mecque de tous les passionnés de théâtre, un domaine dans lequel les Soviétiques excellent, grâce aux talents des acteurs et des metteurs en scène comme Vsevolod Meyerhold, Alexandre Taïrov — qui dirige le Théâtre de chambre de Moscou — et Evguéni Vakhtangov, qui en 1919 a pris la direction de la section de la mise en scène théâtrale du Narkompros (TEO). Meyerhold est celui qui s'est le plus efforcé de lier les idées de la révolution à celles de l'art théâtral : en 1923 il réalise en plein air, pour le Ve anniversaire de l'Armée rouge, *La Terre cabrée*, une commande de Trotski devant permettre aux masses de comprendre les enjeux de la guerre civile. Ses mises en scène circulent à travers l'Allemagne, mais certaines de ses pièces sont interdites (notamment en France). A partir du milieu des années vingt, c'est le cinéma qui prend le pas sur le théâtre comme l'illustre la trajectoire d'Eisenstein, lui-même ancien élève de Meyerhold, qui met fin à sa collaboration avec Sergueï Tretiakov pour se lancer dans la réalisation de *La Grève*, son premier long métrage.

La VOKS peut également souligner le caractère relativement libéral et la richesse de la vie culturelle soviétique des années de la NEP.⁸³ Les bolcheviks ont

⁷⁹ Richard Hollis, *Swiss Graphic Design: The Origins and Growth of an International Style 1920-1965*, Basel, Birkhäuser, 2006, pp. 26, 56-60, 115.

⁸⁰ Jean-Louis Cohen, *Le Corbusier et la mystique de l'URSS*, Liège, Pierre Mardaga, 1987.

⁸¹ Son projet est écarté bien qu'il ait été désigné pour le 1^{er} prix et l'exécution par le jury des professionnels au grand concours international de 1927.

⁸² Britta Merten, *Der Architekt Hannes Meyer und sein Beitrag zum Bauhaus. Ein Vergleich mit Walter Gropius und Ludwig Mies van der Rohe*, Saarbrücken, VDM Verlag Dr. Müller, 2008 et *Architekt, urbanist, lehrer Hannes Meyer, 1889-1954*, Frankfurt am Main, Deutsches Architekturmuseum, 1989.

⁸³ La plupart des travaux historiques sur la période de la NEP — Sheila Fitzpatrick, « The "Soft" Line on Culture and Its Enemies: Soviet Cultural Policy », *Slavic Review*, 33, 2, June 1974, pp. 267-287 ; Sue Curry Jansen, *Censorship*, Oxford, Oxford University Press, 1988 — soulignent le

certes établi leur monopole sur tous les moyens de communication et les lieux de création : la presse avec le décret du 9 novembre 1917 provoquant la fermeture de tous les journaux d'opposition, complété quelques jours plus tard par la nationalisation des fabriques de papier et de toutes les maisons d'édition⁸⁴ ; le cinéma nationalisé en août 1919, les musées, les maisons de la culture, les théâtres et les salles de concert l'année suivante ; les cirques qui sont surveillés. A terme, c'est l'ensemble de la production intellectuelle et artistique, y compris les lieux de diffusion qui passent sous le contrôle de l'Etat-Parti.⁸⁵ Mais au début des années vingt, le Parti n'a pas encore les moyens de contrôler toute la production littéraire et artistique de la Russie soviétique, et encore moins celle des autres Républiques membres de l'Union. Durant la NEP, il existe quelques maisons d'édition privées, comme Krug fondée en 1922 par Alexandre Arosiev, Isaac Babel et Maxime Gorki, et des studios cinématographiques à capitaux mixtes (Mejrabpom-Film). Alors que la censure examine attentivement les productions étrangères avant de les importer, les films soviétiques des années vingt ne sont guère empêchés de diffusion.⁸⁶ Le régime tolère l'existence de plusieurs courants intellectuels et littéraires, des formes esthétiques et des écoles pédagogiques diverses. Contre l'ambition d'une nouvelle culture, et plus encore d'une nouvelle science, exclusivement prolétarienne, revendiquée par les idéologues du Proletkult comme Alexandre Bogdanov⁸⁷, Lénine et Trotski⁸⁸ défendent l'idée de patrimoine afin de permettre au prolétariat de se réappropriier la culture bourgeoise.⁸⁹ « La culture prolétarienne doit être le développement logique

caractère non interventionniste et relativement libéral de la politique culturelle soviétique de l'époque, en particulier lorsqu'on la compare à la période suivante. D'autres auteurs — Roger Pethybridge, « Concern for Bolshevik Ideological Predominance at the Start of NEP », *Russian Review*, n° 41 (4), October 1982, pp. 445-453 ; Christopher Read, *Culture and Power in Revolutionary Russia: The Intelligentsia and the Transition from Tsarism to Communism*, London, Macmillan, 1990 ; Katerina Clark, « The "Quiet Revolution" in Soviet Intellectual Life' », Sheila Fitzpatrick et autres (eds), *Russia in the Era of NEP: Explorations in Soviet Society and Culture*, Bloomington, Indiana, 1991, p. 211 ; Michael S. Fox, « Glavlit, Censorship, and the Problem of Party Policy in Cultural Affairs, 1922-1928 », *Soviet Studies*, 1992, n° 44 (6), pp. 1045-1068 — considèrent que la vie intellectuelle à l'époque de la NEP ne doit pas être interprétée comme une période ayant favorisé le pluralisme, mais comme celle d'une expérimentation des pratiques, de plus en plus systématiques et restrictives, de contrôle qui culminent durant les années trente.

⁸⁴ Jeffrey Brooks, *Thank You, Comrade Stalin! Soviet Public Culture from Revolution to Cold War*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p. 4.

⁸⁵ Berelowitch, « Le pouvoir des symboles », Berelowitch et Gervereau (éd.), *Russie-URSS, 1914-1991, changements de regards*, p. 19.

⁸⁶ La seule œuvre interdite pour son antisoviétisme est *Ma Grand-Mère*, de K. A. Mikaberidze, 1929, Natacha Laurent, *L'aïl du Kremlin : cinéma et censure en URSS sous Staline (1928-1953)*, Toulouse, Privat, 2000, p. 47.

⁸⁷ H. Deluy, D. Lecourt, *Alexandre Bogdanov. La science, l'art et la classe ouvrière*, Paris, Maspero, 1977.

⁸⁸ Lev D. Trotski, *Literatura i revoljutsija*, Moskva, Krasnaja Nov', 1923.

⁸⁹ Jean-Marie Palmier, *Lénine, l'art et la révolution. Essai sur la formation de l'esthétique soviétique*, Paris, Payot, 1975.

de la somme des connaissances que l'humanité a accumulées, sous le joug de la société capitaliste, de la société des propriétaires fonciers et des bureaucrates. »⁹⁰

La cohabitation de diverses tendances artistiques, de plusieurs groupes, écoles et générations de créateurs, est très manifeste en littérature.⁹¹ La revue mensuelle *Krasnaja Nov'*, éditée par Alexandre Voronski avec l'appui de Lénine, publie « d'authentiques » écrivains révolutionnaires — les écrivains prolétariens du VAPP (l'Association panrusse des écrivains prolétariens, fondée en 1920), comme Demian Biedny, partisans d'une « claire idéologie communiste dans la littérature » ; les écrivains futuristes et formalistes du Novy LEF (Nouveau Front de gauche de l'art) comme Maïakovski et Tretiakov —, les grands noms de la littérature russe, ralliés ou encore hésitants comme Alexis Tolstoï et Maxime Gorki⁹², auxquels s'ajoutent la jeune génération des compagnons de route (Union panrusse des écrivains, VSP), qui a commencé à se faire un nom pendant la guerre civile à l'image de Boris Pilniak. En juin 1925, une résolution du CC du Parti sur la littérature confirme son refus de s'identifier à un groupe en particulier, préférant tolérer toutes les écoles, à la condition qu'elles soient loyales à la révolution et au régime.⁹³ Lounatcharski, le commissaire du peuple aux Lumières, est le garant de cette liberté de création. Produit étatisé, la culture soviétique n'est pas immédiatement monolithique.

Cette diversité, en parfaite adéquation avec les aspirations des interlocuteurs de la VOKS, n'est toutefois que de courte durée. En 1927, l'agitpropotdel du Parti demande aux organismes en charge de l'organisation d'événements culturels à l'étranger de sélectionner les créateurs « de manière plus sévère, pour que n'arrivent pas à l'étranger des artistes représentant la "Russie", mais bien l'URSS, pour que le répertoire des tournées à l'étranger ne soit pas seulement déterminé par des considérations artistiques mais aussi d'un point de vue idéologique ». Ils doivent, insiste l'agitpropotdel, représenter « le visage actuel de l'art soviétique »⁹⁴. Or le visage de l'art soviétique est en train de changer. A la fin des années vingt le champ culturel est rattrapé par la lutte qui oppose à tous les niveaux de l'appareil les partisans de Staline à l'opposition unifiée pour le contrôle du

⁹⁰ Lénine, *Œuvres complètes*, vol. 31, p. 296.

⁹¹ Efim Etkind, Georges Nivat et autres (éd.), *Histoire de la littérature russe. Le XX^e siècle. 2. La Révolution et les années vingt*, [Paris], Fayard, 1988 ; Edward J. Brown, *Russian Literature Since the Revolution*, Cambridge, Harvard, 1982 ; Evgeny Dobrenko, *The Making of the State Writer: Social and Aesthetic Origins of Soviet Literary Culture*, Stanford, Stanford University Press, 2000 ; Max Hayward, Leopold Labedz (eds), *Literature and Revolution in Soviet Russia, 1917-1962*, London, Oxford University Press, 1963.

⁹² Jusqu'en 1928 ses rapports avec le régime soviétique demeurent tendus, mais à cette date il se rallie à Staline acceptant de jouer le rôle du plus célèbre des compagnons de route de l'Union soviétique.

⁹³ Edward Hallet Carr, « The Debate About Literature », *Socialism in One Country*, Vol. 2, London, Macmillan, 1959, p. 96.

⁹⁴ L'agitpropotdel du CEIC à NKVT, 19.8.1927, F.495/39/367, doc. 329, RGASPI.

Parti.⁹⁵ Le raidissement idéologique du régime se manifeste d'abord en littérature, définie comme l'instrument effectif de la politique du Parti, où l'influence des trotskistes, ou supposés tels, est prépondérante. Proche de l'opposition, Voronski doit quitter la rédaction de *Krasnaja Non'* en 1927 à la suite des pressions du VAPP. Il est arrêté deux ans plus tard pour trotskisme. Attaqué par les critiques, Boris Pilniak doit retirer, pour la réécrire sous le contrôle de la censure, la première version de son ouvrage *Acajou*, dans lequel il évoquait les drames de la collectivisation.⁹⁶ Après les compagnons de route artificiellement assimilés au « danger de droite », ce sont les futuristes accusés de « déviation gauchiste » qui sont visés. Maïakovski dissout le dernier mouvement vraiment indépendant et rejoint l'Association des écrivains prolétariens avant de se suicider en mars 1930. Les écrivains prolétariens du VAPP partisans du « réalisme prolétarien » sont désormais en position hégémonique. En 1932, la résolution du Parti sur la reconstruction des organisations artistiques entraîne la suppression des dernières associations libres et la réunion de tous les écrivains désirant participer à la construction du socialisme dans une organisation unique. Enfin, lors de son congrès de fondation en 1934, l'Union des écrivains soviétiques adopte le réalisme socialiste comme doctrine littéraire officielle. « Le réalisme socialiste, méthode de base de la littérature soviétique et de la critique littéraire, exige de l'écrivain sincère une présentation historiquement concrète de la réalité dans son développement révolutionnaire. Ainsi la véracité et l'aspect historiquement concret de la représentation artistique de la réalité doivent s'allier à la tâche d'un changement idéologique et de l'éducation des travailleurs dans l'esprit du socialisme » (*Premier congrès des écrivains soviétiques*, septembre 1934⁹⁷).

Au-delà de la littérature, cette décision correspond à une reprise en main par le Parti de tous les secteurs de la vie culturelle ; c'est la fin des avant-gardes artistiques. On est encore loin du réalisme socialiste académique imposé ultérieurement par Andreï Jdanov, mais l'alignement de la vie culturelle sur le Parti se traduit par la fin de son rayonnement, y compris dans les domaines où elle avait excélé comme les arts graphiques, le théâtre et le cinéma. Sans cesse attaqué par la presse, Malevitch perd en 1929 son poste de directeur de l'Institut d'Etat pour les arts de Leningrad, avant d'être emprisonné, bientôt torturé. Malgré des funérailles officielles en 1935, son œuvre disparaît pour plusieurs décennies avec la condamnation du formalisme. Célébré à l'étranger, le cinéma d'avant-garde, qui n'a pas les faveurs du public russe, désormais majoritairement plébéien, commence à susciter la méfiance de Staline. Ce dernier charge Boris Choumiatski, qu'il place à la tête de l'industrie cinématographique soviétique de 1930 à 1938, d'en faire un art populaire, sur le modèle implicite

⁹⁵ Sheila Fitzpatrick, « The Emergence of Glaviskusstvo: Class War on the Cultural Front, Moscow 1928-29 », *Soviet Studies*, 23, 2, October 1971, pp. 236-253.

⁹⁶ Le résultat est *La Volga se jette dans la mer Caspienne*.

⁹⁷ Régine Robin, *Le réalisme socialiste : une esthétique impossible*, Paris, Payot, 1986, p. 40.

d'Hollywood.⁹⁸ L'application au cinéma de la doctrine du réalisme socialiste provoque la fin de l'avant-garde et le rejet du formalisme. Dziga Vertov est privé de caméra. Deux des projets d'Eisenstein sont annulés⁹⁹, le second fait même l'objet d'une condamnation publique par Choumiatski, qui publie *Les erreurs du Pré de Béjine*, ultime avertissement adressé à l'avant-garde. Pour la réalisation d'*Alexandre Nevski*, une figure historique idéalisée, destinée à convaincre les spectateurs de la grandeur de la nation, le maître du cinéma russe doit travailler sous le contrôle d'un superviseur. Puis c'est au tour du compositeur Dimitri Chostakovitch d'être attaqué dans la presse pour son « formalisme petit-bourgeois » contraire au réalisme socialiste.¹⁰⁰ Malgré le succès populaire, les représentations de son second opéra, *Lady Macbeth du district de Mtsensk*, sont brusquement arrêtées ; l'auteur, officiellement qualifié d'ennemi du peuple, est interrogé par le NKVD, puis libéré sans plus d'explication.¹⁰¹ En janvier 1938, c'est le Théâtre de Meyerhold qui doit fermer ; Meyerhold lui-même est arrêté après un discours dans lequel il dénonce l'uniformisation du théâtre. Comme Isaac Babel, Boris Pilniak, Sergueï Tretiakov, Alexandre Voronski et bien d'autres créateurs, il rejoint la cohorte de ceux qui disparaissent pendant la terreur stalinienne.

Indépendamment de l'appauvrissement du contenu, les échanges culturels avec l'étranger sont devenus moins denses, sauf pour les sciences, qui contribuent à la transformation économique.¹⁰² Depuis que le pays s'est engagé dans le Grand Tourment de l'industrialisation accélérée et de la collectivisation forcée, la VOKS a dû procéder à une adaptation de son message. La priorité est désormais donnée aux progrès économiques et techniques, à la maîtrise du territoire, au mythe prométhéen de domination de la nature¹⁰³, bref à l'apparition d'une nouvelle civilisation industrielle.¹⁰⁴ « Nous avançons à toute vapeur le long de la voie de la civilisation vers le socialisme, en laissant derrière nous notre ancienne vision rétrograde de la Russie », déclare Staline dans une citation placée en exergue de l'éditorial du premier numéro de la revue *L'URSS en cons-*

⁹⁸ Laurent, *L'œil du Kremlin : cinéma et censure en URSS sous Staline*, pp. 36-37.

⁹⁹ Il s'agit de *Que Viva Mexico !* et du *Pré de Béjine*. Le second s'inspire du *Récit d'un chasseur de Tourgueniev* et du sort du jeune pionnier Pavlik Morosov qui, ayant dénoncé son père comme koulak, est assassiné par ce dernier.

¹⁰⁰ « Le Chaos remplace la musique », *Pravda*, 28.1.1936.

¹⁰¹ Krzysztof Meyer, *Dmitri Chostakovitch*, Paris, Fayard, 1994 ; Solomon Volkov, *Chostakovitch et Staline*, Monaco, Editions du Rocher, 2005.

¹⁰² « La science et l'économie nationale » est une nouvelle rubrique de la revue de la VOKS à partir de 1933.

¹⁰³ M. Iline, *Les montagnes et les hommes : huit récits sur la transformation de la nature*, trad. du russe par Elsa Triolet, Paris, E.S.I., 1936.

¹⁰⁴ Sur cette notion de civilisation industrielle : Stephen Kotkin, *Magnetic Mountain: Stalinism as a Civilization*, Berkeley, University of California Press, 1995.

truction.¹⁰⁵ Les thèmes évoqués pour la période précédente ne disparaissent pas tout à fait, mais la propagande se concentre sur « la merveilleuse transformation de l'Union soviétique »¹⁰⁶, le développement des moyens de production grâce à la révolution technique. La planification économique¹⁰⁷, la mécanisation de l'agriculture, l'électrification du pays¹⁰⁸, la construction de barrages, de complexes industriels et de villes nouvelles révèlent la modernité de l'Union soviétique.¹⁰⁹ Les correspondants de la VOKS sont informés dans les moindres détails de l'avancée de la construction du barrage et de la centrale électrique Lénine du Dniepr, Dnieprostroï¹¹⁰, du centre industriel du Kouzbass, Kouznietskstroï, et du combinat métallurgique de Magnitogorsk, Magnitostroï, pour ne citer que les plus célèbres des géants industriels. La VOKS leur fournit aussi régulièrement des documents sur les progrès réalisés dans toutes les branches de l'économie soviétique, de l'industrie automobile aux industries du savon, de la gélatine et de la parfumerie, en passant par l'industrie de l'aluminium, l'industrie pétrolière, la sidérurgie, l'aviation, etc. Les nouvelles figures héroïques de la VOKS sont des aventuriers de la modernité, les explorateurs polaires (l'équipage du brise-glace *Krassine*, celui du bateau à vapeur *Tcheliousskine* conduit par Otto Schmidt¹¹¹) et les aviateurs (Ivan Papanine et Valeri Tchkalov), dont les exploits sont abondamment exhibés sur les écrans sous forme de fictions et de documentaires.¹¹² Loin de l'image rétrograde traditionnellement attachée à la Russie, l'Union soviétique se rêve en une « nouvelle super-Amérique »¹¹³, en laboratoire des sociétés du XXI^e siècle. « Dans dix ou vingt ans », déclare le professeur Bauer en 1927, « s'il n'y pas de guerre, l'URSS et les Etats-Unis seront les deux pays

¹⁰⁵ Cité par Erika Wolf, « Le statut de la photographie dans la revue *L'URSS en construction* (1930) », *Caméra politique. Cinéma et stalinisme, Théorème 8*, Revue de l'IRCAV, Kristian Feigelson (éd.), Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2005, p. 65.

¹⁰⁶ M. Iline, *L'époque du travail moderne. La merveilleuse transformation de l'Union soviétique*, trad. du russe par Doccar, Paris, E.S.I., 1932.

¹⁰⁷ Christoph Mick, *Sonjëtische Propaganda. Fünfjahrplan und deutsche Russlandpolitik 1928-1932*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 1995.

¹⁰⁸ Voir B. I. Weitz, *Electric Power Development in the USSR*, Gosizdat, Moskva, 1936.

¹⁰⁹ Les *Géants industriels* est le titre d'une collection d'ouvrages soviétiques traduits en plusieurs langues par les maisons d'édition des PC.

¹¹⁰ Anne D. Rassweiler, *The Generation of Power: The History of Dneprostroï*, Oxford, Oxford University Press, 1988.

¹¹¹ Ce navire à vapeur, volontairement bloqué dans les glaces afin de tester la route arctique du Nord-Est, de Mourmasnk à Vladivostock, coula en 1934, mais l'équipage fut sauvé par des aviateurs. Des rues, des avenues, des places et des parcs de nombreuses villes soviétiques furent renommés Tcheliousskine en l'honneur de l'équipage.

¹¹² Voir par exemple, *L'expédition Papanine* de M. A. Trijanovski, 1937, qui relate l'installation de la première station arctique flottante (*Severnji Polius*). Ce film d'aventure scientifique est présenté dans plusieurs villes de Suisse. Emma Widdis, « La représentation des frontières dans le cinéma soviétique des années 1930 : une esthétique de la conquête », Natacha Laurent (éd.), *Le cinéma stalinien, questions d'histoire*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2003, pp. 111-122.

¹¹³ La comparaison est fréquente sous la plume de Paul Gurewitsch, « USA und USSR mit Lichtbildern », *Swiss American Review*, revue officielle de la Société des amis suisses des Etats-Unis, février 1934.

les plus puissants du monde, et l'Europe occidentale sera une petite péninsule de l'Asie »¹¹⁴. Comme l'a noté Rachel Mazuy, nombreux sont effectivement les voyageurs qui visitent « ces deux mondes neufs » qui fascinent et révoltent à la fois.¹¹⁵

Au fil du temps, le contenu du message diffusé par la VOKS reflète plus étroitement la politique de l'URSS. Ce ne sont plus les réalisations culturelles et scientifiques de l'Union soviétique qui sont présentées au public étranger, mais les résultats de sa politique intérieure. Le but n'est pas seulement de montrer le pays sous son meilleur jour, mais de convaincre de sa puissance, voire de son avance, résultant de la supériorité de son système. A l'encontre d'une diplomatie de la faiblesse, centrée autour de l'idée de victime — victime de la guerre civile, des agressions étrangères, du blocus, puis de l'impérialisme — qui caractérisait le discours soviétique depuis la campagne de 1921 en faveur des affamés, c'est l'image d'un pays puissant, prospère et indépendant, n'ayant plus guère besoin d'aide étrangère, ni de relations avec l'extérieur, que la Russie souhaite désormais diffuser à l'étranger.¹¹⁶

Ces slogans de l'époque stalinienne ne sont pas des exclusivités de la VOKS. La plupart des organisations soviétiques en contact avec l'étranger relayent le même discours, une homogénéisation illustrant le passage de la diplomatie culturelle soviétique de la propagande à l'agitation. Pour conserver sa spécificité, la VOKS s'efforce néanmoins d'adapter le message à son public cible, en évoquant « l'édification culturelle en URSS lors de la troisième année du plan quinquennal »¹¹⁷, les plans quinquennaux de la littérature, les Magnitogorsk de la poésie, l'émulation socialiste des scientifiques, la modernisation des mœurs des populations d'Asie centrale, la transformation de la femme orientale. Il existe à l'inverse des sujets qui relèvent spécifiquement d'autres organisations. L'hégémonie ouvrière dans l'Etat, la répartition des bénéfices en faveur des ouvriers et la législation sociale du travail sont des thèmes portés par des organisations plus prolétariennes comme le SOI ou les AUS. Il y a surtout les tabous imposés à tous par une censure renforcée. Alors que dans un premier temps les éditions d'Etat échappaient largement à la censure du Glavlit, qui concentrait son activité sur les maisons d'édition privées¹¹⁸, dès 1930 tous les textes imprimés en Union soviétique, y compris les plus éphémères comme les

¹¹⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 15.12.1927, F.9501/1/164, doc. 5, GARF.

¹¹⁵ Mazuy, *Croire plutôt que voir ?*, pp. 241-243.

¹¹⁶ Cette évolution apparaît clairement dans l'analyse de la revue de la VOKS : Léna Prenner, « Le journal de la VOKS : un outil de diplomatie culturelle », Mémoire de master, Université de Genève, 2012, pp. 37-38.

¹¹⁷ Titre d'une brochure diffusée par la VOKS en 1932.

¹¹⁸ Pour une présentation plus critique des pratiques du Glavlit durant les années vingt, voir Michael S. Fox, selon lequel il n'existe pas alors de politique officielle, mais différentes tendances qui s'affrontent, « Glavlit, Censorship, and the Problem of Party Policy in Cultural Affairs, 1922-1928 », p. 1047.

affiches et les billets de spectacle, doivent passer par un contrôle préalable avant d'obtenir une autorisation d'édition. En plus de la censure effectuée par le Glavlit, tous les slogans, textes et documents de la diplomatie culturelle soviétique passent par les départements agitprop du Parti et de l'IC, tous les contenus sont minutieusement vérifiés, et leur conformité aux objectifs affichés contrôlés avant de pouvoir être diffusés à l'étranger. « Il est clair que nous ne pouvons transmettre à l'étranger le matériel que vous nous avez envoyé, en vertu duquel les gens boivent effectivement plus aujourd'hui qu'à l'époque tsariste »¹¹⁹, écrit par exemple un secrétaire de la VOKS à la Société moscovite de lutte contre l'alcoolisme. La VOKS ne communique pas davantage sur la remise en cause, dès 1928, de la limitation de la journée de travail à huit heures, et sur l'abrogation, en 1936, de la loi autorisant l'avortement ; deux conquêtes sociales qui avaient nourri sa propagande durant les années vingt.

L'autocensure est aussi le fait des amis. Lorsque le consul soviétique de Paris l'interroge sur le but de son voyage en URSS, Ella Maillart limite son champ d'investigation à l'étude « des conditions du sport et du cinéma ». Sur place, elle « se soucie d'autant moins de politique qu'elle évite comme elle l'écrit, les “discussions d'ordre général” et n'a engagé aucun interprète. Ajoutons que c'était là une condition du voyage : toute question se rapportant “au Gouvernement” aurait entraîné son expulsion immédiate, l'avait-on avertie. Sans parler du fait que toute information critique publiée aurait pu mettre en danger ses contacts. »¹²⁰ Même regard partiel chez Anita Mühlestein, qui — au sommet de la terreur stalinienne — cantonne son récit à la description d'un sanatorium pour enfants tuberculeux.¹²¹ Dans ce contexte, les silences font sens, au moins autant que les données explicites. Par définition, il n'existe pas d'information neutre, uniquement des informations utiles, utiles à ceux qui les diffusent.

Le grand public ne trouve ainsi nulle trace dans les médias soviétiques et surtout pas ceux utilisés par la VOKS et ses correspondants des arrestations de paysans qui se comptent en centaines de milliers, des déportations-abandons qui atteignent les millions, de l'état de famine procédant de la désorganisation de la production agricole provoquée par la collectivisation. Rien ne filtre dans les publications de la situation particulièrement dramatique en Ukraine, qui compte près de six millions de victimes, et des « quarante millions de personnes qui furent touchées par la famine ou la disette dans l'ensemble du pays »¹²². Le travail forcé, qui constitue pourtant une composante fondamentale de la conquête du territoire et de la mise en valeur de ses richesses naturelles par l'intermédiaire

¹¹⁹ VOKS à la Société moscovite de lutte contre l'alcoolisme, 1930, F.5283/3/168, doc. 42, GARF.

¹²⁰ Michel Tatu, « Introduction » à la réédition du récit d'Ella Maillart, *Parmi la jeunesse russe*, (1^{ère} édition : Paris, Fasquelle éditeur, 1932), Lausanne, Editions 24 heures, 1989 pp. 13 et 9.

¹²¹ Anita Mühlestein, « Die Liebe zum Kinde in der Sowjetunion », *Heute und Morgen*, n° 5 Oktober/November, 1938.

¹²² Nicolas Werth, « Un Etat contre son peuple », *Le Livre Noir du communisme*, Paris, Laffont, 1998, p. 185.

du Goulag¹²³, n'est évoqué que sous la forme d'une question à laquelle il est répondu sans ambiguïté de façon négative.¹²⁴ L'image du « pays le plus heureux du monde »¹²⁵ diffusée par la propagande, les rapports et les statistiques officiels annonçant la marche triomphale de l'URSS vers le paradis communiste sert aussi de paravent à l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire russe.

Toute la rhétorique soviétique en direction de l'étranger et des masses russes est ainsi articulée autour de l'idée d'un mouvement en avant (« Toujours plus haut », selon le titre d'une chanson populaire de l'époque stalinienne), avec sa connotation positive de progrès. La valorisation du travail accompli et la présentation des résultats obtenus s'effectuent sur le mode comparatif, en opposant dans chaque domaine « La vieille et la nouvelle Russie », selon le titre classique d'une série de conférences organisée par la VOKS en 1927. Loin de faire l'éloge systématique des communistes, il s'agit, à l'image de George Montandon, de jouer sur l'opposition entre l'ancien et le nouveau régime, en opposant le travail des bolcheviks en faveur de l'alphabétisation, leur lutte contre l'alcoolisme et la prostitution, à la cruauté et à l'égoïsme des classes possédantes de Russie. « Pour certains l'URSS est le pays de leurs espoirs et de leurs rêves, pour d'autres celui de l'horreur et de l'arbitraire », déclare encore, une dizaine d'années plus tard, la gynécologue zurichoise Tamara Scheu. « Mais ce que personne ne peut nier c'est que la situation des enfants est, malgré des manques, incomparablement meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était sous le tsarisme. »¹²⁶ A ce mode comparatif correspondent des mots spécifiques, un lexique propagandiste dessinant un ensemble de valeurs extrêmement manichéen opposant ce qui a été fait sous le régime soviétique — avec enthousiasme, exaltation, réussite — à ce qui est le fruit de l'héritage tsariste : l'arriération économique, l'ignorance, l'obscurantisme, la superstition. « J'appris à classer automatiquement tout ce qui me choquait dans la case des “legs du passé” ; et tout ce qui me plaisait, dans celle des “germes du futur” »¹²⁷, écrit a posteriori Arthur Koestler, qui voyage en URSS pour réaliser un reportage commandé par la propagande communiste. Dans les années trente, le modèle rhétorique reste binaire, mais la référence change. La comparaison ou plus précisément l'opposition valorisante

¹²³ On peut distinguer les camps d'infrastructure consacrés aux grands travaux (BAMlag : liaison Baïkal Amour Magistral ; Belomorkanal : canal de la mer Baltique à la mer Blanche ; Dmitlag : canal Moscou-Volga) des camps de mise en valeur des ressources (la Kolyma : mine d'or et d'uranium ; Vorkoutlag : bassin houiller de la Vorkouta ; Norilag : mines de nickel de Norilsk). Durant les années 1934-1955, l'imbrication du Goulag dans l'économie soviétique est telle qu'il est difficile d'en mesurer la part exacte.

¹²⁴ Voir par exemple : *Le travail forcé en URSS ?*, Paris, BE, 1931 ; G. Fourcace, *Travail libre ou travail forcé. Socialisme ou capitalisme ?*, Paris, BE, 1931 ; K. Radek, « Travail obligatoire ou travail forcé ? », *VOKS. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger*, février 1931, pp. 3-8.

¹²⁵ D. Lebedev, *La jeunesse la plus heureuse du monde*, Paris, BE, 1931.

¹²⁶ Conférence de T. Scheu, « L'assistance aux enfants dans la Russie contemporaine », 24.1.1935, F.5283/6/918, doc. 15, GARF.

¹²⁷ Arthur Koestler, *Hiéroglyphes. Œuvres autobiographiques*, Paris, Laffont, 1994, p. 343.

se fait avec les régimes capitalistes en crise, en décadence, en régression, en pleine agonie... « alors qu'en URSS », il n'est question que de conquêtes, de croissance (selon le titre d'une revue, *ROST*), d'exploits, de records, de succès et de victoires.¹²⁸ *L'Essor croissant de l'URSS et la crise du capitalisme*¹²⁹, est significativement intitulée la brochure reproduisant des extraits du discours de Staline au XVI^e congrès du PCUS (juin 1930). « Le plan quinquennal triomphe ! » s'écrie Viatcheslav Molotov lors du VI^e congrès des Soviétiques.¹³⁰ De nombreux titres d'articles publiés dans la Revue de la VOKS, tels que « Atteindre et dépasser »,¹³¹ « Nous rattraperons »¹³² ou encore « Ici l'on a dépassé »¹³³, illustrent cet optimisme à toute épreuve, cette foi inébranlable en l'avenir. Au-delà des mots, il serait possible d'évoquer une ponctuation communiste, en particulier si l'on pense à l'usage des guillemets, qui permettent au lecteur d'identifier les mensonges de l'adversaire — les “persécutions”¹³⁴ en URSS et la “terreur rouge” s'écrivent toujours entre guillemets, mais ceux-ci disparaissent lorsqu'il est question d'oppression capitaliste ou de terreur blanche — ou de relativiser des catégories qui leur semblent suspectes, comme la “neutralité” et “l'objectivité” de la presse bourgeoise.

Cette conception d'une évolution linéaire et maîtrisée des sociétés, symbolisée par le « fétichisme du plan »¹³⁵, explique aussi le goût des Soviétiques pour les statistiques — « ces nombres magiques du socialisme », selon la formule de Daniel Caute, qui constituent « l'un des fondements de la construction d'une image appropriée »¹³⁶, complète Alain Blum —, les graphiques et surtout les expositions, qui sont depuis le XIX^e siècle les vitrines du progrès. La modernité se veut aussi dans la forme, l'élaboration d'une nouvelle typographie, la mise en page des revues, le choix des couleurs, l'utilisation de matériaux originaux afin d'afficher une esthétique en rupture avec celle de la Russie traditionnelle et du monde bourgeois en général. Tant sur le fond que par la forme le monde décrit est celui d'une utopie réalisée, du paradis communiste, selon la formule de David Zaslavski lors du 400^e anniversaire de l'exécution de Thomas More :

¹²⁸ « Vers de nouvelles victoires sous le drapeau du Léninisme », *VOKS. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger*, février 1932, p. 15 ; « La grande victoire », *ibidem*, mai-juin 1932, p. 108 ; AUS, *Quinze ans de victoires ! L'édification socialiste en URSS*, Paris, BE, 1932.

¹²⁹ Paris, BE, 1930.

¹³⁰ V. M. Molotov, *Le plan quinquennal triomphe ! Discours au VI^e Congrès des soviets de l'Union des Républiques socialistes soviétiques*, Paris, BE, 1931.

¹³¹ *VOKS. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger*, juin 1931, p. 22.

¹³² *Ibidem*, avril 1931, p. 34.

¹³³ *Ibidem*, mars 1931, p. 32.

¹³⁴ M. Sherwood, *La vérité sur les “persécutions” religieuses en URSS*, Paris, BE, 1930.

¹³⁵ Sabine Dullin, « Mythe du plan et disparition du plan », Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pennetier, Bernard Pudal et Serge Wolikow (éd.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Atelier, 2000, p. 40.

¹³⁶ Alain Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris, Plon, 1994, p. 14.

« Utopie a cessé d'être nulle part et a pris une place en vue sur la carte de l'humanité. Elle a également cessé d'être une utopie. »¹³⁷

Si ce culte de la modernité¹³⁸, entendu comme une foi inébranlable dans le progrès technique et scientifique, est partagé par les communistes et les ouvriers étrangers, qu'il fascine les experts, partisans d'une planification rationnelle de l'évolution des sociétés, est-ce vraiment ce que recherchent la majorité des intellectuels occidentaux qui s'intéressent à la culture russe ? Sans même parler des conservateurs qui dénoncent « l'atroce modernité » et « l'obscénité du nudisme bétonnier » des nouvelles cités soviétiques¹³⁹, les étrangers, en particulier ceux d'Europe et d'Amérique du Nord, sont moins sensibles à la modernité soviétique, aux villes du futur, aux gigantesques complexes industriels et aux barrages pharaoniques, qu'à l'exotisme de la Russie traditionnelle, y compris — parfois même surtout — dans ce qu'elle conserve d'archaïsme. Le décalage entre la curiosité, pleine de stéréotypes, des bourgeois étrangers et l'image de l'URSS qu'entend diffuser la VOKS est très manifeste lors des voyages. « Gielly trouve que la VOKS commet une erreur avec les étrangers en leur montrant les réalisations de la vie nouvelle au lieu de leur montrer le vieux Moscou »¹⁴⁰, note, atterré, le guide de la VOKS. « Il est très intéressant », écrit avec beaucoup de diplomatie Arnold Ith à la VOKS en 1935, « que la Russie souhaite en premier lieu présenter à ses visiteurs d'Europe de l'Ouest ses réalisations techniques : fabriques, usines, ponts. D'un point de vue psychologique cela s'explique par le fait que la Russie est très fière de son travail de construction. Mais l'Européen de l'Ouest, issu d'une civilisation technique, qui voit quotidiennement de semblables réalisations chez lui, ne s'intéresse pas à ces réalisations russes. S'il entreprend un voyage — souvent peu confortable — en Europe de l'Est, il veut d'abord apprendre à connaître les gens, leurs us et coutumes, leur territoire, leurs particularités artistiques et culinaires. [...] J'ai pu apprécier l'enthousiasme des guides lors de la visite d'une usine, d'un sanatorium. Le touriste étranger regarde cela poliment, mais au fond cela ne l'intéresse guère. »¹⁴¹ La VOKS a parfaitement conscience du problème, mais elle ne peut travailler en ce sens, alors qu'elle se voit régulièrement reprocher « de n'avoir pas compris sa tâche qui consiste à montrer et à expliquer la nouvelle Russie (et non pas la Russie archéologique) ».

¹³⁷ D. Zaslavski, « L'opuscule d'or sur l'Île Nouvelle », *La Correspondance internationale*, 20.7.1935, n° 58-59.

¹³⁸ Sur cette notion de modernité : Zygmunt Bauman, *Modernity and Ambivalence*, Cambridge, Polity Press, 1991, pp. 18-52 ; James C. Scott, *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale University Press, New Haven, 1998, pp. 87-102 ; Jean Vi-greux et Serge Wolikow (éd.), *Cultures communistes au XX^e siècle. Entre guerre et modernité*, Paris, La dispute, 2005.

¹³⁹ Lucas Lazzaroto, « L'architecture moderne et ses critiques suisses au début des années vingt », Mémoire de bachelor, Université de Genève, 2010.

¹⁴⁰ Rapport de Guiliarevskaja sur le travail avec les Gielly, 4.9.1935, F.5283/6/962, doc. 9, GARF.

¹⁴¹ A. Ith à VOKS, 17.10.1935, F.5283/6/925, doc. 11, GARF.

Loin d'avoir surmonté le vieux « complexe de supériorité-infériorité », qui caractérise la relation que la Russie entretient dans la longue durée avec l'Occident, la Révolution d'Octobre apparaît ainsi comme une tentative d'inverser le regard occidental sur la Russie.¹⁴² L'objectif des Soviétiques ne consiste pas à charmer les étrangers, mais à les convaincre de leur capacité à libérer ce pays de son archaïsme supposé, quitte à les barber en leur imposant la visite d'institutions modèles. Il existe ainsi, et cela dès l'origine, une certaine ambiguïté quant au contenu du produit à diffuser que la VOKS n'est jamais vraiment parvenue à dépasser. Mais l'ambiguïté porte aussi sur le public. « Ce matraquage d'autosatisfaction était destiné autant à l'étranger qu'à l'opinion soviétique »¹⁴³, note Sheila Fitzpatrick. Les expositions sont montrées en URSS avant d'être envoyées à l'étranger ; toutes les revues de la diplomatie culturelles sont également publiées en russe pour un public soviétique qui y trouve une image très valorisante des progrès en cours.¹⁴⁴ Il convient donc, comme l'a signalé Michael David-Fox, de dépasser l'opposition entre les histoires intérieure et extérieure de l'URSS, et de déconstruire le mythe des « villages Potemkine » destinés à tromper les étrangers. Le kul'tpokaz ou Cultural show, qui selon cet auteur s'affirme comme l'une des composantes du stalinisme, ne relève pas moins d'un processus de mobilisation intérieure. Quand la Russie ment, elle se ment d'abord à elle-même.

Tous les aspects de cette nouvelle civilisation sont déclinés dans une multitude de formes, des plus traditionnelles aux plus avant-gardistes. Aux publications, aux conférences, aux affiches et aux expositions s'ajoutent rapidement les nouvelles techniques d'expression : le cinéma, la radio et l'industrie de la musique légère (les 78 tours), qui sont alors en plein boom, bientôt la télévision. Ces vecteurs de diffusion ne sont nullement exclusifs les uns des autres. La réalisation d'une voie ferrée traversant l'Asie centrale, d'un programme de lutte contre l'illettrisme dans le grand Nord, du premier plan quinquennal de chimie ou d'un géant industriel est célébrée par un film, un opéra, des tableaux, des monuments, des livres, des articles, des affiches, des poèmes, des conférences, une exposition, un timbre¹⁴⁵, un service de porcelaine, des imprimés textiles, etc. Le récit d'un voyage en URSS se diffuse sous la forme de conférences, d'interviews à la radio, de diaporamas, d'articles, d'un disque, voire d'un livre et d'un documentaire (*Bienvenue au pays de Lénine*, 1927). Pour la plupart, les produits dérivés de ce marketing diplomatico-culturel ne sont pas fabriqués par la VOKS, qui se contente de les acheminer à l'étranger. A l'exception de sa revue, éditée par le

¹⁴² David-Fox, *Showcasing the Great Experiment*, p. 11.

¹⁴³ Fitzpatrick, *Le stalinisme au quotidien*, p. 110.

¹⁴⁴ « La vente de la revue à l'étranger est encore mal organisée. La plus grande partie du tirage n'est pas vendue à l'étranger mais en URSS ! » Rapport de la VOKS à l'agitpropotdel du CEIC, 1931, F.495/30/732, doc. 176, RGASPI.

¹⁴⁵ Jonathan Grant, « The Socialist Construction of Philately in the Early Soviet Era », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 37, n° 3 (July 1995), pp. 476-493.

bureau de presse, et des expositions conçues par le bureau des expositions, la VOKS ne produit rien elle-même, se contentant de traduire et de diffuser le produit culturel soviétique auprès de ses relais locaux.

En tant qu'intermédiaire, son travail consiste à coordonner l'activité des institutions culturelles soviétiques existantes — les Bibliothèques, les Musées, les Théâtres, les Académies, les Maisons d'édition, le Commissariat du peuple à l'instruction, celui de la santé, de l'économie et une multitude de sociétés savantes comme le Comité soviétique pour l'étude ethnographique des langues et des cultures des peuples orientaux, l'Observatoire astronomique de Russie, l'Union des espérantistes des Républiques soviétiques (SEU)... — dans leurs relations avec l'étranger. La VOKS, c'est surtout un carnet d'adresses, la capacité de mettre en relation les correspondants étrangers avec quelques quatre cents spécialistes soviétiques répartis entre un secteur beaux-arts (comprenant des sections musique, théâtre, cinématographie, photographie, arts plastiques, littérature, sculpture, chorégraphie, architecture, muséographie) et un autre consacré aux sciences et techniques (dont dépendent la section pour l'agriculture, celle des sciences juridiques, de la pédagogie, de l'enseignement supérieur, des langues étrangères, de la médecine, de la santé publique, de l'ethnographie, etc.) Durant les années trente, les correspondants étrangers sont eux-mêmes progressivement classés en fonction de leurs centres d'intérêt et de leurs compétences¹⁴⁶ : architecture (Hannes Meyer), art (Georg Schmidt et Margrit von Wyss-Vögtlin), littérature (Richard Meili), santé publique (Paulina Brupbacher, Nicolas Messis, Tamara Scheu), musique (Aloys Mooser), question du travail (Stephan Bauer et Walter Strub), sport et hygiène (Francis-Marius Messerli), technique (Paul Gurewitsch), théâtre (Jean Bard, Kurt Hirschfeld et Traugott Vogel, théâtre pour enfant¹⁴⁷).

La section littérature de la VOKS sert ainsi d'intermédiaire entre les auteurs et les éditeurs soviétiques et leurs collègues étrangers. Les sections musique et théâtre fournissent des informations sur la vie musicale et théâtrale en URSS, organisent des tournées d'artistes soviétiques à l'étranger et réciproquement. La section cinéma renseigne les cinéphiles étrangers sur les dernières réalisations

¹⁴⁶ Le processus de classement des correspondants par compétence est moins spontané que ne le laisse entendre le Français Henri Wallon dans son « Introduction » à un recueil d'exposés des années 1933-1934 au Cercle de la Russie neuve : « Mais bientôt surgit le sentiment qu'il ne pouvait pas suffire de collectionner ainsi les faits et les récits, que leur signification vraie nous échappait si nous prétendions les apprécier d'après nos propres usages et nos pensées coutumières. C'est alors que les membres du cercle se répartirent, chacun suivant ses tendances ou ses compétences, dans différentes commissions », *A la lumière du marxisme*, Paris, Editions sociales internationales, 1935, p. 9. Sur l'apparition de la commission scientifique du Cercle de la Russie neuve : Isabelle Gouarné, « Philo-soviétisme et rationalisme moderne. L'introduction du marxisme dans les sciences humaines en France (1920-1939) », Thèse de doctorat, Université de Nantes, 2010.

¹⁴⁷ Il est l'auteur en 1935 d'un livre intitulé, *Kindertheater in der Schule*, T. Vogel est mis en contact avec la VOKS par P. Vonwiller, Rapport de la VOKS, F.5283/5/358, doc. 105, GARF.

soviétiques et organise l'échange de savoirs techniques. La section juridique répond aux questions sur la législation soviétique et effectue des recherches bibliographiques pour les correspondants de la VOKS ; la section... Il s'agit donc d'un travail de médiation, essentiellement administratif, une fonction d'intermédiaire, qui permet à l'Union soviétique, mais sans que cela n'apparaisse comme une entreprise étatique, d'alimenter l'étranger en bibliographies, statistiques, photos, affiches, livres, brochures, articles traduits, matériel d'exposition, matériel pédagogique et scientifique, disques, films, etc.

Comme pour les réseaux d'amis le but est de distendre le plus possible le lien entre l'origine du produit et sa présentation au public. A de rares occasions, la conjonction de plusieurs événements mobilise l'attention de la presse : « Il semble que depuis quelque temps notre ville est devenue l'objet des complaisances toutes spéciales des bolchevistes. On exerce sur la population genevoise une pression continue. *Le Travail* chante les beautés de la République des Soviets, une exposition placée sous le pavillon de la Croix-Rouge dévoile aux yeux émerveillés des badauds que la Soviétie est le paradis des femmes en couches et des nourrissons, et enfin, les Amis du film nouveau nous initient aux "super-productions" du cinéma russe, cinéma, hâtons-nous de le dire, qui, avant de viser à réaliser de la beauté, cherche à illustrer par l'image et par des symboles assez faciles, l'excellence et la sainteté de la Révolution. »¹⁴⁸ La diffusion est cependant moins massive que ne laisse supposer les récriminations des organisations anticommunistes et l'ambition affichée par les Soviétiques. Indépendamment des restrictions légales imposées par les pays d'accueil, la machine propagandiste se révèle peu efficiente, du moins s'agissant des relations avec les milieux culturels de l'étranger. Etant donné la faiblesse du budget alloué par l'Etat, la VOKS est dépendante des Editions d'Etat pour les livres et les revues, du Gosplan, qui lui fournit le papier pour ses propres publications et sa correspondance, des Académies et des Instituts pour les conférenciers, des Théâtres pour les troupes d'acteurs et de danseurs, du Commissariat du peuple à l'économie pour les expositions, de Sovkino, Soyouz kino, puis Intorgkino, pour les films, du NKID et du NKVD pour les visas, de l'Intourist pour l'accueil hôtelier, etc. Elle est surtout en concurrence avec d'autres sociétés et organismes — soviétiques et étrangers (pensons au SOI et aux AUS) — pour le visionnage des films et l'organisation de tournées d'artistes. Certaines manifestations culturelles échappent ainsi totalement à la médiation de VOKS, à l'image des concerts, des spectacles de danse et des projections de films de fiction, qui sont monopolisés par le réseau commercial. A l'inverse, le théâtre d'agitprop qui consiste à mimer — sous forme de tableaux vivants — des scènes de la vie

¹⁴⁸ *Le Genevois*, le 9.4.1929, p. 2.

soviétique et le théâtre prolétarien s'inscrivent dans des cercles plus ouvriers et militants que le public cible de la VOKS.¹⁴⁹

Si tous les présidents d'associations culturelles se plaignent de la rareté du produit soviétique mis à leur disposition, s'ils semblent unanimes à déplorer la négligence de la VOKS, les archives révèlent toutefois de grandes différences d'un territoire à l'autre. Tous les pays sont en effet loin de recevoir la même quantité de matériel imprimé, le même nombre de conférenciers et d'artistes, d'expositions et surtout de films soviétiques. En 1931, le budget global consacré au département latin (le 3^e département occidental) représente moins des deux tiers de celui alloué à l'Europe centrale (le 2^e département occidental), le tiers de la dotation s'agissant des tournées d'artistes et de savants soviétiques, le quart pour l'aide aux publications des sociétés nationales.¹⁵⁰ Les différences de traitement témoignent des possibilités légales offertes par le pays d'accueil. Dans de nombreux pays il est tout à fait impossible d'importer des publications, d'organiser une exposition ou de projeter un film soviétique dans le réseau commercial. Mais cette situation procède aussi d'une hiérarchisation des pays en fonction de leur intérêt géopolitique supposé : l'Allemagne, l'Angleterre, la Tchécoslovaquie, la France, le Japon, les Etats-Unis, le Mexique sont nettement privilégiés.

En Suisse, « les moyens mis à notre disposition jusqu'à maintenant sont loin d'être suffisants pour s'opposer aux mensonges de la presse bourgeoise », écrit Bagotski. « Le soutien que nous apporte la VOKS est très insuffisant »¹⁵¹, confirme Gurewitsch. « Je vous ai demandé à quatre reprises », se lamente le délégué auprès de sa direction, « de m'abonner à différents journaux, mais je n'ai pas reçu encore un seul numéro de ces journaux. Cela est pourtant indispensable à mon travail. Je les diffuse parmi nos correspondants en fonction de leurs spécialités et ils s'en servent pour des conférences, des articles, des comptes rendus. [...] La question est plus sérieuse que vous ne semblez l'imaginer. »¹⁵² Ces récriminations sont systématiquement relayées par les amis. « Je crois qu'il y aurait avantage à répandre plus encore vos publications en Suisse romande où à la longue elles trouveront des lecteurs fort intéressés »¹⁵³, écrit l'un d'eux. « Je travaille énergiquement bien que je ne reçoive plus de matériel de la VOKS », se plaint un autre. « Est-ce encore dû à une réorganisation ? Ou s'agit-il d'une question d'économie ? »¹⁵⁴ Les correspondants de la VOKS se lamentent sur-

¹⁴⁹ Ivo Frey, "Proletarisches, agitprop- und antifaschistisches Theater. Ein Beitrag zur Geschichte des Schweizerischen Arbeitertheaters der Zwischenkriegszeit", Thèse de doctorat, Université de Berne, 1983 ; Gajardo Munoz, "Du Théâtre Prolétarien au groupe L'Effort 1930-1940 (En quête d'un théâtre ouvrier genevois)", p. 25.

¹⁵⁰ Budget 1931, F.495/30/732, doc. 20, RGASPI.

¹⁵¹ P. Gurewitsch à VOKS, 5.1.1933, F.5283/6/899, doc. 55, GARF.

¹⁵² S. J. Bagotski à VOKS, 10.3.1931, F.5283/3/168, doc. 35, GARF.

¹⁵³ A. Mooser à VOKS, 7.1.1933, F.5283/6/928, doc. 113, GARF.

¹⁵⁴ P. Gurewitsch à S. J. Bagotski, 3.9.1935, F.9501/6/72, doc. 20, GARF.

tout de ne pouvoir obtenir de films. « Messieurs Gurewitsch et Roshardt sont venus dans vos locaux de Moscou l'été passé pour attirer votre attention sur l'importance de nous envoyer de bons films culturels. [...] Cette démarche n'a jusqu'à maintenant débouché sur rien. C'est pourquoi Gurewitsch s'est à nouveau adressé à vous, par écrit, en russe. Mais il m'a dit aujourd'hui que ses lettres étaient restées sans réponse. A Amsterdam, j'ai entendu les mêmes plaintes de Madame Duchêne et de mes collègues hollandais. Je ne m'étendrai pas dans les détails sur ce comportement. Vous connaissez apparemment bien mal les opinions de nous autres étrangers. Mais en ce qui me concerne je suis bien décidé à obtenir un changement sur ce point. [...] Il n'est pas convenable qu'à l'étranger nous nous écorchions les ongles jusqu'à l'os contre le capitalisme, pendant que vous vous baladez à Moscou. »¹⁵⁵

La fourniture des produits les plus attractifs est d'ailleurs assortie d'exigences très élevées : un minimum de dates par pays (six pour les tournées d'artistes, trois pour les expositions), des lieux adaptés, la garantie d'un minimum de recette pour la projection d'un film, une rémunération en devise pour chaque prestation (acteurs, conférenciers, danseurs et musiciens) et la couverture systématique de tous les frais d'organisation, dont le transport du matériel (avec les droits de douanes), de la troupe et/ou des techniciens pour l'installation des décors.¹⁵⁶ Mais le problème provient aussi des retards dans l'acheminement des revues et des matériaux à exhiber, ce qui paralyse l'activité des sociétés. Les expositions et les films, mais aussi les artistes et les conférenciers qui arrivent en Suisse, quand ils arrivent, sont d'abord passés par différentes villes allemandes, souvent par Vienne, puis à partir de 1935 par Paris, voire Bruxelles. En tant que petit pays, la Suisse fait ainsi souvent les frais des retards accumulés et des conflits d'agenda. En 1932, Maria Birchmeyer et son homologue belge, Jules Poulet, auxquels la VOKS avait proposé d'organiser la venue dans leur pays respectif d'une troupe du Théâtre d'art académique de Moscou¹⁵⁷, doivent tout annuler à la dernière minute, sous prétexte que la troupe, qui est encore en Allemagne, est désormais attendue à Moscou pour une autre présentation.¹⁵⁸ En 1935, c'est le pianiste M. Rosenthal qui renonce à venir en Suisse en raison d'un programme trop chargé.

A plusieurs occasions, le délégué reproche aussi à la centrale moscovite de ne l'avoir tout simplement pas prévenu à temps de la présence en Suisse d'un savant ou d'un artiste soviétique qu'il aurait pu utiliser dans le cadre des sociétés culturelles s'il en avait été informé. Bagotski rate ainsi le passage de l'Orchestre philharmonique de Leningrad qui donne un concert unique à Zurich en 1928,

¹⁵⁵ R. J. Humm à VOKS, 1.12.1932, Nachlass Humm, cité par Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", p. 64.

¹⁵⁶ VOKS à J. Poulet et M. Birchmeyer, 5.3.1932, F.5283/2/84, doc. 188, GARF.

¹⁵⁷ *Idem*.

¹⁵⁸ *Ibidem*, doc. 181, GARF.

et surtout celui d'Eisenstein en 1929. Le problème se pose dans les mêmes termes pour les Suisses voyageant en URSS. « Peu de Suisses se rendent en URSS », regrette Bagotski, « et à leur retour nous ne parvenons pas à utiliser la majorité d'entre eux. Souvent nous n'en avons même pas connaissance. »¹⁵⁹ « L'arrivée de Suisses en URSS est très rare en raison de l'éloignement géographique », confirme en novembre 1930 le rapporteur de la VOKS. Mais l'argument est de peu de valeur si l'on sait qu'environ 10 000 Français se rendent en Russie soviétique entre les deux guerres.¹⁶⁰ « De Suisse viennent surtout des délégations ouvrières. »¹⁶¹ Il n'y a aucun Suisse parmi les cent seize étrangers ayant été accueillis par la VOKS de 1924 à 1926. La situation change en 1927, après le règlement du contentieux entre les deux pays et plus encore depuis 1929 avec l'ouverture d'Intourist. Mais si l'on fait abstraction des délégations ouvrières et des touristes qui paient leur séjour, deux catégories qui ne relèvent pas de la VOKS, le nombre de Suisses se rendant en URSS demeure extraordinairement faible : un en 1927 (Bauer), une quinzaine de 1928 à 1932, neuf en 1933, onze en 1934, seulement dix en 1936.¹⁶² Il s'agit d'ailleurs souvent des mêmes personnes : Bauer, Gurewitsch et Perret. Estimés à une vingtaine¹⁶³, les témoignages publiés par des Suisses, sous forme de livre, ne représentent qu'une production dérisoire en comparaison des 900 récits de voyageurs allemands publiés durant la même période¹⁶⁴ et des textes des Français¹⁶⁵. Cette rareté explique le soutien apporté par la VOKS, les AUS et le PCS à l'édition et à la diffusion du témoignage de Nicole, qui est avec ceux de George Montandon¹⁶⁶ et d'Ella Maillart¹⁶⁷, l'une des rares publications bilingues d'un

¹⁵⁹ S. J. Bagotski à VOKS, 20.1.1932, F.5283/6/874, doc. 168, GARF.

¹⁶⁰ Rachel Mazuy, « Le tourisme idéologique en Union soviétique », *Relations internationales*, n° 102, été 2000, p. 201.

¹⁶¹ Rapport d'activité du secteur latin de la VOKS, C. I. Rabinovitch, 9.11.1930, F.5283/2/62, doc. 15, GARF.

¹⁶² Rapport sur secteur latin, F.5283/2/162, doc. 36, GARF.

¹⁶³ Sur les récits de voyageurs suisses : Christiane Uhlig, « *Utopie oder Alptraum?* ». *Schweizer Reiseberichte über die Sowjetunion (1917-1941)*, Zürich, H. Rohr, 1992 ; Bernhard Furler, « "In sechs Wochen ändert sich dort alles", Schweizerische Reiseberichte über Sowjetrußland 1917-1939 », Monika Bankowski et autres (Hrsg.), *Fakten und Fabeln. Schweizerisch-slavische Reisebegegnung vom 18. bis zum 20. Jahrhundert*, Basel, Frankfurt/M., Helbing u. Lichtenhahn, 1991, pp. 459-469.

¹⁶⁴ Matthias Heeke, *Reisen zu den Sowjets : Der ausländische Tourismus in Rußland 1921-1941. Mit einem bio-bibliographischen Anhang zu 96 deutschen Reiseautoren*, Münster, LIT Verlag, 2003.

¹⁶⁵ Fred Kupferman, *Au pays des Soviets. Le voyage français en Union soviétique de 1917 à 1939*, Paris, Gallimard, 1979, 2003 et Rachel Mazuy, « Les "Amis de l'URSS" et le voyage en union soviétique : la mise en scène d'une conversion (1933-1939) », *Politix*, Paris, FNSP, n° 18, 1932, pp. 108-128.

¹⁶⁶ *Deux ans chez Koltchak et chez les Bolcheviques pour la Croix-Rouge de Genève, 1919-1921*, Paris, Félix Alcan, 1923 et *Im Schmelztiegel des Fernen Ostens. Geschichte der sibirischen Mission des IKRK zu Gunsten der österreichischen und ungarischen Kriegsgefangenen (März 1919 bis Juni 1921)*, Wien, Manz, 1923. En 1924, Kameneva propose au Gosizdat de le traduire en russe, F.5283/6/836, doc. 33, GARF.

¹⁶⁷ Il s'agit du second témoignage d'Ella Maillart, *Des Monts célestes aux sables rouges*, Paris, Editions Bernard Grasset, 1934, traduction anglaise, *Turkestan Solo – One Woman's Expedition from the Tien Shan to the Kizil Kum*, London, Putnam's Sons, 1934, et pour la version allemande, *Turkestan Solo*, Stuttgart/Berlin, Ernst Rowohlt Verlag, 1938. Il faudra en revanche attendre 1989 pour une

témoignage helvétique favorable de l'URSS. A l'inverse, les récits des Russes blancs et plus fréquemment encore les interventions des réémigrants, les *Russlandschweizer*¹⁶⁸, puis des déçus du communisme, nourrissent abondamment l'imaginaire helvétique.

Le problème est donc aussi celui de l'appropriation, c'est-à-dire des usages qu'en font, ou en l'occurrence n'en font guère, les acteurs locaux. Si les Suisses demandent et promettent beaucoup à la VOKS, ils manifestent peu d'entrain pour un travail effectif de médiation. La VOKS reproche à ses interlocuteurs de manquer d'initiative : « nous nous étonnons », écrit le référent de la Suisse, « que votre société qui comprend plusieurs camarades parlant le russe n'ait absolument rien fait pour donner une large publicité aux compte rendus parus dans la presse soviétique de la II^e session du conseil de la science et qu'elle maintienne le public genevois, tellement désireux de savoir ce qui se passe en URSS, dans une ignorance complète »¹⁶⁹. Elle insiste donc pour être informée de l'utilisation des revues et autres documents mis à disposition de ses correspondants. « Birchmeyer nous a envoyé une lettre dans laquelle elle nous demande comme d'habitude du matériel de valeur mais sans rien nous dire de ce qu'elle comptait en faire. Nous n'avons encore reçu aucun rapport sur les activités de la société. »¹⁷⁰ Malgré les promesses (de publication et de concert), la VOKS n'en saura pas plus sur l'usage que W. Pilnik, de la Fédération suisse des mandolinistes et guitaristes, a fait des disques de balalaïka et de domra¹⁷¹ qu'elle lui a fait parvenir.¹⁷²

En comparaison des produits originaires des Etats-Unis, et plus encore s'agissant de la Suisse, de ceux en provenance d'Allemagne, d'Autriche, de France et d'Italie¹⁷³, la culture soviétique restera toujours une denrée très rare, cantonnée à des cercles marginaux et très compartimentés, relativement dénuée d'influence hors du milieu ouvrier et des intellectuels de gauche. On est très loin de la culture de masse à laquelle aspirent les communistes. Le produit culturel sovié-

traduction allemande de son premier livre, *Parmi la jeunesse russe*, édité par eFeF Verlag à Zurich, *Ausser Kurs – Eine junge Schweizerin in der revolutionären Sowjetunion*.

¹⁶⁸ A son retour, Pierre Gilliard, précepteur des enfants du tsar, fait le récit de « l'enfer bolchevique » auquel il a échappé, *Treize années à la cour de Russie* (Péterhof, septembre 1905-Ekaterinbourg, mai 1918 : Le tragique destin de Nicolas II et de sa famille), Lausanne, Editions Payot, 1920. Voir aussi le récit de l'employée de maison Louisa Stachelin, *Vom Sturme verweht. Eindrücke und Schicksale einer Schweizerin in Russland 1914-1920*, Leipzig, Meyer, 1924 et celui d'Eugène Ferdinand Piccard, *Suivez Lénine ! Principales manifestations de la vie russe dans le régime soviétique* [Observations de l'auteur publiées en 1925-1927 dans la *Gazette de Lausanne*], Neuchâtel, Editions du Lis Martagon, 1969.

¹⁶⁹ J. Roïtman à M. Birchmeyer, 20.3.1932, F.5283/6/905, doc. 30, GARF.

¹⁷⁰ Rapport de janvier-mars 1932, F.5283/2/198, doc. 1-2, GARF.

¹⁷¹ Il s'agit d'un instrument à caisse ronde de la famille des luths, qui se joue avec un plectre de plastique dur.

¹⁷² W. Pilnik, à VOKS, 1.6.1939, F.5283/5/862, doc. 56, GARF.

¹⁷³ Confirmé à la suite d'une enquête effectuée par une commission du Parlement suisse sur la propagande culturelle étrangère en Suisse, « Ausländische Kulturpropaganda in der Schweiz ? Verteidigung Schweizerischer Eigenart ! », *Schweizerische Monatshefte*, Juli-August, 1936.

tique échoue à pénétrer les lieux de la sociabilité helvétique. À défaut d'être tout à fait illégal, il circule souvent clandestinement, toujours modestement d'un point de vue quantitatif. Le décalage est particulièrement manifeste pour les films, très nombreux en provenance des États-Unis et des grands voisins ; il s'observe également pour les expositions¹⁷⁴, mais aussi pour les imprimés qui constituent pourtant le vecteur privilégié de la VOKS. Le volume cumulé des publications soviétiques et des amis répandus en Suisse est surtout insignifiant par rapport à la masse de propagande anticommuniste et antisoviétique diffusée dans le même espace. Cette dernière se déverse presque quotidiennement par les tous-ménages comme on désigne en Suisse les réclames politiques ou commerciales distribuées gratuitement à chaque foyer. « Il ne se passe pas un jour sans que l'on trouve dans sa boîte aux lettres une brochure antisoviétique ou une déclaration infâmante »¹⁷⁵, écrit une correspondante zurichoise. À titre d'exemple, les brochures de la Ligue de défense du christianisme sont diffusées à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, celle d'Aubert en réaction à une exposition soviétique organisée en 1929 est tirée à plus 30 000 pour le seul canton de Genève qui compte alors 42 000 électeurs inscrits ! La VOKS et ses relais locaux perdent systématiquement la bataille des boîtes à lait, des kiosques à journaux, des librairies et des bibliothèques. Les organisateurs d'événements culturels soviétiques n'ont pas moins de difficultés pour accéder aux espaces académiques, aux salles de spectacle et de cinéma, aux halles d'exposition, sans parler des cafés¹⁷⁶ et des salles paroissiales qui abritent la vie associative locale.

Sans prétendre à l'exhaustivité, car il existe, nous l'avons vu, d'autres organisations intervenant dans le champ de l'action culturelle à l'étranger, les archives de la VOKS, croisées aux sources locales, permettent d'esquisser un guide de l'offre « culturelle » soviétique dans la Suisse de l'entre-deux-guerres.¹⁷⁷ Un catalogue des produits, mais aussi des langues et des lieux dans lesquels ils ont pu être consommés.

¹⁷⁴ Christian Saehrendt, « Kunstausstellungen in der Schweiz als Mittel der auswärtigen Kulturpolitik der Weimarer Republik und des Dritten Reiches 1919-1939 », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte-Revue Suisse d'Histoire*, Vol. 54, n° 4, 2004, pp. 426-438.

¹⁷⁵ T. Scheu à VOKS, 27.9.1934, F.5283/6/918, doc. 12, GARF.

¹⁷⁶ La réussite, même momentanée, de DNR doit beaucoup à la mise à disposition d'une salle par le Restaurant Katz.

¹⁷⁷ Pour une première esquisse voir N. G. Getmanova, M. S. Kuz'min, « Sovetsko-švejcarskie kul'turnye i naučnye svjazi (1917-1937) », *Voprosy Istorii*, n° 9, sentjabr', 1985, pp. 33-44.

Chapitre 18

Les publications soviétiques

La forme la plus simple et la plus admissible de relations avec l'Ouest est l'échange de littérature. La plupart de ces envois aboutissent à de nouveaux liens pour le rapprochement culturel. Nous recevons depuis des propositions d'étudiants, de professeurs et de savants étrangers pour des échanges, l'envoi de matériel sur l'URSS et la collaboration de nos savants à des travaux d'édition.¹

Nous avons décidé d'ouvrir la Bibliothèque Roubakine à tous les membres de la SEDRC. [...] Par malheur la majorité de ses livres sont en russe et la majorité de nos membres ne lit pas le russe. Des livres en allemand, en français et en anglais seraient plus accessibles. [...] Pourriez-vous nous envoyer des livres gratuitement et la liste des livres publiés par des étrangers ayant séjourné en URSS.²

Beaucoup d'articles [de la revue de la VOKS] sont trop étroitement spécialisés, ils ont le caractère d'une note de service. Cela s'explique par l'insuffisance des moyens financiers de la VOKS qui est obligée de recourir aux services des Commissariats. Ce type de matériaux est difficilement utilisable dans de larges couches de la population. Et comme jusqu'à récemment la revue paraissait pour des raisons techniques avec beaucoup de retard, une partie du contenu n'était déjà plus d'actualité. Malgré une légère amélioration récente, la qualité des traductions anglaises et allemandes demeure insuffisante. Le journal est involontairement plus proche du modèle d'un journal destiné aux Soviétiques que d'un journal pour les étrangers.³

¹ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 133-136, RGASPI.

² S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 27.10.1924, F.5283/6/836, doc. 29, GARF.

³ Rapport de la VOKS à l'agitpropotdel du CEIC, 1931, F.495/30/732, doc. 176, RGASPI.

Les livres font partie des objets symboliques privilégiés des contacts internationaux depuis l'invention de l'imprimerie.⁴ D'apparition plus récente⁵, les revues, entendues comme une publication périodique mais non quotidienne, spécialisée ou non, occupent une place non moins centrale dans l'histoire de la circulation des connaissances et des idées. Outils de propagande particulièrement élaborés, adressés à un public cultivé, les publications peuvent servir à la propagation d'un savoir ou d'une cause, de relai à la politique extérieure des Etats et, plus largement, de vecteur d'influence, voire d'acculturation si elles parviennent à s'imposer de façon hégémonique sur le marché d'un pays étranger. L'imprimé constitue le cœur d'activité de toutes les diplomaties culturelles. C'est bien sûr le cas de l'Alliance française⁶, qui publie, dès 1920, sa propre revue sous le titre de *Revue de l'Alliance française. Association nationale pour la propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger*. Publication trimestrielle d'une cinquantaine de pages environ, la revue traite des relations culturelles entre la France et le reste du monde et informe « tous ceux qui aiment la France ou la considèrent comme une seconde patrie »⁷ sur les particularités de la culture française. Le Quai d'Orsay pratique lui-même une politique du livre, notamment en direction des Etats-Unis.⁸ Bien que par un biais différent, les publications ne sont pas moins le noyau dur des échanges intellectuels encouragés pas les fondations américaines qui, au sortir de la Première Guerre mondiale, apportent une aide financière massive aux bibliothèques universitaires européennes pour compléter ou constituer leurs collections de livres et de revues scientifiques anglophones, en particulier dans le domaine médical. Le programme est interrompu dans la plupart des pays à la fin des années vingt, mais il perdure en Union soviétique jusqu'en 1937, sous la forme d'une aide directement versée au Commissariat du peuple à la santé publique.⁹ En Allemagne, l'institutionnalisation d'une diplomatie de l'imprimé apparaît en 1921 avec la

⁴ Claude Hauser, Thomas Loué, Jean-Yves Mollier et François Vallotton (éd.) *La diplomatie par le livre. Réseaux et circulation internationale de l'imprimé de 1880 à nos jours*, Paris, Nouveau monde, 2011, p. 9.

⁵ L'accroissement des périodiques non quotidiens est très marqué dans le dernier quart du XIX^e siècle. Il correspond à un changement du métier d'éditeur, qui passe du stade artisanal au stade industriel. Jacqueline Pluet-Despatin, Michel Leymarie, Jean-Yves Mollier (éd.), *La Belle Epoque des revues 1880-1914*, Paris, Editions de l'IMEC, 2002, p. 10 ; Thomas Loué, « Les Revues », *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, pp. 708-712.

⁶ François Chaubet, « La place du livre dans les méthodes d'action de l'Alliance française », Hauser, Loué, Mollier et Vallotton (éd.), *La diplomatie par le livre*, p. 132.

⁷ *Revue de l'Alliance française. Association nationale pour la propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger*, octobre 1929, p. 4, exemplaire de la BGE.

⁸ Alain Dubosclard, *Le livre français aux Etats-Unis, 1900-1970*, Paris, L'Harmattan, 2000.

⁹ Susan Gross Solomon, « The Power of Dichotomies : The Rockefeller Foundations's Division of Medical Education, Medical Literature, and Russia, 1921-1925 », Giuliana Gemelli, Roy Macloed (eds.), *American Foundations in Europe. Grant-Giving Policies, Cultural Diplomacy and Transatlantic Relations, 1920-1980*, Brussels, Peter Lang, 2003, pp. 31-51.

création d'un département du livre au sein du Ministère des affaires étrangères.¹⁰ Evoquons enfin la multiplication depuis la Grande Guerre des « traductions diplomatiques », c'est-à-dire des processus d'édition dans lesquels interviennent les Etats.¹¹ Il existe ainsi différents biais — et les Soviétiques n'en négligeront aucun — par lesquels les Etats peuvent favoriser la diffusion de leurs publications à l'étranger : soutien à certaines entreprises éditoriales, aide à la traduction, envoi de livres et de revues sous forme de dons, constitution de bibliothèques, organisation de foires et d'expositions d'imprimés. Dans ce dernier cas, c'est le savoir-faire éditorial — la qualité de la facture, de la reliure, du papier, de la typographie et des illustrations — plus que le contenu qui est mis en valeur. Objet culturel, les imprimés n'en sont pas moins des produits techniques ayant une vocation économique.

L'intérêt porté aux imprimés est particulièrement soutenu en Union soviétique. Les communistes russes et étrangers vouent un véritable culte à l'écrit. Considéré comme la meilleure arme des révolutionnaires, le livre, sous des formes diverses, doit servir à l'éducation populaire, à l'éveil des consciences et à la formation politique des militants. La politique éditoriale, « entendue au sens de ses liens avec l'action militante au service des organisations syndicales ou politiques »¹², est une composante fondamentale de l'action politique de tous les PC, et plus généralement du mouvement ouvrier européen depuis le début du XX^e siècle. Moyen d'action privilégié, l'édition soviétique est placée sous le double contrôle du Parti et de l'Etat. Au-delà de la production d'ouvrages, il s'agit d'en assurer la diffusion par des prix et des lieux appropriés, et rapidement d'en encadrer les usages. Le but n'est pas seulement de faire lire, mais d'indiquer ce qu'il faut lire et de montrer comment le lire.

Dans un premier temps, le communisme de guerre a provoqué la disparition, notamment en raison de l'absence de papier, de nombreux titres et de la plupart des maisons d'édition, même si ces dernières ne sont par formellement interdites. L'essentiel des publications des éditions d'Etat (Gosizdat), qui ont été fondées en mai 1919 sous la direction de Vaclav Vorovski afin de centraliser tous les départements d'édition du Parti, du Gouvernement et des coopératives, se compose de petites brochures de propagande politique ou militaire (dont celles de Biedny et Maïakovski). A ces brochures de « cinq pages » distribuées gratuitement s'ajoutent quelques ouvrages scientifiques plus volumineux. Mais la période de la NEP se caractérise par la décentralisation des processus d'édition et une réorientation des activités du Gosizdat qui perd sa fonction de contrôleur des

¹⁰ Hans Arnold, « Auslandsarbeit für das Buch », *Kulturexport als Politik ? Aspekte auswärtige Politik*, Tübingen, Horst Erdmann Verlag, 1976, pp. 130-137.

¹¹ Voir par exemple Raphaël Muller, « Les éditions Bemporad et la traduction diplomatique à Florence en 1916 », Hauser, Loué, Mollier et Vallotton (éd.), *La diplomatie par le livre*, pp. 19-32.

¹² Serge Wolikow, *L'Internationale communiste. Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Atelier, 2012, p. 153.

contenus au profit du Glavlit¹³. La nouvelle législation normalise les éditeurs privés et autorise toutes les institutions soviétiques, ainsi que les organismes sociaux à produire leurs propres publications, ce qui favorise l'émergence d'un véritable marché du livre et la prolifération des revues (*Drug radio, Radio Ljubitel', Radio vsem, Sovietskoe Foto, Jenskij Journal, Sovremennaja Arkitektura* ; et dans les années trente : *Arkitektura SSSR, Fizkultura i sport, Motor, Nayka i Žizn', Pioneer, Rost, Sovietskij Ekran*, etc.)¹⁴ A la même époque, la presse (*Izvestia*, journal du Gouvernement, la *Pravda*, journal du Parti, *L'étoile rouge*, journal de l'armée, et plusieurs quotidiens nationaux dédiés aux ouvriers, aux paysans, aux femmes et aux jeunes), qui « en reflétant la vie sociale et politique contribue au développement de la conscience du prolétariat »¹⁵, connaît une progression quantitative remarquable, atteignant les sept millions d'exemplaires distribués en 1926, soit trois fois plus qu'en 1913, malgré un nombre de titres plus limité.¹⁶

Même s'il continue à réaliser des contrats d'imprimerie pour d'autres maisons d'édition, le Gosizdat se concentre alors sur ses propres publications.¹⁷ Par opposition aux autres éditeurs, théoriquement plus spécialisés, les éditions d'Etat revendiquent leur statut d'éditeur généraliste, publiant des textes dans une très grande variété de genres : des romans, de la littérature pour enfants, des travaux scientifiques, les grands textes du marxisme et du léninisme, des écrits propagandistes. Disposant d'un monopole sur la littérature russe classique et les manuels scolaires, le Gosizdat édite de 25 à 40 % (en nombre de pages) de toutes les publications des années vingt en russe.¹⁸ C'est aussi le Gosizdat qui, par le biais de l'une de ses filiales, assure la traduction d'ouvrages de référence dans les langues des principaux groupes linguistiques de l'URSS. La Maison centrale d'édition pour les minorités nationales, fondée en 1924, publie 900 ouvrages en trente-cinq langues en l'espace de deux ans¹⁹ ; des textes sont pour la première fois publiés dans leur langue originale. Les autorités soviétiques interviennent également dans la diffusion des publications en encourageant la multiplication des lieux de lecture et la pratique des conférences littéraires rassemblant lecteurs, écrivains et critiques littéraires.²⁰ Durant les années vingt, il n'existe pas

¹³ Jusqu'en 1922, c'est la section politique du Gosizdat qui remplit cette fonction.

¹⁴ Selon le Glavlit, il existe, en 1923, 1045 maisons d'édition dans la RSFSR, dont 232 privées. Les autres dépendent des Commissariats du peuple (223), du Parti (201), des Soviets locaux (235), des syndicats (89) et des coopératives (57). Fox, « Glavlit, Censorship, and the Problem of Party Policy in Cultural Affairs, 1922-1928 », p. 1058.

¹⁵ Descriptif de l'Exposition du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, F.495/30/373, doc. 91-176, RGASPI.

¹⁶ Brooks, *Thank You, Comrade Stalin !*, p. 13.

¹⁷ Brian Evan Kassof, "The Knowledge Front: Politics, Ideology, and Economics in the Soviet Book Publishing Industry, 1925-1935", Ph. D., University of California, Berkeley, 2000.

¹⁸ En août 1930, le Gosizdat est remplacé par la Société des éditions d'Etat (OGIZ) au sein de laquelle fusionnent la plupart des maisons d'édition soviétiques. Le terme de Gosizdat perdure néanmoins comme expression générique.

¹⁹ *Bulletin pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger*, 30.4.1926, p. 12.

²⁰ *Bulletin d'information de la VOKS*, 9.9.1929, p. 19.

un appartement collectif, une usine, un kolkhoze, une association, une institution gouvernementale, bientôt même un camp²¹, qui ne possède sa bibliothèque, son club de bibliophile, son isba de lecture ou sa vitrine d'exposition de livres. Une immense société de lecture, telle est l'image que l'Union soviétique entend donner d'elle-même.

C'est donc logiquement que la diplomatie du livre, et plus généralement de l'imprimé, constitue la première forme d'échanges culturels pratiquée par les Soviétiques. « Pendant les années d'isolement de la Russie la demande était grande parmi les savants et les travailleurs intellectuels étrangers pour des livres soviétiques. Cela nécessitait de rétablir les liens au plus vite. Mais l'échange de livres était très difficile en l'absence d'organisation spécifique. Dans la mesure où le monopole du commerce extérieur s'appliquait aussi aux livres, il fallait obtenir une décision particulière de la direction scientifique et des formes spécifiques de paiement. C'est alors que fut fondé le bureau d'information unifié de la Commission pour l'aide étrangère à la Russie, qui au début concentra son action sur l'échange de livres, considérant qu'il s'agissait du moyen le plus simple d'établir un grand nombre de contacts avec l'étranger. »²² A partir de 1925, et malgré la tentative effectuée par Kameneva de transférer ce travail à la Bourse des livres, c'est le bureau d'échange des publications de la VOKS qui s'en occupe. Outre la négociation de contrats avec les divers Commissariats impliqués, dont celui du commerce extérieur, c'est la VOKS qui couvre les frais d'envoi. Dans les pays, qui comme en Suisse, disposent d'un représentant de la VOKS, ce dernier effectue l'essentiel du travail, la totalité s'agissant de Bagotski. « L'échange de livres se fait uniquement par moi »²³, insiste-t-il. Bien qu'en constante progression jusqu'en 1933, le volume exporté (dons et ventes) reste très modeste, très insuffisant pour représenter un enjeu économique : quelques milliers d'ouvrages en 1924, 59 747 en 1925, 108 375 en 1926, 166 454 en 1927, 211 457 en 1928.²⁴ Le nombre de livres et des revues envoyé à l'étranger est d'ailleurs souvent légèrement inférieur à celui des publications étrangères reçues ou importées par la VOKS : 60 241 en 1925, 114 049 en 1926, 163 528 en 1927, 212 411 en 1928.²⁵ Les Soviétiques, qui ont commencé par importer des livres des Etats-Unis, disposent rapidement d'un réseau de 1500 correspondants répartis dans une vingtaine de pays et sur tous les continents.²⁶

²¹ Ikka Mäkinen, « Libraries in Hell: Cultural Activities in Soviet Prisons and Labor Camps from 1930s to the 1950s », *Libraries and Culture*, Vol. 28, n° 2, 1993, pp. 117-136.

²² O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 133-133, RGASPI.

²³ Rapport de S. J. Bagotski à l'assemblée de la VOKS, Moscou le 10.1.1929, F.5283/6/840, doc. 1-2, GARF.

²⁴ Chiffres de croissance de la VOKS, bureau d'échange des publications, 1929, F.5283/1/100, doc. 104-106, GARF.

²⁵ *Idem.*

²⁶ *Bulletin d'information de la VOKS*, 26 août 1929, p. 6.

En raison de la présence sur son territoire de nombreuses organisations internationales intéressées par ce type d'échanges, la Suisse est relativement bien placée sur la liste des pays recevant des publications de la VOKS, et plus encore sur celle des pays fournisseurs d'ouvrages. En 1926, la Confédération a ainsi reçu 110 livres de la VOKS, ce qui la place au 10^e rang des pays importateurs, mais avec 587 livres envoyés en URSS, elle figure au 2^e rang des pays exportateurs de publications après les Etats-Unis.²⁷ L'année suivante, Bagotski distribue en Suisse 700 revues et livres soviétiques et envoie de Suisse 1428 livres en URSS.²⁸ Le décalage entre les livres acheminés en Suisse et importés de Suisse reste relativement stable jusqu'en 1934²⁹, date à laquelle le nombre de publications envoyé en Suisse par la VOKS dépasse pour la première fois celui des livres expédiés par Bagotski en URSS. A cette période, le volume global des échanges se réduit drastiquement, notamment en raison d'une nouvelle législation sur les importations d'imprimés. « Aux difficultés qui sont en partie liées à l'absence de représentation officielle en URSS, s'ajoute le fait inouï dans l'histoire suisse, ce pays qui ne s'était jamais considéré comme un classique pays bourgeois, de l'interdiction drastique, spécialement orientée contre les Fronts populaires, de l'édition et de l'importation en Suisse de littérature de gauche. Tous les ouvrages soviétiques, même ceux portant sur les sciences, sont traités comme des publications politiques. Tout le travail se limite à l'envoi de quelques livres et articles. » En 1935, le nombre de livres envoyés en Suisse chute à 286, puis à seulement 187 en 1936.

Près des deux tiers du millier de revues et de livres envoyés annuellement par la VOKS en Suisse de 1928 à 1934 sont des publications en russe. La grande majorité de ces imprimés est constituée de publications culturelles (surtout des revues sur la photographie, le cinéma, la radio) et d'édicions scientifiques. Les autres, beaucoup moins nombreux, sont des textes politiques (recueils de discours de dirigeants, programmes du Parti, résolutions du Gouvernement). La liste constituée à partir des correspondances et des rapports de Bagotski, laisse apparaître une très grande variété de titres, répartis dans plus d'une vingtaine de disciplines. La plupart de ces publications non traduites sont adressées, gratuitement ou contre échange, par la VOKS à des institutions spécialisées : les bibliothèques des organisations internationales comme la SdN³⁰, le BIT, le Bu-

²⁷ Rapport de la VOKS, F.495/30/290, doc. 1, RGASPI.

²⁸ Rapport de S. J. Bagotski, sd, F.9501/1/173, doc. 4, GARF.

²⁹ En 1932, la VOKS a envoyé, par l'intermédiaire de Bagotski, 969 livres en Suisse, et reçu 2836 de Suisse ; 1092 livres envoyés en Suisse et 1262 reçus en 1933, 797 livres envoyés et 598 reçus pour 1934. Rapport de la VOKS sur la situation en Suisse, 1934, F.5283/6/889, doc. 5, GARF.

³⁰ Particulièrement celle de la SdN, qui grâce aux dons personnels de John D. Rockefeller Jr. va s'imposer dès 1935 comme un centre de documentation de référence dans le monde, la bibliothèque la mieux fournie en ce qui concerne les documents publics récents. Ludovic Tournès, « Comment devenir une superpuissance intellectuelle ? La fondation Rockefeller et la documentation scientifique (1918-1939) », Hauser, Loué, Mollier et Vallotton (éd.), *La diplomatie par le livre*, pp. 176-178.

reau international de l'éducation, le CICR ; celles des Universités de Bâle (particulièrement bien fournie), de Berne, de Genève, de Lausanne et de Zurich ; le Laboratoire de chimie de la ville de Zurich, la Haute école technique de Zurich, les bibliothèques des sociétés de physique et d'histoire naturelle, celle de la Société vaudoise des sciences naturelles, du Jardin botanique de Genève... et la Bibliothèque russe de Zurich (*Russischen Bibliothek in Zürich – Russkaja biblioteka v Cjuriche*), fondée en 1927 par des Russlandschweizer et des émigrés russes blancs, à laquelle Bagotski fait parvenir quelques exemplaires.³¹

C'est aussi à la catégorie des institutions spécialisées qu'appartient le « séminaire » de Stephan Bauer. Depuis 1925, le professeur bâlois reçoit gratuitement, grâce à un accord passé par la VOKS avec le département financier du Gosizdat, un grand nombre de publications économiques qu'il fait circuler auprès de ses étudiants.³² En 1932, Bauer tente, mais le projet n'aboutira pas, de constituer en Suisse, avec l'aide du Gosplan et du NKVT qui devaient prendre l'essentiel des frais à leur charge, une bibliothèque spécialisée sur l'économie soviétique. Bien que de façon moins systématique, nombre d'étudiants russophones de plusieurs universités suisses bénéficient aussi, souvent par l'intermédiaire de Bauer, d'envois gratuits pour leurs travaux : c'est le cas de Gerson Gerschuny, de l'Université de Bâle, auteur d'une thèse sur les concessions économiques en URSS³³ ; de Grégoire de Dolivo, qui rédige à l'Université de Lausanne sa thèse sur le mariage en droit soviétique³⁴ ; d'Heinrich Jenny de la faculté de droit de l'Université de Zurich pour une thèse sur le fédéralisme dans le droit constitutionnel soviétique³⁵ ; d'Hans Schauwecker, de l'Université de Zurich, qui prépare une thèse sur le droit soviétique. Citons aussi quelques étudiants de l'Institut des hautes études internationales (IHEI) : Egon Glesinger, auteur d'une thèse sur le commerce du bois en Europe³⁶ ; A. W. Kopp, qui travaille sur la politique commerciale de l'URSS ; Maria Papouktchieva, intéressée par le droit soviétique sur les détroits³⁷ ; et surtout Ludovic Brecher. Déjà muni d'un doctorat en droit de l'Université de Grenoble, ce Roumain, qui a rejoint le PSG de Nicole, quitte l'Institut après une année de cours pour entamer sous le pseudonyme de Louis Dolivet une carrière de militant communiste

³¹ Les publications soviétiques y sont néanmoins très minoritaires en comparaison des textes du XIX^e siècle. En 1938, lorsque la société est dissoute, la bibliothèque est rattachée au séminaire slave de l'Université de Zurich. Depuis 2002, elle est déposée à la Zentralbibliothek de Zurich. « Die Russische Bibliothek in Zürich », *Nachrichten. Vereinigung Schweizerischer Bibliothekare*, n° 5, 1983. Cf. <http://www.zb.uzh.ch/profil/spezialbestaende/rbc/index.html.de>.

³² S. Bauer à S. J. Bagotski, 9.1.1925, F.5283/6/836, doc. 213, GARF.

³³ « Die Konzessionspolitik Sowjetrusslands », Thèse de doctorat, Université de Bâle, 1927.

³⁴ F.5283/6/876, doc. 59, GARF. Grégoire de Dolivo, « Le mariage en droit soviétique », Thèse de doctorat, Université de Lausanne, 1936, publiée sous le titre : *Le mariage, ses effets et sa dissolution en droit soviétique*, Lausanne, Impr. La Concorde, 1936.

³⁵ *Das Bundesstaatsselement im sovjetrussischen Staatsrecht*, Zürich, Leemann, 1933.

³⁶ Egon Glesinger, *Le bois en Europe : étude d'économie internationale*, Paris, Recueil Sirey, 1932.

³⁷ *La politique de la Russie à l'égard des détroits*, Genève, Imprimerie Grivet, 1944.

international aux côtés de Willi Münzenberg.³⁸ D'autres effectueront, à l'instar de P. Bassior³⁹ et d'Heinrich Jenny⁴⁰, des démarches afin de poursuivre leurs études ou d'effectuer un séjour de recherche en URSS.

Evoquons enfin, car elle dispose d'un statut tout à fait singulier, la Bibliothèque personnelle de Nicolas Roubakine. Grâce à ses relations avec nombre de dirigeants soviétiques, qui ont fréquenté sa maison de Clarens durant leurs années d'exil en Suisse — Vladimir Bontch-Brouïevitch⁴¹, l'un des fondateurs de la maison d'édition du Parti à Genève, devenu le directeur du Musée littéraire d'Etat ; Anatole Lounatcharski le commissaire du peuple à l'Instruction publique ; Nadejda Kroupskaïa avec laquelle il a longtemps collaboré au sein du Comité de lutte contre l'illettrisme⁴² et Viacheslav Karspinski, l'ancien responsable de la Bibliothèque bolchevique de Genève devenu rédacteur de plusieurs revues soviétiques consacrées à l'éducation de masse — le célèbre bibliographe reçoit dès 1923 un exemplaire de toutes les publications du Gosizdat⁴³. Sa bibliothèque installée depuis 1922 au numéro 38 de l'avenue Mousquines à Lausanne passe ainsi de 46 000 volumes en 1924 à près de 100 000 à sa mort en 1946⁴⁴, ce qui en fait la bibliothèque la mieux pourvue de toutes celles établies hors du territoire soviétique, la seule possédant un exemplaire de la quasi-totalité des publications soviétiques. En contrepartie de ces envois, qui n'entrent pas dans la comptabilité de la VOKS, la Bibliothèque Roubakine remplit plusieurs fonctions utiles à la diplomatie culturelle soviétique. C'est en effet à Roubakine que l'Institut bibliographique russe et la VOKS adressent systématiquement les étrangers, pas seulement les Suisses, à la recherche d'un renseignement bibliographique sur la Russie.⁴⁵ Outre l'élaboration de bibliographies, Roubakine et sa secrétaire Marie Emma Bethmann⁴⁶ rédigent des comptes rendus d'ouvrages

³⁸ Sabine Janse, « Louis Dolivet Kominternien », *Communisme*, n° 40-41, 1995, pp. 118-119.

³⁹ Bassior à S. J. Bagotski, 8.7.1932, F.5283/6/863, doc. 197, GARF.

⁴⁰ H. Jenny à VOKS, 4.1.1932, F.5283/6/872, doc. 6, GARF.

⁴¹ Leur correspondance qui s'étend sur près de cinquante ans figure dans le fonds V. D. Bontch-Brouïevitch du secteur des manuscrits de la Bibliothèque nationale V. I. Lénine, « Arhiv Bonč-Brujeviča », *Zapiski ot dela rukopisej*, n° 25, Moskva, Biblioteka Imeni V. I. Lenina, 1962, p. 56.

⁴² Voir sur ce point les souvenirs de Roubakine publiés par S. Simsova (ed.), *Lenin, Krupskaja and libraries*, London, C. Bingley, 1968, pp. 52-53.

⁴³ De 1923 à 1928, son interlocuteur au sein du Gosizdat est G. I. Porchnev, un bibliographe qui se considère comme son élève. L. N. Ivanova, A. B. Siborova, M. V. Tcharouchnikova, « Arhiv N. A. Rubakina », *Zapiski ot dela rukopisej*, n° 26, Moskva, Biblioteka Imeni V. I. Lenina, 1963 (désormais « Archives N. A. Roubakine »), p. 100. En 1933, V. Soloviev, le nouveau directeur de la Chambre soviétique du livre exigera de Roubakine qu'il paie dorénavant les livres reçus, mais il devra reculer à la suite d'une intervention de la VOKS. S. J. Bagotski à O. E. Lerner, 6.6.1933, F.5283/6/875, doc. 66, GARF.

⁴⁴ E. P. Arefeva, « N. A. Rubakin-kak knigosobiratel' i ego biblioteki v Sovetskom Sojuze », *Kniga : Isledovanija i materialy*, n° 8, 1963, pp. 377-400 ; Alfred E. Senn, « Nicolai Rubakin's Library for Revolutionaries », *Slavic Review*, Vol. 32, n° 3, septembre 1973, pp. 554-559.

⁴⁵ 1924, F.5283/6/836, GARF.

⁴⁶ Arrivée en Suisse de Berlin en 1920, Marie Emma Bethmann, qui selon les autorités helvétiques serait membre d'une « secte mystique dénommée Yoga », est apparentée à François Herzog, un Russlandschweizer, soleurois d'origine, rapatrié de Moscou en juin 1919, qui est em-

soviétiques qu'ils font parvenir à des revues, aux Bibliothèques universitaires, ainsi qu'à celles des organisations internationales de Genève et à la Commission internationale de coopération intellectuelle de la SdN établie à Paris.⁴⁷ La Bibliothèque Roubakine sert enfin de salle de lecture aux membres des Sociétés de rapprochement culturel comme la SEDRC.

Fort de ce statut de « centre culturel russe à l'étranger »⁴⁸, Roubakine, qui peine à couvrir les frais d'entretien de sa Bibliothèque, tente d'obtenir de la VOKS un subside de 600 francs suisses par mois pour payer le chauffage, l'électricité et le secrétariat. « Roubakine a parfaitement raison », écrit Bagotski, « lorsqu'il déclare faire un gros travail pour la popularisation des livres soviétiques à l'étranger, et il faut reconnaître que ses exigences sont très modestes. »⁴⁹ Malgré ce soutien réitéré dans maints courriers, la VOKS refuse dans un premier temps de contribuer à ce financement. Durant les années vingt, les Soviétiques s'opposent aussi à l'idée — maintes fois évoquée par nombre d'intervenants — d'étatiser la Bibliothèque Roubakine.⁵⁰ Toutefois, en 1930, craignant qu'elle ne soit rachetée par une institution étrangère comme le Centre de l'émigration russe de Prague, voire la Bibliothèque nationale suisse, le Gouvernement de l'URSS accorde à Roubakine une pension de 250 roubles or pour « ses services exceptionnels dans le domaine de l'instruction des masses ouvrières »⁵¹. La publicité faite autour de cette pension dans la presse suisse⁵² suscite alors de nombreuses interrogations, et rapidement de la suspicion sur les « activités véritables » du bibliographe : « Comment cet homme qui se qualifie d'adversaire du régime bolchevique et dont les écrits sont censurés en Russie peut-il recevoir

ployé au bureau des statistiques fédérales à Berne. E 4320 (B) 1975/40 : vol. 3, dossier C.8.120, AFB.

⁴⁷ Voir la « Liste des livres les plus remarquables parus en 1924 en langue russe dans l'URSS et hors de ses limites, élaborée par la section de Psychologie bibliologique de Lausanne sur la demande de la commission internationale de coopération intellectuelle à la Société des Nations », *Ouvrages remarquables parus dans différents pays au cours de l'année 1924*, Paris, PUF, 1926, pp. 27-31 ; *ibid.* 1925, 1926, 1927, 1928, 1929...

⁴⁸ Jean-François Fayet, « La Bibliothèque Roubakine : un centre culturel russe en Europe », Hauser, Loué, Mollier et Vallotton (éd.), *La diplomatie par le livre*, pp. 149-164.

⁴⁹ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, F.5283/6/836, doc. 148, GARF.

⁵⁰ Il évoque cette question en 1922 dans une lettre à Gorki, dont il a fait la connaissance lors de son exil en Crimée en 1902. Gorki, qui vient de quitter la Russie soviétique mais qui conserve de très bons contacts dans les milieux de l'édition, lui répondit que « l'Etat soviétique, qui utilisait tout son argent pour acheter du pain ne pourrait certainement pas acheter sa bibliothèque et qu'il ferait mieux de s'adresser à des particuliers. » Lettre de Gorki du 22.1.1922, « Iz Arhiva N. A. Rubakina », *Zapiski ot dela rukopisej*, n° 25, Moskva, Biblioteka Imeni V. I. Lenina, 1962 (désormais « Correspondance provenant des archives Roubakine »), p. 426. La nationalisation de la Bibliothèque Roubakine est abordée une première fois par le BP soviétique lors de sa séances du 21.6.1923, *Potitbjuro CK RKP(b)-VKP(b), Povestki dnja zasedanij, 1919-1952, T. 1 : 1919-1929*, Moskva, Rosspen, 2000, p. 225. La réponse fut négative, mais Roubakine continua à écrire en ce sens à la VOKS : F.5283/1a/19, GARF.

⁵¹ « Archives N. A. Roubakine », p. 66 ; Gehrig, « Die Anfänge der "Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion" », p. 595.

⁵² « Un subside soviétique à Roubakine », *Journal de Genève*, 3.7.1930 et « La pension soviétique de M. Roubakine », *ibidem*, 7.7.1930.

une pension du régime soviétique ? », note un inspecteur de la police vaudoise dans son rapport envoyé au procureur de la Confédération.⁵³ Mais pour les Soviétiques, qui continueront à verser ce subside même lorsque les derniers contacts de Roubakine auront disparu dans les purges staliniennes, il s'agit d'une rente viagère devant garantir leurs droits sur cette exceptionnelle collection.⁵⁴

Tous les échanges de publications évoqués ci-dessus visent, par l'intermédiaire des bibliothèques, des cercles académiques et des milieux internationaux, les spécialistes russisants des arts et de la science ; un public plus étroit que celui des amis, qui pour la plupart ne lisent pas le russe. Hors des cercles académiques et internationaux, l'influence de ces spécialistes sur la formation de l'opinion publique locale reste très marginale. Ce n'est pas sans raison qu'un journaliste, pourtant peu suspect de sympathie bolchevique, peut se moquer de ceux qui s'inquiètent de la circulation de ces publications soviétiques sur le territoire genevois : « On a signalé des intentions maléfiques dans les quelques brochures en langue russe — nous répétons : “en langue russe”, c'est-à-dire à peu près aussi répandu chez nous que le sanscrit — de la petite exposition du Bâtiment électoral. »⁵⁵

Les autres imprimés envoyés en Suisse sont des publications traduites en français, allemand ou anglais, parfois en italien, essentiellement les revues éditées par la VOKS et d'autres Commissariats en lien avec ses activités, auxquelles s'ajoutent quelques livres thématiques. Le premier ouvrage, à l'édition duquel s'associe la VOKS, est le célèbre guide de voyage en URSS. Ce projet datant de 1923 devait, selon Kameneva, aboutir à « un ouvrage de référence, du genre *Beadeker* » pour répondre à l'afflux croissant de touristes étrangers en URSS. Rédigée par Sandor Rado — un militant communiste hongrois, géographe de formation, étudiant à l'Université communiste des nationalités — la première version allemande de 1925 se limite aux cinq plus grandes villes d'Union soviétique. Une édition complétée, couvrant l'ensemble du territoire, sort en 1929 sous le titre de *Guide à travers l'Union soviétique* (en allemand *Führer durch die Sowjet-Union*, en anglais *Guide-Book to the Soviet Union*).⁵⁶ Coédité par la VOKS et les éditions Neuer Deutscher Verlag de Münzenberg, cet ouvrage de 1500 pages, avec de nombreuses illustrations, est publié en cinq langues, dont le suédois, pour un total de 50 000 exemplaires. « Etrange guide », écrit Rachel Mazuy, « qui ressemble plus à un manuel sur l'URSS et qui, délaissant la quête des lieux touristiques, s'attache à transcender la réalité économique de l'Union soviétique

⁵³ Rapport de l'inspecteur Pache, 17.10.1930, Gehrig, « Die Anfänge der “Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion” », p. 595.

⁵⁴ En mai 1946, ce point est souligné par le BP du PCUS, *Potitbjuro CK RKP(b)-VKP(b), Povestki dnja zasedanij, 1919-1952, T. 3 : 1940-1952*, Moskva, ROSSPËN, 2001, p. 425.

⁵⁵ *Le Genevois*, 23.4.1929, p. 2.

⁵⁶ A. Rado, *Guide à travers l'Union soviétique*, VOKS et Neuer Deutscher Verlag, 1929, F.5283/2/70, doc. 1, GARF.

pour en faire un discours de propagande. »⁵⁷ En 1932, la VOKS fait encore paraître en anglais un guide, rédigé sous la direction de l'académicien arménien A. M. Surkhatian, pour les voyages en Transcaucasie.⁵⁸

De plus, le bureau de presse de la VOKS participe à la traduction, en quatre langues (allemand, anglais, français et italien), et à l'édition d'ouvrages thématiques rédigés par des experts soviétiques. Parmi les plus fréquemment évoqués dans les correspondances avec les Suisses, citons de L. Lebedinsky, *8 années de lutte pour la musique prolétarienne*, paru en 1925 ; *Turksib*, un livre sur la voie ferrée traversant le Turkestan⁵⁹ ; un autre sur l'ethnographie, le folklore et l'archéologie en URSS⁶⁰ ; une brochure du professeur V. M. Bronner sur *La Lutte contre la prostitution*⁶¹ ; et surtout un recueil, rédigé par le président de la VOKS Arossiev, consacré au cinéma soviétique, avec des illustrations et des photomontages du couple constructiviste Stepanova et Rodtchenko.⁶² Sans avoir participé à leur élaboration, la VOKS fait aussi circuler parmi ses correspondants quelques exemplaires du calendrier de la SRCR⁶³, un « document qui revêt l'allure d'un manifeste politique et d'une proclamation de lutte sociale »⁶⁴, s'indignent Théodore Aubert et Gustave Ador.

Mais le véritable outil de popularisation de la culture soviétique parmi les lecteurs non russisants est la revue de la VOKS, publiée dès sa fondation en allemand, anglais, français⁶⁵ et russe⁶⁶. L'objectif de cet imprimé est de servir de vitrine au patrimoine culturel du pays en illustrant tous les aspects de l'édification de la culture soviétique. « Aider le lecteur à voir comment à travers les mille obstacles de la famine et du blocus, malgré les ruines économiques accumulées par la guerre mondiale et la guerre civile, l'Union Soviétique, privée de tout secours de l'étranger et même complètement isolée par un mur de haine du monde environnant, est arrivée, en s'appuyant sur les seules forces des larges

⁵⁷ Mazuy, *Croire plutôt que voir ?*, p. 87.

⁵⁸ *Guide-Book For Travellers Through Transcaucasia*, Moscow, VOKS, 1932.

⁵⁹ *Turksib: On The Opening Of The Turkestan-Siberian railway, May 1st, 1930*, Moscow, VOKS, 1930.

⁶⁰ *Ethnography, folklore, and archaeology in the USSR*, Moscow, VOKS, 1934.

⁶¹ V. M. Bronner sur *La Lutte contre la prostitution en URSS*, Moscou, VOKS, 1936.

⁶² La traduction française, *Le cinéma en URSS*, d'A. Aroseff, avec des illustrations et des photomontages de V. Stepanova et A. Rodtchenko, Moscou, VOKS, date de 1936, soit une année après la version anglaise.

⁶³ Ce calendrier, proposé par Bagotski en 1923 afin « améliorer notre réputation », contient des illustrations de bâtiments connus et des ornements russes typiques. S. J. Bagotski à CC SRCR, 1922, F.9501/6/9, doc. 200, GARF.

⁶⁴ Lettre G. Ador, CICR, à Z. P. Soloviev, 27.8.1925, F.9501/6/61, doc. 16, GARF, et réponse de la SRCR, *ibidem*, doc. 17-18.

⁶⁵ Une collection de la version française de ce bulletin figure dans la partie Imprimés des archives de l'EIA déposées à la BGE (E 2006). Elle provient du CICR comme l'indique l'ex-libris figurant en première page.

⁶⁶ La version russe du *Bulletin d'information* ne doit pas être confondue avec le *Bulletin spécial d'information* envoyé par la VOKS à la presse soviétique trois fois par semaine dans le dessein de tenir « le public soviétique au courant de la vie culturelle à l'étranger », *Bulletin d'information* du 7.1.1927, p. 6.

masses conviées par la Révolution d'Octobre à l'édification d'une vie nouvelle sur les ruines de l'ancienne, à créer des valeurs universelles dans le domaine de la culture et de la science.»⁶⁷ La réalisation de ce projet appuyé par Lounatcharski est confiée au bureau de presse de la VOKS auquel est rattachée une commission de rédaction composée notamment de Kogan et Veller.⁶⁸ «La fabrique éditoriale de la revue»⁶⁹ va connaître nombre de changements, tant sur le fond que sur la forme.

Dans sa première mouture de 1925, intitulée *Bulletin d'information de la Société panunioniste pour les relations culturelles avec l'étranger*⁷⁰, c'est un hebdomadaire. Dès 1926, le nouveau *Bulletin pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger* devient bimensuel. Comme le souligne Léna Prenner, l'aspect de ce bulletin n'est alors guère attrayant, bien peu distrayant.⁷¹ Il ne possède pas de couverture propre, qui constitue pourtant la marque distinctive des revues. La première page, qui ressemble à celle d'un quotidien, contient dans la partie gauche de l'entête son titre et son numéro sobrement inscrits. L'adresse et le numéro de téléphone de la VOKS seront ultérieurement rajoutés. A droite de l'entête, sous la date, l'année et le lieu de parution, figure la mention « Prière de reproduire et d'utiliser le contenu en mentionnant la source ». En-dessous, encadré par deux lignes horizontales, est inséré avant le premier article un sommaire des plus brefs, énonçant toujours les mêmes cinq rubriques sur deux lignes : Instruction Publique, Vie Scientifique, Expéditions et Investigations, Beaux-Arts, Relations culturelles avec l'Etranger. Les articles, composés pour l'essentiel des brèves qui s'enchaînent à un rythme soutenu à l'intérieur de rubriques thématiques, sont très énumératifs. De part son caractère purement informatif, la revue de la VOKS s'adresse clairement à un public de spécialistes. Le contenu est d'ailleurs très riche, prétendant à une forme d'exhaustivité thématique. Chaque numéro comporte en moyenne une dizaine de pages de format A5, maintenues entre elles par deux agrafes, puis, dès le 9 avril 1926, attachées par un fil métallique traversant l'épine. Dès lors, l'impression devient recto verso. Les caractères typographiques sont petits, aucune couleur ni illustration ne viennent égayer l'ensemble. L'austérité de la présentation, qui contraste avec celle de toutes les revues soviétiques et étrangères de la même catégorie, révèle au-delà de la volonté d'afficher son sérieux, la pénurie des moyens de la VOKS.

⁶⁷ *Bulletin pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger*, 19.11.1926, p. 2.

⁶⁸ Protocole de séance de l'agitpropotdel du CEIC, 20.10.1925, F.495/30/139, doc. 57, RGASPI.

⁶⁹ C'est-à-dire, « l'ensemble des dispositifs matériels, fonctionnels et symboliques, à la fois externes et internes, explicites et implicites, visibles et cachés qui déterminent l'organisation et la production de la revue et de ses sommaires, et qui organisent les relations de la revue avec le cercle de ses auteurs et le réseau de ses lecteurs », Olivier Corpet, *La Revue des revues*, n° 18, 1994, p. 5.

⁷⁰ En allemand : *Russische Wochenberichts* ou *Wochenberichte für Kulturelle beziehungen mit der Sonjet-russland* ; en anglais : *Weekly News Bulletin*.

⁷¹ Prenner, "Le journal de la VOKS : un outil de diplomatie culturelle", pp. 15-17.

Cette formule encore très brute suscite de nombreuses critiques. Selon Bagotski⁷², le bulletin, qui est « l'unique organe d'information culturelle systématique, joue un rôle bien connu. Mais son style, quelque peu télégraphique, sous forme de notices destinées à la presse (mais il est extrêmement rare que la presse prenne du matériel de notre bulletin) ne donne pas au lecteur une image suffisamment approfondie, lui permettant de réfuter les mensonges diffusés. Le côté positif est qu'il fournit des informations sur tous les aspects, c'est pourquoi un élargissement de sa diffusion et une plus grande régularité dans l'édition sont extrêmement souhaitables. Lors du travail parmi les francophones, mais la question doit se poser aussi pour les anglophones, on ressent très nettement les insuffisances de ce bulletin en comparaison de *Das Neue Russland*⁷³. »⁷⁴ Kameneva regrette pour sa part la fréquence des approximations, des erreurs de dates et l'orthographe souvent incorrecte des noms d'étrangers cités dans la revue. « Il faut constater que souvent les informations ne provenant pas de la VOKS, mais utilisées par elle, ne se distinguent pas par leur précision, qu'elles contiennent des erreurs qui parfois nous discréditent. C'est particulièrement vrai dans le cas des notices consacrées aux étrangers visitant l'URSS. Or dans ce domaine, chaque détail peut servir de prétexte à des règlements de compte : une fausse indication du degré universitaire, une confusion dans les initiales, tout cela donne une mauvaise impression du fonctionnement de la presse en URSS. »⁷⁵ Il existe enfin de nombreux problèmes de traduction, que l'équipe éditoriale tente de régler en recourant aux services d'écrivains de langue étrangère.

Le comité de rédaction s'intéresse beaucoup à l'avis de ses lecteurs, avec lesquels il s'efforce d'entretenir des relations suivies. En septembre 1926, le bulletin publie une annonce demandant aux abonnées et à tous les lecteurs de « bien vouloir répondre à une série de questions » figurant sur un feuillet détachable : « Notre bulletin donne-t-il une idée claire et complète de la vie culturelle de l'URSS ? Utilisez-vous parfois notre bulletin ? Dans l'affirmative, spécifiez quelles rubriques et pour quel but (conférences, articles dans la presse générale ou spéciale). Quelles sont les rubriques qui vous satisfont, et quelles sont celles qui laissent à désirer ? Quelles lacunes trouvez-vous dans les rubriques existantes ? Quelles nouvelles rubriques vous sembleraient désirables dans notre Bulletin ? Quels desiderata, indications et suggestions pourriez-vous faire relativement au bulletin ? »⁷⁶ Le procédé consistant à proposer aux lecteurs de « communiquer leurs desiderata » afin qu'ils puissent être pris « en considération »⁷⁷ est réitéré à

⁷² Rapport de S. J. Bagotski sur le bulletin de la VOKS 22.11.1927.

⁷³ La revue de la société allemande du même nom.

⁷⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 22.11.1927, F.9501/1/156, doc. 204-205, GARF.

⁷⁵ O. D. Kameneva aux rédacteurs de journaux soviétiques, 20.6.1926, F.495/30/290, doc. 30, RGASPI.

⁷⁶ *Bulletin pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger*, 10.9.1926.

⁷⁷ *Ibidem*, 25.6.1927, p. 1.

maintes reprises. Des questionnaires sont aussi envoyés à chaque nouveau souscripteur d'un abonnement.

Tenant compte de ces remarques, la revue qui paraît à nouveau de façon hebdomadaire de 1927 à 1929 sous le titre de *Bulletin d'information. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger* subit de nombreux changements. Le bulletin possède désormais une couverture, avec un titre mis en évidence par de très grands caractères et une illustration, souvent une photographie, couvrant presque entièrement cette première page.⁷⁸ La quatrième de couverture est ornée du nouvel emblème de la société : dans « un carré au graphisme ingénieux formé par les mots russes "Société panunioniste pour les relations culturelles avec l'étranger" figure un globe terrestre sur lequel est écrit, toujours en russe, le nom "VOKS". En-dessous du nom sont représentés un marteau et une faucille, emblèmes caractéristiques des Sovièts. Dans les espaces laissés libres entre le carré et le globe terrestre sont dessinés un livre ouvert, une palette de peintre, une lyre, un masque de comédie et un buste avec un instrument de mesure. » Une autre illustration, plus petite, qui ponctue la fin d'un article ou le début d'un autre, fait son apparition dans le numéro du 24 mars 1928. « Cette fois encore, le marteau et la faucille sont présents, mais le cadre est différent. Sur un fond de nuit étoilée où le croissant de lune répond à la forme concave de la faucille, l'image se sépare en deux parties. A gauche, se trouvent une pile de livres et un amas d'objets, où l'on reconnaît un livre grand ouvert, un globe terrestre, un télescope et un alambic. A droite, s'élèvent de petites usines en brique, des câbles électriques, des rouages mécaniques et un éclair zèbre le ciel. Selon ce petit dessin, les Sovièts, incarnés par le marteau et la faucille, sont le point de convergence de deux univers, à savoir la science, symbolisée par le côté gauche de l'image, et la technique, illustrée par le côté droit du dessin. »⁷⁹ A l'exception de quelques numéros spéciaux, il faudra attendre l'année 1931 pour que le *Bulletin d'information* se dote d'une couverture en papier cartonné, et polychrome.

Au-delà de la forme, la métamorphose touche aussi le contenu, le traitement de l'information. Des articles plus longs, moins descriptifs, font leur apparition. Ces textes rédigés par des spécialistes sont de plus en plus ciblés et approfondis. A la différence des brèves qui perdurent néanmoins, ceux-ci sont signés et l'inscription institutionnelle de l'auteur indiquée. Le sommaire de la première page disparaît au profit d'une table des matières à la dernière page, répertoriant

⁷⁸ Alors qu'entre 1925 et 1926 une seule et unique photographie avait été utilisée (n° du 16 novembre 1926 à l'occasion du IX^e anniversaire de la Révolution d'Octobre), l'année 1927 voit les couvertures du *Bulletin d'information* s'orner systématiquement de photographies ou d'illustrations : photo de l'Institut Lénine à Moscou (numéro du 28 janvier 1927), portrait de Rubinstein, le premier directeur du Conservatoire de musique (numéro du 8 avril 1927), illustration en noir et blanc en l'honneur du VII^e anniversaire de la République Soviétique Socialiste Autonome Tatare (numéro du 25 juin 1927).

⁷⁹ Prenner, "Le journal de la VOKS : un outil de diplomatie culturelle", pp. 18-19.

non plus seulement des catégories mais chaque article. Tous les numéros contiennent des textes expliquant divers aspects de la culture et de la science, mais aussi de l'économie et de la quotidienneté soviétique, de nombreuses illustrations, des annonces d'événements culturels en URSS et à l'étranger, des comptes rendus d'ouvrages et sur la dernière page un résumé en espéranto. Dernière nouveauté : l'apparition à la fin du numéro ou sur la quatrième de couverture de publicités. Aux offres spéciales d'abonnement au bulletin de la VOKS s'ajoutent des annonces pour des revues sympathisantes, comme *Sennaciulo* (l'*Anational*), la revue hebdomadaire de la SAT⁸⁰, ainsi que sa revue mensuelle *Sennacieca Revuo*.⁸¹ D'autres réclames présentent les services proposés par diverses sociétés commerciales soviétiques en lien avec la VOKS, comme l'agence photographique Russ-photo, l'Intourist, Vintorg et Mosselprom. Fondé en 1922 par le Conseil supérieur de l'économie nationale avec la participation du Trust des vins du Turkestan et du syndicat de l'Industrie de la céramique et du verre, Vintorg est en charge de la vente à l'étranger de vins supérieurs de Crimée et du Caucase, ainsi que des cognacs naturels, des alcools de qualité et des liqueurs de toutes sortes. De son côté, le Trust moscovite pour la transformation des produits agricoles, Mosselprom, propose une grande variété de produits fins : « Articles de confiserie de qualité, assortiments de tous genres ; caramels, bonbons, gelées de fruits, bonbons au chocolat, etc. Cigarettes et tabacs russes de qualité supérieure. Macaronis de fines farines de blés durs. Bières, liqueurs, eaux-de-vie russes, sirop de fruits, malt, levure, drêche sèche d'orge de première qualité. »⁸²

Dans cette nouvelle formule, le *Bulletin d'information*, dont le prix de vente est maintenu au minimum afin d'assurer la plus large diffusion possible⁸³, connaît une nette augmentation de son tirage, qui passe de 1500 exemplaires en 1925 à 3200 en 1926, puis 6000 en 1927.⁸⁴ A cette date les abonnés sont répartis dans

⁸⁰ Sur les relations de la SAT avec l'URSS : Jean-François Fayet, « Eine internationale Sprache für die Weltrevolution ? Die Komintern und die Esperanto-Frage », *Jahrbuch für Historische Kommunismusforschung*, Hermann Weber, Egbert Jahn (Hrsg.), Berlin, Aufbau-Verlag, 2008, pp. 9-23.

⁸¹ *Bulletin d'information. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger*, 22.9.1928, p. 19.

⁸² *Ibidem*, 16.12.1929, p. 20.

⁸³ Prix de la revue en mars 1928 :

PAYS	PRIX AU NUMÉRO	PAR TRIMESTRE
Allemagne	Marks 0,25	Marks 1,50
France	Francs 1,25	Francs 7,50
Suisse	Francs 0,25	Francs 1,50
Tchécoslovaquie	Couronnes 0,25	Couronnes 9.-
Etats-Unis	Dollars 0,10	Dollars 0,60
Angleterre	Pence 0,10	Pence 0,60
Belgique	Francs 0,50	Francs 3.-

⁸⁴ Chiffres de croissance de la VOKS, bureau d'échange des publications, 1929, F.5283/1/100, doc. 104-106, GARF.

plus d'une quarantaine de pays⁸⁵, puis plus de soixante en 1929. Le contenu est suffisamment neutre pour que des hommes d'affaires et des industriels suisses figurent sur la liste des abonnés.⁸⁶ « L'œuvre des relations culturelles entre l'URSS et l'étranger est sortie du cercle relativement étroit des savants, des spécialistes, des littérateurs, des artistes et des hommes politiques, elle intéresse les larges cercles de la société étrangère »⁸⁷, se félicite la rédaction. De 1925 à 1929, le *Bulletin d'information* change donc de forme et de public. La première version, à l'aspect quelque peu austère, surtout destinée aux chercheurs scientifiques, fait progressivement place à une revue illustrée très attractive, dont l'essentiel du contenu se compose d'articles plus approfondis et plus lisibles.

En 1930, la VOKS entame pourtant une énième restructuration de la fabrique éditoriale de sa publication dans le cadre du Grand tournant stalinien. Une formule, plus volumineuse, fait son apparition sous le titre de *VOKS Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger* (1930-33). Publication mensuelle, à l'exception de deux numéros triples, le nouvel organe possède une couverture en papier cartonné souple. Les exemplaires comportent en moyenne une centaine de pages, avec une quinzaine d'illustrations. L'ambition est d'inscrire la revue au carrefour des mondes culturel, scientifique et surtout économique comme l'indique le sous-titre rajouté : « L'édification socialiste dans l'URSS ». En plus des informations « classiques » sur les travaux des organisations sociales scientifiques et artistiques en URSS, la chronique des arts, des belles-lettres, du cinéma, des théâtres et de la radio, le suivi des relations culturelles avec l'étranger, une large place est désormais accordée aux réalisations économiques. Les articles traitant du « plan de l'économie nationale »,⁸⁸ de la « Banque agricole des coopératives et kolkhozes »,⁸⁹ ou encore des « perspectives immédiates de l'électrification de l'URSS »⁹⁰ sont bien plus nombreux que ceux consacrés aux échanges culturels. Même les extraits de romans et les poèmes « industriels et kolkhoziens » publiés depuis 1931 dans la section littérature de la revue reflètent cette perspective économique.⁹¹

⁸⁵ « Autriche, Australie, Angleterre, Arabie, Etats-Unis d'Amérique, Argentine, Afghanistan, Afrique, Abyssinie, Belgique, Iles Hawaï, Allemagne, Hollande, Grèce, Danemark, Indes, Irlande, Italie, Espagne, Canada, Mexique, Mongolie, Norvège, Palestine, Perse, Pologne, Portugal, Turquie, Chine, Corée, Finlande, Tchécoslovaquie, Chili, Suisse, Suède, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Estonie, Yougoslavie, Java, etc. » *Bulletin d'information. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger*, 5 avril 1928, p. 24.

⁸⁶ Parmi ceux-ci, citons A. Cassani, membre de la direction de la Banque populaire suisse, et H. Zoelly, directeur de la fabrique horlogère Escher Wyss & Cie de Zurich.

⁸⁷ *Bulletin d'information. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger*, 10-17.3.1928.

⁸⁸ *VOKS. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger*, janvier 1931, p. 29.

⁸⁹ *Ibidem*, p. 82.

⁹⁰ *Ibidem*, juin 1931, p. 30.

⁹¹ Les romans industriels et kolkhoziens sont des textes portant sur la construction socialiste et ses héros : *Le Ciment*, de Gladkov ; *Le 2^e Jour*, d'Ehrenbourg ; *Sot*, de Léonov ; *Le temps va de*

La revue de la VOKS s'ouvre désormais largement aux questions politiques. Ainsi en 1930, lors d'une séance de travail de la commission de rédaction, le président Petrov insiste pour qu'un numéro spécial soit consacré au procès dit des industriels, « afin de permettre aux amis de faire des articles, des conférences, des discussions sur le sujet »⁹². Dix articles de la livraison du numéro de janvier 1931 regroupés sous le titre « L'opinion publique de l'URSS sur le procès du "Parti industriel" »⁹³ permettent aux lecteurs de prendre connaissance des déclarations d'académiciens et de représentants de l'art soviétique. En juin 1932, la moitié de la revue présente, sous différentes perspectives (appels de solidarité aux intellectuels étrangers, extraits de romans soviétiques ou articles de fond sur la situation internationale), la « menace d'une guerre impérialiste qui pèse sur l'URSS ». Le numéro de l'automne consacre seize pages au Congrès d'Amsterdam contre la guerre, mais moins de dix à l'édification culturelle. Cette nouvelle formule, imposée par l'agitpropotdel du Parti, n'est guère appréciée de Bagotski, même si ce dernier se garde bien d'entrer en matière sur le fond, se contentant de souligner que « la revue de la VOKS est involontairement plus proche du modèle d'un journal destiné aux Soviétiques que d'un journal pour les étrangers. »⁹⁴

En 1932, l'*Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger* devient bimestriel et gagne en épaisseur, avec plus de 160 pages par numéro. L'exemplaire se vend 3,50 francs, « soit autant qu'un livre de 300-400 pages »⁹⁵, se plaint un abonné. Le comité éditorial privilégie alors les numéros thématiques — un sur "L'école dans l'URSS", un autre sur "L'école supérieure dans l'URSS" et un dernier sur "La science soviétique" — ce qui frustre la plupart des lecteurs. « A mon avis vos revues n'accordent pas une place assez importante à la vie artistique »⁹⁶, se plaint le critique musical Aloys Mooser. « Il serait préférable de donner beaucoup de nouvelles économiques », écrit au contraire Eric Wegner.⁹⁷ La revue va encore subir de multiples changements de forme et de titre — *Recueil Illustré du VOKS* de 1934 à 1937, puis *VOKS*, tout court, de 1938 à 1939⁹⁸ — sans jamais satisfaire totalement ses utilisateurs.

En complément de sa revue, la VOKS publie depuis 1931 *Les Nouvelles soviétiques* afin de remplacer son bulletin hebdomadaire dont l'édition a cessé l'année précédente. Ce nouveau bulletin présente par des articles, des notes, des gra-

l'avant, de Kataïev ; *Terres défrichées*, de Cholokhov, *Hydrocentrale*, de Chaguinian ; *Le pétrolier Derbent* de Krymov ; etc.

⁹² Séance de travail de la VOKS, 1930, F.5283/1/189, doc. 1, GARF.

⁹³ *VOKS. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger*; janvier 1931, pp. 14-72.

⁹⁴ Rapport de la VOKS à l'agitpropotdel du CEIC, 1931, F.495/30/732, doc. 176, RGASPI.

⁹⁵ E. Wegner à VOKS, 1933, F.5283/6/872, doc. 10, GARF.

⁹⁶ A. Mooser à VOKS, 7.1.1933, F.5283/6/928, doc. 113, GARF.

⁹⁷ E. Wegner à VOKS, 1933, F.5283/6/872, doc. 10, GARF.

⁹⁸ Depuis 1957, la revue s'appelle *Kul'tura i žizn'*. *La Culture et la vie*, un mensuel édité à Moscou par l'Union des sociétés soviétiques pour l'amitié et les relations culturelles avec les pays étrangers.

phiques statistiques, des comptes rendus et des chroniques, la marche de l'éducation socialiste au pays des Soviets dans les domaines économiques et culturels. *Les Nouvelles Soviétiques* informent les lecteurs sur les visites effectuées en URSS par des savants, des pédagogues, des artistes, des étudiants et des hommes politiques étrangers. Le bulletin publie en outre des extraits traduits d'œuvres d'écrivains soviétiques contemporains. « Les traductions restent peu satisfaisantes », mais ce « bulletin d'information répond mieux à ses objectifs grâce à ses articles thématiques de grande envergure »⁹⁹. La VOKS envisage aussi l'édition en français, allemand et italien d'un illustré soviétique pour enfants, mais le projet reste sans suite. Au début des années trente, les publications de la VOKS atteignent ainsi leur maximum en termes d'exemplaires produits, avec 684 000 feuilles imprimées par an pour l'*Organe de la Société* et 107 000 pour le bulletin *Les Nouvelles Soviétiques*.

D'autres publications complètent à cette époque l'offre de revues soviétiques traduites en langues étrangères. La plus remarquable, dans la perspective de la VOKS, est *L'URSS en construction*¹⁰⁰, un mensuel illustré, de format A3, édité depuis décembre 1929 en quatre langues¹⁰¹, dont le russe, par les éditions d'Etat. Initialement conçue en tant que supplément illustré à *Nashi dostijenia* (*Nos réalisations*), la revue fondée par Maxime Gorki pour populariser dans les masses russes les réussites économiques et culturelles de l'Union soviétique, *L'URSS en construction* devient dès 1930 une publication indépendante, dont le rédacteur en chef est Gueorgui Piatakov, vice-commissaire du peuple à l'Industrie lourde et directeur de la Gosbank.¹⁰² Le magazine est destiné en priorité, bien que de façon non exclusive, à une diffusion hors des frontières soviétiques. Le lectorat visé est celui des hommes d'affaires et des commerçants, les membres du corps diplomatique, l'intelligentsia non russe et les ouvriers occidentaux.¹⁰³ « La rapide croissance de la construction du socialisme en Union soviétique attire les pays étrangers », notent les éditeurs du premier nu-

⁹⁹ Rapport de la VOKS à l'agitpropotdel du CEIC, 1931, F.495/30/732, doc. 176, RGASPI.

¹⁰⁰ Outre la version française de la revue, je m'appuie sur Erika Wolf, « Le statut de la photographie dans la revue *L'URSS en construction* (1930) », *Caméra politique. Cinéma et stalinisme*, Théorème 8, pp. 61-72 ; M. Kamenskii, *JSSR na stroïke: illiustrirovannyi žurnal novogo tipa*, Moskva, Agey Tomsh, 2006 ; Petter Österlund (ed.), *USSR in construction : An illustrated exhibition magazine*, Sundsvall, Sweden, Fotomuseet Sundsvall, 2006 ; Guillaume Chevalier, « *L'URSS en construction*. Un mensuel illustré de propagande (1930-1941) », Mémoire de licence, Université de Strasbourg, 2011.

¹⁰¹ A l'exception des éditoriaux des premiers numéros, « il n'y a en fait guère de différence dans le contenu selon les langues, si ce n'est l'absence dans les versions non russes du slogan de la première page "Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !" », Wolf, « Le statut de la photographie dans la revue *L'URSS en construction* (1930) », p. 65.

¹⁰² Après l'arrestation de G. L. Piatakov en 1936, c'est E. S. Ejova, la femme du chef de la police politique qui reprend la direction du comité éditorial, avant d'être elle-même arrêtée en 1938.

¹⁰³ Les milieux économiques et diplomatiques reçoivent l'édition de luxe, les autres la version économique, cette dernière disparaissant en 1932. Le prix annuel des deux éditions était le même, soit 5 dollars, ce qui en fait l'une des revues soviétiques les plus chères, inabordable pour un travailleur soviétique ordinaire.

méro. « La maison d'édition d'Etat a donc eu l'idée de publier un magazine illustré spécial intitulé *L'URSS en construction* pour refléter cet élément colossal de l'Union soviétique contemporaine. La maison d'édition d'Etat a choisi la photographie pour illustrer la construction socialiste dans la mesure où il s'agit dans la plupart des cas d'un moyen encore plus convaincant que le meilleur article écrit. »¹⁰⁴ Considérée comme une méthode objective et dynamique de représentation, la photographie devait priver les ennemis de l'URSS de la possibilité de déformer le propos, c'est pourquoi les textes sont extrêmement rares et succincts, réduits, à l'exception des éditoriaux, à de simples notices contextualisant les images. La conception de la revue a vraisemblablement été réalisée par Mikhaïl Koltsov, directeur et rédacteur en chef d'*Ogoniok* (*Petite flamme*), le premier magazine illustré de Russie.¹⁰⁵ Son succès s'explique aussi par la participation à partir de 1932 de plusieurs figures du constructivisme imposées par Gorki. El Lissitzky et Sophia Küppers, puis Alexandre Rodtchenko et Varvara Stepanova réalisent des photomontages et des illustrations, s'occupent de la mise en page de plusieurs numéros de la revue. Par son format, la qualité — très rare en URSS — du papier et l'usage systématique de l'image, le nouveau magazine suscite immédiatement l'attention de ceux qui le découvrent. « Les belles planches de la revue *L'URSS en construction* me transportent d'enthousiasme »¹⁰⁶, écrit Maria Birchmeyer en consultant un exemplaire.

Les numéros des trois premières années donnent de la construction socialiste une vision étroitement industrielle (électricité, sidérurgie, pétrole), mais les livraisons des années suivantes s'ouvrent à des sujets aussi variés que l'Armée rouge, la pratique du sport en URSS, le XV^e anniversaire de la Géorgie soviétique ou le parachutisme. L'évolution du contenu s'accompagne d'une modification de son lectorat. Si, dans un premier temps, le magazine s'adressait principalement aux étrangers, il s'affirme progressivement, dans sa version luxueuse, comme un vecteur d'identification très valorisant pour les nouvelles élites politiques et administratives staliniennes, « une alternative communiste au *Fortune Magazine* »¹⁰⁷ (Erika Wolf), la célèbre revue américaine apparue à la même époque. Enfin, depuis 1934, le Commissariat du peuple aux affaires étrangères publie lui-même en quatre langues son organe de propagande, *Le Journal de Moscou*, un hebdomadaire politique, économique, social et littéraire. Plus généraliste que les autres publications évoquées, il est tiré à 3000 exemplaires et compte 1486 abonnés à l'étranger dès la première année, dont près d'une centaine en Suisse.

Au-delà de la fabrique éditoriale et des chiffres toujours exagérés des tirages, il convient d'évoquer les ressorts de la circulation de ces imprimés à l'étranger

¹⁰⁴ Note des éditeurs, *L'URSS en construction*, 1930, n° 1.

¹⁰⁵ Wolf, « Le statut de la photographie dans la revue *L'URSS en construction* (1930) », p. 63. Fondé en 1899, *Ogoniok* a cessé sa parution avant guerre, mais reparait depuis 1923.

¹⁰⁶ M. Birchmeyer à VOKS, 13.10.1930, F.5283/6/842, doc. 76, GARF.

¹⁰⁷ Wolf, « Le statut de la photographie dans la revue *L'URSS en construction* (1930) », p. 69.

et l'usage qu'en font leurs lecteurs. Les modes de diffusion des publications soviétiques en Suisse sont de trois types : envoi gratuit, vente par abonnement, exceptionnellement par bons de commande, et dépôt dans des librairies. La distribution gratuite concerne d'abord les représentants soviétiques à l'étranger, ceux de la VOKS, mais aussi d'autres Commissariats ou organisations soviétiques dotées d'un département relations internationales. « Il est fondamental que tous ceux qui travaillent dans le domaine culturel disposent des moyens nécessaires à une large diffusion gratuite du journal. »¹⁰⁸ Le deuxième cercle des bénéficiaires de ces dons est constitué par les Sociétés d'amis et d'échanges culturels, auxquelles s'ajoutent des correspondants individuels de la VOKS. Chaque société reçoit un certain nombre d'exemplaires de revues en fonction de ses effectifs : soixante exemplaires pour la Société d'études documentaires sur la Russie contemporaine en 1926, une centaine pour la Société pour les relations intellectuelles et scientifiques entre la Suisse et l'URSS en 1930¹⁰⁹, cinquante exemplaires de la revue de la VOKS et cent exemplaires de son bulletin pour la Société pour les relations culturelles entre la Suisse et l'URSS des nicoléristes en 1931. Les exemplaires envoyés gratuitement aux sociétés permettent à ces dernières de se constituer un fonds de roulement pour des activités en les vendant¹¹⁰, mais la plus grande partie est distribuée gratuitement aux correspondants les plus productifs comme Bauer, Gurewitsch, Messis et Mooser, ainsi qu'aux personnalités que l'on souhaite voir adhérer. Pourtant ces envois ne se font pas sans contrepartie. La distribution de revues constitue un moyen de pression sur le travail et l'orientation des correspondants. « Nous voulons des renseignements détaillés sur la façon dont vous utilisez ces exemplaires », écrit le responsable du secteur latin à Birchmeyer, « et nous limiterons l'envoi à dix numéros de la revue de la VOKS et du bulletin jusqu'à réception de ces informations. »¹¹¹ A partir de 1932, les dons se réduisent à quelques exemplaires par société. Parmi les bénéficiaires figurent aussi les Bibliothèques publiques et universitaires. « Il n'est pas nécessaire de souligner l'intérêt de ces dépôts gratuits de revues puisque tous les étudiants y vont d'office. »¹¹² La plupart refuse pourtant ces envois, à l'image de la Bibliothèque municipale de Zurich, et plus encore leur classement en accès direct.¹¹³ Les Soviétiques ont en revanche plus de suc-

¹⁰⁸ S. J. Bagotski à VOKS, 22.11.1927, F.9501/1/156, doc. 204-205, GARF.

¹⁰⁹ Rapport de S. J. Bagotski, sd, F.9501/1/173, doc. 4, GARF.

¹¹⁰ « Jusqu'à présent nos ressources matérielles étaient si minimes que nous avons dû utiliser le prix de l'abonnement de VOKS pour subsister. [...] Mais l'augmentation de nos membres et des cotisations nous permettent de vivre sur nos propres moyens, nous pourrions donc vous verser à l'avenir le montant des abonnements du bulletin de la VOKS. » M. Birchmeyer à VOKS, 14.2.1931, F.5283/6/847, doc. 11, GARF.

¹¹¹ J. Roïtman à M. Birchmeyer, 20.3.1932, F.5283/6/905, doc. 30, GARF.

¹¹² M. Birchmeyer à VOKS, 3.12.1931, F.5283/6/905, doc. 49, GARF.

¹¹³ Rapport de S. J. Bagotski à l'assemblée de la VOKS, Moscou le 10.1.1929, F.5283/6/840, doc. 1-2, GARF.

cès auprès des Maisons du peuple, à l'instar de celle de Lausanne, qui recueillent et utilisent volontiers ces dons.

Exception faite de ces envois gratuits et des échanges réguliers entre institutions, la plupart des imprimés traduits envoyés à l'étranger résultent de commandes ponctuelles ou d'abonnements. Pour les livres le paiement peut s'effectuer par un chèque libellé au nom de la Banque d'Etat de l'URSS, compte courant 244, directement envoyé par courrier à Moscou, ou à la librairie soviétique de Berlin, Verlag-Kniga, 61 Ritterstrasse. Dans le cas des revues, le règlement des abonnements se fait sur le compte de la VOKS ouvert à la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, au numéro 26 de l'avenue de l'Opéra à Paris. Mais la vente à l'étranger fonctionne mal. Les lecteurs suisses regrettent les retards répétés et, depuis les années trente, le prix élevé de la revue de la VOKS¹¹⁴. « Le nombre d'abonnements pourrait être augmenté si les envois de *Mejdnarodnaïa-Kniga* étaient plus réguliers. »¹¹⁵ « Voilà des mois que je n'ai plus reçu d'exemplaires de la VOKS », écrivent les abonnées à Bagotski. « J'attends toujours les numéros des revues soviétiques auxquelles je me suis abonné, un de mes amis de Lausanne est dans le même cas. Pourquoi de pareilles lenteurs ? J'ai fait beaucoup de propagande pour l'URSS et maintenant je dois entendre de tous les côtés à peu près le même raisonnement : "Voyez, je vous avais bien dit que tout est désorganisé en Russie, vous ne pouvez même pas recevoir vos journaux." Et depuis le temps que j'attends je vais bientôt commencer à penser que c'est vrai. »¹¹⁶ Outre les problèmes de livraison, il existe des obstacles psychologiques à cette distribution par abonnement. Beaucoup de Suisses sont réticents à l'idée de recevoir directement du courrier de Moscou à leur adresse personnelle, craignant à raison que les abonnés soient fichés. Ils préfèrent donc passer par l'intermédiaire de Bagotski, ou par celui de librairies. Mais ces précautions gênent les Soviétiques, qui finissent par refuser, « la correspondance par adresse détournée n'entrant pas dans les habitudes de la VOKS »¹¹⁷.

Le dépôt en librairie est plus intéressant, dans la mesure où les imprimés peuvent être exposés et consultés sur place. Plusieurs librairies acceptent de vendre des publications soviétiques, voire d'organiser de petites expositions dans leur vitrine : à Genève, la Librairie du Boulevard tenue par des communistes, au numéro 3 de la rue de Carouge¹¹⁸, et celle du Faubourg, installée au numéro 8 de la rue Vallin, dont la gérante Charlotte Pinggera est une militante proche des nicoléristes ; à Lausanne, la Librairie centrale et universitaire d'Eva Métraux-Spiro vend des revues soviétiques, comme la Librairie du Travail, installée en

¹¹⁴ Rapport de M. Birchmeyer sur la société, 1930, F.9463/1/37, doc. 1 GARF.

¹¹⁵ Rapport sur la discussion de M.-D. Perret au bureau de la VOKS à Moscou, 13.8.1934, F.5283/6/915, doc. 48, GARF.

¹¹⁶ E. Wegner à VOKS, 1931, F.5283/6/846, doc. 53-54, GARF.

¹¹⁷ D. Milioutina, VOKS, à H.-L. Jeanmaire, 1939, F.5283/5/864, doc. 47, GARF.

¹¹⁸ E 4320 (B) 1975/40 : Band 5, AFB.

1928 par le communiste Emile Pisler dans un petit magasin de tabac-journaux ; à Bâle, la Librairie des éditions du PCS ; à Zurich, la Librairie du Parti dirigée par Hans Bickel et la maison d'édition Stauffacher, fondée par le communiste Alfred Stirner, distribuent la plupart des publications soviétiques et communistes éditées en allemand, elles font même du colportage. Mais durant la seconde moitié des années trente, ces librairies sont surveillées en vertu de l'article 6 paragraphe 3 de la loi fédérale sur le service des postes¹¹⁹, et les clients fichés par des mouchards envoyés par les associations d'extrême droite et la police. Très rares sont enfin les cafés qui, à l'image du Restaurant Katz, le siège officiel de la société zurichoise DNR, mettent des publications soviétiques à disposition de leurs clients, selon une pratique très courue en Suisse.

C'est donc surtout de la main à la main, presque sous le manteau, dans le cadre privé ou professionnel, que circulent les publications soviétiques en Suisse. « Je fais lire votre revue à mon cercle d'amis », raconte un correspondant de la VOKS. « Je me sers beaucoup du bulletin de la VOKS », écrit Brocher, « je le fais circuler, je le prête aux personnes généralement grandes ennemies de l'URSS et qui finissent, grâce à votre bulletin, par devenir d'ardents défenseurs de la Russie. Des professeurs, des ouvriers, des médecins aveuglés par les calomnies de la presse bourgeoise ont enfin abandonné leurs préventions et m'ont remercié de leur avoir ouvert les yeux. [...] Une institutrice de Dombresson, village ouvrier du Val-de-Ruz, dans le canton de Neuchâtel, à laquelle j'avais prêté le bulletin m'a écrit une lettre que je vous envoie. Elle pourra faire une utile propagande dans cette population fanatisée par les sectes protestantes les plus étroites. »¹²⁰ Par ce biais la propagande soviétique parvient à pénétrer les milieux a priori les plus hostiles à l'URSS. « Depuis deux ans que je répands dans les organisations et les milieux les plus divers vos éditions, je vous avoue que débordé par ma participation à la lutte politique je n'ai pas eu le temps de les lire. Mais je les fais lire, c'est là l'essentiel, je les propage dans les milieux intellectuels et bourgeois. Ainsi ce soir le petit livre de Bronner sur la *Lutte contre la prostitution en URSS* sera entre les mains du pasteur Pasche de Renens, qui s'occupe d'œuvres sociales et de philanthropie au lieu de s'attaquer directement aux sources du mal, c'est-à-dire le capitalisme. »¹²¹ Des exemplaires de la revue et du bulletin de la VOKS sont aussi déposés dans les locaux syndicaux, ceux des multiples associations prolétariennes ayant une vocation culturelle, et dans les salles d'attente des cabinets de plusieurs médecins proches de la VOKS.¹²² Le taux de circulation demeure toutefois limité et l'arrivée de nouvelles publi-

¹¹⁹ E. 4320 (B) 1975/40 : Band 5, AFB.

¹²⁰ G. Brocher à VOKS, 3.6.1930, F.5283/6/841, doc. 41, GARF.

¹²¹ P. Chabloz, AUS Renens, à VOKS, 3.6.1936, F.5283/6/915, doc. 15, GARF.

¹²² C'est le cas notamment de la doctoresse Tamara Scheu qui dépose systématiquement les publications de la VOKS et d'autres institutions culturelles soviétiques dans la salle d'attente de son cabinet médical. T. Scheu à VOKS, 25.4.1936, F.5283/6/918, doc. 31, GARF.

cations, fortement restreinte depuis l'entrée en vigueur du décret de 1935 condamnant l'importation en Suisse de la presse soviétique, presque totalement interrompue depuis l'été 1939. Nombre de Suisses se plaignent alors auprès de la VOKS que les revues en provenance d'URSS auxquelles ils sont abonnés soient « interceptées en route »¹²³. « Depuis le début de la guerre nous ne recevons plus rien. »¹²⁴ Et un autre d'ajouter : « Je n'ose les réclamer à la poste »¹²⁵ !

¹²³ H.-L. Jeanmaire à VOKS, 1939, F.5283/5/864, doc. 111, GARF.

¹²⁴ C. et L. Meyer, Zurich, à VOKS, 1940, F.5283/5/865, doc. 29, GARF.

¹²⁵ H.-L. Jeanmaire à VOKS, 8.1.1941, F.5283/5/864, doc. 111, GARF.

Chapitre 19

Les éditions des amis

En organisant des éditions sans-parti il faut tenir compte des conditions spécifiques de chaque pays, ainsi que de la situation générale du mouvement ouvrier, du PC et des organisations de masse. Dans ce domaine, la première tâche consiste à acheter dans les pays des maisons d'édition sans-parti déjà existantes et à étendre leurs activités. Dans les autres pays, où les éditions du Parti publient, à côté de la littérature communiste, des ouvrages de littérature plus générale, les éditions du Parti doivent accorder une attention particulière à cet aspect de leur travail et voir s'il n'est par opportun de faire paraître, au moins en apparence, la littérature pour les sans-parti dans une autre forme. Dans certains, dont l'Angleterre, où il faut s'attendre à l'accentuation de la répression policière, c'est une nécessité politique pour le Parti de créer immédiatement une telle maison d'édition, avec un appareil de diffusion adapté.¹

Nos amis essaient d'organiser un journal car les Suisses ont l'habitude de ne pas croire ce qui vient de l'étranger.²

Nous avons beaucoup de problèmes pour recruter des journalistes capables d'éditer les journaux des associations.³

Les Soviétiques n'ont pas attendu les années trente pour s'attaquer au problème des interdictions relatives à l'importation de publications venant de Russie. Pour des raisons de coût, de facilités de livraison et d'enracinement local, ils favorisent très tôt la mise en place d'un réseau d'imprimeurs et d'éditeurs hors

¹ Note de l'agitpropotdel du CEIC sur les organisations de masse, F.495/30/243, doc. 18-19, RGASPI.

² S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 5.5.1929, F.9501/5/44, doc. 368-369, GARF.

³ O. D. Kameneva à S. J. Bagotski, 2.10.1924, F.5283/6/836, doc. 25, GARF.

de leur territoire. Il convient même d'évoquer trois cercles de systèmes éditoriaux, associant la production de livres et de revues à leur diffusion : le premier est lié à l'IC et à ses sections locales, le deuxième, dit sans-parti, est proche de Münzenberg et enfin les éditions des Amis de la Russie nouvelle, que les Soviétiques qualifient de bourgeoises. Tous les pays ne disposent pas de cette pyramide éditoriale complexe, composée de trois niveaux susceptibles d'éditer et de diffuser des publications favorables à l'URSS. Dans la plupart des Etats, les quelques publications effectuées résultent d'une coopération entre des acteurs relevant des deux premiers cercles, alors que le troisième reste purement théorique. Pour la Suisse, l'étude est encore compliquée par le fait qu'à la chute de la République de Weimar de nombreuses maisons d'édition de l'IC et de Münzenberg viennent s'installer sur son territoire. On observe ainsi une situation paradoxale, bien que tout à fait traditionnelle dans l'histoire de l'édition en Suisse, où ce pays sert de base de retraite à l'édition et à l'exportation d'imprimés communistes et philosoviétiques en Europe, alors qu'au même moment la Confédération interdit l'importation et l'édition des mêmes publications à l'usage de sa propre population !

Les premières initiatives éditoriales prises par des Soviétiques hors de leur territoire sont d'ailleurs antérieures à la fondation de l'IC. Dès son installation en Suisse au printemps 1918, la mission Berzine — mais il en va de même pour celles de Vorovski à Stockholm, de Litvinov à Londres et surtout de Joffé à Berlin — s'était dotée d'un bureau de propagande en charge de la traduction et de la diffusion de publications soviétiques à l'étranger. C'est aussi dans le cadre de la mission Berzine, tout en étant formellement indépendante d'elle que fut fondée à Berne, en mai 1918 par Jakob Reich (le futur camarade Thomas⁴), en charge du bureau russe d'information, la première agence de presse soviétique, *Russische Nachrichten*, chargée de publier des informations et de faire des résumés de la presse européenne.⁵ L'agence publie en allemand (*Russische Nachrichten*) et en français (*Nouvelles de Russie*) une revue de caractère généraliste sur les réalisations du Gouvernement soviétique avec un accent particulier sur la culture ; et à destination de la presse socialiste, la *Sozialistische Korrespondenz* dont le directeur est le Zurichois Fritz Platten. L'impression et la responsabilité de l'édition sont confiées à des acteurs locaux. En Suisse, le bureau de propagande « s'était entendu, par l'entremise de Platten, avec la maison d'édition Promachos », l'imprimerie fondée à Belp, près de Berne, par Fritz Jordi, proche du groupe Forderung. « L'impression occupait encore un certain nombre d'autres imprimeries, que

⁴ Markus Wehner, Aleksandre Watlin, « "Genosse Thomas" und die Geheimtätigkeit der Komintern in Deutschland 1919-1925 », *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung*, 1993, 29(1), pp. 1-19.

⁵ Les deux versions, de contenus différents, sont envoyées gratuitement à la presse (NZZ, *Der Bund*) et à quelques personnes intéressées. *Russische Nachrichten*, 200 numéros, environ 225 copies par numéro ; *Nouvelles de Russie*, 160 numéros. Senn, *Diplomacy and Revolution*, pp. 113-116.

payait en partie le fondé de pouvoir général de la mission, le Dr Welti à Bâle. Beaucoup de ces brochures étaient signées par Platten comme éditeur. »⁶ Toutes les revues et les œuvres des dirigeants soviétiques (Lénine, Trotski, Boukharine et Radek) ou internationaux (Jacques Sadoul, *Notes sur la Révolution*) traduits et publiés par l'agence « NR » (*Nouvelles de Russie*) qui circulent en Suisse portent ainsi le label de Promachos Verlag, même s'ils ont été édités ailleurs.⁷ Mais les éditions Promachos sont fermées par le Ministère public de la Confédération après la Grève générale, et Jordi, qui a rejoint le PCS, quitte alors la Suisse pour plusieurs années.

C'est donc avec la structuration de l'IC et l'apparition progressive des sections nationales que s'édifie un système éditorial à un niveau vraiment international.⁸ Le département d'édition de l'IC, fondé à Moscou en 1921, avec une antenne à Berlin, publie une revue mensuelle en quatre langues, *L'Internationale communiste*, et un bulletin, hebdomadaire en français et en allemand, bimensuel pour l'édition anglaise, la *Correspondance internationale (Inprekorr)*. A la même époque, le département propagande de l'IC établit une première liste d'ouvrages à traduire et à éditer par les PC étrangers. Une autre liste est confiée aux soins des éditions de l'Internationale des jeunes installées à Berlin.⁹ Au début, ce sont ainsi les services de l'IC qui fournissent aux maisons d'édition des sections nationales des traductions et des manuscrits prêts à la publication.¹⁰ Il faut en effet souvent attendre plusieurs années pour que les PC se dotent de leur propre système éditorial avec de grandes différences selon les pays.

Grâce à la Librairie de l'Humanité qui devient dès le Congrès de Tours la maison d'édition du PCF, la section française est l'une des premières à disposer d'un système éditorial effectif.¹¹ Outre les revues communistes, elle publie des ouvrages, qu'elle rassemble progressivement en différentes collections comme la « Petite Bibliothèque communiste » pour les écrits des cadres de l'IC. Ce système est transformé au milieu des années vingt par la fondation de deux nouvelles maisons d'édition : le Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité (BEDP ou BE) et les Editions sociales internationales (ESI). Alors que la seconde, qui est la maison d'édition du Komintern en France, dispose d'un catalogue très militant et ouvrieriste, y compris en littérature¹², la liste des publications du BE

⁶ *Feuille fédérale*, 73^e année, vol. II, 1920, p. 25.

⁷ Senn, *Diplomacy and Revolution*, pp. 117-118.

⁸ Wolikow, *L'Internationale communiste*, p. 155.

⁹ Parmi leurs publications, citons *Reise nach Russland*, Berlin, Verlag der Jugend-Internationale, [1921] et *Der Rote Ural*, Berlin, Verlag der Jugend-Internationale, [1921].

¹⁰ Wolikow, *L'Internationale communiste*, p. 156.

¹¹ Je m'appuie sur Marie-Cécile Bouju, « Les Maisons d'édition du Parti communiste français, 1920-1956 », thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Marc Lazar, IEPP, 2005.

¹² Par exemple : Julius Hecker, *La Religion au pays des Soviets*, trad. de l'anglais, Paris, E.S.I., 1928 ; Edwin Hoernle, *L'Éducation bourgeoise et l'éducation prolétarienne*, préf. G. Masson, Paris, E.S.I., 1933 ; et en littérature : Dimitri Fourmanov, *Tchapaïev*, trad. du russe par A. Oranovskaïa et A. Roudnokov, Paris, E.S.I., 1933 (l'histoire d'un officier de l'Armée rouge en héros de la guerre

comprend de nombreux titres qui entrent dans le champ thématique de la VOKS. Parmi ceux-ci, citons *La Politique des Soviëts en matière criminelle*, de Krylenko (1927), *La Femme libérée et l'édification socialiste* (1928), *La vérité sur les "persécutions" religieuses en URSS* (1930), de M. Sherwood, *La Révolution culturelle*, d'Alfred Kurella, 1931, *Le Turkestan soviétique*, du communiste français Claude Servet (1931) et, en 1933, *La protection de la santé publique dans l'URSS*, d'Alexandre Roubakine.

En Grande-Bretagne, il existe la Labour Publishing Co, qui depuis 1920 publie de la littérature communiste sans être officiellement rattachée au PCGB, à laquelle s'ajoute en 1926 la maison Martin Lawrence, « ML » (pour Marxisme-Léninisme) qui fusionnera en 1935 avec celle d'Ernest Wishart, devenant Lawrence & Wishart. En Allemagne, les éditions marxistes Verlag für Literatur und Politik instituées en 1926, qui disposent d'une filiale en Autriche, publient des auteurs soviétiques (F. Gladkow, *Zement. Roman*¹³), des classiques de la littérature communiste (John Reed, Nadejda Kroupskaïa¹⁴) et des ouvrages sur la société soviétique.

En Suisse, deux imprimeries fonctionnent comme maison d'édition du PCS : la Genossenschaftsdruckerei à Bâle et l'Unionsdruckerei à Zurich. Mais le communiste Hans Bickel, qui est le responsable des éditions du Parti et l'administrateur de sa librairie zurichoise, ne parvient pas à développer une activité éditoriale dépassant le champ politique.¹⁵ Le seul texte ayant un vague intérêt dans la perspective de la VOKS est le rapport rédigé par Christian Hitz après la visite en URSS de la délégation ouvrière suisse lors du X^e anniversaire de la Révolution.¹⁶ La situation ne s'améliore qu'en 1935, lorsque le Komintern charge Alfred Stirner, en réalité Edgar Woog, un Bâlois d'origine alsacienne, bibliothécaire polyglotte devenu fonctionnaire du Komintern, de développer les éditions du Parti suisse. C'est dans ce cadre qu'il fonde à Zurich la librairie Stauffacher, dont il confie la gestion à Lydia Scherer, et les éditions Frei Schweiz / Suisse libre.¹⁷ Financée par l'IC¹⁸, cette maison publie pendant quelques années des ouvrages d'auteurs communistes ou philosoviétiques, dont la version allemande

civile) et Nicolas Ostrovski, *Et l'acier fut trempé*, trad. du russe par Valentin Feldman, préf. Romain Rolland, Paris, E.S.I., 1937. Liste effectuée à partir de Marie-Cécile Bouju, *Catalogue de la production des maisons d'édition du Parti communiste français 1921-1956* (en ligne).

¹³ Traduit par Olga Halpern, Wien/Berlin, Vlg. Literatur u. Politik, 1927.

¹⁴ John Reed, *Zehn Tage, die die Welt erschütterten*, Wien/Berlin, Vlg. f. Lit. u. Politik, 1927 ; N. Kroupaskaja, *Erinnerungen an Lenin*, Wien – Berlin, Vlg. f. Lit. u. Politik, 1929.

¹⁵ Quelques ouvrages politiques paraissent aux éditions Unionsbuchhandlung, Zürich, dont celui de Max Tobler sur le syndicalisme révolutionnaire.

¹⁶ *Sonjet-Russland. Bericht der schweizerischen Arbeiter-Delegation, Oktober/November 1927*, Zürich, Unionsdruckerei, 1928.

¹⁷ Studer, *Un parti sous influence*, p. 726.

¹⁸ En 1937, Stirner est arrêté avec une forte somme d'argent à son retour d'un séjour de plusieurs mois en URSS, Rapport de discussion de la VOKS avec A. Stirner, 8.10.1937, F.5283/6/837, doc. 1, GARF.

du voyage en URSS de Léon Nicole.¹⁹ La publication et la diffusion de ce texte qui symbolise l'adhésion du dirigeant socialiste au régime soviétique bénéficie du soutien du PCS et de la VOKS. Karl Hofmaier, qui a accompagné Nicole lors de son voyage, s'est personnellement occupé de l'édition du manuscrit, initialement prévue en trois langues, de son financement et de sa distribution. Afin d'en diminuer le prix, il a demandé à la VOKS d'en acquérir une grande quantité par le biais de la maison Kniga de Berlin pour les distribuer en Allemagne. Pour la version originale en français, parue la même année aux Editions du Faubourg qui servent de façade aux nicoléistes, Hofmaier contacte le président des AUS français, Fernand Grenier, qui en commande un millier pour une diffusion auprès des membres de sa société.²⁰ En revanche, l'édition russe, proposée par la VOKS à la suite du compte rendu favorable de la *Pravda* (5.12.1939), qui parle d'un « livre sincère et véridique »²¹, ne verra pas le jour.

Le deuxième cercle d'éditeurs sur lequel peuvent s'appuyer les organisations soviétiques pour diffuser leurs publications est celui qui se développe dans le sillage des organisations de masse, dites sans-parti. « Pour étendre l'influence des PC sur des masses toujours plus grandes de sans-parti, d'ouvriers, d'employés, de paysans et autres, organisées dans les partis sociaux-démocrates ou dans les syndicats et pour maintenir un appareil d'édition contrôlé par nous en période de terreur blanche aiguë, lorsque la presse communistes est interdite, le moyen approprié consiste à organiser intelligemment un travail d'édition sans-parti. Ces éditions sans-parti publieront en premier lieu de la littérature qui sans être des publications du Parti, sont cependant à même de familiariser le lecteur avec les concepts et les idéaux communistes, ou au moins à les orienter dans cette direction. Il faudra choisir parmi d'autres, les ouvrages et les brochures traitant de la vie économique, culturelle, artistique et autre en Russie, des luttes dans les colonies, des ouvrages antireligieux, d'autres sur l'histoire, des romans appropriés, un calendrier ouvrier et paysan bien édité sous formes de livrets, etc. Dans toutes ces publications, l'image devra jouer un rôle plus important que jusqu'à présent, en particulier pour la littérature destinée aux paysans. [...] Les éditions sans-parti doivent être autonomes financièrement, tout au plus faudra-t-il fournir le capital de départ. »²²

Le modèle d'édition sans-parti auquel se réfère cette directive de l'agitpropotdel de l'IC est celui du « Konzern Münzenberg ».²³ Depuis 1922, dans le

¹⁹ L. Nicole, *Meine Reise nach der Sowjetunion* (Übers. von Helmut Zschokke), Zürich, Buchhandlung Stauffacher, 1939.

²⁰ K. Hofmaier à Heifetz, VOKS, 7.4.1939, F.5283/5/861, doc. 53, GARF.

²¹ O. Alexeeva, fiche de la VOKS sur L. Nicole, 1940, F.5283/5/859, doc. 1-4, GARF.

²² Note de l'agitpropotdel du CEIC sur les organisations de masse, F.495/30/243, doc. 18-19, RGASPI.

²³ Babette Gross, *Willi Münzenberg, Eine Politische Biographie*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1967; Rolf Surmann, *Die Münzenberg-Legende, Zur Publizistik der revolutionären deutschen Arbeiterbewegung 1921-1933*, Köln, Prometh Verlag, 1983; Peter Vonderhagen, Brigitte Walz-Richter (Hrsg.),

prolongement des activités du SOI, Münzenberg a acquis, par le biais de son conglomérat l'Aufbau Industrie & Handels Aktion Gesellschaft, plusieurs maisons d'édition déjà existantes dont il s'efforce d'étendre les activités. La plus célèbre d'entre elles est Neuer Deutscher Verlag, une entreprise fondée en 1914 par Felix Halle, un avocat communiste qui deviendra conseiller juridique du SRI. C'est aux presses de Neuer Deutscher Verlag que paraît la revue théorique du SOI, *Rote Aufbau Halbmonatsschrift für Politik, Literatur, Wirtschaft, Sozialpolitik und Arbeiterbewegung*, et un journal consacré à la défense de la Russie soviétique, *Sowjetrussland im Bild*. Rebaptisé *Illustrierter Arbeiter Zeitung*, puis *Sickel und Hammer*, ce dernier devient en 1924 *Die Arbeiter Illustrierte Zeitung* (AIZ).²⁴ L'AIZ est l'exemple le plus réussi de cette presse sans, ou au-dessus des partis, faisant une large place aux illustrations. Devenu hebdomadaire en 1926, cet illustré prolétarien, publié à Berlin, mais disposant dès 1925 d'éditions locales paraissant en Autriche, en Suisse et en Tchécoslovaquie, est le seul capable de rivaliser avec les magazines bourgeois tant par l'importance accordée aux faits de société que par l'attractivité de sa forme. La revue propose des reportages et des feuillets littéraires écrits par des écrivains tels que Bertolt Brecht et Kurt Tucholsky, des poèmes d'Anna Seghers, des reproductions de gravures de Käthe Kollwitz et de peintures de Georg Grosz, et surtout des photographies réalisées par des Soviétiques et des artistes européens sur la vie des ouvriers en URSS. Le graphisme et la mise en page sont confectionnés par l'artiste dada John Heartfield ; ses photomontages, qui contribuent à la célébrité de l'AIZ, auront une forte influence sur les illustrateurs des publications de gauche de toute l'Europe. La croissance du tirage de l'AIZ est remarquable : 10 000 à l'origine, 200 000 au milieu des années vingt et jusqu'à 420 000 exemplaires en 1932. Un numéro spécial de vingt pages paru en 1928 en relation avec les commémorations du X^e anniversaire de la Révolution russe est tiré à 350 000 exemplaires. La formule de l'AIZ va faire des émules, notamment en France, où paraît depuis 1928 la revue *Regards. Illustré mondial du travail*, avec l'aide de Lilly Corpus et Babette Gross, la compagne de Münzenberg.²⁵ Malgré ce succès d'estime et l'importance des tirages, l'AIZ, qui ne bénéficie guère de l'apport financier des réclames, n'est pas rentable et les éditions Münzenberg ne restent à flot qu'en recourant aux fonds du SOI, du KPD et de l'IC.²⁶ Dès 1925, alors que les éditions du

Willi Münzenberg : eine Dokumentation zur Münzenberg-Tagung im September 1989 in Zürich, Zürich, Studienbibliothek zur Geschichte der Arbeiterbewegung, 1990 ; Tania Schlie, Simone Roche, *Willi Münzenberg (1889-1940), Ein deutscher Kommunist im Spannungsfeld zwischen Stalinismus und Antifaschismus*, Berlin, Lang, 1995.

²⁴ Gabriele Ricke, *Die Arbeiter-Illustrierte-Zeitung. Gegenmodell zur bürgerlichen Illustrierten*, Hannover, Internationalismus-Verlag, 1974 ; Heinz Willmann, *Geschichte der Arbeiter Illustrierte Zeitung*, [Berlin], Verlag Das Europ. Buch, 1974.

²⁵ Dugrand et Laurent, *Willi Münzenberg*, pp. 279-282.

²⁶ Sur les finances de Münzenberg : Sean McMeekin, *The Red Millionaire : A Political Biography of Willi Münzenberg, Moscow's Secret Propaganda Tsar in the West, 1917-1940*, New Haven, Yale University Press, 2004, pp. 163-173.

KPD sont interdites, Neuer Deutscher Verlag publie aussi des livres illustrés, dont une célèbre histoire de la Révolution russe éditée à l'occasion des commémorations du X^e anniversaire d'Octobre²⁷, une hagiographie de Lénine, des reportages politiques, comme celui de Larissa Reissner consacré à l'insurrection de Hambourg en 1923, et surtout des récits de voyages en URSS, à l'image du rapport de cinquante-huit travailleurs allemands ayant visité la Russie en 1923, dont les 200 000 exemplaires sont épuisés en quelques jours. D'autres structures éditoriales complètent cet édifice, à l'instar de Prometheus Verlag, qui en plus des films diffuse des publications en relation avec le cinéma, et de la maison Cosmos Verlag, qui publie de nombreux auteurs russes et des écrivains étrangers favorables à l'URSS. Citons encore la maison Universum Bücherei für alle GmbH (UB), fondée en 1926 par le SOI.²⁸ A l'initiative de Münzenberg, l'UB édite la collection du Livre du mois, commercialisée sous forme d'abonnement, avec un mensuel littéraire illustré : *Das Magazin für alle*. Evoquons encore la société Wilhelmstadt GmbH, qui édite un quotidien du soir, *Die Welt am Abend*, et un du matin, *Berlin am Morgen*, afin de compléter le journal du Parti (*Rote Fahne*). C'est aussi à l'initiative de Münzenberg que paraissent une multitude de revues spécialisées « qui tentaient d'unir la dimension critique et révolutionnaire d'une esthétique au sens étonnamment moderne dans cette époque de révolution des médias »²⁹. Un mensuel consacré au cinéma, *Film und Volk*, édité par Prometheus Verlag, un magazine de photographies réalisées par des ouvriers³⁰, *Der Arbeiterphotographen*, un journal satirique vendu à cinquante mille exemplaires en 1931, *Der Eulenspiegel*, un magazine féminin, *Der Weg der Frau*, et un autre pour la jeunesse, *Der Pionier*, figurent parmi les titres édités par ce que la presse sociale-démocrate commence à appeler le « Konsortium Münzenberg » ; Münzenberg étant lui-même qualifié de « Hugenberg rouge », de « chef de la propagande du KPD »³¹.

Après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, la plus grande partie du matériel lourd d'impression est confisqué et de nombreux collaborateurs arrêtés. Münzenberg doit reconstituer ses activités éditoriales à partir de différents pays. Une nouvelle édition, très irrégulière, de l'*AIZ* est confectionnée depuis Prague jusqu'en 1936, puis à Paris pour les deux dernières années, où il paraît sous le titre *Die*

²⁷ *L'Illustrierte Geschichte der russischen Revolution* paraît depuis mai 1927 aux éditions de Münzenberg, sous forme de cahiers (40, vendu 40 pfennig), puis en un volume de quatre cents pages. Il fait l'objet d'une campagne de vente au porte-à-porte sans précédent, chaque cahier est vendu à 30 000 exemplaires.

²⁸ Heinz Lorenz, *Die Universum-Bücherei. Geschichte und Bibliographie einer proletarischen Buchgemeinschaft. 1926-1939*, Berlin, Verlag Elvira Tasbach, 1996.

²⁹ Palmier, « Quelques remarques sur les techniques de propagande de Willi Münzenberg », *Un homme contre*, p. 43.

³⁰ Jorge Ribalta, Erica Witschey (eds.), *The Worker Photography Movement [1926-1939] : Essays and Documents*, Madrid, Museo Nacional Centro de Arte Reina Sofía and TF Editores, 2011.

³¹ Palmier, « Quelques remarques sur les techniques de propagande de Willi Münzenberg », *Un homme contre*, p. 39.

Volks-Illustrierte. En France, où il s'est réfugié au printemps 1933, Münzenberg, acquiert des participations, puis la totalité des Editions du Carrefour, une maison fondée en 1928 par Pierre Lévy, un Zurichois d'origine alsacienne, qui avait fréquenté les artistes du Cabaret Voltaire de la Spiegelgasse avant de s'installer à Paris en 1922. Outre des livres, dont de nombreux récits de voyages, les éditions du Carrefour ont publié de 1929 à 1931 huit numéros de la revue *BIFUR*. Revue d'avant-garde illustrée par des photographies, des peintures (Max Ernst, Paul Klee, l'artiste alsacien Jean Arp) et des sculptures (Alberto Giacometti), *BIFUR* a ouvert ses colonnes à des écrivains soviétiques (Babel, Pilniak) et à des communistes français (Paul Nizan et Vaillant-Couturier), mais aussi à James Joyce et Franz Kafka. De 1933 à 1937, les Editions du Carrefour éditent près de cinquante-six publications, livres et brochures confectionnés par l'équipe parisienne de Münzenberg³², dont le célèbre *Livre Brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*, qui est un best-seller.³³ Si les Editions du Carrefour sont les plus productives, d'autres maisons appartenant à Münzenberg, comme les Editions Sébastien Brandt et les Editions Prométhée, fonctionnent jusqu'en 1939. Münzenberg s'associe aussi à Lucien Vogel, l'éditeur philosoviétique d'un autre magazine très novateur : *VU*. C'est dans cet hebdomadaire, très influencé par *l'AIZ*, dont les sujets éclectiques, mais tous centrés sur la vie quotidienne, sont illustrés par des reproductions soignées de clichés des maîtres de la photographie contemporaine, que paraissent des documents sur les premiers camps nazis³⁴, mais aussi des reportages sur l'URSS.³⁵

La plus grande partie des éditions, surtout celle en charge des imprimés en allemand, est toutefois transférée en Suisse, où le Konzern Münzenberg, qui dispose déjà de nombreuses filiales, peut aussi utiliser les imprimeries du Parti suisse. Fondée en 1925 par Hans Konrad Hürlimann, inscrite au registre du commerce de Zurich deux ans plus tard, la filiale suisse de Neuer Deutscher Verlag³⁶ est gérée depuis 1930 par la Genossenschaft Arbeiterbuchhandlung, dirigée par Hans Bickel, déjà évoqué dans le cadre de la Librairie du Parti. Il existe aussi depuis le milieu des années vingt une filiale zurichoise de Prometheus Verlag pour la diffusion des films et des publications en relation avec le cinéma. De même pour le SRI : c'est aux presses de la filiale zurichoise des Editions

³² Citons parmi les membres de cette rédaction, Alfred Kurella, ancien collaborateur de l'agit-propotdel de l'IC, qui collabore aussi à *Monde*, la revue de Barbusse. Dugrand et Laurent, *Willi Münzenberg*, p. 386.

³³ Catherine Lawton, « Les Editions du Carrefour, rappel d'un passé antérieur », *Un homme contre*, pp. 173-175 ; *Du colportage à l'édition. Bifur et les éditions du Carrefour*. Pierre Lévy, un éditeur au temps des avant-gardes, Genève, éditions Métropolis, 2004.

³⁴ Dugrand et Laurent, *Willi Münzenberg*, pp. 337-338.

³⁵ Le numéro spécial 192, novembre 1931, est consacré à une « Enquête au pays des soviets ».

³⁶ Walter Uka, « La surveillance de Willi Münzenberg par les autorités judiciaires et policières suisses entre 1916 et 1933 », *Un homme contre*, p. 70.

internationales du SRI que sont parues les impressions moscovites de Max Tobler à son retour du congrès international du SRI, qui s'est tenu à Moscou fin mars³⁷.

A ces anciennes filiales s'ajoutent des éditions transférées en Suisse en 1933, comme la maison Universum Bucherei für alle GmbH (UB), installée à Zurich, qui dispose d'une représentation à Bâle. Les activités de l'UB s'étendent jusqu'en 1939, avec quelques succès comme le *Livre brun* et la traduction allemande de l'hagiographie de *Staline*, rédigée par Henri Barbusse.³⁸ C'est encore en Suisse que paraît *Unser Zeit*, le journal du SOI, qui de 1933 à 1935 prend le relai de *Rote Aufbau*; celui du SRI, *MOPR. Zeitschrift für Kampf und Arbeit der Internationalen Roten Hilfe*, édité à Zurich³⁹; et l'organe du Profintern, l'*Internationale Gewerkschaft-Pressekonferenz*, édité de 1933 à 1936 à Bâle, par le dirigeant communiste valaisan Marino Bodenmann. L'installation en Suisse d'une partie des éditions de la constellation Münzenberg avait été précédée par celle de l'essentiel du système éditorial de l'IC : sa filiale allemande, Verlag Carl Hoym, déplacée d'Hambourg à Bâle, où elle prend le nom d'Internationaler Arbeiter Verlag, la revue du CEIC, *Die Kommunistische Internationale*, éditée de 1933 à 1941 au nom du relieur communiste Franz Dübi à la maison Pressunion du *Basler Vorwärts*, son journal, *l'Inprekorr*, qui paraît de 1933 à 1936, toujours à Bâle, sous le nom d'un éditeur berlinois fictif, avant de s'établir à Paris. Citons enfin le bulletin quotidien de l'agence de presse soviétique désormais installée à Zurich, *Runa, Rundschau Nachrichtenagentur*, édité par Alfred Kurella, puis Theo Pinkus⁴⁰, un communiste zurichois, qui a fait son apprentissage de libraire à Berlin où il a rencontré Münzenberg. Édités en Suisse, ces imprimés sont toutefois destinés en priorité au public allemand. Pour contourner la censure, ils pénètrent sur le territoire du Reich habillés de couvertures d'ouvrages plus anodins, comme la Bible ou des textes d'auteurs classiques.

Bien qu'ils soient institutionnellement et surtout financièrement totalement indépendants de l'URSS et de l'IC, ainsi que du Trust Münzenberg, plusieurs éditeurs publient des ouvrages et des revues, dont les auteurs se retrouvent aussi sur les catalogues des maisons d'édition sans-parti. En Grande-Bretagne, le Left Book Club, dont l'un des fondateurs est l'éditeur socialiste Sir Victor Gollancz, distribue par exemple depuis 1936 de nombreux textes très favorables à l'URSS, dont le célèbre ouvrage de Sidney et Beatrice Webb, *Soviet Communism: a new civilisation*, et le plaidoyer de l'avocat communiste anglais Dudley Collard en faveur des procès de Moscou.⁴¹ En Suisse, il convient d'évoquer la figure d'Emil Oprecht, dont les activités éditoriales occupent une place centrale

³⁷ Max Tobler, *Moskauer Eindrücke*, Zürich, Internationale Rote Hilfe, 1927.

³⁸ H. Barbusse, *Stalin. Eine neue Welt*, [traduction d'Alfred Kurella], Zürich, Universum-Buchgemeinschaft, 1937.

³⁹ MOPR-Verlag.

⁴⁰ Marc Vuilleumier, « Theo Pinkus 1909-1991 », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, Lausanne, AEHMO, n° 9 (1993), pp. 80-81.

⁴¹ Dudley Collard, *Soviet Justice and the Trial of Radek and Others*, London, Victor Gollancz, 1937.

dans la vie intellectuelle de la gauche zurichoise, et rapidement dans tous les espaces germanophones d'Europe.⁴² Docteur en économie politique de l'Université de Zurich, militant aux jeunesses socialistes, il a commencé sa carrière à l'Union des libraires socialistes. Très influencé par Münzenberg qu'il fréquente régulièrement pendant la Grande Guerre, il initie une coopérative dénommée Jeunesse libre (Genossenschaft Frei Jugend, Buchhandlung und Verlag), devenue en 1919 la Coopérative d'édition et librairie (Unionsbuchhandlung und Verlag), dont le but est de publier et de diffuser de la littérature socialiste et communiste. Directeur littéraire, puis littéraire et commercial, il est en 1925 l'un des cofondateurs des éditions et de la librairie Verlag Dr. Oprecht & Helbling⁴³, établie à Zurich. A la même époque, il rompt avec le PCS qu'il avait rejoint en 1921 avec la majorité des jeunesses socialistes zurichoises. Resté très attaché à l'idéal socialiste, tout en refusant de renoncer à la liberté démocratique, Oprecht est proche de Grimm. S'il publie des ouvrages favorables à l'URSS, surtout des récits de voyages dont celui d'Elisabeth Thommen⁴⁴, l'épouse de l'écrivain social-démocrate Jakob Bühner, Oprecht n'est pas à proprement parler philosoviétique. Nombre de ses auteurs sont comme lui des marxistes sans-parti, souvent exclus de leur PC. Mais c'est un antifasciste convaincu et engagé, qui va soutenir les émigrés, dont de nombreux communistes, en les hébergeant, en les publiant et en finançant une multitude de leurs activités culturelles. C'est par ce biais qu'une partie de ses activités éditoriales croisent celles de Münzenberg et de la VOKS. Emil Oprecht peut d'ailleurs compter sur l'appui de son frère, Hans. Poids lourd du Syndicat suisse des services publics (SSP/VPOD) et du PSS, dont il devient le président en 1936, très engagé comme lui contre le fascisme, Hans Oprecht est l'un des cofondateur de *Die Nation*, un hebdomadaire devant servir de plate-forme à une coalition antifasciste allant de la gauche socialiste et syndicale aux milieux bourgeois et paysans⁴⁵, et le président de la Büchergilde Gutenberg, déplacée d'Allemagne à Zurich en 1933.⁴⁶ C'est en partie pour diffuser les publications de la guilde allemande qu'Emil crée en 1933 avec d'autres actionnaires l'Europa Verlag-Aktiengesellschaft, dont il est dès 1935 l'unique directeur commercial. Les œuvres d'écrivains exilés, parmi lesquels Ernst Bloch, Arthur Koestler, Else Lasker-Schüler, Heinrich Mann, Alfred Polgar et Ignazio Silone, constituent près de la moitié de ses productions, ce qui lui vaut de nom-

⁴² Je m'appuie sur Peter Stahlberger, *Der Zürcher Verleger Emil Oprecht und die deutsche politische Emigration, 1933-1945*, Zürich, Europa Verlag, 1970, pp. 81-137.

⁴³ Ancien étudiant en médecine, Conrad Erhad Helbing, qui avait apporté l'essentiel des fonds, ne travailla qu'une année, et surtout comme masseur ! *Ibidem*, p. 93.

⁴⁴ Elisabeth Thommen, *Blitzfahrt durch Sowjet-Russland*, Zürich, Verlag Dr. Oprecht & Helbling, 1933.

⁴⁵ Grâce aux reportages de Peter Surava et aux photographies de Paul Senn, la revue atteint le tirage record de 50 000 exemplaires. « Die Nation », <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F43037.php>.

⁴⁶ Franz Heiniger, « La Büchergilde Gutenberg. Club du livre du mouvement ouvrier », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 19, Lausanne, Editions d'en Bas, 2003, p. 119.

breuses critiques et des sanctions économiques de la part des autorités nazies, et nombre de tracasseries juridiques en Suisse. Il est aussi l'éditeur de plusieurs revues, dont *information*, un mensuel marxiste, puis *Mass und Wert*, un bimensuel de l'émigration antifasciste « pour une culture allemande libre », auquel participent les plus grands écrivains allemands de l'époque (Alfred Döblin, Heinrich et Thomas Mann) et quelques Suisses comme Rudolf Jakob Humm. Depuis 1938, Emil Oprecht s'engage aussi financièrement en faveur du Zürcher Schauspielhaus, un théâtre de boulevard indépendant, dans lequel travaillent de nombreux acteurs et metteurs en scène ayant fui le nazisme, parmi lesquels Kurt Horwitz, Ernst Ginsberg, Leonard Steckel, Emil Stöhr et Kurt Hirschfeld.⁴⁷

Au-delà d'Oprecht, l'antifascisme atténué pendant quelques années les clivages institutionnels de la gauche et favorise, notamment pour les entreprises éditoriales, un rassemblement des intellectuels derrière l'URSS et les milieux communistes. Citons, toujours à Zurich, les éditions Jean Christophe-Verlag, qui de 1936 à 1938 publie des rapports de voyages favorables à l'URSS, dont celui du syndicaliste anglais Sir Walter Citrine⁴⁸, des études sur l'économie planifiées dans l'esprit du groupe Plan⁴⁹, mais aussi des textes moins orthodoxes, comme une biographie de Rosa Luxemburg par Henriette Roland-Holst⁵⁰, les *Retouches à "Mon retour de l'URSS"* d'André Gide⁵¹ et les *Crimes de Staline*⁵² par Léon Trotski ! Enfin, il n'est pas rare que des entreprises vraiment sans-parti, pensons à l'éditeur bernois Hallwag, publient elles-mêmes des textes relevant de la diplomatie culturelle soviétique.⁵³

De façon très exceptionnelle, des correspondants suisses de la VOKS parviennent à s'affranchir totalement des cercles communistes et sans-parti, en se faisant publier par des maisons étrangères. Recalé par la maison d'édition britannique Hearst Press, le manuscrit d'Ella Maillart, *Parmi la jeunesse russe* (1932), dont la première version est écrite en anglais, paraît chez le prestigieux éditeur parisien Charles Fasquelle, que l'auteur a rencontré par l'intermédiaire d'un ami, l'aventurier Alain Gerbault.⁵⁴ L'ouvrage, préfacé par le très philosoviétique écrivain

⁴⁷ Jean-Marie Palmier, *Weimar en exil. Le destin de l'émigration intellectuelle allemande antinazie en Europe et aux Etats-Unis*, Paris, Payot, 1988, pp. 614-615.

⁴⁸ Sir Walter Citrine, *Auf Wahrheitssuche in Russland*, Zürich, Jean-Christophe-Verlag, 1938.

⁴⁹ André Philip, *Krise und Planwirtschaft*, Zürich, Jean-Christophe-Verlag, [1936], traduction allemande d'un ouvrage paru en français en 1935.

⁵⁰ Henriette Roland-Holst, *Rosa Luxemburg – Ihr Leben und Werken*, Zürich, Jean-Christophe-Verlag, 1937.

⁵¹ André Gide, *Zurück aus Sowjet-Russland* (traduction de Ferdinand Hardekopf), Zürich, Jean-Christophe-Verlag, 1937.

⁵² Leo Trotzki, *Stalins Verbrechen*, Zürich, Jean Christophe-Verlag, 1937.

⁵³ Ernst Clam, [Erich Czech], *So lebt Russland. Eine Reise nach Sowjetrußland*, Bern u. Stgt., Hallwag, 1937. L'auteur de nationalité autrichienne qui vient de rompre avec les nazis fait un récit favorable à l'URSS qui sera interdit en Allemagne.

⁵⁴ Isabelle Yèn-Chi Chappuis, *Ella Maillart : de l'exotisme au voyage intérieur* (2008), Master's Theses. Paper 3490, p. 8 et 16, http://scholarworks.sjsu.edu/etd_theses.

français Luc Durtain, lui-même auteur d'un récit de voyage en URSS⁵⁵, bénéficie d'un compte rendu élogieux dans *VU*, alors que *La Gazette de Lausanne* le qualifie de « panégyrique d'un régime abject, acharné à ruiner l'Europe et le monde ».⁵⁶ Deux ans plus tard, c'est aux éditions de Bernard Grasset qu'Ella Maillart publie le récit de son voyage à travers le Turkestan soviétique jusqu'en Chine.⁵⁷

C'est aussi à la catégorie des éditions dites sans-parti que prétendent appartenir les entreprises éditoriales des AUS, bien qu'elles soient en partie financées par l'IC et les syndicats soviétiques. Au niveau international, est édité à Berlin sous la direction du militant communiste Otto Kühne, l'*Informations-Bulletin des Internationalen Komitees des Bundes der Freunde der Sowjet-Union* (*Bulletin d'information du comité international de la fédération des AUS*). Traduit en français et en anglais, il devait paraître une fois par mois depuis l'été 1928, mais le premier numéro ne sort qu'en juillet 1929. Le contenu est très politique, ciblé sur les thèmes du premier congrès des AUS : les relations tendues de l'URSS avec l'Angleterre, un rappel historique sur les interventions étrangères, une enquête dans les milieux de l'émigration blanche qui conforte l'idée « de préparatifs de guerre en général et d'une agression contre l'URSS en particulier »⁵⁸. Au début des années trente, alors qu'il doit quitter l'Allemagne pour les Pays-Bas, le bulletin international des AUS est rebaptisé, *Vérité sur l'Union soviétique* (*Tatsachen über die Sowjetunion, Facts about Soviet Union*), avant de devenir depuis 1932 *Des faits sur l'URSS*, dont le contenu se fait plus culturel, dans un sens large. Mais ce n'est qu'en 1934 que l'Association internationale des amis de l'URSS se dote d'un service de presse assurant l'édition du bulletin en cinq langues (allemand, anglais, espagnol, français et italien). Sur le plan national, plusieurs sections des AUS éditent leur propre revue pour coller aux réalités locales. Car selon le représentant de la section française qui l'écrit à Münzenberg, cela serait une erreur de publier en France un bulletin « dans la même forme que celui envisagé pour l'Allemagne. Il faut tenir compte de la mentalité française, inclure des caricatures, des photographies »⁵⁹. Soulignons pourtant qu'une partie importante du contenu de *L'Appel des Soviets*, tiré à 25 000 exemplaires en 1930, qui devient en 1933 *Russie d'aujourd'hui*, atteignant le nombre record de 125 000 lecteurs en 1937⁶⁰ — et il en va de même pour la version britannique, *Russia Today*, 35 000 exemplaires en 1938⁶¹, de la revue des AUS tchèques, *Soviet Sovetu*, diffusée à 40 000 exemplaires, de

⁵⁵ *L'Autre Europe : Moscou et sa foi*, Paris, Editions de la Nouvelle revue française, 1928.

⁵⁶ Marianne Enckell, « Ella Maillart et l'anarchiste », *Le Courrier*, Genève, 5.12.2012.

⁵⁷ *Des Monts célestes aux sables rouges*, Paris, Ed. Grasset, 1934. Il existe une traduction anglaise, *Turkestan Solo – One Woman's Expedition from the Tien Shan to the Kizil Kum*, London, Putnam's Sons, 1934, et une autre en allemand, *Turkestan Solo*, Stuttgart/Berlin, Ernst Rowohlt Verlag, 1938.

⁵⁸ Lettre circulaire du bureau international des AUS, 2.7.1929, F.495/99/28, doc. 33, RGASPI.

⁵⁹ Protocole de discussion, 17.8.1928, F.495/99/26, doc. 36, RGASPI.

⁶⁰ Rapport du comité international des AUS, 17.11.1938, F.494/20/896, doc. 64 et Mazuy, « La Section française des Amis de l'Union soviétique (1927-1939) : une organisation de masse sympathisante du PCF », pp. 205-220.

⁶¹ Rapport du comité international des AUS, 17.11.1938, F.494/20/896, doc. 64. RGASPI.

l'organe de la section allemande, *Das Drohende Krieg*⁶², édité depuis 1928 par Max Hodann, comme ses successeurs, *Freund der Sowjet*, tiré à 60 000 exemplaires de 1930 à juillet 1932, et *Sowjetrussland Heute*⁶³ — reste d'origine russe. Presque cent pour cent, s'agissant des photographies. Dès 1932, il existe ainsi une douzaine de ces journaux des amis de l'URSS dont le tirage cumulé atteindra un total de 458 000 exemplaires en 1935.⁶⁴ Depuis 1934, la Société suisse des amis de l'Union soviétique publie elle-même un mensuel, *Russland Heute*, dont 3000 exemplaires seraient distribués au Luxembourg et en Alsace-Lorraine.⁶⁵ La parution cesse toutefois au printemps 1936, en raison de la faiblesse des ventes et des menaces d'interdiction qui pèsent sur la société. De 1937 à 1938, paraît de façon plus régulière — et intime — *Udarnik : Organ der Schweizerischen Vereinigung der Freunde der Sowjetunion* (SVFSU)⁶⁶ pour la diffusion des informations internes dans les sections locales. Les éditions des AUS suisses publient aussi, comme la plupart des sociétés sœurs⁶⁷, des petites brochures vendues à bas prix sur la « Constitution la plus démocratique du monde », « la politique de paix de l'URSS » ou « les commémorations d'Octobre ». Mais ces entreprises éditoriales, qui se font presque systématiquement à perte malgré des coûts de production très bas, plombent les trésoreries des sociétés.⁶⁸ L'autre problème est celui de l'uniformisation progressive des textes par le recours récurrent aux mêmes auteurs. Il y a alors peu de différence de contenu entre les publications des AUS et d'autre revues proches de Münzenberg ou de la VOKS, note en 1935 l'un des membres du bureau international des AUS : « le risque existe que certains journaux des AUS qui impriment des articles de Malraux (en France) ou de Shaw (en Angleterre), deviennent, comme en Hollande, des journaux très ambitieux en termes de vocabulaire et de style. [...] Les journaux des AUS ne doivent pas devenir des journaux de l'intelligentsia. »⁶⁹

Car le troisième cercle ou niveau du système éditorial est théoriquement celui des « éditions bourgeoises qui sont créées dans plusieurs pays en relation avec

⁶² *Der drohende Krieg. Politisch-wirtschaftliches Bulletin des Bundes der Freunde der Sowjetunion* I (1928) – III (1930).

⁶³ Münch, « Das Bund der FSU », p. 204.

⁶⁴ Rapport d'A. Inkipin, secrétaire du bureau international, 1935, F.495/30/1071, doc. 10, RGASPI.

⁶⁵ *Idem*.

⁶⁶ Quelques numéros figurent aux archives sociales suisses, Zurich. « Pourquoi Udarnik ? Udarnik est un mot russe signifiant travailleur de choc. Nous avons donné ce titre à l'organe des permanents du mouvement, car tous les permanents des FSU doivent être des travailleurs de choc. »

⁶⁷ Pour les éditions des amis français : Mazuy, « La Section française des Amis de l'Union soviétique (1927-1939) : une organisation de masse sympathisante du PCF », pp. 221-222.

⁶⁸ La brochure sur la Constitution soviétique de 1936, éditée à 6000 exemplaires, ne fut distribuée qu'à 2500 exemplaires, vendue à 250 exemplaires, ce qui représente une grosse perte de gain pour la SVFSU malgré des coûts très bas. *FSU-Bulletin*, 3.3.1937, cité par Jungi, « Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion », p. 77.

⁶⁹ Rapport d'A. Inkipin, secrétaire du bureau international, 8.6.1935, F.495/30/1071, doc. 81, RGASPI.

les Amis de la Russie nouvelle », des éditions qu'il convient « d'utiliser à notre profit »⁷⁰. Ce réseau totalement indépendant des cercles communistes et prolétariens devait résulter des activités de la VOKS, même si cette dernière collabore par différents biais à la production ou à la diffusion des publications des deux premiers cercles. Collaboration d'autant plus nécessaire qu'à la différence de celles des AUS, les éditions des Amis de la Russie nouvelle, entendues comme un système d'édition et de diffusion de revues et de livres au nom des sociétés, resteront presque partout au stade du projet. « Nous rencontrons beaucoup de difficultés pour recruter des journalistes compétents afin d'éditer les journaux des associations »⁷¹, se plaint Kameneva. En Suisse plus qu'ailleurs, les Sociétés d'échanges culturels avec la Russie nouvelle butent sur le problème du nombre trop réduit d'auteurs. Mais il faut aussi évoquer l'absence de financement de Moscou et la faible masse critique de lecteurs. La division linguistique nous oblige à une présentation par espace culturel.

En Suisse romande, toutes les activités éditoriales des amis tournent autour des éditions Rémézov. Imprimeur résidant en Suisse depuis 1908, il a dû déplacer ses locaux à plusieurs reprises avant d'installer son imprimerie au numéro 18 du passage du Terraillet, à Genève. Outre la réimpression d'ouvrages et de revues soviétiques, comme la revue des sans-Dieu⁷², *Bezbojnikov*, et celle de la VOKS, qu'il effectue par contrat pour le Gosizdat, Hilarion Rémézov édite la version française du *Bulletin de presse de la Commission de la Croix-Rouge russe en Suisse* (*Press-Bulletin der Kommission des russischen Roten Kreuz in der Schweiz*, n° 1 en août 1921).⁷³ Il publie aussi quelques écrits personnels, dont un article de souvenirs sur son séjour en Russie de 1920⁷⁴, une brochure consacrée à l'école du travail en URSS⁷⁵ et un *Manuel de russe pour les Français*⁷⁶, rédigé en collaboration avec Brocher. Salué par *Le Journal de Genève* et *La Gazette de Lausanne*, le manuel suscite toutefois de nombreuses critiques de la section langue étrangère de la VOKS qui lui reproche d'être « extrêmement formel, sans images illustrant la vie soviétique actuelle », et de contenir « beaucoup de termes qui ne sont plus d'actualité »⁷⁷. Malgré les promesses faites par les éditions d'Etat⁷⁸, c'est souvent

⁷⁰ Note de l'agitpropotdel du CEIC sur les organisations de masse, F.495/30/243, doc. 18-19, RGASPI.

⁷¹ O. D. Kameneva à S. J. Bagotski, 2.10.1924, F.5283/6/836, doc. 25, GARF.

⁷² Sur ce mouvement : Daniel Peris, *Storming the Heavens. The Soviet League of the Militant Godless*, Cornell, Cornell University Press, 2007 ; William B. Husband, "Godless Communists". *Atheism and Society in Soviet Russia, 1917-1932*, Illinois, Northern Illinois University Press, 2000.

⁷³ Édité dans une forme modeste, pour « informer objectivement la presse et les autorités suisses sur les faits relatifs à la faim et aux épidémies en Russie », le bulletin de la SRCR demeurera la seule publication bilingue ayant un lien avec la mission Bagotski.

⁷⁴ H. S. Rémézov, *Une commune presque anarchiste en Russie*, [France], Robinson, La Révolte et Temps Nouveaux, 1926.

⁷⁵ H. Rémézov, *L'école du travail en URSS*, s. 1, Imprimerie moderne, 1932, p. 16.

⁷⁶ G. Brocher et H. Rémézov, *Manuel russe pour les Français : nouvelle orthographe = Russkij učebnik dlja francuzov : po novoj orfografii*, Lausanne/Genève, Payot, 1929.

⁷⁷ Section langue étrangère de la VOKS, F.5283/6/842, doc. 5, GARF.

à ses frais que Rémézov effectue ce travail d'édition, ce qui finit par précariser sa petite entreprise.⁷⁹ Toutefois, c'est encore lui qui édite, en janvier puis avril 1931, les deux seuls numéros — en réalité une double feuille ronéotypée, la première consacrée à Maxime Gorki, la seconde à Romain Rolland — du *Bulletin de la Société pour les relations culturelles et scientifiques entre la Suisse et l'URSS*.

Pourtant l'édition d'un bulletin figurait parmi les projets de toutes les sociétés apparues dans la Suisse de l'entre-deux-guerres. La première évocation date de l'assemblée de février 1925 de la SEDRC. Puis c'est au tour de Bagotski, dans un courrier envoyé à la VOKS quelques mois après la levée du boycott de la Suisse, de soulever ce point.⁸⁰ Et encore une fois en 1929, lorsque le délégué raconte qu'« un groupe de personnes vivant en Suisse romande souhaiterait éditer un journal ou un bulletin consacré à l'URSS ». Mais, insiste-t-il : « Je les ai mis en garde sur le fait que par manque de moyens cette entreprise pourrait s'arrêter après quelques numéros comme se fut le cas il y a quatre ans. Cela mérite néanmoins une attention particulière.[...] Pour les Suisses la situation économique actuelle de l'URSS ne se distingue en rien de celle de 1921. Une partie du journal serait consacrée à la vie culturelle, l'autre à la vie économique, mais nous avons besoin d'un subside. »⁸¹ La VOKS refusera de payer les 1000 francs suisses par numéro qui selon Bagotski seraient nécessaires à la parution. Dès sa première assemblée, la nouvelle Société des amis présidée par Ehrler décide pour sa part de renoncer à la publication d'un bulletin trop coûteux, les informations au public seront placées dans *Le Travail*.

Le public francophone qui en Suisse s'intéresse à la Russie n'a d'autre choix que de lire les publications françaises et belges : le *Bulletin belgo-russe*, organe trimestriel d'information et de documentation du Cercle des relations intellectuelles belgo-russes, qui paraît de façon irrégulière de 1926 à mai 1927, puis de 1928 à 1930, et surtout la revue *Monde : hebdomadaire d'information littéraire, artistique, scientifique, économique et sociale*, éditée par Henri Barbusse de juin 1928 à 1935.⁸² Cette revue, dont le projet fut évoqué dès 1925 par Rakovski et Lounatcharski,

⁷⁸ Selon Zlintchenko, Rémézov aurait reçu, en 1928, 10 000 francs du Gosizdat pour l'édition de publications soviétiques en Suisse. Selon Rémézov, il ne s'agit que de promesses. C. P. Zlintchenko à F. A. Lebet, 4.4.1931, F.9463/1/39, doc. 1, GARF.

⁷⁹ G. Brocher à Sovnarkom, 10.9.1930, F.132/1/16, doc. 46, RGASPI. Il avance aussi à Bagotski de l'argent pour l'organisation d'une exposition (171 francs).

⁸⁰ S. J. Bagotski à VOKS, 2.6.1927, F.5283/6/836, doc. 1a, GARF.

⁸¹ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, copie à CC ASCRCR, Ossoaviachim, NKZ et NKID, 29.4.1929, F.9501/5/44, doc. 366, GARF.

⁸² *Monde : hebdomadaire d'information littéraire, artistique, scientifique, économique et sociale*, Paris, [s. n.], 1928-1935, n° 1 (1928, 9 juin) – n° 353 (1935, 10 oct.), directeur Henri Barbusse ; comité directeur : A. Einstein, M. Gorki, U. Sinclair, M. Ugarte, M. de Unamuno, L. Bazalgette, M. Morhardt, L. Werth. De février 1931 à novembre 1932, le rédacteur en chef est Léon Werth. Le sous-titre, qui disparaît à partir du n° 79 (1929, déc.), devient depuis le n° 211 (1932, juin) *Hebdomadaire international d'information littéraire, artistique, scientifique et sociale*, puis dès novembre 1932, *Hebdomadaire international*.

devait servir de point de rencontre pour les intellectuels et de foyer d'édition.⁸³ En pleine période d'affrontement des frères ennemis communistes et socialistes, Barbusse a néanmoins beaucoup de peine à résister aux pressions de l'IC, du CEIC et de Vaillant-Couturier, qui tente de transformer *Monde* en organe officiel des écrivains révolutionnaires. Mais pendant quelques années la revue exerce une large influence, notamment en Suisse romande, auprès des intellectuels progressistes. Citons encore la revue *Plans*, fondée par Philippe Lamour, Fernand Léger et Le Corbusier. De 1930 à 1932 cette publication non conformiste qui entend questionner l'homme, le progrès technique et la civilisation nourrit le débat sur la planification dans un sens favorable à l'expérience soviétique.

Si l'on fait abstraction de l'organe de presse du Théâtre prolétarien, *Culture prolétarienne. Revue d'art et de littérature révolutionnaire pour la Suisse romande*, dont sept numéros paraissent de 1932 à 1935⁸⁴, il faut ainsi attendre l'été 1937 pour que sorte, sous la direction du communiste Jean Vincent, une revue culturelle suisse romande favorable à l'URSS : *Connaître, revue mensuelle. La politique, les arts, les lettres*.⁸⁵ À côté de ses prises de positions politiques pour un Front populaire suisse et en faveur des Républicains espagnols, cette revue — à laquelle participe Jules Humbert-Droz, les socialistes de gauche Daniel Anet, André Ehrler et André Muret, ainsi que l'écrivain vaudois Edmond Gilliard — promeut les arts et la littérature, notamment en provenance d'URSS. Mais au terme du onzième numéro, *Connaître*, dont le nombre de pages n'a cessé de se réduire, passant de 41 à 24 pages pour le dernier numéro de juin-juillet 1938, cesse de paraître par manque de moyen. Pendant une année, *La Semaine*⁸⁶, une revue dirigée par André Muret avec la collaboration de Vincent, prolonge l'entreprise éditoriale de *Connaître*, avant d'être interdite par les autorités fédérales.

Les lecteurs germanophones ont plus de choix, sans que le mérite en revienne toujours aux amis suisses. Il n'existe en effet, jusqu'au début des années trente, aucune trace dans les archives de la VOKS d'une quelconque tentative de création d'une publication s'intéressant à l'URSS sous l'angle culturel, ou même économique. Mais les lecteurs germanophones de Suisse peuvent recevoir les multiples publications allemandes largement diffusées en Suisse, dont la revue *Das Neue Russland : Zeitschrift für Kultur, Wirtschaft und Literatur*, éditée de 1923 à 1932 par Erich Baron, le président de la Société allemande des amis de la

⁸³ *Dialog Pissatelei*, (Dialogue d'écrivains), « Pages d'histoire des relations culturelles franco-russes au XX^e siècle, 1920-1970 », pp. 41-41.

⁸⁴ Gajardo Munoz, « Du Théâtre prolétarien au groupe L'Effort 1930-1940 (En quête d'un théâtre ouvrier genevois) », p. 51.

⁸⁵ Hervé Guillotti, « "Oui, connaître. Puis comprendre. Enfin agir." *Connaître*. Une revue politique et culturelle antifasciste de l'entre-deux-guerres », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 19, Lausanne, Editions d'en Bas, 2003, pp. 88-102.

⁸⁶ Pierre Jeanneret, « *La Semaine*. Un hebdomadaire antifasciste, politique et culturel (1938-1939) », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 7, Lausanne, Editions d'en Bas, 1991, pp. 7-22.

Russie nouvelle.⁸⁷ *Das Neue Russland* est le seul exemple d'une publication des ARN s'inscrivant dans la durée. Il faut dire qu'elle a bénéficié de nombreux soutiens. « Ce journal fut mis sur pied grâce à notre appui matériel »⁸⁸, écrit Kameneva au CC du Parti soviétique. Au-delà des subventions, « le numéro 9 est le résultat de notre travail, de notre direction. Le journal se compose pour partie de nos matériaux et d'articles de savants étrangers ayant séjourné en URSS les mois précédents. » Cette dépendance explique, malgré la qualité des intervenants allemands, dont celle du rédacteur en chef, le journaliste communiste Erich Baron, que les rubriques de la revue correspondent au catalogue des thèmes de la VOKS⁸⁹, avec quelques articles plus explicitement politiques. « Nous avons aussi réussi à inclure des déclarations d'indignations à propos de l'attaque de la police allemande contre notre délégation commerciale »⁹⁰, se vantait déjà Kameneva en 1924. En 1931, comme toutes les publications ayant un lien avec l'Union soviétique, *Das Neue Russland* (n° 1 de 1931) publie son numéro spécial sur le procès des industriels. Chaque numéro compte plus d'une quarantaine de pages, plus de quatre-vingts pour les numéros doubles. La mise en page, confiée à John Heartfield, qui sévit déjà dans l'*AIZ*, ainsi que l'usage de la trichromie (noir, blanc et rouge), exercent une forte séduction sur les lecteurs.

La formule est si réussie qu'elle sert de modèle au bulletin de la VOKS. « Grâce à ses nombreuses recensions d'ouvrages, ce journal a attiré l'attention de larges couches de l'intelligentsia »⁹¹, se félicite Kameneva dès les premiers numéros. En 1931, le tirage atteint les 5000 exemplaires, avec 3000 abonnés. *Das Neue Russland* est aussi diffusé en Autriche, au Danemark et en Suisse.⁹² Mais les derniers numéros sont trop chers pour les Zurichois, qui demandent à la direction de Moscou de leur envoyer gratuitement 250 exemplaires.⁹³ Enfin, la société allemande édite chez Rowohlt une collection (Schriftenreihe der Gesellschaft der Freunde des Neuen Russland) de brochures comme celle de Richard Oehring⁹⁴,

⁸⁷ Rolf Elias, *Die Gesellschaft der Freunde des neuen Russlands. Mit vollständigem Inhaltsverzeichnis aller Jahrgänge der Zeitschrift "Das Neue Russland" 1923-1932*, Köln, Pahl-Rugenstein, Hochschulschriften, 1985.

⁸⁸ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 137, RGASPI.

⁸⁹ Parmi les numéros spéciaux, citons le n° 3-4 de 1925 sur le théâtre soviétique, le n° 11-12 de 1927 sur les intellectuels et l'URSS, le cahier n° 3 de 1928 en l'honneur du 60^e anniversaire de Gorki.

⁹⁰ O. D. Kameneva à G. E. Zinoviev, 26.5.1924, F.495/99/95, doc. 117, RGASPI.

⁹¹ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 137, RGASPI.

⁹² Rapport de la VOKS à l'agitpropotdel du CEIC, 1931, F.495/30/732, doc. 176, RGASPI.

⁹³ R. J. Humm à VOKS, 14.9.1932, F.5283/6/899, doc. 81, GARF.

⁹⁴ Richard Oehring, *Sonjethandel und Dumpingfrage*, Berlin, Schriftenreihe der Gesellschaft der Freunde des Neuen Russland, E. Rowohlt, 1931.

du groupe ARPLAN, consacrée au commerce extérieur de l'URSS et à la question du dumping.

En 1932, lorsque la parution de *Das Neue Russland* cesse, la nouvelle société zurichoise, qui porte le même nom que la revue allemande, envisage de faire paraître son propre organe. Mais la création en juin d'*information*⁹⁵, une revue marxiste sans-parti « que dirige un groupe d'amis »⁹⁶, écrit Humm à la VOKS, rend la publication d'une revue de la Société suisse des ARN moins nécessaire. Comme l'a souligné Brigitte Studer⁹⁷, le cercle des membres de la *Nouvelle Russe* se confond assez largement avec le milieu des collaborateurs de la revue *information*, créée par l'historien de l'art bâlois Georg Schmidt, en juin 1932, et les membres du cercle littéraire de Jakob Humm.⁹⁸ Parmi les auteurs publiés dans la revue figurent l'écrivain italien Ignazio Silone, qui vient d'être exclu du PCI, le Français Henri Barbusse, l'Allemand Alfred Kantorowicz, le dramaturge suisse Jakob Bühner, l'historien zurichois Valentin Gitermann, Paulina Brupbacher, qui est membre de la société zurichoise, mais aussi un ancien correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* devenu écrivain indépendant, Joseph Halperin, Charles-Ferdinand Vaucher du Cabaret Cornichon⁹⁹, et l'auteur de romans policiers Friedrich Glauser.¹⁰⁰ Ce réseau correspond aussi à celui des auteurs publiés par Emil Oprecht, qui deviendra l'éditeur de cette revue. L'index des noms et surtout des pseudonymes figurant dans le dernier numéro permet d'identifier les auteurs les plus prolifiques : Georg Schmidt (sous les pseudonymes de : Helveticus, Ernst Emmenthaler, Faber, Pamphilus Gegenbach et Informator) et Ignazio Silone (Magister et Marsus). Le rôle exact du second demeure discuté.¹⁰¹ Pour les uns, Silone n'est qu'un contributeur régulier, pour d'autres il serait le principal inspirateur et le coéditeur de la revue, s'impliquant jusqu'au choix des illustrations et des couvertures. Ce qui est certain c'est qu'il est l'un des artisans de l'ouverture du journal aux questions internationales. S'il est régulièrement fait référence à l'URSS (notamment dans le champ éducatif), l'originalité du contenu réside surtout dans les liens systématiquement établis entre la victoire du fascisme en Allemagne et son développement en Suisse, ce qui est très rare dans la presse de l'époque. *Allemagne fasciste ! Suisse fasciste ?* est ainsi intitulé le

⁹⁵ *information*, Genossenschaft für literarische Publikationen, Zürich, Dr. Oprecht & Helbling, février 1932-mars 1934, 21 x 15 cm.

⁹⁶ R. J. Humm à VOKS, 14.9.1932, F.5283/6/899, doc. 81, GARF.

⁹⁷ Studer, *Un parti sous influence*, pp. 551-552.

⁹⁸ Rudolf Jakob Humm, *„Ich bin ein Humm“ : Reminiszenzen*, Zürich, Gute Schriften, 1982 ; Gustav Huonker, *Literaturszene Zürich. Menschen, Geschichten und Bilder 1914 bis 1945*, Zürich, Unionsverlag, 1985.

⁹⁹ Romana Walther, "Le Cabaret Cornichon à travers la presse suisse 1934-1944 : entre politique, « antifascisme » et divertissement", Mémoire de licence, Université de Lausanne, 2004 ; Peter Michael Keller, *Cabaret Cornichon. Geschichte einer nationalen Bühner*, Zürich, Chronos, 2011.

¹⁰⁰ Gerhard Saner, *Friedrich Glauser. Eine Biographie, eine Werkgeschichte*, Zurich/Frankfurt a. M., 1981.

¹⁰¹ Deborah Holmes, *Ignacio Silone in Exile: Writing and Antifascism in Switzerland, 1929-1944*, Aldershot, Ashgate, 2005. pp. 58-92.

numéro 12 de juillet 1933 à la suite de plusieurs articles consacrés aux connexions des nazis avec les milieux économiques, militaires et politiques helvétiques.

À l'image des publications allemandes proches de Münzenberg, *information* soigne la forme, le graphisme et la typographie (notamment l'abandon des majuscules). Les illustrations et la mise en page de la revue sont confiées à Max Bill, qui sera l'un des architectes phares de l'Exposition nationale de Lausanne en 1964. Alors âgé de 24 ans, celui qui donnera naissance au style typographique international, aussi appelé Style suisse après la Seconde Guerre mondiale, revient de l'école du Bauhaus de Dessau, où il a suivi les cours de Kandinsky, Klee et Moholy-Nagy, après avoir été expulsé pour turbulence de l'École des beaux-arts de Zurich. En plus de la mise en page de la revue, il dessine les couvertures d'ouvrages d'autres écrivains antifascistes édités par Oprecht, dont la version allemande de *Fontamara*, le célèbre roman d'Ignazio Silone. Exposé à Paris en 1933, avec le groupe abstraction-crétion et des artistes comme Jean Arp, Sophie Taeuber-Arp, Marcel Duchamp ou Le Corbusier, Max Bill perpétue dans la tradition d'A.B.C. l'influence d'El Lissitzky en Suisse. La revue incarne alors la rencontre des mondes artistiques, littéraires et politiques qui se réalise à Zurich dans les milieux antifascistes. De juin 1932 à avril 1933, la coopérative d'édition, qui revendique son indépendance financière et idéologique à l'égard des partis, parvient à maintenir le rythme d'un numéro par mois. À ce moment la coopérative est dissoute et la publication placée sous la responsabilité financière d'Oprecht ; mais l'équipe éditoriale demeure indépendante. D'autant plus indépendante qu'elle travaille bénévolement. Malgré une réduction des coûts — les six derniers numéros sont de facture beaucoup plus modeste, sans illustration, imprimés sur un papier de qualité médiocre — et un ralentissement du rythme de publication (seulement huit numéros la seconde année), les dettes s'accumulent jusqu'au 18^e et dernier numéro de février 1934, date à laquelle Oprecht cesse de soutenir *information* financièrement.

Bagotski tente alors de relancer le projet d'un bulletin mensuel en demandant à Moscou un subside pour les trois premiers numéros, mais en vain.¹⁰² Pendant plusieurs années, les seules publications suisses ayant quelques liens avec la VOKS sont : l'hebdomadaire des étudiants marxistes de Zurich, *Der rote Student*, puis *Student im Angriff*, édité à 700 exemplaires par Ernst Bickel¹⁰³, le fils du responsable des publications du Parti, et en 1936 quelques bulletins de l'Association pour la promotion des relations commerciales entre la Suisse et l'Union soviétique (*Vereinigung zur Förderung des Handelsbeziehungen Schweiz-Sowjetunion*). Édité à plusieurs milliers d'exemplaires pour être distribué aux milieux politiques et économiques, l'*Handels-Information Schweiz-Sowjetunion*¹⁰⁴ contient, en

¹⁰² S. J. Bagotski à VOKS, 21.8.1934, F.5283/6/898, doc. 69, GARF.

¹⁰³ Marxistische Student Gruppe (MSG), Zürich, à VOKS, octobre 1933, F.5283/6/876, doc. 23, GARF.

¹⁰⁴ P. Gurewitsch à S. J. Bagotski, 12.5.1936, F.9501/6/72, doc. 12, GARF.

plus de données quantitatives sur l'économie soviétique, les impressions de plusieurs hommes d'affaires ayant voyagé en URSS avec Gurewitsch. Après le premier procès de Moscou et malgré la guerre d'Espagne, une partie des amis suisses préfèrent, à l'image d'Humm écœuré par le régime stalinien, cesser toute activité qui pourrait avoir un lien même indirect avec l'URSS. Les autres rejoignent *ABC*, un hebdomadaire politique, économique et culturel, coédité de 1937 à 1938 par Harry Gmür¹⁰⁵ et Joseph Halperin. Les fonds sont fournis par le journaliste Harry Gmür qui dispose d'une fortune familiale. Socialiste, proche de Hans Oprecht, mais qui à la différence de ce dernier rejoindra les communistes, il fait partie d'un groupe de réflexion mis en place par le PSS et les syndicats pour l'introduction d'un Plan de travail en Suisse. Plusieurs collaborateurs d'*ABC* sont des anciens d'*information*, dont Glauser, Halperin et Bühler. On retrouve aussi des contacts de la VOKS comme Carl Albert Loosli et Traugott Vogel, ainsi qu'Annemarie Schwarzenbach, une photo-reportrice zurichoise, qui a assisté avec Erika Mann au premier congrès des écrivains soviétiques, et accompagnera en 1939 Ella Maillart dans un voyage à travers la Perse et l'Afghanistan¹⁰⁶. Si l'antifascisme reste le moteur principal de la revue, les deux éditeurs d'*ABC* et nombre de collaborateurs sont plus engagés dans la défense de l'URSS que ne l'étaient ceux d'*information*. Glauser s'en prend très sévèrement aux retouches du retour d'URSS de Gide, alors que Gmür défend les procès de Moscou. Cette revue illustrée par des dessins, des caricatures politiques et des photographies cesse de paraître en mars 1938, après 55 numéros. A ce moment, seul continue à paraître le mensuel culturel communiste *Heute und Morgen*¹⁰⁷, édité par le compagnon de route Hans Mühlestein.¹⁰⁸ D'abord proche d'Humm, Mühlestein, qui est très engagé du côté des républicains espagnols et participe activement à l'Association internationale des écrivains pour la défense de la culture, se rend en URSS en 1937 pour un voyage d'étude. A son retour, Hofmaier lui propose de diriger la revue culturelle du PCS, *Heute und Morgen*, qui a succédé à la très éphémère *Wissen ist Macht*¹⁰⁹, dans laquelle il publie des extraits de son essai sur « l'essence de l'Union soviétique »¹¹⁰. Publié aux éditions Stauffacher, ce mensuel pour « la culture, l'économie et la politique » compte jusqu'à 3000 abonnés à son seuil maximum, atteint en 1938. La liste des auteurs révèle

¹⁰⁵ Markus Bürgi, Mario König, *Harry Gmür – Bürger, Kommunist, Journalist. Biographie, Reportagen, politische Kommentare*, Zürich, Chronos, 2009, pp. 33-64.

¹⁰⁶ Edition originale, en anglais : *The Cruel Way*, London, W. Heinemann, 1947; et pour la traduction française : *La voie cruelle*, Genève, Editions Jeheber, 1952.

¹⁰⁷ *Heute und morgen. Monatsschrift für Kultur, Wirtschaft und Politik*, Stauffacher, Zürich, juin 1938-1939.

¹⁰⁸ Matthias Moeckli, "Volkstribun und marxistischer Nonkonformist. Eine Darstellung des politischen Engagements des Schweizer Linksintellektuellen Hans Mühlestein zwischen 1937 und 1943", Mémoire de licence, Université de Berne, 2009.

¹⁰⁹ A la même époque paraît en français, sous la direction de Jean Vincent, *Connaître, revue mensuelle. La politique, les arts, les lettres*, Genève, onze numéros, juillet 1937-juin 1938.

¹¹⁰ « Über das Wesen der Sowjetunion », *Heute und Morgen*, n° 5, Oktober/November 1938, pp. 194-206.

les noms de communistes connus comme les dirigeants Jules Humbert-Droz et Karl Hofmaier, mais il faut aussi noter la présence parmi ses collaborateurs de Georg Schmidt et Joseph Halperin, et de l'écrivain allemand Klaus Mann. À côté des écrits politiques, la revue fait une large place aux questions culturelles et surtout aux classiques de la diplomatie culturelle soviétique, comme le texte de Gorki consacré à l'humanisme prolétarien (n° 6/7 de 1939), un texte réédité dans la plupart des revues communistes et sans-parti de l'époque.

Après le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, les autorités suisses, qui ne font aucune distinction entre les différents cercles éditoriaux en relation avec les Soviétiques ou l'IC, accentuent encore la censure des publications produites sur leur territoire, un processus conduisant progressivement à la fermeture de toutes les imprimeries et maisons d'édition qualifiées de communistes, dont les Editions du Faubourg.¹¹¹ « La difficulté provient », écrit Nicole dans son dernier courrier à la VOKS, « de ce qu'aucune règle établie par les pouvoirs publics ne trace de séparation nette entre ce qui doit être considéré comme littérature autorisée et littérature communiste. Le Parti socialiste officiel, en effet, n'est pas interdit, ses journaux paraissent et ses imprimeries, dans divers cantons, publient de la littérature socialiste. Or, comme vous le savez bien, on a appelé indifféremment littérature socialiste ou communiste les écrits de Marx et Engels, ou d'autres. Je sais que ce qui vient de Russie depuis la Révolution d'Octobre est qualifié de communiste aussi bien par les socialistes réformistes que la bourgeoisie capitaliste. [...] Mais l'imprimerie qui vient d'être fermée n'a fait (réserve faite des questions de politique intérieure suisse) que servir à l'impression ou à la réimpression de romans, comme celui d'Ostrovski, *Comment l'acier fut trempé*, ou à la réimpression de *l'Anti-Dübring* d'Engels. [...] Tout est à recommencer. »¹¹²

¹¹¹ Rauber, *Léon Nicole*, p. 171.

¹¹² L. Nicole à la VOKS, 23.4.1942, F.5283/5/868, doc. 11, GARF. Sur la presse clandestine pendant la guerre, soit environ 35 journaux communistes ou socialistes de gauche, voir « Die illegale kommunistische Presse (1940-1944) », *Zur Geschichte der kommunistische Bewegung in der Schweiz*, Historische Kommission der PdAS, Zürich, 1981, pp. 168-171.

Chapitre 20

Les articles, les documents et les photographies

La question de la publication d'informations objectives sur l'URSS dans la presse étrangère est parmi les plus délicates.¹

Il n'est pas de jour où je ne constate combien la presse de Suisse romande fausse les nouvelles venues de Moscou pour exciter la population contre votre régime. Tout ce qui pourrait être signalé en votre faveur, ils le passent sous silence ou le détournent sciemment. Et je n'ai pas besoin de vous dire l'empressement avec lequel ils relèvent les erreurs qui peuvent être commises chez vous.²

Dans le contexte actuel, nous ne pouvons publier [dans la presse suisse] que des articles sur les sanatoriums, les maisons de repos et les sports d'hiver.³

En plus de la fabrication et de l'exportation des publications soviétiques, de l'aide à la mise sur pied d'éditions locales, la VOKS s'efforce d'accéder aux colonnes de la grande presse étrangère, les quotidiens généralistes et les revues spécialisées. Il s'agit, par le biais de journalistes établis, d'insérer dans des périodiques en vente dans les kiosques, consultables dans les cafés et sur le lieu de travail, des informations, des documents, des photographies, voire des articles, préparés par la VOKS. L'usage de ce matériel par le correspondant peut prendre différentes formes, allant de la simple mention d'un ouvrage à l'apposition de sa signature sous un article à peine remanié, en passant par la reproduction d'un graphique ou d'une photographie. Zlintchenko nous donne une descrip-

¹ S. J. Bagotski à VOKS, 22.11.1927, F.9501/1/156, doc. 204, GARF.

² A. Mooser à VOKS, 7.1.1933, F.5283/6/928, doc. 113, GARF.

³ S. J. Bagotski à VOKS, 12.12.1934, F.5283/6/903, doc. 55, GARF.

tion très explicite de la procédure à suivre dans un courrier envoyé en 1923 à l'un des rédacteurs de *La Gazette de Lausanne* dénommé Jean-Elie David.

« Après cinq ans écoulés, je crois quand même devoir vous apporter mes excuses pour n'avoir pas rempli ma promesse, faite en avril 1917, d'informer votre journal de notre mouvement révolutionnaire. [...] Ne croyez pas cher Monsieur que je veuille vous transformer en communiste [...] Mais connaissant votre objectivité et votre impartialité j'estime fort possible que vous défendiez et utilisiez non moins énergiquement aujourd'hui les informations que j'ai l'intention de vous adresser aussitôt reçu votre consentement. Je vous le dis tout de suite, je tiens comme socialiste, comme journaliste et comme citoyen de la République soviétique à disperser ce brouillard de calomnies répandu par la bourgeoisie imprévoyante et par la presse soi-disant socialiste qui dépasse souvent en mensonge toute la presse bourgeoise. Je vous informerai en toute impartialité des questions qui intéressent le plus vos lecteurs et que vous voudrez bien m'indiquer. Je voudrais non seulement vous convaincre, mais tous les habitants de votre petit pays, que la révolution socialiste est inévitable dans tout l'univers (ce que doivent reconnaître même les historiens et les sociologues du camp adverse) et que la reconnaissance en temps utile de cette vérité rendrait cette révolution, dans un pays au régime communal comme la Suisse, moins douloureuse pour toutes les classes. Mais ce n'est pas là mon but, il y a pour cela en Suisse d'autres organes. Mon but est de vous expédier des matériaux, autant que possible de première source, non falsifiés, reflétant parfaitement la situation réelle de la Russie dans tel ou tel domaine, afin que vos lecteurs connaissent la vérité, et non les contes mensongers dont sont pleins la plupart des journaux occidentaux. [...] Je n'ai pas l'intention d'écrire moi-même, je vous offre simplement de recevoir par mon intermédiaire des matériaux suffisamment vérifiés et des réponses à toutes les questions que se posent vos lecteurs. Avec toutes ces informations, sur la vérité desquelles vous n'aurez pas de doutes, vous composeriez vous-même des articles. Cette information véridique sera l'honneur de votre journal. »⁴

David décline la proposition, prétextant son manque d'influence dans la nouvelle rédaction de *La Gazette de Lausanne*, mais d'autres, au reste pas si nombreux, relayeront ponctuellement ou abondamment dans leurs articles les documents et la rhétorique de la VOKS. Les Soviétiques ne sont pas les premiers dirigeants d'un Etat à tenter de peser sur les médias d'un pays étranger. La publication en français des rapports de l'ex-ambassadeur du tsar en France, et de ceux du conseiller financier du Gouvernement russe en service à Paris, avaient révélé « l'abominable vénalité de la presse française »⁵, selon une expression

⁴ C. P. Zlitchenko au journaliste J.-E. David, [avant octobre] 1922, F.9463/1/ 25, doc. 72, GARF.

⁵ La traduction des documents fut effectuée à la demande de Trotski par le capitaine René Marchand, ex-correspondant du *Figaro* en Russie rallié aux bolcheviks. Marcel Body, *Les groupes*

extraite des documents. Des travaux d'historiens font aussi état de subventions françaises et allemandes en faveur des grands quotidiens helvétiques pendant la Guerre.⁶ Plusieurs journaux à grand tirage ont fait l'objet d'opérations souterraines de rachat : en mars 1915, les Allemands prennent le contrôle du capital du *Zürcher Post* ; durant l'été 1915, ce sont les Français qui s'emparent de *La Tribune de Genève*.⁷ L'Italie de Mussolini finance durant les années trente plusieurs organes fascisants de Suisse (*Le Pilori*) et d'autres pays. L'argent n'est d'ailleurs qu'une composante très marginale, par ses montants, et nullement systématique, de l'influence des Soviétiques sur la presse étrangère. Certains journalistes se font effectivement payer leurs papiers par la VOKS, c'est le cas du docteur Nicolas Messis⁸, qui selon Bagotski « réalise un immense travail pour faire connaître nos réalisations », certainement de Paul Gurewitsch, si ce n'est comme journaliste du moins comme secrétaire de DNR, et, sous la forme de voyages, de Stephan Bauer, du docteur Francis-Marius Messerli et de Maurice-D. Perret, le correspondant de *L'Humanité* et collaborateur du *Travail*. Mais ce n'est pas systématique. Le musicologue Aloys Mooser et d'autres déclinent tout avantage matériel, y compris sous forme d'invitations, au nom de leur « indépendance ».

La spécificité des Soviétiques réside surtout dans le caractère mécanique de leurs démarches, leur méticulosité à relancer les correspondants. Sur la base des fiches biographiques rédigées par le département relations internationales, le bureau de presse de la VOKS expédie de façon ciblée des dossiers thématiques traduits à des journalistes réguliers. Sans qu'il soit toujours possible de savoir si ils ont été publiés, le bureau de presse a ainsi fait parvenir à ses correspondants 350 articles en 1925, puis 859 en 1926, 2100 en 1927 et jusqu'à 5800 en 1928.⁹ Les listes effectuées par G. Blank pour les Romands, et G. Timm pour les Suisses allemands, révèlent une forte concentration des envois sur un très petit nombre de personnes. Bauer, Brocher, Forel, Lebet et Rémézov, durant les années vingt ; Gurewitsch, Messerli, Messis, Mooser et Perret pour la décennie suivante, reçoivent plus des deux tiers des quelques dizaines d'articles, une centaine au tournant des années trente, puis seulement quatorze en 1936, envoyés en Suisse par la VOKS. En 1933, le bureau de presse ne fournit pas moins de onze articles traduits en allemand à Messis, afin que ce dernier les utilise pour ses articles

communistes français de Russie, Paris, Allia, 1988, p. 19 ; Patrick Eveno, *L'argent de la presse française des années 1820 à nos jours*, Paris, CTHS, 2003, pp. 57-75.

⁶ Alain Clavier, *Grandeur et misère de la presse politique. Le match Gazette de Lausanne – Journal de Genève*, Lausanne, Antipodes, 2010, pp. 100-101.

⁷ Jean-Claude Montant, *La propagande extérieure de la France pendant la Première Guerre mondiale : l'exemple de quelques neutres européens*, Lille, Atelier national de reproduction des thèses, 1988, pp. 1088-1095 ; Alexandre Elsig, « « Le mieux est l'ennemi du bien. » La Suisse sous le feu des propagandes (1914-1918) », Thèse en cours, Université de Fribourg.

⁸ F. N. Petrov à S. J. Bagotski, 1930, F.5283/6/843, doc. 4, GARF.

⁹ Chiffres de croissance de la VOKS, bureau d'échange des publications, 1929, F.5283/1/100, doc. 104-106, GARF.

et ses comptes rendus.¹⁰ « Mais il faut surtout des photographies, pas forcément artistiques »¹¹, insistent Bagotski et tous les amis.

La question des représentations photographiques de la Russie s'est posée pour la première fois dans le contexte de l'aide à la famine, dont la campagne se caractérisa par une utilisation massive de l'image. Après quelques années de tâtonnement l'OBİ s'est associé en 1924 avec la revue illustrée *Ogoniok* afin de fonder un bureau pour l'expédition et l'importation de photographies de presse dénommé Russ-photo. L'objectif de ce bureau, qui dispose d'un monopole pour la diffusion à l'étranger des photographies sur l'URSS, est de « lutter contre les photographies des correspondants bourgeois utilisées de façon tendancieuse pour satisfaire le goût du sensationnel de la presse contre-révolutionnaire et présenter l'URSS sous un faux jour. Russ-photo fut créé pour s'y opposer et mener un travail de propagande dans la presse communiste et bourgeoise. Cette entreprise fonctionne sur une base strictement commerciale. »¹² Mais en pratiquant des prix différenciés selon le statut social des commanditaires : 1,25 dollar pour la presse communiste, le double pour les feuilles bourgeoises. L'adresse du bureau central de Russ-photo est la même que celle de la rédaction du bulletin de la VOKS (Moscou, 69, Malaïa Nikitskaïa n° 6) ; de 1926 à 1930, il constitue un département de la VOKS, avant de devenir sous l'enseigne d'Union-Photo une agence de photographie indépendante avec des « représentants permanents à New York, Londres, Paris, Berlin, Bruxelles, Amsterdam, Vienne », ainsi que dans les pays scandinaves et dans les capitales soviétiques.¹³ Malgré son statut de « firme neutre et commerciale », son travail s'effectue en étroite collaboration avec l'agitpropotdel du CEIC. Russ-photo commence par constituer un fonds d'histoire de la Révolution russe¹⁴, puis des collections sur tous les aspects de la quotidienneté soviétique afin de fournir « à la presse européenne et américaine des vues photographiques sur les événements et la vie soviétique »¹⁵. Selon le bulletin de la VOKS, l'agence photographique expédie mensuellement près de 3000 vues et reproductions photographiques à l'étranger.¹⁶ Ces images

¹⁰ Titres : « Die USSR- der Land des internationalen Solidarität » ; « Dort wo die Zukunft blüht » ; « Die Lage der Taubstummen in der Sowjetunion » ; « Die wissenschaftliche Arbeit in der USSR » ; « Die Friedenpolitik der USSR » ; « Das Buch in der USSR » ; « Expeditionen der Akademie der Wissenschaft » ; « Die Tätigkeit der Kommission zur Unterstützung der Wissenschaftler in der USSR » ; « Le travail dans les kolkhozes et les sovkhoszes » ; « Marx und die Technik » ; « Die Philosophie von K. Marx ». G. Timm à S. J. Bagotski, 1933, F.5283/6/875, doc. 70, GARF.

¹¹ S. J. Bagotski à VOKS, 12.12.1934, F.5283/6/903, doc. 55, GARF.

¹² Note sur Russ-photo, 1924, F.495/30/81, doc. 4, RGASPI.

¹³ *Bulletin d'information. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger*, 22.9.1928, p. 19.

¹⁴ Bodo von Dewitz für das Museum Ludwig Köln (Hrsg.), *Politische Bilder. Sowjetische Fotografien 1918-1941. Die Sammlung Daniela Mrázková*, Göttingen, Steidl, 2009.

¹⁵ *Bulletin d'information. Organe de la Société pour les relations culturelles entre l'URSS et l'étranger*, 22.9.1928, p. 19.

¹⁶ *Ibidem*, 7.1.1927, p. 7.

portent sur « la vie nouvelle, la restauration économique, les mouvements scientifiques, techniques et artistiques, la vie des ouvriers et des paysans », et bien d'autres thèmes encore.¹⁷ En 1933, la VOKS envoie à ses correspondants en Suisse une cinquantaine de photographies pour illustrer leurs articles, une centaine en 1935. Mais Bagotski se doit parfois de rappeler à l'agence moscovite son cœur de cible : « Vous devez comprendre la psychologie des rédacteurs des journaux illustrés bourgeois qui ne publieront que des photographies pouvant intéresser leurs abonnés : des étudiantes, des femmes ingénieurs, des sportives (pour les journaux féminins) avec de jolis visages typiques, des photographies concrètes. »¹⁸ Pas uniquement des usines, des barrages et des tracteurs !

Forte de l'association de son bureau de presse et de Russ-photo, la VOKS officie comme une agence d'information culturelle, fournissant à ses correspondants, les journalistes étrangers, du matériel brut, des articles traduits et des photographies afin qu'ils les recyclent dans leurs publications. A la différence des dépêches fournies par les agences de presse, l'origine de ces sources n'est que rarement évoquée, sauf pour les photographies. Prudence nécessaire, car le seul usage d'une information provenant d'URSS suscite immédiatement de multiples récriminations dans les médias. En 1927, Aubert reproche ainsi au *Journal de Genève* de s'être fait le porte-parole involontaire de la propagande bolchevique en relayant une dépêche de l'agence de presse soviétique TASS.¹⁹ « Ces dépêches sont rédigées avec une rare habileté afin de donner au lecteur une impression d'optimisme, de force et de puissance conquérantes. Elles sont le plus souvent contraires à la réalité, mais le lecteur ne fait pas toujours, sur le moment, le rapprochement nécessaire. Il se laisse impressionner par le ton affirmatif de ces nouvelles et, au cours de notre action antibolchevique, nous rencontrons trop fréquemment des gens, pourtant très éloignés de toute sympathie à l'endroit du bolchevisme, qui sont demeurés en partie du moins, sous cette impression. Ces gens-là ne lisent pas la presse d'extrême gauche ; ils subissent donc bien l'effet de la propagande que les Soviets font par la publication de leurs dépêches dans les journaux bourgeois. »²⁰ Désormais, les dépêches seront accompagnées d'un rappel expliquant qu'en Russie le succès de la Révolution s'est traduit par une baisse des salaires et la ruine des paysans. En 1929, c'est le directeur du quotidien genevois *La Suisse* qui s'empare publiquement du sujet. « Et à ce propos, n'est-il pas singulier de voir l'Agence télégraphique suisse distiller à notre presse, sur qui elle exerce presque un monopole, des informa-

¹⁷ *Idem.*

¹⁸ S. J. Bagotski à VOKS, 12.12.1934, F.5283/6/903, doc. 55, GARF.

¹⁹ L'agence TASS (Telegrafnoi Agentsvo Sovietskovo Soyouza) s'est substituée en 1925 à Rosta (Rossijkoie Telegrafnoie Agentbiuro), fondée en 1918. Henri Pigéat, *Les agences de presse, Institutions du passé ou médias d'avenir ?*, Paris, La Documentation française, 1997, pp. 75-94.

²⁰ T. Aubert à Chapuisat, 19.10.1927, AEIA, cité par Clément Bailat, "Un journal sous influence ? Le *Journal de Genève* et l'Entente internationale anticommuniste, 1924-1934", Mémoire de bachelor, Université de Genève, janvier 2010, p. 27.

tions de l'agence TASS, l'agence officielle des Soviets ? [...] Et je demande à Monsieur Ludi, son directeur : "Ce service de l'agence TASS vous est-il fourni gratuitement ou le payez-vous ?" et je demande — non par un injurieux soupçon, mais pour rendre plus ferme et plus satisfaisante la réponse qui va nous être faite — je demande encore : "Est-ce que par hasard l'agence soviétique indemniserait l'Agence télégraphique suisse pour la distribution de ses informations ?" »²¹ Tous ceux qui utilisent des informations estampillées d'origine soviétique savent désormais qu'ils devront s'en expliquer. Libres, les médias suisses n'en sont pas moins sous la surveillance d'une multitude d'acteurs sociaux.

LA PRESSE GÉNÉRALISTE

Grâce aux progrès techniques (rotatives, machines à composer, télégraphe et téléphone), qui à la fin du XIX^e siècle ont accompagné la démocratisation de la lecture, la presse quotidienne connaît de 1900 à 1930 son apogée. Lieu privilégié de la médiation, les journaux façonnent l'opinion publique. Par leur fréquence et leur volume de diffusion, ils sont de puissants vecteurs d'influence. La force de rayonnement des périodiques helvétiques est toutefois affaiblie par la division linguistique et le nombre très impressionnant de titres. « Vous pensez que nous pourrions éditer en Suisse romande un journal prolétaire », écrit Brocher en réponse à une demande insistante de Zlintchenko. « Mais cela serait inutile, il est déjà difficile aux ouvriers de conserver *Le Travail*, *Le Droit du Peuple*, et *La Sentinelle*, journal socialiste de La Chaux-de-Fonds, ce dernier est déjà un journal patriotique et antisoviétique qui n'imprime rien sur la Libre pensée. Les ouvriers d'ici lisent d'ailleurs volontiers *La Feuille d'Avis*, *La Tribune de Lausanne*, *La Tribune de Genève* et *La Suisse*. Il y a aussi *Le Réveil* (en français et italien), dirigé par l'anarchiste Bertoni qui publie des articles très hostiles sur l'URSS. »²² Avec un journal pour moins de 10 000 habitants, soit 406 journaux dont 282 en allemand, 105 en français et 19 en italien ou romanche, la Suisse pouvait légitimement se présenter à l'Exposition internationale de la presse organisée à Cologne en 1928 comme le pays le mieux fourni du monde en la matière.²³ « En Suisse, il n'existe pas de village qui ne possède son journal et nous ne pourrions y accéder que par le biais des associations démocratiques »²⁴, souligne avec perspicacité un rapport de la VOKS. L'enracinement essentiellement local de la presse suisse²⁵ et l'éparpillement qui en découle constituent des

²¹ E. Fabre, « Reparlons de Moscou chez nous », *La Suisse*, 6.4.1929.

²² G. Brocher à [C. P. Zlintchenko], [sans date], F.9463/1/22, doc. 7, GARF.

²³ Kurt Bürgin, *Statistische Untersuchungen über das schweizerische Zeitungswesen 1896-1930*, Leipzig, Moltzen, 1939, pp. 11-13 ; Fritz Blaser, *Bibliographie der Schweizer Presse mit Einschluss des Fürstentums Liechtenstein*, 2 Bände, Basel, Birkhäuser Verlag, 1956-1958.

²⁴ Plan de développement de la VOKS pour la Suisse, novembre 1930, F.5283/2/260, doc. 3, GARF.

²⁵ Balz Christian Hosang, *Parteien und Presse. Die Beziehungen zwischen den politischen Parteien und der politischen Presse*, Bern, Haupt, 1974, p. 84.

obstacles pour la VOKS, qui doit multiplier les approches et les démarches pour un résultat limité en termes de diffusion. Au-delà de l'objectif quantitatif, le nombre de lecteurs, l'ambition est de pénétrer les cercles considérés comme étant les plus étrangers à la propagande soviétique, c'est-à-dire les titres les plus prestigieux aux yeux des élites bourgeoises.

C'est toutefois dans les colonnes de la presse communiste que le public suisse peut trouver le plus de références sur la Russie nouvelle, et surtout sous un jour favorable. La défense de l'URSS, qui figure parmi les 21 conditions acceptées par les sections nationales de PIC, passe aussi par les médias. En plus de devoir imprimer « tous les documents officiels importants du CEIC » (18^e condition) et ceux de l'agence télégraphique Inprekorr²⁶, les organes communistes relaient de nombreuses décisions et les principales manifestations publiques de l'Etat soviétique. Pourtant « les informations sur l'URSS publiées dans la presse communiste conservent », écrit en 1926 le rapporteur du CEIC, « un caractère artisanal et circonstancié. La plupart du temps les journaux des PC ne répondent pas aux attaques. Les succès de l'URSS, en général ou dans des domaines particuliers, qui pourraient faire forte impression sur les masses leur sont soit inconnus, soit vaguement connus. »²⁷ Depuis les commémorations de 1927, et plus encore avec le Grand tournant stalinien, la plupart des organes des PC relayent abondamment les réalisations du pays des prolétaires qu'ils opposent à la crise des pays capitalisés. La popularisation de la construction du socialisme constitue une composante de toute la presse communiste des années trente.

Avec une moyenne de 5000 exemplaires dans les années vingt, 3180 au plus bas en 1933, puis plus de 3500 dès le tournant des Fronts populaires, le vieux *Basler Vorwärts* est le principal journal communiste de Suisse.²⁸ Placé sous la direction du rédacteur Emil Arnold, l'un des fondateurs du Parti, son premier représentant au CEIC avant d'être remplacé par Humbert-Droz, l'ancien organe de la section bâloise du PS, devenu l'organe central du PCS, reçoit et utilise régulièrement les documents, articles, revues, livres et photographies de la VOKS. A Zurich, la minorité communiste publie *Der Kämpfer*, créé en 1921 par Fritz Platten, qui paraît dans un premier temps sous forme d'édition locale (en Kopfblatt) du *Basler Vorwärts*, avec une rédaction à Zurich dirigée par Hermann Bobst, un ancien Altkommunist, théoricien des « particularités historiques de la Suisse ». Parmi les rédacteurs citons aussi Christain Albert Hitz, un ancien de la *Bündner Volkswacht* et du *Volkswrecht* de Zurich, très actif dans l'Association des amis de l'URSS. Avec un tirage de 3900 exemplaires en 1922, puis de 2700

²⁶ L'agitpropotdel du CEIC aux PC, 1.10.1925, F.495/30/139, doc. 54, RGASPI.

²⁷ Rapport sur l'organisation par les PC de l'information sur l'URSS, 25.5.1926, F.495/30/272, doc. 4, RGASPI.

²⁸ Jusqu'à la fin de l'année 1921 paraît *Neue Ordnung*, le journal des Altkommunisten, aussi en édition locale du *Basler Vorwärts*. Diffusé dans les cantons de Berne, Aarau et Soleure, il ne dépassa jamais les 500 abonnés.

en 1933, et de 2200 en 1936, le *Kämpfer* fait preuve d'une remarquable stabilité. Dès 1922, paraît aussi la *Schaffhauser Arbeiter-Zeitung*, l'organe du PC de Schaffhouse, dont le rédacteur est Walther Bringolf. Sans concurrent socialiste dans le canton, l'*Arbeiter-Zeitung*, qui est la propriété d'une Union communiste de la presse de Schaffhouse²⁹, est avec une moyenne de 2200 lecteurs dans les années vingt, le seul journal communiste de Suisse à ne pas être endetté. Cette indépendance lui permet de résister, lors de la scission de 1930, aux offensives de la centrale du Parti suisse. Devenu l'organe de l'opposition de droite (KPO), l'*Arbeiter-Zeitung* n'en continue pas moins de relayer des informations sur l'URSS.³⁰ A Genève est publié depuis le printemps 1921, sous la direction de Francis Auguste Lebet, mais très sporadiquement, *L'Avant-garde*, le quotidien des communistes de Suisse romande. Systématiquement endetté, avec un déficit mensuel de 6000 francs, il compte environ 1300 abonnés la première année. Il faudra attendre mars 1932 pour que le bimensuel qui lui a succédé en 1923, *Le Drapeau rouge*, devienne hebdomadaire. Placé sous la direction d'Humbert-Droz, avec Lebet, Jean Vincent et Robert Megevand comme collaborateurs, le journal imprimé à Zurich, ce qui rallonge les délais, peine à trouver son public face à la presse socialiste locale. Citons encore *Falce e Martello*, l'organe des communistes de langue italienne de Suisse, tiré à plus d'un millier d'exemplaires dans les années vingt, 632 en 1932, plus de 1500 dès 1935. La rédaction, au sein de laquelle travaillent de nombreux émigrés communistes italiens, doit se déplacer à plusieurs reprises pour échapper à la surveillance policière. A ces organes officiels s'ajoute une multitude de feuilles artisanales, les journaux des cellules d'entreprise, qui évoquent par les biais des correspondances ouvrières la vie des ouvriers en URSS : *Der Bell-Arbeiter*, *Der Bau-Prolet*, *Der Ciba-Prolet*, *Der Geigy-Prolet*, *Das Rote Signal*, *Der Rote Textiler*... et en Suisse romande, *La Pioche de Cornavin*, *La Turbine*, etc.³¹

Malgré l'aide financière du Komintern³², la presse communiste suisse connaît au début des années trente de nombreuses difficultés en raison de la crise, de la perte d'influence du Parti, qui recule partout sauf à Zurich, et des interdictions ponctuelles. A plusieurs occasions — lors des rencontres rouges de Bâle (1929), après les événements de novembre 1932 à Genève, à la suite des grèves des monteurs en chauffage à Zurich (1932), puis des monteurs sanitaires de la même ville (1933) — les organes communistes locaux sont saisis, interdits de parution. En 1933, le chef du DPF, Giuseppe Motta, suggère à son collègue du DJP, Heinrich Haeblerlin, d'examiner la possibilité de pouvoir prendre des mesures administratives contre la presse communiste.³³ Officiellement ce n'est pas l'apologie de l'URSS et la diffusion d'idées communistes qui posent problème

²⁹ Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse*, p. 274.

³⁰ En 1935, le KPO rejoint le PSS sous le nom de Parti socialiste ouvrier.

³¹ Des exemplaires figurent dans le fonds du PCS : F.495/91/32, 143, 144, RGASPI.

³² Studer, *Un parti sous influence*, pp. 179-184.

³³ Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse*, p. 262.

aux autorités, mais les attaques contre les pays voisins. Selon le Gouvernement helvétique, « les propos de notre presse de gauche, en particulier ceux des journaux communistes contre certains Gouvernements, notamment ceux de l'Allemagne et de l'Autriche, devenaient toujours plus violents, à tel point que le CF en vint à considérer que cette situation ne pouvait plus être tolérée »³⁴. L'arrêté fédéral du 26 mars 1934 permet ainsi — après un premier avertissement, en cas de récidive — l'interdiction des journaux mettant en danger les bonnes relations de la Suisse avec d'autres Etats. Rapidement saisie pour se prononcer sur le cas du *Kämpfer*, la commission mixte de presse qui doit être consultée avant l'adoption de mesures de censure, réfute néanmoins les accusations.³⁵ Pour échapper aux interdictions, *Le Drapeau rouge* change de nom, devenant en mai 1934 sous la direction d'Humbert-Droz *La Lutte*, puis dès le 3 avril 1937, *La Lutte pour le pain, la terre, la liberté*, selon un slogan du Front populaire témoignant de la volonté des communistes d'élargir leur audience, atteignant le tirage record de 2800 exemplaires. Mais le journal des communistes romands disparaît le 18 septembre 1937, dans le prolongement de l'interdiction des PC de Neuchâtel et Genève. En 1934, c'est l'organe des communistes de langue italienne de Suisse, *Falce e Martello*, qui est remplacé par *Il Popolo*, dont la rédaction est confiée à un Tessinois. Quant au *Basler Vorwärts*, devenu simplement le *Vorwärts* en septembre 1935, il continue à porter jusqu'en 1936, date de la création de *Freiheit*, le sous-titre d'*Organe du PCS — Section de l'Internationale communiste*.³⁶ Résultat de la fusion du *Kämpfer* et du *Vorwärts*, *Freiheit*, le nouvel organe central du PCS, est interdit à la fin décembre 1939.

Indépendamment des interdictions, la diffusion des organes du Parti, sans parler des feuilles d'usines, est toujours restée limitée. Un tableau réalisé par Brigitte Studer à partir de différentes sources évoque un tirage total de 14 000 exemplaires en 1922, 7850 en 1931 et 10 500 en 1937 pour les cinq organes communistes suisses (*Basler Vorwärts*, *Kämpfer*, *Arbeiter-Zeitung*, *Drapeau rouge*, *Falce e Martello*).³⁷ Ces chiffres, qui comme le souligne l'ancien rédacteur communiste André Rauber sont vraisemblablement surévalués — « on avait toujours la tentation de limiter les pertes pour ne pas perdre la face » — témoignent de la modestie de l'influence du Parti au-delà de ses militants. Trop marqués politiquement, les organes communistes ne permettent pas à la VOKS de rencontrer un public qui appréhende — en prenant un abonnement ou en se rendant dans un kiosque — le fichage et l'information aux tiers, dont les employeurs.³⁸

³⁴ G. Motta à H. Haeblerlin, 11.8.1933, *DDS*, 10, pp. 780-781.

³⁵ Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse*, p. 269.

³⁶ *Ibidem*, pp. 298-305.

³⁷ Brigitte Studer, « Le Parti communiste suisse », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 9, 1993, p. 21, et *Un parti sous influence*, p. 413.

³⁸ Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse*, pp. 302-303.

Plus intéressantes en termes de conquête des masses sont les publications socialistes qui donnent « des informations positives sur l'URSS »³⁹. Il ne s'agit certes pas de toute la presse socialiste. La principale d'entre elles, le *Volksrecht* zurichois, 15 000 exemplaires en 1919, 20 000 en 1930⁴⁰, est, sous la direction du rédacteur Ernst Nobs, très hostile aux communistes, comme l'organe des socialistes neuchâtelois, *La Sentinelle*, dont le rédacteur Ernest-Paul Graber est un adversaire résolu des communistes et un observateur critique de l'URSS. La *Libera Stampa*, un hebdomadaire fondé en 1912 par le syndicaliste Guglielmo Canevascini, devenu en 1917 l'organe de la section socialiste tessinoise, est dans un premier temps peu favorable aux Soviétiques. Mais sa position à l'égard de l'URSS va évoluer à la fin des années vingt avec l'arrivée au sein de la rédaction de Piero Pellegrini, un ancien dirigeant des jeunesses socialistes tessinoises, militants antifasciste considéré par Bagotski comme très favorable à l'URSS. La VOKS et d'autres organisations culturelles soviétiques entretiennent en revanche d'excellents contacts avec l'aile gauche de la social-démocratie suisse, dont les organes oscillent du soutien critique (*Berner Tagwacht*⁴¹) à la défense inconditionnelle de l'URSS (*Le Travail*). « Cette tendance [l'aile gauche de la social-démocratie suisse] mérite de l'attention si l'on considère l'influence que peuvent avoir sur de larges masses ouvrières les articles positifs traitant de l'URSS qui commencent à être fournis par cette partie de la presse sociale-démocrate. Le premier pas dans cette direction est la décision prise par la *Berner Tagwacht* d'envoyer un correspondant avec la délégation ouvrière qui se prépare à partir en URSS, malgré la décision de la direction centrale du Parti ; même si l'autorisation n'était pas donnée, le journal serait prêt à envoyer son délégué tout seul. »⁴² Bagotski est très fier d'évoquer auprès du vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères, l'influence dont il dispose sur le journal de Robert Grimm : « j'y ai placé, il y a quelques mois déjà, un camarade en qualité de correspondant pour les questions russes et je lui donne de la documentation, des sujets et parfois directement des articles. (Afin de préserver au mieux le secret, je n'ai moi-même aucune relation avec la rédaction bien qu'elle sache qu'il reçoit de ma part des journaux russes et de la documentation) »⁴³. Son ancien secrétaire, le docteur Nicolas Messis, publie en effet dans le célèbre journal socialiste bernois, sous son nom, ses initiales, ou le pseudonyme d'Armatus, de nombreux articles, rédigés à partir des matériaux fournis par la VOKS, consacrés à la science, aux grandes réalisations techniques et à d'autres aspects

³⁹ S. J. Bagotski à VOKS, 22.11.1927, F.9501/1/156, doc. 204, GARF.

⁴⁰ Marianne Leemann, *Totengräber der Demokratie. Kommunisten, Faschisten und Nationalsozialisten in der Deutschschweizer Presse von 1918-1923*, Zürich, Chronos, 2003, p. 29.

⁴¹ Fondée en 1896, devenue quotidienne en 1906, la *Berner Tagwacht* est par son tirage le deuxième quotidien socialiste de Suisse.

⁴² S. J. Bagotski à M. M. Litvinov, 5.3.1926, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, pp. 395-396.

⁴³ *Ibidem*, p. 394.

de la vie soviétique.⁴⁴ *La Berner Tagwacht* accorde aussi de larges pages aux rapports des délégués suisses revenant d'URSS, et aux activités des Sociétés d'échanges culturels avec la Russie.

La défense de l'URSS est accrue au sein des organes socialistes genevois, *Le Travail*, et vaudois, *Le Droit du peuple*, qui fusionnent en 1925. Fondé en mai 1917, devenu quotidien en 1919, *Le Droit du peuple, organe socialiste du canton de Vaud* est au début des années vingt tirailé entre deux tendances, celle de la droite réformiste et pacifiste du rédacteur en chef Charles Naine et celle de Maurice Jeanneret-Minkine bien plus à gauche et favorable à l'expérience soviétique. Aux attaques extrêmement sévères de Naine à l'encontre des bolcheviks, Jeanneret-Minkine répond en s'appuyant sur « les affirmations idylliques » des *Izvestia* [le quotidien officiel du PCUS], qu'il reprenait sans esprit critique.⁴⁵ Outre les sources soviétiques qu'il a l'avantage de pouvoir traduire, Jeanneret-Minkine s'informe, selon son biographe, auprès de George Montandon, « auquel il était lié par de solides relations d'amitié et pour lequel il avait une grande admiration »⁴⁶. Le débat est particulièrement violent sur la question géorgienne, c'est-à-dire l'annexion en 1921 de la République menchevique par l'Armée rouge. Si elle divise toute la gauche européenne, la fin de l'indépendance de cette petite République montagnarde prend en Suisse une dimension particulière en raison de la résonance de cet événement dans sa mythologie nationale. Le thème de « l'assassinat d'une République socialiste » lancé par le représentant du Parti social-démocrate géorgien en Suisse, Khariton Chavichvili, est repris au-delà des milieux de l'émigration menchevique par une majorité écrasante du Parti socialiste suisse. Dans ce contexte violemment hostile à « l'impérialisme des Soviets », les articles de Jeanneret-Minkine dans *Le Droit du peuple* représentent l'une des seules prises de position favorable à la politique bolchevique. « Le camarade Jeanneret a joué un rôle très important par son article sur les calomnies de la presse bourgeoise et sociale-démocrate sur la Géorgie et les Solovietski, cet article fut le plus réussi que j'ai pu lire dans la presse étrangère. »⁴⁷ Exclu du PSS en 1924 pour « propagande bolcheviste et activité de désagrégation du Parti »⁴⁸, Jeanneret-Minkine doit limiter quelque temps ses interventions dans la presse à quelques articles médicaux. Mais cette mise à l'écart est de courte durée. Au printemps 1925, en raison de la faillite financière qui menace alors *Le Droit du peuple*, la section vaudoise du Parti socialiste décide de fusionner l'impression de son organe avec celui des socialistes genevois, ce qui aura pour conséquence de renforcer l'influence de la gauche du parti.

⁴⁴ « L'activité scientifique de l'Académicien Ipatiev », « Nouveauté dans le travail de l'Institut biochimique ukrainien », « Aufbau der Sowjet-Union. Neue Verordnungen », 30.4.1932, « Dnieprostroi », 8.11.1932. Plusieurs de ces articles seront rassemblés par thèmes dans des brochures.

⁴⁵ Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande*, pp. 153-154.

⁴⁶ *Ibidem*, p. 155.

⁴⁷ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 6.11.1924, F.5283/6/836, doc. 31, GARF.

⁴⁸ Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande*, pp. 171-172.

Le quotidien *Le Travail*, qui a succédé en avril 1921 à l'hebdomadaire *La Voix du Travail*, fondé en octobre 1919 par Léon Nicole, est confronté pour sa part à des problèmes de qualité d'impression ayant entraîné une chute de ses abonnés.⁴⁹ Au-delà des titres qui demeurent et des sections locales différenciées, les pages consacrées à la politique suisse et internationale sont désormais communes et la cohérence doctrinale de ce journal bicéphale assurée par Nicole, qui est le rédacteur en chef des deux organes de 1925 à son entrée au Gouvernement genevois en 1933, puis à nouveau de 1936 à 1940. Comme *Le Droit du peuple*, *Le Travail* n'avait dans un premier temps pas de position unanime sur la Russie soviétique. Même si elles sont contrebalancées par les papiers d'un Nicole, les pages du *Travail* présentent régulièrement des articles consacrés aux « crimes bolcheviques en Géorgie », aux « massacres des intellectuels en URSS » et à « l'inquisition bolchevique ». Jusqu'en 1925 Nicole, qui avait fait campagne contre l'adhésion à l'IC, n'hésite pas lui-même à critiquer certains aspects du régime. La nécrologie qu'il consacre à Lénine le 23 janvier 1924 dans l'organe socialiste contient les mots de « dictature » et d'« opposition », et s'il rédige ultérieurement d'autres papiers célébrant l'œuvre du dirigeant d'Octobre, c'est « malgré ses erreurs et ses fautes »⁵⁰. Comme le note son biographe, « on ne saurait parler d'un Léon Nicole aveuglement prosoviétique ni d'ailleurs d'un socialiste très conséquent, puisqu'il n'hésite pas à publier un hommage appuyé à Bakounine »⁵¹. L'alignement de Nicole sur l'URSS se fait plus manifeste dès l'été 1925, époque à laquelle il assure la direction rédactionnelle du *Travail* et du *Droit du Peuple*. Depuis cette date, il utilise « tout à fait consciencieusement la documentation que je [Bagotski] lui avais donnée et il a convenu qu'à l'avenir il la recevrait de moi. Dans l'état des choses en Suisse, c'est énorme. Vous savez sans doute qu'il y a une année environ, on a exclu du Parti social-démocrate suisse le camarade Jeanneret pour une série d'articles "gauchistes" sur l'URSS parus dans *Le Droit du Peuple*. Jouissant d'une grande influence, Nicole n'est pas menacé, mais il m'a raconté que lors du congrès des rédacteurs des journaux sociaux-démocrates, on lui avait fait remarquer, ainsi qu'au rédacteur de la *Berner Tagwacht*, que leur défense de l'URSS était trop voyante. »⁵² Tous les articles consacrés à l'URSS ne sont pas sur la même ligne. En 1931, Golay peut comparer la dictature soviétique avec celle du fascisme italien, d'autres soulignent le poids de la bureaucratie⁵³, mais le *Travail-Droit du peuple* est bien le principal vecteur en Suisse romande des idéaux de cette « humanité nouvelle » qui se construit en URSS. « Tant que l'avocat Dicker a quelque influence sur *Le Travail* et que notre

⁴⁹ Imprimé à Lausanne, le premier numéro sort le 8 juin 1925. Rauber, *Léon Nicole*, p. 32.

⁵⁰ *Le Travail*, 23.1.1924 et 29.1.1926, Rauber, *Léon Nicole*, p. 34.

⁵¹ *Ibidem*, p. 34.

⁵² S. J. Bagotski à M. M. Litvinov, 5.3.1926, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 395.

⁵³ Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande*, p. 280.

ami Nicole siège avec les membres de la II^e Internationale on ne peut pas garantir la justesse de la ligne du journal. Il faut pourtant reconnaître que jusqu'à maintenant cet organe de gauche a toujours défendu l'URSS », écrit Rémézov à Zlintchenko en 1930, et « nous ne pouvons exiger plus de ce journal que ce qu'il fait déjà pour nous »⁵⁴.

Outre les articles de Nicole et ceux, encore bien plus nombreux s'agissant de l'URSS, de Jeanneret-Minkine, les lecteurs du *Travail* et du *Droit du Peuple*, trouvent de multiples comptes rendus d'ouvrages russes rédigés par Rémézov sous le pseudonyme de New-O, les papiers d'André Ehrlér sur le cinéma soviétique, les articles de Maria Birchmeyer sur les femmes soviétiques et ceux de spécialistes académiques, comme le Dr Francis-Marius Messerli et la pédagogue Alice Descœudres, sur tel ou tel aspect de la nouvelle culture qui se construit en URSS. La rédaction fait sienne les thèses soviétiques sur le réalisme socialiste en littérature, le rôle des artistes « ingénieurs des âmes » dans l'édification du socialisme. L'organe socialiste tient enfin ses lecteurs informés des activités des sociétés culturelles, les Amis de l'URSS, ceux du Film nouveau et du Théâtre d'art prolétarien. Un autre contributeur très philosoviétique du *Travail* est, depuis 1932, le Français Maurice-D. Perret, envoyé par la rédaction de l'*Humanité* à Genève dans le cadre d'une collaboration initiée dans le prolongement du Congrès d'Amsterdam. Inscrit au PSG et membre très actif des AUS, dont il prend en charge la direction en 1935, Perret est l'un des principaux bénéficiaires des envois de la VOKS, et l'un de ses collaborateurs au sein de sa revue. A trois reprises (1932, 1933 et 1934), le journaliste effectue, à l'invitation de la VOKS, des séjours de plusieurs mois en URSS dont il fait de longs et enthousiastes comptes rendus, qui lui valent de nombreuses attaques dans la presse. « La lutte est dure, difficile, vous ne vous en faites pas une idée précise », écrit-il à son correspondant moscovite. « Depuis mon retour je suis ici en butte à l'hostilité générale et aux calomnies de presque tous les journaux bourgeois qui craignent comme la peste les révélations importantes et véridiques sur l'effort soviétique. Je ne suis d'ailleurs pas peu fier d'avoir tout de même réussi à faire passer ma prose prosoviétique dans certains canards bourgeois. »⁵⁵ Considéré par Bagotski comme « extraordinairement naïf »⁵⁶, Perret, qui n'hésite pas à interpeller Aubert pour lui demander un droit de réponse dans le cadre d'une conférence organisée à Neuchâtel par l'EIA, ni à polémiquer avec *La Feuille de Neuchâtel* sous le prétexte qu'elle a refusé de publier ses comptes rendus de voyage, fait pendant plusieurs années l'objet d'une attention soutenue de la part de la VOKS avant d'être suspecté de trotskisme par Zlintchenko.

⁵⁴ H. S. Rémézov à C. P. Zlintchenko, 20.12.1930, F.9463/1/ 31, doc. 182, GARF.

⁵⁵ M.-D. Perret à M. Ingber, 6.12.1932, F.5283/6/915, doc. 25, GARF.

⁵⁶ S. J. Bagotski à VOKS, 19.11.1932, F.5283/6/915, doc. 24, GARF.

En raison de la violence de ses articles contre la bourgeoisie locale et de ses interventions dans le champ de la politique internationale — attaque contre l'Italie fasciste, puis l'Allemagne nazie — *Le Travail* est souvent poursuivi en justice. Les procès et condamnations successives à des dommages et intérêts fragilisent le journal et exacerbent les tensions avec les adversaires de Nicole à l'intérieur de la section genevoise, mais aussi dans le reste de la Suisse romande. Son influence dépasse en effet le cadre local, s'étendant au canton de Vaud et jusqu'au Valais, du moins la plaine, où *Le Travail* est devenu depuis avril 1936, date de la disparition du *Peuple valaisan*, le journal des socialistes locaux. La ligne philosoviétique que Nicole impose progressivement au journal par le biais de ses papiers et de la censure qu'il exerce sur le contenu de l'ensemble des articles, refusant par exemple un article de Golay sur les exécutions et les procès de Moscou, est particulièrement mal perçue chez les camarades vaudois qui envisagent à plusieurs reprises de fonder leur propre journal.⁵⁷ Selon son biographe, même Jeanneret-Minkine aurait déploré « la parution de communiqués tendancieux et systématiquement défavorables aux accusés »⁵⁸. Mais pour Nicole, qui a intégré la rhétorique communiste des « alliés objectifs », toute critique contre l'URSS sert ses adversaires fascistes.

Son escapade d'un mois en URSS au début de 1939 suscite à nouveau de nombreuses réactions parmi les socialistes de droite qui souhaitent lui retirer la direction du *Travail*. Après leur exclusion du PSS, les dissidents socialistes genevois, dont le score aux élections cantonales de l'automne 1939 est bien supérieur à celui des socialistes de droite (64 000 voix contre 26 000), emportent *Le Travail* et *Le Droit du Peuple*, qui sont la propriété d'une Union de la presse socialiste de Lausanne et Genève dans laquelle les nicoléistes sont majoritaires. Mais comme les Imprimeries populaires restent sous le contrôle de la minorité demeurée dans le PSG, les exclus doivent recourir momentanément aux services de l'Imprimerie coopérative du PC bâlois, ce qui empêche une parution régulière. Grâce à une collecte effectuée auprès des militants, les partisans de Nicole fondent leur propre entreprise d'édition (la Coopérative d'imprimerie, COOPI), mais celle-ci ne survivra que quelques mois à l'interdiction des deux journaux de la gauche romande.⁵⁹ De multiples chicaneries précèdent la fermeture complète, comme l'interdiction dans les locaux des CFF ou de l'armée : « On cherche toutes sortes de prétextes ici pour fermer *Le Travail*. On essaie entre autres de le faire passer pour un journal communiste prenant ses mots d'ordre à Moscou. Rien n'est plus faux. Mais on est frappé d'imbécilité et si *Le Travail* veut pouvoir poursuivre son œuvre d'urgence sociale en Suisse, il ne doit pas trop parler de l'URSS, cela pouvant servir à créer le prétexte cherché pour sa sup-

⁵⁷ Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande*, p. 269.

⁵⁸ Procès-verbal du comité du PSV, 27.3.1938, *Ibidem*, p. 286.

⁵⁹ L'imprimerie est saisie le 9 avril 1941, Rauber, *Léon Nicole*, pp. 159-160.

pression. »⁶⁰ Pourtant Nicole ne rate plus une occasion de s'aligner ouvertement sur l'URSS, même lors de la collusion de cette dernière avec l'Allemagne nazie. Alors qu'Hitler et Staline se partagent la Pologne, procédant dans le cas de ce dernier à l'élimination physique de plus de 25 000 officiers et membres de l'élite polonaise dans la forêt de Katyn près de Smolensk, à Kharkov, Kalinine, etc., et à la déportation de leurs familles, Nicole évoque la nécessité d'édifier le socialisme en s'appuyant sur l'expérience soviétique, ou salue la « libération » de la Bessarabie par l'Armée rouge.⁶¹ Le 5 juillet 1940, *Le Travail* et *Le Droit du peuple* sont interdits par décision du Tribunal fédéral, sans que cela suscite l'indignation des anciens camarades socialistes : « Depuis des années, Léon Nicole et ses journaux inoculaient le virus communiste », déclare Graber lors du congrès du PSS de 1941. « *Le Travail* n'était plus qu'une édition provinciale de l'*Humanité*. Depuis des années, une bonne partie des militants socialistes genevois ne juraient plus que par Staline. »⁶²

La VOKS et ses correspondants ont en revanche les plus grandes difficultés pour placer des articles ou des documents, même des photographies, dans la grande presse bourgeoise, celle franchissant la barre des vingt mille exemplaires⁶³. Si aucun des grands quotidiens suisses de l'époque ne peut prétendre être vraiment national, ne serait-ce qu'en raison du trilinguisme et du fédéralisme, deux d'entre eux, la *Neue Zürcher Zeitung* et *Le Journal de Genève*, aspirent au club très fermé de la grande presse internationale. Tous sont étroitement liés — par de multiples biais allant du comité d'administration au club des abonnées — à un parti politique, même si à la différence de la presse de gauche, qui assume sa fonction d'organe officiel d'une organisation politique ou syndicale, les quotidiens bourgeois revendiquent hautement leur indépendance. Aucun journaliste n'est totalement libre, ou neutre ; surtout quand il s'agit de parler de l'Union soviétique. « A de rares exceptions près, toutes les rédactions quotidiennes refusent de publier des articles objectifs sur l'URSS »⁶⁴, souligne Bagotski. Certes il est souvent question de la Russie, mais « les informations dont nous disposons dans notre journal sur votre pays sont très tendancieuses », écrit par exemple Walter Ingold, le rédacteur du *Schweizer Demokrat*. Si elles boycottent les amis, les rédactions ouvrent volontiers leurs colonnes aux témoignages hostiles, notamment ceux des Russlandschweizer ou de personnalités qui ne sont pas dénuées d'arrière-pensées politiques. « La plupart du temps elles [nos informations] proviennent de Maurice Paléologue, l'ancien ambassadeur de France en

⁶⁰ H. L. Jeanmaire à VOKS, 27.4.1940, F.5283/5/854, doc. 40, GARF.

⁶¹ L. Nicole, « L'heure de la Russie soviétique », *Le Travail*, 29.6.1940.

⁶² Cité par Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande*, p. 288.

⁶³ En Suisse romande ce chiffre est atteint seulement par l'addition des tirages du *Journal de Genève* et de la *Gazette de Lausanne*, qui varient durant tout l'entre-deux-guerres entre 10 000 et 15 000 exemplaires par titre, Clavien, *Grandeur et misère de la presse politique*, annexe 2, p. 306.

⁶⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 22.11.1927, F.9501/1/156, doc. 205, GARF.

Russie. »⁶⁵ Les documents de l'EIA, qui constituent depuis 1924 une partie — l'essentiel s'agissant de la Suisse romande — des sources de la presse helvétique sur la Russie ne sont pas moins manipulés que ceux de la VOKS, ni dénués d'erreurs.⁶⁶ Et les pressions exercées par les organisations patriotiques sur les médias multiples.

Le seul quotidien bourgeois, dans lequel les correspondants de la VOKS parviennent à insérer régulièrement des articles et des photographies est le *National Zeitung*.⁶⁷ Qualifié par les Soviétiques de « feuille bourgeoise de gauche », ce fleuron du radicalisme, fondé en 1842 par Jakob Christian Schabelitz, est, avec 25 000 exemplaires en 1920, le grand journal bâlois, et l'un des trois journaux les plus influents de Suisse. C'est dans les pages du *National Zeitung* que le professeur Bauer publie un gros article sur le X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, « le premier grand article écrit en Suisse sur l'URSS »⁶⁸, se félicite Bagotski. A plusieurs occasions, les abonnés trouvent des documents de la VOKS dans la chronique de la vie artistique, rédigée de 1921 à 1938 par Georg Schmidt. Parmi les chroniqueurs du *National Zeitung* ayant des relations avec la VOKS, citons aussi l'écrivain socialiste Jakob Bühner, sa compagne Elisabeth Thommen, et surtout le docteur Carl Hans Pollog, une connaissance d'Erich Tilgenkamp avec lequel il publiera après la Seconde Guerre mondiale de nombreux ouvrages considérés comme des classiques de l'épopée aérienne.⁶⁹ Sous la signature de C. H. P., Pollog rédige sur la base du matériel que lui envoie la VOKS de nombreux articles consacrés à l'archéologie, la géographie et la paléontologie en URSS, ainsi qu'à la conquête soviétique de l'Arctique, une spécialité qui dispose désormais de sa revue (*Sovietskaïa Arktika*, n° 1, janvier 1936).⁷⁰ Le *National Zeitung* est aussi le seul grand quotidien suisse à s'engager dans l'antifascisme. Si l'un de ses rédacteurs, Heinrich Kuhn, qualifié par Hofmaier de démocrate antifasciste, propose à la VOKS de venir visiter l'URSS en tant que journaliste sans-parti, la plupart des collaborateurs du journal sont selon la VOKS « antifasciste, mais par ignorance, pas encore favorable à l'URSS »⁷¹. Cette ouverture aux questions culturelles russes se retrouve plus ponctuellement

⁶⁵ W. Ingold à OBI, 5.6.1924, F.5283/6/836, doc. 138, GARF.

⁶⁶ Voir les exemples donnés par Caillat, "L'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert", p. 250.

⁶⁷ *Enteignete Zeitung? Die Geschichte der «Basler Zeitung» – ein Lehrstück über den Medienwandel*, Basel, Schwabe, 2012 ; Walter Rüegg (Hrsg.), *Herausgefordert. Die Geschichte der Basler Zeitung*, Basel, Christoph Merian Verlag, 2012.

⁶⁸ S. J. Bagotski à VOKS, 15.12.1927, F.9501/1/164, doc. 5, GARF.

⁶⁹ Erich Tilgenkamp, *Die Geschichte der Schweizerischen Luftfahrt. Band I. Schweizer Luftfahrt*, Zürich, Aero Verlag, 1941/42.

⁷⁰ « Russlands nördlicher Seeweg », *National-Zeitung*, 8.11.1939 ; « Aus des Naturschutzbewegung in Sowjetrussland », *National-Zeitung*, 12.1.1940 ; « Wissenschaftliche Nachrichten », *National-Zeitung*, 9.7.1940 ; « Die Heldenfahrt des Eisbrecher "Sedow" », *National-Zeitung*, 12.7.1940 ; « Neue Orte in Ostsibirien », *National-Zeitung*, 8.8.1940.

⁷¹ Liste des personnalités proposées par K. Hofmaier à la VOKS en 1939, F.5283/5/859, doc. 79, GARF.

dans le journal libéral bernois, le *Bund*, 24 000 exemplaires en 1930, qui publie dans ses pages plusieurs récits de voyages effectués par des Suisses en URSS et des informations culturelles.

La tâche de la VOKS est beaucoup plus difficile auprès du premier quotidien suisse, la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), 42 000 exemplaires en 1918, 53 000 en 1930. Ce journal fondé en 1780, avec deux parutions quotidiennes depuis 1870, a acquis pendant la Grande Guerre une sérieuse réputation d'indépendance sur les questions internationales, confortée par un réseau unique pour la Suisse de correspondants dans les principales capitales européennes. Si les deux textes commémoratifs rédigés par les collaborateurs à l'occasion du 150^e puis du 200^e anniversaire répètent que la NZZ n'a jamais été l'organe officiel d'un parti, ses liens avec le Parti radical-démocrate (PRD, FDP en allemand) sont sans ambiguïté.⁷² Albert Meyer, le rédacteur en chef de 1915 à 1930, est aussi le président du PRD, l'un de ses conseillers nationaux, puis l'un de ses conseillers fédéraux.⁷³ Ses successeurs restent à l'image de Willy Bretscher, qui est membre de la direction nationale du PRD, très proches de ce Parti dominant la vie politique suisse de l'époque. La NZZ n'est pas systématiquement fermée aux témoignages « objectifs » sur l'URSS comme disent les Soviétiques. A l'automne 1927, elle publie des extraits du voyage d'étude effectué en juillet à travers l'URSS par son correspondant en Europe centrale, le journaliste Friedrich Wlatnig. Ses articles, réédités la même année en un volume aux presses de la NZZ⁷⁴, ne sont nullement élogieux à l'égard de l'URSS, comme en témoignent les attaques violentes qu'ils provoquent dans la presse communiste (*Kämpfer* du 24 octobre 1927). Mais en encourageant les autorités suisses à accepter le fait soviétique, c'est-à-dire la pérennité de son Etat, et en prenant position en faveur d'une reprise des échanges économiques, ils participent bien d'une démarche allant dans le sens d'une reconnaissance de l'URSS à laquelle aspirent les Soviétiques.⁷⁵ L'année suivante, la NZZ ouvre même ses colonnes à Stephan Bauer pour un compte rendu de voyage.⁷⁶ Mais celui-ci est suivi quelques mois plus tard par une réponse très sévère qui revient de façon critique sur les chiffres utilisés par le professeur pour les salaires dans l'industrie chimique.⁷⁷ Depuis cette époque, ce sont les émigrés Blancs qui monopolisent le discours sur « La

⁷² Voir Leemann, *Totengräber der Demokratie*, p. 35 et surtout Rudolf Vögeli, « Aus der Geschichte der zürcherischen Presse », *Das Buch der schweizerischen Zeitungsverleger 1899 bis 1924*, Zürich, Zeitungsverlegerverein, 1925, pp. 313-520.

⁷³ Alfred Cattani, *Albert Meyer, Chefredaktor der Neuen Zürcher Zeitung von 1915 bis 1930*, Bundesrat von 1930 bis 1938, Zürich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 1992.

⁷⁴ Friedrich Wlatnig, *Das Neue Rußland. Erlebnisse einer Studienreise*, Zürich, Selbstverlag & Buchdr. der Neuen Zürcher Zeitung, 1927.

⁷⁵ Sur le voyage de Wlatnig : Uhlig, *Utopie oder Alptraum ?*, pp. 371-373.

⁷⁶ « Russische Eindrücke », *Neue Zürcher Zeitung*, 21 et 28 octobre 1928.

⁷⁷ « Wenn jemand eine Reise tut », *Neue Zürcher Zeitung*, 4.1.1929.

dictature russe »⁷⁸, selon le titre d'un article du professeur Timacher de Zurich. « Nous ne pouvons rien faire, car les journaux n'impriment aucun autre genre d'article »⁷⁹, répond Gurewitsch à la VOKS lorsque celle-ci se plaint des comptes rendus extrêmement défavorables parus à l'occasion du XII^e anniversaire de la Révolution. Si elle n'ouvre guère ses colonnes aux Amis de l'URSS, la *Neue Zürcher Zeitung* publie néanmoins quelques comptes rendus, souvent critiques, sur les activités culturelles de la société zurichoise DNR. A titre tout à fait exceptionnel, elle accepte des articles portant sur les temps forts de la vie artistique soviétique, comme les trois comptes rendus rédigés par l'auteur dramatique allemand réfugié à Zurich Kurt Hirschfeld, sur le festival international de théâtre de Moscou.⁸⁰ « Il est particulièrement important », écrit un Suisse à la VOKS, « que ses articles coïncidant parfaitement avec nos conceptions aient pu être publiés sans être corrigés par la rédaction. »⁸¹

Il est en revanche presque impossible à la VOKS de pénétrer la presse quotidienne de Suisse romande, et surtout pas *Le Journal de Genève*. Avec plus de 40 000 exemplaires de 1916 à 1918 — plus de 20 000 pour *La Gazette de Lausanne* à la même époque — le *Journal de Genève* est, au sortir de la guerre, un journal de réputation internationale, un titre de référence, même si son tirage chute, comme celui de son concurrent lausannois, stagnant entre 10 000 et 15 000 exemplaires durant tout l'entre-deux-guerres. Malgré l'indépendance affichée — le grand journal libéral conservateur « parvient à ne pas trop s'engager dans la politique locale »⁸² — et l'ambition de se profiler en organe de la SdN⁸³, *Le Journal de Genève* est le principal vecteur des thèses de l'EIA en Suisse. Certes, la majorité des administrateurs refuse la proposition faite par Aubert en 1924 de devenir le journal officiel de l'Entente contre la III^e Internationale.⁸⁴ Mais le conseil décide « de publier des articles approuvant la création de cet organisme et annonçant que *Le Journal de Genève* ouvrira largement ses colonnes à ses communications.⁸⁵ Pour le surplus, la rédaction utilisera la documentation de la

⁷⁸ *Neue Zürcher Zeitung*, 7.11.1929, et « Le règne de Staline », *NZZ*, 13.11.1929, qui compare le régime de Staline avec celui d'Ivan le Terrible.

⁷⁹ P. Gurewitsch à VOKS, 7.11.1932, F.5283/12/300, doc. 14, GARF.

⁸⁰ K. H. « Moskauer Theater-Festspiele I », *NZZ*, 19.9.1934, p. 3 ; K. H. « Moskauer Theater-Festspiele II », *NZZ*, 17.12.1934, p. 3 ; « Moskauer Theater-Festspiele III », *NZZ*, 15.1.1935.

⁸¹ Arthur Pieck, Internationaler revolutionär Theater-Bund, à VOKS, 22.2.1935, F.5283/6/919, doc. 5, GARF.

⁸² Clavien, *Grandeurs et misères de la presse politique*, p. 116.

⁸³ *Ibidem*, p. 99.

⁸⁴ La proposition est toutefois appuyée par Edouard Naville et Robert de Traz, l'auteur de *l'Esprit de Genève*.

⁸⁵ L'accord est défini ainsi par l'EIA : « Il est décidé que le *Journal de Genève* prendra en mains la campagne contre le bolchevisme, qu'il recevra journallement (ou à peu près) des renseignements du bureau qu'il examinera attentivement et d'où il tirera des renseignements qui lui paraîtront particulièrement intéressants pour le Journal. » Procès-verbal du bureau de l'EIA, 28.4.1929, AEIA, BGE.

Ligue et acceptera à l'occasion les articles rédigés qu'elle lui enverrait. »⁸⁶ Dans un second accord établi en 1929, le conseil d'administration refuse une nouvelle fois l'idée d'une rubrique officiellement dédiée à l'antibolchevisme, mais il accepte, selon le mot du directeur Edouard Chapuisat, « de donner une couleur antibolchevique à tout le journal »⁸⁷ ! Au terme de l'étude effectuée par Michel Caillat ce ne sont pas moins d'une quinzaine d'articles provenant de l'EIA qui sont dès lors mensuellement publiés par le *Journal de Genève*.⁸⁸

L'EIA ne se contente pas d'influencer le *Journal de Genève* en lui faisant parvenir du matériel afin de marquer le contenu de son empreinte. Elle cherche également à infléchir sa ligne dans un sens plus antibolchevique en intervenant directement auprès des journalistes, pour les féliciter ou les critiquer, et le cas échéant pour obtenir des rectifications⁸⁹, voire leur révocation. Les pressions de l'EIA s'exercent particulièrement à l'encontre de William Martin, un ancien nationaliste d'inspiration maurassienne, séduit par la mystique de l'esprit de Genève, ayant travaillé comme collaborateur à la SdN puis au BIT, où il s'est lié à Albert Thomas, avant de prendre en 1924 la direction de la rubrique internationale du journal. Resté un homme de droite, ce docteur en droit, très attaché à sa liberté éditoriale, n'adhère nullement à l'anticommunisme militant d'Aubert. Les multiples attaques directes et indirectes qu'il subit lors des assemblées des actionnaires ou dans le cadre des réunions du conseil d'administration finissent en 1933 par le pousser à quitter la rédaction du quotidien pour une chaire d'histoire à l'École polytechnique fédérale. Ce départ coïncide avec une radicalisation du journal qui, sous la direction de Jean Martin, Pierre-E. Briquet et René Payot, assume une ligne résolument conservatrice et antisocialiste. Le journal, qui se porte à la pointe du combat contre l'adhésion des Soviétiques à la SdN⁹⁰, répond désormais totalement aux attentes de l'EIA.

Ignorant ces dessous, bien que sans illusion sur l'orientation générale du journal, quelques rares correspondants de la VOKS tentent pourtant d'établir un contact avec la rédaction du plus prestigieux des journaux francophones de Suisse. Au retour de son premier voyage en URSS, « Bauer a essayé de donner un article au *Journal de Genève* dont l'un des rédacteurs est l'un de ses anciens élèves », raconte Bagotski à la VOKS. « La réponse qu'il a reçue est assez curieuse. Le rédacteur lui a dit qu'il serait heureux de recevoir de sa part un article sur son voyage en URSS, mais il a attiré son attention sur le fait qu'étant donné la position déterminée du journal à l'égard de l'URSS, il leur a fallu plusieurs fois refuser des articles écrits dans un esprit favorable à l'URSS car nous

⁸⁶ Conseil d'administration du *JdG*, cité par Clavier, *Grandeurs et misères de la presse politique*, p. 119.

⁸⁷ Cité par Bailat, "Un journal sous influence ?", p. 20.

⁸⁸ Caillat, "L'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert", pp. 247-248.

⁸⁹ Sur les différentes formes d'intervention : Bailat, "Un journal sous influence ?", p. 6.

⁹⁰ Les articles des deux rédacteurs sont réédités sous forme de brochure, Jean Martin et Pierre-E. Briquet, *L'URSS à Genève*, Genève, s. n., 1934.

savons de source sûre que là-bas rien ne va. »⁹¹ En 1932, ulcéré par la présentation de l'URSS faite dans le quotidien genevois, Perret tente de s'appuyer sur « son expérience vécue » pour interpeller la direction : « Permettez à un homme qui voyage maintenant depuis près de deux mois en URSS et qui a la légitime prétention d'avoir vu déjà pas mal de choses de vous présenter quelques observations. "Régime abject de fer, de feu et de sang, répression, mise en esclavage de 160 millions d'habitants", dites-vous. Jamais je n'ai assisté ici à la plus petite scène de violence, à la plus petite tentative de répression de la part des autorités sur et contre le peuple. Je ne pourrais en dire autant de nos pays dits civilisés où cent fois et plus j'ai assisté à des charges de police, voire des forces militaires, contre des foules désarmées. [...] Ce qui frappe tout étranger ici c'est l'absence presque complète de police. Quand à "l'esclavage" — autre bobard cher à notre presse de Suisse romande — il faut vraiment n'avoir jamais mis les pieds dans une usine soviétique pour oser se servir de ce terme. Moi qui presque journalièrement visite des usines — et parfois même absolument tout seul — je m'élève contre cette calomnie odieuse. [...] Quant aux mouchards, et bien moi qui les ai vus souvent attachés à ma personne en nos pays, je n'ai jamais subodoré ici la moindre présence suspecte, la moindre indiscrete filature. »⁹² Mais la rédaction reste d'une inébranlable intransigeance, refusant jusqu'aux articles sur le Festival de théâtre de Moscou proposés par Jean Bard, le directeur du Théâtre suisse romand, une figure de la Genève protestante et culturelle.

Plus ouvertement conservatrice et repliée sur les affaires cantonales, tout en disposant d'une rubrique de politique étrangère confiée à l'historien Edmond Rossier, l'un des premiers adhérents à l'EIA ayant préféré quitter le *Journal de Genève* à la suite de la nomination de William Martin⁹³, *La Gazette de Lausanne* n'est pas plus accueillante. En revanche elle se délecte des témoignages des Russlandschweizer de retour, dont celui d'Eugène Ferdinand Piccard, un Vaudois enseignant de géographie physique et de météorologie à l'Université de Smolensk, qu'elle publie sous forme d'épisodes de 1925 à 1927.⁹⁴

Bien que « nettement réactionnaire et absolument hostile au régime soviétique », le quotidien d'information genevois, *La Suisse*, devenu sous la direction d'Eugène Fabre une feuille de droite combative, relayant abondamment les documents de l'EIA, accepte parfois de publier quelques articles « objectifs », « à condition de ne pas faire l'apologie politique des Soviets »⁹⁵, signés par des spécialistes bourgeois comme le musicologue Aloys Mooser, qui dispose d'une chronique hebdomadaire consacrée à la vie musicale, et le très consensuel

⁹¹ S. J. Bagotski à VOKS, 15.12.1927, F.9501/1/164, doc. 5, GARF.

⁹² M.-D. Perret au *Journal de Genève*, juillet 1932, F.5283/6/915, doc. 15, GARF.

⁹³ Clavier, *Grandeurs et misères de la presse politique*, p. 122.

⁹⁴ Ces chroniques sont rééditées en un volume en 1969, sous le titre : *Suivez Lénine ! Principales manifestations de la vie russe dans le régime soviétique*.

⁹⁵ A. Mooser à G. Timm, VOKS, 14.10.1933, F.5283/6/928, doc. 118, GARF.

Dr Francis-Marius Messerli. Ce radical de gauche, médecin-chef du service d'hygiène de la ville de Lausanne, ayant effectué plusieurs missions pour la Section d'hygiène de la SdN, qui est aussi le fondateur et le secrétaire général du comité suisse pour l'organisation des Jeux Olympiques⁹⁶, est le seul à réussir à publier des comptes rendus favorables de ses voyages en URSS — l'un en 1930 sur proposition de la VOKS, l'autre en 1935 à l'invitation d'Intourist — dans la presse francophone de droite (*La Suisse, La Suisse sportive*⁹⁷ et *L'Illustré*).⁹⁸

LES REVUES SPÉCIALISÉES

La VOKS ne néglige pas les revues, qui sont des vecteurs plus favorables à la culture que les journaux, inscrits dans le quotidien, c'est-à-dire l'éphémère. Objet élitiste, au lectorat plus restreint, plus aisé, plus averti que celui visé par la culture de masse, les revues sont un intermédiaire entre les livres et les quotidiens d'information.⁹⁹ Bien que concurrencées durant l'entre-deux-guerres par les hebdomadaires généralistes, elles restent des lieux stratégiques pour accéder aux professions intellectuelles et artistiques. Elles ont surtout l'avantage, dans la perspective de la VOKS, de revendiquer leur apolitisme. Il existe toute une gamme de revues — généraliste ou spécialisée, scientifique ou de vulgarisation, commerciale ou associative — dans divers formats, avec de multiples périodicités, et surtout de grandes différences de moyens. Le bureau de presse rassemble les documents à envoyer, mais ce sont les représentants de la VOKS à l'étranger, aidés des départements régionaux, qui établissent des listes de revues classées par catégories thématiques et s'efforcent de convaincre les journalistes ayant été identifiés.

Les revues étrangères contactées recouvrent la presque totalité des thèmes de la diplomatie culturelle soviétique, des sciences aux arts, en passant par les questions de société. La médecine se taille la part du lion avec des articles rédigés par Bagotski, Messis, Starobinski, Vonwiller¹⁰⁰, Paulina Brupbacher et parfois, dans une version traduite, de spécialistes soviétiques¹⁰¹, qui paraissent dans plus d'une quinzaine de revues suisses ou internationales.¹⁰² La *Revue suisse de médecine* publie des comptes rendus de la plupart des études médicales soviétiques, plus d'une centaine pour les seules années vingt. Les revues d'éducation, très nom-

⁹⁶ Principaux ouvrages : *L'école, la gymnastique et le sport* (1926), *Le contrôle de la pigmentation et de la dépigmentation cutanée* (1929), *Considérations sur l'organisation des services municipaux d'hygiène* (1930).

⁹⁷ N° 1072-1073.

⁹⁸ F.-M. Messerli à Intourist, France, 1.4.1935, F.5283/6/922, doc. 5, GARF.

⁹⁹ Loué, « Les Revues », *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, pp. 708-712.

¹⁰⁰ P. Vonwiller et M. A. Kotlarewskaja, « Etudes sur les barrières histo-hématiques », *Bulletin d'Histologie appliquée*, n° 8, septembre 1932, pp. 253-266.

¹⁰¹ D. Bronner, « La santé publique en URSS », *Praxis*, 1.10.1929, n° 40.

¹⁰² *Bulletin d'Histologie appliquée*, *Bulletin d'hygiène mentale*, *L'Hebdomadaire médical suisse*, *L'Hebdomadaire médical suisse-Schweizerische medizin Wochenschrift*, *Praxis*, *Revue internationale d'hygiène publique*, *Revue internationale de la Croix-Rouge*, *Revue médicale de Suisse romande*, *Revue suisse de médecine*, *Medizinische Zeitschrift*, *Zentralblatt für die gesamte Tuberkuloseforschung*.

breuses en Suisse, ne sont pas moins intéressées par les thématiques russes, surtout celles liées aux amis. Les articles consacrés aux expériences pédagogiques soviétiques sont multiples dans les différents bulletins pédagogiques de la Ligue internationale d'éducation nouvelle : *Pour l'Ère nouvelle*, créé en 1922¹⁰³, *Das Werdende Zeitalter* et *The New Era*, pour les anglophones. La version française publie notamment les articles de R. Brachmann¹⁰⁴, qui sont accompagnés d'illustrations photographiques. La VOKS et ses correspondants parviennent aussi à faire paraître des papiers dans des revues plus traditionnelles, liées aux associations d'enseignants et à celles des parents d'élèves.¹⁰⁵

Les contacts ne sont pas moins réguliers, sans être toujours aussi complices, avec les bulletins des Maisons du peuple¹⁰⁶ et ceux des associations progressistes qui luttent contre les « fléaux sociaux » que sont la prostitution, l'alcool et la religion. La liquidation de la prostitution en URSS est évoquée par plusieurs articles du *Bulletin* et du *Journal de la fédération abolitionniste*, les organes de la Fédération abolitionniste internationale.¹⁰⁷ Si elles se sont dans un premier temps ouvertement félicitées que la législation soviétique ait prohibé la production et la consommation d'alcool, *Abstinence*, la revue francophone de la Ligue catholique suisse d'abstinence, et *L'Annuaire antialcoolique* d'Auguste Forel, n'hésitent toutefois pas à demander des précisions à la VOKS lorsque paraissent les premières rumeurs sur le rétablissement du monopole des spiritueux. « Je comprends cher vieil ami votre courroux à propos de la suppression chez nous de la complète interdiction de l'alcool que je déteste comme vous », répond gêné Zlitchenko à Forel. « Mais je pense que les motifs de cette nécessité funeste vous sont connus : la distillation clandestine. Bientôt l'usage de l'alcool sera supprimé pour toujours. »¹⁰⁸ « Il faut connaître nos conditions culturelles et économiques », se défend le même dans un courrier à Robert Hercod, le rédacteur d'*Abstinence*, auteur en 1917 d'une monographie sur *La prohibition de l'alcool en Russie*.¹⁰⁹ « Il faut que notre pays apprenne, que les masses se soient élevées pour qu'elles cessent de nous concurrencer en produisant d'énormes quantités d'eau de vie par des procédés primitifs. »¹¹⁰ Malgré des débuts prometteurs, les

¹⁰³ Béatrice Haenggeli-Jenni, "Pour l'Ère Nouvelle : une revue-carrefour entre science et militance (1922-1940)", Thèse de doctorat, Université de Genève, 2011.

¹⁰⁴ R. Brachmann, « L'organisation du travail à la Maison des enfants Clara Zetkin à Moscou », *Pour l'ère nouvelle*, n° 62, novembre 1930, p. 225.

¹⁰⁵ Hans Cornioley sur l'école en URSS, *Berner Schulblatt*, n° 14 (1), 1.8.1933 ; Vogel Traugott, « Grundlagen des Schultheaters », *Schweizerische Lehrerinnen Zeitung. Schultheater und dialogische Erziehung*, Bern, n° 20, 20.7.1939, pp. 324-330.

¹⁰⁶ Le *Bulletin-Programme de la Maison du peuple de Lausanne* publie régulièrement des comptes rendus d'ouvrages russes rédigés par Roubakine.

¹⁰⁷ Selon un article de 1930 du *Journal de la fédération abolitionniste*, « les Soviets ont, par la création de meilleures conditions économiques, supprimé la prostitution qui existe encore actuellement dans nos pays bourgeois », Dr R. Guénin à J. Humbert-Droz, 8.3.1930, F.5283/6/842, doc. 114, GARF.

¹⁰⁸ C. P. Zlitchenko à A. Forel, 27.11.1928, F.132/1/12, doc. 20, RGASPI.

¹⁰⁹ Robert Hercod, *La prohibition de l'alcool en Russie*, s. l., Imprimerie H. Borgeaud, 1917.

¹¹⁰ C. P. Zlitchenko à R. Hercod, s. d., F.9463/1/44, doc. 5, GARF.

relations avec la revue officielle de la Fédération de la Libre pensée de Suisse romande, qui compte près de 500 membres, passent elles-mêmes par plusieurs étapes allant du soutien critique à l'hostilité manifeste. En ce sens, *La Libre pensée internationale* (LPI), bimensuel édité à Lausanne depuis 1906¹¹¹ par Brocher à ses frais, illustre bien les tensions pouvant résulter de ce travail d'insertion de documents favorables à l'URSS. Depuis 1927, la LPI publie régulièrement des articles sur l'URSS et la religion rédigés par Brocher et Rémézov, ou directement par des Soviétiques.¹¹² Mais l'orientation de plus en plus philosoviétique du journal suscite de nombreuses critiques parmi les sociétaires socialistes et plus encore du côté des anarchistes qui sont très actifs au sein du mouvement. Ces derniers interviennent bruyamment lors des réunions, demandant la constitution d'un nouveau comité de rédaction et des explications sur la répression des anarchistes en URSS. Le rédacteur du *Réveil*, Bertoni, ne ménage pas ses critiques à l'égard de l'association soviétique des sans-Dieu (Soyuz Bezbojnikov SSSR) dont le travail serait selon lui très insuffisant ! Mis sous pression, Brocher décide de se retirer de la rédaction, proposant néanmoins que ce soit Rémézov qui le remplace. La question est débattue en juin 1930, lors du congrès de Neuchâtel. Les débats auxquels participent une soixantaine de délégués tournent au pugilat : les anarchistes interpellent violemment Rémézov sur le sort de leur camarade Francesco Ghezzi arrêté en 1928. Les socialistes et les sans-parti renchérissent en évoquant l'absence totale de liberté en URSS. Beaucoup d'autres soulignent leur hostilité à l'égard des polémiques politiques.¹¹³ Rémézov parvient à obtenir la confirmation de sa participation au sein de la rédaction de la LPI. Pour clarifier le débat, il fait voter une résolution visant à rassembler des documents sur la politique de l'URSS contre la religion. Mais c'est une victoire provisoire. Après le décès de Brocher, la position des partisans de l'URSS au sein de la rédaction ne va cesser de se réduire, conduisant à la rupture avec Rémézov. « Peytrequin est devenu un ennemi de l'URSS, je ne veux plus être membre de la Libre pensée. Je continue à éditer son journal pour éviter un scandale et en souvenir de Brocher, mais il ne s'agit que d'une collaboration technique. »¹¹⁴

Enfin, des matériaux de la VOKS paraissent dans des revues d'architecture (*Das Werk* – *L'Œuvre*¹¹⁵ et *Schweizerische Bauzeitung*), de cinéma (*La Revue suisse du*

¹¹¹ Avant 1911, la LPI s'appelle *La Libre pensée romande*. Claude Cantini, *Pour une histoire sociale et antifasciste : contributions d'un autodidacte*, Lausanne, AEHMO – Editions d'en Bas, cop. 1999, pp. 251-253.

¹¹² A. V. Loukatchevski, « L'église et la religion en URSS », *Libre pensée internationale*, mai 1930 ; Chichakov, « L'église en URSS » et « Le mouvement athéiste ».

¹¹³ Rapport de H. S. Rémézov sur le congrès de Neuchâtel, F.495/99/53, doc. 13-15, RGASPI.

¹¹⁴ H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, 23.2.1932, F.9463/1/ 31, doc. 274, GARF.

¹¹⁵ *Das Werk* : *Architektur und Kunst* : offizielles Organ des Bundes Schweizer Architekten, des Schweizerischen Werkbundes, des Schweizerischen Kunstvereins – *Œuvre* : *architecture et art* : organe officiel de l'Œuvre, Fédération des architectes suisses, Winterthur, Zürich, St. Gallen, G. Fretz : Zollikofer, 1914-1973. Gurewitsch négocie un n° spécial pour l'hiver 1932-1933.

cinéma – *Schweizerische Kino-Zeitschrift* et *Close Up*), de géographie¹¹⁶, de musique (*Schweizer-Musik-Zeitung*, *Dissonances*), de photographie (la revue *Camera* fondée en 1922¹¹⁷), de radio (*Radio*, le journal officiel de la radiophonie suisse romande), de théâtre¹¹⁸, de sports motorisés (*Motor*, *Revue du TCS*, *Schweizer Aero-Revue*) ; sans oublier les publications des cheminots (*Le Cheminot – Eisenbahn*), des minorités (*Israelitisches Wocheblatt*¹¹⁹), des étudiants¹²⁰ et des aveugles¹²¹ ! A l'exception de la presse médicale, éducative et cinématographique, la plupart de ces revues spécialisées n'acceptent guère plus d'un ou deux articles, voire un numéro spécial pour les plus audacieuses d'entre elles, comme l'organe de la Fédération des architectes suisses, *Das-Werk – L'œuvre*. A plusieurs occasions, ces articles suscitent d'ailleurs de violentes réactions du lectorat. Le papier de Gurewitsch sur les enfants en URSS publié en 1934 par *Eltern-Zeitung* a « valu à la rédaction du journal une multitude de plaintes et des menaces d'interruption d'abonnement »¹²². Si ce ne sont pas les lecteurs, ce sont les sociétés patriotiques et les annonceurs qui font pression sur les rédactions pour limiter ce genre de dérapage. Le seul exemple d'une revue spécialisée publiant systématiquement les documents préparés par la VOKS est *Dissonances*, éditée mensuellement à Genève de 1923 à 1926, puis de 1929 à 1946, par Aloys Mooser. Certes la diffusion de cette revue musicale indépendante est intime, limitée aux spécialistes francophones, les rapporteurs de la VOKS la qualifient eux-mêmes non sans une certaine condescendance de « charmante petite revue »¹²³. Mais l'engagement sans faille de son directeur et unique rédacteur au service de la musique soviétique en fait un cas unique dans le paysage médiatique helvétique.

Lié par sa mère à la Russie, pays où il a vécu et dont il connaît la langue, Aloys Mooser s'est spontanément mis au service de la VOKS comme il le raconte dans une lettre autobiographique qui constitue la première étape d'une relation de plus de deux décennies. « J'ai vécu pendant treize ans à Saint Petersburg, où avant la Révolution j'étais attaché au Journal français de Saint Petersburg en qualité de critique musical. J'ai eu alors, à une époque où les musiciens russes étaient loin de jouir des faveurs officielles, le mérite de défendre (moi étranger) les intérêts de l'art russe. Et alors que les Journaux comme *Novoïe Vremia* tournaient en dérision Rimski-Korsakov et les autres musiciens de la

¹¹⁶ *Matériaux pour l'étude des calamités*, S. J. Bagotski à VOKS, 1924, F.5283/6/836, doc. 4, GARF.

¹¹⁷ Le rédacteur de *Camera*, Lucerne, Adolf Herz, reçoit de la VOKS des négatifs de photographies d'alpinistes de l'Armée rouge dans le Caucase (D. G. Debabow, I. M. Schagin, S. A. Pisanew). A. Herz à VOKS, 1936, F.5283/6/920, doc. 1, GARF.

¹¹⁸ *Schweizer Schulbühne. Zeitschrift der Freunde des schweizerischen Schultheaters*, 4 numéros par an, éditeur T. Vogel.

¹¹⁹ En 1930, l'*Israelitisches Wocheblatt*, Zürich, reçoit deux articles : « Le musée pansoviétique de la culture juive », « La commission juive d'histoire et d'archéologie ».

¹²⁰ *Vox Studentium, Tribune libre de la Fédération mondiale des étudiants chrétiens*.

¹²¹ S. J. Bagotski, « Die Blinden in USSR », *Schweizerischen Blindenbote*, Zürich, n° 8, November 1924.

¹²² P. Gurewitsch à VOKS, 12.12.1934, F.5283/6/903, doc. 11, GARF.

¹²³ VOKS à A. Mooser, 1931, F.5283/6/846, doc. 24, GARF.

nouvelle école, j'ai vigoureusement engagé la lutte en faveur de ces artistes, combattant en même temps l'italianomanie qui fleurissait despotiquement dans les milieux officiels de la Cour et au Ministère des affaires étrangères. C'est vous dire, Monsieur, que je connais quelque peu la Russie d'antan dont j'ai pu apprécier les erreurs et le détestable esprit de caste. Je sais qu'il est fort mal vu chez nous de prendre la défense de ce que l'on fait actuellement en Russie, même si cela est bon. Mais j'ai observé toute ma vie une impartialité complète — et ce n'est pas à mon âge que je vais changer d'avis — qui me permet librement de dire mon avis. C'est dans ce but que j'ai créé et que je rédige à moi tout seul ma petite revue *Dissonances* dont le succès inespéré me montre que je suis sur la bonne voie. »¹²⁴ Mooser a en effet déjà subi les foudres de la presse bourgeoise à la suite d'un premier article sur « L'œuvre éducatrice des Soviétiques », publié en juillet 1931.¹²⁵ « C'est le sort réservé à tous ceux qui veulent montrer la vérité »¹²⁶, commente Maria Birchmeyer. Loin d'être impressionné, Mooser souhaite maintenant se rendre en URSS pour obtenir des renseignements sur la vie musicale : « J'estime en effet qu'il importe de lutter contre la campagne de dénigrement dont la Russie est actuellement l'objet. A en croire nos journaux, ce pays serait dans un état voisin de la barbarie. »¹²⁷

Un peu étonné que « cette manifestation, si merveilleuse de la part d'un intellectuel indépendant, se soit produite à Genève », le responsable du secteur latin écrit immédiatement à Birchmeyer pour qu'elle lui apporte son aide : « A en juger par l'article susmentionné, Monsieur Mooser appartient à l'élite de ces esprits indépendants d'Occident qui souvent aperçoivent, à travers les mensonges et les calomnies si largement répandues sur le compte de l'URSS, les efforts et les progrès accomplis par notre peuple affranchi dans son élan vers une humanité où la musique cessera d'être le privilège d'un petit nombre de connaisseurs raffinés, mais fera partie de la vie commune de millions de personnes. »¹²⁸ Sur la base du matériel fourni par la VOKS, Mooser commence par publier des études sur « La démocratisation de la musique soviétique » (*Dissonances*, février 1932), sur « Le Festival de musique de Leningrad » (*Dissonances*, juin-juillet 1934), puis un numéro spécial entièrement consacré à l'URSS (*Dissonances*, octobre 1934). Chaque numéro contient de plus des chroniques régulières sur les événements les plus importants de la vie musicale soviétique, avec des listes de tous les nouveaux enregistrements. Certains de ses articles sont repris par la *Revue musicale* de Paris, *La Rassegna musicale* de Turin, la *Schweiz-Musik-Zeitung* de Zurich, et *La Suisse* dont il est le collaborateur attitré de la chronique musicale depuis plus de vingt-cinq ans. Mooser se propose aussi d'utiliser l'heure heb-

¹²⁴ A. Mooser à VOKS, 21.11.1931, F.5283/6/928, doc. 136, GARF.

¹²⁵ *Dissonances*, juillet 1931, n° 7.

¹²⁶ M. Birchmeyer à VOKS, 26.11.1931, F.5283/6/903, doc. 49, GARF.

¹²⁷ A. Mooser à VOKS, 21.11.1931, F.5283/6/928, doc. 136, GARF.

¹²⁸ J. Roïtman à M. Birchmeyer, 23.6.1931, F.5283/6/847, doc. 3, GARF.

domadaire dont il dispose sur Radio Genève pour présenter des œuvres soviétiques : « Il me semble qu'un excellent moyen de propagande serait la transmission de disques soviétiques. Et je me propose d'en faire entendre quelques scènes au cours de conférences que je fais chaque semaine à la radio de Genève où je présente tous les nouveaux enregistrements présentant un intérêt musical. En annonçant la chose à l'avance dans les journaux radiophoniques il serait possible d'atteindre un public considérable, non plus suisse, mais européen. »¹²⁹ Malgré l'émotion suscitée en Suisse romande — « Beaucoup de gens ont témoigné d'un vif mécontentement. [...] La direction de Radio Genève et moi-même avons reçu quantité de protestations parfois extrêmement vives. » — il va multiplier les interventions radiophonique sur "L'organisation musicale en URSS", "Les festivals musicaux", mais aussi "La vie dans les rues de l'URSS"¹³⁰ !

Enfin, il met à la disposition de la VOKS son carnet d'adresses professionnelles : « De part la position que j'occupe dans le mouvement musical suisse, je suis presque chaque jour sollicité par des exécutants et des chefs d'orchestre qui me demandent de leur indiquer des œuvres nouvelles qu'ils pourraient jouer. »¹³¹ Mooser recommande et fournit à Robert Denzler du Stadttheater de Zurich les partitions des opéras *Ekaterina Izmaïlova*¹³² et *Lady Macbeth* de Chostakovitch. « Je suis ainsi heureux de contribuer à faire connaître en Occident la valeur d'un musicien soviétique pour lequel j'ai la plus grande admiration et qui, sans nul doute, est le plus capable d'être compris et apprécié en Europe. »¹³³ Et c'est aussi grâce à lui que la Société musicale contemporaine de Genève consacre une soirée à Chostakovitch et Prokofiev en novembre 1935. Bref, comme il l'écrit dans un courrier ultérieur : « Vous pouvez compter sur moi pour une active propagande en faveur de la musique soviétique dans mon pays où elle n'est pour ainsi dire pas connue et où l'on montre une hostilité injurieuse à l'égard de votre pays. »¹³⁴

Le critique musical n'entend pourtant pas renoncer à « son indépendance d'esprit et à la liberté de vue qui m'ont valu en Suisse et en France une certaine réputation »¹³⁵. Passant outre aux injonctions de la VOKS¹³⁶, il refuse d'adhérer à la Société de rapprochement culturel. Et lorsque la VOKS lui propose d'effectuer une enquête en URSS, il insiste pour voyager à ses frais, « que je m'effor-

¹²⁹ A. Mooser à VOKS, 20.5.1932, F.5283/6/928, doc. 133, GARF.

¹³⁰ *Ibidem*, doc. 101, GARF.

¹³¹ A. Mooser à G. Timm, VOKS, 7.8.1933, F.5283/6/928, doc. 117, GARF.

¹³² La première représentation d'*Ekaterina Izmaïlova* a lieu au Stadttheater de Zurich le 3 février 1936, elle est suivie de deux autres, les 12 et 14 février. « L'accueil du public — majoritairement de gauche — fut très bon. Bien sûr il y a eu quelques attaques dans les comptes rendus de la presse, en particulier la NZZ qui a souligné la brutalité de la musique et du sujet. Mais ils ont reconnu la grande valeur de cet opéra. », P. Gurewitsch à VOKS, 4.2.1936, F.5283/6/934, doc. 5, GARF.

¹³³ A. Mooser à E. Tcherniak, 5.1.1935, F.5283/6/928, doc. 37, GARF.

¹³⁴ A. Mooser à VOKS, 1.11.1933, F.5283/6/928, doc. 121, GARF.

¹³⁵ A. Mooser à G. Timm, VOKS, 14.10.1933, F.5283/6/928, doc. 118, GARF.

¹³⁶ VOKS à A. Mooser, 8.9.1932, F.5283/6/928, doc. 138, GARF.

cerai ensuite de récupérer par mon travail de publiciste. Je veux pouvoir dire à mon retour aussi bien ce qui m'a semblé intéressant que ce que j'ai trouvé à critiquer. »¹³⁷ Enfin, il rappelle que « la politique ne m'intéresse nullement, que je me tiens entièrement à l'écart de tout mouvement d'opinion dans ce domaine »¹³⁸. S'il semble bien résister aux nombreuses attaques de l'PEIA qui l'accuse « d'être payé par les Soviets » — « J'essaie d'être impartial, sans me soucier de l'avis des imbéciles, genre Théodore Aubert »¹³⁹ —, s'il paraît même s'amuser « de faire enrager Lodygensky »¹⁴⁰, le critique musical s'irrite en revanche beaucoup de la négligence de ses interlocuteurs moscovites, en particulier en ce qui concerne l'envoi de nouveaux matériaux. « Il y a bien des mois que je n'ai reçu aucun numéro de *VOKS*, il en est de même pour les *Nouvelles soviétiques* »¹⁴¹, se plaint-il en 1933, puis à nouveau en 1935 : « Il est vraiment désespérant de voir combien sont mal soutenus, dans les administrations soviétiques, les efforts des écrivains étrangers qui tâchent de défendre l'URSS contre les attaques dont elle est l'objet et de mener une active propagande en faveur de son art. Or voici des mois que je n'ai rien reçu des éditions d'Etat. »¹⁴² Et lorsque malgré plusieurs courriers le matériel qu'il a commandé tarde à venir, il se plaint ouvertement de ne pas être suffisamment pris en considération, n'hésitant pas à rappeler toute l'importance de sa revue et de sa personne pour les activités de la *VOKS* en Suisse. « Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que *Dissonances* est en Suisse le seul journal qui consente à suivre de façon aussi attentive que bienveillante la magnifique activité des Soviets dans le domaine musical. Il y aurait donc pour vous intérêt à me renseigner régulièrement, car vous savez la place que j'accorde à la Russie soviétique dans ma revue. Oserais-je vous demander d'accorder à ma lettre l'attention qu'elle mérite. Les amis de la Russie soviétique ne sont pas si nombreux en Suisse que l'on puisse négliger les moyens d'en acquérir de nouveaux. [...] Les éditions d'Etat auraient avantage, je crois, à profiter de l'influence dont je jouis ici. »¹⁴³ La fatuité de ce grand bourgeois genevois qui ne rate jamais une occasion de distribuer ses conseils éclairés, expliquant notamment aux Soviétiques « comment organiser un festival musical pour que l'édition de 1935 soit meilleure que celle de 1934 »¹⁴⁴, insupporte ses interlocuteurs. Mais son dévouement en faveur de la musique soviétique est si rare en Suisse qu'il bénéficiera de l'appui constant de la *VOKS*, et cela encore après la Seconde Guerre mondiale.

¹³⁷ A. Mooser à *VOKS*, 7.1.1933, F.5283/6/928, doc. 113, GARF.

¹³⁸ *Idem*.

¹³⁹ A. Mooser à G. Timm, *VOKS*, 7.8.1933, F.5283/6/928, doc. 117, GARF.

¹⁴⁰ A. Mooser à *VOKS*, 23.7.1934, F.5283/6/928, doc. 89, GARF.

¹⁴¹ A. Mooser à *VOKS*, 7.1.1933, F.5283/6/928, doc. 113, GARF.

¹⁴² A. Mooser à E. Tcherniak, *VOKS*, 8.10.1935, F.5283/6/928, doc. 37, GARF.

¹⁴³ A. Mooser à G. Timm, *VOKS*, 14.10.1933, F.5283/6/928, doc. 118, GARF.

¹⁴⁴ A. Mooser à *VOKS*, 30.10.1934, F.5283/6/928, doc. 75, GARF.

Chapitre 21

Les conférences

Comme d'habitude le Gouvernement genevois a interdit les conférences du professeur Bauer sur le plan quinquennal. Mais l'Université ayant déjà donné son accord, l'interdiction du Gouvernement lui fit surtout de la publicité. Trois cent personnes y ont assisté.¹

Les conférences sur le Krassine ont joué un rôle très important dans l'apparition d'un intérêt pour l'URSS au sein de larges cercles de la société.²

Nous avons l'année passée, comme vous vous en souvenez, soulevé la question d'une conférence publique, mais nous n'avons pas trouvé de lieu susceptible de l'accueillir. [...] Une conférence de votre part pourrait jouer un rôle fondamental dans le développement futur de la société zurichoise. Sinon, je pense qu'il serait souhaitable que vous rencontriez les initiateurs de la Société des amis de Genève, Ehrler et Nicole. La rencontre pourrait se faire dans un endroit neutre, par exemple chez Dicker, chez lequel vous séjournerez probablement. Il faudrait aussi rencontrer les initiateurs du groupe lausannois, Messerli et Jeanneret, c'est très important car nous avons très rarement l'occasion de recevoir des visiteurs soviétiques en Suisse.³

En plus de la production écrite — les livres, les brochures, les pamphlets, les articles de journaux et de revues, les pétitions et les appels — la diplomatie culturelle soviétique s'exerce par l'oralité : les conférences.⁴ Homme de lettres,

¹ S. J. Bagotski à VOKS, 2.7.1929, F.5283/6/841, doc. 6, GARF.

² Rapport de S. J. Bagotski, 1930, F.5283/2/48, doc. 30, GARF.

³ S. J. Bagotski à A. V. Lounatcharski, 9.2.1932, F.9501/6/72, doc. 256, GARF.

⁴ Je m'appuie pour cette brève présentation sur : Alain Clavien, François Vallotton (éd.), *Devant le verre d'eau. Regards croisés sur la conférence comme vecteur de la vie intellectuelle (1880-1950)*, Lausanne, Antipodes, 2007 ; Françoise Waquet, *Parler comme un livre. L'oralité et le savoir (XVI^e-XX^e siècles)*, Paris, Albin Michel, 2003.

l'intellectuel progressiste n'en est pas moins un homme de l'oral. La conférence est l'une des figures imposées de sa stratégie professionnelle (les conférences académiques) et de sa visibilité dans la Cité (les conférences culturelles lors desquelles une personnalité traite de sujets variés d'ordre artistique, littéraire, scientifique, etc.) Ouvertes au grand public, ces dernières se multiplient durant l'entre-deux-guerres notamment en raison de leur attrait financier. Mieux rémunérées que les articles, elles servent aussi de support publicitaire aux publications des orateurs. Moins étudiés que les publications, dénués de matérialité, seules les annonces et parfois les comptes rendus publiés dans les journaux demeurent, ces exposés qui s'adressent à un public cultivé et traitent d'un sujet relevant de la spécialité de l'orateur représentent pourtant un vecteur privilégié de la vie intellectuelle de l'époque, une « pièce importante dans le dispositif de l'espace public et de la vie sociale de ces années »⁵.

Les Soviétiques et leurs amis recourent largement à la transmission orale des idées et des savoirs. Les « bonimenteurs rouges »⁶ (Valérie Pozner) sont des acteurs déterminants de la propagande en URSS. La conférence est toutefois un exercice de médiation plus difficile que l'écrit, plus compliqué à organiser et plus risqué, puisqu'il suppose la confrontation directe à un public qui est loin d'être toujours acquis. « Avant de m'exprimer, j'ai pensé : comment vont nous accueillir les Suisses ? », témoigne un orateur soviétique au retour d'une tournée européenne. « Je savais qu'ils étaient hostiles à l'URSS, que nous n'avions pas de relations politiques avec eux. »⁷ Les conférences ne se cantonnent pas à des monologues ; il y a toujours dans l'auditoire des adversaires, souvent bien préparés, susceptibles de contrecarrer le propos lors de l'incontournable séquence de questions ; d'autres qui réagissent pendant l'exposé en manifestant bruyamment leur désapprobation et les gros bras qui sont prêts à en découdre physiquement à la sortie. Il faut enfin évoquer les mouchards qui établissent des procès-verbaux, transmis aux associations anticommunistes et aux autorités.⁸

Parler de l'URSS en termes favorables dans la Suisse de l'entre-deux-guerres ne peut se faire sans un minimum de précaution, de préparation. Il n'est pas si facile de trouver un espace adapté. En Suisse romande, la liste des lieux acceptant régulièrement des conférences sur l'URSS se limite à la Bibliothèque Roubakine, à la Maison du peuple de Lausanne et à la Salle communale de Plainpailais. A Zurich, le Restaurant Katz, au numéro 83 de la Talstrasse, met pendant deux ans à la disposition de l'association zurichoise une pièce contiguë chaque

⁵ Clavien et Vallotton, *Devant le verre d'eau*, p. 7.

⁶ Valérie Pozner, « Le bonimenteur "rouge" : retour sur la question de l'oralité à propos du cas soviétique », *Cinémas : revue d'études cinématographiques*, vol. 14, n° 2-3, 2004, pp. 143-178. L'article porte sur l'accompagnement oral des films durant les années 1920-1930.

⁷ Rapport de R. L. Samoilovitch à la direction de la VOKS sur sa tournée de conférences, 17.5.1929, F.5283/1/125, doc. 10, GARF.

⁸ Voir l'exemple du rapport d'un membre de la Fédération patriotique suisse sur une conférence des AUS en 1935, cité par Studer, *Un parti sous influence*, p. 548.

mardi pour des conférences et fréquemment le vendredi pour des discussions plus libres sur des thèmes annoncés à l'avance.⁹ Depuis l'automne 1934, les conférences qui attirent souvent plus de trois cents personnes se tiennent à l'Hôtel Pfauen, Rämistrasse 34.¹⁰ La disposition d'un espace pérenne, identifié par le public, permet de stabiliser les activités de la société zurichoise et de les inscrire dans la durée. Plus exceptionnellement, des conférences peuvent se tenir à la Maison du peuple de Zurich ou dans la salle de conférence du Musée des arts appliqués de la même ville. A Bâle, des conférences sont régulièrement organisées à la Maison du peuple et dans celle des syndicats. A Berne, les rares manifestations se déroulent souvent chez Bagotski, à moins que l'orateur dispose d'une renommée suffisante. Carl Albert Loosli s'exprime ainsi devant plusieurs centaines de personnes à la Berner Volkshaus en juin 1936¹¹ ; tout comme Traugott Vogel, en février 1939, à l'amphithéâtre de l'Université de Berne pour une conférence intitulée "Les fondements du théâtre scolaire". L'annonce des conférences par affichage public ou par voie de presse demeure l'exception. La plus grande partie des prestations se tient lors de séances fermées. C'est le cas de la quasi-totalité des exposés présentés dans le cadre de la SEDRC. Mais les conférences sur invitation réservées aux membres représentent tout de même près des trois quarts de la centaine de séances organisées sous les auspices de la société zurichoise, DNR.¹²

Les conférences couvrent tout le panel des thèmes culturels. A côté des traditionnels rapports de voyage en URSS effectués par des membres de l'association, les exposés portent sur tel ou tel aspect de la vie soviétique (le droit, en particulier la législation sur le mariage et l'avortement, l'économie, la société, les arts et les sciences en URSS) ; il y a aussi des interventions consacrées à la comparaison de l'URSS avec d'autres pays (le droit constitutionnel allemand et soviétique, l'industrie cinématographique en URSS et aux Etats-Unis) et des conférences en relation avec l'actualité politique suisse (les événements de novembre 1932 à Genève) et internationale (la national-socialisme allemand). Ces dernières n'ont souvent qu'un lien très lointain avec la vie culturelle soviétique. Certaines prestations peuvent être très pointues, proches d'une communication scientifique, d'autres témoignent d'une réelle ambition vulgarisatrice. Comme pour les publications, nous distinguerons les prestations des amis suisses de

⁹ S. J. Bagotski au bureau Europe centrale de la VOKS, 28.2.1933, F.5283/6/874, doc. 18, GARF.

¹⁰ Durant la Deuxième Guerre mondiale, le théâtre connaît un véritable essor, avec l'intégration de nombreux émigrants antifascistes. Avec ses 750 places, le Pfauen est à la fois le plus grand et le plus ancien théâtre du Schauspielhaus.

¹¹ Erwin Marti, *Carl Albert Loosli 1877-1959. Im eignen Land verbannt. Erster Teil: 1914-1959*, Zürich, Chronos, 2009, pp. 228, 421.

¹² Jungi, "Kulturbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion", pp. 55 et 92, a dénombré à partir de la documentation conservée par Humm cinquante-huit conférences pour les années 1932-1934, auxquelles s'ajoutent pour la période 1935-1937 une quarantaine de conférences que j'ai identifiées dans la correspondance de Bagotski.

celles offertes par des Soviétiques ; ces dernières soulèvent des questions spécifiques en matière d'organisation et de réception.

Les Soviétiques ont bien conscience de l'enjeu représenté par l'envoi de conférenciers à l'étranger, et surtout des risques qui en découlent. « Chaque artiste, savant ou peintre soviétique qui se rend à l'étranger est perçu comme un représentant officiel de l'URSS, ce qui leur impose une responsabilité politique. Or non seulement ils ne reçoivent aucune indication politique du NKID, mais en plus ils ne s'adressent même pas à nos représentants. Ils agissent ainsi à leur propre guise et pas toujours avec succès »¹³, se plaignait en 1923 un collaborateur des Affaires étrangères auprès de Kameneva. Pour cette dernière, qui l'écrit à la direction du PCUS : « La question du contrôle de nos savants à l'étranger est extrêmement importante. »¹⁴ La VOKS et toutes les structures en charge des échanges avec l'étranger sont confrontées à deux types de problèmes. Le premier, qu'appréhendent particulièrement les Soviétiques, est la multiplication des transfuges. Parmi les plus célèbres, citons le compositeur et chef d'orchestre Alexandre Glazounov, directeur du Conservatoire de Saint-Petersbourg depuis 1905, qui s'étant rendu à Vienne en 1928 pour siéger dans le jury d'un concours international de piano refuse de rentrer. Evoquons encore le chimiste Vladimir Ipatiev, membre de l'Académie des sciences, qui profite d'une conférence à Munich en 1930 pour demander l'asile aux Etats-Unis. Afin de limiter ces situations qui provoquent chaque fois de larges remous dans la presse hostile, le NKVD refuse souvent les visas de sortie « des spécialistes non loyaux, ou des savants semi-loyaux »¹⁵.

L'autre difficulté, en partie liée à la précédente, est qu'« on envoie parfois en mission des personnes qui ne sont nullement compétentes », reconnaît Kameneva. « L'invitation de nos savants à des congrès scientifiques s'étant généralisée, il est parfaitement clair que si lors de ces voyages nous nous couvrons de honte cela ne sera pas utile au rapprochement culturel. Ainsi lors du congrès des géographes slaves fut envoyé le professeur Karski. Or, non seulement il n'a pas su parer les attaques des Polonais, mais encore a-t-il trouvé le moyen d'exprimer de nombreuses bêtises dans son rapport final. Lors d'un autre congrès organisé à Prague, notre représentant est arrivé en retard. [...] Quant à notre délégué au congrès de mathématique de Toronto il est arrivé à Londres, sans argent, et c'est Rakovski qui a dû couvrir les frais alors qu'il ne dispose pas de budget à cet usage. »¹⁶ Malgré les multiples demandes effectuées en ce sens par Kameneva et ses successeurs, jamais la VOKS n'obtiendra l'exclusivité du contrôle

¹³ F. A. Rothstein à O. D. Kameneva, 8.8.1924, F.495/99/95, doc. 126, RGASPI.

¹⁴ O. D. Kameneva à V. M. Molotov, CC PCR(b), copie à A. I. Rykov, L. B. Kamenev, J. V. Staline, G. E. Zinoviev, N. I. Boukharine, M. P. Tomski, M. I. Kalinine, 8.10.1924, F.495/99/95, doc. 140, RGASPI.

¹⁵ *Idem.*

¹⁶ *Idem.*

des conférenciers soviétiques à l'étranger. Ni aucune autre organisation d'ailleurs. C'est donc au cas par cas que chaque institution souhaitant recourir aux services d'un conférencier effectue les démarches auprès des autorités soviétiques et s'assure de l'encadrement. La situation dessert la VOKS qui, faute de budget spécifique pour envoyer elle-même en mission à l'étranger des représentants de la science et de la culture soviétique, s'efforce d'utiliser, quand elle en est informée, les conférenciers effectuant des tournées pour d'autres institutions, d'autres Commissariats.

Cette dépendance assortie de conditions financières — la VOKS doit s'engager à ce que les frais des conférenciers (transport et logement) soient couverts par les recettes provenant de la vente des billets — explique le nombre en fin de compte très restreint de conférenciers soviétiques envoyés à l'étranger, et en particulier en Suisse. Selon Bagotski, pour structurer les liens culturels, il faudrait « garantir la participation, au moins mensuelle, d'un savant ou d'un artiste soviétique. Seul ce type de conférence permet de rencontrer des personnes ayant de la sympathie pour l'URSS. »¹⁷ Or nous sommes très loin du compte. Jusqu'en 1927, date de la levée du boycott, aucun conférencier soviétique n'est officiellement venu en Suisse. Les quelques Soviétiques séjournant à cette époque sur le territoire helvétique sont des curistes dénués d'utilité pour la VOKS, puisqu'ils disposent d'un visa spécifique les empêchant d'intervenir dans l'espace public.¹⁸ « L'absence de personnalités soviétiques en Suisse nuit gravement à notre travail »¹⁹, se plaint Bagotski. Seul Grigori Sokolnikov, le commissaire du peuple aux Finances, qui est membre de la délégation soviétique à la Conférence économique internationale, profite de sa présence à Genève en mai 1927 pour évoquer de façon informelle la situation économique de l'URSS devant quelques membres de la SEDRC réunis dans une petite salle de l'Hôtel Beau-Séjour. Cela ne change guère par la suite. Malgré la levée du boycott, très rares sont les Soviétiques qui se rendent en Suisse durant l'entre-deux-guerres. Les amis suisses n'ont pas l'occasion d'écouter la présidente de la VOKS, Kameneva, qui en 1927 effectue pourtant une tournée de conférences et de rencontres culturelles en Allemagne, en Autriche, en France, en Pologne et en Turquie. Bagotski n'a en réalité d'autre choix que de scruter le moindre Soviétique de passage sur le territoire helvétique. En 1928, il profite une nouvelle fois de la participation de Sokolnikov et de l'un de ses collaborateurs aux sessions de la Conférence sur le désarmement pour organiser une conférence publique dans les milieux étudiants. Mais fréquemment les Soviétiques qui passent en Suisse le font sans prévenir la VOKS, et c'est souvent par la presse locale, c'est-à-dire trop tardivement, que le délégué apprend la présence ici du camarade

¹⁷ Rapport de S. J. Bagotski, sd, F.9501/1/173, doc. 4, GARF.

¹⁸ C'est le cas par exemple du professeur G. Miountsa de l'Institut de mathématique de Leningrad.

¹⁹ S. J. Bagotski à VOKS, 22.11.1927, F.9501/1/156, doc. 206, GARF.

untel : « Dommage, car nous aurions pu organiser des conférences, des activités avec des amis pour rentabiliser sa venue. »²⁰ Le délégué est particulièrement mécontent de n'avoir pas « été informé à l'avance de l'arrivée d'Eisenstein au Festival de La Sarraz ou du passage du chœur de Leningrad », que nous aurions pu utiliser pour des conférences dans plusieurs villes, pour des banquets avec les amis... »²¹ Ce n'est donc pas sans raison que Bagotski se plaint auprès de sa direction que les collaborateurs de la VOKS le contactent uniquement lorsqu'ils ont besoin de visa, mais que ses demandes pour l'envoi de conférenciers restent sans réponse.²² De leur côté les amis regrettent les multiples reports de date, voire les annulations de dernière minute, qui ont un effet très démobilisateur sur les amis suisses : « Je ne sais pas si je vais continuer à faire des démarches pour des conférenciers soviétiques »²³, écrit Paulina Brupbacher à Bagotski après avoir appris l'annulation du voyage en Suisse de la professeure Lina Stern²⁴, pour laquelle trois conférences avaient été organisées.

Cette rareté de la parole soviétique en Suisse a des causes multiples, qui ne relèvent pas toutes de la responsabilité des Soviétiques. Certes, l'absence de conférencier de renom confirme le peu d'intérêt porté par la VOKS à la Suisse, qui n'est pas un enjeu géopolitique déterminant pour les Soviétiques. Evoquons aussi le problème de la langue, des langues pour une tournée nationale, utilisées par le conférencier ; et le coût du voyage et du séjour. Soulignons enfin que les amis suisses font eux-mêmes peu de démarches pour recevoir des orateurs soviétiques, craignant que ces derniers n'altèrent l'image de neutralité à laquelle aspirent les sociétés. La coordination entre les différents protagonistes s'améliore au début des années trente, en raison notamment de la structuration des sociétés genevoise et zurichoise. Bagotski et la DNR, plus rarement Birchmeyer et Ehrler, utilisent désormais les savants soviétiques participant à des colloques en Suisse ou dans les pays voisins. En avril 1930, c'est S. L. Ivanov, professeur à l'Université Mendeleev de Moscou, qui effectue une série de conférences à la suite du Congrès international de chimie organisé à Genève. L'année suivante, les amis suisses accueillent le docent Schwartz, de l'Université de Kazan, qui se rend à Genève pour participer à un colloque sur les professions de l'hygiène, et surtout « maître Pavlov », de passage dans le cadre du Congrès international des neurologues qui se tient à Berne du 31 août au 4 septembre 1931. Le prix Nobel Ivan Pavlov prononce des conférences dans plusieurs Sociétés de psychiatrie, tant en Suisse allemande qu'en Romandie. De 1932 à 1934, plus d'une quinzaine d'orateurs soviétiques s'expriment en Suisse, dont des acteurs culturels,

²⁰ S. J. Bagotski à VOKS, 30.8.1930, F.9501/1/173, doc. 229, GARF.

²¹ S. J. Bagotski à VOKS, 22.11.1927, F.9501/1/156, doc. 206, GARF.

²² S. J. Bagotski à VOKS, 12.8.1931, F.5283/6/848, doc. 40, GARF.

²³ P. Brupbacher à S. J. Bagotski, 9.9.1930, F.9501/1/173, doc. 240, GARF.

²⁴ La professeure Lina Stern avait été invitée à participer au congrès suisse des naturalistes, Saint-Gall, S. J. Bagotski à VOKS, 18.9.1930, F.9501/1/173, doc. 245, GARF.

comme E. Liubimov-Lanskoï, le directeur et régisseur du Théâtre des syndicats de Moscou ; des scientifiques — série de conférences du professeur Bessonov en janvier 1932 ; du professeur Rudolf Samoïlovitch en avril 1932 ; des mathématiciens Pavel Alexandrov, Ernst Kolman et Herman Müntz de l'Université de Leningrad en septembre 1932 ; du professeur Sbarski de l'Institut de nutrition de Moscou, qui donne des conférences à Bâle, Zurich et Genève à la fin d'octobre 1933 ; des radiologues M. Nemenov, G. Charmandarian, Fränkel et Nadson, en septembre 1934 ; des représentants étatiques en relation avec la VOKS, comme le chef du Narkompros, Anatole Lounatcharski, et celui du Narkomzdrav, Nicolas Semachko. Le second, de passage à Genève dans le cadre d'une réunion à la Section d'hygiène de la SdN, rencontre des amis suisses à Genève chez le fils Roubakine, et à Zurich chez Gurewitsch ; mais il s'abstient de donner des conférences publiques. En revanche Lounatcharski, régulièrement sollicité par Bagotski et la direction de la VOKS, se joint en février à une réunion du groupe Plan à Genève, et une autre à Zurich, mais sans que l'événement ne soit annoncé dans la presse. C'est avec la même discrétion que s'effectue en 1935 la visite du président de la VOKS. Alors qu'il a donné un cycle de conférences publiques à travers l'Europe et les Etats-Unis, parlant à Paris devant un parterre de 1500 personnes, Arossiev refuse toute conférence en Suisse, se contentant d'aller visiter Romain Rolland et Nicolas Roubakine à leur domicile.²⁵

La préférence des personnalités soviétiques pour les réunions intimes, si possible non annoncées, s'explique par le fait que les exposés se déroulent parfois dans des ambiances très tendues. Le 6 février 1929, Bagotski participe ainsi à un débat sur "La religion en URSS", organisé par l'Union internationale des étudiants, auquel ont aussi été conviés Lodygensky et le baron Alphonse de Heykieng, ancien consul général du tsar à Londres, devenu professeur de droit international à Genève. L'atmosphère de cette soirée qui se tient dans les locaux de l'Université de Genève est électrique. L'intervention de Bagotski a failli être annulée. « Le professeur Fatio²⁶, aristocrate millionnaire genevois qui soutient matériellement l'Union a exercé une forte pression morale sur sa directrice, Miss Kryan, pour que cette dernière refuse de me donner la parole. Mais Miss Kryan a refusé de leur donner satisfaction. » Bagotski a pourtant bien du mal à résister aux assauts de ses adversaires : « Les centurions noirs ont envoyé toute une délégation, Heykieng montrait des photocopies qui prouveraient que les bolcheviks ont fusillé tous les représentants du clergé. »²⁷

L'accueil dépend toutefois beaucoup du sujet. Les Soviétiques peuvent à l'occasion bénéficier de la fascination qu'exerce sur toutes les couches de la société

²⁵ A. N. Roubakine, Paris, à S. J. Bagotski, 13.1.1935, F.9501/6/72, doc. 305, GARF.

²⁶ Il s'agit certainement de Guillaume Fatio, qui sans être professeur à l'Université était très impliqué dans les relations de celle-ci avec les organisations internationales.

²⁷ Rapport de S. J. Bagotski, F.5283/6/840, doc. 62-63, GARF.

la conquête des derniers espaces terrestres que sont les pôles. La plus courue des conférences soviétiques de l'entre-deux-guerres, en Suisse et dans de nombreux pays, est celle de deux membres de l'équipage du *Krassine*, qui en juillet 1928 s'est porté au secours des survivants du dirigeable *Italia*, commandé par le général Umberto Nobile. Pionnier de l'exploration aérienne de l'Arctique, l'ingénieur Nobile revenait d'une deuxième expédition au pôle Nord lorsque son dirigeable s'écrasa sur la glace pendant une violente tempête. Dix hommes, dont Nobile, tombèrent sur la banquise, les autres disparurent avec le dirigeable. Plusieurs expéditions internationales furent alors organisées, faisant croître l'attention du public. Nobile est récupéré un mois plus tard par un aviateur suédois (Lundborg), le reste de ses hommes par l'équipage du brise-glace soviétique *Krassine*, commandé par le professeur Rudolf Samoïlovitch, auquel se joint l'aviateur Tchoukhnovski. Il y a sept morts parmi l'équipage de l'*Italia*, auxquels s'ajoutent deux aviateurs venus leur porter secours, dont le célèbre Roald Amundsen, le premier à avoir atteint les deux pôles. La célébrité de Nobile et d'Amundsen, les péripéties de cette tragédie internationale et son dénouement, le courage de Soviétiques risquant leur vie pour sauver leurs ennemis fascistes, constituent les ingrédients d'une histoire qui va passionner le public et la presse internationale pendant plusieurs années. « Je suis heureux de constater le secours que vos marins viennent de porter à l'expédition du Nobile, ce folichon d'Italien qui aurait mérité le fouet plutôt que les ovations qu'il reçut au moment de son départ. Bravo pour le *Krassine* et pour ceux qui le montent et pour ceux qui l'ont envoyé au secours des explorateurs perdus. Un acte comme celui-là fera plus en faveur de vos idées politiques que toute la propagande révolutionnaire de votre Gouvernement communiste »²⁸, écrit Jean-Elie David, habituellement très critique. « Ni la morale bourgeoise, ni le christianisme n'ont sauvé les fascistes du Nobile, mais Samoïlovitch et ses compagnons ont risqué leur vie pour sauver des adversaires. Voilà la morale communiste »²⁹, s'extasie Maria Birchmeyer. Conscient de ce potentiel propagandiste, Münzenberg a fait signer aux deux héros un contrat pour des tournées de conférences en Europe et aux Etats-Unis. Selon le programme, la tournée internationale parrainée par le bureau international des AUS devait se décliner en trois temps. D'abord les conférences de l'aviateur Tchoukhnovski, puis celles du professeur Samoïlovitch, et enfin la présentation d'un film documentaire sur l'expédition de secours.³⁰ La littérature relative sera publiée par des éditions proches de Münzenberg³¹, comme les droits filmiques (Prometheus Verlag). Mais ce récit héroïque est

²⁸ J.-E. David à C. P. Zlitchenko, 14.7.1928, F.9463/1/ 47, doc. 50, GARF.

²⁹ M. Birchmeyer à VOKS, 1930, F.5283/6/842, doc. 90-94, GARF.

³⁰ Rapport du bureau international des AUS, 16.9.1928, F.495/99/26, doc. 33, RGASPI.

³¹ R. L. Samoïlowitsch, *S-O-S in der Arktis : Die Rettungs Expedition der Krassin*, Berlin, Union Zweigniederlassg, 1929.

aussi repris par des écrivains étrangers, dont Maurice Parijanine³², des troupes de théâtre³³ et des scénaristes. L'histoire inspirera en 1969 une production soviéto-italienne intitulée *La tente rouge* (*Krasnaja palatka*), du réalisateur Mikhaïl Kalatozov, avec Sean Connery (Amundsen), Peter Finch (Nobile), Grigori Gaj (Samoïlovitch) et Nikita Mikhalkov (dans le rôle de l'aviateur Tchoukhnovski), sur une musique d'Ennio Morricone ! Le destin ultérieur d'Umberto Nobile conforte l'impression d'une grande victoire de la propagande soviétique. Rendu responsable de l'accident, accusé d'avoir abandonné ses hommes, Nobile, qui doit démissionner malgré ses requêtes auprès de Mussolini, quitte l'Italie pour l'URSS en 1931. Il travaille alors pendant cinq ans à la construction de dirigeables soviétiques. De 1936 à 1942, il séjournera aux Etats-Unis avant de revenir en Italie où il sera élu député, en indépendant, mais proche des communistes !

Au printemps 1929, le professeur Samoïlovitch et l'aviateur Tchoukhnovski prononcent près de quarante conférences avec présentation du film en Europe (Allemagne, Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Suède). La Suisse n'échappe pas à ce moment de communion médiatique international. Zurich et Bâle, bien sûr, mais aussi Berne, où tout le public se serait levé pour chanter *L'Internationale* à la fin de la conférence !³⁴ « A Genève, l'accueil fut particulièrement chaleureux. D'une façon générale les Suisses romands sont plus expansifs. La conférence a été précédée par une manifestation en faveur de l'URSS, mais Nicole a demandé de ne pas faire de démonstration politique car cela pourrait servir de prétexte à l'annulation de la conférence. »³⁵ Après la conférence, les orateurs, les organisateurs (Nicole et Terrisse) et quelques personnalités politiques locales, dont le chef du Département de l'hygiène, de l'assistance et des assurances sociales (le socialiste Hermann Jacquet), l'ancien maire de Genève (Jean-Baptiste Pons), Jacques Dicker et Jean Vincent se réunissent dans un petit café. Le ministre ne peut s'exprimer officiellement au nom du Gouvernement, mais sa seule présence est un remarquable succès pour la Société d'étude. « Un professeur très en vue de Genève, se déclarant il y a quelques années adversaire du bolchevisme, préconisait devant les deux héros du *Krassine* : "on ne peut que désirer la reprise de relations de sympathie avec tous les peuples." »³⁶ Fort de ce succès, le professeur Samoïlovitch effectue en 1932 une nouvelle tournée de conférences consacrées à l'expédition d'un autre brise-glace, le *Roussanov*. Le contexte est

³² Maurice Parijanine, *Un Drame polaire. Le "Krassine"*, Paris, Editions Rieder, 1928 (traduction anglaise par Lawrence Brown, New York, The Macaulay co., 1929) et Davide Giudici, *The tragedy of the Italia: with the rescuers to the red tent*, New York, D. Appleton and Co, 1929.

³³ Voir par exemple la mise en scène de cette histoire par une troupe de théâtre juif de Varsovie en 1934. Jeffrey Veidlinger, « From Boston to Mississippi on the Warsaw Yiddish Stage », *Inventing the Modern Yiddish Stage. Essays in Drama, Performance, and Show Business*, Barbara Henry, Joel Berkowitz (eds.), Detroit, Wayne State University Press, 2012, pp. 146-147.

³⁴ Rapport de S. J. Bagotski, sd, F.9501/1/173, doc. 4, GARF.

³⁵ Rapport de R. L. Samoïlovitch à la direction de la VOKS sur sa tournée de conférences, 17.5.1929, F.5283/1/125, doc. 10, GARF.

³⁶ M. Birchmeyer à VOKS, 1930, F.5283/6/842, doc. 90-94, GARF.

beaucoup plus crispé qu'en 1929. Cette fois les milieux anticommunistes ne se laissent pas surprendre. « A Lausanne, les étudiants fascistes de la “jeunesse dorée” ont fait un scandale, sifflé les orateurs. Mais les ouvriers les ont sortis et la conférence a pu continuer. Les plus hostiles étaient les gardes blancs russes qui ont tous la nationalité suisse. »³⁷ Le communiste Emile Depierraz, qui a participé à la bagarre aux côtés de Maurice Jeanneret-Minkine et d'autres camarades, est licencié de son travail. Toute la gauche répond par une manifestation dans les rues de la ville.³⁸ La tournée tessinoise (Bellinzzone, Locarno, Lugano, Mendrizio, Chiasso), organisée par le socialiste Canevascini, qui est membre du Gouvernement, est maintenue. D'autres séances se seraient tenues à Zurich, Winterthur et Saint-Gall. Mais les exposés prévus à Berne et Genève doivent être annulés.³⁹

Bien que beaucoup plus limitée en termes d'échos médiatiques, c'est aussi à la catégorie des interventions très réussies qu'appartient la prestation oratoire des mathématiciens soviétiques organisée par la société zurichoise DNR en septembre 1932. Plusieurs professeurs de l'Université et de l'École polytechnique fédérale ont assisté à la soirée inaugurée par un discours du président de la société Walter Roshardt.⁴⁰ Après une discussion sur le futur plan de travail, les Soviétiques se sont fait prendre en photographie avec les amis devant la maison où vivait Lénine. « On peut dire que l'ouverture de la saison du groupe zurichois fut un succès. »⁴¹

Outre des Soviétiques, la DNR accueille quelques conférenciers extra-européens (Hans Kohn de Jérusalem) et surtout européens, envoyés par des sociétés sœurs. Parmi ceux-ci, citons le sociologue Georges Friedmann, de la société parisienne⁴², et surtout plus d'une dizaine d'Allemands, dont l'historien de la littérature Wilhelm Herzog⁴³, l'économiste marxiste Karl Wittfogel et l'écrivain Hans Siemens, auteur d'un livre intitulé *Russland Ja und Nein*⁴⁴, dont la conférence a été largement relayée dans la presse (*Volksrecht*). Le nombre d'orateurs allemands augmente encore après 1933, lorsqu'une partie d'entre eux se réfugie à Zurich et rejoint, à l'image de Kurt Hirschfeld, les rangs de DNR.⁴⁵ Hirschfeld est une recrue de choix pour la VOKS. « En Suisse, il fréquente des cercles de la haute intelligentsia qui sont restés au dehors de la Société culturelle

³⁷ S. J. Bagotski à P. Gurewitsch, 3.11.1932, F.9501/6/72, doc. 212, GARF.

³⁸ Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande*, p. 284.

³⁹ S. J. Bagotski à P. Gurewitsch, 3.11.1932, F.9501/6/72, doc. 212, GARF.

⁴⁰ S. J. Bagotski à VOKS, 14.9.1932, F.5283/6/878, doc. 11, GARF.

⁴¹ *Idem*.

⁴² Pour une liste des exposés organisés de 1933 à 1934 par le Cercle de la Russie neuve : *A la lumière du marxisme*, Paris, Editions sociales internationales, 1935.

⁴³ Le 24 novembre 1932, pour une conférence intitulée « L'idéologie nazie et le combat contre l'esprit ».

⁴⁴ Hans Siemsen, *Russland ja und nein*, Berlin, E. Rowohlt, 1931.

⁴⁵ Dora Edinger (Frankfurt/M.), Otto Heller (Berlin), H. G. Kahle (Berlin), F. Karisen (Berlin), Dr B. Roniger (Deutschland), Frau Rühle (Dresden).

et auxquels nous n'avons pas accès par Bagotski et Gurewitsch. »⁴⁶ Grâce aux recommandations de la VOKS, il est invité à plusieurs reprises en URSS pour des séjours de longue durée et s'affirme comme le principal porte-parole du théâtre soviétique en Suisse en publiant des articles dans la grande presse suisse-allemande et en donnant de nombreuses conférences.⁴⁷

Plus des trois quarts de la centaine de conférences organisées dans le cadre des soirées des Sociétés d'échanges culturels avec la Russie sont toutefois le fait de Suisses, les sociétaires, et des compatriotes vivant en URSS. On recommande à ces derniers, déjà régulièrement sollicités par la VOKS pour fournir des listes de noms, de mettre à profit leur passage au pays pour prononcer des conférences au sein des Sociétés des amis. Lorsqu'à l'automne 1930, l'ingénieur Peter Pasternak, un Suisse travaillant pour la firme Giprostroe au Tadjikistan, rentre chez lui pour les vacances, la VOKS lui fournit une multitude de documents sur les réalisations soviétiques (barrages, usines et tracteurs) afin d'étayer ses dires. Le docteur Paul Vonwiller, qui de 1931 à 1939 travaille au département d'anatomie de l'Université de Moscou, donne des exposés à chacun de ses retours en été. Mentionnons surtout Hannes Mayer pour des conférences sur l'architecture et le Birobidjan, la capitale de l'Oblast (région) autonome juif fondé en 1934. Et si l'un d'entre eux séjourne en Suisse sans avoir prévenu la VOKS ou les amis, il se fait sermonner à l'instar du professeur de littérature Otto Volkhart.⁴⁸ L'écrasante majorité des orateurs sont des membres des Sociétés d'amitié, souvent même de leur direction — Gurewitsch, Humm, Roshardt et Georg Schmidt. On dénombre parmi eux quelques femmes, dont Paulina Brupbacher, Rosa Grimm et Tamara Scheu. Pour la plupart, il s'agit d'intellectuels, de docteurs, d'économistes et d'architectes. A de rares occasions, la société zurichoise accueille des orateurs d'origine prolétarienne (à deux reprises). Mais « l'importance de ces conférences est limitée par le fait que les orateurs étant soit des communistes, soit des socialistes de gauche proches des communistes, n'y ont assisté que des ouvriers de gauche. »⁴⁹ Quelques politiques — les conseillers nationaux et présidents du PSS, Ernst Reinhard, puis Hans Oprecht, et le camarade Jules Humbert-Droz — figurent aussi sur la liste des personnalités invitées par la société DNR.

Trois correspondants de la VOKS sont de véritables stakhanovistes des conférences, exerçant leur talent dans plusieurs villes de Suisse, parfois même d'Europe. Le premier d'entre eux est le professeur Stephan Bauer qui, de 1928 à 1933, effectue plus d'une cinquantaine de présentations — en allemand, français ou anglais — sur ses impressions de voyage ou l'économie planifiée, son

⁴⁶ Rapport de discussion d'E. Tcherniak avec K. Hirschfeld, 20.9.1934, F.5283/6/436, doc. 7, GARF.

⁴⁷ Arthur Pieck Internationaler Revolutionaer Theater-Bund, à VOKS, 22.2.1935, F.5283/6/919, doc. 5, GARF.

⁴⁸ C. I. Rabinovitch à O. Volkhart, 23.9.1939, F.5283/2/74, doc. 1, GARF.

⁴⁹ S. J. Bagotski à VOKS, 15.12.1927, F.9501/17/64, doc. 5, GARF.

thème de prédilection. « En tant qu'enseignant, il a pu donner toute une série de conférences en Suisse, y compris à la radio, mais aussi en France et en Belgique, où il a exprimé scientifiquement et objectivement son opinion sur le développement économique de l'URSS en soulignant les grands progrès historiques qui se réalisent en URSS grâce au pouvoir soviétique. »⁵⁰ Son public est en parfaite adéquation avec les objectifs de la VOKS : « Plusieurs personnes, parmi lesquelles des professeurs, des docteurs et des artistes, se sont adressées à moi désirant se rendre en URSS pour quelques semaines. »⁵¹ Il arrive que ses prestations doivent être déplacées en raison d'interdictions cantonales, mais la publicité que cela suscite accroît leur audience. A Bâle, où l'annonce de ses conférences est publiée dans la presse ouvrière, il parle parfois devant plus d'un millier de personnes : « Audience exquise, dans la plus moderne salle de l'Eglise protestante que le Conseil religieux a concédée malgré des intrigues "pour ne pas s'aliéner l'esprit des masses." On m'a demandé ensuite de répéter la conférence dans la salle d'un faubourg ouvrier. L'attention et la discussion étaient épatantes, surtout les déclarations d'amour pour la nouvelle Russie des ouvriers suisses récemment revenus de Russie. [...] C'était touchant. »⁵² En 1931, nouvelle tournée de conférences en Suisse, puis Marseille et Paris sur "L'Histoire de la légende de la liberté économique". « Les anarchistes étaient en plein désarroi. Pauvres spectres du XVIII^e siècle ! »⁵³ En 1932, tournée de conférences pour ARPLAN à Bonn, Hambourg, puis Zurich. « On me demande de faire des conférences en avril à Marseille, Barcelone, Madrid, Valencia, Berlin, Leipzig et Vienne. »⁵⁴ En 1933 : cycle de conférences en Allemagne et aux Etats-Unis sur le thème : "Crise allemande, essor soviétique." Les autres marathoniens des conférences sont pour la Suisse romande, Maurice-D. Perret, avec une trentaine d'exposés après chacun de ses voyages en URSS (1932, 1933, 1934) et pour la Suisse allemande, Paul Gurewitsch, plus d'une quarantaine de prestations de 1932 à 1936. Les exposés de l'ingénieur rassemblent souvent plusieurs centaines de personnes, comme lors de sa tournée de l'automne 1932 (900 à Zurich, 200 à Thoun et Schaffhouse, 100 à Berne). « Mais j'arrête, je ne peux pas sacrifier tous mes dimanches. »⁵⁵

Quelques soirées dédiées à l'URSS ont particulièrement marqué les esprits, en raison de la personnalité de l'orateur ou de son statut social. « Une très gentille, et courageuse Demoiselle a raconté de façon si touchante et si bien gentille ce qu'elle avait vu et entendu que je n'ai pu m'empêcher d'aller lui serrer la main », raconte ainsi Rémézov à Zlitchenko. « Bien sûr, il y a beaucoup de

⁵⁰ Rapport d'activité du secteur latin de la VOKS, C. I. Rabinovitch, 9.11.1930, F.5283/2/62, doc. 16, GARF.

⁵¹ S. J. Bagotski à VOKS, 15.12.1927, F.9501/1/164, doc. 5, GARF.

⁵² S. Bauer à VOKS, 29.1.1932, F.5283/6/885, doc. 111, GARF.

⁵³ S. Bauer à M. Ingber, 27.1.1932, F.5283/6/847, doc. 121, GARF.

⁵⁴ S. Bauer à VOKS, 8.3.1932, F.5283/6/885, doc. 99-103, GARF.

⁵⁵ P. Gurewitsch à S. J. Bagotski, 7.11.1932, F.9501/6/72, doc. 235, GARF.

choses qu'elle n'a pas comprises, mais elle était si fière de raconter ce qu'il se passe en Union soviétique, où tout le monde travaille avec enthousiasme, soulignant qu'il n'y a pas de chômage, à la différence de la Suisse. Les prolétaires l'ont applaudie, les bourgeois l'ont huée. Elle s'appelle Ella Maillart. »⁵⁶ La jeune femme n'avait a priori nullement l'intention de parler politique. « Je ne voulais parler que du Caucase, mais révoltée par l'ignorance des gens, j'ai parlé de Moscou hier soir devant 800 personnes, et suis obligée de répéter la conférence samedi prochain, beaucoup de monde n'ayant pu trouver de place. Quoique m'ayant écouté sans m'interrompre, j'ai senti une partie du public hostile et j'ai été bien obligée d'atténuer la portée de certaines paroles. Peut-être recevrez-vous les journaux que je vous envoie et dont les critiques expriment exactement l'orientation des intelligences genevoises ! »⁵⁷

Les exposés effectués par Ella Maillart au retour de son premier voyage en URSS suscitent effectivement de nombreux remous médiatiques, du moins en Suisse romande. Les attaques dans la presse sont si violentes que son père, apparemment bien au fait de l'influence de l'EIA, demande à s'entretenir avec Théodore Aubert : « A maintes reprises, Monsieur Maillart a entendu dire que sa fille était bolchevisante. Elle a le goût des voyages aventureux ; elle a raconté ce qu'elle a vu en Russie, surtout au point de vue pittoresque. [...] Elle a estimé apporter un témoignage neutre et n'a pas jugé utile de mettre en relief les mauvais côtés du régime bolchevique, parce que tout le monde les connaît. Aubert et Lodyginsky lui ont fait remarquer que la question était trop grave pour être traitée si légèrement et que, d'autre part, la VOKS et ses agents chantaient ses louanges ; elle ne pourrait donc s'étonner des réactions défavorables qu'elle rencontrait à Genève. Si elle voulait continuer à s'occuper de la Russie, elle devrait le faire en étudiant à fond le bolchevisme, avant de parler d'un régime qui fait le malheur de 160 millions d'individus et qui nous menace en Suisse même par ses agents. »⁵⁸ Si elle effectue encore quelques conférences (à Vevey le 26.3.1932, puis le 29.3.1932 à Lausanne)⁵⁹, la voyageuse prend soin de privilégier les aspects les plus pittoresques. « Mes deux conférences à Genève m'ont donné tellement d'ennuis que je me suis vue obligée d'en abandonner complètement le sujet. Maintenant je parle, toujours avec projection, sur "Les peuples mystérieux du Caucase" »⁶⁰, raconte-t-elle à son correspondant de la VOKS. En se faisant éditer à l'étranger, Ella Maillart n'aspire pas seulement à élargir son

⁵⁶ H. S. Rémézov à C. P. Zlitchenko, 20.12.1930, F.9463/1/31, doc. 182, GARF. Un compte rendu intitulé « Une bourgeoise au pays des Soviets » paraît dans *Le Drapeau rouge*, 3.1.1931.

⁵⁷ E. Maillart à VOKS, 19.12.1930, F.5283/6/846, doc. 106, GARF.

⁵⁸ 30 juin [1932] – Entretien avec M^r et M^{lle} Maillart, procès-verbal du bureau permanent, 1932, pièce n° 62, AEIA, BGE.

⁵⁹ « J'ai assisté le lendemain à une très bonne conférence de M^{lle} Ella Maillart à Vevey sur ses voyages en URSS », S. Bauer à VOKS, 31.3.1932, F.5283/6/885, doc. 88-93, GARF.

⁶⁰ Lettre d'E. Maillart à M. Ingber, mars 1931, F.5283/6/841, doc. 102, GARF.

lectorat ; elle espère certainement aussi échapper, ou du moins limiter, les critiques de ses compatriotes.

Non moins irritantes pour les milieux anticommunistes sont les prises de parole de l'aviateur Erich Tilgenkamp, qui amènent celui-ci à être convoqué par le chef du DPF, et celles du docteur Francis-Marius Messerli. Ce fervent disciple de Coubertin, fondateur du comité olympique suisse, qui occupe le poste de médecin-chef du service d'hygiène de la ville de Lausanne, effectue un premier voyage en URSS durant l'été 1930, puis un second en avril 1935 à l'invitation d'Intourist. « Nous étions en contact permanent avec lui, nous lui avons donné des albums et des affiches, il a promis de faire une petite exposition à l'Université »⁶¹, écrit le rapporteur de la VOKS à Bagotski. Sa première présentation, tenue à Lausanne en novembre 1930, s'est déroulée dans « une atmosphère pesante, mais cela a eu sur lui un effet contraire. Il a décidé de poursuivre ses conférences. [...] Le résultat est qu'il s'est fait beaucoup d'ennemis, beaucoup de gens refusent désormais de lui serrer la main. »⁶² En février 1931, nouvelle série de conférences au Locle, à La Chaux-de-Fonds, à Lausanne, Mallerey et Sanvillier, « et je parlerai le 25 à Vevey dans l'ancien Casino. Je ne fais que compter ce que j'ai vu et dire *l'exacte vérité* ; or comme c'est fort différent de ce que publient les journaux, on doute dans certains milieux de mon objectivité et on m'a traité de vendu à la GPU. »⁶³ A Genève, le lieu de la conférence est déplacé ; les communistes montent la garde autour de la salle. « Les conférences de Messerli à Genève ont rassemblé jusqu'à 2000 personnes, de différentes sphères genevoises, ce qui révèle une certaine poussée d'intérêt pour l'URSS. Nous nous attendions à des contre-manifestations de la part des gardes blancs mais tout c'est passé sans incident. Le professeur a pu faire un rapport sur son voyage qui a été écouté avec attention malgré quelques cris hostiles de nos adversaires. »⁶⁴

Comme dans toutes les prestations orales, le succès d'une conférence sur l'URSS, son écho dans la presse, dépend surtout du talent de celui qui s'exprime, de son charisme et de sa capacité à crédibiliser ses dires. Jean Bard, un Genevois de 38 ans, directeur depuis 1926 du Théâtre romand, professeur d'art déclamatoire au Conservatoire de la ville de Genève, incarne cette excellence : « C'est un orateur très spirituel »⁶⁵, avait déclaré l'architecte Hannes Meyer en le recommandant à la VOKS pour le 4^e Festival de théâtre de Moscou. Or cet homme, qui appartient aux couches de la bourgeoisie locale auxquelles les Soviétiques ont « difficilement accès en Suisse romande »⁶⁶, aime Meyerhold et

⁶¹ VOKS à S. J. Bagotski, F.5283/6/841, doc. 168, GARF.

⁶² S. J. Bagotski à VOKS, 19.11.1930, F.5283/6/841, doc. 163, GARF.

⁶³ F.-M. Messerli à S. J. Bagotski, 24.2.1931, F.9501/6/72, doc. 74, GARF.

⁶⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 23.3.1931, F.5283/6/849, doc. 18, GARF.

⁶⁵ H. Meyer à la VOKS, 30.5.1935, F.5283/6/932, doc. 38, GARF.

⁶⁶ *Idem.*

le metteur en scène Stanislavski, sur lesquels il publie de nombreux articles. La première grande conférence qu'il donne à son retour d'URSS se tient le mardi 27 octobre 1936, à la Salle centrale de Genève, à l'invitation de l'Association des intellectuels pour la défense de la culture. Jean Bard commence par définir sa position en soulignant « qu'il est parfaitement réfractaire à la politique, qu'il entend parler en artiste dramatique et à ce titre seulement. Il tiendra d'ailleurs parole », note le correspondant de *La Tribune de Genève*, « bien qu'il ne soit pas toujours facile d'ignorer le régime quand on traite d'un théâtre comme celui de l'URSS, qui est essentiellement une institution d'État ». ⁶⁷ S'il ressort de sa conférence que l'art dramatique connaît une remarquable prospérité en URSS, Bard se permet de regretter que les auteurs doivent travailler sous le contrôle de l'État. Ce récit favorable, bien qu'équilibré, du théâtre soviétique par un artiste apolitique, un « homme pour qui la politique ne joue aucun rôle dans son existence quotidienne, comme dans sa pensée », trouve aussi un large écho dans la presse sympathisante comme *Le Travail* : « Il n'est aujourd'hui guère besoin d'être "bolchevik" pour reconnaître que le théâtre russe a étendu son pouvoir avec le socialisme. Il suffit d'être honnête. » ⁶⁸ Au-delà de l'intérêt du contenu, de la relative renommée de son auteur, « fils d'une célèbre famille de pasteur », souligne la *Freiheit* ⁶⁹, le succès de cette « conférence qui fait honneur à la probité morale de Jean Bard », et pour laquelle « la large assistance a remercié son auteur du plaisir qu'il lui a procuré en l'applaudissant chaleureusement », s'explique par le talent oratoire du conférencier. Il « raconte à la manière d'un reportage vivant et spirituel » ⁷⁰, note l'un, il « est plein de malice et d'esprit » ⁷¹, ajoute un autre.

L'intérêt d'une conférence dépend en outre de l'originalité du matériel présenté. En 1932, le docteur Paul Vonwiller revient en Suisse muni d'une carte zoologique en couleur, élaborée pour les écoles soviétiques du premier et second degrés, qu'il présente à Thoune, lors de la session annuelle de la Société helvétique des sciences naturelles, et dans différentes classes du primaire. « Cette carte a fait une telle impression que mes auditeurs en ont rêvé la nuit. Après ma présentation dans une classe d'élèves plein de préjugés, l'un d'entre eux m'a dit : maintenant j'ai déjà une tout autre opinion sur la Russie. Il paraît donc possible de vaincre les préjugés pourvu que l'on soumette aux auditeurs

⁶⁷ J-M. « Une conférence de Jean Bard sur le théâtre soviétique en 1936 », *La Tribune de Genève*, 31.10.1936.

⁶⁸ « Jean Bard parle du théâtre russe en 1936 », *Le Travail*, n° 254, 30.10.1936.

⁶⁹ M. Ryser, « 10 Tage, die Jean Bard erschütterten », *Freiheit*, 7.11.1936.

⁷⁰ J-M. « Une conférence de Jean Bard sur le théâtre soviétique en 1936 », *La Tribune de Genève*, 31.10.1936.

⁷¹ « Jean Bard parle du théâtre russe en 1936 », *Le Travail*, n° 254, 30.10.1936.

du matériel capable de les intéresser et de leur donner des idées neuves. »⁷² Un style de conférences particulièrement apprécié du public, même si elles demeurent relativement rares (moins de dix sur la centaine de conférences organisées par DNR), est celui des conférences avec projection de diapositives, parfois dénommées projections lumineuses (*Lichtbildervortrag*). Dans quelques rares cas, les photographies, voire les films ont pu être réalisés par les conférenciers : Erich Tilgenkamp obtient des autorisations pour faire des clichés et des films, l'alpiniste Lorenz Saladin, qui traverse plusieurs fois les montagnes du Caucase⁷³, et le médecin zurichois Adolf Voegeli aussi.⁷⁴ Les autres se contentent des fournitures de Russ-photo. Quelle qu'en soit l'origine, les images impressionnent le public : « Quand je dis voici l'Institut Lénine édifié à l'occasion du X^e anniversaire de la Révolution, voici le nouveau Bâtiment des téléphones et télégraphes de Moscou, voici..., tout le monde est frappé de constater que l'on construit en URSS et qu'on a pas tout démoli, tout saccagé, comme les journaux le disent, qu'on vit normalement en URSS alors que des journaux prétendent le contraire. »⁷⁵

L'impact de ces conférences demeure difficile à mesurer. Les critères d'évaluation varient d'ailleurs selon que l'on se place du côté du public, de l'orateur ou de la VOKS. Les Soviétiques s'attachent par exemple au choix du cadre, qui détermine la sociologie de l'assistance. Aux yeux de la VOKS, le succès d'une conférence peut découler, indépendamment de la qualité de la prestation et de son impact quantitatif, de la nature du lieu, c'est-à-dire de sa clientèle. Rien ne suscite plus d'enthousiasme auprès des collaborateurs de la VOKS qu'une conférence tenue dans un espace resté hors d'atteinte de la propagande soviétique. Ainsi, le 12 septembre 1935, Arnold Ith, qui a accompagné Tilgenkamp en URSS en 1935, remplace au pied levé le conférencier initialement prévu pour animer le repas du Rotary Club de Zurich. Dans le cadre très huppé de l'Hôtel Carlton Elite, il fait un récit enthousiaste de son voyage, dont le compte rendu sera publié dans la feuille hebdomadaire du club. Les réactions du public sont certes réservées, mais comme le note le rapporteur de la VOKS, « étant donné la composition très aristo-conservatrice du Rotary Club, le seul fait qu'Ith ait pu y parler de l'URSS constitue un événement remarquable en soi »⁷⁶. La VOKS note aussi avec intérêt qu'une discussion sur l'URSS se serait

⁷² P. Vonwiller à J. Roitman, 11.8.1932, F.5283/6/897, doc. 22, GARF. Un compte rendu de la conférence de Vonwiller est publié dans le *Bulletin der schweizerischen Gesellschaft für Anthropologie und Ethnologie*, 1933.

⁷³ Voir à son égard les textes d'Annemarie Clark-Schwarzenbach, *Lorenz Saladin. Ein Leben für die Berge*, Bern, Hallwag, 1938.

⁷⁴ Les photographies réalisées par ce dernier illustrent le récit de son voyage : Adolf Voegeli, *Soviet-Russland. Städte, Steppen, Berge und Menschen. Reisebuch eines Unabhängigen*, mit Fotos, Bern, Hans Huber, 1936.

⁷⁵ F.-M. Messerli à S. J. Bagotski, 24.2.1931, F.9501/6/72, doc. 74, GARF.

⁷⁶ Rapport de la VOKS sur A. Ith, 1935, F.5283/6/924, doc. 16, GARF.

tenue dans l'Eglise libre du pasteur Théodore-D. Pache, à Renens : « Dernièrement dans cette église fut donnée sur l'URSS, par un professeur en théologie qui revenait d'URSS, une conférence très objective qui fut un succès et un événement sans précédent dans ces lieux généralement hostiles à l'URSS. »⁷⁷ Tel autre prétend, sans qu'il soit possible de le vérifier, avoir fait des exposés dans un « village tranquille des montagnes » ou lors d'une « assemblée paysanne »⁷⁸. L'immatérialité de l'oralité, qui permet aux amis suisses d'échapper aux poursuites des autorités helvétiques, leur sert certainement aussi à leurrer en partie leurs commanditaires soviétiques !

⁷⁷ P. Chabloz, AUS Renens, à VOKS, 3.6.1936, F.5283/6/915, doc. 15, GARF.

⁷⁸ E. A. Calfisch, enseignant bernois, à VOKS, F.5283/6/921, doc. 1, GARF.

Chapitre 22

Les expositions

Une exposition est une manifestation qui, quelle que soit sa dénomination, a un but principal d'enseignement pour le public, faisant l'inventaire des moyens dont dispose l'homme pour satisfaire les besoins d'une civilisation et faisant ressortir dans une ou plusieurs branches de l'activité humaine les progrès réalisés ou les perspectives d'avenir.¹

Nous ne sommes point habitués à de telles méthodes, qui combinent pour l'agrément des yeux l'art et la statistique. [...] Tous les graphiques sont réalisés sous une forme neuve et originale. Le dessin en est ferme et net, les couleurs vives et harmonieuses. On les lit avec facilité et, choses rare, on prend plaisir à les regarder. Ceux qui concernent, par exemple, les crèches ou les maternités sont des modèles dont devraient s'inspirer nos statisticiens qui tiennent la sécheresse pour un dogme et l'ennui pour un dieu.²

Nous pensons quant à nous, que l'exposition soviétique participe aux mêmes dangers que les films bolchevistes.³

L'exposition est le support propagandiste préféré des Soviétiques, en raison de ses qualités pédagogiques, de sa capacité à parler aux masses « mieux qu'avec des mots ». La Russie soviétique s'inscrit ainsi dans le prolongement d'un mouvement initié à la fin du XVIII^e siècle par la France, organisatrice des premières expositions industrielles. L'exemple fut suivi en Angleterre, en Allemagne et en Italie. Puis, ce fut l'époque des expositions internationales, souvent appelées à

¹ Article 1^{er} du programme du bureau international des expositions, 1928. Site internet du Bureau international des expositions <http://www.bie-paris.org>.

² « Art et statistique », *Le Travail*, 30.3.1929.

³ « La propagande soviétique à Genève », *Le Citoyen*, 18.4.1929, page 1.

tort expositions universelles.⁴ La première exposition internationale — qui n'était pas universelle dans la mesure où elle portait uniquement sur l'industrie — eut lieu à Londres en 1851. Produit de la révolution industrielle, cette exposition inaugure le « faste du progrès » qui traverse tout le XIX^e siècle. Revendiquant un idéal de paix basé sur les échanges commerciaux⁵ et le partage des connaissances, les expositions internationales — universelles ou non — ne sont pourtant pas libres de considérations politiques, d'intérêts nationaux. Sans même parler des expositions nationales, dont la vocation identitaire participe de la construction du mythe national⁶, il s'agit d'affirmer ses valeurs et d'en démontrer la manifeste supériorité par des constructions de plus en plus grandioses : le Crystal Palace à Londres, le Grand Palais, puis le Trocadéro et la Tour Eiffel à Paris, l'Independence Hall à Philadelphie. L'effet est démultiplié lorsque l'événement est associé à une date symbolique faisant écho à l'histoire nationale, comme le centenaire de l'Indépendance pour l'exposition de 1876 à Philadelphie, celui de la Révolution française pour l'exposition parisienne de 1889, les mille ans du Royaume de Hongrie pour l'exposition de Budapest en 1896, le 75^e anniversaire de la Belgique pour l'exposition de 1910 à Bruxelles.

Si elle a participé à plusieurs expositions internationales⁷, dont celles de 1851⁸, 1867, 1876, 1878, 1889⁹ et 1900, la Russie impériale, hostile au libre échange et très en retard d'un point de vue industriel, était beaucoup plus réticente à l'idée d'exhiber les productions étrangères sur son territoire.¹⁰ Les seize Expositions de l'industrie et des arts de toutes les Russies organisées au XIX^e siècle¹¹ à Saint-Pétersbourg, Moscou, Varsovie ou Nijni Novgorod¹² participaient ainsi d'un

⁴ L'expression « exposition universelle » renvoie à une exposition ouverte à toutes les branches de l'activité humaine. Si les autres Etats sont invités à y participer elle devient internationale. Linda Aimone, *Les expositions universelles : 1851-1900*, Paris, Belin, 1993 ; Brigitte Shroder-Gudehus et Anne Rasmussen, *Les fastes du progrès : le guide des expositions universelles 1851-1992*, Paris, Flammarion, 1992 ; Florence Pinot de Villechenon, *Fêtes géantes : les expositions universelles, pour quoi faire ?*, Paris, Autrement, 2000.

⁵ Le terme anglais *World Fair* souligne mieux l'aspect commercial des expositions universelles.

⁶ Hans-Ulrich Jost, « Expositions nationales et autoreprésentation de la nation », *A tire d'aile. Contribution de H. U. Jost à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne, Antipodes, 2005, pp. 77-99.

⁷ A. Shapiro, « Učastie Rossii vo vseмирnyh vystavkah XIX i načala XX vv. Tematičeskij obzor arhivnyh materialov », *Arhivnoe delo*, T. 49, n° 1, 1939, pp. 92-104 ; David C. Fisher, "Exhibiting Russia at the World's Fairs, 1851-1900", Ph. D., Bloomington, Indiana University, 2003.

⁸ Diana Mikhailovna Zaretskaia, « Rossija na Vseмирnoj vystavke 1851 goda », *Voprosy istorii*, T. 7, 1986, pp. 180-185 ; David C. Fisher, « Russia and the Crystal Palace in 1851 », Jeffrey A. Auerbach, Peter H. Hoffenberg (eds.), *Britain, the Empire, and the World at the Great Exhibition of 1851*, Hampshire England, Ashgate, 2008, pp. 123-146.

⁹ Cette participation se fit à titre privé, sans le parrainage impérial qui refuse de cautionner cette glorification de la France régicide. Laurence Aubain, « La Russie à l'Exposition Universelle de 1889 », *Cahiers du Monde Russe*, vol. 37, n° 3, 1996, pp. 349-367.

¹⁰ La seule exception notable est l'organisation en 1910 du III^e Salon international de l'automobile à Saint-Pétersbourg.

¹¹ 1829, 1831, 1833, 1835, 1839, 1841, 1843, 1845, 1849, 1853, 1857, 1861, 1865, 1870, 1882, 1896.

¹² Centre commercial de la Russie depuis le XVII^e siècle, devenu centre industriel au milieu du XIX^e, la ville de Nijni Novgorod dispose d'une longue tradition dans l'organisation de foires, puis dans celle des expositions consacrées à l'industrie et à l'art. La ville accueillit en 1896 la

ensemble de mesures prises par les autorités afin de promouvoir le développement économique national. Opposée comme le régime précédent aux importations d'expositions étrangères, la Russie soviétique recourt en revanche avec frénésie à ce support propagandiste très adapté à la conception linéaire de l'histoire défendue par la vulgate communiste : les graphiques et surtout les statistiques font partie de l'environnement quotidien du citoyen soviétique. Les Soviétiques ne sont pas moins sensibles à la dimension « fêtes des peuples »¹³ qu'ont progressivement revêtue les expositions en intégrant des spectacles et des attractions. Instruire et mobiliser en distrayant, tel sera leur credo.

Les révolutionnaires russes ne sont d'ailleurs pas totalement dénués d'expérience. Au début du siècle, Nicolas Roubakine et ses camarades du Comité de lutte contre l'analphabétisme, auquel participait Nadejda Kroupskaïa, avait pris l'habitude d'organiser des petites expositions itinérantes de livres circulant dans les faubourgs ouvriers et les campagnes. Pendant la guerre civile, des expositions étaient présentées au public dans des trains et des bateaux de propagande qui circulaient d'une région à l'autre. Puis ce furent les délégués de la Croix-Rouge et de l'OBI, aidés par le SOI, qui avaient dû s'improviser organisateur d'expositions dans le cadre de la campagne de secours aux affamés. La création de la VOKS devait initier une période plus professionnelle. Les expositions proposées par le bureau des expositions de la VOKS en charge de l'organisation d'expositions en URSS et de la participation des Soviétiques aux expositions à l'étranger relèvent de trois catégories : les expositions soviétiques indépendantes dans les pays étrangers, les sections soviétiques dans les expositions internationales, et enfin les expositions étrangères en URSS.

Les premières (les expositions soviétiques indépendantes dans les pays étrangers) sont de loin les plus nombreuses. La plupart des expositions soviétiques sont en effet des expositions mobiles, circulant d'une ville à l'autre, d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre en fonction des opportunités. Elles sont de trois types : les expositions organisées autour d'un support, les expositions à thèmes et les expositions commémoratives. Le bureau des expositions de la VOKS dispose d'un large panel d'expositions à envoyer à l'étranger : les expositions d'affiches, de livres, de gravures, de sculptures, de peintures, d'objets d'art, d'objets folkloriques, de porcelaine, de timbres, etc. Les expositions d'affiches sont les plus nombreuses.¹⁴ Outre leurs qualités artistiques bien réelles¹⁵, « les

XVI^e exposition russe de l'industrie et du commerce considérée comme la plus importante des expositions russes du XIX^e siècle. Anne Lincoln Fitzpatrick. *The Great Russian Fair: Nizhni Norgorod, 1840-90*, New York, St. Martin's Press, 1990.

¹³ René Poirier, *Des foires, des peuples, des expositions*, Paris, Plon, 1958.

¹⁴ Voir le recensement effectué par Christophe Barthélémy à partir de *Vystavki sovet'skogo izobrazitel'nogo iskusstva. Spravočnik sovet'ski hudožnik*, de 1965 à 1976. Le tome 1 couvre la période 1917-1932, le tome 2 celle de 1933 à 1940, le tome 3 celle de 1941 à 1947, le tome 4 de 1945 à 1953.

¹⁵ Boris Groys, « L'affiche soviétique, l'art et la vie », Berelovitch et Gervereau (éd.), *Russie-URSS, 1914. 1991, changements de regards*, pp. 64-71.

affiches permettent de faire de la propagande dans différents domaines, comme l'économie, en évitant la censure »¹⁶. Elles ont aussi l'avantage d'être faciles à transporter et à installer. Peu coûteuses en termes d'organisation, ces manifestations offrent même des possibilités de remboursement, voire de gains aux organisateurs qui touchent un pourcentage sur la vente des copies. Pour ces multiples raisons, les affiches ont la préférence des ARN, suivies par les expositions de tableaux. « Bien que ces objets aient peu de valeur politique par leur contenu, ils jouent un rôle très important dans notre travail de propagande à l'étranger. Dans certains pays comme en Italie, au Japon, en Suisse et en Scandinavie où nous avons peu de possibilités d'organiser des expositions, sauf d'art, nous voyons que ce type d'exposition ouvre à certains moments les possibilités d'un travail effectif. »¹⁷ Toujours dans cette catégorie, la VOKS affectionne les expositions de livres, en particulier ceux pour les enfants. « Ce type d'expositions, a priori inoffensif, constitue un instrument de première catégorie pour la propagande des idées communistes auprès des enfants, pour expliquer les principes communistes. »¹⁸ Au-delà du contenu, les Soviétiques exhibent la qualité technique du produit, les illustrations, le travail de reliure et la première utilisation des alphabets des nationalités de l'Orient soviétique (l'exposition itinérante du professeur Iakovlev intitulée "Le développement d'une langue écrite nationale chez les peuples orientaux de l'Union soviétique et la naissance de leurs alphabets nationaux"¹⁹).

Les expositions thématiques utilisent divers supports autour d'un sujet : l'alphabétisation des campagnes, les écoles professionnelles, l'enfance, la maternité, la santé, la protection sociale, le sport, le travail en URSS, l'économie planifiée, les femmes d'Asie centrale, etc. Elles constituent souvent une réponse ciblée aux attaques qui se développent dans un pays contre tel ou tel aspect de la politique soviétique. L'Exposition sur l'enfance présentée au Japon en décembre 1927 en est un exemple révélateur.²⁰

Enfin, le dernier type d'expositions soviétiques indépendantes à l'étranger, le plus ambitieux, est celui des expositions commémoratives. Les expositions commémoratives soviétiques doivent être considérées comme des expositions universelles, dans la mesure où elles mettent en scène, sous la forme d'un inventaire, les multiples facettes du pays ; mais des expositions universelles nationales puisqu'elles n'intègrent aucune section étrangère. Elles ont pour spécificité d'être principalement conçues pour circuler à l'étranger. En tant que telles, elles n'ont pas d'équivalent. La plus célèbre d'entre elles, le modèle de référence, est celle de 1927 intitulée "Dix années de pouvoir prolétarien en URSS". L'exposi-

¹⁶ Rapport sur les expositions de la VOKS, F.495/30/372, doc. 195, RGASPI.

¹⁷ *Idem.*

¹⁸ Rapport sur les expositions de la VOKS, F.495/30/372, doc. 195, RGASPI.

¹⁹ Voir la traduction du catalogue dans la *Revue des études islamiques*, I, 1928, pp. 29-46.

²⁰ F.3341/6/268, doc. 31-32, GARF.

tion présente en quinze tableaux « l'histoire de la formation et de l'essor triomphant du premier Etat prolétarien ». Elle est fournie avec une brochure de quatre-vingt-cinq pages explicitant de façon très détaillée les structures de l'Etat prolétarien et les principales réussites du régime. Les panneaux contiennent beaucoup de photographies, de graphiques et des tableaux statistiques. Si la VOKS n'est que l'une des multiples institutions soviétiques ayant participé à son élaboration, c'est elle, qui dans la plupart des pays, en assure la diffusion avec l'appui des attachés commerciaux des légations soviétiques à l'étranger.²¹ Les expositions commémoratives ultérieures sont moins universelles dans leur contenu, concentrées sur quelques thèmes.

La seconde catégorie d'expositions est beaucoup moins fréquente que ne l'auraient souhaité les Soviétiques. Nécessitant moins d'investissements financiers et de démarches administratives, les sections soviétiques dans les expositions internationales permettent de toucher — au-delà des cercles d'habités — un public qui n'aurait pas fait le déplacement. Rares sont les pays à accepter ce type de participation, y compris parmi ceux ayant des relations diplomatiques avec l'URSS. Les Suisses refusent systématiquement. En 1931, le Conseil fédéral s'oppose ainsi, sous le prétexte que la Confédération n'a pas reconnu son régime, à l'invitation de l'URSS à l'Exposition internationale des arts populaires qui doit se tenir à Berne en 1934.²² Interpellé sur ce refus par le parlementaire socialiste Robert Grimm, le chef du DPF souligne dans sa conclusion que « Nous n'avons jamais voulu reconnaître cet Etat et nous n'avons pas l'intention de le reconnaître. »²³ Il aurait été plus difficile aux autorités suisses de s'opposer à une participation des Soviétiques au Salon international de l'automobile de Genève dont l'organisation est privée. Mais dans ce cas, c'est Bagotski qui donne un préavis défavorable à une invitation au salon de 1934.²⁴ En revanche, les Soviétiques peuvent se joindre à plusieurs expositions internationales en Allemagne (Exposition internationale des livres artistiques à Leipzig, 1927 ; Exposition internationale de musique de Francfort-sur-le-Main, 1927 ; Exposition internationale de la presse à Cologne, 1928), en France (Exposition internationale des arts décoratifs et industriels de Paris en 1925, Exposition universelle de 1937), en Italie (Exposition internationale des arts de Venise en 1924), au Japon (Salon international de la photographie, 1927) et au Etats-Unis (Exposition universelle de New York en 1939)²⁵.

²¹ F.495/30/373, GARF.

²² Parrainée par l'Institut de coopération intellectuelle de la SdN, l'exposition est repoussée, puis annulée.

²³ Déclaration de G. Motta lors de la séance du 9.6.1931, cité par Cerutti, "Politique ou commerce ? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente", p. 125.

²⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 22.10.1934, F.5283/6/898, doc. 61, GARF.

²⁵ Anthony Swift, « The Soviet World of Tomorrow at the New York World's Fair, 1939 », *Russian Review*, Vol. 57, n° 3, July 1998, pp. 364-379.

La participation à une exposition internationale est toujours un événement auquel les Soviétiques accordent beaucoup d'attention. En 1927, la troupe qu'ils délèguent à l'Exposition internationale de musique de Francfort-sur-le-Main compte par exemple plus de deux cent cinquante personnes, représentant un large éventail musical. « Notre stand contenant des instruments rares des Républiques nationales était l'un des plus beaux ; presque tous nos artistes ont reçu des propositions pour des tournées en Allemagne. »²⁶ Un soin particulier est porté aux pavillons, dont la réalisation est confiée aux meilleurs créateurs soviétiques : Alexandra Exter, l'amazone de l'avant-garde passée au constructivisme s'occupe de celui de l'Exposition internationale des arts de Venise en 1924 ; Konstantin Melnikov réalise pour l'Exposition internationale des arts décoratifs de Paris, en 1925, un pavillon en bois constitué d'un agencement de toits à pente unique de différentes tailles, qui est l'une des réalisations les plus novatrices de la manifestation. Le pavillon soviétique de 1000 mètres carrés de l'Exposition internationale de la presse à Cologne en 1928 a été conçu par El Lissitzky qui, assisté de Valentina Koulaguina, réalise à cette occasion un photomontage de 24 mètres de long. Le même se charge du stand de l'Exposition du film et de la photographie de Stuttgart, au printemps 1929. Citons encore le pavillon soviétique de l'Exposition universelle de Paris en 1937, réalisé par Boris Iofan. Cet architecte a remporté en 1932 — notamment contre Le Corbusier et Melnikov — le concours du futur Palais des Soviets, avec le projet (jamais réalisé) d'une tour de 315 mètres de haut, surmontée d'une statue de Lénine d'une centaine de mètres.²⁷ Son bâtiment, non moins martial que le pavillon du III^e Reich auquel il fait face dans un affrontement symbolique qui a frappé l'imaginaire des contemporains²⁸, alterne béton, métal et marbre. Il est coiffé d'un couple allégorique : *L'Ouvrier et la Kolkhoziennne*, une sculpture très réalisme socialiste de l'artiste de peuple Vera Mukhina. Le thème du pavillon divisé en cinq pièces est celui du XX^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Selon l'habitude, il s'agit de montrer le travail accompli. La première pièce est consacrée au territoire soviétique, son extension, ses ressources naturelles et son industrie. La deuxième salle est dédiée à la lecture, la littérature de Pouchkine à Gorki. Des affiches de propagande ornent les murs de la troisième salle. La quatrième salle est consacrée aux transports, quant à la cinquième elle évoque les grandes réalisations architecturales de Moscou et Leningrad. Le pavillon soviétique obtient, comme son concurrent allemand, une médaille d'or du jury.

²⁶ Rapport du bureau des expositions de la VOKS, 1927, F.5283/7/5, doc. 5, GARF.

²⁷ Ce gratte-ciel aurait dû être érigé dans la capitale, à l'endroit où se tenait la première Cathédrale du Christ Sauveur, détruite pour lui faire place.

²⁸ Sur la réception : Maria Christina Zopff, "Die sowjetischen Pavillons der Weltausstellungen 1937 und 1939 : Kunst und Architektur als Spiegel und Medium der Selbstdarstellung der Sowjetunion in der zweiten Hälfte der 1930er Jahre", Ph. D., Universität Hamburg, 1993, et Sophie Balakina, "Le livre d'or du pavillon soviétique de l'Exposition universelle de Paris", Mémoire de master, Université de Genève, 2012.

Deux ans plus tard, Iofan réalisera encore le très monumental pavillon soviétique de l'Exposition internationale de New-York.²⁹

La dernière catégorie regroupe les expositions organisées par la VOKS en URSS à partir de matériaux provenant de l'étranger. Elles sont très rares, et presque exclusivement en provenance d'Allemagne : 1923, Exposition de livres allemands à Moscou ; 1924, Exposition d'artistes allemands à Moscou ; 1927, Exposition des œuvres de Käthe Kollwitz à Moscou ; 1932, deux expositions organisées dans les capitales de l'URSS avec des matériaux produits par des enfants allemands.

Le nombre d'expositions envoyées à l'étranger par la VOKS varie beaucoup selon les pays et selon les périodes. Les premières datent des années 1922-1924 : elles s'inscrivent dans le contexte de la campagne en faveur des affamés, de la signature des premiers accords commerciaux et du processus de reconnaissance diplomatique de l'URSS. Elles procèdent souvent d'une collaboration entre plusieurs institutions, plusieurs Commissariats. Une partie importante du travail revient à la section exposition des délégations commerciales lorsqu'elles existent. La première exposition soviétique présentée à l'étranger a été organisée par le Commissariat du peuple à l'instruction de Lounatcharski. Il s'agit d'une Exposition de livres soviétiques présentée à Florence en 1922. Le même Commissariat a inauguré, en relation avec le SOI, une Exposition d'art soviétique à Berlin en octobre 1922.³⁰ En 1924, l'OBI participe à l'Exposition internationale des coopératives organisée à Bruxelles, et à celle des Arts de Venise. Lors de sa première année d'activité la VOKS organise deux expositions à l'étranger³¹ : l'une en septembre à Paris³², l'autre à New York consacrée au « Rodin russe », le sculpteur Sergueï Konenkov, l'un des protagonistes de la mémoire monumentale de la Révolution d'Octobre. En 1926, les treize expositions de la VOKS accueillent un total de 43 000 visiteurs. Les années 1927-1928 marquent une brusque accélération du rythme d'organisation des expositions soviétiques à l'étranger. La VOKS organise « une campagne d'expositions conçues pour préparer les opinions publiques d'Europe, d'Amérique et d'Asie à accueillir les commémorations d'Octobre. »³³ Vingt-trois expositions, pour un total de 791 000 visiteurs, sont organisées à l'étranger par la VOKS en 1927³⁴, et trente-quatre

²⁹ Swift, « The Soviet World of Tomorrow at the New York World's Fair, 1939 », p. 368.

³⁰ Kasack, « Kulturelle Aussenpolitik », p. 348 et ss.

³¹ Chiffres de croissance de la VOKS, bureau d'échange des publications, 1929, F.5283/1/100, doc. 104-106, GARF.

³² Rapport de O. D. Kameneva, 26.9.1925, F.5283/1/5, doc. 1, GARF.

³³ Rapport du bureau des expositions de la VOKS, 1927, F.5283/7/5, doc. 3-5, GARF.

³⁴ Une exposition de gravures à Florence, organisée de mai à septembre 1927 ; une exposition d'affiches et de livres soviétiques, qui tourne dans plusieurs villes belges de l'été à l'automne 1927 ; une exposition intitulée « L'école soviétique », organisée par la VOKS, en collaboration avec le Narkompros, circule dès le printemps 1927 de Copenhague à Riga, en passant par Hambourg, Berlin, Dresde et Iéna ; une exposition d'art figuratif permet au public japonais de découvrir, d'avril à août 1927, 140 tableaux et 200 dessins d'artistes soviétiques ; une collection

expositions pour un total de plus de quatre millions de visiteurs en 1928.³⁵ Pour l'année 1931, on dénombre soixante et une expositions dans quatorze pays, dont six en Suisse.

Un deuxième pic se manifeste en 1932. Il est caractérisé par une réduction du choix des thèmes, jointe à une multiplication des exemplaires en circulation. Sous la direction du nouveau responsable du bureau, M. Motaline, divers exemplaires de l'exposition intitulée "Le travail en URSS" circulent dans les principales villes d'Europe. Cette exposition en sept tableaux, avec d'innombrables photographies, met à la disposition des visiteurs les « immenses réalisations obtenues dans tous les domaines de l'édification socialiste, elle montre des hommes qui créent une vie nouvelle, qui transforment en réalité les testaments de Marx, d'Engels et de Lénine »³⁶. Le nombre d'expositions diminue durant la seconde partie des années trente, sans s'interrompre totalement : quelques expositions en 1937 pour le XX^e anniversaire, quatre en 1939, à New York, Londres, Sofia et Kaunas. A partir de 1941, les Soviétiques participeront à plusieurs expositions en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis dans le cadre du soutien à la Grande Alliance.³⁷

Au-delà des dates qui correspondent à des moments clés de l'histoire des relations de l'URSS avec l'étranger, il existe de grandes variations en fonction des pays. Un classement des pays à partir du critère du nombre d'expositions soviétiques reçues confirme l'importance de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France et de la Tchécoslovaquie dans la représentation soviétique du monde. Si l'on fait abstraction des expositions d'affiches et de livres, la Suisse n'accueille durant l'entre-deux-guerres que six expositions : l'une à Genève en 1929, trois à Zurich (1929, 1931 et 1934), une à Berne en 1931, et enfin une à Bâle en 1934. La première exposition de la VOKS en Suisse, consacrée à "La protection de la maternité et de l'enfance", est organisée à Genève au printemps 1929. L'importance de cette manifestation tient à son sujet, plus controversé que ne l'avait imaginé Bagotski, et à sa localisation, la ville de Genève, siège du CICR et d'une multitude d'organisations internationales, mais aussi de l'EIA, qui considère l'événement comme une provocation personnelle. Elle constitue la seule exposition soviétique présentée en Suisse romande durant toute la période de l'entre-deux-guerres. L'idée émane de Bagotski, qui effectue une première

de livres artistiques soviétiques circule à Copenhague et Nuremberg en 1927 ; une exposition d'affiches révolutionnaires est présentée à Berlin de mai à août 1927 ; une exposition de graphisme soviétique présente à Athènes, en 1927, 150 pièces, dont celles des artistes V. V. Lebedev et A. I. Kravtchenko ; une exposition d'œuvres artistiques réalisées par des enfants soviétiques tourne au Japon durant l'été 1927 ; et une exposition d'architecture contemporaine présentant des photographies et des maquettes est organisée dans plusieurs villes d'Amérique en 1927.

³⁵ Chiffres de croissance de la VOKS, bureau d'échange des publications, 1929, F.5283/1/100, doc. 104-106, GARF.

³⁶ Description de l'exposition "Le travail en URSS", F.5283/2/110, doc. 141-142, GARF.

³⁷ Voir notamment l'exposition "Le monde en guerre" (The World at War) de New York.

demande en janvier 1927, à l'occasion de la Conférence internationale sur la protection de l'enfance, une demande immédiatement suivie par une autre sollicitation dans la perspective de la Conférence internationale de la CR.³⁸ Mais ces propositions sont d'abord refusées par Moscou en raison du boycott de la Suisse. Peu après le règlement du conflit, au printemps 1927, la SEDRC reprend contact avec les Soviétiques pour les inviter à participer à l'Exposition d'économie politique qui doit avoir lieu à Genève en août 1928.³⁹ Le président et le secrétaire de la SEDRC, qui sont tous deux membres du comité d'organisation, proposent de faciliter la participation de l'URSS et l'organisation d'un stand soviétique à l'exposition.⁴⁰ Les Soviétiques, alors totalement monopolisés par les préparations du X^e anniversaire de la Révolution, considèrent que « ce n'est pas le moment de faire une autre exposition en Suisse ». La VOKS propose en revanche aux Suisses de leur faire parvenir le matériel de l'un des quatre exemplaires de l'exposition itinérante du X^e anniversaire, intitulée "Dix ans de réalisations en URSS" : « Etant déjà prête, elle n'exigera aucune dépense particulière de votre part. Nous pourrions vous l'expédier à la mi-novembre 1927. »⁴¹ « La SEDRC doit se concentrer sur cette exposition »⁴², insiste la VOKS auprès de Bagotski.

Le problème de cette exposition, extrêmement ambitieuse, est qu'elle nécessite beaucoup de place, ce qui complique la tâche des organisateurs. Le bureau d'organisation des expositions de la VOKS, qui assure la livraison du matériel et sa mise en place, exige un espace de 900 mètres carrés avec un plafond d'une hauteur supérieure à quatre mètres. « J'ai parcouru la ville dans tous les sens et les locaux de 1000 mètres carrés sont presque inexistantes », se lamente le président du Cercle intellectuel belgo-russe, Jules Poulet. « Les meilleurs appartennent à la ville ou servent de Dancing. » Or les autorités refusent de louer un bâtiment leur appartenant sous prétexte qu'il n'existe pas de relations officielles entre les deux pays. Quant aux privés, ils s'inquiètent des conséquences qu'une exposition soviétique pourrait avoir sur leur commerce et en profitent pour augmenter le prix de la location. « Le caractère soviétique de l'exposition n'est supportable que moyennant un bon prix »⁴³, écrit Poulet à propos d'un concessionnaire automobile de Bruxelles. Une autre difficulté pour les organisateurs procède de l'incapacité de la VOKS à respecter les délais de livraison. Selon le projet initial, quatre exemplaires de l'exposition devaient être inaugurés simultanément le 7 novembre 1927 à Berlin, Paris, New York et Anchor, avant de circuler dans d'autres pays en fonction d'un programme établi à l'avance : Ber-

³⁸ S. J. Bagotski à VOKS, 1927, F.3341/6/342, doc. 25, GARF.

³⁹ Rebaptisée "Les peuples à travers le monde et les relations internationales", elle se tiendra en septembre 1929 au Palais des expositions de Genève, sans la participation des Soviétiques.

⁴⁰ E. Chavannes et H. Terrisse à VOKS, 11.10.1927, F.5283/6/838, doc. 13, GARF.

⁴¹ VOKS à SEDRC, 22.10.1927, F.5283/6/838, doc. 14, GARF.

⁴² VOKS à S. J. Bagotski, 21.10.1927, F.5283/6/838, doc. 64, GARF.

⁴³ J. Poulet à VOKS, 5.11.1927, F.5283/11/21, doc. 57, GARF.

lin, Vienne, Prague et Stockholm pour le premier exemplaire commenté en allemand ; New York, Chicago et Tokyo pour l'exemplaire en anglais ; Paris, Berne, Bruxelles, Rome et Athènes pour le premier exemplaire en français ; Anchor, Constantinople et Téhéran pour le dernier exemplaire. « Je crains que l'itinéraire choisi par la VOKS n'ait pour conséquence que l'exposition n'arrive à Athènes que peu de temps avant le XI^e anniversaire »⁴⁴, écrit le *polpred* soviétique en Grèce en prenant connaissance du programme. Le calendrier ne sera effectivement pas respecté. L'exemplaire prévu pour le Proche-Orient ne sera jamais livré. Les autres arriveront en retard — deux semaines pour l'exposition berlinoise, deux mois pour celle de New York, trois mois pour l'exposition viennoise⁴⁵ — voire très en retard comme en Suisse, ce qui oblige les organisateurs locaux à jongler avec les réservations. En novembre 1927, Emile Chavannes, le secrétaire de la SEDRC, que Bagotski présente comme « notre spécialiste des expositions », écrit à la VOKS qu'il n'a pas trouvé de locaux adéquats et que le matériel de l'exposition présenté à Paris a été envoyé à Bruxelles, contrairement aux promesses faites aux Suisses.⁴⁶ L'expérience bruxelloise a d'ailleurs refroidi l'enthousiasme des organisateurs helvétiques. Inaugurée le 31 décembre 1927, dans une annexe du Mundaneum (Le Palais mondial) mise à disposition par Paul Otlet, l'exposition soviétique est dévastée la deuxième semaine par un groupe d'étudiants d'extrême droite.⁴⁷ A la suite de ces événements, la commune bruxelloise d'Ixelles prononce l'interdiction de l'exposition. Son organisateur, Jules Poulet, perd son emploi dans la fonction publique. Vingt-cinq membres de la Société intellectuelle russo-belge démissionnent. Si Bagotski semble se réjouir du fait que la presse belge, « qui jusqu'alors ne parlait pas de l'exposition, l'évoque désormais largement, soulignant de façon très critique l'attitude des étudiants hooligans »⁴⁸, cette publicité autour du saccage de l'exposition bruxelloise complique encore la tâche des Suisses, qui auront les plus grandes difficultés pour trouver un lieu, des financements et surtout obtenir les autorisations.⁴⁹

Initialement prévue pour novembre 1927, l'exposition est donc repoussée au printemps 1928. En mai, c'est Bagotski qui, tout en se plaignant de n'avoir toujours pas reçu le matériel, annonce à la VOKS qu'il est désormais trop tard pour organiser l'exposition alors que les vacances vont commencer. Ayant appris que le matériel en question circule entre Cologne et Milan, il rappelle à Kameneva l'importance de cette première exposition en Suisse : « Le principal obstacle au rapprochement politique de la Suisse avec l'URSS est constitué par les mensonges massivement diffusés dans la presse suisse à l'égard de l'URSS,

⁴⁴ Légation soviétique, Athènes, à VOKS, 4.10.1927, F.5283/11/21, doc. 122, GARF.

⁴⁵ VOKS à J. A. Divilkovski, 6.7.1927, F.5283/11/21, doc. 143, GARF.

⁴⁶ E. Chavannes à VOKS, 21.11.1927, F.5283/6/839, doc. 24, GARF.

⁴⁷ Rapport de J. Poulet à VOKS, F.5283/11/49, doc. 139, GARF.

⁴⁸ S. J. Bagotski à VOKS, 15.1.1928, F.5283/6/839, doc. 89, GARF.

⁴⁹ S. J. Bagotski, septembre 1927, F.9501/6/63, doc. 55-57, GARF.

c'est pourquoi l'exposition dépasse de loin le cadre des questions culturelles et mérite une attention particulière. »⁵⁰ Sans s'opposer ouvertement à cette analyse, la VOKS va pourtant multiplier les exigences et les obstacles, révélant le peu d'intérêt portés par les Soviétiques au cas suisse. « Nous sommes d'accord avec le principe de cette exposition », écrit Kameneva, « mais nous voulons une lettre de la SEDRC disant qu'ils veulent organiser cette exposition et qu'ils ont les autorisations des autorités ». La VOKS, dont les moyens sont extrêmement restreints, ajoute la présidente, « ne pourra couvrir les frais, il vous faut donc obtenir de la représentation commerciale de Berlin qu'elle paye le transport et de la SEDRC qu'elle trouve un local gratuit. »⁵¹ Une fois contactée, la représentation berlinoise refuse de porter la somme sur son budget sous prétexte que la Suisse « entrerait désormais dans la sphère d'influence de l'ambassade soviétique de Paris » !⁵² Comme sa consœur, la représentation parisienne répondra négativement aux demandes de Bagotski, et lorsqu'en novembre 1928, soit une année après la date prévue, il reçoit du matériel provenant d'une exposition présentée à Vienne, c'est lui qui doit couvrir les frais.

Bagotski n'est pourtant pas au bout de ses peines : « Notre attente fut lourdement déçue », écrit le délégué à l'ouverture des caisses, « le matériel fut si mal emballé que la plus grande partie des maquettes de théâtre sont dans un état défectueux. J'en fais des photos afin de vous les envoyer. Deux des trois figurines de bronze sont endommagées, elles l'étaient avant l'envoi car les pièces cassées manquent, nombre d'affiches sont déchirées, et il y a bien peu de porcelaines, de produits artisanaux. [...] Il ne peut être question de monter l'exposition sans compléments importants. »⁵³ La deuxième livraison, arrivée quelques jours plus tard, ne semble pas mieux correspondre aux espoirs du délégué, qui s'en plaint immédiatement auprès de la direction : « aucun objet artisanal qui ne figure pas dans tous les magasins de Moscou [...] il manque beaucoup de choses par rapport à la liste, et ce qui est là est de peu d'intérêt artistique »⁵⁴. Au terme d'une multitude de courriers, le plus souvent renvoyés de Moscou aux représentations commerciales de Berlin et Paris, Bagotski finira par obtenir des pièces complémentaires provenant des restes de quatre ou cinq expositions mobiles circulant en Europe depuis novembre 1927.

Initialement, l'exposition devait se tenir à Zurich, à Berne, puis à Bâle et enfin à Genève. Le matériel composé de reliquats de plusieurs expositions est en définitive réparti entre Genève et Zurich afin de permettre une ouverture simultanée. Les objets artistiques sont présentés à Zurich du 24 mars au 28 avril 1929 au Musée des arts appliqués (Kunstgewerbemuseum) grâce à l'intervention de

⁵⁰ S. J. Bagotski à VOKS, 9.5.1928, F.5283/6/839, doc. 90, GARF.

⁵¹ O. D. Kameneva à S. J. Bagotski, 20.7.1928, F.5283/6/839, doc. 95, GARF.

⁵² S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 28.9.1928, F.5283/6/839, doc. 107, GARF.

⁵³ S. J. Bagotski à VOKS, 2.11.1928, F.5283/6/839, doc. 126, GARF.

⁵⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 4.11.1928, F.5283/6/839, doc. 133, GARF.

Walter Roshardt, qui a réussi à pérenniser la réservation malgré plusieurs reports à des dates ultérieures.⁵⁵ L'affiche tricolore réalisée par El Lissitzky — une construction portant l'inscription « Russische Ausstellung », dominée par les visages fusionnés, pour souligner leur communion de pensée, d'un homme et d'une femme, presque androgynes, sur le front commun desquels figure l'acronyme USSR⁵⁶ — assure la publicité de l'événement et sa bonne fréquentation. Après Zurich, tout ou partie de l'exposition est exhibée à Berne (au Kunsthaus, en mai), à Winterthur (au Kunstgewerbemuseum, du 16 juin au 21 juillet) et à Bâle. Pour Genève, Bagotski a préféré revenir à son choix initial, celui d'une exposition consacrée à la protection de la maternité et de l'enfance, « ce qui correspond bien au fait que la ville est le siège de nombreuses organisations travaillant sur l'enfance ». Le délégué demande et obtient le patronage de l'UISE. Mais ce choix s'explique aussi par « la coloration fasciste d'une partie de la population genevoise. J'ai décidé de ne pas exposer à Genève les objets artistiques parmi lesquels pouvaient se trouver — en particulier sur les affiches — des références politiques, ce qui aurait pu susciter des difficultés du côté de la police et conduire à des excès. Ce choix fut salutaire car même une exposition aussi innocente que celle consacrée à la protection de la maternité et de l'enfance a créé à Genève un remue-ménage qui a duré plus d'un mois après la fermeture. »⁵⁷ Les difficultés à surmonter pour la réalisation d'une exposition sont nombreuses. Il faut récolter des fonds, trouver une salle et surtout obtenir les autorisations. « L'argent reçu de la VOKS me permet à peine de couvrir les frais de transports pour Genève »⁵⁸, se plaint Bagotski. Jamais le délégué n'obtiendra de la VOKS, ni d'aucune autre institution soviétique, le remboursement des frais procédant de l'organisation d'une exposition en Suisse. Alors que dans les autres pays l'organisation d'une telle manifestation coûte 10 000 francs, celles organisées à Genève, Zurich, Bâle, Berne et Winterthur ne dépassent pas 3000 francs.⁵⁹ Faute de subsides de Moscou, ce sont d'ailleurs les amis, les membres de la SEDRC qui doivent assumer les frais. Mais la plupart se sont déjà retirés du projet, découragés par les multiples reports. A Zurich et Berne, les dépenses sont couvertes par les directeurs des Musées d'arts appliqués, avec le soutien d'organisations prolétariennes. A Genève, il faut l'appui financier de particuliers, Rémézov⁶⁰ et Eltschian. Ce dernier s'occupe aussi des démarches adminis-

⁵⁵ Voir le catalogue : *Russische Ausstellung-Buchgewerbe, Graphik, Theater, Photographie*. Wegleitungen des Kunstgewerbemuseums der Stadt Zürich, Band 85 (Reihentitel), 1929.

⁵⁶ L'affiche et l'invitation figurent sur le site internet du Musée national suisse, Landesmuseum Zürich, CH.

⁵⁷ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, copie à CC ASCRCR, Ossoaviachim, NKZ et NKID, 29.4.1929, F.9501/5/44, doc. 365, GARF.

⁵⁸ S. J. Bagotski à CC ASCRCR, 31.1.1929, F.3341/6/350, doc. 132, GARF.

⁵⁹ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, 5.5.1929, F.9501/5/44, doc. 368, GARF.

⁶⁰ H. S. Rémézov en sera remercié par O. D. Kameneva, dans un courrier du 15.4.1929, F.9463/1/31, doc. 46, GARF.

tratives auprès des autorités pour la location d'une salle dans le Palais électoral. Craignant un refus des autorités, les organisateurs envisagent une solution de repli : la salle communale de Plainpalais, qui dépend alors de la commune du même nom dominée par la gauche socialiste de Nicole, alors que le canton est à majorité de droite.⁶¹ Mais cela ne sera pas nécessaire. Le 12 mars, Eltschian se rend une première fois au Département des travaux publics. L'employé qui le reçoit lui indique qu'il doit faire une demande écrite, et une autre auprès du Département de justice et police. Les deux lettres signées par le président de la SEDRC, Henri Terrisse, sont envoyées le 15, soit moins d'une semaine avant l'ouverture de l'exposition. Pressé par le temps, Eltschian parvient à obtenir de l'architecte cantonal la permission de déballer le matériel avant même l'autorisation du DJP. Celle-ci n'arrive que le 22, soit le jour même de l'ouverture de l'exposition, et est assortie des conditions suivantes : « L'exposition sera terminée le 6 avril. Il n'y sera pas donné de conférences. Il n'y sera faite aucune propagande politique quelconque. Il n'y sera pas projeté de films et il ne sera pas exposé de documents non encore soumis à notre Département, ni arboré aucun emblème soviétique. »⁶² Installée dans la salle du premier étage du Palais électoral de Genève "L'exposition de la protection de la maternité et de l'enfance, de l'assurance et de l'assistance sociales dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques" est officiellement inaugurée le vendredi 22 mars 1929. Elle restera ouverte pendant deux semaines de 14h00 à 19h30, dimanches compris. L'entrée coûte 60 centimes, mais les organisateurs laisseront passer gratuitement nombre de personnes de condition modeste.⁶³ Chaque visiteur reçoit un guide de l'exposition au dos duquel sont reproduits les statuts de la SEDRC.

L'exposition se compose de cinq sections.⁶⁴ La première, dédiée à la protection de l'enfance et de la maternité, présente les diverses œuvres de prévoyance et de secours pour l'enfance, les statistiques sur l'abaissement de la mortalité infantile et les résultats de la législation destinée à protéger la femme avant, pendant et après la maternité. La deuxième section montre les progrès réalisés en URSS dans le domaine de l'assurance sociale, de la protection du travailleur, et surtout de la femme, aussi bien dans l'industrie que dans l'exploitation agricole. La troisième décrit les nombreuses activités des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de l'URSS dans la lutte contre la famine, les épidémies, et notamment dans le domaine de l'enfance abandonnée. Elle contient en son

⁶¹ Aux élections de 1929, la droite obtient 6 conseillers d'Etat sur 7 — 3 radicaux, 1 démocrate et 2 membres de l'UDE contre 1 socialiste — et 68 députés sur 100.

⁶² J. Boissonnas, conseiller d'Etat à la rédaction de *La Suisse*, 13.4.1929, publiée dans *La Suisse* du 15.4.1929.

⁶³ Témoignage anonyme publié dans *Le Courrier de Genève*, 16.4.1929. C'est ce qui explique que le Conseil d'Etat ait comptabilisé 746 visiteurs (nombre de billets vendus) contre près d'un millier pour la SEDRC.

⁶⁴ G. V., « La protection de la maternité et de l'enfance en Soviétie », *La Tribune de Genève*, 23.3.1929, p. 3.

centre deux tableaux et le drapeau de l'ASCRCR. La quatrième section est consacrée à l'Ossoaviochim (Alliance des sociétés des amis de l'aviation et de la chimie) dont le but essentiel consiste à mettre au service de l'économie rurale les progrès réalisés dans l'aviation et la chimie pour la lutte contre les grands fléaux qui dévastent maintes régions de l'URSS (sauterelles, invasions sporadiques d'insectes, etc.) Enfin, la dernière section présente des livres et des jouets pour enfants mis à disposition par Nicolas Roubakine. Dans l'esprit de Bagotski, elle a surtout une fonction décorative. Elle sera le prétexte de toutes les attaques. Comme toutes les expositions, celle-ci est un assemblage, une mise en scène de documents, de faits et de statistiques sélectionnés pour donner une image idéale, forcément un peu tronquée de la réalité. A titre d'exemple, le nombre des enfants abandonnés qui, en 1921, atteignait plus de deux millions aurait, selon les statistiques de l'exposition, été ramené à moins de 10 000 en 1928. Or si l'effort dans ce domaine est bien réel, plusieurs publications soviétiques, dont on peut supposer qu'elles cherchent elles-mêmes à minimiser l'ampleur du phénomène, évoquent le chiffre de 120 000.⁶⁵ « On imprime, on dessine tout ce qu'on veut. Les graphiques multicolores, les colonnes de chiffres ne prouvent rien par eux-mêmes. Ils prouvent même le contraire de ce qu'ils veulent dire lorsque ceux qui les ont dressés se font une arme du mensonge. A qui la faute, si les chiffres optimistes qu'on aligne sous nos yeux nous laissent sceptiques ? »⁶⁶

La réception de l'exposition est, sans surprise, très contrastée, à l'image du positionnement politique de la presse locale, même s'il convient de distinguer trois phases.⁶⁷ Lors de la première, l'exposition reçoit un accueil bienveillant à droite et enthousiaste à gauche. *Le Travail* et *Le Drapeau rouge* saluent les progrès réalisés en URSS dans le domaine de la protection sociale des femmes en couches, des jeunes mamans et des enfants. Ces organes se félicitent de la qualité de la présentation, haute en couleurs, ludique, avec néanmoins une critique relative aux textes explicatifs, qui sont en russe sans traduction ! Le clou de l'exposition est « l'ingénieux dispositif fabriqué par W. et G. Arzamassov. Sur une grande carte de l'URSS apparaissent en points lumineux, suivant que l'on presse sur tel ou tel bouton d'un tableau, les lieux où sont situés les établissements de bienfaisance, crèches, maternités, écoles sanitaires, etc. En bref, cette manifestation intéresse à la fois les artistes, les amis des chiffres et les amis de l'enfance. C'est un fait assez rare pour que nous ayons pris la peine de le signaler. »⁶⁸ Sans être aussi enthousiastes, les premiers comptes rendus de la presse de droite

⁶⁵ « La Vie économique des Soviétiques », 20.2.1928. Dorena Caroli, « Socialisme et protection sociale : une tautologie ? L'enfance abandonnée en URSS (1917-1931) », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, 54^e année, n° 6, novembre-décembre 1999, pp. 1291-130, et *L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique*, Paris, L'Harmattan, 2004.

⁶⁶ « À propos d'une exposition soviétique », *La Tribune de Genève*, 4.4.1929.

⁶⁷ Je m'appuie sur la sélection d'articles effectuée par Céline Gilly, « La Russie soviétique s'expose à Genève », Mémoire de bachelier, Université de Genève, 2008.

⁶⁸ « Art et statistiques », *Le Travail*, 30.3.1929.

demeurent très neutres, informatifs et dénués d'hostilité. « Le Dr Roubakine, chargé de mission et membre de la commission de l'hygiène, a commenté en un français impeccable — et très objectivement [sic] — divers tableaux, statistiques et graphiques, pendus aux murs », écrit *Le Journal de Genève*. « L'exposition elle-même se révèle fort banale : des poupées, des oiseaux, des chevaux et bestiaux en bois brut ou verni, des tableaux de comparaison à profusion, des photos de crèches rurales, dortoirs, jardins, ou de scènes de mœurs locales. Des affiches éducatives montrant par l'image, à la manière de Hogarth⁶⁹, d'un côté ce qu'il faut faire, de l'autre ce dont il faut s'abstenir. » C'est tout juste s'il est rappelé au lecteur que « la Société d'études documentaires sur la Russie contemporaine, à laquelle nous devons l'exposition du Palais électoral » est le correspondant en Suisse de la VOKS. Et que cette dernière « est en rapport étroit avec la GPU ou section de propagande de l'exécutif de Moscou »⁷⁰. Le commentaire du journaliste de *La Tribune de Genève* selon lequel l'exposition « intéressera tous ceux qui se préoccupent du sort de la femme et de l'enfant dans la Russie nouvelle et qui désirent savoir ce que le Gouvernement russe a réalisé, dans cette voie, depuis son avènement » est encore plus détaillé, comportant même nombre de louanges. « L'exposition consiste surtout en tableaux et diagrammes relatifs aux institutions de la section centrale de la protection de la maternité et de l'enfance et en particulier de l'Institut d'Etat pour l'étude scientifique de la protection. On y verra de nombreux ouvrages édités par cet institut et destinés aux médecins, infirmières et pédagogues. On remarquera aussi les ouvrages consacrés à la législation sur le mariage, sur les maternités dans les villes et à la campagne. D'intéressantes photographies donnent un aperçu sur une institution caractéristique en URSS et qui est presque inconnue en Europe : les crèches rurales d'été, organisées pendant la période des travaux des champs. Enfin, on trouve de précieux renseignements sur la mortalité infantile avant et après la Révolution et sur les méthodes de pédagogie soviétique. Le peintre Arkhipov a brossé un certain nombre de toiles qui illustrent les thèses bien connues du professeur Pinard [le père de la puériculture] et qui proviennent de l'exposition permanente de la protection de la maternité et de l'enfance à l'Institut scientifique de l'Etat, à Moscou. Quant aux gravures du peintre et graphistes Alexei Kravtchenko, elles sont un essai de représentation artistique de l'acheminement de la femme d'aujourd'hui vers l'émancipation économique et politique. »⁷¹

Cette bienveillance est de contre durée. Loin de la neutralité des premières réactions, les articles de la deuxième phase sont beaucoup moins tolérants et surtout moins spontanés, dans la mesure où ils procèdent des pressions exercées par l'EIA. A la suite d'une réunion tenue le 22 mars dans ses locaux, le

⁶⁹ William Hogarth, peintre et graveur anglais du XVIII^e siècle.

⁷⁰ N. s., « Une exposition soviétique au Bâtiment électoral », *Journal de Genève*, 23 mars 1929.

⁷¹ G. V. « La protection de la maternité et de l'enfance en Soviétie », *La Tribune de Genève*, 23.3.1929, p. 3.

bureau permanent a décidé de prendre les choses en main en joignant ses efforts à ceux de l'Union des sociétés patriotiques (USP) de Genève afin d'alerter l'opinion publique et les autorités en publiant une plaquette. Rédigée par Aubert, sur la base d'informations fournies par Georges Lodyginsky à la suite de la visite que ce dernier a effectuée le deuxième jour de l'exposition⁷², la brochure intitulée *Deux manifestations rouges : Bâle et Genève*⁷³ paraît le 24 mars. Le texte commence par établir un lien entre l'exposition de Genève et une manifestation antifasciste qui s'est tenue à Bâle le 24 mars⁷⁴, considérant qu'elles forment les deux volets d'une même tentative de déstabilisation de la Suisse orchestrée par la III^e Internationale. L'auteur est particulièrement choqué par le thème de l'exposition : « La protection de l'enfance ! Cruelle ironie quand il s'agit d'un pays où les enfants qui ont été abandonnés à la misère, au vice et au crime, se chiffrent par millions, parce qu'on y a détruit intentionnellement la famille. » Non moins choquant lui apparaît le fait qu'elle se tienne sous les couleurs de la CR : « jamais plus grave injure n'a été faite aux Genevois. A côté de la banderole soviétique qui annonce l'exposition au fronton du Bâtiment électoral, flotte le drapeau de la Croix-Rouge. Les Genevois avaient lieu d'être fiers de ce drapeau, qui sert aujourd'hui de bannière au mensonge et d'étendard à ceux dont les mains sont rouges du sang d'un million de victimes ! » La brochure stigmatise à ce propos l'incitation à la guerre civile prônée par plusieurs des pièces de l'exposition, notamment des livres et des jeux pour enfants, dont l'un est intitulé *Aux Enfants nouveaux. Jeux nouveaux*. « Il est possible qu'on l'enlève de l'exposition aussitôt que cette brochure aura paru. [Ce livre repéré par Lodyginsky, l'un des rares visiteurs sachant le russe, est effectivement retiré par les organisateurs de l'exposition.] Mais nous avons eu le temps d'y jeter un coup d'œil et de constater de quels jeux il s'agit. En voici un exemple : "L'organisation de la propagande gréviste au sein d'une usine bourgeoise". La distribution des rôles est la suivante : un fabricant, deux policiers, quatre agitateurs bolchevistes. Et l'esprit qui mène le jeu, c'est la haine des classes. Jolie besogne pour une Croix-Rouge ! » D'autres critiques portent sur la section de l'Ossoaviachim (l'Association des amis de la défense nationale et du développement des industries aéronautique et chimique), qui selon Aubert, « est une vaste organisation auxiliaire de l'Armée rouge. Vous allez croire sans doute qu'il s'agit de secours aux blessés puisque la Croix-Rouge est toute proche. Point du tout ! L'Ossoaviochim, a déclaré Ounschlicht, suppléant du commissaire de la Guerre, est "le lien de base pour la militarisation de la population". » Et de conclure : « Au moment où

⁷² L'Exposition de la protection de l'enfance et de l'assistance sociale en URSS, Rapport de G. Lodyginsky, 1929, AEIA.

⁷³ « Quelques notes sur l'activité du bureau permanent de l'Entente internationale contre la Troisième Internationale (Confidentiel) », [mars] 1930, Activité du bureau permanent 1924-1949, AEIA, BGE.

⁷⁴ Initialement prévue au Tessin, la manifestation fut déplacée à Bâle le 24 mars à la suite de l'interdiction du Conseil fédéral.

le Conseil fédéral est obligé de prendre des mesures extraordinaires pour étouffer dans l'œuf une manifestation révolutionnaire internationale ordonnée de Moscou, le Conseil d'Etat de Genève ouvre les portes d'un bâtiment de l'Etat à une exposition de propagande bolcheviste. »⁷⁵

Ce document distribué à 38 000 exemplaires alors que le canton compte 43 000 électeurs inscrits pour les élections de 1930 — « une générosité qui décèle de florissantes finances »⁷⁶, souligne l'organe du PC ; « Toute la semaine nous avons piétiné la brochure d'Aubert qui jonchait les marches d'escalier »⁷⁷ — va constituer la matière première de toute la campagne de presse contre l'exposition. Les thèses de l'EIA sont relayées par Eugène Fabre, le rédacteur en chef de *La Suisse*. Son éditorial du 28 mars intitulé « Signe des temps – Coïncidence ou offensive concertée de Moscou ? » est constitué pour plus de la moitié du texte d'extraits de la plaquette du bureau permanent.⁷⁸ L'article de *La Suisse* détermine la deuxième phase des réactions. Toute la presse de droite lui emboîte le pas en durcissant le ton. « Ceux-là mêmes qui tout d'abord l'avaient accueillie sans défaveur sont retournés la voir et — avertis — ont prudemment révisé leur jugement »⁷⁹, souligne avec satisfaction l'éditorialiste de *La Suisse*. Le retournement est particulièrement marqué dans *Le Journal de Genève*. Alors que son premier compte rendu parlait d'une « exposition banale », celle-ci est désormais qualifiée de « médiocre ». Quant aux « œuvres sociales qu'accomplit l'immense Russie bolcheviste actuelle [elles] sont, révérence parler, de la crotte de bique en regard de ce que font, dans le même domaine, les Etats bourgeois »⁸⁰. Malgré quelques différences de style, les articles de *La Tribune de Genève*, de *La Gazette de Lausanne*⁸¹, du *Courrier de Genève*⁸², de *La Revue* et du *Citoyen*, sans parler de l'organe fasciste *Le Pilon*, s'inscrivent désormais dans le même credo. « Ce sont leurs milliers et dizaines de milliers de lecteurs que l'on veut dresser contre l'Union soviétique »⁸³, s'insurge pour sa part *Le Drapeau rouge*. Tous ces journaux publient aussi un communiqué du comité directeur de l'USP « contre la légèreté avec laquelle nos autorités ont accueilli l'exposition dans la salle dite du Conseil d'Etat au Bâtiment électoral »⁸⁴. « La réaction est aux abois », ironise Léon Nicole en réponse à cette campagne.⁸⁵ Mais les attaques de

⁷⁵ « Deux manifestations rouges : Bâle et Genève », document tiré du dossier Ehrler aux AEG, cité par Gilly, « La Russie soviétique s'expose à Genève », pp. 96-98.

⁷⁶ V., « L'offensive », *Le Drapeau rouge*, 13.4.1929.

⁷⁷ *Idem*.

⁷⁸ E. Fabre, « Signe des temps – Coïncidence ou offensive concertée de Moscou ? », *La Suisse*, 28.3.1929.

⁷⁹ E. Fabre, « Reparlons de Moscou chez nous » *La Suisse*, 6.4.1929.

⁸⁰ N. s., « Les Soviets et leur action », *Journal de Genève*, 29.3.1929.

⁸¹ « Contre une exposition de propagande bolcheviste », *La Gazette de Lausanne*, 29.3.1929.

⁸² « A propos d'une exposition », *Le Courrier de Genève*, 30.3.1929.

⁸³ V., « L'offensive », *Le Drapeau rouge*, 13.4.1929.

⁸⁴ *La Suisse*, 28.3.1929.

⁸⁵ Léon Nicole, « La réaction aux abois ! – Le croissant et la faucille », *Le Travail*, 30.3.1929.

l'EIA font peur. Accusée d'avoir toléré l'organisation d'une exposition de « propagande politique », la police genevoise doit se rendre sur place et saisir le livre controversé pour le contrôler. « Mais comme le livre était en russe, la police n'a pas pu confirmer les faits et s'en servir pour fermer l'exposition. »⁸⁶ Elle promet néanmoins de revenir.

La campagne orchestrée par l'EIA prend alors une nouvelle tournure : c'est la troisième phase articulée autour de la question « qui est responsable ? » Dès ce moment le débat ne porte plus sur l'exposition elle-même, ni sur l'ingérence soviétique en Suisse, mais sur la responsabilité de ceux qui l'ont autorisée : le Département des travaux publics, dirigé par Jean Boissonnas ou celui de justice et police dirigé par Edmond Turrettini ? La querelle sert de prétexte à un affrontement entre le vieux Parti démocrate (Boissonnas), soutenu par *Le Journal de Genève*, et son jeune rival l'Union de défense économique (Turrettini), appuyé par *La Suisse* et *Le Citoyen*.⁸⁷ « Les politiciens locaux genevois ont le droit de se livrer à tout ce qu'ils veulent, mais ils devraient tout de même éviter de ridiculiser le siège de la Société des Nations. Ce ne sont là que mauvaises plaisanteries », note atterré le correspondant de l'organe radical bernois, le *Bund*. Mais selon *Le Travail*, « l'exposition fut le cadet des soucis de ces messieurs de *La Suisse* et du *Journal de Genève*. Il s'agit simplement des luttes engagées par le Parti démocratique-conservateur pour regagner les électeurs qui sont passés à l'Union de défense économique. »⁸⁸ Publiquement attaqué dans *La Suisse*, qui lui reproche de s'être fait « le complice de cette tromperie »⁸⁹, Boissonnas, qui est aussi le chef du Gouvernement genevois, se défend en publiant dans l'édition du 12 avril du *Journal de Genève* le rapport de l'architecte cantonal.⁹⁰ Mais l'éditorialiste de *La Suisse* ne va plus le lâcher. Il rédige un nouvel article dans lequel il reproche au chef du Département des travaux publics d'avoir mis son collègue Turrettini devant le fait accompli en ayant autorisé le déballage du matériel de l'exposition avant que le Département de justice et police ait eu le temps de se prononcer. Fabre conduit aussi une enquête pour savoir qui a fait la demande d'autorisation et qui lui a répondu. Boissonnas déclare alors que les pouvoirs publics ont été bernés par les organisateurs.⁹¹ L'émotion est si forte que les autorités politiques cantonales doivent prendre officiellement position. Cela se fait lors d'une séance extraordinaire tenue le 15 avril au terme de laquelle le Conseil d'Etat déclare « qu'il n'est résulté aucun inconvénient pour la popula-

⁸⁶ Rapport de S. J. Bagotski à CC ASCRCR, 2.4.1929, F.3341/6/350, doc. 135, GARF.

⁸⁷ L'UDE est fondée en 1923 comme prolongement de la Ligue contre l'étatisme et pour la réduction du coût de la vie, avec l'appui des milieux économiques du Parti démocrate. Ce nouveau Parti s'affirme dès sa première participation aux élections comme l'une des principales composantes de la droite genevoise.

⁸⁸ « Exposition soviétique et "rognes" internes conservatrices », *Le Travail*, 16.4.1929.

⁸⁹ E. Fabre, « Reparlons de Moscou chez nous », *La Suisse*, 6.4.1929.

⁹⁰ « A propos de l'exposition de l'URSS », *Journal de Genève*, 12.4.1929.

⁹¹ E. Fabre, « Le singulier octroi d'une autorisation », *La Suisse*, 13.4.1929.

tion des mesures prises par lui. Décidé à faire respecter l'ordre, il estime que le meilleur moyen d'y réussir n'est pas toujours de prendre des mesures inutilement restrictives. » Et d'ajouter que si la fréquentation a fortement augmenté les derniers jours c'est « à la suite des articles parus dans les journaux »⁹². Au-delà de la police et des autorités politiques, ce sont les humanitaires qui doivent se justifier d'avoir toléré que l'exposition se tienne « sous l'emblème et au berceau de la Croix-Rouge »⁹³. Le CICR, auquel l'EIA ne pardonne toujours pas d'avoir reconnu l'ASCRCR, a pris soin de demander au bureau permanent de ne pas le « prendre à parti dans la presse »⁹⁴. Quant à la section genevoise de la Croix-Rouge, elle se dépêche de rédiger un communiqué, largement diffusé dans la presse, dans lequel elle souligne « être totalement étrangère à l'organisation de l'exposition et déclinier toute responsabilité à cet égard »⁹⁵.

Dans son rapport final envoyé à Moscou, Bagotski tente de relativiser l'effet de ces querelles. « Il ne faut pas exagérer l'importance du remue-ménage artificiellement provoqué par l'EIA dont s'est saisi la presse locale et les parlementaires genevois. Les cercles officiels, sans parler des milieux internationaux, dont les membres furent nombreux à visiter l'exposition, ont été très choqués par cette campagne de presse. En Suisse allemande, cette campagne a suscité de vives critiques dans certains organes comme le *Bund* de Berne et le *Tagblatt* de Lucerne. Il faut ajouter que la presse socialiste, habituellement plus réservée à notre égard, s'en est violemment prise aux réactionnaires genevois. »⁹⁶ Bagotski se félicite surtout que le nombre de visiteurs se soit approché du millier : 200 membres des organisations internationales, 700 ouvriers, le reste se compose d'intellectuels et de Russes vivant à Genève.⁹⁷ C'est « un résultat très satisfaisant dans les conditions genevoises pour une exposition de deux semaines, moins les fêtes de Pâques », insiste le même.⁹⁸ « Les ouvriers étaient très enthousiastes. Il y a eu de nombreux articles dans la presse sociale-démocrate de Genève et Lausanne, dont ceux de la célèbre pédagogue Alice Descoedres.⁹⁹ On ne pou-

⁹² Procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil d'Etat genevois du 15.4.1928, AEG et « un communiqué du Conseil d'Etat », *Journal de Genève*, 16.4.1929.

⁹³ « Deux manifestations rouges : Bâle et Genève », p. 98.

⁹⁴ Lettre de Maurice Dunant, président de la section genevoise de la Croix-Rouge suisse, dont il est aussi le vice-président, à [prob. Th. Aubert], 27.3.1929, Suisse 1929, 3134, AEIA ; Fiscalini, « Des élites au service d'une cause humanitaire : le CICR », p. 150.

⁹⁵ « A son tour la Croix-Rouge proteste », *La Suisse*, 13.4.1929 ; « L'exposition soviétique et la Croix-Rouge », *Journal de Genève*, 13.3.1929. Selon la XI^e résolution de la X^e conférence internationale de la CR, « toute manifestation d'une Croix-Rouge étrangère sur un territoire national doit être soumise à l'approbation de la société locale de la Croix-Rouge ».

⁹⁶ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, copie à ASCRCR, Ossoaviachim, NKZ et NKID, 29.4.1929, F.9501/5/44, doc. 365, GARF.

⁹⁷ 746 selon le Conseil d'Etat. Procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil d'Etat genevois du 15.4.1928, AEG.

⁹⁸ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, copie à CC ASCRCR, Ossoaviachim, NKZ et NKID, 29.4.1929, F.9501/5/44, doc. 366, GARF.

⁹⁹ Voir par exemple Alice Descoedres, « Protection de la maternité », *Le Travail*, 2.4.1929.

vait souhaiter mieux. J'ai déjà reçu de la part de collaborateurs de l'Institut Jean-Jacques Rousseau plusieurs propositions appuyées pour présenter des livres pour enfants dans le cadre d'une exposition à venir. Les personnes qui se sont adressées à moi étaient de toutes les tendances politiques, ce qui révèle l'objectivité de leur sympathie. Comme les conférences de Samoïlovitch en 1928, l'exposition de Genève doit être considérée comme un immense succès malgré les attaques de la presse réactionnaire. »¹⁰⁰ A Moscou, l'appréciation est pourtant plus nuancée, en particulier du côté de l'ASCRCR. Autant les attaques de l'EIA étaient attendues, autant les critiques de la CR suisse surprennent et gênent Moscou. « Bagotski a commis une grosse erreur en affichant sans notre autorisation le drapeau de la CR lors de l'exposition de Genève. Cela a suscité dans la presse une polémique désagréable »¹⁰¹, écrit le président de l'Alliance à son correspondant de Paris. Le délégué va dorénavant s'efforcer de mieux compartimenter ses domaines d'activité. Il va surtout tenter de déplacer son travail culturel en direction de la Suisse allemande, alors considérée comme beaucoup moins hostile aux Soviétiques.

Le contraste est effectivement frappant entre l'accueil fait à l'exposition genevoise et celui reçu par la collection d'objets artistiques présentée à Zurich ("Russische Ausstellung : Buchgewerbe, Graphik, Theater, Photographie"), même s'il faut reconnaître que le thème de la première s'inscrivait dans un débat très politisé. « Les divergences entre la Suisse allemande et la Suisse romande sur toutes les questions relatives à l'URSS sont désormais aussi fortes que lors du procès Conradi. Cela ne se ressent pas seulement dans les réponses sévères des journaux bourgeois de Suisse allemande à leurs collègues romands, des réponses pleines d'ironie à propos de l'image de Genève à l'étranger. Cela se manifeste aussi par le fait que les affiches de l'exposition, qui à Zurich ont été placardées à des milliers d'exemplaires, ont été confisquées à Genève. Toute la presse de Suisse allemande a fait de riches et objectifs comptes rendus de l'exposition. [...] Je n'ai pas lu une seule critique virulente contre l'exposition de Zurich, sauf la provocation du *Journal de Genève* qui a déclaré que la presse zurichoise se faisait mener par le bout du nez. »¹⁰²

Les quelques expositions soviétiques, ultérieurement organisées en Suisse, le seront en Suisse allemande. Si l'orientation demeure artistique, la dimension soviétique, et non plus seulement russe, est désormais soulignée. Grâce au dynamisme de quelques hommes, Georg Schmidt à Bâle, Walter Roshardt et Paul Gurewitsch à Zurich, le second prenant le poste de responsable des expositions au sein de la société DNR, et Hannes Mayer qui sert de relais à Moscou, la

¹⁰⁰ S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, copie à CC ASCRCR, Ossoaviachim, NKZ et NKID, 29.4.1929, F.9501/5/44, doc. 366, GARF.

¹⁰¹ A. S. Enoukidze, CC SRCR, à L. B. Guelfand, 15.6.1929, F.9501/5/44, doc. 371, GARF.

¹⁰² S. J. Bagotski à O. D. Kameneva, copie à ASCRCR, Ossoaviachim, NKZ et NKID, 29.4.1929, F.9501/5/44, doc. 366, GARF. Voir notamment : « A chacun son dû », *JdG*, 13.4.1929.

VOKS parraine en 1931 l'organisation d'une douzaine d'expositions en Suisse. La première, consacrée aux affichistes soviétiques Alexei Kravtchenko et Gustav Klutsis, se tient du 5 février au 12 avril dans la galerie Wolfensberg (Kunstsalon, 2 Bederstrasse, Zurich). La plupart des pièces présentées grâce à la médiation de Gurewitsch auprès du président de la société allemande, Erich Baron, sont passées par Berlin, puis Vienne. Initialement, la collection devait être accueillie au Kunsthaus de Zurich, mais « les comptes rendus de la NZZ sur l'exposition de Berlin n'étant pas particulièrement bons, le directeur n'a pas exprimé d'intérêt particulier pour l'accueillir dans son musée, surtout si les frais étaient à sa charge. »¹⁰³ L'exposition intitulée "L'art de l'Union soviétique" ("Kunst aus der Sowjetunion") intéresse toutefois le salon privé de Wolfensberg qui pense couvrir les dépenses en vendant des copies d'affiches. La fréquentation est très bonne, un millier de visiteurs, et de nombreux comptes rendus paraissent dans la presse (*Anzeiger Zug*, *Basler Nachrichten*, *Bund*, *Travail* du 23.2.1931), mais les ventes de copies et d'originaux (sur lesquels la galerie touche 10 %, soit 40 francs) ne couvrent pas les frais, en particulier l'édition d'un catalogue, en raison du refus des commerçants d'acheter des espaces publicitaires. La même exposition est présentée du 19 avril au 24 mai au Kunsthalle de Berne, où elle connaît un plus large succès, en raison notamment de l'affiche constructiviste de Valentina Koulaguina, la compagne de Klutsis. Si les organisateurs se sont abstenus d'envoyer des invitations officielles pour éviter toute provocation, Bagotski se félicite qu'elle ait été visitée par 2300 personnes, dont le président de la Confédération Heinrich Haeberlin¹⁰⁴, qui parcourt l'exposition en famille. Les autres projets, la Galerie Bethy Thommen à Bâle, le Musée Rath de Genève, resteront sans suite. En revanche, la VOKS parvient à présenter, à l'occasion du XIV^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, des petites expositions itinérantes sur les animaux dans l'art populaire sibérien (Musée de l'industrie et des arts appliqués de Saint-Gall), les livres artistiques pour enfants (Musées des arts et métiers de Berne, Saint-Gall, Winterthur et Zurich).¹⁰⁵ La dernière de cette série d'expositions, une collection de peintures soviétiques présentée aux visiteurs du salon Wolfensberg durant le mois de juin 1932, va susciter les critiques acerbes de la VOKS, témoignant du tournant en cours à Moscou : « Nous avons insisté », tente de se justifier le responsable du bureau des expositions de la VOKS à Moscou, « pour que l'exposition soit intitulée exposition de peintres soviétiques et non russes, pour éviter que soient aussi présentés des artistes russes blancs. Mais le catalogue que nous avons reçu portait le titre "Exposition d'art russe et polonais", et la plus grande partie des pièces polonaises était en totale contradiction avec les principes de l'art soviétique. [...] Aucune des exigences de la

¹⁰³ S. J. Bagotski à VOKS, 31.10.1939, F.5283/6/841, GARF.

¹⁰⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 20.4.1931, F.5283/11/118, doc. 106, GARF.

¹⁰⁵ « Die Oktoberausstellung in Gewerbemuseum », *National-Zeitung*, n° 504, 30.10.1931.

VOKS n'a été respectée. [...] Ainsi cette exposition n'a nullement servi la propagande de l'art soviétique, elle lui a au contraire nui. »¹⁰⁶

A la fin de 1932, le nouveau responsable du bureau des expositions, M. Motaline, propose à Bagotski un nouveau panel d'expositions pour l'année suivante : "Femmes et enfants en URSS", "L'éducation populaire en URSS", "Peintures et livres soviétiques pour enfants", "Les réalisations de la science soviétique", "Les succès de la technique soviétique", "La reconstruction socialiste des villes", "L'architecture soviétique". Mais ni le projet d'une nouvelle exposition à Genève consacrée au "Travail en URSS", annulée en raison des événements de novembre 1932, ni celui d'une exposition d'architecture soviétique, pourtant soutenue par la VOKS, ne verront le jour. C'est en 1931 que le bureau des expositions avait missionné Hannes Meyer pour l'organisation d'une exposition d'architecture soviétique en Suisse. Le Bâlois installé à Moscou, qui avait participé à l'Exposition d'architecture Bauhaus de Dessau, et à celle du Musée d'art occidental de Moscou (en juillet 1931), avait profité de ses passages en Suisse pour intéresser ses compatriotes au projet. En dépit des efforts des amis, le coût d'une telle exposition se révèle bien au-dessus de leurs moyens : « les frais de transport de la Tchécoslovaquie à la Suisse doivent être pris en charge par la société suisse, ce qui est possible s'agissant d'une petite exposition. Mais Arossiev nous écrit maintenant que le matériel pèse plus de 2700 kilogrammes, ce qui représente plus de 600 francs, une somme que les Zurichois ne peuvent pas payer. »¹⁰⁷ Au-delà des difficultés pour rassembler l'argent, les organisateurs subissent les effets de la crispation idéologique qui se manifeste en Suisse depuis le Printemps des fronts. « Malheureusement, ces derniers mois, la réaction relève la tête ici », écrit Gurewitsch. « Le projet zurichois d'exposition est à nouveau suspendu en raison des craintes qu'il suscite, y compris dans les milieux libéraux. »¹⁰⁸ Même destin pour l'exposition prévue au Kunstgewerbemuseum de Berne.

Il faut attendre 1934 pour que s'organise, grâce au soutien financier des AUS, une ultime exposition soviétique d'importance, censée circuler « dans toutes les grandes villes de Suisse ». Intitulée "Des faits sur l'URSS" ("Tatsache über die Sowjet-Russland"), elle s'expose à Bâle du 6 au 21 octobre 1934, puis à Zurich du 8 au 22 novembre. L'initiative en revient aux Bâlois, l'architecte Hannes Meyer de retour en Suisse, l'incontournable Georg Schmidt et le vieux communiste Walter Strub. Le projet est appuyé par la VOKS, mais ce sont les AUS qui assurent l'organisation et tous les frais. L'objectif des initiateurs consiste à fournir une « réponse objective » à l'exposition des milieux anticom-

¹⁰⁶ Note sur l'exposition, 1932, F.5283/6/874, doc. 91, GARF.

¹⁰⁷ S. J. Bagotski à VOKS, 2.2.1933, F.5283/6/841, doc. 32, GARF.

¹⁰⁸ P. Gurewitsch à VOKS, 16.5.1934, F.5283/6/903, doc. 91, GARF.

munistes sur les persécutions religieuses en URSS.¹⁰⁹ Comme le déclare Georg Schmidt lors de l'inauguration, il s'agit d'interroger « la place de l'URSS dans le développement des sociétés humaines »¹¹⁰. L'exposition, constituée d'une centaine de photographies commentées, présente dans une perspective comparative l'histoire du développement de l'humanité « des origines au socialisme ». La partie principale est consacrée à l'état actuel et au développement spirituel des peuples d'URSS : industries lourdes et légères, sources d'énergie, agriculture, moyens de transport, santé, enseignement, sport, Armée rouge, vie des travailleurs, etc.¹¹¹ “Des faits sur l'URSS” suscite une campagne extrêmement hostile dans la presse de droite qui parvient, comme à Genève en 1929, à mobiliser la police cantonale et fédérale. Plus surprenant est qu'elle ne provoque guère d'enthousiasme à gauche. « Les membres du Parti ont trouvé le ton de cette exposition trop calme, trop doux. Mais tous mes efforts lors de la préparation tendirent justement à conserver ce caractère apaisé, car nous ne voulions pas nous adresser à ceux qui étaient déjà convaincus mais aux autres. »¹¹² Selon les organisateurs, la manifestation aurait ainsi fait forte impression à la bourgeoisie cultivée.¹¹³

Malgré les efforts de Georg Schmidt, qui profite d'une dernière visite à son frère toujours établi à Moscou pour rassembler du matériel graphique devant être présenté à Zurich, puis les multiples propositions faites à Bagotski par le bureau des expositions de la VOKS à l'occasion du XX^e anniversaire de la Révolution russe¹¹⁴, il faudra attendre 1948 pour que soit organisée une nouvelle exposition soviétique en Suisse.

Les expositions restent un vecteur propagandiste très apprécié par les régimes communistes de l'après-guerre. Profitant de la nostalgie travaillant aujourd'hui certaines composantes des sociétés post-soviétiques¹¹⁵, une partie du matériel — affiches, graphiques, photographies, drapeaux et enregistrements sonores dédiés à « la marche triomphale des peuples soviétiques vers le socialisme » — est à nouveau exhibée en Russie dans le cadre d'expositions qui conservent un public.¹¹⁶

¹⁰⁹ Roulin, *Un credo anticommuniste. La Commission Pro Deo de l'ELA ou la dimension religieuse d'un combat politique*, p. 265.

¹¹⁰ Conférence inaugurale de Georg Schmidt, 1934, F.9501/6/86, doc. 164, GARF.

¹¹¹ Ausstellungskomitee, 1934, F.9501/6/86, doc. 61, GARF.

¹¹² G. Schmidt à VOKS, 8.12.1934, F.5283/6/912, doc. 2, GARF.

¹¹³ *Idem*.

¹¹⁴ Il s'agit de l'exposition “Visage de l'URSS”, organisée à Lausanne, en 1948, par l'Association Suisse-URSS, A. G. Koulagenkov au MID, 25.5.1949, Fleury et Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie. Contacts et ruptures, 1813-1955*, p. 692.

¹¹⁵ Pour une définition de la notion de nostalgie, et ses applications dans différents pays : Svetlana Boym, *The Future of Nostalgia*, New York, Basic Books, 2001.

¹¹⁶ Voir par exemple l'exposition inaugurée le 17 décembre 2010 à Ivanovo, au centre de la Russie, *Novosti*.

Chapitre 23

Les films

L'importance du cinéma est très grande — et pas seulement chez nous. A l'étranger, il n'existe que peu de livres avec un contenu communiste. Et nos livres y sont rarement connus, car peu de gens lisent le russe. Mais on y regarde nos films avec attention et chacun peut les comprendre.¹

Ainsi l'on présente un film dont l'organe communiste dit, sans fard, qu'il est un admirable film révolutionnaire. Les puissances de l'art russe, on s'explique sans peine que le régime les utilise à son profit et j'ai montré naguère les énormes sacrifices qu'il avait consentis au cinéma, persuadé des vertus propagatrices de l'image. Mais autour de ces présentations, on voit s'instituer toute une organisation qui, non contente de vendre ses billets, enregistre, contrôle, pointe et timbre. On devine qu'à la manière des cartes de militants, il y aura des cartes de sympathisants. Formalités, dira-t-on ! Certes, mais dont on saura tirer parti. Elles serviront à établir le répertoire des milieux où l'on pourra trouver curiosité et compréhension.²

La question de la livraison des films est extrêmement difficile dans le secteur latin, et particulièrement en Suisse, où existent, en plus de nos sociétés culturelles qui souhaitent passer des films, aussi des organisations économiques intéressées par les documentaires soviétiques, comme la Société d'économie hydraulique à laquelle Gurenwitsch souhaiterait montrer un film sur le barrage du Dniepr. La VOKS s'est donc adressée à Intorgkino, mais Gurenwitsch n'a rien reçu.³

¹ J. V. Staline en 1929, cité par Jey Leyda, *Kino : histoire du cinéma russe et soviétique*, Lausanne, L'Age d'homme, 1976 p. 311.

² E. Fabre, « Reparlons de Moscou chez nous », *La Suisse*, 6.4.1929.

³ Rapport de la VOKS, avril-juin 1933, F.5283/2/119, doc. 90, GARF.

Le cinéma soviétique de l'entre-deux-guerres occupe une position paradoxale sur la scène internationale : celle d'une renommée sans relation avec sa visibilité effective. Le plus prestigieux de tous les articles du catalogue de la diplomatie culturelle soviétique est un produit rare, presque inaccessible à la VOKS et à ses relais locaux. Grâce au soutien déclaré des plus hautes autorités du pays, aux recherches théoriques et expérimentales menées au sein du premier Institut de cinématographie du monde (l'École de Moscou fondée en 1919⁴), à l'apport des avant-gardes (influence du théâtre de Meyerhold et du collectif d'avant-garde la Fabrique de l'acteur excentrique) et surtout au talent de ses réalisateurs — Sergueï Eisenstein, Alexandre Dovjenko, Lev Koulechov, Grigori Kozintsev, Vsevolod Poudovkine, Mikhaïl Romm, Leonid Trauberg et Dziga Vertov, les cinéastes les plus souvent cités — la production soviétique de l'époque, et pas seulement le muet des années vingt, fait partie des objets culturels les plus mythiques et les plus étudiés⁵ du XX^e siècle. Très attendus par la critique cinématographique, qui se constitue au même moment en discipline spécialisée, les films russes suscitent de nombreux articles, le plus souvent élogieux quant à leurs qualités formelles, et génèrent des débats passionnés. Tous les observateurs reconnaissent le caractère exceptionnel de la production soviétique, qui a fait passer l'art cinématographique à un niveau supérieur. Les commentateurs les plus hostiles au régime s'accordent sur la « qualité de la mise en scène, entendue comme le travail des cinéastes au détriment du scénario »⁶, la netteté de l'image, le cadrage (la multiplication des gros plans à l'exemple de *La Mère* de Poudovkine), le rythme — rapide et saccadé — du montage, le réalisme des décors et du jeu d'acteurs, surtout celui des foules d'anonymes sur l'escalier d'Odessa dans *Le Cuirassé Potemkine*. Ceux qui ont l'occasion de la visionner ne sont pas moins admiratifs de la « trilogie ukrainienne » (*Arsenal* et *Zvenigora* en 1928, puis *La Terre* en 1930) de Dovjenko. D'autres se passionnent pour le « ciné-œil » de Dziga Vertov, auteur du très expérimental *L'Homme à la caméra*, 1929, et d'*Enthousiasme – La Symphonie du Donbass*, 1931, le premier documentaire sonore en long métrage. Même les productions des années trente, soumises à une censure très renforcée, qui se concentre toutefois sur les scénarios, conservent

⁴ L'institut comprend plusieurs facultés : scénario, mise en scène, décors, prise de vues, jeu d'acteurs, maquillage.

⁵ Voir notamment Jey Leyda, *Kino : histoire du cinéma russe et soviétique*, Lausanne, l'Age d'homme, 1976 ; Denise Youngblood, *Soviet Cinema in the Silent Era, 1918-1935*, Austin, University of Texas Press, 1991, et *Movies for the Masses: Popular Cinema and Soviet Society in the 1920s*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 ; Laurent, *L'œil du Kremlin : cinéma et censure en URSS sous Staline* ; François Albéra, *Eisenstein et le constructivisme russe*, Lausanne, l'Age d'homme, 1990, et « Cinéma soviétique des années 1924-1928 : commande sociale/commande publique », *Une histoire mondiale des cinémas de propagande*, Jean-Pierre Bertin-Maghit (éd.), Paris, Nouveau Monde éd., 2008, pp. 65-81.

⁶ Laurent Guido, Pierre-Emmanuel Jacques, « L'arrivée des films soviétiques à la fin des années 20 : étude la réception critique en Suisse romande », Gianni Haver (éd.), *Le cinéma au pas. Les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse*, Lausanne, Antipodes, 2004, p. 41.

leurs qualités formelles.⁷ Le montage réalisé par Eisenstein pour *Alexandre Nevski* parvient comme lors de ses précédents films à susciter l'émotion, indépendamment de la narration. Les spécialistes ne sont pas moins sensibles aux innovations techniques, le montage comme propension d'une image à influencer sur le sens des images qui l'entourent (l'effet Koulechov) et la sonorisation qui laisse éclater le talent des compositeurs soviétiques, dont Sergueï Prokofiev.⁸ « Je pensais que la supériorité énorme des films soviétiques ne provenait que du génie théâtral propre aux peuples slaves », écrit un ingénieur acoustique genevois dans sa lettre de remerciement à la VOKS. « Votre ouvrage m'a détrompé et démontré que dans le domaine technique également les possibilités immenses de l'organisation collective font des miracles. »⁹ Les ciné-clubs organisent des séances de présentation avec discussions, les revues spécialisées consacrent des numéros spéciaux (le numéro de janvier 1927 de la célèbre revue française *Cineac-Ciné pour tous*, les plus populaires *Cinémagazine* et *Mon Ciné*¹⁰), la presse généraliste relaie les nouvelles sorties dans des chroniques devenues régulières, et les théoriciens du cinéma publient les premières monographies (Léon Moussinac, *Le Cinéma soviétique*, Gallimard, 1928.)

La Suisse n'est pas le dernier lieu où l'on célèbre ce génie créatif des metteurs en scène soviétiques. *La Revue suisse du cinéma* – *Schweizerische Kino-Zeitschrift* et la prestigieuse *Close Up*, éditée de 1930 à 1933 à Montreux par un couple de réalisateurs et critiques britanniques, Kenneth Macpherson et la richissime Winifred Bryher, aidés de leur ami Oswald Blokestone¹¹, ouvrent leurs colonnes aux réalisateurs soviétiques et consacrent des numéros spéciaux à leurs productions. La présence d'Eisenstein, déjà considéré comme un demi-dieu, de son opérateur Edouard Tissé et de son assistant Grigori Alexandrov¹² au premier Congrès international du cinématographe indépendant qui se tient à La Sarraz, dans le canton de Vaud, du 3 au 7 septembre 1929, confère à cette manifestation privée le statut d'événement fondateur du cinéma d'avant-garde, et de moment clé dans l'histoire des relations culturelles helvético-soviétiques.¹³ C'est à cette occasion que des critiques cinématographiques, des responsables de ciné-clubs comme Robert Guye pour celui de Genève, et le réalisateur Alfred Masset,

⁷ Il s'agit, écrit Marc Ferro — *Cinéma et histoire*, Paris, Folio Histoire, 1993 — à propos des productions de cette époque, « de repérer les conditions d'ajustement du film aux contraintes non cinématographiques ».

⁸ Sur les bandes son : Robynn Jeananne Stilwell, Phil Powrie (eds), *Composing for the Screen in Germany and the USSR: Cultural Politics and Propaganda*, Bloomington, Indiana University Press, 2008.

⁹ R. Lachenal à VOKS, 26.9.1936, F.5283/6/916, doc. 103, GARF.

¹⁰ Guido et Jacques, « L'arrivée des films soviétiques à la fin des années 20 », Haver (éd.), *Le cinéma au pas. Les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse*, p. 48.

¹¹ Hervé Dumont (éd.), *Histoire du cinéma suisse : films de fiction, 1896-1965*, Lausanne, Cinémathèque suisse, 1987, p. 117.

¹² Dziga Vertov était invité, mais il n'a pu obtenir d'autorisation de séjour en Suisse.

¹³ Roland Cosandey, Thomas Tode, « Quand l'avant-garde projetait son avenir. Le 1^{er} Congrès international du cinématographe indépendant. La Sarraz, septembre, 1929 », *Archives*, n° 84, Perpignan, Institut Jean Vigo, avril 2000.

établissent les premiers contacts avec l'avant-garde du cinéma soviétique. Dans les jours qui suivent, Eisenstein est invité à donner dans des salles de Zurich (au Bellevue les 14 et 16 septembre, au Forum le 17 septembre) trois conférences, illustrées par des extraits de ses films, qui reçoivent un accueil enthousiaste. Toujours en 1929, paraît à Montreux, à l'enseigne de Pool, la monographie de Winifred Bryher intitulée *Film Problems of Soviet Russia* ; et à Zurich, chez Orell Füssli, un recueil de soixante-sept photographies, *Der russische Revolutionsfilm* d'Emil Schaeffer, avec une introduction de Lounatcharski.¹⁴

Mais l'intérêt suscité par le cinéma soviétique ne se limite pas aux cercles des cinéphiles et des acteurs culturels. « Le plus important de tous les arts » (Lénine), dispose d'une capacité de persuasion et de conscientisation qui n'échappe pas aux politiques. Dès leur arrivée au pouvoir, les bolcheviks, qui ont pris la mesure de la force propagandiste des films, ont tenté d'en contrôler la production et la diffusion¹⁵ par le biais du Narkompros : la section cinéma confiée à Kroupskaïa en 1918, puis la section panrusse de photo-cinématographie. Les réalisations effectuées durant la guerre civile sous la direction de ces organismes — une soixantaine d'*agitki*, des films d'actualité assez courts (de 5 à 30 minutes)¹⁶ — sont projetées à bord des trains et des bateaux de propagande, selon une pratique initiée pendant la Grande Guerre. Et si elle apparaît d'abord comme un renoncement à la nationalisation massive et immédiate de toute l'industrie du cinéma, la création en 1922 de l'entreprise centrale d'Etat Goskino a bien pour objectif, selon Natacha Laurent, « de constituer une structure financièrement puissante qui soit en mesure d'absorber progressivement le cinéma soviétique »¹⁷. Il faudra néanmoins attendre plus d'une décennie et plusieurs réorganisations institutionnelles — Sovkino qui a succédé à Goskino en 1925, est remplacé de 1930 à 1933 par Soyouzokino, puis en 1933 par le GUKF, qui devient GUK en 1937 — pour passer d'une situation caractérisée par l'hétérogénéité et l'autonomie des structures de la branche¹⁸, à une industrie centralisée et nationalisée, de la production aux réseaux de distribution. Accusé par les autorités de

¹⁴ Cosandey, Haver, Jacques, Moeschler, Nicolier, Stürner, « Cinéma et mouvement ouvrier / Cinoptika », Studer et Vallotton (éd.), *Histoire et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique*, p. 211.

¹⁵ Depuis son apparition vingt ans plus tôt, l'industrie russe du cinéma avait déjà produit près de deux milliers de films, dont *Anna Karenine* de Vladimir Gardine (1914) ; *La Dame de pique* (1916) et *Le Père Serge* (1917) de Jakov Protazanov ; *La Vie dans la mort* (1914) et *Le Tocsin* (1917) d'Evguénii Bauer. *Le Cinéma russe avant la révolution*, ouvrage collectif, Paris, Editions Ramsay, 1989, p. 42.

¹⁶ Laurent, *L'œil du Kremlin*, p. 30.

¹⁷ *Ibidem*, p. 31.

¹⁸ Parmi les différentes organisations initialement en concurrence avec Goskino, citons Lenfilm, fondée en 1908 à Saint-Petersbourg. Nationalisée en 1918 (devient SevZapKino), renommée Leningradkino de 1924 à 1934, ses principaux réalisateurs sont Eisenstein, Schlovski et Kozintsev. Mosfilm, la plus grande par son volume de production, est fondée à Moscou en 1925 à partir de plusieurs studios nationalisés (*Le Cuirrassé Potemkine* est sa production la plus célèbre) et les studios des Républiques (VUFKI/Dovjenko Film et Odessafilm, Armenkino, Azgoskino, Belarusfilm, etc.)

privilegier les films artistiques, les réalisateurs devront, pour continuer à tourner, se concentrer sur la production de films « politico-éducateurs »¹⁹.

Au-delà de la Russie, les années vingt coïncident avec l'émergence, en Europe et aux Etats-Unis, d'un cinéma ouvrier ou prolétarien, entendu dans le sens d'une industrie capable de produire, distribuer et présenter des films engagés à gauche, se posant en alternative au cinéma capitaliste déjà dominé par Hollywood. En 1925, le CEIC souligne dans une résolution l'efficacité des images et la nécessité de s'appuyer sur le cinéma. La même année, Münzenberg développe le thème dans son célèbre manuel de propagande : *Erobert den Film ! Winke aus der Praxis für die Praxis proletarischer Filmpropaganda* (Berlin, Neuer Deutscher Verlag, 1925). En Suisse²⁰, il faut mentionner la Centrale suisse d'éducation ouvrière (CSEO), l'organe culturel de l'Union syndicale et du PS. Son secrétaire de 1921 à 1927, le président du PSS Ernst Reinhard, célèbre dans un texte intitulé *Theater, Kino und Volk* (Zurich, Unionsdruckerei, 1926) le cinéma, qu'il présente comme un art essentiellement populaire, démocratique et anti-élitaire. Son égalitarisme se manifeste entre autres dans l'architecture des salles qui s'inscrivent dans la tradition du théâtre antique.²¹ Initialement orientée vers la production, notamment sous la forme de collaborations avec Praesens-Film, la firme zurichoise de Lazar Wechsler, la CSEO va, faute de moyens, se concentrer sur l'acquisition et la diffusion. Citons encore le militant nicoliste André Ehrler, qui fait figure de pionnier dans la promotion du cinéma dans une triple perspective pédagogique, artistique et militante.²² Enseignant, il profite durant les années vingt de son poste de directeur adjoint du Bureau d'archives scolaires et service du cinéma scolaire pour favoriser l'utilisation des films dans le cadre des écoles, puis donne des cours d'histoire de l'art cinématographique à l'Institut Jean-Jacques Rousseau et à l'Université ouvrière de Genève. Journaliste, il dispose d'une chronique dans *Le Travail*, qu'il consacre en priorité aux spectacles, au music-hall et au cinéma. Aux articles de fond sur la théorie du cinéma et ses enjeux éducatifs, s'ajoutent de très nombreuses critiques de films publiées dans divers organes de gauche et des revues spécialisées (*Le Cinéma suisse, Connaître, Culture prolétarienne, L'Éducateur*). Militant socialiste, il est à l'initiative de la création de plusieurs associations liées au mouvement ouvrier — les Amis du film nouveau,

¹⁹ Décision du Sovnarkom en 1929, Jean-Pierre Esquenazi (éd.), *Vertov : l'invention du réel : actes du colloque de Metz*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 82.

²⁰ Cosandey, Haver, Jacques, Moeschler, Nicolier, Stürmer, « Cinéma et mouvement ouvrier / Cinoptika », Studer et Vallonton (éd.), *Histoire et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique*, pp. 187-246 ; Stefan Länzlinger, Thomas Schärer, *Stellen wir diese Waffe in unseren Dienst. Film und Arbeiterbewegung in der Schweiz*, Zürich, Chronos Verlag, 2009.

²¹ *Ibidem*, p. 216.

²² François Albéra, en collaboration avec Laurent Asséo, « André Ehrler : le cinéma entre pédagogie et politique », Maria Tortajada et François Albéra (éd.), *Cinéma suisse : nouvelles approches*, Lausanne, Payot, 2000, pp. 18-40 ; Laurent Asséo, « André Ehrler, militant socialiste et cinéophile », Studer et Vallonton (éd.), *Histoire et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique*, pp. 223-228.

en 1928, et *Film pour le peuple*, en 1933 — afin de projeter les films soviétiques prohibés par la censure.

Le cinéma — et pas seulement celui en provenance de Russie — est pourtant loin de faire l'unanimité, y compris au sein du mouvement ouvrier. A l'encontre de l'attitude foncièrement positive de Reinhard, ou de la cinéphilie militante d'Ehrler, la majorité réformiste se méfie de ce vecteur privilégiant les sens (l'agitation) à la raison (la propagande). De nombreux cadres politiques et syndicaux partagent les critiques des élites de droite sur le caractère abrutissant du spectacle cinématographique, la superficialité de l'image et sa dangerosité politique. Au-delà de la question déjà classique du « bon cinéma », c'est-à-dire informatif, pédagogique ou moral, la force mobilisatrice des films soviétiques interpelle les autorités morales, judiciaires et politiques, suscitant de nombreux débats sur les relations de l'art avec la propagande, et rapidement la tentation de recourir à la censure. Si les qualités esthétiques des films soviétiques sont unanimement reconnues, le contenu idéologique provoque des réactions beaucoup plus contrastées, reflétant les clivages politiques. A l'exception de la presse communiste et des organes de la gauche socialiste qui célèbrent un « chant libérateur », les médias helvétiques dénoncent avec véhémence cette propagande tendancieuse, « cheval de Troie du bolchevisme » en Suisse, qui sait prendre les déguisements les plus habiles et utiliser toutes espèces de masques pour cacher son véritable visage. « Une rhétorique du “mais” se met alors en place, un “mais” très net, virulent, placé au milieu des articles, et qui vient apporter un nouveau ton, celui de la désapprobation, à l'issue des éloges énoncés dans un premier temps. »²³ Cette tentative de séparer la forme du fond rencontre toutefois de nombreux adversaires. Les critiques les plus hostiles s'appuient d'ailleurs sur les publications communistes (dont celle de Moussinac, le chroniqueur de l'*Humanité*), pour rappeler qu'aux yeux des marxistes les dimensions artistiques et sociales sont indissociables. Une thèse partagée par Ehrler, selon lequel le cinéma, qui a pris en Russie « sa pleine valeur sociale », est « l'expression même de l'art social, collectif ». Le message des films soviétiques apparaît donc comme étant d'autant plus dangereux qu'il s'exprime avec talent.

« Problématique en raison de son origine, de sa modernité esthétique, de son contenu supposé ou avéré, et de ses usages politiques présumés »²⁴, le cinéma soviétique stimule les institutions de censure. Les pratiques en la matière sont certes antérieures à l'arrivée des productions soviétiques, qui ne sont pas les seules à être frappées d'interdiction. Durant les années trente, des films hollywoodiens jugés trop violents sont interdits dans plusieurs cantons (*Scarface*) ou amputés à la suite de visionnages préalables. La censure peut aussi relever de

²³ Guido et Jacques, « L'arrivée des films soviétiques à la fin des années 20 », Haver (éd.), *Le cinéma au pas. Les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse*, p. 55.

²⁴ Cosandey, Haver, Jacques, Moeschler, Nicolier, Stürner, « Cinéma et mouvement ouvrier / Cinoptika », Studer et Vallanton (éd.), *Histoire et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique*, p. 209.

considérations qui ne sont ni morales, ni idéologiques. Le socialiste Reinhard est par exemple partisan d'un contrôle des films au service de la qualité. Sa proposition d'une structure impliquant les spectateurs, les représentants de la branche et ceux de l'Etat sera reprise par André Ehrler, qui profitera de son passage au Gouvernement genevois pour instaurer et présider la première commission de contrôle cinématographique du canton.²⁵ Mais c'est bien la sortie en 1925 du *Cuirassé Potemkine*, le deuxième volet de la trilogie révolutionnaire d'Eisenstein, qui dans la plupart des pays cristallise le débat sur la censure politique.

En Allemagne, grâce au travail de négociation conduit par les avocats du SOI avec le Gouvernement et les comités — nationaux et régionaux — de censure, le film, qui a subi quelques coupures, est largement exhibé. Il rencontre un immense succès à Berlin, où il est présenté pendant six mois, à raison de quatre séances par jour, dans l'une des plus grandes salles de la ville. Il effectuera une deuxième tournée triomphale en Allemagne en 1930, dans une version sonorisée, dont le succès doit beaucoup au compositeur Edmund Meisel. Mais dans la majorité des pays, le film, qui provoque un choc esthétique et de forts remous politiques, se heurte comme en Angleterre et en Belgique²⁶ à la censure. En France, des manifestations relayées par des interpellations dans l'hémicycle parlementaire répondent à l'interdiction prononcée en 1926 à la suite d'une séance privée du Ciné-club de France, mais en Espagne il faut attendre 1932 pour une première diffusion.

Lorsqu'il arrive en Suisse à l'automne 1926, le film est donc précédé d'une solide réputation. Toléré dans plusieurs villes alémaniques, il est interdit par les Gouvernements de Genève, de Vaud et du Valais, à la suite de visionnages réservés à la presse. Ces interdictions provoquent des critiques multiples et pas seulement à gauche. Plusieurs commentateurs regrettent la réclame ainsi faite au film, « alors qu'il a passé à peu près inaperçu en Allemagne et en Suisse allemande où la police l'a laissé représenter. Il se révèle une fois de plus, qu'une censure maladroite, — l'Histoire nous en donne bien des preuves — est souvent le plus sûr auxiliaire de l'opposition. La censure n'a jamais rien empêché, et la société "bourgeoise" doit avoir suffisamment de confiance en elle-même pour lutter contre les idées "subversives" avec d'autres armes que les ciseaux ou le bandeau de la vieille Anastasie. »²⁷ Et un autre de s'amuser de la « manie actuelle de voir partout de la propagande bolcheviste », alors que personne ne s'offense d'avoir entendu le public applaudir, lors d'un passage à l'Alhambra de Genève, du « grand film de propagande catholique intitulé *Les religieux de*

²⁵ Jusqu'en 1934, il n'existe pas de censure préalable. Le DJP n'intervient que sur demande ou a posteriori.

²⁶ Daniel Biltereyst, « Will we ever see Potemkin?: The historical reception and censorship of Eisenstein's Battleship Potemkin in Belgium (1926-1932) », *Studies in Russian and Soviet Cinema*, janvier 2008, 2(1), pp. 5-19.

²⁷ *Le Genevois*, 9 avril 1929, p. 2.

France »²⁸. Selon Gianni Haver, « l'interdiction du Potemkine marque le début d'une véritable politique de censure cantonale »²⁹, du moins dans le canton de Vaud, car la procédure qui peut parfois dépendre des communes, ne relève pas, sauf exception (*Les Marins de Cronstadt*, d'E. L. Dzigan, Mosfilm, 1936), de la Confédération.³⁰ Certains cantons (Vaud et Valais) sont plus restrictifs que d'autres ; sans surprise, les interdictions sont moins fréquentes à Zurich et à Bâle qu'en Romandie. Si les Gouvernements genevois, valaisan et vaudois s'opposent avec la même fermeté à la diffusion d'*Octobre* — le troisième long métrage d'Eisenstein, réalisé à l'occasion du X^e anniversaire de la Révolution à partir du livre de John Reed : *Dix jours qui ébranlèrent le monde* — et à celle de *La fin de Saint-Petersbourg* de Poudovkine³¹, *La Mère* est interdite à Genève et autorisée à Lausanne. A l'inverse, *La Carte jaune* (ou *Le Passeport jaune*, de Feodor Ozep, Mejrabpom, 1928) est tolérée à Genève et prohibée à Lausanne. Le *Géant rouge* de Pavel Petrov-Bytov, considéré comme un film de « propagande révolutionnaire » contenant des « scènes d'un réalisme outré », est systématiquement proscrit des salles obscures malgré plusieurs tentatives. En revanche, la projection, autorisée en 1930 dans plusieurs lieux de Suisse romande de *L'Incendie sur la Volga* (ou *Le Feu de la Volga*, parfois *Volga en Feu*, un film de Youri Taritch, produit par Sovkino, d'après la nouvelle de Pouchkine intitulée *La fille du capitaine*) se déroule dans une relative indifférence des autorités, du public et de la presse. Le caractère aléatoire, et contradictoire, de ces décisions augmente la virulence des critiques, mais les procédures de censure se pérennisent, sous différentes formes. A plusieurs occasions, l'autorisation est conditionnée à des coupures. Les premières minutes du film de Romm, *Les Treize* (Mossfilm 1936), consacrées à l'Armée rouge, doivent disparaître pour obtenir l'autorisation de projection à Genève en 1938. Parfois il suffit de supprimer un mot : celui de « capitalistes » utilisé par Poudovkine à propos des marchands de fourrure — ces « exploiters capitalistes » — évoqués dans *Tempête sur l'Asie*, présenté à Genève en 1929.

²⁸ *Le Genevois*, 23 avril 1929, p. 2.

²⁹ Gianni Haver, « La censure cantonale et la création de la commission de contrôle des films 1917-1935 », *Revue historique vaudoise*, 1996, pp. 55-69.

³⁰ Nadya Abd-Rabbo, « Archéologie du spectacle cinématographique dans le canton de Fribourg 1896-1939. L'arrivée du cinéma et son accueil : initiatives et résistances », Mémoire de licence, Université de Fribourg, 1994 ; Roland Cosandey, « L'activité cinématographique en Suisse romande 1919-1939 : pour une histoire locale du cinéma », *19-39, la Suisse romande entre les deux guerres : peinture, sculpture, art religieux, architecture, céramique, photographie, littérature, musique, cinéma, radio, théâtre, fêtes*, Lausanne, Ed. Payot, 1986, pp. 237-271 ; Gianni Haver, « Censura svizzera e film sovietici, 1926-1945 : il caso del cantone di Vaud », *I limiti della rappresentazione : censura, visibile, modi di rappresentazione nel cinema : atti del VI Convegno internazionale di studi sul cinema*, Udine, Forum, 2000, pp. 403-411 ; Gianni Haver, « Le spectacle cinématographique dans le canton de Vaud, 1939-1945 », Thèse de doctorat, Université de Lausanne, 2000 ; Paul Meier-Kern, *Verbrecherschule oder Kulturfaktor. Kino und Film in Basel, 1896-1916*, Helbing & Lichtenhahn, Bâle, 1992 ; Stefano Mordasini, « La nascita e lo sviluppo dell'esercizio cinematografico in Ticino (1896-1946) », Mémoire de licence, Université de Fribourg, 1999 ; Caroline Neeser, « Neuchâtel aux premiers temps du cinéma », *Nouvelle revue neuchâteloise*, Neuchâtel, n° 35, 1992 et n° 37, 1993.

³¹ S. A. Prometheus-Film, Zurich à VOKS, 1929, F.5283/6/840, doc. 137, GARF.

Mais à d'autres occasions — notamment pour la présentation d'un film intitulé *Au pays des Sovièts*, consacré au voyage en URSS de délégations ouvrières à l'occasion des fêtes du 1^{er} Mai 1935 — c'est toute la bande son qui est retirée, pour éviter que le public n'entonne *L'Internationale* !

Au total, selon les recherches effectuées par Gianni Haver et Roland Cosandey³², seule une cinquantaine de longs métrages de fictions soviétiques ont circulé de façon avérée sur notre marché entre 1923 et 1939. C'est bien plus que ne purent en voir les Français et surtout les Anglais, du moins dans le réseau commercial. Mais c'est très peu comparé aux 3279 longs métrages étrangers importés en Suisse durant les années 1934-1938, dont près de la moitié sont des films américains (1533). Ajoutons que la méfiance des censeurs helvétiques n'est pas la même à l'égard des productions de la Cinécitta, puis de celles provenant du III^e Reich.³³ Alors que les films soviétiques arrivent en Suisse en nombre limité et dans une forme souvent raccourcie ou modifiée³⁴, les cinématographies fasciste et nazie font partie du quotidien du public helvétique. Il existe donc un fort décalage entre le prestige dont jouissent les films soviétiques à l'étranger, les publications et les discussions qu'ils génèrent, et la quantité en définitive très infime, presque dérisoire, de spectateurs étrangers ayant effectivement eu la possibilité de les visionner.

Les restrictions légales imposées par les pays étrangers ne sont pourtant pas la seule cause de cette diffusion restreinte. Les archives soviétiques révèlent, outre la modestie des moyens initiaux, les hésitations qui se manifestent entre deux types d'utilisation des films sur la scène internationale. La première, défendue par les PC, les organisations proches de Münzenberg et la VOKS entend s'inscrire dans une perspective propagandiste en diffusant, à des conditions privilégiées, voire gratuitement, des copies auprès des associations amies, afin d'atteindre le plus grand nombre de spectateurs. Cette logique se heurte à la volonté, de plus en plus affirmée dans les structures gouvernementales soviétiques, d'utiliser les films comme sources de devises, en privilégiant le réseau commercial aux dépens des amis. Il serait toutefois erroné de transposer mécaniquement une dimension

³² Haver et Cosandey, « Les tribulations du cinéma soviétique au pays des Helvètes : un catalogue d'objets conflictuels, 1926-1939 », Studer et Vallotton (éds.), *Histoire et mouvement ouvrier*, p. 230.

³³ Sur ce point voir : Roland Cosandey « Cinéma politique en Suisse 1930-1938 : un coin du puzzle, à droite », *Études et sources*, Bern, n° 20 (1994), pp. 143-217 ; Gianni Haver, « Autoprésentation et propagande dans le cinéma de l'Italie fasciste, 1922-1940 », *Une histoire mondiale des cinémas de propagande*, Bertin-Maghit (éd.), pp. 119-136 ; Gianni Haver, « Les réseaux de pénétration du cinéma fasciste en Suisse (1924-1943) », *Cinéma suisse*, Lausanne, Payot, 2000 ; Gianni Haver, « Film propaganda and the balance between neutrality and alignment: Nazi films in Switzerland, 1933-45 », *Cinema and the swastika: the international expansion of the Third Reich cinema*, Roel Vande Winkel, David Welch (eds), Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007, pp. 276-288 ; Ernest Prodolliert, *Der NS-Film in der Schweiz im Urteil der Presse 1933-1935 : Eine Dokumentation*, Zürich, Chronos Verlag, 1999 ; Yvonne Zimmermann, « «Just Entertainment ?» La presse et les films de divertissement du III^e Reich en Suisse alémanique », Haver (éd.), *Le cinéma au pas : les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse*, pp. 63-78.

³⁴ *Ibidem*, p. 8.

sur une institution, alors que le débat traverse chacune d'entre elles. Ardent défenseur d'une diffusion massive des films, c'est-à-dire à bas prix lorsqu'il négocie avec Sovkino, le SOI peut se révéler très ferme sur ses droits commerciaux quand il est question d'une distribution par la VOKS.

Les premiers films soviétiques présentés à l'étranger l'ont été dans le cadre de la campagne en faveur des affamés. Il s'agit de documentaires utilisés par le SOI, plus exceptionnellement les représentants de la SRCR, pour récolter des dons. A cette époque ce sont surtout les Soviétiques qui, faute d'une production suffisante (seulement sept films en 1921), ont besoin d'importer des produits cinématographiques étrangers pour alimenter leur réseau commercial. La première tâche de la société Aufbau Industries & Handels Aktion Gesellschaft, le conglomérat commercial fondé par le SOI en 1922, consiste ainsi à obtenir des licences pour des films allemands à distribuer en URSS.³⁵ Les fonds dégagés par ces projections doivent servir à relancer la production. La firme allemande fournit aussi aux Soviétiques du matériel brut, de la pellicule et des caméras à ses frais. En contrepartie, le SOI dispose d'un accord avec Goskino, l'organisation gouvernementale disposant initialement du monopole pour la distribution des films sur le territoire soviétique, qui permet à Münzenberg d'ouvrir des bureaux de location de films soviétiques à travers le monde. L'objectif est de permettre au cinéma soviétique de contourner le blocus et de générer des revenus réinvestis en Russie.

Rapidement, Münzenberg dépasse le stade de la distribution pour se lancer dans la production.³⁶ Grâce à l'appui financier d'Aufbau et à la collaboration de régisseurs étrangers, la firme du SOI réalise et distribue de 1922 à 1924 plus d'une vingtaine de documentaires en relation avec la famine (*La faim en Russie soviétique* et *La famine le long des berges de la Volga*), le système soviétique (*Russia in Overall*, sur l'économie) et l'aide fournie par le SOI (*The Fifth Year* de William Kruse consacré à la livraison à la Russie de tracteurs Ford par des ouvriers américains).³⁷ La collaboration entre le SOI et le cinéma soviétique se renforce encore durant l'été 1924 avec la fondation de Mejrabpom-Rus', résultat d'une association d'Aufbau Industrie & Handels Aktion Gesellschaft avec le collectif d'artistes Rus'.³⁸ Le but de cette nouvelle firme est de produire des films et d'en exploiter la diffusion : 55 % des bénéfices reviennent au SOI, 45 % à Rus'. En quelques années Mejrabpom-Rus' réussit une remarquable intégration verticale

³⁵ Palmier, « Quelques remarques sur les techniques de propagande de Willi Münzenberg », *Un homme contre*, p. 43.

³⁶ Outre les ouvrages déjà cités : François Albéra, Ekaterina Krokhlouva, Valérie Posener, *Le studio Mejrabpom ou L'aventure du cinéma privé au pays des bolcheviks*, catalogue établi sous la direction d'Aïcha Kherroubi ; avec la collab. de Valérie Posener, Paris, Réunion des Musées nationaux, 1996.

³⁷ Vance Kepley Jr, « The Workers' International Relief and the Cinema of the Left 1921-1935 », *Cinema Journal*, Vol. 23, n° 1 (Autumn, 1983), p. 10.

³⁸ Fondé en 1915, Rus' est l'un des rares studios privés ayant maintenu ses activités après la guerre civile.

de ses activités de branche : des studios pour la production à Moscou et Leningrad, un réseau de diffusion comprenant les salles de spectacle les plus prestigieuses des deux capitales (Colosse et Temps à Moscou, Géant à Leningrad), et des sociétés commerciales pour la vente et la location, parfois la réalisation, hors d'URSS : Prometheus, fondé en collaboration avec le KPD pour la production et la distribution en Allemagne et en Suisse ; Weltfilm, pour la coordination internationale des échanges de films entre organisations de gauche (les Amis de Spartacus en France, Das Volksverband für Filmfreunde en Allemagne, Britain's Federation of Workers' Film, et ultérieurement The American Workers' Film and Photo League). Le capital initial (52 000 roubles) est renforcé en 1926 par un investissement de Prombank, l'institution bancaire en charge du développement industriel de l'URSS, ce qui permet au SOI de racheter les parts de Rus'. La nouvelle compagnie renommée Mejrabpom-Film, continuera sa croissance, atteignant les deux millions de roubles en 1931. A cette date, elle aura diffusé 241 films soviétiques à l'étranger.³⁹

Outre ses appuis politiques et financiers, le succès de Mejrabpom-Film s'explique par la qualité artistique de ses productions : celles du vétéran Jakov Protazanov (*Le Quarante et unième*, 1927, et *Le Garçon de restaurant*, 1927) et du jeune Poudovkine (*La Mère*, 1926, *La fin de Saint-Petersbourg*, 1927, *Tempête sur l'Asie*, 1928). Deux productions de Mejrabpom méritent le titre de blockbuster.⁴⁰ La première est *Aelita*, un film de science fiction réalisé en 1924 par Protazanov d'après la nouvelle d'Alexis Tolstoï.⁴¹ La seconde, *Le Mariage de l'Ours* — parfois traduit les *Noces de l'Ours* — est un film de vampires, codirigé par Vladimir Gardin et Konstantin Egger, sur un scénario de Lounatcharski adapté d'un texte de Prosper Mérimée (*Lokis*). Avec plus d'un tiers de ses productions exportées (fictions et documentaires), la firme de Münzenberg fournit au cinéma, et plus généralement à l'économie soviétique, un apport en devises⁴² et en matériaux bruts très significatif.

Dès l'origine, plusieurs acteurs de la branche contestent toutefois le monopole accordé à la célèbre compagnie mixte germano-soviétique pour la diffusion des productions soviétiques à l'étranger. C'est notamment le cas de Proletkino A. G, la branche cinéma du Proletkult soutenue par les syndicats, qui entend s'occuper de la commercialisation de ses œuvres, dont *La Grève* d'Eisenstein, par le biais de ses correspondants en Allemagne, aux Etats-Unis, en Grèce, en Norvège, en Suède et en Tchécoslovaquie.⁴³ Grâce à l'appui de Sovkino, favo-

³⁹ Palmier, « Quelques remarques sur les techniques de propagande de Willi Münzenberg », *Un homme contre*, p. 54, note 13.

⁴⁰ Une qualité que l'on retrouve aussi chez les régisseurs européens participant aux productions de la firme de Münzenberg : Bela Balazs, Erwin Piscator, Hans Richter et Joris Ivens (*Song of Heroes*, 1932, documentaire sur l'acier).

⁴¹ Franck Lubet, « Aelita de Jakov Protazanov. Comment le cinéma soviétique enfanta un blockbuster », *Cadrage.net*, janvier-février 2004.

⁴² Souligné dans une résolution sur Mejrabpom-Film, F.495/30/81, doc. 56, RGASPI.

⁴³ Proletkino, 24.7.1924, F.495/30/81, doc. 10, RGASPI.

nable comme le SOI à l'envoi gratuit de films aux PC et à d'autres organisations proches de l'URSS, à la condition qu'ils ne soient pas utilisés de façon commerciale, Mejrabpom-Film parvient à conserver sa prédominance à l'étranger. La firme de Münzenberg résiste aussi avec succès à la tentative de fusion des deux organisations sous le titre de Mejrproletkino, que tente d'imposer l'agitpropotdel du CEIC.

Mais à la fin des années vingt, alors que le cinéma soviétique gagne en popularité à l'étranger, Sovkino change les règles : la firme du SOI doit désormais fournir des droits très importants (50 %) et garantir un montant minimum de recettes. Plusieurs réalisateurs soviétiques reçoivent aussi de l'entreprise d'Etat l'autorisation de vendre directement leur production à l'étranger. Mis en concurrence avec des grandes firmes commerciales qui, à l'instar des allemandes Ufa et Messtner, des françaises Gaumont et Pathé, des américaines Fox, Paramount et United Artists, contrôlent les plus grandes salles, Münzenberg réagit en convoquant à Berlin, en novembre 1927, la première Conférence internationale des organisations cinématographiques révolutionnaires (Weltfilm). « La politique de Sovkino », insiste la résolution finale, « nuit au cinéma russe. Il existe de multiples exemples de cette pratique qui aux Etats-Unis a eu pour conséquence qu'aucun film soviétique n'a pu être présenté devant un large public. Les entreprises prolétariennes de films comme Prometheus en Allemagne et en Suisse, Spartacus en France, et d'autres, ne demandent pas de conditions privilégiées par rapport aux entreprises bourgeoises, mais en aucun cas elles n'acceptent de plus mauvaises conditions. »⁴⁴ En Suisse, complète le rapport, « Prometheus ne peut se développer en raison du coût trop élevé des films »⁴⁵. Ces récriminations sont appuyées par l'agitpropotdel du CEIC, qui demande au bureau d'organisation du PCR(b) d'introduire un point obligeant Sovkino à fournir aux organisations à l'étranger des films à des conditions privilégiées dans le cadre des fêtes du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre.⁴⁶ Mais les conflits opposant Mejrabpom-Film à Sovkino, puis à Soyouzokino et enfin à Intorgkino, pour une utilisation commerciale ou propagandiste des films soviétiques, ne va cesser de s'accroître. Fortement affaibli par la crise financière, puis par le transfert du SOI à Paris après l'accession d'Hitler au pouvoir, Mejrabpom poursuit néanmoins ses activités jusqu'en juillet 1936, date à laquelle Staline liquide l'organisation.

Dans cette lutte opposant le puissant Trust Münzenberg aux organismes gouvernementaux de l'URSS, la VOKS joue les figurants. Dénuée de structure de production et de moyens financiers, sa section cinématographique⁴⁷ se contente de renseigner ses interlocuteurs, en leur fournissant des bibliographies et des

⁴⁴ W. Münzenberg à CC PCR, Sovkino, Mejrabpom-Rus', 29.11.1927, F.495/30/358, doc. 37, RGASPI.

⁴⁵ *Idem.*

⁴⁶ L'agitpropotdel du CEIC, 27.6.1927, F.495/30/371, doc. 68, RGASPI.

⁴⁷ En 1929, le responsable de la section cinématographique de la VOKS est V. Milman.

documents (imprimés et photographies). La VOKS entretient aussi des contacts avec divers institutions comme la Chambre internationale du film d'enseignement, dont le siège est à Bâle (Die internationale Lehrfilmkammer). Il lui arrive également de recevoir quelques spécialistes étrangers pour une visite thématique. Mais c'est sans l'aide de la Société pour les échanges culturels, souvent même sans qu'elle en soit informée, que les cinéastes soviétiques se rendent à l'étranger pour des conférences et des festivals. La VOKS est surtout incapable de fournir des films à ses correspondants dans des conditions avantageuses, y compris des documentaires.

La scène cinématographique helvétique est un très bon révélateur de cette marchandisation croissante des échanges culturels avec l'Union soviétique, et des tensions qui en résultent entre acteurs concurrents. Les recherches conduites par Roland Cosandey, Gianni Haver, Laurent Guido, Pierre-Emmanuel Jacques, Olivier Moeschler, Christine Nicolier et Felix Stürner sur la base des sources suisses⁴⁸, auxquelles s'ajoutent les informations que j'ai recueillies dans les archives de la VOKS, permettent d'esquisser les différents canaux par lesquels les films soviétiques sont acheminés dans les salles obscures de la Confédération. Le catalogue d'une quarantaine de ces « objets conflictuels »⁴⁹ établi par Gianni Haver et Roland Cosandey fournit de nombreuses indications sur les distributeurs, les lieux de projection et les conditions de censure appliquées. La majorité des films soviétiques distribués en Suisse, le sont par la représentation zurichoise de Prometheus (installée au numéro 34 du Limmatquai), dirigée par Hans Rudolf Mossen. Fondée en 1926, cette filiale du SOI semble néanmoins cesser ses activités en 1933.⁵⁰ Jusqu'à cette date, Prometheus loue ou vend près des deux tiers des films présentés en Suisse. Le second distributeur en nombre de films, s'inscrivant pour sa part dans une perspective strictement commerciale, est la firme de Chaim Weissmann, Emelka-Film, filiale zurichoise de distribution d'une grande société munichoise.⁵¹ Citons aussi, mais pour un nombre de copies beaucoup plus réduit, et seulement durant les années trente, les sociétés zurichoises Praesens-Film et Elite-Film (qui distribue *Le Géant rouge*), ainsi que la genevoise Ideal-Film.

⁴⁸ Cosandey, Haver, Jacques, Moeschler, Nicolier, Stürner, « Cinéma et mouvement ouvrier / Cinoptika », Studer et Vallonton (éd.), *Histoire et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique*, pp. 187-247 ; Guido et Jacques, « L'arrivée des films soviétiques à la fin des années 20 : étude de la réception critique en Suisse romande », Haver (éd.), *Le cinéma au pas : les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse*, pp. 39-62.

⁴⁹ Haver et Cosandey, « Les tribulations du cinéma soviétique au pays des Helvètes : un catalogue d'objets conflictuels, 1926-1939 », Studer et Vallonton (éd.), *Histoire et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique*, p. 230.

⁵⁰ A ce moment, Prometheus est dirigé par Hans K. Hürlimann et sa femme, Johanna Sidler, Studer, *Un parti sous influence*, p. 660.

⁵¹ Guido et Jacques, « L'arrivée des films soviétiques à la fin des années 20 : étude de la réception critique en Suisse romande », Haver (éd.), *Le cinéma au pas : les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse*, p. 45.

Les quatre cinquièmes de ces films soviétiques distribués en Suisse sont projetés dans le réseau commercial. Producteur très marginal, la Confédération dispose néanmoins depuis le début du siècle d'un réseau de salles installées dans les principales villes.⁵² Grâce à l'amélioration de l'équipement, surtout la sonorisation, avec l'abandon définitif du cinéma muet en 1932, et la multiplication des longs métrages, la fréquentation rencontre un large succès populaire durant l'entre-deux-guerres, favorisant l'ouverture de nouvelles salles. En 1936, la Suisse comptera 343 cinémas pour un total de 126 000 places⁵³, soit une très bonne densité par habitant. Si les films soviétiques n'atteignent pas tous les cantons suisses, on constate néanmoins une bonne répartition dans les différentes régions linguistiques, sans négliger les villes de taille moyenne (Fribourg, Le Locle, La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, Olten). Même dans ce cadre commercial, la présentation des films soviétiques s'effectue principalement dans quelques salles bien identifiées par les amateurs du genre. Des salles dites « de recherche », ayant des ambitions artistiques⁵⁴, ce qui conforte leur légitimité culturelle : à Genève, le cinéma Etoile, qui abrite le Ciné-club de Genève, puis l'Alhambra ; à Lausanne, le Lumen (*Ivan le Terrible*, *Tempête sur l'Asie*, *Incendie sur la Volga*) et le Modern (*Le Cuirassé Potemkine*, *Une Vendetta dans le Caucase*, *Le Mariage de l'ours*) ; à Zurich, le Bellevue et le Forum.

Une infime partie des films soviétiques, moins d'une dizaine en comptant les documentaires, sont présentés hors des réseaux commerciaux, lors de séances extraordinaires organisées par des associations, auxquelles le public est convié sur invitation. C'est le cas de la Centrale suisse d'éducation ouvrière (CSEO), qui achète et diffuse, pour ses activités, quelques films soviétiques, dont *La Mère* de Poudovkine, *Le Document de Shanghai*, réalisé en 1928 par Jakov Bliokh⁵⁵ et *L'Homme à la caméra* de Vertov.⁵⁶ Citons encore le Cinéma scolaire et populaire suisse (CSPS), une institution d'utilité publique fondée à Berne en 1921 dans le but de propager le « bon cinéma ». Cette dernière, qui avait comme la précédente des ambitions en matière de production, organise des projections ambulantes et des locations de films. C'est vraisemblablement par le biais de ces

⁵² Roland Cosandey, « Le cinéma en Suisse : les vingt premières années (1895-1914) », *Cinéma suisse muet : lumières et ombres*, Lausanne, Antipodes, Cinémathèque Suisse, 2002, pp. 33-40 ; Gianni Haver et Pierre-Emmanuel Jacques, *Le spectacle cinématographique en Suisse (1895-1945)*, Lausanne, Ed. Antipodes, Société d'histoire de la Suisse romande, 2003.

⁵³ Jost, « Menace et repliement », *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, p. 116.

⁵⁴ Guido et Jacques, « L'arrivée des films soviétiques à la fin des années 20 : étude de la réception critique en Suisse romande », Haver (éd.), *Le cinéma au pas : les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse*, pp. 45-46.

⁵⁵ Pour l'analyse détaillée des copies circulant en Suisse : R. Cosandey, « Notes pour un dépôt à la Cinémathèque suisse Lausanne ! Das Dokument von Schanghai / Le Document de Shanghai, Yakov Bliokh (Shankhaiskii Dokument, URSS 1928). Une version pour la Suisse – et ses intertitres français. », document en ligne.

⁵⁶ Felix Stürmer, « Quand le mouvement ouvrier fait son cinéma. Politique, discours et réalisations cinématographiques de la Centrale suisse d'éducation ouvrière 1918-1937 », Mémoire de licence, Université de Lausanne, 1994.

associations éducatives qu'a circulé en Suisse *Le Destin de la vie* du réalisateur Nicolas Ekk, Mejrabpom, 1931, consacré aux expérimentations pédagogiques d'Anton Makarenko, et plusieurs documentaires naturalistes. Il arrive également que les sections locales du PC⁵⁷, du SOI⁵⁸, du SRI, et des AUS⁵⁹ disposent de copies de films, qu'elles obtiennent dans le cadre d'échanges de matériaux avec les sections étrangères de leur organisation respective. Nombre de films soviétiques bénéficient ainsi d'une deuxième projection dans les Maisons du peuple, celle de Lausanne (*La Mère* de Poudovkine⁶⁰, *Le toit du monde : expédition dans le Pamir*, de Vladimir A. Erofeev) et de Berne (*La fin de Saint-Petersbourg*, projeté en avril 1931 en présence de 400 personnes⁶¹), les locaux syndicaux ou les salles communales réservées par des associations. Des copies de documentaires économiques et de films touristiques sont aussi en vente auprès des représentations commerciales des légations soviétiques de Berlin et Paris. Quelques privés, dont Gurewitsch et Tilgenkamp, parviendront à s'en procurer directement en Russie lors d'un voyage.

En revanche, très rares sont les films distribués en Suisse, et dans d'autres pays d'ailleurs, par la VOKS, son représentant ou ses correspondants. Pour accéder à des longs métrages de fiction soviétiques, la Société culturelle doit négocier dans des conditions encore bien plus défavorables que Mejrpopofilm'. L'accord signé en 1928 par Bagotski avec la représentation berlinoise de Sovkino accorde 50 % des recettes à Sovkino, 6 % à la Société des ARN et 2 % pour les institutions philanthropiques soviétiques (la Croix-Rouge). Mais les Suisses doivent se porter garants des recettes à hauteur de 20 000 francs, une somme très importante qu'aucune société ne parviendra à rassembler. Ces conditions ne tiennent nullement compte du rôle moteur des films dans le fonctionnement des Sociétés d'amitié avec la Russie. L'organisation d'une projection leur garantit un succès d'audience et quelques recettes financières. « Seuls des films peuvent vraiment soutenir la société et nous aider dans notre travail qui se développe actuellement dans des conditions particulièrement difficiles », écrit à de multiples reprises Gurewitsch à la direction de la VOKS. « Seuls les films peuvent nous permettre de toucher de larges cercles de l'intelligentsia. »⁶² C'est d'ailleurs souvent à la suite de la présentation d'un film que se constituent les comités à l'origine des sociétés. « Lors de l'entracte l'un des camarades a pris la parole pour faire un discours sur la signification de l'URSS pour le mouvement ouvrier inter-

⁵⁷ C'est le cas à La-Chaux-de-Fonds, où le PC organise le visionnage du *Cuirassé Potemkine* et du *Document de Shanghai*.

⁵⁸ En janvier 1932, la section genevoise du SOI passe *La ligne générale*.

⁵⁹ A Bâle et Lausanne, les Amis de l'URSS organisent des projections d'*Au pays des Soviets*, 1935.

⁶⁰ Marc Vuilleumier, « Mouvement ouvrier, formation et culture : aperçu sur le rôle de l'ancienne Maison du peuple de Lausanne », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, Lausanne, AEHMO, n° 4, Lausanne, 1987, p. 19.

⁶¹ S. J. Bagotski à VOKS, 27.4.1930, F.5283/6/848, doc. 16, GARF.

⁶² P. Gurewitsch à VOKS, 22.9.1933, F.5283/6/899, doc. 25, GARF.

national et sur la nécessité de la soutenir en formant des sociétés. Une feuille fut distribuée pour que ceux qui souhaitaient y participer puissent s'inscrire. »⁶³

Or, seuls trois films soviétiques circulent en Suisse parmi les correspondants de la VOKS.⁶⁴ Le premier est le célèbre *Cuirassé Potemkine*, présenté à Genève en avril 1929 par les Amis du film nouveau, une association fondée par Ehrler l'année précédente en réponse à l'interdiction de *La Mère*. La projection privée organisée au cinéma Etoile rassemble quelques 650 personnes.⁶⁵ Le second est *Turksib*, un documentaire muet réalisé en 1929 par Victor Tourine, d'après un scénario de Victor Chklovski. Ce film de propagande, utilisant la construction de la célèbre voie ferrée pour célébrer le triomphe de l'Union soviétique sur les éléments naturels⁶⁶, est présenté à l'automne 1930 par différentes Sociétés d'amitié avec la Russie ou l'URSS, à Bâle (trois fois), à Genève (deux fois), à Lausanne (une fois) et à Schaffhouse (une fois). Le troisième film distribué par la VOKS est *Le Géant rouge* ou *Kolkhoze le géant*, une réalisation de Pavel Petrov-Bytov consacrée à l'édification d'une ferme collective dans un milieu hostile. Ce film, qui a été prohibé, y compris pour des séances privées, dans la plupart des villes de Suisse en raison de sa dimension politique — « Il ne s'agit de rien de moins que de la réalisation du socialisme »⁶⁷ — est néanmoins projeté à plusieurs reprises par la section bâloise des AUS et par la DNR.⁶⁸ Ces séances, souvent précédées ou suivies d'une discussion organisée par un spécialiste, connaissent un large succès. Elles attirent un public très politisé, auquel se joignent des cinéphiles.

Les polices cantonales ne sont pas les seules à critiquer les organisateurs de ces projections dites privées. Prometheus Verlag reproche à la VOKS, qui en a parfaitement conscience, d'avoir violé son monopole d'exploitation. En conséquence, les associations ne recevront plus aucun film pendant des années. Ehrler tente de passer outre en effectuant des commandes auprès des agences allemande ou française, mais en raison des droits de douane très élevés, les films reviennent à un prix exorbitant empêchant l'organisation de séances à bas prix.⁶⁹ La Société des amis du film nouveau, qui selon son président comptait 920 membres en novembre 1931, va interrompre ses activités faute de films à visionner. La même année, Maria Birchmeyer menace de ne plus faire parvenir de

⁶³ S. J. Bagotski à VOKS, 27.4.1930, F.5283/6/848, doc. 16, GARF.

⁶⁴ S. J. Bagotski à VOKS, 23.9.1930, F.9501/1/173, doc. 248, GARF.

⁶⁵ Haver et Cosandey, « Les tribulations du cinéma soviétique au pays des Helvètes : un catalogue d'objets conflictuels », 1926-1939 », Studer et Vallonton (éd.), *Histoire et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique*, pp. 233-234.

⁶⁶ Wolf, « Le statut de la photographie dans la revue *L'URSS en construction* (1930) », *Caméra politique. Cinéma et stalinisme, Théorème 8*, pp. 66-67 ; Matthew J. Payne, *Stalin's Railroad : Turksib and the Building of Socialism*, Pittsburgh, Pittsburgh University Press, 2001.

⁶⁷ Scénario de *Kolkhoze le Géant*, F.9501/6/86, doc. 124-129, GARF.

⁶⁸ Le 13 novembre (700 personnes), le 28 novembre (120 personnes), le 1^{er} décembre (200 personnes), le 3 décembre (600 personnes) et le 5 décembre (50 personnes). Rapport de S. J. Bagotski, 27.1.1931, F.5283/6/848, doc. 26, GARF.

⁶⁹ A. Ehrler à VOKS, 24.11.1931, F.5283/6/905, doc. 53, GARF.

rapport à la VOKS tant qu'elle n'aura pas reçu des films gratuitement. « Un tel esprit parasitaire a pour conséquence que tout se fait à Moscou. Or, en raison du changement de conjoncture économique et politique sur le marché international des films, Intorgkino se refuse à distribuer des films gratuitement aux sociétés. Il en résulte que seules les sociétés parvenant à réunir un fonds pour les payer reçoivent des films. »⁷⁰ En 1932, c'est Alexandre Roubakine qui interpelle Petrov. « Il y a déjà deux ans qu'aucun film n'a été présenté à Genève, ni dans les salles ni à la société. Les organisations commerciales (Intorgkino) pensent rapporter des devises, mais comme les cinémas privés craignent de les acheter de peur que la censure ne les refuse, aucun film n'est montré. Il serait préférable de distribuer les films à la société à un prix réduit. »⁷¹ Le président de la VOKS relaie ce propos auprès d'Intorgkino qui promet de faire un effort, mais rien ne change vraiment. Même avec une baisse du prix de location, il faut compter les frais de sous-titrage et les droits de douane. A Berne, les amis réutilisent des vieux films : *Le Chemin de la vie* et *Le Géant rouge*. Mais à Zurich, Gurewitsch, que l'on retrouve à l'origine de la plupart des démarches, refuse de capituler. Selon lui, « les gens d'Intorgkino ont tout à fait raison lorsqu'ils disent que ce n'est pas leur travail de fournir gratuitement des films, qu'ils doivent s'auto-financer. C'est à la VOKS de nous fournir des films. »⁷² Pour cette dernière, qui répète à l'envi qu'elle ne dispose pas d'un budget spécifique pour les produits cinématographiques, « c'est aux Suisses qu'il revient de prendre des initiatives pour acquérir des films auprès d'Intorgkino »⁷³. Une partie du problème proviendrait d'ailleurs de Bagotski, qui n'a pas su convaincre ses interlocuteurs soviétiques du sérieux des organisations suisses. Après un voyage en URSS durant l'été 1932 en compagnie d'un groupe d'ARPLAN, Gurewitsch décide de changer de tactique. Renonçant aux films de fiction, définitivement trop chers, il parvient, grâce à ses contacts dans les milieux économiques suisses, à constituer un petit fonds pour l'achat de documentaires auprès des représentations d'Intourist à Berlin ou Paris.⁷⁴ Les trois documentaires — *Dnieprostroïe, L'électrification*⁷⁵ de Lev Koulechow et *L'Énergie* de J. Posselski — présentés en 1933 par Gurewitsch à la DNR lors de ses soirées hebdomadaires du mardi, et au sein d'associations d'ingénieurs et d'architectes, ne procèdent ainsi nullement de la médiation de la VOKS.

⁷⁰ Rapport de janvier-mars 1932, F.5283/2/198, doc. 1-2, GARF.

⁷¹ A. N. Roubakine à F. N. Petrov, 21.1.1932, F.5283/6/933, doc. 5, GARF.

⁷² P. Gurewitsch à VOKS, 7.11.1932, F.5283/12/300, doc. 14, GARF.

⁷³ J. Roïtman à S. J. Bagotski, 16.1.1932, F.5283/6/874, doc. 178, GARF.

⁷⁴ P. Gurewitsch à VOKS, 21.9.1932, F.5283/12/300, doc. 24, GARF.

⁷⁵ *Électrification* du régisseur Lev Koulechow, opérateur Kouznetsov, distribué par Mejrabpom-Film. Ce film comprenant de nombreuses prises de vues du Caucase, de Leningrad, et des grands centres industriels, comme Dnieprostroï, annonce la construction d'une quarantaine de centrales électriques, « 40 cœurs qui distribueront à une distance de 500 km, par des artères, le sang, l'énergie ».

Bagotski, qui pour sa part a perdu l'espoir de recevoir des films, demande à la VOKS si en contrepartie elle envisage de « nous livrer des diaporamas »⁷⁶. Mais les amis suisses ne recevront plus rien. En 1934, « les membres de Das Neue Russland se plaignent de l'impossibilité de recevoir des films, même de les acheter, alors que les films sont le meilleur instrument de travail des sociétés culturelles »⁷⁷. « Je ne comprends pas pourquoi je n'arrive pas à recevoir des films, même anciens. De bons films documentaires nous permettraient de rassembler un auditoire de plus d'un millier de personnes »⁷⁸, écrit Gurewitsch l'année suivante. « Pourquoi toutes les sociétés étrangères de tourisme font de magnifiques films en une semaine alors que notre Intourist ne parvient pas en huit ans à nous fournir un film qui convienne ? Le Dr Tilgenkamp m'a raconté qu'il a vu en URSS de magnifiques films mais qu'il n'a reçu que de la camelote »⁷⁹ ! Paradoxalement, les dernières images de l'URSS projetées sur le territoire helvétique avant la Seconde Guerre mondiale sont des films réalisés par des Suisses, Erich Tilgenkamp et l'alpiniste Lorenz Saladin.

⁷⁶ S. J. Bagotski à VOKS, 24.11.1933, F.5283/12/300, doc. 15, GARF.

⁷⁷ Rapport de discussion d'E. Tcherniak avec T. Scheu et son mari, 27.9.1934, F.5283/6/918, doc. 12, GARF.

⁷⁸ P. Gurewitsch à VOKS, 2.4. 1935, F.5283/6/903, doc. 33, GARF.

⁷⁹ P. Gurewitsch à S. J. Bagotski, 21.1.1936, F.9501/6/72, doc. 19, GARF.

Conclusion

Des échanges à sens unique

Mais pourquoi le journal "Monde", pourtant sympathique à votre pays, est-il interdit par la censure bolchevique ?¹

Au terme de cette étude, il convient de souligner, au-delà de l'échec de l'entreprise de séduction des élites occidentales, l'absence de réciprocité qui caractérise la diplomatie culturelle soviétique. Les relations avec l'URSS sont des échanges inégaux, totalement déséquilibrés depuis le Grand tournant stalinien. Si les Soviétiques exportent leurs produits culturels, alors qu'ils importent la science et la technique occidentales, ils sont moins ouverts à la production culturelle étrangère. A l'exception des auteurs classiques et des célébrités littéraires (Henri Barbusse, Romain Rolland), ils n'encouragent guère les traductions d'œuvres étrangères contemporaines. Ils limitent aussi l'accès du public soviétique aux imprimés qui dépassent le cadre strictement artistique ou littéraire, y compris ceux des amis. Officiellement, les citoyens soviétiques ont le droit d'adhérer à la VOKS, ce qui leur permet d'accéder à certains de ses services, comme les bibliothèques où ils ont la possibilité de consulter des publications étrangères, surtout celles des Partis communistes. Ils peuvent aussi assister à quelques événements, comme les « soirées de rapprochement », qui permettent à des citoyens soviétiques d'avoir un contact direct avec les représentants étrangers de la culture. Ces manifestations culturelles, dont la fréquence se multiplie, passant de six en 1925 à plus d'une cinquantaine dès 1928, suscitent un réel intérêt parmi la population :

¹ M. Birchmeyer à C. P. Zlintchenko, 12.6.1930, F.9463/1/37, doc. 5, GARF.

les cinquante et une soirées organisées par la VOKS à Moscou de janvier à octobre 1928 ont rassemblé chacune plus de 850 personnes, soit au total près de 44 000 visiteurs.² Pour la plupart, les conférences sont le fait de visiteurs étrangers qui évoquent leurs impressions « très favorables » sur l'URSS. Quelques spécialistes s'expriment sur des sujets plus techniques : le professeur Stephan Bauer sur « La politique sociale de l'URSS et sa signification pour la protection des travailleurs d'Occident », le docteur Messerli sur « Les soins par la gymnastique, le soleil et le sport »³ et « L'olympisme moderne et son influence sur la santé populaire ».⁴ A de très rares occasions (moins de 10 %), l'orateur est un Soviétique de retour d'une mission culturelle à l'étranger. Le public local, qui n'a guère l'occasion de voyager à l'extérieur de ses frontières, est très friand de ces récits. Mais il s'agit d'un espace de rencontre très encadré, ne laissant que peu de place aux échanges spontanés.

Indépendamment de l'encadrement politique et policier, les échanges entre les Soviétiques et les acteurs culturels étrangers butent sur la barrière linguistique, la faible diffusion du russe à l'étranger. Consciente du problème, Kameneva avait proposé d'imiter les pratiques occidentales. « L'un des moyens utilisés par les Français, les Anglais et les Américains pour conforter leur influence politique et économique consiste à propager leur langue. Cela leur permet de gagner la sympathie des gens, de fonder des cercles d'étude pour la connaissance d'un pays, de sa culture, et par l'intermédiaire de ces gens et de ces groupes de réaliser leurs objectifs. »⁵ La présidente de la Société pour les échanges culturels avait alors pris des contacts, notamment auprès des autorités allemandes, pour l'organisation de cours de langue russe, de clubs de discussion et de séjours linguistiques. Le projet fut toutefois rapidement abandonné.⁶ La VOKS fit même son possible pour freiner les quelques initiatives prises ultérieurement en ce sens par des étrangers. Elle refuse, par exemple, d'appuyer la publication d'un *Cours récapitulatif de la langue russe*, rédigé par le linguiste et ancien directeur de l'Institut d'études slaves de Genève⁷, Serge Karcevski.⁸ En revanche, la section langues étrangères de la VOKS recourt au service d'enseignants étrangers, dont plusieurs anciens de l'école Berlitz, pour former les membres des jeunesses

² Sur les cent conférences organisées par la VOKS à Moscou de 1925 à 1928, douze sont le fait d'Allemands, neuf de Japonais, sept de représentants des États-Unis, et une d'un Suisse, le professeur S. Bauer. « Hundert "VOKS"-Abende », *Wochenbericht der Gesellschaft für Kulturelle Verbindung der Sowjetunion mit dem Auslande*, Moscou, n° 50-51, 22.12.1928, pp. 3-4.

³ Annonce de la conférence de F.-M. Messerli, 5.6.1930, F.5283/3/168, doc. 1, GARF.

⁴ F.-M. Messerli à VOKS, mai 1935, F.5283/6/922, doc. 5, GARF.

⁵ Note de service de la VOKS, 1.6.1925, F.5283/1/76, doc. 353, GARF.

⁶ « Il ne s'agissait que de discussions préliminaires, rien n'a encore été décidé », O. D. Kameneva à la rédaction des *Izvestia Ts.I.K. SSR*, 20.6.1927, F.5283/1/76, doc. 27, GARF.

⁷ L'Institut slave de Genève, parfois Société d'études slaves (2 rue Saint-Victor), doit fermer en 1935 en raison de difficultés matérielles ; les livres sont vendus à la Bibliothèque publique et universitaire de Genève.

⁸ Son ouvrage sur *Le système du verbe russe*, paru à Prague en 1927, est néanmoins édité en russe par le Gosizdat.

communistes appelés à remplir la fonction de guide-traducteur.⁹ Craignant ce que Michael David-Fox appelle « l'effet boomerang » des relations culturelles, les autorités soviétiques limitent en réalité au maximum les possibilités d'un contact direct échappant à leur médiation idéologique.

A partir des années trente, le peu d'intérêt des autorités pour des échanges réciproques se mue en véritable psychose à l'égard de tout ce qui vient de l'étranger, y compris des cercles prolétariens. Les correspondances ouvrières, qui permettaient à des Soviétiques d'échanger avec leurs camarades étrangers, furent réorganisées sous la forme de correspondances collectives — d'usines, d'entreprises agricoles ou d'institutions soviétiques avec leurs homologues étrangères — ce qui revenait à interdire les échanges individuels. La plupart des associations en contact avec l'extérieur, comme celles des espérantistes et des philatélistes, furent dissoutes, leurs membres les plus actifs arrêtés. C'est aussi ce qui explique le recours, de plus en plus fréquent, à un nouveau vecteur très adapté à la diplomatie culturelle de l'époque stalinienne : la radiodiffusion. Marginale dans les années vingt, les ondes radio, qui pénètrent progressivement le paysage médiatique de la plupart des pays¹⁰, permettent aux Soviétiques de toucher un large public, tout en évitant les contacts personnels et la réciprocité des échanges. L'URSS, qui possède, dès le début des années trente, plusieurs émetteurs¹¹, met ainsi à la disposition de la VOKS plusieurs heures d'antenne hebdomadaires, que cette dernière utilise pour diffuser des programmes culturels en allemand, anglais, français, hollandais et espéranto. En plus des orateurs soviétiques, des retransmissions musicales et théâtrales, la VOKS recourt aux services des étrangers de passage : Maurice-D. Perret, en 1933, et Hans Mühlestain, en 1937, ont droit à leur émission en direct. L'impact de ces retransmissions demeure difficile à apprécier, quantitativement et qualitativement. A de nombreuses reprises les auditeurs helvétiques se plaignent de ne pouvoir écouter les émissions soviétiques sur les ondes courtes, en raison, notamment, du brouillage qui serait effectué par l'Allemagne nazie.¹² Mais cette forme d'expression très unilatérale ne va cesser de gagner en importance dans le panel des instruments de la diplomatie culturelle soviétique.

⁹ En 1929, la VOKS et le département de Moscou d'éducation populaire ont signé un accord confiant à la VOKS l'organisation de cours de langues étrangères (anglais, allemand, français, italien) et de correspondance commerciale. Les cours, placés sous la direction de Maria Froumkina, sont confiés à un groupe d'anciens de l'École Berlitz, dont le professeur Halperin. Mais le département de Moscou est très mécontent de sa « méthode naturelle », qui « ne permet nullement aux ouvriers d'apprendre rapidement une langue ». De plus, « il ne comprend pas les circonstances politiques de l'époque. Il a bien une ligne politique mais celle-ci nous est hostile. » Rapport de la VOKS, 1929, F.5283/2/64, doc. 28-30, GARF.

¹⁰ En 1938, on dénombre plus d'un demi-million d'appareils récepteurs, pour un public évalué à deux millions d'auditeurs. Voir Markus Drack (Hrsg.), *Radio und Fernsehen in der Schweiz. Geschichte der schweizerischen Rundspruchgesellschaft SRG bis 1958*, Baden, 2000, pp. 15-20.

¹¹ L'émetteur du Komintern (1724 m/175 Ko), celui du conseil central des syndicats (758 m/401 Ko) et celui de l'Etat (1107 m/271 Ko).

¹² H.-L. Jeanmaire à VOKS, janvier 1939, F.5283/5/864, doc. 111, GARF.

Si elle atteint une dimension paroxystique dans le contexte stalinien, l'absence de réciprocité n'est d'ailleurs pas une exclusivité de l'URSS. Les autorités suisses sont peu intéressées par des échanges effectifs avec l'Union soviétique, et plus généralement les pays communistes. Prenant en compte le nouveau statut de grande puissance acquis par la Russie au sortir de la guerre, la Confédération qui, pour sa part, fait face à de nombreuses critiques relatives à son attitude à l'égard de l'Allemagne nazie, soutient quelques initiatives, afin de « donner une forme concrète à notre désir de renouer des relations culturelles avec les Soviétiques »¹³. Au printemps 1947, le conseiller fédéral Philipp Etter et Hermann Flückiger, le premier ministre plénipotentiaire de Suisse nommé à Moscou depuis la Révolution d'Octobre, appuient les démarches du conseiller national zurichois et historien de la Russie Valentin Gitermann et de K. Schwarfer, le directeur de la Commission suisse des bibliothèques, pour le rachat de la Bibliothèque de Roubakine, décédé l'automne précédent.¹⁴ Les autorités fédérales et cantonales font aussi preuve de la plus grande tolérance à l'occasion des commémorations du XXX^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Le 7 novembre 1947, les auditeurs helvétiques peuvent par exemple écouter sur Radio Genève une retransmission de la *Symphonie n° 5* de Prokofiev, par l'Orchestre de la Suisse romande sous la direction d'Ernest Ansermet.¹⁵

Mais les Soviétiques ne sont pas sensibles à ces manifestations d'amitié en provenance de Suisse. La légation soviétique s'empresse d'engager un avocat pour défendre ses droits sur la Bibliothèque Roubakine, qui sera transférée à la Bibliothèque nationale de Moscou en 1948. Ils refusent aussi d'envoyer l'académicienne Lina Stern aux Rencontres internationales de Genève de septembre 1947. Les échanges culturels avec la bourgeoisie occidentale s'étaient imposés à eux dans un contexte caractérisé par la précarité intérieure et extérieure de leur régime.¹⁶ Après la Grande Guerre Patriotique, l'ancien paria du système international est devenu une grande puissance, dont la légitimité sur la scène internationale n'est plus contestée. En 1945, la puissance soviétique repose — en plus de son prestige moral lié à ses 25 millions de victimes — sur une réalité militaire (la présence de l'Armée rouge à Berlin), territoriale (l'URSS s'étend sur 22 millions de km², comme en 1914, sans parler d'une couronne de pays « amis »), et bientôt technologique, symbolisée par la constitution d'un arsenal nucléaire.

¹³ E 2001 (C) 1000/1535, vol. 80, dossier B.56.05.2.4 (Alexandre Roubakine, 1929-32) (dossier du DFAE), AFB.

¹⁴ Le premier à l'évoquer est Waldemar Jollos, journaliste spécialiste des questions russes, dans la notice nécrologique qu'il consacre à Roubakine, *Neue Zürcher Zeitung*, 29.11.1946, E 2001 (C) 1000/1535, vol. 80, dossier B.56.05.2.4 (Alexandre Roubakine, 1929-32), (dossier du DFAE), AFB.

¹⁵ F.5283/1/407, doc. 51, GARF.

¹⁶ Helmut Altrichter, « Der Sieg im Grossen Vaterländischen Krieg und der Aufstieg zur Weltmacht : 1945 aus russisch-sowjetischer Sicht », Gotthard Jasper (Hg.), *1945-1995, Anfänge und Erfahrungen : 50 Jahre nach dem Ende des Zweiten Weltkrieges*, Erlangen, Universitätsbibliothek, 1998, pp. 75-99.

La victoire est une vraie renaissance pour le régime et ses partisans étrangers. L'Internationale communiste a été dissoute, mais le prestige de l'Armée rouge rejaille sur les Partis communistes devenus « partis de la résistance », qui font leur entrée dans nombre de parlements, y compris en Suisse.

Forte de ce nouveau statut, la Russie n'a plus tant besoin de neutraliser la bourgeoisie occidentale en se faisant de nouveaux amis ou en créant de la compréhension à son égard par la formation de réseaux informels. Le champ de la VOKS va donc se réduire drastiquement au profit des structures étatiques, comme le Ministère de la culture et celui des affaires étrangères.¹⁷ En 1967, l'Union des sociétés soviétiques d'amitié et d'échanges culturels avec les pays étrangers, l'organisme ayant succédé à la VOKS, est dissoute et l'organisation des échanges culturels avec l'étranger placée officiellement sous le contrôle du Ministère des affaires étrangères, qui s'est doté d'un comité d'Etat en charge de ces questions. L'URSS n'a pas renoncé à la diplomatie culturelle, mais elle privilégie désormais les échanges dans le cadre d'accords gouvernementaux, bilatéraux¹⁸ — avec une nette préférence pour les pays frères ou en voie de développement — et multilatéraux (adhésion à l'UNESCO en 1954).

La diplomatie culturelle a d'ailleurs changé de nature, et cela dans tous les pays. La Guerre froide, qui fut, selon Pierre Milza, « spécifiquement un combat dans et pour la culture »¹⁹, a conforté, pour plusieurs décennies, l'idée qu'il était impossible de dissocier la culture soviétique du projet politique mondial des communistes.²⁰ La majorité des Suisses ne l'avait jamais envisagé autrement.

¹⁷ Natalia Yegorova, « The All-Union Society for Cultural Relations with Foreign Countries (VOKS) and the Early détente, 1953-1955 », Antoine Fleury et Lubor Jilek (éd.), *Une Europe malgré tout, 1945-1990*, Lang, Bruxelles, 2009, pp. 89-102.

¹⁸ En 1966, l'URSS dispose d'accords culturels avec 57 pays.

¹⁹ Pierre Milza, « Culture et relations internationales », *Relations internationales*, 1980, n° 24, p. 371, et Jean-François Sirinelli, Georges-Henri Soutou, *Culture et guerre froide*, Paris, Sorbonne, 2008.

²⁰ Sur ce sujet : David Caute, *The Dancer Defects. The Struggle for Cultural Supremacy during the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

Sources

Tous les ouvrages, les articles et les documents imprimés utilisés dans cet ouvrage sont intégralement cités dans les notes à la première mention. Je me contente ici d'une présentation détaillée des fonds d'archives.

I. Russie

1) Archives d'Etat de la Fédération de Russie (GARF), Moscou

F.3341/1, 4, 5, 6 : Comité central de la SRCR

F.3385/1-3 : Commission pour l'aide étrangère à la Russie rattachée au comité exécutif des Soviets

F.5283/1, 1a, 2, 2a : Secrétariat de la VOKS

F.5283/5 : 1^{ère} section occidentale de la VOKS

F.5283/6 : 2^e section occidentale de la VOKS

F.5283/8 : Bureau d'accueil des étrangers de la VOKS

F.5283/9 : Bureau de presse de la VOKS

F.5283/10 : Bureau d'échange des publications de la VOKS

F.5283/11 : Bureau des expositions de la VOKS

F.5283/12 : Département des sciences, des techniques et des beaux-arts de la VOKS

F.5283/13 : Bureau de la comptabilité de la VOKS

F.5283/16 : Section d'Europe centrale de la VOKS

F.5451/13a : Département relations internationales du conseil exécutif des syndicats

F.8305/1 : F. N. Petrov

F.9463/1 : C. P. Zlintchenko

F.9501/1 : Secrétariat du présidium du comité exécutif de l'ASCRCR

F.9501/4 : Direction sanitaire de l'ASCRCR

F.9501/5 : Département relations extérieures de l'ASCRCR

F.9501/6 : Représentation en Suisse de la SRCR (1918-1936)

2) Archives d'Etat de Russie de l'histoire sociale et politique (RGASPI), Moscou

F.124/2 : Société des vieux-bolcheviks

F.132/1 : C. P. Zlintchenko

F.495/18 : Secrétariat du CEIC

F.495/20 : Bureau du secrétariat du CEIC

F.495/30 : Département propagande du CEIC

F.495/33 : Département information du CEIC

F.495/91 : PCS

F.495/99 : Amis de l'Union soviétique et délégations ouvrières étrangères

F.537/2 : Sportintern

II. Suisse

1) Archives de la ville de Berne (Stadtarchiv Bern)

Gebührenverordnung der Kantonsverwaltung, Anhang IV B, BSG 154.21. Kreisgrundbuchamt VIII Bern-Laupen.

2) Archives fédérales, Berne (AFB)

S. J. Bagotski

E 21 1000/131 : dossier 8597 (dossier de police)

E 4320 (B) 1975/40 : vol. 5, dossier C.8.168 (dossier du Ministère public, 1932-43)

E 2001 (D) 1000/1558 : vol. 5, dossier B.44.21.1 (dossier du DFAE)

Nachlass Bagotski : J 1.60 : 11

A. N. Roubakine : E 2001 (C) 1000/1535 : vol. 80, dossier B.56.05.2.4 (dossier du DFAE)

N. A. Roubakine

E 21 1000/131 : dossier 11506 (dossier de police)

E 4320 (B) 1975/40 : vol. 3, dossier C.8.120 (dossier du Ministère public, 1920-49)

E 2001 (E) 1000/1571 : vol. 93, dossier B.42.31 (1946-47), (dossier du DFAE)

3) Archives du CICR (ACICR), Genève

B CR00/50a : Croix-Rouge russe, ancienne organisation

B CR00/50b : Croix-Rouge russe, nom et emblème de la Croix-Rouge, rapprochement

B CR00/50c : Croix-Rouge des Soviets

B G 85 : Sociétés nationales URSS, 1

B MIS 1/5 : Mission Frick

B MIS 46 : Nansenhilfe

B MIS 54 : Mission en Russie, W. Wehrlin

F 1496 : Microfilms de la Mission Wehrlin

4) Département des manuscrits de la Bibliothèque de Genève (BGE)

Fonds d'archives de l'Entente internationale anticommuniste (AEIA)

Index des noms et notices biographiques

ABELIN, ISAAK (1883-1965)

Militant du POSDR, réfugié en Suisse depuis 1907, obtient la nationalité suisse, études de médecine et de chimie à l'Université de Berne, assistant depuis 1910, puis privat-docent, recommandé par Bagotski à la chaire de chimie physiologique de l'Institut de médecine expérimentale de Leningrad, mais la proposition est refusée par Semachko, exerce comme physiologiste et nutritionniste à Berne : 161

ADOR, GUSTAVE (1845-1928)

Avocat genevois, membre du Parti démocratique, nombreux mandats électifs aux niveaux cantonal et fédéral, membre du CICR depuis 1870, son président à partir de 1910, chef du DPF de juin 1917 à la fin de l'année 1919, puis divers mandats au service de la SdN et présidence du CICR jusqu'à sa mort en 1928 : 92, 94, 96, 102, 105, 108, 197, 199, 389

AKITA, UJAKU (1883-1962)

Ecrivain socialiste et espérantiste japonais, l'un des dirigeants du mouvement espérantiste prolétarien, participe aux célébrations du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, arrêté en 1933, libéré mais surveillé, continue ses activités théâtrales : 310

ALEXANDROV, GRIGORI V.
(1903-1983)

Technicien à l'Opéra d'Ekaterinbourg, études de violon au Conservatoire, depuis 1921 au Théâtre du Proletkult, rencontre Eisenstein dont il devient l'assistant cinématographique, voyage aux Etats-Unis, revient en URSS, se consacre à des comédies musicales : 355, 497

ALEXANDROV, PAVEL S.
(1896-1982)

Mathématicien, études à Moscou et Göttingen, doctorat à l'Université d'Etat de Moscou, membre de l'Académie des sciences dès 1953 : 459.

ANDERSEN-NEXÖ, MARTIN

(1869-1954)

Ecrivain danois, l'un des fondateurs du PC danois, participe à la campagne en faveur des affamés, puis aux relations culturelles avec l'URSS, arrêté pendant la DGM, meurt en RDA : 208

ANET, DANIEL (1910-1994)

Vaudois ayant grandi à Genève, études de lettres à la Sorbonne, travaille ensuite à la Bibliothèque publique et universitaire de Genève, rejoint les JS genevoises, puis les nicoléistes à la FSS, après la guerre militant pacifiste et écrivain : 418

ANSERMET, ERNEST (1883-1969)

Musicologue et chef d'orchestre vaudois, de 1915 à 1923 Serge Diaghilev lui confie la direction musicale des tournées internationales de ses Ballets russes, crée *L'Histoire du Soldat* de Ramuz et Stravinski, en 1918 fonde l'Orchestre de la Suisse romande qu'il dirige jusqu'en 1967, effectue plusieurs tournées en Union soviétique (1928 Moscou et Leningrad, avril-mai 1929, 1933), programme Prokofiev sur Radio Genève dès les années trente, favorable à la reprise des relations diplomatiques avec l'URSS : 231, 516

ANTONOV-OVSEENKO,
VLADIMIR A. (1884-1938)

Menchevique, puis bolchevique, membre de l'opposition de gauche, exclu, il capitule, puis travaille dans les services diplomatiques, *polpred* en Pologne de 1930 à 1934, puis dans la division occidentale du NKID, fusillé : 57

ARENS, JEAN (1889-1939)

Né Isaac Alter en Pologne russe, membre du Bund, puis du PCR(b), collaborateur du NKID, blessé lors de la Conférence de Lausanne sur les détroits à laquelle il assiste en tant que correspondant de Rosta (voir CONRADI), représentant de Rosta à Berlin, conseiller diplomatique en France de 1926 à 1930, puis au Canada, consul général à New York, arrêté en 1937, exécuté en 1939 : 131

ARKHIPOV, ABRAM I. (1862-1930)

Peintre réaliste russe et enseignant d'art, nommé artiste du peuple de l'URSS en 1927, puis académicien : 485

ARMAND, INESSA F. (1875-1920)

Militante révolutionnaire russe, bolchevique depuis 1904, émigre en 1909, représente les bolcheviks dans plusieurs conférences internationales, travaille après la Révolution d'Octobre pour l'IC : 47

ARNE, TURE J. (1879-1965)

Archéologue suédois, spécialiste de l'Iran et du monde turc, président de la Société suédoise de rapprochement culturel et économique avec l'URSS, effectue en 1929 une mission archéologique dans le Turkestan soviétique : 210

ARNOLD, EMIL (1897-1974)

Employé de commerce bâlois, militant des JSS, participe à la Grève générale, premier représentant du PCS auprès du CEIC, membre du CC et du BP du PCS, rédacteur en chef du *Basler Vorwärts*, puis de *Freiheit*, nombreux mandats électifs cantonaux et

nationaux, continue de militer au sein du PST jusqu'aux révélations du XX^e congrès du PCUS : 311, 431

AROSSIEV, ALEXANDRE Y.
(1890-1938)

Ecrivain russe, révolutionnaire proche de Staline, diplomate, puis président de la VOKS, mis à l'écart en 1937, exécuté en 1938, réhabilité en 1956 : 55, 124, 151, 153, 154, 307, 360, 389, 459, 492

ARP, JEAN (1886-1966)

Peintre, sculpteur et poète allemand, cofondateur du mouvement Dada à Zurich, puis surréaliste, naturalisé français en 1926, réalise de nombreuses œuvres plastiques avec sa femme Sophie Taeuber, se réfugie en Suisse en 1940 où il meurt : 410, 421

AUBERT, THÉODORE (1878-1963)

Avocat, descendant d'une famille de réfugiés huguenots arrivée à Genève au XVII^e siècle, l'un des initiateurs des Unions civiques pour lutter contre la Grève générale de 1918, puis de la Fédération patriotique suisse, dont il assume le secrétariat pour la Suisse romande, défenseur du complice de Conradi, Polounine, lors du procès de Lausanne, fondateur et président de l'EIA, député de l'UDE au Parlement genevois : 27, 93, 129, 130, 146, 148, 199, 200, 236, 255, 377, 389, 429, 437, 442, 443, 451, 465, 486, 487

AUSSEM, VLADIMIR K. (1878-1937)

Militant bolchevique, combat pendant la Guerre civile, rejoint le NKID, premier *polpred* soviétique en Autriche, purgé, puis exécuté : 56

BABEL, ISAAC E. (1894-1940)

Né à Odessa, étudie le yiddish et la littérature française, rencontre Gorki, soutient les révolutions russes, traducteur à la Tcheka, s'engage dans l'Armée rouge en 1920, responsable des publications sur le front, correspondant de presse, puis écrivain, compagnon de route du régime, arrêté en 1938, fusillé en 1940 : 360, 363, 410

BACHOFNER, ALBERT (1890-1951)

Menuisier de Winterthur, militant syndicaliste et socialiste, occupe de nombreuses fonctions électives dans sa ville, en 1935 remplace Gerteis à la présidence des AUS : 238, 321, 323

BAGOTSKAÏA : VOIR BIRNBAUM

BAGOTSKI, SERGUEÏ J.

(1879-1953)

D'une famille uniате de Russie, études de médecine à Saint-Pétersbourg et Kiev, au POSDR dès 1904, arrêté en 1905 à Varsovie, déporté en Sibérie, s'échappe, rejoint Cracovie en 1909, poursuit ses études, membre de la SDKPiL et de l'Union de Cracovie d'aide aux prisonniers politiques, proche de Lénine et de Kroupskaïa, en Suisse dès 1914, président de la Ligue des sociétés suisses de secours aux prisonniers politiques en Russie (1915-1918), en 1917 secrétaire puis président du comité central pour le rapatriement des réfugiés russes, retourne en Russie début 1918, travaille au Narkompros (section d'hygiène), revient en Suisse en août 1918 comme représentant de la SRCR, de l'Obi, du Narkomzdrav et de la VOKS, rentre en URSS avec sa famille

en juin 1938, collabore à la Grande encyclopédie soviétique : 29, 33, 44-46, 48, 50, 52, 55-81, 83, 85, 86, 90-94, 96-98, 105, 107-114, 116, 117, 119, 121, 122, 127, 128, 130-138, 140-143, 145, 146, 148-151, 154, 157, 158-164, 166-168, 170-172, 174-177, 179-183, 185-192, 199, 200, 212, 214, 226-230, 232-235, 238-240, 244-246, 248, 251-257, 261, 262, 265-274, 276, 278-289, 291, 296-302, 304, 306, 307, 318, 329, 335, 345, 346, 373-375, 383-385, 387, 391, 395, 399, 417, 421, 427-429, 434, 436, 437, 439, 440, 443, 445, 455, 457-459, 463, 466, 475, 478-482, 484, 489-493, 509, 511, 512

BAGOTSKI, VLADIMIR S. (1920-?)
Fils de Sergueï Bagotski et de Regina Birnbaum, né à Berne où il effectue ses études secondaires jusqu'à la maturité scientifique, communiste et espérantiste, en URSS depuis l'été 1938, traducteur pour l'ASCRCR pendant la DGM, puis scientifique de réputation internationale, termine sa carrière aux Etats-Unis : 70, 190

BAKHMETEVA, BORIS A.
(1881-1948)

Savant et acteur politique russe, travaille aux Etats-Unis, envoyé à Washington par le Gouvernement provisoire en tant que vice-ministre du Commerce et de l'Industrie, puis ambassadeur jusqu'en 1922, rassemble des fonds pour les émigrés ; reprend ses activités scientifiques et commerciales : 42

BALABANOV, ANGELICA I.
(1878-1965)
Socialiste russe, milite dans le

mouvement russe puis italien dont elle deviendra membre du CC, rédactrice de l'*Avanti*, membre du Bureau socialiste international, participe aux conférences de Zimmerwald et Kienthal, se rend en Russie pour une courte période après 1917, travaille pour l'exécutif de l'IC, notamment en Ukraine, retourne ensuite au PSI : 40, 72

BARBUSSE, HENRI GUSTAVE
(1873-1935)

Ecrivain pacifiste français, engagé volontaire, prix Goncourt en 1916 avec *Le Feu*, cofondateur de l'Association républicaine des anciens combattants, adhère au PCF en 1923, anime le mouvement et la revue *Clarté*, fonde la revue *Monde*, participe au X^e anniversaire d'Octobre, président d'honneur des AUS, l'un des instigateurs du mouvement Amsterdam-Pleyel, nombreux voyages en URSS où il décède, hagiographe de Staline : 146, 265, 272, 310, 312, 411, 417, 418, 420, 513

BARD, JEAN (1895-1983)

Genevois, élève de Pitoëff, professeur de déclamation au Conservatoire de Genève, nombreuses tournées européennes avec sa troupe Poil de carotte, puis avec le théâtre de pantomime CO-OP ; depuis 1926 directeur du Théâtre romand, recommandé à la VOKS par Hannes Meyer, invité en URSS en 1936 pour le 4^e Festival de Moscou, donne des conférences à son retour : 328, 371, 444, 466, 467

BARON, ERICH (1881-1933)

Allemand, juriste de formation, participe à la Révolution allemande de

novembre 1918, puis rejoint le KPD, travaille comme journaliste à la *Rote Fabne*, président de la Société allemande des amis de la Russie nouvelle dont il édite et rédige le journal *Das Neue Russland*, arrêté puis exécuté à la suite de l'incendie du Reichstag : 214, 216, 299, 418, 419, 491

BARTH, KARL (1886-1968)
Théologien et pasteur protestant bâlois, adhère au PSS, professeur de théologie réformée à l'Université de Göttingen, refuse de prêter serment à Hitler, expulsé d'Allemagne en 1934, professeur à l'Université de Bâle, signataire de l'appel en faveur de la reprise des relations diplomatiques avec l'URSS : 335

BARTHEL, MAX (1893-1975)
Ecrivain et journaliste allemand, membre des JS, participe à la révolution spartakiste de 1919, membre du KPD, rédige des poèmes ouvriers pour la presse du SOI, proche de Münzenberg se rend en URSS en 1920 et 1923, à son retour quitte le Parti et rejoint le SPD, dès 1933 soutient les nazis sans adhérer au NSDAP, après guerre en RFA : 213

BAUER, OTTO (1881-1938)
Socialiste autrichien, théoricien de l'austro-marxisme, de 1907 à 1914 secrétaire du groupe social-démocrate au Reischrat de Vienne, PG en Russie de 1914 à 1917, en 1918 prend la tête du Parti ouvrier social-démocrate autrichien et devient ministre des Affaires étrangères de novembre 1918 à 1919, en 1934 émigre en Tchécoslovaquie, puis à Paris : 47

BAUER, STEPHAN (1865-1934)
Sujet autrichien, études de sciences politiques, puis thèse en droit à l'Université de Vienne, cofondateur et coéditeur de la revue *Zeitschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, poursuit sa carrière académique en tant que chargé de cours dans différentes universités dont celle de Chicago (1899), puis professeur à Bâle, secrétaire général de 1900 à 1925 de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, éditeur de sa revue *Zukunft der Arbeit*, et, de 1901 à 1919, le dirigeant de l'Office international du travail à Bâle, ami très actif de l'Union soviétique durant sa dernière décennie : 154, 220, 224, 230-232, 264, 286, 288, 293, 295-304, 310, 336, 364, 371, 375, 385, 398, 427, 440, 441, 443, 453, 463, 514

BAUMGARTEN, ATHUR (1884-1966)
Allemand, docteur en droit, antifasciste, professeur de droit à l'Université de Bâle en 1936-1949, expert au procès de Berne sur le *Protocole des sages de Sion* en 1935, se rend en URSS en 1934, en contact avec Bagotski, l'un des signataires de la pétition de 1944 de l'Association pour l'établissement et le développement de relations normales entre la Suisse et l'URSS, depuis 1949 enseigne à l'Université Humboldt, Berlin-Est : 335

BAUMGARTEN, FRANZISKA (1889-1970)
Née à Lodz, études de psychologie en Allemagne et en Suisse, suit les cours de Claparède, s'installe à Soleure, puis

Berne où elle enseigne à l'Université de 1929 à 1953, fondatrice de l'Association internationale de psychotechnique, ses travaux sont traduits en de nombreuses langues : 162

BELMONT, ALBERT (1879-1969)
Bâlois, docteur en droit, communiste, conseiller national de 1922 à 1925, puis membre du Grand Conseil bâlois, militant du PST : 169

BERTONI, LUIGI (1872-1947)
Anarchiste italien, réfugié à Genève, éditeur du *Réveil-Risveglio* de 1900 à son interdiction en 1940, très critique à l'égard de l'URSS : 263, 430, 447

BERZINE, JAN A. (1881-1941)
Enseignant letton, socialiste, participe à la Révolution de 1905, rencontre Lénine, organise la fraction bolchevique lettone, émigre en 1908, en Suisse pour représenter son parti au sein de la gauche de Zimmerwald, membre du CC du PCR dès 1919, dirige la mission diplomatique soviétique en Suisse, secrétaire du CEIC, puis diverses missions diplomatiques (Finlande, Grande-Bretagne, Ukraine), dès 1927 exerce des fonctions gouvernementales en Ukraine, arrêté en 1937, condamné en 1938, réhabilité en 1957. A ne pas confondre avec Jan K. Berzine, agent de la Tchéka, spécialiste du renseignement : 26, 28, 36-39, 41, 42, 45, 62, 65, 67, 71, 72, 81, 82, 110, 148, 153, 167, 168, 189, 235, 254, 350, 404

BESSEDOVSKI, GRIGORI Z.
(1896-1951)
Conseiller de l'ambassade soviétique à Varsovie, Tokyo et Paris, fait défection

en 1929, publie plusieurs ouvrages contenant des révélations sur le régime soviétique, souvent considéré comme un faussaire : 73, 164

BICKEL, ERNST (1908-1938)
Fils d'Hans, membre des JC, se rend en URSS durant l'été 1932 avec un groupe d'étudiants marxistes, adhère à son retour à DNR, éditeur de *Roter Student*, membre de la commission agitation et propagande du secrétariat du PCS, commissaire politique dans un bataillon de brigadistes allemands en Espagne, serait mort en Espagne : 283, 421

BICKEL, HANS (1884-1961)
Typographe et syndicaliste zurichois, de 1911 à 1918 à la rédaction du *Volsksrecht*, membre du CC du PSS, membre fondateur du PCS, premier rédacteur du *Kämpfer*, dirige la librairie et les éditions du Parti, membre du Parlement zurichois, rédacteur de RUNA, rompt après le pacte germano-soviétique, rejoint le PSS en 1943, exclu en 1952, adhère au PST : 400, 406, 410

BIEDNY, DEMIAN (1883-1945)
Né Iefim A. Pridvorov, écrivain et poète russe, études de lettres à Saint-Petersbourg, journaliste dans la presse bolchevique dès 1911, rejoint le Parti l'année suivante, écrivain propagandiste très populaire pendant la guerre civile, membre de l'Association panrusse des écrivains prolétariens, célébré par le régime jusqu'en 1938, exclu du PCUS, interdit de publication jusqu'en 1941 : 361, 381

BILL, MAX (1908-1994)

Ecole des beaux-arts de Zurich, puis du Bauhaus de Dessau, de retour à Zurich pratique en tant qu'architecte, sculpteur et designer, militant pacifiste et antifasciste sans-parti, architecte phare de l'Exposition nationale de Lausanne en 1964 : 421

BIRCHMEYER, MARIA (1906-?)

Née à Aarau, fille d'Anna Birchmeyer, une Suisse, et d'un officier ottoman qui ne l'a pas reconnue, ce qui lui vaut parfois le surnom de Tourtchanka (la femme turque en russe) ; après le départ d'Anna en Russie élevée par sa tante, fréquente la Fédération romande de la libre pensée dont elle sera pendant douze années la secrétaire cantonale, proche de Rémézov, avec lequel elle fonde la Société pour les relations intellectuelles et scientifiques entre la Suisse et l'URSS, adhère au PCG, se rend en URSS en 1934 à l'invitation de la VOKS, entretient pendant quelques années une correspondance avec Romain Rolland qu'elle dépose en 1965 à la Bibliothèque publique de Genève : 231, 232, 236, 257, 262-265, 268-275, 277, 284, 285, 287, 289, 298, 374, 376, 397-398, 437, 449, 458, 460, 510

BIRIUKOV, PAUL I. (1860-1931)

D'une famille noble russe, service dans la marine, adepte et ami de Tolstoï, arrêté en 1897 pour ses activités en faveur des vieux croyants, condamné à l'exil, s'établit à Onex, près de Genève, où il édite Tolstoï et accueille de nombreux compatriotes ; retourne en Russie de 1905 à 1911, collabore avec Romain Rolland et Nicolas Roubakine

dans le cadre de la Ford Peace Mission de 1916, repart en Russie pour la SRCR avec un convoi de rapatriés le 2 novembre 1918, en revient en mars 1919 avec un train de Suisses, suspecté de bolchevisme alors qu'il demeure tolstoïen, retourne plusieurs fois en Russie pour s'occuper de l'héritage intellectuel de son maître, part ensuite s'installer au Canada dans une colonie de vieux croyants, revient mourir en Suisse en 1931 : 105, 107, 161, 234, 261, 264, 267, 276

BIRNBAUM, REGINA E. (1879-?)

Autrichienne, études de médecine, premier mariage avec Jean Szapakovski avec lequel elle a une fille, Sonja Janina, née à Winterthur en mai 1913, se marie une seconde fois en 1917 à Zurich avec Bagotski, ensemble ils ont un fils, Vladimir, né à Berne en janvier 1920 ; sa sœur Helena, mariée Smilanski, militante communiste, est assistante médicale du professeur Strasser à Berne, destin inconnu après 1938 : 63, 71, 179

BOBST, HERMANN (1886-1961)

Typographe bâlois, responsable syndical, membre des Altkommunist, participe au II^e congrès de l'IC, rédacteur du *Kämpfer*, membre du CC et du BP du PCS, député au Grand Conseil zurichois, exclu du PCS en 1932, rejoint le KPO, puis le PSS, exclu, militant trotskiste : 431

BODENMANN, MARINO (1893-1964)

Militant socialiste puis communiste valaisan, séjourne une année en Russie, 1918-1919, membre fondateur du PCS, de ses organes dirigeants depuis 1923,

responsable de la section bâloise, participe aux VI^e et VII^e congrès de l'IC, au Congrès d'Amsterdam contre la guerre, conseiller national zurichois de 1934 à 1939, rédacteur au *Basler Vorwärts*, à la *Freiheit*, l'un des fondateurs du PST : 411

BOGDANOV, ALEXANDRE A. (1873-1928)

Médecin, économiste, écrivain et philosophe marxiste, rejoint les bolcheviks en 1903, membre du CC pendant la Révolution de 1905, s'oppose à Lénine en 1907 refusant la participation aux élections, dès 1918, professeur d'économie à l'Université de Moscou et directeur de la nouvelle Académie des sciences sociales, l'un des fondateurs du Proletkult, emprisonné en 1923, libéré, se consacre à la mise sur pied d'un Institut de transfusion sanguine, meurt à la suite d'une transfusion volontaire : 360

BOISSONNAS, JEAN (1867-1951)

Ingénieur genevois, diplômé de l'EPFZ, conseiller d'Etat démocrate, dirige les Travaux publics en 1924-1930, puis président des Services industriels de 1931 à 1941 : 488

BONTCH-BROUÏEVITCH, VLADIMIR D. (1873-1955)

Famille de la noblesse de province, études d'ethnographie à l'Université de Moscou, spécialiste des minorités religieuses, militant syndical et social-démocrate, exilé en 1896, l'un des fondateurs de la maison d'édition et des archives du Parti à Genève, participe à la Révolution de 1905 à Saint-Pétersbourg, membre dès 1912

du comité éditorial de la *Pravda*, en 1917 membre du comité exécutif du Soviet de Petrograd, nombreuses activités dans la presse et fonctions officielles dans divers Commissariats, dont celle de directeur du Musée littéraire d'Etat : 386

BORELLA, FRANCESCO (1883-1963)

Avocat tessinois, radical de gauche, puis socialiste, député au Grand Conseil tessinois en 1917-1919 et 1921-1963, conseiller national en 1922, 1928-1935, puis 1943-1947, militant antifasciste, héberge chez lui de nombreux réfugiés politiques, membre du présidium de l'ASU : 337

BOUBNOV, ANDREÏ S. (1883-1938)

Bolchevique depuis 1903, au CC depuis 1917, d'abord oppositionnel, se rallie à Staline, en mission en Chine pour le Komintern, succède en 1929 à Lounatcharski au Narkompros, victime des purges : 123, 349

BOUKHARINE, NIKOLAÏ I. (1888-1938)

Bolchevique depuis 1908, membre du CC de 1917 à 1938, du BP de 1919 à 1929, dirige les communistes de gauche en 1918, puis droitier, secrétaire de l'IC de 1926 à 1928, écarté par Staline, perd toute influence dans le Parti, devient rédacteur en chef des *Izvestia*, arrêté en 1937, condamné à mort au 3^e procès de Moscou : 61, 245, 311-313, 319, 405

BOVET, PIERRE (1878-1965)

Professeur de philosophie, puis de psychologie à l'Université de Genève, directeur de l'Institut Jean-Jacques

Rousseau, libéral de gauche,
cofondateur en 1925 — avec Edouard
Claparède — du BIE : 141

BRACHMANN, R. (?-?)
Soviétique, directrice du jardin d'enfant
Clara Zetkin, envoyée par Kroupskaïa
à l'Institut Jean-Jacques Rousseau où
elle donne des conférences sur l'URSS
(1930), connaît Birchmeyer, en contact
avec la VOKS : 142, 265, 446

BRATMANN : VOIR BRODOVSKI

BRECHER, LUDOVIC (1908-1989)
Roumain d'Autriche-Hongrie, docteur
en droit de l'Université de Grenoble,
puis enseignant à l'IHEI de Genève,
adhère aux JS, accompagne Nicole au
Congrès mondial contre la guerre
d'Amsterdam en 1932, adhère à son
retour au PCS sous le pseudonyme de
Louis Dolivet, repéré par Münzenberg,
travaille ensuite au Bureau d'Europe
occidentale du Komintern (WEB)
jusqu'en 1939, s'exile aux Etats-Unis
où il continue son combat antifasciste,
devient durant les années 1950
producteur de cinéma : 385

BRINGOLF, WALTHER (1895-1981)
Schaffhousois, au PSS en 1919, assiste
au II^e congrès de l'IC en 1920, l'un des
fondateurs du PCS, membre du CC de
1922 à 1930, rédacteur en chef de
l'*Arbeiter-Zeitung* de 1922 à 1932,
nombreuses fonctions électives,
conseiller national de 1925 à 1975,
opposée au tournant du VI^e congrès de
l'IC, convoqué à Moscou, fait preuve
de compromis avant de rejoindre
l'opposition, continue ses activités
politiques sous l'étiquette du KPO,

puis du PS en devenant notamment
président de la ville de Schaffhouse de
1932 à 1968 : 319, 432

BRIQUET, PIERRE-E. (1895-1959)
Journaliste, romancier et essayiste
genevois, anticommuniste militant, ré-
dacteur de politique étrangère du *JdG* et
de *La Gazette de Lausanne*, très impliqué
dans la campagne contre l'adhésion de
l'URSS à la SdN, auteur d'ouvrages sur
l'oppression des nationalités en Union
soviétique : 149, 443

BROCHER, GUSTAVE (1850-1931)
Français, en 1868 part rejoindre sa
sœur en Russie, apprend le russe, en
1871 ouvre une bibliothèque publique
dans le Caucase, région sur laquelle il
publiera de nombreux textes, puis à
Londres, devient professeur, fréquente
Marx, mais anarchiste et libre penseur,
participe au congrès de 1881 de
l'Internationale, où il rencontre sa
femme, la communarde Victorine
Malenfant, s'installent en 1893 à
Lausanne où ils fondent ensemble un
Institut pour jeunes gens (enfants de
révolutionnaires russes et français),
principal rédacteur de la *Libre pensée
internationale* de 1911 à 1914, professeur
à Fiume, salue la Révolution de Février,
mais condamne les bolcheviks, éditeur
de plusieurs revues, dont *La Russie libre*,
interprète à Paris, pour la République
d'Azerbaïdjan jusqu'en 1921, se rap-
proche de l'URSS en 1927 par le biais
de son ami Rémézov, reçoit une rente
de l'IC, mais reste critique : 220, 233,
236, 258-264, 266-270, 273, 276, 400,
416, 427, 430, 447

BROCHER, VICTORINE

(1838-1921)

Née Malenfant à Paris, fonde avec son premier mari Jean Rouchy une boulangerie coopérative, participe la Commune de Paris comme cantinière du bataillon des défenseurs de la République, arrêtée et condamnée à mort, s'enfuit en Suisse tandis que son compagnon décède en prison, rencontre Brocher en 1881 lors du congrès anarchiste de Londres, ensemble ils s'installent à Lausanne où ils élèvent plusieurs orphelins de la Commune : 258, 259, 263

BRODOVSKI, PUIS BRATMANN-**BRODOVSKI, STEFAN J.**

(1879-1937)

Né à Varsovie, émigré en Suisse, ingénieur de formation, nombreux emplois dans des firmes suisses, préside le secrétariat de la caisse des émigrés russes, rejoint la mission Berzine dès l'été 1918 en tant qu'attaché commercial ; sa femme Maria travaille alors dans la mission de la SRCR ; en Russie membre du bureau du Parti communiste ouvrier polonais, en septembre 1920 conduit des négociations à Berlin pour la SRCR, représentant de l'ASCRCR en Allemagne de 1925 à 1930 ; employé à l'exécutif de l'IC, puis dans la diplomatie en Allemagne et en Estonie, arrêté et exécuté : 50, 55, 82, 131, 167-169

BRUPBACHER, FRITZ (1874-1945)

Engagé sur le terrain de la médecine sociale (précurseur de l'avortement et de l'éducation sexuelle) et de la lutte antialcoolique comme son maître Forel, militant d'origine anarcho-

syndicaliste, éditeur et publiciste de multiples revues de la gauche radicale du début du siècle, quitte le PSS pour participer à la fondation du PCS, se rend en Russie en 1921 au nom du SOI, dont il est avec son vieil ami Max Tobler l'un des principaux responsables en Suisse, membre actif de DNR comme de toutes les associations para-communistes de Zurich, exclu du PCS en 1933 pour sa critique du stalinisme : 235, 283, 301

BRUPBACHER, PAULINA

(1880-1967)

Née Raygrodski en Russie, émigre en Suisse avec son premier mari, études de lettres à Berne, puis de médecine à Berlin, docteur en médecine de l'Université de Genève, spécialiste du contrôle des naissances, elle rencontre à Zurich en 1924 Fritz Brupbacher dont elle devient la compagne et la collaboratrice, militante féministe et libertaire, active à DNR, auteure et traductrice de nombreux textes anarchistes, durant les années 1950 s'installe dans un kibboutz en Israël, meurt en Suisse : 235, 254, 283, 355, 371, 420, 445, 458, 463

BRYHER, WINIFRED (1894-1983)

Nom de plume d'Annie Winifred, fille d'un Britannique riche, écrivaine, critique de cinéma et editrice, mariage blanc avec le cinéaste et écrivain Kenneth Macpherson avec lequel elle s'installe dans une villa constructiviste à Montreux, éditent *Close Up* et accueillent de nombreux réfugiés antifascistes, à Londres pendant la Guerre : 497, 498

BUENZOD, CLAIRE (1917-2008)

Professeur de piano et militante communiste : 339

BUENZOD, MICHEL (1919-2012)

Etudes de science politique, enseignant et écrivain installé dans le canton de Vaud, militant du PST vaudois, dirige le secrétariat romand de la Société Suisse-URSS, en contact avec l'ambassade soviétique : 338

BÜHRER, JAKOB (1882-1975)

Ecrivain et dramaturge zurichois, l'un des plus populaires auteurs de théâtre de Suisse, socialiste de gauche, proche du conseiller national Oprecht, membre de la délégation suisse au Congrès d'Amsterdam, président du Comité d'initiative pour la reprise des relations diplomatiques avec l'URSS, invité par la VOKS au 4^e Festival de théâtre de Moscou en 1936, l'un des signataires de la pétition de l'Association pour l'établissement et le développement de relations normales entre la Suisse et l'URSS, 1944 : 283, 328, 335, 412, 420, 422, 440

CALAME, ALBERT (1886-1939)

Avocat, procureur général de 1893 à 1908, puis juge d'instruction fédéral extraordinaire pour la Suisse romande, membre du Parti radical, nombreuses fonctions électives dans le canton de Neuchâtel : 67, 69

CALONDER, FELIX-LOUIS (1863-1952)

Radical, député au Grand Conseil grison de 1891 à 1913, élu au CF en 1913, dirige le Département de l'intérieur, puis le Département

politique en 1918-1919, président de la Confédération en 1918, partisan de la fermeté lors de la Grève générale, démissionne en 1920, de 1922 à 1937 mandat de la SdN en Haute-Silésie : 37, 38, 77

CANEVASCINI, GUGLIELMO (1886-1965)

Paysan tessinois, adhère au Parti socialiste en 1904, collabore au journal *Aurora*, en 1913 fonde la *Libera Stampa*, principal dirigeant du parti après 1917, nombreux mandats électifs, premier conseiller d'Etat tessinois socialiste de 1922 à 1959, antifasciste engagé : 239, 434, 462

CECIL, LORD ROBERT (1864-1958)

Avocat britannique, pacifiste et espérantiste, député conservateur (puis à la Chambre des lords), travaille pour la CR pendant la guerre, l'un des fondateurs de la SdN, cofondateur du RUP, prix Nobel de la paix en 1937 : 112

CHASE, STUART (1888-1985)

Economiste et ingénieur américain formé au MIT, l'un des théoriciens du New Deal : 301

CHAVANNES, EMILE (?-?)

Ingénieur lausannois, secrétaire de la Fédération suisse des travailleurs intellectuels, un proche de Nicolas Roubakine, secrétaire de la SEDRC : 251, 276, 480

CHAVICHVILI, KHARITON (1886-1875)

Militant socialiste géorgien, arrêté en 1906 et déporté en Sibérie, émigre à Genève où il s'établit dès 1915, membre de la mission chargée de faire recon-

naître la République démocratique de Géorgie par la Suisse (1918-1921), puis représentant auprès de la SdN du gouvernement géorgien en exil à Paris, et de la CR géorgienne, demeure à Genève jusqu'à sa mort, ses archives ont été récemment envoyées en Géorgie : 104, 108, 262, 435

CHAZAI, LUIGI (?-?)

Professeur de littérature et écrivain français, pacifiste, réfractaire en 1914, condamné, se réfugie en Suisse, s'adresse à Romain Rolland et Henri Guilbeaux pour trouver un poste d'enseignant en Allemagne ou en URSS, collaborateur aux archives de Locarno : 227

CHOSTAKOVITICH, DMITRI D.
(1906-1975)

Famille d'origine polonaise, études au Conservatoire de Petrograd, concertiste, pianiste de cinéma, sa première symphonie de 1926 lui offre une renommée internationale immédiate, le Gouvernement soviétique lui commande une 2^e symphonie pour le X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, en 1936, attaqué pour formalisme, qualifié d'ennemi du peuple, interrogé par le NKVD, puis libéré sans explication, se remet à composer, notamment pour le cinéma, auteur de quinze symphonies, de concertos et d'opéras : 28, 339, 363, 450

CHOUMIATSKI, BORIS Z.
(1886-1938)

Issu d'une famille juive reléguée en Sibérie, rejoint les bolcheviks en 1903, premier ministre de la République soviétique d'Extrême-Orient, dirige le

secrétariat de l'IC pour l'Extrême-Orient, puis la KUTV de 1926-1928, en 1930 placé par Staline à la tête de l'industrie cinématographique soviétique afin d'en faire un art populaire, arrêté et exécuté en 1938 en tant qu'ennemi du peuple : 362, 363

CIRAULO, GIOVANNI (1873-1954)
Juriste, écrivain et philanthrope italien, président de la CR italienne de 1919 à 1925 et membre du conseil des gouverneurs de la LSCR jusqu'en 1935, soumet en juillet 1922 le projet de statuts d'une « œuvre internationale de secours et d'assistance aux populations victimes de calamités », qui allait devenir l'Union internationale de secours : 214

CLAPARÈDE, EDOUARD
(1873-1940)

Professeur de psychologie à l'Université de Genève de 1908 à 1940, fondateur de l'IJJR et du BIE, brièvement en contact avec la VOKS : 141, 220

CONRADI, MORITZ (1896-1946)

Né à Saint-Petersbourg dans une famille de chocolatiers des Grisons ayant émigré en Russie vers 1855, étude d'ingénieur, volontaire dans l'armée russe en 1914, capitaine dans l'Armée blanche du général Wrangel, évacué à Gallipoli en octobre 1920, avant de revenir en Suisse en juin 1921 et de s'établir à Zurich ; en 1923 se rend à Genève où il s'entretient avec Polounine, le 10 mai 1924 il tire sur Vorovski, qui décède, et blesse Arens et Divilkovski ; acquitté, s'engage dans la légion française, plusieurs versions

contradictoires existent sur la date et la cause de sa mort : 26, 128-130, 235, 245, 490

CONTRERAS, CARLOS (1900-1983)
Né Vittorio Vidali, socialiste, puis communiste italien de Trieste, combat les fascistes avant d'émigrer aux Etats-Unis, milite au PCA dès 1923, expulsé en 1927, il part en URSS, puis à Mexico, suppléant du présidium du Komintern depuis 1928, en 1932-1933 dirige le SRI à Paris, pendant la guerre d'Espagne commissaire politique d'une unité communiste, de retour à Mexico il est l'un des dirigeants du PCM, serait impliqué dans l'assassinat de Trotski, rentre à Trieste en 1947, dirigeant du PC local et national : 301

COUNTS, GEORGE (1889-1974)
Pédagogue progressiste et théoricien de l'éducation, dirigeant du syndicat américain des enseignants, auteur d'ouvrages sur l'éducation en URSS, pays qu'il visite à plusieurs reprises ; président de la section new-yorkaise du American Labor Party en 1942-1944, puis fondateur et président du Liberal Party of New York dont il est le candidat au Sénat en 1952 : 301

CRAMER, LUCIEN (1868-1953)
Protestant genevois, docteur en droit de l'Université de Leipzig, carrière diplomatique (secrétaire de légation à Paris, à Berlin, puis rattaché au DPF à Berne), membre du CICR de 1921 à 1946 et du Bureau permanent de l'EIA depuis 1933, au conseil d'administration du *JdG* en 1920-1924, puis de *La Suisse* : 139, 199, 200

CZAMANSKI, N. A. (?-?)
L'un des responsables de la SRCR depuis 1909, son principal dirigeant d'octobre 1917 à janvier 1918, arrêté par les bolcheviks, puis libéré, dirige le bureau de Copenhague de l'Administration centrale provisoire de la CR russe d'Omsk, puis rejoint la direction de l'Administration centrale de la SRCR a. o : 91, 93

DAVID, JEAN-ELIE (1855-1937)
Journaliste vaudois, libéral de gauche, rédacteur de politique internationale à *La Gazette de Lausanne*, voyage en Russie avant la révolution de 1905, soutient la Révolution de Février, très critique à l'égard des bolcheviks, entretient de 1922 à 1935 une correspondance avec Zlintchenko : 219, 426, 460

DAVIES, MARGARET LLEWELYN (1861-1944)
Secrétaire d'une coopérative de femmes, militante chrétienne socialiste, suffragette, présidente du Medical Aid Committee for Sufferers from the Russian Famine, puis des ARN en Angleterre : 213

DAVTIAN, IAKOV K. (1888-1938)
Arménien du Nakhitchevan, rejoint les bolcheviks en 1905, étudie et milite à Saint-Pétersbourg, doit émigrer en Belgique pour échapper à une condamnation, continue ses études d'ingénieur mais est arrêté en 1915 par les autorités allemandes d'occupation ; libéré dans le cadre du traité de Brest-Litovsk, rejoint la Tcheka, puis devient le premier directeur des services de renseignement soviétique extérieur

(INO-VTcheka), exerce par la suite de nombreuses missions diplomatiques en Chine, en France, en Pologne, certainement en tant que résident de l'INO, arrêté en 1937, exécuté en 1938 : 47, 56, 165, 211

DENIKINE, ANTON I. (1872-1947)
Général russe, chef d'état-major du commandement suprême au printemps 1917, arrêté comme partisan de Kornilov, l'un des fondateurs de l'Armée des volontaires de la région du Don durant l'hiver 1917-1918, commandant en chef des forces armées du Sud après la mort de Kornilov, remplacé par Wrangel en 1920, s'exile en France, puis aux Etats-Unis : 80, 81, 91, 92

DEPIERRAZ, EMILE (1899-1992)
Employé de commerce vaudois, abstinent, adhère au PCS en 1923, intense activité syndicale et associative (notamment dans le sport et en faveur de l'URSS), secrétaire du PCV depuis 1935, rejoint le PST, écarté de ses fonctions en 1951 : 237, 462

DES GOUTTES, PAUL (1869-1943)
Etudes de droit aux Universités de Genève, Berlin et Paris, avocat, membre du CICR de 1918 à 1943, secrétaire général et vice-président du CICR en 1922-1925, dès 1919 membre du comité de rédaction, puis directeur de sa revue (*RICR*) : 133

DESCOEUDRES, ALICE (1877-1963)
Institutrice genevoise, assiste en autodidacte aux cours d'Edouard Claparède, devient sa collaboratrice à la revue

Archives de psychologie, partisane des méthodes nouvelles, enseigne de 1912 à 1947 à l'IJRR ; militante pacifiste, antiaucloïque et socialiste : 437, 489

DICKER, JACQUES (1879-1942)
Né en Ukraine, débute des études de droit à l'Université de Kiev, arrêté à plusieurs reprises pour son activité militante parmi les SR, réfugié à Genève en 1906, termine ses études, s'installe comme avocat et obtient la nationalité suisse en 1915, membre du PSG depuis 1906, milite aux côtés de Nicole, membre du Parlement genevois dès 1919 et fédéral en 1922-1925, puis en 1928-1941 ; avocat du PSG, il défend Guilbeaux en 1918, la mission Berzine, la partie civile lors du procès Conradi et Nicole devant les Assises fédérales en 1933 : 72, 128, 181, 235, 236, 254, 262, 267, 272, 436, 453, 461

DIMITROV, GEORGI (1882-1949)
Ouvrier et révolutionnaire bulgare, l'un des fondateurs du PC bulgare, après l'insurrection de septembre 1923 s'exile à Moscou, fonctionnaire du Komintern, dès 1929 dirige le bureau de Berlin, arrêté par les nazis qui l'accusent d'être impliqué dans l'incendie du Reichstag, gagne le procès de Leipzig, devient secrétaire général de l'IC en 1935, après 1945 chef du Gouvernement et du Parti bulgare : 330

DIVILKOVSKI, JEAN A. (1901-1935)
Fils d'Anatole Divilkovski — un militant bolchevique exilé en Suisse avec Lénine, puis collaborateur du Sovnarkom — il commence à travailler

en tant que collaborateur de la mission Berzine, secrétaire du collège du NKID, nombreuses missions diplomatiques, blessé à Lausanne en 1923 (voir CONRADI), *polpred* soviétique à Paris, correspondant de la VOKS, meurt dans un accident de voitures : 263

DMITRIEVSKI, SERGUEÏ M.
(1865-1941)

Représentant de la SRCR en Grèce, secrétaire de l'ambassade d'Athènes, conseiller à la légation soviétique de Stockholm, rompt avec Staline, se réfugie en Allemagne, antisémite, publie une série de livres et d'articles pour défendre le national-socialisme et prôner le national-bolchevisme en Russie : 50, 56

DOUBROVSKI, DAVID H.
(1888-1949)

Etudiant russe engagé dans la lutte contre le tsarisme, émigre aux Etats-Unis dans le prolongement de la Révolution de 1905, poursuit des études de dentiste et obtient sa naturalisation, milite au sein du Socialist Party of America, écrit pour la revue *Novy Mir*, fréquente Trotski et Boukharine ; l'un des fondateurs du PC américain et l'un de ses principaux dirigeants, après l'expulsion de Martens devient le représentant officiel de la SRCR et de Proletkino, étroitement surveillé par le Département américain de la justice et le FBI, suspecté de financer le PCA par le biais d'une filiale d'Amtorg, abandonne ses activités en faveur des Soviétiques en 1933, en 1939 auditionné par une commission du Congrès américain sur

la propagande anti-américaine : 50, 51, 55, 116, 164, 165, 183, 189, 209, 212

DOVGALEVSKY, VALERIAN S.
(1885-1934)

Révolutionnaire russe, adhère au POSDR en 1908, s'exile en France, combat dans l'Armée rouge pendant la guerre civile, puis commissaire du peuple aux Postes et Télégraphes, depuis 1924 travaille pour le NKID, en poste en Suède, au Japon et en France : 148

DOVJENKO, ALEXANDRE P.
(1894-1956)

Enseignant puis cinéaste soviétique d'origine ukrainienne, rejoint le PC au début des années 1920, considéré comme le fondateur du cinéma ukrainien, prix Staline en 1941, pendant la DGM journaliste et auteur de films de propagande : 496

DRAUDT, PAUL (1877-1944)

Colonel allemand, de 1921 à 1924 secrétaire général, puis vice-président de la CR allemande en 1925-1937, son représentant dans le conseil des gouverneurs de la Ligue, démissionne en 1937, officiellement pour raison de santé : 102

DREVET, CAMILLE (1880-1969)

Ecrivaine, voyageuse, spécialiste de Gandhi, militante féministe et pacifiste, membre puis secrétaire générale de la Ligue des femmes pour la paix et la liberté, en contact avec Birchmeyer, publie des articles sur l'URSS dans *Le Travail* et *Le Droit du Peuple*, auteure en 1931 de *La question des enfants abandonnés en URSS*, et en 1931 de *Une semaine à Bakou*, en 1932, le rapporteur de la

VOKS note qu'elle semble être devenue hostile à l'URSS, mais voyage encore en URSS en 1935 : 142, 265, 276

DÜBI, FRANZ (1908-1993)

Issu d'une famille communiste suisse, apprentissage de relieur, travaille en France où il adhère aux JC, de retour adhère au PC bâlois, étudiant à Moscou de 1929 à 1932, dirigeant des JC bâloises, puis permanent du PST : 411

DUCHAMP, MARCEL (1887-1968)

Peintre, sculpteur et plasticien français, inventeur des ready-made (objets tout faits : *Roue de bicyclette, Porte bouteilles, Fontaine, Urinoir*), influence le mouvement Dada, puis surréaliste, à New York pendant a DGM, revient en France : 421

DUCHÊNE, GABRIELLE (1870-1954)

Issue de la bourgeoisie parisienne, féministe, militante syndicale, pacifiste et antifasciste, membre du Comité international de secours à la Russie, se rend en URSS en octobre 1927, participe activement à plusieurs organisations culturelles philosoviétiques (les Amis de l'URSS, le Cercle de la Russie neuve, le mouvement Amsterdam-Pleyel, le RUP), Gabrielle est aussi la belle-mère d'Alexandre Roubakine : 137, 142, 213, 217, 266, 310, 374

DUCHÊNE, HENRI (1841-1902)

Paysagiste et architecte français, initiateur du retour du jardin à la française, père de Gabrielle : 143

DUCOMMUN, MAURICE

(1918-1968)

Membre du PST, permanent du Parti, rédacteur, en 1944 secrétaire romand de l'Association pour l'établissement et le développement de relations normales entre la Suisse et l'URSS : 334

DUNCKER, HERMANN (1874-1960)

Universitaire allemand, appartient à la gauche du SPD, rédacteur dans de nombreux journaux, cofondateur du groupe Spartakus, puis du KPD, rédacteur de *Rote Fabne*, dirige l'École du Parti, entré en résistance il est arrêté par les nazis en 1933, libéré, s'exile en 1936, interné par la France au Maroc, rejoint les Etats-Unis en 1941, de retour en Allemagne en 1947 il adhère au SED, exerce comme professeur en RDA : 299

DUNOIS, AMÉDÉE (1878-1945)

D'abord anarcho-syndicaliste, rejoint la SFIO, puis le PCF, membre de son comité directeur de 1924 à 1925, un proche de Montandon : 245

DUPARC, LOUIS (1866-1932)

Professeur depuis 1904 de minéralogie, pétrographie et de chimie analytique à l'Université de Genève, grand voyageur, auteur en collaboration avec Marguerite Tikanovitch d'une monographie considéré comme un classique sur *Le platine et les gîtes métallifères de l'Oural et du monde*, 1920 : 251, 252

DURTAIN, LUC (1881-1959)

Nom de plume d'André Robert Gustave Nepveu, Croix de Guerre en 1917, devient écrivain, nombreux

reportages de voyage, dénonce le colonialisme et le racisme, soutient l'URSS de 1928 à 1939 par antifascisme, puis publiciste : 300, 414

DUTASTA, PAUL-ARNAUD

(1873-1925)

Français, ambassadeur de France à Berne en 1918-1920, secrétaire général de la Conférence de la paix à Paris (1919), intermédiaire des autorités suisses auprès de Georges Clemenceau et des Alliés, participe à la rédaction de l'article 435 du traité de Versailles renouvelant la reconnaissance de la neutralité accordée à la Suisse par les traités de 1815 : 71

DZIERJINSKI, FELIX E.

(1877-1926)

Fils d'un noble polonais, membre de la social-démocratie lituanienne depuis 1896, proche du Bund, plusieurs fois déporté en Sibérie, membre de la direction de la SDKPiL, organise les activités du Parti à Cracovie, fidèle à la direction, arrêté en 1912, libéré par la révolution il est chargé par Lénine de la formation et de la direction de la Tcheka, membre du comité révolutionnaire polonais en 1920, président du Conseil supérieur de l'économie depuis 1924 : 58, 59, 354

EHRLER, ANDRÉ (1900-1949)

Instituteur genevois et critique du monde des arts (cinéma, music-hall, théâtre), membre depuis 1927 de l'aile gauche du PSG, nombreux engagements associatifs (membre fondateur des Amis de l'URSS et du Film nouveau), élu au Parlement fédéral en 1932 et au Gouvernement

genevois en 1933-1936, dirige le Département de l'hygiène, de l'assistance et de assurances sociales, suit Nicole dans la FSS : 272-275, 328, 417, 418, 437, 453, 458, 499-501, 510

EISENSTEIN, SERGUEÏ M.

(1898-1948)

Etude d'ingénieur, s'engage dans l'Armée rouge, démobilisé en 1920, devient metteur en scène et décorateur de théâtre, rencontre Meyerhold, débute au cinéma en 1923, spécialiste du « cinéma-poing », voyage en Europe, aux Etats-Unis, au Mexique, retourne en URSS au milieu des années 1930, continue à tourner malgré la censure : 28, 355, 359, 363, 375, 458, 496-498, 501, 502, 505

ELENA PAVLOVNA (1807-1873)

Née Marie-Charlotte-Frédérique de Wurtemberg, épouse le grand-duc de Russie Michel Pavlovitch, le fils aîné de Paul 1^{er}, philanthrope, pendant la guerre de Crimée, organise des services infirmiers avec Pirogov, l'une des fondatrices de l'Ordre des sœurs de l'exaltation de la Croix à l'origine de la SRCR, partisane de l'abolition du servage et des grandes réformes : 87

ELTSCHIAN, ARTHÈME MELIK

(1888-?)

Né à Mazra, arménien, chimiste, établi à Genève depuis 1908, membre du PCF, en contact avec Bagotski, l'un des organisateurs de l'Exposition de Genève en 1929, se rend en URSS en 1930 à l'invitation de la VOKS, visite deux cousins, dont l'un dirige une coopérative agricole en Arménie soviétique, expulsé le 2 novembre 1932

par décision du CF, émigre vraisemblablement en URSS : 235, 236, 262, 266, 267, 269, 273, 278, 482, 483

ENOUKIDZE, ABEL S. (1877-1937)
Géorgien, membre du POSDR, bolchevique, plusieurs fois déporté, proche de Staline, secrétaire du présidium du comité exécutif des Soviets, président de l'ASCRCR, destitué en 1936 : 153

ERNI, HANS (1909-)
Peintre, sculpteur et graveur lucernois, attiré par le cubisme, travaille dans plusieurs ateliers en Europe, membre du groupe Abstraction-Création en 1937-1938, devient célèbre par la réalisation d'une fresque pour l'Exposition nationale suisse de 1939, participe depuis à de nombreuses expositions à travers le monde ; pacifiste, proche des communistes sans adhérer au PST, membre du Conseil suisse de la paix fondé en 1945, participe en 1948 au Congrès mondial des intellectuels pour la paix en Pologne ; réalise plusieurs affiches favorables à l'URSS et contre le nucléaire, ses productions (timbres, billets de banques) sont censurées, mais réhabilité dans les années 1960, il est nommé en 2011 membre d'honneur de la société Schweiz-Russland : 336

ETTER, PHILIPP (1891-1977)
Homme politique zougais, catholique conservateur, docteur en droit de l'Université de Zurich, juge d'instruction à Zoug, dirige de 1934 à 1959 le Département de l'intérieur, membre du CICR de 1940 à 1947 : 199, 200, 516

EVREINOV, NIKOLAÏ N.
(1879-1953)
Dramaturge et écrivain russe, théoricien et historien du théâtre, organisateur du spectacle de masse de Saint-Pétersbourg pour le III^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, émigre, meurt en France : 358

EXTER, ALEXANDRA A.
(1882-1949)
Artiste de l'avant-garde russe, mariée à un célèbre avocat, voyage beaucoup en Europe, participe à des expositions en France et en Italie, après 1917 collabore avec Rodtchenko, dans les années 1920 élabore des vêtements et des costumes pour des films (*Aelita*), en 1924 émigre en France avec son mari, mais continue à exposer ses œuvres sous pavillon soviétique : 358, 476

FABRE, EUGÈNE (?-?)
Etudes de lettres à l'Université de Genève, journaliste et critique littéraire, assure depuis 1920 la chronique d'art dramatique de *La Suisse*, puis rédacteur en chef, maurassien et anticommuniste militant, directeur depuis 1940 du théâtre de la Comédie à Genève, correspondant de *La Suisse* à Vichy de 1940 à 1942, pétainiste, encore en place après 1945 malgré son soutien aux forces de l'Axe : 444, 487, 488

FATIO, GUILLAUME (1865-1958)
Descendant d'une famille de banquiers genevois, directeur de la Caisse mutuelle pour l'épargne et administrateur dans différentes banques genevoises jusqu'en 1934 ; parallèlement carrière de publiciste, milite pour la protection

du patrimoine, l'urbanisme, la salubrité publique et l'entraide sociale : 459

FAVRE, GUILLAUME (1875-1942)
Etudes universitaires, puis carrière militaire, colonel divisionnaire, membre du conseil d'administration du *JdG*, depuis 1932 au CICR, son vice-président de 1932 à 1937, et au comité suisse de patronage des Amis de l'EIA ; dirige pendant la DGM la section Armée et Foyer : 200

FEODOROVNA, MARIE (1847-1928)
Marie Sophie Frédérique Dagmar de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glucksbourg est membre de la famille royale du Danemark, devenue par son mariage avec Alexandre III impératrice de Russie sous le nom de Marie Feodorovna, mère de six enfants dont le dernier tsar Nicolas II, quitte la Russie en 1919 sur l'insistance de sa sœur Alexandra, reine-mère du Royaume-Uni, retourne au Danemark où elle demeure jusqu'à sa mort : 87, 97

FERRIÈRE, ADOLPHE (1879-1960)
Pédagogue genevois, professeur à l'Université de Genève, à l'IJJ Rousseau, directeur du BIE, éditeur de *Pour l'ère nouvelle*, un proche de Nicolas Roubakine : 141, 142, 162, 352

FERRIÈRE, FRÉDÉRIC (1848-1924)
Médecin genevois, député au Grand Conseil (droite nationale), au CICR de 1884 à 1924, son vice-président de 1917 à 1922, membre du comité de rédaction de la revue (*RICR*), participe à Varsovie en 1921 aux travaux de la

Commission des épidémies de la SdN ; un proche de Lodyginsky : 92

FIGNER, VERA (1852-1942)
Révolutionnaire russe, études à la faculté de médecine de Zurich, membre du groupe terroriste Terre et liberté, fonde en URSS la Société des anciens déportés et détenus politiques : 104, 264

FISCHER, LOUIS (1896-1970)
Journaliste américain, en 1917 rejoint la Légion juive en Palestine, en 1921 correspondant de presse en Allemagne, puis dès 1923 en Russie, auteur de nombreux ouvrages très philoso- vié- tiques, couvre la guerre d'Espagne, s'engage dans les brigades internationales, continue à célébrer le régime stalinien jusqu'au début de la Guerre froide, puis auteur anticommuniste : 301

FLÜCKIGER, HERMANN (1885-1960)
Brevet de notaire à Berne, membre du Parti radical, président du Conseil de ville de Bienne en 1931-1932, député au Grand Conseil bernois, colonel divisionnaire, en 1945 dirige la délégation négociant avec les Soviétiques le rapatriement des internés en Suisse, ministre de Suisse à Moscou de 1946 à 1948 : 516

FOREL, AUGUSTE (1848-1931)
Médecin, homme de science et penseur vaudois, professeur de psychiatrie et directeur d'un asile d'aliénés, célèbre pour son ouvrage sur *La Question sexuelle*, mais aussi sur *Les fourmis de la Suisse*, abstinent, engagé dans la lutte contre l'alcoolisme, il est pacifiste, espérantiste et socialiste, partisan de la reli-

gion universelle du baháisme : 142, 209, 219, 220, 222, 230, 233, 246, 248-250, 252, 263, 264, 270, 274, 276, 427, 446

FRANCE, ANATOLE (1844-1924)
Romancier et poète français, membre de l'Académie française, prix Nobel de littérature en 1921, il s'engage dans de nombreuses causes depuis l'affaire Dreyfus, ami de Jaurès, proche de la SFIO, reste à distance des communistes malgré son célèbre « Salut aux Soviets », publié dans *L'Humanité* : 104, 209

FRICK, EDOUARD-AUGUSTE (1887-1981)
Protestant neuchâtelois, travaille comme précepteur en Russie pour financer ses études, volontaire de la SRCR pendant la Grande Guerre, fonde la Conférence des représentants des Croix-Rouges neutres en Russie, chargé par Odier, puis par Lénine de la réorganisation de la SRCR, à la veille de l'armistice se rend à Paris, chef de la mission de secours aux prisonniers russes, puis délégué général du CICR en Europe orientale, adjoint de Nansen pour la CISR, après 1923 employé à la Société générale de surveillance et homme d'affaires : 44, 45, 66, 76, 77, 81, 87, 89, 90, 102, 108, 109, 192

FRIEDMANN, GEORGES (1902-1977)
Journaliste et sociologue français, apprend le russe, rédige trois ouvrages en URSS dans les années 1930, s'intéresse à la planification mais critique le culte de la personnalité, résistant, reste proche du PCF : 462

FUCHS, EDUARD (1870-1940)
Ecrivain, historien, journaliste et caricaturiste allemand, socialiste, puis communiste, membre des comités de secours en faveur de la Russie, puis de la Société allemande des ARN, quitte l'Allemagne pour la France en 1933 : 208, 213

GALKOVITCH, MOÏSEÏ (1902-1937)
Orientaliste soviétique, succède à Spalvine en tant que représentant de la SRCR et de la VOKS au Japon : 55

GALSWORTHY, JOHN (1867-1933)
Romancier et dramaturge britannique, prix Nobel de littérature en 1932 : 104

GANTCHAK, MORDUCH (?-?)
Etudiant russe en médecine à l'Université de Lausanne depuis 1913, principal relais des Soviétiques auprès des étudiants de Suisse romande, représentant de la SRCR à Lausanne : 69

GASSER, ADOLF (1903-1985)
Bâlois, études d'histoire et de philologie classique, doctorat à Zurich en 1927, enseigne l'histoire constitutionnelle à l'Université de Bâle depuis 1936, auteur de nombreux éditoriaux pour la *National-Zeitung*, signataire de l'appel de 1944 pour le rétablissement de relations normales avec l'URSS, député radical au Grand Conseil de Bâle-Ville de 1953 à 1968, et président du Parti radical bâlois en 1955-1960 : 335

GERTEIS, HEINRICH (1895-1965)
Enseignant de Winterthur, secrétaire syndical, membre du PCS, puis dès 1928 du PSS, mais en restant proche

des communistes, dirige le BFSU de 1932 à 1937, encore considéré en 1938 par le comité international des AUS comme leur principal représentant en Suisse : 283, 321, 324

GHEZZI, FRANCESCO (1893-1942)
Anarchiste italien, réfugié en URSS, arrêté en 1928, libéré en 1931, à nouveau arrêté en 1938, déporté à Vorkouta : 447

GIACOMETTI, ALBERTO (1901-1968)
Sculpteur suisse, proche des communistes français depuis les années trente, publie depuis octobre 1944 et jusqu'en 1946 avec Balthus et Albert Skira la revue *Labyrinthe*, mensuel antifasciste proche des Soviétiques consacré aux lettres et aux arts, soutient la reprise des relations avec l'URSS : 335, 410

GIELLY, LOUIS (1876-1957)
Membre du Parti radical genevois et conservateur du Musée d'art et d'histoire de Genève, fait partie du comité de la SEDRC, en 1935 effectuée avec sa femme d'origine russe, secrétaire à la SdN, un voyage en URSS : 236, 251, 252, 369

GILLIARD, EDMOND (1875-1969)
Professeur de collège et écrivain vaudois, proche de la gauche socialiste, puis des communistes : 418

GIOVANOLI, FRITZ (1898-1964)
Etudes d'économie politique aux Universités de Bâle et Berlin, doctorat en 1924, dirige l'Office fédéral de la statistique de 1929 à 1933, licencié à cause de ses positions politiques, secrétaire du PS bernois en 1933-1946,

nombreux mandats électifs, situé à l'aile gauche du Parti, soutient les Républicains espagnols, l'un des initiateurs du mouvement suisse contre l'armement atomique : 238

GITTERMANN, VALENTIN (1900-1965)
Suisse d'origine ukrainienne, enseignant d'histoire russe, notamment à l'Université de Zurich, correspond avec Roubakine, socialiste de gauche, collabore à plusieurs revues marxistes, conseiller national pour le PSS de 1944 à 1965 : 420, 516

GLAUSER, FRIEDRICH (1896-1938)
Ecrivain suisse, vie de bohème (morphinomane), puis à la Légion étrangère de 1921 à 1923, membre du cercle littéraire de Humm, auteur de romans policiers, participe en juin 1935 au premier Congrès international pour la défense de la culture à Paris : 420, 422

GLAZOUNOV, ALEXANDRE K. (1865-1936)
Compositeur russe, directeur du Conservatoire de Saint-Petersbourg depuis 1905, se rend à Vienne en 1928 pour siéger dans le jury d'un concours international de piano, refuse de rentrer en URSS : 456

GMÜR, HARRY (1908-1979)
Héritier d'une famille bernoise fortunée, socialiste de gauche, rédacteur en chef d'*ABC*, proche de Hofmaier, l'un des fondateurs du PST, reporter pour la presse est-allemande : 229, 422

GOLAY, PAUL (1877-1951)
Enseignant puis conseiller juridique du canton de Vaud, se situant à la gauche

du Parti ouvrier socialiste vaudois, membre du Comité international de secours aux sans-travail de Russie, nombreuses fonctions électives, rédacteur du *Droit du peuple*, très critique à l'égard de l'URSS : 219, 436, 438

GOLDENBERG, IAKOV R. (1876-?)
Né à Varsovie, rejoint la SDKPiL en 1902, se réfugie en France pendant la guerre, arrêté en 1917 pour propagande bolchevique, expulsé en 1921, puis représentant du BZI-NKZ et de la SRCR à Berlin de 1921 à 1928, de retour à Moscou en 1929, rejoint l'administration des éditions médicales d'Etat : 50, 109, 116, 130, 164

GOLDENSTEIN, EFRAÏM S.
(1882-1938)
Né à Kitchinev, études de médecine à Odessa, puis doctorat de gynécologie à Munich où il devient médecin, exerce en Bulgarie, délégué de la SRCR à Vienne en 1923, puis dès décembre 1924, 2^e secrétaire d'ambassade à Vienne, certainement en tant que résident de l'INO, depuis juillet 1927, il est le 2^e secrétaire de la légation soviétique de Berlin, s'occupant des Balkans : 56, 165

GOLDSCHMIDT, ALFONS
(1879-1940)
Intellectuel allemand de gauche, journaliste et professeur, président du SOI en Allemagne, émigre en 1933 au Mexique : 299

GORKI, MAXIME (1868-1936)
Nom de plume d'Alexis Maximovitch Pechkov, écrivain russe autodidacte, célèbre dès ses premiers écrits, proche

des bolcheviks, arrêté, s'exile en Italie après la Révolution de 1905, rentre en 1913, critique le coup d'Etat bolchevique ; de 1921 à 1928 vit en Italie, officiellement pour des raisons de santé ; voyage en URSS en 1929 (visite aux Solovki, Goulag du Grand Nord), retour en URSS en 1932, devient l'écrivain officiel du régime stalinien ; décède d'une pneumonie : 103-105, 115, 118, 249, 260, 265, 270, 354, 360, 361, 396, 397, 417, 423, 476

GORNOSTAEV, L. N. (?-?)
Consul du tsar à Genève, exerce ses fonctions avec l'accord du Gouvernement suisse jusqu'en décembre 1922 : 73

GOTO, SIMPEÏ VICOMTE
(1857-1929)
Homme politique japonais, président depuis 1906 des chemins de fer du sud de la Mandchourie, ministre des Affaires étrangères, maire de Tokyo, puis ministre de l'Intérieur en 1922-1923, dirige les négociations pour la reprise des relations diplomatiques avec l'URSS, président de la Société russo-japonaise : 213

GOTTWALD, KLEMENT
(1896-1953)
Menuisier tchèque, travaille à Vienne, rejoint le Parti communiste tchécoslovaque à sa fondation, membre de sa direction dès 1925, membre du secrétariat de l'exécutif de l'IC, président de la République démocratique tchèque : 330

GRABER, ERNEST-PAUL

(1875-1956)

Instituteur et militant socialiste, pacifiste, participe au mouvement de Zimmerwald, rédacteur du journal socialiste neuchâtelois *La Sentinelle* dont il est le cofondateur, secrétaire du PS romand et membre du comité directeur, nombreuses fonctions électives, antifasciste et anticommuniste : 239, 434, 439

GRAISIER, FRANÇOIS (1900-1962)

Expert-comptable genevois, militant du PSG, secrétaire de la rédaction du *Travail* depuis 1935, membre du PST jusqu'en 1950 : 334

GRANDJOUAN, JULES (1875-1968)

Dessinateur et affichiste français, proche du PCF, il publie dans *l'Humanité*, voyage en URSS en 1925 avec une délégation de la CGTU, puis pour le X^e anniversaire de la révolution d'Octobre, auteur à son retour d'un récit illustré édité par le Comité des amitiés franco-soviétiques, l'un des membres fondateurs du Cercle de la Russie neuve ; s'éloigne du PCF et de l'URSS à la fin des années vingt : 213, 217

GRENIER, FERNAND (1901-1992)

Ouvrier boulanger français, membre du PCF, permanent du Parti, en charge des Amis de l'URSS de 1932 à 1939, en 1933 séjourne un mois en URSS, en 1936 reprend le secrétariat international des AUS installé à Paris, député-maire de Saint-Denis, représentant du PCF auprès de la France libre à Londres, membre du CC du PCF et du conseil national de France-URSS : 407

GRIMM, ROBERT (1881-1958)

Typographe, militant socialiste suisse, dirige la section du canton de Berne du PSS, rédacteur de la *Berner Tagwacht*, nombreux mandats électifs au niveau cantonal et national, principal organisateur du mouvement de Zimmerwald, refuse la scission demandée par l'IC, condamné en tant que dirigeant de la Grève générale, partisan du Front uni de la gauche, l'une des figures de l'Internationale II^{1/2}, soutient la reconnaissance de l'URSS par les autorités suisses : 37, 63, 174, 236, 238, 412, 434, 475

GRIMM, ROSA (1875-1955)

Née à Odessa, études à Berne, mariage avec Robert Grimm, s'installe à Zurich en 1916, travaille dans la librairie de la Jeunesse socialiste, collaboratrice au *Vormärts*, participe à la fondation du PCS, sa déléguée suisse au III^e congrès de l'IC, se rend plusieurs fois en URSS, y travaille de 1930 à 1931 pour les éditions de l'IC, revient au PS en 1943 : 235, 463

GROSS, BABETTE (1898-1990)

Née Thüring, publiciste allemande, directrice commerciale des éditions Neuer Deutscher Verlag, cofondatrice du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, membre du KPD, compagne de Münzenberg, membre du bureau du SOI, après 1933 en exil à Paris et en Suisse, dirige les Editions du Carrefour, quitte le KPD en 1937, après-guerre vit à Berlin-Ouest où elle dirige le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : 408

GROSS-FULPIUS, JACQUES

(1855-1928)

Membre de la Fédération jurassienne, ami d'Elisée Reclus et de Kropotkine, historien de la Commune et militant libertaire : 263

GROSZ, GEORG (1893-1959)

Né Georg Ehrenfried Groß, peintre berlinois, enrôlé en 1914, réformé en 1917, antimilitariste, participe à l'insurrection spartakiste de janvier 1919, adhère au KPD, figure du mouvement dada, participe à de nombreuses revues engagées, émigre aux Etats-Unis en 1932, enseigne l'art, revient mourir à Berlin : 118, 408

GUELFAND, LEV B. (?-?)

Membre du secrétariat de l'ambassade soviétique à Paris de 1927 à 1935, sert d'intermédiaire pour l'ASCRCR et la VOKS, accompagne Herriot lors de son voyage de 1933, puis à la légation de Rome, s'enfuit à Cuba en 1940 : 56

GUILBEAUX, HENRI (1885-1938)

Ecrivain, journaliste, membre de la SFIO, émigre en Suisse pendant la guerre, édite à Genève le journal *Demain*, salue la Révolution d'Octobre, participe aux I^{er}, II^e et V^e congrès de l'IC, correspondant de *L'Humanité* en Allemagne, revient en France en 1932, pacifiste, s'écarte ensuite de l'URSS et du communisme : 135, 235, 245

GUINZBURG, MOÏSEÏ I.

(1892-1946)

Architecte ukrainien, figure du constructivisme, nombreuses réalisations en URSS, dont le bâtiment du Narkomfin : 358

GUREWITSCH, PAUL (1880-?)

Né à Minsk, émigre avant la guerre, naturalisé suisse en 1930, ingénieur, auteur de plusieurs articles sur l'électricité, représentant d'une firme américaine d'import-export, puis de West-Telegraph, il est le réacteur du *Schweizer Exporteur*, et le correspondant d'une série de journaux spécialisés, membre fondateur, puis principal dirigeant de DNR et de la Vereinigung zur Förderung des Handelsbeziehungen Schweiz-Sowjetunion, surveillé par la police fédérale depuis 1938 et pendant la guerre, membre après guerre de la GSS : 188, 235, 236, 240, 281-284, 286, 289, 291, 292, 301, 303, 306, 307, 339, 371, 373-375, 398, 422, 427, 442, 448, 459, 463, 464, 490-492, 495, 509, 511, 512

HAEBERLIN, HEINRICH

(1868-1947)

Avocat et homme politique radical, nombreuses fonctions électives en Thurgovie, conseiller fédéral dès 1922, dirige le DFJP, propose de limiter le droit d'association et de punir la préparation d'actes définis comme subversifs, mais son projet de loi est rejeté par le peuple en 1922, et dans une seconde mouture en 1934, provoquant sa démission du CF, président de Pro Helvetia de 1939 à 1944 : 136, 200, 432, 491

HALLE, FELIX (1884-1937)

Juriste allemand, fondateur en 1914 des éditions Neuer Deutscher Verlag, conseiller juridique du SRI, s'exile en URSS après 1933, arrêté et exécuté : 408

HALLER, RODOLPHE DE

(1874–1962)

Vice-président, puis président de la Banque commerciale de Bâle (1920-1957), membre du conseil de la Banque nationale suisse de 1920 à 1947, du conseil d'administration du *JdG* depuis 1923 et du CICR, dont il sera le trésorier dès 1925, ainsi que du comité financier l'ÉIA : 200

HALPERIN, JOSEPH (1891-1963)

Zurichois, correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung*, dirige à partir de 1937 l'hebdomadaire de gauche *ABC*, membre du cercle littéraire de Humm, partisan d'un regroupement de la gauche dans un Front populaire, son fils adhère au PCS : 420, 422, 423

HANECKI, JAKUB (1879-1937)

Socialiste de Varsovie, étudie en Allemagne et en Suisse, rejoint le Bund, dès 1901 membre du CC de la SDKPiL, dirige l'organisation de Cracovie de 1912 à 1914, proche de Lénine qu'il aidera à passer en Suisse, représente en Suède le bureau étranger du CC du POSDR, dès 1918 fonctionnaire de l'État soviétique, directeur de la Banque d'État, puis du Musée de la révolution, arrêté en 1937, fusillé avec sa famille, réhabilité en 1956 : 50, 59, 60, 61, 153, 180

HANSEN, ARVID G. (1894-1966)

Études de philosophie, dirigeant des jeunes travailleurs de Norvège, rejoint dès 1923 le PCN, rédacteur dans la presse communiste, dirigeant des AUS, enseigne à Moscou de 1931 à 1935, s'exile en Suède pendant la guerre, exclu du PCN en 1949 : 315

HARDEN, MAXIMILIAN

(1867-1927)

Dirige le journal *Zukunft*, l'un des rares conservateurs à dénoncer les buts de guerre allemands, soutient la signature du traité de Versailles, tout en étant favorable à un rapprochement avec la Russie soviétique : 118

HARNACK, ARVID (1901-1942)

Juriste et économiste allemand, élève de Friedrich Lenz avec lequel il fonde le groupe ARPLAN, en contact avec les Soviétiques depuis 1933, l'un des protagonistes de l'Orchestre rouge tout en étant officiellement membre du NSDAP, auteur d'un journal de la résistance allemande (*Die innere Front*), arrêté par la Gestapo, condamné à mort et exécuté : 299

HAUPTMANN, GERHRADT

(1862-1946)

Auteur dramatique allemand, prix Nobel de littérature en 1912 et prix Goethe en 1932 : 104

HEARTFIELD, JOHN (1891-1968)

Né Helmut Herzfeld, artiste dada allemand, proche de Georg Grosz, choisit comme lui d'angliciser son nom par résistance au nationalisme, communiste dès 1919, réalise des photomontages pour les revues de Münzenberg dont l'*AIZ*, après 1933 s'exile en Tchécoslovaquie, puis en Angleterre, revient en RDA en 1950 : 408, 419

HEEB, FRITZ (1911-1994)

Juriste bernois, doctorat en droit à l'Université de Zurich, au PSS en 1938, l'un des cofondateurs du PST,

secrétaire de la Société Schweiz-Sowjetunion, quitte le PST en 1956, retourne au PSS en 1960, de 1969 à 1975 avocat de Soljenitsyne : 337

HEIDEN, KONRAD (1901-1966)
Journaliste socialiste allemand, spécialiste du national-socialisme, réfugié à Zurich depuis 1933, auteur d'une célèbre biographie d'Adolf Hitler publiée par Oprecht, puis à Paris, interné en 1939, obtient un visa pour les Etats-Unis : 162

HERCOD, ROBERT (1876-1963)
Docteur ès lettres de l'Université de Lausanne, connaît Zlitchenko, de 1905 à 1921 dirige le Secrétariat antialcoolique suisse, rédacteur du journal *Abstinence*, directeur de 1907 à 1950 du bureau de la Ligue internationale contre l'alcoolisme : 446

HERRIOT, EDOUARD (1872-1957)
Homme politique radical français, maire de Lyon, président du Conseil en 1924-1925, puis en 1932, voyage en URSS en 1922 et 1932 : 116, 211, 213, 249

HERZOG, JAKOB (1892-1931)
membre des JS de Zurich, fondateur du groupe Forderung, exclu du PSS en octobre 1918, fonde l'organisation des Altkommunisten qu'il représente au premier congrès du Komintern, participe à la création du PCS en 1921, membre de sa centrale et du CC de 1927 à 1930 : 237

HERZOG, WILHELM (1884-1960)
Historien allemand de la littérature, pacifiste, socialiste puis communiste, s'exile en Suisse, puis aux Etats-Unis après 1933 : 462

HEYKIENG, ALPHONSE DE (1860-1930)
Baron russe, docteur en droit et en philosophie, consul général du tsar à Londres, puis professeur de droit international à Genève et à l'Académie de droit de La Haye : 459

HICHENS, ROBERT S. (1864-1950)
Journaliste et écrivains anglais, rendu célèbre par sa nouvelle de 1904 *The Garden of Allah*, mise à l'écran à trois reprises, dont l'une en 1936, dans une version technicolor avec Marlene Dietrich et Charles Boyer dans les rôles principaux : 251, 252

HILGER, GUSTAV (1886-1965)
Allemand né en Russie, ingénieur de formation, diplomate, en 1921-1922 représentant du gouvernement allemand et chef de la mission de la Croix-Rouge allemande en Russie, dirige le bureau des prisonniers civils et militaires, s'occupe à titre officieux des Suisses de Russie jusqu'en 1922, partisan de Rapallo, collaborateur à l'ambassade allemande de Moscou de 1923 à 1941, écrit ses mémoires : 46, 118

HIRSCHFELD, KURT (1902-1964)
Metteur en scène allemand, réfugié en Suisse après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, engagé comme auteur dramatique au Zürcher Schauspielhaus, en 1934 assiste au 2^e Festival de théâtre de Moscou, puis voyage en URSS pendant quelques semaines à l'invitation de la VOKS, effectue à son retour de nombreuses conférences et publie des articles dans la grande presse suisse allemande (*NZZ* et *Basler*

Nationalzeitung), à nouveau invité à Moscou, au 4^e Festival en septembre 1936 : 371, 413, 442, 462

HITZ, CHRISTIAN ALBERT (1883-1954)

Docteur en droit, président du PS zurichois, adhère au PCS en 1921, membre de son CC en 1927, rédacteur de la *Bündner Volkswacht* de 1917 à 1919, du *Volksrecht* de Zurich de 1919 à 1921, et du *Kämpfer* en 1921 et 1926-1929, nombreuses fonctions électives avant de devenir conseiller juridique de la représentation commerciale soviétique à Berlin de 1931 à 1933, puis avocat à Zurich : 311, 406, 431

HODANN, MAX (1894-1946)

Docteur et sexologue allemand, pionnier des études de genre, eugéniste, socialiste philosoviétique, membre des Amis de la Russie nouvelle, puis président des AUS, éditeur de *Das Drohende Krieg* de 1928 à 1930, voyage en URSS, arrêté par les nazis, parvient à s'exiler en Scandinavie : 216, 314-316, 415

HOETZSCH, OTTO (1876-1946)

Baron balte, docteur ès lettres, historien de la Russie, président de la Deutsche Gesellschaft Zum Studium Osteuropas, député du Parti national allemand, puis du Parti national du peuple allemand, partisan d'une alliance germano-russe, nombreux voyages en URSS, interné par les nazis, libéré en 1945 : 299

HOFFMANN, ARTHUR (1857-1927)

Avocat et homme politique des Grisons, membre du Parti radical-

démocrate, conseiller d'Etat, puis conseiller fédéral de 1911 à 1917, doit démissionner à la suite de son rôle d'intermédiaire en faveur d'une paix séparée germano-russe : 38, 63, 170

HOFMAIER, EMIL (1901-1965)

Bâlois, adhère aux JC, puis au PCS, en 1927 en Italie, membre du PCI, puis en France, et depuis 1928 à Moscou, adhère au PCUS, travaille pour le Profintern, puis pour l'OMS-VTsCPC, obtient la nationalité soviétique en 1938, travaille au département de presse et de propagande du Komintern jusqu'à sa dissolution en 1943 : 219

HOFMAIER, KARL (1897-1988)

Frère aîné du précédent, typographe bâlois, membre du PCS dès sa fondation, de sa direction de 1922 à 1924, de 1924 à 1936 au service de l'IC pour laquelle il effectue de nombreuses missions hors d'URSS, en prison en Italie de 1927 à 1934, installé à Zurich depuis 1936, membre de toutes les instances dirigeantes du Parti, en contact régulier avec la VOKS depuis le départ de Bagotski, accompagne Nicole en URSS en 1939 et sert d'intermédiaire auprès des Suisses souhaitant se rendre en URSS, exclu du PST en 1947 en raison d'un scandale financier : 229, 236, 328-331, 335, 407, 422, 423, 440

HOOVER, HERBERT (1874-1964)

Issu d'une famille de quakers américains, ingénieur, nombreux engagements humanitaires pendant la PGM, ministre de l'Agriculture, en charge du ravitaillement de l'Europe, président de l'American Relief

Administration (ARA), secrétaire républicain au Commerce de 1921 à 1928, puis président des Etats-Unis en 1928-1932 : 102, 106

HUBER, JOHANNES (1879-1948)
Avocat installé à Saint-Gall et dirigeant socialiste, proche de Platten et Bagotski, nombreux mandats électifs, plusieurs fois candidat du PSS au Conseil fédéral, marié à une Russe, Maria Blumberg, nombreux engagements en faveur des réfugiés : 62, 236, 244, 251

HUBER, MAX (1874-1960)
Zurichois, docteur en droit, professeur à l'Université de Zurich de 1902 à 1921, conseiller juridique du DPF, prépare l'adhésion de la Suisse à la SdN, président de la Cour permanente de justice internationale de La Haye de 1922 à 1932 ; membre du CICR de 1923 à 1947, président de 1928 à 1944 et président a. i. de 1945 à 1947 ; président du conseil d'administration de la fabrique de machines Oerlikon de 1921 à 1944 et d'Aluminium Industrie AG de 1929 à 1941 : 197, 199

HUGENBERG, ALFRED (1865-1951)
Fondateur de la Ligue pangermaniste, ancien président de la firme Krupp, magnat de la presse et des médias, fondateur du *Stahlhelm*, proche du DNVP puis du NSDAP, membre du gouvernement Papen-Hitler de 1933 : 409

HUMBERT-DROZ, JULES (1891-1971)
Pasteur de formation, journaliste et militant socialiste suisse, l'un des fondateurs du PCS, occupe de

nombreuses fonctions dans l'IC, proche de Boukharine, revient en Suisse en 1931, secrétaire du PCS de 1936 à 1941, exclu en 1943, retourne au PSS : 218, 219, 284, 319, 321, 418, 423, 431-433, 463

HUMM, RUDOLF JAKOB (1895-1977)
Ecrivain et traducteur suisse installé à Zurich, militant antifasciste, proche de Jakob Bühner et Fritz Brupbacher, en 1932 visite l'URSS avec le communiste Itschner, à son retour fonde avec Walter Roshardt la DNR, dont il devient le secrétaire, dirige la délégation suisse au Congrès d'Amsterdam contre la guerre, collabore au *Kämpfer* et à la revue marxiste sans-parti *information*, son cercle littéraire est le point de rencontre des artistes et écrivains progressistes de Zurich, engagement en faveur des réfugiés antifascistes, s'écarte des communistes et de l'URSS en 1936 : 230, 282-285, 290-292, 303, 304, 413, 420, 422, 463

HÜRLIMANN, HANS KONRAD (1900-1938)
Libraire communiste suisse, responsable depuis 1925 de la filiale zurichoise des éditions Münzenberg (Neuer Deutscher Verlag) et depuis 1933, avec sa femme Johanna Sidler, de la maison de distribution de films Prometheus, membre des AUS : 317, 410, 507

IGNATIEV, PAUL N. (1870-1926)
Comte russe, de 1915 à 1917, ministre de l'Instruction publique de Nicolas II, président de la SRCR en 1917, puis à

Paris du conseil général pour les affaires de SRCR a. o. à l'Etranger, meurt en Angleterre : 91

INGBER, M. (?-?)

Correspondant du département latin de la VOKS, s'occupe des Suisses : 25, 220, 270, 297

INGOLD, WALTER (1896-1972)

Enseignant, rédacteur du *Schweizer Demokrat*, responsable de la presse du syndicat du personnel des services publics, l'un des cofondateurs de *Die Nation* : 439

INKPIN, ALBERT (1884-1944)

Secrétaire du British Socialist Party de 1907 à 1913, du PC de Grande-Bretagne de 1920 à 1929, dirige les AUS britanniques jusqu'à sa mort, secrétaire du bureau international des AUS en 1935 : 316

IOFAN, BORIS M. (1891-1976)

Architecte soviétique de style stalinien, adhère au PC en 1926, réalise en 1931 la célèbre Maison sur le quai pour l'élite du régime, en 1932 lauréat du concours du Palais des Soviets, médaille d'or de l'Exposition universelle de Paris en 1937 pour la réalisation du pavillon soviétique, réalise encore celui de l'Exposition internationale de New-York en 1939 : 476, 477

IPATIEV, VLADIMIR N.
(1867-1952)

Chimiste russe, membre de l'Académie russe des sciences, général dans l'Armée impériale, rallié au régime, dirige plusieurs centres de recherche, profite d'une conférence à Munich en 1930 pour demander l'asile aux Etats-

Unis, rejoint par sa femme mais son fils est arrêté, continue sa carrière aux Etats-Unis : 456

ISTRATI, PANAIȚ (1884-1935)

Ecrivain roumain, proche de Romain Rolland, président d'honneur des AUS, revient désabusé d'URSS : 213, 310

ITH, ARNOLD (1890-1979)

Ingénieur zurichois, depuis 1928 responsable de la politique des transports de la ville, président de la Fédération suisse du transport et des bains thermaux dont il dirige le secteur presse et information, en 1935 voyage en URSS avec le couple Tilgenkamp, effectue à son retour des conférences, conseiller pour l'Exposition nationale suisse de 1939, l'un des fondateurs de l'aéroport de Zurich : 304-306, 369, 468

ITSCHNER, HANS-HEINRICH
(1887-1962)

Typographe et journaliste zurichois, anarchiste, l'un des fondateurs du groupe Forderung, quitte la Suisse en 1921 pour échapper à la police, vit d'abord en Russie soviétique avant d'être envoyé comme émissaire de l'IC dans divers pays, revient en Suisse en 1931, joue un rôle dirigeant dans la grève des locataires à Zurich, exclu du PCS en 1932 pour indiscipline et irrégularité financière, se consacre dès lors à des études d'économie : 245, 283

JAEGGI, FRANÇOIS (1913-1971)

Etudiant en médecine à Lausanne, proche de la famille Bagotski, responsable des JC, vice-président du groupement universitaire de la SdN, militant du PST après guerre, exclu en

1952, devient médecin chef à la clinique psychiatrique de Bel-Air à Genève : 70

JDANOV, ANDREÏ A. (1896-1948)
Ukrainien, bolchevique depuis 1915, au CC depuis 1930, depuis 1934 secrétaire du CC et responsable de l'organisation de Leningrad, après 1945 responsable de la culture et de l'idéologie du Parti, théoricien de la Guerre froide : 362

JEANMAIRE, HENRI-LUCIEN (?-?)
Graveur vaudois, proche de Jeanneret-Minkine, membre avec sa femme Martine des AUS vaudois, antifasciste, voyage en URSS en octobre 1936, au PST au sortir de la guerre : 327

JEANNERET-MINKINE, LOUBA (1883-1939)
Etudiante russe à l'Université de Lausanne en 1904, épouse Maurice Jeanneret, avec lequel elle ouvre un cabinet médical à Lausanne, militante des AUS : 235, 284, 288, 311-313

JEANNERET-MINKINE, MAURICE (1886-1953)
Jurassien, études de médecine à l'Université de Lausanne, russophone, médecin volontaire en Serbie de 1914 à 1915, de retour à Lausanne se lie à Montandon, cofondateur en 1917 du Parti jeune radical indépendant, adhère en 1920 au Parti ouvrier socialiste vaudois, correspondant des *Izvestia* pendant le procès Conradi, exclu du POSV en 1924 pour propagande soviétique, fonde le Parti travailliste socialiste, dirige la délégation suisse aux célébrations du X^e anniversaire

d'Octobre, réadmis au PSS en mai 1928, reste proche de Nicole et des communistes, assiste au Congrès pour la paix d'Amsterdam, militant des AUS, voyage en URSS avec Louba en 1935, l'un des fondateurs de la FSS en 1939, président du PST vaudois de 1945 à sa mort, nombreux mandats électoraux au niveau cantonal et national : 236, 238, 244, 253, 288, 311-313, 335, 435-438, 453, 462

JEBB, EGLANTYNE (1876-1928)
Née en Angleterre dans une famille aisée, études d'histoire au prestigieux Margaret Hall College, devient enseignante, membre d'une société de bienfaisance dirigée par la mère de l'économiste Keynes à Cambridge, se rend en 1913 dans les Balkans au nom du Macedonian Relief Fund, en 1918 lance un comité de lutte contre la famine, future composante de l'UISE dont elle est la présidente : 109, 110

JENNY, GABRIEL (?-?)
Issu d'une famille de Suisses de Russie, entrepreneur, nommé consul général suisse à Kiev en 1919, proche de Lodyginsky : 92

JEZIERSKA, FANNY (1887-1945)
Militante polonaise, installée en Allemagne, fréquente la gauche radicale, secrétaire de Rosa Luxemburg en 1918-1919, travaille ensuite comme agent de liaison du Komintern au sein de l'ambassade soviétique de Rome, puis à Moscou dans divers départements de l'appareil, dont la section information du CEIC pour laquelle elle rédige les rapports sur la

Suisse, proche de l'opposition allemande (KPO), s'exile à Paris en 1933, puis en Californie en 1940 : 138

JOFFÉ, ABRAM F. (1880-1960)
Etudes de physique à Saint-Petersbourg puis Munich, dirige depuis 1918 l'Institut physico-technique de Leningrad, l'un des inventeurs du radar, prix Staline en 1942, écarté durant les années 1950 en raison de ses origines juives : 356

JOFFÉ, ADOLPHE A. (1883-1927)
Membre du POSDR depuis 1901, proche de Trotski, rejoint les bolcheviks en 1917, nombreuses fonctions dans les services diplomatiques soviétiques, notamment en Allemagne en 1918 et en Chine de 1922 à 1924, malade se suicide pour protester contre la répression de l'opposition : 36, 37, 41, 211, 404

JOHNSON, M. J. (?-?)
Docteur en médecine, grade de major dans l'armée américaine, responsable des hôpitaux militaires américains, haut-commissaire adjoint de la SdN pour les réfugiés russes, dirigeant en France de l'American Volunteer Ambulance Corps, chargé par Roosevelt de l'assistance alimentaire aux enfants de la France occupée : 111

JORDI, FRITZ (1885-1938)
Bernois, éditeur socialiste puis communiste, correspondant suisse des Libres penseurs prolétariens, fondateur dans le hameau de Fontana Martina, à Ronco, d'une communauté d'artistes, édite dès 1930 la revue *Fontana Martina* : 289, 404, 405

JOUKOWSKY, ETIENNE (1869-1948)
Elève de Louis Duparc, sous la direction duquel il fait sa thèse, collaborateurs de géologie, paléontologie et minéralogie au Muséum de Genève, en charge des collections minéralogiques et pétrographiques du Muséum : 251, 252

JOURDAIN, FRANCIS (1876-1958)
Architecte, peintre et décorateur français, pionnier des arts décoratifs modernes, nombreuses participations à des expositions universelles, assiste au X^e anniversaire d'Octobre, membre du PCF et de l'AEAR, proche de Paul Langevin avec lequel il fonde le Cercle de la Russie neuve : 213, 217, 300, 310, 315

JÜNGER, ERNST (1895-1998)
Ecrivain allemand, rendu célèbre par son récit d'un combattant de la Grande guerre (*Orage d'acier*), figure majeure de la révolution conservatrice à l'époque de la République de Weimar, refuse de collaborer avec les nazis, mobilisé, il est en 1941 officier de l'administration militaire d'occupation à Paris, reste une figure publique très controversée en Allemagne : 299

JUNOD, ALBERT (1865-1951)
Etudes à Neuchâtel, précepteur en Italie de 1885 à 1887 et à Saint-Petersbourg de 1887 à 1894, professeur de géographie économique et d'économie politique à Neuchâtel en 1897-1905, secrétaire de division au Département fédéral du commerce, chargé de l'inspection de l'enseignement commercial en Suisse

de 1905 à 1914, ministre de Suisse en Russie en 1918-1919, chargé de mission en Pologne et en Tchécoslovaquie en 1919, puis en Angleterre et en Italie : 45, 95, 192

KALININE, MIKHAÏL I.
(1875-1946)

Membre du POSDR depuis 1898, du BP du PCUS depuis 1926, président de l'exécutif des Soviets de 1919 à 1938 : 103, 311

KAMENEV, LEV B. (1883-1936)

Membre du POSDR depuis 1901, bolchevik, membre du CC et du BP de 1919 à 1927, exclu en 1927, réintégré, exclu en 1932, arrêté en 1935, condamné à mort lors du 1^{er} procès de Moscou : 41, 104, 106, 124

KAMENEVA, OLGA D. (1883-1941)

Sœur de Trotski, femme de Kamenev, membre du POSDR depuis 1902, du PCR(b) depuis 1917, dirige la section théâtrale du Narkompros, préside l'OBi, puis la VOKS de 1925 à 1929, écartée, bannie de la capitale en 1935, condamnée en 1936, exécutée : 16, 22, 23, 52, 53, 55, 116, 122, 124, 137, 153, 154, 186, 208, 210, 211, 214, 216, 217, 223, 225, 253, 296, 298, 345, 383, 388, 391, 416, 419, 456, 457, 480, 481, 514

KANTOROWICZ, ALFRED
(1899-1979)

Docteur en droit, écrivain et journaliste allemand, engagé volontaire en 1916, adhère au KPD en 1931 par antifascisme, s'exile à Paris où il se lie à Thomas Mann, rejoint les brigades internationales en Espagne, part pour les Etats-Unis en 1940, de retour à

Berlin en 1947, adhère au SED, mais rejoint la RFA en 1957 : 299, 420

KARAKHAN, LEV M. (1889-1937)

Arménien de Tbilissi, père avocat, études de droit, membre du POSDR depuis 1904, d'abord menchevik, rejoint les bolcheviks en mai 1917, membre du Conseil militaire de la RSFSR, participe aux négociations de Brest-Litovsk, nommé ensuite ambassadeur à Pékin, membre du collège du NKID, puis en poste en Turquie, entre au CC du PCUS en 1934, réprimé : 36, 153, 191

KARCEVSKI, SERGE I. (1884-1955)

Instituteur puis bibliothécaire russe, militant du POSDR, exilé à Genève depuis 1906, élève de Ferdinand de Saussure à l'Université de Genève, enseigne la linguistique en Russie de 1917 à 1920, puis à Strasbourg et Prague, son ouvrage sur *Le système du verbe russe*, paru à Prague en 1927, est chaudement salué par le *Bulletin de la Société de linguistique de Paris*, occupe depuis 1928 la chaire de littérature russe à l'Université de Genève : 514

KÀROLYI, COMTE MIHÀLI
(1875-1955)

Aristocrate hongrois, chef du Parti de l'indépendance hongroise, dirige le premier gouvernement de la Hongrie indépendante en 1918, devient président en 1919, cède le pouvoir à Bela Kun, puis exilé en France : 300

KARPINSKI, VIACHESLAV A.
(1880-1965)

Membre du POSDR depuis 1898, docteur en économie, doit émigrer en

1904, collabore avec Lénine à Genève, responsable de la bibliothèque bolchevique de Genève, représentant officieux des bolcheviks en Suisse avant l'arrivée de Berzine, propagandiste soviétique pendant la guerre, rédacteur de plusieurs revues soviétiques consacrées à l'éducation de masse : 356

KASSIANOV, NICOLAS A. (?-?)
Docteur russe, général de l'Armée impériale, représentant à Berne de la Croix-Rouge des Armées blanches : 80

KAZANZAKIS, NIKOS (1883-1957)
Ecrivain, linguiste et philosophe grec, influencé par Nietzsche et Bergson, marxiste, bouddhiste et chrétien, s'occupe du rapatriement des Grecs après la Révolution russe et la guerre avec la Turquie d'Atatürk, nombreux reportages à travers le monde, voyage en URSS avec Istrati de 1925 à 1928, puis en Espagne pendant la guerre civile, en 1945 fondateur de l'Union socialiste ouvrière, expert à l'UNESCO, lauréat du prix international de la Paix en 1950 : 310

KELLER, ULRICH (1899-?)
Ingénieur suisse, envoyé en URSS en 1936 par la Firme Sulzer de Winterthur, arrêté la même année pour espionnage industriel, Wehrlin parvient à le voir une fois, en 1948 fait savoir aux autorités suisses qu'il s'est marié et souhaite demeurer dans sa nouvelle patrie : 278

KEMENOV, VLADIMIR S. (1908-?)
Historien et critique d'art soviétique, adhère au PCUS en 1939, président de la VOKS de 1940 à 1947, membre de l'Académie des arts, ministre de la

Culture de l'URSS de 1954 à 1956, son représentant à l'UNESCO en 1956-1958, auteur de nombreux ouvrages d'histoire de l'art jusqu'au milieu des années 1980, spécialiste de Kravtchenko : 124, 338

KHLEBNIKOV, VICTOR V. DIT VELIMIR (1885-1922)
Poète russe, l'un des fondateurs du futurisme, rallié aux bolcheviks, collabore à la presse communiste : 358

KLUTSIS, GUSTAV G. (1895-1938)
Peintre et affichiste letton, études d'art à Saint-Petersbourg, constructiviste, puis suprématiste, partisan de l'art industriel, réalise de nombreuses peintures, affiches et couvertures de livres soviétiques, notamment à l'occasion des commémorations de la Révolution d'Octobre, contribue au culte de Lénine, puis de Staline : 491

KNITTEL, JOHN (1891-1970)
Né en Inde où ses parents sont missionnaires, études secondaires à Bâle, puis formation commerciale à Londres, employé de banque, puis projectionniste dans des théâtres, rencontre l'écrivain anglais Robert Hichens, connaît le succès avec sa première nouvelle *The Travels of Aaron West*, 1919, s'installe en 1921 en Suisse, auteur en 1935 d'un drame critique sur le colonialisme de Benito Mussolini, se rapproche pendant la DGM du nazisme, exclu de l'Union suisse des écrivains : 251, 252

KNORINE, WILHELM G. (1890-1939)
Communiste letton, membre du CC du

PCUS(b) en 1928-1937 et du CEIC en 1928-1935, dirige la section information, puis agitprop du CC du PCR(b), depuis 1929 le département Europe centrale de l'IC, arrêté en 1937 : 54

KOESTLER, ARTHUR (1905-1983)
Ecrivain anglais d'origine hongroise, d'abord sioniste, puis dès 1931 au KPD, voyage en URSS comme journaliste, quitte le Parti à son retour d'Espagne, rejoint la Légion étrangère, puis l'armée britannique : 223, 367, 412

KOGAN, E. S. (?-?)
Membre du bureau provisoire des industries de Moscou, se rend à Bâle en 1927 pour négocier un accord commercial avec la Suisse, puis collaborateur de la VOKS : 172, 390

KOHN, FELIX (1864-1941)
Socialiste polonais, membre du groupe Prolétariat, puis au PPS de gauche, rejoint la Suisse avec Bagotski en 1914, travaille à la Bibliothèque Roubakine, participe à la fondation du PCP, puis nombreuses fonctions au sein du CEIC et de différents Commissariats de l'URSS, de 1933 à 1937 dirige le Musée du Narkomzdrav : 61, 62

KOLLONTAÏ, ALEXANDRA M. (1872-1952)
Issue de l'aristocratie, études d'économie politique à l'Université de Zurich, marxiste et féministe, rejoint le POSDR en 1899, menchevique puis bolchevique depuis 1915, commissaire de peuple à l'Assistance publique, fondatrice de l'opposition ouvrière, puis ambassadrice en Norvège, au Mexique et en Finlande : 354

KOLLWITZ, KÄTHE (1867-1945)
Sculptrice, graveuse et dessinatrice allemande, pacifiste et socialiste, collabore avec Münzenberg au sein du SOI et d'autres mouvements de gauche, exposée en URSS, boycottée par le régime nazi : 118, 408, 477

KOLMAN, ERNST Y. (1892-1979)
Né à Prague, mathématicien, combat dans l'armée d'Autriche-Hongrie, PG en Russie, rejoint le PCR, travaille dans l'Armée rouge, responsable des questions scientifiques au sein du Parti dans les années 1930, après 1945 dirige l'agitpropotdel du PC de tchécoslovaque, membre de l'Académie des sciences de Tchécoslovaquie, révoqué du PCT et du PCS, meurt à Stockholm : 459

KOLTCHAK, ALEXANDRE V. (1874-1920)
Officier de marine russe, océanographe et hydrographe, expéditions en brise-glace dans l'Arctique, 1910-1912 rejoint l'état-major de la marine, puis vice-amiral, commande la flotte de la mer Noire, soutient la Révolution de Février, démissionne en juin, part aux Etats-Unis, chef du Gouvernement provisoire de Sibérie avec le soutien des Alliés, chef des Armées blanches, lâché par les Alliés, capturé et exécuté : 91, 93, 245

KOLTSOV, MIKHAÏL E. (1898-1940)
Ecrivain et journaliste, bolchevique en 1917, rédacteur à la *Pravda*, relance en 1923 la revue *Ogoniok*, dirige la délégation soviétique au Congrès international des écrivains pour la

défense de la culture de Paris en 1935, correspondant en Espagne en 1936, arrêté en 1938, exécuté, réhabilité en 1956 : 397

KONDRATIEV, NICOLAS D.
(1892-1938)

Economiste russe, théoricien des cycles économiques, dirige l'Institut des conjonctures économiques au Commissariat du peuple aux finances, en 1931 accusé-vedette du procès du Parti industriel, condamné à sept ans de Goulag, exécuté en 1938 à la suite d'un second procès : 298

KONENKOV, SERGUEÏ T.
(1874-1971)

D'origine paysanne, études de peinture, sculpture et architecture à Moscou et Saint-Petersbourg, à Moscou sur les barricades pendant la Révolution de 1905, soutient la Révolution d'Octobre, participe à la propagande monumentale (plaque commémorative de la Révolution d'Octobre), participe en 1925 à une exposition d'art soviétique à New York, ville où il demeure jusqu'en 1945 date à laquelle Staline le fait revenir en URSS, couvert de prix par le régime : 477

KONTCHALOVSKI, PIOTR P.
(1876-1956)

Etude à l'École de peinture, de sculpture et d'architecture de Moscou, puis à l'Académie impériale des beaux-arts de Saint-Petersbourg, participe à la création du mouvement Valet de Carreau, après 1917 enseigne l'art en Russie soviétique, peintre prolifique souvent exposé en URSS (galerie Tretyakov, 1922) et à l'étranger (Berlin

en 1922, New-York en 1924, Paris en 1925) : 358

KOPP, VICTOR L. (1880-1930)

Membre du POSDR depuis 1908, travaille au NKID, chef du bureau d'aide aux prisonniers de guerre à Berlin en 1920-1922, *polpred* au Japon puis en Suède : 116, 182

KORESHKOV, J. (?-?)

Membre de la direction générale de l'ancienne organisation russe de la CR, rallié aux Soviétiques, en mission en Bulgarie en 1922, travaille dès 1926 à la représentation commerciale soviétique de Paris : 50

KOROVINE, EVGUENI A.
(1892-1964)

Juriste, étudie le droit à l'Université de Moscou, professeur en 1923, docteur en 1938, académicien en 1946 ; membre de la SRCR depuis 1917, responsable depuis 1919 de son département juridique et relations avec l'étranger, puis l'un des experts soviétiques les plus connus en droit international, sujet sur lequel il publie de nombreux ouvrages de référence : 48, 50, 51, 183, 190

KOULAGENKOV, ANATOLĬ G.
(1911-1982)

Travaille pour le NKID depuis 1937, missions diplomatiques en Italie, Iran, Turquie, Grèce, puis ministre à Berne de 1946 à 1950, ensuite au Mexique, Tunisie, Sénégal, *polpred* à l'UNESCO : 202, 338, 339

KOULAGUINA, VALENTINA N.
(1902-1987)

Artiste graphique soviétique, étudie à

Moscou avec les constructivistes, mariée à Klutsis, collabore avec Lissitzky et Rodtchenko, travaille au département artistique du Gosizdat et pour la VOKS, réalise encore des affiches et des couvertures de livres pendant et après la DGM : 476, 491

KOULECHOV, LEV V. (1899-1970)

Cinéaste et théoricien soviétique, débute en 1916 comme peintre dans un studio de cinéma, réalise des films d'actualité sur le front pendant la guerre civile, depuis 1920 directeur de l'Institut de cinématographie de Moscou, fonde un laboratoire expérimental de montage dont les techniques seront notamment utilisées par Eisenstein : 496, 497, 511

KOZINTSEV, GRIGORI M. (1905-1973)

Ukrainien, études de peinture auprès d'Alexandra Exter, décore des trains de propagande en Ukraine, puis cinéaste soviétique, l'un des fondateurs de la Fabrique de l'acteur excentrique, professeur à l'Institut de Leningrad des arts scéniques : 496

KRASSINE, LEONID B. (1870-1926)

Ingénieur russe, marxiste, militant bolchevik clandestin, commissaire du peuple au Commerce extérieur, ambassadeur à Paris, puis à Londres : 173

KRAVTCHENKO, ALEXEÏ I. (1889-1940)

D'un milieu aisé, études de peinture, sculpture et architecture à Munich et Moscou, sa peinture romantique rencontre beaucoup de succès en Italie et en Russie dès les années 1910,

illustrateur et photographe au service de la propagande militaire russe pendant la Grande Guerre, à l'époque soviétique exerce surtout comme illustrateur de revues et de livres, exposé à la galerie Tretyakov : 485, 491

KRESTINSKI, NIKOLAÏ N. (1883-1938)

Participe à la Révolution de 1905, devient avocat, candidat des bolcheviks à la Douma, déporté en 1914, entre au CC du Parti en 1917, au BP en 1919, commissaire du peuple au Finances, écarté en 1921, *polpred* soviétique à Berlin jusqu'en 1930, rallié à Staline en 1930, suppléant de Litvinov au NKID, arrêté en 1937 : 69, 131, 133, 136, 153, 177

KROUPSKAÏA, NADEJDA K. (1869-1939)

Descendante de la petite noblesse libérale, études de pédagogie, se consacre à l'alphabétisation des familles ouvrières, rencontre Lénine dans un cercle d'étudiants marxistes, collabore avec lui au sein du CC et dans la presse bolchevique, pendant la guerre secrétaire de la Société de secours au profit des émigrés politiques russes, dirige le Glavpolitprosvet du Narkompros, soutient les expériences de rééducation de Makarenko, résiste à Staline jusqu'en 1927 ; auteure de plus de 3000 livres, brochures, articles et comptes rendus sur les questions d'éducation : 29, 60, 62, 348, 352, 354, 386, 406, 473, 498

KUCZYNSKI, JÜRGEN (1904-1997)
Historien, économiste et philosophe allemand, études aux Etats-Unis,

adhère au KPD en 1930, exilé en Angleterre, recruté par les services secrets états-uniens (OSS), tout en travaillant pour les Soviétiques, l'un des fondateurs du mouvement *Freies Deutschland*, à son retour en Allemagne préside la commission des finances de la zone soviétique, puis une multitude d'institutions scientifiques de RDA, dont la Société pour l'étude de la culture soviétique : 299

KÜHNE, OTTO (1893-1955)
Militant communiste allemand, secrétaire de la fraction communiste du Reichstag, éditeur d'un bulletin international des AUS, émigre au Danemark après 1933, brigadiste en Espagne, dirigeant de la résistance en France, meurt en RDA : 414

KUN, BELA (1886-1938)
Hongrois, prisonnier de guerre en Russie, préside la fédération des groupes étrangers du PCR(b), cofondateur du PC hongrois, dirige la République hongroise des conseils, émigre en Russie où il remplit plusieurs fonctions dans l'appareil de l'IC et de l'Etat soviétique, exécuté : 47

KÜPPERS, SOPHIA (1891-1978)
Artiste et historienne de l'art allemande, proche des constructivistes, se marie à El Lissitzky en 1927, réalisent ensemble de nombreuses couvertures de revues soviétiques, reléguée en Sibérie en 1944 en tant qu'ennemi du peuple, meurt en URSS : 397

KURELLA, ALFRED (1895-1975)
Ecrivain communiste allemand, l'un des fondateurs de la KIM, membre du dé-

partement agitprop du CEIC de 1926 à 1928, rédacteur dans de nombreux journaux communistes allemands et russes, secrétaire de Dimitrov en 1935-1937, naturalisé soviétique, en RDA depuis 1954, dirige la commission culturelle du SED : 406, 411

LAFORA, GONZALO RODRIGUEZ (1886-1971)
Neurologue espagnol, auteur de plus de 200 articles scientifiques, en contact avec la VOKS, membre de la Société des relations culturelles entre l'Espagne et l'URSS, dirige de département psychiatrique de Madrid, républicain, s'exile au Mexique en 1938, revient ultérieurement comme professeur : 301

LAMM, VLADIMIR A. (?-?)
Russe, frère du musicien P. A. Lamm, envoyé en Suisse en 1918 comme représentant du Comité de Moscou d'aide aux prisonniers de guerre, son nom disparaît des documents dès son arrivée en Suisse, ne serait pas revenu en Russie : 76

LAMOUR, PHILIPPE (1903-1992)
Avocat français, président des Faisceaux universitaires, adhère au Parti fasciste révolutionnaire, perpétuant la tradition du Faisceau dissout en 1928, en 1930 fonde la revue *Plans* avec Le Corbusier et Fernand Léger, théoricien du planisme, ce qui inspirera son travail au Ministère de l'agriculture des Quatrième et Cinquième Républiques : 301, 418

LANGVIN, PAUL (1872-1946)
Physicien français, ami des Curie, professeur de physique générale et

expérimentale au Collège de France, dreyfusard, membre de l'Association des amis du peuple russe de 1905, puis du Comité des relations scientifiques avec l'URSS, pacifiste et antifasciste, arrêté en 1940 : 209

LAWTHER, WILL (1889-1976)
Dirigeant syndicaliste et politique, président de la Fédération des mineurs britanniques, membre du Parlement de 1929 à 1931 : 312, 315

LEBEDEVA, B. (?-?)
Membre du Narkomzdrav, collaboratrice du bureau latin de la VOKS, en relation avec les Suisses : 25

LEBET, FRANCIS AUGUSTE (1897-1955)
Neuchâtelois, ouvrier du bâtiment, d'abord proche des anarchistes, membre des JS du Locle avec Humbert-Droz, son président en 1920, s'installe à Genève, secrétaire des JC, collabore à l'*Avant-Garde*, en 1928 éditeur du *Drapeau rouge*, début des années 1930 président du PCG, membre du comité des Amis de la Russie nouvelle, membre de la Garde ouvrière, son discours le soir de la fusillade du 9 novembre 1932 et lors du procès qui suit lui vaut quatre mois de prison, chômeur il devient marchand chineur, d'où son surnom « la NEP », secrétaire de la FOBB : 214, 264, 271, 273-275, 278, 427, 432

LE CORBUSIER (1887-1965)
Né Charles-Edouard Jeanneret, fréquente l'École d'art de La Chaux-de-Fonds, puis formation d'autodidacte chez de nombreux

architectes à l'étranger, construit des villas à Paris et projette de grands bâtiments publics et collectifs (le Centrosoyus à Moscou, Mundaneum à Genève, non réalisé, le Palais des Nations à Genève, non réalisé) ; en 1928 fonde avec ses partisans à La Sarraz les Congrès internationaux d'architecture moderne, réalise ensuite des commandes pour l'Italie fasciste, le gouvernement de Vichy, théoricien du logement collectif (l'unité d'habitation) il réalise encore de nombreuses constructions dans l'après-guerre : 230, 231, 300, 301, 359, 418, 421, 476

LÉGER, FERNAND (1881-1955)
Peintre décorateur et sculpteur français, pionnier du cubisme influencé par Malevitch, l'un des fondateurs de la revue *Plans* : 301, 418

LÉNINE, VLADIMIR I. OULIANOV, DIT (1870-1924)
Leader de la fraction bolchevique du POSDR, en exil après la Révolution de 1905, rentre en Russie en mars 1917, conduit les bolcheviks dans leur ascension au pouvoir, à la tête du Sovnarkom, impose au Parti la signature du traité de Brest-Litovsk, puis jette les bases de l'État soviétique : 27, 29, 37, 57, 59-63, 85, 88, 89, 106, 179-181, 205, 219, 247, 249, 270, 277, 327, 330, 350, 360, 361, 364, 370, 405, 409, 436, 462, 468, 476, 478, 498, 532

LENTOULOV, ARISTARKH V. (1882-1943)
Peintre russe avant-gardiste, figure majeure du cubisme, l'un des fondateurs, avec Kontchalovski, de l'association d'artistes Valet de

Carreau, en 1910-1911 à Paris, dans l'atelier de Le Fauconnier, revient à Moscou, réalise des décors de théâtre, président de la Société des artistes moscovites : 358

LENZ, FRIEDRICH (1885-1968)
Economiste allemand, doctorat à l'Université de Berlin, cofondateur de la Friedrich-List Gesellschaft, auteur de nombreux travaux sur la crise du capitalisme et l'économie planifiée, nationaliste révolutionnaire, enseigne dans de nombreuses universités étrangères ; en 1947 travaille à l'Université Humboldt de la zone soviétique de Berlin, avant de rejoindre la RFA : 299

LERNER, O. E. (?-?)
Préside la VOKS quelques mois en 1933 : 124

LESCH, WALTER (1898-1958)
Journaliste, metteur en scène et conseiller artistique pour le cinéma à Berlin et Zurich, en 1929 première pièce au Schauspielhaus de Zurich, en 1933 cofondateur et directeur du cabaret Cornichon, auteur de plus de 400 chansons, puis de textes publicitaires : 335

LEUPIN, KURT (1907-1986)
Docteur en sciences, dès 1940 professeur extraordinaire, puis ordinaire de pharmacologie à l'Université de Bâle, signataire de l'appel de 1944 pour le rétablissement de relations normales avec l'URSS, de 1944 à 1959 député démocrate au Grand Conseil de Bâle-Campagne, et conseiller national en 1943-1951 : 335

LIEB, FRITZ (1892-1970)
Théologien et slaviste de l'Université de Bâle, militant socialiste, puis communiste, président de l'Association Suisse-URSS (1945-1950), président du Mouvement suisse contre l'armement atomique : 335, 339

LIEBESKIND, WOLFGANG-AMÉDÉE (1902-1983)
Né en Saxe, études de droit dans les Universités de Leipzig et Fribourg, depuis 1933 professeur d'histoire du droit et des institutions à l'Université de Genève, en 1945 membre du présidium de l'ASU : 337

LIFSCHITZ, BORIS (1879-1967)
Né en Ukraine, en Suisse depuis 1906, naturalisé en 1912, étude de droit à l'Université de Berne, rencontre les bolcheviks en Suisse pendant la guerre, juriconsulte de la mission Berzine, puis avocat à Berne, représentant en Suisse du CUJS, membre du PSS, puis du PCS (1921-1924), participe aux IV^e et V^e congrès de l'IC à Moscou, à nouveau au PSS, avocat de l'accusation lors du procès de Berne du *Protocole des Sages de Sion*, consul du Nicaragua, met Loosli en relation avec Bagostski, actif dans la reprise des relations avec l'URSS : 110, 335

LIOUBARSKI, NIKOLAÏ N. (?-?)
Collaborateur de la mission Berzine et de la mission russe de la CR : 66

LISSITZKY, LAZAR M., DIT EL (1890-1941)
Issu d'une famille aisée de Russie, études d'architecture en Allemagne, peintre d'avant-garde, mais aussi

designer, photographe, typographe et architecte, dessine le premier drapeau soviétique, rejoint l'IZO-Narkompros, adhère au suprématisme de Malevitch, séjourne en Allemagne où il fréquente les membres du Bauhaus, nombreux photomontages et affiches, collabore à la revue bâloise *A.B.C.*, de retour en URSS dessine le parc Gorki et réalise les pavillons soviétiques de plusieurs expositions internationales : 28, 358, 397, 421, 476, 482

LITVINOV, MAXIME M.
(1876-1951)

Membre du POSDR depuis 1898, *polpred* en Grande-Bretagne en 1918, plusieurs missions de négociations avec les Alliés dans les pays scandinaves, vice-commissaire du NKID en 1921-1930, commissaire de 1930 à 1939, puis à nouveau vice-commissaire en 1941-1946, au CC du PCUS depuis 1934 : 36, 41, 42, 53, 55, 83, 106, 118, 131, 133, 136, 143, 146, 148, 153, 154, 190, 198, 271, 272, 404

LÖBE, PAUL (1875-1967)

Militant social-démocrate, président du Reichstag de 1920 à 1932, membre de la Société des amis de la Russie nouvelle, démissionne après le remplacement de Kameneva, arrêté à plusieurs reprises par les nazis : 213

LODYGENSKY, GEORGES
(1888-1977)

Famille de la petite noblesse russe, médecin militaire, proche des milieux monarchistes, fonde avec le consul de Suisse de Kiev un Comité de Secours aux victimes de la guerre civile, délégué de la SRCR a. o. à Genève, représentant

du Comité national russe, puis cofondateur et secrétaire de l'EIA jusqu'en 1950, s'établit ensuite en Espagne, puis au Brésil : 92-94, 98-100, 104, 107, 108, 129, 130, 200, 236, 451, 459, 465, 486

LOOSLI, CARL ALBERT
(1877-1959)

Ecrivain, journaliste et polémiste suisse, critique les institutions éducatives helvétiques, marxiste, sans être membre du PC, se rend en URSS en 1934, expert au procès de Berne contre la direction du Parti national-socialiste suisse, invité par la VOKS en URSS en 1935, soutient par des conférences et des articles le rapprochement avec l'URSS : 228, 335, 422, 455

LOUNATCHARSKI, ANATOLE V.
(1875-1933)

Descendant de la noblesse russe, marxiste, études de philosophie à l'Université de Zurich, revient en Russie, militant bolchevik, arrêté, s'exile en Suisse, rencontre Lénine, Gorki et Bogdanov, développe le concept de culture prolétarienne, dirige la section culture et éducation de la Douma de Petrograd en 1917, puis le Narkompros jusqu'en 1929, membre de l'Académie des sciences, directeur d'un Institut de littérature, ambassadeur en Espagne : 123, 235, 249, 311, 349, 352, 361, 386, 390, 417, 459, 477, 498, 505

LUKÁCS, GEORG (1885-1971)

Hongrois, doctorat de lettres à Berlin, assistant de Max Weber, marxiste, adhère au PC hongrois, commissaire à l'Instruction de la République des

conseils de Bela Kun, exilé en Allemagne, puis dès 1933 en Union soviétique où il réalise de nombreux travaux scientifiques, de retour en Hongrie après-guerre devient ministre de la Culture dans le gouvernement d'Imre Nagy en 1955, part en 1956, mais revient dès 1957, se consacre alors à la littérature hongroise : 299

LUXEMBURG, ROSA (1871-1919)
Révolutionnaire polonaise, docteur en économie de l'Université de Zurich, membre de la SDKPiL et du SPD, participe à la fondation des Spartakistes, puis du KPD(s) dont elle est la principale théoricienne, assassinée pendant la semaine sanglante : 59, 413

MAHLER, ELSA (1882-1970)
Emigrée russe, enseigne la philologie et l'histoire de l'art en Russie jusqu'en 1920, professeur de slavistique à l'Université de Bâle, membre du présidium de l'ASU : 335, 337

MAĀKOVSKI, VLADIMIR V.
(1893-1930)
Poète, dramaturge, peintre, affichiste et scénariste, participe à la Révolution de 1905, rejoint les bolcheviks, futuriste, soutient le pouvoir soviétique, l'un des fondateurs en 1921 de la revue *LEF*, travaille pour l'agence Rosta, se suicide en 1930 : 358, 361, 362, 381

MAILLART, ELLA (1903-1997)
Issue de la bourgeoisie genevoise, sportive d'élite (ski et voile), écrivaine voyageuse et féministe, voyage en URSS en 1930, au Turkestan soviétique en 1932, traverse la Chine et l'Inde par le Xinjiang avec le journaliste anglais Peter

Fleming, séjourne en Inde de 1939 à 1945 après être passée par la Turquie et l'Afghanistan avec Annemarie Schwarzenbach : 222, 224, 230, 232, 306, 347, 366, 375, 413, 414, 422, 465

MAKARENKO, ANTON S.
(1888-1939)

Instituteur puis pédagogue soviétique, dirige depuis la guerre civile une coopérative pour les enfants abandonnés ou délinquants en Ukraine qui sera baptisée Colonie Gorki après le passage de l'écrivain en 1927, puis la Commune Dzierzjinski : 354, 509

MAKLAKOV, VASSILI A.
(1869-1957)

Avocat russe, membre du CC du Parti constitutionnel-démocrate, parlementaire à la Douma, membre de la commission préparatoire pour les élections de l'Assemblée constituante, nommé ambassadeur à Paris il prend ses fonctions le 7 novembre 1917, reconnu par le Gouvernement français comme le représentant légitime de la Russie jusqu'en 1924, à partir de cette date préside l'Office central des réfugiés russes : 42, 92

MALECKI, ALEXANDRE
(1879-1937)

Polonais, membre de la SDKPiL depuis 1900, de la commission centrale des syndicats, élu au CC en 1906 et en 1908, l'un des principaux dirigeants de l'opposition polonaise, son théoricien et son représentant à la Douma, se joint pendant la guerre au groupe *Gazeta Robotnicza* à Zurich, en Russie dès 1921,

travaille au NKID, puis au CEIC, termine sa carrière comme enseignant, arrêté en 1937, exécuté, réhabilité en 1956 : 59

MALEVITCH, KASIMIR S.
(1878-1935)

D'origine polonaise, fréquente l'École technique de Moscou, puis de peinture à Kiev, développe en autodidacte son œuvre plastique, maître de l'art abstrait (*Carré blanc sur fond blanc*, 1918), enseigne dans des écoles soviétiques, théoricien du suprématisme, attaqué par la presse dès 1929, perd son poste de directeur de l'Institut d'Etat pour les arts de Leningrad, emprisonné et torturé, mais funérailles officielles : 301, 358, 362

MANDEL, MORITZ (1883-1938)
Social-démocrate hongrois, réfugié en Suisse, président de la Ligue suisse d'aide aux prisonniers et déportés russes, participe au Gouvernement de la République hongroise des conseils, réfugié en Suisse, milite au PCS, administrateur du *Kämpfer*, rejoint le KPO, effectue pour DNR une conférence sur "Les fondements du communisme" qui suscite de nombreuses critiques à Moscou : 151

MANUILSKI, DMITRI Z.
(1883-1959)

Social-démocrate russe, milite avec Trotski, rejoint les bolcheviks en 1917, membre du CC depuis 1922 et premier secrétaire du PC ukrainien, dirige la mission CR en France de mars 1919, en 1920 membre de la délégation soviétique lors des négociations de paix avec la Pologne, nombreuses

fonctions dans l'IC, puis ministre des Affaires étrangères d'Ukraine : 47

MARCHLEWSKI, JULIAN
(1866-1925)

L'un des fondateurs de la SDKPiL, se fixe en Allemagne dès 1893, collabore à de nombreux journaux du SPD, membre fondateur des Spartakistes, interné puis libéré comme ressortissant russe, en Allemagne en février 1919, puis en Pologne où il est l'un des dirigeants du PC, de retour à Moscou travaille au SOI : 48, 59

MARGUERITTE, VICTOR
(1866-1942)

Français, carrière militaire puis littéraire, ardent défenseur de l'émancipation des femmes (*La Garçonne* en 1922) ainsi que du rapprochement des peuples, pacifiste, d'abord proche des communistes, collaborateur pendant la guerre : 265

MARTENS, LUDWIG K.
(1874-1948)

Russe d'origine allemande, marxiste, expulsé de Russie pour activisme révolutionnaire, travaille en Grande-Bretagne comme ingénieur, s'établit aux Etats-Unis en 1916, nommé représentant de la RSFSR sans être reconnu par le Gouvernement américains, rappelé en Russie en 1921, travaille ensuite au Conseil suprême de l'économie nationale, président de Glavmetall, et professeur dans de nombreux instituts pour ingénieurs : 41

MARTI, OTTO (?-?)

Juriste, chancelier de la ville de Bienne et député au Grand Conseil bâlois,

auteur d'un projet d'établissement d'horlogers suisses en URSS, se rend en URSS à deux reprises en 1936 : 160

MARTIN, JEAN (1879-1962)
Genevois, ami de Théodore Aubert depuis le Collège, études de droit à l'Université de Genève, appartient au Parti démocratique, participe à la répression de la Grève générale à Genève, rédacteur en chef, puis directeur du *JdG* : 149, 443

MARTIN, WILLIAM (1888-1934)
Genevois, docteur en droit, journaliste et historien, nationaliste d'inspiration maurassienne, puis partisan de l'esprit de Genève, collaborateur à la *SdN* puis au *BIT*, depuis 1924 dirige de la rubrique internationale du *JdG*, écarté en 1933, professeur d'histoire à l'EPFL : 443, 444

MASARYK, TOMÁS (1859-1937)
Pédagogue, sociologue et philosophe tchèque, président de la République tchécoslovaque de 1918 à 1935 : 104

MASSIE, ALEC (1904-1947)
Ecosais, dirigeant des JC et de la KIM, l'un des responsables des AUS britanniques, malade il doit cesser ses activités : 315

MEGEVAND, ROBERT (1908-1987)
Manœuvre dans le bâtiment, au PCG dès 1929, Ecole Lénine de Moscou, rédacteur du *Drapeau rouge*, membre de la Garde ouvrière, dirige le SRI de Genève en 1934, procure des armes à la résistance française pendant la DGM, jugé et acquitté, rejoint le PSS : 432

MEHNERT, KLAUS (1906-1984)
Allemand né à Moscou, études d'histoire russe auprès d'Otto Hoetzsch, correspondant de la presse allemande à Moscou de 1934 à 1936, professeur de science politique invité dans de nombreux pays, dont les Etats-Unis, où il édite pendant la guerre une feuille de propagande du Ministère allemand des affaires étrangères, grand voyageur il exerce par la suite dans de nombreux medias de RFA comme expert politique : 299

MEILL, RICHARD (1900-1991)
Psychologue schaffhouseois, assistant puis chercheur à l'IJJR, où il succède à Piaget, participe au congrès de psychotechnique de Moscou en 1931, en relation avec Bagotski, membre puis secrétaire de la section genevoise de la revue *Plans*, fondateur de l'Institut de psychologie de Berne : 142, 371

MEISEL, EDMUND (1894-1930)
Etudes musicales à Berlin, compositeur pour le Théâtre prolétarien de Piscator, compose pour Eisenstein : 501

MELNIKOV, KONSTANTIN S. (1890-1974)
Architecte et peintre soviétique d'avant-garde, enseigne l'architecture à Moscou, rejoint brièvement LEF, en charge du pavillon soviétique de l'Exposition des arts décoratifs de Paris, rencontre Le Corbusier, réalise des garages à camions et voitures (pour l'Intourist, le Gosplan, etc.), ainsi que des clubs ouvriers, de 1933 à 1937 s'occupe de la planification urbaine du secteur sud de Moscou, attaqué pour formalisme dès 1936, conserve

néanmoins sa célèbre maison de l'Arbat et continue à participer à des concours, dont celui du pavillon soviétique de l'Exposition universelle de New York en 1962 : 476

MÉRIMÉE, PROSPER (1803-1870)
Ecrivain, historien et archéologue français, membre de l'Académie : 505

MESSERLI, FRANCIS-MARIUS (1888-1975)
Chirurgien, médecin-chef du service d'hygiène de la ville de Lausanne depuis 1917, privat-docent en hygiène médicale des Universités de Lausanne et Paris, plusieurs missions pour la section d'hygiène de la SdN ; collaborateur puis exécuteur testamentaire de Pierre de Coubertin, l'un des fondateurs du Comité suisse pour l'organisation des Jeux Olympiques dont il devient le secrétaire général ; radical de gauche, effectue un premier voyage en URSS en 1930, puis un second en 1935 à l'invitation d'Intourist, au retour donne des conférences et publie des articles, correspondant régulier de la VOKS, l'un des initiateurs du groupe lausannois des Amis de la Russie : 276, 288, 371, 427, 437, 445, 453, 466, 514

MESSIS, NICOLAS (?-?)
Né en Russie, émigre en Suisse en 1909, vit à Berne où il se fait naturaliser suisse, docteur, ancien secrétaire de Bagotski, correspondance en russe avec la VOKS de 1931 à 1937, considéré par cette dernière comme son correspondant dans la *Berner Tagwacht*, reçoit un subside des Soviétiques pour ses articles : 164, 235, 240, 371, 398, 427, 434, 445

MEYER, ALBERT (1870-1953)
Zurichois, études de droit et d'économie politique à Zurich, Berlin et Leipzig, depuis 1897 rédacteur économique de la *Neue Zürcher Zeitung*, de 1915 à 1930 rédacteur en chef, président du Parti radical suisse, l'un de ses conseillers nationaux, puis de ses conseillers fédéraux de 1929 à 1938 (Département de l'intérieur, puis aux Finances) : 441

MEYER, HANNES (1889-1954)
Architecte bâlois, participe à la revue *A.B.C.*, dès 1927 directeur de la section d'architecture du Bauhaus à Dessau, succède à Gropius, écarté en 1930, en Union soviétique où il enseigne à l'École supérieure d'architecture, auteur d'un plan d'extension du Grand Moscou, participe activement aux échanges culturels avec la Suisse, rentre en Suisse en 1936, puis au Mexique : 219, 328, 359, 371, 466, 492

MEYERHOLD, VSEVOLOD E. (1874-1940)
Issu d'une famille allemande de la Volga, études de droit et de violon, acteur et metteur en scène, initiateur après la Révolution de 1905 de spectacles politiques, adhère au Parti bolchevique en 1917, rejoint la section TEO du Narkompros, initiateur d'un nouveau langage théâtral s'inspirant du constructivisme, forte influence sur la jeune génération des cinéastes soviétiques, fonde son propre théâtre qu'il dirige jusqu'à sa fermeture en 1938, arrêté en 1938, torturé puis exécuté : 359, 363, 466, 496

MIVILLE, CARL (1891-1981)

Bâlois, études de droit, avocat, procureur à Bâle, militant socialiste, nombreux mandats électifs à la ville de Bâle de 1920 à 1941, dirige de le Département de l'instruction publique du canton de 1941 à 1951, conseiller national de 1943 à 1951, président du syndicat des services publics, exclu du PSS il rejoint le PST en 1944, impliqué dans la reprise des relations avec l'Union soviétique, exclu du PST en 1949 pour ses critiques à l'égard de l'URSS : 335, 337

MOLOTOV, VIATCHESLAV M. (1890-1989)

Bolchevique depuis 1906, l'un des fondateurs de la *Pravda*, membre du BP du PCUS depuis 1925, commissaire, puis ministre des Affaires étrangères de 1940 à 1949, puis à nouveau de 1950 à 1956, opposé à la déstalinisation, écarté en 1957 : 106, 368

MONTANDON, GEORGE (1879-1944)

Suisse d'origine française, docteur en médecine de l'Université de Zurich, prend part à des expéditions anthropologiques dans divers pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, lauréat de la Société de géographie de Paris, engagé volontaire en 1914 dans un hôpital militaire français, en 1919 mission de rapatriement des PG en Russie pour le CICR, témoigne à son retour d'une certaine sympathie pour le régime communiste, écarté par le Conseil d'Etat d'un poste de professeur à l'Université de Neuchâtel, fondateur de la SEDRC, son vice-

président en 1924, en 1925 se fixe à Paris, depuis 1933 chargé de cours à l'Ecole d'anthropologie, nommé professeur en 1936, dès cette époque militant anti-juif, de 1941 à 1943 dirige la revue *L'Ethnie française*, imposé par l'ambassade d'Allemagne comme expert auprès du Commissariat général aux questions juives, dès 1943 dirige l'Institut d'études des questions juives, abattu à la libération par le réseau du Musée de l'Homme : 161, 209, 230-232, 236, 244-246, 251, 253, 254, 283, 358, 367, 375, 435

MONZIE, ANATOLE DE (1876-1947)

Etudes de lettres puis de droit, radical-socialiste, plusieurs fois ministres de la Troisième République, sénateur, puis député, partisan de la reprise des relations avec l'URSS, président de la commission des Affaires russes en 1924-1927 et de la délégation française à la conférence franco-soviétique de septembre 1927, auteur en 1931 d'un *Petit manuel de la Russie nouvelle*, ministre de l'Education nationale en 1932 (s'oppose à Célestin Freinet), crée le Conseil supérieur de la recherche scientifique, vote les pleins pouvoirs à Pétain en 1940 : 211

MOOS, MAX VON (1903-1979)

Peintre et graphiste surréaliste lucernois, études à l'Ecole des arts appliqués de Lucerne et de Munich en 1922-1923, professeur à Lucerne de 1933 à 1969, cofondateur de l'association d'artistes Allianz et de l'Association Suisse-URSS en 1944, militant du PST

de 1944 à 1947, se retire sous la pression de l'opinion publique, en 1964 voyage en URSS : 336

MOOSER, ALOYS R. (1876-1969)

Né à Genève d'une mère russe et d'un père pianiste issu d'une grande famille de facteurs d'orgues, études d'orgue et de composition, travaille à Saint-Pétersbourg de 1896 à 1909 comme chroniqueur musical dans *Le Journal de Saint-Pétersbourg*, de retour à Genève critique musical pour *La Suisse* de 1909 à 1962, effectue de nombreuses causeries à la radio et dirige la revue musicale *Dissonances* de 1923 à 1946 dont il est l'unique rédacteur, considéré par la VOKS comme son correspondant musical pour la Suisse romande, auteur d'ouvrages de référence sur l'histoire de la musique, docteur honoris causa de l'Université de Genève en 1956 : 220, 236, 240, 276, 328, 371, 395, 398, 427, 444, 448, 450

MORHARDT, MATHIAS

(1863-1939)

Ecrivain et journaliste né à Genève, installé à Paris, dreyfusard, fondateur et secrétaire de la Ligue des droits de l'homme, éditeur de la revue *Vers la vérité*, en contact avec Montandon au début des années 1920 : 136, 246

MOTTA, GIUSEPPE (1871-1940)

Homme politique tessinois, catholique conservateur, nombreux mandats électifs, dirige le DPF de 1920 à 1940, membre du CICR durant la même époque : 128, 139, 149, 152, 169, 197, 199, 200, 304, 336, 432

MOUSSINAC, LÉON (1890-1964)

Ecrivain, critique et historien français du cinéma, d'abord au *Mercur de France*, puis à *L'Humanité*, adhère au PCF en 1924, fonde le club de cinéma ouvrier les Amis de Spartacus, l'un des fondateurs avec Vaillant-Couturier de l'AEAR, et de la Fédération du théâtre ouvrier de France, interné à Gurs en 1940, libéré, résistant, puis directeur de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs : 497, 500

MÜHLESTEIN, HANS (1887-1969)

Bernois, docteur ès lettres de l'Université de Zurich en 1928, chargé de cours à l'Université de Francfort de 1929 à 1932, revient s'établir en Suisse, participe à l'Association internationale des écrivains pour la défense de la culture, très engagé du côté des Républicains espagnols, premier suisse condamné pour aide à l'Espagne, membre depuis 1936 du comité directeur du Comité suisse pour les libertés, directeur de *Heute und Morgen*, se rend en URSS en octobre 1937, adhère au PCS en 1938, membre du CC durant la période d'illégalité, membre fondateur du PST, préside en 1946 l'Association Suisse-URSS, nommé à Leipzig en 1948, sera exclu du PST ; marié à Anita Pidermann, qui fit le voyage de 1937 en URSS avec lui : 231, 335, 337, 338, 366, 422, 515

MUKHINA, VERA I. (1889-1953)

Sculptrice soviétique, issue d'une famille aisée, études en France et en Italie, collabore avec Exter, participe à la propagande monumentale de Leningrad, son œuvre *L'Ouvrier et la*

Kolkhoziennne fut exposée sur le pavillon soviétique de l'Exposition universelle de Paris en 1937, réalise aussi des décors et des costumes : 476

MÜNZENBERG, WILLI (1889-1940)
Allemand, militant socialiste, édite *Freie Jugend Erfurt*, émigre à Zurich pour trouver un emploi, auxiliaire dans une pharmacie, fréquente des cercles anarchistes, en 1912 membre du CC de l'organisation des JSS, participe à la conférence de Kienthal, arrêté puis expulsé de Suisse en 1918, président de la KIM, député communiste au Reichstag, à la tête de toute une série d'organisations qui forment le Trust Münzenberg, émigre à Paris en 1933, refuse de répondre aux convocations de Moscou, exclu du KPD, interné à Lyon, assassiné lors de son évasion : 37, 115, 116, 208, 215, 217, 238, 312, 313, 315, 317, 386, 388, 404, 407-412, 414, 415, 421, 460, 499, 503-506

MURET, ANDRÉ (1909-1986)
Etudiant vaudois en droit, puis journaliste, militant socialiste, puis communiste, l'un des fondateurs du Parti ouvrier et populaire vaudois en 1943, son principal dirigeant jusqu'au milieu des années 1970, nombreux mandats parlementaires cantonaux et fédéraux : 334, 418

MUSY, JEAN-MARIE (1876-1952)
Catholique-conservateur fribourgeois, membre du Conseil fédéral depuis 1919, en charge du Département des finances et des douanes, démissionne en mars 1934 devant le refus de ses collègues d'appliquer son programme corporatiste et autoritaire, cofondateur

avec Aubert du Redressement national en 1935, crée l'année suivante l'Action nationale contre le communisme, en contact régulier avec des dirigeants nazis, ouvertement favorable à l'Axe, en 1944 utilise à la demande d'une association juive ses liens avec Himmler pour l'évacuation en Suisse de 1200 Juifs du camp de Theresienstadt : 152, 199, 200

NABOKOV, KONSTANTIN D.
(1872-1927)

Descendant de la noblesse russe, études de droit, travaille au Ministère de la justice, puis aux Affaires étrangères, secrétaire de mission à Bruxelles, Washington, Calcutta, conseiller d'ambassade de 1915 à 1917, puis représentant du Gouvernement provisoire à Londres en 1917-1919 : 42

NAINE, CHARLES (1874-1926)

Ouvrier horloger, puis avocat neuchâtelois, rédacteur et administrateur du journal *La Sentinelle*, l'un des fondateurs en 1909 avec Golay et Suter du POSL, dirige le journal *Le Droit du Peuple* en 1919-1924, nombreux mandats électifs : 219, 239, 249, 435

NANSEN, FRIDTJOF (1861-1930)

Zoologiste et océanographe danois, expéditions dans le Groenland et le pôle Nord, héros national, professeur à l'Université d'Oslo (1897), contribue à l'indépendance de la Norvège, premier ambassadeur norvégien à Londres en 1906-1908, dirige le rapatriement des PG allemands et russes, la CISR et l'aide aux réfugiés russes (passeport Nansen) sous les auspices de la SdN, prix Nobel de la paix en 1922, célébré

en URSS : 95, 96, 105, 106, 108-110, 112, 113, 115, 117, 118, 120-122, 144, 193, 268, 271

NAVILLE, PIERRE (1904-1993)

Fils d'un banquier de Genève, abandonne les études supérieures pour entrer en surréalisme, contribue à la politisation du mouvement, bref passage au PCF, se rallie à Trotski qu'il suit jusqu'en 1940, reprend ses études, sociologue du travail, chercheur au CNRS, participe à la fondation de la *Revue internationale*, milite à l'UGS puis au PSU : 310

NICOLE, LÉON (1887-1965)

D'une famille paysanne modeste du canton de Vaud, fonctionnaire des postes, adhère au PSS en 1909, militant syndical, devient secrétaire général de la Fédération suisse des PTT, élu au Conseil national en 1919, à la tête du PS genevois depuis 1921, rédacteur en chef du *Travail*, prosoviétique sans être communiste, fonde une société des AUS en 1931 et participe au Comité Amsterdam-Pleyel, condamné et emprisonné après les événements de novembre 1932, exerce le pouvoir exécutif à Genève de 1933 à 1936, exclu du PSS en août 1939, fonde la FSS, puis le PST, et après une ultime scission en 1952, un éphémère Parti travailliste : 26, 235, 237, 238, 264, 271-275, 278, 287, 318, 319, 327-331, 334, 335, 339, 375, 385, 407, 423, 436-439, 453, 461, 483, 487

NIEKISCH, ERNST (1889-1967)

D'abord social-démocrate, participe à la République des conseils de Bavière, favorable à un rapprochement de

l'Allemagne avec l'URSS par hostilité au traité de Versailles, idéologue du national-bolchevisme d'extrême-droite, opposé à Hitler, déporté, libéré en 1945 par les Soviétiques, adhère au SED, enseignant en RDA qu'il quitte après la répression de juin 1953 : 299

NOBILE, UMBERTO (1885-1978)

Ingénieur aéronautique et explorateur italien, pionnier de l'exploration aérienne du pôle Nord, lors de sa deuxième expédition son dirigeable s'écrase, rendu responsable de l'accident et accusé d'avoir abandonné ses hommes il doit démissionner, quitte l'Italie pour l'URSS en 1931, travaille pendant cinq ans à la construction de dirigeables soviétiques, de 1936 à 1942 séjourne aux Etats-Unis avant de revenir en Italie, élu député indépendant, mais proche des communistes : 460, 461

NOBS, ERNST (1886-1957)

Enseignant et socialiste zurichois, rédacteur du *Volksrecht*, très hostile aux communistes et à l'URSS, élu au Conseil des Etats zurichois de 1919 à 1943, premier socialiste à siéger au Conseil fédéral en 1943-1951 : 179, 434

NOEL-BAKER, PHILIP JOHN (1889-1982)

Quaker pratiquant, pacifiste, dirige un corps d'ambulanciers pendant la Grande Guerre, député travailliste depuis 1924, assistant de Lord Robert Cecil, puis proche conseiller de Nansen, avant de devenir le secrétaire particulier du secrétaire britannique aux Affaires étrangères en charge de la conférence du désarmement de 1933, vice-

président en 1938 du RUP, ministre des Affaires étrangères en 1945, prix Nobel de la paix en 1959 : 112

NUSSBAUMER, ALBERT CHARLES (1893-1967)

Directeur général de la SBS, se rend en URSS en avril 1941 pour négocier un accord financier, accueilli par la VOKS, intervient dans les négociations internationales d'après-guerre, dont l'accord de Washington avec les Alliés, et pour l'octroi de prêts garantis en faveur de la RFA et de l'Union Sud-Africaine : 307

ODIER, EDOUARD (1844-1919)

Etudes de lettres à Genève et de droit à Paris, avocat, nombreux mandats électifs pour le Parti démocrate, membre du conseil d'administration du *JdG*, dont il est président ; membre du CICR (1874-1919), son vice-président depuis 1906, ministre de Suisse en Russie de 1906 à novembre 1918, ne rentre qu'en 1919 : 44, 89, 198

OLDENBURG, SERGUEÏ F. (1863-1934)

Orientaliste russe spécialisé dans l'étude du sanscrit et du bouddhisme, membre de l'Académie des sciences de Russie, ministre de l'Instruction publique dans le Gouvernement provisoire, arrêté en 1919, rallié au régime, dirige l'Académie des sciences de Leningrad jusqu'en 1934 : 357

OPRECHT, EMIL (1895-1952)

Frère de Hans, doctorat d'économie politique à l'Université de Zurich, directeur littéraire de 1921 à 1925, puis dès 1924 commercial de la coopérative

d'édition et librairie Unionsbuch-handlung und Verlag Zurich, éditeur de revues de gauche, cofondateur des éditions et de la librairie Dr. Oprecht & Helbling en 1925, participe à la fondation des éditions Europa-Verlags-AG dont il devient le directeur en 1935, antifasciste engagé, héberge et soutient financièrement de nombreux émigrés dans son appartement : 162, 411-413, 420, 421

OPRECHT, HANS (1894-1978)

Docteur ès lettres, militant syndical et politique, membre de la direction de l'USS, président du PSS de 1937 à 1953 ; l'un des fondateurs de *Die Nation* et de la Büchergilde Gutenberg en Suisse, transmet une partie des papiers de Bagotski aux Archives fédérales : 238, 323, 412, 422, 463

OTLET, PAUL (1868-1944)

Juriste et bibliographe belge, fonde avec Henri La Fontaine de l'Office international de bibliographie, créateur en 1905 du système de classification décimale universelle (CDU), socialiste et pacifiste, initiateur et président du Palais Mondial-Mundaneum, inspirateur du Cercle intellectuel belgo-russe, un proche de Nicolas Roubakine : 213, 248, 480

OUNSCHLICH, JOZEF (1879-1938)

Révolutionnaire polonais, membre de la SDKPiL depuis 1900, de sa direction de 1903 à 1906, de l'opposition dès 1911, déporté en Sibérie en 1914, de retour en 1917 participe à l'insurrection d'Octobre, devient l'adjoint de Dzierjinski à la Tcheka, hautes responsabilités dans l'armée en 1925,

président de la commission chinoise rattachée au BP, vice-commissaire à la Défense, travaille ensuite au Gosplan, membre suppléant du CC depuis 1925, arrêté et exécuté en 1938, réhabilité en 1956 : 59, 166, 486

PAGEOT, GASTON (?-?)

Militaire et diplomate français, attaché militaire de l'ambassade de France à Berne depuis 1913, muté en septembre 1916 à la tête du 117^e régiment d'infanterie, nommé colonel, retrouve en février 1918 son poste d'attaché militaire à Berne, homme du service français du renseignement : 71, 72

PAINLEVÉ, PAUL (1863-1933)

Mathématicien (spécialiste de l'aéronautique) et socialiste français, dreyfusard, membre de la Ligue des droits de l'homme dès sa fondation, député, de nombreuses fois ministre, président du Parlement et enfin du Conseil dans le cadre du cartel des gauches, membre de l'APRPA, l'un des fondateurs avec Herriot de la Société des nouvelles amitiés franco-russes (1924) : 211

PAPANINE, IVAN D. (1894-1986)

Marin ukrainien, combat aux côtés des bolcheviks pendant la guerre civile, dès 1923 travaille au Commissariat des communications, dirige ensuite des expéditions dans l'Arctique et une station polaire, nombreuses recherches scientifiques, responsable des opérations commerciales de la route maritime du Nord, directeur d'un Institut d'océanographie, héros de l'Union soviétique : 364

PARAVICINI, CHARLES RUDOLPHE (1872-1947)

Bâlois, études de droit, doctorat, travaille aux légations suisses de Londres et Rome, secrétaire de légation à Paris et à Saint-Pétersbourg en 1906-1911, puis conseiller de légation à Londres, de 1917 à 1920 chef de la Division des affaires étrangères du DPF, et enfin ministre de Suisse à Londres : 40

PARIJANINE, MAURICE

(1885-1937)

Ecrivain et traducteur français, a longtemps vécu en Russie puis en URSS, proche des communistes, membre du groupe Clarté, actif dans les relations culturelles entre les deux pays : 245, 461

PASTERNAK, PETER (1885-?)

Zurichois d'origine russe, ingénieur, travaille à Saint-Pétersbourg, participe à la Révolution de 1917, de retour en Suisse rejoint l'EPFZ, puis dès 1929 à Moscou pour le Conseil supérieur de l'économie, voyage en URSS, expulsé en 1936 : 463

PAU, PAUL (1848-1932)

Militaire français, mutilé en 1870, général depuis 1906, participe à la bataille de la Marne, mission diplomatique en Russie en 1915, président de la CR française de 1918 à 1932 et membre fondateur du Comité d'aide aux invalides russes : 98

PAVLOV, IVAN P. (1849-1936)

Médecin et physiologiste russe, prix Nobel en 1915, hostile au communisme, demeure pourtant en Russie

soviétique où le régime — qui l'autorise à voyager à l'étranger — le laisse poursuivre ses recherches : 458

PELLEGRINI, PIERO (1901-1959)

Dirigeant des JS tessinoises, considéré par Bagotski comme très favorable à l'URSS, rédacteur à la *Libera Stampa*, son directeur de 1936 à 1959, responsable de l'information sur le fascisme pour le PSS, député cantonal de 1932 à 1959, vice-président de la commission fédérale de l'UNESCO : 434

PERRENOUD, WILLIAM A. (1898-?)

Neuchâtelois, docteur ès sciences, professeur à l'Université de Neuchâtel, espérantiste et multi-linguiste, traducteur de Julian Huxley et Bertrand Russell, en contact avec la VOKS par l'intermédiaire du fils Bagotski, se rend en URSS en 1935, nombreuses fonctions à l'UEA de 1938 à 1939, puis en 1954-1957 président de la Société suisse des espérantistes : 227

PERRET, GERMAINE (1911-1955)

Fille d'Elena et de Maurice-D., études à Paris, travaille à Moscou en tant que correctrice dans la presse (*Pravda*), à la différence de son mari, un citoyen soviétique déporté en 1938, elle n'est pas arrêtée, mais ne peut pas revenir en Suisse avant 1943 : 236

PERRET, MAURICE-D. (?-?)

Journaliste français, correspondant de *L'Humanité* à Genève, collabore depuis 1932 au *Travail*, adhère au PSG et aux AUS, trois voyages en URSS à l'invitation de la VOKS (en 1932, 1933 et 1934), devient en 1935 le président de

la section genevoise des AUS, dénoncé par Zlitchenko au NKVD comme trotskiste : 229, 240, 277, 278, 321, 323, 346, 375, 427, 437, 444, 464, 515

PETITPIERRE, MAX (1899-1994)

D'origine neuchâteloise, études de droit à Zurich, Neuchâtel et Munich, membre du Parti radical-démocratique, conseiller aux Etats, de 1945 à 1961 à la tête du DPF, puis au CICR : 337, 339, 340

PETROV, FEDOR N. (1876-1973)

Bolchevique, dirige le département des sciences du Narkompros de la RSFSR, rédacteur en chef de la Grande encyclopédie soviétique, préside la VOKS de 1929 à 1933, représentant de l'URSS au sein de l'Institute of Pacific Relations, après la DGM auteur et éditeur, nombreuses fonctions honorifiques : 124, 188, 190, 220, 222, 269, 395, 511

PETROV-BYTOV, PAVEL (1895-1960)

Bolchevique depuis 1918, responsable de la censure dans l'Armée rouge puis à la Tchéka, dirigeant de la GPU, en parallèle études d'art dramatique et de cinéma, travaille par intermittences comme scénariste et réalisateur pour Lenfilm, puis Sevzapkino, pendant la DGM responsable du NKVD de la flotte du Nord, après-guerre directeur de Sovexportfilm, placé en hôpital psychiatrique pour sa critique de Staline, libéré en 1953 : 502, 510

PEYTREQUIN, ERNEST (1875-1942)

Antiquaire, membre du Comité international de secours aux sans-

travail de Russie, directeur de la Maison du peuple de Lausanne, libre penseur : 263, 447

PIATAKOV, GUEORGUI L.
(1890-1937)

Bolchevique depuis 1910, en Ukraine en 1917, communiste de gauche en 1918, vice-président du Conseil de l'économie nationale, dans l'opposition de gauche, capitule en 1928, vice-commissaire à l'Industrie lourde, réélu au CC du PCUS en 1930 et 1934, condamné à mort lors du 2^e procès de Moscou : 61, 396

PICARD, AUGUSTE (1884-1962)
Physicien, aéronaute et océanographe suisse, professeur à l'Université libre de Bruxelles, nombreux records homologués dans l'exploration de la verticalité : 305

PILET-GOLAZ, MARCEL
(1889-1958)

Vaudois, docteur en droit de l'Université de Lausanne, membre du Parti radical, nombreux mandats électifs aux niveaux cantonal et fédéral, dirige le DPF de 1940 à 1944 : 199, 336

PILNIAK, BORIS A. (1894-1938)
Ecrivain soviétique, fils d'Allemands de la Volga, repéré par Gorki et Lounatcharski, nombreux voyages à l'étranger, subit les critiques du régime dès 1928, arrêté en 1937, fusillé : 361-363, 410

PINARD, ALPHONSE (1844-1934)
Français, docteur en médecine, obstétricien, père de la puériculture, député radical de 1919 à 1928 : 485

PINGGERA, CHARLOTTE
(1911-1979)

Fille d'émigrés SR, formation de modiste, adhère en 1929 aux JC genevoises, responsable durant les années trente de la Librairie du Faubourg à Genève, journaliste, militante féministe, proche des nicoléistes ; joue après 1945, aux côtés de son second mari André Muret, un rôle dirigeant au sein du PST vaudois, et de la Fédération des femmes suisses pour la paix et le progrès : 338, 399

PINKUS, THEO (1909-1991)

Libraire et éditeur zurichois, apprentissage en Allemagne, adhère au KPD, collaborateur de Neuer Deutscher Verlag, de retour en Suisse rejoint le PCS, rédacteur auprès du service de presse communiste Runa de 1933 à 1939, exclu en 1942, adhère au PSS, exclu, retourne au PST, continue ses activités d'éditeur : 411

PIROGOV, NIKOLAÏ I. (1810-1881)
Scientifique, médecin et pédagogue russe, membre de l'Académie russe des sciences, pionnier de la chirurgie militaire, auteur d'un *Règlement à l'usage des infirmières*, organisateur d'hôpitaux et de services sanitaires sur les champs de bataille de la guerre de Crimée, l'un des fondateurs de la SRCR, son délégué lors de la guerre franco-prussienne de 1870, exerce encore lors de la guerre russo-turque de 1877 : 87

PISLER, EMILE (1878-1951)

Militant socialiste, puis communiste vaudois, travaille à Paris comme comptable à *L'Humanité*, en 1928 ouvre à Lausanne un petit magasin de

tabac-journaux qui deviendra la Librairie du Travail, dirigeant du PCV, rejoint le PST : 400

PLATTEN, FRITZ (1883-1942)
Socialiste zurichois d'origine allemande, membre de la direction, puis secrétaire du PSS, nombreux mandats électifs au niveau cantonal et national, principal représentant de la gauche de Zimmerwald au sein du PSS, organise le retour de Lénine et de ses compagnons en Russie, assiste au premier congrès de l'IC, cofondateur du PCS ; émigre en Union soviétique en 1923, crée des coopératives agricoles, puis enseigne à l'Institut agraire international, arrêté en 1938, déporté puis exécuté : 37, 62, 63, 72, 78, 169, 198, 278, 404, 405, 431

POKROVSKI, MIKHAÏL N.
(1868-1932)
Historien marxiste russe, membre du POSDR depuis 1905, vice-commissaire à l'Instruction de la RSFSR, dirige l'Institut des professeurs rouges de 1921 à 1931, membre de l'Académie des sciences, marginalisé par Staline : 352

POLIN, OSSIP M. (1862-?)
Né Polinowski, révolutionnaire ukrainien, en Suisse depuis 1890, enseignant puis professeur à l'Université commerciale de Saint-Gall depuis 1905, membre de l'Eintracht, du PCS depuis sa fondation, visite Moscou en 1928 dans le cadre des commémorations du centenaire de Tolstoï : 235

POLOUNINE, ARCADIUS P.
(1889-1933)
Russe, lieutenant dans l'Armée blanche, secrétaire de Lodyginsky au bureau de l'ancienne Croix-Rouge russe auprès des organisations internationales, complice de Conradi dans l'assassinat de Vorovski, acquitté par le Tribunal de Lausanne, expulsé en France où il meurt dans des circonstances obscures ; selon A. Vaksberg, *Le Laboratoire des poisons*, 2007, p. 36, Polounine aurait été un agent de Moscou infiltré dans la Croix-Rouge : 129, 130

POLOVTSEVA, VARVARA N.
(1877-1936)
Née Simanovskaïa, à Moscou, dans une famille de la noblesse, mariée au célèbre botaniste Valerian V. Polovtsev, études de philosophie en Allemagne, doctorat sur Spinoza, de retour en Russie travaille à différents écrits sur le mouvement des coopératives ouvrières et l'assistance aux enfants, installée à Londres depuis 1918, soutient moins les bolcheviks qu'elle ne s'oppose aux interventions étrangères contre la Russie, secrétaire d'Arcos Ltd, représente en 1921 la Russie soviétique au X^e congrès international des coopératives qui se tient à Bâle, rencontre Bagotski à cette occasion, devient la représentante en Angleterre de la SRCR (depuis mars 1922), de l'OBI (depuis 1923) et de la VOKS (de 1925 à 1931 au moins), décède à Brentford : 50, 55, 56, 116, 122, 130, 164, 167, 183, 210, 212

POPOVA, LIOBOV S. (1889-1925)
Styliste et peintre de l'avant-garde russe, étudie et travaille avec Tatline, puis avec les frères Vesnine, nombreuses expositions avec les constructivistes : 358

PODOVKINE, VSEVOLOD I. (1893-1953)
Cinéaste russe, études de sciences, mobilisé pendant la Grande Guerre, blessé, prisonnier de guerre en Allemagne, s'évade, en 1920 entre à l'Institut de cinéma de Moscou, rejoint Koulechov dans la Fabrique de l'acteur excentrique, puis Mejrabpom-Rus', membre du PCUS depuis 1932, Ordre de Lénine : 28, 496, 502, 505, 508, 509

POULET, JULES (1882-1938)
Belge, pendant la Grande Guerre s'occupe d'un hôpital militaire dans le sud de la France, à Moscou en 1921, membre du comité de fusion des PC belges, secrétaire du Cercle des relations intellectuelles belgo-russes de 1927 à 1934, principal organisateur avec Paul Otlet de l'exposition du X^e anniversaire, licencié de son travail à la suite de la présentation de cette exposition au Mundaneum : 374, 479, 480

POZNER, SALOMON V. (1876-?)
Historien et traducteur russe, responsable de la mission commerciale soviétique de Paris : 306, 454

PRÉOBRAJENSKI, EVGUÉNI A. (1886-1937)
Economiste, bolchevique en 1903, communiste de gauche en 1918, secrétaire du Parti en 1920-1921, membre de l'opposition de 1923, exclu en 1927, déporté en 1928, capitule en

juillet 1929, à nouveau membre de l'opposition en 1932, capitule, exécuté sans jugement : 245

PRIVAT, EDMOND (1889-1962)
Docteur ès lettres de l'Université de Genève, écrivain espérantiste et pacifiste, journaliste à Paris pendant la PGM, proche de Romain Rolland et de Nicolas Roubakine, spécialiste de l'Inde, organise l'accueil de Gandhi en Suisse, président du Comité pour l'indépendance de l'Inde, pendant la DGM se consacre à l'aide aux réfugiés, après 1945 professeur de langue et de littérature anglo-saxonnes à l'Université de Neuchâtel : 142, 147, 232, 246, 248, 250-252

PROKOFIEV, SERGUEÏ S. (1891-1953)
Compositeur russe de musique classique, pianiste et chef d'orchestre, études au Conservatoire de Saint-Pétersbourg, de 1918 à 1932 en exil, de retour en URSS travaille avec Meyerhold et Eisenstein, souvent critiqué par le régime continue pourtant à produire : 28, 450, 497, 516

PROTAZANOV, JAKOV A. (1881-1945)
Réalisateur, scénariste, acteur et producteur russe, partisan de la Révolution de Février, s'exile en France en 1918, revient en Russie soviétique en 1923, tourne jusqu'en 1941 de nombreux films dont *Aelita* : 505

RABINOVITCH, CÉCILE I. (?-?)
Russe, émigre à Genève de 1911 à 1917, études de médecine, dirige le

secteur latin de la VOKS de 1927 à 1930, à ce titre s'occupe de la France et de la Suisse romande : 25, 124, 297

RABINOVITCH, GREGOR
(1884-1958)

D'origine russe, peintre et graphiste, études d'architecture à l'Académie des beaux-arts de Saint-Petersbourg, puis à Munich, débute sa carrière à Paris, s'installe en Suisse avant 1914, fréquente les expressionnistes zurichois, artiste engagé, notamment contre le fascisme, collabore à plusieurs journaux satiriques comme le *Nebenspalter*, voyage en URSS en 1935 : 226, 235

RABINOVITCH, GRIGORI L.
(1892-195?)

Etudes de médecine à l'Université de Moscou, sert comme médecin militaire de 1915 à 1917, puis à nouveau durant la guerre civile aux côtés des bolcheviks, prisonnier de guerre en Pologne en 1920, exerce depuis son retour de nombreuses fonctions officielles dans la santé publique, puis rattaché au NKVD en 1931, son résident aux Etats-Unis de 1934 à 1937 sous la couverture d'un représentant de l'ASCRCR, rappelé à Moscou, continue ses activités au sein du Narkomzdrav, dirige après-guerre une clinique réservée au corps diplomatique et aux étrangers : 165

RADEK, KARL B. (1885-1939)
Révolutionnaire polonais, milite à la SDKPiL, en Allemagne, puis en Suisse, membre de la gauche du mouvement de Zimmerwald, rejoint les bolcheviks, délégué au congrès de fondation du KPD, secrétaire du CEIC, écarté en

1924, exclu du PCUS en 1927, déporté, capitule, conseiller de Staline pour la politique étrangère, rédacteurs aux *Izvestia*, arrêté, condamné à dix ans de prison, tué par un codétenu : 59, 61, 148, 405

RAJCHMAN, LUDWIK (1881-1965)
Médecin né à Varsovie, membre du Parti socialiste polonais, poursuit ses recherches à Londres, revient à Varsovie en 1919 où il fonde, l'Institut central polonais d'épidémiologie (futur Institut national d'hygiène), puis, en 1923, grâce à l'appui de la Fondation Rockefeller, l'Ecole nationale d'hygiène de Pologne qu'il dirige jusqu'en 1931, directeur de l'Organisation d'hygiène de la SdN en 1921-1939, délégué pour les affaires humanitaires du Gouvernement polonais en exil de 1939 à 1941, rentre en Pologne communiste, meurt en France : 111, 158

RAKOVSKAÏA, ALEXANDRINA G.
(1876-194?)

Militante socialiste puis communiste roumaine, professeur de mathématiques, épouse Rakovski, de 1925 à 1927 représentante à Paris de la SRCR et de la VOKS : 50, 56, 137, 355

RAKOVSKI, CHRISTIAN G.
(1873-1941)

Lié au mouvement socialiste de plusieurs pays européens, membre du CC du parti russe, dirige pendant plusieurs années la République d'Ukraine, ambassadeur, puis dirigeant de l'opposition de gauche, déporté en 1928, capitule en février 1934, meurt en prison : 23, 54, 56, 112, 140, 153, 170, 417, 456

REICH, JAKOB (1886-1956)

Né à Lemberg, milite à Varsovie, se réfugie en Suisse après 1906, travaille dans la mission Berzine, organise sous le pseudonyme de camarade Thomas le secrétariat européen du Komintern à Berlin, écarté en 1925, émigre et abandonne toute activité politique, réfugié à New York en 1938 : 404

REICHESBERG, NAOUM
(1867-1928)

Émigré russe, docteur en économie politique 1892, puis professeur à l'Université de Berne, social-démocrate : 72

REIMANN, CHRISTIANE
(1887-1979)

Née au Danemark, diplômée de l'hôpital Bispebjerg de Copenhague, secrétaire exécutive du Conseil international des infirmières de 1925 à 1934 : 142

REINHARD, ERNST (1897-1947)

Enseignant socialiste bernois, président du PSS de 1919 à 1935, nombreux mandats électifs, notamment au Conseil national, secrétaire de la Centrale suisse d'éducation ouvrière, auteur en septembre 1943 d'une motion pour la reprise des relations diplomatiques avec L'URSS : 152, 174, 334, 463, 499, 500, 501

REISSNER, LARISSA M. (1895-1926)

Fille d'aristocrate, socialiste et écrivain russe, rejoint les bolcheviks en 1917, commissaire politique dans l'Armée rouge, mariée à Raskolnikov qu'elle accompagne en Afghanistan, se lie à Radek en Allemagne en octobre 1923,

auteur de plusieurs ouvrages, meurt du typhus : 409

REMBELINSKI, VLADIMIR N. (?-?)

Bolchevique, établi à Lausanne dans le prolongement de la Révolution de 1905, proche de Zlitchenko et Rémézov, bref séjour en Russie en 1918, représentant de la SRCR à Lausanne avant d'être démis de son poste pour avoir condamné la violence dans *Le Droit du peuple*, travaille ensuite pour le NKID, notamment à la légation de Rome : 270

RÉMÉZOV, HILARION S.
(1881-1960)

Ecrivain tolstoïen d'origine paysanne, militant de l'éducation, membre du parti SR, en Suisse depuis 1908, à Leysin, puis Lausanne, fonde l'Imprimerie du Léman SA et une maison d'édition ; proche de Nicolas Roubakine et surtout de Brocher, critique le coup d'état bolchevique, en Russie en 1920, converti par son ami Zlitchenko, revient avec un contrat du Gosizdat, nombreuses initiatives en faveur des relations avec l'URSS, malgré plusieurs demandes d'expulsion touche une aide de la Confédération et du Bureau central de bienfaisance de Genève, en 1958 rentre en URSS : 235, 236, 257, 260-262, 264-274, 277, 278, 287, 298, 302, 339, 416, 417, 427, 437, 447, 464, 482

REVENTLOW, ERNST (1869-1943)

Ecrivain et journaliste allemand, ancien secrétaire de la Ligue pangermaniste, membre fondateur du parti völkisch DVFP, puis dès 1927 nazi de gauche,

représentant du NSDAP dans la commission des affaires étrangères du Reichstag : 299

ROBINS, RAYMOND (1875-1954)
Economiste et écrivain américain, évangéliste proche du Parti progressiste ; pendant la PGM travaille pour la CR américaine en France, puis en Russie en 1917, partisan d'une reprise immédiate des relations diplomatiques, l'un des artisans de la reconnaissance de 1933 : 46

RODCHENKO, ALEXANDRE M. (1891-1956)
Peintre, sculpteur, photographe et designer, l'un des fondateurs du constructivisme russe, études à l'Ecole des beaux-arts de Kazan, où il rencontre sa future femme Varvara F. Stepanova, en 1917 fonde avec d'autres le Syndicat des artistes peintres, nombreuses fonctions officielles dans des Instituts d'art, en 1925 responsable du pavillon soviétique à l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes de Paris, réalise de nombreuses couvertures de revues soviétiques : *LEF*, *Novy LEF*, *L'URSS en construction*, etc : 28, 358, 389, 397

ROÏTMAN, J. (?-?)
Responsable du département latin de la VOKS, en relation avec les Suisses : 25, 124, 220, 271

ROLAND-HOLST, HENRIETTE (1869-1952)
Poétesse et écrivaine hollandaise de gauche, participe à la fondation de la

Tribune, membre du PC hollandais jusqu'en 1927 : 208, 413

ROLLAND, ROMAIN (1866-1944)
Ecrivain et musicologue français, pacifiste, réfugié à Genève pendant la guerre, prix Nobel de littérature en 1915, cofondateur de la revue *Europe*, de 1922 à 1938 à Villeneuve (Vaud), se rapproche de l'URSS sans adhérer au PC, président d'honneur des AUS, signataire de l'appel pour le Congrès d'Amsterdam (1932), proche d'Arossiev qui l'admire, s'entretient avec Staline à Moscou en 1935, en 1938 revient en France : 12, 74, 118, 124, 146, 147, 154, 162, 217, 220, 227, 230, 234, 246, 247, 250, 261, 265, 270, 417, 459, 513

RÖMER, JOSEPH DIT BEPPO (1892-1942)
Ancien officier des corps francs, participe à la répression des communistes en Bavière, puis dans la Ruhr, son opposition au traité de Versailles le rapproche des communistes avec lesquels il collabore dès 1923, entre au KPD en 1932, nombreuses activités antinazies pendant la guerre, arrêté et condamné à mort en 1942 : 300

ROMM, MIKHAÏL I. (1901-1971)
Etudes de sculpture à l'Institut supérieur d'art et de technique de Moscou, rejoint Sovkino en 1931, premier film en 1934, consacré par le régime pour deux films sur Lénine : 47, 496, 502

ROSENTHAL, GÉRARD (1903-1992)

Etudiant en médecine, surréaliste, participe avec Naville aux commémorations du X^e anniversaire d'Octobre, rejoint l'opposition de gauche en 1928, militant trotskiste international et avocat de Trotski en France : 310, 374

ROSHARDT, WALTER (1897-1966)

Artiste peintre suisse, professeur d'arts appliqués à Zurich, membre du KPO, participe en 1932 à un voyage en URSS, fondateur avec Humm de DNR : 282-284, 291, 303, 304, 374, 462, 463, 482, 490

ROSSIER, EDMOND (1865-1945)

Historien, professeur à l'Université de Lausanne, chroniqueur de politique étrangère au *JdG* et à *La Gazette de Lausanne*, l'un des premiers adhérents à l'EIA : 444

ROTHSTEIN, FEODOR A.

(1871-1953)

Russe, exil en Angleterre, rallié aux bolcheviks en 1917, représentant officieux du Komintern en Grande-Bretagne, expulsé en 1920, membre du collège du NKID, responsable de son secteur information et presse, l'un des membres fondateurs de la VOKS, nombreuses fonctions dans les services diplomatiques soviétiques : 53, 55, 131

ROUBAKINE, ALEXANDRE N.

(1889-1979)

Fils aîné de Nicolas Roubakine et de N. I. Ignatiev, arrêté en 1906 pour avoir diffusé de la littérature révolutionnaire, rejoint son père en Suisse en 1907, études de médecine à Paris, médecin

dans l'Armée française, se marie à Suzanne Duchêne — directrice d'école à Meudon, avec laquelle il a une fille — membre du PCF et du PCUS, représentant du Narkomzdrav auprès de la mission soviétique à Paris, puis de 1929 à 1932 auprès de la section d'hygiène de la SdN ; boursier Rockefeller pendant un an aux Etats-Unis, revient à Paris où il enseigne l'hygiène publique, arrêté par les autorités de Vichy en 1941 déporté en Afrique du Nord, libéré en 1943, rejoint l'URSS où il contribue à la renommée de son père : 142, 143, 164, 220, 266-269, 273, 284, 287, 301, 406, 459, 485, 511

ROUBAKINE, NICOLAS A.

(1862-1946)

Pédagogue et premier bibliographe russe, membre du Parti SR, installé depuis 1907 sur les bords du Léman, constitue une Bibliothèque, fondateur de l'Institut international de bibliopsychologie rattaché à l'IJJR, meurt en Suisse : 141-143, 162, 163, 234, 246-252, 254, 267, 339, 379, 386-388, 454, 459, 473, 484, 516

ROZENBERG, MOÏSÉ I.

(1896-1937)

Russe, émigre en Allemagne, collaborateur de la mission Joffé à Berlin, entre au NKID, service des publications, puis en poste à Paris, secrétaire général adjoint de la SdN, puis en Espagne, rappelé, exécuté en 1937 : 53, 122, 153

RUEDI (?-?)

Femme d'origine ukrainienne, enseignante, secrétaire de DNR : 235, 283

RUEDI, C. (?-?)

Homme, travaille comme technicien dans le cinéma, donne une conférence à DNR sur le cinéma aux Etats-Unis, en Europe et en URSS : 236, 283, 284

RÜFENACHT, HERMANN KARL (1867-1934)

Directeur de l'Office fédéral des assurances à Berne de 1919 à 1924, puis ministre de Suisse à Berlin en 1925-1933, s'occupe du règlement de 1927 avec l'URSS : 133

RYKOV, ALEXEÏ I. (1881-1938)

D'une famille paysanne, adhère au POSDR en 1900, membre du CC du Parti bolchevique depuis 1905, au BP du PCUS jusqu'en 1929, dirige depuis 1918 le Conseil supérieur de l'économie nationale, puis président du Sovnarkom, droitier, rallié à Staline, conserve des fonctions gouvernementales jusqu'en 1937, arrêté et condamné à mort lors du 3^e procès : 104, 311

RYVOCH, MAXIME (?-?)

Etudiant en histoire à l'Université de Zurich, commence en 1917 une thèse de doctorat sur les décembristes, président de la section zurichoise de l'Association générale économique des étudiants en Suisse, considéré comme le consul soviétique à Zurich : 69, 82

SALADIN, LORENZ (1896-1936)

Alpiniste soleurois, de 1920 à 1932 nombreux voyages à travers l'Europe et les Amériques, photographe autodidacte, adhère au PCS, traverse le Caucase en 1932, puis à nouveau en 1934, nombreuses photographies et repor-

tages publiés dans la presse suisse, participe en 1935 à une expédition géologique en Chine financée par les syndicats soviétiques, meurt d'empoisonnement des suites de son voyage au sommet du Pamir : 306, 468, 512

SAMOÏLOVITCH, RUDOLF L. (1881-1939)

Géologue et explorateur russe, quitte la Russie après la Révolution de 1905, revient après 1917, nombreuses expéditions dans le grand Nord, capitaine du *Krassine* sauveur des rescapés de l'*Italia*, fondateur et directeur de l'Institut de l'Arctique, arrêté en 1938, meurt en prison : 459-461, 490

SCHALKS, MARC (1903-1946)

Né en Pologne russe, réfugié avec sa famille à Genève en 1907-1911, puis à nouveau dès 1916, horloger-bijoutier et artiste dramatique, organisateur du Théâtre révolutionnaire puis du Théâtre social, au PSG, participe au groupe Plan et en contact avec la VOKS, expulsé de Genève pour activités communistes après les événements du 9 novembre 1932, revient en 1933 lorsque son acte d'expulsion est annulé par Nicole, à nouveau expulsé en 1935, s'installe en URSS où le rejoint sa compagne la violoniste genevoise Yvonne Bovard, travaillent tous deux à la radio, arrêté en 1939, Schalks meurt en camp en 1946 ; arrêtée en 1940, Yvonne Bovard est condamnée à 8 années de détention, rentre en Suisse en 1953 et meurt en 1984 à l'âge de 82 ans : 278

SCHERER, LYDIA (1913-1990)

Zurichoise, membre des JC, puis du

PCS, voyage en URSS en 1935, rencontre son futur mari Alfred Striner-Woog, gérante de la Librairie Stauffacher, puis au PST : 406

SCHERRER, EDOUARD-EUGÈNE (1890-1972)

Vaudois, postier, adhère au PSS en 1917, au PCS en 1921, conseiller municipal de Leysin, membre du CC du PCS de 1927 à 1930, délégué au V^e congrès de l'IC, en 1923 premier communiste suisse à être frappé d'une interdiction professionnelle pour raison politique, médaillé d'or de bobsleigh aux Jeux Olympiques de Chamonix en 1924, secrétaire de la FOBB, démis en 1930, devient agent commercial à Genève, responsable avec Vincent du SRI en Suisse romande, membre du comité des ARN, délégué au Congrès pour la paix d'Amsterdam, après-guerre milite au PST : 274, 275, 284

SCHEU, TAMARA (1892-1983)

Née Lishanski en Russie, émigre en Suisse en 1909, études de médecine, avant d'exercer comme gynécologue à Zurich, socialiste de gauche, membre fondatrice — avec son mari le chirurgien Volker Scheu — de la DNR, plusieurs voyages en URSS, donne à son retour des conférences sur les institutions soviétiques pour l'enfance : 235, 238, 291, 292, 355, 367, 371, 463

SCHKLOVSKI, GRIGORI L. (1875-1937)

Membre du POSDR depuis sa fondation, en Suisse depuis 1909, rencontre Zinoviev et Lénine, docteur en chimie de l'Université de Berne, revient en Russie après la Révolution

de Février, depuis Octobre dans l'administration de la ville de Moscou, retourne en Suisse où séjourne encore sa famille dans le cadre de la mission Berzine, conseiller de la légation, administrateur et trésorier, à son retour en Russie rejoint le NKID, en 1919-1921 membre du collège du Commissariat du peuple à l'agriculture, en 1923 consul à Hambourg, représentant du NKID à Petrograd, en 1927 attaché commercial en Allemagne, chassé du Parti pour son appartenance à l'opposition unifiée, travaille ensuite dans les syndicats, puis dans les éditions scientifiques, réprimé : 65, 68, 82, 169

SCHLESINGER, MORITZ (1886-1974)

Social-démocrate allemand, très engagé dans l'assistance aux PG russes, délégué de la CR allemande pour l'Europe orientale lors de la famine russe de 1921, puis diplomate : 102, 109

SCHMID, JACQUES (1882-1960)

Typographe zurichois, socialiste et antimilitariste, rédacteur du *Volksrecht*, président du PS de Soleure de 1912 à 1936, nombreux mandats électifs au niveau cantonal et fédéral de 1912 à 1955 : 336, 337

SCHMIDT, GEORG (1896-1965)

Historien de l'art bâlois, écrit pour le *Basler Vorwärts* de 1919 à 1921, donne des cours aux JC, collabore à la revue, *Wissen ist Macht*, décline la direction de la section bâloise de DNR, dirige la revue *information*, membre du BFSU, co-organisateur d'expositions sur l'URSS, depuis 1939 conservateur du

Musée d'art de Bâle, signataire de l'appel de 1944 en faveur de la reprise des relations avec l'URSS : 236, 240, 286, 371, 420, 423, 440, 463, 490, 492, 493

SCHMIDT, HANS (1893-1972)
Architecte bâlois, frère de Georg, coéditeur de la revue d'architecture *A.B.C. Beiträge zum Bauen*, cofondateur des Congrès internationaux d'architecture moderne, urbaniste en URSS de 1930 à 1937, puis à nouveau à Bâle en 1937-1955, membre de l'Académie d'architecture de Berlin-Est en 1956-1969, cofondateur et député du PST au Grand Conseil de 1944 à 1955 : 219, 286, 335, 359

SCHMIDT, OTTO I. (1891-1956)
Originaire de Courlande, mathématicien, astronome et géophysicien soviétique, nombreuses fonctions dans des Commissariats soviétiques, directeur du Gosizdat, membre du Conseil scientifique d'Etat, de l'Académie communiste, vice-président de l'Académie des sciences de l'URSS en 1939-1942, explorateur de l'Arctique, notamment l'expédition du Tcheliousskine : 364

SCHNEERSOHN, ILIA (?-?)
Emigré russe arrivé en Suisse en 1914, travaille quelques semaines pour la mission Berzine avant de devenir l'assistant à plein temps de Bagotski, ensuite spécialiste des expositions pour la VOKS à Berlin : 65, 66

SCHWARZENBACH, ANNEMARIE (1908-1942)
Issue d'une vieille famille de la bourgeoisie zurichoise, petite-fille du

général Wille, écrivaine, archéologue, journaliste-reportrice et photographe, icône androgyne de la jeunesse contestataire, homosexuelle, morphinomane, militante antifasciste, amie de Klaus et Erika Mann, assiste en 1934 avec ce dernier au premier congrès des écrivains soviétiques, rencontre Boukharine, en 1939 voyage en Perse et en Afghanistan avec Ella Maillart, puis aux Etats-Unis : 422

SEMACHKO, NICOLAS A.
(1874-1949)

Neveu de Plekhanov, études de médecine, marxiste dès 1895, participe à la Révolution de 1905, à Genève rencontre Lénine, devient bolchevique, exil en Suisse, puis en France, organise l'aide médicale pour la Révolution d'Octobre, dirige le Narkomzdrav de 1918 à 1930, développe la prophylaxie, la politique de défense de la mère et de l'enfant, passages à Genève dans le cadre des réunions du comité d'hygiène de la SdN, puis professeur et directeur de nombreux Instituts médicaux : 63, 111, 118, 123, 459

SEMPOLOWSKA, STEFANIA
(1870-1944)

Polonaise, enseignante et activiste de gauche, directrice d'une revue pour les enfants et les éducateurs, auteur de nombreux manuels ainsi que d'articles, organise dès la PGM l'aide aux PG ; nommée en septembre 1920 par décision de la SRCR et de la CR polonaise représentante plénipotentiaire de la SRCR à Varsovie pour l'application de l'accord sur les PG et les internés, officie bénévolement en tant

que représentante la SRCR puis de l'ASCRCR en Pologne jusqu'en 1935 : 50, 56, 187

SERVET, CLAUDE (1904-1944)

Né David Retchisky à Odessa, sa famille émigre avant 1914, dirigeant des JC de la région parisienne, puis au CC du PCF, Ecole Lénine à Moscou de 1927 à 1930, à son retour travaille pour le Komintern, dans la résistance parmi les FTP, meurt de ses blessures en 1944 : 406

SEVENSMA, TIETSE PIETER (1879-1966)

Hollandais, docteur en archéologie, directeur de la Bibliothèque publique d'Amsterdam, puis de la SdN de 1927 à 1938, dirige par la suite des encyclopédies : 111

SHAW, GEORGE BERNARD (1856-1950)

Critique musical, essayiste et dramaturge irlandais, membre de la Fabian Society, pacifiste et socialiste, prix Nobel de littérature en 1925 : 118, 213, 415

SHEFTEL, MARC (?-?)

Membre du PCR, délégué du NKZ et de la SRCR à Rome en 1921-1922, puis résident de l'INO au sein de la légation de Rome, en 1925 rappelé à Moscou, en 1927 représentant du NKZ au sein de la direction de la VOKS, en 1928 assiste Doubrovski à New York, en 1931 toujours membre de la direction de l'ASCRCR : 50, 116, 164, 165, 210, 213

SIEMENS, HANS (1891-1969)

Etudes d'histoire de l'art allemand, soldat sur le front de l'Est, salue la

Révolution russe, journaliste indépendant à la *Weltbühne*, en 1931 visite l'URSS pendant six semaines, publie son témoignage *Russland ja und nein* et prononce des conférences, notamment pour la DNR, communiste de gauche, s'exile à Paris en 1934, travaille dans les éditions Münzenberg, à New York pendant la DGM, revient ensuite en RFA : 462

SIEWERT, ROBERT (1887-1973)

Maçon allemand, militant socialiste, puis communiste, délégué au IV^e congrès de l'IC, l'un des organisateurs des délégations ouvrières en URSS, exclu en 1929, rejoint le KPO, déporté à Buchenwald, dirigeant clandestin dans le camp, ministre sans-parti de Saxe-Anhalt, purgé dans les années 1950, puis réhabilité : 315

SILONE, IGNAZIO (1900-1978)

Militant socialiste, puis communiste italien, en URSS depuis 1927, puis en Suisse dès 1930, expulsé du PCI, sa première nouvelle *Fontamara*, est traduite et maintes fois rééditée, dirigeant d'une organisations clandestine durant la Seconde Guerre mondiale, travaille pour les services secrets américains (OSS), rentre en Italie en 1944, participe au Congrès — financé par la CIA — pour la liberté de la culture ; aurait été informateur de la police fasciste de 1919 à 1930 : 412, 420, 421

SINCLAIR, UPTON (1878-1968)

Journaliste et écrivain américain engagé dans la dénonciation des inégalités, prix Pulitzer du roman en 1943,

candidat socialiste aux postes de représentant du New Jersey, puis de gouverneur de Californie : 104

SMIRNOV, VICTOR F. (?-?)

Régisseur et scénariste soviétique, spécialiste du film d'animation, séjourne au Japon puis aux Etats-Unis avant d'occuper des fonctions de direction au sein de Mossfilm, prend la direction de la VOKS de 1937 à 1940 : 124, 277

SOKOLINE, VLADIMIR A.
(1896-1984)

Né à Genève où son père A. Schapiro était étudiant, élevé par la famille Sessler de Genève après le retour de ses parents en Russie quatre mois après sa naissance, en Russie de 1916 à 1919, revient à Genève sous le nom de Sokoline, de 1921 à 1931 en URSS comme enseignant privé pour adulte, effectue différentes missions à l'étranger, assiste aux conférences internationales de la SdN sur l'économie et le désarmement, rejoint ensuite la légation soviétique de Paris, sous-secrétaire de la SdN de 1937 à 1940, installé à Montana pendant la DGM, donne depuis 1952 des cours de russe à l'Ecole Migros et plusieurs conférences de souvenirs dans les cercles académiques et à la radio, meurt à Genève en 1984 sans avoir obtenu la nationalité suisse malgré plusieurs demandes : 176, 301

SOKOLNIKOV, GRIGORI I.
(1888-1939)

Révolutionnaire russe, bolchevique depuis 1905, arrêté et déporté en Sibérie, s'évade, études d'économie à la Sorbonne, en Suisse pendant la PGM,

combat dans l'Armée rouge, puis commissaire du peuple aux Finances, membre du BP depuis 1924, critique à l'égard de Staline, *polpred* à Londres de 1929 à 1932, écarté, condamné, assassiné, réhabilité : 61, 272, 457

SOLOVIEV, Z. P. (1876-1928)

Membre du POSDR depuis sa fondation, bolchevique, déporté à deux reprises, médecin ayant exercé pendant la guerre russo-japonaise, l'un des fondateurs du NKZ, membre de son collège, dirige le département militaro-sanitaire, professeur d'hygiène sociale à l'Université d'Etat de Moscou, président de la SRCR de juillet 1919 à sa mort. Les journalistes suisses de l'époque le confondent souvent avec I. I. Soloviev, un ancien membre des services diplomatiques du tsar rallié aux Soviétiques : 93, 98

SPALVINE, EVGUÉNI G.
(1872-1933)

Célèbre japonisant russe, auteur de travaux sur Confucius, représentant de la SRCR et de la VOKS au Japon de 1927 à 1933, organise des tournées de spectacles japonais en URSS : 50, 55, 211

STAM, MART (1899-1986)

Architecte, urbaniste et créateur hollandais, proche du Bauhaus, coéditeur de la revue d'architecture *A.B.C. Beiträge zum Bauen*, en URSS de 1931 à 1934, retourne aux Pays-Bas : 359

STÄMPFLI, FRANZ (1881-1958)

Bernois, membre du Parti radical-démocrate, procureur général de la Confédération de 1916 à 1948, à

l'origine de plusieurs arrêts de protection de l'Etat : 323

STANISLAVSKI, KONSTANTIN S. (1863-1938)

Comédien, metteur en scène et professeur d'art dramatique russe : 467

STAROBINSKI, ARON (1893-1965)

Né en Russie, termine ses études de médecine à Genève en 1923, caissier de la Société israélite de secours pendant la guerre, travaux de traduction et de secrétariat pour Bagotski et Nansen, interne à l'Hôpital cantonal, ouvre son propre cabinet en 1926, cesse apparemment d'entretenir des contacts avec Bagotski et l'URSS, n'obtient jamais la nationalité helvétique : 69, 70, 109, 110, 113, 114, 122, 164, 177, 186, 235, 445

STÄUBLI, WILLY (1896-1969)

Ingénieur zurichois, chef d'entreprise (bâtiment et industrie du bois) en France, en Suisse et au Brésil, de 1935 à 1943 représentant libéral indépendant zurichois aux Etats à Berne : 306

STELLING-MICHAUD, SVEN (1905-1986)

Etudes d'histoire, de littérature et de philosophie à Zurich et Paris, doctorat à Lausanne en 1935, éditeur des *Cahiers romands* de 1929 à 1934, enseignant à l'Institut d'études slaves, rédacteur adjoint au *JdG* en 1942-1947, professeur d'histoire moderne à l'Université de Genève dès 1943 : 336

STEPANOVA, VARVARA F. (1894-1958)

Artiste constructiviste russe, peintre, dessinatrice, designer, poète,

typographe et décoratrice de théâtre, rejoint l'IZO-Narkompros, au milieu des années 1920 collabore avec Popova à la production de vêtements, à partir de 1933 nombreuses mises en page et illustrations de revues soviétiques avec son mari Rodtchenko : 358, 389, 397

STERN, LINA (1878-1968)

Née en Courlande, Empire des tsars, dans une famille libérale de la bourgeoisie juive, études de médecine à Genève, première femme nommée professeure à l'Université de Genève, préfère partir en URSS où elle deviendra la première femme à intégrer l'Académie des sciences, membre de DNR, effectue plusieurs conférences lors de passages en Suisse, purgée en 1949, libérée en 1953, réhabilitée en 1958 : 458, 516

STIRNER, ALFRED (1898-1983)

De son vrai nom Edgar Woog, bâlois d'origine alsacienne, bibliothécaire polyglotte, communiste, s'installe au Mexique en 1920, rejoint le PC mexicain, son représentant à Moscou, permanent du Komintern, membre de l'exécutif, chargé par l'IC de développer les éditions du PCS, fondateur de la Maison Stauffacher, puis envoyé en Espagne, arrêté plusieurs fois en Suisse, membre fondateur du PST, son secrétaire général de 1949 à 1968 : 400, 406

STRASSER, CHARLOTTE (1870-?)

Psychiatre communiste, cabinet à Berne, proche de Bagotskaïa, membre de la SEDRC : 251, 254

STRUB, MARGRIT (1886-1970)

Née Saxer, femme de Walter, militante communiste bâloise, l'une des initiatrices du comité pour l'avortement, membre du SOI, de DNR, des AUS et du RUP, plusieurs séjours en URSS où travaille son fils, au PST dès sa fondation : 321

STRUB, WALTER (1882-1938)

Docteur en astronomie et en météorologie, inspecteur du travail de la ville de Bâle, membre fondateur du PCS, chargé de l'organisation d'une section de DNR à Bâle, rejoint les AUS pour lesquels il organise en 1934 avec Georg Schmidt et Hannes Meyer l'exposition "Tatsache über die Sowjet-Russland" : 286, 321, 324, 371, 492

SURITZ, IAKOV Z. (1882-1952)

Militant révolutionnaire russe, études à l'Université de Berlin, dès 1918 diplomate soviétique, nombreuses missions au Danemark, en Afghanistan, puis en Turquie, en Allemagne et en France : 58

SUTER, ANTON (1863-1942)

Etudes de droit à Berne, attaché d'ambassade à Berlin et Vienne, s'installe à Lausanne en 1900, pionnier du mouvement coopératif, cofondateur de la Maison du peuple de Lausanne, cofondateur en 1909 du Parti ouvrier socialiste lausannois et vaudois, plusieurs mandats électifs : 219, 249

SVETLOV, F. (?-?)

Révolutionnaire russe, dans l'émigration en Suisse, ami de Rémézov depuis 1907, membre du PCUS, rédacteur à *La vie économique* : 262, 270

SZIGETI, JOZSEF (1892-1973)

Violoniste hongrois, installé en Suisse pendant la PGM, carrière internationale de soliste, onze tournées en URSS de 1924 à 1929, vit entre Paris, Zurich et Washington, en contact avec la VOKS, se rend en URSS avec sa femme la cantatrice Maria en 1936, aux Etats-Unis depuis 1940, puis en Suisse : 327

TAEUBER, SOPHIE (1889-1943)

Artiste, peintre, sculpteuse et danseuse suisse, participe au mouvement Dada, entre au Cabaret Voltaire, puis surréaliste avec son époux Jean Arp, en 1931 rejoint le collectif d'artistes Abstraction-Création : 421

TAGORE, RABINDRANATH

THAKUR (1861-1941)

Poète, romancier, dramaturge, philosophe, compositeur et peintre indien, prix Nobel de littérature en 1913, soutient le mouvement pour l'indépendance de Gandhi, effectue des tournées de conférences à travers le monde, dont l'URSS en 1930, qui lui permettent de rencontrer les grands esprits de son époque : 227

TAÏROV, ALEXANDRE I.

(1885-1950)

Juif ukrainien, étude de droit et de théâtre, proche de Lounatcharski, dès 1914 dirige un théâtre de chambre à Moscou, sa troupe pérennisée par le nouveau régime voyage régulièrement à travers l'Union soviétique, en Europe et en Amérique latine, membre du comité antifasciste juif en 1942, attaqué personnellement, son théâtre est fermé en 1949, meurt l'année suivante : 359

TARGANSKI, ANTON A. (?-?)

Russe, membre du bureau d'enregistrement des PG auprès du CICR en 1915, de celui de la SRCR, délégué de la SRCR en Hongrie, arrêté par les autorités françaises en janvier 1919, membre du PCR : 47

TATLINE, VLADIMIR I. (1885-1953)

Peintre et sculpteur ukrainien constructiviste, étudie les beaux-arts, voyage en France et en Allemagne, auteur du projet de Monument à la III^e internationale (ou Tour Tatline) : 358

TCHAYANOV, ALEXANDRE V. (1888-1937)

Agronome russe, dirige plusieurs comités de recherche sur la réforme agraire, membre du Commissariat du peuple à l'agriculture, arrêté en 1930 en tant que membre d'un prétendu Parti paysan, déporté au Kazakhstan, puis condamné à mort lors d'un second procès : 298

TCHERNIAK, E. (?-?)

La référente pour la Suisse au sein de la section Europe centrale de la VOKS : 124

TCHERTOFF, LAZAR (?-?)

Représentant de la SRCR à Vienne de 1921 à 1923, reçoit ensuite une nouvelle affectation à Moscou : 50, 55

TCHITCHÉRINE, GUEORGUI V. (1872-1936)

Fils de diplomate, menchevik, se rapproche des bolcheviks avant la guerre, dirige le NKID de 1918 à 1930, au CC du PCUS depuis 1925 : 36, 96, 106, 143, 211

TCHKALOV, VALERI P.

(1904-1938)

Aviateur soviétique, spécialiste de volige aérienne, nombreux records de vols sans escale, notamment de Moscou au Kamchatka, puis au Canada, héros de l'Union soviétique, meurt en 1938 lors d'un essai : 364

TCHOUKHOVSKI (?-?)

Militaire de carrière, achève ses études d'aviateur en 1915, participe à la Grande Guerre, soutient la Révolution d'Octobre, participe à la défense aérienne de Petrograd pendant la guerre civile, l'un des sauveurs de l'équipage de l'*Italia*, nombreuses tournées internationales de conférences : 460, 461

TERRISSE, HENRI (?-?)

Genevois, docteur en chimie de l'Université de Genève, l'un des fondateurs de la SEDRC, en relation avec Lebet : 161, 251, 253, 254, 268, 276, 461, 483

THIEL, REYNOLD (1910-1963)

Neuchâtelois, pianiste, études commerciales, en 1927 à l'Université de Cambridge, en 1931 à Paris pour un apprentissage de couturier, rejoint le PCF, en 1934 revient à Hauterive, en 1936 écrit à la VOKS pour aller en URSS, à partir de 1937 homme de l'ombre de PIC, brigadiste en Espagne, effectue de nombreuses missions à l'étranger, après 1945 gère pour les PC français et suisse des filiales de sociétés commerciales avec le bloc de l'Est, nombreux voyages en URSS : 160

THOMAS, ALBERT (1878-1932)

Agrégé d'histoire et de géographie, socialiste réformiste, député, sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions, puis ministre de l'Armement, principal organisateur de l'économie de guerre, envoyé par le Gouvernement français en Russie, essaie de convaincre Kerenski de continuer la guerre, premier directeur du BIT à Genève : 112, 140, 443

THOMMEN, ELISABETH
(1888-1960)

Journaliste et rédactrice bâloise, militante féministe et antimilitariste, épouse de Jakob Bühner : 412, 440, 491

THOMSEN, WILLIAM BOYCE
(1869-1930)

Financier et philanthrope américain, membre du Parti républicain, finance le Gouvernement Kerenski ainsi qu'une mission de la CR américaine en Russie auquel il participe de 1917 à 1918, partisan de la reconnaissance de la Russie soviétique : 46

THURNHEER, WALTER (1884-945)
Avocat à Zurich, secrétaire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie en 1912-1913, entre au DPF en 1915, adjoint de la Division des affaires étrangère jusqu'en 1921, puis en poste à Paris, Washington, Montréal, Tokyo et Londres : 192

TILGENKAMP, ERICH (1898-1966)

Zurichois, doctorat d'économie politique, publiciste et aviateur, proche d'Auguste Piccard, auteur d'une multitude d'ouvrages et de plus de 500 articles sur l'aventure aérienne, effectue

deux voyages en URSS, membre de la direction de la Société de rapprochement économique avec l'URSS : 228, 230, 303-306, 440, 466, 468, 509, 512

TIMM, G. (?-?)

Directeur de la section Europe centrale de la VOKS en 1933, correspondant pour la Suisse allemande : 124, 279, 427

TISSÉ, EDOUARD K. (1897-1961)

Opérateur, réalisateur et acteur letton, responsable de la section cinématographique du premier train d'agitprop, directeur de la photographie de tous les films d'Eisenstein depuis 1925 : 355, 497

TOBLER, MAX (1876-1929)

Issu d'une famille bourgeoise de Saint-Gall, études de médecine et de zoologie à Genève, travaille ensuite à l'Institut zoologique de Naples, à l'Université de Giessen et en Angleterre, proche d'Auguste Forel et de Fritz Brupbacher, adhère — à son retour en Suisse en 1903 — au PSS, l'un des fondateurs de la Ligue antimilitariste suisse, président de l'Union ouvrière de Zurich dès 1904, se rend en URSS en 1927 en tant que délégué du SRI, adhère à son retour au PCS, critique avec Brupbacher les méthodes staliniennes mais sans se désolidariser du PCS : 70, 214, 251, 252, 254, 276, 314, 411

TOBLER, MINNA (1886-1936)

Née Christinger, médecin zurichoise, rédactrice de revues féminines du PS, puis du PCS, épouse Max Tobler en 1913, nombreux engagements

associatifs dans le mouvement

philosoviétique et antifasciste : 70, 240, 283, 284, 311, 321, 324, 355

TOLSTOÏ, ALEXIS N. (1883-1945)

Ecrivain russe, auteur de romans historiques et d'anticipation (*Aelita*), après 1917 s'exile en Allemagne, puis en France, mais rentre en URSS en 1923, soutient activement le régime stalinien : 361, 505

TOLSTOÏ, LEV N. (1828-1910)

Ecrivain et philosophe russe, pacifiste, exerce une grande influence, notamment sur Romain Rolland, Gandhi, Biriukov, Roubakine, etc : 105, 235, 247, 249

TOMARKIN, LEANDER W.

(1895-1967)

Médecin, praticien et chercheur, connaît une relative célébrité dans les années vingt en se constituant une clientèle dans l'aristocratie européenne, grâce à l'appui de financiers américains fonde en 1927 à New York une branche de l'Institut Tomarkin pour des recherches en biochimie, suivie par l'ouverture d'une Fondation à Locarno en 1930, un moment proche des communistes, se rapproche ultérieurement du fascisme, mais se rend à l'armée américaine en 1941 : 68, 167, 288

TRAUBERG, LEONID Z.

(1902-1990)

Cinéaste soviétique, l'un des fondateurs de la Fabrique de l'acteur excentrique, collabore avec Kozintsev, enseigne à l'Institut des arts scéniques de Leningrad, attaqué pour cosmopolitisme dans les années 1950 : 496

TRAZ, ROBERT DE (1884-1951)

Ecrivain et essayiste genevois, d'abord nationaliste, se fait le défenseur de la SdN et fonde en 1920 *La Revue de Genève*, auteur en 1929 de *L'esprit de Genève*, qu'il inscrit dans une lecture mythique de l'histoire de sa ville allant de la Réforme à la Croix-Rouge : 140

TRETIAKOV, SERGUEÏ M.

(1892-1937)

Poète, écrivain, dramaturge et théoricien constructiviste, l'un des animateurs de la revue *LEF*, collabore avec Meyerhold et Eisenstein, en 1934 se rallie au réalisme socialiste, arrêté en 1937, fusillé : 358, 359, 361, 363

TROTSKI, LEV D. (1879-1940)

Né Bronstein, révolutionnaire russe, l'un des principaux artisans de la conquête du pouvoir par les bolcheviks, fondateur de l'Armée rouge, s'oppose à la bureaucratiation du Parti et à Staline, déporté en 1928, refuse de capituler, exilé en 1929, assassiné par des agents de Staline à Mexico en 1940 : 23, 35, 36, 54, 57, 61, 63, 106, 124, 277, 278, 359, 360, 405, 413

TSCHERNINE, ILYA (?-?)

Russe, collaborateur du Komintern, membre de l'agitpropotdel, s'occupe de la presse, rejoint le bureau international des AUS à Berlin en 1928, responsable des organisations de masse, exclu en 1937 : 315

TURRETTINI, EDMOND

(1874-1951)

Genevois, études d'ingénieur à l'EPFZ, colonel d'artillerie, membre puis président de la Chambre de commerce et

d'industrie de Genève, administrateur de la Compagnie genevoise des tramways électriques, député au Grand Conseil de l'UDE en 1923-1926, puis de l'Union nationale en 1934, et conseiller d'Etat, dirige le Département de justice et police de 1926 à 1930, celui des Travaux publics de 1930 à 1933 : 488

UNGER, EMILE (1895-1967)
Instituteur socialiste, révoqué, journaliste au *Travail*, vice-président de la Société pour les relations culturelles et scientifiques entre la Suisse et l'URSS, remplace Nicole comme rédacteur lors de son incarcération en 1932, député socialiste au Grand Conseil et secrétaire du comité directeur du PSG, conseiller administratif de la ville de Genève en 1935-1943 : 264

VAILLANT-COUTURIER, PAUL (1892-1937)
Etudes d'histoire et de droit, participe à la PGM, devient pacifiste socialiste, cofondateur avec Barbusse de l'Association républicaine des anciens combattants, l'un des membres du groupe Clarté, journaliste au *Canard enchaîné* et à *L'Humanité*, au PCF dès sa fondation, en URSS pour le X^e anniversaire, et encore en 1931 et 1932, maire de Villejuif, l'un des fondateurs de l'AEAR dont il est le secrétaire jusqu'en 1936 : 312, 410, 418

VAKHTANGOV, EVGUÉNI B. (1883-1922)
Russo-arménien, études à l'Université d'art théâtral de Moscou, entre au Théâtre de Moscou en 1911, influencé

par Meyerhold et Stanislavski, prend en 1919 la direction de la section de la mise en scène théâtrale du Narkompros, puis dirige son propre théâtre, meurt d'un cancer : 359

VALOIS, GEORGES (1878-1945)
Né Alfred-Georges Gressent, d'abord militant anarchiste, puis syndicaliste révolutionnaire, rejoint l'Action française en 1906, fonde en 1925 le Faisceau, premier mouvement fasciste français, puis le Parti républicain syndicaliste avant de se rapprocher à nouveau de la gauche, tout en restant corporatiste, résistant, meurt en déportation : 300, 301

VAUCHER, CHARLES-FERDINAND (1902-1972)
Ecrivain et régisseur communiste bâlois, membre du cercle littéraire d'Humm, collabore à *ABC*, engagé au Cabaret cornichon, participe au congrès d'Amsterdam contre la guerre, reporter pour *ABC* en Espagne : 420

VAUCHER, GEORGES (?-?)
Historien genevois, dirige le secrétariat genevois de la CISR, puis délégué du CICR : 109, 114

VELLER, ROMAN S. (1891-?)
Russe, chimiste de profession, émigre aux Etats-Unis, revient en 1917, engagé dans l'armée russe de février à octobre, grâce à sa maîtrise des langues occidentales rejoint l'OBI comme assistant de Kameneva, puis la VOKS, dont il dirige le bureau des liaisons internationales, part vivre aux Etats-Unis grâce à ses contacts avec l'ARA : 55, 390

VERTOV, DZIGA (1896-1954)

Né Denis Arkadiévitch Kaufman en Pologne russe, études de musique et de médecine, partisan de la Révolution d'Octobre, rédacteur et monteur du premier journal filmé d'actualités soviétiques, réalise de nombreux reportages (Ciné-vérité), termine en 1924 le premier film d'animation soviétique (*La Carte politique de l'Europe en dessins animés*), futuriste, opposé au cinéma narratif, privilégie le mouvement du réel, tournée internationale en 1930, à son retour doit se contenter de films d'actualités : 363, 496, 508

VESNINE, ALEXANDRE A.

(1883-1959)

Architecte russe, mais aussi décorateur pour le théâtre, peintre, nombreuses collaborations avec Popova, figure majeure — avec ses frères Léonid et Victor — de l'architecture constructiviste, marginalisé durant les années 1930 : 358

VINCENT, JEAN (1906-1989)

Avocat genevois, adhère au PCG en 1924, collaborateur puis rédacteur du *Drapeau rouge*, très engagé dans les différentes sociétés philosoviétiques, membre du comité cantonal puis national du PC, nombreux mandats électifs depuis 1936 et surtout après la DGM, siège au Parlement genevois en 1936-1940 et 1945-1986, et national de 1947 à 1980, son président en 1979, l'un des fondateurs et des dirigeants du PST jusqu'en 1986 : 274, 335, 418, 432, 461

VOEGELI, ADOLF (1898-1993)

Médecin zurichois, radiologue, voyage en URSS en 1936, réalise des

diapositives et un film qu'il présente dans le cadre de DNR, publie un témoignage : 468

VOGEL, LUCIEN (1886-1954)

Editeur, historien de l'art et photographe français, créateur et directeur de plusieurs journaux dont *VU*, proche des constructivistes, commissaire du pavillon soviétique de l'Exposition internationale des arts décoratifs de Paris en 1926, antifasciste engagé, s'exile aux Etats-Unis en 1940 : 410

VOGEL, TRAUOGOTT (1894-1975)

Zurichois, enseignant, écrivain et critique de théâtre, notamment pour enfants, recommandé à la VOKS en 1938 par le couple Vonwiller pour des recherches qu'il souhaite faire sur les théâtres soviétiques pour enfants : 371, 422, 455

VOLKHART, OTTO (1880-1960)

Journaliste et écrivain zurichois, études de germanistique à l'Université de Berne, proche d'Auguste Forel, socialiste, membre du Comité suisse d'aide à la Russie affamée, de 1924 à 1931 professeur de langue et littérature allemandes à l'Université de Moscou, en relation avec Zlintchenko depuis 1930, à son retour en Suisse donne des conférences sur Gorki et la littérature russe à DNR, l'un des responsables de la section suisse du Théâtre prolétarien : 265, 335, 463

VONWILLER, PAUL (1885-1962)

Suisse, docteur et physiologue, travaille dans les Universités de Genève et Zurich, puis de 1931 à 1939 au département d'anatomie de l'Université

de Moscou dirigé par Lina Stern, revient en Suisse avec sa famille en 1939, médecin dans l'armée suisse, membre après la DGM de la Société Suisse-URSS, depuis 1948 privat-docent à l'Université de Zurich, auteur de nombreuses études dans le domaine de l'anatomie microscopique ; sa femme fait des conférences à DNR à chacun de ses retours en Suisse : 219, 236, 445, 463, 467

VORONSKI, ALEXANDRE K.
(1884-1943)

Ecrivain, éditeur et journaliste bolchevique, fondateur de revues littéraires soviétiques, oppositionnel, arrêté en 1929, capitule, à nouveau arrêté, réprimé : 361-363

VOROVSKI, VACLAV V.
(1871-1923)

Socialiste polonais membre de la SDKPiL, proche des bolcheviks dès 1914, travaille avec Radek et Hanecki en 1917 au bureau du CC pour l'étranger à Stockholm, après la révolution fonde le Gosizdat, puis travaille comme diplomate soviétique dans les pays scandinaves, de 1921 à 1923 *polpred* en Italie, secrétaire général de la délégation soviétique à la Conférence économique de Gênes, assassiné à Lausanne par Maurice Conradi lors de la Conférence sur les détroits : 36, 41, 98, 128, 130, 131, 133, 135, 157, 166, 169, 189, 243-245, 263, 381, 404

VOSELER, PAUL (1890-1979)

Géographe, enseignant dans le secondaire, puis professeur à l'Université de Bâle, cofondateur de la

Société de géographie et d'ethnologie de Bâle, président de la Fédération des sociétés suisses de géographie de 1931 à 1934 et de l'Association Suisse-URSS en 1944-1945 : 334, 335, 337, 339

WAGNIÈRE, GEORGES
(1862-1948)

Docteur en droit de l'Université de Pise, choniqueur de politique étrangère au *JdG*, puis rédacteur en chef et directeur, ministre de Suisse à Rome de 1918 à 1936, ensuite membre du bureau de l'EIA et du CICR jusqu'en 1945 : 200

WARSAWSKI, ADOLF (1867-1937)

Membre du CC de la SDKPiL depuis 1903, délégué de la SDKPiL à Paris auprès du CC du POSDR de 1907 à 1910, l'un des fondateurs du PC polonais, membre du BP et du CC, mis à l'écart en 1924, arrêté à Moscou en 1937, fusillé : 59, 61

WEBB, BEATRICE (1858-1943)

Née Potter, sociologue et économiste anglaise, théoricienne du mouvement coopératif, se marie à Sidney en 1892, l'une des fondatrice de la Fabian Society et du *New Statesman*, adhère au Labor Party en 1914, voyage en URSS en 1932, publie avec Sidney un texte acritique sur le régime stalinien, soutient l'URSS jusqu'en 1939 : 351, 411

WEBB, SIDNEY (1859-1947)

Juriste et économiste, se marie à Beatrice en 1892, l'un des fondateur de la Fabian Society, de la London School of Economics et du *New Statesman*, adhère au Labor Party en 1914, député en 1922, en 1929 secrétaire d'Etat aux

colonies et dominions, voyage en URSS avec Beatrice en 1932, et seul en 1934 : 300, 351, 411

WECHSLER, LAZAR (1896-1981)
Né en Galicie autrichienne, installé en Suisse dès 1914, étude à l'EPFZ, naturalisé suisse en 1923, producteur zurichois, directeur de Praesens-Film, produit en 1932 le premier film communiste de la République de Weimar, *Ventres glacés*, coécrit par Bertolt Brecht, pendant la guerre surveillé par la police fédérale en raison de ses importations de films soviétiques : 355, 499

WEGNER, ERIC (?-?)
Ingénieur de Genève, membre des AUS, correspondance avec la VOKS de 1931 à 1933 : 161, 395

WEHRLIN, WOLDEMAR (1888-1979)
Suisse de Russie, docteur en droit de l'Université de Moscou, exerce comme avocat jusqu'à la Révolution d'Octobre, conseiller juridique à la légation suisse de Petrograd, puis au consulat de Moscou en 1918, dirige ensuite le Comité de Moscou des Suisses de Russie (MRSK), rentre en Suisse, repart en Russie soviétique en février 1921 en tant que délégué CICR-Nansenhilfe, y demeure jusqu'en 1938, s'installe ensuite à Paris où il ouvre une galerie d'art russe : 96, 133, 181, 191-198, 200, 201

WEISSFEILER, JULES (1902-?)
Roumain, doctorat de médecine à l'Université de Genève (1928), membre du PCS, en contact avec Bagotski pour la création d'une Société

d'amitié avec la Russie nouvelle, faute de permis d'établissement quitte le territoire helvétique, s'établit en URSS, dirige le département de microbiologie de l'Institut central de recherche sur la tuberculose, citoyen soviétique, arrêté en 1938, libéré en 1940, reprend ses activités de recherche en Union soviétique : 287

WELLS, HERBERT GEORGE (1866-1946)
Ecrivain britannique, célèbre pour ses romans de science-fiction, socialiste, favorable à la création d'un Etat-Monde, après un voyage en URSS soutient l'expérience soviétique tout en continuant à se déclarer antimarxiste : 104, 118, 213

WELTI, FRANZ (1879-1934)
Bâlois, docteur en droit, juge d'instruction, avocat de la mission Berzine, et de Guilbeaux, dirigeant du PS bâlois, actif pendant la Grève générale, membre fondateur et premier président du PCS, écarté de ses fonctions en 1927, plusieurs mandats électifs au niveau cantonal et fédéral : 128, 319, 405

WIDMER, HANS (1889-1939)
Docteur en médecine, membre du Parti démocrate, nombreux mandats électifs à la ville de Winterthur, dans le canton de Zurich, et au Parlement fédéral, initiateur du premier camp professionnel de Suisse pour les ouvriers métallurgistes au chômage : 306

WIESER, FRITZ (1890-1952)
Enseignant bâlois, militant socialiste puis communiste, rédacteur en chef du

Basler Vorwärts, président du CC du PCS de 1927 à 1929, membre du CEIC, démis de toutes ses fonctions en 1929, quitte le PCS en 1931 : 319

WINKLER, HANS (1877-1945)
Botaniste allemand de l'Université de Hambourg, correspondant de l'Académie des sciences de Berlin, soutient les nazis, adhère au NSDAP en 1937 : 224

WITTFOGEL, KARL AUGUST (1896-1988)
Historien allemand de la Chine, socialiste puis communiste, opposant au nazisme, arrêté, puis libéré à la suite d'une campagne internationale de soutien, émigre en 1934 aux Etats-Unis, auteur du *Despotisme oriental*, paru en 1957, dans lequel il s'appuie sur la notion de mode de production asiatique développée par Marx, devient néo-conservateur : 299, 462

WLATNIG, FRIEDRICH (1894-?)
Journaliste zurichois, études de droit et d'économie politique, correspondant de la NZZ en Europe centrale, se rend en URSS en 1927 : 441

WOKER, GERTRUD (1878-1968)
Biochimiste, première femme chargée de cours à l'Université de Berne, socialiste, membre de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, engagée contre les armes chimiques : 142, 335

WRANGEL, PIOTR N. (1878-1928)
Baron russe et officier tsariste, puis général russe blanc, rejoint Denikine, lui succède, battu en Crimée, organise l'évacuation de son armée vers

Constantinople en novembre 1920, s'installe à Belgrade : 80, 92

WÜTHRICH, FRITZ CHARLES (1893-1976)
Ingénieur et chef d'entreprise de Bienne, conseiller national zurichois sur la liste des libéraux indépendants en 1935-1939 : 306

WYSS, OTTO (1889-1960)
Avocat zurichois, depuis 1930 travaille à Moscou comme juriste pour l'Académie communiste et le SRI, membre actif de la société DNR, à son retour avant le déclenchement de la DGM s'installe comme avocat à Bâle, membre du PCS puis du PST qu'il représente au Parlement municipal bâlois : 221

WYSS-VÖGTLIN, MARGRIT VON (?-?)
Née Vöglin, femme du précédent, journaliste, travaille dans le domaine artistique, a vécu en URSS avec son mari, correspondante de la VOKS sur l'art, sinologue : 221, 226, 371

ZALKIND, IVAN A. (1885-1928)
Bolchevique, dans l'émigration en France depuis 1908, rencontre Trotski, docteur en biologie de l'Université de la Sorbonne, en Algérie puis en Espagne durant la guerre, l'un des responsables auprès de Trotski de la publication des documents secrets du Ministère tsariste des affaires étrangères, commissaire suppléant aux Affaires étrangères de la RSFRR, membre de la mission Berzine dont il dirige le bureau d'information, nombreuses missions diplomatiques et consulaires en Europe et en Asie : 40, 41

ZAPPELLI, LUIGI (1886-1948)

Socialiste italien, maire d'Ivrea, doit fuir l'Italie peu après la victoire de Mussolini, s'installe à Lausanne où il exerce une activité de maçonnerie tout en restant très actif politiquement, représentant du PSI en Suisse (section de Lausanne), nombreux engagements en faveur des réfugiés antifascistes, encore pendant la DGM ; un proche de Rémézov et de Brocher : 264, 270, 289

ZASLAVSKI, DAVID I. (1879-1965)

Juif ukrainien, journaliste, membre du CC du Bund, rejoint les bolcheviks après la Révolution d'Octobre, stalinien, nombreux articles dans la *Pravda* et la presse de PIC, après guerre rédacteur à la *Gazette littéraire de Moscou* : 368

ZETKIN, CLARA (1857-1933)

Militante allemande, organise les femmes socialistes en Suisse pendant la Grande Guerre, proche amie de Rosa Luxemburg, membre du KPD, soutient la droite, préside le SOI de sa fondation à sa mort : 115, 142

ZINOVIEV, GRIGORI E.

(1882-1936)

Révolutionnaire russe, au POSDR depuis 1901, le second de Lénine dans l'émigration, opposé à l'insurrection d'Octobre, membre du CC et du BP du PCR(b) de 1921 à 1926, dirige l'organisation de Petrograd et préside

le Komintern de 1919 à 1926, rejoint l'opposition en 1926, deux fois exclu malgré ses autocritiques, condamné à mort lors du 1^{er} procès de Moscou : 60, 61

ZLINTCHENKO, CYRIL P.

(1870-1941)

Issu d'une famille ouvrière, proche des populistes, adhère au POSDR en 1904, travaille dans la clandestinité avant de s'exiler en Suisse où il fonde le Comité international de secours aux sans-travail de Russie, milite au POSV, en février 1917 inspecteur en chef de l'approvisionnement dans le gouvernement provisoire, après Octobre au bureau de presse du gouvernement soviétique, dirige la section russe de Rosta, la section historique du CC du PCUS, rédacteur de la *Révolution prolétarienne*, vice-directeur du Musée historique de la révolution, accusé dès 1929 d'avoir été exclu du POSDR avant son départ pour la Suisse, exclu de la Société des vieux-bolcheviks, collaborateur de la VOKS jusqu'au milieu des années 1930 : 219-222, 249, 258-262, 266, 270, 271, 276-278, 425, 430, 437, 446, 464

Remerciements

Ce livre n'aurait pu exister sans l'aide du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNRS) qui m'a octroyé un subside de vingt-quatre mois. J'ai consacré cette opportunité au dépouillement quotidien des sources dans les archives ex-soviétiques.

Plusieurs chapitres ont bénéficié des suggestions formulées lors de colloques, de conférences et de cours auxquels m'ont convié Alexis Berelowitch (Centre franco-russe de Moscou), Wladimir Berelowitch, Alain Blum et Claire Mouradian (CERCEC de l'EHESP), Sophie Coeuré (Université Paris 7), Mark C. Donfried et Jessica C. E. Gienow-Hecht (Institut for Cultural Diplomacy), Sabine Dullin (Université Lille 3), Charles Heimberg (AEHMO), André Liebich (IHEID), Ottokar Luban (Rosa-Luxemburg Gesellschaft), Antoine Marès (Université Paris I), Kevin Morgan (University of Manchester), Sylvain Schirmann (IEP Strasbourg), Jean Vigreux (Université de Bourgogne), Serge Wolikov (MSH Dijon), Korine Amacher, Aline Helg, Philippe Jaccard et Michel Porret (Université de Genève), Jean Batou, Gianni Haver, Hans-Ulrich Jost, Stéphanie Prezioso et François Vallotton (Université de Lausanne), Alain Clavien, Claude Hauser, Anne-François Praz et Francis Python (Université de Fribourg).

Je ne me suis pas moins nourri de l'écoute, des remarques, questions, critiques et travaux des étudiant(e)s du Séminaire d'histoire de la diplomatie culturelle, dont j'ai eu la charge durant plusieurs années à l'Université de Genève.

Michel Caillat, Marianne Enckell, Thierry Maurice, Caroline Olive, Stéphanie Roulin et Jean-François Pitteloud ont relu le manuscrit ; Sabine Planchot a élaboré la couverture.

Karel Bosko, Collo Bourdel, Mauro Cerutti, Marie-Luce Desgrandchamps, Luc van Dongen, Sébastien Farré, Valérie Gorin, Alix Heiniger, Peter Huber, Rachel Mazuy, Pauline Milani, Ladislav Mysyrowicz, Marc Neuenschwander, Philippe Papin, Nuno Pereira, Marc Perrenoud, Maria Carmen Rodrigues, Susan Gross Solomon et Marc Vuilleumier n'ont cessé de compléter mes lacunes lors de nos échanges.

Ma gratitude se porte aussi en direction de Pierre Apraxine, Chris Arnäck, Jean-Christophe Baubiat, Natacha Besson, Fabrice Brandli, Charles Bricogne, Françoise Briegel, Grégoire Bron, Marco Cicchini, Yves Crevoisier, Manuel Da Silva, Théodora Delville, Corinne et Nikita Derivaz-Soukharev, Gaël et J. C. Drevon, Marc Fafalen, Antoinette, Christine et Michel Fayet, Antoine Fleury, Marcy Flückiger, Philippe Genequand, Pierre-André Graezer, Christian Grosse, Arina et Sergueï Krioutchkov, Valérie Lemaire, Lia Leveillé-Mettral, Ludovic Maugué, Christophe Megevand, Francesco Michelini, Philippe Mischol, José Oeggerli, Eric Pajot, Diane et Xavier Philippe, Cécile, Jacques et Marie-Thérèse Planchot, Vera et Eric Reumann, Yan Schubert, ainsi que mes voisins de la Tour-Maitresse et de la route de Florissant.

Je n'oublie pas Jean-Claude Favez qui me manque beaucoup.

Enfin, je tiens à dire toute ma reconnaissance à Europe, Rose et Sabine, qui ont partagé cette aventure en Russie et en Suisse.

Table des matières

Abréviations et sigles	5
Introduction à la diplomatie culturelle soviétique	11
Première partie : L'émetteur : histoire de la mission Bagotski	33
Introduction : De la Société russe de la Croix-Rouge à la VOKS	35
Chapitre Premier : Un proche de Lénine en mission provisoire	57
Chapitre 2 : L'étranger le plus surveillé de Suisse	65
Chapitre 3 : Rapatrier les soldats, enregistrer les civils	75
Chapitre 4 : La défense de l'emblème de la Croix-Rouge	85
Chapitre 5 : De l'humanitaire au culturel	101
Chapitre 6 : Un milieu particulièrement hostile	127
Chapitre 7 : « Halboffiziell » : les autres activités de Bagotski	157
Chapitre 8 : Les « millions » de Bagotski	179
Chapitre 9 : La contrepartie : Woldemar Wehrlin, un Bagotski helvétique ?	191

Deuxième partie : Les relais locaux : les Sociétés d'étude, d'amitié, de relations et d'échanges culturels avec la Russie nouvelle et l'URSS	205
Introduction : Un marché très concurrentiel	207
Chapitre 10 : La Société d'études documentaires sur la Russie contemporaine (SEDRC) : une société « d'âmes mortes »	243
Chapitre 11 : La Société pour les relations intellectuelles et scientifiques entre la Suisse et l'URSS : des libres penseurs très russophiles	257
Chapitre 12 : La troisième tentative : Das Neue Russland	281
Chapitre 13 : L'ami préféré des Soviétiques : le professeur Stephan Bauer et le groupe ARPLAN	295
Chapitre 14 : Tombé du ciel : Erich Tilgenkamp, les amis du tourisme et du commerce	303
Chapitre 15 : Les concurrents : Les Amis de l'Union soviétique (AUS), Der Bund der Freunde der Sowjetunion (BFSU-SVFSU)	309
Chapitre 16 : Puisqu'il n'en reste qu'un : Léon Nicole et la Société Suisse-Russie d'informations économiques et culturelles	327
Chapitre 17: Les héritiers : Die Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion (GSS), L'Association Suisse-URSS (ASU)	333
Troisième partie : Le produit : le guide de la culture soviétique en Suisse	343
Introduction : Un produit au contenu ambigu	345
Chapitre 18 : Les publications soviétiques	379
Chapitre 19 : Les éditions des amis	403
Chapitre 20 : Les articles, les documents et les photographies	425
Chapitre 21 : Les conférences	453
Chapitre 22 : Les expositions	471
Chapitre 23 : Les films	495
Conclusion : Des échanges à sens unique	513
Sources	519
Index des noms et notices biographiques	521

